

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION  
VERSION 2**

**Le jeudi 22 août 2024**

**à 17 h**

**AVIS DE CONVOCATION**

Montréal, le jeudi 15 août 2024

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 22 août 2024, à 17 h, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1<sup>er</sup> étage du 275, rue Notre-Dame Est**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

---

Emmanuel TANI-MOORE  
Greffier de la Ville

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION  
VERSION 2**

**Le jeudi 22 août 2024**

**à 17 h**

Veillez prendre connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 22 août 2024 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 8 août 2024.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des points 20.32 à 20.57, 30.04, 41.04 et 41.05.

Veillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.



**Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération  
du jeudi 22 août 2024**

**ORDRE DU JOUR**

**VERSION 2**

**01 – Période de questions du public**

**01.01**     Service du greffe

Période de questions du public

**02 – Période de questions des membres du conseil**

**02.01**     Service du greffe

Période de questions des membres du conseil

**03 – Ordre du jour et procès-verbal**

**03.01**     Service du greffe

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

**03.02**     Service du greffe

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 20 juin 2024, à 17 h

## **04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

### **04.01**     Service du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

### **04.02**     Service du greffe

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

### **04.03**     Service du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

## **05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil**

### **05.01**     Service du greffe

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

## **06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil**

### **06.01**     Service du greffe

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Consultation prébudgétaire 2025 - Rapport et recommandations »

## 07 – Dépôt

### 07.01 Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1240029005

Dépôt du rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023

## 11 – Dépôt de pétitions

### 11.01 Service du greffe

Dépôt de pétitions

## 20 – Affaires contractuelles

### 20.01 Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports - 1248475001

Accorder un soutien en services liés à la fluidité de la circulation et à la sécurité extérieure estimé à 1 000 000 \$ à Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024, pour la tenue de la Coupe des Présidents 2024 du 24 au 29 septembre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence* : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

### 20.02 Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques - 1249633005

Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$, taxes incluses

*Compétence* : Acte mixte  
*d'agglomération* :

**20.03**     Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international - 1241084002

Accorder un soutien financier non récurrent d'un montant maximal de 100 000 \$ à la grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI, en lien avec l'organisation de la deuxième édition de l'événement économique ALL IN qui aura lieu au Palais des congrès de Montréal les 11 et 12 septembre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence*                                   Élément du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                         destinée spécifiquement à une entreprise

**20.04**     Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1245478001

Accorder un contrat de gré à gré à TMEIC Corporation Americas, pour l'achat de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense maximale de 365 058 \$ US, taxes incluses (environ 494 288 \$ CA) (contrat : 347 811 \$ US (environ 470 936 \$ CA) + frais de livraison/importation : 17 247 \$ US (environ 23 352 \$ CA))

*Compétence*                                   Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.05**     Service du matériel roulant et des ateliers - 1247567019

Accorder un contrat à Distributions Maranda inc. pour la fourniture et l'installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Dépense totale de 580 740,28 \$, taxes incluses (contrat : 483 950,23 \$ + contingences : 96 790,05 \$) - Appel d'offres public 24-20408 (1 soum.)

*Compétence*                                   Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                         police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.06**     Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité  
- 1247157012

Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 200 479,02 \$, taxes et contingences incluses, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal (lot 2), dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First inc. (CE20 2056), majorant ainsi le montant total du contrat de 628 097,31 \$ à 828 576,33 \$, taxes et contingences incluses

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.07**     Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles  
- 1248501001

Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois dans le cadre de deux contrats accordés à Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515) pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées et autoriser une dépense additionnelle de 601 244,37 \$, taxes incluses (contrats : 530 135,20 \$ + contingences : 23 124,78 \$ + indexations : 47 984,39 \$), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 225 927,44 \$ à 2 827 171,81 \$, taxes incluses

*Compétence*                             Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi  
*d'agglomération :*                     que tout autre élément de leur gestion si elles sont  
   dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du  
   plan de gestion de ces matières

**20.08**     Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1249106002

Autoriser la cession de contrat de Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. à Béton Provincial pour la fourniture et la livraison sur demande d'abrasif d'hiver (CG22 0642) / Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. (CG22 0642) - Le montant total estimé de l'entente-cadre est maintenu à 2 939 423,83 \$, taxes incluses (contrat : 2 556 020,72 \$ + variations de quantités : 383 403,11 \$)

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.09**     Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles  
- 1244530002

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et d'études géotechniques avec Les Services EXP inc. (Lot 1 : 1 665 182,93 \$, taxes incluses), FNX-INNOV inc. (Lot 2 : 1 536 783,73 \$, taxes incluses), Groupe ABS inc. (Lot 3 : 1 391 062,40 \$, taxes incluses) et WSP Canada inc. (Lot 4 : 1 197 832,60 \$, taxes incluses), jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité - Dépenses totales : 5 790 861,66 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 24-20479 (8 soum.)

*Compétence*                                    Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.10**     Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques - 1245954010

Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc., pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour la maintenance des logiciels développés par l'éditeur, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif) / Autoriser le directeur de la direction infrastructure et technologies du Service des technologies de l'information à signer les documents, pour et au nom de la Ville

*Compétence*                                    Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.11**     Service du matériel roulant et des ateliers - 1247567021

Conclure des ententes-cadre avec Uni-Select inc. pour l'acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de 24 mois, avec 2 périodes de renouvellement de 12 mois - Montant estimé des ententes : 466 659,65 \$, taxes incluses (contrat : 388 883,04 \$ + contingences : 77 776,61 \$) - Appel d'offres public 24-20406 (3 soum.)

*Compétence*                                    Acte mixte  
*d'agglomération :*



**20.12**     Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international - 1247339001

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 65 000 \$ à Printemps Numérique pour la mise en place de leur événement MTL Connecte qui se tiendra du 15 au 18 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence*                                   Élément du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                         destinée spécifiquement à une entreprise

**20.13**     Service du matériel roulant et des ateliers - 1247567020

Accorder un contrat à Nautic & Art inc. pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique (lot 1) - Dépense totale de 275 258,20 \$, taxes incluses (contrat : 239 354,96 \$ + contingences : 35 903,24\$) - Appel d'offres public 24-20476 (1 soum.)

*Compétence*                                   Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                         police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.14**     Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1247100003

Conclure une entente-cadre avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. pour le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs et Atwater, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, pour une période de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 597 150,83 \$, taxes incluses (entente-cadre : 519 261,59 \$ + variation des quantités : 77 889,24 \$) - Appel d'offres public 24-20453 (1 soum.)

*Compétence*                                   Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.15**     Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1245072001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour les travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 500 mm en fonte grise sous le boulevard Rosemont, entre le boulevard Saint-Michel et le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 3 271 933,91 \$, taxes incluses (contrat : 2 753 897,30 \$ + contingences : 330 467,38 \$ + incidences : 187 569,33 \$) - Appel d'offres public DRE-P24021-198988-C (4 soum.)

*Compétence*                                    Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.16**     Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles  
- 1247075002

Accorder deux contrats à Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour la gestion des opérations des sept écocentres de l'agglomération de Montréal pour une période de 45 mois, avec la possibilité d'une période de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 16 397 354,75 \$, taxes incluses (contrats : 15 164 730,76 \$ + contingences : 780 826,42 \$ + indexation : 451 797,58 \$) - Appel d'offres public 24-20554 (2 soum.)

*Compétence*                                    Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi  
*d'agglomération :*                            que tout autre élément de leur gestion si elles sont  
  dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du  
  plan de gestion de ces matières

**20.17**     Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1249109001

Exercer l'option de prolongation de 12 mois pour la fourniture et la livraison sur demande de constats d'infraction dans le cadre du contrat accordé à Gestion des communications Data Corp. (CG23 0058) et autoriser une dépense additionnelle de 436 215,13 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 719 755 \$ à 1 155 970,13 \$, taxes incluses

*Compétence*                                    Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.18**     Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1245481001

Conclure une entente-cadre avec Supremex inc. pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires pour les employés de la Ville de Montréal, pour une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente-cadre de 955 271,81 \$, taxes incluses (entente : 830 671,14 \$ + variation des quantités : 124 600,67 \$) - Appel d'offres public 24-20470 (3 soum.)

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.19**     Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat -  
1243715002

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 70 000 \$ à Mutek pour la mise en œuvre du volet professionnel de leur événement, Mutek Forum, du 20 au 23 août 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence*                             Élément du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                     destinée spécifiquement à une entreprise

**20.20**     Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité - 1247428003

Exercer la première option de renouvellement des ententes-cadres de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 158 930,45 \$, taxes et contingences incluses, pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM, dans le cadre des contrats accordés à Centre Beaumont pneus et mécanique, Pneus Ratté inc., Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 enr. et Chenier Auto Service inc. (CE22 1188 et CG22 0450), majorant ainsi la dépense maximale des contrats de 2 228 712,39 \$ à 3 387 642,84 \$, taxes incluses

*Compétence*                             Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                     police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de  
  premiers répondants

**20.21** Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés - 1249741001

Accorder un contrat d'exclusivité à Remorquage Météor inc. pour le remorquage et l'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour une période de deux ans, avec une option de prolongation de deux ans, pour une somme maximale de 583 101,46 \$, taxes incluses - Appel d'offres 24-20541 (1 soum.)

*Compétence* Dépannage, remorquage et remisage des véhicules  
*d'agglomération :*

**20.22** Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1247432002

Accorder un contrat à XO Construction inc. pour la réfection des systèmes de ventilation d'air et le renforcement de la structure des ateliers Viau - Dépense totale de 23 397 642,45 \$, taxes incluses (contrat : 17 998 186,50 \$ + contingences : 3 599 637,30 \$ + incidences : 1 799 818,65 \$) - Appel d'offres public IMM-15929 (2 soum.)

*Compétence* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants  
*d'agglomération :*

**20.23** Service du matériel roulant et des ateliers - 1247567023

Conclure des ententes-cadres avec Accessoires Outillage Limitée pour la location saisonnière de balais de rue, de type aspirateur sur châssis porteur, d'une capacité nominale minimale de 7,8 verge cube sans opérateur et avec entretien, pour une période de deux ans sans option de renouvellement - Montant estimé des ententes : 6 011 739,80 \$, taxes incluses (contrat : 5 227 599,83 \$ + contingences : 784 139,97 \$) - Appel d'offres public 24-20525 - (1 soum.)

*Compétence* Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.24** Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1248180001

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 220 000 \$ à Xn Québec pour l'année 2024-2025 et de 440 000 \$, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour la mise en œuvre de son « Plan d'action triennal 2024-2027 » / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence* Éléments du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :* destinée spécifiquement à une entreprise

**20.25** Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1245967001

Accorder un contrat à Cloutier et Gagnon (1988) ltée pour les travaux de réfection de la toiture de la caserne de pompier 62 - Dépense totale de 500 321,99 \$, taxes incluses (contrat : 388 191,24 \$ + contingences : 77 638,25 \$ + incidences : 34 492,50 \$) - Appel d'offres public IMM-15919 (6 soum.)

*Compétence* Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :* police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.26** Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines - 1247231041

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études géotechniques pour les services centraux avec Englobe Corp. (contrat 1 : 2 556 926,27 \$, taxes incluses), GHD Consultants ltée (contrat 3 : 1 998 391,97 \$, taxes incluses) et Stantec Expert-Conseils ltée (contrat 4 : 1 749 499,84 \$, taxes incluses), jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, selon la première des deux éventualités - Dépenses totales : 6 304 818,08 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20481 (6 soum.)

*Compétence* Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.27**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1249558001

Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour la fourniture de services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, situé dans le Grand parc de l'Ouest, jusqu'à l'épuisement budgétaire ou la fin du projet prévue en 2029 - Dépense totale de 1 811 904,83 \$, taxes incluses (contrat : 1 307 277,25 \$ + contingences : 261 455,45 \$ + incidences : 243 172,13 \$) - Appel d'offres public 24-20502 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :*                      Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**20.28**     Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1247408001

Accorder un soutien financier non-récurrent de 292 500 \$ à PME Mtl Centre-Est pour la réalisation du projet « Immobilier collectif » / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :*                      Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

**20.29**     Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1249973001

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi - Dépense totale de 7 679 026,64 \$, taxes incluses (contrat : 6 399 188,87 \$ + contingences : 1 279 837,77 \$) - Appel d'offres public DEEU-IP24010-168542-C (2 soum.)

*Compétence d'agglomération :*                      Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.30**     Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs - 1249563007

Autoriser une dépense additionnelle de 165 399,30 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciel de design graphique vectoriel, dans le cadre des contrats accordés à Solutions informatiques INSO inc. (lot 1) et Compugen inc. (lot 3) (CG22 0414), majorant ainsi le montant total de la dépense de 2 102 208,65 \$ à 2 267 607,95 \$, taxes incluses

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.31**     Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1249861007

Approuver l'addenda 4 aux trois conventions approuvées par résolution (CG21 0619) et l'addenda 1 aux deux conventions approuvées par résolution (CG22 0484), dans le cadre du volet 2, afin d'inclure les honoraires professionnels aux frais admissibles de ce volet, pour un montant de 1 628 276 \$ du programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes

*Compétence*                             Élément du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                     destinée spécifiquement à une entreprise

**20.32**     Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1246469001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services en expertise agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 (10 soum.)

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.33**     Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1246666001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 (3 soum.)

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.34**     Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques - 1249351002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Centre de téléphone mobile Itée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soum.)

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*



**20.35**     Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1245538002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder des contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable du Service de l'eau, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat : 27 289 546,20 \$ + contingences : 2 980 135,60 \$ + variation de quantités : 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503 (3 soum.)

*Compétence*                                   Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.36**     Service de l'eau , Direction des projets majeurs - 1249897002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et architecture à AtkinsRéalis Canada inc. pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet de désinfection de la Station Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 12 358 567,25 \$, taxes incluses (contrat : 11 770 064,05 \$ + contingences : 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 (1 seul soum.)

*Compétence*                                   Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.37**     Service de l'eau , Direction des projets majeurs - 1245606001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour des travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte - Lot 5 - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat : 174 654 000,46 \$ + contingences : 8 732 700,02 \$ + incidences : 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (2 soum.)

*Compétence*                                   Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.38**     Service de l'eau , Direction des projets majeurs - 1243714001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour des travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiment 710, 711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte - Lot 4 - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat : 104 315 252,95 \$ + contingences : 5 215 762,65 \$ + incidences : 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (2 soum.)

*Compétence*                                   Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.39**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels - 1248144001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder deux contrats à Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats : 4 492 568,44 \$ + variation des quantités : 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (1 seul soum.)

*Compétence*                                    Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.40**     Service de l'eau , Direction des projets majeurs - 1245597001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de quatre ans, avec une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 5 795 786,27 \$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences : 755 972,12 \$) - Appel d'offres public 24-20493 (1 soum.)

*Compétence*                                    Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**20.41**     Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions - 1248042006

Approuver la quatrième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard De Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, d'une superficie de 6 562 pieds carrés, pour le poste de quartier 45 du Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, rétroactivement à compter du 29 février 2024 - La dépense totale est de 2 441 607,84 \$, taxes incluses

*Compétence*                                    Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants  
*d'agglomération :*

**20.42**     Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information  
- 1245942001

Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires, incluant leur support et leurs mises à jour, pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une durée de 37 mois, soit du 1<sup>er</sup> octobre 2024 au 24 novembre 2027, pour une somme maximale de 2 519 933,29 \$, taxes incluses

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.43**     Service de l'habitation , Direction développement résidentiel - 1249499001

Accorder un soutien financier supplémentaire de 1 756 704 \$ à Hébergement jeunesse le Tournant en complément au soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière / Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1<sup>er</sup> rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665

*Compétence*                             Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux  
*d'agglomération :*                     sans-abri

**20.44**     Service du matériel roulant et des ateliers - 1247567009

Exercer l'option de renouvellement de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 20 256 967,12 \$, taxes et contingences incluses, pour la fourniture de camions incendie six roues et dix roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds, dans le cadre du contrat accordé à Techno Feu inc. (CG22 0492), majorant ainsi la dépense totale de 52 000 463,03 \$ à 72 257 403,15 \$, taxes et contingences incluses

*Compétence*                             Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                     police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de  
premiers répondants

**20.45**     Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions -  
1244501003

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9215-1125 Québec inc. un terrain d'une superficie de 263 mètres carrés, constitué du lot 1 179 689 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant

*Compétence*                                    Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux  
*d'agglomération :*                            sans-abri

**20.46**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de  
grands parcs et milieux naturels - 1248167001

Accorder un contrat à 9103-7143 Québec inc. pour des services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois-d'Anjou, pour une période maximale de 7 mois, soit de septembre 2024 à mars 2025 inclusivement - Dépense totale de 295 775,95 \$, taxes incluses (contrat : 246 479,97 \$ + contingences : 24 647,99 \$ + variation de quantité : 24 647,99 \$) - Appel d'offres public 24-20561 (1 seul soum.)

*Compétence*                                    Cas où la municipalité centrale a succédé à une  
*d'agglomération :*                            municipalité régionale de comté ou à une communauté  
urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence  
appartient à la municipalité centrale et appartenait, en  
vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la  
municipalité a succédé

**20.47**     Service de la stratégie immobilière - 1219220004

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du « Parc Marquette » Montréal pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, constitué du lot 6 527 624 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 34 ans, soit à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069, dont la rente annuelle sera de 3 400 \$. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation

*Compétence*                                    Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux  
*d'agglomération :*                            sans-abri

**20.48** Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions -  
1245323007

Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, des parcelles de terrain constitués des lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$, taxes incluses, pour le terme

*Compétence*  
*d'agglomération :* Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

**20.49** Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat -  
1246352001

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 75 000 \$ à la Jeune Chambre de Commerce de Montréal pour le projet Zone entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence*  
*d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**20.50** Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain - 1248698005

Autoriser une dépense additionnelle de 288 927,27 \$, taxes incluses, pour l'aménagement d'une piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier, entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme à Sainte-Anne-de-Bellevue, majorant ainsi la dépense totale de 2 207 821,59 \$ à 2 496 748,86 \$, taxes incluses

*Compétence*  
*d'agglomération :* Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

**20.51**     Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions -  
1244565002

Approuver le premier amendement au bail intervenu entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec (CG21 0463) afin de retirer, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, l'entretien ménager des obligations du locateur et de modifier le loyer en conséquence, pour les bureaux d'une superficie de 9 548 pieds carrés situés au 8225 avenue de l'Esplanade, pour les besoins du poste de quartier 31 du Service de Police de la Ville de Montréal / Autoriser le virement budgétaire de 15 537,52 \$ en 2024, et de 46 612,56 \$ en 2025 et les années subséquentes, en provenance du Service de la stratégie immobilière vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles

*Compétence*                                     Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                             police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de  
   premiers répondants

**20.52**     Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion  
de projets immobiliers - 1249057004

Autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouverts », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural inc. (CG21 0283), dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 \$ à 1 935 960,55 \$, taxes et contingences incluses

*Compétence*                                     Acte mixte  
*d'agglomération :*

**20.53**     Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion  
de projets immobiliers - 1249449001

Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour l'exécution des travaux de mise aux normes de la pataugeoire, de rénovation du chalet, de l'aménagement d'une aire de jets d'eau et de réaménagement de la croisée au parc Jeanne-Mance - Dépense totale de 14 855 923,61 \$, taxes incluses (contrat : 11 884 738,89 \$ + contingences : 2 376 947,78 \$ + incidences : 594 236,94 \$) - Appel d'offres public IMM-20264 (4 soum.)

*Compétence*                                     Annexe du décret - Contributions municipales et gestion  
*d'agglomération :*                             d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la  
   mise en valeur des biens, sites et arrondissements  
   reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

**20.54**     Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1245604001

Accorder un contrat à Environnement Routier NRJ inc. pour la conception et la réalisation des travaux de sécurisation des stationnements du Centre opérationnel Est du Service de Police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 874 888,13 \$, taxes incluses (contrat : 1 388 806,02 \$ + contingences : 277 761,21 \$ + incidences : 208 320,90 \$ - Appel d'offres public IMM-15924 (1 seul soum.)

*Compétence d'agglomération :*                    Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.55**     Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions - 1246025007

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Entreprises Burak inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 242 pieds carrés, situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de Police de la Ville de Montréal, pour un terme de 4 ans et 7 mois, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 jusqu'au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 215 912,01 \$, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :*                    Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.56**     Service de la culture - 1249419001

Accorder un soutien financier de 44 064,17 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. pour la portion financière du projet assumée par la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :*                    Élément du développement économique qu'est l'accueil des touristes effectué dans l'agglomération



**20.57** Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions -  
1245323010

Approuver un projet de convention de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête à La Corbeille Bordeaux-Cartierville des locaux aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages de la maison du Meunier, sise au 10 897, rue du Pont, au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, d'une superficie de 230,8 mètres carrés, pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024, à des fins d'exploitation d'un service alimentaire, sans contrepartie financière - Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 134 151 \$, plus les taxes applicables

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**30 – Administration et finances**

**30.01** Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire - 1248986008

Approuver la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet de la Société québécoise des infrastructures visant la démolition de la Maison Tanguay et la construction d'un nouvel établissement de détention

*Compétence d'agglomération :* Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**30.02** Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat -  
1245531002

Approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

**30.03**      Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance -  
1249966002

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière eau et égouts de l'agglomération pouvant aller jusqu'à 2 700 000 \$, somme nécessaire pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année

*Compétence*                                  Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**30.04**      Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement et de la trésorerie - 1246394001

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (118 432 890,87 \$)

*Compétence*                                  Acte mixte  
*d'agglomération :*

**41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement**

**41.01**      Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1249861006

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017)

*Compétence*                                  Éléments du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                              destinée spécifiquement à une entreprise

**41.02**     Service de l'environnement - 1246831001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 \$ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

*Compétence  
d'agglomération :*                   Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**41.03**     Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1248285001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

*Compétence  
d'agglomération :*                   Acte mixte

**41.04**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports - 1248168005

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)

*Compétence  
d'agglomération :*                   Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**41.05**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels - 1244352005

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029)

*Compétence d'agglomération :*                   Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**42 – Adoption de règlements**

**42.01**     Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1247797001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal) (RCG 23-025)

*Compétence d'agglomération :*                   Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**42.02**     Service de la culture , Direction du développement culturel - 1247637002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ afin de financer l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations (RCG 23-014) afin de changer l'objet

*Compétence d'agglomération :*                   Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

**42.03**     Service du greffe - 1243599004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053)

*Compétence*                             Acte mixte  
*d'agglomération :*

**42.04**     Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1243074001

Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023)

*Compétence*                             Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

# Montréal

---

## Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 20 juin 2024 17 h

---

### Séance tenue le jeudi 20 juin 2024, à 17 h salle du conseil de l'hôtel de ville

---

#### PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, Mme Dida Berku, représentante de la Ville de Côte Saint-Luc, en remplacement de M. Mitchell Brownstein, Mme Nancy Blanchet, M. Alex Bottausci, Mme Julie Brisebois, M. Benoit Dorais, M. Marc Doret, Mme Heidi Ektvedt, M. Michel Gibson, M. Pierre Lessard-Blais, M. Jeremy Levi, M. François Limoges, M. Peter Malouf, M. Denis Marcil, représentant de la Ville de Montréal-Est, en remplacement de Mme Anne St-Laurent, M. Alex Norris, M. Jocelyn Pauzé, Mme Marie Plourde, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, Mme Christina M. Smith, M. Tim Thomas, Mme Émilie Thuillier, Mme Tanya Toledano, M. Alain Vaillancourt, Mme Maja Vodanovic et M. Ryan Young, représentant de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, en remplacement de Mme Paola Hawa

#### ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION :

M. Georges Bourelle, M. Beny Masella et Mme Sophie Mauzerolle

#### AUTRES PRÉSENCES :

M<sup>e</sup> Domenico Zambito, Greffier adjoint  
Mme Gaëlle Dieudonné, Analyste-rédactrice

---

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, souhaite la bienvenue à toutes et à tous et invite les membres du conseil à se joindre à elle pour un moment de recueillement.

Puis, elle remercie les membres du conseil pour cette minute de silence et déclare la séance ouverte.

Avant de procéder avec la Période de questions du public, la présidente d'assemblée cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

Mme Plante souhaite la bienvenue aux maires et mairesses des villes liées dans la nouvelle salle du conseil restaurée de l'hôtel de ville. Elle offre également de leur faire visiter les nouveaux espaces de l'hôtel de ville. Elle conclut en souhaitant de bonnes vacances à toutes et à tous.

*Un nouveau plan de salle est déposé.*

---

#### 1 - Période de questions du public

À 17 h 07, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Période de questions du public » et invite les personnes du public présentes à poser leurs questions.

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
Nousra Benkara Mohamed	Élu-e responsable (M. Alain Vaillancourt)	Que faire pour que le peuple palestinien puisse croire en la paix et à la sécurité et qu'elles soient mises en pratique? / Que peut-on faire pour arrêter les crimes en Palestine?

Sara Ahmad	Élu-e responsable (M. Alain Vaillancourt)	Souhaite que l'on prenne en considération le génocide du peuple palestinien qui dure depuis près de 76 ans et que ce peuple puisse se défendre comme toute autre nation / Est-ce que la Ville de Montréal votera une motion qui condamne l'idéologie du sionisme?
------------	--	---

À 17 h 15, la présidente d'assemblée fait la lecture de cinq questions de la part du public reçues via le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Montréal. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

*Prendre note que les questions du public reproduites ci-dessous à ce procès-verbal apparaissent comme elles ont été reçues, sans révision, ni modification.*

Question de	À	Objet
Nicole Corrado	M. Georges Bourelle (M. Alain Vaillancourt)	Please consider reallocating police funds and detasking the police so that mental health calls can be attended by a non police alternative service. Please also stop using rodenticides in parks like Cap St Jacques Nature Park.
Remi Masson	Mme Valérie Plante <sup>1</sup>	Quel est le nombre de meurtres est il nécessaire pour que vous finalement condamné israel et arrêté de les vendre des armes?
Philippe Paré	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	I have seen the PUM2050 plan that the city of Montréal is working on. Most of it will end up being sent to the aglo to pay for something that will only affect the central city. Why is it that nothing is planned for the non Montréal cities while the bill will be given in the end to the aglo to pay. Could a agglomeration wide plan be set so that the equality of taxes be properly split or a promise that we will not have to pay for this since we will not benefit from it in our cities?
Ian Craig	Mme Valérie Plante M. Robert Beaudry	Do you support a junction station at Namur on the St-Jerome line? If yes - when? If no-why not?
Murray Levine	Élu-e responsable (M. François Limoges)	The person who is most knowledgeable regarding Montreal's 2023/2024 Environmental Report of this week Question In 2019 a leading scientist informed the federal government of an environmental danger in the residential areas of Dorval. She made several recommendations. Not one was adopted. Montreal pollution employees were made aware of the problem by the scientist. Montreal is responsible for testing for air pollution on the Island. Last June Montreal failed to report on the pollutant problem. Apparently Montréal didn't order the appropriate device to measure. A year was wasted. Several days ago I asked Executive Committee Member M-A MAUGER whether the air in Dorval is acceptable for the level of nanoparticles based on the World Health Organization's guidelines. I have yet to receive a response confirming that the level of nanoparticles are acceptable.  Does the air of the residential areas of Dorval meet with the acceptable standards of the WHO? YES OR NO? I welcome both verbal and written responses!

<sup>1</sup> La mairesse Valérie Plante s'est prévalué du droit de ne pas répondre en vertu de l'article 31 du *Règlement de régie interne du conseil d'agglomération* (RCG 06-027).

N'ayant plus d'autres questions, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, déclare la Période de questions du public close à 17 h 22. Elle remercie les personnes présentes et les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil d'agglomération.

---

## 2 - Période de questions des membres du conseil

À 17 h 23, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 17 h 23.

---

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, pour la suite de l'ordre du jour.

---

### CG24 0299

#### Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 20 juin 2024, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente assemblée.

Adopté à l'unanimité.

03.01

---

### CG24 0300

#### Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 16 mai 2024, à 17 h

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 16 mai 2024, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 6 juin 2024 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---



#### **4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose les documents suivants :

- 4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2024.
- 4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2024.
- 4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*, du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2024.

---

#### **5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil**

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucune réponse n'est déposée.

---

#### **6 - Dépôt de rapports des commissions du conseil**

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de rapports des commissions du conseil ».

##### **CG24 0301**

##### **Dépôt du rapport de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Projet de Politique de la vie nocturne montréalaise - Rapport et recommandations »**

M. Peter Malouf, à titre de membre de cette Commission, dépose le rapport de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Projet de Politique de la vie nocturne montréalaise - Rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

06.01

---

##### **CG24 0302**

##### **Dépôt du rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics intitulé « Le chemin de l'école : sécurisation et déplacements actifs - Rapport et recommandations »**

M. Michel Gibson, à titre de vice-président de cette commission, dépose le rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics intitulé : « Le chemin de l'école : sécurisation et déplacements actifs - Rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

---

Un débat s'engage.

---

06.02

---

## 7 - Dépôt

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt ».

### **CG24 0303**

#### **Dépôt du rapport annuel 2023 de la vérificatrice générale de la Ville**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2023 de la vérificatrice générale de la Ville, et le conseil en prend acte.

07.01

---

### **CG24 0304**

#### **Dépôt du rapport annuel des actions réalisées en 2023 dans le cadre de la Planification économique conjointe (PEC) 2022-2025**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport annuel des actions réalisées en 2023 dans le cadre de la Planification économique conjointe (PEC) 2022-2025.

07.02 1249496001

---

### **CG24 0305**

#### **Dépôt du bilan annuel 2023 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2023 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA).

07.03 1247639001

---

### **CG24 0306**

#### **Dépôt du bilan 2023 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal et la reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le bilan 2023 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal et la Reddition de compte du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025.

07.04 1242937001

---

### **CG24 0307**

#### **Dépôt du rapport du comité d'audit de la Ville aux conseils sur l'examen des états financiers pour l'année 2023**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport du comité d'audit de la Ville aux conseils sur l'examen des états financiers pour l'année 2023.

07.05 1247665004

---

**CG24 0308****Dépôt du rapport financier consolidé audité de la Ville de Montréal sous le format « Ville » ainsi que des documents non audités, Reddition de comptes financière et Faits saillants, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023**

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport financier consolidé audité de la Ville de Montréal sous le format « Ville » ainsi que des documents non audités, Reddition de comptes financière et Faits saillants, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

---

Un débat s'engage.

---

M. Luc Rabouin dit être en désaccord avec le terme « camouflage » utilisé par Mme Dida Berku lors de son intervention sur les aspects du dossier décisionnel.

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, confirme que « camouflage » est antiparlementaire et demande à Mme Berku de se rétracter à cet effet. Mme Berku retire le mot cité. La présidente d'assemblée la remercie et clôt le débat.

07.06 1240029002

---

**11 - Dépôt de pétitions**

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de pétitions ».

Aucune pétition n'est déposée.

À 17 h 39,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG24 0309**

**Accorder six contrats à GFL Environmental inc. et à Excavations Vidolo ltée pour la fourniture et le transport de conteneurs pour système de levage par câble (« roll-off ») de matières résiduelles aux écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel pour une période de 46 à 48 mois, avec la possibilité de deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 10 191 263,31 \$, taxes incluses (contrats : 9 109 381,11 \$ + contingences : 253 598,68 \$ + indexation : 828 283,52 \$) - Appel d'offres public 24-20423 (4 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 mai 2024 par sa résolution CE24 0770;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à GFL Environmental inc. et Excavations Vidolo Itée, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 46 mois (lot 6) à 48 mois (lots 1 à 5), les contrats pour la fourniture et le transport de conteneurs de matières résiduelles pour les écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20423 :

Fournisseurs	Lots	Écocentres	Contrats (montant taxes incl.)
	1 (excluant 1.3.2)	Acadie	972 932,11 \$
	2 (excluant 2.3.2)	Côte-des-Neiges	1 714 689,73 \$
GFL Environmental inc.	4 (excluant 4.3.2)	Rivière-des-Prairies	1 654 438,79 \$
	5 (excluant 5.3.2)	Saint-Michel	2 208 378,63 \$
	6	Matières recyclables (5 écocentres)	377 034,83 \$
Excavations Vidolo Itée	3 (excluant 3.3.2)	La Petite-Patrie	2 181 907,02 \$
<b>Total - toutes taxes incluses</b>			<b>9 109 381,11 \$</b>

- 2- d'autoriser une dépense de 253 598,68 \$, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement des prix (indexation) :

Fournisseurs	Lots	Écocentres	Indexation (montant taxes incl.)
	1 (excluant 1.3.2)	Acadie	26 992,78 \$
	2 (excluant 2.3.2)	Côte-des-Neiges	47 637,36 \$
GFL Environmental inc.	4 (excluant 4.3.2)	Rivière-des-Prairies	45 997,69 \$
	5 (excluant 5.3.2)	Saint-Michel	61 362,70 \$
	6	Matières recyclables (5 écocentres)	10 957,62 \$
Excavations Vidolo Itée	3 (excluant 3.3.2)	La Petite-Patrie	60 650,53 \$
<b>Total - toutes taxes incluses</b>			<b>253 598,68 \$</b>

- 3- d'autoriser une dépense de 828 283,52 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences :

Fournisseurs	Lots	Écocentres	Contingences (montant taxes incl.)
	1 (excluant 1.3.2)	Acadie	59 995,50 \$
	2 (excluant 2.3.2)	Côte-des-Neiges	176 232,71 \$
GFL Environmental inc.	4 (excluant 4.3.2)	Rivière-des-Prairies	102 026,19 \$
	5 (excluant 5.3.2)	Saint-Michel	226 974,13 \$
	6	Matières recyclables (5 écocentres)	38 799,24 \$
Excavations Vidolo Itée	3 (excluant 3.3.2)	La Petite-Patrie	224 255,75 \$
<b>Total - toutes taxes incluses</b>			<b>828 283,52 \$</b>

- 4- de procéder à une évaluation du rendement de GFL Environmental inc. et Excavations Vidolo Itée à la fin des contrats;

- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1249634001

**CG24 0310**

**Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 3 230 387,89 \$, taxes incluses, pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien Alphanet inc. (CG20 0435), majorant ainsi le montant total de la dépense de 12 946 283,40 \$ à 16 176 671,29 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 mai 2024 par sa résolution CE24 0771;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'exercer la deuxième option de prolongation pour une période de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024 et autoriser une dépense additionnelle de 3 076 559,89 \$, taxes incluses, pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Services d'entretien Alphanet inc. (CG20 0435), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 946 283,40 \$ à 16 022 843,29 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser une dépense de 153 828 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1247157008

---

**CG24 0311**

**Autoriser une dépense additionnelle de 215 923,05 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour finaliser les travaux de remplacement de la dalle du garage et de réaménagement des espaces de la Caserne 39, située au 2915, rue Monsabré dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG22 0163), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 098 198,46 \$ à 5 314 121,51 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 mai 2024 par sa résolution CE24 0772;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 215 923,05 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour finaliser les travaux de remplacement de la dalle du garage et de réaménagement des espaces de la Caserne 39, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG22 0163), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 098 198,46 \$ à 5 314 121,51 \$, taxes et contingences incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1246342001

---

**CG24 0312**

**Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 2 740 674,84 \$, taxes incluses, pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés aux firmes Placement Potentiel inc. et Axia Services (CG20 0493), majorant ainsi le montant total de la dépense de 10 591 150,74 \$ à 13 331 825,58 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 29 mai 2024 par sa résolution CE24 0798;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 2 610 166,51 \$, taxes incluses, pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés aux firmes Placement Potentiel inc. et Axia Services (CG20 0493), majorant ainsi le montant total de la dépense de 10 591 150,74 \$ à 13 331 825,58 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser une dépense de 130 508,33 \$, taxes incluses (Placement Potentiel inc. : 41 963,41 \$, Axia Services : 88 544,92 \$), à titre de budget de contingences;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1247157009

**CG24 0313**

**Conclure des ententes-cadres avec Poulin Électrique inc. (lots 1 et 3) et Mofax Électrique Ltée (lot 2), pour la fourniture de services d'électriciens, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une durée de 36 mois, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2027, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes : 7 810 647,26 \$, taxes incluses (contrats : 6 508 872,72 \$ + contingences : 1 301 774,54 \$) - Appel d'offres public 24-20435 (7 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 29 mai 2024 par sa résolution CE24 0799;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de 36 mois, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2027, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services d'électriciens, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20435 :

<u>Firmes</u>	<u>Lot</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Poulin Électrique inc.	1	2 186 347,35 \$
Mofax Électrique Ltée	2	2 067 710,40 \$
Poulin Électrique inc.	3	2 254 814,97 \$

- 2- d'autoriser une dépense de 1 301 774,54 \$, taxes incluses (lot 1 : 437 269,47 \$ + lot 2 : 413 542,08 \$ + lot 3 : 450 962,99 \$), à titre de budget de contingences;
- 3- de procéder à une évaluation du rendement de Poulin Électrique inc. et Mofax Électrique Ltée;

- 4- d'imputer ces dépenses à même le budget de fonctionnement de la Direction de la gestion immobilière et de l'exploitation, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1247157010

---

À 17 h 40,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0314**

**Conclure une entente-cadre avec Québec Linge (Canadian Linen and Uniform Service Corp.) pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que la fourniture et la location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une durée de 60 mois, sans option de renouvellement - Montant estimé de l'entente : 959 020,85 \$, taxes incluses (contrat : 767 216,68 \$ + contingences : 115 082,50 \$ + variation de quantités : 76 721,67 \$) - Appel d'offres public 24-20390 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 29 mai 2024 par sa résolution CE24 0800;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, par laquelle Québec Linge (Canadian Linen and Uniform Service Corp.), plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la location, l'entretien et la réparation de vêtements, ainsi que la fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une somme maximale de 767 216,68 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20390;
- 2- d'autoriser une dépense de 115 082,50 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 76 721,67 \$, taxes incluses, à titre de variation de quantités;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Québec Linge (Canadian Linen and Uniform Service Corp.);
- 5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de fonctionnement des ateliers du SMRA, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1247567016

---

**CG24 0315**

**Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Le Newman Social, société en commandite, un terrain vacant constitué du lot 1 449 396 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 787,1 mètres carrés situé du côté est de la rue Léger, au nord du boulevard Newman dans l'arrondissement de LaSalle, à des fins de logement social, pour la somme de 1 668 000 \$, plus taxes applicables le cas échéant**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0874;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Le Newman Social, société en commandite, un terrain vacant constitué du lot 1 449 396 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 787,1 mètres carrés, situé du côté est de la rue Léger, au nord du boulevard Newman, dans l'arrondissement de LaSalle, aux fins de construction de logements sociaux, pour un montant de 1 668 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
- 2- d'autoriser le greffier de la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à la réception d'une confirmation écrite:
  - que le rapport géotechnique démontre une compaction conforme à ce qui est prévue à l'entente et qu'il est approuvé par le Service de l'habitation;
  - que les travaux de décontamination et de remblaiement soient complétés conformément à ce qui est prévu à l'entente et que ceux-ci sont approuvés par le Service de l'environnement et par le Service de l'habitation;
- 3- d'autoriser la signature du contrat de services professionnels entre le Vendeur et son fiduciaire, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville, le cas échéant;
- 4- d'émettre le chèque requis pour la transaction au nom du notaire fiduciaire du vendeur;
- 5- d'imputer les dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1234501002

---

**CG24 0316**

**Approuver le projet d'accord de contribution pour un montant maximal de 48 892 468 \$, entre sa Majesté le Roi du Chef du Canada et la Ville de Montréal, en remboursement des dépenses encourues par la Ville de Montréal pour la plantation d'arbres et la surveillance de la santé et de la croissance des arbres plantés, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (RLRQ, c. M-30)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0873;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver le projet d'accord de contribution pour un montant maximal de 48 892 468 \$, entre Sa Majesté le Roi, chef du Canada, représentée par Ressources naturelles Canada, et la Ville de Montréal, en remboursement des dépenses encourues par la Ville de Montréal pour la plantation d'arbres et la surveillance de la santé et de la croissance des arbres plantés, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (RLRQ, c. M-30);



- 2- d'autoriser la directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports à être la représentante de la Ville de Montréal en regard de cet accord.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1249767001

---

#### CG24 0317

**Accorder deux contrats à Pure Technologies ltée, pour la fourniture de services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc par une méthode intrusive (lot 1) et une méthode non intrusive (lot 2), pour une durée de 24 mois avec une option de renouvellement de 24 mois - Dépense totale de 1 555 428,37 \$, taxes et contingences incluses (Lot 1 : 857 569,78 \$ + contingences : 85 756,98 \$ et Lot 2 : 556 456,01 \$ + contingences : 55 645,60 \$) - Appel d'offres public 24-20318 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0869;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Pure Technologies ltée, cette dernière ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis pour chacun des articles, pour une période de 24 mois, les commandes pour la fourniture de services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc par une méthode intrusive (lot 1) et une méthode non intrusive (lot 2), aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale indiquée en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20318:

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Pure Technologies ltée	lot 1	857 569,78 \$
Pure Technologies ltée	lot 2	556 456,01 \$

- 2- d'autoriser une dépense de 85 756,98 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 1;
- 3- d'autoriser une dépense de 55 645,60 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 2;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Pure Technologie ltée;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1236593001

---

#### CG24 0318

**Conclure une entente-cadre avec Planète Courrier inc. pour le service de ramassage, de tri et distribution du courrier pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 659 365,76 \$, taxes et contingences incluses, pour une durée de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Appel d'offres public 24-20387 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0820;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure une entente cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Planète Courrier inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir, sur demande, le service de ramassage, de tri et distribution du courrier pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 573 361,53 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20387;
- 2- d'autoriser une dépense de 86 004,23 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- de procéder à une évaluation de rendement de Planète Courrier inc.;
- 4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SPVM, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1249938001

---

À 17 h 40,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0319**

**Exercer la première option de renouvellement de 12 mois pour l'inspection des systèmes de sécurité incendie (alarme, gicleur et extincteur) et autoriser une dépense additionnelle de 355 046,61 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Marco Cournoyer inspection inc. (CG21 0331) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 044 254,69 \$ à 1 399 301,30 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0837;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'exercer la première option de renouvellement de 12 mois pour l'inspection des systèmes de sécurité incendie (alarme, gicleur et extincteur) et autoriser une dépense additionnelle de 355 046,61 \$, taxes incluses, pour l'inspection annuelle des systèmes incendie alarme / gicleur / extincteur dans le cadre du contrat accordé à Marco Cournoyer inspection inc. (CG21 0331), majorant ainsi la somme totale du contrat de 1 044 254,69 \$ à 1 399 301,30 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1245492001

---

**CG24 0320**

**Accorder un contrat à Cimaise inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture à la Direction de l'épuration des eaux usées, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 918 336,54 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20292 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0867;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Cimaise inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 36 mois, le contrat pour la fourniture de services professionnels en architecture à la Direction de l'épuration des eaux usées, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 918 336,54 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20292;
- 2- de procéder à une évaluation de rendement de Cimaise inc.;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1242884001

---

**CG24 0321**

**Accorder un contrat à Lanco aménagement inc., pour le projet de relocalisation d'un fossé agricole au Grand parc de l'Ouest - Dépense totale de 662 779,87 \$, taxes incluses (contrat : 517 143,18 \$ + contingences : 77 571,49 \$ + incidences : 68 065,20 \$) - Appel d'offres public 23-6122 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0855;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Lanco aménagement inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de relocalisation d'un fossé agricole au Grand parc de l'Ouest (GPO), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 517 143,18 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-6122;
- 2- d'autoriser une dépense de 77 571,49 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 68 065,20 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Lanco aménagement inc.;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1246496001

---

**CG24 0322**

**Accorder quatre contrats à Distribution Maranda inc. (lots 1, 3, 4 et 6) pour la fourniture et l'installation d'aménagements préfabriqués pour des fourgons utilitaires et un châssis-cabine fournis par la Ville - Dépense totale de 1 163 417,59 \$, taxes incluses (contrat : 969 514,66 \$ + contingences : 193 902,93 \$) - Appel d'offres public 24-20344 (1 seul soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0821;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Distribution Maranda inc., seul soumissionnaire conforme pour chacun des articles, les commandes pour la fourniture et installation d'aménagements préfabriqués pour des fourgons utilitaires et un châssis-cabine fournis par la Ville, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20344;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Distribution Maranda inc.	Lot 1 - Fourniture et installation de cinq (5) aménagements préfabriqués dans des fourgons électriques - SIM - Devis 21723K11	402 254,64 \$
Distribution Maranda inc.	Lot 3 - Fourniture et installation de cinq (5) aménagements préfabriqués dans des fourgons utilitaire - SIM - Devis 21723M11	319 839,87 \$
Distribution Maranda inc.	Lot 4 - Fourniture et installation d'un (1) aménagement préfabriqué dans des fourgons utilitaire - SIM - Devis 21723N11	111 425,24 \$
Distribution Maranda inc.	Lot 6 - Fourniture et installation d'un (1) aménagement préfabriqué et d'une (1) nacelle - SPVM - Devis 21723R11	135 994,91 \$

- 2- d'autoriser une dépense de 193 902,93 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1247567010

**CG24 0323**

**Autoriser une dépense additionnelle de 4 246 716,60 \$, taxes incluses, pour poursuivre la fourniture et la livraison de sulfate d'aluminium à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc. (CG22 0646) majorant ainsi la somme totale du contrat du lot 1 de 26 694 895,50 \$ à 30 941 612,10 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0828;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 4 246 716,60 \$, taxes incluses, pour poursuivre la fourniture et la livraison de sulfate d'aluminium à la Station des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc. (CG22 0646), majorant ainsi le montant total du contrat de 26 694 895,50 \$ à 30 941 612,10 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1245538001

---

À 17 h 41,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0324**

**Exercer l'option de la première prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 578 726,91 \$, taxes incluses, pour la fourniture sur demande de gants de travail spécialisés dans le cadre du contrat accordé à S.P.I. Santé Sécurité inc. (P.S.B. Chaleurs inc.) (CG21 0353), majorant ainsi le montant initial estimé du contrat de 1 736 180,71 \$ à 2 314 907,62 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0822;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 578 726,91 \$, taxes incluses, pour la fourniture, sur demande, de gants de travail spécialisés dans le cadre du contrat accordé à S.P.I. Santé Sécurité inc. (CG21 0353), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 736 180,71 \$ à 2 314 907,62 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser une dépense de 75 486,12 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
- 3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1249841001

---

**CG24 0325**

**Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex inc., pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau d'aqueduc principal - Dépense totale de 11.326 855,72 \$, taxes incluses (contrat : 8 390 263,49 \$ + contingences : 1 678 052,70 \$ + incidences : 1 258 539,53 \$) - Appel d'offres public 10404 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0856;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Les Entreprises Cogenex inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la reconstruction et la réhabilitation de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau principal d'aqueduc, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 390 263,49 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10404;
- 2- d'autoriser une dépense de 1 678 052,70 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 1 258 539,53 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Les Entreprises Cogenex inc. ;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1246503001

---

**CG24 0326**

**Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour les travaux de réaménagement du terrain multisports au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 12 190 322,10 \$, taxes incluses (contrat : 10 158 601,75 \$ + contingences : 1 523 790,26 \$ + incidences : 507 930,09 \$) - Appel d'offres public 23-6130 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0857;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Lanco Aménagement inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le réaménagement du terrain multisports au parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 158 601,75 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-6130;
- 2- d'autoriser une dépense de 1 523 790,26 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 507 930,09 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Lanco Aménagement inc.;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidences :** Mme Heidi Ektvedt  
Mme Dida Berku en remplacement de M. Mitchell Brownstein  
M. Alex Bottausci  
Mme Tanya Toledano  
M. Marc Doret  
M. Jeremy Levi  
M. Michel Gibson  
M. Denis Marcil en remplacement de Mme Anne St-Laurent  
M. Peter Malouf  
M. Tim Thomas  
M. Ryan Young en remplacement de Mme Paola Hawa  
Mme Julie Brisebois  
Mme Christina M. Smith

20.18 1238264005

---

#### **CG24 0327**

**Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 153 409,95 \$, taxes incluses, pour la fourniture de gants de protection pour le combat incendie, dans le cadre du contrat accordé à Boivin et Gauvin inc. (CG20 0579) majorant ainsi le montant total du contrat de 401 837,63 \$ à 555 247,58 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0838;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 153 409,95 \$, taxes incluses, pour la fourniture de gants de protection pour le combat incendie, dans le cadre du contrat accordé à Boivin et Gauvin inc. (CG20 0579), majorant ainsi le montant total du contrat de 401 837,63 \$ à 555 247,58 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1243838001

---

#### **CG24 0328**

**Autoriser une dépense additionnelle de 862 625,02 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour la portion de la Ville liée de Pointe-Claire, dans le cadre du contrat accordé à Eurovia Québec Construction inc. pour les travaux de construction et de remplacement de conduites d'eau, d'égout et les travaux de réfection de chaussée et de trottoirs sur l'avenue Lakeside, entre l'autoroute 20 et le chemin du Bord-du-Lac, ainsi que sur le chemin du Bord-du-Lac, entre l'avenue Lakeside et l'avenue Lakeview et finalement sur l'avenue Lakeview, entre le chemin de Bord-du-Lac jusqu'à l'intersection du boulevard Saint-Jean dans la Ville de Pointe-Claire (CG23 0405), majorant ainsi le montant total du contrat de 20 986 632,47 \$ à 21 849 257,49 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0858;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de contingences de 862 625,02 \$, taxes incluses, pour les travaux de construction et de remplacement de conduites d'eau, d'égout et les travaux de réfection de chaussée et de trottoirs sur l'avenue Lakeside, entre l'autoroute 20 et le chemin du Bord-du-Lac, ainsi que sur le chemin du Bord-du-Lac, entre l'avenue Lakeside et l'avenue Lakeview et finalement sur l'avenue Lakeview, entre le chemin de Bord-du-Lac jusqu'à l'intersection du boulevard Saint-Jean dans la Ville de Pointe-Claire, dans le cadre du contrat accordé à Eurovia Québec Construction inc. (CG23 0405), majorant ainsi le montant total du contrat de 20 986 632,47 \$ à 21 849 257,49 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1247651001

---

À 17 h 43,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0329**

**Accorder un soutien financier non récurrent de 79 024 \$ à Société Logique inc. pour le projet « Parcours design universel : rues commerciales » / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0878;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 79 024 \$ à Société Logique inc. pour la réalisation du projet « Parcours design universel : rues commerciales »;
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1248994007

---



**CG24 0330**

**Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 409 019 \$ à différents organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les projets de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0876;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 409 019 \$ aux organismes ci-après désignés, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 31 mars 2025, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la reconduction de projets de l'appel à projets « Itinérance et milieux inclusifs 2023-2025 », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

Organisme	Projet (1 <sup>er</sup> juillet 2024 au 31 mars 2025)	Montant
Accueil Bonneau inc.	« L'art de la cohabitation sociale par le changement de regard »	203 613 \$
Action-Réinsertion (agissant aussi sous Le Sac à dos)	« Des expert.es au service de l'inclusion et de la cohabitation »	87 561 \$
Mission St-Michael	« Une cohabitation en confiance : l'arrivée de la Mission St-Michael dans Peter-McGill »	117 845 \$

- 2- d'approuver les projets de convention respectifs entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1244363001

**CG24 0331**

**Accorder un contrat à Pavage des Moulins inc., pour des travaux de voirie sur le réseau cyclable à divers endroits de l'agglomération de Montréal - Dépense totale de 6 346 152,26 \$, taxes incluses (contrat : 5 311 740,66 \$ + contingences : 796 761,10 \$ + incidences : 237 650,50 \$) - Appel d'offres public 512902 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0845;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Pavage des Moulins inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie sur le réseau cyclable à divers endroits de l'agglomération de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 311 740,66 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 512902;
- 2- d'autoriser une dépense de 796 761,10 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 237 650,50 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Pavage des Moulins inc.;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1247231031

---

#### CG24 0332

**Conclure des ententes-cadre avec Patriarche architecture inc. (lot 1) et GLT+ inc. (lot 4) pour des services professionnels en architecture et en consultation réglementaire et normative, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 350 098,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20404 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0863;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels en architecture et en consultation réglementaire et normative pour divers projets du Service de la gestion et de la planification des immeubles, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20404;

<u>Firmes</u>	<u>Lots</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Patriarche architecture inc.	1	163 839,38 \$
GLT+ Inc.	4	186 259,50 \$

- 2- d'imputer ces dépenses à même les budgets du Service de la gestion et de la planification des immeubles, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1247897001

---

#### CG24 0333

**Accorder un contrat à Construction Arcade, pour réaliser les travaux de réfection des pièces de béton encastrées dans les chemins des décanteurs et des dessableurs à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 1 190 020 \$, taxes incluses (contrat : 1 034 800 \$ + contingences : 155 220 \$) - Appel d'offres public DEEU-SP24004-177687-C (5 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0842;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Construction Arcade, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection des pièces de béton encastrées dans les chemins des décanteurs et des dessableurs à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 034 800 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DEEU-SP24004-177687-C;

- 2- d'autoriser une dépense de 155 220 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- de procéder à une évaluation de rendement de Construction Arcade;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1242884002

---

À 17 h 41,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### CG24 0334

**Accorder des contrats à Englobe Environnement inc. (lot 1) et Environnement Viridis inc. (lot 2) pour la fourniture de services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour le recyclage des Fertili Cendres de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de trois ans avec deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale de 4 167 581,37 \$, taxes incluses (Contrat, lot 1 : 1 697 720,85 \$ + contrat, lot 2 : 1 784 986,88 \$ + indexations : 162 467,47 \$ + contingences : 522 406,17 \$) - Appel d'offres public 23-20282 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0862;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder aux firmes ci-après désignées, ces dernières ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis (lot 1) ou étant seule soumissionnaire conforme (lot 2), pour chacun des articles, pour une période de trois ans, les commandes pour la fourniture de services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour le recyclage des Fertili Cendres de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (incluant notamment la préparation des avis de projet, le chargement, le transport et l'épandage des Fertili Cendres), aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres 23-20282;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Englobe Environnement inc.	Lot 1	1 697 720,85 \$
Environnement Viridis inc.	Lot 2	1 784 986,88 \$

- 2- d'autoriser une dépense de 522 406,17 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 162 467,47 \$, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement de prix (indexation);
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Englobe Environnement inc. et Environnement Viridis inc.;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1245431001

---

**CG24 0335**

**Autoriser une dépense additionnelle de 97 725,45 \$, taxes incluses, au budget des contingences, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à WAA Montréal inc. (G21 0282) pour le suivi des travaux d'aménagement du secteur du marécage et de son bassin versant au parc du Mont-Royal, majorant ainsi la dépense totale de 1 074 979,95 \$ à 1 172 705,40 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0864;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 97 725,45 \$, taxes incluses, au budget des contingences, pour le suivi des travaux d'aménagement du secteur du marécage et de son bassin versant au parc du Mont-Royal, dans le cadre du contrat accordé à WAA Montréal inc. (CG21 0282), majorant ainsi le montant total de la dépense de 1 074 979,95 \$ à 1 172 705,40 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1239222001

---

**CG24 0336**

**Autoriser le transfert, vers le budget de contingences, de crédits libérés par le retrait de certains travaux initialement prévus au contrat d'aménagement du secteur du marécage et de son bassin versant au parc du Mont-Royal accordé à LANCO aménagement inc. (CG22 0403), pour un montant de 552 738,29 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total des contingences de 2 175 886,93 \$ à 2 728 625,22 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0848;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser le transfert d'un montant de 552 738,29 \$, taxes incluses, du contrat initial accordé à LANCO aménagement inc. (CG22 0403) pour l'aménagement du secteur du marécage au parc du Mont-Royal, vers le budget de contingences. Le transfert des crédits du contrat vers les contingences n'engendrera aucune augmentation au budget total du contrat;
- 2- d'imputer ce montant conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1248867001

---

**CG24 0337**

**Accorder un contrat à Plomberie Charbonneau inc. pour l'exécution des travaux de décarbonation du bâtiment situé au 6000, rue Notre-Dame Ouest - Dépense totale de 3 065 480,58 \$, taxes incluses (contrat : 2 270 726,36 \$ + contingences : 340 608,95 \$ + incidences : 454 145,27 \$) - Appel d'offres public IMM-15912 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0860;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Plomberie Charbonneau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de décarbonation du bâtiment situé au 6000, rue Notre-Dame Ouest, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 270 726,36 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15912;
- 2- d'autoriser une dépense de 340 608,95 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 454 145,27 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Plomberie Charbonneau inc.;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1245413002

---

#### **CG24 0338**

**Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Netzsch Canada inc. pour la fourniture de six pompes à boues pour les décanteurs de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 413 482,29 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0829;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un contrat de gré à gré à Netzsch Canada inc., pour la fourniture de six pompes à boues pour les décanteurs de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 413 482,29 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1249886001

---

À 17 h 44,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG24 0339**

**Autoriser une dépense additionnelle de 58 223,34 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour finaliser les travaux de construction du revêtement extérieur du poste de quartier 8 du Service de police de la Ville de Montréal situé au 170, 15<sup>e</sup> Avenue, dans l'arrondissement de Lachine, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Proteau et Garneau inc. (CE23 1096), majorant ainsi le montant total du contrat de 492 368,94 \$ à 550 592,28 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0853;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 58 223,34 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour finaliser les travaux de construction du revêtement extérieur du poste de quartier 8 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Proteau et Garneau inc. (CE23 1096), majorant ainsi le montant total du contrat de 492 368,94 \$ à 550 592,28 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1246534001

**CG24 0340**

**Accorder des contrats à 9386-0120 Québec inc. et Recyclage Notre-Dame inc. pour la réception, le tri, le conditionnement et la mise en marché pour la valorisation du bois pour une période de 36 mois avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 9 323 450,94 \$, taxes incluses (contrats : 8 959 159,46 \$ + indexation : 120 052,74 \$ + contingences : 244 238,74 \$) - Appel d'offres public 24-20474 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0827;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une période de 36 mois, les commandes pour la réception, le tri, le conditionnement et la mise en marché pour la valorisation du bois, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20474;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
9386-0120 Qc inc.	Lot 1	852 601,71 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 2	1 316 125,72 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 3	1 021 073,23 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 4	1 415 688,09 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 5	1 403 750,52 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 6	835 010,24 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 7	1 675 613,46 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 8	439 296,48 \$
Total des contrats		8 959 159,45 \$

- 2- d'autoriser une dépense de 120 052,74 \$, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement des prix (indexation);

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
9386-0120 Qc inc.	Lot 1	11 424,87 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 2	17 636,08 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 3	13 682,38 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 4	18 970,22 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 5	18 810,26 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 6	11 189,14 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 7	22 453,22 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 8	5 886,57 \$
Total des contrats		120 052,74 \$

- 3- d'autoriser une dépense de 244 238,74 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
9386-0120 Qc inc.	Lot 1	17 280,52 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 2	26 675,24 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 3	20 695,11 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 4	57 386,33 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 5	28 451,22 \$
Recyclage Notre-Dame inc.	Lot 6	16 923,99 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 7	67 922,67 \$
9386-0120 Qc inc.	Lot 8	8 903,66 \$
Total des contrats		244 238,74 \$

- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Recyclage Notre-Dame inc. et de 9386-0120 Qc inc. à la fin des contrats;

- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1246588003

---

#### **CG24 0341**

**Accorder un contrat à Démospec Déconstruction inc. pour l'exécution des travaux de déconstruction des bâtiments situés au 1300-1330, rue Saint-Antoine Ouest - Dépense totale de 844 500,58 \$, taxes incluses (contrat : 625 555,98 \$ + contingences : 125 111,20 \$ + incidences : 93 833,40 \$) - Appel d'offres public IMM-15921 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0849;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Démospec Déconstruction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de déconstruction des bâtiments situés au 1300-1330, rue Saint-Antoine Ouest, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 625 555,98 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15921;
- 2- d'autoriser une dépense de 125 111,20 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 93 833,40 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1245455001

---

**CG24 0342**

**Conclure des ententes-cadre (lots 3 et 4) avec Pneus Métropolitains pour le service d'entretien, de réparation et de remplacement de pneus et jantes pour les ateliers mécaniques du Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de 24 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 1 325 879,89 \$, taxes incluses (contrat : 1 104 899,91 \$ + contingences : 220 979,98 \$) - Appel d'offres public 24-20457 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0841;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure des ententes-cadre avec Pneus Métropolitains, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles, d'une durée de 24 mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, le service d'entretien, réparation et remplacement de pneus et jantes pour les ateliers mécaniques du Service du matériel roulant et des ateliers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20457;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Pneus Métropolitains	Lot #3 - Service d'entretien, réparation et remplacement de pneus et jantes pour les ateliers mécaniques - Secteur CENTRE.	578 238,55 \$
Pneus Métropolitains	Lot #4 - Service d'entretien, réparation et remplacement de pneus et jantes pour les ateliers mécaniques - Secteur SUD.	526 661,36 \$

- 2- d'autoriser une dépense de 220 979,98 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- de procéder à une évaluation du rendement de Pneus Métropolitains;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1247567018

**CG24 0343**

**Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la conversion des licences IBM Maximo de la version 7 à 8 ainsi que le support et la maintenance, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2027, pour une somme maximale de 3 999 353,52 \$, taxes incluses / Autoriser, pour l'exercice 2024, l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière - eau et égouts, pour un montant maximal de 782 858,40 \$ pour le volet agglomération et 124 803,52 \$ pour le volet local**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0836;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour la conversion des licences IBM Maximo de la version 7 à 8 ainsi que le support et la maintenance, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2027, pour une somme maximale de 3 999 353,52 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser le directeur de la Direction solutions d'affaires gestion du territoire du Service des technologies de l'informatique à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
- 3- d'autoriser, pour l'exercice 2024, l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière - eau et égouts pour un montant maximal de 782 858,40 \$ pour le volet agglomération et 124 803,52 \$ pour le volet local;



4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1245035002

---

À 17 h 44,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.36 à 20.40 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### CG24 0344

**Accorder deux contrats à Fortier Auto (Montréal) Itée (lot 1) et Drummondville Ford (Tradition Ford (Ventes) Itée) (lot 2) pour la fourniture et l'aménagement de divers fourgons utilitaires pour l'activité « Aqueduc » - Dépense totale de 1 389 117,04 \$, taxes incluses (contrat : 1 262 833,67 \$ + contingences : 126 283,37 \$) - Appel d'offres public 24-20371 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0839;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, les commandes pour la fourniture et l'aménagement de divers fourgons utilitaires pour l'activité « Aqueduc » pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20371;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant</u> (taxes incluses)
Fortier Auto (Montréal) Itée	Lot 1 - Fourniture et Aménagement de huit fourgons utilitaires allongés roue simple arrière, toit surélevé pour métier Entretien - Aqueduc DEVIS 21724A11	700 864,61 \$
Drummondville Ford (Tradition Ford (Ventes) Itée)	Lot 2 - Fourniture et aménagement de six fourgons utilitaires allongés roues doubles arrières, toit surélevé pour métier Entretien - Aqueduc DEVIS 22724A11.	561 969,06 \$

2- d'autoriser une dépense de 126 283,37 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Drummondville Ford (Tradition Ford (Ventes) Itée) et Fortier Auto (Montréal) Itée;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1247567014

---

**CG24 0345****Accorder un soutien financier de 125 000 \$ à Culture Montréal pour soutenir la réalisation de son plan d'action 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0881;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier de 125 000 \$ à Culture Montréal pour soutenir la réalisation de son plan d'action 2024;
- 2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1243205001

**CG24 0346****Conclure une entente cadre avec Les Services EXP inc., d'une durée de 60 mois, pour des services professionnels en aménagement et en ingénierie pour des études d'avant-projet, de conception et d'assistance technique pendant les travaux pour les lots 2 et 3 du projet d'aménagement de la place de l'avenue McGill College - Dépense maximale de 6 409 263,50 \$, taxes incluses (contrat : 4 923 189,26 \$ + contingences : 492 318,93 \$ + déboursés : 738 478,39 \$ + indexation : 255 276,92 \$) - Appel d'offres public 24-20405 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0866;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, par laquelle Les Services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en aménagement et en ingénierie pour des études d'avant-projet, la conception et l'assistance technique pendant les travaux pour les lots 2 et 3 du projet d'aménagement de la place de l'avenue McGill College, pour la somme maximale de 4 923 189,26 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20405;
- 2- d'autoriser une dépense de 492 318,93 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 738 478,39 \$, taxes incluses, à titre de budget de déboursés;
- 4- d'autoriser une dépense de 255 276,92 \$ taxes incluses, à titre de budget dédié à l'indexation des taux horaires;
- 5- de procéder à une évaluation du rendement de Les Services EXP inc.;
- 6- d'imputer ces dépenses à même les budgets des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidences :** Mme Heidi Ektvedt  
Mme Dida Berku en remplacement de M. Mitchell Brownstein  
M. Alex Bottausci  
Mme Tanya Toledano  
M. Marc Doret  
M. Jeremy Levi  
M. Michel Gibson  
M. Denis Marcil en remplacement de Mme Anne St-Laurent  
M. Peter Malouf  
M. Tim Thomas  
M. Ryan Young en remplacement de Mme Paola Hawa  
Mme Julie Brisebois  
Mme Christina M. Smith

20.38 1247231035

---

#### **CG24 0347**

**Accorder un soutien financier non récurrent de 80 193 \$ à Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce, pour la reconduction d'un projet dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024), pour la ville de Côte-Saint-Luc / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0886;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier de 80 193 \$ à Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce, pour l'année 2024, pour le projet « Lutte contre la pauvreté à Côte Saint-Luc 2024 (1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025) », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024), pour la ville liée de Côte-Saint-Luc;
- 2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1248377001

---

#### **CG24 0348**

**Accorder un contrat à SNF Canada ltée pour la fourniture et la livraison de polymères à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 12 mois, avec possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 905 707,99 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20319 (4 soum., 1 seul conforme)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0825;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à SNF Canada Itée, seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture et livraison de polymères à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 905 707,99 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20319;
- 2- de procéder à une évaluation du rendement de SNF Canada Itée;
- 3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.40 1249888002

---

À 17 h 45,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.41 à 20.45 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0349**

**Accorder un contrat de gré à gré à Everest Automation inc. pour la migration de quatre systèmes de mesure en continu ABB ACF-NT vers son modèle de remplacement ABB ACF-5000 pour les mesures des émissions de contaminants des incinérateurs de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 1 664 184,94 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0826;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un contrat de gré à gré à Everest Automation inc., pour la migration de quatre systèmes de mesure en continu ACF-NT de ABB vers son modèle de remplacement ACF-5000 de ABB pour les mesures des émissions de contaminants des incinérateurs de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 664 184,94 \$, taxes incluses, conformément à l'avis d'intention DEEU-24-001;
- 2- de procéder à une évaluation du rendement d'Everest Automation inc.;
- 3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.41 1249888003

---

**CG24 0350**

**Accorder un contrat à D.M. Valve et Contrôles inc. pour l'acquisition d'une vanne et d'un clapet mural d'égout pour l'ouvrage de dérivation Clément-Jetté - Dépense totale de 439 293,37 \$, taxes incluses (contrat : 399 357,61 \$ + contingences : 39 935,76 \$) - Appel d'offres public 24-20385 - (2 soum., 1 seul conforme)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0830;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme D.M. Valve et Contrôles inc., , le contrat pour l'acquisition d'une vanne et d'un clapet mural d'égout pour l'ouvrage Clément-Jetté, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 399 357,51 \$, taxes incluses, conformément au document de l'appel d'offres public 24-20385 ;
- 2- d'autoriser une dépense de 39 935,76 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;
- 3- de procéder à une évaluation du rendement de D.M. Valve et Contrôles inc.;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.42 1246582001

---

**CG24 0351**

**Autoriser la cession des contrats de Demix béton, une division de Groupe CRH Canada inc. à Béton Provincial Itée pour la fourniture et livraison sur demande de béton prémélangé et remblai sans retrait (CG21 0347) / Approuver un projet de contrat de cession à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0832;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser la cession des droits et obligations des contrats découlant de l'appel d'offres 21-18757 (CG21 0347) de Demix béton, une division de Groupe CRH Canada inc. à Béton Provincial Itée pour la fourniture et livraison sur demande de béton prémélangé et remblai sans retrait;
- 2- d'approuver le projet de convention de cession à cette fin.

Adopté à l'unanimité.

20.43 1249462002

---

**CG24 0352**

**Accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur exclusif) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 179 351,80 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0834;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur exclusif) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 179 351,80 \$, taxes incluses;
- 2- d'autoriser le directeur de la Direction de la Sécurité publique et justice, du Service des Technologies de l'informatique, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.44 1242881003

---

#### **CG24 0353**

##### **Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Accorder un contrat à Filtrum inc., pour la réalisation de travaux de réfection prioritaires phase 2 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 10 071 396,09 \$, taxes incluses (contrat : 8 392 830,08 \$ + contingences : 1 258 924,51 \$ + incidences : 419 641,50 \$) - Appel d'offres public DEP22U04-P23043-172470-C (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0933;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'accorder à Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection prioritaires phase 2 à l'usine de production d'eau potable Lachine, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 392 830,08 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro DEP22U04-P23043-172470-C;
- 3- d'autoriser une dépense de 1 258 924,51 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 4- d'autoriser une dépense de 419 641,50 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 5- de procéder à une évaluation du rendement de Filtrum inc.;
- 6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.45 1245490001

---

---

À 17 h 46,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.46 à 20.50 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0354**

**Accorder un contrat à Ceveco inc., pour l'exécution des travaux du lot 3103 « Rétention des eaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 134 041,65 \$, taxes incluses (contrat : 945 034,71 \$ + contingences : 189 006,94 \$) - Appel d'offres public IMM-15855 - (2 soumissionnaires)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0929;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à Ceveco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux du lot 3103 « Rétention des eaux », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 945 034,71 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15855;
- 2- d'autoriser une dépense de 189 006,94 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- de procéder à une évaluation du rendement de Ceveco inc.;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.46 1248009005

---

#### **CG24 0355**

**Autoriser une dépense additionnelle de 48 771,06 \$, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de Summa Métal Architectural et Structural inc., pour les travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 407 236,51 \$ à 1 456 007,57 \$, taxes et contingences incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0930;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 48 771,06 \$, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de Summa Métal Architectural et Structural inc., pour les travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 407 236,51 \$ à 1 456 007,57 \$, taxes et contingences incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.47 1248009006

---

#### **CG24 0356**

**Autoriser une dépense additionnelle de 603 618,75 \$, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de HVAC inc., pour les travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 716 276,42 \$ à 9 319 895,17 \$, taxes et contingences incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0931;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 603 618,75 \$, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de HVAC inc., pour les travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 716 276,42 \$ à 9 319 895,17 \$, taxes et contingences incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.48 1248009007

---

#### **CG24 0357**

**Autoriser le transfert d'un montant de 178 554,25 \$, taxes incluses, des dépenses contingentes aux dépenses incidentes pour les travaux de la rue De Champlain, entre la rue Sherbrooke Est et La Fontaine dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Michaudville inc. (CG22 0333)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0923;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser le transfert des dépenses contingentes aux dépenses incidentes, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Michaudville inc. (CG22 0333);
- 2- d'autoriser le transfert d'un montant de 40 629,03 \$, taxes incluses du budget des contingences de la direction des réseaux d'eau (DRE) vers le budget des incidences;



- 3- d'autoriser le transfert d'un montant de 137 925,22 \$, taxes et contingences incluses, du budget des contingences du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) vers le budget des incidences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.49 1246459002

---

#### **CG24 0358**

**Accorder un soutien financier non récurrent de 600 000 \$ à Montréal international pour l'attraction de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel sur une période de trois ans allant jusqu'au 30 juin 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0957;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 600 000 \$ à Montréal international pour l'attraction de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel sur une période de trois ans allant jusqu'au 30 juin 2027;
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.50 1247952001

---

À 17 h 47,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.51 à 20.55 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0359**

**Approuver un projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue relative au versement d'une contribution financière de 79 685,51 \$ à la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, pour la réalisation d'une étude d'options et d'une esquisse visant la réhabilitation de la maison Michel-Robillard comme poste d'accueil du Grand Parc de l'Ouest**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0947;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue relative au versement d'une contribution financière maximale de 79 685,51 \$ à la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, pour la réalisation d'une étude d'options et d'une esquisse visant la réhabilitation de la maison Michel-Robillard (20345, chemin Sainte-Marie) comme poste d'accueil du Grand parc de l'Ouest;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.51 1240525001

---

#### **CG24 0360**

**Accorder un contrat à Aérofil inc. pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75<sup>e</sup> Avenue, dans l'arrondissement de LaSalle pour une période de 30 mois - Dépense totale de 517 731,28 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20383 (1 soum. conforme)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0912;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire Aérofil inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75<sup>e</sup> avenue, dans l'arrondissement de LaSalle, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 517 731,28 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20383;
- 2- de procéder à une évaluation du rendement d'Aérofil inc.;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.52 1245501001

---

#### **CG24 0361**

**Accorder un contrat à La Cie Électrique Britton Itée, pour des travaux de réfection des équipements électriques du bloc D du bâtiment des boues de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 358 237,39 \$, taxes incluses (contrat : 1 131 864,49 \$ + contingences : 226 372,90 \$) - Appel d'offres public DEEU-SP24012-190978-C (4 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0928;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à l'entreprise La Cie Électrique Britton Itée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection des équipements électriques du bloc D du bâtiment des boues de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 131 864,49 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DEEU SP24012-190978-C;
- 2- d'autoriser une dépense de 226 372,90 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- de procéder à une évaluation du rendement de La Cie Électrique Britton Itée;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.53 1246561002

---

#### **CG24 0362**

**Abroger la résolution CG24 0123 / Conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour utiliser les contrats à commande pour la fourniture de véhicules légers, pour une période de dix mois, du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 octobre 2024, pour un montant estimé de 23 087 656,97 \$, taxes et contingences incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0913;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'abroger la résolution CG24 0123;
- 2- de conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour utiliser les contrats à commande pour la fourniture de véhicules légers, pour une période de dix mois, du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 octobre 2024 pour un montant maximal de 19 239 714,14 \$, taxes incluses;
- 3- d'autoriser un montant de 3 847 942,83 \$, taxes incluses, à titre de contingences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.54 1247567015

---

#### **CG24 0363**

**Accorder un contrat gré à gré à Kije Sipi Itée, pour la fourniture des données radar et de disdromètres et les services s'y rattachant pour le système de Contrôle Intégré Des Intercepteurs (CIDI) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une durée de 30 mois, avec possibilité d'une période de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 746 929,34 \$, taxes incluses (contrat 30 mois : 607 499,16 \$ + option de prolongation de 12 mois supplémentaires : 139 430,18 \$)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0937;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un contrat de gré à gré, d'une durée de 30 mois, avec une option de prolongation d'une année supplémentaire, par laquelle Kije Sipi Itée s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services de fourniture des données radar, la fourniture de disdromètres et les services s'y rattachant, pour une somme maximale de 746 929,34 \$, taxes incluses (contrat 30 mois : 607 499,16 \$ + option de prolongation d'une année supplémentaire : 139 430,18 \$), conformément à l'offre de service de cette firme en date du 18 mars 2024 et aux documents de l'avis d'intention DEEU-24-002;
- 2- de procéder à une évaluation du rendement de Kije Sipi Itée;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.55 1245438001

---

À 17 h 47,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.56 à 20.60 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0364**

**Accorder un contrat à Bell Canada, pour la maintenance d'équipements réseautiques, pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 308 323,77 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20337 - (1 seul soum. conforme)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0914;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire Bell Canada, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la maintenance d'équipements informatiques, pour une période de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 308 323,77 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20337;
- 2- d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.56 1249660001

---

**CG24 0365**

**Accorder un soutien financier exceptionnel et non récurrent de 1 000 000 \$ à Montréal international, pour l'attraction et la promotion des investissements directs étrangers en 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0958;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier exceptionnel et non récurrent de 1 000 000 \$ à Montréal international, pour l'attraction et la promotion des investissements directs étrangers en 2024;
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.57 1247952002

---

**CG24 0366**

**Accorder un contrat de gré à gré à Motorola Solutions Canada inc. pour la mise en place d'un système électronique de dénombrement pour le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 31 décembre 2029, pour une somme maximale de 3 355 153,33 \$, taxes incluses (détentrice de droits exclusifs) / Autoriser des ajustements à la base budgétaire du Service des Technologies de l'information pour les années 2025 à 2029 pour les montants indiqués au dossier décisionnel et approuver les documents contractuels à cette fin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0916;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure un contrat de gré à gré, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 31 décembre 2029, par laquelle Motorola Solutions Canada inc. s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services pour la mise en place d'un système électronique de dénombrement, pour une somme maximale de 3 355 153,33 \$, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 16 mai 2024 et selon les termes et conditions des documents contractuels;
- 2- d'autoriser le directeur de la Direction sécurité publique et justice, du Service des technologies de l'informatique, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
- 3- d'autoriser des ajustements cumulatifs à la base budgétaire du Service des technologies de l'informatique : un ajout de 178 300 \$ pour 2025, un ajout de 8 900 \$ pour 2026, un ajout de 9 400 \$ pour 2027, un ajout de 9 800 \$ pour 2028 et un ajout de 10 300 \$ pour 2029;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.58 1245954006

---

**CG24 0367**

**Résilier en date du 22 février 2024 le contrat accordé à FinLogik (CG19 0364) pour le programme de support et de maintenance et les conditions de licence de logiciel pour une période de cinq ans pour une somme maximale de 3 092 353,79 \$, taxes incluses / Verser un montant de 97 713,13 \$, taxes incluses, équivalent au service rendu jusqu'au 22 février 2024 et à la pénalité pour la résiliation anticipée du contrat**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0940;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver, conformément à la clause 10.12 du contrat en objet, la recommandation de résiliation du contrat accordé à Finlogik, en date du 22 février 2024, (CG19 0364) pour le programme de support et de maintenance et les conditions de licence de logiciel pour une période de cinq ans pour une somme maximale de 3 092 353,79 \$, taxes incluses;
- 2- de verser un montant de 97 713,13 \$, taxes incluses, équivalent à la pénalité pour la résiliation du contrat;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.59 1244164001

---

**CG24 0368**

**Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 \$ à La cité des arts du cirque pour la tenue de la 3<sup>e</sup> édition du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 dans le cadre de l'entente Reflexe I / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0964;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 \$ à La cité des arts du cirque pour la tenue de la 3<sup>e</sup> édition du projet La Géante du 4 au 14 juillet dans le cadre de l'entente Réflexe 1;
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.60 1248298001

---

---

À 17 h 48,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.61 à 20.65 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0369**

**Accorder une contribution financière de 5 765 541 \$ à Gérer son quartier, pour la rénovation de quatre immeubles totalisant 95 logements situé dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0965;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder une contribution financière de 5 765 541 \$ à Gérer son quartier, provenant du budget de fonctionnement du service de l'habitation, et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM);
- 2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
- 3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.61 1244681002

---

#### **CG24 0370**

**Accorder un contrat de gré à gré à D.W. Clark pour la fourniture de 15 paires d'anneaux d'usure pour les pompes de soulèvement des eaux usées de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 8 juillet 2024 au 31 décembre 2028 - Dépense totale de 1 738 799,81 \$ USD (2 370 853,54 \$ CAD, taxes incluses) / Autoriser une dépense maximale de 107 364,95 \$ CAD en frais d'importation / taxes autres**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0921;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder à D.W. Clark un contrat gré à gré pour la fourniture de 15 paires d'anneaux d'usure pour les pompes de soulèvement des eaux usées de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte – aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 481 948,25 \$ US (2 020 636,44 \$ CA);
- 2- d'autoriser une dépenses 256 851,56 \$ US (350 217,10 \$ CA), à titre de budget de variation de quantités;
- 3- d'autoriser une dépense de 107 364,95 \$ CA, taxes incluses, à titre de frais d'importation / taxes autres;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.62 1249886002

---

#### **CG24 0371**

**Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société de transport de Montréal, pour un terme de cinq ans, du 1<sup>er</sup> août 2024 au 31 juillet 2029, plus trois périodes consécutives de renouvellement automatique d'une année chacune, un terrain afin d'entreposer des équipements pour la mise en œuvre de son chantier, d'installer des roulottes de chantier et d'aménager un stationnement pour les travailleurs et les véhicules de chantier, dans le cadre de la réalisation des contrats du prolongement de la ligne bleue du métro dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, situé à l'angle sud-ouest de la 47<sup>e</sup> Rue et du boulevard Pie IX, constitué des lots 6 227 113 et 6 227 114, 2 213 578 et 3 801 513 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 293 770 pieds carrés, moyennant une recette totale de 4 076 908 \$ non taxable, incluant les trois années de renouvellement**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0953;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal (Ville) loue à la Société de transport de Montréal (STM), pour un terme de cinq ans, du 1<sup>er</sup> août 2024 au 31 juillet 2029, un terrain pour entreposer des équipements pour la mise en œuvre de son chantier, pour installer des roulottes de chantier et aménager un stationnement pour les travailleurs et les véhicules de chantier dans le cadre de la réalisation des contrats du prolongement de la ligne bleue du métro, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, situé à l'angle sud-ouest de la 47<sup>e</sup> Rue et du boulevard Pie-IX, constitué des lots 2 213 578, 6 227 113, 6 227 114 et 3 801 513 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de 293 770 pieds carrés, moyennant une recette totale de 2 434 101 \$, non taxable, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
- 2- d'approuver la première option de renouvellement automatique d'une année additionnelle à compter du 1<sup>er</sup> août 2029, moyennant une recette totale de 531 498 \$, non taxable, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail, sous réserve que la STM transmette un préavis écrit à la Ville qu'elle ne souhaite pas renouveler le bail;
- 3- d'approuver la deuxième option de renouvellement automatique d'une année additionnelle à compter du 1<sup>er</sup> août 2030, moyennant une recette totale de 547 443 \$, non taxable, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail, sous réserve que la STM transmette un préavis écrit à la Ville qu'elle ne souhaite pas renouveler le bail;
- 4- d'approuver la troisième option de renouvellement automatique d'une année additionnelle à compter du 1<sup>er</sup> août 2031, moyennant une recette totale de 563 866 \$, non taxable, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail, sous réserve que la STM transmette un préavis écrit à la Ville qu'elle ne souhaite pas renouveler le bail;
- 5- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.63 1230515010

---



**CG24 0372**

**Accorder un contrat à Société en commandite Transport de valeurs Garda, pour des services de transport de valeurs - Dépense totale de 529 066,91 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20443 (1 seul soum. conforme)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0919;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire Société en commandite transport de valeurs Garda, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour des services de transport de valeurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 529 066,91 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20443;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.64 1244845002

**CG24 0373**

**Accorder un soutien financier totalisant 1 250 980 \$ à plusieurs organismes, pour la reconduction de projets du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) / Approuver les projets de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0959;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 250 980 \$, aux organismes ci-après désignés, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux pour la reconduction de projets, du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024);

<b>Organismes</b>	<b>Projets (1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025)</b>	<b>Soutien recommandé</b>
<b>Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI)</b>	DIGIGIRLZ: les jeunes femmes du numérique codent	<b>75 000 \$</b>
<b>Cybercap</b>	DIGIGIRLZ: les jeunes femmes du numérique codent...TransiTION - Intégration socioprofessionnelle de jeunes décrocheurs par le numérique	<b>60 000 \$</b>
<b>Intégration jeunesse du Québec inc.</b>	Camps pédagogiques : Moniteurs et Sauveteurs	<b>300 000 \$</b>
<b>Centre des travailleurs et travailleuses immigrants</b>	Bâtir des bassins de solidarité: accompagner des travailleur-euse-s arabophones et d'origine sud-asiatique	<b>65 677 \$</b>
<b>Mutuelle des Marchés Solidaires</b>	Paniers Solidaires	<b>124 168 \$</b>
<b>Dépôt alimentaire NDG</b>	Expansion régionale des ateliers boîtes à lunchs	<b>121 734 \$</b>
<b>Regroupement des Magasins-partage de l'Île de Montréal</b>	Cultiver la solidarité et nourrir l'espoir	<b>125 000 \$</b>

<b>Jeunesse au Soleil</b>	Nourrir l'espoir en pandémie	<b>92 401 \$</b>
<b>Moisson Montréal inc.</b>	Insécurité alimentaire et impacts de la COVID-19 à Montréal	<b>187 000 \$</b>
<b>Office municipal d'habitation de Montréal</b>	Brigade citoyenne en salubrité et Renforcement de la participation citoyenne des locataires	<b>100 000 \$</b>

- 2- d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.65 1248444002

---

À 17 h 49,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.66 à 20.70 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0374**

**Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à Festival international du rire ComediHa! pour la tenue de l'événement ComediHa! Salue Montréal du 18 au 28 juillet 2024 dans le cadre de l'entente Reflexe 1 / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0960;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ au Festival international du rire ComediHa! pour la tenue de l'événement ComediHa! Salue Montréal du 18 au 28 juillet 2024 dans le cadre de l'entente Reflexe 1;
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidences :** Mme Heidi Ektvedt  
Mme Dida Berku en remplacement de M. Mitchell Brownstein  
M. Alex Bottausci  
Mme Tanya Toledano  
M. Marc Doret  
M. Jeremy Levi  
M. Michel Gibson  
M. Denis Marcil en remplacement de Mme Anne St-Laurent  
M. Peter Malouf  
M. Tim Thomas  
M. Ryan Young en remplacement de Mme Paola Hawa  
Mme Julie Brisebois  
Mme Christina M. Smith

20.66 1248298003

---

#### **CG24 0375**

**Renouveler la réserve foncière, aux fins d'infrastructure routière, dans le cadre du projet de prolongement du boulevard Cavendish, à l'ouest de l'intersection du chemin Dalton et de l'avenue Andover, sur deux parties du lot 2 090 312 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situées à Ville de Mont-Royal / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour entreprendre toutes procédures requises à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0950;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de décréter le renouvellement de la réserve foncière, aux fins de rue, sur deux parties du lot 2 090 312 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tel qu'indiqué par les lettres CDEFC au plan D-1 Mont-Royal préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 31 mars 2016 sous sa minute 1671, ainsi qu'indiqué par les lettres HJKLMEDNH au plan D-2 Mont-Royal, préparé par Vincent Villeneuve, arpenteur-géomètre, le 5 octobre 2016, sous sa minute 209;
- 2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à l'unanimité.

20.67 1247723004

---

#### **CG24 0376**

**Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 100 000 \$ à Laboratoire sur l'agriculture urbaine afin de réaliser le projet Montréalculteurs pour la période 2024-2025, dans le cadre de l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) / Approuver un projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0961;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 \$ au Laboratoire sur l'agriculture urbaine, pour une période allant de 2024 à 2025, pour le projet Montréalculteurs;
- 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.68 1247956002

---

#### **CG24 0377**

**Accorder une contribution financière de 2 280 372,08 \$ à La Sortie pour la construction d'un immeuble de 15 logements, dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec / Approuver un projet convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0961;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'accorder une contribution financière de 2 280 372,08 \$ à La Sortie, provenant du budget de fonctionnement du service de l'habitation, et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM);
- 2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et La Sortie, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
- 3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.69 1244681001

---

#### **CG24 0378**

**Autoriser une dépense additionnelle de 93 206,05 \$, taxes incluses, à Les Pavages Chenail inc., dans le cadre du contrat 291601 (CG15 0385), pour faire suite à un jugement de la Cour supérieure aux fins du paiement de la réclamation à la suite de la variation du prix du bitume, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 073 768,24 \$ à 5 166 974,29 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0922;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 93 206,05 \$, taxes incluses, pour faire suite à un jugement de la Cour supérieure aux fins du paiement de la réclamation à la suite de la variation du prix du bitume, dans le cadre du contrat accordé à Les Pavages Chenail inc. (CG15 0385), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 073 768,24 \$ à 5 166 974,29 \$, taxes incluses;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.70 1247231036

---

À 17 h 49,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.71 à 20.75 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0379**

**Conclure une entente-cadre avec Lemay Co inc. pour des services professionnels en architecture de paysage et autre services complémentaires, pour le projet du Grand parc de l'Ouest, pour une période de six ans (cinq ans avec possibilité de prolongation d'un an) ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires - Montant estimé de l'entente : 13 723 315,40 \$, taxes incluses (contrat : 10 763 384,63 \$ + contingences : 2 152 676,93 \$ + incidences : 807 253,85 \$) - Appel d'offres public 24-20398 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0936;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de six ans ou jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires, par laquelle Lemay Co inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en architecture de paysage et autres services complémentaires pour le projet du Grand parc de l'Ouest du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une somme maximale de 10 763 384,63 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20398;
- 2- d'autoriser une dépense de 2 152 676,93 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 807 253,85 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- de procéder à une évaluation du rendement de Lemay Co inc.;
- 5- d'imputer les dépenses à même les budgets des divers projets, programmes ou requérants et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.71 1249697001

---

**CG24 0380**

**Approuver une entente de collaboration entre la Ville et la Société de Développement Écoquartier Louvain dans le cadre de la requalification du site Louvain Est, situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville délimité par l'emprise ferroviaire du Canadien National au nord, la rue de Louvain Est au sud, la rue Saint-Hubert à l'ouest et l'avenue Christophe-Colomb à l'est et correspondant aux lots 6 481 093, 6 481 094, 6 481 095 et 6 481 096 du cadastre du Québec**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0967;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver une entente de collaboration entre la Ville de Montréal et la Société de Développement Écoquartier Louvain dans le cadre de la requalification du site Louvain Est situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, délimité par l'emprise ferroviaire du Canadien National au nord, la rue de Louvain Est au sud, la rue Saint-Hubert à l'ouest et l'avenue Christophe-Colomb à l'est et correspondant aux lots 6 481 093, 6 481 094, 6 481 095 et 6 481 096 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente.

Adopté à l'unanimité.

20.72 1249652003

---

**CG24 0381**

**Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède à Mission Unitainés, sans contrepartie monétaire, un terrain vacant, connu et désigné comme le lot 6 377 181 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 317,7 mètres carrés, situé à l'angle nord-ouest de la rue Notre-Dame Est et de l'avenue Meese dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, aux fins de développement de logements abordables pour aînés / Autoriser des budgets revenus et dépenses au Service de l'habitation pour 2024 pour un montant de 1 080 000 \$**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0968;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à Mission Unitainés, à des fins de développement de logements destinés à des personnes âgées autonomes à revenus faibles et modestes, un terrain vacant constitué du lot 6 377 181 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle de la rue Notre-Dame Est et de l'avenue Meese, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, d'une superficie totale de 2 317,7 mètres carrés, sans contrepartie monétaire, plus les taxes applicables, le cas échéant, selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
- 2- d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de cession pourvu que l'Accord-cadre dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre la Société d'habitation du Québec, Mission Unitainés et la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, soit signé au préalable entre la Ville de Montréal, Mission Unitainés et l'Office municipal d'habitation de Montréal;
- 3- d'autoriser des budgets revenus et dépenses au Service de l'habitation pour 2024 pour un montant de 1 080 000 \$;
- 4- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.73 1249920001

---

**CG24 0382**

**Approuver le projet de bail par lequel la Ville permet l'entreposage de roc propre à la Société de transport de Montréal, pour un terme de quatre ans et 10 mois, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024 jusqu'au 31 juillet 2029 plus trois périodes de renouvellement d'une année chacune, dans une partie de la carrière Saint-Michel, afin d'entreposer et de consolider la rampe d'accès de la carrière, dans le cadre du prolongement de la ligne bleue du métro (PLBM) des stations Saint-Michel à Anjou, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, située dans le quadrilatère des boulevards Saint-Michel, Industriel, Pie IX et de la rue Jarry, constituée d'une partie du numéro du lot 6 296 369 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 483 480 pieds carrés (44 920 mètres carrés), et ce, à titre gratuit pour le terme**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0970;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal permet l'entreposage de roc propre à la Société de transport de Montréal, pour un terme de quatre ans et 10 mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024 jusqu'au 31 juillet 2029, plus trois périodes de renouvellement d'une année chacune, dans une partie de la carrière Saint-Michel, afin d'entreposer et consolider la rampe d'accès de la carrière, dans le cadre du prolongement de la ligne bleue du métro (PLBM) des stations Saint-Michel à Anjou, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, située dans le quadrilatère des boulevards Saint-Michel, Industriel, Pie IX et de la rue Jarry, constituée d'une partie du lot 6 296 369 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 483 480 pieds carrés (44 920 mètres carrés), et ce, à titre gratuit pour le terme au projet de bail.

Adopté à l'unanimité.

20.74 1230515009

---

**CG24 0383**

**Autoriser une aide financière d'un montant maximal de 3 340 550 \$ à l'organisme à but non lucratif Mission Unitainés pour la construction d'un immeuble sur le lot 6 377 181 dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve afin d'y aménager des logements pour des aînés à revenus faibles ou modestes dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre la Société d'habitation du Québec, Mission Unitainés et la Fédération des Caisses Desjardins du Québec / Autoriser des budgets additionnels revenus et dépenses équivalents de 2 018 731 \$ pour l'exercice 2024 et de 1 321 819 \$ pour 2026 selon l'Accord-cadre au service de l'Habitation / Approuver l'Accord-cadre entre la Ville de Montréal, Mission Unitainés et l'Office municipal d'habitation de Montréal / Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'Accord-cadre pour et au nom de la Ville de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0972;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'autoriser un soutien financier d'un montant maximal de 3 340 550 \$ à l'organisme à but non lucratif Mission Unitainés pour la construction d'un immeuble sur le lot 6 377 181 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, afin d'y aménager des logements pour des aînés à faible revenu dans le cadre de l'Entente de contribution financière pour la réalisation de logements abordables entre la Société d'habitation du Québec, Mission Unitainés et la Fédération des Caisses Desjardins du Québec;
- 2- d'autoriser des budgets additionnels de revenus et dépenses équivalents de 2 018 731 \$ pour l'exercice 2024 et de 1 321 819 \$ pour 2026 selon l'accord-cadre au Service de l'habitation;

- 3- d'approuver l'accord-cadre entre la Ville de Montréal, Mission Unitaînés et l'Office municipal d'habitation de Montréal;
- 4- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'accord-cadre pour et au nom de la Ville de Montréal;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.75 1243716002

---

À 17 h 54,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.76 à 20.78 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0384**

**Approuver l'addenda 1 à la convention approuvée à Concertation régionale de Montréal (CG24 0061) afin d'augmenter le montant de 1 024 500 \$ pour un montant total de 2 049 000 \$ et prolonger la période de soutien jusqu'au 31 décembre 2024 - Soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité pour l'année 2024**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0975;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de soutien financier entre la Ville de Montréal et Concertation régionale de Montréal (CG24 0061) afin d'augmenter le montant du soutien de 1 024 500 \$ pour un montant total de 2 049 000 \$ et de prolonger la période de soutien jusqu'au 31 décembre 2024, dans le cadre de la mise en œuvre du volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional - du Fonds régions et ruralité;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.76 1247952003

---

#### **CG24 0385**

**Approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville sous-loue à la Société de développement social, pour une durée de quatre mois, à compter du 1<sup>er</sup> août 2024, l'immeuble sis au 11 810, avenue du Bois-de-Boulogne, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie approximative de 16 770 pieds carrés, à des fins d'un service d'hébergement d'urgence pour les personnes en situation de vulnérabilité, pour un loyer total de 124 168 \$, excluant les taxes de vente**



Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 juin 2024 par sa résolution CE24 1035;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver un projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue à la Société de développement social, pour une période de 4 mois, à compter du 1<sup>er</sup> août 2024, un immeuble situé au 11 810, avenue du Bois-de-Boulogne, d'une superficie de 16 770 pieds carrés, à des fins d'un service d'hébergement pour des personnes en situation de vulnérabilités, moyennant une recette totale de 124 168 \$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail;
- 2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.77 1245323008

---

#### CG24 0386

**Approuver un projet de promesse bilatérale par lequel la Ville de Montréal s'engage envers la Fondation Gracia à acquérir un terrain d'une superficie de 2 938 mètres carrés avec un bâtiment situé au 11 810, avenue du Bois-de-Boulogne, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, correspondant au lot 3 880 207 du cadastre du Québec, à des fins d'habitation et d'hébergement pour les personnes en situation de vulnérabilité, moyennant le prix de 3 400 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant / Approuver un projet de bail temporaire pour permettre une occupation anticipée à l'acquisition par lequel la Fondation Gracia loue à la Ville l'immeuble situé au 11 810, avenue du Bois-de-Boulogne, d'une superficie intérieure de 16 770 pieds carrés, à des fins d'hébergement des personnes en situation de vulnérabilité, moyennant un loyer total de 96 579 \$, taxes incluses / Autoriser le versement d'un chèque de 200 000 \$ à Fondation Gracia à titre de dépôt non remboursable / Autoriser des virements budgétaires du Service de l'habitation vers le Service de la stratégie immobilière de 88 190 \$ en 2024 et vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles de 40 167 \$ en 2024 / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire en provenance du Service de l'habitation vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles de 121 000 \$ en 2025, de 121 510 \$ en 2026 et pour les années suivantes jusqu'à la revente de l'immeuble**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 juin 2024 par sa résolution CE24 1034;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver un projet de promesse bilatérale par lequel la Ville de Montréal s'engage envers la Fondation Gracia à acquérir un terrain d'une superficie de 2 938 mètres carrés avec un bâtiment situé au 11 810, avenue du Bois-de-Boulogne, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, correspondant au lot 3 880 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'habitation et d'hébergement pour les personnes en situation de vulnérabilité, moyennant le prix de 3 400 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout, selon les termes et conditions stipulées au projet de promesse;
- 2- d'autoriser la signature d'un acte de vente par la Fondation Gracia à la Ville, en autant que cet acte soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, au projet de promesse bilatérale susmentionné;
- 3- d'approuver un projet de bail temporaire pour permettre une occupation anticipée à l'acquisition par lequel la Fondation Gracia loue à la Ville, l'immeuble situé au 11 810, avenue Bois-de-Boulogne, d'une superficie intérieure de 16 770 pieds carrés, à des fins d'hébergement des personnes en situation de vulnérabilité, moyennant un loyer total de 96 579 \$, taxes incluses, le tout, selon les termes et conditions stipulées au projet de bail;
- 4- d'autoriser le versement d'un chèque de 200 000 \$ à Fondation Gracia à titre de dépôt non remboursable;

- 5- d'émettre les chèques requis pour la location et l'acquisition au nom de la Fondation Gracia ou au nom du notaire fiduciaire en fidéicommiss du vendeur;
- 6- d'autoriser la signature d'une convention de services professionnels entre le vendeur et le notaire fiduciaire, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville;
- 7- d'autoriser des virements budgétaires du Service de l'habitation vers le Service de la stratégie immobilière de 88 190 \$ en 2024 et vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles de 40 167 \$ en 2024;
- 8- d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire en provenance du Service de l'habitation vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles de 121 000 \$ en 2025, de 121 510 \$ en 2026 et pour les années suivantes jusqu'à la revente de l'immeuble;
- 9- d'imputer les dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.78 1249652006

---

À 17 h 55,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG24 0387**

**Autoriser le dépôt de la demande de financement, dans le cadre du Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain - phase 2, pour le projet d'aménagement d'une piste multifonctionnelle dans le prolongement de la rue Grenier, entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0893;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de déposer à la Communauté métropolitaine de Montréal une demande de financement pour le projet indiqué ci-haut dans le cadre du Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain, phase 2;
- 2- de signifier à la Communauté métropolitaine de Montréal que l'agglomération de Montréal s'engage à assumer sa part d'investissement au projet;
- 3- de signifier à la Communauté métropolitaine de Montréal que l'agglomération de Montréal s'engage à réaliser les activités de communication énoncées dans la demande de financement;
- 4- de désigner Hugues Bessette, directeur de la Direction des projets d'aménagement urbain pour représenter l'agglomération de Montréal et l'autoriser à signer un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Communauté métropolitaine de Montréal;
- 5- de désigner Christine Théberge-Barrette, ingénieure, pour agir, à titre de chargée de projet, au nom de l'agglomération de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1248698004

---

**CG24 0388**

**Autoriser la modification à la répartition de 150 M\$ reçue du ministère de l'Économie et de l'Innovation et de l'Énergie du Québec pour le plan économique conjoint 2018-2022 afin qu'une somme de 700 000 \$ soit de la compétence d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0896;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'autoriser la modification à la répartition de l'enveloppe de 150 M\$ reçue du ministère de l'Économie et de l'Innovation et de l'Énergie du Québec pour le plan économique conjoint 2018-2022 afin qu'une somme de 700 000 \$ soit de la compétence de l'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1248798002

---

**CG24 0389**

**Approuver l'entente intervenue entre la Ville et 9206-5721 Québec inc., propriétaire exproprié et les trois locataires expropriés, Altra Foods inc., 9223-2883 Québec inc. et 9122-9856 Québec inc., pour un montant total de 8 200 000 \$, dont 4 395 500 \$ reste à payer (avec intérêts au taux légal à compter du 24 mai 2024 jusqu'à l'émission du chèque, s'il y a lieu), plus les frais d'experts des expropriés au montant de 19 663,66 \$, sans intérêt, le tout représentant l'indemnité finale totale de l'expropriation du lot 1 350 900 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, acquis aux fins de logements sociaux et communautaires identifié par l'article 1 du plan H-3 Outremont / Autoriser une dépense supplémentaire de 2 086 663,66 \$, à cette fin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2024 par sa résolution CE24 0897;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver l'entente intervenue entre la Ville et 9206-5721 Québec inc, propriétaire exproprié, et les trois locataires expropriés, Altra Foods inc., 9223-2883 Québec inc. et 9122-9856 Québec inc., pour un montant total de 8 200 000 \$, dont 4 395 500 \$ reste à payer (avec intérêts au taux légal à compter du 24 mai 2024 jusqu'à l'émission du chèque, s'il y a lieu), plus les frais d'experts des expropriés au montant de 19 663,66 \$, sans intérêt, le tout représentant l'indemnité finale totale de l'expropriation du lot 1 350 900 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, acquis aux fins de logements sociaux et communautaires identifié par l'article 1 du plan H-3 Outremont;
- 2- d'autoriser une dépense supplémentaire de 2 086 663,66 \$, à cet effet;
- 3- d'émettre un chèque à l'ordre de Dentons Canada en fidéicommiss de 4 395 500 \$, portant intérêt au taux légal de 5% à compter du 24 mai 2024, et ce, jusqu'à la date de transmission du chèque si celui-ci n'est pas transmis avant cette date;
- 4- d'émettre un deuxième chèque à l'ordre de Dentons Canada en fidéicommiss de 19 663,66 \$, en capital, sans intérêt;
- 5- de transmettre les chèques, le jour même de leur émission, à M<sup>e</sup> Caroline Proulx du Service des affaires juridiques, au 775, rue Gosford, 4<sup>e</sup> étage;
- 6- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1240326002

---

**CG24 0390**

**Approuver la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal) visant à construire une nouvelle pharmacie et à mettre aux normes certains équipements mécaniques sur le site de l'Hôpital général juif de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 1016;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet de construction d'une nouvelle pharmacie et de mise aux normes des équipements mécaniques sur le site de l'Hôpital général juif de Montréal, soumis par le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- 2- d'autoriser le greffier à transmettre l'avis à cet effet au ministre de la Santé en vertu de l'article 152 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU).

Adopté à l'unanimité.

30.04 1248845003

---

**CG24 0391**

**Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière - eau et égouts - d'agglomération pouvant aller jusqu'à une hauteur de 1 550 000 \$, sommes nécessaires pour permettre au Service de l'Eau d'assumer les dépenses d'ici la fin de l'année**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0992;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière « eau et égouts » d'agglomération, destinée à combler le déficit des activités de fonctionnement, jusqu'à hauteur de 1 550 000 \$, somme nécessaire pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année, liées au bon déroulement des opérations.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1249966001

---

**CG24 0392**

**Approuver la demande à parvenir au ministre de la Justice d'entreprendre le processus nécessaire au lancement d'un avis de sélection aux candidats et candidates à la fonction de juge à la Cour municipale de la Ville de Montréal afin de combler trois postes**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0983;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver la demande à parvenir au ministre de la Justice d'entreprendre le processus nécessaire au lancement d'un avis de sélection aux candidats et candidates à la fonction de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal afin de combler trois postes.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1243302002

---

#### **CG24 0393**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal) (RCG 23-025)**

#### **AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal) (RCG 23-025) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1247797001

---

#### **CG24 0394**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ afin de financer l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations (RCG 23-014) afin de changer l'objet**

#### **AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ afin de financer l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations (RCG 23-014) afin de changer l'objet », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1247637002

---

**CG24 0395**

**Avis de motion, dépôt et présentation - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053)**

**AVIS DE MOTION, DÉPÔT ET PRÉSENTATION D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06 053) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel et pour lequel ledit dossier en fait la présentation.

41.03 1243599004

**CG24 0396**

**Avis de motion et dépôt - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023)**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2023) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1243074001

À 17 h 57,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

**CG24 0397**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec à des fins de logements pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance (RCG 23-009)**

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec à des fins de logements pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance (RCG 23-009) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0288;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec à des fins de logements pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance (RCG 23-009) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0288;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 24 avril 2024, par sa résolution CE24 0611;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 135 288 du cadastre du Québec à des fins de logement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance (RCG 23-009) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1249399017

*Règlement RCG 23-009-1*

---

#### **CG24 0398**

#### **Adoption - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720**

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins résidentielles pour personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement sur le lot 6 377 181 » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0289;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins résidentielles pour personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement sur le lot 6 377 181 » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0289;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 24 avril 2024, par sa résolution CE24 0613;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720 ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1235092010

*Règlement RCG 24-027*

---

**CG24 0399****Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional (RCG 21-021) afin d'augmenter le montant à 9 960 000 \$**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional (RCG 21-021) afin d'augmenter le montant à 9 960 000 \$ » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0290;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional (RCG 21-021) afin d'augmenter le montant à 9 960 000 \$ » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0290;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1<sup>er</sup> mai 2024 par sa résolution CE24 0673;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 \$ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional (RCG 21-021) afin d'augmenter le montant à 9 960 000 \$ », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1245517001

*Règlement RCG 21-021-1*

---

**CG24 0400****Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 64 612 000 \$ aux fins de financer la conception du projet de renouvellement de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, ainsi que certains travaux préparatoires**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 64 612 000 \$ aux fins de financer la conception du projet de renouvellement de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, ainsi que certains travaux préparatoires » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0291;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 64 612 000 \$ aux fins de financer la conception du projet de renouvellement de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, ainsi que certains travaux préparatoires » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0291;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1<sup>er</sup> mai 2024 par sa résolution CE24 0675;



Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 64 612 000 \$ aux fins de financer la conception du projet de renouvellement de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, ainsi que certains travaux préparatoires », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1245507001

---

*Règlement RCG 24-028*

**CG24 0401**

**Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0292;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0292;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 mai 2024 par sa résolution CE24 0753;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1248018001

---

*Règlement RCG 24-029*

**CG24 0402**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal (RCG 20-005)**

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal (RCG 20-005) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0293;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal (RCG 20-005) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 16 mai 2024 par sa résolution CG24 0293;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 mai 2024, par sa résolution CE24 0764;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'adopter règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation des terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005) »;
- 2- d'autoriser un virement d'un montant de 1 815 000 \$ en provenance des dépenses contingentes.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1249780003

---

*Règlement RCG 20-005-5*

---

**CG24 0403**

**Nommer M. Sofiane Benyouci au conseil d'administration de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période de trois ans débutant le 20 juin 2024**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 29 mai 2024 par sa résolution CE24 0808;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de nommer M. Sofiane Benyouci au conseil d'administration de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période de trois ans, débutant le 20 juin 2024.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1247665003

---

**CG24 0404**

**Approuver les nominations au conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal de M. Mathieu Bouchard, à titre de président, et de Mme Margaret Archer, à titre de première vice-présidente**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0987;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- d'approuver les nominations au conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal de M. Mathieu Bouchard, à titre de président et de Mme Margaret Archer, à titre de première vice-présidente;

- 2- de remercier le président sortant, M. Ben Marc Diendéré, pour sa contribution au Conseil des arts de Montréal.

*Des documents complémentaires ont été déposés en ajout au dossier décisionnel.*

Adopté à l'unanimité.

51.02 1248021007

---

#### **CG24 0405**

**Nommer Mme Nancy Blanchet, M. Marc Doret et M. Jocelyn Pauzé comme représentants de l'agglomération de Montréal au sein du conseil d'administration de Concertation régionale de Montréal et renouveler les mandats de M. Younes Boukala, M. Sterling Downey, Mme Valérie Patreau et Mme Alba Zuniga Ramos au sein du conseil d'administration de Concertation Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0993;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

- 1- de nommer les personnes suivantes à titre de représentants de l'agglomération de Montréal au sein du conseil d'administration de Concertation Montréal :
  - Nancy Blanchet, Mairesse d'arrondissement
  - Marc Doret, Maire de Dorval
  - Jocelyn Pauzé, Conseiller de la Ville
  
- 2- de renouveler le mandat des personnes suivantes au sein du conseil d'administration de Concertation Montréal :
  - Younes Boukala, Conseiller d'arrondissement
  - Sterling Downey, Conseiller de la Ville
  - Valérie Patreau, Conseillère d'arrondissement
  - Alba Zuniga Ramos, Conseillère de la Ville

Adopté à l'unanimité.

51.03 1248379003

---

À 17 h 59, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, remercie les membres du conseil pour leur collaboration, ainsi que les différentes équipes ayant participé à l'organisation de ce conseil. Puis, elle donne rendez-vous au mois d'août et réitère ses souhaits de bonnes vacances à tous et à toutes.

---

Nancy Blanchet  
PRÉSIDENTE

---

Domenico Zambito  
GREFFIER ADJOINT

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

---

Valérie Plante  
MAIRESSE

**04.01**

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
**22 AOÛT 2024**

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
**COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

POUR LA PÉRIODE DU  
**1<sup>ER</sup> JUIN AU 31 JUILLET 2024**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PICHETTE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	<a href="#">1246561001</a>	ACCORDER UN CONTRAT À L'ENTREPRISE LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PICHETTE INC., POUR RÉALISER LE PROJET DE RÉFECTION DE L'ALARME INCENDIE À L'EMMAGASINEMENT DES BOUES DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE. - DÉPENSE TOTALE DE 401 906,62 \$, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 334 922,18 \$ + CONTINGENCES 66 984,44 \$) - APPEL D'OFFRES PUBLIC DEEU SP24008-195982-C - TROIS (3) SOUMISSIONNAIRES CONFORMES.	CE24 0927	2024-06-14	334 922,00 \$
SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC..	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES	DIRECTION - GESTION IMMOBILIÈRE ET EXPLOITATION	<a href="#">1247157011</a>	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC., POUR UN SERVICE D'ENTRETIEN MÉNAGER POUR LE CENTRE DE FORMATION DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM), POUR UNE PÉRIODE DE QUINZE (15) MOIS, SOIT DU 1ER AOÛT 2024 AU 31 OCTOBRE 2025 – DÉPENSE TOTALE DE 469 284,82 \$, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 391 070,68 \$ + CONTINGENCES : 78 214,14 \$) – APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20461 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 0918	2024-06-14	391 071,00 \$
XO CONSTRUCTION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	<a href="#">1249596002</a>	ACCORDER UN CONTRAT À XO CONSTRUCTION INC. POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE TROIS (3) PORTES INDUSTRIELLES À L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE CHARLES-J.-DES BAILLETS, 8585, BOULEVARD DE LA VÉRENDRYE, ARRONDISSEMENT LASALLE - DÉPENSE TOTALE DE 337 796,55 \$, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 259 843,50 \$ + CONTINGENCES : 51 968,70 \$ + INCIDENCES : 25 984,35 \$) - APPEL D'OFFRES PUBLIC IMM-15916 (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 0846	2024-06-06	259 384,00 \$

NOMBRE DE CONTRATS : 3

TOTAL : 985 377,00 \$

**04.02**

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
**22 AOÛT 2024**

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
**COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

POUR LA PÉRIODE DU  
**1<sup>ER</sup> JUIN AU 31 JUILLET 2024**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
TRANSIT 24	100% AGGLO	SERVICE DE L'HABITATION	DIRECTION DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL	<a href="#">1243956002</a>	AUTORISER UNE AIDE FINANCIÈRE D'UN MONTANT MAXIMAL DE 5 339 202 \$ À L'ORGANISME À BUT NON LUCRATIF TRANSIT 24 (L'ORGANISME) POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET D'HABITATION DESTINÉ À DES FEMMES ET ENFANTS EN DIFFICULTÉ, SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DANS LE CADRE DE LA TROISIÈME PHASE DE L'INITIATIVE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS (ICRL) VOLET DES VILLES; APPROUVER LA CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ENTRE LA VILLE ET L'ORGANISME; DÉLÉGUER À LA DIRECTRICE DU SERVICE DE L'HABITATION LA SIGNATURE DE L'ACTE HYPOTHÉCAIRE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL CONFORMÉMENT AUX PARAMÈTRES ÉNONCÉS DANS LA CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE. .	CE24 0974	2024-06-14	5 339 202,00 \$
EXPÉRIENCE CENTRE-VILLE	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	14 000 \$
TRIATHLON INTERNATIONAL DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	20 000 \$
PARASPORTS QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	4 000 \$



**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LE CLUB MONTRÉAL SYNCHRO INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	10 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE CANOË-KAYAK DE VITESSE	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	8 000 \$
CLUB D'AVIRON DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	4 500 \$
RYTHMIK QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	5 000 \$
CLUB DE VOLLEYBALL CELTIQUE	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	4 300 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
S-QUAD SPORTS INTERNATIONAL	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	15 000 \$
CLUB D'ATHLÉTISME SAINT-LAURENT SÉLECT INC	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	4 750 \$
TRIATHLON ELITE DEVELOPPEMENT	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	10 000 \$
ASSOCIATION DE BASKETBALL BORN AGAIN	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	9 000 \$
CLUB DE COURSE À PIED LACHINE-DORVAL	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	15 000 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
RSEQ MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	6 000 \$
L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC (TOURISME MONTRÉAL)	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1246549002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 149 550 \$ RÉPARTIE ENTRE 15 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 14 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 ET 1 SOUTIEN À LA CANDIDATURE POUR LA TENUE D'UN ÉVÉNEMENT PRÉSENTÉ EN 2031 DANS LE CADRE DU DEUXIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 0954	2024-06-14	20 000 \$
ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE (AJOI)	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION DÉVELOPPEMENT_PROGR AMMES ET ACTIVITÉS	<a href="#">1248377002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 77 756 \$, À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LA RECONDUCTION DE QUATRE PROJETS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024), POUR LES VILLES LIÉES DORVAL ET WESTMOUNT / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF-SDIS-24-011	CE24 1070	2024-07-04	10 620,00 \$
CAMP DE JOUR DORVAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION DÉVELOPPEMENT_PROGR AMMES ET ACTIVITÉS	<a href="#">1248377002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 77 756 \$, À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LA RECONDUCTION DE QUATRE PROJETS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024), POUR LES VILLES LIÉES DORVAL ET WESTMOUNT / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF-SDIS-24-011	CE24 1070	2024-07-04	13 709,00 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
L'ÉQUIPE ENTREPRISE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION DÉVELOPPEMENT_PROGR AMMES ET ACTIVITÉS	<a href="#">1248377002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 77 756 \$, À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LA RECONSTRUCTION DE QUATRE PROJETS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024), POUR LES VILLES LIÉES DORVAL ET WESTMOUNT / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF-SDIS-24-011	CE24 1070	2024-07-04	6 648,00 \$
RÉSILIENCE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION DÉVELOPPEMENT_PROGR AMMES ET ACTIVITÉS	<a href="#">1248377002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 77 756 \$, À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LA RECONSTRUCTION DE QUATRE PROJETS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024), POUR LES VILLES LIÉES DORVAL ET WESTMOUNT / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF-SDIS-24-011	CE24 1070	2024-07-04	46 779,00 \$
FONDATION ÉMERGENCE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONSTRUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	30 000,00 \$
SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNÉE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONSTRUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	47 375,00 \$
FORUM DES CITOYENS ÂÎNÉS DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONSTRUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	25 000,00 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LES YMCA DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	35 000,00 \$
L'ÉTOILE DE PACHO - RÉSEAU D'ENTRAIDE POUR PARENT D'ENFANT HANDICAPÉ	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	19 524,00 \$
Y DES FEMMES DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	25 000,00 \$
CARI ST-LAURENT	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	40 000,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	42 500,00 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	30 000,00 \$
MÈRES AVEC POUVOIR (MAP) MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	24 500,00 \$
PETITES-MAINS	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	43 000,00 \$
ALI ET LES PRINCES DE LA RUE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	50 000,00 \$
CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, FAISANT AUSSI AFFAIRES SOUS TOHU	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	30 000,00 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	40 000,00 \$
POUR 3 POINTS	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	25 000,00 \$
RÉSEAU CITOYEN DE SOLIDARITÉ ICIÉLA	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	50 000,00 \$
INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	50 000,00 \$
SANTROPOL ROULANT INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	25 000,00 \$

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JUIN 2024 AU 31 JUILLET 2024**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CYCLISTES SOLIDAIRES	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	<a href="#">1248444002</a>	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 1 912 879 \$, À 28 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX ET LA RECONDUCTION DE 29 PROJETS, DU 1ER AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2024) / APPROUVER LES 29 PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET - CF.O-SDIS-24-007	CE24 0959	2024-06-14	30 000,00 \$

NOMBRE DE CONTRATS : 39

TOTAL : 6 228 407,00 \$



**04.03**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
45526**

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS  
POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**  
LISTE SIMON

**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

---

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT	90005536juin2024	2024-06-12	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Transport en commun	56 899 280,00 \$	-
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT	90005536juillet2024	2024-07-10	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Transport en commun	56 899 280,00 \$	-
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	16918	2024-06-18	CHAN FAH, YANICK	Facture # 16918	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains	8 168 571,19 \$	-
COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTREAL	2024000113	2024-07-09	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Musées et centres d'exposition	5 316 441,00 \$	-
LOCATION NATIONALE FOSS	1637145	2024-06-06	ROCHON, JOSEE	SMRA - BCO - Frais de carburant et cartes d'essence pour le SPVM -	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	5 222 952,53 \$	-
ENERGIR S.E.C.	DEU57730	2024-07-12	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	FOURNITURE DE GAZ NATUREL POUR 2024 POUR LA STATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 862 317,95 \$	-
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	16977	2024-07-30	SANCHEZ, MAUREN ASTRID	Facture # 16977	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains	3 395 363,54 \$	-
HYDRO-QUEBEC	DEU59333	2024-07-09	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	Pénalité suivant Entente de contribution intervenue le 15 juin 2017 et lettre d'entente	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	624 414,37 \$	-
AREO-FEU LTEE	1668072	2024-07-11	CHAU, SAIV THY	SSIM-DST-ELECTRICITE DM 24-0472 / Acquisition de détecteurs de gaz et de	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	472 916,19 \$	1639979
NOVIPRO INC.	DEP46756	2024-06-28	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	Entente contractuelle pour l'acquisition de: SERVICES POUR LA CONVERSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	432 954,74 \$	1664872
FESTIVAL INTERNATIONAL DU RIRE	124829800320240716	2024-07-16	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	350 000,00 \$	-
NOVIPRO INC.	DEP46756	2024-06-28	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	Entente contractuelle pour l'acquisition de: SERVICES POUR LA CONVERSION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	349 903,67 \$	1664872
CONSEIL D'ECONOMIE SOCIALE DE L'ILE	120897300120240716	2024-07-16	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	300 000,00 \$	-
HEBERGEMENT JEUNESSE LE TOURNANT	122949900320240603	2024-06-03	VALDIVIA, ZOILA	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	300 000,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FIDUCIE DU REGIME CUM	art14bcontconstfiducieregcumma i2024	2024-06-18	BOULIANNE, JULIE	Montants à verser en vertu de l'article 14 B du contrat constitutif de Fiducie du	Police	Activités policières	280 437,65 \$	-
ENVIRONNEMENT VIRIDIS INC.	DEU59298	2024-07-05	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	DEEU / Service de gestion des matières résiduelles pour la valorisation des	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	236 221,87 \$	1666207
COOP. D'HABITATION LAURENTIENNE-	121905300320240625	2024-06-25	VALDIVIA, ZOILA	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	216 200,00 \$	-
MONTREAL INTERNATIONAL	1245117001soutienfinancier202406	2024-06-03	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Industries et commerces - Prom. et	215 000,00 \$	-
IMMOBILIER CORE INCORPOREE	229363040240702	2024-07-05	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subvention 44-54 rue St-Antoine O	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	205 609,73 \$	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONSTRUCTION ARCADE	1661681	2024-06-05	CARRIER, JEAN	IN 472110 TQ - Frais liés à la traçabilité des sols (2,23\$/t.m.) Demandeur:	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	194 430,00 \$	-
TOHU	124829800120240716	2024-06-19	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / RD-144560-20-MISE AUX NORMES EN SST ET RÉFECTION DE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	193 764,92 \$	-
TOHU	124829800120240716	2024-07-16	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	180 000,00 \$	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP46925	2024-07-18	VINCENT, SIMON	UDB - UV - Achat vanne double excentrique modulante - Entente	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	166 099,42 \$	-
AEROFIL INC	DEU59480	2024-07-23	BALLARD, JEAN-FRANCOIS	MM   REMPLACEMENT DES MÉDIAS DE TRAITEMENT À UNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	152 284,37 \$	1668571
CARDIN JULIEN INC.	1667504	2024-07-09	RODI, SONIA	ENTENTE 1645308 - Service professionnel pour la construction d'un garage	Gestion et planification des immeubles	Approv. et traitement de l'eau potable	148 964,66 \$	1645308
PME MTL CENTRE-VILLE	2406281227016001	2024-06-28	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	147 827,00 \$	-
CIMA+ S.E.N.C.	DEP46945	2024-07-24	BLANCHARD, PIERRE	24G01 SP02 DEP Analyse de risques détaillée de l'usine Atwater (pilote UAT)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	146 809,27 \$	1519797
UNIFORM WORKS LIMITED	1667341	2024-07-08	PANNESE, MICHEL	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE Achat de Vestes par balle - SIS -	Bilan	Vêtement et équipement de travail	142 678,00 \$	1595121

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VILLE DE BEACONSFIELD	de240711	2024-07-17	GELINAS, ISABELLE	Remboursement V0383_Dépenses_Beaconsfield_Mai 2024	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	139 476,94 \$	-
PME MTL CENTRE-EST	2406281227016001	2024-06-28	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	131 142,00 \$	-
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	de24071701	2024-07-17	GELINAS, ISABELLE	Remboursement V0348_DDO_Factures Dépenses Juillet-	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	125 812,07 \$	-
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE	5421	2024-06-19	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Logement social	125 000,00 \$	-
VOYAGEZ FUTE	123957500120240718	2024-07-18	MORIN, JOHANE	2e versement de l'entente de contribution 2023 - 2024 pour les 3 CGD	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	115 000,00 \$	-
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	1667174	2024-07-08	POULIN, VALERIE	Étude sur l'entrepreneuriat à Montréal : diagnostic et stratégies - Dans le cadre	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	114 436,37 \$	-
PME MTL CENTRE-OUEST	24062812270160011	2024-06-28	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	108 656,00 \$	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEU57593	2024-07-05	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / OPERATIONS / FOURNITURE APPROVISIONNEMENT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	104 987,50 \$	1628235
OSISOFT LLC	DEU59327	2024-07-09	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / MAINTENANCE ANNUELLE PI - OSISOFT 1er août 2024 au 31 juillet	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	101 177,64 \$	-
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU	1633024	2024-07-23	DESJARDINS, LINE	Formations prévues au plan 2024- obligations légales avec frais d'hébergement et	Police	Activités policières	100 000,00 \$	-
SHAGHAYEGH BAKHSI ETMARC OZGOLI	2239363023240612	2024-06-18	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	97 567,40 \$	-
LES ARCHITECTES LABONTE MARCII	1671188	2024-07-31	SOULIERES, MICHEL	GAG - Service de réaménagement des suites #150 et #160 qui sont	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	95 119,72 \$	-
PME MTL GRAND SUD-OUEST	2406281227016001	2024-06-28	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	92 979,00 \$	-
VILAVI QUEBEC	121928600320240612	2024-06-12	VALDIVIA, ZOILA	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	89 675,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	DEU59385	2024-07-17	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / JS-150798-101- MISE À NIVEAU DU LOGICIEL DE GESTION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	89 218,38 \$	-
EVEREST AUTOMATION INC	1667836	2024-07-10	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	Deux (2) débitmètres à insertion (élément de mesure et transmetteur) -	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	88 394,22 \$	-
LINOVATI INC.	1549061	2024-06-20	WITTY, MARIE-FRANCE	BS DRE - SERVICE FINALISATION TRANSO ORGAN. SEAU - 3	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	86 293,43 \$	-
ARBO-OUEST INC.	1663152	2024-06-13	MUNN, JONATHAN	MU_V0379 Travaux d'élagages hors réseau électrique Sud-	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	85 617,31 \$	-
CIMA+ S.E.N.C.	1669399	2024-07-18	CAREAU, LUCIE	Accompagnement du Service d'Urbanisme et	Urbanisme et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À	85 433,59 \$	-
CATHERINE FORAND	1669894	2024-07-23	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV - Contrat de conception et de réalisation	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	85 000,00 \$	-
PME MTL WEST-ISLAND	2406281227016001	2024-06-28	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	84 585,00 \$	-
REGULVAR INC	1663582	2024-06-17	SOULIERES, MICHEL	SGPI - Contrat de gré à gré. Modernisation des contrôles Delta au 3e et 4e étages du	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	83 843,02 \$	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP46597	2024-07-02	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	DEP / MAG UDB / REAPP / Vannes papillon 1200mm	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	82 820,44 \$	1646886
LA BELLE TRANCHE	1663840	2024-06-18	MUNN, JONATHAN	MU_V0128_Service d'élagage_Prolongation du contrat	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	79 357,42 \$	-
GESTION M.G.B. INC.	DEU58996	2024-06-11	MORISSETTE, CHANTAL	DEEU / LR-190395-35- / Transformateur des services auxiliaires pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	78 740,62 \$	-
URBAN TACTICAL BRANTFORD LTD	1664026	2024-06-18	RICHER, VINCENT	Soumission QUO13591 Acquisition de bâtons télescopique ergonomiques	Police	Activités policières	77 697,04 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1667417	2024-07-09	CHAU, SAIV THY	SSIM-DST-TUYAUX DM 24-0621-0622/Achat de boyaux - SIM-DRMI-TUYAUX-	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	76 772,11 \$	-
BELL CANADA	1666958	2024-07-05	SOULIERES, MICHEL	SGPI - Paiement de facture. Travaux de déplacement temporaire de conduits	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	75 857,76 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9917925613	2024-06-06	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	73 889,43 \$	-
LAFARGE CANADA INC	DEU58925	2024-06-06	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / MD-185669-31- Achat et livraison de pierres concassées nette - Entente	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	73 842,96 \$	1594243
JMS INDUSTRIEL	DEU59383	2024-07-16	WITTY, MARIE-FRANCE	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de 4 vis	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	73 022,06 \$	-
TELUS COMMUNICATION S INC.	36501994056	2024-07-03	BEAUCHESNE, JULIE	Service téléphonie cellulaire pour le SPVM - facture juillet 2024	Police	Activités policières	72 784,89 \$	-
PME MTL EST-DE-L'ILE	2406281227016 001	2024-06-28	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	72 688,00 \$	-
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	1668052	2024-07-11	ST-PIERRE, DAVE	SMRA // Fourniture et installation d'aménagements préfabriqués de type SPVM-	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	71 844,65 \$	-
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	1668062	2024-07-11	ST-PIERRE, DAVE	SMRA // Fourniture et installation de système de rangement utilitaire	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	71 172,08 \$	-
ENERGIR S.E.C.	1669942	2024-07-23	GIRARD, DIDIER	IN 466711 - Gré à gré - Déviation du réseau dans le cadre du projet rue St-	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	70 175,22 \$	-
(ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE	factcotpatronale smai2024	2024-06-21	BOULIANNE, JULIE	Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 31 mai 2024	Police	Activités policières	69 425,88 \$	-
VIRTRA INC	1664270	2024-06-19	RICHER, VINCENT	Simulated Firearm Equipment service contract / 3rd Year STEP Renewal	Police	Activités policières	68 592,17 \$	-
ENVIROSERVICE S INC	1661457	2024-06-05	BROSSAULT, STEPHANE	AOI 24-20498 - Fourniture de services d'installation d'appareils de mesure de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	68 172,58 \$	-
TELUS COMMUNICATION S INC.	36501994	2024-06-27	BEAUCHESNE, JULIE	Service téléphonie cellulaire pour le SPVM - facture juin 2024	Police	Activités policières	67 638,70 \$	-
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1565873	2024-07-16	BOISCLAIR, JUDITH	Prolongation du 1er janvier au 31 décembre 2024.- Service de gardiennage	Diversité et inclusion sociale	Développement social	65 537,40 \$	1593093
GROUPE ABS INC.	1661660	2024-06-05	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Octroyer un contrat pour une étude de caractérisation environnementale des sols	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	65 092,25 \$	1583454

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU DR DAS LTD	1237956002240 610	2024-06-14	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Tourisme - Prom. et dév.écon.	65 000,00 \$	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU59283	2024-07-05	NEBACH, ABDELLAH	SENV / Services professionnels pour la création d'un site web et DEEU / Réapprovisionnement / Achat de pièces usinées	Environnement	Protection de l'environnement	62 320,58 \$	-
MABAREX INC	DEP47053	2024-07-31	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de lampe de réacteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	62 067,56 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1664394	2024-07-31	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de lampe de réacteur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	61 417,69 \$	-
PERRIER CONSULTANT INFORMATIQUE GROUPE SOMR INC	1664394	2024-06-20	MOUSSEAU, FRANCE	EVVAL / Frais de poste pour le 1er envoi de la collecte de données économiques // BS DEEU CG-194268-1-PROGRAMMATION/MISE-A-JOUR	Finances et évaluation foncière	Évaluation	60 518,11 \$	-
CONSTRUCTION MOMENTUM INC.	DEU53939	2024-06-12	BELLEMARE, STEPHANE	GAG - Acquisition et installation de nouvelles étagères de rangement pour LR-198054-31-TRAVAUX DE RÉFECTION DU BASSIN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	59 429,12 \$	-
CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD.	1669064	2024-07-17	DARCY, PENELOPE	GAG - Acquisition et installation de nouvelles étagères de rangement pour	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	59 226,86 \$	-
DECCAN INTERNATIONAL	DEU58237	2024-06-10	BELLEMARE, STEPHANE	Travaux de sécurisation de la Cour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	58 436,04 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1656907	2024-06-20	RICHER, VINCENT	STI - Exception LCV, fournisseur unique / Renouvellement du support	Police	Activités policières	57 634,44 \$	-
VALLEY ASSOCIATES INC.	1662948	2024-06-12	RASSY, SABRINA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Technologies de l'information	Gestion de l'information	57 049,85 \$	-
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	9918793855	2024-06-13	LAMBERT, ALEXANDRE	Facture 3015130C Grenades de dispersions commandées en juillet	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	55 183,35 \$	-
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	1661536	2024-06-05	LANDRY, MANON	SMRA // Fourniture et installation d'aménagements préfabriqué de type fourgon	Police	Activités policières	54 265,25 \$	-
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	1668048	2024-07-11	ST-PIERRE, DAVE	SMRA // Fourniture et installation de systèmes d'havon élévateur pour les	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	54 060,81 \$	-
	1668067	2024-07-11	ST-PIERRE, DAVE		Materiel roulant et ateliers	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	54 005,84 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9922340357	2024-07-12	ZAPATA, MARTHA	Description Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	53 915,63 \$	-
PEPINIERE VERT FORET	1650245	2024-06-04	ARNAUD, CLEMENT	SGPMRS/ Gré à gré - Achat de végétaux	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	53 219,48 \$	-
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU	1633024	2024-07-22	DESJARDINS, LINE	Formations prévues au plan 2024- obligations légales avec frais d'hébergement et	Police	Activités policières	52 493,75 \$	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEU57593	2024-06-03	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / OPERATIONS / FOURNITURE APPROVISIONNEMENT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	52 493,75 \$	1628235
LA PUCE A L'OREILLE MEDIA JEUNESSE	1663557	2024-06-17	LEONG, CINDY	SEPLV - Production serie balado jeunesse pour la Biosphère	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	52 350,00 \$	-
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.	1670190	2024-07-24	VILLENEUVE, SERGE	SSIM // Services professionnels en gestion du changement L'entente :	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	51 968,81 \$	1570855
TELUS	32487950089	2024-07-23	PERRI, VALENTINA	Paiement de la facture # 32487950089 en date du 16 juillet 2024	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	51 539,01 \$	-
LES ENTREPRISES CLOUTIER & TELTECH SIGNALISATION INC.	1624582	2024-07-19	LAMBERT, ERLEND	SGPI - Contrat gré à gré - Réfection partielle de la toiture de la station de	Gestion et planification des immeubles	Réseau de distribution de l'eau potable	51 219,20 \$	-
TELTECH SIGNALISATION INC.	1655181	2024-06-26	BOULIANNE, MARTIN	Octroyer un contrat pour la fourniture et/ou	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	51 032,32 \$	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU59203	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	50 911,14 \$	-
(ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE	factcotpatronale sjuin2024	2024-07-16	BOULIANNE, JULIE	Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 30 juin 2024 pur	Police	Activités policières	50 539,88 \$	-
TRIVIUM AVOCATS INC.	2246684017	2024-07-18	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Trivium avocats inc en fidéicommiss - Autoriser un règlement hors	Dépenses communes	Autres - Administration générale	50 000,00 \$	-
LJT AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	1662295	2024-06-10	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	Jugement 500-17-100103-178A correction chèque 12041430 aiout d'intérêt et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	49 837,32 \$	-
SIGNALISATION EXPRESS INC.	1664540	2024-06-20	GOUDREAU, NATHALIE	SCULT / Services de location et de manutention de barricades de	Culture	Autres - Activités récréatives	49 101,67 \$	1612758



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STE FOY CHRYSLER	1661498	2024-06-05	EL KESSERWANI, LINA	Dodge Charger Enforcer Transmission intégrale 2023	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	48 990,00 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9924090359	2024-07-24	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	47 662,03 \$	-
FRATERNITE DES POLICIERS ET POLICIERES DE	1666382	2024-07-10	RICHER, VINCENT	Paiement factures pour services de psychologues pour le PAPP. Pavé par la	Police	Activités policières	47 244,37 \$	-
JMS INDUSTRIEL	DEU59373	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat d'ensemble de renvoi (pièces usinées)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	46 597,25 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9916987231	2024-06-03	BIBEAU, MARIE-JOSEE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	45 326,15 \$	-
FRATERNITE DES POLICIERS ET POLICIERES DE	1666382	2024-07-03	RICHER, VINCENT	Paiement factures pour services de psychologues pour le PAPP. Pavé par la	Police	Activités policières	45 000,00 \$	-
TALSOM INC	1669581	2024-07-19	BUDKA, ARNAUD	SENV / Services professionnels pour mettre sur pied un comité de travail	Environnement	Protection de l'environnement	44 199,73 \$	1650884
LOGISTIK UNICORP INC.	1662551	2024-06-11	RICHARD, PASCAL	Paiement des allocations du GTI 2024 à venir	Police	Activités policières	44 000,00 \$	-
GROUPE LAMBERT QUEBEC INC.	DEU59054	2024-06-18	MORISSETTE, CHANTAL	DEEU / LR-190395-34-4 TOURS D'ÉCLAIRAGE CHANTIER	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	42 948,29 \$	-
GROUPE PRO-VERT	1665651	2024-06-28	LEE, MEI SHEUNG	SENV/GMR, Gré à gré - Gestion des opérations de l'écocentre LaSalle pour la	Environnement	Matériaux secs - traitement	42 902,18 \$	-
REMORQUAGE METEOR INC.	1660210	2024-06-07	SYLVESTRE, JEAN-MICHEL	Bon de commande pour le Service de remorquage et de remisage exclusif de	Police	Activités policières	42 438,05 \$	-
WAJAX LTEE	DEU59258	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de 2 cartouches pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	41 936,46 \$	-
LES CONSULTANTS AMMCO INC.	DEU58864	2024-06-03	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SB-198404-7-POSTE 315KV PHASE 1 - REALISATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	41 932,00 \$	1568923
LAFARGE CANADA INC	DEU58925	2024-06-06	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / MD-185669-31-Achat et livraison de pierres concassées nette - Entente	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	41 480,56 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PONT ROULANT PROTECH INC.	1653585	2024-06-07	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Acquisition d'un pont roulant de 5 tonnes (5000 kg) de type	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	41 244,34 \$	-
SOCIETE D'HISTOIRE D'AHUNTSIC-	1664449	2024-06-20	RICHARD, MARIE-PASCALE	SGPMRS/ Surveillance et animation de l'exposition de la maison du Pressoit et	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	40 596,54 \$	-
AIRTECHNI INC.	1664299	2024-06-20	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI Biosphère - Martin - Pièces Pour Thermopompe - (3 soumissions)	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	40 425,00 \$	-
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1660989	2024-06-03	GODEFROY, FRANCOIS	SP pour une démarche de concertation et de mobilisation des parties	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À réparer	40 273,20 \$	-
GROUPE PRO-VERT	1665624	2024-06-28	THAI, SADETH	SENV/GMR, Gré à gré gestion des opérations de l'écocentre La Petite-Patrie.	Environnement	Matériaux secs - traitement	40 233,57 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1120101	2024-07-19	GRENON, LUC	FOURNIR PO SELON ESTIEMATION A 1200 DLM OUBLIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	40 035,29 \$	1480501
CYRILLE SARDAIS	1666132	2024-07-03	RICHER, VINCENT	Services du conseiller stratégique pour le Directeur du SPVM.	Police	Activités policières	40 000,00 \$	-
GROUPE PRO-VERT	1665611	2024-06-28	THAI, SADETH	SENV/GRM, Gré à gré - Gestion des opérations de l'écocentre Saint-Laurent	Environnement	Matériaux secs - traitement	39 997,45 \$	-
JMS INDUSTRIEL	DEU59252	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	39 332,42 \$	-
TROY-ONTOR INC	DEP46924	2024-07-18	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	BS - 22A09 BS04 - Achat de 3 opérateurs manuels pour vanne quillotine	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	39 244,33 \$	-
RICOH CANADA INC	1665129	2024-06-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions Pro C5310S selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	38 901,26 \$	1569016
RICOH CANADA INC	1664804	2024-06-21	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions Pro C5310S selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	38 901,26 \$	1569016
RICOH CANADA INC	1662104	2024-06-07	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante multifonctions Pro C5310S avec entretien	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	38 901,26 \$	1569016
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION	DEU59430	2024-07-18	BELLEMARE, STEPHANE	FACTUREAS-198054-41- TRAVAUX DE RÉFECTION DU CONVOYEUR À	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	38 819,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE PRO-VERT	1665613	2024-06-28	THAI, SADETH	SENV/GMR, Gé à gré Gestion des opérations de l'écocentre Saint-Michel	Environnement	Matériaux secs - traitement	38 006,73 \$	-
GROUPE PRO-VERT	1665618	2024-06-28	THAI, SADETH	SENV/GMR, Gré à gré gestion des opérations de l'écocentre Rivière-des-	Environnement	Matériaux secs - traitement	37 889,79 \$	-
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	1668077	2024-07-11	SYLVESTRE, JEAN-MICHEL	Juricomptabilité SPVM ACCEF	Police	Activités policières	37 500,00 \$	-
RESTAURANT KARAVAN INC.	240516	2024-06-07	GELINAS, ISABELLE	remplace facture 1151179004240516 voir annexe	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	37 316,73 \$	-
ENERGIR S.E.C.	DEP46743	2024-07-03	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	TR - 18A31 TR11 - Incidences - Travaux d'Energir	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	37 099,72 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9919674014	2024-06-25	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	36 708,98 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1662344	2024-06-10	COUTURE, CEDRIC	EMAF: Location Autos - Mai 24 (32 autos)	Police	Activités policières	36 592,63 \$	-
ESRI CANADA LIMITED	DEU59487	2024-07-24	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	36 294,18 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1665988	2024-07-02	CHARBONNEAU, MARC	EMAF: Location 32 Autos - Juin 24	Police	Activités policières	36 219,17 \$	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44541	2024-06-26	LARRIVEE, ALAIN	BCO2024 - UDO - Hypochlorite de sodium - chlore liquide à 12%	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	35 643,26 \$	1628235
EQUIPE LAURENCE INC.	1668979	2024-07-17	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	GAG - Service d'un ingénieur civil et d'un dessinateur pour établir	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	35 275,80 \$	-
JP INSTALLATIONS INC	1668313	2024-07-12	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI - Contrat de gré à gré. Fourniture et installation de 29 fenêtres thermos	Gestion et planification des immeubles	Approv. et traitement de l'eau potable	33 669,49 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1638538	2024-06-14	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM / DST - BCO 2024 Entretien des habits de combat Starfield 2019-2021	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	33 596,00 \$	1498106
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1118366	2024-06-26	CADOTTE, ERIC	FOURNIR PO A GLOBOCAM POUR REBUILT MOTEUR SELON	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	33 095,22 \$	1336848

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
A. & J.L. BOURGEOIS LTEE	1666218	2024-07-03	BLAIN, ERIC	SENV, Fourniture et installation de blocs de béton pour la construction	Environnement	Matériaux secs - traitement	33 071,06 \$	-
JMS INDUSTRIEL	DEU59444	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	32 957,17 \$	-
JMS INDUSTRIEL	DEU59450	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	32 730,42 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9920538559	2024-07-02	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	32 407,53 \$	-
GROUPE PRO-VERT	1665645	2024-06-28	THAI, SADETH	SENV/GMR, Gré à gré gestion des opérations de l'écocentre Côte-des-Neiges	Environnement	Matériaux secs - traitement	32 239,60 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr231213	2024-07-18	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	32 000,00 \$	-
GROUPE PRO-VERT	1665628	2024-06-28	THAI, SADETH	SENV/GMR, Gré à gré gestion des opérations de l'écocentre Acadie pour la	Environnement	Matériaux secs - traitement	31 707,52 \$	-
JMS INDUSTRIEL	DEU59185	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	31 550,58 \$	-
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE	1591459	2024-06-26	MORISSETTE, CHANTAL	Conseiller en Gestion et Informatique CGI inc.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	31 496,25 \$	1570856
HYDRO-QUEBEC	850679	2024-07-31	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	cas spécial vu avec Frédéric Brabant	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	31 302,50 \$	-
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU59016	2024-06-18	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / JS-198079-11-MAN DES SYSTÈMES DE CAPTEUR DE GAZ	Service de l'eau	Réseaux d'égout	31 164,49 \$	-
SHAGHAYEGH BAKHSHI ETMARC OZGOLI	2239363001240729	2024-07-30	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subvention 1570-1572, avenue des Pins Ouest	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	30 554,03 \$	-
UNIFORM WORKS LIMITED	1667419	2024-07-09	MILLIEN, GUIBONSE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Housse, etui divers (exige ce fournisseur)	Bilan	Vêtement et équipement de travail	30 518,79 \$	-
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE	1667952	2024-07-10	BEDARD, DANIEL	SGPMRS - AOI 24-20529 / Contrat de déchetage de souches en parterres	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	30 504,12 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DATA GESTION DES COMMUNICATION WM QUEBEC INC.	1667001	2024-07-12	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Services judiciaires_ Papier blanc sécuritaire. Entreposage pour 6 mois	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	30 408,58 \$	-
WM QUEBEC INC.	DEU54057	2024-06-21	BERNARD, DOMINIQUE	BS DEEU à BC OUVERT 2023 - SERVICE LOCATION ET LEVEE DE	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	30 329,05 \$	-
GEODAR INC.	124829800220240724	2024-07-24	MORIN, JOHANE	1248298002, Géodar Inc., Essai d'un capteur Explor 1.5 en situation de chantier.	Développement économique	Industries et commerces - Prom.et	30 000,00 \$	-
IA TRAMPOLINE INC.	122795200220240716	2024-07-16	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom.et	30 000,00 \$	-
14578007 CANADA INC.	1227952002240716	2024-07-16	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom.et	30 000,00 \$	-
SOLUTIONS BELLO INC.	122795200220240718	2024-07-18	MORIN, JOHANE	1227952002, Bello Solutions, Implémentation de Bello home dans un	Développement économique	Industries et commerces - Prom.et	29 807,00 \$	-
CROISIERES NAVARK INC.	DEU42444	2024-07-29	LAHAIE, DANIEL	CROISIÈRES NAVARK INC. - TRANSPORT NAVAL POUR SE RENDRE À L'ÎLE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	29 732,46 \$	-
ANTONIO DI FRUSCIA	DEU55543	2024-06-21	MAHER, NATHALIE	BS - DEEU - INGENIERIE - CONVENTION DE SERVICES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	29 429,31 \$	-
LAFLEUR & FILS INC.	DEU59037	2024-06-17	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SC-198057-13- REMPLACEMENT DE 8 OPÉRATEURS DE PORTE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	29 138,87 \$	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP46482	2024-06-03	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO_ Charbon actif en poudre - Format Super sacs ENTENTE # 1659078	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	28 367,62 \$	1659078
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1124386	2024-06-27	CADOTTE, ERIC	TRAVAUX D'ENTRETIEN RÀ RÉALISER CHEZ L'ARSENAL DU CAMION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	27 496,51 \$	-
LA NAVETTE NATURE INC.	1663920	2024-06-18	RICHARD, MARIE-PASCALE	SGPMRS/ Service de transport en autobus entre le centre-ville et 3 parcs-	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	27 464,73 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1666882	2024-07-04	BEAUCHESNE, JULIE	EMAF: Réparation Autos - Juin @ Déc 24	Police	Activités policières	27 296,75 \$	-
DRAINAVAC INC.	DEP46705	2024-06-27	MARTEL, SIMON	BCO2024 - ERP - Service technique pour le nettoyage des chambres de vannes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	27 270,51 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1095438	2024-06-25	CONSTANTINO, DANIEL	PAT GOSSELIN HIVER 2023-2024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	27 237,95 \$	-
S&E EXPERTS INFONUAGIQUE INC.	1670669	2024-07-26	FUGULIN-BOUCHARD, ANTOINE	70501-02 - Suite bureautique - Acquisition d'une banque de 250	Technologies de l'information	Gestion de l'information	26 299,37 \$	-
AIR PHOTO MAX	1394796	2024-06-07	LEBLANC, VINCENT	SGPI - Réalisation de prises de photos et de vidéos par drone du chantier de	Gestion et planification des immeubles	Matières recyclables - matières	26 296,22 \$	-
AULT INDUSTRIES INC.	1670380	2024-07-24	BORNAIS, LUC	SENV/GMR_ Location d'un tamiseur rotatif 12mm (transp.incl.) pour la	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains	26 246,87 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1126137	2024-07-17	GRENON, LUC	RESERVER 25000 POUR INSPECTION D'ECHELLE +REP PEP	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	26 246,87 \$	-
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX CORPORATION	rechercheelusprojetmontreal202403e 1669057	2024-07-26	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	25 921,48 \$	-
SCADALLIANCE	1669057	2024-07-17	JOLY, LINDA	GAG - 3 SOUMISSIONNAIRES 2 SOUMISSION RECU pour	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	25 769,18 \$	-
LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGES	6768d70	2024-06-10	CHAN FAH, YANICK	Voir facture # 1236684004 pour le fo # 133841 AVIVA, COMPAGNIE	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	25 752,08 \$	-
GLOBEX COURRIER EXPRESS	DEP43103	2024-07-08	VINCENT, SIMON	BCO 2023 - UAT - CUEILLETES ECHANTILLONS D'EAU -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	25 610,37 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1666188	2024-07-03	BEAUCHESNE, JULIE	ESDS: Location 3 autos / Juin @ Déc 24	Police	Activités policières	25 571,06 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1116725	2024-06-10	CADOTTE, ERIC	SOUMISSION 11430 FOURNIR PO A L'ARSENAL SELON	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	25 389,31 \$	-
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	mon00004343	2024-07-05	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Revay et associés limitée - EBC inc. contre Ville de Montréal et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	25 144,51 \$	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP46605	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / Vanne guillotine 500mm anti-horaire	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	25 047,19 \$	1642052
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240108	2024-07-04	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	25 000,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NORBEC COMMUNICATION	1662303	2024-06-10	LANDRY, ROBERT	Achat de 50 000 DVD Verbatim pré-imprimé SPVM pour la division des	Police	Activités policières	24 672,06 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP46462	2024-06-18	LARRIVEE, ALAIN	21U29 BS03 Débitmètres	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	24 646,87 \$	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU59566	2024-07-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de chaîne assemblée	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 610,10 \$	-
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1668853	2024-07-16	PIROG, MACIEJ	GAGA 2 soumissionnaires- 2 soumissions reçu - NEPTUNE T-10. 2"	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	24 477,12 \$	-
SERVICES SAUVETAGE TECHNIQUE INC.	DEP46732	2024-06-26	DALLAIRE, DOMINIC	Sécurisation d'accès au toit du bâtiment Monolithe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	24 332,59 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090654787	2024-06-26	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Norton Rose Fulbright Canada - Fraternité des policiers et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	24 252,11 \$	-
CONSERVATION DE LA NATURE CANADA	1661846	2024-06-06	LAFONTAINE, MARIE	SGPMRS/ Gré à gré - Etude, surveillance et protection des sites de	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	24 235,00 \$	-
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX RAMPART INTERNATIONAL CORP	de240717	2024-07-17	GELINAS, ISABELLE	Remboursement salaires V0347 Annexe A DDO Juillet-décembre	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	24 218,68 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1669585	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Soumission Q-32783 Dispositifs de visée pour uniformiser les carabines du	Police	Activités policières	24 088,33 \$	-
COMPUGEN INC.	1667999	2024-07-10	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST- MEPI DM 24-0661-Achat Casques (CHAPEAUX) BULLARD	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	23 884,66 \$	-
BOIS PUBLIC	1666406	2024-07-03	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Achat d'ordinateur Dell Latitude 5450 L'entente : 1654697 DDS : R664778	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	23 871,85 \$	1654697
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1667856	2024-07-10	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS - GAG, exception LCV 573.3-2.3 OBNL pour entretien du bois de frêne	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	23 754,73 \$	-
UNIFORM WORKS LIMITED	1668023	2024-07-11	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM24-0396/ Achat de COUVERTURE CONTRE	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	23 517,20 \$	-
	1670949	2024-07-30	NADEAU, ALAIN	Soumission Q28MAY24-SPVM-MD-001 32 protecteurs auditifs pour	Police	Activités policières	23 349,22 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP46050	2024-07-16	VINCENT, SIMON	UAT / Service d'inspection, entretien et réparation des équipements de levage pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	23 261,02 \$	1631066
CANADIAN AMMUNITION DISPOSAL	1670011	2024-07-23	NADEAU, ALAIN	Soumission C240899 Destruction de munitions	Police	Activités policières	23 186,49 \$	-
SIAL CANADA	1661159	2024-06-04	POULIN, VALERIE	DEV // Paiement de facture - 10 kiosques - Village Startup - dans le Salon	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	23 097,25 \$	-
LE GROUPE LML LTEE	DEP46790	2024-07-03	VINCENT, SIMON	23U02 SP01 Remplacement automates désuets Schneider - Proiet	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 827,43 \$	-
ESI TECHNOLOGIES DE	DEU59389	2024-07-17	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / EW-198607-7-MIGRATION DE PARE-FEU DU RÉSEAU DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 782,29 \$	-
LASALLE   NHC INC.	DEU42191	2024-06-20	BELLEMARE, STEPHANE	ÉVALUATION DE L'ÉCOULEMENT ET DES CHARGES	Service de l'eau	Réseaux d'égout	22 782,29 \$	-
CONSULTCO INC.	DEU59338	2024-07-17	ST-DENIS, HUGO	DEEU / SJ-177690-16-SERVICES TECHNIQUES POUR LA SURVEILLANCE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	22 782,28 \$	-
BSF/HOME LAVAGE DE VITRES INC.	1666380	2024-07-03	RINFRET, SIMON	SGPI - Contrat de gré à gré. Service de lavage de vitres intérieur et extérieur.	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	22 670,00 \$	-
AIRMET SCIENCE INC.	1670680	2024-07-26	DIB, JAMIL JIMMY	SENV / Achat d'un rapport d'expertise pour faire des analyses statistiques	Environnement	Protection de l'environnement	22 572,31 \$	-
REAL PAUL ARCHITECTE INC.	DEU59465	2024-07-23	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SC-168542-6-FINALISATION DES PLANS ET DEVIS (POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 572,31 \$	-
SANS INSTITUTE	1665161	2024-06-26	BOUCHER, JACINTHE	Quote# AGGREGATE-83635-13364820/ SLTT Government Aggregate Buy	Police	Activités policières	22 471,28 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034062	2024-06-21	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER- LOT B - 13 MAI 2024 - 0000034062	Affaires juridiques	Affaires civiles	22 451,58 \$	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP46106	2024-06-03	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO / Charbon actif en poudre-Format super sacs - COL-PL60. Paul McCabe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 288,85 \$	-
BOUTY INC	1662818	2024-06-12	PICARD, GUY	SAJ // Achat de 38 Chaises pour Salles d'audiences L'entente : 1437088	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	22 275,73 \$	1437088



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	9923208691	2024-07-19	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	22 014,47 \$	-
PSP	1661529	2024-06-05	BERNIER, MARTIN	Soumission 20366 Achat de 1000 piles et de piles pour les	Police	Activités policières	21 766,21 \$	-
ITI CONNEXION INC.	DEU59079	2024-06-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / MAINTENANCE LICENCES PARE-FEUX POUR 3 ANS ; ANNÉE 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 668,81 \$	-
GLT + INC	1650645	2024-07-17	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels d'un chargé de projet pour de travaux en lien avec la	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	21 446,27 \$	-
NORBEC COMMUNICATION	1663022	2024-06-13	LANDRY, ROBERT	Achat de caméras Samsung Corner Mount Anti Grip pour la division des ressources	Police	Activités policières	21 417,45 \$	-
ESI CONSEIL INC.	DEU59289	2024-07-05	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Paiement des factures / Configuration des équipements télécoms /	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 385,95 \$	-
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE	202430	2024-07-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519120	Matériel roulant et ateliers	Activités policières	21 381,73 \$	-
PITNEY WORKS	1668053	2024-07-11	NADEAU, ALAIN	Renflouement affranchissement du mois de juin 2024	Police	Activités policières	21 149,40 \$	-
NETZSCH CANADA INC	DEU59072	2024-06-17	LAHAIE, DANIEL	DEEU / JS-198057-15-MAN DU BROYEUR NETZSCH DU DÉCANTEUR #26	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 144,48 \$	-
COMPUGEN INC.	1654710	2024-06-07	LUTHI-VIAU, MAYA	SGPI//Achat de 30 portables DELL + 50 stations d'accueil	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	21 110,24 \$	1654697
PRONEX EXCAVATION INC.	1648836	2024-07-11	BUDKA, ARNAUD	SENV / BCO 2024 - Fourniture de matériel pour le projet d'entretien du	Environnement	Protection de l'environnement	20 997,50 \$	-
WSP CANADA INC.	1668940	2024-07-17	DARCY, PENELOPE	GAG - Service pros en structure de bâtiment pour la sécurisation de la tour à	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	20 997,50 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1124384	2024-06-27	CADOTTE, ERIC	CAMION SIM ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR INSPECTION ÉCHELLE &	Matériel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	20 997,50 \$	1480505
SERVICE D'ÉCHANGE RAPIDGAZ	1628107	2024-07-22	EKILA, YVES	SENV/ Gré à gré - Collecte, transport et traitement des bouteilles de propane dans	Environnement	Matières recyclables - autres	20 866,27 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1663986	2024-06-18	NADEAU, ALAIN	Soumission Q32673 250 Étuis ASP	Police	Activités policières	20 813,77 \$	-
USI-POMPES INC.	DEU58501	2024-06-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien / Service technique d'estimation et de réparation de la pompe	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 492,51 \$	-
DEMENAGEMENT/ENTREPOSAGE M.E.C. PLUS	1667310	2024-07-08	NADEAU, ALAIN	Factures 012338 / 012347 / 012350 Service de déménagement et	Police	Activités policières	20 391,20 \$	-
FACTA GLOBAL INC.	1663068	2024-06-13	NADEAU, ALAIN	Soumission 2155 Suppresseurs pour armurerie	Police	Activités policières	19 989,62 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1665636	2024-07-04	PICARD, CATHERINE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	19 972,09 \$	1643722
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1665566	2024-06-27	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement de la facture AST/179884 du 30 juin 2024	Police	Activités policières	19 946,58 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090654782	2024-06-26	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Norton Rose Fulbright Canada S.F.N.C.R.I. - Association	Dépenses communes	Autres - Administration générale	19 790,14 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1661332	2024-06-10	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Divers vêtements (casques	Bilan	Vêtement et équipement de travail	19 703,04 \$	1643722
VWR INTERNATIONAL CO.	1664526	2024-06-20	BEUPARLANT, MARTIN	SENV / Acquisition de produit chimique pour ICPMS - Entente 1630195	Environnement	Traitement des eaux usées	19 691,98 \$	1630195
BELL CANADA	96221447	2024-06-29	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	19 492,67 \$	-
XYLEM CANADA LP	DEU59346	2024-07-11	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / FC-198079-14-MAN DÉMARREUR DE POMPES POSTE DE POMPAGE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	19 448,18 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9921471637	2024-07-11	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	19 307,81 \$	-
AREO-FEU LTEE	1664408	2024-06-20	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0635 / Acquisition de support Zico HD outils	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	19 181,22 \$	-
MP CANADA INC	2024452	2024-07-30	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - MP Canada Inc - Keenan Sawyers contre Jean-	Dépenses communes	Autres - Administration générale	18 897,75 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034067	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034067	Affaires juridiques	Affaires civiles	18 717,85 \$	-
POMPACTION INC.	DEU59259	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 694,08 \$	-
MODELLIUM INC.	1662241	2024-06-10	COTE, BERNARD	accompagnement dans le contexte de la confection du rôle 2026 avant lieu à	Finances et évaluation foncière	Évaluation	18 582,79 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9924106297	2024-07-23	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifestes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	18 578,63 \$	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	1662984	2024-06-12	HUBERT, FRANCOIS	IN 472910 TQ (GP) - Frais liés à la traçabilité des sols (2 23\$/t.m.) Demandeur:	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	18 191,00 \$	-
PERFECTIONNEMENT - ETS	DEU59217	2024-07-04	MAHER, NATHALIE	DEEU / CB-197543-6- SERVICES TECHNIQUES ÉTS POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 110,34 \$	-
CAMBIVM PHYTOTECHNOLOGIES COOP	1663897	2024-06-18	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS/ Contrat contrôle de plantes indésirables au parc Frédéric-Back en 2024	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	18 086,20 \$	-
VILLE DE BAIE D'URFE	DEU59157	2024-06-25	MAHER, NATHALIE	DEEU   PAIEMENT FACTURE 202400072   FRAIS DE GESTION 2024	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 000,00 \$	-
AON PARIZEAU INC.	DEU58845	2024-06-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / LET et incinérateurs / Cautionnement 2024 à 2027	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 000,00 \$	-
AREO-FEU LTEE	ROS1124981	2024-07-05	CADOTTE, ERIC	RESERVER FOND POUR INSPECTION OUTIL+REPARATION PEP	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	17 855,75 \$	-
WESTERN GLOBAL HOLDINGS	1664075	2024-06-19	MORVAN, YANNICK	SSIM / Achat de réservoirs de stockage de carburant transportable. Remplissage	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	17 814,59 \$	-
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1671204	2024-07-31	DARCY, PENELOPE	GAG - Services de gardiennage de la caserne 26 par un agent de sécurité	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	17 733,65 \$	-
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	1633318	2024-07-02	LAROCHE, LAURENT	SENV / BCO 2024 - Bureau Veritas - Pour Des Baillets // Entente 1585963	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	17 608,36 \$	1585963
GROUPE NICKY	1662187	2024-06-07	ARNAUD, CLEMENT	Appel d'offres public 24-20426 - Lot 3 - Tonte de gazon -	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	17 322,93 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BROYAGE RM INC.	1661810	2024-07-03	BEDARD, DANIEL	SGPMRS - Contrat pour la transformation de résidus de frênes en copeaux au	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	17 007,97 \$	-
MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC	1669387	2024-07-18	RASSY, SABRINA	STI / Aménagements-Déménagements -Tester les prototypes de meubles et	Technologies de l'information	Communications d'urgence 911	17 007,97 \$	-
NEOGEN CORP	1671167	2024-07-31	ARBIC, DENISE	SENV / Achat kits MDS pour les analyses de Salmonella et Listeria par	Environnement	Inspection des aliments	16 959,31 \$	-
RESEAU ENVIRONNEMENT INC.	DEP46692	2024-06-20	VINCENT, SIMON	UAT / Adhésion au Programme d'excellence en eau potable 2024 PEXEP -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 934,48 \$	-
SEGUIN MORRIS INC.	1642780	2024-06-25	MOTARD, MARIE-JOSEE	SGPI / TEM-TÉ. PDQ 38 - Remplacement climatiseur H/S de la salle de serveur	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	16 929,23 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1125932	2024-07-16	CABALLERO, PATRICIO	INSPECTION & RÉPARATION DU CAMION SIM À L'EXTERNE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	16 909,78 \$	-
SANS INSTITUTE	1665164	2024-06-26	BOUCHER, JACINTHE	Quote# AGGREGATE-83635-13364845/ SLTT Government Aggregate Buy	Police	Activités policières	16 853,46 \$	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	DEU54298	2024-06-20	MAHER, NATHALIE	BS DEEU - REMPLACE BC DEU53547 - SR - 2023 - CONTRAT ANNUEL	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 803,25 \$	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEP42495	2024-06-27	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UPI / Pompage résidu microsable interozonation / E. Aperce	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 792,69 \$	-
STRATEGIE ORGANISATION ET METHODE	1665279	2024-07-11	LEONG, CINDY	SEPLV / Réalisation de groupes de discussion d'enfants de 7 à 9 ans	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	16 700,00 \$	-
ALEX MAÇONNERIE INC.	DEU59059	2024-06-20	MAHER, NATHALIE	DEEU / SC-198057-11-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 691,96 \$	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP45298	2024-06-25	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / INSPECTION, ENTRETIEN ET REPARATION DES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 534,82 \$	1631066
MARMEN INC.	DEU59179	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 493,54 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1662459	2024-06-17	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE-REAPP 1/2 vêtements	Bilan	Vêtement et équipement de travail	16 365,29 \$	1643722

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOIVIN & GAUVIN INC.	1670902	2024-07-30	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- MEPI DM 24-0718, DM 24-0719 et DM 24-0734 // Achat de gant de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	16 343,93 \$	1448843
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS	DEU59364	2024-07-11	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Achat de produits chimiques pour traitement d'eau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 210,15 \$	-
LOCATION D'ABRIS MOBILES A.M. INC.	DEP35019	2024-07-22	LARRIVEE, ALAIN	Renouvellement de la location de la roulotte de chantier Pierrefonds (2021-	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 979,10 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.F.N.C.R.L.	0000034069	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034069	Affaires juridiques	Affaires civiles	15 867,81 \$	-
POMPACTION INC.	DEP46531	2024-06-05	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPI_2023_kit de maintenance pompe grundfos No	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 789,27 \$	-
MARMEN INC.	DEU59550	2024-07-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 758,62 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1125988	2024-07-16	GRENON, LUC	RESERVER 15000 POUR REMPLACEMENT DU HOSING ET FREIN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	15 748,12 \$	-
MIOVISION TECHNOLOGIES INC.	1663487	2024-06-17	VAYSSIERES, FLORIANE	Analyse et interprétation de données de comptages qui sont effectuées à l'interne.	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15 739,88 \$	-
CONSEILLERS D'AFFAIRES EMBRASE INC.	1666179	2024-07-03	LABELLE, ERIC	DEV // Paiement de facture Achat de 20 billets (groupe) et 12 billets réguliers 12.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	15 722,93 \$	-
MP REPRODUCTIONS INC.	1662352	2024-06-10	CAYOQUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV / Achat de Panneaux Alupanel - Pour l'expo photo extérieur de	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 616,77 \$	-
CLIMAT-CONTROL SB INC.	DEP46917	2024-07-17	NEBACH, ABDELLAH	DÉP / RÉS / Installation d'une thermopompe réservoir Poirier	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 328,17 \$	-
OMNIFAB	DEU59099	2024-06-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat d'ensemble de renvoi (pièce usinée)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 291,43 \$	-
AREO-FEU LTEE	ROS1124098	2024-06-25	CADOTTE, ERIC	pièces variées pour panier camion SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	15 257,40 \$	-
POMPACTION INC.	DEU59317	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat d'une colonne de pompe	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 172,62 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
9431-2303 QUEBEC INC.	1657590	2024-06-12	LACASSE, PASCAL	Achat de 9 trottinettes pour la Section sécurité routière	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15 001,66 \$	-
APPLIED ELECTRONICS LIMITED	1670360	2024-07-24	POULIN, VALERIE	DEV // Achats des équipements divers et installation de moniteur et	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	14 785,72 \$	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1664112	2024-06-19	COLLETTE, NATHALIE	SSIM // Achat 30 supports camion HAVIS Heavy-Duty Dash Mount For 2021-2024	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	14 771,74 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1663909	2024-06-18	BEAUCHESNE, JULIE	EMAF: Réparations - Mai 24 (5 autos)	Police	Activités policières	14 604,79 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.F.N.C.R.L.	0000034076	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034076	Affaires juridiques	Affaires civiles	14 428,32 \$	-
AREO-FEU LTEE	1665267	2024-07-30	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0624 À 24-0628 / Acquisition de lance &	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14 385,39 \$	-
DIAMOND CANAPOWER	DEU59288	2024-07-05	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat d'élément de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 379,66 \$	-
DIAMOND CANAPOWER	DEU59050	2024-06-13	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 379,66 \$	-
LES COMPTEURS LECOMTE LTEE	1664454	2024-07-15	LAMARRE, JEAN	Achat de compteur d'eau COMPTEUR D'EAU - DRE-Marco Rivas-Lecomte-	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	14 362,29 \$	-
DB NOISE REDUCTION INC	DEU59078	2024-06-18	MAHER, NATHALIE	DEEU / CP-137029-32- ACHAT - MÉDIA ACOUSTIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 192,21 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9922363073	2024-07-11	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifestes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	14 174,32 \$	-
CHOQUETTE ET FILS INC.	1669973	2024-07-23	BESSETTE, HUGUES	SUM // Transport de glissières en béton pour la sécurisation temporaire du	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	14 173,31 \$	-
GFL ENVIRONNEMENT AL INC.	1671031	2024-07-30	EKILA, YVES	SENV / Paiement de facture pour fourniture et transport de conteneurs	Environnement	Matériaux secs - traitement	14 163,41 \$	-
GROUPE GEOS INC.	1667457	2024-07-09	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	GAG - Relocaliser les couleuvres des terrains 12 et 13 dans le cadre du	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	14 129,22 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
9502-2430 QUEBEC INC	1668160	2024-07-11	LANDRY, ROBERT	Achat - Kit de casque de communication moto pour SERAM	Police	Activités policières	14 107,70 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsse24022	2024-07-03	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	14 000,00 \$	-
XYLEM CANADA LP	DEU59524	2024-07-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / COMMANDE POMPE DE REMPLACEMENT 10HP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 975,94 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1666266	2024-07-03	BEAUCHESNE, JULIE	EICDE: Location 2 Autos - Juin @ Déc 24	Police	Activités policières	13 962,46 \$	-
ELECTROMEGA LTEE	1663024	2024-06-13	NUNES, DEMIS	STI - 68111.11 - Modernisation des télécommunications -	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 800,86 \$	-
CORPORATION D'URGENCES-SANTE	1665335	2024-06-26	GUILBAULT, MARTIN	SSIM // Paiement de facture - Formation initiale PR3 - Formation du 5 mai au 1er	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 800,40 \$	-
POLYMERSHAPE S DISTRIBUTION CANADA INC.	DEP46682	2024-07-09	MARTEL, SIMON	BS - 24A28 BS01 - Fourniture sans installations d; un plancher et d; une	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	13 788,01 \$	-
GFL SERVICES ENVIRONNEMENT AUX INC.	DEU56248	2024-06-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU - ENTRETIEN - SECTEUR EAUX - SERVICE TECHNIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 766,24 \$	-
ECELLE CANADA INC.	DEP46784	2024-07-03	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Installation d'une échelle et d'une cage en aluminium en	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 732,37 \$	-
KPP AVOCATS S.E.N.C.R.L.	1662853	2024-06-12	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	Factures # 13983 et 13859 dossier 16-001052 paiement final	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 697,01 \$	-
AODOGS/JOSE ALVARO OLVERA OSORIO	1666064	2024-07-02	RICHARD, PASCAL	Achat Berger allemand pour l'Escouade canine du SPVM / THOR anciennement	Police	Activités policières	13 682,00 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1119826	2024-06-25	CADOTTE, ERIC	UNITE 349-07524; REMPLACER HOUSING DU DIFFERENTIEL ET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	13 552,54 \$	-
GROUPE NICKY	1662184	2024-06-07	RICHARD, MARIE-PASCALE	Appel d'offres 24-20426- Lot 1- Accorder un contrat pour la fourniture -de services de	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	13 532,89 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1116722	2024-07-09	CADOTTE, ERIC	RESERVER FOND CHEZ TECHNO FEU POUR INSPECTION 15000	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	13 474,20 \$	1480501

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO-CONTACT INC.	DEP46761	2024-06-28	VINCENT, SIMON	BS - PTI   UPI   Acquisition et installation de relais de protection des disjoncteurs.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 383,80 \$	-
CELLEBRITE USA CORP.	1668283	2024-07-12	DAGHER, FADY	Dépense spéciale: Q-401241-1	Police	Activités policières	13 382,60 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsssecomm24026	2024-07-03	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	13 364,70 \$	-
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1565873	2024-06-06	BOISCLAIR, JUDITH	Prolongation du 1er janvier au 31 décembre 2024.- Service de gardiennage	Diversité et inclusion sociale	Développement social	13 278,82 \$	-
ELECTRO PERFORMANCE G.L. INC.	1668223	2024-07-11	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI // Paiement de facture - Location matériel électrique pour une durée	Gestion et planification des immeubles	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPL -	13 228,42 \$	-
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1662135	2024-06-07	GOYETTE, STEPHANE	SSIM / SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0580/Achat de chaînes aux	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 205,75 \$	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS	DEU59388	2024-07-27	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / LOCATION MENSUELLE ANALYSEUR TRUJESSENSE TOURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 175,30 \$	-
CONSTANT INTERNATIONAL INC.	1667440	2024-07-09	BORNAIS, LUC	SENV, Acide phosphorique 75% en baril et frais de transport	Environnement	Protection de l'environnement	13 166,69 \$	-
AFFICHAGE ARTPUBLIX INC.	1663271	2024-06-13	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS // Octroyer un contrat à l'entreprise	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	13 133,94 \$	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	1662068	2024-06-07	COTE, JEAN-FRANCOIS	SERVO-MOTEUR MODULANT 420DC POUR PILOTES SINGER - DRE -	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	13 123,44 \$	-
UNIFORM WORKS LIMITED	1665799	2024-06-29	NADEAU, ALAIN	Soumission Q13APR24-SPVM-MD-001 Vestes pare-balles légères pour combler	Police	Activités policières	13 118,19 \$	-
9305-2231 QUEBEC INC.	DEP46792	2024-07-03	TISSEUR, YANNICK	BS - ULA / BATTERIES POUR 2 UPS EXM - HX100 Pascal	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 063,21 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669579	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 17 juillet 2024. Pour l'achat de 2 photocopieurs Sharp	Police	Activités policières	13 033,15 \$	-
9359-6716 QUEBEC INC.	1663690	2024-06-17	RICHARD, MARIE-PASCALE	SGPMRS / Tonte de gazon Parcs-nature (Région Centre) de 28 mois (du 14	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	13 028,95 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
9333-4787 QUEBEC INC.	DEU59320	2024-07-09	MAHER, NATHALIE	DEEU / JS-198057-17-Man des ancrages des 14 goulottes des dessableurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 018,45 \$	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU59178	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 976,45 \$	-
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP46599	2024-06-12	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS_UPI_2024_SERVICE D'ENTRETIEN PAYSAGER SAISON 2024. Alexandra	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 968,82 \$	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	1633635	2024-06-11	BEDARD, EMILIE	SENV / BCO 2024 - Achat de gaz d'utilisation courante pour les instruments	Environnement	Traitement des eaux usées	12 965,05 \$	1614684
AIR LIQUIDE CANADA INC	1633635	2024-06-11	BEDARD, EMILIE	SENV / BCO 2024 - Achat de gaz d'utilisation courante pour les instruments	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	12 961,16 \$	1614684
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba13429	2024-06-29	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518278	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	12 839,64 \$	-
DEMENAGEMENT UNIVERSEL INC	DEU59483	2024-07-25	MORISSETTE, CHANTAL	PB-190394-12- EMMÉNAGEMENT DE MEUBLES DE PREMIERE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 831,57 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decssecomm24 025	2024-07-03	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	12 803,50 \$	-
COMPUGEN INC.	1668204	2024-07-11	MOUSSEAU, FRANCE	FINEF // Acquisitions des matériels informatiques ( tablettes Dell CAG C24	Finances et évaluation foncière	Évaluation	12 751,32 \$	-
DISTRIBUTION KEBECHEM INC.	DEP46637	2024-06-13	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de diverses pièces de plomberies pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 706,16 \$	-
ROGERS COMMUNICATION S CANADA INC.	2024459	2024-07-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	12 703,49 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEU59377	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat d'ensemble de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 645,74 \$	-
STERIS CANADA INC	1671093	2024-07-30	ARBIC, DENISE	SENV / Remplacement d'urgence d'un générateur de vapeur pour le	Environnement	Inspection des aliments	12 635,87 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1124780	2024-07-04	CADOTTE, ERIC	UNITE 347-15145; REMPLACEMENT DU HOUSING DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	12 598,50 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
USINAGE F.B. INC	DEU59177	2024-07-03	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 548,80 \$	-
IMK S.E.N.C.R.L.	50338	2024-07-29	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - IMK s - Philippe Pichet et Nancy Labarre et Pascal Pichet et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 506,64 \$	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU59306	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de 120 axes en acier inoxydable (pièces usinées)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 502,75 \$	-
LOUTIL DE LA PUB INC.	1668123	2024-07-11	LEBRUN, MICHEL	Achat de lumières de vélo pour la Sécurité routière - Soumission 5959	Police	Activités policières	12 493,52 \$	-
JMV ENVIRONNEMENT INC.	DEU59274	2024-07-04	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Facture 67735 - Service de location camion avec opérateur pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 459,92 \$	1498082
AIR LIQUIDE CANADA INC	1633635	2024-06-11	BEDARD, EMILIE	SENV / BCO 2024 - Achat de gaz d'utilisation courante pour les instruments	Environnement	Inspection des aliments	12 345,43 \$	1614684
ZOHO CANADA CORPORATION	1664209	2024-06-19	PAGE, MARTIN	Service - Hébergement des adresses courriel pour le Centre de sécurité civil	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 283,54 \$	-
AODOGS/JOSE ALVARO OLVERA OSORIO	1666016	2024-07-02	RICHARD, PASCAL	Achat Berger allemand pour l'Escouade canine du SPVM (ZEUS)	Police	Activités policières	12 243,00 \$	-
XYLEM CANADA LP	DEU59523	2024-07-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / COMMANDE POMPE DE REMPLACEMENT 5 HP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 238,39 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1654154	2024-07-11	BILODEAU, MATHIEU	SSIM DST Hydraulique - DM 24-0395 - Achat de lances Ziamatic pour l'atelier	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	12 147,05 \$	-
URBAN TACTICAL BRANTFORD LTD	1663385	2024-06-14	TABOR, ISABELLE	Soumission QUO13474 Achat des vêtements C1 des nouveaux opérateurs	Police	Activités policières	12 094,65 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1665635	2024-07-02	GANNA, FAZIA	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Réapprovisionnement	Bilan	Vêtement et équipement de travail	12 072,26 \$	1643722
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE INC.	DEU58779	2024-06-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de 56 câbles	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 029,64 \$	-
OPERATIONS COMMANDER	1668675	2024-07-16	BEAUCHAMP, RAPHAEL	GRANDS PARCS-Système de vente de permis de stationnement pour le	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	11 995,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NEDCO	DEU58886	2024-06-26	MAHER, NATHALIE	DEEU / AUTOMATISATION / CB-198054-35-SUITE DE L'ACTIVITÉ # 16 (REMISE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 951,25 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1667821	2024-07-10	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0630// Achat DE PARE-CHOC À DENTS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 947,58 \$	-
COMPUGEN INC.	1661335	2024-06-04	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Achat de 10 ordinateurs pour la réserve - Dell CAG B102 CTO	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 935,92 \$	1654697
TRAITEMENT D'EAU EXPERT INC.	DEU59469	2024-07-22	AISSAT, SOFIANE	DEEU - OPER-CHIMIQUES TEE POUR CHAUDIÈRES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 749,55 \$	-
LISLIBETH JOSEFINA ANEZ RONDON	DEP45613	2024-06-25	BANNIER, ALICIA	SP - 24A14 SP01 - Service professionnel pour supporter les activités liées	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	11 730,00 \$	-
KENJY MERIDIEN	DEP45612	2024-06-25	BANNIER, ALICIA	SP - 24A13 SP01 - Service professionnel pour supporter les activités liées	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	11 730,00 \$	-
LOCA-TENTE 1995 ENR	1663377	2024-06-14	TABOR, ISABELLE	Facture 6884 Location d'un chapiteau pour la formation SIS	Police	Activités policières	11 706,10 \$	-
LA FABRIQUE DU STORE	1666441	2024-07-03	TABOR, ISABELLE	Soumission 1432 Achat store pour CO OUEST	Police	Activités policières	11 696,64 \$	-
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX	DEU59347	2024-07-11	MAHER, NATHALIE	DEEU / SB-198404-9-MAN ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR MURAL DES BÂTIMENTS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 574,87 \$	-
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU59162	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 559,12 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1126270	2024-07-18	GRENON, LUC	298114 REEL POUR ECHELLE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	11 499,28 \$	-
GROUPE NICKY	1662184	2024-07-05	RICHARD, MARIE-PASCALE	Appel d'offres 24-20426- Lot 1- Accorder un contrat pour la fourniture -de services de	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	11 496,13 \$	-
EAU DE SOURCE PEAUSEIDON	1663391	2024-06-14	SAGNA, SAFIETOU	MU_AE0001_Création d'un bon de commande pour l'achat d'eau embouteillé (4	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 486,92 \$	1553263
ATELIER DE DECORS KAMIKAZE INC.	1662133	2024-06-07	FILLION, MAUD	SENV / Contrat pour ajustements dans le cadre de la fabrication de	Environnement	Matières recyclables - matières	11 483,51 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46704	2024-06-21	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / Swan à remplacer	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	11 450,01 \$	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de240710dasres shum	2024-07-11	SANCHEZ, MAUREN ASTRID	Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période : 2024-06-01 au 2024-06-30	Police	Activités policières	11 449,89 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1116723	2024-07-09	CADOTTE, ERIC	ENVOYER CHEZ TECHNO FEU RESERVER 15000\$ POUR TEST DE POMPE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	11 440,25 \$	1480501
INGENIERIE CARMICHAEL LTEE	1664140	2024-06-19	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI / SIM- 677 Notre-Dame Est. Fournir et installer une unité de	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	11 374,35 \$	-
ENTRETIEN CHLORATECH INC.	DEP46751	2024-06-28	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat d'ensemble	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 318,78 \$	-
IMPRIMERIE DE LA RIVE-SUD LTEE	1653358	2024-06-10	BOUCHER, JACINTHE	soumission 62519 pour le SPVM/ Cibles « BILL »	Police	Activités policières	11 309,24 \$	-
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP46550	2024-06-07	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UDO_2024_SERVICE D'ENTRETIEN PAYSAGER-SAISON 2024. Alexandra	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 276,44 \$	-
MODELLIUM INC.	1668999	2024-07-17	GUAY, CHRISTIAN	FINEF // Service d'accompagnement informatique pour le logiciel	Finances et évaluation foncière	Évaluation	11 273,57 \$	-
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU59350	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro magasin / Achat de neutralisant d'odeurs pour la Station JR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 179,07 \$	-
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1670923	2024-07-30	LEBRUN, MICHEL	Panobus	Police	Activités policières	11 176,97 \$	-
EQUIPEMENT MCCANN LTEE	1664382	2024-06-20	CADOTTE, ERIC	Achat de clés dynamométriques hydrauliques pour l'atelier	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	11 090,04 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1123221	2024-06-14	DESJARDINS, LOUISE	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	11 060,52 \$	1336848
JMV ENVIRONNEMENT INC.	DEU59543	2024-07-29	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Location de camion avec opérateur pour le transport des cendres et du	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 011,09 \$	1498082
ATLAS COPCO COMPRESSEURS CANADA	DEU59426	2024-07-17	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Renouvellement de contrat de service pour la surveillance des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 992,57 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOIVIN & GAUVIN INC.	1669843	2024-07-22	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- Hydraulique // DM24-0692 & DM24-0693/ Achat de Wide Range Turb	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 926,30 \$	-
CHAINALYSIS CANADA INC.	1669291	2024-07-18	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Q-19373_q-22530/ 11 TRAINING CUSTOM SPVM	Police	Activités policières	10 857,00 \$	-
EVEREST AUTOMATION INC	DEU59013	2024-06-18	MAHER, NATHALIE	DEEU / SL-198079-10-MISE À NIVEAU SONDE RADAR DU RÉSEAU DES	Service de l'eau	Réseaux d'égout	10 750,72 \$	-
LE GROUPE ENVIRON-AIR INC	DEU59011	2024-06-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / RD-181541-25-Travaux de nettoyage et déblocage de conduits de	Service de l'eau	Réseaux d'égout	10 708,73 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13097	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519187	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	10 584,71 \$	-
RONA INC	DEU53825	2024-07-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU - BC OUVERT 2023 - ARTICLES DIVERS DE QUINCAILLERIE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 528,36 \$	-
AERO MONTREAL	1662464	2024-06-11	POULIN, VALERIE	DEV // Paiement de facture - Partenaire Écosystème" permettra à la Ville d'obtenir	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	10 498,75 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1125995	2024-07-16	GRENON, LUC	RESERVER 10000\$ CHE L'ARSENAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	10 498,75 \$	-
CUMMINS CANADA ULC	ROS1125990	2024-07-16	GRENON, LUC	RESERVER FOND POUR CUMMINS 10000\$ FUITE DHUILE MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	10 498,75 \$	-
CROISIERES NAVARK INC.	DEU58997	2024-06-13	MORISSETTE, CHANTAL	DEEU / PB-167675-36-NAVETTE IAV	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 498,75 \$	-
D. MARKS UNIFORMS LTD.	1634775	2024-06-21	LECOURS, SYLVAIN	DST - BCO 2024 Pantalons / tuniques pour la Garde d'honneur - Service	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 498,74 \$	-
LES PLASTIQUES LAIRD (CANADA) INC	DEU59040	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Ensemble de rails en matériel UHMW	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 489,30 \$	-
KARIM SYLVAIN BLONDY	1665432	2024-06-27	BOUSSIKI SOM, STEVES	SDEV // Service professionnel - Soutien aux actions de collecte de	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	10 410,56 \$	-
GLOBAL MAGNETIQUE INC	1669162	2024-07-17	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Disques durs externes pour les technologies en enquêtes	Police	Activités policières	10 406,21 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MEGA-TECH	DIC1111858	2024-06-04	CONSTANTINO, DANIEL	MONTAGE DE 12 ELANTRA	Matériel roulant et ateliers	Activités policières	10 403,20 \$	-
ALAIN MALLETTE	1665017	2024-06-25	BORNAIS, LUC	SGPMRS/ Contrat pour le conditionnement du sol et	Environnement	Protection de l'environnement	10 344,63 \$	-
CUMMINS CANADA ULC	DEU55873	2024-06-03	MAHER, NATHALIE	RD-192975-13-MISE EN SERVICE DE LA GÉNÉRATRICE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	10 340,10 \$	-
TEXEL MATERIAUX TECHNIQUES INC.	DEU59004	2024-07-18	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / MD-185669-32- ACHAT DE 21 ROULEAUX DE TOILE GÉOTEXTILE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 310,46 \$	-
MISTRAS SERVICES INC.	DEP46090	2024-07-11	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO / Nettoyage et installation des bouées de navigation sur les prises	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 280,25 \$	-
LAMBERT THERRIEN	24052	2024-07-10	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Lambert Therrien s.e.n.c.: Marc Saulnier contre Ville de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 236,28 \$	-
ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES	1662902	2024-06-12	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM // Paiement de facture -Frais d'inscription au Congrès 2024 entre le 31	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 214,20 \$	-
GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC	DEP47028	2024-07-29	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA / Achat Grillage. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 166,14 \$	-
ATELIER D'USINAGE QUENNEVILLE	DEU59119	2024-06-19	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 140,74 \$	-
ASSOCIATION SECTORIELLE - FABRICATION	DEP37307	2024-06-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	SP - FAC - FORMATION PRÉVENTION DES RISQUES ÉLECTRIQUES -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 108,20 \$	-
C.R.I. ENVIRONNEMENT INC	1670085	2024-07-23	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/ Récupération et disposition de déchets dangereux autres que des	Environnement	Matières recyclables - autres	10 075,28 \$	-
TELUS	32487950088	2024-06-21	PERRI, VALENTINA	Paiement de la facture # 32487950088 en date du 16 juin 2024	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	9 909,48 \$	-
ORACLE CANADA ULC	DEU59380	2024-07-17	MORISSETTE, CHANTAL	DEEU / PB-188995-33-OPC PRIMAVERA 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 906,96 \$	-
MAHEU & MAHEU INC.	DEU53788	2024-06-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU - BC OUVERT 2023 - EXTERMINATEUR SERVICES SUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 878,19 \$	-

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**

**POUR LA PÉRIODE DU**  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1124388	2024-06-27	CADOTTE, ERIC	CAMION SIM ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR DES RÉPARATIONS VARIÉES.	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	9 854,77 \$	-
LAMBERT THERRIEN	24050	2024-07-10	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Lambert Therrien s.e.n.c - Alexandre Popovic contre Ville de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 842,58 \$	-
TELUS	9702346972	2024-07-09	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	9 831,82 \$	-
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT	1659313	2024-06-03	YESUFU, WASIU	Creuseur d'arbre hydraulique marque Kubota type U	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	9 767,99 \$	-
GEOThENTIC INC.	DEU55624	2024-06-17	LAHAIE, DANIEL	DEEU / VERSEMENTS MENSUELS 2023-2024 POUR GPS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 763,84 \$	-
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1665911	2024-07-02	HUBERT, FRANCOIS	Fabrication de 50 supports à bollards selon dessin VDM. installation de 50	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	9 677,75 \$	-
CORPORATION D'URGENCE-SANTE	1667842	2024-07-10	LAROCHE, GHISLAIN	SSIM // Paiement de facture pour formation initiale PR3 - Formation du 1er au 29 juin	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 660,28 \$	-
BIJOUTERIE RIVET	1661007	2024-06-03	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement de la facture 79334 du 17 mai 2024 - Expertise bijoux	Police	Activités policières	9 632,60 \$	-
ARTHUR LAMBERT	DEP43369	2024-06-21	VINCENT, SIMON	BS - UAT / Service de mise à jour des actifs-soutien à la planification de l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 600,00 \$	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU59382	2024-07-11	LAHAIE, DANIEL	DEEU / CL - KIT LUMINAIRES POUR BASSINS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 573,54 \$	-
PREAUTTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEU59089	2024-06-18	PAPILLON, EMILIE	DEEU / PL-188987-8-DESODO SHERBROOKE 2024	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 569,61 \$	-
CLIMAT-CONTROL SB INC.	DEP46576	2024-06-11	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / POI - Équipement unité climatisation salle électrique	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	9 553,86 \$	-
CUMMINS CANADA ULC	DEU59308	2024-07-08	MAHER, NATHALIE	DEEU / SUITE DU BC DEU57805, PAIEMENT FACTURE z873468 / RD-	Service de l'eau	Réseaux d'égout	9 523,66 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1126129	2024-07-17	GRENON, LUC	DLM POUR REMPLACER LA V203476 QUI A ETE CANCELLER DU	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	9 451,85 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1662978	2024-06-12	CADOTTE, ERIC	FOURNIR PO POUR ENTRETIEN CHEZ GLOBOCAM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	9 451,85 \$	-
PREAUTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEU59136	2024-06-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / Achat de masquant d'odeur pour différents sites intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 433,13 \$	-
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	9920549422	2024-07-02	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifestes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	9 310,36 \$	-
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU59340	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIÈCES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 299,80 \$	-
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1662987	2024-06-13	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Divers formulaires	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	9 281,94 \$	-
SYNDICAT DE LA COPROPRIÉTÉ DES 5160 A 5164	20240605	2024-06-05	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	9 225,44 \$	-
DESMEULES DODGE CHRYSLER JEEP PRODUCTIONS DAVID-OLIVIER GASCON INC.	bd76009	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518228	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	9 181,32 \$	-
PRODUCTIONS DAVID-OLIVIER GASCON INC.	1663854	2024-06-18	LEONG, CINDY	SEPLV / mandat de production de deux vidéos	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 142,50 \$	-
PRODUCTIONS DAVID-OLIVIER GASCON INC.	1661256	2024-06-04	LEONG, CINDY	SEPLV / Octroyer un contrat à Productions David-Olivier Gascon inc pour effectuer	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 142,50 \$	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de240706dasres shum	2024-07-08	SANCHEZ, MAUREN ASTRID	Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période : Juillet 2024	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 139,40 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	frailoc240617	2024-06-17	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	9 115,24 \$	-
VILLE MONT-ROYAL	1669499	2024-07-19	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	DRE / Factures 2154 et 2071 - Entretien de postes de chloration du 1er janvier	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	9 090,08 \$	-
MARK DAVID CANADA INC.	DEU59209	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / 2 têtes de culasse pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 081,42 \$	-
LOUTIL DE LA PUB INC.	1668129	2024-07-11	LEBRUN, MICHEL	Achat de brassards lumineux pour la Sécurité routière - Soumission 6017	Police	Activités policières	9 070,91 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PROTECTIVE CLOTHING SOLUTIONS	1661773	2024-06-06	DUBUC, MARTINE	Achat d'équipement pour la Planification opérationnelle - Soumission 20240530	Police	Activités policières	9 062,72 \$	-
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP46641	2024-07-15	VENNE, NADINE	UAT / Achat de tube, raccord, plaque pour échafaud à l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 043,73 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1669843	2024-07-25	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- Hydraulique // DM24-0692 & DM24-0693/ Achat de Wide Range Turb	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 042,65 \$	-
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES - LE 3906 A	2241044002240 510	2024-07-11	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	9 028,50 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015794	2024-07-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518900	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	8 972,79 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46838	2024-07-09	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPI_2024_DÉBIMÈTRE ET SERVICE D'INSTALLATION SUR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 953,34 \$	-
SKALAR INC	1662806	2024-06-12	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat du module et pièces pour l'analyse du chrome hexavalent sur	Environnement	Traitement des eaux usées	8 941,79 \$	-
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIÉS	6450	2024-07-05	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires civiles - Prud'homme Mercier & Associés - : Ville de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 923,94 \$	-
LA CENTRALE A IMAGES INC.	1663450	2024-06-18	GAUTHIER, MYRIAM	Frais de production de la vidéo du rapport annuel 2023- Devis 1257	Police	Activités policières	8 898,84 \$	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU59158	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 869,34 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46996	2024-07-24	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 849,53 \$	-
DES JARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de240603dasreshum02	2024-06-06	SANCHEZ, MAUREN ASTRID	Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période : Juin 2024	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 844,49 \$	-
THIBAUT & ASSOCIÉS - L'ARSENAL	ROS1122379	2024-06-07	CADOTTE, ERIC	11519 FOURNIR PO A L'ARSENAL SELON SOUMISSION 11519 -	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 795,71 \$	-
PROCEDES DE SOUDURE UNIES (CANADA) INC.	DEU58912	2024-06-03	LAHAIE, DANIEL	DEEU / REPARATION DES COLLETS SUPERIEUR ET INFÉRIEUR DES PATINS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 737,48 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NORTHERN MICRO	DEU59076	2024-06-18	MAHER, NATHALIE	DEEU / CB-197543-7-50 ÉCRANS POUR MISE À NIVEAU DES STATIONS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 734,62 \$	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2843390115	2024-07-29	PROKO, ENTELA	Téléphonie cellulaire Modems LTE-SIM Voir notes explicatives	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 722,61 \$	-
LE GROUPE MASTER INC.	DEP46569	2024-06-10	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI / Acquisition-Matériel-installation-Compresseur-CLIM-	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 684,78 \$	-
9333-4787 QUEBEC INC.	DEU59319	2024-07-09	MAHER, NATHALIE	DEEU / JS-198057-18 Man de l'accès à l'arrière de la pompe à boues du	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 622,18 \$	-
MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC	1662821	2024-06-12	GOYETTE, STEPHANE	SSIM / SSIM-DST - Électricité-Communication-DM 24-0446-47-48 - Achat	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 540,94 \$	-
ARTICLES PROMOTIONNELS DANIEL DUPUIS	1661679	2024-06-05	RILLART, STEVE	SSIM // Achat d'articles de promotion pour l'équipe RSMU-I	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 479,89 \$	-
FORAGE GAREAU LTEE	1665897	2024-07-02	HUBERT, FRANCOIS	Forage et installation de manchon - rue Viger et St-Antoine. Soumission	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	8 440,99 \$	-
CDNP AVOCATS INC.	12483	2024-06-27	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - CDNP avocats - Ville de Beaconsfield contre	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 428,40 \$	-
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	ROS1126033	2024-07-17	GRENON, LUC	RESERVER 8000 CHEZ CIA POUR CHECK ENGINE ET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 399,00 \$	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1125982	2024-07-16	GRENON, LUC	REPARATION SUITE SAAQ	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 399,00 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1124382	2024-06-27	CADOTTE, ERIC	CAMION ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR ENTRETIEN SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 399,00 \$	-
PLANETE COURRIER INC.	1635827	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Planète Courrier. SPVM. Bon de commande ouvert 2024. Service de courrier le	Police	Activités policières	8 399,00 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1662115	2024-06-07	GOYETTE, STEPHANE	SSIM / SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0571 À 24-0578/Achat de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 389,75 \$	-
CARDINAL HEALTH CANADA INC	1670603	2024-07-26	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- PR DM 24-0725 / Achat de gants nitrile exam.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 388,50 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46787	2024-07-03	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de nettoyeur industriel de bottes et chaussures	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 374,47 \$	-
PRE LABS INC.	1665800	2024-06-29	NADEAU, ALAIN	Soumission 1185 vestes pare-balles pour combler les besoins pour 7 nouveaux	Police	Activités policières	8 341,70 \$	-
VWR INTERNATIONAL CO.	DEP46437	2024-07-04	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Etalon turbidimètre std procal	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 337,48 \$	-
HONEYWELL LTEE	DEP46502	2024-06-04	MARTEL, SIMON	BCO2024-2026 - ERP - Entretien ventilation/chauffage	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 282,87 \$	-
ABB INC.	DEP46514	2024-06-04	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉ S / Paiement de facture / Achat filtre harmonique	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 273,01 \$	-
HSST CONSEILS INC.	1668211	2024-07-11	ARBIC, DENISE	SENV / Paiement de facture de formation en évaluation détaillée de particules	Environnement	Traitement des eaux usées	8 254,77 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46832	2024-07-08	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉ S / Achat Armoires Cadenassages Rouges - Stations St-Laurent	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 197,42 \$	-
ISOVISION INC	DEU59331	2024-07-09	MAHER, NATHALIE	DEEU / Renouvellement du contrat de services IsoVision du 1er août 2024	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 162,78 \$	-
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	ROS1125950	2024-07-16	GRENON, LUC	FOURNIR PO A NOVAQUIP POUR REPARATION SELON	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 147,60 \$	-
KJA CONSULTANTS INC.	1662485	2024-06-11	DARCY, PENELOPE	GAG - Service d'ingénierie en ascenseurs, étude préparatoire pour la	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	8 100,00 \$	-
EHELLE CANADA INC.	DEP46920	2024-07-17	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / CLSST - Installation caillebotis et encrages pour passerelle en	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 027,55 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-06-10	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 998,70 \$	1618365
TELUS	9702388153	2024-07-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	7 982,31 \$	-
DIRECT IMPACT SOLUTIONS INC.	1665452	2024-06-27	LABELLE, ERIC	SDEV // Acquisition de hébergement filemaker LARGE du 1er mai au 30	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	7 926,56 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1121735	2024-06-03	CADOTTE, ERIC	PIÈCE POUR ENTRETIEN CLIMATISATION CAMION SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	7 893,75 \$	-
DESMEULES DODGE CHRYSLER JEEP	bd75327	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517797	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 839,97 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090652022	2024-06-18	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - Norton Rose Fulbright Canada 9090652022	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 740,20 \$	-
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1623072	2024-07-15	COURSOL TELLIER, GUILLAUME	23C056_18A14_Essais de Laboratoire- Reconstruction de la chaussée de l'ave	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 700,00 \$	-
ESRI CANADA LIMITED	1662704	2024-06-11	PAGE, MARTIN	STI - Renouvellement de la maintenance de licences ArcGIS Desktop et ArcGIS	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 695,58 \$	-
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	582978	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519202	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 693,40 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1662405	2024-06-10	MORVAN, YANNICK	SIM // - Divos achat ata-300 valise 22x13x4 noire A/ panneau magnet	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 690,33 \$	-
ECELLE CANADA INC.	DEP46796	2024-07-03	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de pièces pour échelles pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 639,64 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1116721	2024-06-03	CADOTTE, ERIC	11460 RESERVER FOND (15000) POUR L'ARSENAL INSPECTION ET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	7 635,92 \$	1480507
ENVIRONNEMENT VIRIDIS INC.	DEU58818	2024-06-11	MAHER, NATHALIE	DEEU / INGÉNIERIE / ÉCHANTILLONNAGE ACCRÉDITÉ CENDRES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 633,22 \$	-
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE	1667952	2024-07-11	BEDARD, DANIEL	SGPMRS - AOI 24-20529 / Contrat de déchetage de souches en parterres	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	7 626,03 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13094	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519192	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 584,31 \$	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27201	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518429	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 560,59 \$	-
CANEVAS LASALLE	1670929	2024-07-30	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-MÉPI DM 24-0740 // Achat de bâche noir.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 559,10 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VWR INTERNATIONAL CO.	1670735	2024-07-29	ARBIC, DENISE	ENV // Achat de matériel pour les analyses de métaux, physico-chimie et	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	7 552,42 \$	1630353
GROUPE REAL JEAN	1665358	2024-06-26	VERREAULT, DOMINIQUE	SGPI Biosphère - Louis - 2 moteurs pour les pompes de géothermie à la	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	7 536,12 \$	-
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP46591	2024-06-12	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UPC_2024_Service d'entretien paysager. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 524,72 \$	-
TELFLEX TECHNOLOGIE INC.	1669285	2024-07-18	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Support Système Base Camp Connect (SIM) - Camion	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 506,62 \$	-
PIECES INDUSTRIELLES - JOHN LEAHY INC.	DEP46688	2024-06-19	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI / Acquisition d'huile- Nevastane SH 68&SH-68 (18.9L)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 492,34 \$	-
SERVICE LUBRICO INC.	1663345	2024-06-14	CRITES, JEAN-PHILIPPE	Remplacer 3 dévidoirs fournis par le client et rajouter 3 produits sur la	Matériel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 462,49 \$	-
9333-4787 QUEBEC INC.	DEU58987	2024-06-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / JS-198057-14-MAN DU SYSTÈME DE GARDE-CORPS DE LA TOUR DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 443,61 \$	-
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	1661543	2024-06-05	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Contrat de services pour le GC-MS, volatiles. Maintenance annuelle et	Environnement	Traitement des eaux usées	7 407,16 \$	-
MEDIAQMI INC.	1665248	2024-06-26	LABELLE, ERIC	SDEV // Conventionne de licence intervenue - Revue de presse interne. Effectif	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	7 380,41 \$	-
XYLEME INC.	DEP47012	2024-07-25	NEBACH, ABDELLAH	Généré par le réapprovisionnement 2024-07-23 3:50 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 371,17 \$	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU57866	2024-06-10	MAHER, NATHALIE	DEEU / APPROVISIONNEMENT EN ARGON LIQUIDE VRAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 349,12 \$	-
GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE	DEU59247	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 315,53 \$	-
CANADIAN TACTICAL AND OPERATIONAL	1670039	2024-07-23	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	En attente de délai livraison - SSIM-DST- PR DM 24-0727/ Achat de tourniquet.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 296,63 \$	-
CONFERENCE BOARD OF CANADA	1668770	2024-07-16	BERECHID, MAHA	DEV / Paiement de facture - Abonnement annuel à des données économiques à	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	7 235,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CLEVERBRIDGE AG	1667860	2024-07-10	BEAUCHESNE, JULIE	Reference number:469460226/ X-Ways Forensics I Online	Police	Activités policières	7 199,10 \$	-
MARMEN INC.	DEU59097	2024-06-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat d'anneau d'usure et d'ensemble de renvoi	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 181,14 \$	-
EXCELPRO AUTOMATION INC.	DEP43245	2024-06-21	LARRIVEE, ALAIN	DEP - URGENCE UAT - AUTOMATISATION SERVICE PRO.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 179,83 \$	-
LA CALE - PUB ZERO DECHET INC.	1662198	2024-06-07	LAVIGNE, VALERIE	SCULT // Soutien financier accordé à La Cale pub zéro déchet dans le cadre du	Culture	Industries et commerces - Prom. et	7 169,40 \$	-
NORDA STELO INC.	DEP38289	2024-07-23	DAOUST, YVON	BS - UAT - ENTENTE CADRE - RÉPARATION RÉSERVOIR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 165,40 \$	-
INDUSTRIES 3R INC.	DEU59212	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Achat (réservation inventaire) de lame de néoprène pour les rateaux à	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 098,88 \$	-
SOGEMAP INC.	1669376	2024-07-18	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	DEV / Accompagnement pour l'analyse et la validation de deux cadres	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	7 086,66 \$	-
ALBECO INC.	DEU59114	2024-06-18	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 086,13 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090654619	2024-06-26	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Norton Rose Fulbright Canada - : Association de bienfaisance	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 084,03 \$	-
MESSER CANADA INC.	DEU59228	2024-06-28	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Achat de cylindres de gaz codés inventaire pour l'atelier	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 073,00 \$	-
CAMP SPORTMAX INC	1668683	2024-07-16	DJELLOULI, AMINA	MU_2024-82_Paiement des factures_1272 -1273 pour le surplus d'heures	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 055,16 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70498	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518867	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 053,63 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1667987	2024-07-10	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM-DST- Électricité et comm. DM24-0636 /Achat de chargeur.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 023,66 \$	-
LES INDUSTRIES CENTAURE LTEE.	1662877	2024-06-12	NADEAU, ALAIN	Soumission RA12005 GTI: 2 types de munitions de pratique	Police	Activités policières	7 015,26 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CANEVAS LASALLE	1663869	2024-06-18	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Forge DM-24-0410 / Achat de toiles pour camion couleur rouge.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 013,16 \$	-
SECURMAX	1667435	2024-07-09	VERREAULT, DOMINIQUE	SGPI/ Ajout système de sécurité pour la Biosphère pour une durée de 3 ans	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	6 984,46 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEP46782	2024-07-03	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA : John Cockerill Cy-Bo. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 976,41 \$	-
FELLICE STRATEGIES HUMAINES	1664904	2024-06-25	LABELLE, ERIC	SDEV // Service professionnel pour coaching pour Valérie Poulin à partir	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	6 929,17 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46018	2024-07-08	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Impulseur et accessoires	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 912,61 \$	-
CONSEIL DES INDUSTRIES BIOALIMENTAIRE	1664648	2024-06-21	POULIN, VALERIE	DEV // Paiement de facture - Services d'organisation de visites aux entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	6 877,73 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034333	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034333	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 868,28 \$	-
ANIXTER CANADA INC.	1667695	2024-07-10	COBO, MIGUEL	STI - 60006.01 - Couverture sans-fil étendue (Wi-Fi) - Acquisition de 4 kits	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 867,08 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1116643	2024-06-10	CADOTTE, ERIC	UNITE 368-07094; ESTIMATION POUR REMPLACER TORQUE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 857,93 \$	-
LES CABLAGES INFORMATIQUES INSTACABLES	1661980	2024-07-08	RASSY, SABRINA	STI - 72050.02 - 911 PG Aménagements- Déménagements -	Technologies de l'information	Communications d'urgence 911	6 842,40 \$	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA)	DIC1114321	2024-06-05	CONSTANTINO, DANIEL	PNEUS PAT GOSSELIN ÉTÉ 2024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 819,52 \$	1598679
GENERAL BEARING SERVICE INC.	DEU59206	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Piece ventilateur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 800,29 \$	-
BALANCE GTR INC.	1668685	2024-07-16	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/ Achat d'une balance à baril modèle Pennsylvania M6300 DRUM BUNNY ainsi	Environnement	Matériaux secs - traitement	6 797,94 \$	-
OMNIFAB	DEU59470	2024-07-23	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de réparation d'un arbre au bâtiment des traitement des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 797,94 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	9918818869	2024-06-13	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 790,34 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46583	2024-06-13	DALLAIRE, DOMINIC	Protection auditive avec système de communication	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 778,60 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba13619	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518336	Matériel roulant et ateliers	Activités policières	6 774,68 \$	-
AON PARIZEAU INC.	1668985	2024-07-17	BLAIN, ERIC	SENV, GRM, Prime pour la Garantie financière au MELCCFP	Environnement	Matières recyclables - matières	6 771,69 \$	-
DANIEL GIRARD	1666228	2024-07-03	PAGOT, NICOLAS	SDIS // Paiement de facture - Accorder un contrat de service professionnel pour	Diversité et inclusion sociale	Développement social	6 750,00 \$	-
LAFLEUR & FILS INC.	1663868	2024-06-18	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI - Service pour remplacer la porte de garage des Ateliers	Gestion et planification des immeubles	Construction d'infrastructures de voirie	6 748,42 \$	-
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1662843	2024-06-12	TABOR, ISABELLE	Facture 18913 / Bosco 31 mars au 27 avril 2024 Facture 18964 / Bosco 28	Police	Activités policières	6 719,20 \$	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP46615	2024-06-13	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	UAT / Batterie Analyseur BT510	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 670,70 \$	-
RONA INC	DEU49047	2024-06-28	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	2022 - RONA COMPTE 234230_ ACHATS ARTICLES DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 654,14 \$	-
RMUS QUEBEC INC.	1667430	2024-07-09	DUBUC, MARTINE	Paiement de la facture 22611 RMUS - Planification opérationnelle	Police	Activités policières	6 644,65 \$	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU58879	2024-06-05	ACHETEUR SOA, MAXIMO	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 640,46 \$	-
RICOH CANADA INC	1665108	2024-06-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 629,73 \$	1569016
RICOH CANADA INC	1665007	2024-06-25	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 629,73 \$	1569016
RICOH CANADA INC	1664812	2024-06-21	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 629,73 \$	1569016



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRondissement	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RICOH CANADA INC	1664792	2024-06-21	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 629,73 \$	1569016
RICOH CANADA INC	1664815	2024-06-21	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 629,73 \$	1569016
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	1670181	2024-07-24	MARTEL, DAVID	IN 436610 TQ - Frais liés à la traçabilité des sols (2,23\$/t.m.) Demandeur:	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	6 624,00 \$	-
ASCENSEURS TK (CANADA) LIMITEE	DEP46890	2024-07-16	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / Remplacement de la came mobile endommagée à McTavish	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 614,21 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090665445	2024-06-19	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - Norton Rose Fulbright Canada - 9090665445	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 519,72 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669576	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 17 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669575	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 17 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669573	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 17 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669572	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669570	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669566	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669564	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669558	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669554	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669548	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669543	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669522	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1669481	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Delcom / Soumission 16 juillet 2024. Pour l'achat de 1 photocopieur Sharp	Police	Activités policières	6 516,57 \$	-
LES ENTREPRISES CANBEC	DEP2943	2024-06-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	Contrat de D'Éneigement pour année 2014 2015 à Ponite-Claire	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 514,86 \$	-
GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	DEU59227	2024-07-17	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Paiement factures 217055 - 217056 / Vaccination contre l'hépatite	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 512,37 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152282	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517494	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 506,82 \$	-
PEAK SCIENTIFIC CANADA LTD.	DEU59257	2024-07-02	MAHER, NATHALIE	DEEU / LABORATOIRE CONTRAT DE MAINTENANCE ANNUEL	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 504,42 \$	-
COMITARE CONSEIL INC.	DEP42526	2024-06-21	VINCENT, SIMON	UAT- Formation de Coaching Mathieu Roy Viau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 496,10 \$	-
LES ENT. DM LEO INC.	73687	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518426	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 481,19 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1120419	2024-06-04	CADOTTE, ERIC	PIECES MECANIQUES VEHICULE SIM #347-19114	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 468,35 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034330	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034330	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 456,73 \$	-
HOTEL M INC.	1655153	2024-07-16	BEAUCHESNE, JULIE	Réservation chambres SPVM GTI formation FOR3003 du 17 au 19 juin-	Police	Activités policières	6 454,57 \$	-
BELL CANADA	1662683	2024-06-11	NUNES, DEMIS	STI - 68111.11 - Modernisation des télécommunications -	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 427,38 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1667810	2024-07-10	NADEAU, ALAIN	Soumission 32960 Munitions de pratique/frangible pour le	Police	Activités policières	6 388,48 \$	-
LATENT FORENSIC SERVICES	1663148	2024-06-13	ABEL, STEEVE	Achat d'une lampe spécialisée pour les scènes de crime	Police	Activités policières	6 388,48 \$	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27264f	2024-07-24	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519228	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 386,61 \$	-
RICOH CANADA INC	1665000	2024-06-25	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 364,64 \$	1569016
RICOH CANADA INC	1665121	2024-06-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 364,64 \$	1569016
ROGERS COMMUNICATION S CANADA INC.	2024559	2024-07-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	6 351,74 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1665009	2024-06-25	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM //SSIM-DST-MÉPI-DM 24-0637/Gants de combat pompier grandeur large -	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 341,24 \$	1448843
CIMA+ S.E.N.C.	DEP46945	2024-07-18	BLANCHARD, PIERRE	24G01 SP02 DEP Analyse de risques détaillée de l'usine Atwater (pilote UAT)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 330,75 \$	1519797
HACH SALES & SERVICE CANADA LTD	DEP46847	2024-07-10	VINCENT, SIMON	UAT // Achat de capteur UV nettoyage automatique pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 305,55 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1653958	2024-07-08	MOUSSEAU, FRANCE	Eval / BCO 2024 - Frais postaux pour l'année 2024	Finances et évaluation foncière	Évaluation	6 299,25 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1126067	2024-07-17	GRENON, LUC	CAMION ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR RÉPARATION SUITE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 299,25 \$	-
PACWILL ENVIRONMENTAL	DEP46547	2024-06-13	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Lampe UV pour analyseur ozone	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 299,25 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU59504	2024-07-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 297,38 \$	-
PUROLATOR COURRIER LTEE	DEU44296	2024-06-25	LAHAIE, DANIEL	2021 - SERVICE DE TRANSPORT DE COLIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 275,52 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1123813	2024-06-20	CONSTANTINO, DANIEL	PNEUS MPK ÉTÉ 2024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 250,36 \$	1598635
ZONE AUDIO VIDEO	1670205	2024-07-24	COLLETTE, NATHALIE	SSIM // Barre Visioconférence Muxlab	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 247,80 \$	-
SECTUS TECHNOLOGIES INC	1655117	2024-06-10	SAMI PHEMBA, CLARISSE	SAJ // Service de location mensuelle d'un système d'inspection à Ravons-X.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 242,21 \$	-
GLOBAL MAGNETIQUE INC	1663111	2024-06-13	BEAUCHESNE, JULIE	Achat de clé USB pour les unités de la DSP.	Police	Activités policières	6 236,26 \$	-
L'AMI DU BUCHERON	1665458	2024-06-27	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0629/ Achat de carburant Motomix pour le	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 234,83 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9917056401	2024-06-03	BIBEAU, MARIE-JOSEE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifestes - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 224,81 \$	-
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEU58394	2024-06-25	ACHETEUR SOA, MAXIMO	DEEU / OPERATIONS / FORMATION PROTECTION CHUTE ET	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 214,21 \$	-
ENGRENAGES LASALLE INC.	DEP46930	2024-07-18	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Flange pour la désinfection	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 194,26 \$	-
ALBECO INC.	DEU58965	2024-06-07	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 157,22 \$	-
LES CANEVAS M.J. INC.	DEU59139	2024-06-27	MAHER, NATHALIE	DEEU / SL-196771-8- Achat de toiles de protections pour batardeaux	Service de l'eau	Réseaux d'égout	6 141,77 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1125997	2024-07-16	GRENON, LUC	RESERVER FONDS CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPERATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 132,36 \$	-
ULINE CANADA CORP	DEP46817	2024-07-05	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Achat d'armoire de sécurité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 121,22 \$	-
MCMMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEP46982	2024-07-23	VINCENT, SIMON	BS_UPI_2024_RANGEMENTS MÉCANIQUE, OUTIL ALIGNEMENT TROUET	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 121,10 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034109	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034109	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 089,27 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX	DEU58938	2024-06-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 086,96 \$	-
ESRI CANADA LIMITED	1666555	2024-07-04	H Aidar, GHAYATH	STI/ Gré à gré - 69205 Modernisation de la	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 075,16 \$	-
IOANNA LANIS AVOCATE	1669434	2024-07-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture - Services rendus et honoraires	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 067,75 \$	-
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP46950	2024-07-18	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPC_2024_ENTRETIEN FILTRE#9 PROBLÈME DE TURBIDIMÈTRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 059,18 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	depobs240609	2024-06-17	HADD AOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	6 054,65 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034110	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034110	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 023,66 \$	-
WM QUEBEC INC.	DEP40927	2024-06-21	DALLAIRE, DOMINIC	BCO2023 - UDB - SERVICE DE LOCATION DE CONTENEUR POUR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 005,76 \$	-
ANDREANNE ANGEHRN	1665224	2024-06-26	LEMAY, LINE	Suivis psychologique dans le cadre du PAPP selon convention signée	Police	Activités policières	6 000,00 \$	-
EMILIE DUMONT	1663598	2024-06-17	RICHER, VINCENT	Services professionnels : évaluations et suivis psychologiques pour le	Police	Activités policières	6 000,00 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14361	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519325	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 950,53 \$	-
CHAUSSURES BELMONT INC	DEU56548	2024-06-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / PAIEMENT DE FACTURES ACCUMULÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 943,25 \$	-
MSK CANADA LTEE.	DEP46620	2024-06-13	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / Achat de cabinet-vide et de tiroir pour l'atelier d'usinage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 942,56 \$	-
RADWELL INTERNATIONAL-CANADA	DEU59170	2024-07-09	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'estimation et de réparation de 2 appareils Bentley	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 937,04 \$	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de240611dasreshum	2024-06-17	CHAN FAH, YANICK	Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période: 2024-05-01 au 2024-05-31	Police	Activités policières	5 922,24 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	DIC1122747	2024-06-11	CONSTANTINO, DANIEL	REAPPRO DE TAPIS DE CHARGER	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 921,09 \$	-
CONSULTAIR 2000 INC.	DEP46933	2024-07-18	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA / Achat différents filtres a air. Pascal Normandeau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 902,05 \$	-
VUSITEC INC.	DEP44283	2024-07-09	NEBACH, ABDELLAH	BS - MAG UAT REAPPRO / Achat et section de ligne d'arbre pour le magasin de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 898,20 \$	-
GOODYEAR CANADA INC.	DIC1125916	2024-07-16	CONSTANTINO, DANIEL	REAPPRO AU PARC 245	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 896,10 \$	-
GOODYEAR CANADA INC.	DIC1121882	2024-06-04	CONSTANTINO, DANIEL	REAPPRO 245 PARC	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 896,10 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1668846	2024-07-16	COTE, JEAN-FRANCOIS	DRE / Achat de débitmètres - Facture 23000405 RI 05000 pour la Division de la	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 891,01 \$	-
AREO-FEU LTEE	1651658	2024-07-24	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Hydraulique DM 24-0381 - Paiement de facture pour test de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 886,19 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14056	2024-07-11	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518768	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 882,95 \$	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA	DIC1113335	2024-06-04	CONSTANTINO, DANIEL	PNEUS ÉTÉ 2024 ALAIN LAMBERT	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 857,17 \$	1598679
PR'EAUTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEU55040	2024-07-30	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - DPM - DESINFECTION - PB-190395-22-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 809,11 \$	-
LES CONSULTANTS AMMCO INC.	DEP46888	2024-07-16	VINCENT, SIMON	DEP / UDB / Paiement de facture / Services professionnels	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 779,56 \$	1568923
FORMATIONS QUALITEMPS INC.	1661546	2024-06-05	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM // Paiement de facture - Formation RH 2024 - (8) Participants - Cours :	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 774,31 \$	-
VALERIE JOANNETTE	1665699	2024-06-28	GAUTHIER, MYRIAM	Frais de mise en page du rapport annuel du SPVM, 50 pages en 2 langues.	Police	Activités policières	5 768,01 \$	-
AVENSYS SOLUTIONS INC.	DEU59349	2024-07-10	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Pièces pour analyseur d'oxygène Ametek	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 753,31 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12948	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517970	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 745,92 \$	-
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	582443	2024-07-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518566	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 710,56 \$	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEU59180	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU réappro magasin / Achat d'automate pour le magasin de la Station JR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 708,05 \$	-
GS O3 Services, LLC	DEP43552	2024-07-04	VINCENT, SIMON	BS - UAT/ service de calibration d'instruments - Analyseurs Ozone-GS O3	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 684,54 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70624	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519332	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 684,19 \$	-
VERSALYS	1656116	2024-06-26	DUFOUR, LOUIS	Paiement de factures 2024 pour la Section surveillance	Police	Activités policières	5 683,50 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70464	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518868	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 673,14 \$	-
8505284 CANADA INC	DEP46562	2024-06-09	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉ S / Installation d'une plate-forme d'accès aux toits des réservoirs de	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 664,08 \$	-
TUYAUX HITECH (HTP) LTEE	DEU59127	2024-06-20	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat d'un T pour les trémies à sable NO 1 de la Station JR Marcotte	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 628,06 \$	-
TELUS COMMUNICATION S. INC.	1661523	2024-06-05	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture pour téléphonie compte #36715880. L'entente :	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 619,09 \$	1408829
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1661601	2024-06-05	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture - Achat de timbres pour le compte # 4012474	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 616,83 \$	-
CUMMINS CANADA ULC	ROS1124578	2024-07-02	CADOTTE, ERIC	module de commande du moteur pour entretien camion SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 582,33 \$	-
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU59286	2024-07-05	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement Magasin / Achat de pièces	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 580,31 \$	-
AGENCE DE MICHEL INC.	1662534	2024-06-11	BEAUCHESNE, JULIE	Ballons pour projet Rebondi	Police	Activités policières	5 569,06 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP46640	2024-06-14	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de relais temporisés pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 568,04 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46737	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de produit chimique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 546,62 \$	-
COMPUGEN INC.	1669445	2024-07-19	CAPPELLI, JEAN	Achat de matériel informatique pour salles de réunion Proiet HDV - SMRA	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	5 544,10 \$	1654697
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEU59036	2024-06-12	MAHER, NATHALIE	PROJET DEP - ANALYSES PFAS EAU POTABLE - EXTRACTEUR POUR LA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 533,89 \$	-
EDILEX INC.	DEU52987	2024-07-30	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU JL-154642-4-TRADUCTION DOCUMENTS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 511,84 \$	-
PACWILL ENVIRONMENTAL	DEP46962	2024-07-22	VINCENT, SIMON	BS -UPI-Service de calibration annuel générateur d'ozone-T703	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 511,84 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decssecomm24028	2024-07-03	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières - Juin 2024	Police	Activités policières	5 449,82 \$	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES TREATMENT	DEP46908	2024-07-17	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC-Service d'entretien annuel su SIERVERS-M510C.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 444,65 \$	-
RICOH CANADA INC	1665092	2024-06-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 selon l'entente	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 436,76 \$	1569016
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9921546216	2024-07-11	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifestes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 412,73 \$	-
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE L'EEF	1665338	2024-06-26	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Service professionnel pour compléter le branchement	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 412,10 \$	-
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	59000a	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518452	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 403,21 \$	-
CAMFIL CANADA INC.	ROS1122182	2024-06-25	CADOTTE, ERIC	filtre pour salle de pompe	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 393,08 \$	-
PHOTOSYNTHES E INC	88346	2024-06-19	SCHOEB, AMELIE	Impression diverses - Saumons de la Mitis (expo).	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 386,95 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013280	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519133	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 376,08 \$	-
DESJARDINS FORD LTEE	be69468	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519223	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 358,55 \$	-
ALBECO INC.	DEU59503	2024-07-24	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 351,36 \$	-
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	mon00004295	2024-07-05	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Revay et associés limitée - EBC inc. contre Ville de Montréal et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 328,12 \$	-
KONECRANES CANADA INC.	1661597	2024-06-05	CADOTTE, ERIC	SMRA // Renouvellement du programme d'entretien préventif CARE sur les	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 310,53 \$	-
TOITURE NATURE	1664593	2024-06-20	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI // Paiement de facture Toiture Nature - Biosphère - Claude	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	5 295,78 \$	-
CARLOS MARIANO LOPEZ	1665228	2024-06-26	LEMAY, LINE	tournée des unités - rencontres d'équipe, interventions...	Police	Activités policières	5 291,37 \$	-
VALERIE PALACIO-QUINTIN	1663864	2024-06-18	CAYOUCETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV / Contrat de rédaction et de révision des textes en français de	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 250,00 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1124777	2024-07-04	CADOTTE, ERIC	UNITE 347-14292; ESTIMATION POUR REMPLACEMENT DES	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 249,37 \$	-
BELL CANADA	96238718	2024-07-17	PREVOST, SYLVIE	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	5 249,37 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1663086	2024-06-13	GOYETTE, STEPHANE	DST - BCO 2024 Réparation lampes Streamlight Knucklehead -	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 249,37 \$	-
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	DEP46543	2024-06-06	NEBACH, ABDELLAH	UAT réappro magasin / Achat d'accouplement robar pour le magasin de l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 249,37 \$	-
TOITURE NATURE	1668816	2024-07-16	CAYOUCETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV // Service d'entretien hebdomadaire du bassin de pluie en circuit fermé de	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 200,00 \$	-
COMPUGEN INC.	1665767	2024-06-28	CORBEIL, SEBASTIEN	Achat de matériels informatiques pour HDV-DTÉ-DGA// SGPI Retour au	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	5 179,29 \$	1654697

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70375	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518743	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 176,20 \$	-
OMNIFAB	DEU59411	2024-07-15	LAHAIE, DANIEL	DEEU / ENSEMBLE DE RAILS GLISSIÈRE RACLETTE GEN 49-01-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 170,63 \$	-
DESCAIR INC.	DEP46674	2024-07-10	VINCENT, SIMON	UAT / Achat d'une thermopompe et azote pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 167,38 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9917934564	2024-06-06	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 162,70 \$	-
LES ENT. DM LEO INC.	73721	2024-07-24	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519296	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 153,73 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1124069	2024-06-25	CADOTTE, ERIC	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 126,21 \$	-
LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGES	6768d71	2024-06-10	CHAN FAH, YANICK	Voir facture # 1236684004 pour le fo # 133841 AVIVA, COMPAGNIE	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	5 124,63 \$	-
COMPUGEN INC.	1669361	2024-07-18	PALLU, TATIANE	SUM // Achat des ordinateurs pour la section PF3 réf: Oliva Girard	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 122,93 \$	1654697
GROUPE S.C.P. ENVIRONNEMENT INC.	1665658	2024-07-04	BORNAIS, LUC	SENV / GMR _ Paiement de facture (2023) Services	Environnement	Protection de l'environnement	5 118,14 \$	-
LE DEVOIR INC.	1664986	2024-06-25	LEONG, CINDY	SEPLV // Achat d'espace publicitaire dans les cahiers spéciaux Plaisirs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 112,00 \$	-
HYDRO-QUEBEC	decsse24021	2024-06-13	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	5 079,10 \$	-
FOND SOCIAL CENTRE ENQUETES SUD	1665690	2024-06-28	GAUTHIER, MYRIAM	Frais de stationnement pour les employés du CO SUD (avril à juin 2024).	Police	Activités policières	5 076,30 \$	-
JOHN BROOKS COMPAGNIE LTEE	DEU59220	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU réappro magasin / Achat de pompe et moteur pour le magasin de la	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 075,51 \$	-
RDC CONTROLE LTEE	DEP46905	2024-07-17	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UPC_2024_ENTRETIE N FILTRES ET CAPTEURS VANNE DE VIDANGE.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 057,76 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EMO3 INC.	DEP46676	2024-06-18	LARRIVEE, ALAIN	21U02 TR04 Incidences - Fourniture d'un petit ozoneur et venturi pour la	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 052,00 \$	-
CLIMATISATION THERMO EXPERT INC.	1667428	2024-07-09	BORNAIS, LUC	SENV, Thermopompe Goodman 18000 btu avec cassette au plafond.	Environnement	Protection de l'environnement	5 039,40 \$	-
DIRECT DIESEL 2021 INC	ROS1121809	2024-06-03	CADOTTE, ERIC	SHORT BLOC MOTEUR ISL9 450 (SOUMISSION 11072)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 039,40 \$	-
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	DEU59047	2024-06-13	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Achat d'équipements de sauvetage nautique (bouées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 036,78 \$	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP46627	2024-06-13	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / VI-EST - remise à neuf système électrique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 020,68 \$	-
ROBERT HARDY INC	1670922	2024-07-30	LAMBERT, ERLIND	GAG - Réaliser quatre (4) percées exploratoires sur la façade principale du	Gestion et planification des immeubles	Approv. et traitement de l'eau potable	5 014,20 \$	-
SIMCO TECHNOLOGIES INC.	DEU51657	2024-07-30	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU PB-188987-2-TESTS SUR BETON EXISTANT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 004,76 \$	-
GAGNON MOTEUR ELECTRONIQUE	DEU59173	2024-06-29	ALLEN, ERIC	DEEU / AS-198054-49-REMISE À NEUF DU COMPRESSEUR AERZEN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 000,03 \$	-
9466-3333 QUEBEC INC.	123779600120240716	2024-07-16	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	5 000,00 \$	-
QUEBECOR MEDIA AFFICHAGE	1663552	2024-06-17	LEONG, CINDY	SEPLV - Campagne Multimusee été du 17 juin au 14 juillet & campagne	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 \$	-
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	DEU59043	2024-06-19	ST-DENIS, HUGO	DRE / RA-200344-1-SERVICE PROFESSIONNEL -	Service de l'eau	Réseaux d'égout	4 999,50 \$	1579488
DISTRIBUTION CRANE SUPPLY DIVISION DE	1666983	2024-07-05	VERREAULT, DOMINIQUE	- SGPI Biosphère - Louis - Tuyau, manchon et valve	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	4 995,83 \$	-
IMK S.E.N.C.R.L.	49874	2024-07-29	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - IMK - Philippe Pichet et Nancy Labarre et Pascal Pichet et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 986,91 \$	-
LES SERVICES PIERRE GOULET INC.	DEP24845	2024-06-20	MORISSETTE, CHANTAL	SP - 19A12 SP01 - Détection de fuites à divers endroits sur le réseau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 986,91 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AEVITAS INC.	1667538	2024-07-09	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / paiement de facture - Service de collecte, transport pièces électriques	Environnement	Matières recyclables - autres	4 979,03 \$	1508496
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1117534	2024-06-04	CADOTTE, ERIC	MODULE EASY FILL DU SYSTEME DE MOUSSE / ECRAN CONTROLE DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 944,44 \$	1480507
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12992	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517967	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 935,84 \$	-
SOFTCHOICE LP	1662687	2024-06-11	NUNES, DEMIS	STI - 70905.01 - Modernisation des infrastructures TI -	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 924,26 \$	-
I.T.C. TECHNOLOGIES SOLUTIONS INC.	DEP47013	2024-07-25	DALLAIRE, DOMINIC	Généré par le réapprovisionnement 2024-07-19 8:40 AM	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 922,31 \$	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS	DEU59576	2024-07-31	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de 2 décalcaireurs de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 918,03 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	comm240617	2024-06-17	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	4 915,40 \$	-
LES ENT. DM LEO INC.	73598	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517974	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 903,35 \$	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEU59557	2024-07-30	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat actuateur manuel pour vanne 10" pour la plomberie aux ateliers	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 880,87 \$	-
ENVIRONNEMENT S-AIR INC.	1624067	2024-06-06	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	SGPMRS/ Services professionnels afin de réaliser une étude de qualité	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 874,44 \$	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA)	DIC1121880	2024-06-04	CONSTANTINO, DANIEL	REAPPRO PNEUS BANALISÉ PARC	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 855,46 \$	-
9079-3068 QUEBEC INC.	1667135	2024-07-05	BEAUCHESNE, JULIE	Installation d'un cadre en câble de stainless permanent pour l'installation	Police	Activités policières	4 851,10 \$	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU58817	2024-07-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien / Location d'un chariot élévateur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 850,42 \$	-
SANTINEL INC.	DEU59231	2024-07-04	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Inscriptions pour la formation « 88528 - Secourisme en milieu de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 837,82 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. - MAYER INC -	1668872	2024-07-16	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-Ménuserie 24-0665/Achat de Petites Valises	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 818,93 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122403	2024-06-07	CADOTTE, ERIC	FOURNIR PO POUR L'ARSENAL SOUMISSION 11286 POUR UN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 810,39 \$	-
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTFE	DEP46671	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	UAT / Achat de claviers bluetooth pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 790,58 \$	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU59169	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 783,53 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.F.N.C.R.L.	0000034337	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034337	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 777,46 \$	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	116198	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 775,72 \$	-
GESTION PFB	1667034	2024-07-05	NADEAU, ALAIN	NoFactMaximo:518583 Soumission SO-01580 FABRICATION D'UN BAC À FUMIER EN INOX POUR	Police	Activités policières	4 772,21 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46797	2024-07-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat d'électrodes	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 769,96 \$	-
PHARE MEDICA	1667679	2024-07-10	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Gants médicaux en nitrile	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 767,28 \$	-
GROUPE THOMAS MARINE INC.	DIC1122141	2024-06-05	CONSTANTINO, DANIEL	FACTURE 133880	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 764,98 \$	-
SUSTEMA INC.	1662242	2024-06-10	LECOURS, SYLVAIN	SIM-Entretien Meuble / QG du SIM. Remplacement de composantes « Control box	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 755,20 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12995	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 746,35 \$	-
UNIQUE MOBILIER DE BUREAU	1667438	2024-07-09	RASSY, SABRINA	NoFactMaximo:517965 72050.02 - 911-PG   Aménagements- Déménagements -	Technologies de l'information	Communications d'urgence 911	4 733,90 \$	-
CESIUM TELECOM INC.	1667949	2024-07-10	LANDRY, ROBERT	Achat d'accessoires pour cellulaire pour la division des ressources	Police	Activités policières	4 711,31 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VWR INTERNATIONAL CO.	DEU59554	2024-07-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 709,47 \$	-
ATTACHE CHATEAUGUAY INC.	250533	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518680	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 708,37 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46691	2024-06-20	NEBACH, ABDELLAH	UAT réappro magasin / Achat de kit réactif et ensemble d'entretien pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 699,55 \$	-
CB TECH HYDRAULIQUE INC.	ROS1126254	2024-07-18	GRENON, LUC	PISTON SEAL, SLIP RING, DK108-7.732X8.250X.159-BTFE (GR)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 698,74 \$	-
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1661251	2024-07-11	NADEAU, ALAIN	Soumission Q32379 Remplacement des chargeurs de G43 désuets	Police	Activités policières	4 698,19 \$	-
GROUPE LOU-TEC INC.	DEU58128	2024-07-02	ALLEN, ERIC	DEEU / Entretien, PC / Location de plate-fome élévatrice	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 694,74 \$	-
GASTIER M.P. INC.	1646421	2024-06-20	MARCOTTE, CATHY	SSIM / Commande de 20 caisses de 6 rouleaux de papier d'imprimante pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 684,64 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1661332	2024-06-10	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Divers vêtements (casques	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 669,79 \$	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP46894	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	UAT / réappro magasin / Achat d'arrêt de corporation pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 668,06 \$	1657298
SIMPLEX LOCATION D'OUTILS INC.	DEP43801	2024-06-21	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Location de chariot élévateur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 654,19 \$	-
METAUX PROFUSION INC.	DEP45381	2024-07-18	NEBACH, ABDELLAH	UAT / Achat de barre ronde en acier inox pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 650,61 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1123826	2024-06-21	CADOTTE, ERIC	Manette de contrôle de déploiement des vérins stabilisateurs (outriggers)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 646,84 \$	-
SERVICES PROACTIO INC.	2873402	2024-07-29	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Services Proactio Inc. - : Benoît Atchom Makoma contre	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 634,67 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1126696	2024-07-23	GRENON, LUC	F0202652 FOURNIR PO RESS IDEAL REF FACTURE F0202652	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 627,19 \$	1646850

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRondissement	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE	1669738	2024-07-22	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SGPI / Achat, livraison et installation de cloisons acoustiques	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 618,40 \$	-
TRANSPORT ET DEMENAGEMENT YVES BERUBE	107708	2024-06-07	SCHOEB, AMELIE	Transport d'oeuvres d'art d'Escuminac vers Montréal (Biosphère) - Dans l'oeil du	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 600,00 \$	-
WTB LANGUAGE GROUP INC.	20245440	2024-06-03	SCHOEB, AMELIE	Service de traduction et révision de l'anglais vers le cri - M McMaster	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 557,80 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46974	2024-07-22	MARTEL, SIMON	DRE / ERP / Graisse synthétique pour la mécanique	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 555,41 \$	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEP46783	2024-07-03	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA : Provan : Kit CASHCO DA5. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 543,14 \$	-
SUNBELT RENTALS OF CANADA INC.	1662581	2024-06-11	BUSQUE, EVE-LYNE	GAG - Location de déshumidificateurs pour la salle des archives de l'hôtel	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	4 538,68 \$	-
METROHM CANADA, INC.	DEU59134	2024-06-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / Entretien annuel des titrimètres pour la Station JR Marcotte	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 535,46 \$	-
METAL M-PACT INC.	DEU59371	2024-07-11	LAHAIE, DANIEL	DEEU / INTERCEPTEUR - FEUILLE ALUMINIUM PLAQUE ILES AUX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 532,31 \$	-
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN	1661781	2024-06-06	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Acquisition des pièces consommables divers pour CRSE-RSQA (la	Environnement	Protection de l'environnement	4 532,00 \$	-
PROTECTION INCENDIE CFS LTEE	1671049	2024-07-30	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-MÉPI DM 24-0735// Achat de botte. Entente 1639605	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 526,58 \$	1639605
9462-9227 QUEBEC INC.	1661023	2024-06-03	LEONG, CINDY	SEPLV / conception de chapiteaux personnalisés pour la tente Warner dans le	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 525,00 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015788	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518431	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 513,76 \$	-
THERMETCO INC.	DEU58920	2024-06-06	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien secteur boues / AS-198054-11- Réaliser le test libération	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 511,31 \$	-
NATIONAL PROCESS EQUIPEMENTS	DEP47029	2024-07-29	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Pompe pour analyseur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 503,96 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU59451	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 497,99 \$	-
GARAGE DEGUIRE INC	27723	2024-06-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517611	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 496,32 \$	-
BUVETTE VINO DISCO INC.	1662200	2024-06-07	LAVIGNE, VALERIE	SCULT // Soutien financier accordé à la Buvette Vino Disco dans le cadre du	Culture	Industries et commerces - Prom. et	4 490,10 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015758	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517972	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 482,83 \$	-
CODESPEC INC	DEP45160	2024-07-04	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Certification des dispositifs anti-refoulements	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 466,44 \$	1615878
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	depobs240610	2024-06-17	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	4 465,00 \$	-
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	MAD1120132	2024-06-10	BALTHAZAR, JAMES JONATHAN	UNITE 384-12007; INSPECTION PEP & REPARATION SELON	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 464,13 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	DEU58090	2024-06-14	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Opérations / Service technique d'entretien des cylindres des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 430,47 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU59505	2024-07-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Pinch valve pour analyseur phosphate	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 422,07 \$	-
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU58949	2024-06-05	NEBACH, ABDELLAH	PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 398,98 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9512a	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518664	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 396,29 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1123156	2024-06-13	CADOTTE, ERIC	11334 FOURIR PO L'ARSENAL SOUMISSION 11334 POUR UN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 391,22 \$	1626516
TECHNO FEU INC	ROS1126123	2024-07-17	RAHMAT, JABRANE	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 379,83 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1118847	2024-06-14	PELLEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 337-07281; SOUMISSION POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 378,90 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENERGIR S.E.C.	DEP40893	2024-07-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BCO2023 - UAT ç FOURNITURE GAZ NATUREL POUR 8970.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 364,16 \$	-
LA CIE JESS LTEE	DEP46657	2024-06-17	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA / Modèle 225C6B, Fan @ 747 RPM, Flow nominal @ 4400 CFM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 356,98 \$	-
MOBICO INC.	86085	2024-07-22	ALTAMURA, JONATHAN	Mur boutique Biosphere	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 349,70 \$	-
GESTION ALIGAN INC.	1665262	2024-06-26	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Inventaire DM 24-0545 / Achat de booster.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 346,33 \$	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	091009	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518130	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 337,36 \$	-
EATON INDUSTRIES (CANADA)	DEP47040	2024-07-31	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA - Pièces pour disjoncteur VCP-T - P.Normandeau - 1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 303,44 \$	-
EATON INDUSTRIES (CANADA)	DEP47032	2024-07-30	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA / Paiement facture# 03292001. Abderrafi Akhellouf	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 303,44 \$	-
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP47051	2024-07-31	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat d'ensemble	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 302,26 \$	-
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1668060	2024-07-11	PROTEAU, STEPHANE	GAG - Service de déménagement des biens des pompiers de la caserne	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	4 299,24 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122387	2024-06-07	CADOTTE, ERIC	FOURNIR PO POUR L'ARSENAL SOUMISSION 11425 POUR UN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 289,29 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14097	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518973	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 286,35 \$	-
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	584333	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519407	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 252,15 \$	-
HEBDRAULIQUE INC.	ROS1122382	2024-06-07	CADOTTE, ERIC	C99-449994 FOURNIR PO A HEBDRAULIQUE SELON SOUMISSION C99-449994	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 244,89 \$	-
PIERRE MATHIEU	4	2024-06-19	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - Pierre Mathieu - 4	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 225,75 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CONRAD LORD AVOCAT	1669737	2024-07-22	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	Factures 11564-11711-11814-11756	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 216,56 \$	-
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	64076	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519064	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 216,41 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12983	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517977	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 207,03 \$	-
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	MAD1126641	2024-07-23	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	384-12007 PO A LA DEMANDE DE MARTIN POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 199,50 \$	-
UNIFORMES LE GRAND (1983) INC.	1665994	2024-07-02	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST / BCO 2024 - DST - Uniformes APRM	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 199,50 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1661243	2024-06-04	BEAUCHESNE, JULIE	ACCEF: Mars 24: Réparation Subaru (Validation Marco Cava)	Police	Activités policières	4 197,93 \$	-
XYLEM CANADA LP	DEU59015	2024-06-12	LAHAIE, DANIEL	DEEU / POMPE FLYGT BIBO BS2102.041 8HP EN PANNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 195,89 \$	-
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTFE	1669286	2024-07-18	BORNAIS, LUC	SENV / Achat pour une étagère pour l'atelier électrique pour le CFESM -	Environnement	Protection de l'environnement	4 195,69 \$	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27204	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518689	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 137,20 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEU59060	2024-06-17	LAHAIE, DANIEL	AS-198054-52-REPLACEMENT DES VANNES ÉLECTRIQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 136,51 \$	-
FOTOWARE AS	1670945	2024-07-30	BELLEMARE, JOSEE	SEPLV - Service de maintenance des licences de logiciel FotoStation	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 125,30 \$	-
LAFARGE CANADA INC	DEP47004	2024-07-25	VINCENT, SIMON	BS-UAT-paiement facture 718523114 à LAFARGE CANADA INC	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 118,80 \$	-
CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTÉS	1661576	2024-06-05	BEAUCHESNE, JULIE	Journée formation poste du PDQ 31 du 9 mai 2024. Service de traiteur.	Police	Activités policières	4 110,00 \$	-
EQUIPEMENT QIP	DEP46861	2024-07-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Encodeur complet pour actuateur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 105,01 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BELL EXPRESSVU INC	1662160	2024-06-07	LANDRY, ROBERT	Paiement des factures - Bell Express VU Inc	Police	Activités policières	4 104,57 \$	-
HONEYWELL LTEE	1667806	2024-07-10	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI / Édifice du 10351 Sherbrooke Est. Assistance pour valider séquence de	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	4 102,91 \$	-
EQUIPEMENTS MEDI-SECUR INC.	1670217	2024-07-24	GUILBAULT, MARTIN	SSIM // Équipement pour formation en caserne (tourniquets et bandage	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 094,51 \$	-
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs07786	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518206	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 089,20 \$	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP46653	2024-06-17	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UPI / Acquisition-actuateur-6DR5220-0EN00-0AA0-Siemens	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 084,64 \$	-
LE GROUPE MASTER INC.	1666919	2024-07-05	DARCY, PENELOPE	GAG - Diagnostique et les correctifs de programmation de l'unité de ventilation UTA-	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	4 081,91 \$	-
TRAITEMENT D'EAU EXPERT INC.	DEP46656	2024-06-17	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA / Achat DR900 + Cellules (25ml). Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 070,77 \$	-
STUFFED ANIMAL HOUSE	0000237627	2024-07-22	ALTAMURA, JONATHAN	Marchandises pour fins de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 065,20 \$	-
MSK CANADA LTEE.	DEP46620	2024-06-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / Achat de cabinet-vide et de tiroir pour l'atelier d'usinage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 056,88 \$	-
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP46993	2024-07-24	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / Contrôle d'accès et local programmation - UDB	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 042,03 \$	-
DES SOURCES DODGE CHRYSLER LTEE	DIC1122717	2024-06-11	CONSTANTINO, DANIEL	FACTURE 61942 (PROBLEME MAXIMO)	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 039,30 \$	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP47003	2024-07-24	VINCENT, SIMON	BS - UPI / Inspection annuelle des Équipements d'espaces clos mai 2024.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 035,31 \$	-
EMR SHIELDING SOLUTIONS INC.	1662078	2024-06-07	TABOR, ISABELLE	Achat de vêtement de sécurité pour le soutien technique selon la	Police	Activités policières	4 034,66 \$	-
9497-3351 QUEBEC INC.	1667657	2024-07-09	NADEAU, ALAIN	Soumission 954274 Mobilier pour bureau inspecteur / Iberville bureau 256	Police	Activités policières	4 027,53 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	1666017	2024-07-02	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Électricité DM 24-0638/ Achat d'ensemble de broches Pogo	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 015,77 \$	-
CHRISTINE BEAULIEU	1661763	2024-06-06	CAYOUCETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV / Droit d'exposition - Les saumons de la Mitis du 15 juin 2024 au 15 juin 2025	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,00 \$	-
FACTA GLOBAL INC.	1669583	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Armurerie / Facture 1888 Achat lanceur 40mm	Police	Activités policières	3 989,52 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13118	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519186	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 987,80 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240716	2024-07-18	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 985,00 \$	-
ATELIER D'USINAGE QUENNEVILLE	DEU59197	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 984,80 \$	-
COMPUGEN INC.	1668192	2024-07-11	CORBEIL, SEBASTIEN	Achat de 3 portables DELL PRECISION 3591 + 3 stations d'accueil	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	3 981,67 \$	1654697
COMPUGEN INC.	1654723	2024-06-07	LUTHI-VIAU, MAYA	Achat de 3 portables DELL PRECISION 3591 + 3 stations d'accueil Retour au	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	3 981,67 \$	1654697
LONDERO SPORTS INC.	1661232	2024-06-04	BERNIER, MARTIN	Soumission 4214 400 cadenas pour les coffrets de sûreté pour arme de	Police	Activités policières	3 981,13 \$	-
OMNIFAB	DEU59476	2024-07-23	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de remise à neuf d'un motoréducteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 973,78 \$	-
9465-0108 QUEBEC INC.	1669121	2024-07-17	BILODEAU, AMELIE	Accorder un mandat à Annie Rhéaume, infographiste (9465-0108	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 968,53 \$	-
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1662794	2024-06-12	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-APRIA DM 24-0559/ Achat de Cylindres et installation pour le service	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 958,05 \$	-
AREO-FEU LTEE	ROS1122572	2024-06-10	NEGRONI, ANTOINE	divers pièces carrosserie choc arrière droit	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 950,22 \$	-
ESI TECHNOLOGIES DE	DEU59328	2024-07-09	MAHER, NATHALIE	DEEU / Renouvellement NetApp 1 juin 2024 au 31 aout 2024 - 2 soumissions	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 949,17 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	1666612	2024-07-04	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture pour formation d'une demi-journée sur le thème:	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 937,03 \$	-
DISTRIBUTION GLASS JET INC.	DEP46963	2024-07-22	VINCENT, SIMON	BS - UPI / Livraison de super sacs de microsable : 5 X 2500 lbs. <u>Éric Apperce</u>	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 937,03 \$	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13306	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM <u>NoFactMaximo:517805</u>	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 936,61 \$	-
MERCEDES BENZ RIVE SUD	DIC1123094	2024-06-13	THIBAUT, MAXIME	PO MAXIMO 1577398 PROBLEME FACTURATION	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 932,67 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1124697	2024-07-03	CHIHAB, TARIK	ECRAN CÔTÉ CHAUFFEUR POUR ENTRETIEN CAMION SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 925,85 \$	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013289	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM <u>NoFactMaximo:519136</u>	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 924,25 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9490a	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM <u>NoFactMaximo:519073</u>	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 916,82 \$	-
VEOLIA ES CANADA SERVICES	DEP45574	2024-06-05	VINCENT, SIMON	UAT / Service de pompage, transport et temps pour disposition résidus et	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 902,99 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034064	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034064	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 892,76 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034097	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034097	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 890,31 \$	-
ROVA PRODUCTS CANADA INC.	1663141	2024-06-13	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Achat d'équipement pour la Centrale 911 - Soumission 804069	Police	Communications d'urgence 911	3 881,07 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152912	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM <u>NoFactMaximo:518345</u>	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 868,20 \$	-
UNIFORM WORKS LIMITED	1669587	2024-07-19	NADEAU, ALAIN	Soumission Q12jul24-SPVM-MD-001 Achat porte étuis à Taser7 pour les besoins du	Police	Activités policières	3 864,91 \$	-
G. DOYON CUISINE INC.	1666065	2024-07-04	DIB, JAMIL JIMMY	SENV/ Achat d'une machine à glace de 148LB de marque BREM pour	Environnement	Réseaux d'égout	3 862,49 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS ENVIRONNEMENT ALES 360	DEU58928	2024-06-04	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Service de disposition des déchets dangereux - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 859,24 \$	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA	ROS1124241	2024-06-27	RAHMAT, JABRANE	PNEUS	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 857,03 \$	-
STUFFED ANIMAL HOUSE	0000236906	2024-06-12	ALTAMURA, JONATHAN	Marchandises pour fins de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 850,80 \$	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU59471	2024-07-24	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Achat de tubes fluo pour l'atelier d'électricité de la Station d'épuration des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 845,69 \$	-
SOLUTIONS GTR INC.	DEP46865	2024-07-11	VINCENT, SIMON	DEP / UPI / Oxynet combo 20 L	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 832,25 \$	-
DYNAPOMPE INC.	DEP46650	2024-06-14	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA / Achat Pompe MYERS (QD50S) + transport Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 832,05 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12987	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517968	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 816,88 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015780	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518430	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 815,33 \$	-
WM QUEBEC INC.	DEP42016	2024-06-20	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Service de levées conteneurs prise d'eau Galt / JM.Ouellet	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 805,80 \$	-
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE	MAD1124333	2024-07-04	PELLEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 384-07081; PIECES DE SUSPENSION, FREINS, CHARGE ET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 804,42 \$	1401636
WOLSELEY CANADA INC.	DEP46764	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	UAT réappro magasin / Achat de diverses pièces de plomberie - Entente	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 792,94 \$	1657298
FRANKLIN EMPIRE INC.	1662850	2024-06-12	COTE, JEAN-FRANCOIS	Transmetteur de pression, SIEMENS - EAU-DRE-DIV GESTION DURABLE EAU -	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 786,50 \$	-
DES SOURCES DODGE CHRYSLER LTEE	DIC1122720	2024-06-11	CONSTANTINO, DANIEL	FACTURE 64625 (PROBLEME MAXIMO)	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 785,46 \$	-
MARINA BO-BI-NO LTEE	92207	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517595	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 780,72 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
C.P.U. DESIGN INC.	1664496	2024-06-20	MANTZAVRAKOS, MYRTA	SENV / Acquisition de papier thermique pour Inspection des Aliments	Environnement	Inspection des aliments	3 780,00 \$	-
CARDINAL HEALTH CANADA INC.	1662085	2024-06-07	GOYETTE, STEPHANE	SSIM /SSIM-DST- PR DM 24-0528/ Achat de gant NITRILE EXAM - Service de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 774,83 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba13582	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518961	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 768,20 \$	-
BOUTY INC	1665466	2024-06-27	LECOURS, SYLVAIN	SIM / Dépôt section immobilière. Achat de onze fauteuils. Entente 1437088	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 764,62 \$	1437088
MECANIQUE CNC INC.	DEU59128	2024-06-29	MAHER, NATHALIE	DEEU / SA-170285-38- INSTALLATION DU NOUVEL ANALYSEUR DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 763,50 \$	-
VVR INTERNATIONAL CO.	1664774	2024-06-21	LAROCHE, LAURENT	SENV / Acquisition de matérielle de laboratoire pour Labo Des Des Bâillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 763,01 \$	1630353
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1664571	2024-06-20	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- formulaires F.520-56 et F. 565-17	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 751,48 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240131c	2024-07-04	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 750,00 \$	-
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	DEU59366	2024-07-11	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Facture 20240038216 - Renouvellement	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 749,67 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122749	2024-06-12	CABALLERO, PATRICIO	SEGMENT POUR COLONNE D'EAU AVEC VALVE POUR CAMION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 747,00 \$	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU59560	2024-07-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 729,93 \$	-
TENAQUIP LIMITED	DEP46667	2024-06-18	VINCENT, SIMON	UAT / Achat d'une pompe a gaz pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 703,12 \$	-
WAJAX LTEE	DEU59584	2024-07-31	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 698,53 \$	-
WAJAX LTEE	DEU59152	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 698,53 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba13661	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517803	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 683,61 \$	-
TNT WORK & RESCUE	1665570	2024-06-27	BEAUCHESNE, JULIE	tactical rope instructor QUEBEC september 23rd to 27 th 2023 for 2 attendees	Police	Activités policières	3 674,56 \$	-
TRANSPORT PERFEK-TOW	1662605	2024-06-11	TABOR, ISABELLE	Facture 1085381 / Escorte routière / 2024-05-22 Facture 1085382 / Escorte	Police	Activités policières	3 674,56 \$	-
TECHNOLOGIES PURE CANADA	DEP47021	2024-07-26	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UAT - Évaluation de la corrosion sur les tuyaux en acier riveté de 72po -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 674,56 \$	-
VIABILITE INC.	DEP46828	2024-07-08	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC-TRN-Mesure des vibrations-Pompes et moteurs. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 673,67 \$	-
CONCEPT CONTROLS INC.	1662381	2024-06-10	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-Électricité DM 24 0564/Remplacement de sensor pour détecteur gaz	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 672,05 \$	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1662329	2024-06-10	BEAUCHESNE, JULIE	ESDS: Mai 24 (Location 3 autos & Frais)	Police	Activités policières	3 664,12 \$	-
VIABILITE INC.	DEP46839	2024-07-09	VINCENT, SIMON	BS - UPI / TRN-Mesure des vibrations-Pompes et moteurs. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 661,41 \$	-
ACIER TAG / RIVE-NORD	DEU59105	2024-06-18	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de plaque et tuyau inox pour la Station JR Marcotte	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 643,06 \$	-
PHARE MEDICA	1662992	2024-06-13	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- gants médicaux	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 640,46 \$	-
SOLOTECH INC	1669622	2024-07-19	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV // Acquisition des convertisseurs vidéo xVision pour le Biosphère.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 639,59 \$	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU59196	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 637,81 \$	-
LINDE CANADA INC.	1668460	2024-07-15	GODEFROY, FABRICE	SENV / Acquisition de de cylindres de gas - Pour CRSE-RSQA	Environnement	Protection de l'environnement	3 620,83 \$	-
LES PRODUCTIONS FLIP IMAGE INC.	1665284	2024-06-26	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Installation d'un nouveau panneau d'affichage au LED à l'Éco-	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 615,83 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SECURITE BUNZL	DEU58875	2024-06-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat d'ÉPI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 605,84 \$	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1125491	2024-07-11	THIBAUT, MAXIME	PNEUS PAT GOSSELIN ÉTÉ 2024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 604,94 \$	1598635
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12977	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517964	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 596,29 \$	-
CEM CORPORATION	DEU58412	2024-06-12	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Labo, SR / Service technique d'entretien annuel du micro-ondes	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 586,37 \$	-
V SPEC TECHNO INC.	8651	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519137	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 579,02 \$	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP46804	2024-07-04	VINCENT, SIMON	UAT / Service de certification calibration d'instruments pour l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 563,26 \$	-
BOULONS PLUS	DEP46575	2024-06-11	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de boulons et écrous pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 543,37 \$	-
FIDUCIE DESJARDINS	DEU58496	2024-06-26	MAHER, NATHALIE	DEEU / Honoraires du fiduciaire pour la Fiducie de la gestion environnementale	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	3 543,33 \$	-
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal202338e	2024-06-05	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	3 541,03 \$	-
LES PRODUITS SCIENTIFIQUES ESBE	1665313	2024-06-26	MORVAN, YANNICK	SSIM // Achat de Gants de protection	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 540,51 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1526513	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517814	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 535,77 \$	-
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	ROS1122539	2024-06-10	BELANGER, BRUNO	TRACK BAR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 532,27 \$	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP40614	2024-06-28	GUILHEMJOUAN, SERGE	BCO2023 - UDO / Achat CHLORE GAZEUX 68 KG. Alexandra Hlass. 1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 517,42 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70733	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519334	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 511,42 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DHB VALVES INC.	DEU59522	2024-07-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de 3 soupapes de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 502,41 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240110c	2024-07-04	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 500,00 \$	-
SOLSTICE CNC INC.	DEU59449	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 494,34 \$	-
DENIS CHALIFOUR CPA	202424	2024-07-10	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Denis Chalifour, CPA - : Alexandre Choko contre Ville de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 484,27 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12991	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517966	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 481,98 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1124084	2024-06-25	CHIHAB, TARIK	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 480,55 \$	-
METAL M-PACT INC.	DEU59112	2024-06-18	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de métal pour l'atelier de soudure	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 474,04 \$	-
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs07880	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518134	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 471,37 \$	-
CENTRE DU CAMION U.T.R. INC.	s20191	2024-06-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518029	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 454,81 \$	-
POMPES ASSELIN INC	DEU59147	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 454,09 \$	-
GPA PACK INC.	DEP46965	2024-07-22	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC / Isolation de 2 conduits d'eau chaude et réparation isolation ligne de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 448,84 \$	-
CHEM ACTION INC.	DEP45146	2024-06-03	BEDARD, KIMBERLY	BS - UPI / Acquisition-Sonde de chlore-prominent& kit entretien.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 442,55 \$	-
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	522430	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517673	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 436,90 \$	-
CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC	1664507	2024-06-20	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat des consommables de laboratoire pour le	Environnement	Traitement des eaux usées	3 429,53 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27215	2024-07-24	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519185	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 424,63 \$	-
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1582933	2024-06-05	LACASSE, PASCAL	SUM / PLAN D'ACTION VISION ZÉRO : Révision de la gouvernance	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	3 417,72 \$	-
TECHNOLOGIE OPTIC.CA INC.	1662688	2024-06-11	NUNES, DEMIS	STI - 68111.11 - Modernisation des télécommunications -	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 415,76 \$	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEU59461	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 414,17 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1125993	2024-07-16	CHIHAB, TARIK	ENVOYER CHE IDEAL (15004) POUR BUSHIN DE SUSPENSIONS ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 409,66 \$	-
BODY GYM EQUIPEMENT	1667379	2024-07-08	LECOURS, SYLVAIN	SGPI / Achat de 2 vélos de spinning et expédition .	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 401,60 \$	-
BODY GYM EQUIPEMENT	1663722	2024-06-17	LECOURS, SYLVAIN	SIM / Caserne 46. Achat de deux vélos de spinning commercial Hoist Lemond	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 401,60 \$	-
GROUPE REAL JEAN	1664304	2024-06-20	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI Biosphère - Louis - pompe de géothermie à la Biosphère	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	3 397,00 \$	-
ISOLATION ALGON (2000) INC	1662253	2024-06-10	MERCKAERT, CLAIRE	SENV/ Isolation des conduites tel que la soumission 302 941	Environnement	Protection de l'environnement	3 389,00 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527101	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517940	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 388,53 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.F.N.C.R.L.	0000034096	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034096	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 381,65 \$	-
IBM CANADA LTEE	1664801	2024-06-21	DUPONT, MELANIE	Paiement de la facture # 92346243 pour abonnements annuels IBM	Police	Activités policières	3 377,66 \$	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP43820	2024-07-03	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UDB / Certification des équipements de sécurité espace clos	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 377,45 \$	-
RADIATEUR PLUS	65452	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518264	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 376,54 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR	63791	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518954	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 375,35 \$	-
COMPUGEN INC.	1669445	2024-07-18	CAPPELLI, JEAN	Achat de matériel informatique pour salles de réunion Proiet HDV - SMRA	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	3 373,45 \$	1654697
VWR INTERNATIONAL CO	1668788	2024-07-16	ARBIC, DENISE	SENV / Achat de pétris stériles pour l'auto-préparateur au laboratoire	Environnement	Inspection des aliments	3 373,00 \$	1630353
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152224	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517498	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 370,65 \$	-
LE GROUPE MASTER INC.	DEP47030	2024-07-29	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Achat de pièces pour réparer une fuite sur un refroidisseur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 367,11 \$	-
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1665271	2024-06-26	MOUSSEAU, FRANCE	EVAL / Formation les 12 et 18 septembre 2024: Clientèles difficiles ou	Finances et évaluation foncière	Évaluation	3 359,60 \$	-
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1667544	2024-07-09	NADEAU, ALAIN	Facture 18992 Pavillon 09 de Boscoville /10950 boulevard Perras Entretien	Police	Activités policières	3 359,60 \$	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	115788	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518126	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 357,90 \$	-
METAUX PROFUSION INC.	DEP46985	2024-07-23	VINCENT, SIMON	DEP / Acquisition de plaques métalliques pour sécuriser l'endroit près des	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 351,20 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP46536	2024-06-06	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	transmetteur de pression VI	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 343,85 \$	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP46400	2024-07-24	VINCENT, SIMON	DEP / RÉS / Inspection annuelle des équipements espaces clos	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 336,75 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015809	2024-07-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518895	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 334,33 \$	-
TENAQUIP LIMITED	DEP46626	2024-06-13	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Achat détecteur d'ozone	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 322,85 \$	-
LES SPECIALISTES AVA INC.	DEU59131	2024-07-04	VENNE, NADINE	DEEU / Facture 45231 - Equilibrage du rotor de la pompe 668-M48-003	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 319,20 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13002	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518214	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 318,67 \$	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9919696520	2024-06-25	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifestes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 307,61 \$	-
SERVICE D'INTERVENTION FORMATION	DEP47000	2024-07-24	POIRIER-VACHON, KAREL	FORMATION TRAVAIL A PROXIMITE DE L'EAU	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 300,81 \$	-
ASANA, INC.	inv03191535	2024-07-24	SCHOEB, AMELIE	Reconduite de l'abonnement à l'application ASANA - 25 pers. - 240722	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 297,00 \$	-
NORDIKEAU INC	1665153	2024-06-26	HACHEY, NORMAND	Inspection télévisée des regards/chambres et de	Service de l'eau	Réseaux d'égout	3 296,61 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153334	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519080	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 287,56 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12989	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517969	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 287,20 \$	-
CYCLO CHROME INC.	DIC1123269	2024-06-17	THIBAUT, MAXIME	DEVIS 357	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 285,57 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1121845	2024-06-03	NEGRONI, ANTOINE	PDM CIRCUIT PRIMER POMPE.	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 284,90 \$	1480501
COMPUGEN INC.	1662099	2024-06-07	LUTHI-VIAU, MAYA	DGIE//Achat de Dell Latitude 7350 + docks + étuis protecteurs	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	3 272,44 \$	1654697
GESTION MEMOTHEQUE	1662954	2024-06-12	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM // Paiement de facture pour gestion du Centre de documentation en histoire	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 270,41 \$	-
MISTRAS SERVICES INC.	DEP46069	2024-07-02	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC-Nettoyage et installation des bouées de navigation sur les prises	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 269,71 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661900	2024-06-06	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le laboratoire Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 265,11 \$	-
SEL WARWICK INC.	DEP46419	2024-06-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Sacs de sel crystal	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 264,19 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9923227682	2024-07-19	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifestes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 250,76 \$	-
IMRICO LTEE	1668739	2024-07-16	CHARTIER, SEBASTIEN	Soumission S08228 (GTI) Achats de sacs transport équipements GTI	Police	Activités policières	3 249,57 \$	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEU59372	2024-07-11	LAHAIE, DANIEL	DEEU / PAIEMENT DE FACTURE A50778CAMION HYDROVAC POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 248,57 \$	-
V SPEC TECHNO INC.	8652	2024-07-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518598	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 244,64 \$	-
LOUISE PHILIBERT	lp24070411	2024-07-11	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Sténographie - Louise Philibert - 2024 - Facture #	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 244,11 \$	-
CARLOS MARIANO LOPEZ	1663589	2024-06-17	RICHER, VINCENT	Services professionnels : tournées des unités pour interventions, planification	Police	Activités policières	3 233,61 \$	-
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1665567	2024-06-27	PIROG, MACIEJ	Vérification de précision en atelier. Une vérification comparative volumétrique	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 228,37 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1123714	2024-06-19	NEGRONI, ANTOINE	CENTER LINK	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 223,18 \$	1480501
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc68867	2024-06-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518038	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 213,72 \$	-
BRUNO BESNER	DEP42127	2024-06-20	MORISSETTE, CHANTAL	Service professionnel pour la préparation de devis et pour le support au contrat	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 213,00 \$	-
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	020036	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517623	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 208,67 \$	-
VACTEC COMPOSITES INC.	DEU58921	2024-06-13	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de plaques coup de pied pour la Station JR Marcotte	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 207,37 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12980	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517978	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 205,66 \$	-
EBI ENVIROTECH INC.	1665141	2024-06-26	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Service de nettoyage du réseau de puisards, de regards et des	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 201,30 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRondissement	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MARC-ANDRE ROY	24t214	2024-06-04	ADJINE, LYDIE BLANCHE	Design kiosque EPLV festival Eurêka	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 195,00 \$	-
DMS DIVISION DE C.I.T.I.	1668153	2024-07-11	LECOURS, SYLVAIN	SGPI / Paiement de factures - SIM -ENTRETIEN MEUBLE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 191,62 \$	-
LOCATION JEAN LEGARE LTEE	1667788	2024-07-10	NADEAU, ALAIN	Location remorque du 4 au 24 juillet 2024 pour entreposage	Police	Activités policières	3 184,18 \$	-
FASTENAL CANADA LTEE	DEU58980	2024-06-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 183,94 \$	-
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU59159	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 179,87 \$	-
RACICOT CHANDONNET LTEE	36934	2024-07-05	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Cciviles - Racicot Chandonnet Itée -: Coentreprise Deagrémont-	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 173,25 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1126843	2024-07-25	CHIHAB, TARIK	10527 /DRAIN A AIR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 173,08 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1122246	2024-06-06	DESJARDINS, LOUISE	COMPRESSEUR À AIR POUR MOTEUR , ENTRETIEN CAMION SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 167,98 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1125771	2024-07-15	GRENON, LUC	FOURNIR PO POUR FACTURE F0202682 DE 3015\$	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 165,37 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1125649	2024-07-12	CABALLERO, PATRICIO	CAMION SIM ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR RÉPARATION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 149,62 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1124377	2024-06-27	CABALLERO, PATRICIO	ENTRETIEN À L'EXTERNE DU CIRCUIT D'AIR CLIM. ET AUSSI LE CAP DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 149,62 \$	-
L'ATELIER DE L'AUTO ST-CLEMENT INC. -	DIC1125543	2024-07-11	THIBAUT, MAXIME	RACK A VELO SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 149,62 \$	-
9507-3425 QUEBEC INC.	1667298	2024-07-08	RICHARD, PASCAL	Facture V002849 Achat forfait prépayé de 100 jours de pension pour les chiens	Police	Activités policières	3 149,62 \$	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU59342	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HYPERTEC SYSTEMES INC	1668714	2024-07-16	BOUCHERIT, NASSIM	STI - 68315.06 - Windows 11 PTM - Acquisition de câbles de sécurité pour les	Technologies de l'information	Activités policières	3 149,62 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1127490	2024-07-31	NEGRONI, ANTOINE	RESERVER DES FONDS DE 3000\$ POUR RESSORT IDEAL POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 148,58 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1121837	2024-06-03	NEGRONI, ANTOINE	RESERVE DES FONDS POUR RESSORT IDEAL POUR TRAVAUX DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 148,58 \$	-
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN	DEP46673	2024-06-18	VINCENT, SIMON	UAT / Service d'évaluation des particules fongiques totales aéropartées pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 147,52 \$	-
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	1666062	2024-07-05	BASSIGNOT, LAURE	SENV/ Achat sonde multiparamètre pour mesurer les pH et	Environnement	Réseaux d'égout	3 142,28 \$	-
NEDCO	DEU58886	2024-06-03	MAHER, NATHALIE	DEEU / AUTOMATISATION / CB-198054-35-SUITE DE L'ACTIVITÉ # 16 (REMISE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 136,86 \$	-
NORBEC COMMUNICATION	1664892	2024-06-25	LANDRY, ROBERT	Achat de kit microphone SHURE pour la division des ressources technologiques	Police	Activités policières	3 134,93 \$	-
O.J. COMPAGNIE	1662246	2024-06-10	MERCKAERT, CLAIRE	SENV/MK MARTIN BOX SCRAPER \ Modèle GL-252	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains	3 128,63 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034360	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034360	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 123,38 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034359	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034359	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 123,38 \$	-
LES BALANCES PAPP	1668988	2024-07-17	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/ Acquisition d'une balance à baril (incluant la réparation, la calibration et	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 123,38 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090654614	2024-06-26	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Norton Rose Fulbright Canada - : La Fraternité des policiers et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 105,01 \$	-
METAL M-PACT INC.	DEU59018	2024-06-12	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Feuille d'aluminium	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 094,51 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	a25240617	2024-06-17	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	3 092,40 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	DEU59393	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 089,32 \$	-
BIOTAGE	153220	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518862	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 087,26 \$	-
REMRQUAGE CENTRE-VILLE	DEU59035	2024-06-12	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	PROJET DEP - ANALYSES PFAS EAU POTABLE - EXTRACTEUR POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 087,00 \$	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	DIC1126161	2024-07-18	THIBAUT, MAXIME	TRANSPORT DE 30 RANCARTS	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 084,11 \$	-
POMPES ASSELIN INC	116165	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518612	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 081,15 \$	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEP46912	2024-07-17	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Pièces de pompes	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 076,13 \$	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	DEU58097	2024-06-05	MAHER, NATHALIE	DEEU / INGÉNIERIE / SA-195702-5-FOURNITURE D'UN PH	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 070,49 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	116363	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519028	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 065,57 \$	-
SPI SANTE SECURITE INC.	ROS1126408	2024-07-22	AUBIN, FREDERIC	VGT, TURBOCHARGER ACTUATOR KIT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 061,39 \$	-
PLASTICASE INC.	1640476	2024-07-25	LEE, MEI SHEUNG	SENV/Certifications mineures de cinq lignes de vie et d'un tripode	Environnement	Réseaux d'égout	3 057,95 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1667214	2024-07-08	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- PR DM 24-0600/ Achat de Nanuk Case	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 056,08 \$	-
COMPUGEN INC.	DEP46738	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Réapprovisionnement / Achat de produit chimique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 053,35 \$	-
BIDIBIDI INC	1664739	2024-06-21	CAYOUCETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV / Acquisition de matérielle informatique - Entente 1654697	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 050,56 \$	1654697
	1667213	2024-07-08	GOYETTE, STEPHANE	En attente de soumission - SSIM-DST- PR DM 24-0652/ Achat de trousse	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 044,64 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ZONE AUDIO VIDEO	1663507	2024-06-17	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat de 5 tv samsung 43" ( pour notre réserve )	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 043,53 \$	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1661290	2024-06-04	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-INVENTAIRE DM 24-0489 / Achat de GILET FLOTT ADULTE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 036,87 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13095	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519189	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 035,73 \$	-
HAZMASTERS INC.	DEU59391	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 031,04 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-06-10	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 028,12 \$	1618365
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034335	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034335	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 027,84 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1123244	2024-06-15	BLOUIN, BERTRAND	6378270RX VGT ACTUATOR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 017,58 \$	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP46598	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	BS-UPI-Acquisition-Nettoyeur pièce chauffant. Cameson Saintelmy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 014,72 \$	-
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs08182	2024-07-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518540	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 007,95 \$	-
GETINGE CANADA LIMITEE	1669544	2024-07-19	ARBIC, DENISE	SENV / Service de réparation urgente d'un autoclave du laboratoire à	Environnement	Inspection des aliments	3 000,00 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240604c	2024-07-04	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 000,00 \$	-
AEVITAS INC.	1670688	2024-07-26	FILLION, MAUD	SENV / Paiement de facture - Collecte, transport, pièces électriques désuètes.	Environnement	Matières recyclables - autres	2 996,87 \$	1508496
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122945	2024-06-12	DESJARDINS, LOUISE	GYROPHARE ROUGE AVEC LENTS CLEAR / POMPE DE LEVAGE DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 993,25 \$	1480507
QUEBEC LINGE	DEU53532	2024-07-03	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	2023_DEEU LAVAGE, ENTRETIEN ET REPARATIONS DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 989,05 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
METAUX PROFUSION INC.	1664323	2024-06-20	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-Forge DM 24-0604 à 24-0607/Achat de plaques, profilé et cornières	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 985,43 \$	-
TECHNO FEU INC	MAD1122297	2024-07-25	PELEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 347-12575; IN9041-1047 CEINTURES DE SÉCURITÉ ( IN9041-1047 )	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 981,73 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1125860	2024-07-16	CABALLERO, PATRICIO	lumière avec poteau pour entretien camion SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 980,64 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc69814	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518196	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 978,96 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14316	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518965	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 978,12 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1126405	2024-07-22	DESJARDINS, LOUISE	ACTUATEUR DE TURBO POUR CAMIONS INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 974,30 \$	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	090398	2024-06-29	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518327	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 972,22 \$	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	091357	2024-07-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518742	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 971,32 \$	-
CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD.	1656907	2024-07-04	RICHER, VINCENT	Travaux de sécurisation de la Cour	Police	Activités policières	2 970,98 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46822	2024-07-08	NEBACH, ABDELLAH	BS - LAMPE TUNGSTENE POUR SPECTROPHOTOMETRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 966,95 \$	-
LES EMBALLAGES CROWN	1664572	2024-06-20	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- SAC PLASTIQUE FORMAT 14.5	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 965,63 \$	-
GARAGE DEGUIRE INC	28686	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519378	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 964,13 \$	-
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1670594	2024-07-26	RILLART, STEVE	SSIM / Paiement de facture avril et juin 2023 pour remorquage de bateaux -	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 958,04 \$	-
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1661167	2024-06-04	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Achat de 2 IPads - Soumission 149283	Police	Activités policières	2 955,68 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
JOHN CRANE CANADA INC.	DEU59142	2024-06-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU réappro magasin / Achat de joint torique et mécanique pour le magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 950,05 \$	-
ULINE CANADA CORP	DEP46977	2024-07-23	VINCENT, SIMON	DEP / Achat de tapis pour la cafétéria du bâtiment administratif de la Station de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 948,41 \$	-
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU59031	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 940,15 \$	-
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU58813	2024-06-03	MAHER, NATHALIE	DEEU / AUTOMATISATION / YL-192975-16-ACHAT HMI	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 940,15 \$	-
GESTION MANON CLEROUX INC.	1669717	2024-07-22	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture pour formation :Atelier de codéveloppement aux	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 939,65 \$	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1671134	2024-07-31	ARBIC, DENISE	SENV / Achat des tapis antifatigue pour le laboratoire Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 937,54 \$	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP44924	2024-06-10	LEFEBVRE, PHILIPPE	UPC / Service d'inspection et réparation des équipement de levage -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 934,40 \$	1631066
SILVIA GARCIA PUENTE	rmi0001827270 001843330002	2024-06-04	Système RECLAM	SILVIA GARCIA PUENTE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 24-	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 929,37 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba13768	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518127	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 928,59 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034362	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034362	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 928,12 \$	-
UNIROPE LIMITED	DEU59446	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Câble de manutention	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 923,48 \$	-
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	ROS1123246	2024-07-05	BLOUIN, BERTRAND	REBATIR RADIATEUR BLG 038997	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 923,14 \$	-
LES CONTROLES ROGER HOGUES MONTREAL INC.	DEU59100	2024-06-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 922,17 \$	-
ROGERS COMMUNICATION S CANADA INC.	40291467019	2024-07-03	BEAUCHESNE, JULIE	Service téléphonie cellulaire pour le SPVM - facture juin 2024	Police	Activités policières	2 905,76 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	12979	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517979	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 904,42 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9265a	2024-06-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517634	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 902,98 \$	-
ANALYTICHEM CANADA INC.	1666301	2024-07-03	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV/ Achat des consommables pour le labo à Crémazie (fournisseur	Environnement	Traitement des eaux usées	2 902,21 \$	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	1671094	2024-07-30	GODEFROY, FABRICE	SENV / Achat de 5 cylindres de CO pour la RSQA	Environnement	Protection de l'environnement	2 902,02 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240417	2024-06-11	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 900,00 \$	-
MARMEN INC.	DEU59248	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 897,65 \$	-
LE GROUPE SIMONEAU INC.	DEU59081	2024-06-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Facture 19416370 travaux déjà fait - Analyse de combustion chaudière #3	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 895,04 \$	-
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA)	1661526	2024-06-05	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat des solutions de laboratoire pour les analyses accréditées des	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 893,14 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70038	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518393	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 889,91 \$	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	1667180	2024-07-08	COTE, JEAN-FRANCOIS	7 heures de formation (vanne régulatrice en coupe des pilotes en coupe	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 887,16 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1122460	2024-06-10	BLOUIN, BERTRAND	4034289RX VGT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 885,64 \$	-
2547-0956 QUEBEC INC.	1666247	2024-07-03	BORNAIS, LUC	SENV, Ajout de détection de gaz dans les garages	Environnement	Protection de l'environnement	2 881,48 \$	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	091917	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519380	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 874,37 \$	-
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs07842	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518324	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 867,47 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
QUINCAILLERIE ARCHITECTURAL E CAPSOL INC	1669396	2024-07-18	LONGPRE, ANNIE	GAG - Modification d'éléments de la quincaillerie de plusieurs	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	2 864,58 \$	-
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEU58136	2024-07-16	HAMEL, SIMON	DEEU / Location Grue Gendron pour l'entretien du canal 1-7 avril 2024	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 860,13 \$	-
WAJAX LTEE	DEU59437	2024-07-19	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro magasin / Achat de roulement et accouplement pour la	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 855,32 \$	-
TSI INCORPORATED	1647604	2024-06-04	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ L'étalonnage de 3 instruments TSI 3783 (payable séparément au	Environnement	Protection de l'environnement	2 843,49 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70110	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518395	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 840,71 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEU58931	2024-06-05	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Achat de turbidimètre portatif pour l'opération - Secteur eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 834,38 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9476a	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518640	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 821,39 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14156	2024-07-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518762	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 819,64 \$	-
CDN ENERGY AND POWER CORP.	ROS1122723	2024-06-11	AUBIN, FREDERIC	Optima Sealed AGM Starting Deep Cycle Battery, YELLOWTOP. Group BCI	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 808,14 \$	-
SPECIALITES INDUSTRIELLES SHERBROOKE	DEU59245	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 806,99 \$	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013162	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518142	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 806,60 \$	-
LE GROUPE GUY INC.	MAD1121724	2024-06-05	PELLEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 347-15144; KIT DE TURBO, COLLIER POUR DPF	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 802,85 \$	-
VVR INTERNATIONAL CO.	DEU59002	2024-06-11	MAHER, NATHALIE	DEEU / Achat de tuyaux flexibles pour pompe péristaltique et plat de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 800,10 \$	-
COMPUGEN INC.	1670996	2024-07-30	COLLETTE, NATHALIE	SSIM / Achat de 3 ordinateurs de table pour la caserne 26 Entente	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 797,69 \$	1654697

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1125005	2024-07-06	BLOUIN, BERTRAND	5579405PX INJECTEUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 782,24 \$	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU59163	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 782,17 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152549	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517922	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 775,07 \$	-
TENAQUIP LIMITED	DEP46580	2024-06-12	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de 2 kits de harnais (échelle/échafaud) équipe MECUAT de l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 772,17 \$	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP46666	2024-06-18	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de dévidoirs pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 762,79 \$	-
WAJAX LTEE	DEU58923	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 758,19 \$	-
GESTION MEMOTHEQUE	1667861	2024-07-10	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM // Paiement de facture - Gestion du Centre de documentation en histoire	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 754,43 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTFE	DEU59488	2024-07-24	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de pièces pour un analyseur en instrumentation	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 753,47 \$	-
DANIEL GIRARD	1667633	2024-07-09	MALETTO, ANNICK	SSIM // Paiement de facture - Honoraires professionnel - dans le cadre de son	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 750,00 \$	-
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA	9090654792	2024-06-26	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Norton Rose Fulbright Canada - : Imad Sawaya et France	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 745,95 \$	-
GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	DEP43974	2024-06-21	LARRIVEE, ALAIN	BS - UAT - Clinique de vaccination personnel de la DEP-DRE. El Hocine Arar. 1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 742,28 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1125698	2024-07-14	BLOUIN, BERTRAND	6379232RX VGT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 732,95 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1125694	2024-07-14	BLOUIN, BERTRAND	6379232RX VGT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 732,95 \$	-
ULINE CANADA CORP	DEP46581	2024-06-12	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de rayonnage, montants, tablettes et poutre en acier pour l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 729,97 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
WAJAX LTEE	DEU59240	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 727,18 \$	-
DNV GL USA, INC	1667852	2024-07-10	CADIEUX, ISABELLE	SSIM // Paiement de facture - Formation RH 2024 - Cours virtuel : SA-01 Phast	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 726,60 \$	-
YVENS BANATTE	1665286	2024-06-26	GUILBAULT, MARTIN	SSIM // Paiement de facture - Prise de photos lors des cérémonies d'intégration	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 724,43 \$	-
BOUTY INC	1667888	2024-07-10	LECOURS, SYLVAIN	SIM / Dépôt Section Immobilière. Achat de treize fauteuils superposables	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 722,85 \$	1438620
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034338	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034338	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 716,55 \$	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27245	2024-07-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518958	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 713,87 \$	-
AEVITAS INC.	1670004	2024-07-23	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Paiement de facture pour Collecte, transport, pièces électriques désuètes	Environnement	Matières recyclables - autres	2 699,54 \$	1508496
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	59206a	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518446	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 698,22 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153164	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518855	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 696,49 \$	-
THOMSON REUTERS	1667334	2024-07-08	MASSE, ISABELLE	SAJ // Paiement de facture pour achat de livres Bibliothèque SAJ - Division	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 696,05 \$	-
INNOVATION DIAGNOSTICS INC.	1671087	2024-07-30	ARBIC, DENISE	SENV / Achat urgent de matériel consommable car les autoclaves sont non	Environnement	Inspection des aliments	2 695,12 \$	-
CANADIEN NATIONAL	1668651	2024-07-16	CHAMPAGNE, BENOIT	SIRR // Paiement de facture pour les paiement mensuels des travaux d'entretien de	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 692,85 \$	-
TCED INTL INC.	DEP46553	2024-06-07	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB 2024 / Achat de 12 batteries et 1 chargeur pour voiturette électrique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 692,74 \$	-
JP INSTALLATIONS INC	DEP46944	2024-07-18	NEBACH, ABDELLAH	UAT / Achat pour modification et ajout de vitre dans 3 portes de l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 691,83 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENTRETIEN CHLORATECH INC.	DEP46546	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Dessicant pour turbidimètre	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 689,99 \$	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU59221	2024-06-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Électricité	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 688,95 \$	-
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1664853	2024-06-25	BORNAIS, LUC	SENV/ Location d'une génératrice XQ300-600 pour une journée (voir	Environnement	Protection de l'environnement	2 678,55 \$	-
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	020288	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519055	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 678,38 \$	-
EMRN 2008	1670041	2024-07-23	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- PR DM 24-0726/ Achat de olaes modular bandage.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 677,18 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEP46631	2024-07-04	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB 2024 / Réparation fuite (soudure) sur une conduite du	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 677,18 \$	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU58817	2024-07-03	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien / Location d'un chariot élévateur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 661,43 \$	-
USINAGE F.B. INC	DEU59552	2024-07-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 649,57 \$	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP46957	2024-07-19	VINCENT, SIMON	BS_UPI_2024_CONTRÔLE ANALYSEUR D'OZONE AMBIANT. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 649,33 \$	-
COMPUGEN INC.	1662699	2024-06-11	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Achat un ordinateur portable et accessoires pour Chantal Thériault DDS :	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 649,14 \$	1654697
COMPUGEN INC.	1662030	2024-06-06	BEAUCHESNE, JULIE	Portable et station d'accueil pour la CIP.	Police	Activités policières	2 649,14 \$	-
COMPUGEN INC.	1662296	2024-06-10	COLLETTE, NATHALIE	SSIM // Achat portable Dell 3591 i9 Gabriel Gagnon DDS R660119 L'entente :	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 649,14 \$	1654697
COMPUGEN INC.	1669417	2024-07-18	PALLU, TATIANE	SUM // Achat d'un ordinateur et station d'accueil PF4 Chloé Notte	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 649,14 \$	1654697
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14178	2024-07-11	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518761	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 646,97 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
USINAGE F.B. INC	DEU59177	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 639,56 \$	-
GAGNON MOTEUR ELECTRONIQUE	DEU59376	2024-07-11	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de réparation d'une pompe Paco pour le secteur de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 635,45 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9475a	2024-06-29	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518503	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 634,41 \$	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013295	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519399	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 629,70 \$	-
GARAGE DEGUIRE INC	27985	2024-06-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518076	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 626,51 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU59381	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de cadenas de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 625,94 \$	-
NORTHERN MICRO	1662123	2024-06-07	LUTHI-VIAU, MAYA	Achat de 4 moniteurs 27 pouces pour inventaire	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	2 625,64 \$	1654704
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1123154	2024-06-13	NEGRONI, ANTOINE	RESERVER FONF CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE LAMES	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 624,69 \$	1646850
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1126642	2024-07-23	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	381-15061 PO A LA DEMANDE DE MARTIN POUR LA REPARATION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 624,69 \$	-
ALMAR ELECTROMENAGER LTEE	1670445	2024-07-25	SOULIERES, MICHEL	GAG - Acquisition et installation de 3 lave-vaisselle pour Projet de	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionnement	2 615,06 \$	-
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1659000	2024-06-03	CAPPELLI, JEAN	GAG - Acquisition de fourniture d'équipements et mobilier d'appoint pour	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	2 614,83 \$	-
WELLINGTON LABORATORIES INC.	DEU58995	2024-06-10	MAHER, NATHALIE	DEU / Achat standards certifiés marqués de PFAS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 611,05 \$	-
LES SERVICES VIBRATECH INC.	DEU59074	2024-06-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'analyse de vibration tours d'eau 1 et 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 606,31 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-07-02	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 606,02 \$	1618365

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153120	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518874	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 598,39 \$	-
FISHER SCIENTIFIQUE	1664468	2024-06-20	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat des consommables pour l'analyse des HAP et huiles	Environnement	Traitement des eaux usées	2 596,39 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9531a	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519074	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 590,01 \$	-
ME CLAUDE CHAMBERLAND, AVOCAT	20240531cb	2024-07-10	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - ME CLAUDE CHAMBERLAND - Olivier Grondin contre Ville	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 586,89 \$	-
HACH SALES & SERVICE CANADA LTD	DEP46954	2024-07-19	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI / Remise à neuf sonde UTN solitax. Éric Apperce	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 580,60 \$	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27189	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518425	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 573,38 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1122618	2024-06-11	RAHMAT, JABRANE	PIECES CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 571,86 \$	-
BMR DETAIL S.E.C.	1670087	2024-07-23	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-Menuiserie DM 24-0633/ Achat de feuilles en MDF.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 568,58 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9488a	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518666	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 551,63 \$	-
CORRPRO CANADA INC.	DEU59075	2024-06-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'inspection des systèmes de protection cathodique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 545,95 \$	-
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP46579	2024-06-12	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de pièces pour réparation camera IP Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 545,94 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70680	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519061	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 537,82 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1122942	2024-06-12	DESJARDINS, LOUISE	VGT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 535,84 \$	1336848
SERVICE VETERINAIRE AMBULATOIRE	1667295	2024-07-08	ROBERT, JULIE	Facture 23697 Soins annuels tous les chevaux de la Cavalerie	Police	Activités policières	2 526,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES EQUIPEMENTS POLYCHEM INC.	DEU59500	2024-07-24	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 524,32 \$	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP46281	2024-07-30	VINCENT, SIMON	UAT / Service d'inspection - certification équipement sécurité pour l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 521,62 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1664332	2024-06-20	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- MEPI-CUIRE DM 24-0584 / Achat de visière pour le service	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 519,70 \$	-
ENTRETIEN CHLORATECH INC.	DEP46859	2024-07-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de produit chimique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 519,70 \$	-
GARAGE DEGUIRE INC	28252	2024-06-29	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518496	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 517,08 \$	-
TELUS COMMUNICATION S INC.	1668955	2024-07-17	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement multiples factures pour le compte # 36715954 comprenant les	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 515,15 \$	1408829
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9550a	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519388	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 514,19 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527332	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518023	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 505,26 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	1670126	2024-07-23	NGUYEN, FRANCOIS	RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL SELON LESTIMER DE LATELIER	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 504,85 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc70840	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519336	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 503,02 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsse24024	2024-06-19	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	2 500,00 \$	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsse24023	2024-06-19	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	2 500,00 \$	-
LOMBARDI HONDA	bh14058	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519225	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 496,94 \$	-
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.	1666437	2024-07-03	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Service professionnel pour proposition pour l'analyse et le formatage	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 493,45 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VWR INTERNATIONAL CO.	1664793	2024-06-21	LAROCHE, LAURENT	SENV / Acquisition de matérielle de laboratoire pour Labo Des Baillets -	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 485,00 \$	1630333
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	582122	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517794	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 484,54 \$	-
RADIATEUR PLUS	65522	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518259	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 482,14 \$	-
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU59150	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 479,25 \$	-
SOLUTIONS NOTARIUS INC	DEU54786	2024-06-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU AUTOMATISATION - PAIEMENT FACTURES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 473,06 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1126494	2024-07-22	NEGRONI, ANTOINE	PLATEAU D'ÉGOUTEMENT / RACCORD CONNECTEUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 472,90 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1127497	2024-07-31	NEGRONI, ANTOINE	29932 RESERVER DES FONDS DE 3000\$ POUR ESTIMATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 468,31 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122172	2024-06-05	NEGRONI, ANTOINE	COUVERT DE VALVE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 467,38 \$	1480507
L & M UNIFORME INC	1670628	2024-07-26	RILLART, STEVE	SSIM / Acquisition de prototypes de manteaux de protection pour le GST	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 467,21 \$	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1123571	2024-06-19	AUBIN, FREDERIC	VGT, TURBOCHARGER ACTUATOR KIT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 455,69 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153261	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519208	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 454,77 \$	-
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	pc73398	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519345	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 453,48 \$	-
LALEMA INC.	DEU59092	2024-06-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 452,37 \$	-
MAWASHI SCIENCE & TECHNOLOGIE	1667462	2024-07-09	BOUDREAU, DANIEL	soumission SPVM 24036-rev1/ habit T-Red bleu -sac de transport et casque de	Police	Activités policières	2 451,46 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU59355	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 440,56 \$	-
9217-2089 QUEBEC INC.	039024	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519070	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 440,43 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc67217	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517956	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 429,45 \$	-
VIABILITE INC.	DEP46879	2024-07-15	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO-TRN-Mesure des vibrations-Pompes et moteurs. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 426,92 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1663962	2024-06-26	PICARD, CATHERINE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE -Achat de vêtements et accessoires -	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 418,54 \$	-
TELUS	1635346	2024-07-29	COURSOL TELLIER, GUILLAUME	BC ouvert 2024 - Frais de téléphonie cellulaire pour l'année 2024 (CR 103191) -	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 414,71 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527689	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518959	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 413,57 \$	-
MP REPRODUCTIONS INC.	1670739	2024-07-29	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV // Service d'impression couleur, recto-verso des clés pour Mission	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 413,37 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034352	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034352	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 409,46 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034331	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034331	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 409,46 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152756	2024-06-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518048	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 401,25 \$	-
CUMMINS CANADA ULC	DEU59243	2024-07-08	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 400,06 \$	-
MYRIAD ELECTRONIC SOLUTIONS	1670689	2024-07-26	GODEFROY, FABRICE	SENV / Achat des senseurs de remplacement pour micro capteur Oizom pour la	Environnement	Protection de l'environnement	2 400,02 \$	-
L'AMI DU BUCHERON	1668813	2024-07-16	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE//DM 24-0649 À 24-0651 et 24-0656	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 396,66 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PNEUS RATTE INC.	br1527787	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518912	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 395,60 \$	-
CODESPEC INC	DEP46613	2024-06-12	TISSEUR, YANNICK	BS - RÉS - INT2 - Installation d'un DAR pour l'eau de service	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 392,93 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc68839	2024-06-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517438	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 388,01 \$	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14290	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518978	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 387,89 \$	-
TECHNO FEU INC	MAD1117837	2024-06-17	PELLEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 381-17180; TRINGLERIE D'ESSUIE-GLACE REGULATEUR DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 385,71 \$	1480505
NADON SPORT ST-EUSTACHE INC.	106655	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519279	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 383,80 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034095	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034095	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 382,69 \$	-
RADIATEUR PLUS	65088	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:516832	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 380,48 \$	-
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	MAD1125937	2024-07-16	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	347-14297 reparation de radiateur	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 377,41 \$	-
SANI-FONTAINES INC.	DEU59117	2024-06-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de fontaine à boire pour la Station JR Marcotte	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 372,72 \$	-
TECHNO CVC INC.	MAD1126292	2024-07-18	BALTHAZAR, JAMES JONATHAN	347-14297 ALTERNATEUR POUR UNITÉ SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 372,07 \$	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP46693	2024-06-20	NEBACH, ABDELLAH	UAT / Achat de fil et câble électrique pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 368,82 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015781	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518432	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 366,94 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1123178	2024-07-29	PELLEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 347-12575; ESTIMATION POUR REMPLACEMENT DE LA	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 362,31 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13005	2024-06-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518238	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 351,73 \$	-
9492-9734 QUEBEC INC	176919	2024-07-11	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518774	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 343,67 \$	-
BATTERIES DIXON INC.	209121	2024-07-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518591	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 343,57 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153101	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518873	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 343,29 \$	-
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	MAD1121372	2024-06-06	OUIMET, GUY	UNITE 384-07083; ESTIMATION POUR REPARER PROBLEME DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 342,49 \$	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP46919	2024-07-17	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉ / Calibration des équipements de mesure électriques	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 341,21 \$	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	115745	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517990	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 338,85 \$	-
RENEE DUPRAS	202425	2024-07-29	ZAPATA, MARTHA	Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2024 - Facture #	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 337,43 \$	-
GRAVOTECH	DEU54952	2024-06-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU SECTION AUTOMATISATION - MISE-A-JOUR DU LOGICIEL	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 337,19 \$	-
SEP (1996) INC.	1661686	2024-06-05	LACASSE, PASCAL	SUM // Paiement de facture- Location espace de stationnement pour usage	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 334,84 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.F.N.C.R.L.	0000034152	2024-06-21	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER- LOT B - 30 AVRIL 2024 - 0000034152	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 334,40 \$	-
J.C. TRANSMISSION INC.	ROS1126395	2024-07-19	CHIHAB, TARIK	RESERVER DES FOND CHEZ J.C. TRANSMISSION POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 330,40 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1119719	2024-06-25	OUIMET, GUY	UNITE 337-10177; REMPLACEMENT DES TORQUE RODS ET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 329,46 \$	-
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	59467a	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519016	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 315,78 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
METAUX PROFUSION INC.	DEP46978	2024-07-23	DALLAIRE, DOMINIC	Généré par le réapprovisionnement 2024-07-18 4:40 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 309,62 \$	-
SOLUTIONS ENVIRONNEMENT ALES 360	DEU55822	2024-06-20	MAHER, NATHALIE	DEEU - Disposition des matières dangereuses du laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 308,80 \$	-
CYCLO CHROME INC.	DIC1124127	2024-06-26	THIBAUT, MAXIME	DEVIS 498	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 308,53 \$	-
CYCLO CHROME INC.	DIC1124863	2024-07-04	THIBAUT, MAXIME	DEVIS 505	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 305,36 \$	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	ROS1123124	2024-06-13	DESJARDINS, LOUISE	REFAIRE DLM V203440 QUI A ETE DETRUIT POUR INSPECTION CHEZ	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 304,57 \$	-
HEC MONTREAL	1661363	2024-06-04	CADIEUX, ISABELLE	SSIM // Paiement de facture pour formation RH 2024 Cours : Maîtriser l'art de	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 304,48 \$	-
LES COUVRE-PLANCHERS SOLATHEQUE	DEP46801	2024-07-03	MARTEL, SIMON	DRE / ERP / Entretien tapis d'hiver 2024-2025. Jean-Marc Ouellet. 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 299,23 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527426	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518414	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 296,13 \$	-
LINDE CANADA INC.	DEP40925	2024-06-21	DALLAIRE, DOMINIC	BCO2023 - UDB - FOURNITURE DE CO2 ET GAZ POUR LA SOUDURE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 292,95 \$	-
NUCLEOM INC.	DEP46967	2024-07-22	VINCENT, SIMON	Inspection de l'état de la conduite CDN	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 289,36 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46735	2024-06-26	NEBACH, ABDELLAH	UDB-Outillage pour secteur Ozone : Oxygène Clean pour Département	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 286,39 \$	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP46757	2024-06-28	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS_UPI_2024_REEMPLACEMENT LUMINAIRE. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 286,16 \$	-
USINAGE F.B. INC	DEU59416	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 284,27 \$	-
USINAGE F.B. INC	DEU59160	2024-06-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 277,13 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015832	2024-07-24	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519193	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 275,22 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1125093	2024-07-08	RAHMAT, JABRANE	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 273,50 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527149	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518201	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 272,65 \$	-
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1668206	2024-07-11	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM // Achat de blocs chargeurs Samsung	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 267,73 \$	-
BIOLOG, INC.	1661579	2024-06-05	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de Rainbow Agar O157 pour les analyses de E.coli STEC et	Environnement	Inspection des aliments	2 257,46 \$	-
GARAGE DEGUIRE INC	28626	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519361	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 253,40 \$	-
ENVIROSERVICE S INC	DEU58929	2024-06-07	MAHER, NATHALIE	DEEU / SL-191182-8 - Caractérisation des sols et soutien pour traçabilité avec	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 249,08 \$	1658427
GENFIR INC	DEP46969	2024-07-22	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Pièces pour la désinfection	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 246,99 \$	-
6966624 CANADA INC.	1663530	2024-06-17	LANDRY, ROBERT	Maintenance et test de radiation système Rayon-X (incluant nettoyage intérieur	Police	Activités policières	2 246,73 \$	-
SECURITE LANDRY INC	1662518	2024-06-11	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM24-0587/ Achat de crochet coussu avec un	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 246,21 \$	-
NETZSCH CANADA INC	DEU59356	2024-07-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de baque de presse-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 240,43 \$	-
BIJOUTERIE RIVET	1664962	2024-06-25	MORIN, NATHALIE	Paiement de la facture F.79781 pour ACCEF	Police	Activités policières	2 238,84 \$	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEU59088	2024-06-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Achat de 24 bacs pour organiser le grillage de l'atelier de mécanique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 235,98 \$	-
GETINGE CANADA LIMITEE	1665294	2024-07-30	GODIN, STEPHANIE	SENV / Remplacement des pièces, (hors contrat) lors de l'entretien périodique du	Environnement	Inspection des aliments	2 229,08 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU59279	2024-07-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 229,04 \$	-
BIOTECH J.A. INC.	DEP46776	2024-07-03	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de sacs, boîtier de filtre, valve pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 227,35 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46708	2024-06-21	NEBACH, ABDELLAH	UAT réappro magasin / Achat de disque, sac, bandeau, brosse, colle pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 220,63 \$	-
TELUS	35621166064	2024-07-29	PROKO, ENTELA	Téléphonie cellulaire_Modems LTE-SIM compte	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 219,54 \$	-
TENAQUIP LIMITED	DEP46855	2024-07-10	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de bosses de décélération pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 214,92 \$	-
GOODYEAR CANADA INC.	DIC1125111	2024-07-08	THIBAUT, MAXIME	PNEUS 245 FABIEN CHEZ GORDON	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 211,04 \$	-
GOODYEAR CANADA INC.	DIC1122278	2024-06-06	THIBAUT, MAXIME	PNEUS MARK / SEBASTIEN LACHINE	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 211,04 \$	1598678
PNEUS RATTE INC.	br1527336	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518420	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 208,64 \$	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1666022	2024-07-02	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-MÉPI DM 24-0648/ Achat d'autocollants jaunes (bandes) pour le	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 204,74 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-07-02	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Environnement	Traitement des eaux usées	2 203,89 \$	1618365
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153267	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519204	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 203,55 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1126957	2024-07-25	AUBIN, FREDERIC	HOSE, DEF, SUCTION, VERSION 2016	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 201,68 \$	-
RADIATEUR PLUS	65518	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518262	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 197,63 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1526989	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517916	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 196,63 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NUCLEOM INC.	DEP44351	2024-07-24	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - UAT / Mesures de l'épaisseur de la jonction de la conduite de refoulement 2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 195,79 \$	-
DESCAIR INC.	DEP46777	2024-07-03	VINCENT, SIMON	UAT / Achat d'éléments chauffants pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 195,20 \$	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13364	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518321	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 193,58 \$	-
CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC	1670695	2024-07-26	ARBIC, DENISE	SENV / Achat de produits chimiques et consommables nécessaires à l'analyse de	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 188,46 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527533	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518888	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 185,19 \$	-
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP46901	2024-07-17	VINCENT, SIMON	UAT / Achat de logiciel de visionnement et licence d'expansion pour l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 183,74 \$	-
TENAQUIP LIMITED	DEP46622	2024-06-13	NEBACH, ABDELLAH	BS - ULA / Commande différents matériels. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 181,59 \$	-
MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN	115290	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519121	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 180,08 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU58979	2024-06-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 179,84 \$	-
CYCLO CHROME INC.	DIC1124125	2024-06-26	THIBAUT, MAXIME	DEVIS 497	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 178,73 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1526839	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518066	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 178,09 \$	-
9492-9734 QUEBEC INC	176961	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518983	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 174,86 \$	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	089517	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517876	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 171,69 \$	-
LASSONDE MARINE INC.	116810	2024-06-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518152	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 170,30 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LASSONDE MARINE INC.	116809	2024-06-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518151	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 170,30 \$	-
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs08449	2024-07-11	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518757	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 166,79 \$	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1663096	2024-06-13	GARIEPY, ALEXANDRE	SENV / Achat de produit chimique pour Laboratoire - Labo Crémazie // Entente	Environnement	Traitement des eaux usées	2 164,11 \$	1630353
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152874	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518355	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 162,76 \$	-
NADON SPORT ST-EUSTACHE INC.	w107991	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519248	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 154,34 \$	-
CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD.	1669028	2024-07-17	ROBERT, JULIE	Facture W1880979 / 10950 Perras Facture W1869606 / 5000 Iberville	Police	Activités policières	2 152,77 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527109	2024-06-15	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 146,28 \$	-
RAYMOND LANCTOT LTEE	1667433	2024-07-09	DUBUC, MARTINE	Paiement de la facture Lanctôt 2544431 - Planification opérationnelle	Police	Activités policières	2 144,32 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034358	2024-07-15	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER -LOT B - JUIN 2024 -0000034358	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 141,74 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015845	2024-07-31	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519410	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 139,40 \$	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13453	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519154	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 137,70 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	153199	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518863	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 129,83 \$	-
EVEREST AUTOMATION INC	1670337	2024-07-24	COTE, JEAN-FRANCOIS	Everest Automation - ABB Transmetteur de débit à distance pour débitmètre	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 128,18 \$	-
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	64074	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519068	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 127,63 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VIABILITE INC.	DEP45925	2024-07-19	NEBACH, ABDELLAH	DEP - RÉS - CHF-mise en route Y-1 analyse de vibration et alignement	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 126,00 \$	-
9217-2089 QUEBEC INC.	038819	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519084	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 125,75 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1527478	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518805	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 124,03 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46823	2024-07-08	NEBACH, ABDELLAH	BS - UDO / Achat divers matériel. Réjean Lavoie	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 121,11 \$	-
PNEUS RATTE INC.	br1526841	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517850	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 111,74 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1663351	2024-06-18	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - Réapprovisionnement	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 110,18 \$	1643722
RENEE DUPRAS	202423	2024-07-05	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2024 - Facture #	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 101,43 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1127000	2024-07-25	NEGRONI, ANTOINE	RESERVER FONDS DE 2000\$ POUR RESSORT IDEAL SELON ESTIMÉ	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 \$	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1125652	2024-07-12	CABALLERO, PATRICIO	CAMION SIM ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR RÉPARATION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 \$	-
LA COOP STE-MARTHE	1635353	2024-07-16	RICHARD, PASCAL	Équipements pour écurie 2024 / Cavalerie SPVM	Police	Activités policières	2 099,75 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU59526	2024-07-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de vérification d'un système d'analyse EH	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 099,49 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-07-02	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Environnement	Inspection des aliments	2 099,20 \$	1618365
HAZMASTERS INC.	DEU59535	2024-07-26	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Achat de neutralisant d'odeur pour plusieurs stations de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 094,71 \$	-
AGENCE GRAVEL INC.	1663077	2024-06-13	NADEAU, ALAIN	Soumission 41757 Chargeurs pour les besoins du GTI.	Police	Activités policières	2 094,50 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PNEUS RATTE INC.	br1527414	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518751	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 092,77 \$	-
CNESST	240718poirier	2024-07-18	BOULIANNE, JULIE	127258_POIRIER, Patrick - CNESST	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 084,60 \$	-
LES ENT. DM LEO INC.	73770	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518427	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 081,50 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1662102	2024-06-07	GOYETTE, STEPHANE	SSIM /SSIM-DST-HYDRAULIQUE- DM 24-0474/Achat de pompe à	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 080,85 \$	-
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP41038	2024-07-04	BEDARD, KIMBERLY	BCO2023 - RES - Génératrice ALT 301 - Entente 1541004	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 079,42 \$	1541004
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEP46889	2024-07-16	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Appel de service réparation d'une fuite de la connexion de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 079,28 \$	-
AMEUBLEMENTS TANGUAY	1667083	2024-07-05	LECOURS, SYLVAIN	SIM / Caserne 30. Achat de deux Réfrigérateur congélateur en haut 20 pi3	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 078,63 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1123869	2024-06-20	CABALLERO, PATRICIO	POMPE POUR LEVAGE DE CABINE CAMION SIM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 078,18 \$	-
CAFE DU PARQUET	93874	2024-06-05	SAUVAGEAU, VALERIE	Dépenses de voyage / déplacement	Police	Activités policières	2 074,68 \$	-
TENAQUIP LIMITED	1667196	2024-07-08	LABONTE, FARAH	Achat d'items pour l'établi de travail WT pour la division des ressources	Police	Activités policières	2 073,80 \$	-
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1670192	2024-07-24	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0703/ Achat de chaine aux carbures	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 073,50 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47033	2024-07-30	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UPC_CALIBRATION APPAREIL LABORATOIRE. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 072,11 \$	-
BALANCES UNIVERSELLES INC.	1662142	2024-06-07	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Service de réparation clef en main de la balance à camion et de la	Environnement	Matériaux secs - traitement	2 071,57 \$	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1127135	2024-07-29	RAHMAT, JABRANE	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 069,83 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NETZSCH CANADA INC	DEU59033	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 068,25 \$	-
GESTION PFB	1670935	2024-07-30	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SGPI // Service de fourniture de 3 airs de fenêtre. Paiement de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 066,91 \$	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13305	2024-06-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:517806	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 066,66 \$	-
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU59341	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réappro Magasin / Achat de pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 064,49 \$	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU59396	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 064,16 \$	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13092	2024-07-27	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519190	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 061,51 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1123565	2024-06-18	NEGRONI, ANTOINE	POMPE DE CABINE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 060,41 \$	-
SKALAR INC	1668169	2024-07-11	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour chimie du Labo à Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	2 058,46 \$	-
TECHNO FEU INC	ROS1123698	2024-06-22	BLOUIN, BERTRAND	88100030 VALVE 1"	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 057,21 \$	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU59395	2024-07-15	MAHER, NATHALIE	REPLACE LE BON DE COMMANDE DEU58953	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 056,42 \$	-
SENTINEL CANADA	DEU58946	2024-06-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 048,28 \$	-
SENTINEL CANADA	DEU59374	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat d'huile synthétique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 048,09 \$	-
9475-5493 QC INC.	1670563	2024-07-26	BEAUCHESNE, JULIE	Lettrage d'un véhicule du PDQ 22 pour la Fierté.	Police	Activités policières	2 047,26 \$	-
ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES	1670199	2024-07-24	BIBEAU, CHANTAL	SSIM // Inscription - Cahier de prévention - Journal de Montréal et Québec 2024 -	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	2 047,26 \$	-



VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECNOLOGIA FORMATION	1665413	2024-06-27	CADIEUX, ISABELLE	SSIM // Paiement facture pour formation RH 2024 - (13) participants - Cours :	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 047,26 \$	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1670684	2024-07-26	LEE, MEI SHEUNG	SENV / Achat d'appareil de laboratoire pour la mesure de pH/conductivité portable	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 047,20 \$	-
DEMENAGEMENT UNIVERSEL INC	DEU56243	2024-07-29	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DPM - PB-190394-9- DÉPLACEMENT MOBILIER PREMIERE INSTALLATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 044,11 \$	-
ATLAS COPCO COMPRESSEURS CANADA	DEP46983	2024-07-23	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UPC_2024_INSPECTION COMPRESSEURS. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 042,55 \$	-
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1662283	2024-06-10	TABOR, ISABELLE	Soumission Q32568 Pochettes pour veste par balle pour les nouveaux SIS	Police	Activités policières	2 042,01 \$	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015786	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518433	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 039,07 \$	-
GOSELIN PHOTO VIDEO INC	1666959	2024-07-05	RENAUD, FRANCIS ERIC	Achat d'équipement pour la SCO - Soumission Gosselin DEV000014870	Police	Activités policières	2 039,05 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034090	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034090	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 034,66 \$	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034089	2024-06-27	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - MAI 2024 - 0000034089	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 034,66 \$	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	152846	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518350	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 033,84 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1662460	2024-06-12	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - REAPP vêtements	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 033,17 \$	1643722
UAP INC.	1661176	2024-06-04	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-HYDAULIQUE DM 24-0531/ Achat de coffre de rangement à 10	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 032,56 \$	-
TENAQUIP LIMITED	1670435	2024-07-25	ROBERT, JULIE	Commande de montants en T et étagères pour l'entrepôt 5000 Iberville	Police	Activités policières	2 032,01 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9489a	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518668	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 030,63 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ELECTRO-METERS COMPANY	DEP46800	2024-07-03	MARTEL, SIMON	DRE / ERP / Position indicator pour réparer Wachs électrique	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 028,20 \$	-
CYCLO CHROME INC.	DIC1123268	2024-06-17	THIBAUT, MAXIME	DEVIS 423	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 026,53 \$	-
GARAGE DEGUIRE INC	28223	2024-06-29	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518485	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 025,94 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU58631	2024-06-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 020,92 \$	-
HAZMASTERS INC.	DEP46762	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Réapprovisionnement / Achat de 10 sondes pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 019,43 \$	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47027	2024-07-29	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPC_2024_EAU BRUTE CONDUCTIVITÉ ET INSTRUMENTATION.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 013,54 \$	-
MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN	114780	2024-06-22	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518248	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 013,38 \$	-
EBI MONTREAL INC.	DEU54105	2024-06-20	LAHAIE, DANIEL	BS DEEU ENTRETIEN EAUX DL - REMPLACE BC DEU53700 - LOCATION DE	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	2 013,12 \$	-
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1662207	2024-07-23	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement facture 502127009 pour avion - Analyse et renseignement	Police	Activités policières	2 011,94 \$	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9481a	2024-07-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:518665	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 009,89 \$	-
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	60861	2024-06-08	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:509951	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 005,32 \$	-
ANNE-SOPHIE GOUSSE-LESSARD	1662041	2024-06-07	CAYOUILLE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV - Services professionnels relatifs à la consultation scientifique et	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,44 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240627c	2024-07-18	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 000,00 \$	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240604b	2024-07-04	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 000,00 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240529	2024-06-05	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 000,00 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1663962	2024-06-26	PICARD, CATHERINE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE -Achat de vêtements et accessoires -	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 903,22 \$	1643722
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU58038	2024-06-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Ingénierie, SA / Achat de cylindres de gaz pour la calibration des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 794,50 \$	-
METAUX PROFUSION INC.	DEP46556	2024-06-07	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / matériaux (métaux) atelier ouilleur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 769,04 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1662459	2024-06-13	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- REAPP 1/2 vetements	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 746,76 \$	-
ATELIER DE DECORS KAMIKAZE INC.	1662133	2024-06-10	FILLION, MAUD	SENV / Contrat pour ajustements dans le cadre de la fabrication de	Environnement	Matières recyclables - matières	1 722,53 \$	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP46654	2024-06-14	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Casques, cagoule et sac de transport de protection arc	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 664,05 \$	-
EAU DE SOURCE PEAUSEIDON	1663391	2024-06-14	SAGNA, SAFIETOU	MU_AE0001_Création d'un bon de commande pour l'achat d'eau embouteillé (4	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 574,81 \$	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU58038	2024-06-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Ingénierie, SA / Achat de cylindres de gaz pour la calibration des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 515,74 \$	-
SOLOTECH INC	1664220	2024-06-19	BEAUDIN, ALEXANDRE	SEPLV - Soumission #SQ-CA163021-1 : Lampe 575W/115V H 69,5 2 pin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	1 436,76 \$	-
BIOTAGE	DEU59035	2024-06-28	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	PROJET DEP - ANALYSES PFAS EAU POTABLE - EXTRACTEUR POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 382,00 \$	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU58038	2024-07-09	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Ingénierie, SA / Achat de cylindres de gaz pour la calibration des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 360,27 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1663351	2024-06-18	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - Réapprovisionnement	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 328,26 \$	-
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1664571	2024-07-10	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- formulaires F.520-56 et F. 565-17	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	1 324,66 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE D'ECHANGE RAPIDGAZ	1628107	2024-06-20	EKILA, YVES	SENV/ Gré à gré - Collecte, transport et traitement des bouteilles de propane dans	Environnement	Matériaux secs - traitement	1 267,72 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-07-22	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	1 243,14 \$	1618365
METAUX PROFUSION INC.	DEP46556	2024-07-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / matériaux (métaux) atelier outilleur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 211,49 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-04	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À réparer	1 205,61 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-04	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	1 205,61 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-04	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Inspection des aliments	1 165,84 \$	-
OXOID COMPAGNY	1667917	2024-07-10	LAROCHE, LAURENT	SENV / BCO - Achat de gélose TSA (sang de mouton et cheval) -	Environnement	Inspection des aliments	1 080,00 \$	-
CELLEBRITE USA CORP.	1668283	2024-07-17	DAGHER, FADY	Dépense spéciale: Q-401241-1	Police	Activités policières	1 059,16 \$	-
OXOID COMPAGNY	1667917	2024-07-10	LAROCHE, LAURENT	SENV / BCO - Achat de gélose TSA (sang de mouton et cheval) -	Environnement	Inspection des aliments	1 020,25 \$	1632147
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-06-10	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Environnement	Protection de l'environnement	999,56 \$	1618365
SOLOTECH INC	1664220	2024-06-20	BEAUDIN, ALEXANDRE	SEPLV - Soumission #SQ-CA163021-1 : Lampe 575W/115V H 69.5 2 pin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	925,31 \$	-
SOLUTIONS ENVIRONNEMENT ALES 360	DEU58928	2024-07-24	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Service de disposition des déchets dangereux - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	880,33 \$	-
TECHNO FEU INC	MAD1117837	2024-06-17	PELLEGRINO, KATIUSCIA	UNITE 381-17180; TRINGLERIE D'ESSUIE-GLACE. REGULATEUR DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	436,99 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1662460	2024-06-12	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - REAPP vêtements	Bilan	Vêtement et équipement de travail	403,52 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-14	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Inspection des aliments	402,50 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-14	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	398,95 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-14	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	398,95 \$	-
TOXYSCAN TECHNOLOGIE INC.	1662417	2024-06-27	MOREL, STEPHANIE	APPRO// Paiement de factures _Service de gestion des fiches de données de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	388,49 \$	1618365
LOGISTIK UNICORP INC.	1665636	2024-07-04	PICARD, CATHERINE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	371,20 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEP46631	2024-07-08	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB 2024 / Réparation fuite (soudure) sur une conduite du	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	370,60 \$	-
COMPUGEN INC.	1669445	2024-07-19	CAPPELLI, JEAN	Achat de matériel informatique pour salles de réunion Proiet HDV - SMRA	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	367,79 \$	-
LES CONSULTANTS AMMCO INC.	DEU58864	2024-06-03	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SB-198404-7- POSTE 315KV PHASE 1 - REALISATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	360,15 \$	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP46627	2024-07-15	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / VI-EST - remise à neuf système électrique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	354,49 \$	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP46583	2024-06-21	DALLAIRE, DOMINIC	Protection auditive avec système de communication	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	354,46 \$	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP46654	2024-06-18	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Casques, cagoule et sac de transport de protection arc	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	342,36 \$	-
SPI SANTE SECURITE INC.	1640476	2024-07-22	LEE, MEI SHEUNG	SENV/Certifications mineures de cinq lignes de vie et d'un tripode	Environnement	Réseaux d'égout	322,29 \$	-
OXOID COMPAGNY	1667917	2024-07-10	LAROCHE, LAURENT	SENV / BCO - Achat de gélose TSA (sang de mouton et cheval) -	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	317,32 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1665635	2024-07-02	GANNA, FAZIA	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Réapprovisionnement	Bilan	Vêtement et équipement de travail	269,32 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LATENT FORENSIC SERVICES	1663148	2024-06-17	ABEL, STEEVE	Achat d'une lampe spécialisée pour les scènes de crime	Police	Activités policières	262,47 \$	-
GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE	DEU59247	2024-07-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	262,47 \$	-
MSK CANADA LTEE.	DEP46620	2024-06-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / Achat de cabinet-vide et de tiroir pour l'atelier d'usinage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	254,20 \$	-
LES CABLAGES INFORMATIQUES INSTACABLES	1661980	2024-06-06	RASSY, SABRINA	STI - 72050.02 - 911 PG Aménagements-Déménagements -	Technologies de l'information	Communications d'urgence 911	215,02 \$	-
SPECIALITES INDUSTRIELLES SHERBROOKE	DEU59245	2024-07-04	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	157,48 \$	-
G. DOYON CUISINE INC.	1666065	2024-07-09	DIB, JAMIL JIMMY	SENV/ Achat d'une machine à glace de 148LB de marque BREM pour	Environnement	Réseaux d'égout	131,23 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1663962	2024-07-05	PICARD, CATHERINE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE -Achat de vêtements et accessoires -	Bilan	Vêtement et équipement de travail	114,00 \$	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP46536	2024-07-12	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	transmetteur de pression VI	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	113,71 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1667987	2024-07-24	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM-DST- Électricité et comm. DM24-0636 /Achat de chargeur.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	104,99 \$	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1662115	2024-06-13	GOYETTE, STEPHANE	SSIM / SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0571 À 24-0578/Achat de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	104,99 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1125093	2024-07-09	RAHMAT, JABRANE	PIECE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	95,37 \$	-
AEVITAS INC.	1667538	2024-07-12	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / paiement de facture - Service de collecte, transport pièces électriques	Environnement	Matières recyclables - autres	78,74 \$	-
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661900	2024-07-22	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le laboratoire Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	68,24 \$	-
CANADIAN TACTICAL AND OPERATIONAL	1670039	2024-07-25	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	En attente de délai livraison - SSIM-DST- PR DM 24-0727/ Achat de tourniquet.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	64,67 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU  
**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1662135	2024-06-14	GOYETTE, STEPHANE	SSIM / SSIM-DST-HYDRAULIQUE DM 24-0580/Achat de chaines aux	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	52,49 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEP46631	2024-06-18	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB 2024 / Réparation fuite (soudure) sur une conduite du	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	52,49 \$	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1665635	2024-07-04	GANNA, FAZIA	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Réapprovisionnement	Bilan	Vêtement et équipement de travail	46,93 \$	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP46764	2024-07-02	NEBACH, ABDELLAH	UAT réappro magasin / Achat de diverses pièces de plomberie - Entente	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	34,17 \$	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP46894	2024-07-16	NEBACH, ABDELLAH	UAT / réappro magasin / Achat d'arrêt de corporation pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26,25 \$	-
PACWILL ENVIRONMENTAL	DEP46547	2024-07-11	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Lampe UV pour analyseur ozone	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26,25 \$	-
THIBAUT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1125093	2024-07-18	RAHMAT, JABRANE	PIECE CAMION INCENDIE	Matériel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	25,21 \$	-
BMR DETAIL S.E.C.	1670087	2024-07-25	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-Menuiserie DM 24-0633/ Achat de feuilles en MDF.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	21,00 \$	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	1666017	2024-07-03	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Électricité DM 24-0638/ Achat d'ensemble de broches Pogo.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	20,47 \$	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP46615	2024-07-23	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	UAT / Batterie Analyseur BT510	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	20,47 \$	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1664793	2024-07-24	LAROCHE, LAURENT	SENV / Acquisition de matérielle de laboratoire pour Labo Des Baillets -	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	18,37 \$	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1664526	2024-07-05	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Acquisition de produit chimique pour ICPMS - Entente 1630195	Environnement	Traitement des eaux usées	18,37 \$	-
GESTION ALIGAN INC.	1665262	2024-07-02	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Inventaire DM 24-0545 / Achat de booster.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10,96 \$	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEP46631	2024-07-05	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB 2024 / Réparation fuite (soudure) sur une conduite du	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10,50 \$	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION  
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

**1er JUIN AU 31 JUILLET 2024**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MILLIPORESIGMA CANADA LTD	1661188	2024-06-19	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ Achat de consommables pour le labo de Crémazie	Environnement	Inspection des aliments	8,00 \$	-
CARDINAL HEALTH CANADA INC	1662085	2024-06-13	GOYETTE, STEPHANE	SSIM /SSIM-DST- PR DM 24-0528/ Achat de gant NITRILE EXAM - Service de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2,10 \$	-

**160 933 373,98 \$**



Rapport et recommandation

6.01

# Consultation prébudgétaire 2025

Commission sur les finances  
et l'administration



# Consultation prébudgétaire 2025

## RAPPORT ET RECOMMANDATIONS


Rapport déposé au conseil municipal du 19 août 2024  
et au conseil d'agglomération du 22 août 2024


### Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes

S'abonner à l'[infolettre](#) des commissions

Visitez le site Internet des commissions permanentes : <https://montreal.ca/sujets/commissions-permanentes>

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

 @commissions.mtl

 @Comm\_MTL

**Service du greffe**  
**Division du soutien aux commissions permanentes,**  
**aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil**  
**275, rue Notre-Dame Est**  
**Montréal (Québec) H2Y 1C6**

*Président*

M. Pierre Lessard-Blais  
Arrondissement de Mercier —  
Hochelaga-Maisonneuve

*Vice-présidents*

M. Georges Bourelle  
Ville de Beaconsfield

M. Laurent Desbois  
Arrondissement d'Outremont

*Membres*

M. Younes Boukala  
Arrondissement de Lachine

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

Mme Lisa Christensen  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Alan DeSousa  
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Nathalie Goulet  
Arrondissement d'Ahuntsic-  
Cartierville

M. Benoit Gratton  
Arrondissement de Verdun

Mme Vicki Grondin  
Arrondissement de Lachine

Mme Virginie Journeau  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Sylvain Ouellet  
Arrondissement de Villeray — Saint-  
Michel-Parc-Extension

Montréal, le 19 août 2024

Mme Martine Musau Muele  
Présidente du conseil municipal  
Hôtel de ville de Montréal  
275, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Présidente,

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal* (06-009), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations préparés à l'issue de la consultation prébudgétaire 2025, pour laquelle la Commission a été mandatée par résolution du conseil municipal le 18 mai 2018 (CM18 0710).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos meilleures salutations.

*(ORIGINAL SIGNÉ)*

Pierre Lessard-Blais  
Président

*(ORIGINAL SIGNÉ)*

Virginie Harvey  
Coordonnatrice — soutien  
aux commissions  
permanentes

**Service du greffe**  
**Division du soutien aux commissions permanentes,**  
**aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil**  
**275, rue Notre-Dame Est**  
**Montréal (Québec) H2Y 1C6**

*Président*

M. Pierre Lessard-Blais  
Arrondissement de Mercier —  
Hochelaga-Maisonneuve

*Vice-présidents*

M. Georges Bourelle  
Ville de Beaconsfield

M. Laurent Desbois  
Arrondissement d'Outremont

*Membres*

M. Younes Boukala  
Arrondissement de Lachine

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

Mme Lisa Christensen  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Alan DeSousa  
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Nathalie Goulet  
Arrondissement d'Ahuntsic-  
Cartierville

M. Benoit Gratton  
Arrondissement de Verdun

Mme Vicki Grondin  
Arrondissement de Lachine

Mme Virginie Journeau  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Sylvain Ouellet  
Arrondissement de Villeray —  
Saint-Michel—Parc-Extension

Montréal, le 22 août 2024

Madame Nancy Blanchet  
Présidente du conseil d'agglomération  
Hôtel de ville de Montréal  
275, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Présidente,

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération* (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations préparés à l'issue de la consultation prébudgétaire 2025, pour laquelle la Commission a été mandatée par résolution du conseil municipal le 18 mai 2018 (CM18 0710).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos meilleures salutations.

*(ORIGINAL SIGNÉ)*

Pierre Lessard-Blais  
Président

*(ORIGINAL SIGNÉ)*

Virginie Harvey  
Coordonnatrice — soutien aux  
commissions permanentes

## TABLES DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE .....	2
1. PROCESSUS DE LA CONSULTATION .....	4
1.1 Déroulement de la consultation publique .....	4
Lancement de la consultation et séance d'information.....	4
Consultation des citoyennes et des citoyens .....	4
Élaboration et adoption des recommandations .....	4
1.2 Communications annonçant la consultation publique .....	5
1.3 Bilan de la participation citoyenne.....	5
Séances d'audition des opinions .....	6
Sondage .....	6
1.4 Adoption des recommandations.....	7
2. DOCUMENT DE CONSULTATION .....	8
3. SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS ET DES OBSERVATIONS REÇUES .....	10
3.1 Mémoires, opinions écrites et audition des opinions.....	10
Augmenter les revenus dédiés au transport collectif .....	10
Réduire les dépenses liées au transport collectif et optimiser l'organisation .....	12
Représentations auprès du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada .....	13
D'autres propositions .....	14
3.2 Faits saillants du sondage.....	14
Modes de transport utilisés .....	15
Importance accordée aux composantes du transport collectif .....	15
Actions pouvant être déployées pour couvrir le déficit du transport collectif.....	15
4. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS.....	17
CONCLUSION .....	29
ANNEXE 1 : Le mandat de la Commission .....	30
ANNEXE 2 : Personnes ayant participé à la consultation publique.....	33
ANNEXE 3 : Personnes-ressources en soutien à la Commission .....	37
ANNEXE 4 : Rapport minoritaire de l'Opposition officielle .....	38
ANNEXE 5 : Recommandations .....	77

## INTRODUCTION

La Commission sur les finances et l'administration a été saisie, par résolution du conseil municipal, de mener annuellement un exercice consultatif prébudgétaire auprès de la population montréalaise. Les avis recueillis guident l'Administration municipale dans l'orientation des dépenses de fonctionnement et d'investissement de la Ville.

Cette consultation donne l'opportunité aux personnes intéressées et aux organisations de toute l'agglomération de Montréal de discuter des orientations budgétaires de l'Administration avec les personnes élues et les fonctionnaires qui élaborent le budget. Leurs préoccupations et enjeux peuvent ainsi être exprimés avant la présentation et l'adoption finale du budget de la Ville de Montréal, à la fin de l'automne 2024.

Ce rapport présente le processus de la consultation prébudgétaire 2025 et comporte quatre sections. Les premières présentent les modalités de consultation du public et détaillent le déroulement de la consultation, les moyens de communication déployés pour informer la population, l'état de la participation, ainsi que le contenu du document de consultation. La troisième partie établit la synthèse des propositions et des opinions reçues par la Commission. Enfin, la dernière section est consacrée aux constats et aux recommandations de la Commission.

En annexe, outre la résolution du conseil municipal, se trouvent le rapport minoritaire déposé par l'Opposition officielle, la liste des personnes-ressources en soutien à la Commission pour ce mandat, ainsi que la liste des personnes et des organisations ayant participé à la consultation prébudgétaire.

## MISE EN CONTEXTE

La **Commission sur les finances et l'administration** procède à une consultation prébudgétaire depuis 2019. Elle a pour objectifs d'améliorer la participation des citoyennes et citoyens et des organismes de la société civile à la vie démocratique municipale et de consolider la culture de la transparence à la Ville de Montréal, tout en faisant émerger de nouvelles idées.

Or, les membres de la Commission ont constaté une participation déclinante aux dernières consultations prébudgétaires. Pour ce sixième exercice consécutif, la formule a donc été modifiée afin de stimuler l'engagement de la société civile. Ainsi, les travaux de la Commission ont été concentrés sur un seul thème, soit le **financement du transport collectif métropolitain**, compte tenu de son importance stratégique et budgétaire.

Le transport collectif a un impact incontestable sur de nombreux aspects de la vie des Montréalaises et Montréalais. Il ne s'agit pas seulement d'un moyen de transport, mais d'une réponse à de nombreux enjeux, comme la congestion routière, la pollution de l'air ou l'étalement urbain, en plus d'être un puissant outil d'inclusion sociale et de développement économique.

Les défis considérables associés au financement du transport en commun ne cessent de s'intensifier. Ce financement représente une charge importante et grandissante pour le budget de la Ville de Montréal. Ainsi, le cadre financier 2025-2028 du transport collectif métropolitain présenté dans le document de consultation fait état d'un déséquilibre annuel majeur prévu de 560 M\$ en 2025 et croissant, jusqu'à atteindre 700 M\$ en 2028<sup>1</sup>.

Pendant la période de consultation, deux annonces ont retenu l'attention des membres de la Commission. D'abord, le 30 mai 2024, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a adopté une résolution visant à accroître le montant de la **taxe sur l'immatriculation** perçue sur les véhicules de promenade immatriculés dans le grand Montréal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025<sup>2</sup>. Cette mesure, ajoutée à la contribution du gouvernement du Québec d'environ 200 M\$ et aux efforts d'optimisation réalisés par les sociétés de transport, permettrait de combler le manque à gagner pour boucler le cadre financier 2025.

---

<sup>1</sup> [Perspectives budgétaires 2025](#), à la page 11.

<sup>2</sup> Communauté métropolitaine de Montréal. [Financement du transport collectif : La CMM contrainte d'augmenter la taxe sur l'immatriculation](#). 30 mai 2024.

Ensuite, le gouvernement du Québec a déposé un projet de loi<sup>3</sup> créant **Mobilité Infra Québec**, une agence qui aurait notamment pour mandat d'analyser, de planifier et de réaliser des projets complexes de transport. Bien que l'agence ne serait pas responsable de l'exploitation des systèmes de transport collectif, elle pourrait avoir des retombées sur la gouvernance du transport collectif et le développement de nouveaux projets dans la région métropolitaine.

Les commissaires ont également pris note des **audits de performance** lancés par la ministre des Transports et de la Mobilité durable pour chacune des sociétés de transport collectif et pour l'Autorité régionale de transport métropolitain<sup>4</sup>, qui visent à établir des mesures pour optimiser les dépenses. Les résultats de ces audits de performance sont attendus dans les prochains mois.

Dans leurs réflexions, les commissaires ont aussi pris en considération le contexte élargi dans lequel s'inscrit le financement du transport collectif. Comme le souligne la Société de transport de Montréal : « *Les plus grandes sociétés de transport du pays sont confrontées à des défis sans précédent en raison de leur taille, du vieillissement de leurs infrastructures et de la croissance projetée. L'enjeu du financement de l'exploitation n'est pas propre au Québec.* »<sup>5</sup> Le gouvernement du Québec a d'ailleurs mené des consultations pour réviser la structure de financement des transports collectifs, dont le Chantier sur le financement de la Politique de mobilité durable. Du côté du gouvernement fédéral, les fonds alloués au transport collectif sont destinés au développement de nouveaux projets, tandis que les sociétés de transports signalent des besoins majeurs pour combler les déficits d'entretien des infrastructures ainsi que pour l'exploitation de leurs réseaux.

---

<sup>3</sup> Projet de loi 61, *Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif.*

<sup>4</sup> Henri Ouellette-Vézina, La Presse, « [Québec évaluera la performance de chaque société de transport](#) ».

<sup>5</sup> « [L'heure des choix](#) », mémoire déposé par la Société de transport de Montréal, à la page 13.



## 1. PROCESSUS DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de ce mandat de compétence d'agglomération, la consultation se voulait une occasion d'informer la population et les organismes sur les enjeux en matière de financement du transport collectif ainsi que d'échanger sur des solutions qui soient à la fois structurantes, justes et pérennes.

### 1.1 Déroulement de la consultation publique

Le processus de la consultation prébudgétaire s'est déroulé sur un court calendrier de trois mois.

#### Lancement de la consultation et séance d'information

La consultation a été lancée le 23 avril 2024. Le document [Perspectives budgétaires 2025](#), objet de la consultation, a été présenté en [assemblée publique d'information](#) le 6 mai 2024, aux fins de l'élaboration des mémoires et opinions.

#### Consultation des citoyennes et des citoyens

La deuxième étape de la consultation, qui s'est déroulée en mai 2024, a été dédiée à la collecte des opinions du public. La Commission a reçu les mémoires et opinions du 23 avril au 29 mai 2024, puis a tenu quatre audiences d'audition des opinions, les 27, 28 et 29 mai 2024. Un grand nombre de personnes se sont inscrites pour participer aux séances d'audition. Les commissaires se sont donc rendus disponibles pour allonger la séance du 29 mai 2024 en après-midi et ont ajouté une courte séance le 29 mai au matin.

En outre, entre le 13 mai et le 31 mai 2024, les citoyennes et citoyens de l'agglomération de Montréal pouvaient répondre à un sondage disponible en ligne, en français et en anglais. La firme retenue pour préparer le sondage a également procédé, pendant la même période, à un sondage représentatif par téléphone et en ligne.

#### Élaboration et adoption des recommandations

Les membres de la Commission se sont réunis à sept reprises en séance de travail afin de préparer la consultation et d'élaborer leurs recommandations. Ces dernières ont été présentées et adoptées lors d'une [assemblée publique](#) webdiffusée le 28 juin 2024. Cette assemblée, qui clôture le processus de consultation, était prévue le 14 juin 2024. Les membres de la Commission ont souhaité prendre plus de temps pour lire et réentendre les opinions reçues et en discuter. L'assemblée d'adoption des recommandations a donc été reportée au 19 juin, puis au 28 juin 2024.

La documentation afférente à cette consultation publique peut être consultée à la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil du Service du greffe, de même que sur la page web dédiée à la consultation, à : [ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025](http://ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025).

## 1.2 Communications annonçant la consultation publique

Les informations relatives à la consultation prébudgétaire ont été communiquées par un avis public paru le 23 avril 2024 dans deux quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone, de même que sur le portail de la Ville. Cet avis public a été distribué aux arrondissements de la Ville de Montréal ainsi qu'aux villes liées de l'agglomération de Montréal.

Un second avis a été diffusé le 28 mai 2024 pour annoncer l'ajout d'une séance d'audition des opinions, le 29 mai 2024.

Un appel à contribution a été transmis à près de 800 personnes ou groupes abonnés à l'infolettre des commissions permanentes. Des communiqués ont été diffusés à l'ensemble des médias à différentes étapes de la consultation. Des publications annonçant les grandes étapes du processus de consultation ont été relayées dans les médias sociaux des commissions permanentes.

Enfin, la documentation et les modalités de participation étaient disponibles sur le site des commissions permanentes, à l'adresse : [ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025](http://ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025). Toute personne pouvait obtenir une copie en s'adressant au secrétariat des commissions permanentes.

## 1.3 Bilan de la participation citoyenne

Les travaux de la Commission ont bénéficié de l'importante mobilisation autour du thème du financement du transport collectif, laquelle a permis de recueillir des avis et opinions d'une diversité d'acteurs.

En tout, la Commission a reçu **37 mémoires et présentations** provenant de 31 personnes et organisations, en plus de **7 opinions à l'oral** (c'est-à-dire sans le dépôt d'une opinion écrite) et de **11 avis courts** de citoyennes et de citoyens envoyés par courriel ou par la poste, ou encore laissés sur la boîte vocale des commissions permanentes. La Commission a ainsi recueilli l'opinion de :

- 19 citoyennes et citoyens;
- 13 OBNL;
- 5 syndicats;
- 4 experts-es ou chercheurs-es universitaires;
- 4 invités-es hors Québec.

Au total, ce sont **plus de 60 personnes inscrites** qui ont pris part à l'une ou l'autre des six assemblées tenues dans le cadre de la consultation prébudgétaire, dont deux comportaient une période de questions et de commentaires du public.

On compte de plus environ 1 220 visionnements cumulés des six séances sur [la liste de lecture YouTube](#) de la Commission<sup>6</sup>.

### Séances d'audition des opinions

Les 27 mai, 28 mai et 29 mai 2024, la Commission a tenu quatre séances d'audition des opinions. La journée du 27 mai était consacrée à une séance en personne, qui s'est tenue dans la salle 1404 du 1550 rue Metcalfe, à Montréal. Les trois autres séances ont eu lieu en virtuel, pour favoriser la participation des personnes qui ne pouvaient pas se déplacer.

Au total, la Commission a entendu **29 présentations orales** de personnes, d'expertes et experts, d'organisations à but non lucratif et d'autres organisations. La Commission a d'ailleurs dû ajouter une séance d'audition dans la matinée du 29 mai et devancer l'heure de début de la séance du 29 mai en après-midi pour permettre d'entendre toutes les personnes intéressées.

Les noms de ces personnes et organisations se trouvent à l'annexe 2.

Tous les avis déposés à la Commission sont disponibles sur la page consacrée à la consultation, à [ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025](http://ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025). Les séances publiques peuvent être visionnées en différé sur la [liste de lecture YouTube](#) de la Commission.

### Sondage

Les commissaires ont souhaité que la population de l'agglomération de Montréal soit également consultée par le biais d'un sondage.

---

<sup>6</sup> En date du 29 juillet 2024.

Ainsi, entre le 13 mai et 28 mai 2024, **1 000 personnes répondantes** âgées de 18 ans et plus et résidant dans l'agglomération de Montréal ont participé au sondage par le biais d'un panel web. En parallèle, un lien web ouvert à toutes et tous et diffusé par la Ville de Montréal a permis de recueillir les réponses de **1 245 personnes résidentes** de l'agglomération et âgées de 15 ans et plus.

Le rapport des résultats obtenus est disponible sur la [page dédiée à la consultation](#) et se trouve résumé à la section 3.2 du présent document.

#### **1.4 Adoption des recommandations**

Cette consultation s'est clôturée le 28 juin 2024 par une assemblée publique au cours de laquelle le président de la Commission a fait la lecture des **21 recommandations** soumises à l'Administration municipale. Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sur une proposition de M. Laurent Desbois, appuyée par M. Sylvain Ouellet.

## 2. DOCUMENT DE CONSULTATION

Le document d'information et guide de la consultation, intitulé [Perspectives budgétaires 2025](#), a été préparé par le Service des finances de la Ville de Montréal. Il présente la situation du financement du transport collectif métropolitain, les causes des déficits anticipés ainsi que les façons de combler le déséquilibre. Parmi les solutions soulevées :

- **La réduction des dépenses**, par des pistes d'optimisation des organismes publics de transport en commun (OPTC) ou la réduction de l'offre de service;
- **L'augmentation des revenus générés dans la région métropolitaine destinés au transport collectif**, par une hausse des tarifs, l'indexation de la taxe sur l'essence, l'indexation du droit d'immatriculation, la hausse de la taxe sur l'immatriculation des véhicules de promenade ou la hausse massive des contributions municipales;
- **De nouvelles sources de revenus**, comme l'implantation d'une taxe kilométrique;
- **Des sources de revenus pour financer les investissements majeurs nécessaires dans le développement du transport collectif**, comme la valorisation des sites et des droits aériens et les redevances de transport pour les projets structurants;
- Enfin, l'**aide gouvernementale** est évoquée comme une autre solution de financement.

Le document de consultation présente l'axe de réflexion sur lequel les citoyennes et citoyens montréalais étaient invités à contribuer :

*Considérant l'ampleur du déséquilibre anticipé dans le financement du transport collectif au cours des années à venir, tant du point de vue de l'exploitation, du maintien et du développement, les pistes de solution évoquées dans ce document et les solutions alternatives susceptibles d'émerger des échanges tenus dans le cadre de la présente consultation, l'administration municipale pose la question suivante :*

***Quelles devraient être les pistes de solution à retenir afin d'assurer un financement suffisant et stable du transport collectif métropolitain ?***

Le document de consultation a été présenté le 6 mai 2024 lors d'une [assemblée publique d'information](#) tenue à la salle du conseil de l'hôtel de ville de Montréal (édifice Lucien-Saulnier), par M. Christian Nadeau, conseiller en planification budgétaire. M. Nadeau était accompagné par Mme Francine Laverdière, directrice du Service des finances, par Mme Stéphanie Rault, cheffe de division — Planification budgétaire et fiscale, et par Mme Catherine Roch-Hansen, chargée d'expertise et de pratique principale — processus

budgétaire. L' élu responsable du dossier au comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Luc Rabouin, a prononcé le mot d' ouverture inaugurant les travaux.

Le document et la présentation peuvent être consultés sur la [page dédiée à la consultation](#) et l' assemblée d' information peut être visionnée à partir de la [liste de lecture YouTube](#) de la Commission.

### 3. SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS ET DES OBSERVATIONS REÇUES

Dans leurs travaux, les commissaires ont tenu compte des mémoires et opinions écrites reçues, des avis donnés lors des séances d'audition des opinions ainsi que des résultats du sondage.

La section suivante rend compte des principaux éléments dégagés des opinions déposées et entendues.

#### 3.1 Mémoires, opinions écrites et audition des opinions

**La vaste majorité des avis et opinions reçus réitèrent l'importance du transport collectif.**

Des personnes intervenantes affirment qu'il s'agit d'un service essentiel, d'un besoin de base ou encore d'un projet de société, au même titre que la santé ou l'éducation, ainsi qu'une nécessité dans la lutte aux changements climatiques. D'autres affirment que le succès de Montréal passe par la croissance de l'offre en transport collectif; elles en appellent donc à poursuivre des **cibles ambitieuses de transfert modal** de l'automobile au transport collectif. L'objectif devrait ainsi être non seulement de maintenir, mais aussi d'augmenter l'offre de transport collectif.

Les opinions reçues ont mis de l'avant plusieurs défis de taille pour que le financement du transport collectif soit à la hauteur des besoins en croissance. Parmi les principaux défis, on retrouve :

- identifier des sources de revenus stables et récurrentes qui prennent en compte le principe de l'équité fiscale;
- assurer le développement du transport collectif tout en résolvant le déficit d'entretien des infrastructures de transport et en limitant l'imposition de nouvelles taxes ou redevances.

#### **Augmenter les revenus dédiés au transport collectif**

Bien que le financement du transport collectif métropolitain relève des divers paliers de gouvernement, les personnes participantes invitent la Ville de Montréal à étudier toutes les sources de revenus possibles et à mettre en place des mesures pertinentes. Elles s'entendent pour affirmer que le **financement du transport collectif relève de l'ensemble des bénéficiaires du transport collectif**, et non aux seuls usagers et usagères.

Dans les opinions reçues, une grande diversité de sources de financement pour le transport collectif a été proposée :

**Tableau 1. Sources de financement du transport collectif proposées**

Sources de financement	Autorité responsable						
	STM	Ville de Montréal	Agglomération de Montréal	CMM	ARTM	Gouv. du Québec	Gouv. du Canada
Augmenter la part des revenus du marché du carbone dédiée au transport collectif						X	
Commercialisation des services de la STM	X						
<b>Droit d'immatriculation*</b>						X	
Droit d'immatriculation des voitures de luxe						X	
Droit d'immatriculation modulée en fonction des caractéristiques du véhicule : calibre, poids, taille, etc.						X	
<b>Droits aériens</b>						X	
Impôt foncier ou taxes foncières		X					
Obtenir du gouvernement fédéral un financement récurrent à l'exploitation						X	X
<b>Péage au centre-ville (péage de congestion)</b>		X	X				
<b>Péage au niveau métropolitain (ponts)</b>			X	X		X	X
<b>Redevances de développement</b>		X	X				
Taxe d'immatriculation pour les vélos		X	X				
<b>Taxe kilométrique au niveau métropolitain</b>				X			
<b>Taxe kilométrique au niveau provincial</b>						X	
Taxe régionale sur l'essence						X	
Taxe sur l'essence perçue au niveau provincial						X	
Taxe sur les chargements électriques						X	



Taxe sur la masse salariale						X	X
Taxe sur la valeur du produit intérieur brut (PIB)						X	
Taxe sur les aires de stationnement		X					
Taxe sur le stationnement sur rue		X					
Utiliser les fonds prévus pour accorder un rabais sur l'achat de véhicules électriques						X	
Utiliser les fonds québécois du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)						X	

\* Les sources de financement qui ont été le plus fréquemment citées par les participantes et participants à la consultation sont mises en évidence **en gras**.

Les participants et participantes ont mis de l'avant certaines grandes orientations à adopter pour augmenter les revenus dédiés au transport collectif. L'une des plus recommandées est de prévoir des **mécanismes d'indexation** des sources de revenus ou encore d'**utiliser l'espace fiscal délaissé** par les niveaux de gouvernement supérieur.

De plus, des citoyennes et citoyens ainsi que des syndicats proposent d'**augmenter l'achalandage** en développant l'offre de service de transport collectif (heures de service, fréquence), tout en assurant le sentiment de sécurité et le confort des usagères et usagers. D'autres participantes et participants ont pointé la **vitesse commerciale** des autobus et proposé d'ajouter des voies réservées efficaces. Cela implique également d'investir dans l'offre de services pour mieux les adapter aux changements dans les demandes de déplacement.

En outre, l'**augmentation de la tarification des usagères et usagers** a été proposée par certaines personnes intervenantes, mais surtout décriée par plusieurs autres, qui sont d'avis qu'un tarif abordable du transport collectif favorisera l'augmentation de l'achalandage. De même, des OBNL dénoncent le principe de l'utilisateur-payeur, expliquant que les hausses moyennes de tarifs de la STM sont deux fois plus élevées que l'inflation. Ils sont d'avis que les tarifs doivent baisser et non augmenter.

### **Réduire les dépenses liées au transport collectif et optimiser l'organisation**

Lors de la première séance d'audition des opinions, la Commission a reçu la direction de la Société de transport de Montréal qui a expliqué qu'un plan d'optimisation récurrente de 100 M\$ sur cinq ans sera mis en place et que des **efforts d'optimisation et de rigueur**

**budgétaire** sont en cours, de même que la mutualisation de certaines activités est envisagée. Elle a également appelé à une meilleure **prévisibilité** du financement attribué par les paliers de gouvernement supérieur, et indiqué que la STM cherche à développer des sources de revenus autonomes.

Certaines personnes suggèrent de rediriger une portion des ressources financières destinées à l'électrification des autobus vers l'amélioration des services offerts. Elles encouragent une **réévaluation du rythme d'acquisition des autobus électriques**, de la conversion des garages et des investissements requis pour la formation.

Les avis sont partagés sur la **gratuité du transport collectif offert à Montréal aux personnes âgées de 65 ans et plus**. Plusieurs citoyennes et citoyens et des personnes représentant des OBNL plaident pour que la gratuité soit préservée et même étendue à d'autres personnes vulnérables, dans le cadre, par exemple, de la **tarification sociale**. Toutefois, pour d'autres intervenants, représentant le milieu des affaires, la gratuité des titres de transport a pour effet de diminuer les revenus de la STM. Ils invitent à la Ville à ne pas imposer de nouvelles mesures de gratuité.

Enfin, il a également été soulevé que le contrat signé par le gouvernement du Québec avec CDPQ Infra pour le **Réseau express métropolitain (REM)** joue en défaveur des municipalités. La STM explique ainsi la situation :

*« Le REM [...] aura des impacts considérables sur le cadre financier métropolitain [...]. Faute de nouveaux revenus, une partie des sommes affectées aux OPTC de la grande région métropolitaine doit être redistribuée au REM. Son modèle financier est complètement différent de celui du reste du transport collectif métropolitain parce que son exploitant et propriétaire est assuré d'être rémunéré selon un tarif prévisible qui couvre les coûts d'exploitation et d'immobilisation, en plus d'un rendement de 8 %, pour toute la durée d'une entente renouvelable de 98 ans. [...] La part de ces coûts que le gouvernement assumera (environ 54 % de la facture brute ou presque 300 M\$ par année) viendra accaparer une part croissante et bientôt majoritaire des subventions à l'exploitation versée par le gouvernement du Québec. »<sup>7</sup>*

#### **Représentations auprès du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada**

De nombreux personnes et organismes ayant pris part à la consultation ont enjoint la Ville d'exiger des gouvernements supérieurs des **sources de financement stables, prévisibles**

---

<sup>7</sup> « [L'heure des choix](#) », mémoire de la Société de transport de Montréal, à la page 7.

**et adéquates** pour les services de transport collectif, couvrant à la fois les investissements nécessaires, y compris dans le déficit d'entretien, et les coûts opérationnels. Ces intervenantes et intervenants rappellent qu'afin de répondre aux défis écologiques et socioéconomiques actuels, il est nécessaire d'adopter une approche coordonnée et d'accorder un engagement financier accru pour assurer la durabilité et l'efficacité des systèmes de transport collectif.

Certaines interventions, dont celle de la STM, proposent d'établir un **forum tripartite** afin de mener ces discussions et de convenir d'un modèle de financement visant à améliorer l'offre de service du transport collectif. Certains organismes et personnes affirment que l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) doit assumer le **leadership du financement et du développement du transport collectif** dans la région de Montréal. D'autres sont d'avis que ce rôle devrait plutôt relever de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

#### **D'autres propositions**

Certaines personnes participantes ont choisi de se prononcer sur des thèmes hors du sujet de consultation, mais qui relèvent du cadre financier de la Ville de Montréal. Ainsi, parmi les pistes de solution proposées, on cible par exemple la réduction de l'enveloppe salariale globale de l'administration municipale, la construction de logements sociaux et sans but lucratif, la révision des processus réglementaires qui freinent la construction de logements, ou encore de consacrer des ressources financières au secteur de la culture et de la créativité.

Les mémoires et avis déposés dans le cadre de la consultation sont accessibles sur la [page dédiée de la Commission](#).

### **3.2 Faits saillants du sondage**

La collecte des données s'est déroulée du 13 mai au 28 mai 2024 par le biais d'un panel web auprès de 1 000 répondantes et répondants, âgés de 18 ans et plus et résidant dans l'agglomération de Montréal. Les résultats de l'étude ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population à l'étude selon l'âge, le sexe, la scolarité, la région et la langue maternelle des répondantes et répondants.

En parallèle, un lien web ouvert à toutes et tous et diffusé par la Ville de Montréal a permis de recueillir les réponses de 1 245 personnes résidentes de l'agglomération et âgées de 15 ans et plus.

### **Modes de transport utilisés**

Le sondage montre que la voiture (solo, covoiturage, autopartage) est le mode de transport le plus utilisé, alors que 63 % des personnes répondantes s'en servent au moins une fois par semaine. Les modes actifs, comme le vélo personnel, BIXI et la marche suivent avec 56 % des personnes répondantes. Enfin, le réseau de transport collectif (autobus, métro, REM, trains de banlieue, transport adapté) ferme la marche, alors que 48 % des personnes répondantes indiquent l'utiliser au moins une fois par semaine. Les proportions des modes de transport utilisés varient en fonction du lieu de résidence, de l'âge, du revenu et du genre des personnes répondantes.

### **Importance accordée aux composantes du transport collectif**

À Montréal, le transport en commun a une importance qui dépasse sa simple utilité. Il a également une dimension politique et sociale. Une majorité significative de la population montréalaise (63 %) estime qu'il est primordial d'avoir un réseau de transport collectif efficace à Montréal; que les tarifs soient abordables pour tous les Montréalais et Montréalaises (61 %); et qu'il permette de se rendre n'importe où sur l'île (59 %). De plus, la moitié des personnes interrogées (51 %) a indiqué qu'il était très important pour elles que leur domicile soit proche du réseau de transport collectif.

L'importance de l'accessibilité aux régions de la Rive-Sud et de la Rive-Nord, situées en dehors de l'île, est reconnue par une proportion plus faible de personnes répondantes (25 %).

Les personnes répondantes s'accordent sur la nécessité d'un transport collectif efficace à Montréal. Les utilisatrices et utilisateurs réguliers (au moins une fois par semaine) sont plus nombreux à le juger très important, mais même celles et ceux qui ne l'ont pas utilisé récemment (dans les trois derniers mois) conviennent qu'un réseau de transport collectif efficace et abordable est essentiel. Les personnes disposant d'un revenu familial annuel plus faible (40 000 \$ et moins) soulèvent l'accessibilité et la proximité du réseau. De plus, les non-propriétaires de logements et de véhicules ainsi que les femmes montrent un enthousiasme particulier pour le transport collectif.

### **Actions pouvant être déployées pour couvrir le déficit du transport collectif**

Les personnes répondantes sont majoritairement en faveur d'une augmentation de la contribution financière du gouvernement du Québec, 81 % d'entre elles estimant qu'il faut augmenter cette contribution. Parmi les autres mesures envisageables, l'augmentation de l'impôt foncier est la moins populaire.

Quand on interroge la population sur le choix d'une seule source de revenus pour combler le déficit du transport en commun, 53 % des personnes répondantes privilégient l'augmentation de la contribution financière du gouvernement du Québec. Les autres solutions sont moins populaires : augmenter la taxe sur l'immatriculation des véhicules (13 %), augmenter les tarifs pour les usagères et usagers du transport collectif (12 %); réduire les services du transport collectif (8 %); ou encore augmenter les taxes municipales (3 %).

Le sondage a également mesuré l'effet de la réduction des services du transport collectif. Une personne sur deux croit qu'elle serait affectée si une réduction des services suivants avait lieu :

- Réduction de la fréquence des passages du métro;
- Réduction de la fréquence de certains trajets d'autobus;
- Réduction des heures d'opération du métro.

La réduction du nombre de wagons dans les trains de banlieue, la réduction du service de transport adapté et la réduction des services de navette fluviale touchent moins de personnes répondantes.

Les groupes qui, selon le sondage, utilisent le plus les transports collectifs (les hommes, les jeunes de 18 à 34 ans, les locataires et ceux qui ne possèdent pas de véhicule) sont, comme on pouvait s'y attendre, ceux qui seraient les plus touchés par une diminution des services.

Les résultats complets du sondage sont accessibles sur la page dédiée à la consultation prébudgétaire, à [ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025](http://ville.montreal.qc.ca/consultation-prebudgetaire-2025).

## 4. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

La Commission sur les finances et l'administration se réjouit de l'importante participation citoyenne dans le cadre de la consultation publique **Perspectives budgétaires 2025**, qui porte sur le financement du transport collectif métropolitain. Elle remercie les citoyennes et citoyens, les organisations de la société civile ainsi que les personnes expertes, notamment celles de l'extérieur du Québec, qui se sont mobilisées pour présenter leur avis et opinion à la Commission. Elle rappelle que la participation citoyenne contribue aux réflexions et éclaire les recommandations. Les membres de la Commission tiennent de plus à remercier le Service des finances pour son appui constant pendant ses travaux.

Alors que les municipalités de l'agglomération de Montréal font face à d'importants défis, les membres de la Commission soulignent que le transport collectif est un service essentiel et invitent l'Administration municipale et l'ensemble des parties prenantes impliquées à développer une vision commune afin de maintenir, de promouvoir et de développer les services de transport collectif.

Les membres de la Commission espèrent contribuer aux démarches de l'Administration municipale vers un financement prévisible et pérenne du transport collectif à l'échelle métropolitaine.

À l'issue de ses travaux, durant lesquels la Commission a analysé les propositions et les commentaires reçus, elle soumet les constats et les recommandations suivantes :

### 1. Le transport collectif, un service essentiel

CONSIDÉRANT que le transport collectif doit être considéré comme un service essentiel au même titre que la santé et l'éducation, ainsi qu'une nécessité dans la lutte contre les changements climatiques;

CONSIDÉRANT que les services de transport collectif constituent un puissant outil d'inclusion sociale et de développement économique et qu'en conséquence, toute coupe dans l'offre globale de service doit être évitée;

CONSIDÉRANT que le transport collectif est un élément de réponse à de nombreux enjeux, comme la congestion routière, la pollution de l'air et l'étalement urbain;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des services de transport collectif dans les villes liées et les quartiers non centraux favoriserait un transfert modal et permettrait de réduire l'utilisation de la voiture, et ce, dans la mesure où l'offre est adaptée aux spécificités du territoire;

CONSIDÉRANT que la valeur du transport collectif ne devrait pas être mesurée selon sa rentabilité, car un service public n'a pas la vocation d'être rentable.

La Commission formule les recommandations suivantes à l'Administration :

- R-1.** Réitérer sa vision du transport collectif comme un service essentiel et fédérer autour de cette vision les autres paliers gouvernementaux, qui doivent contribuer au financement du transport collectif à la hauteur de leurs responsabilités.
- R-2.** Maintenir l'offre globale de service en transport collectif et s'engager à poursuivre le développement de cette offre sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal, en gardant à l'esprit que le développement de cette offre doit être adapté en fonction des particularités du territoire.

## **2. Assurer conjointement le financement du transport collectif**

CONSIDÉRANT le déséquilibre annuel majeur et croissant du cadre financier du transport collectif métropolitain, qui était estimé, lors du lancement de la consultation prébudgétaire 2025, à plus de 560 M\$ en 2025 et à près de 700 M\$ en 2028;

CONSIDÉRANT que les défis du transport collectif demeurent nombreux et importants et qu'il continuera de souffrir d'un manque à gagner les prochaines années;

CONSIDÉRANT que les grandes municipalités du Québec font face à une augmentation démographique importante qui entraîne davantage de besoins en matière de transport collectif;

CONSIDÉRANT qu'il faut prévenir le déficit d'entretien des actifs en transport collectif, qui pourrait entraîner une diminution de l'achalandage et des revenus;

CONSIDÉRANT que le cadre financier du transport collectif métropolitain doit également intégrer les coûts d'exploitation et d'immobilisation de plusieurs nouveaux projets,

incluant la mise en service des nouvelles antennes du Réseau express métropolitain (REM), le prolongement de la ligne bleue du métro et la mise en service de voies réservées;

CONSIDÉRANT que l'enjeu du financement du transport collectif est partagé par plusieurs sociétés de transport à travers le Canada, notamment à Toronto et à Vancouver;

CONSIDÉRANT que dans d'autres pays du G7, les gouvernements supérieurs participent au financement des opérations du transport collectif dans la mesure où celui-ci permet à ces gouvernements de remplir certaines de leurs responsabilités, comme l'environnement;

CONSIDÉRANT que les gouvernements supérieurs orientent certains choix d'investissement des sociétés de transport sans entièrement compenser ces choix;

CONSIDÉRANT que le modèle financier du REM, pourtant un service public de transport collectif, permet à son exploitant d'être rémunéré selon un tarif prévisible qui couvre les coûts d'exploitation et d'immobilisation, en plus d'un rendement de 8 %;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec a signé un contrat avec CPDQ Infra afin qu'elle soit rémunérée selon un tarif prévisible et que les villes sont contraintes à contribuer aux coûts du REM;

CONSIDÉRANT que les coûts du REM accapareront une part croissante des subventions à l'exploitation versées par le gouvernement du Québec et que, faute de nouveaux revenus, une partie des sommes affectées aux organismes publics de transport collectif (OPTC) de la grande région métropolitaine doit être redistribuée au REM;

CONSIDÉRANT que le plan d'action pour la mise en œuvre de la Politique de mobilité durable 2030 du Québec prévoit une augmentation de 5 % par année de l'offre de services du transport collectif;

CONSIDÉRANT le Chantier sur le financement de la mobilité durable du gouvernement du Québec, dont les activités se sont déroulées en 2019 et dont les conclusions sont toujours attendues;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Canada a mis en place un Fonds permanent pour le transport en commun de 3 milliards de dollars par année à compter de 2026-2027 pour



le financement des immobilisations des sociétés de transport collectif au Canada, mais que ce fonds ne servira pas à financer l'exploitation;

CONSIDÉRANT que l'engagement des trois paliers de gouvernement est essentiel pour développer un cadre financier stable et prévisible pour le transport collectif;

CONSIDÉRANT que la Société de transport de Montréal (STM) propose qu'un forum de discussion tripartite soit établi avec les trois paliers de gouvernement pour encadrer l'élaboration d'un modèle de financement durable et à long terme adapté au transport collectif, un modèle qui tiendrait compte de l'ensemble des coûts en capital et des frais d'exploitation nécessaires à la prestation de services de transport en commun;

CONSIDÉRANT que les OPTC ont besoin de sources de financement prévisibles, stables, récurrentes et adaptées au transport collectif.

La Commission formule les recommandations suivantes à l'Administration :

- R-3.** Recommander au gouvernement du Québec d'adopter rapidement une stratégie de financement et d'investissement à long terme pour le maintien et le développement du réseau de transport collectif métropolitain.
- R-4.** Demander au gouvernement du Québec qu'il assume tous les coûts imputés aux municipalités liés à l'entente signée avec CDPQ Infra quant au REM.
- R-5.** Inviter les paliers de gouvernement supérieur à travailler avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération canadienne des municipalités afin de développer un nouveau modèle de financement pour le transport collectif.
- R-6.** Interpeller le gouvernement canadien afin qu'il s'engage dans l'élaboration d'un modèle de financement durable adapté au transport collectif, qui tiendrait compte de l'ensemble des coûts d'immobilisations et des frais d'exploitation nécessaires à la prestation de services de transport collectif de qualité supérieure.

### **3. Optimiser le réseau de transport collectif**

CONSIDÉRANT que la STM s'est engagée à générer 100 M\$ en économies récurrentes sur cinq ans en optimisant ses actifs, en améliorant sa productivité et son efficacité, en effectuant des mutualisations internes et externes et en commercialisant ses services;

CONSIDÉRANT que des audits indépendants des sociétés de transport collectif permettront d'identifier des pistes d'optimisation, mais que l'optimisation des dépenses ne suffira pas à combler le déficit du transport collectif;

CONSIDÉRANT que les besoins d'entretien des actifs et le sous-investissement dans le maintien de ceux-ci exercent une pression sur le budget d'exploitation de la STM et réduisent la performance de l'offre de service;

CONSIDÉRANT l'importance de la transparence dans la performance des OPTC;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal s'est engagée à atteindre une cible de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 et que le transport collectif s'inscrit dans la solution pour réduire les émissions de GES;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec veut électrifier la moitié des autobus urbains, qui représentent 69 % des autobus en circulation, et que cela représente un potentiel de réduction d'émission de GES de 0,3 %;

CONSIDÉRANT que des autobus coincés dans des bouchons de circulation diminuent leur fiabilité, leur rapidité et leur attractivité et augmentent le coût du budget de fonctionnement;

CONSIDÉRANT qu'une augmentation de la vitesse commerciale<sup>1</sup> des autobus par des mesures préférentielles (ex. voies entièrement réservées, feux prioritaires, feux intelligents) contribuerait à optimiser les actifs;

CONSIDÉRANT la refonte du réseau d'autobus entamée par la STM dans certains quartiers, ainsi que l'implantation des services rapides par bus (SRB) Pie-IX, Sauvé/Côte-Vertu et Henri-Bourassa;

CONSIDÉRANT qu'une plus grande accessibilité à un mode de transport collectif structurant favorise un transfert modal vers le transport collectif;

---

<sup>1</sup> Vitesse moyenne pendant une course, temps de stationnement compris. Grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française.

CONSIDÉRANT qu'une augmentation de l'achalandage des réseaux de transport collectif peut soutenir et relancer le transport collectif.

La Commission formule les recommandations suivantes à l'Administration :

- R-7.** Encourager la STM à poursuivre ses efforts d'optimisation et à faire un suivi des audits indépendants qui seront déposés prochainement.
- R-8.** Demander à la STM de déposer un portrait global détaillant ses actifs, leur indice de vétusté et leur valeur de remplacement afin de mieux évaluer l'impact des décisions budgétaires et de prévoir les investissements nécessaires.
- R-9.** Demander au gouvernement du Québec d'allonger l'échéancier d'électrification des transports collectifs contenu dans son Plan pour une économie verte 2030 et d'injecter les sommes prévues à cet effet pour maintenir et développer l'offre de services en transport collectif.
- R-10.** Inciter la STM et les autres OPTC, en collaboration avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à développer des stratégies d'augmentation de l'achalandage, telles qu'une campagne de communication rappelant le caractère essentiel du transport collectif et visant à renforcer la perception de sécurité, de propreté et de la qualité de l'expérience à la grandeur du réseau.
- R-11.** Accélérer, en collaboration avec les arrondissements et les villes liées de l'agglomération de Montréal, le déploiement de mesures préférentielles pour les autobus et régler de manière prioritaire les points de congestion réguliers.
- R-12.** Encourager les entreprises à adopter des plans de gestion des déplacements qui favorisent l'utilisation des transports collectifs pour leur personnel, et ce, afin de contribuer à l'augmentation de l'achalandage.
- R-13.** Demander à l'ARTM de prioriser les modes de transport collectifs structurants qui ont un plus grand potentiel de transfert modal et d'augmentation de l'achalandage.

#### **4. Optimiser les sources de financement actuelles**

CONSIDÉRANT que les services de transport collectif de la région métropolitaine trouvent leur financement dans les sommes accordées par le gouvernement du Québec, par celles

des municipalités à travers l'ARTM, par les contributions des personnes usagères et par leurs revenus autonomes;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec veut réduire son financement de l'exploitation du transport collectif au cours des prochaines années, faisant passer son soutien financier général à l'ARTM de 150 M\$ en 2024 à 30 M\$ en 2028;

CONSIDÉRANT que le cadre financier 2024-2028, déposé à l'automne 2023 par le gouvernement du Québec, faisait passer les contributions municipales de 930 M\$ en 2023 à 1 453 M\$, c'est-à-dire de 31 % à 41 % des contributions totales au financement;

CONSIDÉRANT que certaines sources de financement du transport collectif n'ont pas été indexées, comme le droit d'immatriculation (pas indexé depuis 1992) et la taxe provinciale sur les carburants (pas indexée depuis 2013);

CONSIDÉRANT que la taxe québécoise sur les carburants est l'une des plus faibles des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);

CONSIDÉRANT la majoration de la taxe sur les carburants de 3 ¢/litre perçue sur le territoire de la région métropolitaine et versée à l'ARTM pour financer les services d'exploitation du transport en commun d'exo, et que cette majoration n'a pas été augmentée depuis 2010;

CONSIDÉRANT que la société de transport de Vancouver, TransLink, reçoit les recettes d'une taxe sur l'essence de 18,5 ¢/litre, ce qui représente 21 % du budget total en transport collectif;

CONSIDÉRANT que l'indexation de la taxe sur les carburants et de sa majoration permettrait de maintenir leur valeur réelle et de générer des revenus supplémentaires à court et moyen termes, tout en encourageant le transfert modal vers le transport collectif et la transition du parc automobile vers l'électrique;

CONSIDÉRANT que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a adopté une résolution le 30 mai 2024 visant à accroître le montant de la taxe sur l'immatriculation perçue sur les véhicules de promenade immatriculés dans le Grand Montréal, qui s'établira à 150 \$, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025;

CONSIDÉRANT l'importance de moduler les droits et les taxes liés à l'automobile en fonction des caractéristiques et de la valeur de celle-ci;

CONSIDÉRANT qu'en 2022, le gouvernement du Québec a diminué de 66 % à 25 % la part des revenus tirés du marché du carbone qui sont destinés au financement du transport collectif;

CONSIDÉRANT la proportion de l'espace public consacré au stationnement, qui engendre des coûts importants pour les municipalités (entretien, surveillance);

CONSIDÉRANT qu'il existe des taxes sur les parcs de stationnement non résidentiel et qu'élargir celles-ci pourrait être une mesure applicable à court terme par les municipalités;

CONSIDÉRANT qu'un sondage réalisé en 2019 par la Commission du transport de la CMM révèle que 70 % de la population de la grande région montréalaise est favorable à l'imposition d'une taxe sur les grands terrains de stationnement intérieur et extérieur finançant le transport collectif<sup>2</sup>;

CONSIDÉRANT que TransLink bénéficie d'une taxe sur le stationnement qui représente 4 % de ses revenus;

CONSIDÉRANT que certains quartiers n'ont pas accès à une offre de transport collectif efficace et que ce sont souvent les personnes moins nanties qui habitent les zones moins bien desservies par le transport collectif;

CONSIDÉRANT que des mécanismes d'équité doivent être envisagés pour ne pas pénaliser indûment les groupes les moins aptes à s'adapter et pour s'assurer d'une meilleure disponibilité des alternatives;

CONSIDÉRANT que les modulations de tarifs existantes à la STM, y compris la gratuité des tarifs pour les personnes âgées de 65 ans et plus, doivent être préservées.

La Commission formule les recommandations suivantes à l'Administration :

---

<sup>2</sup> Sources de financement du transport collectif dans le Grand Montréal. [Rapport de la commission du transport de la Communauté métropolitaine de Montréal](#).

- R-14.** Demander au gouvernement du Québec et à la CMM d'indexer annuellement à l'indice des prix à la consommation la taxe sur les carburants et les taxes et droits d'immatriculation.
- R-15.** Demander au gouvernement du Québec que les sommes non indexées depuis plusieurs années soient compensées pour le financement du transport collectif.
- R-16.** Demander au gouvernement du Québec de moduler le droit d'immatriculation additionnel pour les véhicules de luxe ainsi qu'en fonction des caractéristiques du véhicule, comme le calibre, le poids ou la taille, et que ces sommes supplémentaires soient réservées au financement du transport collectif.
- R-17.** Demander au gouvernement du Québec de ramener à 66 % la part des revenus du marché du carbone dédiée au transport collectif.
- R-18.** Étendre rapidement l'application de la taxe sur les parcs de stationnement non résidentiel à un plus grand nombre de terrains extérieurs sur le territoire de la Ville de Montréal.

## **5. Diversifier les sources de financement**

CONSIDÉRANT qu'une plus grande diversification des sources de revenus contribuerait à limiter les risques budgétaires et à diminuer la dépendance aux fonds gouvernementaux;

CONSIDÉRANT que le transport collectif ne bénéficie pas seulement aux personnes usagères et que l'ensemble des bénéficiaires du transport collectif doivent participer à son financement;

CONSIDÉRANT que la STM demande de pouvoir s'unir avec des promoteurs pour générer des revenus à partir du développement immobilier au-dessus et autour des infrastructures en transport collectif;

CONSIDÉRANT que la valorisation immobilière des actifs de la STM peut permettre de générer des revenus de manière autonome et que la construction de logements autour des stations de métro (développement de type *Transit oriented development*) contribuerait à augmenter l'achalandage, et ainsi les recettes tarifaires;

CONSIDÉRANT que le dossier d'affaires du prolongement de la ligne bleue du métro évalue à 310 M\$ les revenus pouvant être générés par la valorisation des terrains et des infrastructures à proximité de cette ligne de métro;

CONSIDÉRANT que les infrastructures de transport collectif constituent un élément d'attractivité pour les employeurs et que les déplacements des travailleurs et travailleuses représentent une part importante des coûts de transport collectif;

CONSIDÉRANT que la région Île-de-France a créé en 1971 le versement mobilité, soit une taxe sur la masse salariale, qui finance environ 45 % de l'exploitation et la modernisation du réseau de transport collectif, qui est payé par les entreprises et les administrations publiques de plus de 11 personnes salariées et qui est basé sur la masse salariale agrégée;

CONSIDÉRANT que le versement mobilité finance environ 50 % de l'exploitation et la modernisation du réseau de transports en commun de Lyon, une métropole moins peuplée que Montréal, qui génère près de deux fois plus de déplacements par jour en transports collectifs;

CONSIDÉRANT que des villes ont adopté des taxes sur la masse salariale pour financer le transport collectif, comme New York (Payroll Mobility Tax, taux variant de 0,11 % à 0,34 %) et Portland (Oregon Transit Tax, taux de 0,10 %);

CONSIDÉRANT qu'une taxe sur la masse salariale constitue une forme stable et pérenne de financement pour le transport collectif et qu'elle peut être modulée en fonction de la disponibilité du transport collectif à proximité de l'entreprise ou encore des plans de gestion des déplacements pour leur personnel;

CONSIDÉRANT que les redevances de développement pourraient financer de nouvelles infrastructures rendues nécessaires par le développement et qu'un règlement sera émis dans les prochains mois par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour encadrer ce pouvoir;

CONSIDÉRANT que l'ARTM a le pouvoir de mettre en place une redevance de transport et que la CMM recommandait en 2019 de « [d]emander à l'ARTM d'évaluer les revenus potentiels provenant d'une redevance de transport comme une source additionnelle au

cadre financier et, tel que prévu à sa loi constitutive, de consulter la Communauté dans l'identification des territoires qui seraient assujettis à une telle redevance »<sup>3</sup>.

CONSIDÉRANT que les redevances de transport permettent de créer un lien direct entre la valeur des propriétés et la valeur de l'accès au transport collectif;

CONSIDÉRANT qu'un péage de congestion envoie un signal de prix aux automobilistes sur le coût d'entretien des infrastructures routières et le coût de la congestion;

CONSIDÉRANT que la perte de productivité attribuable à la congestion routière dans la région métropolitaine était estimée à 4,2 G\$ en 2018;

CONSIDÉRANT que les vols internationaux émettent beaucoup de GES, que le nombre de voyages en avion a crû en moyenne de 3,3 % par année au Québec<sup>4</sup>, soit davantage que les autres provinces canadiennes, et qu'une taxe sur les vols internationaux pourrait s'avérer efficace pour financer le transport collectif;

CONSIDÉRANT que de nombreux pays ont instauré une taxe de séjour, qui permet de faire contribuer les personnes de passage aux frais liés à l'activité touristique du territoire et dont les recettes peuvent être affectées au développement des infrastructures de tourisme;

CONSIDÉRANT que la France a adopté une loi instituant une nouvelle taxe (taxe additionnelle à la taxe de séjour) au profit du service de transport collectif Île-de-France Mobilités, et que cette taxe tourisme rapportera 200 M€, selon les prévisions 2024;

CONSIDÉRANT que l'implantation d'une taxe kilométrique permettrait d'envoyer un signal de prix aux automobilistes sur le coût d'entretien des infrastructures routières et le coût de la congestion;

CONSIDÉRANT que l'étude préliminaire pour une contribution kilométrique de la CMM conclut que « [l]a tarification kilométrique est une mesure d'écofiscalité envisageable à moyen et long termes » et qu'elle « nécessite de développer les meilleurs outils

---

<sup>3</sup> Idem.

<sup>4</sup> Francis Vailles, La Presse, « [Moins d'autobus, mais déplacements records en avion](#) ».



technologiques, de procéder à des modifications législatives et d’instaurer des structures de gouvernance appropriées »<sup>5</sup>;

CONSIDÉRANT que la taxe kilométrique permettrait de pallier la baisse de recettes tirées de la taxe sur les carburants qui découle de l’utilisation de véhicules électriques et qu’elle permettrait d’appliquer le principe d’utilisateur-payeur aux utilisateurs de véhicules électriques;

CONSIDÉRANT qu’il serait cohérent de déployer la taxe kilométrique sur un territoire plus vaste que la seule région métropolitaine de Montréal;

CONSIDÉRANT que le pouvoir d’instaurer de nouvelles sources de financement est partagé entre différentes instances et paliers de gouvernement.

La Commission formule les recommandations suivantes à l’Administration :

- R-19.** Mandater la Commission sur les finances et l’administration d’étudier de nouvelles avenues de financement du transport collectif spécifiques aux municipalités.
- R-20.** Demander à la CMM d’étudier la mise en place de nouvelles avenues de financement dédiées au transport collectif.
- R-21.** Demander au gouvernement du Québec d’étudier de nouvelles avenues de financement dédiées au transport collectif et de permettre aux sociétés de transport en commun de s’unir avec des promoteurs pour réaliser des travaux de construction et ainsi valoriser leurs droits aériens.

\*\*\*\*\*

Sur une proposition de M. Laurent Desbois, appuyée par M. Sylvain Ouellet, les recommandations ont été adoptées à l’unanimité lors de l’assemblée publique qui s’est tenue le 28 juin 2024 par visioconférence.

---

<sup>5</sup> [Fiche synthèse. Financement de la mobilité durable : Étude préliminaire pour une contribution kilométrique.](#) Communauté métropolitaine de Montréal.

## CONCLUSION

Les commissaires expriment leur reconnaissance envers toutes les personnes et tous les organismes qui ont soumis un avis dans le cadre de cet exercice.

Les commissaires remercient l'équipe du Service des finances pour son soutien et son expertise tout au long du mandat, et en particulier les personnes dont les noms sont présentés en annexe.

En déposant ce rapport, les membres de la Commission invitent l'Administration municipale à poursuivre le travail et proposent notamment que leur soit confié le mandat d'étudier de nouvelles avenues de financement du transport collectif qui soient spécifiques aux municipalités.

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal* (06-009), ce rapport peut être consulté à la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil, de même que sur la page des commissions permanentes : [montreal.ca/sujets/commissions-permanentes](http://montreal.ca/sujets/commissions-permanentes).

## ANNEXE 1 : Le mandat de la Commission



---

### Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

---

Assemblée ordinaire du lundi 28 mai 2018  
Séance tenue le 29 mai 2018

Résolution : CM18 0710

---

#### **Motion de l'opposition officielle pour que Montréal mette en place des consultations prébudgétaires annuelles**

Attendu que le budget 2018 de la Ville de Montréal représente plus de cinq milliards quatre cent soixante-dix millions de dollars et que le Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2020 prévoit des investissements de six milliards trois cent quatre-vingt-trois millions de dollars;

Attendu que le budget et le PTI sont des documents centraux en démocratie municipale, puisqu'ils représentent et concrétisent les engagements de la Ville envers ses citoyens, en plus de définir les priorités et les orientations qui sont données à la prestation des services publics;

Attendu que les gouvernements du Québec et du Canada mènent depuis plusieurs années des consultations prébudgétaires et qu'ils reconnaissent la contribution déterminante des citoyens dans leurs choix d'orientations en vue de la préparation de leur budget annuel;

Attendu que certains arrondissements, notamment Le Plateau-Mont-Royal et Le Sud Ouest, tiennent déjà des consultations auprès des citoyens dans le cadre de l'élaboration de leur budget d'arrondissement;

Attendu que la mise en place de consultations prébudgétaires annuelles à la Ville de Montréal permettra d'améliorer la participation des citoyens et des organismes de la société civile à la vie démocratique municipale et de consolider la culture de la transparence à la Ville de Montréal;

Attendu que lors de l'étude du budget 2018, la Commission sur les finances et l'administration (CFA) a recommandé unanimement en 2018 que l'administration consulte en amont de la préparation de son budget l'Association des municipalités de banlieues, la CFA ainsi que la Table des maires d'arrondissement sur ses orientations, priorités et prévisions budgétaires (R-2, R-3 et R-4);

Attendu qu'une telle consultation annuelle offrira une occasion pour échanger avec la population, connaître ses priorités et faire émerger de nouvelles idées et qu'il est souhaitable que la population ne soit pas prise par surprise lors de la publication d'un budget par l'administration municipale;

Attendu que lors d'une telle consultation plusieurs acteurs économiques et sociocommunautaires montréalais auront l'occasion d'apporter une contribution unique et pertinente à l'élaboration du budget de la Ville;

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Frantz Benjamin

1- que le conseil municipal mandate la Commission sur les finances et l'administration de mener dès cette année et annuellement une consultation prébudgétaire publique et en ligne à laquelle les citoyens, les partenaires de la société civile et les élus sont conviés afin de recueillir les idées et les suggestions des Montréalais en vue de l'élaboration du budget et du Programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'année subséquente;

2- que la Commission dépose chaque année son rapport au conseil municipal lors de la séance du mois de septembre.

---

Un débat s'engage.

---

À 16 h 04, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Il est proposé par M. Benoit Dorais

appuyé par M. François Limoges

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.02 :

- 1- De supprimer au 7<sup>e</sup> « Attendu » les mots « et qu'il est souhaitable que la population ne soit pas prise par surprise lors de la publication d'un budget par l'administration municipale »;
- 2- D'ajouter un 9<sup>e</sup> « Attendu » qui se lit comme suit :  
« Attendu que, d'ici le mois de septembre 2018, la charge de travail de la Commission sur les finances et l'administration est déjà importante, notamment avec l'étude du rapport du Vérificateur général »;
- 3- De supprimer dans le 1<sup>er</sup> « Résolu » les mots « dès cette année » et « et en ligne »;
- 4- De remplacer dans le 2<sup>e</sup> « Résolu » le mot « septembre » par le mot « juin ».

---

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement des conseillers Dorais et Limoges.

---

Le chef de l'opposition officielle accueille favorablement la proposition d'amendement des conseillers Dorais et Limoges et il souhaite ajouter son nom à titre d'appuyeur.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, met aux voix la proposition d'amendement des conseillers Dorais, Limoges et Perez et la déclare adoptée à l'unanimité.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez afin qu'il exerce son droit de réplique.

La présidente du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

#### RÉSOLU

en conséquence.

65,02  
/cb

Valérie PLANTE

---

Mairesse

Yves SAINDON

---

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

---

Yves SAINDON  
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 4 juin 2018

## ANNEXE 2 : Personnes ayant participé à la consultation publique

### Séance d'audition des opinions du 27 mai 2024

---

**Éric Alan Caldwell**, président du conseil d'administration, et **Marie-Claude Léonard**, directrice générale, Société de transport de Montréal

**Michel Leblanc**, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Montréal métropolitain

**Blaise Rémillard**, responsable des dossiers mobilité et urbanisme au Conseil régional de l'environnement de Montréal et **Pascal Priori**, responsable du volet Mieux vivre avec moins d'auto de Solon. En plus de leur organisation respective, MM. Rémillard et Priori représentaient Coop carbone et Coalition mobilité active Montréal

**Jean-Paul Lahaie**, président, Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) — Ahuntsic–Saint-Laurent

**Meztli Arguello**

**David Cooper**, fondateur et directeur, Leading Mobility Consulting

**Jean Duval**

**Marco D'Angelo**, président-directeur général, Association canadienne du transport urbain

**Gilles Thériault**

**Simon Mathieu Malenfant**, vice-président trésorier, **David Aime Zoundi**, conseiller syndical, Fédération des employées et employés de services publics — secteur transport (FEESP), et **Yvan Duceppe**, trésorier, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

**Florence Junca-Adenot**, professeure associée, département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM

**Pierre Barrieau**, président, Gris Orange consultants

**Nicolas Marcotte**

## Séance d'audition des opinions du 28 mai 2024

---

**Jean-François Lefebvre**, représentant d'Imagine Lachine-Est et du Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement (GRAME)

**Kathleen Gudmundsson, Jean Lalande et Michel Tourigny**, représentants du Mouvement pour un transport public abordable

**Benoit Tessier**, vice-président, Syndicat des professionnelles et des professionnels de la STM (SEPB 610)

**Victor Saint-Louis et Félix Cinq-Mars**, représentants d'Écologie populaire

**Isabelle Melançon**, présidente-directrice générale et **Carl Cloutier**, vice-président exploitation, Institut de développement urbain du Québec

**Samuel Pagé-Plouffe**, directeur, affaires publiques et gouvernementales, Vivre en ville

## Séance d'audition des opinions du 29 mai 2024 en avant-midi

---

**Élodie Hanen**, directrice générale adjointe d'Île-de-France Mobilités

**Vincent Monot**, président de la commission Déplacements et Voirie de la Métropole de Lyon et vice-président de Sytral Mobilités, et **Benoît Demongeot**, conseiller technique Transports & Mobilités au cabinet du Président

## Séance d'audition des opinions du 27 mai 2024 en après-midi

---

**Jean-Philippe Meloche**, professeur à l'école d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal

**Sarah V. Doyon**, directrice générale et **Nicolas Nadeau-Fredette**, responsable des communications et des affaires publiques, Trajectoire Québec

**Claude Benoit**, vice-président et **Mathieu Boislard**, avocat conseiller, Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et services connexes au transport de la STM (CAOMSC SCFP 1983)

**Nick Lovett**, planificateur principal, Translink

**Colin Pratte**, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques

**Dominic Aubry**, conseiller syndical et coordonnateur du secteur transport et **Pierre-Guy Silvestre**, économiste et conseiller, Syndicat canadien de la fonction publique — Conseil provincial secteur transport terrestre (SCFP-CPSTT)

**Paul Senez**

**Vincent Lefebvre**

### **Mémoires et avis déposés sans présentation**

---

ACEF du Nord

ACHAT — Alliance des corporations d'habitations abordables du territoire du Québec

Association citoyenne du Village de Montréal

RAFSSS — Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux

Shifters Montréal

Sylvia Fabrizi

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal



## **Personnes ayant transmis un avis court**

---

Étienne Lamy

Christian Deschepper

Marie-Josée Archambault

Jérôme Artouche

Pierre Biffaud

Spiros Koutsogianopoulos

Mark Speevak

Penney Glazer

Anne-Claire

Marc Williams

Mai Singer

## **ANNEXE 3 : Personnes-ressources en soutien à la Commission**

### **Responsable politique**

---

**Luc Rabouin**, président du comité exécutif et responsable des finances, du développement économique et de l'enseignement supérieur

### **Service des finances**

---

**Francine Laverdière**, directrice du Service des finances

**Gildas Gbaguidi**, directeur, budget et planification financière et fiscale

**Stéphanie Rault**, cheffe de division, budget

**Catherine Roch-Hansen**, chargée d'expertise et de pratique principale, Division de la planification budgétaire et fiscale

**Christian Nadeau**, conseiller en planification budgétaire

### **Service des communications et de l'expérience citoyenne**

---

**Claire Prédagne**, chargée de communication

**Gonzalo Nunez**, relationniste

## **ANNEXE 4 : Rapport minoritaire de l'Opposition officielle**

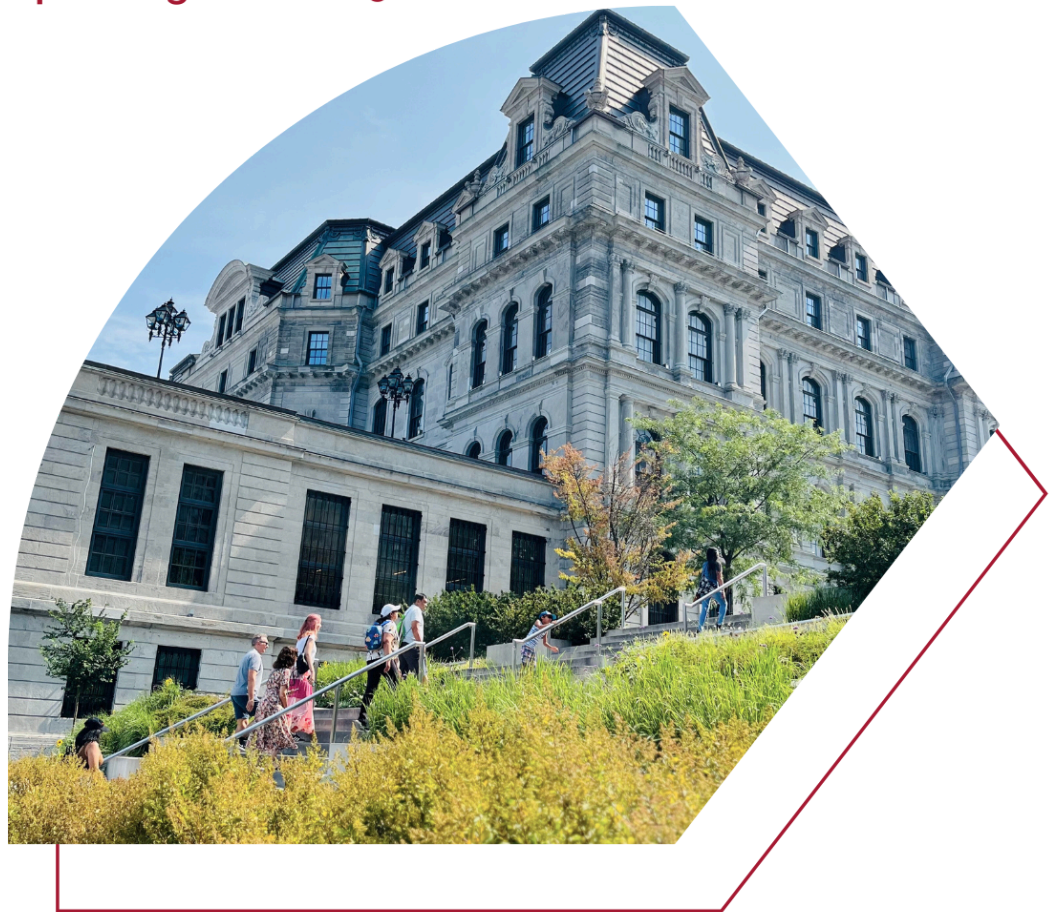
# Rapport minoritaire

## de l'Opposition officielle

Commission sur les finances et  
l'administration de la Ville de Montréal

**Consultation prébudgétaire 2025**

AOÛT  
2024



# Table des matières

- 4** Sommaire
- 6** Consultation prébudgétaire 2025 : l'administration Plante cache la poussière sous le tapis
- 8** Les villes : locomotrices du transport collectif
  - 9** Le partage du financement
  - 9** Les automobilistes
  - 11** La taxe sur l'essence et les droits d'immatriculation
  - 12** La taxe sur l'immatriculation dans la région métropolitaine de Montréal
  - 14** Les municipalités
  - 27** Les usagers
  - 28** Les sociétés de transport
- 30** Les finances de la Ville de Montréal dans le rouge
- 32** Projet Montréal cimente la crise de l'habitation
  - 32** L'échec de l'administration Plante à résorber les effets de la crise de l'habitation
  - 35** Le lien manifeste entre le développement du transport collectif et du développement immobilier
- 38** Conclusion

# Sommaire

## Principales constatations et recommandations

### *Sur les consultations prébudgétaires :*

- Tenir des consultations prébudgétaires qui portent sur les finances de la Ville de Montréal et les principaux enjeux auxquels les Montréalais-es sont confrontés, notamment l'habitation.

### *Sur le transport collectif :*

- Si les contributions de la Ville de Montréal au transport collectif avaient augmenté au même rythme que les dépenses municipales totales, ce sont 155 M\$ supplémentaires qui auraient été accordés entre 2019 et 2024 au transport en commun.
- Les villes peuvent contribuer un peu plus au transport collectif, pour atteindre une participation de 33 %, par rapport à 24 % aujourd'hui.
- La Ville de Montréal a plusieurs options pour participer à l'atteinte de cet objectif comme, entre autres, faire des choix budgétaires éclairés, financer des initiatives de bonification du service, élargir la taxe sur les parcs de stationnement, réserver les revenus de sa taxe relative de la contribution à l'Agence régionale de transport métropolitaine (ARTM) à un fonds dédié au développement du transport collectif, soutenir et encourager les entreprises à se doter d'un plan de gestion des déplacements pour accroître l'achalandage du transport collectif.
- La décision de la mairesse de hausser la taxe sur l'immatriculation de 91 \$ pour les automobilistes était hâtive et drastique. Ensemble Montréal propose un juste milieu : une augmentation de 45 \$. C'est moitié moins que la hausse de taxe imposée par Projet Montréal.

- Les usagers doivent continuer à assumer leur part du financement du transport collectif, sans toutefois subir des hausses abusives qui auraient un effet nuisible sur l'achalandage. Pour cette raison, notre parti propose de continuer à indexer les tarifs des usagers et de maintenir la part de leur contribution au financement du transport collectif.

### *Sur les finances :*

- Les dernières années ont été difficiles pour les finances de la Ville. Les années de gaspillage de l'administration Plante ont engendré une précarité financière. L'année 2025 sera vraisemblablement pire que les autres.
- La dernière année a été marquée par le bris de confiance des Montréalais-es envers l'administration Plante face aux scandales de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), aux frasques de la mairesse, par exemple des bouteilles de vin achetées avec l'argent des contribuables, et aux promesses brisées. Il importe plus que jamais de rétablir la confiance envers l'administration montréalaise.
- Des changements majeurs doivent être apportés dans la gestion financière de la Ville de Montréal : les politiques financières doivent être respectées, les dépassements de coûts évités, les dépenses mieux contrôlées et les hausses de taxes limitées.

### *Sur l'habitation :*

- Suspendre le *Règlement pour une métropole mixte* (RMM), et ce, malgré les allègements temporaires récemment appliqués.
- Miser sur des stratégies de bonus à la densité, tant pour accroître l'offre résidentielle globale que pour augmenter l'offre abordable en particulier avec le zonage différencié, par exemple.
- Créer un fonds de développement du logement communautaire et social.

- Exiger que le gouvernement du Québec permette aux sociétés de transport de s'unir avec des promoteurs pour réaliser des travaux de construction afin de générer des revenus à partir du développement immobilier à proximité du transport collectif.
- Accélérer la décontamination des terrains de l'Est de Montréal pour y construire des logements et développer de nouveaux logements sociaux, abordables et étudiants sur les terrains sous-utilisés appartenant à la Ville de Montréal.

## **Consultation prébudgétaire 2025 : l'administration Plante cache la poussière sous le tapis**

---

Depuis 2019, la Ville de Montréal organise des consultations prébudgétaires. Lorsqu'elles ont été lancées, elles visaient à offrir une voix aux Montréalais-es afin de se prononcer directement ou indirectement sur les grandes orientations budgétaires. Nous retrouvons d'ailleurs la même formule au provincial et au fédéral.

À de multiples reprises, les élu-es d'Ensemble Montréal ont reproché à l'administration Plante les orientations imposées lors de ces consultations. Comme nous l'avons souligné l'an dernier, les consultations prébudgétaires, telles que proposées par l'administration de Projet Montréal, cherchent de moins en moins à consulter la population, mais plutôt à imposer un agenda politique sous le couvert de consultations.

Cette année, la consultation prébudgétaire 2025 s'est concentrée exclusivement sur le financement du transport collectif. Même si l'équipe d'Ensemble Montréal souligne l'importance et l'urgence de trouver des solutions aux nombreux défis de nos sociétés de transport, force est de constater que l'année 2024 marque le summum de la consultation dirigée.

Alors que les Montréalais-es ont payé plus de 4,1 G\$ en taxes municipales pour l'année 2024 – sans compter les quotes-parts des villes liées, les amendes et pénalités, les droits sur les mutations immobilières ou encore les licences et permis



– l'équipe de Valérie Plante n'a pas cru bon de les consulter sur les services qu'ils reçoivent, la pression financière qu'ils subissent ou les innombrables problèmes qui affligent leur ville.

À cet effet, nos commissaires partagent l'analyse de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) :

« ... les défis que doit relever la Ville vont bien au-delà de la question du financement du transport collectif. Dans un contexte marqué par un ralentissement économique, par la crise du logement, par des besoins criants en infrastructures modernes et efficaces, ou encore par la transition verte et l'adaptation aux changements climatiques, il est nécessaire que l'administration municipale tienne compte de l'ensemble des enjeux dans le cadre de ses orientations budgétaires. »<sup>1</sup>

En plus d'autres enjeux prioritaires, par exemple la crise de l'itinérance, la désuétude de nos infrastructures, l'état lamentable du centre-ville, l'inoccupation commerciale, l'insécurité grandissante ou encore la multiplication des catastrophes naturelles, des sinistres et des événements météorologiques extrêmes, l'Opposition officielle à la Ville de Montréal se serait attendue à ce que la consultation prébudgétaire 2025 traite minimalement des finances de la Ville, mais aussi de l'habitation.

Les commissaires d'Ensemble Montréal se désolent également de l'instrumentalisation évidente des consultations prébudgétaires. Regrettablement, budget 20 au fil des ans, ces consultations ont revêtu des allures d'outil de relations publiques. Cette année, l'administration de Valérie Plante ne s'en est même pas cachée. Avant même la fin des démarches de la Commission, le conseil de la

<sup>1</sup> Chambre de commerce du Montréal métropolitain, «Budget 2025 de la Ville de Montréal : retrouver la marge de manœuvre nécessaire au développement économique et urbain de la métropole», 27 mai 2024, 3, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20C9MOIRE\\_CCM%20CONSULTATIONPR%20C9BUDG%20C9TAIRE2025\\_20240527.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20C9MOIRE_CCM%20CONSULTATIONPR%20C9BUDG%20C9TAIRE2025_20240527.PDF)

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a annoncé sa décision de hausser de 150 % la taxe sur l'immatriculation prélevée dans la région métropolitaine de Montréal. À notre sens, il aurait été avisé d'attendre l'adoption des recommandations par la Commission. Rappelons que le conseil de la CMM est présidé par la mairesse Valérie Plante.

## **Les villes : locomotrices du transport collectif**

---

Depuis la pandémie, les organismes publics de transport en commun (OPTC) montréalais, parmi lesquels on compte la Société de transport de Montréal (STM), peinent à équilibrer leur budget de fonctionnement et manquent de fonds pour pallier la vétusté de leurs infrastructures et de leurs équipements.

L'actualité municipale de l'année 2024 a été marquée par ces défis, mais il importe de reconnaître que les OPTC éprouvent depuis longtemps des enjeux financiers.

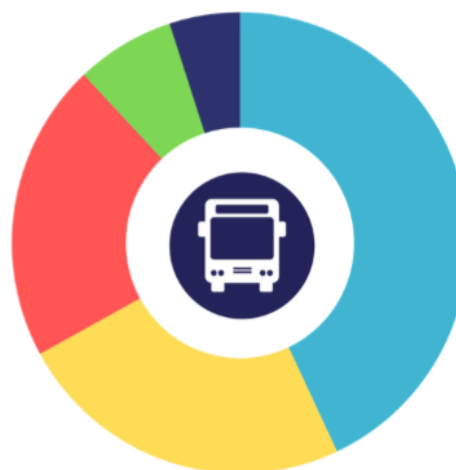
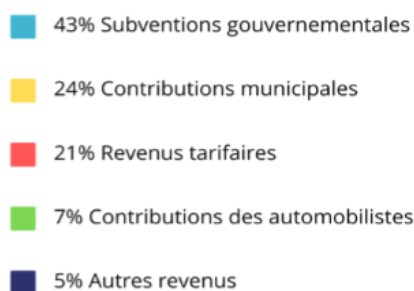
Évidemment, les manques à gagner s'enchaînent depuis le début de la pandémie, puisque les revenus tarifaires ont chuté. Alors que le déficit de la STM s'est établi à 46 M\$ pour l'exercice 2024, son manque à gagner était de 78 M\$ en 2023 et de 43 M\$ en 2022.

Avant la pandémie, il est aussi arrivé à la STM de présenter des déficits budgétaires. En 2013, la STM a présenté un déficit de 16 M\$, qui a finalement été épongé par la Ville de Montréal. Entre 2005 et 2009, la STM a aussi systématiquement fait des déficits. Plus récemment, en 2019, l'enjeu du financement du transport collectif faisait déjà itérativement les manchettes. Ainsi, le sous-financement du transport collectif revêt à la fois un caractère systémique et systématique.

## Le partage du financement

À l'heure actuelle, le financement du transport en commun est partagé principalement entre les subventions gouvernementales, les contributions municipales, les revenus tirés des usagers et des automobilistes. Une infime part des revenus provient aussi de revenus autonomes.

### Sources de revenus 2024 de l'ensemble des dépenses en transport collectif de la région métropolitaine de Montréal, selon le budget 2024 de l'ARTM



Ensemble Montréal joint évidemment sa voix aux municipalités du Québec pour demander un meilleur financement du transport collectif par le gouvernement du Québec. La stabilité et la prévisibilité du financement doivent primer. Il est donc essentiel que le gouvernement du Québec propose un cadre financier sur cinq ans, voire sur dix ans. Cela dit, les autres sources de revenus doivent aussi augmenter, sans quoi cette crise ne se réglera pas et la mobilité restera soumise aux aléas politiques.

### Les automobilistes

Lors des séances de la consultation prébudgétaire 2025, plusieurs experts et groupes ont plaidé pour un rattrapage de la contribution des automobilistes au transport collectif.

Notre parti comprend que les automobilistes doivent contribuer un peu plus, mais cela doit se faire tout en respectant la capacité de payer des Montréalais-es.

Encore aujourd'hui, de nombreux ménages montréalais dépendent de l'automobile pour se déplacer. L'indice d'équité des milieux de vie, qui vise à localiser les milieux de vie cumulant des vulnérabilités urbaines, établit à 28 % la population montréalaise vulnérable face à l'accès aux ressources de proximité<sup>2</sup>.

Les mesures de proximité de Statistique Canada permettent aussi d'évaluer la proximité à toute source de transport en commun à une distance de marche de 1 km. Ces données nous permettent de constater que des secteurs montréalais souffrent encore d'un grave déficit d'accès au transport collectif, en particulier dans l'Est et dans l'Ouest. En outre, plusieurs secteurs situés dans des quartiers centraux de la ville sont moins bien desservis. À titre d'exemple, les secteurs les plus au sud de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve<sup>3</sup>.

Selon l'enquête Origine-Destination 2018, la vaste majorité des déplacements à Montréal repose toujours sur l'automobile. Dans l'Est de Montréal, cette proportion s'établit à 69,4 %. Dans l'Ouest, elle atteint 75,9 %. D'ailleurs, l'automobile occupe aussi une place importante dans les quartiers centraux de la ville, dans lesquels 47,4 % des déplacements ont été réalisés par l'automobile<sup>4</sup>.

Ainsi, le constat est clair : l'automobile, qu'on le souhaite ou non, constitue encore un besoin pour nos ménages, mais encore davantage pour nos familles montréalaises. En effet, selon l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, « ... les familles avec de jeunes enfants constituent aujourd'hui le type de ménage utilisant le moins les transports en commun »<sup>5</sup>, puisque 85 % des parents utilisent l'automobile comme mode de transport principal.

---

<sup>2</sup> Ville de Montréal, « Indice d'équité des milieux de vie – 2023 », 2023, URL <https://services.montreal.ca/indice-equite-milieux-vie/#10.75/45,5263/-73,6467>

<sup>3</sup> Statistique Canada, « Visualisateur de données sur les mesures de proximité », 12 septembre 2023, URL <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2020011-fra.htm>

<sup>4</sup> Autorité régionale de transport métropolitain, « Enquête origine-destination », 22 juin 2020, URL [https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2020/06/document-mobilite\\_EOD\\_2018.pdf](https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2020/06/document-mobilite_EOD_2018.pdf)

<sup>5</sup> Ouellette, Joanie, « Le transport collectif, pilier de la transition écologique », *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques*, janvier 2024, 4, URL <https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2024/01/Fiches-transport-4-WEB.pdf>

Posséder une voiture coûte cependant très cher à Montréal. Une analyse publiée par Hardbacon<sup>6</sup> montre que le coût moyen de possession d'une voiture dans la métropole a augmenté de 68 % entre 2019 et 2024<sup>7</sup>. Ce coût moyen s'élève maintenant à 1 302 \$ par mois, comparativement à 773 \$ en 2019.

En comparaison, l'utilisation du transport collectif est donc la solution la plus économe, puisque le tarif mensuel varie dans le Grand Montréal entre 100 \$ et 271 \$, selon les zones que l'utilisateur traverse, et ce, sans les tarifs réduits<sup>8</sup>. Toutefois, comme nous venons de l'expliquer, tous les ménages n'ont pas le choix d'opter pour le transport collectif. Plusieurs n'ont tout simplement pas accès à des réseaux structurants. Plusieurs familles ont besoin d'utiliser une automobile.

Pour favoriser le transfert modal, la Ville de Montréal devra s'assurer de développer le transport collectif dans l'Est et dans l'Ouest, sans quoi les arrondissements excentrés ne pourront pas emboîter le pas à la mobilité durable.

### **La taxe sur l'essence et les droits d'immatriculation**

Les automobilistes contribuent présentement au transport collectif par la taxe sur les carburants et les droits d'immatriculation.

Les taux de la taxe sur les carburants varient selon le type d'essence, mais aussi selon la région dans laquelle est situé le point de vente au détail. À Montréal, les automobilistes paient une taxe majorée de 3 ¢ par litre, qui est directement remise à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) pour contribuer au financement du transport collectif. Le taux n'a pas été ajusté depuis 2013<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Hardbacon est une entreprise de services financiers qui offre notamment une application de budget, des comparateurs de produits financiers et des guides sur les finances personnelles. L'analyse, publiée en février 2024, se base sur des données provenant de Statistiques Canada, CAA Québec, la Ville de Montréal, AutoTrader et le Conseil régional de l'environnement de Montréal.

<sup>7</sup> Gauthier, Maude, « Combien coûte un véhicule à Montréal en 2024? 68% de plus qu'en 2019 », *Hardbacon*, 21 février 2024, URL <https://hardbacon.ca/fr/voiture/combien-coute-un-vehicule-montreal/>

<sup>8</sup> Autorité régionale de transport métropolitain, « Tarification », 1 juillet 2024, URL <https://www.stm.info/sites/default/files/pdf/fr/tarifs.pdf>

<sup>9</sup> Ministère des Finances du Québec, « Taxe sur les carburants », 2024, URL [https://www.finances.gouv.qc.ca/ministere/environnement\\_economie\\_verte/mesures-ecofiscales/fiches/taxe\\_carburants.asp#:~:text=Entre%202010%20et%202013%2C%20le.pas%20uniforme%20dans%20la%20province.](https://www.finances.gouv.qc.ca/ministere/environnement_economie_verte/mesures-ecofiscales/fiches/taxe_carburants.asp#:~:text=Entre%202010%20et%202013%2C%20le.pas%20uniforme%20dans%20la%20province.)

Le gouvernement du Québec prélève aussi à travers la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) des droits d'immatriculation, qui varient selon le type de véhicule et certaines situations. Depuis 1992, une contribution au transport en commun de 30 \$ est exigée aux propriétaires de véhicules de promenade de certaines régions, dont la Communauté métropolitaine de Montréal<sup>10</sup>.

Ensemble Montréal croit que ces deux contributions devraient être indexées annuellement, tout comme les tarifs des usagers et les contributions municipales le sont. Le retard accumulé au fil des ans a grandement nui au développement du transport collectif. Une indexation annuelle est une option raisonnable puisqu'elle ne prend pas par surprise les automobilistes.

Plus encore, le gouvernement du Québec doit prélever la contribution au transport en commun pour l'ensemble de la province. Il ne fait maintenant plus aucun doute que le transport collectif bénéficie à tous sur les plans économique, environnemental et social. Le gouvernement le reconnaît<sup>11</sup>. D'ailleurs, en 2023, une étude de l'Association du transport urbain du Québec (ATUQ) a montré que la STM a permis de générer une valeur ajoutée de 2,8 G\$ dans l'économie du Québec<sup>12</sup>.

### **La taxe sur l'immatriculation dans la région métropolitaine de Montréal**

Depuis 2011, la Ville de Montréal perçoit une taxe sur l'immatriculation supplémentaire pour financer le transport en commun. En 2024, cette taxe a été étendue à l'ensemble du territoire de la CMM pour un montant de 59 \$.

Le 30 mai 2024, la CMM a adopté une résolution visant à accroître cette taxe de 91 \$, l'équivalent d'une hausse de 150 %, qui devrait ainsi s'établir à 150 \$ en 2025. Cette résolution a été adoptée par les élu-es de la CMM, composée à majorité d'élus-es de l'agglomération de Montréal. Le conseil de la CMM est d'ailleurs présidé par la

---

<sup>10</sup> Société de l'assurance automobile du Québec, « Contribution au transport en commun », 5 juillet 2024. URL <https://saag.gouv.qc.ca/saag/tarifs-amendes/immatriculation/cout-renouvellement/vehicules-promenade/contribution-transport-commun#tableau>

<sup>11</sup> Gouvernement du Québec, « Transport collectif », 23 février 2023. URL <https://www.quebec.ca/transports/transport-collectif>

<sup>12</sup> Association du transport urbain du Québec, « Impacts économiques 2023 - La Société de transport de Montréal », 2024, 2. URL <https://atuq.com/wp-content/uploads/2024/02/Fiche-STM-30JV.pdf>

maire Valérie Plante. Seuls quatre maires de la couronne Sud de Montréal ont voté en défaveur de cette résolution<sup>13</sup>.

Pour Ensemble Montréal, cette décision est hâtive et drastique :

*« Nous ne devons pas oublier que les résidents des arrondissements excentrés ont très peu d'alternatives actuellement pour se départir de leurs voitures. Cette hausse draconienne punit des automobilistes qui n'ont d'autres choix en termes de transport collectif. »*

**- Aref Salem, chef de l'Opposition officielle de la Ville de Montréal**

Tout en concédant que les automobilistes doivent aussi participer à résorber le déficit opérationnel de nos OPTC, notre parti ne peut accepter une hausse si importante du fardeau pour des ménages et des familles qui n'ont d'autres choix que d'utiliser leur voiture. C'est d'autant plus dommage qu'un juste milieu existe.

Jean-Philippe Meloche, professeur titulaire en Économie urbaine et finances publiques locales à l'Université de Montréal, propose un scénario de financement du manque à gagner selon les cibles de financement dans lequel la contribution des automobilistes augmente de 45 \$, à la différence de 91 \$<sup>14</sup>. C'est moitié moins que l'augmentation de la taxe imposée par Projet Montréal.

La taxe sur l'immatriculation ajustée à 104 \$ générerait des revenus d'environ 222 M\$ plutôt que 320 M\$. Le gouvernement du Québec investit quant à lui 200 M\$. Avec cette option, le manque à gagner s'établirait à un peu moins de 140 M\$. Comme les OPTC ont déjà indiqué qu'ils combleraient l'équivalent d'à peu près 40 M\$, le déficit réel restant serait sensiblement de 100 M\$ ; un manque à gagner important, mais

<sup>13</sup> Lecomte, Anne Marie, « La taxe sur l'immatriculation augmentera de 91 \$ en 2025 dans le Grand Montréal », *Radio-Canada*, 30 mai 2024, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2076815/taxe-immatriculation-augmentation-grand-montreal-2025>

<sup>14</sup> Meloche, Jean-Philippe, « Avis d'expert sur les perspectives budgétaires de Montréal en lien avec le financement du transport collectif », 29 mai 2024, 8, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20MOIRE\\_MELOCHE\\_CONSULTATIONPR%20BUDG%20TAIRE2025\\_20240530.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20MOIRE_MELOCHE_CONSULTATIONPR%20BUDG%20TAIRE2025_20240530.PDF)

qui peut se résorber grâce à des efforts supplémentaires et aux mesures énumérées ci-après.

Ensemble Montréal propose donc de rectifier la hausse de la taxe sur l'immatriculation adoptée par le conseil de la CMM et de la diminuer de 91 \$ à 45 \$.

### **Les municipalités**

Les municipalités doivent, elles aussi, hausser leur contribution et paver la voie au développement de nos réseaux de transport. Bien entendu, c'est l'ARTM qui établit les contributions municipales, selon sa politique de financement. Malgré tout, lorsqu'on se penche sur les contributions des municipalités, on remarque deux choses.

Premièrement, la part de la contribution des municipalités a diminué au fil des ans. Auparavant, elles assumaient une plus grande part du financement des sociétés de transport en commun. Par exemple, la part de la contribution municipale s'élevait à 40 % en 1992 et à 37 % en 2008. En 2024, cette part s'établit à 24 % (17 % pour l'agglomération de Montréal et 7 % pour les autres municipalités).

Deuxièmement, lorsqu'on étudie attentivement le budget de la Ville de Montréal, nous remarquons que la part de la contribution à l'ARTM par rapport aux dépenses totales de la Ville de Montréal a diminué.

En 2018 et en 2019, la contribution à l'ARTM représentait 10,5 % des dépenses totales de la Ville de Montréal. En 2020, cette part s'est établie à 10,8 %, la proportion la plus élevée depuis la création de l'ARTM. Par la suite, celle-ci a généralement régressé : 10,3 % en 2021, 9,7% en 2022, 9,5 en 2023 et 9,8 en 2024<sup>15</sup>.

Nous constatons aussi que les dépenses totales de la Ville de Montréal ont crû beaucoup plus rapidement que les contributions à l'ARTM. Les premières ont augmenté de 27,8 % entre 2018 et 2024, contre seulement 18,9 % pour les contributions à l'ARTM.

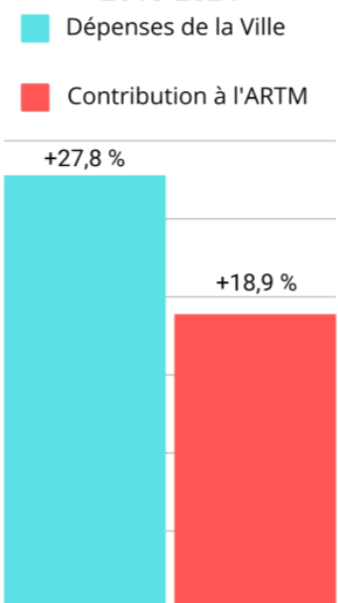
---

<sup>15</sup> Ces données ont été tirées des budgets de l'ARTM et de la Ville de Montréal. Pour les exercices financiers de 2022, 2023 et de 2024, la contribution à l'ARTM de la Ville de Montréal exclut la compensation exigée pour le rabais tarifaire destiné aux personnes âgées sur l'ensemble du réseau de l'ARTM de l'île de Montréal. Ce retranchement explique la variation entre les budgets de l'ARTM et de la Ville de Montréal.



## Visiblement, la nature dépensière de la mairesse ne s'applique pas au transport collectif.

### Augmentation (en %) des dépenses totales de la Ville de Montréal comparativement à ses contributions à l'ARTM pour la période 2018-2024



Si les contributions de la Ville de Montréal avaient connu la même augmentation que ses dépenses totales, ce sont 155 M\$ supplémentaires qui auraient été accordés entre 2018 et 2024 au transport collectif. Dans la même lignée, si la part de la contribution de la Ville de Montréal s'était maintenue au même ratio par rapport aux dépenses totales de fonctionnement de la Ville qu'en 2020, c'est-à-dire 10,8 %, c'est environ 272 M\$ supplémentaires qui auraient été octroyés au transport collectif entre 2021 et 2024.

Ces données démontrent que les municipalités, du moins la Ville de Montréal, peuvent contribuer, elles aussi, un peu plus. Au bout du compte, il s'agit de choix financiers et politiques, mais il est possible de le faire.

Si la Ville de Montréal a été capable de réserver 10,8 % de ses dépenses de fonctionnement totales au transport collectif en 2020, elle aurait été capable de le faire les années suivantes. Si elle a décidé de hausser ses dépenses de fonctionnement totales de 27,8 % depuis 2018, sa contribution au transport collectif aurait pu suivre le même rythme de croissance.

Ensemble Montréal n'est pas seul à soutenir que les municipalités peuvent augmenter légèrement leurs contributions. Lors des séances de la consultation prébudgétaire 2025, Jean-Philippe Meloche a soutenu que les municipalités devraient être amenées à participer davantage, comme « le transport en commun

est généralement mieux planifié lorsqu'il relève des autorités locales. »<sup>16</sup> À titre indicatif, M. Meloche suggère une participation des municipalités de 33 %. Le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal) établit aussi à 33 % la part nécessaire des contributions municipales pour combler les besoins dans les années futures<sup>17</sup>. La CCMM recommande elle aussi à la Ville d'« évaluer les mesures qu'elle peut mettre en œuvre pour hausser sa contribution au financement du transport collectif »<sup>18</sup>.

Malgré tout, force est d'admettre que cette situation s'explique plutôt par les modalités définies par la politique de financement de l'ARTM. En fin de compte, c'est l'agence qui fixe les contributions municipales, mais il convient tout de même de spécifier que des dérogations à cette politique sont constamment adoptées depuis la pandémie.

Ces dérogations « ont autorisé le maintien des contributions municipales à celles prévues au budget 2020 de l'ARTM »<sup>19</sup>, qui ont été indexées de 2 % en 2021 et 2022, de 4 % en 2023 et de 7 % en 2024. Normalement, la politique de financement de l'ARTM édicte que les municipalités sont « responsables du déficit résiduel des services de transport collectif régulier et adapté. »<sup>20</sup> Les municipalités auraient donc en principe assumé les déficits qu'ont connu les OPTC sans l'adoption d'une dérogation. On comprend facilement que cela n'aurait tout simplement pas été possible. Toutefois, les municipalités auraient pu assumer une part un peu plus importante du financement du transport en commun.

<sup>16</sup> Meloche, Jean-Philippe, « Avis d'expert sur les perspectives budgétaires de Montréal en lien avec le financement du transport collectif », 4.

<sup>17</sup> CRE-Montréal, Solon collectif, COOP Carbone et Coalition mobilité active Montréal, « De l'ambition à l'action pour une mobilité inclusive », 29 mai 2024, 2 URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%C9MOIRE\\_CRE\\_CONSULTATIONPR%C9BUDG%C9TAIRE2025\\_20240527.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%C9MOIRE_CRE_CONSULTATIONPR%C9BUDG%C9TAIRE2025_20240527.PDF)

<sup>18</sup> Chambre de commerce du Montréal métropolitain, « Budget 2025 de la Ville de Montréal : retrouver la marge de manœuvre nécessaire au développement économique et urbain de la métropole », 6.

<sup>19</sup> Autorité régionale de transport métropolitain, « Budget 2024 : L'heure des choix », 21 décembre 2023, 6, URL [https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2024/03/2567\\_ARTM\\_Budget\\_2024\\_final\\_page\\_WEB.pdf](https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2024/03/2567_ARTM_Budget_2024_final_page_WEB.pdf)

<sup>20</sup> Autorité régionale de transport métropolitain, « Politique de financement : Des transports collectifs en mouvement », septembre 2017, 6, URL [https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2023/05/PO\\_financement\\_ARTM-2017\\_R01\\_Adoptee\\_CA2022-11-24.pdf](https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2023/05/PO_financement_ARTM-2017_R01_Adoptee_CA2022-11-24.pdf)

Rappelons aussi que les membres élus des municipalités du Grand Montréal composent la moitié du conseil d'administration de l'ARTM. La mairesse Valérie Plante y siège d'ailleurs.

### Comment y arriver ?

Même si ce constat semble antithétique, notre parti croit que les villes doivent jouer un rôle un peu plus important dans le financement du transport collectif, sans quoi nous sommes condamnés à vivre aux crochets des subventions gouvernementales et à subir les aléas politiques provinciaux. Toutefois, cela ne signifie pas que les gouvernements doivent se défilier du financement du transport collectif, particulièrement du maintien des infrastructures.

Naturellement, une contribution plus élevée des municipalités doit aussi s'accompagner de nouveaux pouvoirs et d'une plus grande participation sur la planification des grandes orientations du transport collectif.

Maintenant, cela va de soi, la question est : comment ?

Sans diminuer la complexité et l'ampleur de la tâche, quelques pistes de solutions s'offrent aux municipalités pour mieux financer le transport collectif.

#### 1) *Faire des choix budgétaires éclairés*

Les villes doivent faire des choix budgétaires parfois déchirants, mais nécessaires. Un peu plus loin dans ce rapport, notre équipe démontre que Projet Montréal est incapable de prioriser : les effectifs et la rémunération ont explosé, l'argent des contribuables n'est pas investi aux bons endroits, les dépassements de coûts s'enchaînent, l'administration fait fi des politiques financières, etc.

Nous avons aussi démontré que la part de la contribution de la Ville de Montréal à l'ARTM, comparativement à ses dépenses totales, tend à diminuer. Les dépenses totales de la Ville ont aussi augmenté bien plus rapidement que ses contributions au transport collectif.

La première solution est donc la plus évidente : la Ville de Montréal doit prioriser le transport collectif et y attribuer les ressources nécessaires. Une administration d'Ensemble Montréal mettrait le transport collectif au cœur de ses priorités.

2) *Permettre aux municipalités de financer plus facilement des initiatives de bonification du service et développer le transport collectif à la demande*

Le 30 janvier 2024, la CMM a autorisé une dérogation temporaire à l'application de la politique de financement de l'ARTM, comme elle le fait répétitivement depuis la pandémie. La CMM en a profité pour approuver des mesures additionnelles que l'ARTM pourrait prendre, notamment la possibilité pour les municipalités de faire des demandes de bonification de service, en supplément de la rémunération autorisée pour les services des OPTC et en contrepartie d'une contribution additionnelle par la ou les municipalités concernées. Ce procédé s'emploie présentement dans le cadre des navettes fluviales, par exemple.

À l'heure actuelle, il est possible pour une municipalité de faire une demande de modification ou d'ajout d'un service dans un secteur donné. Dans un tel cas, l'ARTM et la municipalité collaborent pour définir les besoins et déterminer les meilleures solutions. La municipalité assume les coûts inhérents aux initiatives de bonification du service.

Ce processus est cependant assez méconnu, parfois complexe et il peut être lent. Il importe donc d'encourager les municipalités à l'utiliser, mais aussi d'en faciliter l'application.

Les initiatives de bonification du service contribueraient à améliorer l'offre, mais aussi à accroître l'achalandage. Dans l'immédiat, les OPTC et l'ARTM visent le maintien du service. La STM l'a d'ailleurs confirmé lors de la consultation prébudgétaire 2025 : elle planifie dans les prochaines années le maintien de son offre de service plutôt que son développement.

La responsabilité de développer l'offre de service pourrait ainsi devoir être assumée par les villes, sans quoi le transport collectif ne sera pas développé avant un certain temps. Les initiatives de bonification du service pourraient donc se révéler être l'une des façons les plus intéressantes pour développer l'offre dans un contexte de stagnation.

Pour y arriver, les villes peuvent s'orienter vers un service à la demande, qui est un exemple de bonification de service facile et rapide. La STM propose déjà une offre limitée de service à la demande, principalement par son réseau de taxi collectif. Selon l'Association canadienne du transport urbain (ACTU) :

*« Le transport en commun à la demande fait référence à des formes alternatives de prestation de services de transport en commun où les itinéraires et horaires des véhicules sont déterminés par la demande des passagers, généralement facilitée par une application technologique. »<sup>21</sup>*

Le transport en commun à la demande a plusieurs avantages : un rapport coût-efficacité avantageux dans des secteurs difficiles à exploiter, une planification plus flexible du service, des services personnalisés offerts aux clients, etc.<sup>22</sup>

En mai 2024, notre parti a déposé une motion pour étendre le service de taxi collectif de la STM afin de mieux desservir les quartiers plus éloignés. Cette motion a malheureusement été rejetée par l'équipe de Projet Montréal.

### 3) *Élargir la taxe sur les parcs de stationnement*

Un autre outil intéressant pour les municipalités est l'adoption d'une taxe sur les parcs de stationnement. Depuis 2010, la Ville de Montréal applique cette mesure d'écofiscalité aux espaces de stationnement situés dans les immeubles non résidentiels de l'ensemble du territoire. Dans le centre-ville, elle s'applique aux stationnements intérieurs et extérieurs. Dans les autres secteurs, elle vise plutôt les terrains extérieurs de plus de 10 000 m<sup>2</sup>. En 2024, cette taxe devrait engendrer des revenus de 27,4 M\$.

Lors des élections municipales de 2021, notre équipe avait proposé d'étendre graduellement la taxe sur les parcs de stationnement à tous les stationnements commerciaux de plus de 500 m<sup>2</sup>, en excluant toutefois les parcs de stationnement « écoresponsables ». Les revenus générés par cet élargissement étaient alors estimés à 50 M\$, pratiquement le double des revenus générés actuellement.

<sup>21</sup> Association canadienne du transport urbain, « Boîte à outils sur le transport collectif à la demande », mai 2022, 8, URL <https://cutaactu.ca/wp-content/uploads/2022/07/odt-toolkit-fr.pdf>

<sup>22</sup> Association canadienne du transport urbain, « Boîte à outils sur le transport collectif à la demande », 20-21.

Les nouveaux revenus dégagés par cet élargissement pourraient être entièrement dédiés au financement du transport collectif.

Malgré tout, il est décevant de constater que la Ville de Montréal est à l'heure actuelle l'une des seules villes du Grand Montréal avec Brossard, Boucherville, Laval et Longueuil à imposer une taxe sur les parcs de stationnement non résidentiels.

Déjà en 2012, la Commission du transport de la CMM recommandait, dans son rapport sur le financement du transport en commun, d'«élargir la taxe sur le stationnement à l'ensemble du territoire de la Communauté... »<sup>23</sup>.

Plusieurs intervenants et experts ont signifié, dans le cadre de la consultation prébudgétaire 2025, l'importance d'élargir la taxe sur les parcs de stationnement, par exemple la professeure en études urbaines Florence Junca-Adenot, le CRE-Montréal et Trajectoire Québec.

*4) Réserver les recettes générées par la taxe relative au financement de la contribution ARTM au développement du transport collectif*

Depuis 2019, la Ville de Montréal impose à ses contribuables une taxe relative au financement de la contribution ARTM, qui se veut une taxe dédiée au transport en commun.

Seulement, comme les élu-es d'Ensemble Montréal l'ont souligné dans leur rapport minoritaire sur l'étude du budget 2019, cette taxe a été adoptée par l'administration Plante pour accroître les revenus de la Ville et payer sa quote-part à l'ARTM, sans qu'elle ne vise ni n'entraîne aucun changement en faveur du transport collectif. Pour l'expliquer simplement, il s'agit d'une acrobatie financière pour équilibrer les budgets dépensiers de l'équipe de Valérie Plante, sans que cela ne bonifie le financement du transport collectif à Montréal. Comme il est mentionné ci-dessus, c'est l'ARTM qui fixe les contributions municipales, ce qui signifie que la Ville de Montréal paierait la même quote-part, qu'elle ait adopté ou non cette taxe spéciale.

C'est pourquoi notre équipe suggère plutôt d'investir les revenus générés par cette taxe dans un fonds de développement du transport collectif, pour en faire une vraie

---

<sup>23</sup> Communauté métropolitaine de Montréal, « Rapport de la commission du transport de la communauté sur le transport en commun », novembre 2012, 21, URL [https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/04/20120816\\_consultationTC\\_rapportCommission.pdf](https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/04/20120816_consultationTC_rapportCommission.pdf)

taxe dédiée au transport en commun. Pour ce faire, la quote-part exigée par l'ARTM devrait être entièrement financée par les autres revenus de la Ville, sans que les taxes foncières générales n'augmentent pour compenser ce changement. Concrètement, cela rejoint notre première solution : faire des choix budgétaires éclairés.

Cette taxe a engendré des revenus réels de 11,6 M\$ en 2023. En 2024, le taux de taxation de cette taxe spéciale a augmenté, ce qui devrait porter à 49,1 M\$ les revenus générés. Ce montant peut paraître élevé, mais en réalité, il représente 0,7 % des dépenses totales de la Ville de Montréal.

En pratique, notre idée signifie donc que 49,1 M\$ seraient investis dans un fonds dédié au développement du transport collectif, sans que les taxes foncières générales n'augmentent pour compenser cette mesure. Au contraire, grâce à des choix budgétaires éclairés, cette alternative se veut plutôt gagnante-gagnante.

*5) Une participation accrue représente un levier décisif pour porter les revendications des villes*

Même s'il est important que les villes participent un peu plus au financement du transport collectif, cela ne doit pas se faire sans compromis de la part du gouvernement du Québec. Selon les commissaires d'Ensemble Montréal, la force de cette proposition, c'est qu'elle offrira assurément un poids dans les négociations avec Québec pour revendiquer des changements dans les pouvoirs et responsabilités liés au transport collectif. Essentiellement, trois améliorations doivent être exigées.

D'abord, tout comme le recommande la STM, la Ville de Montréal doit exercer une forte pression sur le gouvernement du Québec pour permettre aux OPTC « de s'unir avec des promoteurs pour réaliser des travaux de construction afin de générer des revenus à partir du développement immobilier à proximité du transport collectif. »<sup>24</sup> Ce pouvoir est primordial pour accroître les revenus autonomes générés. D'autre part, il s'agit d'un levier avantageux pour stimuler le développement immobilier aux abords des pôles générateurs de déplacements et accélérer la construction de

---

<sup>24</sup> Société de transport de Montréal, « L'heure des choix », 2024, 12. URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20C9MOIRE\\_STM\\_CONSULTATIONPR%20C9BUDG%20C9TAIRE2025\\_20240527.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20C9MOIRE_STM_CONSULTATIONPR%20C9BUDG%20C9TAIRE2025_20240527.PDF)

logements sociaux et abordables. Pour les villes, le développement immobilier par des OPTC signifierait aussi de nouveaux revenus fonciers.

Ensuite, le gouvernement du Québec doit pérenniser, voire bonifier sa participation au maintien et à la modernisation des infrastructures du transport collectif. Alors qu'elles ont le devoir de contribuer aux opérations du transport collectif, les villes n'ont tout simplement pas les moyens en l'état actuel d'assumer seules les besoins en matière d'immobilisations de nos OPTC. Lors de l'étude budgétaire 2024, la STM a expliqué que les balises de subventions du *Plan d'immobilisations en transport en commun* du gouvernement québécois demeurent insuffisantes pour satisfaire les besoins d'investissements. Pour la période 2024 à 2034, un dépassement de 7,3 G\$ est estimé par la STM pour la réalisation à court terme de projets critiques.

Puis, les gouvernements du Canada et du Québec doivent s'engager à développer des projets structurants de transport collectif dans le but d'accroître l'achalandage, mais aussi la connectivité et le maillage des différents axes. Les villes doivent aussi s'assurer de convaincre Québec de les épauler face à l'arrivée de ces nouveaux réseaux.

La ministre des Transports et de la Mobilité durable a présenté son projet de loi n° 61, *Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif*, en mai 2024. Tout en reconnaissant que des moyens doivent être trouvés rapidement pour accélérer la réalisation de nouveaux projets de transport en commun, Ensemble Montréal s'inquiète des défis que créera l'agence Mobilité Infra Québec pour les villes, dans sa forme proposée. Nous sommes alarmés par la volonté de confier aux municipalités et aux sociétés de transport la responsabilité financière de l'exploitation de nouveaux projets majeurs, sans que le gouvernement du Québec ne prenne d'engagement pour assurer une pérennisation des dépenses d'exploitation ou que des outils supplémentaires soient offerts aux villes pour y arriver.

L'arrivée de Mobilité Infra Québec peut être une belle occasion de redéfinir certains périmètres du financement du transport collectif, sans que les contribuables n'en soient impactés. Comme plusieurs l'ont fait valoir durant la consultation prébudgétaire 2025, il serait intéressant d'augmenter la part du Fonds d'électrification et de changements climatiques, anciennement le Fonds vert, dédiée



au transport collectif. Ce fonds dispose d'un surplus qui était évalué à 1,7 G\$<sup>25</sup> en avril 2024 et qui devrait s'accroître avec la fin annoncée du programme Roulez vert.

Rappelons aussi que les villes sont les mieux placées pour aménager leur territoire. Elles sont directement redevables devant leurs résident-es. La planification du transport en commun doit impérativement se faire en collaboration avec les municipalités.

### *6) Au-delà du financement, les villes doivent redorer le transport collectif*

Le financement du transport collectif est intrinsèquement lié à l'achalandage. Comme plusieurs intervenants l'ont relevé, la clientèle du transport collectif doit avoir l'assurance que le service offert est rapide, efficace, sécuritaire et accessible.

Malheureusement, les Montréalais-es ont plusieurs inquiétudes face à leurs services et leurs réseaux de transport collectif. Selon les principaux indicateurs et résultats de performance de la STM en date du 30 avril 2024<sup>26</sup>, l'indice d'expérience client globale et l'indice du sentiment de sécurité sont tous les deux en baisse. Seuls 49 % des clients de la STM ont un sentiment de sécurité élevé à l'égard du réseau et 30 % des clients pensent que la STM est bien gérée.

Parmi les suggestions d'amélioration, la première place est occupée par l'amélioration de la sécurité. On retrouve ensuite l'augmentation de la fréquence des bus, l'amélioration de la propreté, les actions pour contrer les comportements dérangeants et l'amélioration de la fiabilité du métro.

Les villes ont le pouvoir d'influencer la satisfaction de la clientèle et d'encourager la population à utiliser les services de transport collectif.

En septembre 2023, Ensemble Montréal a déposé une motion au conseil municipal de la Ville de Montréal pour sécuriser les déplacements aux alentours des métros, près desquels on recense un nombre inquiétant d'accidents majeurs et mortels.

---

<sup>25</sup> Lecavalier, Charles, « Fonds d'électrification et de changements climatiques : Un surplus de 1,7 milliard critiqué de toute part », 10 avril 2024, URL

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-04-10/fonds-d-electrification-et-de-changements-climatiques/un-surplus-de-1-7-milliard-critique-de-toute-part.php>

<sup>26</sup> Société de transport de Montréal, « STM - Principaux indicateurs et résultats au 30 avril 2024 », 5 juin 2024, URL

[https://www.stm.info/sites/default/files/media/Affairespubliques/Indicateurs/2024/indicateurs\\_strategiques\\_ca\\_5\\_juin.pdf](https://www.stm.info/sites/default/files/media/Affairespubliques/Indicateurs/2024/indicateurs_strategiques_ca_5_juin.pdf)

En avril 2024, notre parti a proposé un plan d'action afin de remédier au sentiment croissant d'insécurité dans le réseau de la STM. Nos élu-es ont notamment proposé de s'inspirer du Grand Toronto<sup>27</sup> et de mettre en place une ligne d'aide téléphonique et texto (ou clavardage) permettant aux usagers d'obtenir de l'assistance immédiate en cas d'urgence ou de problème de sécurité.

Puis, en mai 2024, notre parti a réclamé de meilleurs services de transport collectif pour les aînés, en collaboration avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR).

Hélas, toutes ces demandes ont été refusées par l'administration de Valérie Plante. Elles témoignent cependant d'une chose : avec de la volonté, il est possible d'améliorer la qualité de nos transports publics et de stimuler l'achalandage.

Lors des séances de la consultation prébudgétaire 2025, plusieurs intervenants ont également signalé l'importance de s'attaquer aux variables qui expliquent le désenchantement de la population pour nos transports publics.

Par exemple, Trajectoire Québec invite « la Ville à lancer une campagne de promotion des transports en commun pour assurer que la perception de sécurité soit aussi renforcée et contribuer au retour de l'achalandage. »<sup>28</sup> Les commissaires d'Ensemble Montréal soutiennent cette proposition.

L'idée d'augmenter la vitesse commerciale de nos transports publics a aussi été nommée à plusieurs reprises. À ce propos, les villes peuvent accélérer les mesures préférentielles, telles que les voies réservées. Elles doivent aussi s'assurer que ces voies réservées soient libres d'accès pour les autobus.

D'autres intervenants ont proposé d'améliorer l'intermodalité à proximité des infrastructures de transport en commun. Sans conteste, l'intermodalité doit s'arrimer avec le transport actif et l'autopartage, mais nous ne devons pas sous-estimer l'effet encourageant des stationnements incitatifs dans des secteurs difficiles d'accès, pour

---

<sup>27</sup> Metrolinx, « Service d'aide par texto », 2024, URL <https://www.metrolinx.com/fr/projets-et-programmes/la-securite-est-pour-tous>

<sup>28</sup> Trajectoire Québec, « Agir sur tous les fronts pour le transport collectif! », 2024, 6, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20C9MOIRE\\_TRAJECTOIRE\\_CONSULTATIONPR%20C9BUDG%20C9TAIRE2025\\_20240530.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%20C9MOIRE_TRAJECTOIRE_CONSULTATIONPR%20C9BUDG%20C9TAIRE2025_20240530.PDF)

autant qu'ils soient sécuritaires et écoresponsables.

7) *Soutenir et encourager les entreprises à se doter d'un plan de gestion des déplacements*

Pour les municipalités, stimuler l'achalandage s'avère une alternative primordiale pour accroître les revenus du transport collectif. Pour ce faire, les entreprises montréalaises peuvent être mises à contribution. Plusieurs initiatives sont possibles.

D'entrée de jeu, Ensemble Montréal se positionne en défaveur d'une taxe sur la masse salariale pour financer le transport collectif, telle qu'implantée en France par exemple. Cette taxe, aussi appelée le versement mobilité, est « une participation des entreprises d'au moins 11 salariés au financement des transports en commun. »<sup>29</sup> Le montant est calculé selon l'ensemble des rémunérations des salariés multiplié par le taux du versement mobilité, qui varie selon la zone géographique.

Au Canada, tant le gouvernement fédéral que les provinces imposent déjà des taxes salées sur la masse salariale. Selon un rapport de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) publié en 2023, « sur un salaire de 50 000 \$, l'ensemble des taxes sur la masse salariale peut coûter à un employeur [...] 6 632 \$ [au Québec]. »<sup>30</sup> À ce titre, la FCEI prône plutôt un soutien aux entreprises sous forme de crédits ciblés ou d'exemptions.

Au moins deux autres options plus avantageuses pour les entreprises existent.

Premièrement, la Ville de Montréal peut obliger les entreprises ou certaines entreprises, par exemple celles qui possèdent des stationnements dotés d'un nombre important de cases ou qui embauchent un grand nombre d'employés, à se doter d'un plan de gestion des déplacements (PGD). Un PGD « permet à un employeur d'établir des actions efficaces pour orienter ses employés vers des choix

<sup>29</sup> Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique de la France, « Versement mobilité : êtes-vous concerné ? », 24 juin 2024, URL <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/versement-mobilite-transport#:~:text=Le%20versement%20mobilit%C3%A9%20anciennement%20appel%C3%A9,plus%20de%2010%20000%20habitants>

<sup>30</sup> Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, « Le poids des taxes sur la masse salariale », septembre 2023, 3, URL <https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/research/reports/2023/2023-09-poids-taxes-masse-salariale-fr-2.pdf>

de transport durables. »<sup>31</sup> Une telle démarche donne l'occasion à l'entreprise de se doter d'un outil pour mettre en œuvre des actions concrètes afin de diminuer son empreinte écologique et encourager ses employés à adopter un mode de vie durable. Pour les entreprises, il s'agit aussi d'une chance de réduire les coûts liés aux stationnements et à leur entretien, mais aussi d'offrir aux employés des avantages sociaux.

Au Québec, les centres de gestion des déplacements (CGD), des organismes soutenus par le ministère des Transports du Québec (MTQ), sont chargés de conseiller les grands générateurs de déplacements en matière de mobilité durable<sup>32</sup>. La région métropolitaine de Montréal en compte d'ailleurs trois. Ces organismes peuvent aider à créer un PGD complet et continu.

Pour l'instant, seul l'arrondissement de Saint-Laurent oblige les entreprises à se doter d'un PGD, lorsqu'ils font une demande de permis de construction ou d'autorisation pour un projet d'aménagement de plus de 50 cases de stationnement<sup>33</sup>. Rien n'empêche les autres arrondissements, voire la ville-centre, d'emboîter le pas. Surtout que des organisations, par exemple Voyagez Futé<sup>34</sup>, l'ancien CGD du centre-ville de Montréal, et l'Association québécoise des transports (AQTr)<sup>35</sup>, ont recommandé aux autorités municipales d'adopter une réglementation qui oblige des entreprises à élaborer des PGD. Bien entendu, une telle réglementation doit prévoir un accompagnement auprès des entreprises. Dans un premier temps, une telle initiative peut aussi être volontaire.

---

<sup>31</sup> Communauté métropolitaine de Québec, « Plans de gestions des déplacements en entreprise », 2024, URL <https://cmquebec.qc.ca/plans-de-gestions-des-deplacements-en-entreprise/>

<sup>32</sup> Autorité régionale de transport métropolitain, « Centres de gestion des déplacements », 2024, URL <https://www.artm.quebec.ca/promouvoir/centres-de-gestion-des-deplacements/>

<sup>33</sup> Cette obligation est insérée dans le règlement sur la Régie interne des permis et certificat (RCA08-08-0003) de l'arrondissement de Saint-Laurent. Il est important de noter que cette condition ne s'applique pas pour les projets d'usages Habitation.

<sup>34</sup> Voyagez Futé, « Rapport annuel Voyagez Futé 2019 », 2020, 35, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/LE\\_GREFFE\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RAPPORT\\_VOYAGEZFUTE\\_2019.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/LE_GREFFE_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RAPPORT_VOYAGEZFUTE_2019.PDF)

<sup>35</sup> Association québécoise des transports, « Gestion de la demande en transport : une réglementation municipale appuie le mandat des Centres de gestion des déplacements du Québec », 3 mai 2017, URL <https://aqtr.com/actualites/gestion-demande-transport-reglementation-municipale-appuie-mandat-centres-gestion-deplacements>

Deuxièmement, la Ville de Montréal peut aussi lancer des incitatifs pour encourager les entreprises à se doter d'un PGD et à offrir le transport collectif à leurs employés.

Actuellement, le MTQ offre un soutien financier à travers son programme d'aide aux nouvelles mobilités, qui permet de financer l'élaboration d'un PGD, mais aussi son implantation<sup>36</sup>.

Les élu-es d'Ensemble Montréal sont d'avis que la Ville de Montréal doit imiter le gouvernement du Québec et se doter d'un programme pour inciter les entreprises à se doter d'un PGD et à offrir des rabais à leurs employés sur les titres de transport en commun.

Cet objectif apparaissait dans le Plan de transport 2008 de la Ville de Montréal<sup>37</sup>. Il n'apparaît présentement pas dans le projet de Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM).

Pour l'instant, les employeurs peuvent contribuer à l'adhésion de leurs employés aux abonnements de l'ARTM pour le transport collectif, par le biais des programmes OPUS+ entreprise et OPUS & Cie.

## Les usagers

La pandémie a sévèrement fait chuter le nombre d'usagers du transport collectif. Elle a freiné l'élan connu jusqu'en 2019, une année record pour l'achalandage à la STM. Selon le rapport annuel 2023 de la STM, l'achalandage a progressé, mais il se situe encore à environ 80 % du niveau pré-pandémique<sup>38</sup>.

Une étude de l'Université McGill publiée en avril 2024 a démontré que les usagers ont une élasticité dans l'achalandage, c'est-à-dire que les baisses de services dissuadent plus rapidement les clients d'utiliser le transport collectif<sup>39</sup>. Pour

<sup>36</sup> MOBA et MOVIA, « Programme d'aide aux nouvelles mobilités (NOMO) », 2024, URL <https://www.cgd-metropolitain.com/programme-daide-aux-nouvelles-mobilites-nomo/>

<sup>37</sup> Ville de Montréal, « Plan de transport 2008 », 2008, 20, URL [https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/plan\\_de\\_transport\\_2008\\_1-avec\\_compression.pdf](https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/plan_de_transport_2008_1-avec_compression.pdf)

<sup>38</sup> Société de transport de Montréal, « Rapport d'activité 2023 », 2 mai 2024, URL <https://www.stm.info/fr/a-propos/informations-entreprise-et-financieres/rapport-annuel-2023/rapport-dactivite>

<sup>39</sup> El-Geneidy, Ahmed et Paul Redelmeier, « If You Cut It Will They Ride? Longitudinal Examination of the Elasticity of Public Transport Ridership in the Post-Pandemic Era », Université McGill, 13 avril 2024, 9, URL <https://journals.sagepub.com/doi/epub/10.1177/03611981241240754>

retrouver un achalandage prépandémique, les OPTC devront en faire plus, faire mieux et offrir un service plus rapide.

À maintes reprises, des intervenants ont avisé la Commission sur les finances et l'administration lors des séances de consultation qu'une hausse abusive des tarifs a généralement un effet nuisible sur l'achalandage.

Pour cette raison, notre parti propose de continuer à indexer les tarifs des usagers et à maintenir la part de leur contribution au financement du transport collectif.

La tarification sociale peut aussi s'avérer être un levier intéressant pour stimuler l'achalandage, d'autant plus qu'il s'agit d'une mesure sociale essentielle. Selon le Mouvement pour un transport public abordable, la tarification sociale pour les personnes à faible revenu coûterait environ 35 M\$<sup>40</sup>. En 2017, un rapport d'un comité de travail de la STM estimait les pertes de revenus associées à la tarification sociale entre 23,6 M\$ et 28,3 M\$<sup>41</sup>.

### **Les sociétés de transport**

Les OPTC ont aussi un rôle important à jouer pour assurer la saine gestion opérationnelle et financière du transport collectif. Au cours des derniers mois, des efforts importants ont été faits pour optimiser leurs dépenses, mais beaucoup de travail reste visiblement à faire.

Récemment, l'actualité a été marquée par des exemples de dépenses injustifiables de la part de certains OPTC, par exemple l'achat de véhicules automobiles haut de gamme<sup>42</sup>. Ces faux pas font mauvaise presse pour la gestion du transport collectif.

---

<sup>40</sup> Mouvement pour un transport public abordable, « Mémoire soumis à la Commission sur les finances et l'administration de la Ville de Montréal », 29 mai 2024, 9, URL

[https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%2CgMOIRE\\_MTPA\\_CONSULTATIONPR%2CgBUDG%2CgTAIRE2025\\_20240530.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%2CgMOIRE_MTPA_CONSULTATIONPR%2CgBUDG%2CgTAIRE2025_20240530.PDF)

<sup>41</sup> Valois-Nadeau, Benoit, « Tarification sociale : "On en a besoin plus rapidement" », *Métro*, 4 juin 2019, URL

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2331209/tarification-sociale-on-en-a-besoin-plus-rapidement/>

<sup>42</sup> Teisceira-Lessard, Philippe, « Party, bouteilles d'eau et influenceurs », *La Presse*, 27 juin 2024, URL

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2024-06-27/depenses-des-societes-de-transport-collectif/party-bouteil-les-d-eau-et-influenceurs.php>

La ministre des Transports et de la Mobilité durable a d'ailleurs lancé des audits de performance qui évalueront la gestion financière des sociétés de transport québécoises. Notre parti attend impatiemment les résultats.

La STM a nouvellement annoncé qu'elle plafonnera la croissance de ses dépenses à 3 % jusqu'en 2029<sup>43</sup>. Il s'agit d'une décision sensée, mais tardive. Les autres OPTC devraient imiter la STM.

Malgré tout, la STM doit s'attaquer à ses dépenses corporatives vis-à-vis desquelles elle a perdu le contrôle. Entre 2017 et 2024, le nombre de gestionnaires a augmenté de 14 %, les professionnels et employés de bureau non syndiqués de 36 % et les employés de bureau syndiqués de 25 %<sup>44</sup>.

Pourtant, les hausses sont beaucoup moins importantes dans les catégories d'emploi qui affectent le plus directement le service. Durant cette même période, le nombre de chauffeurs de bus, d'opérateurs de métros et d'employés des services connexes n'a augmenté que de 1 %. De même, les effectifs du personnel d'entretien n'ont augmenté que de 8 %.

Le total des charges de rémunération et des charges sociales a quant à lui augmenté de 28 % entre 2017 et 2024<sup>45</sup>. Entre 2017 et 2022, le salaire de base total du comité de direction de la STM a aussi crû de 35 %<sup>46</sup>.

Bien que la STM ait adopté un plan pour réduire ses dépenses corporatives par le passé, Ensemble Montréal croit que le transporteur public montréalais a de nouveau la responsabilité d'agir en ce sens. Ce coup de barre semble essentiel dans le contexte actuel.

---

<sup>43</sup> Bordeleau, Stéphane, « La STM s'impose un plafond de dépenses pour cinq ans », *Radio-Canada*, 27 mai 2024, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2075929/transport-collectif-plafonds-depenses-stm>

<sup>44</sup> Les données utilisées ont été tirées des budgets de la STM. Elles sont composées des données réelles pour l'exercice 2017 et des données budgétées pour l'exercice 2024.

<sup>45</sup> Les données utilisées ont été tirées des budgets de la STM. Elles sont composées des charges de rémunération et des charges sociales. Elles comparent les données réelles de l'exercice 2017 aux données budgétées de l'exercice 2024.

<sup>46</sup> Les données utilisées ont été tirées des rapports annuels de la STM et comprennent le total des salaires de base du comité de direction excluant les avantages sociaux des exercices 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.

## Les finances de la Ville de Montréal dans le rouge

Le budget 2025 de la Ville de Montréal franchira un seuil décisif : les dépenses dépasseront le cap des 7 G\$.

Depuis l'élection de Valérie Plante, « excès » est le mot d'ordre dans la gestion des finances. Les dépenses de la Ville de Montréal ont augmenté de près de 2 G\$, le nombre d'employés a gonflé de 2 808 années-personnes, le ratio de la limite d'endettement est systématiquement dépassé et l'administration Plante ne respecte pas les politiques financières de la Ville visant à limiter la dette.

Le dernier budget adopté a marqué le bris de confiance des Montréalais-es envers l'administration Plante. Les contribuables ont d'abord assisté aux frasques de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). La mairesse s'est, elle aussi, retrouvée au cœur d'une tempête, puisque les médias ont rapporté que des bouteilles de vin ont été payées avec les fonds publics pendant un voyage. L'administration de Projet Montréal a aussi brisé, et ce pour la seconde fois, sa promesse de limiter l'augmentation des taxes foncières à l'inflation.

Pendant ce temps, les finances de la Ville de Montréal sont dans le rouge. L'automne dernier, l'administration a sonné l'alarme. Un plan de resserrement à la hauteur de 115 M\$ a été adopté à l'arrache pour éviter un déficit.

Le dernier bilan financier témoigne bien de la précarité financière de notre ville. L'exercice financier 2023 de la Ville de Montréal s'est soldé par un maigre excédent de 187,6 M\$ ; « l'équivalent d'arriver kif-kif » a d'ailleurs reconnu le président du comité exécutif de la Ville de Montréal<sup>47</sup>. Pour l'illustrer autrement, l'administration Plante a frôlé le déficit. Il s'agit d'un résultat catastrophique, encore plus mauvais qu'au creux de la pandémie alors que la Ville faisait face à des coûts supplémentaires exorbitants et à une diminution de ses revenus.

Plusieurs raisons expliquent cette situation. Bien sûr, le ralentissement économique et l'inflation ont participé à la croissance des dépenses de la Ville, mais la mauvaise gestion de l'administration de Projet Montréal doit aussi être pointée du doigt.

<sup>47</sup> Corriveau, Jeanne, « Montréal enregistre un surplus de 187,6 millions en 2023 », *Le Devoir*, 14 juin 2024, <https://www.ledevoir.com/economie/814897/montrreal-enregistre-surplus-187-6-millions>



Les colossaux dépassements de coûts pour des projets comme le centre de transport Bellechasse et la rénovation de l'hôtel de ville, l'embauche abusive d'employés à la ville-centre et dans les arrondissements de Projet Montréal, l'entêtement de la mairesse à imposer son *Règlement pour une métropole mixte* (RMM) qui ralentit le développement immobilier et pousse les développeurs vers les banlieues, la lenteur à développer des secteurs à haut potentiel tels que Bridge-Bonaventure et l'Îlot Voyageur, et l'explosion de la rémunération globale expliquent aussi la vulnérabilité financière de la Ville.

Pourtant, des alternatives existent. Depuis des années, la Commission sur les finances et l'administration recommande une maîtrise serrée des dépenses, de la rémunération et de l'endettement. Au fil des ans, la Commission a soumis d'autres recommandations très intéressantes, qui ont souvent été ignorées. Par exemple, lors de la consultation prébudgétaire 2024, la Commission avait recommandé de déposer un portrait global détaillant les actifs, leur indice de vétusté et leur valeur de remplacement afin de mieux évaluer l'impact des décisions budgétaires et de prévoir les investissements nécessaires. Malgré l'intérêt certain suscité par cette idée, elle n'a toujours pas été mise en application, comme tant d'autres recommandations ignorées.

À maintes reprises, d'autres organisations ont aussi recommandé à la Ville de Montréal de mieux gérer ses finances.

Le Bureau de la vérificatrice générale (BVG) a de son côté plusieurs fois souligné les mauvaises pratiques de l'administration montréalaise en matière de fiscalité. Dans son rapport annuel 2023, il a jeté une partie du blâme du scandale de l'OCPM sur la Ville : « la Ville s'est notamment déchargée d'exercer une surveillance externe permettant de garantir, entre autres, une gestion saine et prudente des fonds publics alloués. »<sup>48</sup> Auparavant, le BVG a aussi critiqué la transgression de politiques financières par Projet Montréal, les mauvaises méthodes employées pour élaborer les projections budgétaires, les pratiques défailtantes dans la planification des investissements d'immobilisations, la partialité dans l'octroi des contributions financières aux OBNL et du respect des encadrements pour ces contributions ainsi que plusieurs autres fautes graves.

<sup>48</sup> Bureau du vérificateur général, « Rapport annuel de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal », 2023, 74, URL [https://bvgmtl.ca/wp-content/uploads/2024/06/RA\\_2023\\_FR\\_Complet.pdf](https://bvgmtl.ca/wp-content/uploads/2024/06/RA_2023_FR_Complet.pdf)

Pour toutes ces raisons, Ensemble Montréal aurait aimé que la Commission se penche sur les finances de la Ville de Montréal. Année après année, notre équipe propose des recommandations pour s'attaquer aux défis financiers importants auxquels l'administration municipale est confrontée, mais aussi pour diminuer les impacts directs et indirects qu'ils ont sur la vie des résidents montréalais.

En somme, notre parti soutient que les dépenses de la Ville doivent être mieux contrôlées et que les hausses des taxes municipales doivent être limitées. Pour y arriver, l'administration doit rapidement présenter un plan détaillé pour revenir à un ratio de la dette sur les revenus annuels de 100 %. La stratégie de paiements au comptant, qui consiste à éviter de trop miser sur les emprunts, doit être accrue. Le financement des arrondissements doit être revu et augmenté. La stratégie de réduction du fardeau fiscal non résidentiel doit être respectée. Finalement, un plan de contrôle de l'accroissement des effectifs et de la rémunération doit être adopté.

## **Projet Montréal cimente la crise de l'habitation**

Les commissaires d'Ensemble Montréal estiment que l'administration Plante a manqué une occasion de se saisir d'un enjeu qui est sur toutes les lèvres : la crise de l'habitation. La situation montréalaise est pourtant préoccupante : le taux d'inoccupation a chuté à 1,6% en 2023<sup>49</sup> alors qu'un marché locatif équilibré en requiert a minima le double, les loyers ont subi une augmentation record à Montréal en 2023 par rapport aux 30 dernières années<sup>50</sup> et les mises en chantier ont connu une baisse historique en 2023. L'absence de ce thème des consultations publiques est d'ailleurs questionnée par plusieurs participants.

### **L'échec de l'administration Plante à résorber les effets de la crise de l'habitation**

Pour résorber la crise de l'habitation, une partie de la réponse réside dans l'augmentation de l'offre de nouveaux logements, tous types confondus. Le projet de

<sup>49</sup> Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Rapport sur le marché locatif : janvier 2024 », janvier 2024, 107, URL [https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/cmhc/professional/housing-markets-data-and-research/market-reports/rental-market-report/rental-market-report-2023-fr.pdf?rev=b092b53f-8190-4a1c-98dc-34f637e3e805&\\_gl=1\\*dqhb3t\\*\\_gcl\\_au\\*ODQ4NDczMTFyLjE3MTQoNjIzMTQ.\\*\\_ga\\*MTY5MTY1NzMy4xNzEwMzUwODEz\\*\\_ga\\_CY7T7RT5C4\\*MTcyMTI0NTEyNy40Mi4wLjE3MTIyNDUxMi4wLjE3MTIyNDUxMi4w](https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/cmhc/professional/housing-markets-data-and-research/market-reports/rental-market-report/rental-market-report-2023-fr.pdf?rev=b092b53f-8190-4a1c-98dc-34f637e3e805&_gl=1*dqhb3t*_gcl_au*ODQ4NDczMTFyLjE3MTQoNjIzMTQ.*_ga*MTY5MTY1NzMy4xNzEwMzUwODEz*_ga_CY7T7RT5C4*MTcyMTI0NTEyNy40Mi4wLjE3MTIyNDUxMi4wLjE3MTIyNDUxMi4w)

<sup>50</sup> Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Rapport sur le marché locatif : janvier 2024 », 108.

PUM 2050 présenté en juin dernier par l'administration Plante vise d'ailleurs à développer plus de 200 000 nouvelles unités d'ici 2050, en plus de compter 20 % des logements hors marché. Ces cibles ne sauraient se matérialiser sans une réflexion préalable de la Ville de Montréal sur sa capacité à développer du logement de manière générale, et du logement abordable en particulier. Comme l'écrit l'ancien conseiller municipal Gilles Thériault dans son mémoire déposé à la Commission sur les finances et l'administration : « À quoi bon se transporter collectivement si l'on ne peut se loger convenablement et à prix vraiment abordable ? »<sup>51</sup>

La question demeure puisque l'administration Plante n'a pas su mettre à profit sept années de mandat pour contrer les effets critiques de la crise de l'habitation sur les Montréalais-es. Au contraire, elle s'est entêtée à appliquer l'inefficace RMM, avec un premier bilan famélique se résumant à un seul projet de logement social et aucun abordable<sup>52</sup>. La CCMM écrit dans son mémoire « ... qu'il a contribué à affaiblir la construction résidentielle et qu'il a, par le fait même, aggravé la pénurie de logements sur le territoire. [...], le RMM a aussi pour effet d'alourdir le fardeau administratif imposé aux promoteurs... »<sup>53</sup> Selon Ensemble Montréal, l'administration Plante doit **suspendre le RMM, et ce, malgré les allègements temporaires récemment appliqués.**

Les délais interminables d'obtention de permis de construction, pouvant aller jusqu'à un an et demi dans certains arrondissements de Projet Montréal<sup>54</sup>, minent aussi les efforts des développeurs. L'administration Plante a récemment annoncé vouloir

<sup>51</sup> Thériault, Gilles, « Mémoire déposé à la Commission sur les Finances et l'Administration de la ville de Montréal en vue de la consultation pré-budgétaire 2025 : Les déficits de logement communautaire et du transport collectif dans la région de Montréal », mai 2024, 4, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%2CgMOIRE\\_TH%2CgRIAULT\\_CONSULTATIONPR%2CgBUDG%2CgTAIRE2025\\_20240527.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%2CgMOIRE_TH%2CgRIAULT_CONSULTATIONPR%2CgBUDG%2CgTAIRE2025_20240527.PDF)

<sup>52</sup> Ville de Montréal, « Règlement pour une métropole mixte : Bilan des deux premières années de mise en œuvre – octobre 2023 », octobre 2023, URL [https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/reglement\\_pour\\_une\\_metropole\\_mixte\\_-\\_bilan\\_des\\_deux\\_premieres\\_annees\\_de\\_mise\\_en\\_oeuvre.pdf](https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/reglement_pour_une_metropole_mixte_-_bilan_des_deux_premieres_annees_de_mise_en_oeuvre.pdf)

<sup>53</sup> Chambre de commerce du Montréal métropolitain, « Budget 2025 de la Ville de Montréal : retrouver la marge de manœuvre nécessaire au développement économique et urbain de la métropole », 5.

<sup>54</sup> Teisceira-Lessard, Philippe, « Permis de construction à Montréal, des " délais interminables " », *La Presse*, 28 mai 2024, URL <https://www.lapresse.ca/actualites/permis-de-construction-a-montreal/des-dela-is-interminables/2024-05-28/un-frein-majeur.php>

réduire ces délais pour les projets de plein droit à partir de 2025<sup>55</sup>. Bien que tardive, cette mesure était centrale pour plusieurs acteurs, comme en témoigne l'une des recommandations formulées par l'Institut de développement urbain du Québec (IDU) à la Commission<sup>56</sup>. Outre diminuer les délais pour les projets de plein droit, l'administration Plante **doit impérativement le faire pour les projets dérogoatoires, qui sont souvent d'envergure.**

Ensemble Montréal est conscient qu'il en faudra plus pour rattraper le retard accumulé en matière de construction résidentielle. L'administration Plante doit ainsi se saisir de la révision du PUM pour implanter des outils urbanistiques innovants. En plus du zonage incitatif déjà inclus dans le projet de PUM 2050, Ensemble Montréal rejoint l'Alliance des corporations d'habitations abordables du territoire du Québec (ACHAT) qui encourage la Ville de Montréal à **introduire le zonage différencié**. Cet outil vise à « ... augmenter la valeur des terrains développés par des entreprises immobilières à but non lucratif dont 100% des logements sont abordables à perpétuité. »<sup>57</sup>. Pour ainsi dire, **la Ville de Montréal doit miser sur des stratégies de bonus à la densité, tant pour accroître l'offre résidentielle globale que pour accroître l'offre abordable en particulier.**

Ensemble Montréal ne perd pas de vue que le financement demeure un pilier majeur dans le développement de logements abordables et sociaux. La dépendance des municipalités aux paliers gouvernementaux supérieurs, un argument largement véhiculé par Projet Montréal pour se déresponsabiliser, doit être contrée par des mesures plus innovantes pour soutenir les acteurs du milieu social. Gilles Thériault recommande de **créer un fonds de développement du logement communautaire et social**<sup>58</sup>. Notre parti avait déjà émis cette idée par le

<sup>55</sup> Corriveau, Jeanne, « Montréal s'engage à réduire les délais d'émission des permis de construction dès 2025 », Le Devoir, 28 mai 2024, URL <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/813776/montreal-engage-reduire-delaix-emission-permis-construction>

<sup>56</sup> Institut de Développement Urbain du Québec, « Consultations prébudgétaires 2025 de la Ville de Montréal », mai 2024, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PR%2C9SENTATION\\_IDU\\_CONSULTATIONPR%2C9BUDG%2C9TAIRE2025\\_20240530.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PR%2C9SENTATION_IDU_CONSULTATIONPR%2C9BUDG%2C9TAIRE2025_20240530.PDF)

<sup>57</sup> ACHAT, « Penser Montréal avec l'abordabilité pérenne en tête Consultations prébudgétaires 2025 », mai 2024, 6, URL [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%2C9MOIRE\\_ACHAT\\_CONSULTATIONPR%2C9BUDG%2C9TAIRE2025\\_20240530.PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/M%2C9MOIRE_ACHAT_CONSULTATIONPR%2C9BUDG%2C9TAIRE2025_20240530.PDF)

<sup>58</sup> Thériault, Gilles, « Mémoire déposé à la Commission sur les Finances et l'Administration de la ville de Montréal en vue de la consultation pré-budgétaire 2025 : Les déficits de logement communautaire et du transport collectif dans la région de Montréal », 14.

passé et nous pensons que c'est une avenue que doit envisager la Ville de Montréal. Toujours dans l'optique de débloquer le développement d'unités abordables et sociales, notre équipe souligne l'idée de l'ACHAT. Dans le cadre du projet de loi n° 39, *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives*, celle-ci propose d'« évaluer la mise en place d'outils d'allégements fiscaux (congé, report ou tarif différencié) pour les propriétaires de logements à but non lucratif qui s'engagent à en développer de nouveaux »<sup>59</sup>.

### **Le lien manifeste entre le développement du transport collectif et du développement immobilier**

Il importe de revenir au thème de la consultation publique et d'observer le lien indéniable entre le développement du transport collectif et le développement immobilier. Le projet de PUM 2050 définit clairement ce lien en ayant pour objectif de favoriser la densification autour des réseaux de transport collectifs existants. Au même titre, le document rappelle que la densification doit permettre de renforcer le déploiement du transport collectif<sup>60</sup>. Le projet de PUM mise sur le développement de plusieurs secteurs d'opportunités tels que Namur-Hippodrome et Bridge-Bonaventure pour accueillir l'essentiel de la croissance résidentielle d'ici 2050<sup>61</sup>. Pour incarner la vision de son projet de PUM, l'administration Plante devrait donc mettre en place toutes les conditions gagnantes visant à **accélérer le développement des secteurs à haut potentiel de développement**. Or, elle est loin d'exceller à ce niveau.

Par exemple, pour le quartier de Namur-Hippodrome, les promoteurs avaient renoncé à répondre à l'appel d'offres lancé par la Ville de Montréal l'an passé en raison de conditions jugées trop contraignantes et du manque de vision d'ensemble de l'administration Plante<sup>62</sup>. La plus récente ambition est celle de développer 20 000

---

<sup>59</sup> ACHAT, « Penser Montréal avec l'abordabilité pérenne en tête Consultations prébudgétaires 2025 », 6.

<sup>60</sup> Ville de Montréal, « Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 : Projet pour consultation », juin 2024, 52. URL <https://mtl.ged.montreal.ca/constellio/?collection=mtlca&portal=REPDOCVDM#!displayDocument/00000086810>

<sup>61</sup> Ville de Montréal, « Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 : Projet pour consultation », 120.

<sup>62</sup> Dubuc, André, « Faux départ à l'hippodrome », *La Presse*, 31 janvier 2023, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/marche-immobilier/2023-01-31/faux-depart-a-l-hippodrome.php>

nouveaux logements<sup>63</sup>. Or, la station de métro Namur, seul point d'accès par transport collectif, sera sans aucun doute insuffisante pour désenclaver le site. Si un tramway sur la rue Jean-Talon Ouest est finalement envisagé, aucune enveloppe financière n'a encore été scellée par les paliers gouvernementaux supérieurs. C'est sans compter l'absence notable d'infrastructures publiques dans le secteur. En mai 2023, notre parti avait déjà enjoint l'administration Plante à accélérer le développement de l'Hippodrome en s'engageant notamment à chiffrer et répartir les investissements nécessaires entre les différents acteurs ainsi qu'à négocier une entente d'investissements en infrastructures avec les autres paliers gouvernementaux<sup>64</sup>.

Il est certain qu'une municipalité ne peut pas porter à elle seule le poids du financement des infrastructures publiques, incluant celles du transport collectif. La Ville de Montréal doit donc **planifier en amont les besoins en matière d'investissements reliés au développement de secteurs à hauts potentiels et sécuriser une partie de ces investissements auprès des paliers gouvernementaux concernés**. Notre parti applaudit d'ailleurs le dévoilement récent d'un Fonds pour le transport en commun, doté d'une enveloppe de 30 G\$ sur 10 ans, pour le financement de base des systèmes existants et le développement du transport collectif pour les plus grandes villes canadiennes<sup>65</sup>.

Ensemble Montréal pense également qu'en parallèle, la Ville de Montréal devrait **adopter une stratégie d'accroissement de la valeur foncière des terrains à haut potentiel de développement**. L'IDU cite en exemple l'action de : « Réserver une portion de la croissance des taxes foncières afin de financer la contribution municipale aux infrastructures et aux services nécessaires au développement de

<sup>63</sup> Ville de Montréal, « Plan directeur d'aménagement et de développement : Quartier Namur Hippodrome - Document de synthèse », avril 2024, 8, URL [https://ehq-production-canada.s3.ca-central-1.amazonaws.com/20eb2cf973667e83646b583da838feb7233cfc7f/original/1713552294/80a2234aa87acb2706a6d979d19112fd\\_Document\\_synthese\\_FR.pdf?X-Amz-Algorithm=AWS4-HMAC-SHA256&X-Amz-Credential=AKIA4KKNQAKIOR7VAOP4%2F20240717%2Fca-central-1%2Fs3%2Faws4\\_request&X-Amz-Date=20240717T222308Z&X-Amz-Expires=300&X-Amz-SignedHeaders=host&X-Amz-Signature=b8372946680f9f64ff5f5a5ddfa071de0c40d9dd9f752df730acc6c06bccdd632](https://ehq-production-canada.s3.ca-central-1.amazonaws.com/20eb2cf973667e83646b583da838feb7233cfc7f/original/1713552294/80a2234aa87acb2706a6d979d19112fd_Document_synthese_FR.pdf?X-Amz-Algorithm=AWS4-HMAC-SHA256&X-Amz-Credential=AKIA4KKNQAKIOR7VAOP4%2F20240717%2Fca-central-1%2Fs3%2Faws4_request&X-Amz-Date=20240717T222308Z&X-Amz-Expires=300&X-Amz-SignedHeaders=host&X-Amz-Signature=b8372946680f9f64ff5f5a5ddfa071de0c40d9dd9f752df730acc6c06bccdd632)

<sup>64</sup> Ensemble Montréal, « Ensemble Montréal presse l'administration d'accélérer le développement de l'Hippodrome », 2 mai 2023, URL <https://ensemblmtl.org/actualites/ensemble-montreal-presse-ladministration-daccelerer-le-developpement-de-lhippodrome/>

<sup>65</sup> Passafiume, Alessia, « Trudeau dévoile les détails du programme doté de 30 milliards », *La Presse*, 17 juillet 2024, URL <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-07-17/fonds-pour-le-transport-en-commun/trudeau-devoile-les-details-du-programme-dote-de-30-milliards.php>

secteurs à un haut potentiel, tels que Bridge-Bonaventure, Namur-Hippodrome et l'Est de Montréal »<sup>66</sup>. Ensemble Montréal croit aussi que la Ville de Montréal pourrait **exiger que le gouvernement du Québec permette aux sociétés de transport de s'unir avec les promoteurs pour réaliser des travaux de construction afin de générer des revenus à partir du développement immobilier à proximité du transport collectif.**

Tout comme le quartier Namur-Hippodrome, le développement de l'Est de Montréal a du plomb dans l'aile. La lenteur de l'administration Plante à décontaminer les terrains mine le potentiel économique, et surtout, résidentiel d'un secteur en demande. Seulement 7 M\$ auraient été versés pour la décontamination en date du 31 mars 2024, sur une enveloppe provinciale de 100 M\$<sup>67</sup>. De plus, seulement 4 % des terrains visés étaient décontaminés à pareille date<sup>68</sup>. L'abandon de l'Est par l'administration Plante a atteint son paroxysme lorsque cette dernière a décidé d'ouvrir les vannes du programme de décontamination spécifique à ce secteur à l'ensemble du territoire montréalais.

En bref, il est difficile pour les développeurs de miser sur un secteur où il existe peu de prévisibilité en raison de la contamination des terrains et de l'incertitude du projet structurant de l'Est, qui en est à sa énième version. Tout comme ils l'ont fait régulièrement ces dernières années, les élu-es d'Ensemble Montréal enjoignent l'administration Plante à **accélérer la décontamination des terrains de l'Est de Montréal pour y construire des logements et prendre les terrains sous-utilisés appartenant à la Ville de Montréal pour y construire de nouveaux logements sociaux, abordables et étudiants.**

À défaut d'avoir inclus la crise de l'habitation aux thèmes de la consultation prébudgétaire 2025, Ensemble Montréal invite l'administration Plante à entamer une réflexion profonde sur la capacité de la Ville de Montréal à développer des nouveaux logements et, en particulier, des logements sociaux et abordables. Le

---

<sup>66</sup> Institut de développement urbain du Québec. « Consultations prébudgétaires 2025 de la Ville de Montréal », 16.

<sup>67</sup> Ville de Montréal, Réponse à une demande d'accès à l'information formulée par l'Opposition officielle à la Ville de Montréal, mai 2024.

<sup>68</sup> Selon la réponse à une demande d'accès à l'information formulée par l'Opposition officielle, la Ville de Montréal estime que 153 000 mètres carrés seraient décontaminés en date du 31 mars 2024. La Chambre de commerce de l'Est de Montréal estime qu'il y aurait environ 3 716 000 mètres carrés de terrains contaminés dans l'Est. Décarie, Jean-Philippe, « Désenclaver, mais surtout décontaminer l'est de Montréal », *La Presse*, 24 mai 2023, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/chroniques/2023-05-24/desenclaver-mais-surtout-decontaminer-l-est-de-montreal.php>

développement des secteurs avec un potentiel de transformation majeure devrait en outre être sa priorité.

## Conclusion

---

Les prochaines années seront décisives pour l'avenir du transport collectif au Québec, mais peut-être encore davantage à Montréal. La STM fait face à des défis sérieux : des budgets systématiquement déséquilibrés, un sentiment d'insécurité grandissant, des infrastructures vieillissantes et parfois en très mauvais état, la stagnation du développement de nouveaux projets structurants... Pour y faire face, le transport collectif à Montréal doit reposer sur un leadership fort et réfléchi.

Fâcheusement, les dernières années ont été le théâtre d'une succession de mauvaises décisions prises par l'administration Plante en matière de transport collectif. On peut citer en exemples l'achat hâtif des 300 autobus hybrides commandés par la mairesse, l'explosion des coûts pour la construction et la mauvaise planification de l'électrification du centre de transport Bellechasse, le million gaspillé dans le bureau de la ligne rose, la mauvaise gestion de l'appel d'offres pour le prolongement du SRB Pie-IX, le déraillement du Projet structurant de l'Est, etc.

Dans le cadre de la consultation prébudgétaire 2025, la Commission sur les finances et l'administration s'est penchée sur le financement du transport collectif. Comme nous l'avons expliqué d'entrée de jeu, Ensemble Montréal s'explique mal que la consultation prébudgétaire 2025 n'ait abordé à aucun moment les finances de la Ville ou d'autres enjeux importants comme l'habitation.

Plus important encore, notre parti s'étonne que la Commission se soit somme toute très peu penchée sur la responsabilité des villes, spécialement la Ville de Montréal, dans le cadre de ses activités. La plupart des recommandations adoptées s'adressent aux autres paliers de gouvernement, à la CMM, à l'ARTM ou aux OPTC. Sur les 21 recommandations adoptées, seules six peuvent être appliquées par la Ville de Montréal. Au bout du compte, aucune réflexion approfondie n'a été faite concernant les contributions municipales, alors qu'elles représentent une part



importante du financement du transport en commun et que des intervenants nous ont soumis des recommandations à leur sujet dans le cadre de la consultation. La Commission ne s'est pas non plus penchée sur la hausse de la taxe sur l'immatriculation adoptée par la CMM, qui a tout simplement été tenue pour acquise.

Nous soulignons le travail acharné du personnel de soutien des membres de la Commission et la collaboration entre les commissaires, mais il faut admettre que le temps imparti pour mener à bien la consultation prébudgétaire 2025 a été trop court.

Notre constat final est le suivant : bien que le gouvernement du Québec doive assurer la prévisibilité du cadre budgétaire des sociétés de transport, la Ville de Montréal doit de son côté assumer pleinement sa responsabilité vis-à-vis le financement du transport collectif. Dans ce rapport, nous avons montré que les contributions municipales augmentent moins rapidement que les dépenses totales de la Ville. Nous avons aussi offert quelques pistes de solutions pour assurer un meilleur financement et augmenter l'achalandage.

Les automobilistes peuvent aussi contribuer un peu plus, mais la hausse de la taxe sur l'immatriculation de 150 % imposée par la mairesse est irresponsable. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé un entre-deux avec une augmentation de 45 \$ plutôt que de 91 \$ en 2025.



[ensemblemtl.org](http://ensemblemtl.org)

## ANNEXE 5 : Recommandations

- R-1.** Réitérer sa vision du transport collectif comme un service essentiel et fédérer autour de cette vision les autres paliers gouvernementaux, qui doivent contribuer au financement du transport collectif à la hauteur de leurs responsabilités.
- R-2.** Maintenir l'offre globale de service en transport collectif et s'engager à poursuivre le développement de cette offre sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal, en gardant à l'esprit que le développement de cette offre doit être adapté en fonction des particularités du territoire.
- R-3.** Recommander au gouvernement du Québec d'adopter rapidement une stratégie de financement et d'investissement à long terme pour le maintien et le développement du réseau de transport collectif métropolitain.
- R-4.** Demander au gouvernement du Québec qu'il assume tous les coûts imputés aux municipalités liés à l'entente signée avec CDPQ Infra quant au REM.
- R-5.** Inviter les paliers de gouvernement supérieur à travailler avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération canadienne des municipalités afin de développer un nouveau modèle de financement pour le transport collectif.
- R-6.** Interpeller le gouvernement canadien afin qu'il s'engage dans l'élaboration d'un modèle de financement durable adapté au transport collectif, qui tiendrait compte de l'ensemble des coûts d'immobilisations et des frais d'exploitation nécessaires à la prestation de services de transport collectif de qualité supérieure.
- R-7.** Encourager la STM à poursuivre ses efforts d'optimisation et à faire un suivi des audits indépendants qui seront déposés prochainement.
- R-8.** Demander à la STM de déposer un portrait global détaillant ses actifs, leur indice de vétusté et leur valeur de remplacement afin de mieux évaluer l'impact des décisions budgétaires et de prévoir les investissements nécessaires.
- R-9.** Demander au gouvernement du Québec d'allonger l'échéancier d'électrification des transports collectifs contenu dans son Plan pour une économie verte 2030 et d'injecter les sommes prévues à cet effet pour maintenir et développer l'offre de services en transport collectif.
- R-10.** Inciter la STM et les autres OPTC, en collaboration avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à développer des stratégies d'augmentation de l'achalandage, telles qu'une campagne de communication rappelant le caractère essentiel du transport collectif et visant à renforcer la perception de sécurité, de

propreté et de la qualité de l'expérience à la grandeur du réseau.

- R-11.** Accélérer, en collaboration avec les arrondissements et les villes liées de l'agglomération de Montréal, le déploiement de mesures préférentielles pour les autobus et régler de manière prioritaire les points de congestion réguliers.
- R-12.** Encourager les entreprises à adopter des plans de gestion des déplacements qui favorisent l'utilisation des transports collectifs pour leur personnel, et ce, afin de contribuer à l'augmentation de l'achalandage.
- R-13.** Demander à l'ARTM de prioriser les modes de transport collectifs structurants qui ont un plus grand potentiel de transfert modal et d'augmentation de l'achalandage.
- R-14.** Demander au gouvernement du Québec et à la CMM d'indexer annuellement à l'indice des prix à la consommation la taxe sur les carburants et les taxes et droits d'immatriculation.
- R-15.** Demander au gouvernement du Québec que les sommes non indexées depuis plusieurs années soient compensées pour le financement du transport collectif.
- R-16.** Demander au gouvernement du Québec de moduler le droit d'immatriculation additionnel pour les véhicules de luxe ainsi qu'en fonction des caractéristiques du véhicule, comme le calibre, le poids ou la taille, et que ces sommes supplémentaires soient réservées au financement du transport collectif.
- R-17.** Demander au gouvernement du Québec de ramener à 66 % la part des revenus du marché du carbone dédiée au transport collectif.
- R-18.** Étendre rapidement l'application de la taxe sur les parcs de stationnement non résidentiel à un plus grand nombre de terrains extérieurs sur le territoire de la Ville de Montréal.
- R-19.** Mandater la Commission sur les finances et l'administration d'étudier de nouvelles avenues de financement du transport collectif spécifiques aux municipalités.
- R-20.** Demander à la CMM d'étudier la mise en place de nouvelles avenues de financement dédiées au transport collectif.
- R-21.** Demander au gouvernement du Québec d'étudier de nouvelles avenues de financement dédiées au transport collectif et de permettre aux sociétés de transport en commun de s'unir avec des promoteurs pour réaliser des travaux de construction et ainsi valoriser leurs droits aériens.

**Ville de Montréal**  
**Service du greffe**  
**Division du soutien aux commissions permanentes,**  
**aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil**


**Août 2024**


**Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes**

S'abonner à l'[infolettre](#) des commissions

Visitez le site Internet des commissions permanentes : <https://montreal.ca/sujets/commissions-permanentes>

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

 @commissions.mtl

 @Comm\_MTL



**Dossier # : 1240029005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le Ministère des affaires municipales et de l'habitation pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

Je recommande :

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le Ministère des affaires municipales et de l'habitation pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023 et de les déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-06-25 15:28

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

directeur(-trice) general(e)  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

Dossier # :1240029005

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le Ministère des affaires municipales et de l'habitation pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Selon la Loi sur les cités et villes, (art. 105) dès la fin de l'exercice financier, le trésorier dresse le rapport financier pour l'exercice qui vient de se terminer et atteste de sa véracité. Ce rapport comprend les états financiers de la municipalité et tout autre document ou renseignement requis par le ministre. Il doit aussi produire un état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité, conformément à la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale ([chapitre F-2.1](#)), ainsi que tout autre document ou renseignement requis par le ministre. Le ministre peut prescrire toute règle relative aux documents et renseignements visés aux deux premiers alinéas.

Selon l'article 105.1 de cette même Loi, le trésorier doit, lors d'une séance du conseil, déposer le rapport financier ainsi que tout autre document dont le dépôt est prescrit par le ministre. Comme convenu avec le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH), le rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le MAMH sera déposé à la séance du Conseil d'agglomération du mois d'août 2024.

De plus, selon l'article 105.2, au plus tard le 30 juin, le greffier transmet au ministre le rapport financier et tout rapport d'un vérificateur général ou d'un vérificateur externe en vertu de l'article 108.2 ou 108.2.1 qui ont été déposés lors d'une séance du conseil municipal.

De plus, dans une optique de transparence et de saine gestion, l'administration municipale s'est dotée d'outils de gestion, soit les documents "Reddition de comptes financière" et "Faits saillants". Ces documents sont considérés en soi comme un processus visant à faire la preuve, notamment, sous forme de rapport de gestion, que l'administration municipale a fait tout ce qui était raisonnable avec les pouvoirs et les ressources dont elle disposait, pour atteindre des résultats escomptés.

Tel que convenu, le rapport financier consolidé audité de la Ville de Montréal sous le format "Ville", ainsi que des documents non audités, Reddition de comptes financière et Faits saillants pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023 ont été déposés lors de la séance de juin dernier CG24 0308 et nous déposons par la présente le rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le Ministère des affaires municipales

et de l'habitation pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

1240029002 - Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé audité de la Ville de Montréal sous le format "Ville" ainsi que des documents non audités, Reddition de comptes financière et Faits saillants, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

1240029001 - Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du rapport financier consolidé audité de la Ville de Montréal sous le format "Ville", du rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le Ministère des affaires municipales et de l'habitation ainsi que des documents non audités, Reddition de comptes financière et Faits saillants, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

### **DESCRIPTION**

Prendre connaissance du rapport financier consolidé audité produit sur les formules prescrites par le Ministère des affaires municipales et de l'habitation pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2023.

### **JUSTIFICATION**

Respect des exigences de la Loi sur les cités et villes, articles 105, 105.1 et 105.2

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucun.

### **MONTRÉAL 2030**

N/A

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Aucun.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Aucun.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**



**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

<b>RESPONSABLE DU DOSSIER</b>	<b>ENDOSSÉ PAR</b>	Le : 2024-06-25
Kim-Phung HO QUAN directeur(-trice)-comptabilite et informations financieres	Kim-Phung HO QUAN directeur(-trice)-comptabilite et informations financieres	
<b>Tél :</b> 438 822-4011 <b>Télécop. :</b> 514 872-8647	<b>Tél :</b> 438 822-4011 <b>Télécop. :</b> 514 872-8647	

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Kim-Phung HO QUAN  
directeur(-trice)-comptabilite et informations  
financieres  
**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-06-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine LAVERDIÈRE  
Trésorière et directrice du Service des  
finances  
**Tél :** 514 872-6630  
**Approuvé le :** 2024-06-25

# Rapport financier consolidé

## Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Montréal | 66023 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Laverdière, Francine, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature \_\_\_\_\_ Date 20 juin 2024

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	76
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	77
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	78
Situation financière par organismes	79
Charges par objets	80
Excédent (déficit) accumulé	81
Avantages sociaux futurs	85

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	91
Analyse des charges consolidées	103

## Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	109
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	110
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	111
Charges par objets	112
Excédent (déficit) accumulé	113
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	117
Analyse des charges sans amortissement	129
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	133
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	134
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	135
Charges par objets	136
Excédent (déficit) accumulé	137
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	141
Analyse des charges sans amortissement	153

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS****RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

À Madame la Mairesse,  
Au président et aux membres du comité exécutif,  
Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal,  
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états consolidés des résultats, des gains et pertes de réévaluation, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 74, 75, 76, 78, 79, 80 et 81 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

### Autre point

Nous avons également émis un rapport des auditeurs indépendants comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 juin 2024 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 14 juin 2024.

### Informations autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, les Faits saillants, la Reddition de comptes financière et le Rapport financier annuel 2023 du MAMH, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel, les Faits saillants, la Reddition de comptes financière et le Rapport financier annuel 2023 du MAMH avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion d'audit sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Andrée Cossette, CPA auditrice		
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal		<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A116207

Montréal, Québec

Le 20 juin 2024

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Montréal, le 20 juin 2024

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Andrée Cossette, CPA auditrice

Montréal, le 20 juin 2024



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	3 950 594 000	3 933 487 000	3 781 873 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	280 204 000	296 765 000	264 411 000
Quotes-parts	3	523 322 000	524 022 000	487 409 000
Transferts	4	1 779 468 000	1 428 992 000	2 242 729 000
Services rendus	5	2 044 319 000	2 060 072 000	1 907 474 000
Imposition de droits	6	372 897 000	336 245 000	462 847 000
Amendes et pénalités	7	210 884 000	186 196 000	169 707 000
Revenus de placements de portefeuille	8	131 997 000	134 862 000	107 579 000
Autres revenus d'intérêts	9	37 286 000	87 404 000	39 918 000
Autres revenus	10	168 920 000	137 482 000	128 414 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 499 891 000	9 125 527 000	9 592 361 000
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	765 411 000	723 544 000	816 210 000
Sécurité publique	15	1 268 442 000	1 315 881 000	1 278 240 000
Transport	16	3 470 051 000	3 483 130 000	3 266 375 000
Hygiène du milieu	17	645 995 000	660 318 000	619 582 000
Santé et bien-être	18	245 119 000	274 169 000	207 490 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	330 998 000	308 835 000	294 934 000
Loisirs et culture	20	878 418 000	940 591 000	889 985 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	605 400 000	549 305 000	522 319 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 209 834 000	8 255 773 000	7 895 135 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	1 290 057 000	869 754 000	1 697 226 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 184 372 000	13 487 146 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		15 184 372 000	13 487 146 000
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		16 054 126 000	15 184 372 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 147 107 000	1 988 723 000
Débiteurs (note 5)	2	5 871 083 000	6 125 037 000
Prêts (note 6)	3	86 108 000	95 245 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 194 568 000	3 610 119 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	34 206 000	19 354 000
	8	11 333 072 000	11 838 478 000
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 336 033 000	518 168 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 580 469 000	2 600 473 000
Revenus reportés (note 11)	12	1 636 625 000	1 821 723 000
Dette à long terme (note 12)	13	14 794 338 000	15 524 040 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	593 600 000	381 648 000
Autres passifs (note 14)	15	421 440 000	149 457 000
	16	21 362 505 000	20 995 509 000
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(10 029 433 000)	(9 157 031 000)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 638 456 000	23 832 041 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	197 565 000	174 037 000
Stocks de fournitures	20	141 928 000	130 023 000
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	115 458 000	205 302 000
	23	26 093 407 000	24 341 403 000
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	16 063 974 000	15 184 372 000
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	16 054 126 000	15 184 372 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	9 848 000	
	27	16 063 974 000	15 184 372 000

Obligations contractuelles (note 19)  
Droits contractuels (note 20)  
Passifs éventuels (note 21)  
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2023</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 290 057 000	869 754 000	1 697 226 000
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	3 376 510 000)	2 917 395 000)	2 892 207 000)
Produit de cession	3	4 174 000	3 411 000	4 206 000
Amortissement	4	1 101 739 000	1 096 598 000	1 050 200 000
(Gain) perte sur cession	5	(4 174 000)	10 971 000	(518 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			13 200 000
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(2 274 771 000)	(1 806 415 000)	(1 825 119 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(23 528 000)	(12 277 000)
Variation des stocks de fournitures	10		(11 905 000)	(11 028 000)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(34 981 000)	(15 714 000)
	13		(70 414 000)	(39 019 000)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		(28 449 000)	
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	163 122 000	163 122 000	
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(821 592 000)	(872 402 000)	(166 912 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(9 157 031 000)	(8 990 119 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(9 157 031 000)	(8 990 119 000)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(10 029 433 000)	(9 157 031 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	38 297 000	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2	(6 105 000)	
Placements de portefeuille	3		
Autres			
▪ Instruments financiers évalués à la juste valeur	4.1	66 000	
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Montants reclassé dans l'état consolidé des résultats	5.1	(22 410 000)	
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>(28 449 000)</b>	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
<b>Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>9 848 000</b>	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	869 754 000	1 697 226 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 096 598 000	1 050 200 000
Autres			
▪ Autres éléments sans effet sur la trésorerie (note 26)	3.1	(31 933 000)	(383 946 000)
	4	1 934 419 000	2 363 480 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	255 033 000	(461 546 000)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	2 694 000	81 716 000
Revenus reportés	8	(81 422 000)	1 101 259 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	211 952 000	(22 918 000)
Propriétés destinées à la revente	10	(24 389 000)	(11 932 000)
Stocks de fournitures	11	(11 905 000)	(11 028 000)
Autres actifs non financiers	12	(34 981 000)	(28 044 000)
	13	2 251 401 000	3 010 987 000
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 670 176 000)	(2 519 884 000)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	3 411 000	4 206 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	( )	( )
	18	(2 666 765 000)	(2 515 678 000)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(13 797 000)	(20 947 000)
Remboursement ou cession	20	23 017 000	12 187 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(4 546 158 000)	(3 656 213 000)
Cession	22	4 467 315 000	3 189 376 000
	23	(69 623 000)	(475 597 000)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	1 439 363 000	1 703 406 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 613 857 000)	(914 834 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26	817 865 000	(281 504 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	643 371 000	507 068 000
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	158 384 000	526 780 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 988 723 000	1 461 943 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 988 723 000	1 461 943 000
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	2 147 107 000	1 988 723 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1<sup>er</sup> janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1<sup>er</sup> janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

### 2. Principales méthodes comptables

L'état consolidé de la situation financière, les états consolidés des résultats, des gains et pertes de réévaluation, de la variation de la dette nette, des flux de trésorerie ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables sont appelés collectivement les « états financiers ». Ils sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 27 et 30.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

#### A) Périmètre comptable et partenariats

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

### a) Périmètre comptable

Les états financiers regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, Anjou 80, l'Agence de mobilité durable, le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

En décembre 2023, le statut juridique de l'Office de consultation publique de Montréal est passé d'organisme contrôlé à un service de l'administration municipale.

### b) Partenariats

S/O.

### B) Comptabilité d'exercice

La Ville applique la comptabilité d'exercice.

### C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

#### a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les six mois suivant la date d'acquisition.

#### b) Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. Celle-ci ne fait pas l'objet d'une reprise et est reflétée à l'état consolidé des résultats. Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient compte, notamment, de la durée et de l'importance de la baisse de la juste valeur, établies par des professionnels, par rapport au coût.

L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

La Ville ne détient aucun placement de portefeuille à titre d'investissement.

#### c) Débiteurs

Les créances sont comptabilisées au coût. Elles sont subséquemment ramenées à leur valeur de recouvrement nette, au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de cette provision est imputée aux dépenses.

#### d) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre de leur coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

#### e) Prêts

Les prêts octroyés par la Ville sont présentés au moindre de leur coût amorti et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Ville évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêts et des garanties détenues. Ultérieurement, lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour perte de valeur des prêts est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

Lorsqu'un prêt est pardonné, une charge à titre de contribution à un organisme est constatée à l'état consolidé des résultats. Le cas échéant, la provision pour perte de valeur des prêts est réduite.

#### f) Crédits d'achat Accès Condos

Les Crédits d'achat Accès Condos sont enregistrés dans l'état consolidé de la situation financière à la valeur actualisée des flux monétaires futurs au moment de l'enregistrement des ventes chez le notaire. L'encaissement du remboursement de ces crédits d'achat est porté en partie à l'encontre de l'actif financier préalablement enregistré et le solde est enregistré directement à l'état consolidé des résultats de l'exercice.

#### g) Instrument financiers dérivés

La Ville a recours à des instruments financiers dérivés, notamment des swaps de marchandises, pour réduire le risque lié aux fluctuations du prix du carburant. La Ville utilise également divers instruments financiers dérivés en vue de transformer les flux de trésorerie d'une dette libellée en devises étrangère et de dettes comportant des taux d'intérêt variables, en flux de trésorerie en dollars canadien à taux fixes.

Les instruments financiers dérivés avec une valeur positive sont inscrits comme éléments d'actifs financier et les instruments financiers dérivés avec une valeur négative sont classés à titre de passif financier.

### D) Passifs

#### a) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

#### b) Revenus reportés



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus de transfert provenant des gouvernements sont reportés lorsque les stipulations relatives à l'utilisation des ressources transférées ou reçues ou relatives aux actions à poser pour les conserver créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Lorsque ces stipulations sont générales, les actions ou les communications du gouvernement qui précisent ces stipulations avant la date des états financiers peuvent également créer un passif.

Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et des terrains de jeux, des terrains de stationnements et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

### **c) Dette à long terme**

Les dettes sont comptabilisées selon le montant encaissé au moment de l'émission, lequel est ajusté en fonction de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux d'intérêt effectif de chaque emprunt.

Les contrats de location auxquels la Ville est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui sont transférés, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition.

Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer cette valeur correspond au moindre du taux d'intérêt marginal de la Ville et du taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier. Nonobstant ce qui précède, le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisitions ne peut excéder la juste valeur du bien loué.

Les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

### **d) Obligations liées à la mise hors service des immobilisations**

La Ville enregistre une obligation liée à la mise hors service des immobilisations (OMHS), lorsque prend naissance une obligation juridique découlant de l'acquisition, de la construction, du développement ou de la mise en valeur ou de l'exploitation normale d'une immobilisation qui l'oblige à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle, que l'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu; qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le montant comptabilisé au titre des OMHS correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service. Le coût de mise hors service d'une immobilisation ne faisant plus l'objet d'un usage productif est passé en charges, car il n'y a plus de période de réalisation des avantages futurs à laquelle le rattacher.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée. Les coûts liés aux révisions d'échéancier et de flux de trésorerie sont capitalisés à l'actif correspondant ou passés en charge lorsqu'il n'y a pas d'actif correspondant.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée des obligations est négligeable. Les OMHS de ces bâtiments seront présentées aux états financiers dès le moment où les désignations patrimoniales seront retirées ou que la démolition des bâtiments sera autorisée, le cas échéant.

Tout recouvrement d'un tiers est traité comme un actif, un actif éventuel ou un droit contractuel.

### Importante incertitude relative à la mesure

Le montant du passif au titre des OMHS est sujet à une incertitude relative à la mesure en raison de l'utilisation de différentes méthodologies (estimation qualitative ou quantitative) pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion, lesquels peuvent varier considérablement en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de réhabilitation et du fait que toutes les immobilisations n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète de l'étendue et de la nature de la réhabilitation requise. Des modifications apportées à des hypothèses, notamment au moment et à la durée des activités d'assainissement, à la réglementation pourraient entraîner des changements importants aux passifs comptabilisés. En 2023, l'absence de données de référence pertinentes n'a pas permis de déterminer l'ampleur de cette incertitude.

### e) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés.

### Importante incertitude relative à la mesure

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Le passif environnemental est sujet à une incertitude relative à la mesure en raison de l'utilisation de différentes méthodologies (estimation qualitative ou quantitative) pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion, lesquels peuvent varier considérablement en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de réhabilitation et du fait que tous les sites n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète de l'étendue et de la nature de la réhabilitation requise. Des modifications apportées à des hypothèses, notamment au moment et à la durée des activités d'assainissement, et à la réglementation pourraient entraîner des changements importants aux passifs comptabilisés. En 2023, l'absence de données de référence pertinentes n'a pas permis de déterminer l'ampleur de cette incertitude.

**E) Actifs non financiers**

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

**a) Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	5 à 135 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 60 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport ou de donation par transfert d'un gouvernement, y compris celles acquises pour une valeur symbolique, sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'apport ou du transfert.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les immobilisations corporelles louées sont comptabilisées au moindre de la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires ou de leur juste valeur marchande. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 \$. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Les œuvres d'art et les trésors historiques acquis à ce titre ou reçus par donation ne sont pas constatés à titre d'immobilisations corporelles aux états financiers de la Ville. Leur coût d'acquisition ainsi que les frais liés à leur conservation, à leur nettoyage et à leur restauration sont passés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont réalisés.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

Lorsqu'il est prévu que la mise hors service d'une immobilisation entraînera des frais, la Ville enregistre un passif correspondant au coût estimé pour cette mise hors service. La valeur comptable de l'immobilisation est augmentée du montant de ce passif et est amortie sur la durée de vie utile restante de cet actif jusqu'à son retrait permanent.

#### **b) Éléments incorporels**

L'ensemble des éléments incorporels détenus par la Ville n'est pas constaté comme des actifs dans les états financiers.

#### **c) Stocks**

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

### **F) Revenus**

#### **a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes**

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

#### **b) Quotes-parts**

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

### c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Dans le cas d'ententes de transfert pour le remboursement de dépenses entre un gouvernement et la Ville, un revenu de transfert est enregistré pour les dépenses admissibles effectuées lorsqu'on a la preuve, à la date des états financiers, qu'une décision a été prise par le gouvernement cédant et qu'elle établit clairement que le cédant a perdu son pouvoir discrétionnaire d'éviter d'effectuer le transfert.

Lorsqu'un prêt consenti à des tiers par la Ville et rattaché à une dette à long terme envers le gouvernement du Québec est pardonné, la Ville enregistre un revenu de transfert correspondant au montant pardonné contre la remise de sa dette par le gouvernement.

### d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

### e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts de placements de portefeuille comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille affectés et non affectés. Les autres revenus d'intérêts comprennent les revenus d'intérêts non associés aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

#### G) Avantages sociaux futurs

##### Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2023, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

##### Importante incertitude relative à la mesure

Les obligations relatives aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs peuvent varier significativement en raison des écarts entre les hypothèses économiques et démographiques retenues aux fins des évaluations actuarielles et les résultats réels.

##### Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

#### H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 27.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

### l) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers. Pour cette raison, certains éléments, notamment les créances et les dettes d'origine non contractuelle concernant les sommes versées ou à verser à un gouvernement, les stocks, les propriétés destinées à la revente, les passifs au titre d'avantages sociaux futurs, les OMHS et le passif environnemental ne sont pas des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs d'origine contractuelle, les prêts, les placements de portefeuille, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts temporaires, les créditeurs, les charges à payer d'origine contractuelle, les dettes à long terme en devise canadienne ont été classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville a désigné les Crédits d'achat Accès Condos et les dettes à long terme en devises étrangères comme instruments évalués à la juste valeur.

La juste valeur des Crédits d'achat Accès Condos est évaluée sur la base de la valeur actualisés des flux monétaires futurs et établie à partir des hypothèses suivantes : un calendrier de flux de trésorerie futurs estimé sur une période de 25 ans, les moyennes du taux de croissance annuel de la valeur marchande des condos, un taux de pertes estimées sur créances ainsi qu'un taux d'actualisation.

La juste valeur de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance.

Un instrument financier dérivé est un contrat qui réunit les trois caractéristiques suivantes : sa valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, il ne requiert aucun placement net initial ou encore requiert un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des facteurs de marché et il sera réglé à une ou des dates futures. Les instruments financiers dérivés sont présentés à la juste valeur.

L'évaluation de la juste valeur des swaps de devises et de taux sur les dettes à long terme émises est effectuée à partir des paiements futurs qui sont escomptés au taux d'intérêt fixe pour la partie "payeur" et sur une courbe future pour la partie "receveur", cette dernière prenant également en considération le taux de change. L'évaluation des dérivés sur le carburant, reposent sur les prix cotés sur un marché actif. Ces instruments financiers sont classés en tant qu'actifs financiers et passifs financiers, et ils ne sont pas reclassés pendant la période au cours de laquelle ils sont détenus.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les gains et pertes non réalisés découlant des variations de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur et des instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation. Au moment du règlement, le cumul des gains ou des pertes est reclassé de l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation à l'état consolidé des résultats.

Lors de leur comptabilisation initiale, les coûts de transaction, les primes ou les escomptes le cas échéant, sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement et sont passés aux résultats pour les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des états financiers. Les gains ou pertes de change sont passés directement dans l'état consolidé des résultats.

Dans le cadre de ses opérations, la Ville peut racheter ses propres titres de dettes sur les marchés financiers sans annuler, éteindre ou acquitter les dettes correspondantes. Ces titres, constituant des actifs pour la Ville, ainsi que les dettes correspondantes, lorsqu'ils ne font pas l'objet d'une affectation d'origine externe, sont compensés à l'état consolidé de la situation financière. Les revenus et les charges d'intérêts liés à ces titres et dettes sont également présentés au net dans l'état consolidé des résultats. Les informations sur les titres autodétenus ayant fait l'objet d'une compensation sont fournies dans les notes complémentaires.

Les actifs financiers et les passifs sont compensés et le solde net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière si, et seulement si, la Ville a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière ainsi que les instruments financiers dérivés sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie.

### J) Autres éléments

#### a) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses utilisées par la Ville pour comptabiliser ou présenter certains éléments des états financiers reposent sur les données disponibles les plus fiables et les hypothèses les plus probables lors de l'établissement du rapport financier et font appel au jugement.

#### Estimations



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la provision pour droits de mutation non facturés, les provisions du passif environnemental, des OMHS, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, la provision pour moins-value et l'écart d'actualisation de prêts octroyés, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les travaux d'immobilisation en cours, les charges et le passif au titre des avantages sociaux futurs, des biens loués en vertu de contrat de location-acquisition, de la juste valeur des instruments financiers dérivés, des Crédits d'achat Accès Condos et de certaines dettes à long terme.

### **Incertitude relative à la mesure**

Une incertitude relative à la mesure existe lorsqu'il y a un écart entre le montant constaté ou communiqué dans les états financiers et un autre montant raisonnablement possible. Il se peut qu'à la suite du processus annuel de révision des estimations et des hypothèses, les montants subissent des modifications et les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Il existe une importante incertitude relative à la mesure, à court terme, attribuable aux hypothèses utilisées pour établir les provisions pour les passifs éventuels, le passif environnemental, les OMHS et le passif au titre des avantages sociaux futurs. Des informations additionnelles sur la nature et les circonstances donnant lieu à cette incertitude sont présentées dans les notes complémentaires appropriées.

### **b) Sectorisation et présentation des résultats**

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'investissement en immobilisations et autres actifs à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;
- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;
- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;
- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;
- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;
- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;
- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;
- la fonction « frais de financement » comprend les intérêts sur le financement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### c) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

Lorsqu'un prêt consenti à des tiers par la Ville est pardonné, la Ville comptabilise la valeur de celui-ci à titre de charge de contribution.

#### e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

#### f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

#### Importante incertitude relative à la mesure

Les passifs éventuels peuvent varier en raison des hypothèses retenues pour établir la probabilité du dénouement d'une situation existante à la date des états financiers et de celles relatives à l'estimation de la valeur du passif éventuel. Parmi les hypothèses utilisées figurent l'expérience passée, les négociations en cours, les règlements récents et les jugements rendus par les tribunaux.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Il est possible que cette provision subisse des variations importantes dans la prochaine année. Puisque la présentation d'informations pourrait entraîner des répercussions négatives sur le dénouement de ces poursuites et litiges, l'information à l'égard des montants n'est pas présentée de façon détaillée et l'ampleur des incertitudes qui y sont liées n'est pas fournie.

#### g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

#### h) Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en décembre 2022 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est présentée à la note 34.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en décembre 2022 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

### 3. Modification de méthodes comptables

#### Adoption de nouvelles normes comptables

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, comme requis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, la Ville a adopté simultanément les chapitres SP 1201, Présentation des états financiers, SP 2601, Conversion des devises, SP 3041, Placements de portefeuille, et SP 3450, Instruments financiers. La norme SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est aussi applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022. La Ville a choisi d'appliquer ces nouvelles normes de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les normes SP 2601, SP 3041 et SP 3450 prévoient des exigences pour la constatation, la mesure et la présentation des opérations en devises, les placements de portefeuille et des autres instruments financiers.

La norme SP 1201, Présentation des états financiers, définit les normes relatives aux informations à fournir sur la présentation des états financiers. Ce chapitre remplace le chapitre SP 1200 lors de l'application de la norme SP 3450 et SP 2601. Essentiellement, les changements concernent l'introduction d'un nouvel état : l'état des gains et pertes de réévaluation. Cet état permet de présenter les gains et pertes de réévaluation découlant d'opérations en devises, d'instruments financiers dérivés, d'actifs et passifs évalués à la juste valeur. L'excédent accumulé présenté dans l'état consolidé de la situation financière est maintenant constitué de deux composantes, soit l'excédent accumulé lié aux activités et les gains de réévaluation accumulés.

La norme SP 2601, Conversion des devises, établit des normes de comptabilisation et de présentation des informations relatives aux opérations libellées en devises. Ce chapitre remplace le chapitre SP 2600 et son adoption a pour conséquence que le gain ou la perte de change afférent à un instrument financier libellé en devises soit distingué de la variation de la juste valeur de cet instrument financier si celui-ci est évalué à sa juste valeur. Les gains ou pertes antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2023 se rattachant à un instrument de couverture désigné sont portés aux gains et pertes de réévaluation cumulés. La transaction initiale est convertie et comptabilisée en dollars canadiens au taux de change en vigueur à cette date. Après leur comptabilisation initiale, les éléments non monétaires libellés en devises classés dans la catégorie des éléments évalués à la juste valeur selon le chapitre SP 3450 sont ajustés à chaque date des états financiers de manière à refléter le cours en vigueur à cette date. Jusqu'à la période de règlement, les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Un gain ou une perte de change déterminé en fonction du cours du change à la date de comptabilisation initiale de l'élément est comptabilisé dans l'état consolidé des résultats.

La norme SP 3041, Placement de portefeuille, définit les normes relatives aux informations à fournir sur les placements de portefeuille de l'entité du secteur public dans des organismes qui ne sont pas dans son périmètre comptable, normalement sous forme d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif ou d'instrument d'emprunt de l'entité émettrice. Elle impose que les titres autodétenus d'affectation d'origine interne soient compensés avec le passif correspondant à l'état consolidé de la situation financière. Les revenus et les charges d'intérêts liés à ces titres sont compensés à l'état consolidé des résultats.

La norme SP 3450, Instruments financiers, comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Les instruments financiers évalués à la juste valeur comprennent les dérivés et les placements de portefeuille constitués d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif et les instruments financiers désignés à la juste valeur. Cette norme comprend également de nouvelles exigences en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Avant l'application de ces normes, tous les instruments financiers étaient présentés au coût ou au coût après amortissement, les frais d'émission et d'escompte et les primes à l'émission de titres étaient respectivement présentés en tant qu'autres actifs non financiers et comme des revenus reportés. Aucun actif, passif, revenu et charge ne faisait l'objet de compensation et la valeur des instruments financiers dérivés n'était pas présentée à l'état consolidé de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Avec l'application de ces nouvelles normes, à l'état consolidé de la situation financière, la Ville évalue le passif lié à sa dette à long terme à la valeur nette, elle effectue une compensation de ses titres autodétenus. Les actifs liés à ses instruments financiers dérivés sont regroupés dans le poste Autres actifs financiers et les passifs liés aux instruments financiers dérivés sont regroupés dans le poste Autres passifs.

Ces nouvelles exigences ont eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les soldes des postes suivants à l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

<b>Actifs financiers</b>	
Placements de portefeuille	(489 714 000)
Autres actifs financiers- Crédits d'achat Accès Condos	6 810 000
Autres actifs financiers- Actifs liés aux instruments financiers dérivés	35 721 000
	<b>(447 183 000)</b>
<b>Passifs</b>	
Revenus reportés	(103 676 000)
Dette à long terme	(521 343 000)
Autres passifs- Passifs liés aux instruments financiers dérivés	14 714 000
	<b>(610 305 000)</b>
<b>Dette nette</b>	<b>163 122 000</b>
<b>Actifs non financiers</b>	
Autres actifs non financiers	(124 825 000)
	<b>(124 825 000)</b>
<b>Excédent accumulé - gains de réévaluation accumulés</b>	<b>38 297 000</b>

À l'état consolidé des résultats, la Ville applique la méthode du taux d'intérêt effectif qui inclut l'amortissement des coûts de transactions de ses placements et de ses dettes à long terme sur leur durée de vie. La Ville applique également la compensation des revenus et des charges d'intérêts générés par les titres autodétenus. L'application de ces méthodes n'a pas d'impact sur les résultats.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Conformément à la norme SP 3280, un passif doit désormais être comptabilisé dès que la Ville acquiert ou construit une immobilisation pour laquelle elle a une obligation juridique d'engager des coûts pour la mettre hors service de façon permanente. Auparavant, ces coûts étaient constatés dans l'année financière au cours de laquelle ces immobilisations étaient mises hors service. Les obligations juridiques constatées par l'application de cette norme concernent principalement le désamiantage des bâtiments du gouvernement, l'assainissement de terrains des centres de transport, la disposition des autobus et voitures de métro et la remise en état des lieux à l'échéance de baux immobiliers. Lors de la comptabilisation initiale du passif, un actif équivalent est comptabilisé. Cet actif est ensuite amorti sur le restant de la durée de vie utile de l'immobilisation concernée par l'obligation de mise hors service. Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

À la suite de l'application du chapitre SP 3280, le chapitre SP 3270, Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides est retiré. Ainsi, le montant du passif au titre des activités de fermeture et d'après fermetures des décharges contrôlées de déchets solides de 84,4 M\$ est reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2023 aux OMHS. Le montant de 4,7 M\$ lié au recouvrement d'un tiers a été renversé dans les charges et sera dorénavant présenté en tant que droit contractuel.

Ces nouvelles exigences ont eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les soldes des postes suivants à l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2023:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<b>Passif</b>	
Autres passifs - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	334 564 000
Autres passifs - Activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement	(79 663 000)
<b>Autres passifs</b>	<b>254 901 000</b>
<b>Dette nette</b>	<b>(254 901 000)</b>
<b>Autres actifs non financiers</b>	
Immobilisations corporelles	243 702 000
	<b>243 702 000</b>
<b>Excédent accumulé</b>	
Déficit des activités de fonctionnement	(47 182 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(207 719 000)
Investissement net dans les immobilisations et les autres actifs	243 702 000
	<b>(11 199 000)</b>

#### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 370 297 000	1 289 691 000
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	776 810 000	699 032 000
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 147 107 000	1 988 723 000
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)	(
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	6	2 147 107 000	1 988 723 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	72 445 000	191 929 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	392 719 000	455 412 000

#### Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 5,39 % à 6,09 % (de 4,27 % à 5,25 % en 2022).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	150 452 000	135 906 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 673 530 000	4 897 414 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	566 481 000	477 139 000
Organismes municipaux	13	13 152 000	84 463 000
Autres			
▪ Services rendus et autres	14.1	467 468 000	530 115 000
	15	5 871 083 000	6 125 037 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 079 210 000	3 296 794 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 079 210 000	3 296 794 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	176 911 000	148 549 000
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	16 338 000	19 815 000
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	943 538 000	928 199 000
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	3 295 533 000	3 533 769 000
Ministère de la Culture et des Communications	25	150 121 000	133 163 000
Autres ministères/organismes	26	268 000 000	282 468 000
	27	4 673 530 000	4 897 414 000



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## Note

Encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme dont les modalités sont déterminées au 31 décembre (en milliers de dollars)	Encaissements	Taux d'intérêt (1) pondéré	Refinancement
<b>31 décembre 2023</b>			
2024	315 444	3,15 %	7 912
2025	263 874	3,01 %	8 647
2026	250 680	2,99 %	12 737
2027	228 627	3,04 %	18 489
2028	209 263	3,09 %	15 423
<b>1 à 5 ans</b>	<b>1 267 888</b>	<b>3,06 %</b>	<b>63 208</b>
6 à 10 ans	848 739	3,15 %	80 170
11 à 15 ans	584 806	3,13 %	34 409
16 à 20 ans	199 989	2,82 %	-
	<b>2 901 422</b>	<b>3,08 %</b>	<b>177 787</b>
<b>31 décembre 2022</b>			
2023	337 978	2,98 %	10 048
2024	269 699	3,15 %	46 961
2025	218 200	2,96 %	47 696
2026	205 007	2,94 %	51 787
2027	182 953	2,97 %	57 538
<b>1 à 5 ans</b>	<b>1 213 837</b>	<b>3,01 %</b>	<b>214 030</b>
6 à 10 ans	739 544	3,08 %	275 915
11 à 15 ans	505 524	2,95 %	88 092
16 à 20 ans	259 852	2,64 %	-
	<b>2 718 757</b>	<b>2,98 %</b>	<b>578 037</b>

1. Taux d'intérêts effectif en 2023 et taux d'intérêt nominal en 2022.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**6. Prêts**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
Prêts à un office d'habitation	28	1 755 000	1 700 000
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Aux PME-Mtl	30.1	69 663 000	86 859 000
▪ Soldes prix de vente, autres	30.2	14 690 000	6 686 000
	31	86 108 000	95 245 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	7 976 000	7 246 000

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Note**

(en milliers de dollars)	<b>2023</b>				
<b>Prêts, sans intérêt (par catégorie)</b>	<b>Année d'échéance</b>	<b>Coût amorti</b>	<b>Écart d'actualisation</b>	<b>Provision pour moins-value</b>	<b>Valeur comptable nette</b>
Prêts aux PME-MTL					
PAUPME (1)	2024 à 2028	28 281	-	6 244	22 037
PME	2025	44 974	1 141	-	43 833
Autres	2025	3 892	99	-	3 793
Prêt à un office municipal d'habitation	2057	5 135	3 380	-	1 755
Prêts à des organismes à but non lucratif	2024 à 2034	18 325	2 765	1 732	13 828
Soldes de prix de vente	2027	1 262	400	-	862
<b>Total</b>		<b>101 869</b>	<b>7 785</b>	<b>7 976</b>	<b>86 108</b>
	<b>2022</b>				
Prêts aux PME-MTL					
PAUPME (1)	2023 à 2028	47 448	-	7 247	40 201
PME	2025	44 974	2 034	-	42 940
Autres	2025	3 892	174	-	3 718
Prêt à un office municipal d'habitation	2057	5 135	3 435	-	1 700
Prêts à des organismes à but non lucratif	2033 à 2034	8 528	2 762	-	5 766
Soldes de prix de vente	2027	1 375	455	-	920
<b>Total</b>		<b>111 352</b>	<b>8 860</b>	<b>7 247</b>	<b>95 245</b>



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

1. Dans le cadre du PAUPME élaboré par le Ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'Énergie (MÉIÉ), la Ville a, jusqu'en 2022, accordé des prêts aux PME-MTL devant servir exclusivement à l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises admissibles, du territoire montréalais, affectées par la pandémie de la COVID-19. Les entreprises aidées étaient éligibles, sous certaines conditions énoncées par le MÉIÉ, dont principalement d'avoir été fermées, à des pardons de prêts. Les montants pardonnés n'ont pas fait l'objet d'un remboursement à la Ville et ont été déduits de la dette de la Ville envers le MÉIÉ. La somme de 0,2 M\$ a fait l'objet de pardons en 2023 (105,7 M\$ en 2022). En 2022, les PME-MTL ont remboursé à la Ville, la somme de 7,0 M\$ représentant les montants qui n'avaient pas été prêtés (aucun en 2023). En 2023, aucun prêt n'a été radié (1,2 M\$ en 2022). Le remboursement des prêts par les PME-MTL à la Ville s'effectue dans l'année suivant l'échéance des prêts consentis aux petites et moyennes entreprises, pour le montant correspondant à la totalité des prêts remboursés et le cas échéant, des intérêts versés par ces dernières. En 2023, les PME-MTL ont remboursé la somme de 18,9 M\$ (aucun en 2022) et remis des intérêts de 1,7 M\$ (aucun en 2022). Ces montants ont été versés au fonds réservé PAUPME. Les prêts ainsi que le fonds réservé sont affectés au remboursement de la dette à long terme envers le MÉIÉ.

## 7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	3 194 568 000	3 610 119 000
	35	3 194 568 000	3 610 119 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	2 988 157 000	3 451 416 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

### Note

Au 31 décembre 2022, les placements de portefeuille affectés au fonds d'amortissement et les placements de portefeuille non affectés se chiffraient respectivement à 3 451,4 M\$ et à 158,7 M\$.

Les obligations et débetures détenues par la Ville faisant l'objet d'affectation d'origine externe se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités et des commissions scolaires. Elles comprennent notamment des obligations et des débetures émises par la Ville qui s'élèvent à 22,7 M\$ (22,8 M\$ en 2022). Ces titres ont généré 1,2 M\$ (1,1 M\$ en 2022) de revenus d'intérêts de placements de portefeuille, un montant équivalent est présenté dans les charges sous la fonction frais de financement.

Au 31 décembre 2023, la Ville a procédé à la compensation d'un montant de 534,7 M\$ de titres auto détenus avec ses obligations émises. Les revenus d'intérêts et les frais de financement de 21,2 M\$ ont également été compensés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Échéances des placements (en milliers de dollars)	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débetures	Total	Taux d'intérêt (1) pondéré
<b>31 décembre 2023</b>				
2024	8 982	407 493	416 475	3,18 %
2025	-	209 573	209 573	3,66 %
2026	-	175 263	175 263	4,13 %
2027	-	330 099	330 099	3,71 %
2028	-	92 755	92 755	3,88 %
<b>1 à 5 ans</b>	<b>8 982</b>	<b>1 215 183</b>	<b>1 224 165</b>	<b>3,59 %</b>
6 à 10 ans	-	1 076 572	1 076 572	2,97 %
11 à 15 ans	-	436 502	436 502	3,23 %
16 à 20 ans	-	407 339	407 339	3,99 %
Plus de 20 ans	-	49 990	49 990	3,80 %
	<b>8 982</b>	<b>3 185 586</b>	<b>3 194 568</b>	<b>3,39 %</b>
<b>31 décembre 2022</b>				
2023	11 702	202 908	214 610	2,95 %
2024	-	444 183	444 183	3,16 %
2025	-	196 212	196 212	2,85 %
2026	-	196 871	196 871	3,89 %
2027	-	334 068	334 068	3,06 %
<b>1 à 5 ans</b>	<b>11 702</b>	<b>1 374 242</b>	<b>1 385 944</b>	<b>3,16 %</b>
6 à 10 ans	-	1 019 998	1 019 998	2,87 %
11 à 15 ans	-	454 549	454 549	3,12 %
16 à 20 ans	-	669 725	669 725	3,76 %
Plus de 20 ans	-	79 903	79 903	4,61 %
	<b>11 702</b>	<b>3 598 417</b>	<b>3 610 119</b>	<b>3,22 %</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

1. Taux d'intérêt effectif en 2023 et taux d'intérêt nominal en 2022.

**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	2 453 000	1 592 000
Autres	39	31 753 000	17 762 000
	40	34 206 000	19 354 000

**Note**

*Autres*: Actifs liés aux instruments financiers dérivés (voir note 18) et Crédit d'achat Accès Condos

**Crédits d'achat Accès Condos**

Le Programme Accès Condos vise à faciliter l'accès à la propriété aux personnes souhaitant habiter à Montréal. Dans le cadre de celui-ci, les acquéreurs de logements en copropriété divise auprès de promoteurs accrédités par le programme se voient accorder, moyennant une mise de fonds de 1 000 \$, un crédit d'achat correspondant à 10 % du prix d'achat de la propriété. Ce crédit d'achat, qui représente une créance hypothécaire de deuxième rang en faveur de la Ville, doit lui être remboursé, en plus de 10 % de la plus-value réalisée, lors de la revente de la propriété.

Au 31 décembre 2023, 3 925 ménages (3 925 ménages en 2022) ont bénéficié de ce programme.

La juste valeur des Crédits d'achat Accès Condos est évaluée sur la base de la valeur actualisée des flux monétaires futurs et a été établie à partir des hypothèses suivantes:

- un calendrier des flux de trésorerie futurs estimé sur une période de 25 ans;
- les moyennes du taux de croissance annuel de la valeur marchande des condos basé sur le Baromètre de l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec (« APCIQ ») réparti par secteurs géographiques de l'île de Montréal variant de 4,40 % à 6,00 % (4,70 % à 6,00 % en 2022);
- un taux de pertes estimées sur créances de 1,40 % (1,57 % en 2022);
- un taux d'actualisation de 10,15 % (10,15 % en 2022).

Au cours des exercices 2023 et 2022, la Ville a modifié le taux de croissance annuel de la valeur marchande des condos afin de tenir compte de l'évolution réelle du marché. Le taux des mauvaises créances et le calendrier des encaissements ont été réévalués afin de tenir compte de l'expérience passée et de l'historique des remboursements des crédits d'achat depuis 2007. L'impact de la modification de ces trois hypothèses résulte en une perte non réalisée de 0,3 M\$ comptabilisée à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation.

La valeur au livres est la suivante:

	2023	2022
Crédit d'achat accès condos (à la juste valeur en 2023)	23 191 000	17 762 000

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Le tableau suivant présente la répartition des revenus provenant de Programme Accès Condo

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Encaissement enregistrés à l'état consolidé des résultats	1 605 000	3 082 000
Revenus d'actualisation	573 000	743 000
Variation de la provision pour mauvaises créances	27 000	37 000
	<b>2 205 000</b>	<b>3 862 000</b>

#### 9. Emprunts temporaires

	<b>2023</b>		<b>2022</b>	
	<b>Autorisé</b>	<b>Utilisé</b>	<b>Autorisé</b>	<b>Utilisé</b>
Marges de crédit à demande	2 336 700 000	732 988 000	1 423 000 000	463 300 000
Titres (1)	2 108 042 000	603 045 000	2 165 472 000	54 868 000
<b>Total</b>	<b>4 444 742 000</b>	<b>1 336 033 000</b>	<b>3 588 472 000</b>	<b>518 168 000</b>

(1) Le montant total des titres autorisés de 2 108,0 M\$ (2 165,5 M\$ en 2022) se compose de la limite autorisée de 1 000,0 M\$ à la STM (1 000,0 M\$ en 2022) et de 1 108,0 M\$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires (1 165,5 M\$ en 2022). La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Les marges de crédit à demande autorisées portent des taux d'intérêt variables selon les taux préférentiels des différentes institutions avec lesquelles les ententes ont été signées. Au 31 décembre 2023, le taux d'intérêt applicable à la marge de crédit utilisée est de 5,11 % (4,36 % en 2022).

Au 31 décembre 2023, les titres émis à court terme sont composés de 603,0 M\$ (54,9 M\$ en 2022) de papier commercial au taux moyen de 5,17 % (4,39 % en 2022). Tous les titres émis viennent à échéance au cours de la prochaine année.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**10. Crédeurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 126 613 000	1 136 926 000
Salaires et avantages sociaux	42	680 015 000	736 727 000
Dépôts et retenues de garantie	43	305 924 000	281 270 000
Provision pour contestations d'évaluation	44	32 575 000	37 462 000
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	45.1	106 084 000	104 237 000
▪ Autres provisions	45.2	180 600 000	148 645 000
▪ Gouvernement du Québec et ses entreprises (1)	45.3	66 828 000	65 477 000
▪ ARTM	45.4	13 420 000	
▪ Autres (2)	45.5	68 410 000	89 729 000
	46	2 580 469 000	2 600 473 000

**Note**

- En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate, mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2023, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 53,5 M\$ (55,3 M\$ en 2022).
- Les autres crédeurs sont composés des éléments suivants : amendes et pénalités 33,0 M\$ (34,4 M\$ en 2022), trop-perçus 13,0 M\$ (15,7 M\$ en 2022), aucune subvention à verser (21,0 M\$ en 2022) et autres crédeurs 22,4 M\$ (18,6 M\$ en 2022).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	15 733 000	16 288 000
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51	792 000 000	928 301 000
Autres			
▪ AccèsLogis Québec de la Société d'habitation du Québec	52.1	197 272 000	170 004 000
▪ Plan pour une économie verte 2030 (MELCC)	52.2	90 968 000	105 128 000
▪ Réhabilitation de terrains contaminé dans l'Est de Montréal du MÉIÉ	52.3	98 664 000	97 961 000
▪ Réhabilitation de terrains contaminés situés à Mtl (MELCCFP)	52.4	60 832 000	75 403 000
▪ Programme de la taxe sur l'essence et contribution du Qc pour infra.	52.5	21 600 000	16 209 000
▪ Initiative création rapide de logements (ICRL)-SCHL	52.6	6 275 000	2 961 000
▪ Initiative création rapide de logements (ICRL)-SHQ	52.7	55 031 000	35 472 000
▪ Augmentation des effectifs du SPVM (min. de la séc. publique)	52.8	32 400 000	
▪ Réflexe Montréal (MÉIÉ)	52.9	17 150 000	15 113 000
▪ Autres transferts	52.10	42 874 000	65 618 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	118 617 000	117 136 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Primes à l'émission de titres	60.1		103 676 000
▪ Fonds de développement logement social	60.2	52 593 000	44 583 000
▪ Acquisition aménagement d'unités de stationnement	60.3	5 615 000	5 835 000
▪ Autres	60.4	29 001 000	22 035 000
	61	1 636 625 000	1 821 723 000

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	11,00	2024	2045	62	14 365 695 000	15 250 414 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	4,92	5,90	2024	2027	63	94 499 000	
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65	94 499 000	
<b>Autres dettes à long terme</b>							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2030	2030	66	48 440 000	47 448 000
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,43	5,54	2031	2061	68	29 184 000	23 470 000
Autres	1,75	6,29	2024	2033	69	296 924 000	202 708 000
					70	14 834 742 000	15 524 040 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 40 404 000)	( )
					72	14 794 338 000	15 524 040 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73	937 407 000	322 840 000	1 876 000	84 413 000	1 346 536 000
2025	74	432 266 000	342 390 000	1 900 000	33 621 000	810 177 000
2026	75	933 463 000	305 446 000	1 924 000	7 284 000	1 248 117 000
2027	76	1 010 835 000	202 815 000	1 948 000	89 514 000	1 305 112 000
2028	77	849 822 000	200 998 000	1 972 000	5 177 000	1 057 969 000
2029 et plus	78	8 255 291 000	666 621 000	58 798 000	125 355 000	9 106 065 000
	79	12 419 084 000	2 041 110 000	68 418 000	345 364 000	14 873 976 000
Intérêts et frais accessoires	80			( 39 234 000)	( )	( 39 234 000)
	81	12 419 084 000	2 041 110 000	29 184 000	345 364 000	14 834 742 000

**Note**

Les obligations et billets en monnaie étrangère sont présentés à la juste valeur.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme dans le tableau ci-dessus sont présentés selon le taux effectif. Les versements estimatifs sur la dette à long terme, à la valeur nominale, sont présentés à la note 33.

Les obligations et billets en monnaie canadienne comprennent la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M\$ (1 294,9 M\$ en 2022).

En 2023, les autres dettes à long terme, Autres ne comprennent aucune des hypothèques immobilières (0,1 M\$ en 2022, garantie par des propriétés d'une valeur comptable de 22,0 M\$).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Les Autres dettes à long terme- Gouvernement du Québec et ses entreprises représentent l'emprunt octroyé par le MÉIÉ, sans intérêt et échéant le 31 mars 2030, dont la valeur nominale, nette des frais de gestion, est de 161,3 M\$, qui a servi exclusivement à l'octroi de prêts dans le cadre du PAUPME, par l'entremise des PME-MTL, aux petites et moyennes entreprises admissibles du territoire montréalais affectées par la pandémie de la COVID-19. En 2022, comme convenu dans l'entente, la somme de 7,0 M\$ non utilisée aux fins du programme a été remboursée au MÉIÉ. En 2022, un montant de 105,7 M\$ fut pardonné et déduit de l'emprunt, ce montant a été revu à 105,9 M\$ en 2023. En 2022, la Ville avait aussi réduit sa dette du montant équivalent aux radiation de prêts d'un montant de 1,2 M\$, en 2023 elle s'est ravisée puisque l'entente prévoit que le MÉIÉ pourrait potentiellement radier, à terme, une portion de l'emprunt équivalente aux montants qui n'auront pas été récupérés auprès des entreprises aidées.

Au 31 décembre 2023, les placements détenus qui consistent en titres émis par la Ville ont été compensés avec la dette à long terme pour un montant total de 534,7 M\$. Les revenus d'intérêts et les frais de financement de 21,2 M\$ ont également été compensés.

**Obligations découlant de contrat de location-acquisition**

En 2018, la Ville a signé une convention d'usufruit pour une partie d'un bâtiment sur une période de 40 ans avec quatre options de renouvellement de cinq années chacune, pour une période totale d'occupation possible de 60 ans. La Ville y prévoit l'aménagement du futur centre Sanaaq, qui comprendra une salle de spectacle et d'exposition, une bibliothèque et des espaces sociocommunautaires. La rente annuelle payable depuis 2022 est déterminée par le produit du taux de 226,04 \$/m<sup>2</sup> par la superficie de 5 793 m<sup>2</sup> occupée dans le bâtiment. Pour les années suivantes, ce montant sera indexé selon l'IPC de l'année précédente de la grande région de Montréal. Le taux d'intérêt théorique de l'obligation est de 5,54 % et correspond au taux d'intérêt implicite du bail. Aucune option d'achat, à prix de faveur ou non, n'est prévue à la convention.

La Ville a signé un bail à des fins de bureaux pour une durée de base de 12 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019, avec deux options de renouvellement consécutives de cinq ans chacune. Le loyer annuel pour la première année est fixé à 29,63\$ par pied carré, applicable à une superficie locative de 28 931 pieds carrés jusqu'au 31 janvier 2020, puis à 33 140 pieds carrés dès le 1<sup>er</sup> février 2020. Le loyer de base est de 12,54\$ par pied carré, sujet à une indexation annuelle de 2,0 % sur l'ensemble du loyer. Le taux d'intérêt théorique de l'obligation est de 3,43 % et correspond au taux d'intérêt implicite du bail. Aucune option d'achat, à prix de faveur ou non, n'est prévue à la convention.

**Le recouvrement de la dette à long terme, à la valeur nominale, aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 919 819 000	4 904 330 000
De l'agglomération (1)	3 263 936 000	3 207 076 000
Fonds d'amortissement	3 059 016 000	3 641 759 000
Fonds réservé - PAUPME	20 551 000	-
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	3 079 209 000	3 296 794 000
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	481 213 000	433 880 000
Prêts aux PME-MTL - PAUPME	22 096 000	40 201 000
	<b>14 845 840 000</b>	<b>15 524 040 000</b>

1. Ce solde inclut les montants de 6,2 M\$ et de 1,2 M\$ (7,2 M\$ et 1,2 M\$ en 2022), représentant respectivement le montant des provisions pour créances douteuses et le montant des radiations sur les prêts accordés aux PME-MTL dans le cadre du PAUPME. Ceux-ci pourraient potentiellement faire l'objet d'une radiation de dette et seraient par conséquent à la charge du gouvernement.

### 13. Avantages sociaux futurs

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (273 565 000)	(77 604 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (320 035 000)	(304 044 000)
	84 (593 600 000)	(381 648 000)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 217 773 000	358 119 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 27 039 000	20 721 000
Régimes à cotisations déterminées	87 2 548 000	2 259 000
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 2 674 000	2 677 000
	90 250 034 000	383 776 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

#### Note

#### A) Description des régimes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices allant de 2019 à 2023.

À la suite du refus de la Cour suprême du Canada, (voir note 21 D) a)), les effets de la réinstauration de l'indexation ont été reflétés aux états financiers

**B) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière**

(en milliers de dollars)	2023		2022	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	23 792 398	-	23 543 545	-
Obligation au titre des prestations constituées	(23 574 903)	(332 591)	(22 975 986)	(325 538)
<b>Surplus (déficit)</b>	<b>217 495</b>	<b>(332 591)</b>	<b>567 559</b>	<b>(325 538)</b>
(Gains) pertes actuarielles non amorties	(483 651)	12 556	(643 354)	21 494
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>(266 156)</b>	<b>(320 035)</b>	<b>(75 795)</b>	<b>(304 044)</b>
Provision pour moins-value	(7 409)	-	(1 809)	-
<b>Passif au titre des avantages sociaux futurs</b>	<b>(273 565)</b>	<b>(320 035)</b>	<b>(77 604)</b>	<b>(304 044)</b>

**C) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

(en milliers de dollars)	2023		2022	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(2 485 429)	(332 591)	(2 381 977)	(325 538)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	2 161 014	-	2 125 472	-
<b>Déficit</b>	<b>(324 415)</b>	<b>(332 591)</b>	<b>(256 505)</b>	<b>(325 538)</b>

**D) Valeur actuarielle des actifs des régimes**

(en milliers de dollars)	2023		2022	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>23 543 545</b>	-	<b>22 804 093</b>	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 406 730	-	1 244 801	-
Pertes survenues dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	(279 622)	-	(21 000)	-
<b>Rendement réel des actifs des régimes</b>	<b>1 127 108</b>	-	<b>1 223 801</b>	-
Cotisations de l'employeur	21 813	11 048	390 714	11 043
Cotisations des employés	309 148	-	295 395	-
Prestations versées	(1 209 216)	(11 048)	(1 170 458)	(11 043)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>23 792 398</b>	-	<b>23 543 545</b>	-
<b>Juste valeur des actifs des régimes <sup>(1)</sup></b>	<b>23 174 360</b>	-	<b>22 309 024</b>	-

<sup>(1)</sup> La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M\$ (303,7 M\$ en 2022).

**E) Obligation au titre des prestations constituées**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

(en milliers de dollars)	2023		2022	
	Régimes de retraite (1)	Autres régimes	Régimes de retraite (1)	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	22 975 986	325 538	22 857 443	314 439
Coût des services rendus au cours de l'exercice	501 224	12 580	551 782	9 035
Coût des services passés	73 300	-	-	(166)
Cotisations au fonds de stabilisation	66 802	-	62 766	-
Prestations versées	(1 209 216)	(11 048)	(1 170 458)	(11 043)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 375 064	9 461	1 242 579	8 791
(Gains) pertes survenues dans l'exercice sur l'obligation	(208 257)	(3 940)	(568 126)	4 482
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>23 574 903</b>	<b>332 591</b>	<b>22 975 986</b>	<b>325 538</b>

(1) Au 31 décembre 2023, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 3 460,0 M\$ (4 021,7M\$ au 31 décembre 2022) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

**F) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

(en milliers de dollars)	2023		2022	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	501 224	12 580	551 782	9 035
Coût des services passés	73 300	-	-	(166)
Cotisations au fonds de stabilisation	66 802	-	62 766	-
Cotisations des employés	(309 148)	-	(295 395)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modification de régimes	(73 300)	-	-	-
Amortissement des pertes actuarielles	(15 039)	4 998	41 961	3 055
<b>Charge au titre des avantages de retraite</b>	<b>243 839</b>	<b>17 578</b>	<b>361 114</b>	<b>11 924</b>
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 375 064	9 461	1 242 579	8 791
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 406 730)	-	(1 244 801)	-
<b>(Revenu) charge d'intérêt</b>	<b>(31 666)</b>	<b>9 461</b>	<b>(2 222)</b>	<b>8 791</b>
Variation de la provision pour moins-value	5 600	-	(773)	-
<b>Charge totale</b>	<b>217 773</b>	<b>27 039</b>	<b>358 119</b>	<b>20 715</b>

**G) Principales hypothèses**

Les principales hypothèses sont les suivantes:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023		2022	2022
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,95 % à 6,25 %	3,00 % à 3,20 %	5,95 % à 6,24 %	2,75 % à 3,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,95 % à 6,27 %		5,76 % à 6,10 %	
Taux d'inflation	2,00 % à 2,50 %	2,00%	2,00 % à 3,00 %	2,00%
Taux de croissance des salaires	2,12 % à 2,75 %	2,15 % à 2,50 %	2,12 % à 2,75 %	2,20 % à 2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00 % à 6,50%		3,00 % à 6,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00 % à 4,50 %		3,00 % à 4,50 %
Années où le taux devrait se stabiliser		2037 et 2040		2037 et 2040

### Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

### Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

#### Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

#### Cotisations de l'employeur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
Régimes à cotisation déterminées	2 548 000	2 259 000
Régimes de retraite des élus municipaux	2 674 000	2 677 000

#### 14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		79 663 000
Assainissement des sites contaminés	92	73 433 000	69 794 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	331 686 000	
Autres			
▪ Passifs liés aux instruments financiers dérivés	94.1	16 321 000	
	95	421 440 000	149 457 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97	334 564 000	
Passifs réglés	98	( 5 992 000 )	
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	99	10 045 000	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	(6 931 000)	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	331 686 000	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

#### Note

La Ville comptabilise une OMHS en lien avec les coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives s'échelonnant jusqu'en 2062, non actualisées au 31 décembre 2023 se chiffrent à 123,2 M\$ (129,8 M\$ en 2022). Le taux d'actualisation utilisé est de 3,2 % (3,0 % en 2022).

La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement de ses sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites le cas échéant. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2023, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 27,6 M\$ (35,6 M\$ en 2022), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation est prévue s'échelonner jusqu'en 2045, se chiffrent à 39,0 M\$ (50,3 M\$ en 2022) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,2 % (3,0 % en 2022). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 45,8 M\$ (34,2 M\$ en 2022).

Les obligations liées à la mise hors service de bâtiments, terrains et autres d'immobilisations de la Ville concernent principalement les situations suivantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

- L'assainissement de bâtiments, de terrains ainsi que les frais afférents, requis en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, lorsque la Ville cesse définitivement d'exercer des activités appartenant à l'une des catégories désignées par le *Règlement sur la protection de la réhabilitation des terrains*.
- La mise hors service d'immobilisations relatives à la disposition des autobus et voitures de métro, à la remise en état des lieux à l'échéance de baux immobiliers et à la disposition de réservoirs et de systèmes électromécaniques.

L'existence de telles obligations n'implique cependant pas l'obligation d'effectuer des travaux immédiats. Le montant auquel il est prévu que les travaux requis seront réalisés correspond à la période d'actualisation du passif, cette durée pouvant dans certains cas être différente de la période d'amortissement des immobilisations liées aux obligations.

Les variations des OMHS au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	Fermeture des décharges de déchets solides	Assainissement des bâtiments	Décontamination des terrains	Autres	2023
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	-	-	-	-	-
Passifs engagés <sup>(1)</sup>	84 408	166 086	61 423	22 647	334 564
Passif réglés	(2 575)	-	-	(3 417)	(5 992)
Charge de désactualisation	2 399	5 078	1 965	603	10 045
Révision des estimations de flux de trésorerie	(7 479)	546	2	-	(6 931)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	76 753	171 710	63 390	19 833	331 686

1. Les coûts estimés non actualisés pour les activités de mise hors service au 31 décembre 2023 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 570,9 M\$.

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	<b>2023</b>
Taux d'actualisation	3,1 % à 5,37 %
Taux d'inflation	2,0 % à 3,0 %
Période d'actualisation	1 à 75 ans
Période d'amortissement restante des immobilisations liées aux OMHS	1 à 75 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	102	3 533 225 000	239 017 000	12 427 000	3 759 815 000
Eaux usées	103	3 377 732 000	325 342 000	677 000	3 702 397 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	5 191 803 000	404 398 000	113 847 000	5 482 354 000
Autres					
▪ Réseau du métro	105.1	4 409 411 000	375 161 000	37 313 000	4 747 259 000
▪ Autres (1)	105.2	4 138 511 000	348 624 000	72 954 000	4 414 181 000
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	6 421 297 000	716 571 000	2 979 000	7 134 889 000
Améliorations locatives	108	201 225 000	45 777 000	3 609 000	243 393 000
Véhicules	109	4 979 140 000	72 756 000	19 256 000	5 032 640 000
Ameublement et équipement de bureau	110	993 039 000	181 720 000	162 848 000	1 011 911 000
Machinerie, outillage et équipement divers	111	621 473 000	65 353 000	7 915 000	678 911 000
Terrains	112	1 764 490 000	148 089 000	724 000	1 911 855 000
Autres	113	37 940 000	(5 413 000)		32 527 000
	114	35 669 286 000	2 917 395 000	434 549 000	38 152 132 000
Immobilisations en cours	115				
	116	35 669 286 000	2 917 395 000	434 549 000	38 152 132 000
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	117	870 846 000	56 122 000	12 512 000	914 456 000
Eaux usées	118	1 441 597 000	37 350 000	878 000	1 478 069 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	1 895 544 000	242 635 000	109 677 000	2 028 502 000
Autres					
▪ Réseau du métro	120.1	1 315 383 000	141 053 000	37 313 000	1 419 123 000
▪ Autres	120.2	1 557 587 000	134 724 000	67 317 000	1 624 994 000
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 097 379 000	113 724 000	3 884 000	2 207 219 000
Améliorations locatives	123	129 659 000	21 666 000	3 476 000	147 849 000
Véhicules	124	1 759 496 000	190 667 000	20 449 000	1 929 714 000
Ameublement et équipement de bureau	125	505 851 000	132 276 000	157 376 000	480 751 000
Machinerie, outillage et équipement divers	126	263 903 000	26 381 000	7 285 000	282 999 000
Autres	127				
	128	11 837 245 000	1 096 598 000	420 167 000	12 513 676 000
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	129	23 832 041 000			25 638 456 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	23 696 000	4 609 000		28 305 000
Amortissement cumulé	131	( )	( 1 728 000 )	( )	( 1 728 000 )
Valeur comptable nette	132	23 696 000			26 577 000

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Note**

1. Le poste autres infrastructures autres comprend les infrastructures suivantes; Conduits souterrains 1 520 M\$, réseau d'éclairage 359 M\$, parcs 1 971 M\$, décharges de déchets 25 M\$, terrains de stationnement 23 M\$, décharges de neige 114 M\$, centre de traitement des matières résiduelles 286 M\$ et infrastructures régionales de la STM 116 M\$ (en 2022, Conduits souterrains 1 443 M\$, réseau d'éclairage 346 M\$, parcs 1 841 M\$, décharges de déchets 29 M\$, terrains de stationnement 21 M\$, décharges de neige 113 M\$, centre de traitement des matières résiduelles 242 M\$ et infrastructures régionales de la STM 104 M\$).

En 2022, le ministère des Transports et de la mobilité durable du Québec (MTMDQ) a transféré à la Ville, dans le cadre du projet de reconstruction des échangeurs Turcot, Angrignon, De La Vérendrye et Montréal-Ouest, et de certains tronçons adjacents des autoroutes 15, 20 et 720, certaines infrastructures de voirie ou ouvrages municipaux, pour une valeur de 263,4 M\$ sans contrepartie monétaire. La Ville a reconnu un transfert de 249,4 M\$ en 2022 et un ajustement de transfert de 14,0 M\$ en 2023. La CDPQ Infra, dans le cadre de la réalisation de travaux du Réseau express métropolitain a cédé à la Ville 10,4 M\$ d'immobilisations (aucun en 2022).

Le coût des autres infrastructures réseau du métro, des bâtiments, des améliorations locatives, des véhicules et des terrains inclut les coûts de mise hors service de 241,9 M\$.

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 3 087,9 M\$ au 31 décembre 2023 (2 492,4 M\$ en 2022). En 2023, ce coût inclut 23,7 M\$ en immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition (23,7 M\$ en 2022) n'ayant pas fait l'objet d'un amortissement puisque la mise en service n'est pas encore effective.

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	200 018 000	175 629 000
	136	200 018 000	175 629 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	2 453 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	197 565 000	174 037 000

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	139.1				
	140				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	141.1				
	142				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	143				

Note

**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Dépôts: terrains et autres	144.1	55 988 000	19 715 000
▪ Frais d'émission et d'escompte	144.2		124 825 000
Autres			
▪ Salaires et charges sociales payés d'avance	145.1	33 243 000	35 715 000
▪ Autres frais payés d'avance	145.2	26 227 000	25 047 000
	146	115 458 000	205 302 000

Note

**19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 436,7 M\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2024	2025	2026	2027	2028	2029-2067	Total
933,6 M\$	547,9 M\$	398,1 M\$	316,9 M\$	243,2 M\$	997,0 M\$	<b>3 436,7 M\$</b>

Les engagements à l'égard des activités d'investissement en immobilisations et en autres actifs se chiffrent à 3 035,1 M\$.

**20. Droits contractuels**

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 698,6 M\$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 613,5 M\$ et des services rendus de 1 085,1 M\$ associés à la location de locaux et à des prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

2024 (1)	2025	2026	2027	2028	2029-2068	Total
487,6 M\$	225,1 M\$	162,3 M\$	138,3 M\$	85,1 M\$	600,2 M\$	<b>1 698,6 M\$</b>

(1) Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 129,4 M\$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 129,2 M\$ et de services rendus de 0,2 M\$ associés à d'autres services rendus et à des baux.

Les droits contractuels liés aux activités d'investissement en immobilisations et en autres actifs se chiffrent à 1 372,3 M\$.

## 21. Passifs éventuels

### A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	147.1		
	148		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	149.1		
	150		
	151		

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme se chiffrent à 308,8 M\$ (263,2 M\$ en 2022).

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 250,0 M\$. Au 31 décembre 2023, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 87,4 M\$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 33,0 M\$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel lié aux prêts cautionnés est de 54,4 M\$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

La Ville a conclu des ententes avec divers partenaires pour le financement des travaux à effectuer sur les immeubles du portefeuille immobilier résidentiel. Conformément à ces ententes, la Ville a signé une convention de crédit, une convention d'exploitation, un acte d'hypothèque immobilière et un acte d'hypothèque mobilière avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Fonds national de co-investissement pour le logement pour la rénovation de 4 768 unités de logement. Le montant de la garantie est de 69,0 M\$ plus une hypothèque additionnelle de 20 %, pour un total de 83,0 M\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**B) Auto-assurance**

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 38,1 M\$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

**C) Poursuites**

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élevaient à 3 415,6 M\$.

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M\$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective intentée par une citoyenne et autorisée par la Cour supérieure le 26 janvier 2021. Cette action collective concerne toutes les personnes physiques, associations et personnes morales ayant utilisé, depuis le 15 juin 2015, un stationnement contrôlé par un parcomètre appartenant à la Ville ou dont elle a l'usage, la gestion ou la possession et dont le paiement du coût d'utilisation doit être effectué à une borne de péage ou par le biais d'une application mobile et qui n'ont pu cumuler leur temps lors d'un paiement subséquent ou qui n'ont pu bénéficier du temps restant d'un utilisateur précédent. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

**D) Autres**

**a) Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel du jugement.

Dans son jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté l'appel. Des demandes d'autorisation d'appel ont alors été déposées à la Cour suprême du Canada et ont été rejetées par cette dernière le 11 avril 2024. Par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Les effets de la réinstauration de l'indexation ont été reflétés aux états financiers.

La Cour supérieure devra maintenant déterminer les mesures de réparation à appliquer. À la date de publication des états financiers, cette partie du jugement demeure indéterminable et par conséquent, l'ampleur du passif éventuel ne peut être déterminé avec une fiabilité raisonnable.

**b) Environnement**

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

#### 22. Actifs éventuels

##### A - Réduction de l'emprunt du Gouvernement du Québec

Dans le cadre du PAUPME, le solde du prêt consenti par le Gouvernement du Québec au 31 décembre 2023 est de 48,4 M\$. Ce montant a servi exclusivement à l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises admissibles du territoire montréalais affectées par la pandémie de la COVID-19. Selon les modalités du prêt, les sommes octroyées à ces entreprises sous la forme de pardons de prêts ne font pas l'objet d'un remboursement au gouvernement. Le gouvernement pourrait également radier, à terme, une portion du prêt équivalente aux montants qui n'auront pu être récupérés des entreprises aidées. Au 31 décembre 2023, un montant de 6,2 M\$ a été déduit de la valeur des prêts consentis par la Ville dans le cadre de ce programme et un montant de 1,2 M\$ a fait l'objet d'une radiation. La Ville estime probable que la somme de 7,4 M\$ ne fasse pas l'objet d'un remboursement.

##### B - Poursuites intentées en justice

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

#### 23. Redressement aux exercices antérieurs

S./O.

#### 24. Données budgétaires

Voir note 34.

#### 25. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La Ville a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

##### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la contrepartie d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène la Ville à subir une perte financière.

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues. Une surveillance de la situation des marchés est effectuée sur une base courante de sorte que tout changement affectant les institutions auxquelles la Ville prête des fonds sera rapidement connu.

##### Placements de portefeuille

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière de placement, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'investir majoritairement dans des titres émis par des gouvernements canadiens ainsi que par des organismes bénéficiant de garanties de ceux-ci. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

#### Débiteurs

La Ville estime que le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisqu'elle évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. En raison de leur diversité et de leurs secteurs d'activité, elle estime que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime.

Au 31 décembre 2023, le solde des débiteurs est de 5 871,1 M\$ (6 125,0 M\$ en 2022). En excluant les montants de taxes de 150,5 M\$ (135,9 M\$ en 2022), d'amendes et pénalités de 143,3 M\$ (152,5 M\$ en 2022) pour lesquelles la Ville met en place des mesures de recouvrement spécifiques ainsi que les sommes à recevoir des gouvernements du Québec, du Canada et des organismes municipaux de 5 253,2 M\$ (5 459,0 M\$ en 2022) dont le risque de crédit est jugé minime, le solde résiduel des débiteurs est de 324,1 M\$ (377,6 M\$ en 2022). La Ville considère que la concentration du risque de crédit à l'égard de ces débiteurs est faible.

La Ville établit et révisé la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

#### Prêts

Le solde des prêts, déductions faites des prêts PAUPME mis sur pied par le MÉIÉ, présenté à l'état de la situation financière, correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

À la date d'établissement des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. Le cas échéant, la provision pour moins-values est ajustée en conséquence pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées en raison, notamment, des hypothèques sur les actifs en cas de défaut des OBNL sur un montant de 26,9 M\$ (9,7 M\$ en 2022).

#### Autres actifs financiers - Crédits d'achat Accès Condos

La Ville estime que le risque de crédit associé aux Crédits d'achat Accès Condos est réduit puisqu'ils sont garantis par des hypothèques de second rang.

Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. La Ville réduit ce risque en traitant avec des institutions financières reconnues.

#### Risque de liquidité

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers, qu'elle ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'ils arrivent à échéance.

La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à des facilités de crédit. La gestion quotidienne des liquidités est basée sur des prévisions de trésorerie mises à jour régulièrement et permet à la Ville de gérer la désynchronisation des entrées et sorties de fonds.

La Loi sur les cités et villes exige que les villes atteignent l'équilibre budgétaire sur une base annuelle. Les allocations budgétaires sont donc limitées aux sommes disponibles au titre des revenus et des dépenses qui ont été approuvées pour l'année. Pour obtenir et maintenir cet équilibre, la Ville peut avoir recours à diverses sources de revenus, notamment à la taxation foncière et à la tarification. Elle peut également utiliser ses excédents accumulés.

Afin de respecter l'équilibre budgétaire, la Ville analyse annuellement l'impact de son programme décennal d'investissement en infrastructures sur son ratio d'endettement et son service de la dette.

L'administration municipale s'est dotée d'une politique de gestion de la dette dans le but d'encadrer les décisions relatives à l'endettement et aussi, dans le but de maintenir une situation financière saine qui non seulement ne dépassera pas la capacité de payer de la Ville, mais protégera également sa capacité d'emprunt future. La politique prévoit notamment que l'administration municipale se donne une stratégie de financement des dépenses en immobilisations, gère sa dette avec prudence, administre sa dette de façon responsable et réduit au minimum ses risques financiers. L'administration municipale peut limiter la capacité d'emprunter des organismes contrôlés.

Les infrastructures de transport collectif sont majoritairement admissibles aux programmes d'aide financière provenant des différents paliers de gouvernement. Celles-ci sont, habituellement, versées sous la forme de remboursement sur le service de la dette. Conformément aux dispositions législatives, ce financement est réalisé directement auprès du fonds de financement du ministère des Finances.

Pour chaque emprunt ne prévoyant pas de remboursement annuel et dont le terme est supérieur à un an, la Ville prévoit un fonds d'amortissement afin d'assurer le remboursement complet à l'échéance. La principale orientation de la politique de placement du fonds d'amortissement est d'apparier les échéances avec les remboursements d'emprunts et de conserver les titres jusqu'à l'échéance.

Les emprunts temporaires de 1 336,0 M\$ au 31 décembre 2023 portent intérêt à un taux variable. Ces emprunts temporaires sont exposés aux changements de taux d'intérêt qui pourraient survenir dans le futur. Ainsi, l'incidence d'une augmentation immédiate et soutenue au 31 décembre de 1 % des taux d'intérêt aurait pour effet d'augmenter la charge d'intérêts de 13,4 M\$, tandis qu'une baisse de 1 % des taux réduirait la charge d'intérêts de ce même montant.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers, au 31 décembre, se détaillent comme suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

(en milliers de dollars)	2023				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	611 045	724 988	-	-	1 336 033
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	1 753 666	4 914	3 000	78 331	1 839 911
Intérêts courus à payer	106 084	-	-	-	106 084
Dettes à long terme	1 354 341	3 362 314	1 056 838	9 072 347	14 845 840
Instruments financiers dérivés à la juste valeur	12 693	1 677	1 637	314	16 321
	<b>3 837 829</b>	<b>4 093 893</b>	<b>1 061 475</b>	<b>9 150 992</b>	<b>18 144 189</b>
	2022				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	-	518 168	-	-	518 168
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	1 787 126	3 000	3 000	65 019	1 858 145
Intérêts courus à payer	104 237	-	-	-	104 237
Dettes à long terme	1 613 220	3 307 716	1 262 213	9 340 891	15 524 040
	<b>3 504 583</b>	<b>3 828 884</b>	<b>1 265 213</b>	<b>9 405 910</b>	<b>18 004 590</b>

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix.

#### Risques de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt est attribuable aux actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses placements de portefeuille affectés et ses débiteurs jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

La politique de gestion de la dette de l'administration municipale limite à un maximum de 10 % les emprunts émis en devises étrangères ou à taux variable. Au-delà de ce seuil, elle doit utiliser des produits dérivés, comme des contrats d'échange pour se protéger des fluctuations de taux de change ou de taux d'intérêt. Lorsqu'elles émettent des obligations en devises ou à taux variable, les organismes contrôlés ont aussi recours à des swaps. Lorsque la Ville conclut un contrat de swap de devises ou de taux elle fait appel à une contrepartie. La Ville s'assure que la contrepartie soit notée par au moins deux des agences principales et que sa cote soit au moins équivalente à la sienne.

Pour la dette à long terme portant intérêt à un taux variable, la Ville a conclu des contrats à terme de taux d'intérêt. L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 0,1 M\$ les gains et pertes de réévaluation de 2023.

La Ville est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt pour ce qui est de certaines dettes sur lesquelles les montants prélevés sont soumis au taux CDOR plus les frais d'estampillage variant de 0,18 % à 0,69 % (0,18 % à 0,69 % au 31 décembre 2022).

Analyse des échéances des contrats d'échange de taux d'intérêt utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt associé aux dettes.

	Taux fixe		Montant	Échéance	Juste valeur au	
			nominal		31 déc. 2023	1 <sup>er</sup> janv 2023
Contrat d'échange de taux d'intérêt	1,99 %	(1)	26 817 000	27 fév. 2025	864 000	1 403 000
Contrats d'échange de taux d'intérêt	3,25 %	(2)	86 156 000	7 janv. 2029	3 266 000	4 766 000
Contrat d'échange de taux d'intérêt	4,39 %	(3)	70 730 000	29 nov. 2027	(314 000)	72 000
(1) Ce taux inclut des frais d'estampillage de 0,18 %						
(2) Ce taux inclut des frais d'estampillage de 0,58 %						
(3) Ce taux inclut des frais d'estampillage de 0,69 %						

#### Risques de change

Pour la dette à long terme libellée en devise, à des taux d'intérêt variables qui varient de 4,92 % à 5,85 %, échéant de janvier 2024 à juin 2027, la Ville a conclu des contrats de change à terme. Au 31 décembre 2023, le taux de change pour l'euro est de 1,4626. Une variation du taux de change du dollar canadien de 1 % par rapport à l'euro aurait augmenté (diminué) de 0,5 M\$ les gains et pertes de réévaluation de 2023.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur**

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose de niveaux suivants :

**Niveau 1**

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

**Niveau 2**

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

**Niveau 3**

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon leur niveau :



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Au 31 décembre 2023</b>				
Actifs financiers				
Instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-	23 191 000	<b>23 191 000</b>
Instruments financiers dérivés	8 562 000	-	-	<b>8 562 000</b>
Passifs financiers				
Instruments financiers évalués à la juste valeur	-	94 499 000	-	<b>94 499 000</b>
Instruments financiers dérivés	1 991 000	14 330 000	-	<b>16 321 000</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>				
Actifs financiers				
Instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-	24 572 000	24 572 000
Instruments financiers dérivés	35 722 000	-	-	35 722 000
Passifs financiers				
Instruments financiers évalués à la juste valeur	-	95 119 000	-	95 119 000
Instruments financiers dérivés	17 000	14 697 000	-	14 714 000

<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur niveau 3</b>	<b>2023</b>
Solde d'ouverture	24 572 000
Encaissement	( 1 682 000)
Gains non réalisés	301 000
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>23 191 000</b>

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Le tableau suivant présente une analyse de sensibilité et l'effet potentiel sur les actifs financiers de la Ville, d'une appréciation ou d'une dépréciation de 0,50 % du taux d'actualisation, hypothèse utilisée pour la détermination de la juste valeur des Crédits d'achat Accès Condo :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<b>Taux</b>	<b>Montant (en milliers de dollars)</b>	<b>Gain (perte) non réalisé(e) (en milliers de dollars)</b>
		<b>Variation</b>
11,65 %	21 661	(490)
11,15 %	22 151	(509)
10,65 %	22 660	(530)
10,15 %	23 191	-
9,65 %	23 743	552
9,15 %	24 318	575
8,65 %	24 918	600

**Risque de prix**

Le risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change, que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou encore par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Afin de se prémunir en partie des variations de prix du carburant, la Ville a négocié des ententes (3 contrats de swaps) avec des institutions financières dont les dates d'échéances se terminent entre décembre 2024 et décembre 2026. En fonction des contrats de swaps, au 31 décembre 2023, la Ville s'est engagée à payer 0,7177\$/litre sur 10,8 millions de litres, 0,9240\$/litre sur 18,3 millions de litres et 0,7837\$/litre sur 42,3 millions de litres, ce qui porte l'engagement à un volume de 71,4 millions de litres au montant total de 57,8 M\$. Au 31 décembre 2023, un montant de 4 431 M\$ est présenté dans les actifs liés aux instruments financiers dérivés au poste Autres actifs financiers et un montant de 1 677 M\$ est présenté dans les passifs liés aux instruments financiers dérivés présenté au poste Autres passifs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**26. Renseignement complémentaires à l'état des flux de trésorerie**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<b>Autres éléments sans effet sur la trésorerie</b> (en milliers de dollars)	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Activités fonctionnement</b>			
Amortissement des primes et escomptes à l'émission de titres		3 947	3 261
Amortissement des primes et escomptes sur placements		(40 352)	(74 236)
Désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		10 045	-
Réévaluation de provisions - autres passifs		(4 299)	-
Application d'une nouvelle norme comptable	3	11 199	-
		<b>(19 460)</b>	<b>(70 975)</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b> <sup>(5), (6)</sup>			
Transfert en immobilisations <sup>(1)</sup>	28	(13 977)	(249 354)
Autre revenu - en immobilisations <sup>(2)</sup>		(10 377)	-
Acquisition d'immobilisation par contrat de location-acquisition <sup>(4)</sup>	15	6 846	23 696
Perte sur cession / radiation d'immobilisations		10 971	12 682
		<b>(6 537)</b>	<b>(212 976)</b>
<b>Activités de placements</b>			
Contribution à un autre organisme (3)	6	206	106 865
Provision pour perte de valeur des prêts	6	731	(77 211)
Écart d'actualisation et de désactualisation de prêts		(1 020)	912
		<b>(83)</b>	<b>30 566</b>
<b>Activités de financement</b>			
Transfert pour pardons de prêts <sup>(3)</sup>	12	993	(106 865)
Location-acquisition <sup>(4)</sup>		(6 846)	(23 696)
		<b>(5 853)</b>	<b>(130 561)</b>
		<b>(31 933)</b>	<b>(383 946)</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

1. En 2022, la Ville a reçu des transferts d'immobilisations du gouvernement du Québec de 263,4 M\$, elle a reconnu 249,4 M\$ en 2022 et fait un ajustement de 14,0 M\$ en 2023. La valeur de ces transferts d'immobilisations, sans effet sur les flux de trésorerie, est retranchée des acquisitions d'immobilisations.
2. Dans le cadre de la réalisation de travaux du Réseau express métropolitain, CDPQ Infra a cédé à la Ville 10,4 M\$ d'immobilisations (aucun en 2022). La valeur de ces apports d'immobilisations, sans effet sur les flux de trésorerie, est retranchée des acquisitions d'immobilisations.
3. En 2022, tel que prévu par le Programme d'aide aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) élaboré par le MÉIÉ, la Ville a accordé des pardons de prêts aux PME-MTL pour un montant de 105,7 M\$ et un ajustement de pardon de 0,2 M\$ en 2023. En conséquence, elle a enregistré une charge de contribution à d'autres organismes, réduit sa provision pour perte de valeur des prêts et constaté un revenu de transfert en réduction de sa dette envers le MÉIÉ. Ces opérations sont sans effets sur les flux de trésorerie.
4. Un montant de 6,8 M\$ (23,7 M\$ en 2022) lié à des obligations découlant de contrat de location-acquisition n'est pas considéré dans les émissions de la dette à long terme puisqu'il est sans effet sur les flux de trésorerie. Ce montant a également été retranché des acquisitions d'immobilisations.
5. Le coût des immobilisations impayés au 31 décembre 2023 est établi à 862,0 M\$ (886,8 M\$ en 2022) . La variation de ces coûts entre 2023 et 2022, sans incidence sur les flux de trésorerie, est retranchée des éléments hors caisse (crédoiteurs, provisions et charges à payer) ainsi que des acquisitions d'immobilisations.
6. Le coût des immobilisations découlant d'obligations liées à la mise hors service des immobilisation est établi à 240,8 M\$ (aucun en 2022). La variation de ces coûts entre 2023 et 2022, sans incidence sur les flux de trésorerie, est retranchée des éléments hors caisse (Obligation liées à la mise hors service des immobilisations) ainsi que des acquisitions d'immobilisations.
7. Le montant des dépôts pour l'achat d'immobilisations au 31 décembre 2023 est établi à 56,0 M\$ (19,7 M\$ en 2022). La variation de ce montant entre de 2023 et 2022 est retranchée des éléments hors caisse (autres actifs non financiers) et ajoutée au activités d'investissement en immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**27. Excédent accumulé à des fins fiscales**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	100 045 000	86 728 000
Excédent des activités de fonctionnement affecté	684 786 000	857 072 000
Réserves financières et fonds réservés	567 867 000	603 240 000
Déficit des activités d'investissement en immobilisations et autres actifs	(1 548 671 000)	(1 203 235 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(1 653 354 000)	(1 395 758 000)
Investissement net dans les immobilisations et les autres actifs	17 903 453 000	16 236 325 000
Gains de réévaluation cumulés	9 848 000	0
<b>Total</b>	<b>16 063 974 000</b>	<b>15 184 372 000</b>

Pour plus de détails voir le formulaire S-23.

**Excédent des activités de fonctionnement affecté**

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

**Réserves financières et fonds réservés**

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment aux dépenses liées à la tenue d'élections, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

**Déficit des activités d'investissement en immobilisations et autres actifs**

Le déficit des activités d'investissement en immobilisations et autres actifs correspond à la différence entre, d'une part, le cumul du coût des immobilisations et des émissions de prêts et, d'autre part, le total des sources de financement.

**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du montant lié aux prêts consentis dans le cadre du PAUPME, ce solde net est viré, par affectations, à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025) et aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi (affectations sur la base de résolutions spécifiques associées à la valeur du passif);
- l'application des mesures d'allègements liées à la pandémie de COVID-19 permise pendant la période allant de 2021 à 2026, applicable aux régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période s'échelonnant jusqu'en 2030);
- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations, sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);
- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045);
- l'application de la directive sur le traitement comptable et fiscal des prêts consentis dans le cadre du PAUPME. Cet élément des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir ne fait pas l'objet d'affectations. Il est crédité lors de l'émission des prêts puis débité lors du remboursement ou du pardon des prêts et de l'enregistrement d'une provision pour moins-value.
- l'application des mesures d'allègements liées aux OMHS, ou d'une réévaluation des coûts liés à celles-ci (affectations sur la durée de vie utile restante des immobilisations corporelles auxquelles les OMHS se rattachent ou sur la période comprise entre la fin de la durée de vie utile restante des immobilisations corporelles en question, qu'elles fassent encore ou non l'objet d'usage productifs, et le début des travaux de mise hors service s'il est prévisible que la réalisation de ceux-ci soit différée).

### Investissement net dans les immobilisations et les autres actifs

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

### Gains de réévaluation cumulés

Représente le solde à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation cumulés au 31 décembre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**28. Revenus de transferts**

(en milliers de dollars)	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	27 864	70 973
Gouvernement du Québec	588 233	618 894
Communauté métropolitaine de Montréal	43 946	37 983
	<b>660 043</b>	<b>727 850</b>
Transferts - activités d'investissement en immobilisations et autres actifs		
Gouvernement du Canada		
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	154 602	179 268
Programme de transferts Canada - Québec	24 959	54 320
Programme de transferts Canada - Municipalité	8 441	-
Autres	107	2 333
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	355 774	557 954
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	120 814	265 878
Programme d'aide gouvernementale aux infrastructures de transport collectif (PAGITC)	(675)	10 609
Programmes de transfert Canada - Québec	27 892	59 234
Programmes de transfert Québec - Municipalité	56 887	127 309
Autres <sup>(1)</sup>	15 186	252 059
Autres		
Communauté métropolitaine de Montréal	328	583
Autres	4 634	5 332
	<b>768 949</b>	<b>1 514 879</b>
	<b>1 428 992</b>	<b>2 242 729</b>



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

1. En 2023, comprend un transfert de 14,0 M\$ en immobilisations en provenance du MTMDQ (249,4 M\$ en 2022).

**29. Revenus d'intérêts**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Placements de portefeuille		
Affectés au fonds d'amortissement	83 153 000	78 257 000
Non affectés	51 709 000	29 322 000
	<b>134 862 000</b>	<b>107 579 000</b>
Autres revenus d'intérêts		
Arriérés de taxes	32 855 000	21 558 000
Intérêts sur encaisse et autres intérêts	54 549 000	18 360 000
	<b>87 404 000</b>	<b>39 918 000</b>
	<b>222 266 000</b>	<b>147 497 000</b>

**30. Remboursement de la dette**

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts non couverts par des tiers.

**31. Informations relatives aux apparentés**

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2023, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

**32. Organisation et gouvernance de transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal**

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Au 31 décembre 2023, certaines cessions d'actifs n'ont pas encore été réalisées. Il est prévu que la STM transfère des terminus à l'ARTM, et l'ARTM transférera à la STM des stationnements incitatifs et des terminus.

**33. Informations supplémentaires sur la dette à long terme**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme, à la valeur nominale, s'établissent comme suit:

(en milliers de dollars)	2023				
Années	Obligations et autres dettes en dollars canadiens	Contrat de location-acquisition	Total en dollars canadiens	Montant à refinancer	Montant net en dollars canadiens
2024	1 353 541	1 876	1 355 417	203 101	1 152 316
2025	808 277	1 900	810 177	207 402	602 775
2026	1 246 193	1 924	1 248 117	283 418	964 699
2027	1 305 382	1 948	1 307 330	362 661	944 669
2028	1 055 997	1 972	1 057 969	316 591	741 378
<b>1 à 5 ans</b>	<b>5 769 390</b>	<b>9 620</b>	<b>5 779 010</b>	<b>1 373 173</b>	<b>4 405 837</b>
6 à 10 ans	4 278 542	9 027	4 287 569	1 381 719	2 905 850
11 à 15 ans	2 508 371	7 902	2 516 273	222 256	2 294 017
16 à 20 ans	2 141 179	8 305	2 149 484	45 500	2 103 984
21 à 25 ans	119 174	8 729	127 903	-	127 903
2049 et plus	-	24 835	24 835	-	24 835
	<b>14 816 656</b>	<b>68 418</b>	<b>14 885 074</b>	<b>3 022 648</b>	<b>11 862 426</b>
Intérêts	-	(39 234)	(39 234)	-	(39 234)
<b>Total</b>	<b>14 816 656</b>	<b>29 184</b>	<b>14 845 840</b>	<b>3 022 648</b>	<b>11 823 192</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

(en milliers de dollars)	<b>2022</b>				
<b>Années</b>	<b>Obligations et autres dettes en dollars canadiens</b>	<b>Contrat de location-acquisition</b>	<b>Total en dollars canadiens</b>	<b>Montant à refinancer</b>	<b>Montant net en dollars canadiens</b>
2023	1 612 725	1 389	1 614 114	579 812	1 034 302
2024	1 359 720	1 402	1 361 122	203 102	1 158 020
2025	757 586	1 416	759 002	207 402	551 600
2026	1 188 895	1 431	1 190 326	283 418	906 908
2027	1 261 698	1 445	1 263 143	362 662	900 481
<b>1 à 5 ans</b>	<b>6 180 624</b>	<b>7 083</b>	<b>6 187 707</b>	<b>1 636 396</b>	<b>4 551 311</b>
6 à 10 ans	4 474 243	7 444	4 481 687	1 420 209	3 061 478
11 à 15 ans	1 582 121	7 824	1 589 945	53 811	1 536 134
16 à 20 ans	2 209 852	8 223	2 218 075	213 945	2 004 130
21 à 25 ans	1 053 730	8 642	1 062 372	-	1 062 372
2048 et plus	-	26 616	26 616	-	26 616
	<b>15 500 570</b>	<b>65 832</b>	<b>15 566 402</b>	<b>3 324 361</b>	<b>12 242 041</b>
Intérêts	-	(42 362)	(42 362)	-	(42 362)
<b>Total</b>	<b>15 500 570</b>	<b>23 470</b>	<b>15 524 040</b>	<b>3 324 361</b>	<b>12 199 679</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Années d'échéance</b>	<b>Moyenne pondérée taux d'intérêts effectifs</b>	<b>Moyenne pondérée taux d'intérêt nominal</b>
1 à 5 ans	3,44 %	3,38 %
6 à 10 ans	3,06 %	2,66 %
11 à 15 ans	3,39 %	3,44 %
16 à 20 ans	4,60 %	3,32 %
21 à 25 ans	6,00 %	6,00 %
2048 et plus	-	5,54 %
2049 et plus	5,54 %	-
<b>Moyenne pondérée</b>	<b>3,52 %</b>	<b>3,35 %</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**34. Conciliation des budgets déposés et du budget consolidé présenté à l'état consolidé des résultats**

(en milliers de dollars)	Budget déposés				2023
	Administration municipale	Organismes contrôlés (1)	Ajustements (2)	Éliminations (3)	Budget consolidé
<b>Revenus</b>					
Taxes	3 977 579	-	-	(26 985)	<b>3 950 594</b>
Compensations tenant lieu de taxes	280 204	-	-	-	<b>280 204</b>
Quotes-parts	523 322	-	-	-	<b>523 322</b>
Transferts	520 577	905 368	393 100	(39 577)	<b>1 779 468</b>
Services rendus	424 993	1 769 657	-	(150 331)	<b>2 044 319</b>
Imposition de droits	372 897	-	-	-	<b>372 897</b>
Amendes et pénalités	210 884	-	-	-	<b>210 884</b>
Revenus de placement de portefeuille	118 986	13 011	-	-	<b>131 997</b>
Autres revenus d'intérêts	94 360	-	-	(57 074)	<b>37 286</b>
Autres revenus	27 908	138 160	6 200	(3 348)	<b>168 920</b>
	<b>6 551 710</b>	<b>2 826 196</b>	<b>399 300</b>	<b>(277 315)</b>	<b>9 499 891</b>
<b>Charges</b>					
Administration générale	766 781	-	10 482	(11 852)	<b>765 411</b>
Sécurité publique	1 245 595	-	23 395	(548)	<b>1 268 442</b>
Transport	1 254 498	2 023 451	335 559	(143 457)	<b>3 470 051</b>
Hygiène du milieu	525 087	-	122 719	(1 811)	<b>645 995</b>
Santé et bien-être	195 703	67 225	1 081	(18 890)	<b>245 119</b>
Aménagement, urbanisme et développement	302 586	6 913	22 844	(1 345)	<b>330 998</b>
Loisirs et culture	696 461	55 371	165 576	(38 990)	<b>878 418</b>
Frais de financement	463 750	198 724	-	(57 074)	<b>605 400</b>
	<b>5 450 461</b>	<b>2 351 684</b>	<b>681 656</b>	<b>(273 967)</b>	<b>8 209 834</b>
<b>Excédent avant financement et affectations</b>	<b>1 101 249</b>	<b>474 512</b>	<b>(282 356)</b>	<b>(3 348)</b>	<b>1 290 057</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**34. Conciliation des budgets déposés et du budget consolidé présenté à l'état consolidé des résultats (suite)**

(en milliers de dollars)	Budget déposés (suite)				2023
	Administration	Organismes			Budget consolidé
	municipale	contrôlés (1)	Ajustements (2)	Éliminations (3)	
<b>Excédent avant financement et affectations</b>	1 101 249	474 512	(282 356)	(3 348)	<b>1 290 057</b>
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	4 697	-	(4 697)	-	-
Remboursement de la dette à long terme	(835 417)	-	837 417	-	-
	(830 720)	-	830 720	-	-
<b>Affectations</b>					
Excédent accumulé					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	103 447	-	(103 447)	-	-
Réserves financières et fonds réservés	(497 097)	-	497 097	-	-
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(13 971)	-	13 971	-	-
Investissement net dans les immobilisations et les autres actifs	137 092	-	(137 092)	-	-
	(270 529)	-	270 529	-	-
<b>Excédent consolidé lié aux activités budgétée de l'exercice</b>	-	<b>474 512</b>	<b>818 893</b>	<b>(3 348)</b>	<b>1 290 057</b>



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

1. Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 420,1 M\$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport pour 409,8 M\$ et santé et bien-être, pour 10,3 M\$.
2. Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'investissement en immobilisations et autres actifs de 399,3 M\$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 681,7 M\$. En contrepartie, le financement et les affectations sont éliminés, car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.
3. En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

### **35. Chiffres de l'exercice précédent**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	3 809 305 000	3 977 579 000	3 962 830 000			3 933 487 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 411 000	280 204 000	296 765 000			296 765 000
Quotes-parts	3	487 409 000	523 322 000	524 022 000			524 022 000
Transferts	4	631 572 000	520 577 000	563 116 000		138 649 000	660 043 000
Services rendus	5	376 747 000	424 993 000	418 892 000		1 789 583 000	2 060 072 000
Imposition de droits	6	462 847 000	372 897 000	336 245 000			336 245 000
Amendes et pénalités	7	169 707 000	210 884 000	186 196 000			186 196 000
Revenus de placements de portefeuille	8	108 837 000	118 986 000	129 857 000		7 358 000	134 862 000
Autres revenus d'intérêts	9	89 580 000	94 360 000	129 750 000		9 483 000	87 404 000
Autres revenus	10	24 225 000	27 908 000	37 218 000		59 733 000	96 951 000
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 424 640 000	6 551 710 000	6 584 891 000		2 004 806 000	8 316 047 000
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	753 502 000	393 100 000	357 773 000		411 649 000	768 949 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	21 132 000	6 200 000	10 434 000			10 434 000
Autres	18	12 082 000		25 508 000		4 589 000	30 097 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	786 716 000	399 300 000	393 715 000		416 238 000	809 480 000
	22	7 211 356 000	6 951 010 000	6 978 606 000		2 421 044 000	9 125 527 000
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	818 185 000	766 781 000	722 496 000	12 774 000		723 544 000
Sécurité publique	24	1 256 636 000	1 245 595 000	1 293 851 000	22 568 000		1 315 881 000
Transport	25	1 221 636 000	1 254 498 000	1 299 714 000	332 203 000	1 996 934 000	3 483 130 000
Hygiène du milieu	26	504 193 000	525 087 000	544 574 000	117 521 000		660 318 000
Santé et bien-être	27	167 883 000	195 703 000	219 440 000	1 180 000	77 038 000	274 169 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	279 080 000	302 586 000	283 100 000	21 892 000	6 712 000	308 835 000
Loisirs et culture	29	701 510 000	696 461 000	738 812 000	164 417 000	76 324 000	940 591 000
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	417 120 000	463 750 000	419 985 000		183 502 000	549 305 000
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	645 964 000	681 655 000	672 555 000	( 672 555 000)		
	34	6 012 207 000	6 132 116 000	6 194 527 000		2 340 510 000	8 255 773 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	1 199 149 000	818 894 000	784 079 000		80 534 000	869 754 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 199 149 000	818 894 000	784 079 000	80 534 000	869 754 000
Moins : revenus d'investissement	2	( 786 716 000)	( 399 300 000)	( 393 715 000)	( 416 238 000)	( 809 480 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	412 433 000	419 594 000	390 364 000	(335 704 000)	60 274 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	645 964 000	681 655 000	672 555 000	424 043 000	1 096 598 000
Produit de cession	5	3 595 000	4 174 000	3 102 000	407 000	3 411 000
(Gain) perte sur cession	6	13 098 000	(4 174 000)	8 506 000	2 465 000	10 971 000
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	662 657 000	681 655 000	684 163 000	426 915 000	1 110 980 000
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	6 998 000		22 680 000		22 680 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	29 654 000		(794 000)		(794 000)
	15	36 652 000		21 886 000		21 886 000
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	53 155 000	4 697 000	43 646 000	10 786 000	54 432 000
Remboursement de la dette à long terme	17	( 211 310 000)	( 835 417 000)	( 826 025 000)	( 36 439 000)	( 862 464 000)
	18	(158 155 000)	(830 720 000)	(782 379 000)	(25 653 000)	(808 032 000)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 20 251 000)		( 105 073 000)	( 182 095 000)	( 287 168 000)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	178 180 000	103 447 000	283 842 000	1 370 000	285 212 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(235 304 000)	(497 097 000)	(546 235 000)	(1 748 000)	(547 983 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	6 404 000	(13 971 000)	91 437 000	126 029 000	217 466 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	(538 821 000)	137 092 000	149 546 000	(69 588 000)	79 958 000
	25	(609 792 000)	(270 529 000)	(126 483 000)	(126 032 000)	(252 515 000)
	26	(68 638 000)	(419 594 000)	(202 813 000)	275 230 000	72 319 000
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	343 795 000		187 551 000	(60 474 000)	132 593 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	786 716 000	393 715 000	416 238 000	809 480 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	( 146 395 000)	( 167 220 000)	( )	( 167 220 000)
Sécurité publique	3	( 59 067 000)	( 102 285 000)	( )	( 102 285 000)
Transport	4	( 642 081 000)	( 545 074 000)	( 872 023 000)	( 1 416 999 000)
Hygiène du milieu	5	( 598 007 000)	( 686 329 000)	( )	( 686 329 000)
Santé et bien-être	6	( 6 059 000)	( 7 644 000)	( 70 835 000)	( 78 479 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 87 931 000)	( 91 749 000)	( 280 000)	( 92 029 000)
Loisirs et culture	8	( 355 933 000)	( 374 001 000)	( 53 000)	( 374 054 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	( 1 895 473 000)	( 1 974 302 000)	( 943 191 000)	( 2 917 395 000)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	13	( 15 812 000)	( 13 374 000)	( )	( 13 374 000)
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	626 596 000	862 612 000	36 369 000	898 981 000
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	15	20 251 000	105 073 000	182 095 000	287 168 000
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	18 082 000	5 974 000		5 974 000
Réserves financières et fonds réservés	18	333 454 000	583 355 000		583 355 000
	19	371 787 000	694 402 000	182 095 000	876 497 000
	20	(912 902 000)	(430 662 000)	(724 727 000)	(1 155 291 000)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(126 186 000)	(36 947 000)	(308 489 000)	(345 811 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	857 755 000	1 148 460 000	998 647 000	2 147 107 000
Débiteurs (note 5)	2	4 154 575 000	4 202 796 000	3 352 315 000	5 871 083 000
Prêts (note 6)	3	94 325 000	85 245 000	863 000	86 108 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 254 122 000	2 826 551 000	441 899 000	3 194 568 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	1 592 000	1 592 000	32 614 000	34 206 000
	8	8 362 369 000	8 264 644 000	4 826 338 000	11 333 072 000
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		593 074 000	742 959 000	1 336 033 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 025 527 000	1 991 973 000	649 166 000	2 580 469 000
Revenus reportés (note 11)	12	815 168 000	797 742 000	854 045 000	1 636 625 000
Dettes à long terme (note 12)	13	12 107 346 000	11 630 964 000	4 860 614 000	14 794 338 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	172 874 000	376 863 000	216 737 000	593 600 000
Autres passifs (note 14)	15	137 624 000	245 371 000	176 069 000	421 440 000
	16	15 258 539 000	15 635 987 000	7 499 590 000	21 362 505 000
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(6 896 170 000)	(7 371 343 000)	(2 673 252 000)	(10 029 433 000)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	14 939 869 000	16 230 008 000	9 408 448 000	25 638 456 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	174 037 000	197 565 000		197 565 000
Stocks de fournitures	20	51 327 000	56 670 000	85 258 000	141 928 000
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	147 834 000	88 076 000	27 382 000	115 458 000
	23	15 313 067 000	16 572 319 000	9 521 088 000	26 093 407 000
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	76 707 000	118 954 000	(34 071 000)	100 045 000
Excédent de fonctionnement affecté	25	813 245 000	668 733 000	16 053 000	684 786 000
Réserves financières et fonds réservés	26	554 997 000	517 876 000	49 991 000	567 867 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(1 298 639 000)	(1 409 589 000)	(250 619 000)	(1 653 354 000)
Financement des investissements en cours	28	(649 397 000)	(862 344 000)	(862 327 000)	(1 548 671 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	8 919 984 000	9 991 346 000	7 918 961 000	17 903 453 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			9 848 000	9 848 000
	31	8 416 897 000	9 200 976 000	6 847 836 000	16 063 974 000
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 115 295 000	2 173 592 000	3 023 976 000	2 927 851 000
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	499 096 000	483 878 000	775 626 000	873 540 000
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 150 120 000	1 200 622 000	1 580 777 000	1 394 183 000
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	353 124 000	318 485 000	384 840 000	385 925 000
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	25 806 000	26 835 000	111 081 000	107 180 000
D'autres tiers	12	81 521 000	72 838 000	21 009 000	18 027 000
Autres frais de financement	13	3 299 000	1 827 000	32 375 000	11 187 000
<b>Contributions</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	711 984 000	707 584 000	707 584 000	691 877 000
Transferts	15				
Autres	16	41 430 000	40 858 000		
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	364 315 000	394 414 000	403 935 000	439 738 000
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	681 655 000	672 555 000	1 096 598 000	1 050 200 000
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
Créances douteuses	21.1	104 471 000	33 698 000	33 450 000	(14 639 000)
Provision pour moins-value prêts	21.2		(1 000 000)	(1 000 000)	(77 211 000)
Autres	21.3		68 341 000	85 522 000	87 277 000
	22	6 132 116 000	6 194 527 000	8 255 773 000	7 895 135 000

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	100 045 000	86 728 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	684 786 000	857 072 000
Réserves financières et fonds réservés	3	567 867 000	603 240 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 1 653 354 000)	( 1 395 758 000)
Financement des investissements en cours	5	(1 548 671 000)	(1 203 235 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 903 453 000	16 236 325 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	9 848 000	
	8	16 063 974 000	15 184 372 000
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	118 954 000	76 707 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	(18 909 000)	10 021 000
	11	100 045 000	86 728 000
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Affect. À l'exercice suivant	12.1		20 300 000
▪ Exc.affect.-Arrondissements	12.2	284 021 000	300 306 000
▪ Exc.affect.-Projets spécifiques	12.3	331 201 000	437 149 000
▪ Exc.affect.-Autres fins	12.4	53 511 000	55 490 000
	13	668 733 000	813 245 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Exc.affect.-Autres fins	14.1	16 053 000	43 827 000
	15	16 053 000	43 827 000
	16	684 786 000	857 072 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Gestion de la voirie	17.1 12 093 000	12 696 000
▪ Gestion de l'eau	17.2 28 160 000	17 117 000
▪ Immobilisations	17.3 444 191 000	517 572 000
	18 484 444 000	547 385 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 2 779 000	2 822 000
Organismes contrôlés et partenariats	22 7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25 707 000	706 000
Organismes contrôlés et partenariats	26 10 124 000	10 124 000
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 9 370 000	4 000 000
Autres		
▪ Immobilisations	30.1 32 867 000	31 119 000
▪ PAUPME	30.2 20 551 000	
▪ Autres	30.3 25 000	84 000
	31 83 423 000	55 855 000
	32 567 867 000	603 240 000



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ( 6 117 000)(	6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ( 177 797 000)(	181 541 000)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ( ) (	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ( 67 458 000)(	77 089 000)
Autres	37 ( 17 816 000)(	(11 936 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ( ) (	)
	39 ( 269 188 000)(	252 811 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ( ) (	)
Assainissement des sites contaminés	41 ( 28 800 000)(	30 400 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ( 205 009 000)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ( ) (	)
Autres	44.1 ( ) (	)
▪	45 ( 502 997 000)(	283 211 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ( ) (	)
Utilisation du fonds de roulement	47 ( ) (	)
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ( ) (	)
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) (	)
Autres	50.1 ( ) (	)
▪	51 ( ) (	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ( ) (	)
Mesure relative à la COVID-19	53 ( ) (	)
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ( 17 106 000)(	20 700 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ( ) (	)
Autres	56.1 ( 1 457 116 000)(	1 436 965 000)
▪ Autres activités de fonc. financées	56.2 ( 209 275 000)(	184 147 000)
▪ Activités de fonctionnement à financer	57 ( 1 683 497 000)(	1 641 812 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58 17 106 000	20 700 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59 463 771 000	419 602 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61 22 098 000	40 203 000
Autres	62.1 30 165 000	48 760 000
▪ Débiteurs sur les dép. de fonc.	63 533 140 000	529 265 000
	64 ( 1 653 354 000)(	1 395 758 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 878 435 000	5 599 442 000
Investissements à financer	66 ( 2 427 106 000)(	6 802 677 000)
	67 (1 548 671 000)	(1 203 235 000)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 25 638 456 000	23 832 041 000
Propriétés destinées à la revente	69 200 018 000	175 629 000
Prêts	70 86 108 000	95 245 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 25 924 582 000	24 102 915 000
Ajustements aux éléments d'actif	74 (276 329 000)	(270 874 000)
	75 25 648 253 000	23 832 041 000
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 ( 14 794 338 000)(	15 524 040 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 ( 40 404 000)(	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 6 138 226 000	6 938 553 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 980 288 000	989 303 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 261 000	468 000
	81 ( 7 715 967 000)(	7 595 716 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ( 28 833 000)(	)
	83 ( 7 744 800 000)(	7 595 716 000)
	84 17 903 453 000	16 236 325 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	12
Régimes supplémentaires de retraite	2	21

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2023	2022
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (77 604 000)	(110 200 000)
Charge de l'exercice	4 ( 217 773 000)(	358 119 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 21 812 000	390 715 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (273 565 000)	(77 604 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 23 792 398 000	23 543 545 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 23 574 903 000)(	22 975 986 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 217 495 000	567 559 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (483 651 000)	(643 354 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (266 156 000)	(75 795 000)
Provision pour moins-value	12 ( 7 409 000)(	1 809 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (273 565 000)	(77 604 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 19	18
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 2 161 014 000	2 125 472 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 2 485 429 000)(	2 381 977 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 324 415 000)(	256 505 000)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 568 026 000	614 548 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 73 300 000	
	20 641 326 000	614 548 000
Cotisations salariales des employés	21 ( 309 148 000)(	295 395 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( ) (	)
	23 332 178 000	319 153 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (15 039 000)	41 961 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (73 300 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 5 600 000	(773 000)
Autres	29.1	
	30 249 439 000	360 341 000
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 375 064 000	1 242 579 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ( 1 406 730 000)(	1 244 801 000)
Rendement espéré des actifs	33 (31 666 000)	(2 222 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 217 773 000	358 119 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 1 127 108 000	1 223 801 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ( 1 406 730 000)(	1 244 801 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (279 622 000)	(21 000 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 208 257 000	568 126 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 1 209 216 000	1 170 458 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 23 174 360 000	22 309 024 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42 155 376 000	156 805 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43 441 996 000	477 276 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 3 017 951 000	3 544 450 000
DMERCA du nouveau volet	45 13	
DMERCA de l'ancien volet	46 12	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,05 %	6,08 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,27 %	5,95 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,49 %	2,49 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,37 %	2,73 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

		2023		2022
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>				
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(304 044 000)		(294 366 000)
Charge de l'exercice	56	( 27 039 000)(		20 721 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	11 048 000		11 043 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(320 035 000)		(304 044 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( 332 591 000)(		325 538 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(332 591 000)		(325 538 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	12 556 000		21 494 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(320 035 000)		(304 044 000)
Provision pour moins-value	64	( )		( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(320 035 000)		(304 044 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( 332 591 000)(		325 538 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( 332 591 000)(		325 538 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 12 580 000	9 035 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(166 000)
	72 12 580 000	8 869 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75 12 580 000	8 869 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 4 998 000	3 055 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	6 000
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 17 578 000	11 930 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 9 461 000	8 791 000
Rendement espéré des actifs	84 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 9 461 000	8 791 000
Charge de l'exercice	86 27 039 000	20 721 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 3 940 000	(4 482 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	91 11 048 000	11 043 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 13	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,04 %	2,81 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 2,23 %	2,27 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,34 %	5,36 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,61 %	3,61 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	2 548 000	2 259 000
	110	2 548 000	2 259 000

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	100	105
<b>Description du régime</b>			
		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	453 966	429 969
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119	1 536 000	1 459 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	1 138 000	1 218 000
	121	2 674 000	2 677 000

**Note**

## Renseignements financiers consolidés non audités



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
<b>TAXES</b>		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 000 848 000	2 971 505 000	2 879 488 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	11 462 000	11 462 000	11 605 000
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5	437 355 000	437 355 000	400 672 000
Réserve financière pour le service de la voirie	6	19 536 000	19 536 000	19 409 000
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	205 435 000	205 435 000	198 178 000
Activités de fonctionnement	8	184 386 000	184 386 000	169 189 000
Activités d'investissement	9			
Autres	10	677 000	677 000	2 033 000
	11	3 859 699 000	3 830 356 000	3 680 574 000
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	10 490 000	10 490 000	12 618 000
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Taxe immatriculation	16.1	35 606 000	35 606 000	36 554 000
▪ Autres	16.2	522 000	522 000	578 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 053 000	13 053 000	13 593 000
Service de la dette	18	4 476 000	4 476 000	4 497 000
Pouvoir général de taxation	19	23 320 000	23 320 000	18 830 000
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	87 467 000	87 467 000	86 670 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	15 664 000	15 664 000	14 629 000
	25	15 664 000	15 664 000	14 629 000
	26	103 131 000	103 131 000	101 299 000
	27	3 962 830 000	3 933 487 000	3 781 873 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	35 311 000	35 311 000	33 842 000
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	72 528 000	72 528 000	69 568 000
Cégeps et universités	32	59 491 000	59 491 000	54 581 000
Écoles primaires et secondaires	33	44 723 000	44 723 000	42 262 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	1 769 000	1 769 000	1 673 000
	35	213 822 000	213 822 000	201 926 000
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	36	55 355 000	55 355 000	37 071 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	4 877 000	4 877 000	4 364 000
Taxes d'affaires	38	2 523 000	2 523 000	2 154 000
	39	62 755 000	62 755 000	43 589 000
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	18 126 000	18 126 000	16 877 000
	42	18 126 000	18 126 000	16 877 000
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	2 062 000	2 062 000	2 019 000
	45	2 062 000	2 062 000	2 019 000
	46	296 765 000	296 765 000	264 411 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	47	26 392 000	26 392 000	25 460 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	48	40 976 000	40 976 000	56 096 000
Sécurité incendie	49	7 652 000	7 652 000	9 079 000
Sécurité civile	50	9 453 000	9 453 000	22 515 000
Autres	51	100 000	100 000	116 000
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	1 448 000	1 448 000	1 853 000
Enlèvement de la neige	53	557 000	557 000	645 000
Autres	54	4 010 000	2 484 000	7 341 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	1 512 000	89 376 000	85 202 000
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	113 000	113 000	131 000
Réseau de distribution de l'eau potable	63	51 000	51 000	59 000
Traitement des eaux usées	64	5 591 000	5 591 000	6 546 000
Réseaux d'égout	65	4 318 000	4 318 000	6 902 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	20 837 000	20 837 000	17 433 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67	104 000	104 000	120 000
Tri et conditionnement	68	(425 000)	(425 000)	2 828 000
Autres	69			
Autres	70			84 000
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	323 000	323 000	122 000
Autres	73	193 000	193 000	326 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	74	92 281 000	92 281 000	61 702 000
Sécurité du revenu	75			
Autres	76	26 586 000	26 586 000	21 233 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	77	101 000	101 000	(3 000)
Rénovation urbaine	78	980 000	980 000	1 156 000
Promotion et développement économique	79	95 429 000	95 429 000	172 352 000
Autres	80	573 000	573 000	82 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	81	15 086 000	25 675 000	23 107 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	(5 339 000)	(5 339 000)	5 594 000
Autres	83	7 953 000	7 953 000	7 436 000
<b>Réseau d'électricité</b>	84			
	85	356 855 000	453 782 000	535 517 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	86	623 000	623 000	75 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	87	166 000	166 000	361 000
Sécurité incendie	88	105 000	105 000	42 000
Sécurité civile	89	322 000	322 000	
Autres	90			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	64 519 000	64 519 000	286 044 000
Enlèvement de la neige	92			374 000
Autres	93	5 757 000	5 757 000	13 775 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94	1 375 000	412 551 000	761 377 000
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100	8 025 000	8 025 000	19 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	(223 000)	(223 000)	24 992 000
Réseau de distribution de l'eau potable	102	48 379 000	48 379 000	134 742 000
Traitement des eaux usées	103	125 757 000	125 757 000	39 735 000
Réseaux d'égout	104	45 748 000	45 748 000	59 265 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108	4 694 000	4 694 000	99 301 000
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111	63 000	63 000	
Autres	112			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	113	6 913 000	6 913 000	5 473 000
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117	823 000	823 000	1 472 000
Promotion et développement économique	118			
Autres	119	2 975 000	2 975 000	2 966 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	120	29 582 000	29 582 000	71 696 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	121	10 577 000	10 577 000	11 635 000
Autres	122	1 593 000	1 593 000	1 535 000
<b>Réseau d'électricité</b>	123			
	124	357 773 000	768 949 000	1 514 879 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
	Péréquation	126		
	Neutralité	127		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	30 321 000	27 921 000
	Fonds de développement des territoires	130		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	27 961 000	23 170 000
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
	Autres	134	147 979 000	141 242 000
		135	206 261 000	192 333 000
	<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	136	920 889 000	2 242 729 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
	Greffe et application de la loi	137		
	Évaluation	138		
	Autres	139	8 867 000	8 867 000
		140	8 867 000	8 867 000
<b>Sécurité publique</b>				
	Police	141		
	Sécurité incendie	142		
	Sécurité civile	143		
	Autres	144		
		145		
<b>Transport</b>				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	146		
	Enlèvement de la neige	147		
	Autres	148		
	Transport collectif	149	1 603 892 000	1 505 100 000
	Autres	150		
		151	1 603 892 000	1 505 100 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	224 000	77 000
	Réseau de distribution de l'eau potable	153		
	Traitement des eaux usées	154		
	Réseaux d'égout	155		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	156		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	157		
	Tri et conditionnement	158		
	Autres	159		
	Autres	160		
	Cours d'eau	161		
	Protection de l'environnement	162		
	Autres	163		
		164	224 000	77 000



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
<b>Réseau d'électricité</b>	177			
	178	9 091 000	1 612 983 000	1 514 044 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	179	241 000	241 000	228 000
Évaluation	180	2 742 000	2 742 000	238 000
Autres	181	24 206 000	24 206 000	19 514 000
	182	27 189 000	27 189 000	19 980 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	183	40 184 000	25 728 000	22 549 000
Sécurité incendie	184	1 834 000	1 834 000	1 604 000
Sécurité civile	185			
Autres	186	128 000	128 000	103 000
	187	42 146 000	27 690 000	24 256 000
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	3 547 000	3 547 000	3 478 000
Enlèvement de la neige	189	1 788 000	1 788 000	1 363 000
Autres	190	118 233 000	29 810 000	78 849 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195	29 627 000	88 101 000	26 162 000
	196	153 195 000	123 246 000	109 852 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198	619 000	619 000	1 038 000
Réseaux d'égout	199	4 545 000	4 545 000	4 267 000
	200	249 000	249 000	219 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	26 000	26 000	23 000
Matières recyclables	202	472 000	472 000	196 000
Autres	203	1 038 000	1 038 000	819 000
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205	741 000	741 000	713 000
Autres	206	16 000	16 000	1 000
	207	7 706 000	7 706 000	7 276 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>		
		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>	
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>					
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>					
<b>Santé et bien-être</b>					
	Logement social	208	635 000	61 112 000	48 298 000
	Sécurité du revenu	209	9 840 000	9 840 000	11 619 000
	Autres	210	120 000	120 000	117 000
		211	10 595 000	71 072 000	60 034 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
	Aménagement, urbanisme et zonage	212	49 035 000	49 035 000	46 221 000
	Rénovation urbaine	213	75 000	75 000	86 000
	Promotion et développement économique	214	2 877 000	2 877 000	2 657 000
	Autres	215	58 304 000	61 551 000	58 528 000
		216	110 291 000	113 538 000	107 492 000
<b>Loisirs et culture</b>					
	Activités récréatives	217	19 657 000	37 229 000	31 522 000
	Activités culturelles				
	Bibliothèques	218	658 000	658 000	550 000
	Autres	219	38 364 000	38 761 000	32 468 000
		220	58 679 000	76 648 000	64 540 000
	<b>Réseau d'électricité</b>	221			
		222	409 801 000	447 089 000	393 430 000
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>		223	418 892 000	2 060 072 000	1 907 474 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	224	50 159 000	50 159 000	51 995 000
Droits de mutation immobilière	225	286 086 000	286 086 000	410 852 000
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	336 245 000	336 245 000	462 847 000
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	229	186 196 000	186 196 000	169 707 000
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	230	129 857 000	134 862 000	107 579 000
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	231	129 750 000	87 404 000	39 918 000
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	2 851 000	2 851 000	(49 000)
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236	10 434 000	10 434 000	21 132 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		4 311 000	21 765 000
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	59 875 000	119 886 000	85 566 000
	242	73 160 000	137 482 000	128 414 000
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	243			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	72 158 000	167 000	72 325 000	72 206 000	65 602 000
Greffe et application de la loi	2	92 097 000	4 218 000	96 315 000	94 258 000	92 288 000
Gestion financière et administrative	3	349 672 000	2 118 000	351 790 000	353 842 000	333 171 000
Évaluation	4	18 307 000	43 000	18 350 000	18 474 000	18 252 000
Gestion du personnel	5	78 415 000	868 000	79 283 000	79 283 000	75 865 000
Autres						
▪ Autres	6.1	111 847 000	5 360 000	117 207 000	105 481 000	231 032 000
	7	722 496 000	12 774 000	735 270 000	723 544 000	816 210 000
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	8	839 548 000	10 349 000	849 897 000	849 897 000	834 921 000
Sécurité incendie	9	410 251 000	11 397 000	421 648 000	421 648 000	403 836 000
Sécurité civile	10	23 937 000	822 000	24 759 000	24 759 000	20 867 000
Autres	11	20 115 000		20 115 000	19 577 000	18 616 000
	12	1 293 851 000	22 568 000	1 316 419 000	1 315 881 000	1 278 240 000
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	157 479 000	300 434 000	457 913 000	457 913 000	442 441 000
Enlèvement de la neige	14	236 541 000	4 327 000	240 868 000	240 868 000	215 837 000
Éclairage des rues	15	28 761 000	21 942 000	50 703 000	50 703 000	49 888 000
Circulation et stationnement	16	131 663 000	1 032 000	132 695 000	190 774 000	159 043 000
Transport collectif						
Transport en commun	17	665 237 000		665 237 000	2 420 070 000	2 303 814 000
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20	80 033 000	4 468 000	84 501 000	122 802 000	95 352 000
	21	1 299 714 000	332 203 000	1 631 917 000	3 483 130 000	3 266 375 000

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	57 711 000	21 413 000	79 124 000	79 124 000	73 011 000
Réseau de distribution de l'eau potable	23	110 399 000	46 491 000	156 890 000	156 890 000	150 206 000
Traitement des eaux usées	24	75 107 000	12 138 000	87 245 000	87 245 000	95 889 000
Réseaux d'égout	25	42 708 000	32 510 000	75 218 000	75 218 000	72 443 000
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	57 988 000	2 769 000	60 757 000	61 048 000	60 457 000
Élimination	27	39 621 000		39 621 000	39 621 000	34 111 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	44 291 000	291 000	44 582 000	44 291 000	38 147 000
Tri et conditionnement	29	23 150 000		23 150 000	23 150 000	11 111 000
Matières organiques						
Collecte et transport	30	21 392 000		21 392 000	21 551 000	15 500 000
Traitement	31	10 351 000		10 351 000	10 351 000	10 014 000
Matériaux secs	32	27 586 000	339 000	27 925 000	27 925 000	25 377 000
Autres	33	4 714 000	159 000	4 873 000	4 714 000	4 031 000
Plan de gestion						
Autres	35	3 413 000		3 413 000	3 413 000	3 067 000
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	37	18 726 000	1 411 000	20 137 000	20 137 000	21 621 000
Autres	38	7 417 000		7 417 000	5 640 000	4 597 000
	39	544 574 000	117 521 000	662 095 000	660 318 000	619 582 000
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	40	139 691 000	1 180 000	140 871 000	194 420 000	136 795 000
Sécurité du revenu	41	10 055 000		10 055 000	10 055 000	10 856 000
Autres	42	69 694 000		69 694 000	69 694 000	59 839 000
	43	219 440 000	1 180 000	220 620 000	274 169 000	207 490 000

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022	
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	81 927 000	3 847 000	85 774 000	89 017 000	89 275 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45	3 641 000		3 641 000	3 641 000	2 972 000
Autres biens	46	38 429 000	97 000	38 526 000	38 526 000	40 540 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	146 319 000	199 000	146 518 000	146 518 000	119 055 000
Tourisme	48	2 282 000		2 282 000	2 282 000	2 273 000
Autres	49	627 000		627 000	627 000	289 000
Autres	50	9 875 000	17 749 000	27 624 000	28 224 000	40 530 000
	51	283 100 000	21 892 000	304 992 000	308 835 000	294 934 000
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	82 680 000	8 555 000	91 235 000	91 235 000	78 086 000
Patinoires intérieures et extérieures	53	43 754 000	9 481 000	53 235 000	53 235 000	51 430 000
Piscines, plages et ports de plaisance	54	39 313 000	6 739 000	46 052 000	46 052 000	42 937 000
Parcs et terrains de jeux	55	252 067 000	119 936 000	372 003 000	372 003 000	350 379 000
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	107 000		107 000	107 000	76 000
Autres	58	16 397 000	1 180 000	17 577 000	70 655 000	63 504 000
	59	434 318 000	145 891 000	580 209 000	633 287 000	586 412 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	23 126 000	3 025 000	26 151 000	26 151 000	24 610 000
Bibliothèques	61	105 601 000	5 941 000	111 542 000	111 542 000	108 652 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62	98 434 000	6 253 000	104 687 000	104 687 000	100 776 000
Autres ressources du patrimoine	63					1 000
Autres	64	77 333 000	3 307 000	80 640 000	64 924 000	69 534 000
	65	304 494 000	18 526 000	323 020 000	307 304 000	303 573 000
	66	738 812 000	164 417 000	903 229 000	940 591 000	889 985 000

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	67					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	68	412 836 000		412 836 000	511 608 000	556 656 000
Autres frais	69	5 322 000		5 322 000	5 322 000	(45 524 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	1 827 000		1 827 000	32 375 000	11 187 000
	72	419 985 000		419 985 000	549 305 000	522 319 000
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	73					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	74	672 555 000 (	672 555 000)			



## Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

## **Compétences d'agglomération**

**Renseignements financiers non consolidés audités**

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	49 190 000	48 659 000	50 147 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 882 528 000	2 878 203 000	2 781 839 000
Transferts	4	248 168 000	264 940 000	347 865 000
Services rendus	5	67 520 000	61 291 000	58 313 000
Imposition de droits	6	263 000	182 000	576 000
Amendes et pénalités	7	105 881 000	90 460 000	89 088 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 760 000	46 150 000	35 021 000
Autres revenus d'intérêts	9	67 964 000	69 692 000	57 266 000
Autres revenus	10	6 936 000	24 271 000	8 871 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	3 465 210 000	3 483 848 000	3 428 986 000
<b>Investissement</b>				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	191 000 000	176 586 000	389 762 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		596 000	13 037 000
Autres	18		11 391 000	357 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	191 000 000	188 573 000	403 156 000
	22	3 656 210 000	3 672 421 000	3 832 142 000
<b>Charges</b>				
Administration générale	23	262 292 000	259 499 000	306 605 000
Sécurité publique	24	1 236 490 000	1 284 371 000	1 247 548 000
Transport	25	693 015 000	688 066 000	671 927 000
Hygiène du milieu	26	264 689 000	271 631 000	256 055 000
Santé et bien-être	27	123 336 000	144 734 000	101 062 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	94 566 000	97 797 000	118 528 000
Loisirs et culture	29	141 848 000	128 407 000	128 386 000
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	161 580 000	143 041 000	137 466 000
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	2 977 816 000	3 017 546 000	2 967 577 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	678 394 000	654 875 000	864 565 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	678 394 000	654 875 000	864 565 000
Moins : revenus d'investissement	2 (	191 000 000)(	188 573 000)(	403 156 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	487 394 000	466 302 000	461 409 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12		22 680 000	6 998 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		(794 000)	29 654 000
	15		21 886 000	36 652 000
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 697 000	7 902 000	42 077 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	188 305 000)(	163 244 000)(	151 027 000)
	18	(183 608 000)	(155 342 000)	(108 950 000)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	44 355 000)(	(7 037 000))
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(87 881 000)		
Réserves financières et fonds réservés	22	(213 154 000)	(250 086 000)	(118 625 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	18 419 000	39 055 000	44 158 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	(21 170 000)	(34 971 000)	(143 182 000)
	25	(303 786 000)	(290 357 000)	(210 612 000)
	26	(487 394 000)	(423 813 000)	(282 910 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		42 489 000	178 499 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	188 573 000	403 156 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	83 685 000)(	47 806 000)
Sécurité publique	3 (	101 239 000)(	58 920 000)
Transport	4 (	64 883 000)(	126 795 000)
Hygiène du milieu	5 (	396 074 000)(	362 560 000)
Santé et bien-être	6 (	7 299 000)(	5 777 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 977 000)(	3 087 000)
Loisirs et culture	8 (	79 829 000)(	61 838 000)
Réseau d'électricité	9 (	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)
	11 (	734 986 000)(	666 783 000)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	13 374 000)(	15 812 000)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	301 554 000	215 194 000
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	44 355 000	(7 037 000)
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	116 046 000	287 477 000
	19	160 401 000	280 440 000
	20	(286 405 000)	(186 961 000)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(97 832 000)	216 195 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 062 845 000	1 108 087 000	1 076 522 000
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	200 645 000	208 470 000	297 895 000
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	341 743 000	336 944 000	310 239 000
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	92 780 000	78 943 000	74 838 000
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	11 053 000	11 256 000	12 734 000
D'autres tiers	12	57 074 000	51 829 000	49 661 000
Autres frais de financement	13	673 000	1 013 000	233 000
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	679 689 000	676 941 000	661 026 000
Transferts	15			
Autres	16	22 132 000	37 879 000	36 644 000
Autres				
Transferts	17		206 000	106 865 000
Autres	18	206 909 000	235 357 000	176 619 000
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
Autres	21.1	302 273 000	271 621 000	241 512 000
Provision pour moins-value PAUPME	21.2		(1 000 000)	(77 211 000)
	22	2 977 816 000	3 017 546 000	2 967 577 000

**Note**

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**

		2023	2022
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(78 169 000)	(120 659 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 006 000	5 006 000
Réserves financières et fonds réservés	3	329 727 000	195 685 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 203 800 000)	( 162 948 000)
Financement des investissements en cours	5	(125 662 000)	(27 830 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté**

▪ Exc.aff.- Projets spécifiques	9.1	5 006 000	5 006 000
	10	5 006 000	5 006 000

**Réserves financières et fonds réservés**

<b>Réserves financières</b>			
▪ Gestion de la voirie	11.1	2 168 000	2 457 000
▪ Gestion de l'eau	11.2	11 669 000	4 050 000
▪ Immobilisations	11.3	294 632 000	188 472 000
	12	308 469 000	194 979 000
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement	13		
<b>Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés</b>			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14		
Montant non réservé	15	707 000	706 000
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
<b>Autres</b>			
▪ PAUPME	19.1	20 551 000	
	20	21 258 000	706 000
	21	329 727 000	195 685 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 ( 3 511 000)	( 4 634 000)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 ( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 ( 51 730 000)	( 59 068 000)
Autres	26 ( 7 991 000)	( 22 227 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 ( )	( )
	28 ( 63 232 000)	( 41 475 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	29 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	30 ( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	31 ( 17 431 000)	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	32 ( )	( )
Autres	33.1 ( )	( )
	34 ( 80 663 000)	( 41 475 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	35 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	36 ( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	37 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	38 ( )	( )
Autres	39.1 ( )	( )
	40 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	41 ( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	42 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	43 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	44 ( )	( )
Autres	45.1 ( 104 455 000)	( 98 554 000)
▪ Charges de fonc. financées	45.2 ( 41 590 000)	( 63 809 000)
▪ Charges de fonc. à financer	46 ( 146 045 000)	( 162 363 000)



**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	47	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	48	690 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	49	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	50	22 098 000
Autres		
▪ Débiteurs sur les dép. de fonc.	51.1	120 000
	52	22 908 000
	53	( 203 800 000)
		( 162 948 000)
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	54	367 059 000
Investissements à financer	55	( 492 721 000)
	56	(125 662 000)
		(27 830 000)

## **Compétences d'agglomération**

**Renseignements financiers non consolidés non audités**

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

TAXES	Réalizations		
	2023	2022	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11		
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12		
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15		
Autres			
▪ Immatriculation	16.1	35 606 000	36 554 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 053 000	13 593 000
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	48 659 000	50 147 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	48 659 000	50 147 000
	27	48 659 000	50 147 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

	Réalizations	
	2023	2022
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	
Compensations pour les terres publiques	30	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	31	
Cégeps et universités	32	
Écoles primaires et secondaires	33	
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	
	35	
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	36	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	37	
Taxes d'affaires	38	
	39	
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	40	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	41	
	42	
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43	
Autres	44	
	45	
	46	

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

	Réalizations	
	2023	2022
<b>TRANSFERTS</b>		
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Administration générale</b>	47	10 336 000
<b>Sécurité publique</b>		9 108 000
Police	48	40 976 000
Sécurité incendie	49	7 411 000
Sécurité civile	50	9 453 000
Autres	51	22 515 000
<b>Transport</b>		
Réseau routier		
Voirie municipale	52	90 000
Enlèvement de la neige	53	180 000
Autres	54	2 511 000
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	55	1 448 000
Transport adapté	56	1 498 000
Transport scolaire	57	
Autres	58	
Transport aérien	59	
Transport par eau	60	
Autres	61	
<b>Hygiène du milieu</b>		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	
Réseau de distribution de l'eau potable	63	
Traitement des eaux usées	64	5 411 000
Réseaux d'égout	65	47 000
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	66	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	67	
Tri et conditionnement	68	
Autres	69	
Autres	70	
Cours d'eau	71	
Protection de l'environnement	72	
Autres	73	143 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	74	92 281 000
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	17 607 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	
Rénovation urbaine	78	270 000
Promotion et développement économique	79	57 205 000
Autres	80	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	81	
Activités culturelles		
Bibliothèques	82	(10 528 000)
Autres	83	1 218 000
<b>Réseau d'électricité</b>	84	
	85	235 736 000
		330 861 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
	2023	2022	
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	86	209 000	18 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	87	166 000	361 000
Sécurité incendie	88	105 000	42 000
Sécurité civile	89	322 000	
Autres	90		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	1 197 000	86 378 000
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93	(24 000)	13 688 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100	5 883 000	15 000
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	(223 000)	24 992 000
Réseau de distribution de l'eau potable	102	10 658 000	35 821 000
Traitement des eaux usées	103	125 757 000	39 735 000
Réseaux d'égout	104	12 567 000	17 541 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108	4 694 000	99 301 000
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111	63 000	
Autres	112		

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	113	6 913 000
Sécurité du revenu	114	5 473 000
Autres	115	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	
Rénovation urbaine	117	638 000
Promotion et développement économique	118	796 000
Autres	119	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	120	7 629 000
Activités culturelles		65 601 000
Bibliothèques	121	
Autres	122	32 000
<b>Réseau d'électricité</b>	123	
	124	176 586 000
		389 762 000



**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125	
Péréquation	126	
Neutralité	127	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	8 379 000
Fonds de développement des territoires	130	3 870 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131	
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133	
Autres	134	20 825 000
	135	29 204 000
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	136	441 526 000
		737 627 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Réalisations</b>	
	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
<b>Administration générale</b>		
Greffe et application de la loi	137	
Évaluation	138	
Autres	139	
	140	
<b>Sécurité publique</b>		
Police	141	
Sécurité incendie	142	
Sécurité civile	143	
Autres	144	
	145	
<b>Transport</b>		
Réseau routier		
Voirie municipale	146	
Enlèvement de la neige	147	
Autres	148	
Transport collectif	149	
Autres	150	
	151	
<b>Hygiène du milieu</b>		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	224 000
Réseau de distribution de l'eau potable	153	
Traitement des eaux usées	154	
Réseaux d'égout	155	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	156	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	157	
Tri et conditionnement	158	
Autres	159	
Autres	160	
Cours d'eau	161	
Protection de l'environnement	162	
Autres	163	
	164	
	224 000	77 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	165	
Autres	166	
	167	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	168	
Rénovation urbaine	169	
Promotion et développement économique	170	
Autres	171	
	172	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	173	
Activités culturelles		
Bibliothèques	174	
Autres	175	
	176	
<b>Réseau d'électricité</b>	177	
	178	
	224 000	77 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2023	2022	
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	179	51 000	44 000
Évaluation	180	2 741 000	237 000
Autres	181	967 000	1 090 000
	182	3 759 000	1 371 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	183	40 184 000	41 128 000
Sécurité incendie	184	743 000	1 604 000
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187	40 927 000	42 732 000
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190	5 000	19 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195	4 578 000	4 945 000
	196	4 583 000	4 964 000
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198	(133 000)	123 000
Traitement des eaux usées	199	4 545 000	4 267 000
Réseaux d'égout	200	(5 000)	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201	16 000	2 000
Matières recyclables	202	272 000	
Autres	203	1 020 000	805 000
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205	738 000	701 000
Autres	206		
	207	6 453 000	5 898 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	208	550 000
Sécurité du revenu	209	179 000
Autres	210	
	211	550 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	212	528 000
Rénovation urbaine	213	397 000
Promotion et développement économique	214	1 000
Autres	215	
	216	528 000
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	217	3 338 000
Activités culturelles		1 927 000
Bibliothèques	218	
Autres	219	929 000
	220	4 267 000
<b>Réseau d'électricité</b>	221	
	222	61 067 000
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	223	58 236 000
		61 291 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	224	182 000	576 000
Droits de mutation immobilière	225		
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	182 000	576 000
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	229	90 460 000	89 088 000
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	230	46 150 000	35 021 000
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	231	69 692 000	57 266 000
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	1 739 000	275 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236	596 000	13 037 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	33 923 000	8 953 000
	242	36 258 000	22 265 000
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	243		

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**

*Non audité*

		<b>Réalisations</b>	
		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>			
Conseil	1	641 000	1 019 000
Greffe et application de la loi	2	51 771 000	51 922 000
Gestion financière et administrative	3	9 737 000	8 230 000
Évaluation	4	18 307 000	17 991 000
Gestion du personnel	5	25 000	
Autres			
▪ Autres	6.1	179 018 000	227 443 000
	7	259 499 000	306 605 000
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>			
Police	8	838 839 000	824 709 000
Sécurité incendie	9	410 254 000	391 529 000
Sécurité civile	10	23 424 000	20 429 000
Autres	11	11 854 000	10 881 000
	12	1 284 371 000	1 247 548 000
<b>TRANSPORT</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	13	619 000	1 246 000
Enlèvement de la neige	14	3 165 000	3 271 000
Éclairage des rues	15	23 000	166 000
Circulation et stationnement	16	101 000	105 000
Transport collectif			
Transport en commun	17	665 146 000	648 958 000
Transport aérien	18		
Transport par eau	19		
Autres	20	19 012 000	18 181 000
	21	688 066 000	671 927 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	57 021 000	57 094 000
Réseau de distribution de l'eau potable	23	27 190 000	29 849 000
Traitement des eaux usées	24	74 972 000	72 976 000
Réseaux d'égout	25	10 945 000	10 764 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	26		
Élimination	27	39 380 000	33 723 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	28		
Tri et conditionnement	29	23 150 000	11 111 000
Matières organiques			
Collecte et transport	30	141 000	141 000
Traitement	31	10 173 000	9 887 000
Matériaux secs	32	19 552 000	18 463 000
Autres	33	1 155 000	1 132 000
Plan de gestion	34		
Autres	35		
Cours d'eau	36		
Protection de l'environnement	37	6 139 000	10 915 000
Autres	38	1 813 000	
	39	271 631 000	256 055 000
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>			
Logement social	40	120 391 000	77 974 000
Sécurité du revenu	41		
Autres	42	24 343 000	23 088 000
	43	144 734 000	101 062 000
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 619 000	3 347 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	45	3 329 000	2 683 000
Autres biens	46	1 945 000	5 026 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	47	88 993 000	74 070 000
Tourisme	48	2 266 000	2 260 000
Autres	49		
Autres	50	(355 000)	31 142 000
	51	97 797 000	118 528 000



**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>			
Activités récréatives			
Centres communautaires	52	390 000	434 000
Patinoires intérieures et extérieures	53	149 000	116 000
Piscines, plages et ports de plaisance	54	45 000	45 000
Parcs et terrains de jeux	55	39 453 000	37 502 000
Parcs régionaux	56		
Expositions et foires	57		
Autres	58	4 189 000	3 664 000
	59	44 226 000	41 761 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	60		
Bibliothèques	61	13 535 000	12 680 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	62	47 367 000	51 437 000
Autres ressources du patrimoine	63		
Autres	64	23 279 000	22 508 000
	65	84 181 000	86 625 000
	66	128 407 000	128 386 000
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	67		
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>			
Dette à long terme			
Intérêts	68	140 256 000	135 775 000
Autres frais	69	1 772 000	1 458 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	70		
Autres	71	1 013 000	233 000
	72	143 041 000	137 466 000
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	73		

## **Compétences de nature locale**

**Renseignements financiers non consolidés audités**

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	3 928 389 000	3 914 171 000	3 759 158 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	280 204 000	296 765 000	264 411 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	272 409 000	298 176 000	283 707 000
Services rendus	5	358 949 000	359 204 000	320 659 000
Imposition de droits	6	372 634 000	336 063 000	462 271 000
Amendes et pénalités	7	105 003 000	95 736 000	80 619 000
Revenus de placements de portefeuille	8	82 226 000	83 707 000	73 817 000
Autres revenus d'intérêts	9	26 396 000	60 058 000	32 313 000
Autres revenus	10	20 972 000	12 947 000	15 354 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	5 447 182 000	5 456 827 000	5 292 309 000
<b>Investissement</b>				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	202 100 000	181 187 000	363 740 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	6 200 000	9 838 000	8 095 000
Autres	18		14 117 000	11 725 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	208 300 000	205 142 000	383 560 000
	22	5 655 482 000	5 661 969 000	5 675 869 000
<b>Charges</b>				
Administration générale	23	911 371 000	869 988 000	879 488 000
Sécurité publique	24	933 497 000	933 272 000	938 039 000
Transport	25	1 106 597 000	1 157 188 000	1 097 570 000
Hygiène du milieu	26	571 532 000	579 278 000	526 430 000
Santé et bien-être	27	93 012 000	95 349 000	78 570 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	250 043 000	227 269 000	210 006 000
Loisirs et culture	29	665 105 000	720 922 000	685 564 000
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	302 170 000	276 944 000	279 654 000
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	4 833 327 000	4 860 210 000	4 695 321 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	822 155 000	801 759 000	980 548 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	822 155 000	801 759 000	980 548 000
Moins : revenus d'investissement	2 (	208 300 000)(	205 142 000)(	383 560 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	613 855 000	596 617 000	596 988 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		11 608 000	16 693 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		11 608 000	16 693 000
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		35 744 000	11 078 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	647 112 000)(	662 781 000)(	60 283 000)
	18	(647 112 000)	(627 037 000)	(49 205 000)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	60 718 000)(	27 288 000)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	191 328 000	283 842 000	178 180 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(283 943 000)	(296 149 000)	(116 679 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(32 390 000)	52 382 000	(37 754 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	158 262 000	184 517 000	(395 639 000)
	25	33 257 000	163 874 000	(399 180 000)
	26	(613 855 000)	(451 555 000)	(431 692 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		145 062 000	165 296 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	205 142 000	383 560 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	( 83 535 000)	( 98 589 000)
Sécurité publique	3	( 1 046 000)	( 147 000)
Transport	4	( 480 191 000)	( 515 286 000)
Hygiène du milieu	5	( 290 255 000)	( 235 447 000)
Santé et bien-être	6	( 345 000)	( 282 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 89 772 000)	( 84 844 000)
Loisirs et culture	8	( 294 172 000)	( 294 095 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )
	11	( 1 239 316 000)	( 1 228 690 000)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13	( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	561 058 000	411 402 000
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	60 718 000	27 288 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	5 974 000	18 082 000
Réserves financières et fonds réservés	18	467 309 000	45 977 000
	19	534 001 000	91 347 000
	20	(144 257 000)	(725 941 000)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	60 885 000	(342 381 000)

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 052 450 000	1 065 505 000	1 037 993 000
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	298 451 000	275 408 000	306 924 000
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	809 853 000	865 282 000	745 871 000
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	260 344 000	239 542 000	245 172 000
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	14 753 000	15 579 000	15 894 000
D'autres tiers	12	24 447 000	21 009 000	18 028 000
Autres frais de financement	13	2 626 000	814 000	560 000
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 391 501 000	2 384 823 000	2 325 281 000
Transferts	15			
Autres	16	19 298 000	3 370 000	19 421 000
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	157 406 000	158 460 000	152 124 000
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
Autres	21.1	(197 802 000)	(178 088 000)	(185 045 000)
Perte sur cession / radiation d'act	21.2		8 506 000	13 098 000
	22	4 833 327 000	4 860 210 000	4 695 321 000

**Note**

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023	2022
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	197 123 000	197 366 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	663 727 000	808 239 000
Réserves financières et fonds réservés	3	188 149 000	359 312 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 1 205 789 000)	( 1 135 691 000)
Financement des investissements en cours	5	(560 682 000)	(621 567 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	██████████	██████████
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	██████████	██████████
	8	██████████	██████████

## VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

**Excédent de fonctionnement affecté**

▪ Affect. À l'exercice suivant	9.1		20 300 000
▪ Exc.affect.-Arrondissements	9.2	284 021 000	300 306 000
▪ Exc.affect.-Projets spécifique	9.3	326 195 000	432 143 000
▪ Exc.affect.-Autres fins	9.4	53 511 000	55 490 000
	10	663 727 000	808 239 000

**Réserves financières et fonds réservés**

<b>Réserves financières</b>			
▪ Gestion de la voirie	11.1	9 925 000	10 239 000
▪ Gestion de l'eau	11.2	16 491 000	13 067 000
▪ Immobilisations	11.3	149 559 000	329 100 000
	12	175 975 000	352 406 000
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement	13	2 779 000	2 822 000
<b>Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés</b>			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14		
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18	9 370 000	4 000 000
<b>Autres</b>			
▪ Autres	19.1	25 000	84 000
	20	12 174 000	6 906 000
	21	188 149 000	359 312 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 ( 81 380 000)	( 84 001 000)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 ( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 ( 15 728 000)	( 18 021 000)
Autres	26 ( 9 825 000)	( 10 291 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 ( )	( )
	28 ( 106 933 000)	( 112 313 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	29 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	30 ( 28 800 000)	( 30 400 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	31 ( 84 914 000)	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	32 ( )	( )
Autres	33.1 ( )	( )
	34 ( 220 647 000)	( 142 713 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	35 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	36 ( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	37 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	38 ( )	( )
Autres	39.1 ( )	( )
	40 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	41 ( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	42 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	43 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	44 ( )	( )
Autres		
▪ Charges de fonc. financées	45.1 ( 1 336 432 000)	( 1 340 486 000)
▪ Charges de fonc. à financer	45.2 ( 132 408 000)	( 111 092 000)
	46 ( 1 468 840 000)	( 1 451 578 000)



**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	47	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	48	463 081 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	49	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	50	
Autres		
▪ Débiteurs sur les dépenses de fonctionnement	51.1	20 617 000
	52	483 698 000
	53	( 1 205 789 000)
		( 1 135 691 000)
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	54	511 376 000
Investissements à financer	55	( 1 072 058 000)
	56	(560 682 000)
		(621 567 000)

## **Compétences de nature locale**

**Renseignements financiers non consolidés non audités**

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

TAXES	Réalizations		
	2023	2022	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	3 000 848 000	2 906 920 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	11 462 000	11 605 000
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5	437 355 000	400 672 000
Réserve financière pour le service de la voirie	6	19 536 000	19 409 000
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	205 435 000	198 178 000
Activités de fonctionnement	8	184 386 000	169 189 000
Activités d'investissement	9		
Autres	10	677 000	2 033 000
	11	3 859 699 000	3 708 006 000
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	10 490 000	12 618 000
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15		
Autres			
Autres	16.1	522 000	578 000
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	4 476 000	4 497 000
Pouvoir général de taxation	19	23 320 000	18 830 000
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	38 808 000	36 523 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	15 664 000	14 629 000
	25	15 664 000	14 629 000
	26	54 472 000	51 152 000
	27	3 914 171 000	3 759 158 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>			
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	35 311 000	33 842 000
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	72 528 000	69 568 000
Cégeps et universités	32	59 491 000	54 581 000
Écoles primaires et secondaires	33	44 723 000	42 262 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	1 769 000	1 673 000
	35	213 822 000	201 926 000
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	36	55 355 000	37 071 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	4 877 000	4 364 000
Taxes d'affaires	38	2 523 000	2 154 000
	39	62 755 000	43 589 000
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41	18 126 000	16 877 000
	42	18 126 000	16 877 000
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44	2 062 000	2 019 000
	45	2 062 000	2 019 000
	46	296 765 000	264 411 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	47	16 056 000	16 352 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	48		
Sécurité incendie	49	241 000	279 000
Sécurité civile	50		
Autres	51	100 000	116 000
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	1 358 000	1 673 000
Enlèvement de la neige	53	557 000	645 000
Autres	54	1 499 000	3 626 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55	64 000	66 000
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	113 000	131 000
Réseau de distribution de l'eau potable	63	51 000	59 000
Traitement des eaux usées	64	180 000	178 000
Réseaux d'égout	65	4 271 000	6 902 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66	20 837 000	17 433 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67	104 000	120 000
Tri et conditionnement	68	(425 000)	2 828 000
Autres	69		
Autres	70		84 000
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72	323 000	122 000
Autres	73	193 000	183 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	74	
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	8 979 000
		5 032 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	101 000
Rénovation urbaine	78	710 000
Promotion et développement économique	79	38 224 000
Autres	80	573 000
		(3 000)
		843 000
		26 369 000
		82 000
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	81	15 086 000
Activités culturelles		12 567 000
Bibliothèques	82	5 189 000
Autres	83	6 735 000
	84	
<b>Réseau d'électricité</b>		
	85	121 119 000
		108 378 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
	2023	2022	
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	86	414 000	57 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	63 322 000	199 666 000
Enlèvement de la neige	92		374 000
Autres	93	5 781 000	87 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94	1 375 000	
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100	2 142 000	4 000
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102	37 721 000	98 921 000
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104	33 181 000	41 724 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	113	
Sécurité du revenu	114	
Autres	115	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	
Rénovation urbaine	117	185 000
Promotion et développement économique	118	
Autres	119	2 975 000
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	120	21 953 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	121	10 577 000
Autres	122	1 561 000
<b>Réseau d'électricité</b>	123	
	124	181 187 000
		363 740 000



**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Réalisations</b>	
	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125	
Péréquation	126	
Neutralité	127	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	21 942 000
Fonds de développement des territoires	130	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131	
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	27 961 000
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133	
Autres	134	127 154 000
	135	177 057 000
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	136	647 447 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

SERVICES RENDUS	Réalizations	
	2023	2022
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
<b>Administration générale</b>		
Greffe et application de la loi	137	8 867 000
Évaluation	138	
Autres	139	
	140	8 867 000
<b>Sécurité publique</b>		
Police	141	
Sécurité incendie	142	
Sécurité civile	143	
Autres	144	
	145	
<b>Transport</b>		
Réseau routier		
Voirie municipale	146	
Enlèvement de la neige	147	
Autres	148	
Transport collectif	149	
Autres	150	
	151	
<b>Hygiène du milieu</b>		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	
Réseau de distribution de l'eau potable	153	
Traitement des eaux usées	154	
Réseaux d'égout	155	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	156	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	157	
Tri et conditionnement	158	
Autres	159	
Autres	160	
Cours d'eau	161	
Protection de l'environnement	162	
Autres	163	
	164	

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Réalisations</b>	
	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	165	
Autres	166	
	167	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	168	
Rénovation urbaine	169	
Promotion et développement économique	170	
Autres	171	
	172	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	173	
Activités culturelles		
Bibliothèques	174	
Autres	175	
	176	
<b>Réseau d'électricité</b>	177	
	178	8 867 000
		8 867 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2023	2022	
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	179	190 000	184 000
Évaluation	180	1 000	1 000
Autres	181	23 587 000	18 707 000
	182	23 778 000	18 892 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	183		
Sécurité incendie	184	1 091 000	
Sécurité civile	185		
Autres	186	128 000	103 000
	187	1 219 000	103 000
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	188	3 587 000	3 478 000
Enlèvement de la neige	189	1 788 000	1 363 000
Autres	190	118 620 000	105 188 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195	25 049 000	18 973 000
	196	149 044 000	129 002 000
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198	1 162 000	1 401 000
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200	421 000	326 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201	10 000	21 000
Matières recyclables	202	200 000	196 000
Autres	203	18 000	14 000
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205	3 000	12 000
Autres	206	16 000	1 000
	207	1 830 000	1 971 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2023	2022
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	208	85 000
Sécurité du revenu	209	9 840 000
Autres	210	120 000
	211	10 045 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	212	48 507 000
Rénovation urbaine	213	75 000
Promotion et développement économique	214	2 877 000
Autres	215	58 535 000
	216	109 994 000
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	217	16 333 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	218	658 000
Autres	219	37 436 000
	220	54 427 000
<b>Réseau d'électricité</b>	221	350 337 000
	222	311 792 000
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	223	320 659 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	224	49 977 000	51 419 000
Droits de mutation immobilière	225	286 086 000	410 852 000
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	336 063 000	462 271 000
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	229	95 736 000	80 619 000
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	230	83 707 000	73 817 000
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	231	60 058 000	32 313 000
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	1 112 000	(324 000)
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236	9 838 000	8 095 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	25 952 000	27 403 000
	242	36 902 000	35 174 000
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	243		

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>			
Conseil	1	72 620 000	65 627 000
Greffes et application de la loi	2	40 326 000	38 087 000
Gestion financière et administrative	3	348 252 000	331 213 000
Évaluation	4	15 096 000	16 453 000
Gestion du personnel	5	78 390 000	75 761 000
Autres			
▪ Autres	6.1	315 304 000	352 347 000
	7	869 988 000	879 488 000
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>			
Police	8	580 213 000	593 641 000
Sécurité incendie	9	332 248 000	323 066 000
Sécurité civile	10	2 498 000	1 860 000
Autres	11	18 313 000	19 472 000
	12	933 272 000	938 039 000
<b>TRANSPORT</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	13	162 327 000	163 030 000
Enlèvement de la neige	14	237 044 000	209 405 000
Éclairage des rues	15	28 759 000	28 004 000
Circulation et stationnement	16	132 073 000	114 245 000
Transport collectif			
Transport en commun	17	525 087 000	528 683 000
Transport aérien	18		
Transport par eau	19		
Autres	20	71 898 000	54 203 000
	21	1 157 188 000	1 097 570 000

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	86 620 000	73 437 000
Réseau de distribution de l'eau potable	23	116 466 000	107 683 000
Traitement des eaux usées	24	110 790 000	102 732 000
Réseaux d'égout	25	41 210 000	39 904 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	26	57 990 000	56 327 000
Élimination	27	27 280 000	29 065 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	28	44 291 000	37 843 000
Tri et conditionnement	29	6 002 000	2 357 000
Matières organiques			
Collecte et transport	30	21 251 000	15 194 000
Traitement	31	13 203 000	13 056 000
Matériaux secs	32	25 202 000	23 898 000
Autres	33	4 506 000	3 887 000
Plan de gestion	34		
Autres	35	3 413 000	3 067 000
Cours d'eau	36		
Protection de l'environnement	37	15 450 000	12 828 000
Autres	38	5 604 000	5 152 000
	39	579 278 000	526 430 000
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>			
Logement social	40	34 060 000	24 884 000
Sécurité du revenu	41	10 055 000	10 856 000
Autres	42	51 234 000	42 830 000
	43	95 349 000	78 570 000
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	44	81 402 000	81 047 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	45	3 144 000	1 911 000
Autres biens	46	39 412 000	38 063 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	47	89 491 000	83 377 000
Tourisme	48	1 914 000	2 009 000
Autres	49	627 000	289 000
Autres	50	11 279 000	3 310 000
	51	227 269 000	210 006 000



**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS**  
**ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>			
Activités récréatives			
Centres communautaires	52	82 462 000	69 593 000
Patinoires intérieures et extérieures	53	43 983 000	41 676 000
Piscines, plages et ports de plaisance	54	39 301 000	36 444 000
Parcs et terrains de jeux	55	240 107 000	228 219 000
Parcs régionaux	56		
Expositions et foires	57	107 000	76 000
Autres	58	15 586 000	15 304 000
	59	421 546 000	391 312 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	60	23 126 000	21 713 000
Bibliothèques	61	103 511 000	102 092 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	62	99 186 000	92 055 000
Autres ressources du patrimoine	63		1 000
Autres	64	73 553 000	78 391 000
	65	299 376 000	294 252 000
	66	720 922 000	685 564 000
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>			
	67		
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>			
Dette à long terme			
Intérêts	68	272 580 000	276 414 000
Autres frais	69	3 550 000	2 680 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	70		
Autres	71	814 000	560 000
	72	276 944 000	279 654 000
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	73		

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

# Table des matières

## Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

## Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

## Autres renseignements

Questionnaire	15
---------------	----

## Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	23
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	24
Questionnaire	25
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	28
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	29

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	211 715 000	211 715 000	280 855 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	27 302 000	27 302 000	48 940 000
Usines et bassins d'épuration	3	182 303 000	182 303 000	68 337 000
Conduites d'égout	4	143 039 000	143 039 000	121 223 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	51 751 000	51 750 000	66 734 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	302 848 000	302 847 000	409 179 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	101 552 000	101 551 000	110 575 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	21 145 000	21 145 000	29 391 000
Aires de stationnement	9	1 995 000	1 995 000	214 000
Parcs et terrains de jeux	10	173 322 000	173 322 000	167 290 000
Autres infrastructures	11	93 538 000	475 573 000	456 819 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	125 706 000	547 067 000	576 945 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	171 965 000	169 504 000	118 665 000
Améliorations locatives	15	31 898 000	45 777 000	18 150 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		4 715 000	22 548 000
Autres	17	48 086 000	68 041 000	161 408 000
Ameublement et équipement de bureau	18	138 567 000	181 720 000	118 286 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	30 991 000	65 353 000	30 976 000
Terrains	20	121 992 000	148 089 000	71 515 000
Autres	21	(5 413 000)	(5 413 000)	14 157 000
	22	1 974 302 000	2 917 395 000	2 892 207 000

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 91 681 000	91 681 000	119 200 000
	Usines de traitement de l'eau potable	2 27 302 000	27 302 000	48 940 000
	Usines et bassins d'épuration	3 182 303 000	182 303 000	68 337 000
	Conduites d'égout	4 54 606 000	54 606 000	57 786 000
	Autres infrastructures	5 524 576 000	913 875 000	915 909 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	6 120 034 000	120 034 000	161 655 000
	Usines de traitement de l'eau potable	7		
	Usines et bassins d'épuration	8		
	Conduites d'égout	9 88 433 000	88 433 000	63 437 000
	Autres infrastructures	10 221 575 000	214 308 000	324 293 000
	Autres immobilisations corporelles	11 663 792 000	1 224 853 000	1 132 650 000
		12 1 974 302 000	2 917 395 000	2 892 207 000

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	3 641 759 000	906 387 000	1 489 130 000	3 059 016 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 904 330 000	499 948 000	484 459 000	4 919 819 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 207 076 000	717 091 000	660 231 000	3 263 936 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 753 165 000	2 123 426 000	2 633 820 000	11 242 771 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 296 794 000	128 401 000	345 985 000	3 079 210 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 296 794 000	128 401 000	345 985 000	3 079 210 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 296 794 000	128 401 000	345 985 000	3 079 210 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	40 201 000		18 105 000	22 096 000
Autres	17	433 880 000	118 654 000	50 770 000	501 764 000
	18	3 770 875 000	247 055 000	414 860 000	3 603 070 000
	19	15 524 040 000	2 370 481 000	3 048 680 000	14 845 841 000
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21		(931 118 000)	(1 434 823 000)	
<b>Dette à long terme</b>	22	15 524 040 000	1 439 363 000	1 613 857 000	14 845 841 000

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		<b>Compétences de nature locale</b>	<b>Compétences d'agglomération</b>	<b>Portrait global</b>
<b>Administration municipale</b>				
Dette à long terme	1	7 157 801 000	4 500 454 000	11 658 255 000
<b>Ajouter</b>				
Activités d'investissement à financer	2	560 681 000	125 663 000	686 344 000
Activités de fonctionnement à financer	3	102 407 000	41 591 000	143 998 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪ Achat de terrains	5.1	62 670 000	52 266 000	114 936 000
<b>Déduire</b>				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6	1 912 465 000	780 078 000	2 692 543 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7			
Débiteurs	8	36 682 000	1 741 664 000	1 778 346 000
Autres montants	9		48 893 000	48 893 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10			
Autres				
▪ Montant à recouvrer redevances	11.1	502 614 000		502 614 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 431 798 000	2 149 339 000	7 581 137 000
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>				
Endettement net à long terme	13	192 378 000	2 239 130 000	2 431 508 000
Endettement net à long terme	14	5 624 176 000	4 388 469 000	10 012 645 000
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>				
Municipalité régionale de comté	15			
Communauté métropolitaine	16	27 837 000		27 837 000
Autres organismes	17	280 962 000		280 962 000
Endettement total net à long terme	18	5 932 975 000	4 388 469 000	10 321 444 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	3 594 349 000		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20			
	21	3 594 349 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 527 324 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>Administration générale</b>				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3	7 394 000	6 853 000
<b>Sécurité publique</b>				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
<b>Transport</b>				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	665 147 000	648 958 000
	Autres	10	273 000	235 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12		
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14	886 000	904 000
	Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>				
	Logement social	16	16 328 000	17 077 000
	Autres	17		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20	5 313 000	5 782 000
	Autres	21		
<b>Loisirs et culture</b>				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23	12 243 000	12 068 000
<b>Réseau d'électricité</b>				
		24		
		25	707 584 000	691 877 000

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Rémunération</b>	1	101 235 000	91 170 000
<b>Charges sociales</b>	2	30 371 000	27 351 000
<b>Biens et services</b>	3	1 842 696 000	1 776 952 000
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	1 974 302 000	1 895 473 000

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total<sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	2 276,70	37,50	4 237 836,00	313 871 000	81 224 000	395 095 000
Professionnels	2	2 918,00	35,00	5 961 135,00	356 406 000	87 383 000	443 789 000
Cols blancs	3	6 308,80	35,00	11 422 676,00	427 546 000	124 592 000	552 138 000
Cols bleus	4	4 688,70	36,00	9 196 216,00	358 930 000	97 671 000	456 601 000
Policiers	5	4 908,20	35,00	9 302 211,00	543 085 000	51 451 000	594 536 000
Pompiers	6	2 395,00	42,00	4 893 971,00	261 943 000	66 915 000	328 858 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	23 495,40		45 014 045,00	2 261 781 000	509 236 000	2 771 017 000
Élus	9	103,00			13 046 000	5 013 000	18 059 000
	10	23 598,40			2 274 827 000	514 249 000	2 789 076 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	1 512 000	1 375 000			2 887 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	113 000	(95 000)	(128 000)		(110 000)
Réseau de distribution de l'eau potable	3	51 000	27 723 000	20 656 000		48 430 000
Traitement des eaux usées	4	5 591 000	43 197 000	82 560 000		131 348 000
Réseaux d'égout	5	2 122 000	19 205 000	28 739 000		50 066 000
Autres	6	486 088 000	78 259 000	79 975 000	43 946 000	688 268 000
	7	495 477 000	169 664 000	211 802 000	43 946 000	920 889 000

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		2023	2022
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1	948 000	1 035 000
Évaluation	2	78 000	125 000
Autres	3	25 195 000	23 841 000
	4	26 221 000	25 001 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	4 629 000	4 511 000
Sécurité incendie	6	7 967 000	8 848 000
Sécurité civile	7	368 000	55 000
Autres	8	741 000	754 000
	9	13 705 000	14 168 000
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	138 031 000	136 092 000
Enlèvement de la neige	11	6 044 000	7 494 000
Autres	12	14 511 000	15 054 000
Transport collectif	13	55 076 000	53 285 000
Autres	14	1 998 000	2 298 000
	15	215 660 000	214 223 000
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	10 413 000	8 317 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	21 173 000	19 773 000
Traitement des eaux usées	18	12 019 000	14 186 000
Réseaux d'égout	19	14 565 000	14 010 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 003 000	2 717 000
Matières recyclables	21	130 000	445 000
Autres	22	71 000	77 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	631 000	344 000
Autres	25		
	26	61 005 000	59 869 000
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27	528 000	479 000
Sécurité du revenu	28	6 281 000	6 386 000
Autres	29		
	30	6 809 000	6 865 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	3 518 000	4 023 000
Rénovation urbaine	32	881 000	894 000
Promotion et développement économique	33	1 079 000	1 104 000
Autres	34	7 940 000	7 792 000
	35	13 418 000	13 813 000
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	70 710 000	70 394 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	10 005 000	4 270 000
Autres	38	2 452 000	8 517 000
	39	83 167 000	83 181 000
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	419 985 000	417 120 000

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alneus, Ericka	1.1	Conseiller	121 144	18 130	4 500
Amaya Munro, Kaila	1.2	Conseiller	73 354	18 130	
Auger, Benoit	1.3	Conseiller	61 603	18 130	
Baril, Marie-Claude	1.4	Conseiller	81 356	18 130	
Beaudry, Robert	1.5	Conseiller	141 822	18 130	4 500
Beauregard, Céline-Audrey	1.6	Conseiller	50 791	18 130	
Beis, Dimitrios	1.7	Maire	123 620	18 130	
Bélanger, Richard	1.8	Conseiller	41 771	18 130	
Bissonnet, Michel	1.9	Maire	111 542	18 130	
Black, Christine	1.10	Maire	105 725	18 130	
Blanchet, Nancy	1.11	Maire	112 639	18 130	
Blanco, Josefina	1.12	Conseiller	121 991	18 130	
Boukala, Younes	1.13	Conseiller	68 923	18 130	
Bourgeois, Caroline	1.14	Maire	172 750	18 130	
Braun, Caroline	1.15	Conseiller	52 060	18 130	
Caldwell, Éric Alan	1.16	Conseiller	121 614	18 130	36 112
Christensen, Lisa	1.17	Conseiller	94 994	18 130	
Clément-Talbot, Catherine	1.18	Conseiller	75 718	18 130	
Cohen, Jacques	1.19	Conseiller	56 697	18 130	
Colin, Daphney	1.20	Conseiller	84 360	18 130	
Corvil, Josué	1.21	Conseiller	76 209	18 130	
Côté, Stéphane	1.22	Maire	69 711	12 493	
De Larochelière, Suzanne	1.23	Conseiller	68 213	18 130	
Deros, Mary	1.24	Conseiller	87 498	18 130	
Desbois, Laurent	1.25	Maire	97 261	18 130	
Deschamps, Richard	1.26	Conseiller	75 149	18 130	13 500
DeSousa, Alan	1.27	Maire	108 196	18 130	26 768
Dorais, Benoit	1.28	Maire	180 795	18 130	4 000
Downey, Sterling	1.29	Conseiller	106 443	18 130	
Dubé, Marie Josée	1.30	Conseiller	48 210	18 130	
El Korbi, Arij	1.31	Conseiller	62 688	18 130	
Flannery, Michèle	1.32	Conseiller	73 269	18 130	
Gagnier, Annie	1.33	Conseiller	61 901	18 130	
Gentile, Angela	1.34	Conseiller	76 129	18 130	
Giannou, Effie	1.35	Conseiller	84 249	18 130	
Giguère, Marianne	1.36	Conseiller	98 169	18 130	4 500
Goulet, Nathalie	1.37	Conseiller	99 227	18 130	19 500
Gratton, Benoit	1.38	Conseiller	77 105	18 130	
Grondin, Vickl	1.39	Conseiller	117 294	18 130	
Hassan-Cournol, Alia	1.40	Conseiller	118 305	18 130	
Hénault, Andrée	1.41	Conseiller	75 916	18 130	
Hénault-Ratelle, Julien	1.42	Conseiller	79 136	18 130	
Journeau, Virginie	1.43	Conseiller	90 276	18 130	6 000
Katahwa, Gracia Kasoki	1.44	Maire	103 884	18 130	26 318
Langevin, Benoit	1.45	Conseiller	88 441	18 130	
Lavigne Lalonde, Laurence	1.46	Maire	110 343	18 130	14 500

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Leblanc, Richard	1.47	Conseiller	49 412	18 130	
Leroux, Louise	1.48	Conseiller	57 000	18 130	
Lessard-Blais, Pierre	1.49	Maire	138 639	18 130	3 500
Li, Tan Shan	1.50	Conseiller	55 973	18 130	
Limoges, François	1.51	Maire	117 552	18 130	18 500
Machado, Enrique	1.52	Conseiller	73 061	18 130	
Marceau, Suzanne	1.53	Conseiller	49 148	18 130	
Marsolais, Kristine	1.54	Conseiller	49 412	18 130	
Mauger, Marie-Andrée	1.55	Maire	143 509	18 130	6 000
Mauzerolle, Sophie	1.56	Conseiller	139 601	18 130	4 000
McQueen, Peter	1.57	Conseiller	85 173	18 130	19 000
Miranda, Luis	1.58	Maire	87 055	18 130	
Moroz, Sonny	1.59	Conseiller	80 921	18 130	
Musau Muele, Martine	1.60	Conseiller	128 074	18 130	
Myrand, Danielle	1.61	Conseiller	46 338	18 130	
Nazarian, Vana	1.62	Conseiller	78 817	18 130	
Noël, Michel	1.63	Conseiller	56 368	18 130	
Normand, Jérôme	1.64	Conseiller	97 136	18 130	19 500
Norris, Alex	1.65	Conseiller	126 729	18 130	4 500
Ollivier, Dominique	1.66	Conseiller	144 160	18 130	34 000
Ouellet, Sylvain	1.67	Conseiller	86 945	18 130	62 968
Palestini, Laura-Ann	1.68	Conseiller	76 125	18 130	
Parent, Laurence	1.69	Conseiller	78 795	18 130	32 947
Patreau, Valérie	1.70	Conseiller	63 682	18 130	
Pauzé, Jocelyn	1.71	Conseiller	110 189	18 130	10 000
Perri, Dominic	1.72	Conseiller	96 318	18 130	
Pierre-Antoine, Nathalie	1.73	Conseiller	56 364	18 130	
Plante, Valérie	1.74	Maire	132 761	18 130	71 841
Plourde, Marie	1.75	Conseiller	95 450	18 130	23 000
Poirier, Jean-Marc	1.76	Conseiller	64 123	18 130	
Pollak, Mindy	1.77	Conseiller	64 016	18 130	
Popeanu, Magda	1.78	Conseiller	141 173	18 130	
Potvin, Marie	1.79	Conseiller	52 963	18 130	
Rabouin, Luc	1.80	Maire	150 450	18 130	35 000
Rapana, Giovanni	1.81	Conseiller	76 126	18 130	
Romano, Daniela	1.82	Conseiller	56 368	18 130	
Rossi, Chantal	1.83	Conseiller	97 906	18 130	
Rouleau, Micheline	1.84	Conseiller	65 172	18 130	
Roy, Julie	1.85	Conseiller	91 297	18 130	4 000
Salem, Aref	1.86	Conseiller	121 556	18 130	
Sari, Abdelhaq	1.87	Conseiller	83 898	18 130	
Sasseville, Serge	1.88	Conseiller	68 350	18 130	
Sauvé, Craig	1.89	Conseiller	75 135	18 130	
Sigouin, Anne-Marie	1.90	Conseiller	82 364	18 130	
Sourias, Despina	1.91	Conseiller	97 708	18 130	4 000
Sterlin, Marie	1.92	Conseiller	64 020	18 130	



**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Tarakjian, Chahi	1.93	Conseiller	57 018	18 130	
Thermidor, Philippe	1.94	Conseiller	56 728	18 130	
Thuillier, Émilie	1.95	Maire	165 912	18 130	
Tremblay, Véronique	1.96	Conseiller	91 275	18 130	3 500
Troilo, Josée	1.97	Conseiller	63 686	18 130	
Vaillancourt, Alain	1.98	Conseiller	134 412	18 130	
Valenzuela, Stéphanie	1.99	Conseiller	77 296	18 130	
Vilain, Maeva	1.100	Conseiller	86 334	18 130	
Vodanovic, Maja	1.101	Maire	149 113	18 130	
Wilson, Alain	1.102	Conseiller	53 173	18 130	
Zuniga Ramos, Alba	1.103	Conseiller	78 357	18 130	

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

**OUI**      **NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1      4 050 000 \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2           

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3      \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4           

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 9 : Autres charges 11      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 24 : Libres 20      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22      \_\_\_\_\_ \$

Montant des pardons de prêts constatés  
Solde cumulatif au début de l'exercice 23      \_\_\_\_\_ \$

Constatés au cours de l'exercice 24      \_\_\_\_\_ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25      \_\_\_\_\_ \$

**Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement**

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 \_\_\_\_\_ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 \_\_\_\_\_ 91 666 000 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 \_\_\_\_\_ 25 843 581 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 \_\_\_\_\_ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 \_\_\_\_\_ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide 42 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43  \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 \_\_\_\_\_ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
  - Systèmes de sécurité 46 \_\_\_\_\_ \$
  - Chaussées pavées - entretien préventif 47 \_\_\_\_\_ \$
  - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 \_\_\_\_\_ \$
  - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 \_\_\_\_\_ \$
  - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 \_\_\_\_\_ \$
  - Systèmes de drainage 51 \_\_\_\_\_ \$
  - Abords de routes 52 \_\_\_\_\_ \$
  - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 \_\_\_\_\_ \$

## b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 \_\_\_\_\_ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 \_\_\_\_\_ \$

## c) Total des frais encourus admissibles 56 \_\_\_\_\_ \$

## d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

## e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

## f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution 58 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 CG10 0209
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2010-05-20
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 3
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 \_\_\_\_\_
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 35
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 17
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 31 663
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 12 055
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 107
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement**

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

**La question 14 s'applique aux MRC seulement**

**Annexe**  
**Autres renseignements financiers non consolidés**  
**non audités ventilés par compétences**

## Compétences d'agglomération



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	74 025 000	120 149 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	27 302 000	48 940 000
Usines et bassins d'épuration	3	182 303 000	68 337 000
Conduites d'égout	4	42 157 000	49 287 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	51 776 000	66 655 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	14 211 000	88 793 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 972 000	13 705 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 111 000	13 595 000
Aires de stationnement	9	(5 000)	126 000
Parcs et terrains de jeux	10	71 986 000	35 760 000
Autres infrastructures	11	401 000	1 521 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	65 302 000	49 702 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 968 000	25 720 000
Améliorations locatives	15	15 879 000	4 629 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	24 170 000	21 799 000
Ameublement et équipement de bureau	18	75 855 000	49 360 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 363 000	7 934 000
Terrains	20	37 784 000	8 299 000
Autres	21	15 426 000	(7 528 000)
	22	734 986 000	666 783 000

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	56 971 000	36 957 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	27 302 000	48 940 000
Usines et bassins d'épuration	3	182 303 000	68 337 000
Conduites d'égout	4	15 809 000	24 632 000
Autres infrastructures	5	46 887 000	123 047 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	17 054 000	83 192 000
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	26 348 000	24 655 000
Autres infrastructures	10	95 565 000	97 108 000
Autres immobilisations corporelles	11	266 747 000	159 915 000
	12	734 986 000	666 783 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS  
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité*

Code géographique	Municipalité		Montant
<b>Ensemble des municipalités</b>			
66023	Ville de Montréal	1.1	2 332 550 000
66112	Ville de Baie-D'Urfé	1.2	16 381 000
66107	Ville de Beaconsfield	1.3	28 546 000
66058	Ville de Côte-Saint-Luc	1.4	34 454 000
66142	Ville de Dollard-des-Ormeaux	1.5	53 915 000
66087	Ville de Dorval	1.6	78 753 000
66062	Ville de Hampstead	1.7	13 511 000
66092	Ville de L'Île-Dorval	1.8	100 000
66102	Ville de Kirkland	1.9	36 155 000
66072	Ville de Mont-Royal	1.10	65 675 000
66007	Ville de Montréal-Est	1.11	22 569 000
66047	Ville de Montréal-Ouest	1.12	7 210 000
66097	Ville de Pointe-Claire	1.13	76 676 000
66127	Village de Senneville	1.14	3 999 000
66117	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	1.15	9 840 000
66032	Ville de Westmount	1.16	64 783 000
		<b>2</b>	<b>2 845 117 000</b>
<b>Certaines municipalités</b>			
66023	Ville de Montréal	3.1	21 629 000
66112	Ville de Baie-D'Urfé	3.2	337 000
66107	Ville de Beaconsfield	3.3	664 000
66058	Ville de Côte-Saint-Luc	3.4	520 000
66142	Ville de Dollard-des-Ormeaux	3.5	1 115 000
66087	Ville de Dorval	3.6	1 989 000
66062	Ville de Hampstead	3.7	288 000
66092	Ville de L'Île-Dorval	3.8	2 000
66102	Ville de Kirkland	3.9	842 000
66072	Ville de Mont-Royal	3.10	1 452 000
66007	Ville de Montréal-Est	3.11	472 000
66047	Ville de Montréal-Ouest	3.12	138 000
66097	Ville de Pointe-Claire	3.13	1 776 000
66127	Village de Senneville	3.14	97 000
66117	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	3.15	245 000
66032	Ville de Westmount	3.16	1 520 000
		<b>4</b>	<b>33 086 000</b>
		<b>5</b>	<b>2 878 203 000</b>

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION****Non audité****OUI          NON**

- |  |   |                          |                                     |
|--|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre  | 1 |                          | 50 000 \$                           |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?  | 2 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :  |   |                          |                                     |
| a) crédits de taxes  | 3 | _____                    | \$                                  |
| b) autres formes d'aide  | 4 | _____                    | \$                                  |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?   | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023  | 6 | _____                    | \$                                  |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM?  | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023  | 9 | _____                    | \$                                  |

## Compétences de nature locale

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

**Non audité**

		Réalizations	
		2023	2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	137 690 000	160 706 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	100 882 000	71 936 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	(26 000)	79 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	288 636 000	320 386 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	98 579 000	96 870 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	20 034 000	15 796 000
Aires de stationnement	9	2 000 000	88 000
Parcs et terrains de jeux	10	101 336 000	131 530 000
Autres infrastructures	11	85 872 000	78 811 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	60 404 000	124 811 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	145 536 000	92 945 000
Améliorations locatives	15	18 481 000	13 371 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	23 863 000	27 598 000
Ameublement et équipement de bureau	18	62 764 000	50 782 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	22 627 000	17 186 000
Terrains	20	91 476 000	4 110 000
Autres	21	(20 838 000)	21 685 000
	22	1 239 316 000	1 228 690 000

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

## COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	34 709 000	82 243 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	38 798 000	33 154 000
Autres infrastructures	5	477 688 000	416 375 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	102 981 000	78 463 000
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	62 084 000	38 782 000
Autres infrastructures	10	118 743 000	227 185 000
Autres immobilisations corporelles	11	404 313 000	352 488 000
	12	1 239 316 000	1 228 690 000

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE**

*Non audité*

		Réalizations	
		2023	2022
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	15 096 000	16 453 000
Autres	3	399 033 000	358 138 000
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4	579 504 000	592 264 000
Sécurité incendie	5	332 251 000	323 127 000
Sécurité civile	6	1 985 000	1 539 000
Autres	7	10 053 000	11 238 000
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8	9 221 000	10 122 000
Transport collectif	9	524 996 000	528 628 000
Autres	10	11 148 000	9 005 000
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11	238 710 000	212 258 000
Matières résiduelles	12	64 181 000	62 579 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	3 743 000	3 758 000
Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	16	31 088 000	22 747 000
Autres	17	5 883 000	6 078 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 094 000	2 803 000
Rénovation urbaine	19	5 760 000	4 261 000
Promotion et développement économique	20	39 376 000	46 376 000
Autres	21	818 000	1 531 000
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	31 379 000	32 337 000
Activités culturelles	23	79 504 000	80 039 000
<b>Réseau d'électricité</b>	24		
	25	2 384 823 000	2 325 281 000





# Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2023

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	4
Notes complémentaires	5

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES****RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

À Madame la Mairesse,  
Au président et aux membres du comité exécutif,  
Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal,  
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations – Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Autre point**

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Nous avons également émis un rapport des auditeurs indépendants comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 juin 2024 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération, ayant été déposé au greffe de la Ville le 14 juin 2024.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Andrée Cossette, CPA auditrice, Vérificatrice générale de la Ville de Montréal		
		<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A116207

Montréal, Québec

Le 20 juin 2024

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Montréal, le 20 juin 2024

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Andrée Cossette, CPA auditrice

Montréal, le 20 juin 2024

**VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023					2022		Réalizations
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total		
		Budget	Réalizations	Budget	Réalizations	Réalizations	Budget	Réalizations	
<b>Dépenses</b>									
Administration générale	1	195 572 000	204 178 000	184 577 000	149 526 000	1 000	380 147 000	353 703 000	326 345 000
Sécurité publique	2								
Transport	3	3 457 000	3 239 000	72 002 000	74 783 000	2 000	75 459 000	78 020 000	76 078 000
Hygiène du milieu	4	11 600 000	10 440 000	24 492 000	23 997 000		36 092 000	34 437 000	32 368 000
Santé et bien-être	5	3 010 000	2 527 000	3 995 000	3 408 000		7 005 000	5 935 000	1 990 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	3 945 000	3 885 000	10 545 000	10 091 000		14 490 000	13 976 000	14 734 000
Loisirs et culture	7	6 060 000	6 532 000	28 121 000	30 221 000	9 000	34 181 000	36 744 000	33 181 000
Frais de financement	8								
	9	223 644 000	230 801 000	323 732 000	292 026 000	12 000	547 374 000	522 815 000	484 696 000

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

#### 1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les charges engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des charges mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une charge mixte constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2023 est de 10,26 %.

#### 2. Principales méthodes comptables

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

Par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.





**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.</b>		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.</b>		
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.</b>		
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Les dépenses liées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_

Fonction du signataire : \_\_\_\_\_

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-20 22:14 \_\_\_\_\_



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	6 424 640 000	6 551 710 000	6 584 891 000	2 004 806 000	8 316 047 000
Investissement	2	786 716 000	399 300 000	393 715 000	416 238 000	809 480 000
	3	7 211 356 000	6 951 010 000	6 978 606 000	2 421 044 000	9 125 527 000
<b>Charges</b>	4	6 012 207 000	6 132 116 000	6 194 527 000	2 340 510 000	8 255 773 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	1 199 149 000	818 894 000	784 079 000	80 534 000	869 754 000
Moins : revenus d'investissement	6 (	786 716 000)	399 300 000)	393 715 000)	416 238 000)	809 480 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	412 433 000	419 594 000	390 364 000	(335 704 000)	60 274 000
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	645 964 000	681 655 000	672 555 000	424 043 000	1 096 598 000
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	53 155 000	4 697 000	43 646 000	10 786 000	54 432 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	211 310 000)	835 417 000)	826 025 000)	36 439 000)	862 464 000)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	20 251 000)	)	105 073 000)	182 095 000)	287 168 000)
Excédent (déficit) accumulé	12	(589 541 000)	(270 529 000)	(21 410 000)	56 063 000	34 653 000
Autres éléments de conciliation	13	53 345 000		33 494 000	2 872 000	36 268 000
	14	(68 638 000)	(419 594 000)	(202 813 000)	275 230 000	72 319 000
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	343 795 000		187 551 000	(60 474 000)	132 593 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	857 755 000	1 148 460 000	2 147 107 000
Débiteurs	2	4 154 575 000	4 202 796 000	5 871 083 000
Placements de portefeuille	3	3 254 122 000	2 826 551 000	3 194 568 000
Autres	4	95 917 000	86 837 000	120 314 000
	5	8 362 369 000	8 264 644 000	11 333 072 000
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	12 107 346 000	11 630 964 000	14 794 338 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	172 874 000	376 863 000	593 600 000
Autres	9	2 978 319 000	3 628 160 000	5 974 567 000
	10	15 258 539 000	15 635 987 000	21 362 505 000
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(6 896 170 000)	(7 371 343 000)	(10 029 433 000)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	12	14 939 869 000	16 230 008 000	25 638 456 000
Autres	13	373 198 000	342 311 000	454 951 000
	14	15 313 067 000	16 572 319 000	26 093 407 000
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	76 707 000	118 954 000	100 045 000
Excédent de fonctionnement affecté	16	813 245 000	668 733 000	684 786 000
Réserves financières et fonds réservés	17	554 997 000	517 876 000	567 867 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	1 298 639 000)	1 409 589 000)	1 653 354 000)
Financement des investissements en cours	19	(649 397 000)	(686 344 000)	(1 548 671 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	8 919 984 000	9 991 346 000	17 903 453 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			9 848 000
	22	8 416 897 000	9 200 976 000	16 063 974 000

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23



**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Affect. À l'exercice suivant	1.1		20 300 000
▪ Exc.affect.-Arrondissements	1.2	284 021 000	300 306 000
▪ Exc.affect.-Projets spécifiques	1.3	331 201 000	437 149 000
▪ Exc.affect.-Autres fins	1.4	53 511 000	55 490 000
	2	668 733 000	813 245 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	3	16 053 000	43 827 000
	4	684 786 000	857 072 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Gestion de la voirie	5.1	12 093 000	12 696 000
▪ Gestion de l'eau	5.2	28 160 000	17 117 000
▪ Immobilisations	5.3	444 191 000	517 572 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	2 779 000	2 822 000
Organismes contrôlés et partenariats	8	7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	707 000	706 000
Organismes contrôlés et partenariats	10	10 124 000	10 124 000
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	9 370 000	4 000 000
Autres			
▪ Immobilisations	14.1	32 867 000	31 119 000
▪ PAUPME	14.2	20 551 000	
▪ Autres	14.3	25 000	84 000
	15	567 867 000	603 240 000
	16	1 252 653 000	1 460 312 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 431 798 000	7 581 137 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	9 527 324 000	10 321 444 000

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023 Total consolidé	2022 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 059 016 000	3 641 759 000
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 263 936 000	3 207 076 000
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 919 819 000	4 904 330 000
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 079 210 000	3 296 794 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	523 860 000	474 081 000
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	14 845 841 000	15 524 040 000

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalizations 2022 Administration municipale	Budget 2023 Administration municipale	Réalizations 2023 Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	12	3 809 305 000	3 977 579 000	3 962 830 000	3 933 487 000
Compensations tenant lieu de taxes	13	264 411 000	280 204 000	296 765 000	296 765 000
Quotes-parts	14	487 409 000	523 322 000	524 022 000	524 022 000
Transferts	15	631 572 000	520 577 000	563 116 000	660 043 000
Services rendus	16	376 747 000	424 993 000	418 892 000	2 060 072 000
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	741 391 000	702 767 000	652 298 000	657 303 000
Autres	18	113 805 000	122 268 000	166 968 000	184 355 000
	19	6 424 640 000	6 551 710 000	6 584 891 000	8 316 047 000
<b>Investissement</b>					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	753 502 000	393 100 000	357 773 000	768 949 000
Autres	23	33 214 000	6 200 000	35 942 000	40 531 000
	24	786 716 000	399 300 000	393 715 000	809 480 000
	25	7 211 356 000	6 951 010 000	6 978 606 000	9 125 527 000

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	722 496 000	12 774 000	735 270 000	723 544 000	816 210 000
Sécurité publique						
Police	2	839 548 000	10 349 000	849 897 000	849 897 000	834 921 000
Sécurité incendie	3	410 251 000	11 397 000	421 648 000	421 648 000	403 836 000
Autres	4	44 052 000	822 000	44 874 000	44 336 000	39 483 000
Transport						
Réseau routier	5	554 444 000	327 735 000	882 179 000	940 258 000	867 209 000
Transport collectif	6	665 237 000		665 237 000	2 420 070 000	2 303 814 000
Autres	7	80 033 000	4 468 000	84 501 000	122 802 000	95 352 000
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	285 925 000	112 552 000	398 477 000	398 477 000	391 549 000
Matières résiduelles	9	232 506 000	3 558 000	236 064 000	236 064 000	201 815 000
Autres	10	26 143 000	1 411 000	27 554 000	25 777 000	26 218 000
Santé et bien-être	11	219 440 000	1 180 000	220 620 000	274 169 000	207 490 000
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	81 927 000	3 847 000	85 774 000	89 017 000	89 275 000
Promotion et développement économique	13	149 228 000	199 000	149 427 000	149 427 000	121 617 000
Autres	14	51 945 000	17 846 000	69 791 000	70 391 000	84 042 000
Loisirs et culture	15	738 812 000	164 417 000	903 229 000	940 591 000	889 985 000
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	419 985 000		419 985 000	549 305 000	522 319 000
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 521 972 000	672 555 000	6 194 527 000	8 255 773 000	7 895 135 000
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	672 555 000 (	672 555 000)			
	21	6 194 527 000		6 194 527 000	8 255 773 000	7 895 135 000

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	786 716 000	393 715 000	416 238 000	809 480 000
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 895 473 000)(	1 974 302 000)(	943 191 000)(	2 917 395 000)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	15 812 000)(	13 374 000)(	)	13 374 000)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	626 596 000	862 612 000	36 369 000	898 981 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	20 251 000	105 073 000	182 095 000	287 168 000
Excédent accumulé	6	351 536 000	589 329 000		589 329 000
	7	(912 902 000)	(430 662 000)	(724 727 000)	(1 155 291 000)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(126 186 000)	(36 947 000)	(308 489 000)	(345 811 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

*Extrait du rapport financier, page S14*



**Dossier # : 1248475001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien en services liés à la fluidité de la circulation et à la sécurité extérieure estimé à 1 000 000 \$ à l'organisme à but non lucratif Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024, pour la tenue de la Coupe des Présidents 2024 du 24 au 29 septembre 2024 / Approuver un projet de convention

Il est recommandé:

1. d'accorder un soutien en services d'une valeur estimée à 1 000 000 \$ à Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024 pour la tenue de la Coupe des Présidents 2024 à Montréal du 24 au 29 septembre 2024;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions du soutiens en services.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-06-25 12:32

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1248475001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien en services liés à la fluidité de la circulation et à la sécurité extérieure estimé à 1 000 000 \$ à l'organisme à but non lucratif Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024, pour la tenue de la Coupe des Présidents 2024 du 24 au 29 septembre 2024 / Approuver un projet de convention

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 4 juin 2019, le Club de golf Royal Montréal déposait à la Direction des sports une étude de faisabilité pour l'accueil de la Coupe des Présidents 2023. Le Club de golf Royal Montréal sollicitait la Ville de Montréal pour des biens et services d'une valeur de plus de 1,8 M\$. À la suite d'une analyse préliminaire de cette demande à l'automne 2019, les Services centraux impliqués de la Ville (Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), le Service d'incendie de la Ville de Montréal (SIM) et le Service de la Culture) ont émis des lettres d'engagement pour des soutiens en biens et services d'une valeur estimée de 500 000 \$.

Le 10 août 2020, PGA Tour, détenteur des droits de l'événement, annonçait le Club de golf Royal Montréal comme hôte de la Coupe des Présidents 2023. Due à la covid-19, l'événement a été repoussé à septembre 2024.

En 2021, PGA Tour délègue l'organisation de l'événement à l'organisme à but non lucratif Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024.

À l'hiver 2024, une analyse plus approfondie des besoins requis pour la tenue de l'événement a permis d'estimer la valeur des services à octroyer à 1 000 000 \$. Cette augmentation par rapport à l'évaluation originale est justifiée par une modification de la méthode de calcul de la valeur des services et par la hausse importante du coût des services dispensés par la Ville. Les besoins sont directement liés aux services d'ordre offerts par le Service de police de la Ville de Montréal dans le cadre de l'événement, lesquels sont liés à la fluidité de la

circulation, à la sécurité extérieure et à la conception de ces services.

Le présent sommaire décisionnel vise à approuver une convention en services, d'une valeur de 1 000 000 \$, entre la Ville de Montréal et Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024 pour la tenue de l'événement.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG16 0634 - 24 novembre 2016**

Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

**CA07 28 0247 - 4 septembre 2007**

D'interdire le stationnement sur rue dans les secteurs A et B du district Denis-Benjamin-Viger tels que décrits dans le sommaire décisionnel sauf pour les détenteurs de permis qui seront distribués dans les résidences des 2 secteurs.

## **DESCRIPTION**

La Ville de Montréal a adopté en 2016 la Stratégie montréalaise en événements sportifs (Stratégie) qui vise à positionner Montréal comme destination sportive par excellence au Canada et dans le monde. L'accueil de la Coupe des Présidents 2024 s'inscrit dans cette Stratégie.

La Coupe des Présidents 2024 se tiendra du 24 au 29 septembre 2024, au Club de golf Royal Montréal situé dans l'arrondissement Île-Bizard-Sainte-Geneviève (IBSG). Cet événement d'envergure mondiale réunira deux équipes de 12 joueurs représentant 12 pays. Ce sera la deuxième fois que le Club de golf Royal Montréal accueille l'événement, lui qui l'a accueilli en 2007.

## **JUSTIFICATION**

Le présent dossier recommande un soutien en services de 1 000 000 \$ pour la tenue de l'événement. Ce soutien est justifié par l'analyse des 5 principes d'investissement de la Stratégie.

### **Potentiel de succès**

Le potentiel de succès pour la réalisation de l'événement est favorable puisque l'équipe en place est expérimentée en organisation d'événements d'envergure.

### **Retombées économiques**

Les retombées économiques pour Montréal sont évaluées à 62 M\$. Le produit net de l'événement est redistribué à des organismes de bienfaisance désignés par les joueurs. Depuis sa création en 1994, plus de 49,1 M\$ américains ont été remis.

### **Retombées sociales et sportives**

Grâce à des initiatives en collaboration avec Premier Départ du Canada, la Fondation pour les enfants des Canadiens de Montréal, One Drop, la Fondation du Centre universitaire de santé McGill et GOAL, la Coupe des Présidents vise à laisser un héritage significatif et à générer des retombées sociales durables.

### **Rayonnement**

Bien que tenu sur un domaine privé, cet événement de renommée mondiale apporterait une grande visibilité internationale et d'importantes retombées financières à la Ville de Montréal : 200 accompagnateurs, 150 officiels, 450 dignitaires, 1 300 médias et en moyenne 30 000 spectateurs par jour sont attendus. Lors de toutes les éditions de la Coupe des Présidents, le Président ou le Premier ministre du pays hôte agit à titre de Président d'honneur.

### **Infrastructures**

L'ensemble des entraînements ainsi que la compétition se tiendraient sur le terrain privé du Club de golf Royal Montréal. En marge de la compétition, le comité organisateur animera une « Fan zone » quotidiennement au centre-ville.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur totale des services est estimée à 1 000 000 \$. Cette somme, qui correspond notamment aux frais pour le service d'ordre déployé par le Service de Police de Montréal (SPVM), sera entièrement absorbée par celui-ci. Cet estimé, qui pourrait varier de 20% à 40%, est basé sur les biens et services octroyés dans le cadre d'événements et festivals majeurs à Montréal. Considérant que la valeur estimée pourrait varier, ce sont les services prévus à la convention qui définissent le soutien octroyé. La Division festivals et événements (DFÉ) du Service de la Culture assure la coordination des services avec le SPVM. L'IBSG facturera tous les biens et services octroyés à l'organisme dans le cadre de l'événement. Le budget estimé de l'événement est de plus de 42 000 000 \$. En plus des services offerts par le SPVM, des permis d'occupation du domaine public d'une valeur approximative de 500 000 \$ seront octroyés par les arrondissements de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et Pierrefonds-Roxboro. L'Agence de mobilité durable devrait quant à elle absorber approximativement 150 000 \$ en frais de remorquage. La DFÉ assure la coordination de l'octroi des permis et du remorquage.

### Tableau du financement des bailleurs de fonds

Bailleurs de fonds	Montant	Confirmé	% du soutiens des bailleurs de fonds
Gouvernement du Canada - Développement économique Canada	2 500 000 \$	Oui	23,8%
Gouvernement du Québec - Fond de rayonnement à la région métropolitaine	1 500 000 \$	Oui	14,3%
Gouvernement du Québec - Tourisme Québec	5 000 000 \$	Oui	47,6%
Tourisme Montréal	500 000 \$	Oui	4,8%
Ville de Montréal (services uniquement)	1 000 000 \$	Non	9,5%
<b>TOTAL</b>	<b>10 500 000 \$</b>	s/o	s/o

La Ville de Montréal privilégie les événements dont les montages financiers prévisionnels comprennent des contributions significatives (argent, biens et services) des instances publiques et parapubliques.

Cet organisme n'a jamais reçu de soutien financier de la Ville de Montréal.

## MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports incite les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets.

Suivant le Plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive

Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations



futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles  
Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le présent dossier est accepté, Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024 pourra maintenir une saine gestion de ses finances et continuer à planifier l'événement. Cependant, s'il est retardé ou refusé, l'événement dans sa forme actuelle pourra être compromis et avoir de sérieuses conséquences financières sur l'organisme considérant les sommes importantes qui devront être assumées pour les services requis pour la tenue de l'événement. Ces deux derniers scénarios risqueraient également de nuire à la réputation de Montréal comme ville d'événements sportifs majeurs et de compromettre l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

Concernant l'impact sur le domaine public, l'accès à L'île-Bizard impliquera des fermetures de rues ainsi qu'une filtration de la circulation du 24 au 29 septembre 2024. Afin de minimiser l'impact sur les résidents du secteur et sur les visiteurs, un plan de déviation de la circulation sera communiqué avant la tenue de l'événement. Ce plan et sa mise en œuvre seront supervisés par la Division Festivals et Événements du Service de la Culture et opérés par une firme externe spécialisée, au choix et aux frais du promoteur.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

24 au 29 septembre 2024 - Coupe des Présidents 2024

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Pierre Yves MORIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève  
Martine DUBUC, Service de police de Montréal  
Bianelle LEGROS, Service de la culture  
Lyne DUSSAULT-EXTERNE, Agence de mobilité durable  
Dominique JACOB, Pierrefonds-Roxboro  
Domenico ZAMBITO, Service du greffe

Lecture :

Dominique JACOB, 23 mai 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

François-Olivier LANCTÔT  
conseiller(ere) en planification

**Tél :** 5148721617  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-05-08

Christine LAGADEC  
c/d orientations

**Tél :** 5148724720  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS  
Directeur  
**Tél :** 514-872-0035  
**Approuvé le :** 2024-05-24

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)  
**Tél :** 514.872.1456  
**Approuvé le :** 2024-05-24

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248475001

Unité administrative responsable : Service des grands Parc, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division des sports de l'activité physique

Projet : Accorder un soutien en services liés à la fluidité de la circulation et à la sécurité extérieure estimé à 1 000 000 \$ à l'organisme à but non lucratif Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024, pour la tenue de la Coupe des Présidents 2024 du 24 au 29 septembre 2024 / Approuver un projet de convention

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité #4   Développer une économie plus verte et inclusive Priorité #5   Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles Priorité #20   Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Priorité #4 et #5 : le promoteur va déployer plusieurs initiatives afin de réduire son empreinte écologique et inclure des catégories de personnes sous représentées de la société.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	<b>X</b>		
			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Service de police  
de la Ville de Montréal

Quartier général  
1441, rue Saint-Urbain  
Montréal (Québec) H2X 2M6  
www.spvm.qc.ca

Le 3 septembre 2019

Monsieur François-Olivier Lanctôt  
Conseiller en planification  
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports  
801, 4<sup>e</sup> étage, rue Brennan  
Montréal, Québec, H3C 0G4

**Objet : Coupe des Présidents : 2023**

---

Monsieur,

En réponse à votre demande concernant le dossier de la Coupe des Présidents qui aura lieu en 2023, voici la position du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) relativement à l'encadrement de cet événement.

Le SPVM s'engage à assumer les coûts habituels reliés à un service d'ordre. Plus précisément, les coûts reliés à la fluidité de la circulation, à la sécurité extérieure et à la conception de ce service d'ordre. Conséquemment, nous n'assumerons pas les coûts relatifs à l'escorte des athlètes, ainsi qu'à la présence policière sur le site des compétitions. Étant donné qu'il s'agit d'un événement et d'un terrain privés, nous vous invitons à adjoindre les services de sécurité privée pour ces volets.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Martial Mallette, inspecteur  
Section services d'ordre Gendarmerie / Enquêtes  
Service de la planification opérationnelle

**Dossier # : 1248475001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien en services liés à la fluidité de la circulation et à la sécurité extérieure estimé à 1 000 000 \$ à l'organisme à but non lucratif Fonds de promotion canadien de la Coupe des Présidents 2024, pour la tenue de la Coupe des Présidents 2024 du 24 au 29 septembre 2024 / Approuver un projet de convention

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

La présente convention est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

---

**FICHIERS JOINTS**



2024-06-25 Convention Coupe Présidents VFVisée4.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Suzana CARREIRA CARVALHO  
Avocate - Droit contractuel  
**Tél : 438-825-0355**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-25

Suzana CARREIRA CARVALHO  
Avocate  
**Tél : 438-825-0355**  
**Division : Droit contractuel**



## CONVENTION – SOUTIEN TECHNIQUE

### ÉVÉNEMENT SPORTIF DE GRANDE ENVERGURE

#### COUPE DES PRÉSIDENTS

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006, en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **FONDS DE PROMOTION CANADIEN LA COUPE DES PRÉSIDENTS 2024**, personne morale sans but lucratif, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, L.C. 2009, ch. 23, dont l'adresse principale est le 25 Chemin South Ridge, Montréal, Québec, H9E 1B3, agissant et représentée par monsieur Ronald E. Price, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 788349207 RT0001  
Numéro d'inscription TVQ : 1228935235 TQ0002

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'organisation PGA Tour a identifié la Ville comme ville hôtesse de son événement « Coupe des Présidents » (ci-après appelé l'« **Événement** », tel que ce terme est défini à l'article 2.3 de la présente convention) pour l'année 2024 et qu'elle a mandaté l'Organisme pour l'organiser et le tenir au Club de golf Royal Montréal situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève;

**ATTENDU QUE** l'Événement offre une télédiffusion dans plus de 226 pays et territoires, dans 23 langues et avec un auditoire de plus d'un milliard de personnes;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission la promotion du sport du golf et les activités liées au golf au Canada;

**ATTENDU QUE**, sous réserve de la disponibilité des ressources, la Ville souhaite offrir le Soutien technique (tel que ce terme est défini à l'article 2.1 de la présente convention) à l'Organisme afin de l'aider à réaliser son Événement, le tout conformément aux termes et conditions de la présente convention

**ATTENDU QUE** l'Organisme s'est engagé à assumer l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de l'Événement et s'engage donc à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de cet Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme s'est engagé à consentir un leg à la communauté conformément à l'Annexe 4 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a sollicité la participation financière d'autres instances publiques, et, à cet égard, des aides financières sont attendues des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue de l'Événement;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, son préambule et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants, lorsqu'ils débutent par une lettre majuscule, signifient :

**2.1 « Soutien technique » :** sous réserve de la disponibilité des ressources, les ressources humaines mises à la disposition de



l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour aider ce dernier à réaliser son Événement, lesquelles sont plus amplement décrites à l'Annexe 5 et dont la valeur est estimée à 1 000 000 \$ CAD;

- 2.2 « Responsable » :** la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.3 « Événement » :** l'événement sportif « Coupe des Présidents » réunissant les plus grands talents du golf mondial, organisé par l'Organisme et ayant lieu du 24 au 29 septembre 2024;
- 2.4 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape et finaux, le cas échéant, ou tout autre document exigé par la Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 1;
- 2.5 « Unité administrative » :** le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;
- 2.6 « Annexe 1 » :** le tableau des documents à produire pour la Reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;
- 2.7 « Annexe 2 » :** le « Protocole de visibilité » faisant état des exigences de la Ville en matière de visibilité;
- 2.8 « Annexe 3 » :** Logos approuvés pour l'Événement;
- 2.9 « Annexe 4 » :** le plan de legs de l'Organisme à la communauté;
- 2.10 « Annexe 5 » :** le Soutien technique mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions relatives au Soutien technique offert par la Ville à l'Organisme pour la réalisation de l'Événement.

## **ARTICLE 4**

### **SOUTIEN TECHNIQUE**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et sous réserve de la disponibilité des ressources, la Ville s'engage à octroyer à l'Organisme le Soutien technique, lequel doit être affecté exclusivement à la réalisation de l'Événement.

## **ARTICLE 5**

### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des engagements de la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

- 5.1.1 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement;
- 5.1.2 transmettre à la Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées.

#### **5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint à la présente convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par la Responsable avant sa diffusion.

#### **5.3 PLAN DE LEGS**

respecter entièrement son engagement de donner à la communauté les avantages et les bénéfices décrits au plan de legs, joint à l'Annexe 4, de façon que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction de la Responsable, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la tenue de l'Événement.

#### **5.4 ASSURANCES**

- 5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les

dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée assurée additionnelle. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

- 5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## 5.5 REDDITION DE COMPTE

déposer la Reddition de compte au plus tard le 31 janvier 2025 auprès de la Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres identifiés à l'Annexe 1 ainsi que toute autre forme ou paramètres que la Responsable lui communiquera; il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de la Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention pour une autre raison que l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise à la Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

## 5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

- 5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis aux fins de l'Événement;
- 5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'Événement et les activités qui y sont reliées.

## 5.7 RESPECT DES LOIS

- 5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de l'Événement ou de la tenue d'une activité, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;
- 5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la *Charte de la langue française*, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en

français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

## **5.8 STATUT D'OBSERVATEUR**

- 5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre à la Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

## **5.9 RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de toute licence concédée en vertu de la présente convention (article 9 et articles 2 h) et 4 de l'Annexe 2), et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

## **5.10 SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

dans la mesure où la Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

## **ARTICLE 6 DURÉE**

La présente convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1** Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :
- 7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis de la Responsable l'enjoignant de s'exécuter;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, la Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra mettre fin à la présente convention à son entière discrétion, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** Jusqu'à trente (30) jours précédant la date de l'Événement, une Partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre Partie, résilier la présente convention.
- 8.2** Dans une telle éventualité, chaque Partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre Partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

**ARTICLE 9**  
**DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

**ARTICLE 10**  
**GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 10.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 10.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par la Responsable à cet égard.
- 10.3** L'Organisme doit notamment informer la Responsable, par écrit :
- 10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
  - 10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;
  - 10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
  - 10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

## **ARTICLE 11**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

L'Organisme déclare et garantit :

- 11.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 11.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 11.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention, à l'article 2 h) et à l'article 4 de l'Annexe 2;
- 11.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## **ARTICLE 12**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **12.1 ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **12.2 DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

#### **12.3 ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

#### **12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

## **12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

## **12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

## **12.7 AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

## **12.8 CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

## **12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

## **12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

## **12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 25, Chemin South Ridge, L'Île-Bizard, Québec, H9E 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président, M. Ronald E. Price. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.



## **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Responsable.

*(Signatures à la page suivante)*

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**FONDS DE PROMOTION CANADIEN LA  
COUPE DES PRÉSIDENTS 2024**

Par : \_\_\_\_\_  
Ronald E. Price, président

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le <sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_ (Résolution CG .....).

## **ANNEXE 1**

### **DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE**

Les documents suivants doivent être produits par l'Organisme dans le cadre de la Reddition de compte de l'Événement :

- Les faits saillants et les recommandations;
- Le rapport de visibilité;
- Une étude d'impacts économiques (MEETS par l'ACTS);
- Le bilan des initiatives favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement;
- La revue de presse;
- Les bénéfices ou les retombées de l'Événement;
- Le rapport de legs;
- Le bilan financier de l'Événement;
- Le bilan des activités et accomplissements de l'Organisme pour la durée de la présente convention;
- Document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants.

## ANNEXE 2

### **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

L'Organisme accorde à la Ville la visibilité décrite dans cette annexe et s'engage à la respecter, conformément aux exigences minimales de visibilité établies en fonction de la contribution consentie. Les éléments énumérés dans ce protocole de visibilité sont accordés sans frais et font partie intégrante de la convention.

#### 1. Relations publiques

- a. Mentionner la participation financière de la Ville à l'Événement, en particulier dans le cadre:
- des activités de démarrage (le cas échéant);
  - des discours officiels (le cas échéant);
  - des remerciements (le cas échéant);
  - des interviews à la radio ou à la télévision (le cas échéant).

- b. Inviter les élu.e.s ou l'un de leurs représentants à l'ouverture officielle de l'Événement. Les invitations doivent être envoyées directement au cabinet de la Mairesse. L'Organisme doit informer la Responsable de la tenue des activités (déroulement) et de l'envoi des invitations.

- c. Donner aux élu.e.s ou à l'un de leurs représentants la possibilité de prendre la parole lors de la conférence de presse ou à l'ouverture de l'Événement (le cas échéant).

Offrir aux élu.e.s ou à l'un de leurs représentants la possibilité d'assister à diverses activités protocolaires telles que remises de trophées, cocktail dînatoire et soirée honorifique, des réunions avec des partenaires, des conférences, des démonstrations, etc. (le cas échéant).

- e. Mentionner la participation de la Ville dans les communiqués de l'Événement (le cas échéant).

#### 2. Publicité et promotion

- a. Insérer et offrir une visibilité similaire du visuel déterminé apparaissant à l'Annexe 3 (Bonjour Montréal en bleu, noir ou blanc) (ci-après, le Logo), à celle offerte aux commanditaires majeurs de l'Événement et détenant le titre d'Hôte Officiel.

- b. De plus, insérer le Logo notamment sur les éléments promotionnels suivants :
- affiche officielle;
  - album officiel;

- panneau de remerciements des partenaires lors de certains événements ou activités spéciales (lancement de la programmation, activités sous la tente et autres);
  - tel que déterminé par l'Organisme à sa discrétion, panel final des publicités télé (si applicable);
  - reconnaissance(s) imprimée(s), comme déterminées par l'Organisme;
  - bulletins d'information;
  - site Internet de l'Événement avec hyperlien vers le site [montreal.ca](http://montreal.ca);
  - tout autre outils promotionnels (par exemple : affiches dans les abribus, publicité sur les autobus, bannières ou affiches installées le long des routes, affiches dans les aéroports, etc).
- c. Prévoir un espace libre pour un mot de la Mairesse dans le guide du numérique du spectateur ainsi que l'album officiel de l'Événement, le cas échéant.
- d. Fournir gratuitement une pleine page pour une publicité de la Ville à l'intérieur de l'album officiel de l'Événement, s'il est produit.
- e. Inclure le Logo sur le site Internet de l'Événement,
- f. Inclure le Logo sur le lieu principal de l'Événement pendant sa tenue en privilégiant les options publicitaires suivantes :
- apposer le Logo sur les panneaux installés sur le parcours de golf;
  - apposer le Logo sur divers outils d'affichage (par exemple : panneaux de remerciement aux partenaires, etc.) aux endroits appropriés déterminés par l'Organisme.
- g. Fournir deux tentes promotionnelles lors de l'Événement et inclure le Logo sur le site Internet de l'Événement pour promouvoir les destinations au Canada et au Québec.
- h. Fournir des photos de l'Événement à la Ville et, pour ce faire, accorde à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences, l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les photos en tout ou en partie pour les fins de la promotion de l'Événement sur ses différentes plateformes.
4. Octroyer à la Ville une licence, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, non exclusive, non transférable et irrévocable, lui permettant d'utiliser l'identification visuelle de l'Événement, telle que fournie par l'Organisme à des fins promotionnelles, sous réserve de l'approbation de l'Organisme en ce qui concerne chaque cas d'utilisation proposé (par exemple, pour des vignettes Web).

ANNEXE 3

LOGO



## **ANNEXE 4**

### **PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ**

Le plan de legs de l'Organisme à la communauté se détaille comme suit :

#### **Premier Départ du Canada**

- À travers les valeurs du jeu de golf, Premier Départ offre aux enfants qui n'auraient pas autrement l'opportunité, des enseignements précieux et des leçons de vie sur lesquelles ils peuvent construire pour l'avenir.

#### **Fondation pour les enfants des Canadiens de Montréal**

- Soutien aux initiatives d'activité physique et de style de vie sain pour les jeunes défavorisés.

#### **One Drop**

- Soutien à des initiatives clés pour fournir de l'eau potable dans des communautés du nord du Québec qui sont confrontées à des défis dans ce domaine.

#### **Fondation du Centre universitaire de santé McGill**

- Soutien à des initiatives de recherche de classe mondiale dans des domaines en besoin.

#### **Goal**

- Soutien aux jeunes défavorisés grâce à des initiatives basées sur le soccer et l'introduction d'un nouveau concept de soccer/golf cet été.

## **ANNEXE 5**

### **SOUTIEN TECHNIQUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

La valeur du Soutien technique est estimée à 1 000 000 \$ CAD et vise les services d'ordre offerts par le Service de police de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Événement, lesquels sont liés à la fluidité de la circulation, à la sécurité extérieure et à la conception de ces services.





**Dossier # : 1249633005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$, taxes incluses ;
2. d'autoriser le directeur infrastructures et opérations, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS Le 2024-07-27 12:05

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION****Dossier # :1249633005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$, taxes incluses.

**CONTENU****CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le Service des TI rend disponible une infrastructure robuste et stable pour desservir les différents services et arrondissements de la Ville). Cette infrastructure comporte plusieurs systèmes dont les composantes répondent aux exigences de compatibilité avec les solutions d'affaires. La Ville utilise depuis plusieurs années différentes distributions du logiciel Linux notamment des versions CentOS et Red Hat. Linux est un système d'exploitation libre et à code source ouvert.

Plusieurs serveurs de la Ville sont déployés en utilisant le système d'exploitation Linux pour héberger des applications essentielles aux services livrés à la population et aux employés de la Ville. Parmi ces applications, on peut citer :

- les applications pour les bibliothèques (Sierra) ;
- les applications de la Cour municipale (Imagétik) ;

- les applications des fondations numériques pour supporter le portail de la Ville (montréal.ca) ;
- les serveurs corporatifs de la prise de copie de sauvegarde Spectrum Plus pour l'ensemble des données incluant le SPVM ;
- les applications critiques au SIM (SAC/RAO SIM) ;
- les applications critiques au SPVM.

Toutefois, la distribution CentOS Linux n'étant plus supportée, la solution de remplacement Red Hat Smart Management aide la Ville à gérer et à optimiser nos environnements Red Hat Enterprise Linux (RHEL) dans nos centres de données. Il comprend Red Hat Satellite, qui nous permet de déployer, de configurer et de maintenir nos systèmes dans des environnements physiques, virtuels et en nuage. Le service de soutien technique est nécessaire afin d'assurer la pérennité des systèmes critiques de la Ville. Le contrat de maintenance actuel arrive à échéance en septembre 2024.

Le serveur Red Hat Satellite nous permet de planifier et de gérer le cycle de vie du contenu et la configuration des serveurs Capsule et des hôtes par le biais de l'interface graphique, de l'interface de ligne de commande ou de l'interface de programmation (API). Le serveur de gestion Satellite organise la gestion du cycle de vie en utilisant les organisations comme principales unités de division pour desservir le périmètre Linux de la Ville.

Dans ce contexte, la Ville doit renouveler annuellement la souscription pour bénéficier du service de maintenance et de soutien technique ainsi que des mises à jour logicielles et des correctifs de sécurité nécessaires pour garantir la stabilité et la sécurité des applications critiques ainsi que de centraliser l'ensemble des produits Red Hat sous une seule entente incluant une date de fin commune.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$, taxes incluses

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 23 0382- 24 août 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2023 au 14 septembre 2024, pour une somme maximale de 112 177,47 \$, taxes incluses

## **DESCRIPTION**

Le présent contrat permet :

- l'accès à une version du logiciel Linux testée et certifiée par le manufacturier ;
- l'accès au correctif de sécurité rendu disponible par le manufacturier ;
- l'accès à des outils performants pour l'optimisation des serveurs et l'automatisation des déploiements du manufacturier pour améliorer la disponibilité des systèmes ;
- l'obtenir le service de soutien technique mettant en place un canal d'assistance prioritaire en cas de problèmes techniques ;
- l'obtenir le service d'entretien annuel lié aux licences ;
- de centraliser l'ensemble des produits Red Hat sous une seule entente incluant une date de fin commune.

## JUSTIFICATION

Red Hat, propriétaire du code source des produits Red Hat, est le seul fournisseur à offrir le service de maintenance et une garantie du manufacturier.

Le CAG a signé une entente (contrat no. 999738201) de gré à gré avec Bell Canada pour la fourniture de logiciels Red Hat, valide jusqu'en juillet 2025 pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec. En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, toute municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales ou, selon le cas, auprès du ministre de la Cybersécurité et du Numérique ou par leur entremise.

L'estimation de ce contrat correspond au montant indiqué au dossier, soit 729 578,78 \$, taxes incluses, en se basant sur les prix du catalogue disponible via le CAG.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 729 578,78 \$, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

### Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

Description	15 sept 2024 au 14 sept 2025	15 sept 2025 au 14 sept 2026	15 sept 2026 au 14 sept 2027	Total
Souscriptions Red Hat Entreprise (RHEL) pour Virtual DC avec Smart Management	269 135,22 \$	120 675,46 \$	120 675,46 \$	510 486,14 \$
Souscriptions Red Hat Entreprise (RHEL) pour Server, Standard	16 978,94 \$	7 645,84 \$	7 645,84 \$	32 270,62\$
Red Hat JBoss Entr App Platform	67 995,08 \$	30 509,76 \$	30 509,76 \$	129 014,60\$
Souscriptions Red Hat Entreprise (RHEL) pour Server, Premium	30 362,88 \$	13 722,27 \$	13 722,27 \$	57 807,42\$
<b>Total</b>	<b>384 472,12 \$</b>	<b>172 553,33 \$</b>	<b>172 553,33 \$</b>	<b>729 578,78 \$</b>

### Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 729 578,78 \$ taxes incluses (666 202,67 \$ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense concerne le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, incluant les souscriptions pour le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), qui est de compétence d'agglomération, en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

## **MONTREAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation de ce dossier permettra à la Ville d'assurer la continuité et la stabilité des applications critiques pour la Ville ainsi que l'accès aux dernières versions des logiciels Red Hat et correctifs de sécurité visant à protéger les données sensibles.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Date de début de contrat: 15 septembre 2024

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Johane MORIN)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin JACQUES  
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 514 872-0311  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Miguel COBO  
directeur(-trice) - infrastructures et  
operations

**Tél :** 514 872-0311  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Miguel COBO  
directeur(-trice) - infrastructures et operations  
**Tél :** 514 872-0311  
**Approuvé le :** 2024-07-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Gianina MOCANU  
directeur(-trice) bureau de projets ti  
**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-24

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249633005

Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques*

Projet : *Autoriser un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$ taxes incluses.*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  <i>12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>Renforcer la gouvernance des technologies d'information tout en encourageant l'innovation technologique des prestataires de services qui offrent leurs services pour la Ville attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



**Dossier # : 1249633005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour le renouvellement des souscriptions annuelles aux licences pour le stockage et les serveurs Linux Red Hat, pour la période du 15 septembre 2024 au 14 septembre 2027, pour une somme maximale de 729 578,78 \$, taxes incluses.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



1249633005 Certification de fonds - PDS Brennan.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN  
Préposée au budget  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-24

Gilles BOUCHARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1241084002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Octroyer une contribution financière non récurrente d'un montant maximal de 100 000 \$ à la grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI, en lien avec l'organisation de la 2e édition de l'événement économique ALL IN qui aura lieu au Palais des congrès de Montréal les 11 et 12 septembre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1- d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 100 000 \$ à Scale AI dans le cadre de l'organisation de la deuxième édition de l'événement All In AI;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-19 11:38

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1241084002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Octroyer une contribution financière non récurrente d'un montant maximal de 100 000 \$ à la grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI, en lien avec l'organisation de la 2e édition de l'événement économique ALL IN qui aura lieu au Palais des congrès de Montréal les 11 et 12 septembre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 29 février 2024, la vice-présidente Marketing et Écosystème de la grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI, madame Isabelle Turcotte, a soumis au Service du développement économique (SDÉ) une demande de contribution financière d'un montant de 200 000 \$ pour la réalisation de la deuxième édition de l'événement économique All In AI, qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal les 11 et 12 septembre 2024. Fondée en décembre 2017, Scale AI est la supergrappe canadienne en intelligence artificielle (IA) vouée à bâtir les chaînes d'approvisionnement de nouvelle génération et à accroître la performance de l'industrie en tirant profit des technologies de l'IA. Les grappes d'innovation mondiales sont des initiatives stratégiques de co-investissement créées par le gouvernement du Canada pour stimuler l'innovation et accélérer la croissance économique dans une perspective multisectorielle.

Scale AI est un pôle de co-investissement et de collaboration avec un financement provenant de l'industrie apparié à des contributions des gouvernements du Canada et du Québec. La grappe d'innovation reçoit également du financement supplémentaire provenant du secteur privé sous forme de frais d'adhésion et de partenariats stratégiques. La contribution du gouvernement du Canada à Scale AI s'élève à 284 M\$ sur cinq ans, du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023. Le gouvernement du Québec a octroyé un montant additionnel de 53,4 M\$. D'ici la fin de l'exercice financier 2022-2023, l'ensemble des investissements de Scale AI et du secteur privé totalisera plus de 500 M\$.

Au cours de la réalisation de sa mission, Scale AI a été approché par plusieurs acteurs internationaux de l'IA qui souhaitent connaître d'avantage les atouts de Montréal dans ce domaine. C'est à partir de cet intérêt que All In s'organise dès 2023 à Montréal.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0447 - 24 août 2023 - Octroyer une contribution financière non récurrente d'un montant maximal de 100 000 \$ à la grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI, en lien avec l'organisation de la 1re édition de l'événement économique ALL IN qui aura lieu au Palais des congrès de Montréal les 27 et 28 septembre 2023

## DESCRIPTION

### L'événement ALL IN

Pour cette deuxième édition, qui aura lieu au Palais des congrès de Montréal les 11 et 12 septembre 2024, plus de 1 000 personnes sont attendues, dont 300 provenant de l'international.

Des activités de réseautage entre des entreprises locales avec des solutions en IA, des potentiels investisseurs, acheteurs et/ou possibles partenaires du Canada et de l'international sont également prévues. Plusieurs espaces de rencontres seront à leur disposition, ainsi qu'une application de maillage et un cocktail de réseautage.

Des délégations d'entreprises étrangères sont prévues en provenance, notamment, des pays suivants :

France	République tchèque
Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique
Italie	Corée du Sud
Autriche	Malaisie
Pologne	Indonésie

### Programmation

L'un des axes thématiques de l'événement est l'IA responsable, où les enjeux de réglementation de l'utilisation de l'IA et son impact éthique occuperont une place importante dans la programmation de l'événement. La programmation préliminaire sera prête à la fin de juillet 2024.

Pour chacun des différents thèmes du programme il y aura une conversation entre un(e) journaliste et un(e) leader de l'économie, un panel de projets d'IA et une présentation d'un(e) chercheur(euse). En date du 12 juillet 2024, plus de 50 conférenciers(ères) sont confirmés. Une douzaine d'autres devraient être confirmés prochainement.

### Grandes lignes du budget

Types de revenus anticipés	Montants	% des revenus anticipés
Contributions municipales	100 000 \$	3,1 %
Contributions fédérales et provinciales	350 000 \$	10,9 %
Apport de l'organisme	400 000 \$	12,5 %
Revenus de billetterie/inscriptions	700 000 \$	21,8 %
Autres revenus issus de partenaires autres que fonds publics (en argent)	1 615 000 \$	50,2 %
Autres revenus issus de partenaires autres que fonds publics (en nature)	50 000 \$	1,5 %
<b>Le budget total, équilibré, est de:</b>	<b>3 215 000 \$</b>	<b>100 %</b>

## JUSTIFICATION

- L'organisme Scale AI dispose de l'expérience et des appuis nécessaires pour faire de l'événement ALL IN un succès, tant aux niveaux du contenu, de l'organisation et du rayonnement international qu'il pourra apporter au « Montréal économique »;
- L'événement attirera d'importants leaders économiques mondiaux et offrira une visibilité importante à Montréal à l'international comme un endroit où faire des affaires et de haut niveau dans des secteurs de pointe comme l'IA;
- L'événement contribue, notamment, à la croissance d'entreprises, à stimuler l'innovation et les partenariats entre entreprises montréalaises et étrangères, et au rayonnement international du Montréal économique;
- Le rayonnement de Montréal, ses secteurs économiques, ses orientations envers une transition économique verte et durable, font partie des priorités du Service du développement économique dans le cadre de la vision Montréal 2030;
- L'événement traitera de sujets d'intérêt pour la Ville de Montréal, comme par exemple l'intelligence artificielle responsable, la numérisation des entreprises et l'entrepreneuriat;
- Les autres paliers de gouvernement contribuent eux aussi à cet événement, en argent et / ou en services (ex. : implication d'Affaires mondiales Canada pour le recrutement de délégations d'affaires étrangères);
- Fort du succès de la première édition en 2023, Scale AI dispose d'une base considérable de partenaires financiers tant publics que privés;
- Le montant de 100 000 \$, octroyé pour l'édition 2023, nous semble également adéquat pour l'édition 2024.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 100 000 \$. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat, visant à faire de Montréal un chef de file mondial, axe Rayonnant. Entente 150 M\$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2.

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années à l'organisme de ce dossier par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé	Soutien recommandé	Versements		Soutien Ville / Global projet
		2023	2024	1er versement	2e versement	
Grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI,	événement économique ALL IN	100 000 \$	100 000 \$	70 000 \$	30 000 \$	3,1 %

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030 en ciblant notamment les priorités suivantes :  
20- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'événement ALL IN sera une plateforme de premier choix pour la promotion internationale des initiatives de relance et de transformation économique de la Montréal.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention, et doivent être appliquées par l'organisme partenaire.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Mise en oeuvre de l'entente : août 2024;
- Élaboration des éléments de communication : août 2024;
- Tenue de l'événement : 11 et 12 septembre 2024;
- Bilan : automne 2024.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Julie GODBOUT)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Ghayath HAIDAR, Service des technologies de l'information

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-11

Benoît TURGEON  
Conseiller en planification

**Tél :** 514 827-3311  
**Télécop. :**

Valérie POULIN  
Directrice - Intelligence économique et  
rayonnement international

**Tél :** 438 274-1735  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Payam ESLAMI  
Directeur - Entrepreneuriat  
Pour  
Éric Labelle, Directeur de service,  
Développement économique  
**Tél :** 438 354-2265  
**Approuvé le :** 2024-07-19

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1241084002

Unité administrative responsable : *Service du développement économique*

Projet : *Événement All In AI*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? Les principaux résultats attendus des priorités ci-dessus sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'événement attirera d'importants leaders économiques mondiaux et offrira une visibilité importante à Montréal à l'international comme un endroit où faire des affaires et de haut niveau dans des secteurs de pointe comme l'IA;</li><li>• L'événement contribue, -notamment-, à la croissance d'entreprises, à stimuler l'innovation et les partenariats entre entreprises montréalaises et étrangères, et au rayonnement international du Montréal économique;</li><li>• L'événement traitera de sujets d'intérêt pour la Ville de Montréal, comme par exemple l'intelligence artificielle responsable, la numérisation des entreprises et l'entrepreneuriat;</li></ul>			

## Section B - **Test climat**

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
------------	------------	--------------



1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

## Section C - **ADS+**\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b>			X
• Respect et protection des droits humains			
• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			
b. <b>Équité</b>			
• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale;	X		
c. <b>Accessibilité universelle</b>			
• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE:** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Domenico Zambito, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

**ET:** **SCALE AI.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6795 Rue Marconi, Suite 200, Montreal, QC H2S 3J9, agissant et représentée par Isabelle Turcotte, Vice-présidente marketing, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

Numéro d'inscription T.P.S. : 140446923 RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1017654787 TQ0001

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** L'Organisme est la Supergrappe canadienne en intelligence artificielle (IA) vouée à bâtir les chaînes d'approvisionnement de nouvelle génération et à accroître la performance de l'industrie en tirant profit des technologies de l'IA;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| 2.1 « <b>Annexe 1</b> » :             | La description du Projet   |
| 2.2 « <b>Annexe 2</b> » :             | Le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant   |
| 2.3 « <b>Projet</b> » :               | Le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1   |
| 2. 4 « <b>Rapport annuel</b> » :      | Document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention   |
| 2.5 « <b>Reddition de compte</b> » :  | Les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet ; |
| 2.6 « <b>Responsable</b> » :          | Le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé ;   |
| 2.7 « <b>Unité administrative</b> » : | Le Service du développement économique de la Ville.  |

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

#### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet ;

#### 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, **transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville** (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), **ses états financiers vérifiés** conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

#### **4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

4.8.1 lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## **ARTICLE 5**

### **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT MILLE DOLLARS (100 000\$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### **5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

En 2024:

- un **premier versement** d'un montant maximal de **soixante-dix mille dollars (70 000\$)** dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente Convention;
- un **deuxième versement** d'un montant maximal de **trente mille dollars (30 000\$)**, suivant la réception, à la satisfaction du Responsable, du rapport d'activités et du budget final réel avec la ventilation de dépenses couvertes par la contribution de la Ville.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

#### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6**

### **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :
- 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
  - 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
  - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
  - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7**

### **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.



7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

#### **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

7.5 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

7.6 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

7.7 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

#### **ARTICLE 9** **DURÉE**

9.1 La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **30 septembre 2024**.

9.2 Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

#### **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

#### **ARTICLE 11** **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

11.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

11.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## **ARTICLE 12** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## **ARTICLE 13** **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 6795 Rue Marconi, Suite 200, Montreal, QC H2S 3J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 1001, Boulevard Robert Bourassa, 28<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de .....2024

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
M. Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... juillet .....2024

**SCALE AI**

Par : isabelle turcotte

Mme Isabelle Turcotte,  
Vice-présidente, Marketing et Écosystème

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le <sup>e</sup> jour de ..... 2024 (Résolution.....).

## ANNEXE 1

### SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

Pour cette deuxième édition, qui aura lieu en présentiel au Palais des congrès de Montréal, plus de 3 000 personnes sont attendues, dont 500 à 1000 provenant de l'international, ainsi que 100 startups canadiennes en IA. Des activités de réseautage entre des entreprises locales avec des solutions en IA, des potentiels investisseurs, acheteurs ou possibles partenaires du Canada et de l'international sont également prévues. Des délégations d'entreprises étrangères sont prévues.

#### **1. Objectifs généraux**

- Dynamiser la vitalité économique de l'écosystème de l'IA montréalais et canadien;
- Stimuler la création et la croissance des entreprises;
- Renforcer les liens au sein de l'écosystème de développement économique;
- Renforcer la notoriété de Montréal comme place d'affaires;
- Mettre en valeur l'écosystème du savoir;
- Répondre aux besoins en matière de compétences et de talents;
- Développer des secteurs économiques et des modèles d'affaires porteurs.

#### **2. Objectifs des actions de l'équipe des Affaires économiques internationales du Service du développement économique**

- Accroître le rayonnement du Montréal économique à l'international;
- La Ville considère que le Projet devait lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités en matière des orientations de la Vision Montréal 2030, notamment.
  - 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

De plus, la contribution financière de la Ville au Projet lui donne droit aux éléments suivants :

<b>Kiosque d'entreprises et billets</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• 30 billets à assigner par la Ville</li><li>• Un kiosque de superficie 20x20 pieds - format « démonstration », incluant 2 écrans 55pouces, 2 câbles HDMI, 2 barres d'alimentation 120V, 3 tables hautes et 9 chaises hautes. Visibilité logo sur bannière</li></ul>
<b>Table ronde municipale sous la bannière Ville de Montréal</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• 1 table ronde privée portant sur l'amélioration des services publics municipaux avec l'IA. Les organisateurs s'engagent à assurer les appels de préparation en amont et collaboration pour la liste des invités.</li></ul>

## RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET ACTIONS PRÉVUES

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Cibles
Faciliter la promotion des entreprises de Montréal auprès des acteurs économiques internationaux	Mise en place d'un kiosque sous la bannière Montréal	1 Kiosque	Nombre d'entreprises participantes	3
Faire rayonner les orientations de Montréal en Intelligence artificielle	Table ronde avec des municipalités sur l'IA dans les villes	1 table ronde	Nombre de participants à table ronde	15

## BUDGET PRÉVISIONNEL

### REVENUS

#### Subventions/Contributions financières

Municipales	100 000
Provinciales	25 000
<b>Sous total (1)</b>	<b>225 000</b>

#### Revenus autonomes

Apport de l'organisme - Scale AI	400 000
Apport de l'organisme - Conseil de l'Innovation	25 000
Apport de l'organisme - MILA	100 000
Apport de l'organisme - CEIMIA	200 000
Frais d'inscription (billets)	700 000
autres (sales)	1 615 000
Commandites en nature	
Air Canada	25 000
CCMM	25 000
<b>Sous total (2)</b>	<b>3 090 000</b>
<b>Total des produits (sous total 1 + sous total 2)</b>	<b>3 215 000</b>
<b>Nouvelle condition - Calcul du 25% d'apport de l'organisme</b>	<b>23%</b>

### DÉPENSES

#### Autres charges directes

Achat ou location d'équipements	1 592 000
Honoraires professionnels	352 000
Publicité et promotion	253 000
<b>Sous total (4)</b>	<b>2 197 000</b>

#### Frais d'administration

Frais de représentation	176 000
Honoraires professionnels	600 000
Loyer/taxes municipales	240 000
Télécommunications	15 000

Révision : 28 mars 2024

Frais de contingence, s'il y a lieu (5% maximum)	87 000
Sous total (5)	<b>1 118 000</b>
<b>Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5)</b>	<b>3 315 000</b>

## DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<p>Seules sont admissibles les dépenses <b>directement liées</b> à la réalisation du projet. Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);</li> <li>● des coûts de location d'équipement ou de locaux;</li> <li>● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;</li> <li>● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);</li> <li>● des frais de déplacement;</li> <li>● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;</li> <li>● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>● les dépenses liées à l'achat de certains équipements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;</li> <li>● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;</li> <li>● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.</li> <li>● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.</li> </ul>

## **SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES**

<b>Reddition de comptes</b>	<b>Date de dépôt</b>
Rapport d'activités et du budget final réel avec la ventilation de dépenses couverts par la contribution de la Ville	<b>Octobre 2024</b>

**Le Rapport auquel fait référence le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :**

### **1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées**

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles.

L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

### **2. Protocole de visibilité**

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

### **3. Données et statistiques**

L'Organisme doit indiquer dans le rapport les résultats des **indicateurs de performance** pour l'événement dans son ensemble :

<b>Indicateurs</b>	<b>Cibles</b>
Nombre d'entreprises montréalaises ou organisations internationales basées à Montréal bénéficiaires d'au moins une rencontre d'affaires	500
Nombre de rencontres d'affaires programmées pour les entreprises montréalaises avec la plateforme numérique de l'événement	5000
Nombre de rencontres d'affaires programmées pour les entreprises montréalaises <u>avec des entreprises étrangères</u> via la plateforme numérique de l'événement	500
Nombre de conférenciers étrangers	50
Nombre de pays représentés	30
Nombre de participants en personne	3 000
% de participants étrangers	25%
Portée média totale	600 mentions médiatiques

L'Organisme s'engage à offrir la traduction simultanée vers le français dans le cadre des activités où le français n'est pas la langue principale.

### **4. Aspects budgétaires**

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été



utilisée. La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

#### 5. **Évaluation du rendement du Projet par l'organisme**

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

- 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

## ANNEXE 2 PROCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRALE

Ce protocole définit les dispositions que l'Organisme doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'Entente. L'interprétation des clauses doit se faire dans les limites du projet qui fait l'objet de l'Entente.

### ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DE L'ORGANISME

- 1.1 Présenter un plan sommaire de communication démontrant l'ensemble de la visibilité qui sera offerte à la Ville en lien avec le projet.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme, le cas échéant, respectent les clauses de la présente annexe.
- 1.4 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

### COMMUNICATIONS

#### Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites

- 1.4.1 Apposer le logo de la Ville sur **tous les outils de communication imprimés, numériques, vidéos ou électroniques**, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole, et :
  - s'assurer que le logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
  - s'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
  - ajouter la mention suivante lorsque l'insertion du logo n'est pas possible, tels que les réseaux sociaux, les communiqués de presse, etc.
  - « En partenariat avec la Ville de Montréal » .
- 1.4.2 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication dont le message principal vise à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure la mention définie à la clause 2.1.1 et un lien vers les plateformes appropriées de la Ville, soit :
  - pour une publication sur LinkedIn : @Ville de Montréal
  - pour une publication sur Facebook : [@AffairesEconomieInnovationMTL](#).
  - pour une publication sur X (Twitter) : [@AffairesMtl](#)
- 1.4.3 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page [montreal.ca](#), si applicable.

## Relations médias et événements publics

Si le projet fait l'objet d'un communiqué de presse, [proposer par écrit](#) à la mairie de Montréal d'intégrer une citation en lien avec le projet au moins dix **(10) jours ouvrables** avant la date de diffusion.

Si le projet fait l'objet d'une conférence de presse, d'un événement public ou d'une activité :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant la mention définie à la clause 2.1.1 ;
- [inviter par écrit](#) la mairie de Montréal au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance ;
- advenant la participation d'un ou d'une représentante politique :
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
  - assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.)
- offrir à la Ville, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** :
  - la possibilité de prononcer une allocution rédigée par la Ville ;
  - la diffusion gratuite d'une vidéo produite par la Ville ;
  - si applicable, la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté) ou tout autre support jugé pertinent afin que la Ville puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.
  - fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique; le matériel sera fourni par la Ville, le cas échéant.
  - [offrir par écrit](#) à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins quinze (15) jours ouvrables avant la date de la diffusion ou de l'impression**.

## MODALITÉS

### Normes graphiques

- 1.4.4 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville, lequel sera remis après la signature de l'Entente.
- 1.4.5 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation écrite de la Ville.

### Approbatons

- 1.4.6 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :
  - le plan de communication sommaire défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
  - tout texte soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

- 1.4.7 [Soumettre pour approbation](#) le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins cinq (5) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- 1.4.8 Advenant la participation d'un ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

## **Bilan de visibilité**

- 1.4.9 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet et y inclure :
- une courte description du projet (30-50 mots) ;
  - une copie des éléments de communication qui ont été réalisés ;
  - une revue de presse couvrant le Projet ;
  - des photos du Projet ;
  - toute mesure d'évaluation pertinente.
- 1.4.10 Remettre les visuels du projet (vidéo, photo, infographie, etc.) libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

## **Contacts**

### **Service du développement économique de la Ville**

Écrire à **la personne responsable de la Ville** pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
  - obtenir le logo de la Ville ;
- Écrire à [visibilite.sde@montreal.ca](mailto:visibilite.sde@montreal.ca) pour :
- faire approuver les outils de communication et le positionnement des logos en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

### **Mairie de Montréal**

Écrire à [la mairie](#) de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un ou une représentante politique.

Dossier # : 1241084002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
<b>Objet :</b>	Octroyer une contribution financière non récurrente d'un montant maximal de 100 000 \$ à la grappe industrielle canadienne de l'intelligence artificielle, Scale AI, en lien avec l'organisation de la 2e édition de l'événement économique ALL IN qui aura lieu au Palais des congrès de Montréal les 11 et 12 septembre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDÉ - 1241084002 - Scale AI.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT  
Agente comptable analyste

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Dominique BALLO

**Tél :**

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1245478001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division entretien
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder conformément à la loi un contrat gré à gré à TMEIC Corporation Americas, pour l'achat de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Pour une somme maximale de 365 058 \$ US (494 288 \$ CA, taxes incluses) (contrat : 347 811 \$ US (470 936 \$ CA) + frais de livraison/importation : 17 247 \$ US (23 352 \$ CA)).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat gré à gré à TMEIC Corporation Americas, fournisseur unique, pour l'achat de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 494 288 \$, taxes incluses (365 058 \$ US);
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-17 10:51

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures



**IDENTIFICATION** **Dossier # :1245478001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division entretien
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder conformément à la loi un contrat gré à gré à TMEIC Corporation Americas, pour l'achat de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Pour une somme maximale de 365 058 \$ US (494 288 \$ CA, taxes incluses) (contrat : 347 811 \$ US (470 936 \$ CA) + frais de livraison/importation : 17 247 \$ US (23 352 \$ CA)).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les 17 groupes motopompes (GMP) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) permettent de relever en surface les eaux usées des intercepteurs nord et sud qui ceinturent l'île de Montréal. Huit GMP d'une puissance nominale variant de 2850 HP à 3050 HP relèvent de 45 mètres les eaux de l'intercepteur nord, tandis que neuf GMP d'une puissance nominale de 4800 HP à 5100 HP relèvent de 55 mètres les eaux de l'intercepteur sud. Par temps sec, un minimum de deux GMP par intercepteur sont requis pour relever en surface les eaux usées. Par temps de pluie, 15 des 17 GMP sont requis pour atteindre le débit maximum possible de la Station et ainsi minimiser les rejets d'eaux usées au fleuve St-Laurent (Fleuve).

Deux (2) types de moteurs à 4,16 KV actionnent ces pompes, soit des moteurs synchrones et des moteurs à rotor bobiné munis d'un variateur de vitesse au rotor.

Entre 2006 et 2009, huit variateurs de vitesse originaux datant de 1974 ont été remplacés par des variateurs de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie (variateurs de vitesse), dans le cadre d'un contrat accordé à TM GE Automation Systems (maintenant TMEIC Corporation Americas, nommé TMEIC pour la suite du document) à la suite d'un appel d'offres public.

En mai 2012, un mauvais fonctionnement de la source d'alimentation primaire à 4,16 kV du variateur du GMP 17 (5 100 HP) a provoqué un incendie et la destruction du variateur.



En novembre 2018 , un contrat de gré à gré a été autorisé pour remplacer le variateur no. 17 (CG18 0602) qui a été mis en service en septembre 2021.

En septembre 2021, une maintenance exhaustive a été effectuée par le personnel d'entretien spécialisé de la Direction de l'épuration des eaux usées, sous la supervision de l'ingénieur de service de la compagnie TMEIC sur les sept autres variateurs de vitesse, acquis entre 2006 et 2009. TMEIC recommande le remplacement de plusieurs composantes névralgiques aux sept à dix ans, afin de conserver une performance opérationnelle optimale, ce qui a été fait lors de ces entretiens.

En septembre 2023, TMEIC a informé la DEEU qu'ils ne produiront plus de composantes pour nos huit variateurs de vitesse, et que toutes commandes pour ceux-ci doivent être soumises avant le 31 octobre 2024.

Un projet de remplacement de ces huit variateurs de vitesse est présentement à l'étape de conception par l'ingénierie de la DEEU, avec un début de travaux de remplacement prévu à l'automne 2026, jusqu'au printemps 2028. L'achat de composantes pour ces variateurs existants de 2006-2009 et 2021 permettra de prolonger la vie utile de ceux-ci, et d'assurer leur fonctionnement jusqu'à la réalisation du projet de remplacement.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0494 - 22 octobre 2020 : Accorder un contrat de gré à gré à TMEIC International Corporation pour la fourniture de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 392 467,94 \$, taxes incluses.

CG18 0602 - 22 novembre 2018 : Accorder un contrat de gré à gré à TMEIC International Corporation pour la fourniture et l'assistance de mise en service d'un variateur de vitesse, pour une somme maximale de 1 407 239,49 \$, taxes incluses (fournisseur unique).

CG07 0025 - 1<sup>er</sup> mars 2007 : Autoriser des crédits additionnels de 510 626,97 \$, taxes incluses, aux fins du contrat 1511-AE octroyé à la compagnie TM GE Automation Systems Canada Corp. pour la fourniture et la livraison d'un variateur de vitesse additionnel, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 895 630,15 \$ à 3 406 257,12 \$, taxes incluses.

CE05 0257 - 16 février 2005 : Octroi du contrat 1511-AE à la compagnie TM GE Automation Systems relatif à la fourniture et la livraison de sept variateurs de vitesse à recouvrement d'énergie.

### **DESCRIPTION**

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à TMEIC pour la fourniture de composantes névralgiques pour la mise à niveau des variateurs de vitesse et pour rétablir leur inventaire à un niveau optimal. Comme la fin de production de ces composantes arrive dans la prochaine année (les bons de commande doivent être envoyés avant le 31 octobre 2024), il faut garder en inventaire un minimum de composantes pour éviter les ruptures de stock. L'inventaire doit permettre le maintien de la capacité opérationnelle et la fiabilité de ces variateurs de vitesse, et ce jusqu'au remplacement des variateurs de vitesse qui est prévu de débuter à l'automne 2026 et terminer au printemps 2028. La liste des composantes incluse dans la soumission a été développée en collaboration avec l'ingénieur de service TMEIC.

### **JUSTIFICATION**

La soumission en pièce jointe de TMEIC, est conforme aux exigences de l'article 573.3 par. 2

de la loi des Cités et Villes, puisque ces composantes sont exclusives à TMEIC. Une copie de la lettre confirmant l'exclusivité de ces composantes se trouve également en pièce jointe au dossier. TMEIC étant une entreprise située aux États-Unis, le coût est en dollars américains. Les composantes sont fabriquées et expédiées à partir d'une usine au Japon, ce qui entraîne des frais de livraison et d'importation.

Le soumissionnaire n'a pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés publics. Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises du RENA ont été faites. TMEIC n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

L'évaluation de risque a été effectuée et se trouve en pièce jointe. Le dossier n'a pas besoin de faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement de fournisseur.

Il est donc recommandé d'accorder un contrat de gré à gré à TMEIC Corporation Americas pour le montant de sa proposition, soit 365 058 \$ US (494 288 \$ CA, taxes incluses).

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour ce projet est de 365 058 \$ US (494 288 \$ CA, taxes incluses), soit 451 351 \$ CA lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale. Le taux de change moyen 6-mois utilisé est de 1.3540, qui est calculé selon les données du site web de la Banque du Canada.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération par le règlement d'emprunt RCG 22-007.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en matière de changements climatiques ou aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si ce contrat n'était pas octroyé avant le 31 octobre 2024, la fiabilité et la capacité opérationnelle de ces variateurs de vitesse seraient grandement réduites. Par conséquent, la Station risquerait de ne plus avoir la capacité de pompage suffisante pour traiter les eaux usées en provenance des intercepteurs nord et sud qui ceinturent l'île de Montréal. Par temps de pluie, les risques de rejets au Fleuve seraient très élevés et il ne serait plus possible de rencontrer les exigences environnementales du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi du contrat: août 2024.

Emission du bon de commande: septembre 2024.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

## ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Samia KETTOU)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel BERGERON-SPENARD  
ingenieur(e)

**Tél :** 514-466-2278  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-05-27

Daniel LAHAIE  
Surintendant Opérations

**Tél :** 514-280-6589  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane BELLEMARE  
directeur - traitement des eaux usees

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-05-27

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-16

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245478001

Unité administrative responsable : *Service de l'eau – Direction de l'épuration des eaux usées*

Projet : *Achat de composantes pour MAN des variateurs des GMPs*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			<b>X</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S.O.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? S.O.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



**TMEIC Corporation Americas**

Office: 1325 Electric Road, Suite 200, Roanoke, VA 24018 USA

Mailing Address: 2060 Cook Drive, Salem, VA 24153

May 6th, 2024

**Samuel Bergeron-Spénard**, ing.  
Ingénieur électrique - Entretien  
Direction de l'épuration des eaux usées  
Service de l'eau  
12001 boul. Maurice-Duplessis  
Montréal, QC, H1C 1V3  
Canada

**RE: TMEIC – Sole supplier of TM-10SPR drive & spare parts**

Dear Samuel,

This letter is to confirm that TMEIC is the sole supplier of TM-10SPR drive and all associated power electronics needed as spare parts (excluding peripheral items such as fuses etc.). The software of this unit will be compatible with the existing eight drives installed on your 3050 and 4800HP main sewer pumps and directly compatible with your existing I/O . TMEIC is the sole provider of technical support services for our proprietary drives and operational software in Canada.

Sincerely

Paul Mayeenuddin, P.Eng.  
Sales Manager - Canada  
**TMEIC**  
Mobile: 1-647-825-4235  
Paul.mayeenuddin@tmeic.com



TMEIC Corporation Americas  
 Project Number: 3862 Proposal Number: OXG0412241 TMEIC Manf. Number:  
 Customer Name: TMEIC CANADA CORPORATION End User Name: - Project Name: City of Montreal SPR Drives  
 Quote Date:04/12/2024 Quote Validity: 30 (days)  
 4-900Fr., 4-700Fr TM10 PWM Sources 460 vac  
 4-900Fr., 4-1400Fr TM10 Inverters 460 vac

Item	Catalog/Part No	Type/Form	Description	Qty Used	Qty Need	Price Ea(USD)	Price Ext(USD)	Asm	LT (Weeks)	Critical Items
1	2J3A8225P801	ARND-8225A	ARND-8225A (NEW PROFIBUS) - PRINTED WIRING BOARD	16	4	4 870.00	19 480.00	-	54	A
2	3Y3A1068G002	YBASTOPB	Unit 4 700/900 frame - CAPACITOR	60	9	3 900.00	35 100.00	-	54	B
3	4D3A1332G006	2Y3A1355G001	460 VAC,919A,900 FR. - IGBTSTACK	24	3	32 700.00	98 100.00	-	54	C
4	4D3A1332G011	2Y3A1382G001	460 VAC,700 FR. - IGBTSTACK	36	3	25 890.00	77 670.00	-	54	C
5	4FBF0435P029	LWT50H-5FF	15 V, 1.5, P5-8A,P15-1.5A,N15-1A - POWERSUPPLY	16	5	480.00	2 400.00	-	54	B
6	5D3A1118P003	ARND-3116C	ARND-3116C (GRM) - PRINTED WIRING BOARD	120	0	330.00	0.00	-	54	A
7	5D3A1118P011	DISP-3121A	DISP-3121A (DISP) - PRINTED WIRING BOARD	16	2	1 100.00	2 200.00	-	54	A
8	5D3A1118P021	ARND-8216A	ARND-8216A(GDI) - PRINTED WIRING BOARD	8	0	980.00	0.00	-	54	A
9	5D3A1118P031	ARND-3120A	All FRAMES 250WI TB ARND-3120A - PRINTED WIRING BOARD	16	8	4 190.00	33 520.00	-	54	A
10	5D3A1121P010	ARND-3119A	GATE DRIVE MODULE ARND-3119A - PRINTED WIRING BOARD	20	3	6 910.00	20 730.00	-	54	A
11	5J3A3110G010	ARND-3110J	MAIN CONTROL PWB, ARND-3110J - PRINTED WIRING BOARD	16	0	9 520.00	0.00	-	54	A
12	5P3A2005P340	SETOF2W300514F	2200A,950VAC,9.5URD2*73TTF2200 - FUSE	8	2	3 160.00	6 320.00	-	54	A
13	5P3H2909P097	SETOF2S300511F	12.5URD2,73 TTF 1600 A - FUSE	12	3	2 290.00	6 870.00	-	54	A
14	5P8C3051P003	2340 1.6M	for Gate PWB (OBS-USE 4FBF8478P018 WHEN	40	12	10.00	120.00	-	54	A

Replaced: 5P3D6000P029

<b>Subtotal</b>	408	54		302 510.00
<b>Subtotal Critical Items ALL</b>				302 510.00
<b>Subtotal Critical Items A - Startup</b>				89 240.00
<b>Subtotal Critical Items B - 2 Year</b>				37 500.00
<b>Subtotal Critical Items C - Capital</b>				175 770.00

14
10
2
2

Header Definitions	
Type/Form	Factory designation of part number, used in electrical schematic diagrams
Qty Used	Total quantity of parts used through out the system
Qty Need	Spare part quantity recommended for this transaction
User Price	Your price ( each or extended ) for this quote
Asm	Y' high level assembly item, will have parts exploded out as well in this quotation
A, B, or C	Critical items for startup / minimal parts recommended by TMEIC for this transaction

Proposal Notes	
----------------	--

Sous-total TMEIC (\$ US)	\$	302 510.00	
Frais de livraison (\$ US)	\$	15 000.00	Estimation selon commandes antérieures
Sous-total (\$ US)	\$	317 510.00	
Sous-total (\$ CA)	\$	429 908.54	1.3540 Taux de change moyen 6 mois
TPS/TVQ (14.975%)	\$	64 378.80	
Total (\$ CA)	\$	494 287.34	

Pour référence GDD	
TMEIC (\$ US) + tx	\$ 347 810.87
TMEIC (\$ CA) + tx	\$ 470 935.92
Livraison (\$ US) + tx	\$ 17 246.25
Livraison (\$ CA) + tx	\$ 23 351.42
Total (\$ US)	\$ 365 057.12

# ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

## Complexité du processus de réalisation

Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- Tuyaux haute pression pour aqueduc;
- Habits de combat d'incendie;
- Supports à vélo design.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

## Historique des non-conformités de la nature du contrat

L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- Uniformes;
- Gants de travail;
- Vêtements de travail généraux;
- Vêtements de protection;
- Chaussures de sécurité.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

## Impact sur le citoyen

Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.
- Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen en cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

## Impacts économiques

Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- Services bancaires ou financiers;
- Consultation en estimation de projets;
- Services-conseil en finance ou en fiscalité;
- Services-conseil en actuariat;
- Production et envoi des comptes de taxe.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

## Nouvelle technologie

L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- Peinture de signalisation à base d'eau;
- Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

## Performance de l'adjudicataire.

Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

## Résultat de l'évaluation de risq

Dossier d'achat	GDD 1245478001 - Accorder un contrat gré à gré à TMEIC Corporation Americas, pour l'achat de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées
Description	Jean-R.-Marcotte afin d'augmenter leurs durées de vie.
Unité d'affaires	Service de l'eau - Direction de l'épuration des eaux usées
Responsable(s)	Samuel Bergeron-Spenard
Montant estimé \$	365 058 \$ US 494 288 \$ CA

## Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	0	Nouvelle technologie	0	
Impact économique	8	Impacts sur le citoyen	0	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	0	Performance de l'adjudicataire	0	
<b>Total</b>	<b>8</b>	+	<b>0</b>	= <b>8</b>

## Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_ Poste \_\_\_\_\_



**Dossier # : 1245478001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division entretien
<b>Objet :</b>	Accorder conformément à la loi un contrat gré à gré à TMEIC Corporation Americas, pour l'achat de composantes pour la mise à niveau des variateurs de vitesse de type cascade hyposynchrone à recouvrement d'énergie de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Pour une somme maximale de 365 058 \$ US (494 288 \$ CA, taxes incluses) (contrat : 347 811 \$ US (470 936 \$ CA) + frais de livraison/importation : 17 247 \$ US (23 352 \$ CA)).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1245478001-DEEU.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-26

Jean-François BALLARD  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-5916  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247567019**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Distributions Maranda inc., pour la fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Dépense totale de 580 740,28 \$, taxes incluses (contrat : 483 950,23 \$ + contingences : 96 790,05 \$) - Appel d'offres public 24-20408 - (un soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire, Distributions Maranda inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 483 950,23 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20408;
2. d'autoriser une dépense de 96 790,05 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-06-21 16:56

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247567019

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Distributions Maranda inc., pour la fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Dépense totale de 580 740,28 \$, taxes incluses (contrat : 483 950,23 \$ + contingences : 96 790,05 \$) - Appel d'offres public 24-20408 - (un soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour 2025 et 2026, le SMRA a identifié le besoin de remplacer trois (3) camions lourds utilisés par le groupe d'intervention en matière dangereuse (GIMD) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. Ceux-ci seront remplacés par un nouveau type de véhicule léger.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20408. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant trente (30) jours, soit du 4 mars 2024 au 4 avril 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, aucun addenda n'a été émis.

La durée de validité de la soumission est de deux cent dix (210) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 31 octobre 2024.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

De façon plus précise, le SMRA désire faire aménager trois (3) fourgons, Ford Transit 350 XL allongé toit surélevé roue arrière double 2023 fourni par la Ville selon le devis 22724C11. Il s'agit d'un nouveau type de véhicule pour cette unité, étant plus petit et agile, répondant

de manière plus efficace aux besoins de cette équipe de travail.

### **Principales caractéristiques de l'aménagement**

- Porte d'accès latérale et arrière;
- Passage avant communicant avec la cabine;
- Trois (3) stations de travail;
- Un (1) rangement arrière pour compartiments;
- Équipement électrique (inverseurs, conduits et prises électriques et signalisation).

### **Variation de prix**

Les prix sont fermes, il ne pourront faire l'objet d'aucun ajustement.

### **Délai de livraison**

L'adjudicataire s'engage à livrer le premier véhicule deux cents quatre-vingts (280) jours à compter de la date de réception du bon de commande. Par la suite, une cadence de réception correspondante à un (1) véhicule tous les cent soixante (160) jours est prévue.

### **Garantie**

L'adjudicataire garantit les biens contre tout défaut de conception, de fabrication, d'installation lorsqu'elle est effectuée par ce dernier et de matériaux. La garantie couvre les pièces de remplacement, la main-d'œuvre, les frais de transport, d'assurance, la disponibilité du personnel technique aux heures ouvrables et tous les autres frais relatifs au service, à l'entretien, à la réparation, à la modification ou au rehaussement ou remplacement des biens. L'exécution de cette garantie est à la charge de l'adjudicataire. Cette garantie est valide pendant une période minimale de douze (12) mois, à partir de la date d'acceptation des biens par le représentant autorisé du donneur d'ordre.

### **Modalité d'adjudication**

Le contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire conforme.

## **JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges. Une (1) soumission a été déposée (50%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Celui-ci a mentionné qu'il a acquis le cahier des charges à titre de consultation seulement.

En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Puisqu'il n'y a qu'un fournisseur et que l'écart avec l'estimation est significatif, il y a eu négociation. Le fournisseur a consenti à une baisse de 5,77%.

Aménagement fourgon utilitaire allongé toit surélevé pour métier GIMD - SIM selon les caractéristiques décrites au devis 22724C11

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
Distributions Maranda inc.	483 950,23 \$	96 790,05 \$	580 740,28 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	366 655,28 \$	73 331,06 \$	439 986,70 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			117 294,95 \$

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) $((\text{la plus basse conforme} - \text{estimation}) / \text{estimation}) \times 100$	31,99 %
--	---------

*\*Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché au moment de la préparation des documents d'appel d'offres.

L'écart de 31,99 % se situe principalement au niveau du prix de la batterie et des sièges arrière certifiés du fourgon qui a augmenté de façon significative en 2024, l'estimation n'a pas été mises à jour selon ces informations.

Entre le moment du lancement de l'appel d'offres et l'ouverture des soumissions, le prix de la batterie auxiliaire a augmenté de 20 000\$. De plus, les sièges arrière de ces véhicules requièrent une certification spéciale selon un test d'arrachement répondant aux standards de la société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). Cette certification est obligatoire afin de répondre aux besoins en sécurité du GIMD. Le coût de celle-ci a, lui aussi, augmenté de façon significative en 2024, venant ainsi contribuer à l'écart présenté au dossier.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 8 avril 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le seul soumissionnaire, Distributions Maranda inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 483 950,23 \$, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 96 790,05 \$, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

La dépense sera financée par le règlement d'emprunts RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Le remplacement des trois (3) véhicules désuets est requis afin de permettre au SIM de continuer ses opérations adéquatement. Cet aspect contribue à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réception du premier véhicule: Juin 2025.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Sylvie ROUSSEAU)

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois ST-AMAND  
agent(e) de recherche

**Tél :** 514-280-3712  
**Télécop. :** -

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-03

Lina EL KESSERWANI  
chef(fe) de division - ingenierie et strategies  
d'investissements

**Tél :** (438) 823-4894  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE  
Directeur de service

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-06-06

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247567019

Unité administrative responsable : 33 - *Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*

Projet : Accorder un contrat à Distributions Maranda inc., pour la fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service des incendies de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Dépense totale de 580 740,28 \$, taxes incluses (contrat : 483 950,23 \$ + contingences : 96 790,05 \$) - Appel d'offres public 24-20408 - (un soumissionnaire)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Le remplacement des trois (3) véhicules désuets est requis afin de permettre au SIM de continuer ses opérations adéquatement. Cet aspect contribue à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		X	
b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		X	
c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1247567019**

**Unité administrative responsable :** Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations

**Objet :** Accorder un contrat à Distributions Maranda inc., pour la fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Dépense totale de 580 740,28 \$, taxes incluses (contrat : 483 950,23 \$ + contingences : 96 790,05 \$) - Appel d'offres public 24-20408 - (un soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20408\_Intervention\_«SMRA».pdf



Sommaire\_Tableau de vérification\_Art. 573.3.3.pdf



24-20408 PV.pdf



24-20408\_DetCah.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Renée VEILLETTE  
Agente d'approvisionnement niveau 2  
**Tél :** 514 872-1057

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-04

Denis LECLERC  
Chef de Section  
**Tél :** 514 872-5241  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
DISTRIBUTIONS MARANDA INC.	483 950,23 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

La soumission de l'entreprise DISTRIBUTIONS MARANDA INC. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 8 avril 2024.

En référence à Art 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) permettant à une municipalité qui a reçu une seule soumission conforme à la suite d'une demande de soumission de s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé la soumission. Le soumissionnaire conclue le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission.

L'autre preneur qui n'a pas soumissionné a acquis pour consultation seulement.

Préparé par :

Le  -  -

Numéro de l'appel d'offres : 24-20408

Titre : Fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service des incendies de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville



Date de publication sur le SÉAO : 4 mars 2024

Date d'ouverture des soumissions : 4 avril 2024

Addenda : 0 dernier émit le:

	Distributions Maranda inc.	Distributions Maranda inc. - Négociation - Article 573,3,3
<b>Numéro de fournisseur VDM</b>	352981	
<b>Numéro NEQ</b>	1170198106	
<b>Description</b>	<b>Montant total</b>	<b>Montant total</b>
Devis 22724C11 Aménagement fourgon utilitaire allongé toit surélevé pour métier GIMD - SIM selon les caractéristiques décrites au devis.	446 706,69 \$	420 917,79 \$
Ventilation du prix unitaire		
<b>Total avant taxes</b>	446 706,69 \$	420 917,79 \$
<b>TPS 5 %</b>	22 335,33 \$	21 045,89 \$
<b>TVQ 9,9975 %</b>	44 558,99 \$	41 986,55 \$
<b>Montant total</b>	513 601,02 \$	483 950,23 \$
<b>Signature</b>	OUI	
	Dominic Lapointe	
Achat du cahier des charges sur le SÉAO	OK	
<a href="#">Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)</a>	OK	
<a href="#">Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)</a>	OK	
<a href="#">Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»</a>	OK	
<a href="#">Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)</a>	OK	
Annexe 7 - Charte de la langue Française, signée	OUI	
<a href="#">Vérification liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la</a>	Moins de 50 employés	
Si requis, copie du certificat de francisation	N/A	
<a href="#">Vérification de la liste des entreprises non conformes au processus de</a>	OK	
Les renseignements complémentaires	OUI	
<b>Autres conditions de conformité ou documents requis</b> de la conformité technique pi de la conformité technique pa		
Le devis technique dûment complété	Document remis - à évaluer	

\* Puisqu'il n'y a qu'un fournisseur et que l'écart avec l'estimation est significatif, il y a eu négociation. Le fournisseur a consenti à une

 Soumission(s) rejetée(s)  
 Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Marc-André Deshaies 08-avr-24



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

Numéro : 24-20408

Numéro de référence : 1818617

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service des incendies de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Service du matériel roulant et des ateliers

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> DISTRIBUTIONS MARANDA INC. 1325 J.A.Bombardier porte 101 Lévis, QC, G7A 2P4 <a href="http://marandacap.com">http://marandacap.com</a> NEQ : 1170198106	<a href="#">Monsieur Dominic Lapointe</a> Téléphone : 450 464-6084 Télécopieur : 450 546-4137	<b>Commande : (2336359)</b> 2024-03-20 20 h 17 <b>Transmission :</b> 2024-03-20 20 h 17	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Investissement Québec. 1195, avenue Lavigerie, bureau 060 Québec, QC, G1V 4N3 <a href="https://www.investquebec.com/quebec/fr">https://www.investquebec.com/quebec/fr</a> NEQ :	<a href="#">Monsieur Mourad Khal-laayoun</a> Téléphone : 579 990-2153 Télécopieur :	<b>Commande : (2325999)</b> 2024-03-05 9 h 03 <b>Transmission :</b> 2024-03-05 9 h 03	Mode privilégié : Ne pas recevoir
<input type="checkbox"/> Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.			
<input type="checkbox"/> Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.			
<input type="checkbox"/> Organisme public.			

**Dossier # : 1247567019**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Distributions Maranda inc., pour la fourniture et installation d'aménagements spécialisés pour les activités du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans des fourgons fournis par la Ville - Dépense totale de 580 740,28 \$, taxes incluses (contrat : 483 950,23 \$ + contingences : 96 790,05 \$) - Appel d'offres public 24-20408 - (un soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1247567019 - amén 3 camions SIM AO24-20408.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU  
Préposée au budget,  
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-05

Laura VALCOURT  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247157012**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité , Division systèmes de sécurité
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 303 777,99 \$, taxes incluses, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés aux firmes Guard-X inc. (lot1) et Prévention Incendie Safety First inc., (lot 2) (CE20 2056), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 016 351,66 \$ à 1 320 129,65 \$, taxes incluses

Il est recommandé au comité exécutif :

- 1- d'exercer la deuxième option de prolongation du contrat accordé à la firme Guard-X inc. (CE20 2056), pour une période de 12 mois à compter du 1er janvier 2025, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal (LOT#1), pour un montant de 93 908,16 \$ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 361 110,34 \$ à 455 018,50 \$ taxes incluses;
- 2- d'autoriser une dépense de 9 390,82 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 23,2 % à l'agglomération et à 76,8 % au local.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

- 1- d'exercer la deuxième option de prolongation du contrat accordé à la firme Prévention incendie Safety First inc. (CE20 2056), pour une période de 12 mois à compter du 1er janvier 2025, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal (LOT#2), pour un montant de 182 253,65 \$ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 628 097,31 \$ à 810 350,96 \$ taxes incluses,

2- d'autoriser une dépense de 18 225,37 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 23,2 % à l'agglomération et à 76,8 % au local.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-03 09:56

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures



**IDENTIFICATION** Dossier # :1247157012

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité , Division systèmes de sécurité
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 303 777,99 \$, taxes incluses, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés aux firmes Guard-X inc. (lot1) et Prévention Incendie Safety First inc., (lot 2) (CE20 2056), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 016 351,66 \$ à 1 320 129,65 \$, taxes incluses

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2020, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 20-18465 pour l'inspection et l'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de quatre-vingt-sept (87) bâtiments de la Ville de Montréal. Ces contrats visaient à rencontrer les exigences du *Code national de prévention incendie* (CNPI), de l'Association Canadienne de Normalisation (CSA), et du *Code national du bâtiment* (CNB) en conformité avec la *National Fire Protection Association* (NFPA). Cet entretien est normalement effectué par des entreprises privées.

Le présent dossier vise à exercer la deuxième année d'option du contrat soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0619 - 23 novembre 2023 - Exercer la première option de prolongation du contrat accordé à Prévention Safety First inc. (CE20 2056), pour une période de 12 mois à compter du 1er janvier 2024, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal (lot 2), pour un montant de 196 882,84 \$, taxes et contingences incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 449 112,91 \$ à 645 995,75 \$, taxes et contingences incluses

CE23 1667 - 25 octobre 2023 - Exercer la première option de prolongation, et d'autoriser une dépense additionnelle de 92 455,71 \$, taxes incluses, pour une période de 12 mois à compter du 1er janvier 2024, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville

de Montréal (lot 1), dans le cadre du contrat accordé à Guard-X inc. (CE20 2056), majorant ainsi le montant total du contrat de 268 654,63 \$ à 361 110,34 \$, taxes incluses

CE22 1788 - 9 novembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 74 852,15 \$ taxes incluses, pour un service d'entretien et d'inspection des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extincteurs automatiques (gicleurs), dans le cadre du contrat accordé à Prévention Incendie Safety First Inc. pour le lot n°2 (CE20 2056), majorant ainsi le montant total initial du contrat de 374 260,76 \$ à 449 112,91 \$ taxes incluses.

CE20 2056 - 23 décembre 2020 - Accorder un contrat à Guard-X inc. pour la somme de 268 654,63 \$ taxes incluses, et un contrat à Prévention Incendie Safety First inc. pour la somme de 374 260,76 \$ taxes incluses, pour le service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs), pour une période de 36 mois à compter du 1er janvier 2021 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune - Appel d'offres public 20-18465 (4 soumissionnaires)

## DESCRIPTION

Les contrats prévoient :

- Un entretien préventif pour une inspection et un entretien des systèmes d'alarme incendie et des gicleurs, selon les plus récentes normes en vigueur;
- Des appels de services prévoyant une réponse du fournisseur dans les 4 heures pour les requêtes régulières et une disponibilité 24 heures par jour / 7 jours semaine pour les appels d'urgence.

## JUSTIFICATION

Ces contrats ne présentent pas de problématique particulière et les services rendus par les fournisseurs sont satisfaisants. Les fournisseurs ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option du contrat en cours. La prolongation de ces contrats assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour un coût total, pour l'ensemble des deux (2) lots de 303 777,99 \$ taxes incluses, incluant des contingences de 27 616,18 \$ taxes incluses également.

Les firmes Guard-X inc. et Prévention Incendie Safety First inc. ne sont pas inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), sont conformes en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, ne sont pas listées à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec et ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés de 2,0 % par rapport à l'année précédente.

### LOT n° 1: (Guard-X inc)

La dépense calculée sur la prolongation de ce contrat totalise la somme de 103 298,98 \$ contingences et taxes incluses, et est répartie tout au long de l'année 2025.

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114 279)

Fournisseur	2025 (Taxes incluses)
Guard-X inc.	60 118,50 \$

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 114 279)

Fournisseur	2025 (Taxes incluses)
Guard-X inc.	33 789,66 \$

Le montant des contingences (10 %) (centre de responsabilité n° 114 279)

Fournisseur	2025 (Taxes incluses)
Guard-X inc.	9 390,82 \$

### **LOT n° 2: (Prévention Incendie Safety First inc.)**

La dépense calculée sur la prolongation de ce contrat totalise la somme de 200 479,02 \$ contingences et taxes incluses, et est répartie tout au long de l'année 2025.

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114 279)

Fournisseur	2025 (Taxes incluses)
Prévention Incendie Safety First inc.	123 639,85 \$

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 114 279)

Fournisseur	2025 (Taxes incluses)
Prévention Incendie Safety First inc.	58 613,80 \$

Pour les contingences de 10 % (centre de responsabilité n° 114 279)

Fournisseur	2025 (Taxes incluses)
Prévention Incendie Safety First inc.	18 225,37 \$

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction de la Sécurité. La dépense est imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments, et est révisée annuellement lors de la confection du budget. Cette dépense sera assumée à 23,2 % à l'agglomération et à 76,8 % au local.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'équité sociale.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un report d'octroi du contrat aurait un impact sur le respect des délais prescrits d'inspection

et de réparation pour le maintien de la garantie ainsi que la protection des occupants et des bâtiments contre les risques d'incendie.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

En accord avec la Direction des communications, aucune opération de communication n'est nécessaire.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la deuxième prolongation : 1er janvier 2025

Fin de la deuxième prolongation : 31 décembre 2025

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Pierre-Luc STÉBEN)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement  
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD  
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732

**Télécop. :**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-14

Jordy REICHSON  
chef(fe) de division - securite

**Tél :** 514 654-1608

**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Jean-Charles GRIS  
directeur(trice) de la securite

**Tél :** 514-855-6000  
**Approuvé le :** 2024-07-02

Sophie LALONDE  
directeur(-trice) de service - gestion et  
planification immobiliere

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2024-07-02

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247157012

Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles

Projet : service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des gicleurs de divers bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>Les lieux et bâtiments fréquentés par les montréalais et les montréalaises doivent être sécuritaires et conformes aux exigences du Code national de prévention incendie (CNPI) et du Code national du bâtiment (CNB).</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 24 mai 2024

Madame Vanessa Marcil  
Prévention incendie Safety First inc.  
3800, rue Richelieu  
St-Hubert (QC) J3Y 7B1

Courriel : vmarcil@safetyfirst-int.com

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 20-18465  
Service d'inspection, test, entretien et réparation des systèmes gicleurs,  
dispositifs anti-refoulement (DAR) et pompes incendies (systèmes sous air,  
sous eau, pré-action et systèmes spéciaux)  
LOT # 2**

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont augmentés de **deux POUR CENT (2%)** pour la période visée par le renouvellement, tel que stipulé dans la clause 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [bruno.simard@montreal.ca](mailto:bruno.simard@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

Rascal Hébert 24/05/2024  
Nom en majuscules et signature Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Bruno Simard  
Conseiller  
Courriel : [bruno.simard@montreal.ca](mailto:bruno.simard@montreal.ca)



Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 24 mai 2024

Monsieur Jérémie Verville  
Guard-X inc.  
10600, Boulevard Parkway,  
Anjou (QC) H1J 1R6

Courriel : [jverville@guard-x.com](mailto:jverville@guard-x.com)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 20-18465  
Service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie  
LOT # 1**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont augmentés de **deux POUR CENT (2%)** pour la période visée par le renouvellement, tel que stipulé dans la clause 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [bruno.simard@montreal.ca](mailto:bruno.simard@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

Jérémie Verville



2024-05-29

Nom en majuscules et signature

Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature

Date

Bruno Simard  
Conseiller  
Courriel : [bruno.simard@montreal.ca](mailto:bruno.simard@montreal.ca)

**Dossier # : 1247157012**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité , Division systèmes de sécurité
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 303 777,99 \$, taxes incluses, pour un service d'inspection et d'entretien des systèmes d'alarme incendie et des systèmes d'extinction automatique (gicleurs) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés aux firmes Guard-X inc. (lot1) et Prévention Incendie Safety First inc., (lot 2) (CE20 2056), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 016 351,66 \$ à 1 320 129,65 \$, taxes incluses

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1247157012 - Prolongation entretien alarmes.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN  
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV  
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-17

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0946  
**Division :** Service des finances - Point de service HDV



**Dossier # : 1248501001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 601 244,37 \$ taxes incluses, pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées dans le cadre de deux (2) contrats accordés à l'entreprise Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515) (contrats: 530 135,20 \$; contingences : 23 124,78 \$; indexations: 47 984,39 \$); majorant ainsi le montant total des contrats de 2 225 927,44 \$ à 2 827 171,81 \$ taxes incluses.

Il est recommandé:

1- d'exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées et autoriser une dépense additionnelle de 530 135,20 \$ taxes incluses, dans le cadre de deux (2) contrats accordés à Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 120 540,81 \$ à 2 650 676,01 \$, taxes incluses;

Firme	Contrat	Lot	Montant (taxes incluses)
Clean Harbors Québec inc.	RDD Collectes itinérantes 1	1	262 844,36 \$
Clean Harbors Québec inc.	RDD Collectes itinérantes 2	2	267 290,84 \$
TOTAL			530 135,20 \$

3- d'autoriser une dépense de 23 124,78 \$ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Firme	Contrat	Lot	Contingences (taxes incluses)
Clean Harbors Québec inc.	RDD Collectes itinérantes 1	1	11 465,41 \$
Clean Harbors Québec inc.	RDD Collectes itinérantes 2	2	11 659,37 \$
TOTAL			23 124,78 \$

4- d'autoriser une dépense de 47 984,39 \$ taxes incluses, à titre de budget d'ajustement annuel de l'indice du prix à la consommation;

Firme	Contrat	Lot	Indexations (taxes incluses)
Clean Harbors Québec inc.	RDD Collectes itinérantes 1	1	23 790,96 \$
Clean Harbors Québec inc.	RDD Collectes itinérantes 2	2	24 193,43 \$
TOTAL			47 984,39 \$

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN Le 2024-07-05 14:51

Signataire :

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1248501001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 601 244,37 \$ taxes incluses, pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées dans le cadre de deux (2) contrats accordés à l'entreprise Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515) (contrats: 530 135,20 \$; contingences : 23 124,78 \$; indexations: 47 984,39 \$); majorant ainsi le montant total des contrats de 2 225 927,44 \$ à 2 827 171,81 \$ taxes incluses.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E-20.001), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération.

L'agglomération de Montréal met à la disposition de ses citoyens(es) deux options de collecte pour se départir de leurs résidus domestiques dangereux (RDD) résiduels : les collectes itinérantes ponctuelles sur des sites aménagés temporairement dans les villes liées et les arrondissements identifiés et un service de collecte permanent dans les sept écocentres de l'agglomération de Montréal selon les heures d'ouverture de ceux-ci.

La récupération des RDD permet de les soustraire de l'élimination et d'en disposer en conformité avec la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., Q-2). De plus, elle s'inscrit dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

Le 22 octobre 2020, à la suite de l'appel d'offres public 20-18096, le conseil d'agglomération accordait deux contrats à Clean Harbors Québec inc. pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées, pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - dépense totale de 1 654 021 \$, taxes et contingences incluses (CG20 0515). Le 23 novembre 2023, le conseil d'agglomération autorisait l'application de la première option de prolongation de 12 mois pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées, dans le cadre des contrats accordés à Clean Harbors Québec Inc. (CG23 0635). Cette prolongation viendra à échéance le 31 décembre 2024 et une deuxième option de prolongation de douze (12) mois est prévue avec le consentement de l'adjudicataire. Ainsi, à la demande du Service de l'environnement, le consentement de l'adjudicataire a été obtenu par le Service de l'approvisionnement le 27 février 2024, dont une copie de la confirmation a été incluse en pièce jointe.

Considérant les tarifs jugés concurrentiels dans le contexte de hausses des tarifs constatés dans le secteur d'activités de la gestion des matières résiduelles, ainsi qu'en raison de la qualité du service obtenu, le Service de l'environnement recommande d'exercer la deuxième option de prolongation de 12 mois dans le cadre du contrat accordé à Clean Harbors Inc, pour la tenue des collectes itinérantes des RDD incluant le traitement des matières collectées. Le montant total associé à la prolongation s'élève à 601 244,37 \$, incluant les taxes, l'ajustement de prix annuel associé à l'indexation du coût de la vie ainsi que le budget de contingences.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG23 0635** - 23 novembre 2023 : Exercer la première option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 571 905,61 \$, taxes, contingences et indexations incluses, pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées, dans le cadre des contrats accordés à Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515 - lots 1 et 2) et exercer la première et la seconde options de prolongation de 12 mois chacune et autoriser une dépense additionnelle de 1 287 213,60 \$, taxes, contingences et indexations incluses, pour la collecte et le traitement des RDD en provenance des cours de voiries et des écocentres, dans le cadre des contrats accordés à l'entreprise C.R.I. Environnement inc. (CG20 0515 - lots 3 et 4), majorant ainsi le montant total des contrats de 3 481 333,01 \$ à 5 340 452,23 \$, taxes, contingences et indexations incluses.

**CG20 0515** - 22 octobre 2020 : Accorder quatre contrats, dont deux contrats à Clean Harbors Québec inc. pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées, pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - dépense totale de 1 654 021 \$, taxes et contingences incluses - et deux contrats à C.R.I. Environnement inc, pour la collecte et le traitement des RDD en provenance des cours de voiries et des écocentres pour 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - dépense totale de 1 827 311 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18096 (5 soum.)

**CE18 0703** - 2 mai 2018 : Abroger la résolution CE18 0035 et accorder à CRI Environnement inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la collecte des résidus domestiques dangereux (RDD) dans les cours de voirie municipale, incluant le traitement, pour une période de 33 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 203 008,94 \$, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16738.

**CE18 0035** - 10 janvier 2018 : Accorder à Stéricycle ULC, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la collecte des résidus domestiques dangereux (RDD) dans les cours de voirie municipale incluant le traitement, pour une période de 36 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 131 579,27 \$, taxes incluses, conformément aux

**CG17 0424 - 28 septembre 2017 : Accorder un contrat à Revolution Environnemental Solutions LP pour la collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD), incluant le traitement pour une période de 36 mois, et à CRI Environnement inc. pour la collecte des RDD dans les écocentres, incluant le traitement pour 36 mois - Dépense totale de 3 239 360,28 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15847 (3 soum.).**

## DESCRIPTION

La collecte itinérante des résidus domestiques dangereux (RDD) compte, selon le calendrier en vigueur, 36 journées de collecte par année, selon les besoins identifiés des villes liées et des arrondissements de l'agglomération de Montréal. Les citoyens(es) de l'agglomération peuvent se présenter à l'une ou l'autre de ces collectes et y déposer leur RDD en toute sécurité. Les employés(es) de l'adjudicataire s'occupent de l'accueil des citoyens, du tri, de l'emballage ainsi que du transport de ces matières aux sites de consolidation et de traitement. Le calendrier annuel des collectes itinérantes est établi en collaboration avec les villes liées et les arrondissements.

## JUSTIFICATION

L'application de l'option de renouvellement de 12 mois pour ces contrats vise à maintenir en 2025 le service de collecte et traitement des RDD provenant des citoyens de l'agglomération de Montréal. Ce service permet de poursuivre les collectes itinérantes des RDD dans les arrondissements et villes liées. De plus, les coûts unitaires de ce service sont jugés concurrentiels.

Après vérification, l'entreprise Clean Harbors Québec ne figure pas sur :

- le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal;
- le Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les deux contrats des collectes itinérantes de RDD sont prolongés pour une durée de 12 mois s'étalant sur une (1) année financière. La somme requise pour la présente prolongation des contrats est évaluée à 601 244,37 \$ incluant les taxes, l'ajustement de prix annuel associé à l'indexation du coût de la vie et le budget de contingences, majorant le total des contrats de 2 225 927 \$ à 2 827 172 \$. Le montant total de la prolongation représente 27,0 % du montant total des contrats octroyés et prolongés une première fois par la résolution CG23 0635. La somme s'étalant sur une année financière et se présente comme suit :

Contrats	2025	Grand total
RDD - Itinérantes 1 (Clean Harbors)	262 844,36 \$	1 314 221,79 \$
RDD - Itinérantes 2 (Clean Harbors)	267 290,84 \$	1 336 454,22 \$
Indexation	47 984,39 \$	67 758,43 \$
Contingences	23 124,78 \$	108 737,36 \$
<b>Grand total - taxes incluses</b>	<b>601 244,37 \$</b>	<b>2 827 171,81 \$</b>

En accord avec les clauses des contrats (annexe 2.03.02), les prix seront ajustés le 1er janvier 2025. L'ajustement se fera selon le taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal, publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible. L'indexation 2025 a été estimée à 3,73 %.

Le Service de l'environnement recommande l'ajout d'un budget de contingences de 4% représentant un montant total de 23 124,78 \$, taxes incluses, pour l'ensemble des contrats.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques – gestion des matières résiduelles pour la collecte et le traitement des résidus domestiques dangereux.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Pour plus de détail, voir le calcul dans la pièce jointe "Aspect financier GDD 1248501001".

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de *Montréal 2030* et des engagements en matière de lutte aux changements climatiques relativement aux priorités suivantes (voir Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe) :

- Priorité 1: Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
- Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les RDD sont des matières dangereuses et leur entreposage représente un danger pour l'environnement et la santé humaine. L'interruption du service de collecte itinérante des RDD pourrait avoir les conséquences suivantes :

- augmentation des RDD mis en bordure de rue avec les ordures ménagères;
- augmentation des dépôts sauvages dans les ruelles et terrains vagues;
- dispositions non conformes de matières dangereuses.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Des actions de communication sont prévues dans le cadre des collectes itinérantes de RDD, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la 2<sup>ème</sup> option de prolongation de contrats: 1<sup>er</sup> janvier 2025

Fin des contrats: 31 décembre 2025.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier



(Samia KETTOU)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Andres LARMAT, Service de l'approvisionnement  
Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Abderaouf SEKKI  
Agent de recherche

**Tél :** 514-910-8267  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-06-27

Frédéric SAINT-MLEUX  
chef de section - opérations - gestion des  
matières résiduelles

**Tél :** 514-258-0429  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA  
directeur gestion matieres residuelles infras

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-04

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE  
directeur  
de service - environnement

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-04

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248501001

Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*

Projet : *Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 601 244,37 \$ taxes incluses, pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées dans le cadre de deux (2) contrats accordés à l'entreprise Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515) (contrats: 530 135,20 \$; contingences : 23 124,78 \$; indexations: 47 984,39 \$); majorant ainsi le montant total des contrats de 2 225 927,44 \$ à 2 827 171,81 \$ taxes incluses.*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  <i>1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.</i> <i>5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>Zéro déchet</i>			

*Assurer et maintenir le transport de matières résiduelles vers des lieux de valorisation.*

*Favoriser le tri à la source dans les écocentres de l'agglomération.*

*Réduction d'élimination des matières résiduelles.*

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>x</b>		<b>x</b>
<p>2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b>, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?</p>		<b>x</b>	
<p>3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?</p>		<b>x</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
<p>1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :</p> <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		<b>x</b>	
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		<b>x</b>	
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		<b>x</b>	
<p>2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?</p>		<b>x</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT**

**Direction de la Gestion des matières résiduelles et infrastructures**

Évaluation du coût des contrats de la collecte et du traitement RDD - Itinérantes

GDD 1248501001

<b>Contrats</b>	<b>2025</b>	<b>Grand total</b>
RDD - Itinérantes 1 (Clean Harbors)	262,844.36 \$	1,314,221.79 \$
RDD - Itinérantes 2 (Clean Harbors)	267,290.84 \$	1,336,454.22 \$
Indexation	47,984.39 \$	67,758.43 \$
Contingences	23,124.78 \$	108,737.36 \$
<b>Grand total - taxes incluses</b>	<b>601,244.37 \$</b>	<b>2,827,171.81 \$</b>

<b>SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT</b>			
<b>Direction de la Gestion des matières résiduelles et infrastructures</b>			
Évaluation du coût des contrats de la collecte et du traitement RDD - Itinérantes			
GDD 1248501001			
<b>Soumissionnaires</b>	<b>Contrat</b>	<b>Prolongation 2025</b>	<b>Grand total</b>
Clean Harbors Québec Inc.	Itinérante - contrat 1	228,610.01 \$	1,143,050.05 \$
Indexation (IPC de 3,73%)		20,692.29 \$	29,219.44 \$
Contingence (4 %)		9,972.09 \$	46,890.78 \$
<b>Total - avant taxes</b>		<b>259,274.39 \$</b>	<b>1,219,160.27 \$</b>
TPS	5%	12,963.72 \$	60,958.01 \$
TVQ	9.975%	25,862.62 \$	121,611.24 \$
<b>Total - taxes incluses</b>		<b>298,100.73 \$</b>	<b>1,401,729.52 \$</b>
Clean Harbors Québec Inc.	Itinérante - contrat 2	232,477.36 \$	1,162,386.80 \$
Indexation (IPC de 3,73%)		21,042.34 \$	29,713.74 \$
Contingence (4 %)		10,140.79 \$	47,684.02 \$
<b>Total - avant taxes</b>		<b>263,660.49 \$</b>	<b>1,239,784.56 \$</b>
TPS	5%	13,183.02 \$	61,989.23 \$
TVQ	9.975%	26,300.13 \$	123,668.51 \$
<b>Total - taxes incluses</b>		<b>303,143.64 \$</b>	<b>1,425,442.30 \$</b>
<b>Total - contrats avant taxes</b>		<b>522,934.88 \$</b>	<b>2,458,944.84 \$</b>
<b>Total contrats taxes incluses</b>		<b>601,244.37 \$</b>	<b>2,827,171.83 \$</b>
<b>Total taxe nette</b>		<b>549,016.25 \$</b>	<b>2,581,584.71 \$</b>
IMPUTATION DE LA DÉPENSE :	1001.0010000.103158.04349.54503.014402.0000.000000.000000.000000.00000		

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 12 février 2024

Monsieur Simon Dulude  
Clean Harbors Québec inc.  
6785, route 132  
Ville-Sainte-Catherine (Québec) J5C 1B6

Courriel : [dulude.simon@cleanharbors.com](mailto:dulude.simon@cleanharbors.com)

**Objet : Deuxième option de renouvellement des ententes numéro 1440667 et 1440730  
Appel d'offres n° 20-18096 - Lot 1 et Lot 2  
Collecte, transport et traitement des résidus domestiques dangereux (RDD)**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie qu'elle a l'intention de recommander le renouvellement du contrat mentionné en objet, tel que décrit aux modalités prévues à l'article 15.02 *Renouvellement* du document *Contrat* :

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement des contrats sera effectif pour une période de douze (12) mois, soit du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2025, et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Un ajustement des prix pourra être appliqué selon les clauses de l'annexe 2.03.02 du contrat, (calcul selon des variations de l'IPC).

Vous devez nous fournir **sur demande**, une nouvelle garantie d'exécution pour un montant équivalent à dix pour cent (10%) couvrant toute la durée du présent renouvellement du Contrat dans les QUINZE (15) jours de l'envoi par le DONNEUR D'ORDRE de la **confirmation du renouvellement** (Résolution des instances).

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à l'adresse suivante : [andres.larmat@montreal.ca](mailto:andres.larmat@montreal.ca) au plus tard le 28 février 2024.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

**Service de l'approvisionnement**  
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

J'accepte le renouvellement :

  
\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

2024-02-27  
\_\_\_\_\_  
Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

*Andres Larmat*

Andres Larmat  
Conseiller en approvisionnement

Courriel : [andres.larmat@montreal.ca](mailto:andres.larmat@montreal.ca)



Dossier # : 1248501001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 601 244,37 \$ taxes incluses, pour la tenue des collectes itinérantes des résidus domestiques dangereux (RDD) incluant le traitement des matières collectées dans le cadre de deux (2) contrats accordés à l'entreprise Clean Harbors Québec inc. (CG20 0515) (contrats: 530 135,20 \$; contingences : 23 124,78 \$; indexations: 47 984,39 \$); majorant ainsi le montant total des contrats de 2 225 927,44 \$ à 2 827 171,81 \$ taxes incluses.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1248501001-GMR.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-03

Marie-Claude JOLY  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-xxx-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1249106002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser la cession de contrat de la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. à la firme Béton Provincial pour la fourniture et la livraison sur demande d'abrasif d'hiver (CG22 0642)/ Approuver un projet de contrat de cession à cet effet / Exercer l'option de la première prolongation de douze mois, dans le cadre du contrat accordé à Demix Agrégats, le montant total estimé de l'entente-cadre est maintenu à 2 939 423,83 \$, taxes incluses (contrat de 2 556 020,72 \$ + variations de quantités de 383 403,11 \$)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'autoriser la cession des droits et obligations dans le contrat découlant de l'appel d'offres 22-19390 (CG22 0642) de la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada Inc. à la firme Béton Provincial pour la fourniture et la livraison sur demande d'abrasifs d'hiver;
2. d'approuver le contrat de cession modifiant la convention intervenue avec la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc.;
3. d'exercer l'option de la première prolongation de douze mois, pour la fourniture et la livraison sur demande d'abrasif d'hiver destinées aux différents arrondissements de la Ville de Montréal et des villes liées participantes, pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 30 avril janvier 2025, dans le cadre du contrat accordé à Béton Provincial en maintenant le montant total de 2 939 423,83 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 22-19390;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et villes liées concernés, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-19 12:38

**Signataire :** Peggy BACHMAN

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1249106002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser la cession de contrat de la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. à la firme Béton Provincial pour la fourniture et la livraison sur demande d'abrasif d'hiver (CG22 0642)/ Approuver un projet de contrat de cession à cet effet / Exercer l'option de la première prolongation de douze mois, dans le cadre du contrat accordé à Demix Agrégats, le montant total estimé de l'entente-cadre est maintenu à 2 939 423,83 \$, taxes incluses (contrat de 2 556 020,72 \$ + variations de quantités de 383 403,11 \$)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2022, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison sur demande d'abrasif d'hiver, prévoyant deux options de prolongation de douze mois chacune. Le contrat, au montant de 2 939 423,83 \$, taxes incluses, octroyé à Demix Agrégats est en vigueur depuis le 27 octobre 2022, et ce, pour une période de vingt-quatre mois.

Toutefois, le 28 mars dernier, Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. avisait le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal qu'elle vendait la majorité de ses actifs à Béton Provincial et ainsi, demandait de céder le contrat à cette firme qui offre la fourniture sur demande d'abrasifs d'hiver pour l'épandage lors de l'entretien des routes et des trottoirs pendant la période hivernale.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession en faveur de Béton Provincial. Une telle cession peut être réalisée puisque les documents d'appel d'offres prévoient cette possibilité, sous réserve de l'accord de la Ville, et ce, aux mêmes termes et conditions du contrat.

La firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. a avisé la Ville de Montréal par écrit, de la vente de leurs actifs à la firme Béton Provincial. Cette dernière va nous fournir la garantie d'exécution, les assurances ainsi que sa conformité à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), tel que requis au contrat.

En date du mois d'avril 2024, la consommation sur l'entente-cadre est de 526 660,59 \$, taxes incluses, soit 20,60 % du contrat octroyé. Cette consommation faible s'explique par des hivers doux lors des deux dernières années.

Le montant estimé pour la période de prolongation ne requiert aucune augmentation de la valeur du contrat qui a été octroyé en 2022. Ainsi, le montant total de l'entente-cadre sera maintenu à 2 939 423,83 \$, taxes incluses puisqu'il reste encore des fonds disponibles du montant initial de l'entente d'un total de 2 412 763,24 \$, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquiescer de quantité spécifique.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0642 - 27 octobre 2022- Conclure une entente-cadre avec Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. pour une période de vingt-quatre mois, pour la fourniture et la livraison sur demande d'abrasif d'hiver - Appel d'offres public 22-19390 (2 soum.) (Montant estimé : 2 939 423,83 \$.)

CG21 0187 - 22 avril 2021 - Exercer l'option de prolongation pour la fourniture d'abrasifs d'hiver ainsi que la livraison sur demande et autoriser une dépense additionnelle de 1 424 207,90 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Demix Agrégats, une division de groupe CRH Canada inc. (CG19 0511), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 2 848 415,81 \$ à 4 272 623,71 \$, taxes incluses.

CG19 0511 - 21 novembre 2019 - Conclure une entente-cadre avec la compagnie Demix Agrégats, une division de groupe CRH Canada inc., pour la fourniture d'abrasifs d'hiver ainsi que la livraison, sur demande, pour une période de deux ans, incluant une option de prolongation d'une année (dépense totale estimée de l'entente : 3 275 678,17 \$, taxes et variation de quantités incluses) - Appel d'offres public 19-17564 - (1 soum.)

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession du contrat avec la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. en faveur de la firme Béton Provincial, et ce, afin d'assurer une stabilité d'approvisionnement et permettre l'achat d'abrasifs d'hiver de la Ville de Montréal visée par cette entente.

Au terme de la cession, la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. cessera ses activités de fourniture et livraison d'abrasifs d'hiver. La cession du contrat implique le transfert des usines de fabrication à Béton Provincial.

Le présent dossier décisionnel vise également à exercer la prolongation de douze mois prévue au contrat visant la fourniture et la livraison sur demande d'abrasifs d'hiver. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de tous les arrondissements et villes liées participantes. Ces produits sont voués aux opérations d'épandage d'abrasifs nécessaires lors de l'entretien hivernal des routes et des trottoirs, lequel constitue une activité indispensable pour assurer le maintien d'un réseau routier sécuritaire pour le déplacement des marchandises et des personnes.

Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 22-19390, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Le prix entendu sera indexé pour toute la durée de la prolongation avec la formule hybride prévue au contrat comprenant l'évolution moyenne des indices des prix à la consommation et d'évolution de la moyenne des prix moyens à la pompe échantillonnés pour le diesel.

## **JUSTIFICATION**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022, Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. est l'adjudicataire de l'entente pour la fourniture d'abrasifs d'hiver.

Par voie de communication écrite, la firme Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc. a annoncé qu'elle vendait la majorité de ses actifs à la firme Béton Provincial et demandait à la Ville de Montréal de faire le nécessaire au niveau contractuel pour autoriser la cession de l'entente-cadre qui est à son nom.

Cette acquisition d'actifs de Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada Inc. assoit la position de Béton Provincial en tant que chef de file dans le marché nord-est américain, renforce sa capacité logistique et l'intégration verticale de ses activités, diversifie son offre de produits et dote d'un meilleur contrôle sa chaîne d'approvisionnement, au bénéfice de ses clients.

Conformément aux documents de l'appel d'offres 22-19390, le contrat offre deux prolongations de vingt-quatre mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer cette année de prolongation selon les mêmes termes et conditions du contrat.

La raison nous incitant à recommander la prolongation de cette entente est principalement les prix compétitifs obtenus. Les prix étaient fermement durant les deux années du contrat et n'ont connu aucune augmentation, même si les prix du marché, eux, ont augmenté de plus de 20 % depuis 2022. L'analyse de la situation actuelle du marché nous incite à recommander la prolongation de l'entente-cadre actuelle.

La firme Béton Provincial a confirmé son consentement à prolonger le contrat actuellement en vigueur, pour la saison hivernale 2024-2025 (copie de la lettre en pièce jointe du présent sommaire décisionnel).

En date du 2 juillet 2024, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour prolonger ce contrat.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour douze mois supplémentaires, et ce, à compter du 1 mai 2024.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le Service de l'approvisionnement a estimé que la prolongation de l'entente-cadre ne requiert aucune somme supplémentaire à celle octroyée en 2022, et ce, pour la saison hivernale 2024-2025. L'estimation de la prolongation de l'entente-cadre s'élevant à 1 308 902,32 \$, taxes incluses, ne sera pas demandé puisqu'il reste suffisamment de fonds de la durée initiale pour combler les besoins de la saison 2024-2025.

Maintien du montant initial octroyé pour cette prolongation :

2 223 110,00 \$ + 111 155,50 \$ (TPS) + 221 755,22 \$ (TVQ) = 2 556 020,72 \$

Un montant équivalent à 15% du montant total octroyé, soit 383 403,11\$ était inclus au contrat initial pour une éventuelle variation de quantité pour un montant total du contrat incluant les taxes de 2 939 423,83 \$.

Cette cession n'occasionne aucun impact négatif pour la Ville, tant au niveau budgétaire qu'opérationnel, puisque la cession se fait aux mêmes termes et conditions du contrat conclu avec Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent

aucunement les arrondissements ou les villes liées à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la tonne métrique, en plus de faire perdre aux arrondissements et villes liées la possibilité d'économie de volume.

La prolongation de l'entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité l'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin « Info achats » afin de les informer de la prolongation de l'entente-cadre, du changement du fournisseur et des modalités d'achat convenues.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'Approvisionnement prolongera l'entente-cadre existante.

Début de la première année de prolongation 1<sup>er</sup> mai 2024

Fin de la première année de prolongation 30 avril 2025

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Pablo BLANCO  
Conseiller en Approvisionnement

**Tél :** 514-690

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-02

Marie-Josée HOTTE  
chef(fe) de division - acquisition

**Tél :** 514-

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jonathan MUNN  
directeur(-trice) acquisitions

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-03

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin ROBIDOUX  
directeur(-trice) de service -  
approvisionnement

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-17



# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249106002

Unité administrative responsable : *Service de l'Approvisionnement, Direction acquisition, Division acquisition.*

Projet : *Fourniture sur demande d'abrasif d'hiver.*

## **Section A - Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec une ou plusieurs priorités de Montréal 203, notamment la priorité 19. "Offrir à l'ensemble des Montréalaises des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins".			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Le présent dossier et les produits recommandés sont utilisés pour l'entretien hivernal des routes et des trottoirs, l'épandage de ces produits constitue une activité indispensable pour assurer le maintien d'un réseau routier sécuritaire pour le déplacement des marchandises et des personnes sur le territoire montréalais.			

## Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>X</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Service de l'approvisionnement**  
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## **PAR COURRIEL**

Le 6 mars 2024

Madame Isabelle Charette  
Représentante des ventes  
Demix Agrégats Une société CRH  
435, rue Jean-Neveu  
Longueuil (Québec) J4G2P9

Courriel : [isabelle.charette@ca.crh.com](mailto:isabelle.charette@ca.crh.com)

**Objet : Renouvellement de contrat**  
**Appel d'offres n° 22-19390**  
**Fourniture et livraison sur demande d'abrasifs d'hiver**

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous informe de la décision des instances concernées d'autoriser le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Le renouvellement du contrat sera effectif du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 30 avril 2025 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Nom  
Agent d'approvisionnement II  
Courriel : [benoit.grenier@montreal.ca](mailto:benoit.grenier@montreal.ca)

RE: [EXT] Re: Notice - Ville de Montreal (Contrat Fourniture et livraison d'abrasifs)

Christian Fortier <c.fortier@betonprovincial.com>

Ven 2024-04-26 15:05

À : Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>

Cc : Julie St-Pierre <j.st-pierre@betonprovincial.com>; Bianca Beauchesne <b.beauchesne@betonprovincial.com>; Louis Thibault-Germain <l.germain@betonprovincial.com>

**ATTENTION:** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Mr Blanco

Je vous confirme que nous allons respecter le prix ci-dessous a la ligne p1 pour les 2 produits demandés

Article 1		
Indexation		
p0	28,10 \$	
p1	30,20 \$	7%
m0 PMPE	171,3	
m-1 PMPE référence	158,4	
m0 IPC	156,92	
m-1 IPC référence	146,3	
Article 2		
Indexation		
p0	38,99 \$	
p1	41,90 \$	
m0 PMPE	171,3	
m-1 PMPE référence	158,4	
m0 IPC	156,92	
m-1 IPC référence	146,3	

Voici les prix à la tonne si vous n'aviez pas d'entente  
 AB-10M (article 1), livraison incluse 47.00\$/tn  
 AB-10M avec sel (article 2), livraison incluse 64.70\$/tn

Merci

De : Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>

Envoyé : 25 avril 2024 14:00

À : Christian Fortier <c.fortier@betonprovincial.com>

Cc : isabelle.charette@ca.crh.com; Gendron, Marc (CRH Canada Group Inc.) <marc.gendron@ca.crh.com>; Éric Boucher <eric.boucher@betonprovincial.com>; jennifer.good@crh.com

Objet : Re: [EXT] Re: Notice - Ville de Montreal (Contrat Fourniture et livraison d'abrasifs)

Bonjour Mr. Fortier,

Merci du retour. Est-ce que vous serez le nouveau point de contact pour l'AO 22-19390 avec la ville de Montréal?

J'imagine que Demix Agregats vous a transmis tous les documents initiaux de l'AO dont vous allez continuer à servir pour l'année de prolongation, sinon je vous joins à nouveaux tous les documents. (Devis Technique, Contrat, Regie, Bordereau, ajustement de prix et la soumission de Demix avec les prix octroyés).

**Pour répondre à votre question sur les adresses et livraison et les quantités; vous les trouverez dans le devis à l'annexe 1 - Lieux de livraison et à l'annexe 2 - quantités par arrondissement et villes liées.**

Également, lors de mon processus de renouvellement; je voudrais valider quel serait le prix des 2 articles au contrat si nous n'avions pas de contrat et on achèterait hors entente. Pourriez-vous svp me dire quel serait le prix par tonne métrique des 2 articles au contrat si nous n'aurions pas d'entente.

Finalement, pour ce qu'est des garanties d'exécution. À la fin avril, celle de Demix Agregats pour 5% du montant du contrat initial leur sera retourné. Lorsque nous aurons passés à l'instance de la ville du comité d'agglomération (fin juin) pour le renouvellement avec vous Béton Provençal; une demande vous sera envoyé par notre équipe d'administration de contrat afin d'envoyer votre garantie d'exécution de 5% du montant du renouvellement.

Merci d'avance,

**Pablo Blanco**

Conseiller en approvisionnement

Service de l'acquisition

Section - Concertation, matériel roulant et voirie & signalisation

[pablo.blanco@montreal.ca](mailto:pablo.blanco@montreal.ca)

Montréal 

255, boul. Crémazie Est

Montréal (Québec) H2M 1L5

De : Christian Fortier <c.fortier@betonprovincial.com>

Envoyé : 23 avril 2024 14:41



(1)

**Dossier # : 1244530002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et d'études géotechniques avec les quatre (4) firmes suivantes: Les Services EXP inc. (Lot 1: 1 665 182,93 \$ taxes incluses ), FNX-INNOV inc. (Lot 2: 1 536 783,73 \$ taxes incluses ), Groupe ABS inc. (Lot 3: 1 391 062,40 \$ taxes incluses ) et WSP Canada inc. (Lot 4: 1 197 832,60 \$ taxes incluses), jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité. Dépenses totales: 5 790 861,66 \$ taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20479 - huit (8) soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. de conclure quatre (4) ententes-cadres, par lesquelles les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser des études de caractérisation environnementales et des études géotechniques dans le cadre de la réalisation des projets du Service de la stratégie immobilière (SSI) et du Service de la gestion et planification immobilière (SGPI), pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 24-20479, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin des 36 mois, selon la première éventualité;

Firme	Somme maximale (taxes incluses)	Contrat
Les Services EXP inc.	1 665 182,93 \$	1
FNX-INNOV inc.	1 536 783,73 \$	2
Groupe ABS inc.	1 391 062,40\$	3
WSP Canada inc.	1 197 832,60 \$	4

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;

3. de procéder à une évaluation de rendement des firmes Les Services EXP inc., FNX-INNOV inc., Groupe ABS inc. et WSP Canada inc. à la fin de leur contrat.

**Signé par** Peggy BACHMAN Le 2024-07-10 11:19

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

---

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1244530002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et d'études géotechniques avec les quatre (4) firmes suivantes: Les Services EXP inc. (Lot 1:1 665 182,93 \$ taxes incluses ), FNX-INNOV inc. (Lot 2:1 536 783,73 \$ taxes incluses ), Groupe ABS inc. (Lot 3:1 391 062,40 \$ taxes incluses ) et WSP Canada inc. (Lot 4:1 197 832,60 \$ taxes incluses), jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité. Dépenses totales: 5 790 861,66 \$ taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20479 - huit (8) soumissionnaires.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de la stratégie immobilière (SSI) et le Service de la gestion et planification immobilière (SGPI) requièrent les services de firmes spécialisées pour effectuer des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques dans le cadre de transactions immobilières (achat, vente, échange) et pour la réalisation de projets de construction ou de rénovation d'immeubles (poste de quartier, casernes de pompiers, bibliothèques, cours de voirie, etc.). Ces études sont nécessaires à la prise de décision et à la planification technique et budgétaire des projets.

Les quatre (4) enveloppes budgétaires des ententes-cadres en cours et conclues en février 2023 (CG23 0080) ont presque été totalement engagées à la suite d'une forte demande en raison d'un nombre important de transactions immobilières et de projets d'envergure. Comme il est prévu que de nombreuses études devront être réalisées dans les prochaines années, il est requis de conclure de nouvelles ententes-cadres.

Par conséquent, un appel d'offres public a été réalisé afin de retenir les services de quatre (4) firmes sélectionnées sur la base de leur pointage technique et de leur enveloppe de prix. Ces firmes réaliseront, au gré des demandes formulées par le Service de l'environnement, divers mandats d'études. Pour chaque contrat (Lot), le coût de l'ensemble des mandats ne pourra excéder le montant maximal autorisé.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres numéro 24-20479 a été publié le 17 avril 2024 sur le système électronique d'appel d'offres SÉAO et dans le quotidien Le Devoir. La durée de publication a été de quarante-trois (43) jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Lors de l'ouverture des soumissions le 30 mai 2024, huit (8) soumissionnaires ont présenté des soumissions. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 25 novembre 2024.

Quatre (4) addenda ont été publiés dans le SÉAO le 26 avril et les 10, 14 et 24 mai 2024 afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de certaines précisions apportées aux documents d'appel d'offres. À la demande d'un soumissionnaire, la date d'ouverture des soumissions, initialement prévue le 23 mai 2024, a été reportée au 30 mai 2024.

Le détail du processus est décrit à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0080 – 23 février 2023 – Conclure des ententes-cadres avec Groupe ABS inc. (Lot 1), SNC-Lavalin inc. (Lot 2), WSP Canada inc. (Lot 3) et FNX-INNOV inc. (Lot 4) pour des services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechnique dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles pour une durée de trois ans - Dépense totale de 4 415 569 \$, taxes incluses (Lot 1 : 1 204 295,29 \$, Lot 2 : 1 217 427,27 \$, Lot 3 : 1 052 071,26 \$ et Lot 4 : 941 775,17 \$) - Appel d'offres public 22-19153 (4 soum.)

CG19 0437 – 19 septembre 2019 – Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 723 855,24 \$), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC inc. (1 592 824,56 \$), Groupe ABS inc. (1 303 976,20 \$), WSP Canada inc. (978 293,42 \$) et Solmatech inc. (599 609,57 \$) totalisant une somme maximale de 6 198 558,99 \$, taxes incluses, pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques, dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles - Appel d'offres public 19-17508 (6 soum.)

CG16 0412 – 22 juin 2016 – Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études géotechniques et de caractérisation environnementale et d'inventaire des matières préoccupantes requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville avec les firmes suivantes : Les Consultants S.M. inc. pour une somme maximale de 1 719 537,36 \$, GHD Consultants Ltée pour une somme maximale de 1 474 077,23 \$, le Groupe ABS inc. pour une somme maximale de 1 135 244,98 \$, et WSP Canada inc. pour une somme maximale de 839 443,40 \$. Les sommes indiquées incluent toutes les taxes. Appel d'offres public no 16-14947 (5 soum.)

## **DESCRIPTION**

Les services professionnels qui seront rendus sont, sans s'y limiter, les suivants :

- La réalisation d'études de caractérisation environnementale;
- La réalisation d'études géotechniques;

Les services professionnels connexes suivants pourront également être demandés par la Ville :

- La préparation de devis techniques spéciaux pour la gestion des déblais et de l'eau et les travaux de réhabilitation environnementale,
- La préparation de déclarations de conformité, de plans de réhabilitation et de demandes d'autorisations ministérielles à soumettre au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs du Québec (MELCCFP), et le soutien pour répondre aux demandes d'informations supplémentaires;
- La réalisation d'estimations des coûts pour la gestion des déblais et de l'eau et pour



- des travaux de réhabilitation environnementale, ainsi que des estimations de coûts liés à des conditions géotechniques défavorables;
- La surveillance des travaux de gestion des déblais, de réhabilitation environnementale et pour assurer la traçabilité des sols contaminés;
- La formulation de recommandations pour les mesures de mitigation pour le contrôle des gaz;
- L'accompagnement et la préparation de tout document requis pour soumettre une demande de subvention pour la réhabilitation des terrains contaminés.

Le mode de rémunération des honoraires professionnels est établi sur la base de taux horaires par catégorie d'employés, tandis que les dépenses sont établies sur la base de taux unitaires pour la réalisation des travaux de sondages, des analyses chimiques et des essais de laboratoire.

L'enveloppe maximale attribuée à chacune des firmes permettra de réaliser plusieurs mandats.

Tout au long de la prestation des services, les firmes seront encadrées par les professionnels du Service de l'environnement (SENV). De plus, les ententes-cadres seront coordonnées et administrées par le SENV.

Les quatre (4) contrats (Lots) représentent une somme totale maximale de 5 790 861,66 \$ et seront valides jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de trente-six mois (36) mois, selon la première éventualité. À leur expiration, les contrats pourront être renouvelés pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 24-20479, il est recommandé de retenir les services des quatre (4) firmes suivantes :

<b>Contrat (Lot)</b>	<b>Nom de la firme</b>	<b>Montant de la soumission (taxes incluses)</b>
1	Les Services EXP inc.	1 665 182,93 \$
2	FNX Innov inc.	1 536 783,73 \$
3	Groupe ABS	1 391 062,40 \$
4	WSP Canada inc	1 197 832,60 \$
	<b>TOTAL</b>	<b>5 790 861,66 \$</b>

## JUSTIFICATION

Les documents d'appel d'offres ont été élaborés afin que quatre (4) contrats (Lots) soient octroyés par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final à la suite de l'évaluation des soumissions.

À la suite de la publication de l'appel d'offres public no 24-20479, sur quatorze (14) preneurs du cahier des charges, huit (8) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 57 %. Parmi les six (6) firmes qui n'ont pas déposé d'offre, trois (3) l'ont justifié en raison d'un carnet de commandes déjà complet ou d'un manque de ressources pour la taille des mandats, alors qu'aucune justification n'a été obtenue des trois (3) autres firmes. La liste des preneurs du cahier des charges est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les huit (8) soumissions qui ont été reçues ont été jugées recevables et ont été soumises pour évaluation au comité de sélection formé de trois (3) personnes. Les soumissions ont été

évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Les soumissions ont été jugées conformes pour sept (7) firmes soumissionnaires, le pointage intérimaire de 70 % ayant été obtenu par ces firmes; une soumission (1) a ainsi été jugée non conforme au regard du pointage intérimaire.

Les tableaux suivants résument les notes obtenues lors de l'évaluation des soumissions conformes par le comité de sélection (une firme retenue pour recommandation en vue d'octroyer un contrat devient non conforme pour les autres contrats) :

#### Contrat (Lot) 1

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
Les Services EXP inc.	74	0,74	1 665 182,93 \$	N/A	1 665 182,93 \$
FNX Innov inc	72	0,74	1 654 350,56 \$	N/A	1 654 350,56 \$
Groupe ABS	72,2	0,73	1 679 051,78 \$	N/A	1 679 051,78 \$
WSP Canada inc.	75,7	0,72	1 734 703,28 \$	N/A	1 734 703,28 \$
AtkinsRéalisis Canada inc.	82,0	0,71	1 859 766,62 \$	N/A	1 859 766,62 \$
Terrapex Environnement Ltée	74,0	0,67	1 846 044,35 \$	N/A	1 846 044,35 \$
Englobe Corp	74,3	0,63	1 959 988,66 \$	N/A	1 959 988,66 \$
Dernière estimation réalisée			1 501 510,26 \$	N/A	1 501 510,26 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$)					163 672,67 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					10,9%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2ème meilleure note finale - adjudicataire)					-10 832,37 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) (2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					-0,7%

#### Contrat (Lot) 2

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
FNX Innov inc.	72	0,79	1 536 783,73 \$	N/A	1 536 783,73 \$
Groupe ABS	72,2	0,78	1 559 216,22 \$	N/A	1 559 216,22 \$
WSP Canada inc.	75,7	0,78	1 613 072,81 \$	N/A	1 613 072,81 \$
Atkins Réalisis Canada inc	82,0	0,76	1 729 353,92 \$	N/A	1 729 353,92 \$
Terrapex Environnement Ltée	74,0	0,72	1 713 006,78 \$	N/A	1 713 006,78 \$
Englobe Corp	74,3	0,68	1 820 180,61 \$	N/A	1 820 180,61 \$

Dernière estimation réalisée			1 394 514,53 \$	N/A	1 394 514,53 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$)					142 269,20 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					10,2%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2ème meilleure note finale - adjudicataire)					22 432,49 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) (2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					1,5%

### Contrat (Lot) 3

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
<b>Groupe ABS</b>	<b>72,2</b>	<b>0,88</b>	<b>1 391 062,40 \$</b>	<b>N/A</b>	<b>1 391 062,40 \$</b>
WSP Canada inc.	75,7	0,87	1 439 690,33 \$	N/A	1 439 690,33 \$
Atkins Réalis Canada inc	82,0	0,86	1 543 400,26 \$	N/A	1 543 400,26 \$
Terrapex Environnement Ltée	74,0	0,81	1 532 559,26 \$	N/A	1 532 559,26 \$
Englobe Corp	74,3	0,79	1 564 719,49 \$	N/A	1 564 719,49 \$
Dernière estimation réalisée			1 244 667,61 \$	N/A	1 244 667,61 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$)					146 394,79 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					11,8%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2ème meilleure note finale - adjudicataire)					48 627,93 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) (2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					3,5%

### Contrat (Lot) 4

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
<b>WSP Canada inc.</b>	<b>75,7</b>	<b>1,05</b>	<b>1 197 832,60 \$</b>	<b>N/A</b>	<b>1 197 832,60 \$</b>
Atkins Réalis Canada inc	82,0	1,03	1 283 624,02 \$	N/A	1 283 624,02 \$
Terrapex Environnement Ltée	74,0	0,97	1 274 515,12 \$	N/A	1 274 515,12 \$
Englobe Corp	74,3	0,96	1 300 119,71 \$	N/A	1 300 119,71 \$
Dernière estimation réalisée			1 036 131,71 \$	N/A	1 036 131,71 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$)					161 700,90 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire -					

estimation) / estimation) X 100%	15,6%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2ème meilleure note finale - adjudicataire)	85 791,42 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) (2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%	7,2%

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les écarts entre la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final et la dernière estimation pour les lots 1, 2 et 3 sont de 10,2 % à 11,8 %. Les écarts observés sont répartis sur l'ensemble des items au bordereau et représentatifs des taux estimés.

L'écart entre la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final et la dernière estimation pour le lot 4 est de 15,6 %. Les taux soumis sont considérés représentatifs des taux estimés. On note toutefois des écarts plus marqués avec les montants estimés pour des activités associées aux travaux de terrain et à certains essais. Ceci pourrait s'expliquer en partie par l'incertitude quant à l'augmentation du volume de travail et de la demande auprès de certains sous-traitants qui serait engendrée par les nouvelles exigences du MELCCFP relativement aux études de caractérisation.

Les écarts calculés entre le prix de l'adjudicataire et celui du soumissionnaire ayant la deuxième meilleure note finale, varient entre -0,7 % et 7,2 %. Ces écarts confirment que les soumissionnaires de ce secteur d'activité offrent leur service à des taux comparables. Notons que dans le cas du lot 1, la note finale arrondie à 3 décimales de l'adjudicataire (Les Services EXP inc.) est 0,745 alors que la note finale du soumissionnaire ayant obtenu la 2e meilleure note mais dont le prix de base est moins élevé (FNX Innov inc.), est 0,737, ce qui explique le rang obtenu pour ces deux firmes.

De façon générale, les raisons pouvant justifier les écarts observés sont les suivantes :

- Le bassin de firmes offrant de tels services a été sollicité par des appels d'offres de la Ville pour des services professionnels de même nature à quelques reprises depuis 2 ans;
- La grande demande de services professionnels dans le marché actuel.

Toutefois, nous constatons un regain d'intérêts des firmes spécialisées en environnement et géotechnique. Le fait que huit (8) firmes aient déposé une soumission pour un total de quatre (4) contrats est favorable à une saine compétition.

Pour ces raisons, les écarts de prix sont jugés acceptables pour les quatre (4) contrats.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret no. 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Les Services EXP inc. détient une autorisation de l'AMP, délivrée le 20 novembre 2023 et valide jusqu'au 19 novembre 2028.

FNX-Innov inc. détient une autorisation de l'AMP, délivrée le 27 janvier 2023 et valide jusqu'au 26 janvier 2026.

Groupe ABS inc. détient une autorisation de l'AMP, délivrée le 25 janvier 2023 et valide jusqu'au 24 janvier 2026.

WSP Canada inc. détient une autorisation de l'AMP, délivrée le 9 février 2024 et valide jusqu'au 8 février 2029.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des quatre (4) adjudicataires dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section Contrat des documents d'appels d'offres.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire principalement dédiées pour la fourniture de services professionnels pour divers projets aux SSI et SGPI, mais pourraient être parfois utilisées par d'autres services centraux ou arrondissements, sous la supervision du SENV.

Les mandats seront attribués sur demande, au fur et à mesure des besoins des projets. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits.

Le SENV s'assurera du suivi des budgets dédiés aux enveloppes.

Les coûts des ententes-cadres sont répartis selon les lots suivants (montant taxes incluses) :

Contrat - Lot 1 : Les Services EXP inc. – 1 665 182,93 \$

Contrat - Lot 2 : FNX-Innov inc. – 1 536 783,73 \$

Contrat - Lot 3 : Groupe ABS inc. – 1 391 062,40 \$

Contrat - Lot 4 : WSP Canada inc. - 1 197 832,60 \$

La dépense totale à autoriser est de 5 790 861,66 \$ taxes incluses.

À leur expiration, les contrats peuvent être renouvelés pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en ce qui concerne les priorités 1, 5, 16 et 19 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.

Il est de ce fait cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et pourrait contribuer à la diminution des vulnérabilités climatiques liées aux impacts des pluies abondantes notamment. Les études géotechniques réalisées par le biais des services professionnels permettront de documenter les conditions de sols et d'eau souterraine, facilitant l'aménagement d'infrastructures vertes pérennes et efficaces.

Finalement, le projet n'a pas pour but de contribuer à des engagements en inclusion, équité ou accessibilité universelle, mais les services professionnels retenus pourraient être utilisés afin de réaliser des études géotechniques ou des caractérisations environnementales dans le cadre de projets d'infrastructures contribuant à favoriser de tels principes.

La Grille d'analyse Montréal 2030 relative à ce dossier et qui détaille la contribution de ce projet à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la Ville, se retrouve en pièces jointes.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ces ententes-cadres de services professionnels doivent être octroyées dans les meilleurs délais de façon à ne pas retarder l'échéancier de réalisations de plusieurs projets du SSI et du SGPI, et permettre que les conditions géotechniques et environnementales du site soient connues au préalable pour les prises de décisions stratégiques propres à ces Services, limitant ainsi les risques de surcoûts futurs.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des services : septembre 2024

Fin des services : trente-six (36) mois à partir de la date d'envoi de l'avis d'adjudication aux adjudicataires ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat avec une option de renouvellement de 12 mois.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Malika EL YAAGOUBI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Vincent LEBLANC, Service de la gestion et planification des immeubles  
Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications  
Annie GERBEAU, Service de la stratégie immobilière  
Dany LAROCHE, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Dany LAROCHE, 5 juillet 2024  
Annie GERBEAU, 5 juillet 2024  
Vincent LEBLANC, 4 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-03

Ingrid HOLLER  
Ingénieure

**Tél :** 514 863-1343  
**Télécop. :**

Claire MERCKAERT  
Cheffe de section

**Tél :** 514 248-8721  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Arnaud BUDKA  
directeur(-trice) gestion matières résiduelles  
infras

**Tél :** (514) 464-3042  
**Approuvé le :** 2024-07-05

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE  
directeur(-trice) de service - environnement

**Tél :** (514) 795-4732  
**Approuvé le :** 2024-07-09

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier :

Unité administrative responsable :

Projet : Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementales et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de projets de construction ou de rénovation d'immeubles - Appel d'offres public 24-20479

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<b>Transition écologique :</b> 1 - Réduire de 55 % les <b>émissions de GES</b> sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050. 5 - Tendre vers un avenir <b>zéro déchet</b> , plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
<b>Innovation et créativité :</b> 16 - Propulser Montréal comme <b>laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages</b> entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.			
<b>Quartier :</b> 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			



### 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

#### **Priorités 1 et 5**

Les services professionnels en géotechnique et en environnement contribueront au développement durable en émettant des recommandations permettant de favoriser la réutilisation ou la valorisation des sols et des matières résiduelles granulaires lorsque possible notamment en lien avec le nouveau règlement concernant la valorisation de matières résiduelles [RLRQ c. Q2, r.49]. Ces recommandations visent à diminuer, à terme, le camionnage dans les rues de la métropole et ainsi diminuer l'émission de gaz à effet de serre liés au transport routier.

Le volet de surveillance environnementale de la gestion des déblais permet de vérifier que les pratiques légales relatives aux sols excavés sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, la surveillance environnementale permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

Les services professionnels permettront notamment de répondre aux exigences du nouveau Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés qui vise à contrer les déversements illégaux de sols contaminés qui sont dommageables pour l'environnement. De plus, les services professionnels serviront à documenter les conditions propices à l'aménagement d'infrastructures vertes plus performantes sur l'ensemble du territoire montréalais et donc à accélérer la transition écologique de la Ville en luttant contre les changements climatiques tout en réduisant les îlots de chaleur et la pollution.

#### **Priorité 16**

Les données sur la nature des sols et du roc en place récoltées dans le cadre des études géotechniques et des caractérisations environnementales permettront d'alimenter les bases de données de la Ville et de les partager avec les différents acteurs du milieu universitaire permettant ainsi de faire avancer leurs recherches. Les études réalisées approfondiront nos connaissances du milieu souterrain afin de mettre en exergue des enjeux potentiels liés à la trame urbaine et à l'impact des travaux d'infrastructures et d'aménagement sur le milieu.

#### **Priorité 19**

Les études géotechniques réalisées avec les services professionnels permettront de concevoir des infrastructures pérennes et de qualité en regard des conditions de sols dans lesquelles elles seront construites.

Elles permettront également de sécuriser les chantiers en documentant les conditions de sols existantes protégeant ainsi les citoyens circulant aux abords de nos grands chantiers municipaux.

Finalement, la diminution du camionnage résultant de la réutilisation des sols sur les chantiers rendra les déplacements des citoyens plus sécuritaires.

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>X</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 25 janvier 2023

GROUPE ABS INC.  
A/S MADAME MANON TREMBLAY  
17, RUE DE L'INDUSTRIE  
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

N° de décision : 2023-DAMP-1237  
N° de client : 3000144512  
N° d'entreprise du Québec : 1165977969

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GROUPE ABS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **24 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le [site Web de l'AMP](#).

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 20 novembre 2023

LES SERVICES EXP INC.  
A/S MADAME AHN HAE-JIN  
1595, CLARK BLVD  
BRAMPTON (ON) L6T 4V1

N° de décision : 2023-DAMP-3211  
N° de client : 2700027173  
N° d'entreprise du Québec : 1167268128

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 novembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 7 février 2024

FNX-INNOV INC.  
A/S MONSIEUR RICHARD HÉLIE  
433, RUE CHABANEL O  
BUR. 1200  
MONTRÉAL (QC) H2N 2J8

N° de client : 3001642376  
N° de référence : 2400127297

Objet : Changement de NEQ de FNX-INNOV INC.

---

Monsieur,

L'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») a été informée du changement de NEQ de l'entreprise FNX-INNOV INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau NEQ de l'entreprise est dorénavant le 1179406682 et qu'aucun autre changement, hormis le NEQ n'a été apporté à l'entreprise FNX-INNOV INC. autorisée le 27 JANVIER 2023.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le changement a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'AMP.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Chantal au 1 418 646-0222.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité et du soutien juridique

Le 27 janvier 2023

FNX-INNOV INC.  
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU  
433, RUE CHABANEL O  
BUR. 1200  
MONTRÉAL (QC) H2N 2J8

N° de décision : 2023-DAMP-1318  
N° de client : 3001642376  
N° d'entreprise du Québec : 1174002437

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. FNX-INNOV INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **26 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 9 février 2024

WSP SOLUTIONS APPLIQUÉES INC.  
A/S MONSIEUR CHARLES A NIETO  
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O  
BUR. 1100  
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

N° de décision : 2024-DAMP-0138  
N° de client : 1100415943  
N° d'entreprise du Québec : 1179201232

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. WSP SOLUTIONS APPLIQUÉES INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au **8 février 2029**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.quebec](http://www.amp.quebec).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

**Dossier # : 1244530002**

**Unité administrative responsable :** Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM

**Objet :** Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et d'études géotechniques avec les quatre (4) firmes suivantes: Les Services EXP inc. (Lot 1:1 665 182,93 \$ taxes incluses ), FNX-INNOV inc. (Lot 2:1 536 783,73 \$ taxes incluses ), Groupe ABS inc. (Lot 3:1 391 062,40 \$ taxes incluses ) et WSP Canada inc. (Lot 4:1 197 832,60 \$ taxes incluses), jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou pour une durée de 36 mois, selon la première éventualité. Dépenses totales: 5 790 861,66 \$ taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20479 - huit (8) soumissionnaires.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**



24-20479 PV.pdf



24-20479\_ Liste des commandes.pdf



24-20479\_Intervention lot 1.pdf



24-20479\_Intervention lot 2.pdf



24-20479\_Intervention lot 3.pdf



24-20479\_Intervention lot 4.pdf



24-20479\_TABLEAU RESULTAT GLOBAL FINAL\_LOT 1.pdf



24-20479-TABLEAU RESULTAT GLOBAL FINAL LOT 2.pdf



24-20479-TABLEAU RESULTAT GLOBAL FINAL LOT 3.pdf



24-20479\_TABLEAU RESULTAT GLOBAL FINAL LOT 4.pdf



---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Malika EL YAAGOUBI  
Agente d'approvisionnement 2  
**Tél :** 514-868-5955

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-05

Stéphanie MOREL  
chef(fe) de section - approvisionnement  
**Tél :** 514-704-0292  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

<b>Identification</b>	
No de l'appel d'offres :	24-20479 Lot 1
No du GDD :	1244530002
Titre de l'appel d'offres :	Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

<b>Déroulement de l'appel d'offres</b>	
Lancement effectué le :	17 - 4 - 2024
Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	23 - 5 - 2024
Date du dernier addenda émis :	24 - 5 - 2024
Ouverture faite le :	30 - 5 - 2024
Délai total accordé aux soumissionnaires :	42 jrs
Date du comité de sélection :	13 - 6 - 2024

<b>Analyse des soumissions</b>			
Nbre de preneurs :	14	Nbre de soumissions reçues :	8
		% de réponses :	175
		Nbre de soumissions rejetées :	1
		% de rejets :	7,143
Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique		
GROUPE GEOS INC	Technique		
Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	26 - 11 - 2024
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	26 - 11 - 2024

<b>Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi</b>			
Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées <input checked="" type="checkbox"/> et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples			
Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ATKINSRÉALIS CANADA INC	1 859 766,62 \$		
ENGLOBE CORP	1 959 988,66 \$		
GROUPE ABS	1 679 051,78 \$		
LES SERVICES EXP INC	1 665 182,93 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	1
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	1 846 044,35 \$		
WSP CANADA INC	1 734 703,28 \$		
FNX INNOV INC	1 654 350,56 \$		

<b>Information additionnelle</b>
Les raisons de désistement sont:
*Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.
*Nous ne disposons pas de l'équipe disponible par rapport à la taille du mandat.

Préparé par : Malika El Yaagoubi Le 4 - 7 - 2024

24-20479 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Méthodologie proposée</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</i>	<i>Qualification et expérience du chargé de projet</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	<i>Lot 1</i>
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>13-06-2024</b>
ATKINSRÉALIS CANADA INC	4,00	12,33	16,67	12,00	17,00	20,00	82,0	1 859 766,62 \$	0,71	5	<b>Heure</b>	11 h 00
ENGLOBE CORP	3,83	10,33	13,33	12,17	13,00	21,67	74,3	1 959 988,66 \$	0,63	7	<b>Lieu</b>	Teams
FNX INNOV INC	3,17	11,83	14,00	12,33	13,67	17,00	72,0	1 654 350,56 \$	0,74	2		
GROUPE ABS	3,17	11,00	14,33	12,00	14,00	17,67	72,2	1 679 051,78 \$	0,73	3		
GROUPE GEOS INC	3,50	10,67	14,00	9,50	13,67	17,00	68,3			<b>Non conforme</b>		
LES SERVICES EXP INC	3,33	12,00	15,00	10,33	15,67	17,67	74,0	1 665 182,93 \$	0,74	1	<b>Facteur «K»</b>	50
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	3,17	10,33	15,33	10,50	15,67	19,00	74,0	1 846 044,35 \$	0,67	6		
WSP CANADA INC	3,67	9,67	15,00	12,00	15,67	19,67	75,7	1 734 703,28 \$	0,72	4		
0							-		-			
0							-		-			
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Malika El Yaagoubi</b>											

Multiplicateur d'ajustement

10000

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

<b>Identification</b>	
No de l'appel d'offres :	24-20479 Lot 2
No du GDD :	1244530002
Titre de l'appel d'offres :	Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

<b>Déroulement de l'appel d'offres</b>	
Lancement effectué le :	17 - 4 - 2024
Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	23 - 5 - 2024
Date du dernier addenda émis :	24 - 5 - 2024
Ouverture faite le :	30 - 5 - 2024
Délai total accordé aux soumissionnaires :	42 jrs
Date du comité de sélection :	13 - 6 - 2024

<b>Analyse des soumissions</b>			
Nbre de preneurs :	14	Nbre de soumissions reçues :	8
		% de réponses :	175
		Nbre de soumissions rejetées :	2
		% de rejets :	14,29
Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique		
GROUPE GEOS INC	Technique		
LES SERVICES EXP INC	Remporté le Lot 1		
Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	26 - 11 - 2024
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	26 - 11 - 2024

<b>Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi</b>			
Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées <input checked="" type="checkbox"/> et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples			
Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input type="checkbox"/>	# Lot
ATKINSRÉALIS CANADA INC	1 729 353,92 \$	<input type="checkbox"/>	
ENGLOBE CORP	1 820 180,61 \$	<input type="checkbox"/>	
GROUPE ABS	1 559 216,22 \$	<input type="checkbox"/>	
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	1 713 006,78 \$	<input type="checkbox"/>	
WSP CANADA INC	1 613 072,81 \$	<input type="checkbox"/>	
FNX INNOV INC	1 536 783,73 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	2
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	

<b>Information additionnelle</b>
Les raisons de désistement sont:
*Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.
*Nous ne disposons pas de l'équipe disponible par rapport à la taille du mandat.

Préparé par : Malika El Yaagoubi

Le 4 - 7 - 2024

24-20479 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Méthodologie proposée</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</i>	<i>Qualification et expérience du chargé de projet</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	<i>Lot 2</i>
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>13-06-2024</b>
ATKINSRÉALIS CANADA INC	4,00	12,33	16,67	12,00	17,00	20,00	82,0	1 729 353,92 \$	0,76	4	<b>Heure</b>	11 h 00
ENGLOBE CORP	3,83	10,33	13,33	12,17	13,00	21,67	74,3	1 820 180,61 \$	0,68	6	<b>Lieu</b>	Teams
FNX INNOV INC	3,17	11,83	14,00	12,33	13,67	17,00	72,0	1 536 783,73 \$	0,79	1		
GRUPE ABS	3,17	11,00	14,33	12,00	14,00	17,67	72,2	1 559 216,22 \$	0,78	2		<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
GRUPE GEOS INC	3,50	10,67	14,00	9,50	13,67	17,00	68,3			<b>Non conforme</b>		<b>10000</b>
LES SERVICES EXP INC	3,33	12,00	15,00	10,33	15,67	17,67	74,0		-		<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	3,17	10,33	15,33	10,50	15,67	19,00	74,0	1 713 006,78 \$	0,72	5		
WSP CANADA INC	3,67	9,67	15,00	12,00	15,67	19,67	75,7	1 613 072,81 \$	0,78	3		
0							-		-			
0							-		-			
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Malika El Yaagoubi</b>											

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

<b>Identification</b>	
No de l'appel d'offres :	24-20479 Lot 3
No du GDD :	1244530002
Titre de l'appel d'offres :	Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

<b>Déroulement de l'appel d'offres</b>	
Lancement effectué le :	17 - 4 - 2024
Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	23 - 5 - 2024
Date du dernier addenda émis :	24 - 5 - 2024
Ouverture faite le :	30 - 5 - 2024
Délai total accordé aux soumissionnaires :	42 jrs
Date du comité de sélection :	13 - 6 - 2024

<b>Analyse des soumissions</b>			
Nbre de preneurs :	14	Nbre de soumissions reçues :	8
		% de réponses :	175
		Nbre de soumissions rejetées :	3
		% de rejets :	21,43
<u>Soumission(s) rejetée(s) (nom)</u>	<u>Motif de rejet: administratif et / ou technique</u>		
GROUPE GEOS INC	Technique		
LES SERVICES EXP INC	Remporté le Lot 1		
FNX INNOV INC	Remporté le Lot 2		
Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	26 - 11 - 2024
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	26 - 11 - 2024

<b>Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi</b>			
Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées <input checked="" type="checkbox"/> et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples			
Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ATKINSRÉALIS CANADA INC	1 543 400,26 \$		
ENGLOBE CORP	1 564 719,49 \$		
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	1 532 559,26 \$		
WSP CANADA INC	1 439 690,33 \$		
GROUPE ABS	1 391 062,40 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	3

<b>Information additionnelle</b>
Les raisons de désistement sont:
*Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.
*Nous ne disposons pas de l'équipe disponible par rapport à la taille du mandat.

Préparé par : Malika El Yaagoubi Le 4 - 7 - 2024

24-20479 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Méthodologie proposée</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</i>	<i>Qualification et expérience du chargé de projet</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	<i>Lot 3</i>
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>13-06-2024</b>
ATKINSRÉALIS CANADA INC	4,00	12,33	16,67	12,00	17,00	20,00	82,0	1 543 400,26 \$	0,86	3	<b>Heure</b>	11 h 00
ENGLOBE CORP	3,83	10,33	13,33	12,17	13,00	21,67	74,3	1 564 719,49 \$	0,79	5	<b>Lieu</b>	Teams
FNX INNOV INC	3,17	11,83	14,00	12,33	13,67	17,00	72,0		-			
GROUPE ABS	3,17	11,00	14,33	12,00	14,00	17,67	72,2	1 391 062,40 \$	0,88	1		<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
GROUPE GEOS INC	3,50	10,67	14,00	9,50	13,67	17,00	68,3			Non conforme		10000
LES SERVICES EXP INC	3,33	12,00	15,00	10,33	15,67	17,67	74,0		-		<b>Facteur «K»</b>	50
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	3,17	10,33	15,33	10,50	15,67	19,00	74,0	1 532 559,26 \$	0,81	4		
WSP CANADA INC	3,67	9,67	15,00	12,00	15,67	19,67	75,7	1 439 690,33 \$	0,87	2		
0							-		-			
0							-		-			
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Malika El Yaagoubi</b>											

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

<b>Identification</b>	
No de l'appel d'offres :	24-20479 Lot 4
No du GDD :	1244530002
Titre de l'appel d'offres :	Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

<b>Déroulement de l'appel d'offres</b>	
Lancement effectué le :	17 - 4 - 2024
Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	23 - 5 - 2024
Date du dernier addenda émis :	24 - 5 - 2024
Ouverture faite le :	30 - 5 - 2024
Délai total accordé aux soumissionnaires :	42 jrs
Date du comité de sélection :	13 - 6 - 2024

<b>Analyse des soumissions</b>			
Nbre de preneurs :	14	Nbre de soumissions reçues :	8
		% de réponses :	175
		Nbre de soumissions rejetées :	4
		% de rejets :	28,57
<u>Soumission(s) rejetée(s) (nom)</u>	<u>Motif de rejet: administratif et / ou technique</u>		
GROUPE GEOS INC	Technique		
LES SERVICES EXP INC	Remporté le Lot 1		
FNX INNOV INC	Remporté le Lot 2		
GROUPE ABS	Remporté le Lot 3		
Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	26 - 11 - 2024
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	26 - 11 - 2024

<b>Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi</b>			
Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées <input checked="" type="checkbox"/> et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples			
Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input type="checkbox"/>	# Lot
ATKINSRÉALIS CANADA INC	1 283 624,02 \$	<input type="checkbox"/>	
ENGLLOBE CORP	1 300 119,71 \$	<input type="checkbox"/>	
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	1 274 515,12 \$	<input type="checkbox"/>	
WSP CANADA INC	1 197 832,60 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	4

<b>Information additionnelle</b>
Les raisons de désistement sont:
*Nous ne disposons pas de l'équipe disponible par rapport à la taille du mandat.
*Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

Préparé par : Malika El Yaagoubi

Le 4 - 7 - 2024



24-20479 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Méthodologie proposée</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</i>	<i>Qualification et expérience du chargé de projet</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	<i>Lot 4</i>
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>15%</b>	<b>20%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>13-06-2024</b>
ATKINSRÉALIS CANADA INC	4,00	12,33	16,67	12,00	17,00	20,00	82,0	1 283 624,02 \$	1,03	2	<b>Heure</b>	11 h 00
ENGLOBE CORP	3,83	10,33	13,33	12,17	13,00	21,67	74,3	1 300 119,71 \$	0,96	4	<b>Lieu</b>	Teams
FNX INNOV INC	3,17	11,83	14,00	12,33	13,67	17,00	72,0		-			
GRUPE ABS	3,17	11,00	14,33	12,00	14,00	17,67	72,2		-			
GRUPE GEOS INC	3,50	10,67	14,00	9,50	13,67	17,00	68,3			<b>Non conforme</b>		<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
LES SERVICES EXP INC	3,33	12,00	15,00	10,33	15,67	17,67	74,0		-		<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE	3,17	10,33	15,33	10,50	15,67	19,00	74,0	1 274 515,12 \$	0,97			
WSP CANADA INC	3,67	9,67	15,00	12,00	15,67	19,67	75,7	1 197 832,60 \$	1,05	<b>1</b>		
0							-		-			
0							-		-			
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Malika El Yaagoubi</b>											



## Liste des commandes

**Numéro** : 24-20479

**Numéro de référence** : 1835999

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et des études géotechniques

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9430-1785 Québec inc. 9030, rue du Champ-d'eau Montréal, QC, H1P3M4	<a href="#">Monsieur Eric Giroux</a> Téléphone : 418 520-6619 Télécopieur :	<b>Commande : (2362297)</b> 2024-05-07 8 h 51 <b>Transmission :</b> 2024-05-07 8 h 51	4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-05-07 8 h 51 - Téléchargement 4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel 4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel 4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel 4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement 4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel 4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ATKINSRÉALIS CANADA INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	<a href="#">Madame Pascale Sinclair</a> Téléphone : 418 621-9700 Télécopieur :	<b>Commande : (2352657)</b> 2024-04-18 16 h 50 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 16 h 50	4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 23 - Courriel 4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel 4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel 4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement 4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel 4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement 4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel

			<p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 <a href="http://www.aecom.com">http://www.aecom.com</a></p>	<p><a href="#">Madame Wendy Klacko</a> Téléphone : 514 789-1411 Télécopieur : 514 287-8600</p>	<p><b>Commande : (2352589)</b> 2024-04-18 15 h 57 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 15 h 57</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 22 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>DEC ENVIRO 149-B rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 <a href="http://www.decenviro.com">http://www.decenviro.com</a></p>	<p><a href="#">Monsieur Kevin Donovan</a> Téléphone : 514 587-6177 Télécopieur : 514 227-5377</p>	<p><b>Commande : (2351988)</b> 2024-04-18 8 h 48 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 8 h 48</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 23 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>Englobe Corp. 1001, rue Sherbrooke est Bureau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 <a href="http://www.englobecorp.com">http://www.englobecorp.com</a></p>	<p><a href="#">Madame Annie Vachon</a> Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :</p>	<p><b>Commande : (2353794)</b> 2024-04-22 10 h <b>Transmission :</b> 2024-04-22 10 h</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 22 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p>

			<p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 <a href="http://www.fnx-innov.com">http://www.fnx-innov.com</a></p>	<p><a href="#">Madame Sophie Pelletier</a> Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662</p>	<p><b>Commande : (2367023)</b> 2024-05-15 10 h 13 <b>Transmission :</b> 2024-05-15 10 h 13</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-15 10 h 13 - Téléchargement</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 <a href="http://www.ghd.com">http://www.ghd.com</a></p>	<p><a href="#">Madame Stéphanie Guindon</a> Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674</p>	<p><b>Commande : (2352121)</b> 2024-04-18 10 h 06 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 10 h 06</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 23 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p>

<p>GROUPE ABS INC. 7950, rue Vauban Montréal, QC, H1J 2X5 <a href="https://www.groupeabs.com/">https://www.groupeabs.com/</a></p>	<p><a href="#">Madame Vicky Messier (Appels d'offres)</a> Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548</p>	<p><b>Commande : (2352476)</b> 2024-04-18 14 h 40 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 14 h 40</p>	<p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p> <p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 23 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479 _Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479 _Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>GROUPE GEOS INC. 4700 boul. Wilfrid-Hamel Québec, QC, G1P 2J9 <a href="http://groupegeos.ca">http://groupegeos.ca</a></p>	<p><a href="#">Monsieur Eric Giroux</a> Téléphone : 418 903-7313 Télécopieur :</p>	<p><b>Commande : (2371308)</b> 2024-05-24 11 h 09 <b>Transmission :</b> 2024-05-24 11 h 09</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4122816 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4122817 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4123733 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4124981 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479 _Addenda 3 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>4132069 - 24-20479 _Addenda 4 2024-05-24 11 h 09 - Téléchargement</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>LES SERVICES EXP INC. 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2</p>	<p><a href="#">Madame Isabelle Milette</a> Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994</p>	<p><b>Commande : (2352177)</b> 2024-04-18 10 h 45 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 10 h 45</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 22 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479 _Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p>

			<p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>SOLMATECH INC. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 <a href="http://www.solmatech.ca">http://www.solmatech.ca</a></p>	<p><a href="#">Madame Catherine Fortin</a> Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500</p>	<p><b>Commande : (2361110)</b> 2024-05-03 13 h 48 <b>Transmission :</b> 2024-05-03 13 h 48</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-05-03 13 h 48 - Téléchargement</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 42 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 42 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 42 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1</p>	<p><a href="#">Madame Sylvie Prevost</a> Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :</p>	<p><b>Commande : (2351928)</b> 2024-04-18 8 h 09 <b>Transmission :</b> 2024-04-18 8 h 09</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 22 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p>

<p>TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE 135, rue Singapour Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A0P6 <a href="http://www.terrapex.ca">http://www.terrapex.ca</a></p>	<p><a href="#">Monsieur Martin Lebel</a> Téléphone : 418 573-6311 Télécopieur :</p>	<p><b>Commande : (2352776)</b> 2024-04-19 8 h <b>Transmission :</b> 2024-04-19 8 h</p>	<p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p> <p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-04-26 10 h 23 - Courriel</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5</p>	<p><a href="#">Madame Linda Pichette</a> Téléphone : 581 814-5984 Télécopieur : 418 624-1857</p>	<p><b>Commande : (2359939)</b> 2024-05-02 8 h 43 <b>Transmission :</b> 2024-05-02 8 h 43</p>	<p>4114546 - 24-20479-Addenda 1 2024-05-02 8 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122816 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4122817 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4122818 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123732 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-10 11 h 43 - Courriel</p> <p>4123733 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4123734 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-10 11 h 43 - Téléchargement</p> <p>4124980 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (devis) 2024-05-13 14 h 11 - Courriel</p> <p>4124981 - 24-20479_Addenda 2 et annexes (bordereau) 2024-05-13 14 h 11 - Téléchargement</p> <p>4125876 - 24-20479_Addenda 3 2024-05-14 13 h 55 - Courriel</p> <p>4132069 - 24-20479_Addenda 4 2024-05-24 9 h 02 - Courriel</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Organisme public.



**Dossier # : 1245954010**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc., pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour la maintenance des logiciels développés par l'éditeur, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé :

1. de conclure un contrat de gré à gré, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, par laquelle Software AG (Canada) inc. s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services de maintenance des logiciels développés par l'éditeur, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 23 mai 2024 et selon les termes et conditions des documents contractuels ;
2. d'autoriser le directeur de la direction infrastructures et technologies, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;
3. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-18 16:40

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures





**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1245954010**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc., pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour la maintenance des logiciels développés par l'éditeur, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

L'ordinateur central "mainframe" est une plateforme de traitement installée à la Ville depuis plusieurs années. Ce système supporte au-delà de 4 000 traitements en lot par jour et effectue plus de 30 millions de transactions liées à plusieurs applications essentielles aux opérations de la Ville et du SPVM, notamment celle du système de taxation, de la cour municipale et de la paie.

Plusieurs projets d'envergure sont en cours pour mettre en place de nouvelles solutions modernes afin de remplacer les applications du "mainframe" en l'occurrence :

<b>Programme/Projet de migration</b>	<b>Domaine d'affaires</b>	<b>Applications</b>
74250- Programme Transfo RH Système de gestion des ressources humaines	Gestion des ressources humaines et de la paie	ASSIDUITÉ DES POMPIERS AVANTAGES SOCIAUX BOTTIN TÉLÉPHONIQUE SYSTÈMES DE PAIE REGISTRE DES POSTES GESTION DES DONNÉES DE TEMPS GESTION DES MENUS PERSONNALISÉS REGISTRE DES DOSSIERS SYSTÈME INTERROGATION PAIE/PERS SYSTÈME UNIFIÉ PAIE RESS. HUM. SYSTÈME DE GESTION DE L'ASSIDUITÉ GESTION DES EFFECTIFS POLICIERS
73100- Système de performance budgétaire	Gestion des budgets	SYSTÈME D'INVESTISSEMENT SYST. DE MESSAGES FINANCES GESTION DES RECETTES SYSTEME BUDGET AUTOMATISÉ
74551- Système de taxation et d'évaluation foncière	Gestion des revenus de Taxation	SYSTÈME DE TAXATION GESTION DES ENCAISSEMENTS GESTION LOTS / ENCAISM
70025- Cour municipale et numérique	Gestion des revenus, et gestion du processus juridique/Revenu des contraventions	SYSTÈME OFFENSES PÉNALES STOP+ GESTION COUR MUNICIPALE CONVOCATION À LA COUR MESSAGERIE

Toutefois, afin de respecter la capacité d'adaptation aux changements des unités d'affaires concernées et de permettre une migration des applications avec un minimum d'impacts sur le service, une planification prudente jumelée à une période de transition est requise. Cette période est réévaluée de façon continue selon la cadence de réalisation des projets.

En ce sens, le Service des TI considère que l'ordinateur central est un système critique pour la continuité des opérations de la Ville. Il est donc nécessaire d'effectuer des travaux de maintenance et de mise à jour en continu, et ce, jusqu'au remplacement complet des applications qui s'y retrouvent.

Plusieurs applications du "mainframe", parmi celles susmentionnées, sont développées en utilisant des logiciels de la firme Software AG, notamment le langage NATURAL et les bases de données ADABAS. En 2019, la Ville a octroyé un contrat à Software AG (Canada) inc. pour le renouvellement de la maintenance des logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024 (CG19 0422). En 2021 et 2023 la Ville a acquis des

licences supplémentaires afin de répondre aux besoins de croissance de traitement de l'ordinateur central.

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Software AG (Canada) inc., pour le renouvellement de la maintenance des logiciels développés par l'éditeur et détenus par la Ville, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0553 - 19 octobre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 394 083,71 \$, taxes incluses, pour l'acquisition de licences supplémentaires incluant la maintenance des logiciels Software AG, dans le cadre du contrat accordé à Software AG (Canada) (CG19 0422), majorant ainsi le montant total du contrat de 6 284 500,66 \$ à 6 678 584,37 \$, taxes incluses

CG21 0706 - 23 décembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 109 315,51 \$, taxes incluses, pour l'acquisition des droits d'utilisation des licences Adabas et Natural dans le cadre du contrat accordé à Software AG (Canada) inc. (CG19 0422) majorant ainsi le montant total du contrat de 6 175 185,15 \$ à 6 284 500,66 \$, taxes incluses

CG20 0573 - 20 novembre 2020 - Accorder un contrat à Novipro inc. pour l'acquisition d'un système central, pour une somme de 1 035 758,04, taxes incluses.

CG19 0422 - 19 septembre 2019 - Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185,15 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif) / Autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 \$, au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 \$, au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2019 / Approuver un projet d'amendement à cet effet.

## **DESCRIPTION**

Le renouvellement du contrat de maintenance permettent entre autres de conserver :

- le droit aux mises à niveau des logiciels sans coûts additionnels pour la Ville ;
- l'accès aux mises à jour de sécurité et aux correctifs logiciels dès que ceux-ci deviennent disponibles ;
- le soutien technique des spécialistes de SAG 24 heures par jour, 365 jours par année ;
- l'accès à la banque de connaissances techniques de la SAG.

## **JUSTIFICATION**

Le renouvellement du contrat de maintenance vise une durée de 12 mois afin de permettre au service des TI d'être plus agile contractuellement en lien avec la transition vers les applications de remplacement mentionnées précédemment.

Le 24 mai 2024, le Service des TI a reçu une soumission au montant de 1 472 654,99 \$, taxes incluses. Par la suite, des pourparlers ont eu lieu afin de clarifier les niveaux de support et maintenance, ce qui a mené à une réduction de 15,5% des coûts par rapport à l'offre initiale.

Étant donné que ce contrat est pour l'utilisation et la mise à jour des logiciels, les dispositions du décret 435-2015, du 27 mai 2015 (Loi sur l'intégrité en matière de contrats

publics) ne s'appliquent pas à ce dossier.

Ce contrat est accordé de gré à gré à Software AG (Canada) inc. puisqu'elle est la seule en mesure d'assurer la maintenance des logiciels NATURAL et ADABAS utilisés par l'ordinateur central. L'exception prévue à l'article 573.3 (6) (b) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'applique à ce dossier, car l'objet du contrat à être accordé découle de l'utilisation d'un logiciel et que Software AG (Canada) inc. est le seul contractant possible en raison de sa détention de droits de propriété intellectuelle exclusifs sur les logiciels existants.

L'estimation initiale du Service des TI était de 1,7 M\$ incluant les taxes. L'écart de 26,8 % de l'offre finale par rapport à l'estimation interne s'explique par les facteurs suivants :

- L'estimation ne tenait pas compte des modifications demandées ultérieurement par la Ville;
- L'indexation des prix était basée sur une moyenne générale observée dans le domaine des TI.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Software AG (Canada) inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

### Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 1 244 351,43 \$, taxes incluses (1 136 258,72 \$ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Tableau comparatif, coûts de maintenance des années antérieures:

Période	Coût total de l'entente	Coût moyen annuel	Écart en \$	Écart en %
2012-2017	4 235 837,68 \$	847 167,53 \$	N/A	N/A
2018-2019	2 432 528,37 \$	1 216 264,19 \$	369 096,65 \$	30,35%
2020-2024	5 899 276,42 \$	1 179 855,28 \$	(36 408,91 \$)	(3,09%)
2025	1 244 351,43 \$	1 244 351,43 \$	64 496,15 \$	5,47%

En ce qui concerne le nouveau contrat 2025, l'augmentation du coût moyen annuel est de 64 496,15 \$, ce qui représente une hausse de 5,47 % par rapport au contrat précédent pour lequel aucune indexation annuelle des prix annuels n'a été appliquée. Cette hausse peut être principalement attribuée à l'inflation.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation de ce dossier permettra à la Ville d'assurer la continuité et la stabilité des applications critiques pour la Ville ainsi que l'accès aux dernières versions des logiciels et correctifs de sécurité visant à protéger les données sensibles.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat - 1er janvier 2025.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Johane MORIN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Mihai-Lucian SERBANESCU  
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** -  
**Télécop. :** -

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-05

Miguel COBO  
directeur(-trice) - infrastructures et  
operations

**Tél :** 000-0000  
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Miguel COBO  
directeur(-trice) - infrastructures et operations

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-16

Richard GRENIER  
Directeur du service des technologies de  
l'information

**Tél :** 438-998-2829  
**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245954010

Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information*

Projet : *Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc., pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour la maintenance des logiciels développés par l'éditeur, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif)*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
11. Offrir une <b>expérience citoyenne</b> simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique			
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des <b>milieux de vie sécuritaires et de qualité</b> , et une <b>réponse de proximité</b> à leurs besoins			



3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

*11. Certaines données accessibles par les citoyens, notamment en matière d'évaluation foncière et taxation, sont en partie traitées par l'ordinateur central et par la suite rendues accessibles aux citoyens via le portail de la Ville de Montréal.*

*19. Plusieurs applications en matière de sécurité publique et justice sont développées et maintenues avec des produits Software AG (Canada) inc. Le fonctionnement optimal de ces applications permet une saine gestion des opérations et des services rendus aux citoyens en matière de sécurité publique.*

## Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Software AG (Canada), Inc.

# Quote

# Ville de Montreal

**Date Created:** May 23, 2024  
**Quote Valid Until:** June 23, 2024

**Prepared By:** Wayne Lashley

**Quote To:**

Mihai Serbanescu  
Conseiller - performance TI et sourcing  
Direction - Stratégies, pratiques d'affaires et performance  
Division - Gestion des actifs TI  
mihai-lucian.serbanescu@montreal.ca  
(263)-993-2469

**1-Year ELA Renewal - 1 January 2025 - 31 December 2025**

<b>Software Support - Currently-licensed products at current capacities per 2019 Amendment, 2022 Order Form and 2023 Order Form excluding webMethods BPMS Bundle (WMPR1)*</b>	
Fees	\$1,082,280

**Notes:**

(\*) Perpetual license for WMPR1 continues but support is discontinued. Including support for current equivalent products for WMPR1 will increase Fees to \$1,280,848  
Prices shown in Canadian dollars excluding taxes.  
All terms and pricing pending Software AG management approval.

## 2024 Amendment to License Agreement

The Software AG entity referred to below is the holder of distribution and/or exploitation rights relating to the software set out in this Amendment (together hereinafter referred to as "**the Software**"). The use by the Customer of the Software is governed by the terms and conditions set out in the Agreement referred to below together with any associated amendments thereto (collectively herein referred to as the "**Agreement**"). Capitalized terms used in this Amendment but not otherwise defined herein will have the meanings given to them in the Agreement. In the event of any conflict between any provision of this Order Form and the Agreement, such conflict will be resolved by giving precedence to this Order Form. Any contrary or additional terms and conditions included in any purchase order or similar document (printed or online) related to this Order Form will be invalid and non-binding, even if received, accepted, approved, or signed by a Party.

THIS 2024 AMENDMENT ("Amendment") is entered into as of the date of last signature ("Effective Date"), by and between Software AG (Canada) Inc. ("Software AG" or "Licensor" or "Supplier") and Ville de Montréal ("Ville de Montréal" or "Licensee" or "Customer"), and amends the Contrat pour la Licence d'Utilisation de Logiciels dated June 13, 1988 (as previously amended, the "Agreement"), by and between Software AG and Ville de Montréal. Capitalized terms used in this Amendment but not otherwise defined herein shall have the meanings given to them in the Agreement.

WHEREAS, the parties desire to amend the Agreement as more fully set forth herein.

NOW THEREFORE, in consideration of the mutual covenants contained herein and other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged, the parties hereby agree to supplement and amend the Agreement as follows

### 1 SOFTWARE

2 **Software:** The Software identified in the attached Order Form ("**Order Products**") was previously licensed to Customer under the Agreement for a perpetual license term. For clarity, the Order Products include only the Software previously listed in 2019 Amendment Order Form under the heading "A&N Products". The Software listed in 2019 Amendment Order Form under the heading "DBP Products" shall be renewed separately.

### 3 FEES AND PAYMENT

3.1 **Fees and Payment:** In consideration of the terms set forth herein, Customer shall pay to Supplier a total fee of CAD 1,082,280, plus any applicable taxes.

### 4 MAINTENANCE AND SUPPORT SERVICES

4.1 **Maintenance and Support:** Under the Amendment to License Agreement dated September 27, 2019 ("**2019 Amendment**"), Order Form dated January 19, 2022 ("**2022 Order Form**") and Order Form dated October 25, 2023 ("**2023 Order Form**"), technical support is currently being provided for the Order Products until December 31, 2024. Subject to this Amendment, Supplier will provide the maintenance and support services for the Order Form Products from January 1, 2025 until December 31, 2025 in accordance with the applicable maintenance and support service description, as updated by Supplier from time to time and made available to customers at [www.softwareag.com/support-policies](http://www.softwareag.com/support-policies).

4.2 **Optional Maintenance and Support Termination.** Customer may elect to terminate the last six (6) months of maintenance and support to be provided for the Order Products under this Amendment (i.e., the technical support to be provided for the Order Products from July 1, 2025 to December 31, 2025), provided it gives notice to Supplier on or before May 1, 2025 of its intent to terminate. In the event of such termination, Supplier shall credit Customer CAD 223,884.90.

### 5 ASSIGNMENT

5.1 **Assignment:** Supplier may transfer any rights or obligations under the Agreement, in whole or in part: (i) to an Affiliate; (ii) to any third party in connection with the assignment to any such third party of the right of the Supplier to receive any sums payable by the Customer to it hereunder; (iii) as part of a merger, reorganization, acquisition, sale or transfer of any of Supplier's assets, voting securities or ownership of a part or whole of the Supplier's rights or obligations under the Agreement; or (iv) as part of a merger, reorganization, acquisition, sale or transfer of one or more of Supplier's business divisions or units. "Affiliate" is any business entity which now or in the future controls, is controlled by or is under common control with Supplier through the ownership of more than fifty percent (50%) of the outstanding voting stock of the controlled corporation or more than fifty percent (50%) of the equity interests of a non-corporate entity.

### 6 EXPANDED RIGHT TO OUTSOURCE

6.1 **Expanded Right to Outsource.** In accordance with the 2019 Amendment, Customer may allow two (2) designated third party consultants or contractors (each a "Designated Outsourcer") to use the Order Products to provide outsourcing services to Customer. As of the Effective Date, Customer may allow unlimited Designated Outsourcers to use the Order Products to provide outsourcing services to Customer. On or after the Effective Date, Customer may make unlimited designations of Designated Outsourcers. For the purposes of this provision, "outsource" means any arrangement under which the Designated Outsourcer performs Customer's internal operations on Customer's behalf, including the operation and maintenance of Customer's systems or business services. All use of the Order Products by the Designated Outsourcers shall be solely for Customer's benefit and in accordance with the terms of the Agreement, as amended, and Customer shall make the necessary arrangements with the Designated Outsourcers to ensure that the use and disclosure of the Order Products conforms to the terms of the Agreement, as amended. In any event, Customer shall remain fully liable to Supplier for any breach of the terms of the Agreement, as amended, by the Designated Outsourcers

### 7 ANTI-CORRUPTION

7.1 **Anti-Corruption:** The Parties will comply with all laws, regulations and requirements (whether international, federal, state, local, or provincial) prohibiting bribery, money laundering, and anti-corruption, including the U.S. Foreign Corrupt Practices Act.

### 8 THIRD PARTY COMPONENTS

8.1 **Third Party Components:** The Software may contain or be distributed with certain open source, free, or commercial third party components ("**Third Party Components**"), which may be subject to special license terms and conditions ("**Third Party Terms**") located at <http://softwareag.com/licenses>. Third Party Terms include important licensing and warranty information and disclaimers of third party licensors. For the avoidance of doubt, if Customer uses the Software in accordance with the Documentation, the Third Party Terms do not restrict the rights granted under this Order. In the event that a third party manufacturer no longer provides active support for any Third Party Component, Supplier will use commercially reasonable efforts to respond to any issues with the Software related to the Third Party Components.

### 9 EXPORT CONTROL

9.1 **Export Control:** To the extent that any national and international export control, sanctions and trade control laws and regulations apply to this Agreement, the Parties agree to comply with the same and obtain any required approval, reporting and/or information obligations. Customer shall defend and indemnify the Supplier against any liability arising from any breach of this clause by the Customer. Supplier is not required to perform any obligation under the Agreement if prohibited by such export control laws, regulations or restrictions.

9.2 **Usage restriction:** Customer will not use, access or provide access to the Software in any manner that violates an applicable economic, financial,

prohibition, sanction or embargo, which may include but is not limited to such prohibitions, sanctions or embargoes enacted or imposed by law or other restrictive measure and administered or enforced by (i) the United Nations Security Council, (ii) the United States government, (iii) the European Union or any of its member states' governments, (iv) the United Kingdom, (v) the Singaporean government, (vi) the Swiss Confederation, or (vii) any other authority that has jurisdiction over the Customer, Supplier or the relevant project or activity for which the Software is being used, accessed or provided.

**10 DATA PROTECTION**

10.1 **Data Protection:** The obligations of the parties in connection with the processing of any customer data that qualify as personal data according to Art. 4 No. 1 of the General Data Protection Regulation (GDPR) including the applicable technical and organizational measures that Supplier is required to implement and maintain to protect such personal data, shall be as set out in the Data Processing Agreement attached to this Order.

Attachment(s): Exhibit A – ORDER PRODUCTS

**Effective Date**

The last date of signing by duly authorized representatives of all of the parties.

The parties have shown their acceptance of the terms of this Order Form by signing it below. This Order Form shall come into force and effect upon the Effective Date referred to above. This document may be executed in one or more counterparts, with the same effect as if the parties had signed the same document. Each counterpart so executed shall be deemed to be an original and all such counterparts shall be construed together and shall constitute one agreement. The parties agree to the use of digital signatures.

**Agreement**

Duly authorized for and on behalf of Supplier		Duly authorized for and on behalf of Customer	
Signed		Signed	
Name		Name	
Title		Title	
Date		Date	

### ORDER FORM

Parties		
<b>between</b>	Software AG (Canada) Inc. (" <b>the Supplier</b> ")	Ville De Montreal (" <b>the Customer</b> ")
<b>Registered office</b>	73 Water Street North, suite 300 Cambridge, Ontario, ON N1R 7L6, CANADA	801 rue Brennan Montreal, QC, H3C 0G4, Canada

General and Customer Information	
<b>Software License and Maintenance Agreement</b>	Reference Number: Contrat pour la Licence d'Utilisation de Logiciels, dated June 13, 1988
<b>License Type</b>	Perpetual
<b>Maintenance Service Term</b>	01 January 2025 through 31 December 2025
<b>Maintenance and Support Service Level</b>	Standard
<b>Designated Location</b>	801 Rue Brennan, Montreal, QC H3C 0G4
<b>Shipping Address</b>	801 Rue Brennan, Montreal, QC H3C 0G4   Miguel Cobo Ing.   Miguel.cobo@montreal.ca
<b>Billing Address</b>	801 Rue Brennan, Montreal, QC H3C 0G4   Miguel Cobo Ing.   Miguel.cobo@montreal.ca

Software						
Product Code	Product Name	Usage	Qty	Price Model	Operating System	Ship Req
ADAUS-ZOS	Adabas US Version z/OS	Production	246	MIPS	z/OS	No
ACF	-Adabas Caching Facility	Production	246	MIPS	z/OS	No
ACI	-Adabas CICS Interface	Production	246	MIPS	z/OS	No
ADA	-Adabas	Production	246	MIPS	z/OS	No
ASM	-Adabas Parallel Services	Production	246	MIPS	z/OS	No
AOS	Adabas Online System	Production	246	MIPS	z/OS	No
REV	Adabas Review	Production	246	MIPS	z/OS	No
ACE	Adabas SQL Gateway	Production	246	MIPS	z/OS	No
NATUS-ZOS	Natural US Versions z/OS	Production	246	MIPS	z/OS	No
NAT	-Natural	Production	246	MIPS	z/OS	No
NCI	-Natural CICS Interface	Production	246	MIPS	z/OS	No
NTI	-Natural TSO Interface	Production	246	MIPS	z/OS	No
NAF	Natural Advanced Facilities	Production	246	MIPS	z/OS	No
NTC	Natural Connection	Production	246	MIPS	z/OS	No
NSC	Natural Security	Production	246	MIPS	z/OS	No
NVS	Natural for VSAM	Production	246	MIPS	z/OS	No
PRD	Predict	Production	246	MIPS	z/OS	No
PCC	Entire Connection	Production	43	Named User cumulative	Windows	No
KPS	Natural for Windows Standard Edition	Production	30	Named User cumulative	Diverse Self-Hosted	No
ADA	-Adabas	Production	30	Named User cumulative	Windows	No
NAT	-Natural	Production	30	Named User cumulative	Windows	No
NDV	-Natural Development Server	Production	30	Named User cumulative	z/OS	No

License and Metrics	
MIPS	Use by the Customer of the Software whose License Metric is indicated as 'MIPS' above is limited to use only on one single machine of the designated Hardware Make and Model (if any) the MIPS Capacity of which does not exceed the licensed number indicated above ('the Permitted Machine'). The MIPS Capacity of a machine shall be that determined by the Supplier from time to time in accordance with a leading industry benchmark chosen by the Supplier. Any form of partitioning (whether by way of an LPAR or otherwise) of any of the processing power of the Permitted Machine shall be disregarded for the purposes of ascertaining the MIPS Capacity of the Permitted Machine.
Named User	Software licensed by 'Named User' is limited to use by a total number of users which does not exceed the licensed quantity. For these purposes a 'user' means a uniquely identified individual employee of the Customer, entity (e.g. interface), device or process that accesses, operates, or maintains such Software.

Operating System	
Diverse Self-Hosted	The Customer shall be entitled to operate the Software on machines which operate any operating system supported by the Supplier for the time being and may (provided that a then current agreement for the provision of Maintenance Services in relation to such Software is in place between the Customer and the Supplier) switch to any other supported operating system versions provided always that the total aggregate number of licenses deployed does not exceed the then licensed quantity. For the sake of clarity, if the agreement for the provision of Maintenance Services is terminated, the relevant Software may continue to be operated on the last operating system version in use at the time of such termination and the right to switch to any other supported operating system shall cease. Details of current and previously supported operating system version can be found on the Supplier's support website <a href="https://empower.softwareag.com/">https://empower.softwareag.com/</a> .

## DATA PROCESSING AGREEMENT

This Data Processing Agreement (“**DPA**”) is an integral part of any Agreement and any Attachments for the delivery of Services that is entered into between the Parties (hereinafter together referred to as “**Agreement**”) and is entered into by and between:

Parties		
<b>between</b>	Software AG (Canada) Inc. (“ <b>Supplier</b> ” and “ <b>Processor</b> ”)	Ville De Montreal (“ <b>Customer</b> ” and “ <b>Controller</b> ”)
<b>Reg. No.</b>	1148990246 Province of Ontario	
<b>Registered office</b>	73 Water Street North, suite 300, CAMBRIDGE-ONTARIO ON N1R 7L6, CANADA	801 rue Brennan, Montreal, QC, H3C 0G4, Canada

each a “**Party**”, together the “**Parties**”.

### 1 DEFINITIONS

1.1 The following terms apply to this DPA in addition to those defined in the EU General Data Protection Regulation (“**GDPR**”):

<b>“Applicable Data Protection Law”</b>	means any data protection law that applies to Customer’s processing of personal data such as but not limited to the EU General Data Protection Regulation (“ <b>GDPR</b> ”), the UK Data Protection Act (“ <b>UK GDPR</b> ”), the California Consumer Privacy Act (“ <b>CCPA</b> ”), the Swiss Federal Act on Data Protection (“ <b>FADP</b> ”), the Brazilian General Data Protection Law (“ <b>LGPD</b> ”) and the South African Protection of Personal Information Act (“ <b>POPIA</b> ”).
<b>“Services”</b>	means services carried out by Supplier on behalf of Customer as set out in the Agreement and the Appendix to this DPA
<b>“Standard Contractual Clauses” (“SCCs”)</b>	means the EU Standard Contractual Clauses for the transfer of personal data to third countries pursuant to Commission Decision 2021/914. To the extent transfers of personal data originate from the UK, the Parties agree that the UK International Data Transfer Addendum to the EU Commission Standard Contractual Clauses shall also apply. To the extent transfers of personal data originate from Switzerland, the Parties agree that, for purposes of the EU Standard Contractual Clauses: (i) the term ‘member state’ shall be interpreted to include Switzerland and, for the avoidance of doubt, the term ‘data subject’ includes residents of Switzerland; (ii) references to the GDPR are to be interpreted as including a reference to the FADP; and (iii) for data transfers subject solely to the FADP, the Swiss Federal Data Protection Authority is the competent supervisory authority, and disputes arising from such transfers may be brought in the courts of Switzerland.
<b>“Subprocessor”</b>	means a sub-contractor that Processor engages to process personal data on behalf of Controller when carrying out the subcontracted Services. The list of Subprocessors is available here: <a href="http://www.softwareag.com/dpa-processors">www.softwareag.com/dpa-processors</a>
<b>“Restricted Transfer”</b>	means a transfer of personal data originating in the EEA, UK or Switzerland that is subject to GDPR, UK GDPR and/or the FADP to a third country, where any required adequacy means can be met e.g. by entering into the SCCs.

### 2 DETAILS OF PROCESSING

2.1 The Appendix to this DPA details the processing operations that Processor provides to Controller.

### 3 OBLIGATIONS OF CONTROLLER

3.1 Controller shall comply with Applicable Data Protection Law and demonstrate such compliance as required under the Applicable Data Protection Law.

### 4 INSTRUCTIONS

4.1 Controller instructs Processor to process personal data on its behalf for the purposes of performing the Services. Controller shall ensure that any instruction given to Processor complies with Applicable Data Protection Law. If Customer is a processor, Customer warrants that its instructions and actions with respect to the processing of the personal data provided to the Supplier, including the appointment of Supplier as another processor, have been authorized by the relevant controller.

4.2 Processor shall process the personal data only in accordance with the instructions given by the Controller unless otherwise required by Applicable Data Protection Law.

4.3 Any further instructions that go beyond the instructions contained in this DPA or the Agreement must be within the subject matter of this DPA and the Agreement. If the implementation of such further instructions results in costs for Processor, Processor shall inform Controller about such costs with an explanation of the costs before implementing the instructions. Only after Controller’s confirmation to bear such costs for the implementation of the instructions, Processor is required to implement such further instructions. Controller shall give further instructions generally in writing, unless the urgency or other specific circumstances require another (e.g., oral, electronic) form. Instructions in another form than in writing shall be confirmed by Controller in writing without delay.

4.4 Processor shall immediately inform Controller if, in its opinion, an instruction infringes the Applicable Data Protection Law and request Controller to withdraw, amend or confirm the relevant instruction. Processor shall be entitled to suspend implementation of the relevant instruction pending Controller’s decision to withdraw, amend or confirm such instruction.

### 5 OBLIGATIONS OF PROCESSOR

5.1 Processor shall ensure that all persons authorized by Processor to process personal data on behalf of Controller, particularly personnel of Processor or any Subprocessor, have committed themselves to confidentiality or are under an appropriate statutory obligation of confidentiality.

5.2 Before processing personal data to provide the Services, Processor shall implement the following technical and organizational measures: [www.softwareag.com/dpa-toms](http://www.softwareag.com/dpa-toms). Processor may amend the technical and organizational measures from time to time provided that the amended technical and organizational measures are not less protective than those in place as of date that the Parties concluded this DPA.

5.3 Processor shall make available to Controller all information necessary to demonstrate compliance with the obligations in the Applicable Data Protection Law. The Parties agree that this information obligation is met by providing Controller with an audit report upon request. To the extent additional audit activities are required by Applicable Data Protection Law, Controller may request inspections conducted by Controller or another auditor mandated by Controller. An on-site audit must:

- (a) be limited to processing facilities and personnel of Processor involved in the processing activities covered by this DPA;
- (b) occur no more than once annually or as required by Applicable Data Protection Law or by a competent supervisory authority or immediately after a material personal data breach affecting personal data processed by Processor under this DPA; and

(c) may occur only during regular business hours, after reasonable prior notice, in accordance with Processor's security policies and without substantially disrupting Processor's business operations.

Each Party shall bear its own costs arising out of or in connection with the on-site audit at Controller and Processor. Controller shall create an audit report summarizing the findings and observations of the on-site audit. All audit reports are confidential information of Processor and shall not be disclosed to third parties unless required by Applicable Data Protection Law or with Processor's consent.

5.4 Processor shall notify Controller without undue delay:

- (a) about any legally binding request for disclosure of the personal data by a law enforcement authority, unless otherwise prohibited, such as by a prohibition under criminal law to preserve the confidentiality of a law enforcement investigation;
- (b) if applicable law to which Processor or Subprocessor is subject requires Processor or Subprocessor to process the personal data beyond Controller's instructions, before performing such processing, unless that applicable law prohibits such information. In this case Processor's notification to Controller must specify the applicable legal requirement; and
- (c) after Processor has documented reason to believe that a personal data breach has occurred at Processor or at Subprocessors that may affect the personal data of Controller covered by this DPA. In this case, Processor shall assist Controller with Controller's obligation under Applicable Data Protection Law to inform the data subjects and the supervisory authorities, as applicable, by providing information in accordance with Applicable Data Protection Law as available to Processor. Processor shall implement remediation measure to prevent future breaches.

5.5 Processor shall take commercially reasonable measures to provide necessary information and assist Controller with its obligation to carry out a data protection impact assessment or prior consultation in relation to the Services as may be required by Applicable Data Protection Law. Processor must provide such assistance only if Controller cannot meet its obligation through other means.

5.6 At the choice of Controller, Processor shall delete or return to Controller all personal data (including any data storage media) processed on Controller's behalf under this DPA after the end of the provision of Services and delete any existing copies unless applicable law requires Processor to retain such personal data.

**6 DATA SUBJECT RIGHTS**

6.1 Controller is primarily responsible for handling and responding to requests made by data subjects. If a data subject contacts Processor directly, Processor shall communicate the data subject's request to Controller. Processor shall not respond to any data subject independently.

6.2 Processor shall assist Controller using appropriate and possible technical and organizational measures to respond to data subjects' requests to exercise the rights set out in Applicable Data Protection Law.

**7 SUBPROCESSING**

7.1 Controller authorizes the use of Subprocessors engaged by Processor for the provision of the Services under this DPA. The same applies to the use of further Subprocessors engaged by Subprocessors, in which case the below applies accordingly. Processor shall choose such Subprocessor diligently. Processor remains responsible for any acts or omissions of its Subprocessors in the same manner as for its own acts and omissions hereunder. Controller approves the Subprocessors listed here: [www.softwareag.com/dpa-processors](http://www.softwareag.com/dpa-processors).

7.2 Processor shall pass on in writing (electronic form is sufficient) to Subprocessors the obligations of Processor under this DPA to the extent applicable to the subcontracted Services.

7.3 Processor may replace or appoint suitable and reliable Subprocessors at its discretion in accordance with this clause:

- (a) Processor shall after Controller's online registration at [https://www.softwareag.com/en\\_corporate/tc/dpa-toms/subscription.html](https://www.softwareag.com/en_corporate/tc/dpa-toms/subscription.html) notify Controller in advance of any changes to its Subprocessor(s) by sending a notification to the given e-mail address of the Controller.
- (b) If Controller does not object in accordance with this clause within 30 days of receiving Processor's notice the Subprocessor(s) will be deemed accepted. If Controller has a legitimate reason to object to a Subprocessor, Controller shall notify Processor thereof in writing within 30 days after receipt of Processor's notice. If Controller objects to the use of the Subprocessor, Processor shall have the right to cure the objection within 30 days after Processor's receipt of Controller's objection. If the objection has not been cured within 30 days after Processor's receipt of Controller's objection, either party may terminate the affected Service with reasonable written notice.

**8 RESTRICTED TRANSFER**

8.1 When the transfer of personal data is a Restricted Transfer, it shall be performed in compliance with the Applicable Data Protection Law. The Customer agrees that where the Processor engages a Subprocessor in accordance with Clause 7 of this DPA for the provision of Services and those involve a Restricted Transfer of personal data, the Processor and the Subprocessor can ensure compliance with Applicable Data Protection Law (i) e.g., by using the SCCs and where legally required; (ii) supplementary contractual, organizational and technical measures to provide a sufficient level of data protection.

**9 TERM**

9.1 This DPA shall remain in effect for each term of an Agreement entered into between the Parties.

**10 GENERAL**

10.1 Any liability arising out of or in connection with a violation of the obligations of this DPA or under Applicable Data Protection Law, shall follow, and be governed by, the liability provisions set forth in, or otherwise applicable to, the Agreement, unless otherwise provided within this DPA.

10.2 In the event of inconsistencies between the provisions of this DPA and any other agreements between the Parties, the provisions of this DPA will prevail regarding the Parties' data protection obligations. In case of doubt as to whether clauses in such other agreements relate to the Parties' data protection obligations, this DPA will prevail. If any provision of this DPA is held to be invalid, illegal or unenforceable, the remaining provisions shall not be affected or impaired.

Agreement			
Duly authorized for and on behalf of Supplier		Duly authorized for and on behalf of Customer	
Signed		Signed	
Name		Name	
Title		Title	
Date		Date	



**APPENDIX: DETAILS OF PROCESSING**

<b>Controller</b>	<b>Cloud Services:</b> The Controller is providing business data necessary in course of use of and to assist in the analysis and resolution of Support Incidents reported in the Cloud Services of Processor.
	<b>Support Services:</b> The Controller is providing business data to assist in the analysis and resolution of Support Incidents reported in software products of Processor.
	<b>Professional Services:</b> The Controller is providing business data to or granting access to Processor to help develop or implement solutions for Controller.
	<b>Training, Onboarding, Customer Success Services:</b> The Controller is providing business data to assist with training, onboarding and customer success services.
<b>Processor</b>	The Supplier is the Processor.
<b>Data subjects</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• employees of Controller</li> <li>• end-customers of Controller</li> <li>• potential end-customers of the Controller</li> <li>• any person with whom Controller maintains a business relationship</li> </ul>
<b>Categories of data</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Name</li> <li>• Corporate Personnel ID</li> <li>• Business e-mail address</li> <li>• Telephone number</li> <li>• IP Address</li> <li>• Data of the Controller used within the systems which are in the scope as defined in the relevant Statement of Work</li> <li>• Data of the Controller used within the products offered by Processor</li> </ul>
<b>Special categories of data (if appropriate)*</b>	<b>Cloud Services:</b> The Controller decides which data is transmitted for the purpose of providing Cloud Services.
	<b>Support Services:</b> The Controller decides which data is transmitted for the purpose of providing customer support.
	<b>Professional Services:</b> The Controller decides which data is made available to the Processor in the scope of the systems as defined in the relevant Statement of Work.
	<b>Training, Onboarding, Customer Success Services:</b> The Controller decides which data is transmitted for the purpose of providing training, onboarding and customer success services.
	*The transfer of special categories of personal data is not anticipated.
<b>Processing operations</b>	<b>Cloud Services:</b> Processor processes Controller Data with a Software as a Service /Platform as a Service/Software operated as a Service in a public cloud infrastructure as defined in the Cloud Services Agreement.
	<b>Support Services:</b> Support incident solution research using Controller business data to analyze or reproduce incidents reported by the Controller.
	<b>Professional Services:</b> The Processor will use the personal data of the Controller only as defined in the Service Agreement.
	<b>Training, Onboarding, Customer Success Services:</b> Maintaining a record of application users and training sessions.
<b>Subject matter of the processing</b>	<b>Cloud Services:</b> The subject matter of the data processing under this addendum are the Controller data processed in the Cloud Services as defined in the Cloud Services Agreement including the operation of a Cloud Service platform. To access the operated platform users need to be authenticated and authorized. User details will be used to create unique user IDs that are used for authentication and authorization. Email addresses might be used to send notifications to the users as result of using services of the Cloud Service platform and corresponding support systems (e.g., Ticket system).
	<b>Support Services:</b> As described in the applicable Maintenance and Support Service description.
	<b>Professional Services:</b> The subject matter of the processing is described in the relevant Statement of Work.
	<b>Training, Onboarding, Customer Success Services:</b> As described in the applicable Service description.
<b>Nature and purpose of the processing</b>	<b>Cloud Services:</b> The purpose of the data processing under this addendum is the provisioning of the Cloud Services initiated by the Controller. The Cloud Services processing systems and respective processing properties are defined in the Cloud Services Agreement.
	<b>Support Services:</b> Processor processes the personal data of the data subjects on behalf of Controller in order to solve problems in software products of Processor.
	<b>Professional Services:</b> Processor processes the personal data of the data subjects on behalf of Controller in order to provide the Consulting Services described in detail in the relevant Statement of Work.
	<b>Training, Onboarding, Customer Success Services:</b> Onboarding of new users; Support on questions and ideas (e.g. written request, chat, comments, feature requests); Customer success; Share reports with the Controller.

**Dossier # : 1245954010**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc., pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour la maintenance des logiciels développés par l'éditeur, pour une somme maximale de 1 244 351,43 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



1245954010 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN  
Préposée au budget  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-11

Gilles BOUCHARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247567021**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadre avec la firme Uni-Select inc. pour l'acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, le contrat prévoit deux (2) périodes de renouvellement de douze (12) mois - (Montant estimé des ententes : 811 463,98 \$, taxes incluses (contrat : 676 219,98 \$ + contingences 135 244,00 \$)) - Appel d'offres public 24-20406 - (trois soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :

1. de conclure une ententes-cadre avec la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, d'une durée de vingt-quatre (24) mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20406 ;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Uni-Select inc.	Lot 2 - Camions lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 7 et 8)	287 336,94 \$

2. d'autoriser une dépense de 57 467,39 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De recommander au conseil d'agglomération :

conclure avec le seul soumissionnaire, Uni-Select inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme,deux (2) ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre (24) mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres

public 24-20406 ;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Uni-Select inc.	Lot 1 - Automobiles, camions légers de moins de 4500 kgs en PNBV (classe 1 et 2) et camions semi-lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 3 à 6)	144 405,56 \$
Uni-Select inc.	Lot 3 - Machineries et véhicules spécialisés légers et lourds	244 477,48 \$

3. d'autoriser une dépense de 77 776,61 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE Le 2024-07-08 13:05

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247567021

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadre avec la firme Uni-Select inc. pour l'acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, le contrat prévoit deux (2) périodes de renouvellement de douze (12) mois - (Montant estimé des ententes : 811 463,98 \$, taxes incluses (contrat : 676 219,98 \$ + contingences 135 244,00 \$)) - Appel d'offres public 24-20406 - (trois soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d’assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d’offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Dans le cadre de sa planification d’achat de pièces pour le matériel roulant, le SMRA a identifié le besoin de conclure des ententes-cadres pour l'acquisition de filtres pour les véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville de Montréal.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20406. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant quarante et un (41) jours, soit du 20 mars 2024 au 30 avril 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, cinq (5) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire des addendas :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	27 mars 2024	Demande d'équivalence: le donneur d'ordre autorise, comme équivalent, les produits de la marque WIX.
2	9 avril 2024	Modifications ou précisions suivantes concernant la clause 1.06.12 Soumission équivalente du document régie.

3	15 avril 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une (1) question et réponse concernant l'accréditation ISO 9001 ET la norme IATF 16949;</li> <li>• Ajout au bordereau de prix détaillé: pour le lot 2, item 207, IN9286-1008 le numéro de fabricant WIX de référence est WA11252.</li> </ul>
4	16 avril 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions au mardi 30 avril 2024.
5	22 avril 2024	Deux (2) questions et réponses concernant le nombre d'items minimal pour soumissionner ainsi qu'une demande de report d'ouverture des soumissions.

La durée de validité de la soumission est de 153 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 30 septembre 2024.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0374 - 18 mars 2020 - Conclure avec la firme Uni-select Canada inc. (anciennement Bumper to Bumper), une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture de filtres dans le cadre de la maintenance des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville – Appel d'offres public 18-17008 (2 soumissionnaires conformes) (montant maximal de l'entente 419 471,21 \$ incluant les taxes)

CE15 0269 – 18 février 2015 - Conclure avec la firme 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon), une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec option d'une (1) prolongation de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture de filtres dans le cadre de la maintenance des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville – Appel d'offres public 14-13481 (10 soumissionnaires) (montant évalué de l'entente 489 529.65 \$ incluant les taxes) - NEQ : 1149142938

### DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet la conclusion de trois (3) ententes-cadres pour l'acquisition de filtres pour les véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville de Montréal. Ces filtres sont requis dans le cadre de la maintenance du parc municipal effectuée par les ateliers mécaniques du SMRA. Celles-ci permettront au SMRA de bénéficier d'un approvisionnement continu et profiter du volume d'achats généré par le regroupement des acquisitions de filtres de remplacement.

Voici le détail des coûts liés à ces items par lot

Numéro de lot	Description des lots	Montant total (taxes incluses)
1	Automobiles, camions légers de moins de 4500 kgs en PNBV (classe 1 et 2) et camions semi-lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 3 à 6)	144 405,56 \$
2	Camions lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 7 et 8)	287 336,94 \$
3	Machineries et véhicules spécialisés légers et lourds	244 477,48 \$
	<b>Total</b>	<b>676 219,98 \$</b>

### Modalité d'adjudication

Le contrat est adjugé par lot, au plus bas soumissionnaire conforme. Afin d'être conformes, les soumissionnaires devaient présenter une offre au minimum pour soixante pour-cent (60%) des articles.

Prix

Pendant la durée initiale du contrat, les prix sont ajustés conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.05.01. Le donneur d'ordre se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, le cas échéant.

#### Annexe 2.05.01

Une première indexation sera possible à partir du 7<sup>e</sup> mois suivant le début du contrat, en fonction du taux de variation sur six (6) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du contrat sous la référence en lien avec ces produits. La variation des prix est appliquée sur réception d'une demande écrite de l'adjudicataire adressée au donneur d'ordre. Les prix seront indexés trois (3) semaines suivant la réception de la demande ou six mois suivant la dernière application d'une indexation, le plus tard des deux. Les prix sont ajustés selon les règles d'application ci-dessous.

La formule d'indexation est la suivante :

$$P1 = P0 * (MOIPC / M-1IPC)$$

P1: Prix indexé;

P0: Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours;

MOIPC: Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les six (6) mois disponibles précédant la demande d'indexation;

M-1IPC: Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les six (6) mois disponibles précédant l'ouverture des soumissions ou la dernière indexation, le plus récent des deux.

#### Option de renouvellement

Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, la demande doit être envoyée à l'adjudicateur, par écrit, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat afin d'obtenir le consentement de ce dernier.

Si le donneur d'ordre exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 des présentes, les prix applicables sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont ajustés selon les mêmes modalités que celles applicables pendant la durée initiale du contrat, le cas échéant. Le donneur d'ordre se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse.

#### Délais de livraison

Les délais de livraison se situent entre huit (8) heures et deux (2) jours selon la catégorie d'article commandé.

#### Garantie des biens

Le fournisseur déclare que les biens fournis en vertu du présent contrat sont neufs, exempts de tout vice de conception ou de fabrication et aptes à servir à l'usage auquel ils sont destinés.

## JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges.

- Deux (2) soumissions ont été déposées (17%) pour le lot 1, une (1) soumission a été rejetée, car le fournisseur n'a pas soumis un prix pour 60% des items;
- Trois (3) soumissions ont été déposées (25%) pour le lot 2;
- Deux (2) ont été déposées (17%) pour le lot 3, une (1) soumission a été rejetée, car le fournisseur n'a pas soumis un prix pour 60% des items.

Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Les neuf (9) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission n'ont pas répondu à la demande d'explication formulée par le Service de l'approvisionnement.

*En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.*

Lot 1 - Automobiles, camions légers de moins de 4500 kgs en PNBV (classe 1 et 2) et camions semi-lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 3 à 6)

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Uni-Select inc.</b>	144 405,56 \$	28 881,11 \$	173 286,67 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	288 857,72 \$	57 771,54 \$	346 629,26 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			-144 452,16 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			-50,01 %

*\*Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Lot 2 - Camions lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 7 et 8)

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Uni-Select inc.</b>	287 336,94 \$	57 467,39 \$	344 804,33 \$
Cadel Montréal / UAP inc.	332 008,41 \$	66 401,68 \$	398 410,09 \$
Camion inter Anjou	376 928,96 \$	75 385,79 \$	452 314,75 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	552 781,15 \$	110 556,23 \$	663 337,38 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			-265 444,21 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			-48,02 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>			44 671,47 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			15,55 %

*\*Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Lot 3 - Machineries et véhicules spécialisés légers et lourds

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Uni-Select inc.</b>	244 477,48 \$	48 895,50 \$	293 372,98 \$



Dernière estimation réalisée (\$)	587 122,91 \$	117 424,58 \$	704 547,49 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			-342 645,43 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			-58,36 %

*\*Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

Les écarts favorables à la Ville de Montréal se situent principalement au niveau de l'estimation et des produits soumissionnés par les fournisseurs. En effet, l'estimation a été effectuée avec le prix des pièces d'origines et les fournisseurs, quant à eux, on soumissionnés avec des pièces génériques. Il est important de mentionner que les filtres génériques répondent à notre besoin de qualité et performance au même titre que les filtres originaux.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 14 mai 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour l'ensemble des lots. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation sur l'entente.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 135 244,00 \$, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres. Les sommes nécessaires seront financées par le budget de fonctionnement des ateliers du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour les items acquis pour les véhicules de la sécurité publique.

Cette dépense sera assumée à 4,4 % par l'agglomération pour les items acquis pour les autres véhicules.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.

Les filtres acquis via ces ententes-cadres permettront de répondre à la priorité 1 du plan Montréal 2030, réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et

devenir carboneutre d'ici 2050. En effet, l'acquisition de filtre neuf permet de maintenir le parc automobile en bonne condition, des véhicules bien entretenus sont beaucoup moins polluants.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'approbation de ces ententes-cadres obligera le SMRA à acquérir les véhicules sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats et de reddition des comptes et priverait la Ville d'économies avantageuses.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Création des ententes-cadres: Août 2024.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Charles CARON, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Charles CARON, 15 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois ST-AMAND

**ENDOSSÉ PAR**

Dominic G GARNEAU

Le : 2024-07-05

Agent de recherche

directeur(-trice) - ateliers mecaniques

**Tél :** s.o.

**Télécop. :**

**Tél :** - -

**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE  
Directeur de service

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-08

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247567021

Unité administrative responsable : 33 - *Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*

Projet : Conclure des ententes-cadre avec la firme Uni-Select inc. pour l'acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, le contrat prévoit deux (2) périodes de renouvellement de douze (12) mois - (Montant estimé des ententes : 811 463,98 \$, taxes incluses (contrat : 676 219,98 \$ + contingences 135 244,00 \$)) - Appel d'offres public 24-20406 - (deux soumissionnaires)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
Priorité 1			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu?</b>			
Les filtres acquis via ces ententes-cadres permettront de répondre à la priorité 1 du plan Montréal 2030, réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050. En effet, l'acquisition de filtre neuf permet de maintenir le parc automobile en bonne condition, des véhicules bien entretenus sont beaucoup moins polluants.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		X	
b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		X	
c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

<b>Identification</b>	
No de l'appel d'offres :	24-20406 <span style="float: right;">No du GDD : 1247567021</span>
Titre de l'appel d'offres :	Acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

<b>Déroulement de l'appel d'offres</b>	
Lancement effectué le :	20 - 3 - 2024 <span style="float: right;">Nombre d'addenda émis durant la période : 5</span>
Ouverture originalement prévue le :	23 - 4 - 2024 <span style="float: right;">Date du dernier addenda émis : 22 - 4 - 2024</span>
Ouverture faite le :	30 - 4 - 2024 <span style="float: right;">Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs</span>
Date du comité de sélection :	- - -

<b>Analyse des soumissions</b>	
<b>LOT 1</b>	
Nbre de preneurs : 12	Nbre de soumissions reçues : 2 <span style="float: right;">% de réponses : 17</span>
	Nbre de soumissions rejetées : 1 <span style="float: right;">% de rejets : 50</span>
<u>Soumission(s) rejetée(s) (nom)</u>	<u>Motif de rejet: administratif et / ou technique</u>
CADEL MONTRÉAL / UAP INC.	Administratif / N'a pas soumis un prix à 60% des items (addenda 5)
<b>LOT 2</b>	
Nbre de preneurs : 12	Nbre de soumissions reçues : 3 <span style="float: right;">% de réponses : 25</span>
	Nbre de soumissions rejetées : 0 <span style="float: right;">% de rejets : 0</span>
<b>LOT 3</b>	
Nbre de preneurs : 12	Nbre de soumissions reçues : 2 <span style="float: right;">% de réponses : 17</span>
	Nbre de soumissions rejetées : 1 <span style="float: right;">% de rejets : 50</span>
<u>Soumission(s) rejetée(s) (nom)</u>	<u>Motif de rejet: administratif et / ou technique</u>
CADEL MONTRÉAL / UAP INC.	Administratif / N'a pas soumis un prix à 60% des items (addenda 5)
Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs <span style="float: right;">Date d'échéance initiale : 28 - 8 - 2024</span>
Prolongation de la validité de la soumission de :	33 jrs <span style="float: right;">Date d'échéance révisée : 30 - 9 - 2024</span>

## Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
UNI-SELECT INC	144 405,56 \$	✓	1

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
UNI-SELECT INC	287 336,94 \$	✓	2
CADEL MONTRÉAL / UAP INC.	332 008,41 \$		2
CAMION INTER ANJOU	376 928,96 \$		2

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
UNI-SELECT INC	244 477,48 \$	✓	3

### Information additionnelle

- Pour être conforme, une offre doit avoir des prix pour 60% des articles (Addenda 5). Pour déterminer le plus bas soumissionnaire, il a été comparé les articles communs avec un prix pour chaque fournisseur. De ce fait, en vertu de la clause 1.12.02 de la Régie (Retrait d'un item), 87 ont été retirés au lot 2.

- Lot 1: En vertu de la clause 1.12.02 de la Régie (Retrait d'un item), 19 ont été retirés.

- Lot 3: En vertu de la clause 1.12.02 de la Régie (Retrait d'un item), 161 ont été retirés.

- Bien qu'il n'y ait qu'un soumissionnaire conforme pour les lots 1 et 3, il n'y a pas eu de négociation puisque l'écart n'est pas significatif.

- Les neufs (9) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présentés de soumission n'ont pas répondu à notre demande d'explication.

Préparé par :

Marc-André Deshaies

Le

5 - 7 - 2024

Numéro de l'appel d'offres : 24-20406

Titre : Acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers

Date d'ouverture des soumissions : 30 avril 2024

Article		Quantité	CADEL MONTRÉAL / UAP INC. (2)		CAMION INTER ANJOU		UNI-SELECT INC	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
Lot 1	Automobiles, camions légers de moins de 4500 kgs en PNBV (classe 1 et 2) et camions semi-lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 3 à 6)	1	82 630,82 \$	82 630,82 \$	- \$	- \$	125 597,36 \$	125 597,36 \$
		TPS 5 %		4 131,54 \$		- \$		6 279,87 \$
		TVQ 9,975 %		8 242,42 \$		- \$		12 528,34 \$
		<b>Montant total</b>		<b>95 004,79 \$</b>		- \$		<b>144 405,56 \$</b>
Lot 2	Camions lourds de 4500Kgs et plus en PNBV (classe 7 et 8)	1	288 765,74 \$	288 765,74 \$	327 835,58 \$	327 835,58 \$	249 912,54 \$	249 912,54 \$
		TPS 5 %		14 438,29 \$		16 391,78 \$		12 495,63 \$
		TVQ 9,975 %		28 804,38 \$		32 701,60 \$		24 928,78 \$
		<b>Montant total</b>		<b>332 008,41 \$</b>		<b>376 928,96 \$</b>		<b>287 336,94 \$</b>
Lot 3	Machineries et véhicules spécialisés légers et lourds	1	199 478,70 \$	199 478,70 \$	- \$	- \$	212 635,34 \$	212 635,34 \$
		TPS 5 %		9 973,93 \$		- \$		10 631,77 \$
		TVQ 9,975 %		19 898,00 \$		- \$		21 210,38 \$
		<b>Montant total</b>		<b>229 350,64 \$</b>		- \$		<b>244 477,48 \$</b>



Numéro de l'appel d'offres : 24-20406

Titre : Acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers

Date d'ouverture des soumissions : 30 avril 2024

Article	Quantité	CADEL MONTRÉAL / UAP INC. <sup>(2)</sup>		CAMION INTER ANJOU		UNI-SELECT INC	
		Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
Signature		David Granger		Sylvain Goulet		Michael Lyhnakis	
Achat SEAO		OUI		OUI		OUI	
Numéro TPS/TVQ		105436570 / 1000013770-TQ0922		R100745819 / 1002793942		769180498RT0001 / 1224072828TQ0001	
Numéro de fournisseur VDM		114874		114883		566838	
Numéro NEQ		1168815836		1143632389		1178468121 <sup>(1)</sup>	
Vérification REQ		OK		OK		OK	
RENA		OK		OK		OK	
Registre des personnes inadmissibles		OK		OK		OK	
Liste des firmes à rendement insatisfaisant		OK		OK		OK	
Charte de la langue française		OK		OK		OK	
Liste non conformes OQLF		OK		OK		OK	
Certificats de qualité ISO 9001 et IATF 16949:2016		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	
Garantie du fabricant							
Modalités d'exécution de la garantie							
Renseignements complémentaires							

\*Lot 1: En vertu de la clause 1.12.02 de la Régie (Retrait d'un item), 19 items ont été retirés.

\*Lot 3: En vertu de la clause 1.12.02 de la Régie (Retrait d'un item), 161 items ont été retirés.

\*Lot 2: Les fournisseurs n'ont pas mis de prix pour certains items. Afin de pouvoir comparer les offres, nous avons retiré les articles pour lesquels nous n'avons pas de prix pour les 3 offres. Par conséquent, en vertu de la clause 1.12.02 de la Régie (Retrait d'un item), 87 items ont été retirés.

(1) Le NEQ ne correspond pas à celui utilisé pour se procurer les documents mais le REQ démontre que le NEQ utilisé pour soumettre une offre est la résultante de fusions du NEQ utilisé sur SEAO. La non-conformité a été jugée mineure.

(2) CADEL MONTRÉAL / UAP INC. Est non conforme pour les lots 1 et 3 puisqu'il n'a pas soumis un prix à 60% des articles (Addenda 5)

Bien qu'il n'y ait qu'un soumissionnaire conforme pour les lots 1 et 3, il n'y a pas eu de négociation puisque l'écart n'est pas significatif.

Remarque :

 Non-conforme

 Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Alimata Méité

Date : 14 mai 2024



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : 24-20406

**Numéro de référence** : 1826563

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Ville de Montréal – Acquisition de filtres pour véhicules et appareils du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers

<input type="checkbox"/> <u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
<input type="checkbox"/> CAMIONS GLOBOCAM QUÉBEC ET LÉVIS INC. 2380 Dalton Parc Colbert Sainte-Foy, QC, G1P 3X1 NEQ : 1172048309	<a href="#">Monsieur Mario Harvey</a> Téléphone : 418 657-2425 Télécopieur : 418 657-6630	<b>Commande</b> : (2336508) 2024-03-21 9 h <b>Transmission</b> : 2024-03-21 9 h	4095131 - Addenda 1 2024-03-27 14 h 38 - Courriel 4103719 - Addenda 2 2024-04-10 14 h 30 - Courriel 4106568 - Addenda 3 2024-04-15 15 h 48 - Courriel 4106999 - Addenda 4 - Report de date 2024-04-16 11 h 13 - Courriel 4111238 - Addenda 5 2024-04-22 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> CAMIONS INTER-ANJOU INC. 8300 Edison Montréal, QC, H1J 1S8 NEQ : 1143632389	<a href="#">Monsieur Sylvain Goulet</a> Téléphone : 514 353-9720 Télécopieur : 514 353-3222	<b>Commande</b> : (2336417) 2024-03-21 7 h 43 <b>Transmission</b> : 2024-03-21 7 h 43	4095131 - Addenda 1 2024-03-27 14 h 38 - Courriel 4103719 - Addenda 2 2024-04-10 14 h 30 - Courriel 4106568 - Addenda 3 2024-04-15 15 h 48 - Courriel 4106999 - Addenda 4 - Report de date 2024-04-16 11 h 12 - Courriel 4111238 - Addenda 5 2024-04-22 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

<input type="checkbox"/>	ENTREPRISE T.R.A. (2011) INC. 145 rue Daoust Bureau 101 Saint-Eustache, QC, J7R 6P4 NEQ : 1173926834	<a href="#">Monsieur François Daignault</a> Téléphone : 450 491-2940 Télécopieur : 450 491-4185	<b>Commande : (2340216)</b> 2024-03-27 9 h 56 <b>Transmission :</b> 2024-03-27 9 h 56	4095131 - Addenda 1 2024-03-27 14 h 38 - Courriel 4103719 - Addenda 2 2024-04-10 14 h 30 - Courriel 4106568 - Addenda 3 2024-04-15 15 h 48 - Courriel 4106999 - Addenda 4 - Report de date 2024-04-16 11 h 13 - Courriel 4111238 - Addenda 5 2024-04-22 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
--------------------------	---	---	--	--

<input type="checkbox"/>	GLOBOCAM (MONTRÉAL) INC. 155, rue Reverchon Pointe-Claire, QC, H9P 1K1 NEQ : 1140249666	<a href="#">Monsieur Jonathan LeBlanc</a> Téléphone : 514 353-4000 Télécopieur :	<b>Commande : (2336460)</b> 2024-03-21 8 h 32 <b>Transmission :</b> 2024-03-21 8 h 32	4095131 - Addenda 1 2024-03-27 14 h 38 - Courriel 4103719 - Addenda 2 2024-04-10 14 h 30 - Courriel 4106568 - Addenda 3 2024-04-15 15 h 48 - Courriel 4106999 - Addenda 4 - Report de date 2024-04-16 11 h 12 - Courriel 4111238 - Addenda 5 2024-04-22 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
--------------------------	--	--	--	--

<input type="checkbox"/>	LE GROUPE GUY INC. 4850 avenue Dunn Montréal, QC, H4E1C1 NEQ : 1141986829	<a href="#">Monsieur Richard Florant</a> Téléphone : 438 873-3332 Télécopieur :	<b>Commande : (2336767)</b> 2024-03-21 11 h 34 <b>Transmission :</b> 2024-03-21 11 h 34	4095131 - Addenda 1 2024-03-27 14 h 38 - Courriel 4103719 - Addenda 2 2024-04-10 14 h 30 - Courriel 4106568 - Addenda 3 2024-04-15 15 h 48 - Courriel 4106999 - Addenda 4 - Report de date 2024-04-16 11 h 12 - Courriel 4111238 - Addenda 5 2024-04-22 15 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
--------------------------	--	---	--	--

<input type="checkbox"/>	MACPEK INC. 2970, avenue Watt	<a href="#">Monsieur Yannick Bouchard</a>	<b>Commande : (2347810)</b>	4095131 - Addenda 1 2024-04-10 21 h 07 -
--------------------------	----------------------------------	---	-----------------------------	---

Québec, QC, G1X4P7  
NEQ : 1143490796

Téléphone : 418 2024-04-10 21 h 07  
263-7797  
Télécopieur : 418 2024-04-10 21 h 07  
263-7798

**Transmission :**  
2024-04-10 21 h 07

Téléchargement  
4103719 - Addenda 2  
2024-04-10 21 h 07 -  
Téléchargement  
4106568 - Addenda 3  
2024-04-15 15 h 48 -  
Courriel  
4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-16 11 h 12 -  
Courriel  
4111238 - Addenda 5  
2024-04-22 15 h 24 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

PIÈCES D'AUTO JARRY LTÉE  
3505 rue Jarry Est  
Montréal, QC, H1Z 2G1  
NEQ : 1142610006

[Monsieur Regis Boivin](#)  
Téléphone : 514 593-1555  
Télécopieur : 514 593-8385

**Commande : (2337523)**  
2024-03-22 10 h 51

**Transmission :**  
2024-03-22 10 h 51

4095131 - Addenda 1  
2024-03-27 14 h 38 -  
Courriel  
4103719 - Addenda 2  
2024-04-10 14 h 30 -  
Courriel  
4106568 - Addenda 3  
2024-04-15 15 h 48 -  
Courriel  
4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-16 11 h 12 -  
Courriel  
4111238 - Addenda 5  
2024-04-22 15 h 24 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

PIÈCES D'AUTO LACROIX INC.  
dany@palacroix.com  
Saint-Eustache, QC, J7R4K3  
NEQ : 1142202598

[Monsieur Dany Lacroix](#)  
Téléphone : 450 680-0000  
Télécopieur :

**Commande : (2347699)**  
2024-04-10 16 h 06

**Transmission :**  
2024-04-10 16 h 06

4095131 - Addenda 1  
2024-04-10 16 h 06 -  
Téléchargement  
4103719 - Addenda 2  
2024-04-10 16 h 06 -  
Téléchargement  
4106568 - Addenda 3  
2024-04-15 15 h 48 -  
Courriel  
4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-16 11 h 12 -  
Courriel  
4111238 - Addenda 5  
2024-04-22 15 h 24 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

UAP INC.  
4915 cote-vertu  
Montréal, QC, H4S1E1  
<http://ecommerce.cadel.ca/> NEQ : 1168815836

[Monsieur David Granger](#)  
Téléphone : 514 331-4617

**Commande : (2335808)**  
2024-03-20 10 h 42

4095131 - Addenda 1  
2024-03-27 14 h 38 -  
Courriel

Télécopieur : 514 331-0346 **Transmission :** 4103719 - Addenda 2  
2024-03-20 10 h 42 2024-04-10 14 h 30 -  
Courriel

4106568 - Addenda 3  
2024-04-15 15 h 48 -  
Courriel

4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-16 11 h 13 -  
Courriel

4111238 - Addenda 5  
2024-04-22 15 h 24 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

UAP INC.  
7025 Ontario Est  
Montréal, QC, H1N 2B3  
<https://www.uapinc.com> NEQ : 1168815836

[Monsieur Richard Lachapelle](#) **Commande** 4095131 - Addenda 1  
: (2346236) 2024-04-09 7 h 42 -  
Téléchargement  
Téléphone : 514 252-1127 **Transmission :** 4103719 - Addenda 2  
2024-04-09 7 h 42 2024-04-10 14 h 30 -  
Courriel

Télécopieur : 514 251-6555 4106568 - Addenda 3  
2024-04-15 15 h 48 -  
Courriel

4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-16 11 h 12 -  
Courriel

4111238 - Addenda 5  
2024-04-22 15 h 24 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

UNI-SÉLECT QUÉBEC INC.  
6818 rue Jarry est  
Montréal, QC, H1p 1W3  
<https://bumpertobumper.ca/fr/store-locator/montreal/bumper-to-bumper-uni-select-quebec-inc-1421> NEQ : 1149142938

[Monsieur Michael Lyhnakis](#) **Commande** 4095131 - Addenda 1  
: (2335839) 2024-03-27 14 h 38 -  
Courriel  
Téléphone : 514 325-1370 **Transmission :** 4103719 - Addenda 2  
2024-03-20 10 h 57 2024-04-10 14 h 30 -  
Courriel

Télécopieur : 514 325-2486 4106568 - Addenda 3  
2024-04-15 15 h 48 -  
Courriel

4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-16 11 h 12 -  
Courriel

4111238 - Addenda 5  
2024-04-22 15 h 24 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

Ville de Québec  
50, rue Marie-de-l'Incarnation  
Entrée principale  
Québec, QC, g1n 3e7  
<http://www.ville.quebec.qc.ca> NEQ :

[Madame Marielle Bourbeau](#) **Commande** 4095131 - Addenda 1  
: (2352342) 2024-04-18 13 h 03 -  
Téléchargement  
Téléphone : 418 641-6411 **Transmission :** 4103719 - Addenda 2  
2024-04-18 13 h 03 2024-04-18 13 h 03 -

Télécopieur : 418  
641-6480

Téléchargement  
4106568 - Addenda 3  
2024-04-18 13 h 03 -  
Téléchargement  
4106999 - Addenda 4 -  
Report de date  
2024-04-18 13 h 03 -  
Téléchargement  
Mode privilégié : Ne pas  
recevoir

- 
- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
  - Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
  - Organisme public.



**Dossier # : 1247339001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier maximal de 65 000 \$ à l'organisme Printemps Numérique pour la mise en place de leur événement MTL Connecte du 15 au 18 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier maximal de 65 000 \$ à l'organisme Printemps Numérique pour la mise en oeuvre du volet rencontre d'affaires de l'événement MTL Connecte du 15 au 18 octobre 2024;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-19 09:56

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247339001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier maximal de 65 000 \$ à l'organisme Printemps Numérique pour la mise en place de leur événement MTL Connecte du 15 au 18 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis sa création en 2015, la mission première de l'OBNL Printemps Numérique (PN) est de connecter les individus, les organisations et les idées pour faire progresser et rayonner l'intelligence numérique, avec les objectifs suivants :

- Mettre l'intelligence numérique au service de l'ensemble de la société québécoise;
- Favoriser les développements et le rayonnement économique des industries numériques;
- Réduire la fracture numérique;
- Stimuler les innovations dans les industries numériques.

Une demande de contribution financière au Service du développement économique (SDÉ) de la Ville de Montréal de 150 000 \$ a été faite par Printemps numérique pour la tenue de la sixième édition de son événement annuel MTL Connecte qui se tiendra du 15 au 18 octobre 2024, dans les locaux de l'École NAD. La thématique principale cette année sera la « Métamorphose » pour explorer comment les avancées technologiques et les collaborations innovantes peuvent transformer notre monde. MTL Connecte s'intéresse à la démocratisation des enjeux et des défis liés à la transformation numérique aux niveaux technologique, économique, social, culturel et environnemental. Cet événement réunit des acteurs québécois et internationaux qui gravitent autour des secteurs stratégiques de la transformation numérique pour un partage du savoir, une pollinisation croisée des expertises et le développement de nouveaux marchés et des collaborations. Chaque année, un pays est mis à l'honneur de la programmation. L'année 2024 verra un renforcement du partenariat entre La France et le Québec dont les nations partagent des intérêts communs en lien avec plusieurs thématiques de l'événement.

Au cours des trois dernières années, PN a pu compter sur le soutien financier de la Ville pour la tenue de son événement MTL Connecte.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**



CG23 0411 - 24 août 2023 : Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 65 000 \$ à l'organisme Printemps Numérique pour la mise en place de leur événement numérique, MTL Connecte, du 10 au 13 octobre 2023;  
CG22 0393 - 16 juin 2022 : Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 150 000 \$ à l'organisme Printemps Numérique pour la mise en place de leur événement numérique, MTL Connecte, du 15 au 23 octobre 2022;  
CG20 0058 - 27 février 2020 : Accorder un soutien financier maximal de 500 000 \$ au Printemps numérique pour la mise en place de leur Semaine numérique en 2020 et 2021 ainsi que pour la réalisation de deux événements Intersection par année pour les mêmes périodes - montant octroyé en 2021 : 250 000 \$.

## DESCRIPTION

La 6e édition de MTL CONNECTE se tiendra du 15 au 18 octobre 2024 dans les locaux de l'École NAD, sous le thème principal de « Métamorphose » et la programmation s'articulera autour de 4 thématiques principales :

- Intelligence artificielle  
Présentée le mercredi 16 octobre 2024, cette thématique explorera les avancées et les applications potentielles de l'Intelligence Artificielle (IA) dans divers domaines. Les questions éthiques et les défis associés à l'IA, notamment en termes de biais, de gouvernance et de respect de la vie privée seront également abordés.
- Culture et Créativité  
Présentée le mercredi 16 octobre 2024, cette thématique mettra de l'avant l'impact de la technologie dans les industries culturelles et créatives. Les contenus examineront comment la technologie peut enrichir l'expression artistique et culturelle, et comment la créativité peut influencer le développement technologique.
- Cybersécurité  
Présentée le jeudi 17 octobre 2024, cette thématique mettra l'accent sur l'importance de la sécurité dans un monde de plus en plus numérique. Elle couvrira les enjeux de la protection des données, de l'identité numérique, et des menaces émergentes dans le cyberspace.
- Éducation et Inclusion numérique  
Présentée le jeudi 17 octobre 2024, cette thématique soulignera l'importance de l'accès équitable à la technologie et à l'éducation numérique. Elle explorera les moyens de réduire la fracture numérique et promeut l'inclusion numérique pour assurer que les avantages de la révolution numérique soient accessibles à tous.

MTL CONNECTE 2024 comprendra un volet professionnel avec des activités telles que :

- la Vitrine MTL CONNECTE avec des présentations d'innovations technologiques d'impact;
- des rencontres d'affaires;
- des conférences;
- des panels;
- des ateliers;
- des visites technoculturelles à Montréal;
- des visites dans une région innovante du Québec.

Le volet grand public offrira notamment une soirée de performances avec des artistes québécois et internationaux, ainsi qu'une exposition immersive.

Principaux objectifs du projet MTL CONNECTE 2024

- Contribuer à la croissance, à l'attractivité et au rayonnement des innovations montréalaises et québécoises;
- Stimuler l'innovation dans l'écosystème montréalais de la créativité numérique et renforcer le niveau de maturité des Industries culturelles et créatives (ICC);
- Favoriser le maillage, la pollinisation croisée des expertises et stimuler la vitalité économique de la métropole et du Québec;
- Promouvoir les tendances émergentes pouvant avoir un impact sur le développement du numérique au Québec;
- Renforcer le rayonnement de Montréal, par des actions de « diplomatie technologique ».

#### Retombées attendues du Projet selon Printemps Numérique

- Atteindre 10 000 participants et en ligne et accueillir 2 500 participants à Montréal, dont 400 de l'international;
- Mettre un pays à l'honneur. En 2024, il s'agira de la France, renforçant les échanges avec l'écosystème numérique français;
- Promouvoir Montréal comme capitale de la créativité et de l'intelligence numérique en collaborant avec une trentaine de partenaires internationaux et en accueillant 15 délégations locales et internationales;
- Générer 500 rencontres d'affaires, dont 150 ciblant les ICC;
- Contribuer à la commercialisation de 30 innovations d'impact, via la Vitrine MTL Connecte, les présentant à un public d'investisseurs;
- Organiser, pour un total de 200 acteurs économiques, 4 sessions mettant en avant les industries québécoises qui se démarquent;
- Valoriser le secteur des ICC à travers 4 programmes de visite.

#### Montage financier

La mise en œuvre des actions présentées ci-dessus nécessite un budget total de 1 841 000 \$ en 2024. Une contribution de la Ville de Montréal de 65 000 \$ représenterait 3,5 % du budget prévisionnel.

Le tableau ci-dessous présente des informations extraites du dernier budget prévisionnel soumis par PN.

<b>Revenus anticipés</b>	<b>2024</b>
Contribution de l'organisme	80 000 \$
Revenus de billetterie	120 000 \$
Contribution de la Ville	65 000 \$
Soutien provincial	449 000 \$
<b>Soutien fédéral</b>	30 000 \$
Commandites en services	750 000 \$
Commandites en argent	347 000 \$
<b>Total des revenus</b>	<b>1 841 000 \$</b>

<b>Dépenses anticipées</b>	<b>2024</b>
Salaires	280 014 \$
Autres charges directes	1 453 786 \$
Frais d'administration	107 200 \$
<b>Total des revenus</b>	<b>1 841 000 \$</b>

#### JUSTIFICATION

MTL Connecte est en mesure de mobiliser une diversité d'acteurs locaux et internationaux du secteur public et privé pour assurer l'organisation d'une sixième édition d'un événement d'envergure en lien avec des thématiques pour la Ville telles que la transformation, la créativité et l'inclusion numérique.

Par ailleurs, Printemps numérique s'engage à favoriser le maillage, la pollinisation croisée des expertises dans les différents créneaux du numérique et s'engage à générer au moins 500 rencontres d'affaires, dont 150 ciblant les ICC.

MTL CONNECTE offre aussi une plateforme mettre en lumière l'expertise montréalaise dans les différents créneaux du numérique et permet de la faire rayonner à l'international, notamment dans l'espace de la Francophonie économique. Cette contribution permettra à Printemps Numérique de répondre aux objectifs de sa programmation ainsi que de maximiser le nombre et d'assurer la qualité des rencontres d'affaires qui seront facilitées durant l'événement.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 65 000 \$. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, direction de l'entrepreneuriat, visant à faire de Montréal un chef de file mondial, axe Rayonnant. Entente 150 M\$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2.

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années aux organismes de ce dossier par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutiens accordés			Soutien recommandé 2024	Versements		Soutien Ville / Global projet
		2021	2022	2023		1er versement 2024	2e versement 2025	
Printemps Numérique	Mise en place de leur événement numérique, MTL Connecte	250 000 \$	65 000 \$	150 000 \$	65 000 \$	45 000 \$	20 000 \$	3,5 %

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

## MONTRÉAL 2030

Le projet à réaliser est en lien direct avec les orientations du Plan stratégique Montréal 2030 (détails dans la pièce-jointe).

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Suivant l'approbation de ce dossier, le promoteur disposera de moyens financiers pour mettre oeuvre sa programmation d'activités et la facilitation d'un nombre significatif de rencontres d'affaires tout en contribuant aux rencontres internationales qui ciblent des représentants d'institutions d'enseignements, des entrepreneurs ainsi que des étudiants dans un format hybride à la fois en présentiel et à distance.

En refusant, la programmation notamment des activités de maillage d'affaires réservées aux

ICC ne sera pas déployée et rendra l'organisation des activités prévues s'y rattachant précaire.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur à l'Annexe 2 du projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Tenue de l'événement du 15 au 18 octobre 2024.  
Reddition compte - Au plus tard le 31 mars 2025 et selon selon les échéanciers convenus dans la convention.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Julie GODBOUT)

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samir TOUHAMI  
Commissaire - développement économique

**Tél :** 514-261-6233  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Valérie POULIN  
Directrice

**Tél :** 438 274-1735  
**Télécop. :** 514 872-0049

Le : 2024-07-12

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Payam ESLAMI  
directeur(-trice) - entrepreneuriat

Pour  
Éric Labelle, Directeur de service,  
Développement économique  
**Tél :** 438 354-2265  
**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247339001

Unité administrative responsable : *Service du développement économique, DIERI*

Projet : MTL Connecte 2024 (Printemps Numérique)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <b>Priorité 14</b> : <i>Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité</i> <b>Priorité 15</b> : <i>Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire</i> <b>Priorité 20</b> : <i>Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <b>Priorité 14</b> : <i>Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité</i> <b>Résultat</b> : <i>L'initiative permettra de faire rayonner l'expertise montréalaise en matière d'intelligence et de transformation numérique</i> <b>Priorité 15</b> : <i>Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les</i>			

*créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

**Résultat :** L'initiative permettra de faire rayonner le savoir-faire créatif et culturel montréalais

**Priorité 20 :** *Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

**Résultat :** L'initiative permettra d'encourager l'achat d'expériences créées par des entreprises issues des industries culturelles et créatives de Montréal et en général de faire rayonner Montréal à l'international avec la couverture médiatique attendue

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		<b>X</b>	
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		<b>X</b>	
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **PRINTEMPS NUMÉRIQUE**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, agissant et représentée par Monsieur Mehdi Benboubakeur, directeur général du Printemps numérique, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 77961 8123 RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222845188

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit pour connecter les individus, les organisations et les idées pour faire progresser et rayonner l'intelligence numérique;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2 DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** **Le Service du développement économique de la Ville.**

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les (installations ou locaux) de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

#### 4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

#### 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : [conformitecontractuelle@bvgmtl.ca](mailto:conformitecontractuelle@bvgmtl.ca) (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

- 4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

### **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SOIXANTE-CINQ MILLE** dollars (65 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### **5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

##### **Pour l'année 2024 :**

- un premier versement au montant de **QUARANTE-CINQ MILLE** dollars (45 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

##### **Pour l'année 2025 :**

- une somme maximale de **VINGT MILLE** dollars (20 000 \$), trente (30) jours après à la remise des rapports dont les objectifs et les résultats attendus sont détaillés à la Section 2 de l'Annexe 1 et l'analyse de la Reddition de comptes à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6 GOVERNANCE ET ÉTHIQUE**

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragrapes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.



## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 décembre 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11** **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

#### **12.1** L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## **ARTICLE 13**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

#### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

#### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 1001, boul. Robert-Bourassa, 28e étage, Montréal (Québec) H3B 4L4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**PRINTEMPS NUMÉRIQUE**

Par : \_\_\_\_\_  
Mehdi Benboubakeur, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_ (Résolution CG .....).

# ANNEXE 1

## PROJET

### SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

#### **MTL Connecte 2024**

Le Printemps Numérique présente MTL CONNECTE 2024 comme « un événement majeur, à portée internationale, qui contribue à positionner Montréal comme capitale mondiale de la créativité et de l'intelligence numérique, en mobilisant des milliers de professionnels pour la construction commune d'un numérique souhaitable et responsable ».

La sixième édition de MTL Connecte qui se tiendra du 15 au 18 octobre 2024, dans les locaux de l'École NAD.

La thématique principale cette année sera la « **Métamorphose** » pour explorer comment les avancées technologiques et les collaborations innovantes peuvent transformer notre monde. MTL Connecte s'intéresse à la démocratisation des enjeux et des défis liés à la transformation numérique aux niveaux technologique, économique, social, culturel et environnemental. Cet événement réunit des acteurs québécois et internationaux qui gravitent autour des secteurs stratégiques en transformation numérique pour un partage du savoir, une pollinisation croisée des expertises et le développement de nouveaux marchés et des collaborations.

Chaque année, un pays est mis à l'honneur de la programmation. 2024 verra un renforcement du partenariat entre la France et le Québec dont les nations partagent des intérêts communs en lien avec plusieurs thématiques de l'événement.

# RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

NOM DU PROJET

MTL CONNECTE : LA SEMAINE NUMÉRIQUE DE MONTRÉAL

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Date prévue de réalisation
Contribuer à la croissance, à l'attractivité et au rayonnement des innovations montréalaises et québécoises	Mettre en place à Montréal un événement qui fédère des milliers d'acteurs intéressés par la transformation numérique	Accueillir un minimum de 2 500 participants	Nombre de participants à l'événement	oct 2024
	Attirer une présence de professionnels internationaux	Accueillir un minimum de 400 participants internationaux en présentiel	Nombre de participants internationaux	oct 2024
	Enrichir la diversité et la portée de l'événement	Accueillir environ 15 délégations locales et internationales représentant des secteurs entrepreneuriaux, culturels, institutionnels et académiques	Nombre de délégations et nombre de délégués	oct 2024
	Offrir une plus grande visibilité aux contenus mettant en avant les innovations	Atteindre 10 000 participants à travers les différentes diffusions de MTL connecte en ligne	Types d'outils activés et nombre de participation atteinte	oct 2024
	Attirer des investisseurs	Accueillir environ 120 investisseurs à l'événement	Nombre d'investisseurs	oct 2024
	Planifier et organiser des visites techno-culturelles pour des groupes de participants ciblés	Organiser 4 visites de lieux techno-culturels (lieux d'incubation, de création, de production et diffusion de contenu relié à la créativité numérique)	Nombre de visite et nombre de participants	oct 2024
	Offrir une vitrine à une trentaine d'entreprises du Québec pour contribuer à leur commercialisation	Organiser 1 vitrine MTL connecte, 30 innovations d'impact, avec présence d'investisseurs	Nombre d'entreprises et nombre d'investisseurs	oct 2024
	Organiser un concours international de l'innovation avec une remise de prix	Organiser 1 concours MTL Tech Awards, avec 4 catégories, dont une dédiée à la créativité numérique	Nombre de candidatures	oct 2024
Favoriser le maillage, la pollinisation croisée des expertises et stimuler la vitalité économique de la métropole et du Québec	Organiser des rencontres d'affaires durant l'événement en présentiel	Viser 500 rencontres d'affaires de type b2b	Nombre de rencontres	oct 2024
	Organiser des activités de maillage impliquant les grappes industrielles et les créateurs d'excellence du Québec	Organiser 4 activités de maillage impliquant les grappes industrielles et les créateurs d'excellence du Québec. Cibler 50 participants en moyenne par session de réseautage	Nombre d'activités et nombre de participants	oct 2024
	Organiser des moments de réseautage entre acteurs locaux et internationaux	Organiser 3 grands moments de réseautage (5 à 7)	Nombre d'activités et nombre de participants	oct 2024
		Organiser 4 Focus territoire mettant de l'avant des écosystèmes invités (locaux et internationaux)	Nombre d'activités et nombre de participants	oct 2024
Stimuler l'innovation dans l'écosystème montréalais de la créativité numérique et renforcer le niveau de maturité des ICC	Organiser des sessions (conférence, panel, ateliers...) dédiées aux	Organiser 9 sessions (conférence, panel, ateliers...) dédiées aux	Nombre de sessions ; nombre de participants	oct 2024
	Planifier et mettre en œuvre des sessions de travail conjointes	Organiser 4 ateliers dédiés à l'IA au service de l'écosystème	Nombre d'ateliers ; nombre de participants	oct 2024
	Planifier et mettre en œuvre des rencontres b2b entre les acteurs de	25 entreprises et 100 rencontres b2b entre les acteurs du secteur	Nombre d'entreprises et nombre de rencontres b2b	oct 2024
Promouvoir les tendances qui peuvent affecter ou aider le développement du numérique au Québec	Planifier et mettre en œuvre des rencontres b2b entre les acteurs de la créativité numérique et les acheteurs et programmeurs de	25 entreprises et 100 rencontres b2b entre les acteurs du secteur créativité numérique et les acheteurs et programmeurs de	Nombre d'entreprises et nombre de rencontres b2b	oct 2024
	Former un comité de programmation avec des experts locaux et internationaux	Former un comité de 8 experts locaux et internationaux	Nombre d'experts	oct 2024
	Offrir des contenus sur des secteurs clés pour le développement du numérique au Québec	Offrir des contenus sur les 4 thématiques : 1 conférence ; 1 panel	Nombre de contenus et nombre de participants	oct 2024
Stimuler le tourisme d'affaires	Offrir des ateliers collaboratifs favorisant le transfert de connaissances	Offrir 24 ateliers	Nombre d'ateliers	oct 2024
	Accueillir des experts de renommée internationale	Accueillir 5 grands conférenciers (keynote)	Nombre d'intervenants	oct 2024
	Mettre à l'honneur un pays pour renforcer les liens entre le territoire	Mettre à l'honneur la France	Nombre de participants français	oct 2024
	Accueillir des participants hors Montréal	Accueillir un minimum de 800 participants hors Montréal	Nombre de participants hors Montréal	oct 2024
Démocratiser l'accès aux connaissances numériques/Réduire la fracture numérique	Valoriser une région innovante du Québec	Organiser une visite techno-industrielle en région, avec une	Visite et nombre d'acteurs impliqués	oct 2024
	Faciliter l'accès à l'événement et aux connaissances proposées	Offrir gratuitement des activités	Outils mis en place et nombre de bénéficiaires	oct 2024
	Faciliter l'accès aux jeunes étudiants et professionnels de pays en	Permettre à 2000 jeunes majoritairement de pays en	Nombre de participants et nombre de bénéficiaires	oct 2024
	Encourager la participation de jeunes venant des régions du Québec	Permettre à un groupe de 50 jeunes venant des régions du Québec	Nombre de participants	oct 2024
	Encourager la participation de jeunes autochtones	Programmer un calendrier d'activités dans les milieux de la créativité (studio jeux vidéos et effets visuels) pour une délégation de jeunes autochtones (environ 10 participants)	Activités programmées et nombre de participants	oct 2024

La programmation de MTL CONNECTE 2024 s'articulera autour de 4 thématiques principales :

- **Intelligence artificielle**

**Présentée le mercredi 16 octobre 2024**, cette thématique explorera les avancées et les applications potentielles de l'IA dans divers domaines. Les questions éthiques et les défis associés à l'IA, notamment en termes de biais, de gouvernance et de respect de la vie privée seront également abordés.

- **Culture et Créativité**

**Présentée le mercredi 16 octobre 2024**, cette thématique mettra de l'avant l'impact de la technologie dans les industries culturelles et créatives. Les

contenus examineront comment la technologie peut enrichir l'expression artistique et culturelle, et comment la créativité peut influencer le développement technologique.

- **Cybersécurité**

**Présentée le jeudi 17 octobre 2024**, cette thématique mettra l'accent sur l'importance de la sécurité dans un monde de plus en plus numérique. Elle couvrira les enjeux de la protection des données, de l'identité numérique, et des menaces émergentes dans le cyberspace.

- **Éducation et Inclusion numérique**

**Présentée le jeudi 17 octobre 2024**, cette thématique soulignera l'importance de l'accès équitable à la technologie et à l'éducation numérique. Elle explorera les moyens de réduire la fracture numérique et promeut l'inclusion numérique pour assurer que les avantages de la révolution numérique soient accessibles à tous.

MTL CONNECTE 2024 comprendra un volet professionnel avec des activités telles que :

- la Vitrine MTLCONNECTE avec des présentations d'innovations technologiques d'impact;
- des rencontres d'affaires;
- des conférences;
- des panels;
- des ateliers;
- des visites technoculturelles à Montréal;
- des visites dans une région innovante du Québec.

**Le volet grand public** offrira notamment une soirée de performances avec des artistes québécois et internationaux, ainsi qu'une exposition immersive.

### **Principaux objectifs du projet MTL CONNECTE 2024**

- Contribuer à la croissance, à l'attractivité et au rayonnement des innovations montréalaises et québécoises ;
- Stimuler l'innovation dans l'écosystème montréalais de la créativité numérique et renforcer le niveau de maturité des ICC ;
- Favoriser le maillage, la pollinisation croisée des expertises et stimuler la vitalité économique de la métropole et du Québec ;
- Promouvoir les tendances émergentes pouvant impacter le développement du numérique au Québec ;
- Renforcer le rayonnement de Montréal, par des actions de « diplomatie technologique ».

### **Retombées attendues du Projet selon Printemps Numérique**

- Atteindre 10 000 participants et en ligne et accueillir 2 500 participants à Montréal, dont 400 de l'international ;

- Mettre un pays à l'honneur. En 2024 il s'agira de la France, renforçant les échanges avec l'écosystème numérique français ;
- Promouvoir Montréal comme capitale de la créativité et de l'intelligence numérique en collaborant avec une trentaine de partenaires internationaux et en accueillant 15 délégations locales et internationales ;
- Générer 500 rencontres d'affaires, dont 150 ciblant les ICC;
- Contribuer à la commercialisation de 30 innovations d'impact, via la Vitrine MTL connecte, les présentant à un public d'investisseurs ;
- Organiser, pour un total de 200 acteurs économiques, 4 sessions mettant en avant les industries québécoises qui se démarquent ;
- Valoriser le secteur des ICC à travers 4 programmes de visite.

## BUDGET PRÉVISIONNEL

REVENUS	Total budgété
<b>Total des contributions – secteur public</b>	<b>544 000 \$</b>
<b>Contributions Municipales (Total)</b>	65 000 \$
<b>Ville de Montréal - SDÉ</b>	65 000 \$
<b>Contributions provinciales (Total)</b>	449 000 \$
<b>MEI</b>	250 000 \$
<b>MAMH - Fonds signature métropole</b>	100 000 \$
<b>MCC - Appui aux initiatives internationales</b>	50 000 \$
<b>MCC - RDV France-Québec sur la découvrabilité</b>	49 000 \$
<b>Contributions fédérales (Total)</b>	30 000 \$
<b>Conseil des Arts du Canada</b>	30 000 \$
<b>Apport de l'organisme</b>	<b>80 000 \$</b>
<b>Revenus de billetterie/inscriptions</b>	<b>120 000 \$</b>
<b>Autres revenus issus de partenaires autres que fonds publics (en argent)</b>	<b>347 000 \$</b>



<b>Tourisme Montréal</b>	22 500 \$
<b>IVADO</b>	12 000 \$
<b>Promotion Saguenay</b>	15 000 \$
<b>UQAC</b>	40 000 \$
<b>Cogeco</b>	12 000 \$
<b>OFQJ (Office Franco-Québécois pour la Jeunesse)</b>	9 000 \$
<b>Business France</b>	9 000 \$
<b>Consulat de Belgique</b>	15 000 \$
<b>Consulat de France</b>	20 000 \$
<b>Chambre de commerce Québec-Afrique</b>	9 500 \$
<b>Autres commanditaires</b>	183 000 \$
<b>Autres revenus issus de partenaires autres que fonds publics (en nature)</b>	<b>750 000 \$</b>
<b>Journal Le Monde</b>	225 000 \$
<b>Journal La Presse</b>	22 000 \$
<b>UQAC</b>	60 000 \$
<b>Autres commanditaires</b>	443 000 \$
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>1 841 000 \$</b>

<b>Dépenses</b>	<b>Total budgété</b>
<b>Salaires et Avantages sociaux</b>	
Salaires	247 800 \$
Avantages sociaux	32 214 \$
<b>Sous-Total</b>	<b>280 014 \$</b>

<b>Autres charges directes</b>	
Achat ou location d'équipements	5 000 \$
Frais de production et logistique	463 786 \$
Entretien et réparation	3 000 \$
Honoraires professionnels	245 000 \$
Publicité et promotion	737 000 \$
<b>Sous-Total</b>	<b>1 453 786 \$</b>
<b>Frais d'administration</b>	
Assurances	15 000 \$
Déplacements	10 000 \$
Fournitures de bureau	500 \$
Frais de représentation	4 000 \$
Honoraires professionnels	12 000 \$
Télécommunications	1 200 \$
Intérêts et frais bancaires	1 500 \$
Autres frais de gestion (5 % maximum)	25 000 \$
Frais de contingence	38 000 \$
<b>Sous-Total</b>	<b>107 200 \$</b>
<b>TOTAL des Charges</b>	<b>1 841 000 \$</b>

## DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<p>Seules sont admissibles les dépenses <b>directement liées</b> à la réalisation du projet. Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);</li><li>des coûts de location d'équipement ou de locaux;</li><li>des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;</li><li>des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);</li><li>des frais de déplacement;</li><li>d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doit être détaillé;</li><li>des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li><li>des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li><li>les dépenses liées à l'achat de certains équipements.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;</li><li>La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;</li><li>Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.</li><li>La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.</li></ul>

## SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Rapport final	Au plus tard le <b>31 mars 2025</b>

**Le rapport énuméré dans le tableau ci-dessus devra minimalement comprendre les éléments suivants :**

### 1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisés ainsi que les cibles réelles. L'Organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévus n'est pas réalisé ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

### 2. Protocole de visibilité (Rapport final)

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

### 3. Données et statistiques

L'Organisme devra fournir à la Ville les statistiques de fréquentation à l'événement suivantes :

- Le profil démographique et d'origine des participants sur place granulée par secteur d'activités (étudiants, entreprises, secteur académique, etc).
- Nombre de personnes ayant complété l'enquête en effectuant une distinction entre acheteurs et producteurs.
- Le total des délégués internationaux présents.
- Le total des délégations économiques présentes.
- Nombre de billets vendus pour une participation à Montréal.
- Nombre de billets de faveur offert pour une participation à Montréal.
- Pourcentage de participation internationale/total des billets achetés pour une participation sur place.
- Provenance par pays.
- Nombre total de conférenciers invités.
- Liste des conférences animées par le secteur ICC et nom des conférenciers.
- Liste des entreprises participantes qualifiées du secteur ICC.
- Liste des commanditaires nationaux et internationaux du projet et valeur de leur contribution.

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet/Événement, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

#### 4. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

#### Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

**Priorité 14:** Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

**Priorité 15 :** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels, et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

**Priorité 20 :** Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

## **ANNEXE 2**

### **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL**

Ce protocole définit les dispositions que **Printemps Numérique** (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

#### **1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME**

- Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.
- S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.
- Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.
- Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

#### **2. COMMUNICATIONS**

##### **Reconnaissance de la Ville**

1. Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.
2. Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :
  - S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire
  - inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
  - S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
  - Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.
3. Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :
  - « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
  - « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
  - « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
  - Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

##### **Relations médias et événements publics**

1. Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :
  - Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;

- inviter par écrit un représentant politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un représentant politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
  - Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
  - Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
  - Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.
- 2. Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, au moins trente (30) jours ouvrables avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

## 2. Publicité et promotion

1. Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :
  - pour une publication sur LinkedIn :  
<https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/>
  - pour une publication sur Facebook :  
[@AffairesEconomiInnovationMTL](#) pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,  
[@mtlville](#) pour les autres types de projets ;
  - pour une publication sur Twitter :  
[@AffairesMtl](#) pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,  
[@MTL\\_Ville](#) pour les autres types de projets ;
2. Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page [www.montreal.ca](http://www.montreal.ca), si applicable.
3. Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.
4. Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.
5. **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :
  - la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
  - la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
  - la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la

- personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.
6. Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance ; le matériel sera fourni par la Ville.

### **Bilan de visibilité**

Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

### **3. MODALITÉS**

#### **1. Normes graphiques et linguistiques**

- Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.
- Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

#### **2. Approbations**

1. Soumettre pour approbation à **la personne responsable de la Ville** :
  - le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
  - le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.
2. Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
3. Advenant la participation d'un représentant politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.



### 3. Contacts

#### **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à [visibilite@montreal.ca](mailto:visibilite@montreal.ca) pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

#### **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant politique, écrire à [mairisse@montreal.ca](mailto:mairisse@montreal.ca)

#### **IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**

Dossier # : 1247339001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier maximal de 65 000 \$ à l'organisme Printemps Numérique pour la mise en place de leur événement MTL Connecte du 15 au 18 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDÉ - 1247339001 - Printemps Numérique.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT  
Agente comptable analyste

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Dominique BALLO

**Tél :**

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247567020**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Nautic & Art inc. pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique lot #1 - Dépense totale de 275 258,20 \$, taxes incluses (contrat : 239 354,96 \$ + contingences : 35 903,24\$) - Appel d'offres public 24-20476 - (un soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Nautic & Art inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 239 354,96 \$ , taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20476 ;
2. d'autoriser une dépense de 35 903,24 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-17 10:53

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247567020

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Nautic & Art inc. pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique lot #1 - Dépense totale de 275 258,20 \$, taxes incluses (contrat : 239 354,96 \$ + contingences : 35 903,24\$) - Appel d'offres public 24-20476 - (un soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d’assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d’offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Dans le cadre de sa planification d’achat de matériel roulant pour l’année 2025, le SMRA a identifié le besoin de remplacer six (6) embarcations pneumatiques utilisées par le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) qui seront mises au rancart pour cause de désuétude. De plus, le besoin d’acquérir trois (3) moteurs supplémentaires a été identifié.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20476. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant vingt-huit (28) jours, soit du 15 avril 2024 au 14 mai 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, trois (3) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, reporter la date d'ouverture des soumissions ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire des addendas :

Numéro addenda	Date	Contenu
1	17 avril 2024	Ajout au devis technique
2	29 avril 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions au mardi 14 mai 2024.
3	3 mai 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>Huit (8) modifications et/ou ajouts du devis concernant la robustesse des embarcations, la largeur, les lampes, le</li> </ul>

		<p>choix de matériaux, la remorque et le moteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Treize (13) questions et réponses concernant l'hypalon et le PVC, la largeur de l'embarcation, la lampe pistolet, le type de remorque, l'expérience requise, le modèle d'embarcation, la longueur de l'embarcation, les VFI, la trousse de premiers soins ainsi que le moteur rodé.</li> </ul>
--	--	--

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 11 septembre 2024.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG21 0545 - 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à Nautic et Art inc., pour la fourniture de douze (12) embarcations de sauvetage nautiques avec remorques et équipements pour les besoins opérationnels du SIM - Dépense totale de 6 781 099,03 \$, taxes incluses (contrat : 5 896 607,85 \$ + contingences : 884 491,18 \$) - Appel d'offres public 21-18567 - ( 2 soumissionnaires)

### **DESCRIPTION**

De façon plus précise, le SMRA désire acquérir six (6) embarcations pneumatiques de gamme commerciale incluant un moteur hors-bord et une remorque chacune. Les embarcations serviront à faire des opérations de recherche et de sauvetage nautique sur les plans d'eau entourant l'île de Montréal effectuées par le SIM. Elles pourront accueillir un équipage de quatre (4) intervenants, et permettre d'effectuer de manière efficiente des déplacements rapides et des manœuvres sécuritaires. De plus, afin d'assurer l'accès à des moteurs fonctionnels en tout temps, le SMRA désire acquérir trois (3) moteurs supplémentaires qui sont compatibles avec l'ensemble des embarcations pneumatiques et des embarcations à coque rigide en aluminium servant aux sauvetages sur glace du SIM. L'appel d'offres contient deux (2) lots, le lot #2 concerne la création d'une entente-cadre devant être créée afin d'assurer les inspections annuelles requises au bon fonctionnement des embarcations et des remorques, celle-ci est présentée dans la décision déléguée, conformément au règlement RCE 04.002 article 19 - Règlement intérieur du Comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Voici le détail des coûts liés à l'acquisition des embarcations et des moteurs

<b>Numéro de lot</b>	<b>Description des items</b>	<b>Prix unitaire (sans taxes)</b>	<b>Quantité</b>	<b>Montant total (sans taxes)</b>
1	Embarcations pneumatiques	22 450 \$	6	134 700 \$
	Moteurs hors-bord, incluant les moteurs supplémentaires	5 720 \$	9	51 480 \$
	Remorques	3 160 \$	6	18 960 \$
	Lumières supplémentaires	300 \$	6	1 800 \$
	Lampes de recherche supplémentaires	310 \$	4	1 240 \$
	<b>Total</b>			<b>208 180,00 \$</b>

#### Modalité d'adjudication

Le contrat est adjugé par lot, au plus bas soumissionnaire conforme.

#### Prix

Les prix présentés au contrat sont fermes. Ceux-ci ne pourront faire l'objet d'aucun ajustement.

#### Livraison des biens

Le fournisseur s'engage à livrer les biens cent trente (130) jours suivant à la réception du bon de commande.

#### Garantie des biens

- embarcation pneumatique de sauvetage: trois (3) ans;
- moteur hors-bord: deux (2) ans.

### JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges. Une (1) soumission a été déposée (16,67%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Un seul des preneurs du cahier des charges a répondu à leur demande mentionnant que la demande apparaît restrictive en raison du point suivant: La qualité des tubes ne peut être autre que du hypalon.

*En référence à Art 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Le soumissionnaire accepte de baisser l'offre pour le lot 1 comme suit: - l'item 1 de 2 700\$ - l'item 2 de 900\$- l'item 3 de 600\$ ce qui fait une réduction totale de 4200\$.*

Lot 1 - Embarcation pneumatique de sauvetage et accessoires

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Nautic &amp; Art inc</b>	239 354,96 \$	35 903,24\$	275 258,20 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	218 452,50 \$	32 767,88 \$	251 220,38 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			20 902,46 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			9,57 %

*\*Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché pour ce type de biens et services.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 21 mai 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour l'ensemble des lots. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le seul soumissionnaire, Nautic & Art inc, s'engage à réaliser la totalité du mandat du lot #1 pour un montant de 239 354,96 \$, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 35 903,24 \$, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres. La dépense sera financée par le règlement d'emprunts RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Le remplacement des embarcations désuètes et l'acquisition des moteurs supplémentaires sont requis afin de permettre au SIM de continuer ses opérations adéquatement. Cet aspect contribue à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SIM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réception des embarcations: Janvier 2025

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alimata MEITE)

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois ST-AMAND  
Agent de recherche

**Tél :** S.O.  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-05

Wasiu YESUFU  
chef de section

**Tél :** S.O.  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dominic G GARNEAU  
directeur(-trice) - ateliers mecaniques

**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-16



# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247567020

Unité administrative responsable : 33 - *Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*

Projet : Accorder un contrat à la firme Nautic & Art inc. pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique lot #1 - Dépense totale de 275 258,20 \$, taxes incluses (contrat : 239 354,96 \$ + contingences : 35 903,24\$) - Appel d'offres public 24-20476 - (un soumissionnaire)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Le remplacement des embarcations désuètes et l'acquisition des moteurs supplémentaires sont requis afin de permettre au SIM de continuer ses opérations adéquatement. Cet aspect contribue à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		X	
b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		X	
c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1247567020**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Nautic & Art inc. pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique lot #1 - Dépense totale de 275 258,20 \$, taxes incluses (contrat : 239 354,96 \$ + contingences : 35 903,24\$) - Appel d'offres public 24-20476 - (un soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**



24-20476 PV.pdf 24-20476 detcah.pdf24-20476 Intervention\_Lot1.pdf 24-20476 TCP.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alimata MEITE  
Agente d'approvisionnement II

**Tél :** -

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Denis LECLERC  
chef(fe) de section - approvisionnement  
strategique en biens Service de  
l'approvisionnement , Direction acquisition  
**Tél :** 514-280-1994  
**Division :**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
NAUTIC & ART INC.	244 183,91 \$	<input type="checkbox"/>	1
NAUTIC & ART INC. (Prix négocié)	239 354,96 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

Sur 6 preneurs du cahier des charges, seule une soumission a été déposée.

Un seul des fournisseurs a donné la raison suivante de son désistement; que la demande apparaît restrictive en raison du point suivant: La qualité des tubes ne peut être autre que du hypalon.

En référence à Art 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d’une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s’entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l’estimation établie par la municipalité.

Le soumissionnaire accepte de baisser l'offre pour le lot 1 comme suit:

- l'item de 2 700\$
- l'item 2 de 900\$
- l'item 3 de 600\$

ce qui fait une réduction totale de 4200\$, le montant révisé (TTC) pour le **lot 1** revient donc à **239 354,96\$**.

Préparé par :

Alimata Méité

Le

8

-

7

-

2024

Numéro de l'appel d'offres :24-20476

Titre : Fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche & sauvetage nautique

Date d'ouverture des soumissions : 14 mai 2024

Article	Quantité	NAUTIC & ART INC.		NAUTIC & ART INC. (Prix négocié)	
		Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
<b>LOT 1</b>					
item 1	Embarcations pneumatiques	6	22 900,00 \$	137 400,00 \$	22 450,00 \$ 134 700,00 \$
item 2	Moteurs hors-bord (incluant les moteurs supplémentaires; item 4 mentionné au devis)	9	5 820,00 \$	52 380,00 \$	5 720,00 \$ 51 480,00 \$
item 3	Remorques	6	3 260,00 \$	19 560,00 \$	3 160,00 \$ 18 960,00 \$
item 5	Kits de Lumières Supplémentaires	6	300,00 \$	1 800,00 \$	1 800,00 \$
item 6	Lampes de Recherche Supplémentaires	4	310,00 \$	1 240,00 \$	1 240,00 \$
<b>Total avant taxes</b>				212 380,00 \$	208 180,00 \$
<b>TPS 5 %</b>				10 619,00 \$	10 409,00 \$
<b>TVQ 9,975 %</b>				21 184,91 \$	20 765,96 \$
<b>Montant total</b>				<b>244 183,91 \$</b>	<b>239 354,96 \$</b>
<b>LOT 2</b>					
item 7	Inspections annuelles pour les embarcations et leurs remorques sur 5 ans (6 unités/année = 30 inspections). Cet item exclut les moteurs.	30	510,00 \$	15 300,00 \$	15 300,00 \$
<b>Total avant taxes</b>				15 300,00 \$	15 300,00 \$
<b>TPS 5 %</b>				765,00 \$	765,00 \$
<b>TVQ 9,975 %</b>				1 526,18 \$	1 526,18 \$
<b>Montant total</b>				<b>17 591,18 \$</b>	<b>17 591,18 \$</b>

 Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Alimata Méité	Date : 21 mai 2026	Date : 21 mai 2026
-----------------------------	--------------------	--------------------



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : 24-20476

**Numéro de référence** : 1831004

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Ville de Montréal - Fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche & sauvetage nautique

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> 9470-2099 Québec inc. 114 Du Sanctuaire Saint-Colomban, QC, J5K2T4 NEQ : 1177782589	<a href="#">Monsieur Mario Sills</a> Téléphone : 514 953-4000 Télécopieur : 450 412-1396	<b>Commande : (2351083)</b> 2024-04-17 6 h 45 <b>Transmission :</b> 2024-04-17 6 h 45	4107985 - Addenda 1 ( 24-20476 Devis technique ) 2024-04-17 10 h 38 - Courriel 4115322 - Addenda 2 2024-04-29 11 h 21 - Courriel 4119063 - Addenda 3 2024-05-03 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> BOULET LEMELIN YACHT INC. 1125 BOUL. CHAMPLAIN Québec, QC, G1K0A2 NEQ : 1175918938	<a href="#">Monsieur MAXIME HEBERT</a> Téléphone : 418 681-5655 Télécopieur :	<b>Commande : (2350378)</b> 2024-04-16 8 h 20 <b>Transmission :</b> 2024-04-16 8 h 20	4107985 - Addenda 1 ( 24-20476 Devis technique ) 2024-04-17 10 h 38 - Courriel 4115322 - Addenda 2 2024-04-29 11 h 21 - Courriel 4119063 - Addenda 3 2024-05-03 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> DESJARDINS SPORT INC. 2075 BOUL LABELLE Saint-Jérôme, QC, J7Y 1S7 NEQ : 1143393537	<a href="#">Monsieur DOMINIK GREGOIRE</a> Téléphone : 450 438-8225 Télécopieur : 450 438-4945	<b>Commande : (2353599)</b> 2024-04-22 8 h 07 <b>Transmission :</b> 2024-04-22 8 h 07	4107985 - Addenda 1 ( 24-20476 Devis technique ) 2024-04-22 8 h 07 - Téléchargement 4115322 - Addenda 2 2024-04-29 11 h 21 - Courriel 4119063 - Addenda 3 2024-05-03 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> GRAND INTERNATIONAL IMPORT EXPORT INC. 110 rue de la cime Saint-Colomban, QC, j5k111 <a href="http://www.seaescapemarine.com">http://www.seaescapemarine.com</a> NEQ : 1164621717	<a href="#">Monsieur François Rainville</a> Téléphone : 514 918-6268 Télécopieur : 450 432-5506	<b>Commande : (2351082)</b> 2024-04-17 6 h 39 <b>Transmission :</b> 2024-04-17 6 h 39	4107985 - Addenda 1 ( 24-20476 Devis technique ) 2024-04-17 10 h 38 - Courriel 4115322 - Addenda 2 2024-04-29 11 h 21 - Courriel 4119063 - Addenda 3 2024-05-03 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

<input type="checkbox"/> NAUTIC & ART INC. 300 PARC INDUSTRIEL Windsor, QC, J1S 2T2 <a href="https://www.chargek.com">https://www.chargek.com</a> NEQ : 1160948536	<a href="#">Monsieur Luc Larochelle</a> Téléphone : 819 845-4440 Télécopieur :	<b>Commande : (2349929)</b> 2024-04-15 13 h 03 <b>Transmission :</b> 2024-04-15 13 h 03	4107985 - Addenda 1 ( 24-20476 Devis technique ) 2024-04-17 10 h 38 - Courriel 4115322 - Addenda 2 2024-04-29 11 h 21 - Courriel 4119063 - Addenda 3 2024-05-03 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Polaris Inflatable Boats (Canada) Ltd #8 - 5684 Landmark way Surrey, BC, V3S 7H1 NEQ :	<a href="#">Monsieur Guy Daoulas</a> Téléphone : 604 534-5585 Télécopieur : 604 534-2329	<b>Commande : (2356717)</b> 2024-04-25 18 h 50 <b>Transmission :</b> 2024-04-25 18 h 50	4107985 - Addenda 1 ( 24-20476 Devis technique ) 2024-04-25 18 h 50 - Téléchargement 4115322 - Addenda 2 2024-04-29 11 h 21 - Courriel 4119063 - Addenda 3 2024-05-03 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Organisme public.



Dossier # : 1247567020

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Nautic & Art inc. pour la fourniture d'embarcations pneumatiques avec moteur et remorque pour recherche et sauvetage nautique lot #1 - Dépense totale de 275 258,20 \$, taxes incluses (contrat : 239 354,96 \$ + contingences : 35 903,24\$) - Appel d'offres public 24-20476 - (un soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1247567020 - 6 emb. pneum. PDI et inspection annuelles BF pour SIM.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU  
Préposée au budget,  
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Laura VALCOURT  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** - -

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247100003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc. pour le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs et Atwater, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, pour une période de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 597 150,83 \$, taxes incluses (entente-cadre : 519 261,59 \$ + variation des quantités : 77 889,24 \$) Appel d'offres public no 24-20453 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente, d'une durée de trente-six (36 mois) par laquelle Hudon Desbiens St-Germains Environnement Inc., seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs et Atwater pour une somme maximale de 519 261,59 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20453.
2. d'autoriser une dépense de 77 889,24 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités pour la durée de l'entente;
3. de procéder à une évaluation du rendement de Hudon Desbiens St-Germains Environnement Inc.;
4. d'imputer ces dépenses de consommation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, à même le budget de l'agglomération, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-18 13:27

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1247100003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc. pour le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs et Atwater, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, pour une période de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 597 150,83 \$, taxes incluses (entente-cadre : 519 261,59 \$ + variation des quantités : 77 889,24 \$) Appel d'offres public no 24-20453 (1 soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publique et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau exploite six (6) usines de production d'eau potable pour l'agglomération de Montréal. Chaque usine emploie un procédé de traitement distinct qui comporte plusieurs étapes de traitement, notamment la désinfection. Depuis 2015, un procédé de désinfection par rayonnement ultra-violet (UV) a été ajouté aux usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs et Atwater.

Les réacteurs UV utilisés pour la désinfection sont composés de lampes qui nécessitent d'être remplacées lorsqu'elles se brisent. Les interventions de nettoyage, de gestion et de disposition des matières résiduelles doivent être conformes au protocole de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une (1) entente-cadre. La conclusion de l'entente est essentielle afin d'assurer le service de nettoyage du mercure en cas de bris de lampes UV et remettre en service les unités de désinfection de l'eau pour assurer le traitement. Ce service spécialisé ne peut pas être fait actuellement par les employés de la

ville.

L'appel d'offres no 24-20453 a été publié le 15 avril 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le mardi 28 mai 2024 au Service du greffe après un report de la date d'ouverture originale du 16 mai 2024. La durée de la publication a été de quarante-deux (42) jours. Les soumissions sont valides durant cent-vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 25 septembre 2024.

Un (1) addenda a été publié afin de reporter la date d'ouverture des soumissions :

Addenda	Date d'émission	Description
1	14 mai 2024	Répondre à une question et report de date d'ouverture

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0014 - 30 janvier 2020 - Conclure avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec 1 option de renouvellement de 12 mois, pour des services techniques de nettoyage, de gestion et de disposition de matières résiduelles aux usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs et/ou Atwater - Appel d'offres public 19-17854 (1 soumissionnaire) – Montant maximal pour 36 mois : 351 941,35 \$, taxes incluses.

### DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder à la firme Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. un contrat, d'une durée de 36 mois, pour les services techniques de nettoyage, la gestion et la décontamination de matières résiduelles aux usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs et/ou Atwater. L'entente peut être prolongée de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations, pour un total de soixante (60) mois et selon les disponibilités budgétaires de l'entente.

### JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 24-20453, il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et une (1) soumission a été déposée. Les raisons des désistements sont précisés dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement, alors que l'analyse technique a été réalisée par la DEP.

Après l'analyse de la soumission, il s'avère que la firme Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. est conforme administrativement et techniquement. Les résultats sont présentés au tableau 1.

Soumissions conformes	Coûts de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	519 261,59 \$	77 889,24 \$	597 150,83 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	391 365,70 \$	58 704,86 \$	450 070,56 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)			147 080,27 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			32,7 %

$(\text{la plus basse conforme} - \text{estimation}) / \text{estimation} \times 100$

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la DEP a effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à 450 070,56 \$, budget de variation de quantité et taxes inclus, pour la durée des contrats. L'écart entre la somme du contrat à octroyer et l'estimation interne est défavorable de 32,7 %.

L'analyse de la soumission a permis de constater que le soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart de 147 080,27 \$ taxes incluses, soit 32,7 % supérieur par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. L'écart entre la soumission et l'estimation est principalement attribuable aux coûts de mobilisation/démobilisation, aux coûts du matériel d'analyse et aux taux horaires des techniciens qui ont plus que doublé depuis l'appel d'offres de 2019. Ces augmentations sont causées par les coûts de transport de disposition des déchets contaminés qui ont quadruplé depuis 2019. Puisqu'il n'y avait qu'un seul soumissionnaire conforme, les prix du bordereau ont été renégociés et une réduction d'environ 3,4% a été accordée par le soumissionnaire.

Les prix soumis sont fixes pour la durée du contrat

Les validations requises par le service de l'approvisionnement ont démontré que le contrat n'est pas assujéti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour ce contrat est de 597 150,83 \$, taxes incluses, soit 545 278,30 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et comprend un budget d'une valeur de 15% du contrat pour la variation des quantités.

Le coût maximal de ce contrat sera entièrement assumé par l'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. La totalité de cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le plan Montréal 2030.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'arrêt de réacteurs UV réduit la redondance sur cette filière de traitement obligatoire pour l'atteinte des crédits de désinfection dans le processus de production d'eau potable. Le Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) oblige toutes les usines de production d'eau potable à respecter les crédits de désinfection afin de fournir une eau potable à la population desservie.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de l'entente: 1er octobre 2024

Fin de l'entente : 30 septembre 2027

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD  
Ingénieur de procédé

**Tél :** 438-988-5163

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-07

Simon VINCENT  
Chef de l'exploitation des usines et des réservoirs d'eau potable

**Tél :** 514-872-9979

**Télécop. :**

---

APPROBATION DU DIRECTEUR DE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

## DIRECTION

Simon VINCENT  
Chef de l'exploitation des usines et des  
réservoirs d'eau potable

**Tél :** 514-872-9979

**Approuvé le :** 2024-07-11

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-18



# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247100003

Unité administrative responsable : *Direction de l'eau potable*

Projet : Conclure une entente-cadre avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc. pour le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs et Atwater, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, pour une période de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 597 150,83 \$, taxes incluses (entente-cadre : 519 261,59 \$ + variation des quantités : 77 889,24 \$) - Appel d'offres public 24-20453 (1 soumissionnaire).

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?		X	
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <ul style="list-style-type: none"><li>• S.O.</li></ul>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <ul style="list-style-type: none"><li>• S.O.</li></ul>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>S.O.</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>S.O.</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>S.O.</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>S.O.</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>S.O.</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1247100003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc. pour le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs et Atwater, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, pour une période de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 597 150,83 \$, taxes incluses (entente-cadre : 519 261,59 \$ + variation des quantités : 77 889,24 \$) Appel d'offres public no 24-20453 (1 soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20453\_Preneurs (4).pdf



24-20453 PV.pdf



24-20453\_TCP\_Avant négociation.pdf



24-20453\_TCP\_BDP Négocié.pdf



24-20453\_Intervention.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Claudie DE BELLEFEUILLE  
Agente d'approvisionnement II

**Tél :** 514 872-4907

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-09

Etienne LANGLOIS  
chef(fe) de section - approvisionnement  
strategique en biens

**Tél :** 514-872-2988

**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identificatio

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc.	519 261,59 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

**Négociation:** Lorsqu'il y a un seul soumissionnaire, la LCV (art. 573,3,3) permet une négociation à un prix moindre. Suite à une négociation, Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc. a accepté de réduire le Montant soumis de 3.87%. Le prix initial était de 540 175,55 tti et le prix négocié de 519 261,59 \$ tti.

**Raisons de désistement:** Manque de temps pour l'estimation de coûts (1). Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délais requis (2).

Préparé par

Le  -  -

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**

24-20453

**Conformité**

		Données	
Soumissionnaires	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc.		451 630,00 \$	519 261,59 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : 24-20453

**Numéro de référence** : 1836845

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Service de nettoyage de bris de lampes et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs et Atwater - Service de l'eau

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 <a href="http://www.ghd.com">http://www.ghd.com</a> NEQ : 1171077796	<a href="#">Madame Stéphanie Guindon</a> Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	<b>Commande : (2350793)</b> 2024-04-16 13 h 41 <b>Transmission :</b> 2024-04-16 13 h 41	4125718 - 24-20453 Addenda #1 - Report 2024-05-14 12 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC. 640 St-Paul Ouest Bureau 100 Montréal, QC, H3C 1L9 <a href="http://www.hdsenv.com">http://www.hdsenv.com</a> NEQ : 1172633795	<a href="#">Monsieur Jean-Paul Ballot</a> Téléphone : 514 398-0553 Télécopieur : 514 398-0554	<b>Commande : (2365744)</b> 2024-05-13 14 h 35 <b>Transmission :</b> 2024-05-13 14 h 35	4125718 - 24-20453 Addenda #1 - Report 2024-05-14 12 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> SERVICES ENVIRONNEMENTAUX CLEAN HARBORS QUÉBEC, INC. 6785 Route 132 Sainte-Catherine, QC, J5C 1B6 NEQ : 1145021615	<a href="#">Monsieur Yves Mailloux</a> Téléphone : 514 945-5907 Télécopieur :	<b>Commande : (2367029)</b> 2024-05-15 10 h 20 <b>Transmission :</b> 2024-05-15 10 h 20	4125718 - 24-20453 Addenda #1 - Report 2024-05-15 10 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Vallerex inc. 98 Rue Notre-Dame Est Rimouski, QC, G5L 1z6 <a href="http://www.vallerex.com">http://www.vallerex.com</a> NEQ : 1174119710	<a href="#">Monsieur Commande Documents publics</a> Téléphone : 418 669-8669 Télécopieur :	<b>Commande : (2363010)</b> 2024-05-08 7 h 01 <b>Transmission :</b> 2024-05-08 7 h 01	4125718 - 24-20453 Addenda #1 - Report 2024-05-14 12 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Organisme public.

**Dossier # : 1247100003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Hudon Desbiens St-Germain Environnement Inc. pour le service de nettoyage de bris de lampes UV et décontamination du mercure aux usines de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs et Atwater, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, pour une période de 36 mois - Montant estimé de l'entente : 597 150,83 \$, taxes incluses (entente-cadre : 519 261,59 \$ + variation des quantités : 77 889,24 \$) Appel d'offres public no 24-20453 (1 soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD 1247100003 - DEP.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-10

Jean-François BALLARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514-872-000  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1245072001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour les travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 500 mm en fonte grise sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le Boulevard Pie-IX - Dépense totale de 3 271 933,91 \$, taxes incluses (contrat : 2 753 897,30 \$ + contingences : 330 467,38 \$ + incidences : 187 569,33 \$) - Appel d'offres public DRE-P24021-198988-C - (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 500 mm FG sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le boulevard Pie-IX, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 753 897,30 \$ \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DRE-P24021-198988-C;
2. d'autoriser une dépense de 330 467,38 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 187 569,33 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Sanexen Services Environnementaux inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 95,27 % par l'agglomération pour un montant de 3 117 307,49 \$, taxes incluses.



**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-19 18:22

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1245072001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour les travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 500 mm en fonte grise sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le Boulevard Pie-IX - Dépense totale de 3 271 933,91 \$, taxes incluses (contrat : 2 753 897,30 \$ + contingences : 330 467,38 \$ + incidences : 187 569,33 \$) - Appel d'offres public DRE-P24021-198988-C - (4 soumissionnaires).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre de son programme de gestion des actifs du réseau principal d'aqueduc, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau a procédé à l'été 2012 à une recherche de fuites sur la conduite principale de 500 mm du boulevard Rosemont, entre l'avenue des Érables et le boulevard Pie-IX. Lors de ces inspections, plusieurs fuites importantes ont été détectées. De plus, en décembre 2011 et en septembre 2016, l'inspection des chambres de vannes sur cette même conduite a confirmé l'état de dégradation avancée de celles-ci. À la lumière de ces résultats, à savoir plusieurs fuites importantes, l'état des chambres de vannes et l'année d'installation de la conduite (1910), la Direction des réseaux d'eau (DRE) recommande la réhabilitation du tronçon sous le boulevard Rosemont, entre le boulevard Saint-Michel et le boulevard Pie-IX et la reconstruction des chambres d'aqueduc. Cette intervention est la suite de celle réalisée sous le boulevard Rosemont entre l'avenue des Érables et le boulevard St-Michel en 2018.

Ces travaux permettront d'augmenter de façon significative la fiabilité du réseau, d'assurer un excellent niveau de service et de contribuer au rattrapage du déficit d'entretien. De plus, dans un contexte où de multiples chantiers de construction sont présents sur le territoire de l'agglomération de Montréal, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement de conduites d'aqueduc tout en limitant considérablement les impacts sur les riverains. Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau principales par la technique de chemisage s'inscrivent dans la stratégie de gestion des infrastructures et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La DRE, agissant en tant qu'exécutante du projet, tiendra les différents intervenants informés de l'avancement des travaux. À la fin de ces travaux, les plans tels que construits seront fournis conformément à l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011.

L'appel d'offres public no AO DRE-P24021-198988-C a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 28 mai 2024. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 juin 2024. La durée totale de publication est de trente un (31) jours calendaires. Les soumissions sont valides durant quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 24 septembre 2024.

Six (6) addendas ont été émis pour répondre aux questions reçues des soumissionnaires :

Addenda	Date	Objet
1	03/06/2024	Questions/réponses portant sur le devis technique eau et du plan
2	07/06/2024	Questions/réponses portant sur le devis technique eau, et modification d'un item du bordereau
3	11/06/2024	Questions/réponses portant sur le devis technique
4	14/06/2024	Questions/réponses portant sur le devis technique et modification de la durée des travaux
5	19/06/2024	Questions/réponses portant sur le devis technique
6	21/06/2024	Questions/réponses portant sur le devis technique

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Aucune

### **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour la réhabilitation d'une conduite d'eau de 500 mm sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le boulevard Pie-IX.

Essentiellement, le projet consiste, sans s'y limiter, à réaliser les travaux suivants :

- La réhabilitation par chemisage d'une conduite d'eau principale de 955 m de long;
- La reconstruction de 3 chambres de vannes;
- La réhabilitation d'une chambre de vanne;
- Le remplacement de deux poteaux d'incendie.

Un plan de localisation montrant la conduite à réhabiliter se trouve en pièce jointe au présent sommaire décisionnel. Le délai de réalisation alloué pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de 200 jours calendriers avec un début de travaux planifié pour le mois de décembre 2024. Dans notre démarche d'intégration, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes tout au long de la période de conception et avant le lancement de l'appel d'offres. Ainsi, plusieurs rencontres ont été tenues afin de permettre à chacun des intervenants d'établir leurs besoins. Des demandes de besoins ont été transmises à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie et à la Direction de la gestion des actifs (DGA), lors de l'élaboration des plans et devis aux différentes étapes d'avancement et les commentaires formulés ont été pris en compte.

À l'issue de ce processus, aucune demande d'intégration d'autres travaux n'a été soumise au niveau de l'arrondissement, et la DGA a demandé la reconstruction de deux chambres de vanne de 300 mm.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 330 467,38 \$ taxes incluses, soit 12 % du montant des travaux, est prévue pour effectuer des travaux imprévus ou additionnels qui peuvent survenir en cours de chantier.

Des frais incidents de 187 569,33 \$ taxes incluses, ont été prévus, soit 6,81 % du montant des travaux, afin de défrayer les coûts associés aux travaux spécialisés en matière d'utilités publiques, de gestion des communications et des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale.

Les dispositions contractuelles liées au retard dans l'exécution des travaux sont décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville de Montréal une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 \$ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans ce contrat

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n° DRE-P24021-198988-C, il y a eu cinq (5) preneurs du Cahier des charges sur le site SÉAO, et quatre (4) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du Cahier des charges est jointe au dossier. Un des preneurs n'a pas déposé de soumission puisqu'il est un sous-traitant.

Après analyse des soumissions, il s'avère que Sanexen Services Environnementaux inc. a présenté la plus basse soumission conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
<b>1- Sanexen Services Environnementaux inc.</b>	<b>2 753 897,30 \$</b>	330 467,38 \$	<b>3 084 364,68 \$</b>
2- Insituform Technologies Limited	2 983 000,00 \$	357 959,68 \$	3 340 959,68 \$
3- Foraction inc.	3 168 000,00 \$	380 159,66 \$	3 548 159,66 \$
4- Les Excavations Lafontaine Inc.	3 477 663,86 \$	417 319,29 \$	3 894 983,16 \$
Estimation du professionnel	4 284 610,38 \$	514 152,79 \$	4 798 763,17 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$) (la plus basse conforme – estimation)			-1 714 398,49 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-35,73 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)			256 595,01 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la			8,32 %

[plus basse) x 100

Un écart favorable de 35,73 % soit -1 714 398,49 \$ taxes incluses est noté entre la plus basse soumission et l'estimation. L'estimation a été réalisée à l'interne.

L'écart correspondant à 93 % est reparti comme suit :

- environ 68 % de l'écart se trouve dans la famille 200- l'items II-2A-2108 : de Chemisage de conduite d'eau 500 mm
- environ 18 % de l'écart se trouve dans l'items II-1A-5301 Chambre de vanne à abandonner (voir DTSI-O art. 10.4)
- environ 7 % de l'écart se trouve dans Famille 5000 – dans l'item II-1A-5104 Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite proposée de 300 mm.

Concernant l'écart de 8,32 % (256 595,01 \$) entre le deuxième plus bas et le plus bas soumissionnaire, les principaux éléments expliquant cet écart sont les suivants :

- environ 41 % de l'écart se trouve dans la Famille 1000 item II-1A-1109: Conduite d'eau proposée 500 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)
- environ 63 % de l'écart se trouve dans la Famille 5000 item II-1A-5104 Chambre de vanne préfabriquée 1981X2286 sur conduite proposée de 500 mm

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec a été déposée avec sa soumission, laquelle est valide jusqu'au 31 août 2024. Elle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public qui est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Sanexen Services Environnementaux Inc, détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 16 mars 2026. Cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire. Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense est entièrement financée par le Service de l'eau à 95,27 % pour la compétence d'agglomération et 4,73 % pour la compétence locale. La partie agglomération sera assumée par la DRE et la partie locale par la DGA.

### **DRE**

Le coût pour la DRE représente 3 117 307,49 \$, taxes incluses. Cette dépense inclut un montant de 314 850 \$, taxes incluses, pour les frais contingents et un montant de 178 705 \$, taxes incluses, pour les frais d'incidents. Cette dépense de 3 117 307,49 \$ soit une dépense de 2 846 517,24 \$ net de ristourne sera assumée par le règlement d'emprunt RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 et prévue au PDI 2024-2033 de la ville centre dans le cadre du programme 56088 - Réseau primaire d'aqueduc.

Cette dépense est assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production et l'alimentation en eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «Loi sur

l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations».

#### **DGA**

La dépense assumée par la DGA est de 154 626,42 \$ taxes incluses. Cette dépense inclut un montant de 15 617,38 \$, taxes incluses, pour les frais contingents et un montant de 8 864,23 \$, taxes incluses, pour les frais d'incidents. Cette dépense de 154 626,42 \$ soit une dépense de 141 194,53 \$ net de ristourne sera assumée par le règlement d'emprunt 22-046 travaux prévus au programme de renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts CM22 1246 et prévue au PDI 2024-2033 de la ville centre dans le cadre du programme 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Local.

Les informations financières relatives à ce sommaire décisionnel sont inscrites dans l'intervention du Services des finances.

### **MONTRÉAL 2030**

Le présent dossier contribue à la modernisation du réseau d'aqueduc. Ces actions répondent à 3 des 20 priorités du plan stratégique Montréal 2030, à savoir :

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;
18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire;
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

La grille d'analyse de ces priorités est présentée en pièce jointe.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait engendrer, ce qui suit :

- Un risque d'augmenter le nombre de bris d'aqueduc;
- Un risque de provoquer une augmentation des coûts pour l'entretien du réseau d'aqueduc principal et secondaire;
- Un risque de priver en eau, plusieurs citoyens pendant de longues durées, en cas de bris de conduite.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Mobilisation en chantier : octobre 2024
- Fin des travaux : avril 2025.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Immacula CADELY)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Christophe PART, Service de l'eau  
Manli Joelle CHEN, Service de l'eau

Lecture :

Christophe PART, 8 juillet 2024

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Jules Herve DJANPOU  
ingénieur- chargé de projets

**Tél :** 514-464-2983

**Télécop. :** -

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-08

Jean-François DUBUC  
C/d - Division projets réseau principal

**Tél :** 514 872-4647

**Télécop. :** 514 872-8146

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François DUBUC  
chef(fe) de division - ingenierie - production  
de l'eau potable

**Tél :** 514 248-0191

**Approuvé le :** 2024-07-17

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :** 438-2290801

**Approuvé le :** 2024-07-19

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245072001

Unité administrative responsable : 049

Projet : Travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau principale de 500 mm de diamètre, sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le Boulevard Pie-IX

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.  18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire. 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des <b>milieux de vie sécuritaires et de qualité</b> , et une <b>réponse de proximité</b> à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Ce projet vise des travaux de réhabilitation de conduite d'eau potable et de reconstruction de chambre de vanne. Le renouvellement du réseau d'aqueduc permettra d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable. La réalisation de ce projet permettra également de réduire considérablement les pertes d'eau par les fuites ainsi. Ces bénéfices contribueront à réduire le nombre			



d'intervention sur le réseau.

- Continuer à fournir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population de l'agglomération montréalaise en minimisant les risques de rupture de services;
- Lutter contre le vieillissement des équipements en augmentant la qualité des infrastructures des eaux sur son territoire (remplacement d'infrastructures vieillissantes par des infrastructures souterraines neuves);
- Amélioration de la santé publique;

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li><li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li><li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li><li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li></ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>	<b>X</b>		
b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>	<b>X</b>		
c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Titre du dossier : Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau principale de 500 mm de diamètre, sous le boulevard. Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le Boulevard Pie-IX

Numéro de dossier décisionnel : 1245072001

Responsable du dossier : Jules Hervé Djanpou

Unité administrative : 490502020000

### Grille d'évaluation des mesures de gestion des eaux pluviales lors de travaux d'infrastructures du Service de l'eau

Les changements climatiques se traduisent par une augmentation du risque d'inondation des propriétés par des pluies intenses plus fréquentes et par l'augmentation des débordements d'égout dans les milieux naturels. Le Service de l'eau a été le promoteur, avec ses partenaires administratifs, d'aménagements de surface à mettre en œuvre pour réduire ces impacts, au moindre coût, sur la collectivité montréalaise lors de chaque projet de réfection, de remplacement ou de construction d'actifs. Dans les projets dont il est le maître d'œuvre, le Service de l'eau se veut donc exemplaire. Afin de s'assurer que les orientations convenues sont mises en œuvre dans les projets selon leur faisabilité technique, cette grille doit être remise au directeur de la direction du Service de l'eau qui porte le GDD d'octroi du contrat lié à la reconstruction de rue du fait de la reconstruction d'un actif souterrain du Service. Dans le cas où les mesures promues ne s'avèrent pas réalisables, la justification technique doit être spécifiée dans la grille. Cette grille sera requise par la direction du SE pour signature du sommaire décisionnel.

Pour toute question technique relative à ces mesures, veuillez les communiquer à l'adresse suivante : [infraverte@montreal.ca](mailto:infraverte@montreal.ca)

Projets	Mesures	Oui/Non/NA	Si non, justifiez pourquoi
Reconstruction d'infrastructures de voiries (rue, trottoirs)	La rue se draine vers des infrastructures vertes sur rue (saillies, fosses d'arbre, terre-plein gazonné) qui représentent entre 2 et 10 % de la surface de voirie conformément au DTNI <a href="#">GCI-3A : Guide de conception - Infrastructures vertes sur rue avec infiltration complète?</a>	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.
	<b>Rue aboutissant à un parc</b> : la rue a-t-elle été reconstruite selon les standards pour diriger les eaux de ruissellement vers le parc ?	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.
	<b>Rue bordant un parc</b> : la rue a-t-elle été conçue d'un seul devers pour réduire les risques d'inondation des résidents en face du parc ?	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.
Réfection de parc ou place publique	La réfection du parc ou de la place publique intègre-t-elle une ou plusieurs zones de rétention temporaire en surface et/ou des infrastructures vertes selon le concept de parc résilient ?	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.
Réfection ou construction de bâtiments et aménagement de lots appartenant au SE	l'eau des surfaces imperméables du terrain se dirige-t-elle vers des surfaces perméables (ex. jardin de pluie) ?	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.
	L'eau du toit est-elle dirigée vers une surface perméable ?	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.
	Si le lot est dans un point bas, les accès et les entrées sont-ils suffisamment surélevés en cas d'inondation de la rue ?	NA	Le projet consiste en la réhabilitation par chemisage conduite d'eau de 500 mm. Il n'y a pas de travaux d'aménagement de surface prévus dans le cadre de ce projet.



Le 17 mars 2023

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.  
A/S MADAME INGRID STEFANCIC  
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF  
ENTRÉE 1, BUREAU 200  
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2023-DAMP-1568  
N° de client : 2700007373  
N° d'entreprise du Québec : 1172408883

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 mars 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.


Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Systeme électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système.

## Liste des commandes

**Numéro:** DRE-P24021-198988-C

**Numéro de référence:** 1853914

**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres

**Statut:** En attente des résultats d'ouverture

**Titre:**

Réhabilitation d'une conduite d'eau de 500mm FG sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le boulevard Pie-IX

**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'Eau

5 résultats

Résultats 1 à 5

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

SANEXEN SERVICES	Non	Andrée Houle	0	64249 - Addenda
ENVIRONNEMENTAUX INC.	diffusé	Téléphone: 4504662123	2024-05-28	02 - DRE-P24021-
9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 -		Courriel: <a href="mailto:ahoule@sanexen.com">ahoule@sanexen.com</a>	11:13	198988-C
bureau 200 Brossard QC CAN J4Z3V4				Bordereau
<a href="http://www.sanexen.com">http://www.sanexen.com</a>				numérique
				2024-06-07 à
				12:48 -
				Téléchargement
				Devis
				2024-06-07 à
				12:48 -
				Téléchargement
				-----
				65033 - Addenda
				01 - DRE-P24021-
				198988-C
				Devis
				2024-06-03 à
				10:34 -
				Téléchargement
				-----
				20000201 -
				Addenda 01 -
				DRE-P24021-
				198988-C
				Devis
				2024-06-11 à
				11:25 - Courriel
				-----
				20001208 -
				Addenda 04 -
				DRE-P24021-
				198988-C
				Devis
				2024-06-14 à
				15:10 - Courriel
				-----
				20001862 -
				Addenda 05 -
				DRE-P24021-
				198988-C
				Devis

				2024-06-19 à 11:05 - Courriel
				20002398 - Addenda 6 - DRE- P24021-198988-C Devis 2024-06-21 à 11:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED 17988, Edison Avenue C/O Aegion Corporation Attention: AP Department Chesterfield MO USA 63005 <a href="http://www.insituform.com">http://www.insituform.com</a>	Non diffusé	Nicolas Brennan Téléphone: 5147399999 Courriel: <a href="mailto:nbrennan@aegion.com">nbrennan@aegion.com</a>	0 2024-06-03 18:17	64249 - Addenda 02 - DRE-P24021- 198988-C Bordereau numérique 2024-06-07 à 12:48 - Téléchargement Devis 2024-06-07 à 12:48 - Téléchargement
				65033 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis Aucun
				20000201 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-11 à 11:25 - Courriel
				20001208 - Addenda 04 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-14 à 15:10 - Courriel
				20001862 - Addenda 05 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-19 à 11:05 - Courriel
				20002398 - Addenda 6 - DRE- P24021-198988-C Devis 2024-06-21 à 11:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis QC CAN G6V7M5 <a href="http://www.excactionslafontaine.com">http://www.excactionslafontaine.com</a>	Non diffusé	Amélie Gosselin Téléphone: 4188382121 Courriel: <a href="mailto:amelie.gosselin@lafontaineinc.com">amelie.gosselin@lafontaineinc.com</a>	0 2024-05-28 13:57	64249 - Addenda 02 - DRE-P24021- 198988-C Bordereau numérique 2024-06-07 à 12:48 -

				Téléchargement Devis 2024-06-07 à 12:49 - Télécopieur
				65033 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-03 à 10:35 - Télécopieur
				20000201 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-11 à 11:25 - Courriel
				20001208 - Addenda 04 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-14 à 15:10 - Courriel
				20001862 - Addenda 05 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-19 à 11:05 - Courriel
				20002398 - Addenda 6 - DRE- P24021-198988-C Devis 2024-06-21 à 11:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
FORACTION INC. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire QC CAN J3H0M6 <a href="http://www.foraction.ca">http://www.foraction.ca</a>	Non diffusé	Vickie Phaneuf Téléphone: 4504468144 Courriel: <a href="mailto:jlalumiere@michaudville.com">jlalumiere@michaudville.com</a>	0 2024-05-28 15:17	64249 - Addenda 02 - DRE-P24021- 198988-C Bordereau numérique 2024-06-07 à 12:48 - Téléchargement Devis 2024-06-07 à 12:48 - Téléchargement
				65033 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-03 à 10:34 - Téléchargement
				20000201 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C



			Devis 2024-06-11 à 11:25 - Courriel
			20001208 - Addenda 04 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-14 à 15:10 - Courriel
			20001862 - Addenda 05 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-19 à 11:05 - Courriel
			20002398 - Addenda 6 - DRE- P24021-198988-C Devis 2024-06-21 à 11:45 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE 17 Du Moulin Saint-Rémi QC CAN JOL2LO <a href="http://www.lecuyerbeton.com">http://www.lecuyerbeton.com</a>	Publique David Guay Téléphone: 4504543928 Courriel: <a href="mailto:ventes@lecuyerbeton.com">ventes@lecuyerbeton.com</a>	0 2024-05-29 08:34	64249 - Addenda 02 - DRE-P24021- 198988-C Bordereau numérique 2024-06-07 à 12:48 - Téléchargement Devis 2024-06-07 à 12:48 - Téléchargement
			65033 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-03 à 10:34 - Téléchargement
			20000201 - Addenda 01 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-11 à 11:25 - Courriel
			20001208 - Addenda 04 - DRE-P24021- 198988-C Devis 2024-06-14 à 15:10 - Courriel
			20001862 - Addenda 05 - DRE-P24021- 198988-C Devis

---

2024-06-19 à  
11:05 - Courriel

20002398 -  
Addenda 6 - DRE-  
P24021-198988-C  
Devis  
2024-06-21 à  
11:45 - Courriel

Mode privilégié  
(plan): Courriel

---



© Gouvernement du Québec, 2024

**Dossier # : 1245072001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division infrastructures réseau principal
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour les travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 500 mm en fonte grise sous le boulevard Rosemont entre le boulevard Saint-Michel et le Boulevard Pie-IX - Dépense totale de 3 271 933,91 \$, taxes incluses (contrat : 2 753 897,30 \$+ contingences : 330 467,38 \$ + incidences : 187 569,33 \$) - Appel d'offres public DRE-P24021-198988-C - (4 soumissionnaires).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD 1245072001 - DRE ET DGA.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-12

Francis PLOUFFE  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514-872-0000  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247075002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	Écocentre
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour la gestion des opérations des sept (7) Écocentres de l'agglomération de Montréal pour une période de 45 mois avec la possibilité d'une (1) période de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 16 397 354,75 \$, taxes incluses (contrats : 15 164 730,76 \$ + contingences : 780 826,42 \$ + indexation : 451 797,58 \$) - Appel d'offres public N° 24-20554 - deux (2) soumissionnaires conformes.

Il est recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots, pour une période de 45 mois, les contrats de gestion des sept (7) Écocentres de l'agglomération de Montréal, avec possibilité d'une (1) période de prolongation de 12 mois, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20554;

Fournisseurs	Lot	Contrats
Opsis Gestion d'infrastructures inc.	<b>Lot 4 - option 1:</b> Acadie, LaSalle et St-Laurent	6 510 817,99 \$
Opsis Gestion d'infrastructures inc.	<b>Lot 9 - option 2:</b> CDN, Petite-Patrie, RDP et St-Michel	8 653 912,76 \$
<b>Grand total</b>		15 164 730,76 \$

2. d'autoriser une dépense de 451 797,58 \$, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement de prix (indexation);

Fournisseurs	Lot	Indexation
--------------	-----	------------

<b>Opsis Gestion d'infrastructures inc.</b>	<b>Lot 4 - option 1:</b> Acadie, LaSalle et St-Laurent	193 998,78 \$
<b>Opsis Gestion d'infrastructures inc.</b>	<b>Lot 9 - option 2:</b> CDN, Petite-Patrie, RDP et St-Michel	257 798,80 \$
<b>Grand total</b>		451 797,58 \$

3. d'autoriser une dépense de 780 826,42 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

<b>Fournisseurs</b>	<b>Lot</b>	<b>Contingences</b>
<b>Opsis Gestion d'infrastructures inc.</b>	<b>Lot 4 - option 1:</b> Acadie, LaSalle et St-Laurent	335 240,84 \$
<b>Opsis Gestion d'infrastructures inc.</b>	<b>Lot 9 - option 2:</b> CDN, Petite-Patrie, RDP et St-Michel	445 585,58 \$
<b>Grand total</b>		780 826,42 \$

4. de procéder à une évaluation du rendement de Opsis Gestion d'infrastructures inc. à la fin des contrats;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-18 16:23

**Signataire :** Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
 Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
 Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1247075002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	Écocentre
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour la gestion des opérations des sept (7) Écocentres de l'agglomération de Montréal pour une période de 45 mois avec la possibilité d'une (1) période de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 16 397 354,75 \$, taxes incluses (contrats : 15 164 730,76 \$ + contingences : 780 826,42 \$ + indexation : 451 797,58 \$) - Appel d'offres public N° 24-20554 - deux (2) soumissionnaires conformes.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.; chapitre E-20. 001, Loi 75 )*, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal (SENV) assume cette responsabilité pour l'agglomération.

La Ville exploite, pour l'agglomération de Montréal, un réseau de sept (7) Écocentres (Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies, Saint-Laurent et Saint-Michel, LaSalle) qui offre des services de proximité à la population pour la récupération et la mise en valeur de matières résiduelles diverses (résidus de construction, rénovation et démolition, résidus domestiques dangereux, produits électroniques, pneus hors d'usage, électroménagers avec halocarburés, etc.). Le SENV contracte les services de fournisseurs pour la gestion des opérations et assurer le service à la clientèle dans chacun des sept (7) écocentres, c'est-à-dire l'accueil de la clientèle ainsi que la supervision de la réception, du tri sécuritaire et du transport des matières récupérées vers des centres de traitement spécialisés, selon les directives de la Ville.

Le 20 juin 2019, à la suite de l'appel d'offres public (AOP) N° 19-17465, le Conseil d'agglomération (CG) accordait un (1) contrat à Pro-Vert Sud-Ouest (maintenant Groupe Pro-Vert) pour la gestion des Écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies, Saint-Laurent et Saint-Michel, pour une durée de 60 mois et pour la gestion de l'Écocentre LaSalle pour une durée de 62 mois, pour une dépense totale de 14 002 543 \$, taxes et contingences incluses (CG19 0316). Le contrat N° 19-17465 ne prévoit pas d'option de prolongation et arrive, par conséquent, à échéance le 31 octobre 2024.

### **Stratégie de sollicitation du marché par appel d'offres public (AOP)**

En prévision d'une sollicitation par AOP, avec pour objectif de créer des conditions favorables à une ouverture du marché, le Service de l'environnement (SENV) a mandaté le Service de l'approvisionnement (SAPP) pour que soit effectuée une veille économique auprès de soumissionnaires potentiels. L'exercice s'est tenu au cours des mois de décembre 2023 et janvier 2024 pendant lequel sept (7) firmes ont été contactées dont quatre (4) ont répondu. Il fut constaté que le bassin d'entrepreneurs offrant les services de gestion d'écocentres est dans une situation stable, bien que plus restreinte comparativement aux années 2011 à 2014. Dans ses conclusions, le SAPP a notamment recommandé :

- la création d'ententes de longue durée;
- l'octroi des contrats par lots avec possibilité de regroupements;
- l'inclusion d'une clause d'ajustement de prix annuel, selon l'indice des prix à la consommation (IPC);
- l'utilisation du mode d'adjudication par pondération à deux (2) enveloppes afin de tenir compte de critères qualitatifs;
- la séparation de la gestion des résidus métalliques du contrat de gestion des Écocentres et la récupération des revenus par la Ville.

C'est ainsi que l'AOP N° 24-20401, avec un système de pondération à deux (2) enveloppes, a été lancé le 21 février 2024 pour une période de sollicitation d'une durée de 35 jours. Toutefois, suivant la réception et l'analyse des soumissions reçues, au moment de finaliser le sommaire décisionnel visant l'octroi des contrats au conseil d'agglomération (CG) du 20 juin 2024, une erreur administrative concernant les modalités d'adjudication énoncées relativement au système de pondération à deux enveloppes a été constatée rendant impossible l'attribution des contrats au terme de cette sollicitation du marché. L'AOP N° 24-20401 a par conséquent été annulé.

En prévision de relancer un nouveau processus de sollicitation du marché par AOP et afin de reproduire les conditions de sollicitation favorables à une saine compétition (ouverture de marché) et similaires à celles retrouvées dans l'AOP initial (N° 24-20401), il fut établi, en accord avec le SAPP, d'octroyer entre temps sept (7) contrats de transition de gré à gré d'une durée de trois (3) mois chacun à l'adjudicataire actuel du contrat de gestion des opérations des écocentres en vigueur. Une demande de prix, soit un (1) par écocentre, a été réalisée par le SAPP le 24 mai 2024 auprès de Groupe Pro-Vert et les sept (7) soumissions ont été obtenues le même jour. Ces contrats intérimaires permettront de prolonger les opérations en cours jusqu'au 31 janvier 2025 et garantissent un délai raisonnable entre l'octroi des contrats issus de l'AOP N° 24-20554 et le début des opérations qui est prévu le 1er février 2025.

Un second processus d'AOP, N° 24-20554, a par la suite été affiché le 29 mai 2024, pour une sollicitation du marché de 21 jours, selon les modalités d'adjudication au plus bas soumissionnaire conforme cette fois. En effet, devant l'obligation du déploiement d'une nouvelle sollicitation du marché dans un court laps de temps, il fut recommandé d'utiliser le mode d'adjudication au plus bas soumissionnaire conforme. Or, afin d'assurer d'obtenir des offres compétitives de la part d'entreprises ayant l'expertise et les qualités requises à l'exécution du mandat, une clause d'expérience de cinq (5) années en gestion d'écocentres a

été incluse au formulaire de soumission.

Le tableau suivant détaille la distribution des lots présentés au bordereau de soumission de l'AOP N° 24-20554:

Lots	Description
1	Gestion de l'Écocentre Acadie
2	Gestion de l'Écocentre LaSalle
3	Gestion de l'Écocentre Saint-Laurent
4 (OPTION 1)	Gestion des Écocentres regroupés: Acadie, LaSalle, Saint-Laurent
5	Gestion de l'Écocentre Côte-des-Neiges
6	Gestion de l'Écocentre La Petite-Patrie
7	Gestion de l'Écocentre Rivière-des-Prairies
8	Gestion de l'Écocentre Saint-Michel
9 (OPTION 2)	Gestion des Écocentres regroupés: Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies, Saint-Michel

Les soumissionnaires n'étaient pas tenus de proposer une offre sur l'ensemble des lots, mais devaient soumettre un prix pour chaque item (catégories emplois et frais mensuels) des lots pour lequel une offre était déposée. Les contrats sont adjugés par lot, au plus bas soumissionnaire conforme, selon le scénario global le plus économique et/ou avantageux pour la Ville qui se réserve le droit d'annuler les lots non retenus.

Les soumissionnaires devaient inscrire un taux horaire par catégorie d'emploi (responsable des opérations, préposé aux résidus domestiques dangereux, préposé à l'accueil, préposé à la circulation et au déchargement), toutes charges incluses, ainsi qu'un montant mensuel pour les frais de gestion administrative. Les quantités d'heures inscrites au bordereau de soumission étaient fournies à titre indicatif. Elles ont été calculées en tenant compte des quantités d'heures estimées par catégorie d'emploi, selon les heures d'ouverture des écocentres, pour la durée des contrats.

#### **Appel d'offres public N° 24-20554**

Le processus d'appel d'offres public N° 24-20554 s'est déroulé comme suit :

- l'appel d'offres a été lancé le 29 mai 2024 et annoncé à la même date dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO;
- des soumissionnaires potentiels œuvrant dans le domaine d'activités visé ont été avisés par le SAPP le 30 mai 2024 afin de les informer de l'appel d'offres en cours;
- la durée de la sollicitation du marché a été de 21 jours calendrier. Les soumissionnaires avaient initialement jusqu'au 18 juin 2024 pour déposer leur(s) soumission(s). Or, la date de dépôt a été reportée de deux (2) jours, au 20 juin, en raison d'un (1) addenda qui a été produit en réponse à une question d'un soumissionnaire concernant la durée du contrat, en nombre de mois, inscrite au bordereau de prix. Le 11 juin, un avis de modification portée au bordereau des prix a été publié reportant la date d'échéance de la sollicitation;
- les soumissions ont un délai de validité de 180 jours calendrier (aucun cautionnement de soumission n'a été exigé);
- il y a eu trois (3) preneurs de cahier de charges et deux (2) dépôts de soumissions qui ont été déclarées admissibles et conformes.

#### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**



CG19 0316 – 20 juin 2019 – Accorder un contrat à Pro-Vert Sud-Ouest pour la gestion des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies, Saint-Laurent et Saint-Michel, pour une durée de 60 mois, et pour la gestion de l'écocentre LaSalle, pour une durée de 62 mois - Dépense totale de 14 002 543 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17465 (2 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 601 581 \$ en 2020, de 607 110 \$ pour 2021, de 643 442 \$ en 2022, de 643 442 \$ en 2023 et de 681 532 \$ en 2024, pour un ajustement total de 3 177 107 \$.

CG15 0078 – 26 février 2015 – Accorder des contrats à Pro-Vert Sud-Ouest pour la gestion des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, LaSalle, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une durée de 56 mois et pour la gestion de l'écocentre Saint-Laurent pour une durée de 50 mois - Dépense totale de 10 177 288 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14069 (2 soum.).

CG14 0452 – 30 octobre 2014 – Autoriser le prolongement, pour une durée de 8 semaines, des contrats pour la gestion des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, Eadie, La Petite-Patrie, LaSalle, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel avec l'organisme Pro-Vert Sud-Ouest, conformément aux documents de l'appel d'offres 11-11577.

CG11 0257 – 25 août 2011 – Accorder sept contrats à Pro-Vert Sud-Ouest pour la gestion des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, Eadie, La Petite-Patrie, LaSalle, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une durée de 36 mois - Dépense totale de 4 885 560,98 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11577 (5 soum.)

## DESCRIPTION

Les Écocentres ont pour objectif de maximiser le détournement de l'enfouissement des matières résiduelles récupérées, notamment des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD). Chacun des sites est conçu pour permettre le tri à la source par catégorie de matières.

Les deux (2) contrats de l'appel d'offres N° 24-20554 d'une durée de 45 mois à compter du 1er février 2025 permettront, pour l'ensemble du réseau des sept (7) Écocentres, de :

- maintenir les services d'accueil et de support de la clientèle en provenance de toute l'agglomération de Montréal;
- assurer les opérations de réception, de tri et de transport de matières résiduelles diverses;
- poursuivre la mise en valeur des matières résiduelles récupérées ayant un potentiel de valorisation (total de 89 086 tonnes de matières récupérées en 2023).

Les services sont requis tous les jours et durant les heures d'ouverture des Écocentres, incluant les jours fériés, à l'exception de la période des Fêtes, soit entre le jour de Noël (25 décembre) et le jour de l'An (1er janvier). Ces services incluent :

- la fourniture des ressources humaines incluant l'embauche et la gestion du personnel, l'encadrement et la formation des employés;
- la coordination et l'exécution des tâches reliées à l'exploitation des Écocentres;
- la fourniture de matériel et d'équipements;
- la participation à des rencontres de gestion et des séances de formation organisées par la Ville;
- l'application d'un plan d'action annuel ou programme de prévention en santé et sécurité, selon le cas;
- l'application du Règlement sur l'utilisation des services aux Écocentres (RCG 10-023) et du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (RCG 23-028) ainsi que de

toutes réglementation et législations applicables.

Les contrats comportent également des exigences, sous les directives du SENV, relativement :

- à la qualité des services rendus à la clientèle lors de leur passage dans un Écocentre;
- à la qualité du tri effectué;
- à l'entretien des sites;
- aux suivis et redditions de compte requis à effectuer.

Comparativement au contrat en vigueur, certaines modifications ont été apportées au devis ou contrat, notamment :

- l'inclusion d'une clause d'ajustement de prix annuel, selon l'indice des prix à la consommation (IPC);
- le retrait de la gestion des résidus métalliques du contrat de gestion des Écocentres (prise en charge par la Ville);
- la bonification des exigences en matière de planification de la prise en charge de la clientèle, de l'entretien, du partage des tâches; etc.

## JUSTIFICATION

Il y a eu trois (3) preneurs de cahier de charges et deux (2) soumissionnaires (67%) jugés conformes.

Un (1) preneur de cahier des charges n'a pas soumissionné (33%). Selon l'information fournie par le SAPP, le preneur du cahier des charges qui n'a pas déposé d'offres n'a pas indiqué la raison de son désistement.

### **Modalités d'adjudication**

Dans le cadre de l'AOP N° 24-20554, l'octroi des contrats se fait en vertu des modalités d'adjudication applicables, soit au plus bas soumissionnaire conforme, selon le scénario global le plus économique et/ou avantageux pour la Ville qui se réserve le droit d'annuler les lots non retenus.

Fait à noter que les soumissionnaires devaient démontrer une expérience en gestion d'Écocentres d'un minimum de cinq (5) années.

Après analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer les deux (2) lots en option 4 et 9 (contrats de gestion d'Écocentres regroupés) et d'annuler les lots 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8.

### **Tableaux normalisés - Résultats**

Voici les résultats du processus AOP N° 24-20554, par lot recommandé :

Lot 4 (OPTION 1)			
<b>SOUSSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (sans indexation)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)

<b>Opsis gestion d'infrastructures</b>	<b>6 510 817,99 \$</b>	<b>325 540,90 \$</b>	<b>6 836 358,89 \$</b>
Groupe Pro-Vert	6 768 591,76 \$	338 429,59 \$	7 107 021,35 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	7 456 368,45 \$	372 818,42 \$	7 829 186,87 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$) (l'adjudicataire - estimation)			-992 827,98 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) (((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100			-12,68%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (\$) (2e meilleure note finale - adjudicataire)			270 662,46 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) (((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100			3,96%
<b>Lot 9 (OPTION 2)</b>			
<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (sans indexation) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Opsis gestion d'infrastructures</b>	<b>8 653 912,76 \$</b>	<b>432 695,64 \$</b>	<b>9 086 608,40 \$</b>
Groupe Pro-Vert	8 893 940,09 \$	444 697,00 \$	9 338 637,09 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	9 914 637,77 \$	495 731,89 \$	10 410 369,66 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$) (l'adjudicataire - estimation)			-1 323 761,26 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) (((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100			-12,72%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (\$) (2e meilleure note finale - adjudicataire)			252 028,70 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) (((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100			2,77%

### **Estimation des coûts et explication des écarts**

Une estimation du juste prix a été effectuée par les professionnels du SENV en tenant compte:

1. des coûts de main-d'œuvre (incluant les charges sociales) pour des emplois équivalents et des frais de gestion administrative estimés;
2. des frais d'acquisition et de gestion liés à la fourniture du matériel exigé (équipements de protection individuels, matériel d'entretien et de bureau);
3. d'un taux de profitabilité.

Les prix soumis par l'entreprise Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour les lots 4 - Option 1 et 9 - Option 2, tels que présentés dans les tableaux normalisés, sont inférieurs aux estimations des professionnels, respectivement de 12,68% et 12,72%.

Le SENV explique ces écarts par une surévaluation des coûts de frais de gestion administrative et de profitabilité.

### **Vérifications**

L'entreprise Opsis Gestion d'infrastructures inc. dispose d'une attestation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP, voir document en pièce jointe);

Cette entreprise n'est pas inscrite :

- au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal;
- sur le Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle.

### **Évaluation de rendement**

Une évaluation de rendement du fournisseur sera requise au terme de chacun des deux (2) contrats visés par ce sommaire décisionnel considérant leur dépense nette qui est égale ou supérieur à 500 000 \$ (directive C-OG-APP-D-22-001).

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La durée des deux (2) contrats concernés par le présent sommaire décisionnel est de 45 mois répartis sur quatre (4) années financières (2025 à 2028).

Le coût total des contrats s'élève à 16 397 354,75 \$, taxes et budgets de contingences et d'ajustement de prix (indexation) inclus. La répartition du coût annuel (taxes incluses) est présentée comme suit :

<b>Écocentres - taxes incluses</b>		<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>Total</b>
Acadie, LaSalle & St-Laurent	Lot 4 - option 1 - Contrat	1 630 783,70 \$	1 688 247,52 \$	1 688 247,52 \$	1 503 539,25 \$	6 510 817,99 \$
CDN, Petite-Patrie, RDP, et St-Michel	Lot 9 - option 2 - Contrat	2 172 735,18 \$	2 239 762,66 \$	2 239 762,66 \$	2 001 652,26 \$	8 653 912,76 \$
<b>Indexation</b>		- \$	78 560,20 \$	158 691,61 \$	214 545,76 \$	451 797,58 \$
<b>Contingences</b>		190 175,94 \$	200 328,52 \$	204 335,09 \$	185 986,86 \$	780 826,42 \$
<b>Grand total</b>	<b>Total</b>	<b>3 993 694,83 \$</b>	<b>4 206 898,91 \$</b>	<b>4 291 036,88 \$</b>	<b>3 905 724,13 \$</b>	<b>16 397 354,75 \$</b>

Pour chacun des contrats, le SENV recommande une contingence de cinq (5) % pour un total, avec taxes, de 780 826,42 \$. Celles-ci visent à défrayer, notamment, les coûts liés aux formations aux employés à pourvoir avant le début des opérations ainsi que ceux associés aux heures supplémentaires, le cas échéant.

Pendant la durée initiale du contrat, conformément aux modalités du contrat, les prix seront révisés les 1er janvier à partir de l'année 2026 en fonction de la moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada.

L'indexation a été estimée à 2 % pour les années 2026, 2027 et 2028 représentant, pour l'ensemble des contrats, un total de 451 797,58 \$, taxes incluses.

L'écart des coûts, par année, pour les sept (7) Écocentres, comparativement au précédent contrat (AOP 19-17465), excluant contingences et indexations, se chiffre à 1 204 706 \$, taxes incluses. Cet écart est expliqué principalement par l'augmentation du coût de la vie depuis 2019 mais, également, par la révision de certaines exigences techniques (gestion des métaux). En contrepartie, ce dossier permettra de générer des économies récurrentes liées à

la gestion des résidus métallique par la Ville avec un potentiel de revenus moyens estimés de 300 000\$ par année pour le réseau des sept (7) Écocentres. En considérant l'indexation cumulative entre 2020 et 2024 (20 %) et les revenus des métaux laissés à l'adjudicataire, l'écart de coût par rapport au contrat précédent sera de l'ordre de 315 000 \$ taxes incluses annuellement.

L'estimation professionnelle des coûts pour l'année d'option de renouvellement de 12 mois des deux (2) contrats s'élève à un montant de 4 361 434,77 \$, toutes taxes incluses, sans contingences et avant ajustement des prix. Si l'option de renouvellement est utilisée, les prix seront révisés au 1er janvier 2029, selon les mêmes modalités.

### **Financement**

Les montants nécessaires pour couvrir les dépenses ont été accordés lors du processus budgétaire par l'administration (référence # APP-adm-8) et par des réaménagements des dépenses. Ils sont disponibles à la base budgétaire de 2025 et suivantes, du Service de l'environnement.

### **Imputation**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, à la Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles, au poste budgétaire services techniques. Cette dépense sera assumée entièrement par l'Agglomération puisqu'elle concerne une activité relevant du conseil d'agglomération.

Tous les détails sont retrouvés dans la pièce jointe « 24-20554 - Aspects financiers ».

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en matière de lutte aux changements climatiques relativement à la priorité suivante:

- *Priorité 5* : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Pour plus de détails, voir la pièce jointe « 24-20554 - Grille d'analyse Montréal 2030 »

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi des contrats permettra d'assurer la poursuite des services de gestion des opérations de service à la clientèle des Écocentres de la Ville de Montréal desservant l'ensemble de la population des 33 territoires de l'agglomération. En 2023, 311 173 visites ont été enregistrées. Ce chiffre représente une augmentation de 9% par rapport à l'année 2022 et 14% sur la moyenne d'achalandage des cinq (5) dernières années.

Tous les services liés à ces contrats sont nécessaires pour permettre à la Ville de poursuivre ses objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement par l'entremise de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 adopté par le Conseil d'agglomération. En effet, la moyenne du taux de performance de valorisation des Écocentres pour les années 2017 à 2023 se situe à 80%.

Ne pas approuver l'octroi de ces contrats mènerait à devoir renouveler les services en urgence par appel d'offres public, voire à une cessation des services de façon temporaire, dans l'ensemble du réseau des 7 Écocentres montréalais à partir du 1er février 2025. Le cas échéant, cela empêcherait l'agglomération de Montréal d'atteindre les objectifs cités ci-

dessus.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des contrats : à l'octroi par le conseil d'agglomération (CG);  
Formation des employés : janvier 2025;  
Début de la prise en charge des opérations par le nouvel adjudicataire : 1er février 2025;  
Fin des contrats : 31 octobre 2028

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Malika EL YAAGOUBI)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sébastien D DEMERS  
conseiller en planification

**Tél :** 514-245-4654  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-08

Frédéric SAINT-MLEUX  
chef de section - opérations gmr

**Tél :** 514-258-0429  
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Arnaud BUDKA  
directeur gestion matieres residuelles infras

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE  
directeur de service - environnement

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247075002

Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*

Projet : Gestion des Écocentres de l'agglomération de Montréal – Appel d'offres No. 24-20554

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  <i>5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>Ces contrats sont en cohérence directe avec l'action numéro quatre (4) découlant des objectifs du <b>Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 - Montréal, zéro déchet</b>, soit d'augmenter la récupération et la valorisation des résidus de CRD et des encombrants générés.</i>			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>		<b>X</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 1 mai 2020

OP SIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.  
A/S MONSIEUR JEAN-PIERRE AZZOPARDI  
4750, AV HENRI-JULIEN  
RC-050  
MONTRÉAL (QC) H2T 2C8

N° de décision : 2020-DAMP-1400

N° de client : 3000148215

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous OPSIS FACILITIES MANAGEMENT INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **30 avril 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

De : \_Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>

Envoyé : 3 février 2023 22:12

À : \_Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>

Objet : IMPORTANT - Information de l'AMP concernant le renouvellement de votre autorisation

## Renouvellement de votre autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Bonjour,

Vous recevez cette communication car votre autorisation de contracter viendra à échéance après le 2 juin 2023.

De récents changements règlementaires ont toutefois été apportés et nous vous informons que votre autorisation est prolongée automatiquement pour une période de deux ans. Par conséquent, votre entreprise n'a donc pas à effectuer le renouvellement de son autorisation cette année. La durée totale des autorisations passera donc de trois à cinq ans à compter du 2 juin prochain.

Vous pourrez ainsi soumissionner sur de nouveaux appels d'offres publics et poursuivre vos contrats en cours jusqu'à la nouvelle date d'échéance de votre autorisation.

### Autre nouveauté à venir : mise à jour annuelle

Nous vous informons qu'il vous sera tout de même nécessaire d'effectuer une mise à jour des informations concernant votre dossier d'entreprise, entre le 2 juin et le 2 juillet 2023. Il s'agit d'une nouvelle obligation issue de la *Loi sur les contrats et les organismes publics* intitulée: « mise à jour annuelle ». Vous recevrez des informations plus précises à cet effet dans les prochains mois afin de bien vous y préparer.

Dans l'intervalle, assurez-vous que les coordonnées liées à votre dossier d'entreprise sont à jour, notamment les adresses courriel précédemment fournies à partir des [services en ligne](#), afin de recevoir toutes nos communications.

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration.



**AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS**

### Direction de l'intégrité

Autorité des marchés publics

T. 1 888 335-5550

525, boulevard René-Lévesque Est, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.25, Québec

(Québec) G1R 5S9

[direction.lcop@amp.quebec](mailto:direction.lcop@amp.quebec)

<b>Fournisseurs</b>	<b>Écocentres</b>	<b>Contrats</b>	<b>Indexation</b>	<b>Contingences</b>	<b>Total taxes incluses</b>
Opsis gestion d'infrastructures Inc. Lot 4 - option 1	Acadie, LaSalle & St-Laurent	6,510,817.99 \$	193,998.78 \$	335,240.84 \$	7,040,057.61 \$
Opsis gestion d'infrastructures Inc. Lot 9 - option 2	CDN, Petite-Patrie, RDP, et St-Michel	8,653,912.76 \$	257,798.80 \$	445,585.58 \$	9,357,297.14 \$
<b>Grand total</b>		<b>15,164,730.76 \$</b>	<b>451,797.58 \$</b>	<b>780,826.42 \$</b>	<b>16,397,354.75 \$</b>

**Service de l'environnement**  
**Contrats de gestion pour les écocentres de l'agglomération de Montréal**  
**GDD: 1247075001**  
**Sommaire**

Écocentres - taxes incluses		2025	2026	2027	2028	Total
Acadie, LaSalle & St-Laurent	Lot 4 - option 1 - Contrat	1,630,783.70 \$	1,688,247.52 \$	1,688,247.52 \$	1,503,539.25 \$	6,510,817.99 \$
CDN, Petite-Patrie, RDP, et St-Michel	Lot 9 - option 2 - Contrat	2,172,735.18 \$	2,239,762.66 \$	2,239,762.66 \$	2,001,652.26 \$	8,653,912.76 \$
<b>Indexation</b>		- \$	78,560.20 \$	158,691.61 \$	214,545.76 \$	451,797.58 \$
<b>Contingences</b>		190,175.94 \$	200,328.52 \$	204,335.09 \$	185,986.86 \$	780,826.42 \$
<b>Grand total</b>	<b>Total</b>	<b>3,993,694.83 \$</b>	<b>4,206,898.91 \$</b>	<b>4,291,036.88 \$</b>	<b>3,905,724.13 \$</b>	<b>16,397,354.75 \$</b>



Aspects financiers - 24-20554 : Gestion des écocentres (2025-2028)

Fournisseur :		Opis Gestion Infrastructures	Opis Gestion Infrastructures	Opis Gestion Infrastructures	Opis Gestion Infrastructures	Opis Gestion Infrastructures	Opis Gestion Infrastructures	Opis Gestion Infrastructures
		Acadie	CDN	LaSalle	Petite-Patrie	RDP	St-Laurent	St-Michel
Responsable opérations	Taux horaire	34.46 \$	34.46 \$	34.46 \$	34.46 \$	34.46 \$	34.46 \$	34.46 \$
Préposé aux RDD	Taux horaire	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$
Préposé à l'accueil (guérite)	Taux horaire	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$
Préposé circulation déchargement	Taux horaire	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$	27.93 \$
Frais de gestion mensuel	Taux mensuel	2,946.13 \$	2,946.13 \$	2,946.13 \$	2,946.13 \$	2,946.13 \$	2,946.13 \$	2,946.13 \$

LOT 4 - OPTION 1

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
Acadie	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	4361.5	4445.5	4445.5	4018.5	17271

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
LaSalle	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	9174.5	9440.5	9440.5	8467.5	36523

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
St-Laurent	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	8723	8891	8891	8037	34542

LOT 9 - OPTION 2

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
Côte-des-Neiges	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	4361.5	4445.5	4445.5	4018.5	17271

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
Petite-Patrie	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	8723	8891	8891	8037	34542

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
Rivière-des-Prairies	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	8271.5	8341.5	8341.5	7606.5	32561

						Heures
		2025	2026	2027	2028	TOTAL
St-Michel	Responsables opérations	2865	2975.5	2975.5	2644	11460
	Préposé RDD	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé accueil	2406.5	2497.5	2497.5	2224.5	9626
	Préposé circulation déchar.	8271.5	8341.5	8341.5	7606.5	32561

**Dossier # : 1247075002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour la gestion des opérations des sept (7) Écocentres de l'agglomération de Montréal pour une période de 45 mois avec la possibilité d'une (1) période de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 16 397 354,75 \$, taxes incluses (contrats : 15 164 730,76 \$ + contingences : 780 826,42 \$ + indexation : 451 797,58 \$) - Appel d'offres public N° 24-20554 - deux (2) soumissionnaires conformes.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



RP\_AO\_24-20554\_TCP.pdf



24-20554-Liste des commandes \_ SEOA.pdf



24-20554 PV.pdf



24-20554 Intervention.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Malika EL YAAGOUBI  
Agente d'approvisionnement 2  
**Tél :** 514-868-5955

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-12

Stéphanie MOREL  
chef(fe) de section - approvisionnement  
**Tél :** 514-704-0292  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition



## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
OPIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC	6 510 817,99 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot 4 (option 1)
Groupe Pro-Vert	6 768 591,76 \$		
OPIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC	8 653 912,76 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot 9 (option 2)
Groupe Pro-Vert	8893940,09		

### Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au plus bas soumissionnaire conforme. Trois(3) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO. La firme a mentionné ne pas être disposée à soumissionner. La raison évoquée pour le désistement est : \* Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées).

Préparé par :  Le  -  -

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
 Montréal (Québec) H2M 1L5



## Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**

24-20554

**Agent d'approvisionnement**

Garry Desséjour

<b>Conformité</b>	Oui
-------------------	-----

Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Données	
			Montant sans taxes	Montant taxes incluses
4	Option 1 - Gestion des Écocentres regroupés Acadie, LaSalle et Saint-Laurent	Opsis Gestion d'Infrastructures Inc.	5 662 811,91 \$	6 510 817,99 \$
		Groupe Pro-Vert	5 887 011,75 \$	6 768 591,76 \$
9	Option 2 - Gestion des Écocentres regroupés Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel	Opsis Gestion d'Infrastructures Inc.	7 526 777,79 \$	8 653 912,76 \$
		Groupe Pro-Vert	7 735 542,59 \$	8 893 940,09 \$

## 3 résultats

## Résultats 1 à 3

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

Groupe Pro-Vert 75 Square Sir G-E Cartier bureau 021 Montréal QC CAN H4C3A1 <a href="http://www.provert.org">http://www.provert.org</a>	Non diffusé	Laurent Bordelais Téléphone: 5147682709 Courriel: <a href="mailto:ecocentre@provert.org">ecocentre@provert.org</a>	0 2024-05-30 13:41	20000355 - Addenda 1 Devis 2024-06-11 à 15:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 15:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 15:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
OP SIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4	Non diffusé	Valérie Pottier Téléphone: 4506461903 Courriel: <a href="mailto:developpement@groupehelios.com">developpement@groupehelios.com</a>	0 2024-05-30 10:09	20000355 - Addenda 1 Devis 2024-06-11 à 15:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 15:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 15:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
WASTE CONNECTIONS OF CANADA INC. 4141, boul de la Grande Allée Boisbriand QC CAN J7H1M7	Non diffusé	Ysabelle Gauthier Téléphone: 5143365858 Courriel: <a href="mailto:ysabelle.gauthier@wasteconnections.com">ysabelle.gauthier@wasteconnections.com</a>	0 2024-06-04 10:01	20000355 - Addenda 1 Devis 2024-06-11 à 15:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 15:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 15:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel

Dossier # : 1247075002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à Opsis Gestion d'infrastructures inc. pour la gestion des opérations des sept (7) Écocentres de l'agglomération de Montréal pour une période de 45 mois avec la possibilité d'une (1) période de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 16 397 354,75 \$, taxes incluses (contrats : 15 164 730,76 \$ + contingences : 780 826,42 \$ + indexation : 451 797,58 \$) - Appel d'offres public N° 24-20554 - deux (2) soumissionnaires conformes.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD 1247075002 - ENV..xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-15

Marie-Claude JOLY  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-0000  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1249109001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de prolongation de douze mois pour la fourniture et livraison sur demande de constats d'infraction dans le cadre du contrat accordé à Gestion des communications Data Corp. (CG23 0058), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 719 755,00 \$ à 1 155 970,13 \$, taxes incluses

Il est recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 436 215,13 \$, taxes incluses, pour la fourniture et livraison sur demande de constats d'infraction dans le cadre du contrat accordé à Gestion des communications Data Corp. (CG23 0058), majorant ainsi le montant total du contrat de 719 755,00 \$ à 1 155 970,13 \$, taxes incluses ;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-18 09:08

**Signataire :** Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1249109001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de prolongation de douze mois pour la fourniture et livraison sur demande de constats d'infraction dans le cadre du contrat accordé à Gestion des communications Data Corp. (CG23 0058), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 719 755,00 \$ à 1 155 970,13 \$, taxes incluses

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2022, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison sur demande de constats d'infraction, prévoyant une option de prolongation de douze (12) mois. Le contrat au montant de 719 755,00 \$, taxes incluses qui a été octroyé à Gestion des communications Data Corp. est en vigueur depuis le 23 février 2023, et ce, pour une période de dix-huit (18) mois.

En date du mois de juin 2024, la consommation sur l'entente-cadre est de 399 193,20 \$, taxes incluses, soit 61 % du contrat octroyé.

Le montant estimé pour la période de prolongation est de 436 215,13 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 719 755,00 \$ à 1 155 970,13 \$, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquérir de quantités spécifiques.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0058 - 23 février 2023 - Conclure une entente-cadre pour une période de dix-huit (18) mois, avec une option de prolongation de douze mois, avec Gestion des communications Data Corp. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de constats d'infraction - Appel d'offres public 22-19622, montant total estimé de l'entente : 719 755,00 \$, taxes et variations de quantités incluses (1 soumissionnaire).

CG17 0348 - 24 août 2017 - Conclure une entente-cadre pour une période de soixante mois, avec deux options de prolongation de douze mois chacune, avec Gestion des communications DATA Corp. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de constats d'infraction sur papier à impression thermique pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et les agents de stationnement (ADS) - Appel d'offres public 17-15929, montant total estimé de l'entente : 1 516 194,69 \$, taxes incluses (1 soumissionnaire).

CG15 0010 - Accorder un contrat à la compagnie Groupe Data Ltée pour la fourniture de constats d'infraction sur papier à impression thermique, au prix de sa soumission, soit pour

une somme maximale de 971 720,41 \$, taxes incluses, pour une période de trente-six (36) mois, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13598 - 1 soumissionnaire.

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la prolongation de douze (12) mois prévue au contrat concernant la fourniture et la livraison sur demande de constats d'infraction destinés aux besoins opérationnels des unités policières et de l'Agence de mobilité durable (AMD) pour l'application du règlement pour le stationnement. La prolongation de ce contrat permet au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et à l'Agence de mobilité durable (AMD) de continuer à remplir leur mission et à honorer leurs engagements envers les citoyens de Montréal. La présente entente-cadre sera mise à la disposition du SPVM et de l'AMD. Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 22-19622.

Le prix entendu demeure ferme pour toute la durée de la prolongation. Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation, en tenant compte également des possibles hausses d'émissions de constats pour la prochaine période hivernale.

## **JUSTIFICATION**

Conformément aux documents de l'appel d'offres 22-19622, le contrat offre une prolongation de douze mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer cette prolongation selon les mêmes termes et conditions du contrat.

Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de cette entente-cadre sont notamment la satisfaction du service rendu par ce fournisseur, de même que les prix obtenus initialement, qui demeurent compétitifs dans le contexte inflationniste actuel. En effet, les prix soumis en 2022 étaient fermes durant les dix-huit (18) mois du contrat et ne font pas non plus l'objet d'ajustement pour les douze (12) mois de prolongation, ce qui offre une stabilité économique alors que certains fabricants de papier thermique ont augmenté leurs prix de 8 % en moyenne en 2023. L'analyse de la situation actuelle du marché nous incite à recommander la prolongation de l'entente-cadre actuelle pour assurer la continuité d'un service essentiel à l'écosystème montréalais.

Conformément aux dispositions du contrat, l'exercice de l'option de prolongation est à la seule discrétion du Donneur d'ordres. Une lettre d'intention recommandant la prolongation auprès des instances a été adressée par courriel à la firme Gestion des communications Data Corp. en date du 11 juin 2024 (copie de la lettre jointe du présent sommaire décisionnel). S'agissant d'un contrat d'adhésion, l'ensemble des clauses, dont celle de la prolongation, sont réputées acceptées par le fournisseur au dépôt de sa soumission.

En date du 25 juin 2024, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour prolonger ce contrat.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 23 août 2024.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation de la prolongation de l'entente-cadre s'élevant à 436 215,13 \$, taxes incluses, pour une période de douze (12) mois, à compter du 23 août 2024. Cette estimation est basée sur l'historique de consommation des dix-huit (18) mois du Service de police de la Ville (SPVM) de Montréal et de l'Agence de

mobilité durable (AMD) et des prix payés pour ces produits, en tenant compte également des possibles hausses d'émissions de constats, notamment durant la période hivernale.  
Montant estimé de la prolongation :

379 399,98 \$ + 18 970,00 \$ \$ (TPS) + 37 845,15 \$ (TVQ) = 436 215,13 \$

Il s'agit d'entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

Cette dépense sera assumée par l'agglomération à hauteur d'environ 20 % pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et d'environ 80 % par l'Agence de mobilité durable (AMD).

## **MONTRÉAL 2030**

Le Service de l'approvisionnement vise à travers ce regroupement à minimiser les coûts administratifs de l'acquisition de constats et à générer des économies d'échelle grâce à une sollicitation unique du marché pour le SPVM ainsi que pour l'AMD. Les impacts écologiques ont été pris en compte en regroupant les besoins et la tenue en inventaire des produits, ce qui a pour effet de diminuer les livraisons fréquentes et ainsi réduire les répercussions environnementales.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La prolongation de l'entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité de l'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus..

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une communication sera transmise au SPVM et à l'AMD pour les informer de la prolongation de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la prolongation 23 août 2024  
Fin de la prolongation 22 août 2025

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**



---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacky MOHAMAD  
Conseiller en approvisionnement

**Tél :** -  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-09

Marie-Josée HOTTE  
chef(fe) de division - acquisition

**Tél :** 514-838-4480  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN  
directeur(-trice) acquisitions

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-11

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX  
directeur(-trice) de service -  
approvisionnement

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-17

## Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249109001

Unité administrative responsable : Service de l'approvisionnement

Projet : Fourniture et livraison sur demande de constats d'infraction

### Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
<p>2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?</p> <p>Le Service de l'approvisionnement vise à travers ce regroupement à minimiser les coûts administratifs de l'acquisition de constat et à générer des économies d'échelle grâce à une sollicitation unique du marché pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ainsi que de l'Agence de Mobilité durable (AMD). Les impacts écologiques ont été pris en comptes en regroupant les besoins et la tenue en inventaire des produits, ce qui a pour effet de diminuer les livraisons fréquentes et ainsi réduire les répercussions environnementales.</p>			
<p>3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b>?</p> <p>Le regroupement des achats permet d'améliorer la performance organisationnelle et d'harmoniser les besoins des unités d'affaires pour une meilleure sollicitation du marché.</p>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 11 juin 2024

Monsieur Nassim Sharara  
Directeur de comptes  
Gestion des communications Data Corp  
2140, rue de la Montagne, bureau 300  
Montréal (QC) H3G 1Z7

Courriel : nsharara@datacm.com

**Objet : Recommandation de renouvellement de contrat 12 mois  
Appel d'offres n° 22-19622  
Fourniture et livraison de constats d'infraction**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23 août 2024 au 22 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution équivalant à DIX POUR CENT (10%) du montant total du renouvellement qui vous sera communiqué ultérieurement, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Raef Razgui  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : raef.razgui@montreal.ca



**Dossier # : 1245481001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Supremex inc pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires pour le personnel de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre mois, incluant une option de prolongation de douze mois - Montant estimé de l'entente-cadre : 955 271,81 \$, taxes incluses (entente : 830 671,14 \$ + variation des quantités 124 600,67 \$) - Appel d'offres public 24-20470 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois par laquelle Supremex inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, le service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires pour les employés de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 830 671,14 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20470 ;
2. d'autoriser une dépenses de 124 600,67 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler ;
4. de procéder à une évaluation du rendement de l'adjudicataire.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-19 12: 38

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)



**IDENTIFICATION** **Dossier # :1245481001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Supremex inc pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires pour le personnel de la Ville de Montréal, pour une durée de vingt-quatre mois, incluant une option de prolongation de douze mois - Montant estimé de l'entente-cadre : 955 271,81 \$, taxes incluses (entente : 830 671,14 \$ + variation des quantités 124 600,67 \$) - Appel d'offres public 24-20470 - (3 soumissionnaires ).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires, principalement destinées aux opérations de l'ensemble des services et des arrondissements de la Ville de Montréal. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

En avril 2016, le contrat pour la fourniture de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15073, aux plus bas soumissionnaires conformes, soit aux firmes l'imprimerie L'Empreinte. (226 811,47 \$, taxes incluses) pour les groupes 1 et 3 et Enveloppe Laurentide inc. (93 695,09 \$, taxes incluses) pour le groupe 2. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période initiale de vingt-quatre (24) mois se terminant le 26 avril 2018 avec deux options de prolongation d'une durée de douze (12) mois chacune.

Depuis 2020, les unités d'affaires consomment hors entente-cadre pour ce type de besoin d'où la nécessité de retourner sur le marché afin de conclure une entente-cadre.

En mars 2024, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler ces besoins.

Cet appel d'offres va permettre aussi de maintenir ce service en ligne via un lien sur l'intranet de la Ville de Montréal.

L'appel d'offres public 24-20470 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de trente-quatre jours calendaires, soit du 27 mars 2024 au 30 avril 2024. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent-vingts jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au

28 août 2024.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis un addenda visant à répondre aux questions du marché.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 19 0227 - 16 mai 2019 - Autoriser une deuxième prolongation d'entente-cadre, pour une période de douze mois débutant le 27 avril 2019 pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires et de cartes d'affaires dans le cadre du contrat accordé à la firme imprimerie L'Empreinte inc. (CE 16 0646), (Montant estimé : 311 226,00 \$ taxes incluses).

CE 18 0643 - 18 avril 2018 - Autoriser une première prolongation des ententes-cadres, pour une période de douze mois débutant le 27 avril 2018 pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires dans le cadre des contrats accordés à firmes l'imprimerie L'Empreinte. (Montant estimé : 109 520,49 \$ taxes incluses) et Enveloppe Laurentide inc. (Montant estimé : 34 492,50 \$ taxes incluses).

CE 16 0646 - 27 avril 2016 - Conclure deux ententes-cadres avec les firmes l'imprimerie L'Empreinte. (Montant estimé : 226 811,47 \$ taxes incluses) et Enveloppe Laurentide inc. (Montant estimé : 93 695,09 \$ taxes incluses) pour une période initiale de vingt-quatre mois se terminant le 26 avril 2018 avec deux options de prolongation d'une durée de douze mois chacune pour la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires.

### **DESCRIPTION**

La présente entente-cadre vise la fourniture sur demande de service d'impression de formulaires, d'enveloppes et de cartes d'affaires au profit de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal. Ce service est nécessaire aux opérations administratives régulières de l'ensemble des services et arrondissements de la Ville de Montréal.

Le Service de l'approvisionnement a privilégié la stratégie menant à un service clé en main, commençant par la gestion des commandes via le système de commande en ligne jusqu'à la livraison des articles.

L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec le Service des ressources humaines et des communications qui était responsable de l'ancien appel d'offres.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des vingt-quatre derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de vingt-quatre mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

### **JUSTIFICATION**

La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (6) :

- 9115-1589 Québec inc.;
- Deschamps impression inc.;
- Enveloppe concept inc.;
- Impression numérix inc.;
- Imprimerie l'empreinte inc.;
- Supremex inc.

Soumissionnaires (3) :



- Impression numérix inc.;
- Imprimerie l'empreinte inc.;
- Supremex inc.

De six preneurs du cahier des charges, trois ont soumissionné soit 50 % des preneurs. Les trois preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné 50 %, on retrouve deux firmes qui ont justifié leurs désistements par une capacité ne permettant pas de traiter le volume de la Ville et une firme à mentionner qu'elle va jouer le rôle d'un sous-traitant pour cet appel d'offres.

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

Octroi global au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage à la suite de l'évaluation du comité de sélection.

<b>SOUSSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
Supremex inc.	830 671,14 \$	124 600,67 \$	955 271,81 \$
Imprimerie l'empreinte inc.	1 499 861,43 \$	224 979,21 \$	1 724 840,64 \$
Impression numérix inc.	2 009 280,11 \$	301 392,02 \$	2 310 672,13 \$
Dernière estimation réalisée	874 182,50 \$	131 127,38 \$	1 005 309,88 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)			(50 038,07 \$)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100			(4,98 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)			769 568,83 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			80,56 %

L'écart de 80,56 % du prix soumissionné par le plus bas soumissionnaire par rapport au deuxième plus bas est attribuable principalement aux facteurs suivants :

- La volonté du plus bas soumissionnaire a conserver sa place dans le marché montréalais en soumettant des prix plus agressifs que les autres compétiteurs ;
- Le plus bas soumissionnaire a développé une expertise et il est habitué à exécuter des contrats similaires, ce qui lui a permis de réaliser des économies d'échelle ;
- Le plus bas soumissionnaire dispose aussi d'un grand entrepôt qui lui permet d'absorber les variations des prix du marché et proposer des prix plus compétitifs.

Vu le grand écart entre les deux plus bas soumissionnaires conformes, le Service de l'approvisionnement a procédé de la manière suivante :

- Validation de l'expérience de la firme pour les mandats de mêmes envergures auprès des références mentionnées dans sa soumission ;
- Rencontre avec le soumissionnaire afin de valider sa compréhension du mandat et valider par la même occasion l'offre reçue.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 \$, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 874 182,50 \$, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) prochains mois. Cette estimation repose sur l'historique de consommation des vingt-quatre (24) derniers mois et est calculée en fonction des derniers prix moyens payés pour ces services, tout en ajoutant une provision de 10 % compte tenu de la fluctuation des prix des matières premières, de la main-d'oeuvre, du transport et la tendance des prix vers la hausse.

Le montant estimé de la nouvelle entente-cadre pour la période de vingt-quatre (24) mois est de:

$722\,479,79 \$ + 36\,123,99 \$ \text{ (TPS)} + 72\,067,36 \$ \text{ (TVQ)} = 830\,671,14 \$$

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 124 600,67 \$, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité au contrat pour un montant total estimé de 955 271,81 \$, taxes incluses.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

Cette dépense sera assumée à 49 % par la ville centrale, 13 % par les arrondissements et à 38 % par l'agglomération en vertu de la forte utilisation de cette entente-cadre par le Service de l'eau et le Service de police.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Ce dossier ne s'applique pas directement aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services et des produits obtenus.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.

Début du contrat 23 août 2024

Fin du contrat 15 août 2026

Fin de la première année de prolongation 15 août 2027

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Boulbaba LACHHEB  
conseiller(-ere) en approvisionnement

**Tél :** 514-838-4619

**Télécop. :** 514-872-2519

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-09

Marie-Josée HOTTE  
chef(fe) de division - acquisition

**Tél :** 514-838-4480

**Télécop. :** 514-872-2519

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Jonathan MUNN  
directeur(-trice) acquisitions

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-11

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin ROBIDOUX  
directeur(-trice) de service -  
approvisionnement

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-17

## Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245481001.

Unité administrative responsable : Service de l'approvisionnement.

Projet : Services d'impression des formulaires, cartes professionnelles et enveloppes pour la Ville de Montréal.

### Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du plan stratégique Montréal 2030, notamment la priorité 5 : « Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles ».			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Priorité 5 : Ce dossier a pour but de réduire les déchets en favorisant l'utilisation des produits recyclables.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

24-20470 - Service d'impression et livraison de formulaires, cartes professionnelles et enveloppes sur demande pour la Ville de Montréal

	capacité de production	Support au client	Expérience du soumissionnaire	Plateforme	Impact environnemental	prix pour le soumissionnaire seulement (pour les autres 100 x 40% / prix de la soumission)	Pointage final	Comité	
<b>FIRME</b>	<b>25%</b>	<b>5%</b>	<b>10%</b>	<b>15%</b>	<b>5%</b>	<b>40%</b>	<b>100%</b>	<b>Date</b>	vendredi 17-05-2024
Impression Numerix							59,8	<b>Heure</b>	9 h 30
Imprimerie l'Empreinte							79,0	<b>Lieu</b>	en virtuel
Supremex							91,5		
0									
0									
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Danielle Dion</b>							<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
								<b>Multiplicateur d'ajustement</b>	<b>10000</b>



## Liste des commandes

Numéro : 24-20470

Numéro de référence : 1828264

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Service d'impression et livraison de formulaires, cartes professionnelles et enveloppes sur demande pour la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9115-1589 QUÉBEC INC. 1060, boulevard Michèle-Bohec, bureau 106 A Blainville, QC, J7C 5E2 <a href="http://www.groupepomco.com">http://www.groupepomco.com</a>	<a href="#">Monsieur Stéphane Fournier</a> Téléphone : 450 668-6061 Télécopieur : 450 668-7370	<b>Commande : (2342120)</b> 2024-04-01 14 h 52 <b>Transmission :</b> 2024-04-01 14 h 52	4106208 - 24-20470-Addenda 1+ annexe 2024-04-16 9 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DESCHAMPS IMPRESSION INC. 755, boul. Deschutes Québec, QC, G1E 2C2 <a href="http://www.deschampsimp.com">http://www.deschampsimp.com</a>	<a href="#">Madame Sandra Daigle</a> Téléphone : 418 667-6118 Télécopieur : 418 667-5389	<b>Commande : (2342799)</b> 2024-04-02 14 h 42 <b>Transmission :</b> 2024-04-02 14 h 42	4106208 - 24-20470-Addenda 1+ annexe 2024-04-16 9 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
ENVELOPPE CONCEPT INC. 9031 rue Salley Montréal, QC, H8R 2C8 <a href="https://www.enveloppeconcept.ca">https://www.enveloppeconcept.ca</a>	<a href="#">Madame Sophie Pinsonneault</a> Téléphone : 514 368-0550 Télécopieur : 514 368-3079	<b>Commande : (2341494)</b> 2024-03-28 14 h 52 <b>Transmission :</b> 2024-03-28 14 h 52	4106208 - 24-20470-Addenda 1+ annexe 2024-04-16 9 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Impression Numérix Inc. 4050 rue Jean-Marchand bureau 100 Québec, QC, G2C1Y6 <a href="https://www.numerix.ca">https://www.numerix.ca</a>	<a href="#">Monsieur Jérôme Pratte</a> Téléphone : 418 842-0850 Télécopieur :	<b>Commande : (2340711)</b> 2024-03-27 16 h 25 <b>Transmission :</b> 2024-03-27 16 h 25	4106208 - 24-20470-Addenda 1+ annexe 2024-04-16 9 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC. 4177 boul industriel Laval, QC, H7L 0G7	<a href="#">Madame Lyne Desrochers</a> Téléphone : 450 963-5486 Télécopieur :	<b>Commande : (2342397)</b> 2024-04-02 9 h 53 <b>Transmission :</b> 2024-04-02 9 h 53	4106208 - 24-20470-Addenda 1+ annexe 2024-04-16 9 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SUPREMEX INC. 7213 rue Cordner Montréal, QC, H8N 2J7	<a href="#">Monsieur Peter Rozmovits</a> Téléphone : 514 595-0555 Télécopieur : 514 595-1112	<b>Commande : (2341410)</b> 2024-03-28 13 h 58 <b>Transmission :</b> 2024-03-28 13 h 58	4106208 - 24-20470-Addenda 1+ annexe 2024-04-16 9 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

 Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes. Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes. Organisme public.





**Dossier # : 1243715002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 70 000 \$ à l'organisme Mutek pour la mise en oeuvre du volet professionnel de leur événement, Mutek Forum, du 20 au 23 août 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 70 000 \$ à MUTEK afin de mettre en oeuvre le MUTEK Forum pour la période du 20 au 23 août 2024;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-19 09:55

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1243715002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 70 000 \$ à l'organisme Mutek pour la mise en oeuvre du volet professionnel de leur événement, Mutek Forum, du 20 au 23 août 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**CONTENU**

**CONTEXTE**

MUTEK est un festival de musique électronique et de créativité numérique qui a lieu annuellement à Montréal depuis l’an 2000. Ils ont réussi, au cours des années, à être un tremplin pour faire connaître les créateurs plus originaux et visionnaires dans les nouveaux publics.

**MUTEK Forum** est le volet professionnel de ce festival, réunissant entre 800 et 900 participants ainsi que 85 intervenants autour d’un programme d’activités comprenant une quarantaine de conférences, ateliers et activités de réseautage. Il comprend également le volet marché, qui réunit divers professionnels visant le développement d’affaires. Cette 10e édition coïncide avec le 25e anniversaire du festival.

Cet événement rassemble donc différentes catégories des professionnels pour penser collectivement ce qu'est la créativité numérique aujourd'hui et ce que sera la culture numérique de demain. Plus précisément, le Forum s'adresse :

- aux artistes du numérique;
- aux professionnels des arts indépendants et des industries créatives;
- aux chercheurs et entrepreneurs en technologie;
- aux représentants des instances gouvernementales;
- aux travailleurs culturels;
- et à toute personne professionnellement intéressée par les enjeux liés au numérique.

Cette édition aura lieu dans les salles du Monument National, entre le 20 et 23 août 2024.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0415 - 24 août 2023 - Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 70 000 \$ à l'organisme Mutek pour la mise en oeuvre du volet professionnel de leur événement, Mutek Forum, du 22 au 25 août 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

CE23 0911 - 31 mai 2023 - Accorder un soutien financier totalisant 80 000 \$ ainsi qu'un

soutien technique estimé à 50 000 \$ à l'organisme MUTEK pour la tenue de la 24e édition de MUTEK qui aura lieu du 22 au 27 août 2023 / Approuver le projet de conventions à cet effet ;

CE22 0352 - 17 août 2022 - Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 50 000 \$ à l'organisme MUTEK pour la mise en oeuvre du volet professionnel de leur événement, MUTEK Forum, du 23 au 28 août 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet ;

CE21 1059 - 9 juin 2021 - Accorder un soutien financier et technique totalisant la somme de 2 594 750 \$, aux 29 différents organismes, pour l'année 2021, soit 125 000 \$ à MUTEK pour le festival « MUTEK », dans le cadre de l'appel à projets Agir pour l'animation du centre-ville par les festivals et événements 2021 ;

CE21 0401 - 17 mars 2021 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 60 000 \$ aux quatre différentes organismes, soit 15 000 \$ à MUTEK pour le projet « MUTEK », dans le cadre de l'appel de propositions pour le soutien aux événements d'affaires pour les industries culturelles et créatives ;

CE21 0333 - 10 mars 2021 - Accorder un soutien financier pour un montant total de 902 750 \$ aux 43 différents organisme, soit 52 000 \$ à MUTEK pour le festival « MUTEK », dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2021.

## DESCRIPTION

**MUTEK Forum**, pour lequel le SDÉ est sollicité, vise à rejoindre des professionnels du milieu de la créativité numérique pour offrir, pendant 4 jours, des conférences, des ateliers et des activités de réseautage.

### Objectifs du projet

- Stimuler la discussion entre artistes et professionnels afin de contribuer à l'évolution de la discipline;
- Aider à propulser les artistes locaux sur la scène internationale
- Créer des connections professionnelles localement et à l'international
- Continuer à développer la spécificité et complémentarité du MUTEK Forum par rapport aux autres événements professionnels du milieu
- Fédérer le milieu de la création numérique montréalaise

### Résultats attendus

Pour cette édition, le Forum met l'accent sur le volet B2B et les rencontres professionnels.

- 85 intervenants;
- 900 participants;
- 2000 contacts, 500 rdv, 6000 messages échangés, mesurées par Swapcard (une application pour la gestion d'événements)
- 100 rencontres B2B;
- 50 opportunités professionnelles créées.

### Montage financier

Le budget déposé du Forum MUTEK s'élève à 707 800 \$ dont le détail est exposé dans le tableau suivant:

<b>Revenus</b>	
<b>Ville de Montréal</b>	<b>70 000</b>

Gouvernement du Canada	175 000
Gouvernement du Québec	100 000
Commandite en argent	50 000
Commandite en nature	60 000
Contribution de l'organisme	217 800
Frais d'inscription	35 000
<b>Total de revenus</b>	<b>707 800</b>
<b>Dépense</b>	
Programmation et coordination	325 800
Production	190 000
Communications	158 000
Administration	34 000
<b>Total de dépenses</b>	<b>707 800</b>

## JUSTIFICATION

L'organisme MUTEK démontre une expertise solide dans son domaine, avec une collaboration synergique avec ses partenaires et des ressources humaines adéquates. En effet, l'organisme a prouvé, au fil des années, sa capacité à gérer efficacement ses activités et à fournir des résultats de qualité, en répondant adéquatement aux stratégies et objectifs de la Ville de Montréal.

MUTEK est devenu une marque mondialement reconnue. L'organisme a des ramifications internationales avec Barcelone, Buenos Aires, Mexico, Dubaï, Santiago et Tokyo. Tout ce réseau est déjà invité à participer à la prochaine édition de MUTEK, favorisant l'accueil de délégations internationales. Forum Mutek est un événement qui a une **portée internationale considérable**.

En participant activement aux mouvements créatifs à l'échelle mondiale, MUTEK favorise le **développement des artistes québécois** et consolide la réputation de **Montréal en tant que centre culturel innovant**;

Cet organisme compte avec plusieurs partenaires, comme le Ministère de la culture et des communications du Québec, le Patrimoine Canada et Factor Canada, le Monument National et la Société des arts technologiques (SAT) et plusieurs d'autres.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 70 000 \$ . Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique de l'entente 150 M\$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2.

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années aux organismes de ce dossier par la Ville (SDÉ) pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2024	Versement		Soutien Ville / Global projet
		2021	2022	2023		1er versement	2e versement	
MUTEK	MUTEK Forum	-	50 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	60 000 \$	10 000 \$	9%
	Agir pour l'animation du centre-ville	112 500 \$	12 500 \$	-				

par les festivals et événements 2021							
Soutien aux événements d'affaires pour les industries culturelles et créatives	15 000 \$	-	-				

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale ou l'agglomération.

### **MONTRÉAL 2030**

Le projet à réaliser est en lien avec l'orientation **Stimuler l'innovation et la créativité** du Plan stratégique Montréal 2030, mesures 14 et 15.

14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité;

15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le projet à réaliser est en lien avec les Actions en développement économique 2023-2025 en appuyant *le rayonnement économique de Montréal et l'internationalisation des entreprises* et ses actions :

- ◊ Accélérer l'internationalisation des entreprises et des organisations montréalaises
- ◊ Soutenir le rayonnement de Montréal économique

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Le protocole de visibilité est en vigueur à l'Annexe 2 du projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Tenue de l'événement du 20 au 23 août 2024  
Reddition compte - Janvier 2025 et selon les échéanciers convenus dans la convention

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Julie GODBOUT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane FERRAN  
Commissaire au développement économique

**Tél :** 438 8836524  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-11

Mariana PEREZ-LEVESQUE  
commissaire - developpement economique

**Tél :** 5148166165  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Payam ESLAMI  
directeur(-trice) - entrepreneuriat

**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1243715002

Unité administrative responsable : Service du développement économique - Direction de l'entrepreneuriat

Projet : **MUTEK FORUM**

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <b>Priorité 14:</b> Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité <b>Priorité 15 :</b> Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels, et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <b>Priorité 14:</b> MUTEK Forum rassemble différentes catégories des professionnels pour penser collectivement ce qu'est la créativité numérique aujourd'hui et ce que sera la culture numérique de demain. <b>Priorité 15 :</b> rejoindre des professionnels du milieu de la créativité numérique pour offrir, pendant 4 jours, des conférences, des ateliers et des activités de réseautage internationales, mettant en valeur les entreprises d'ici.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		<b>X</b>	
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		<b>X</b>	
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **MUTEK**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le **1201 boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2S6 Canada**, agissant et représentée par Alain Mongeau, Directeur général et artistique, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 883777765RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1020412581TQ0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme le producteur d'un festival d'arts numériques et de musique électronique dans le but de sensibiliser le public et de faire avancer sa compréhension et organise également un volet marché;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2 DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** le **directeur** de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Le Service du développement économique de la Ville.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

#### 4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

#### 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération,

un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : [conformitecontractuelle@bvgmtl.ca](mailto:conformitecontractuelle@bvgmtl.ca) (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

#### **4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SOIXANTE DIX MILLE dollars (70 000 \$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

### **5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme **en deux** versements :

5.2.1 Pour l'année 2024 :

- un premier versement au montant de **SOIXANTE MILLE dollars (60 000 \$)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année 2025 :

- une somme maximale de **DIX MILLE dollars (10 000 \$)**, trente (30) jours après à la remise des rapports dont les objectifs et les résultats attendus sont détaillés à l'Annexe 1 et l'analyse de la Reddition de comptes à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6**

### **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :
- 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
  - 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
  - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
  - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7**

### **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

- 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
- 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit **de trente (30) jours**, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le **20 décembre 2024**.



Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **CINQ MILLIONS** de dollars (**5 000 000 \$**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11** **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## **ARTICLE 12** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1** qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

### **ARTICLE 13** **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

#### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

#### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

#### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

#### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **13.7 Ayants droits liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1201 boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2S6 Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général et directeur artistique. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 15<sup>e</sup> jour de juillet ..... 20<sup>24</sup>

**MUTEK**

Par :  \_\_\_\_\_  
Alain Mongeau, Directeur général et artistique

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_ (Résolution CG .....).

## **ANNEXE 1**

### **PROJET**

#### **SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET**

MUTEK FORUM 2024

#### **DESCRIPTION DU PROJET**

MUTEK Forum est le volet professionnel du festival réunissant environ 100 intervenants autour d'un programme d'activités comprenant une quarantaine de conférences, ateliers et activités de réseautage. Il comprendra également le volet marché, qui réunit des artistes, entreprises créatives, producteurs, organismes culturels et diffuseurs internationaux dans un objectif de développement d'affaires. Le Forum, dont ce sera la 10e édition cette année, se déroule avec le 25e anniversaire du festival.

## RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Date prévue de réalisation
<p><b>Stimuler la discussion entre artistes et professionnels afin de contribuer à l'évolution de la discipline</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un environnement propice à une discussion saine sur des sujets pertinents pour l'industrie.</li> <li>- Établir des passerelles de co-création pour les artistes et les professionnels de l'industrie en vue d'une collaboration future.</li> <li>- Offrir des possibilités de discussions critiques sur ces sujets, en abordant les aspects de la durabilité, de l'éthique, de la diversité, de l'accessibilité et de l'inclusion</li> <li>- Offrir des possibilités de réseautage et de rencontre personnalisées entre artistes et professionnels</li> <li>- Proposer des activités et des ateliers innovants pour les acteurs du secteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une programmation (présentations de projets, ateliers, classes de maître) qui stimule l'apprentissage et la réflexion entre les artistes et les professionnels du secteur</li> <li>- Des opportunités de réseautage tout au long de l'événement pour permettre aux participants de nouer des liens et de favoriser les conversations.</li> <li>- Une plateforme virtuelle (Swapcard) pour le réseautage en ligne avant, pendant et après le festival.</li> <li>- Projet Village Numérique: présentation au Forum et discussions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'intervenants au Forum : <b>85 intervenants</b> (environ le même chiffre que 2023)</li> <li>- Nombre de participants au Forum: <b>900 participants</b> (environ 15% de plus que 2023)</li> <li>- Nombre d'interactions et de rencontres organisées via Swapcard: plus de 2000 contacts, <b>500 rendez-vous</b>, 6000 messages échangés (basé sur les chiffres de 2023)</li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur le nombre et la profondeur des conversations et des interactions vécues pendant le festival</li> </ul>	<p>20 août 2024</p>

<p><b>Aider à propulser les artistes locaux sur la scène internationale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consacrer une part importante de la programmation à la présentation d'artistes canadiens travaillant dans le domaine de la créativité numérique.</li> <li>- Créer une sélection officielle d'artistes locaux pour le Marché MUTEK: création d'EPK, participation à des formations professionnelles, mise en relation avec une sélection de professionnels internationaux</li> <li>- Organiser les activités du Marché MUTEK pendant le Forum afin de faciliter les échanges entre les artistes locaux et les acheteurs internationaux.</li> <li>- Collaborer et s'associer avec les initiatives et organisations culturelles locales pertinentes pour mettre en valeur les projets des artistes.</li> <li>- Inviter et attirer des professionnels internationaux pour les activités professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontre 1to1 entre artistes locaux et professionnels en ligne et en présentiel lors du Forum</li> <li>- Réalisation des EPK pour chaque artiste de la sélection (Vidéos promotionnels, photos et présentation des projets)</li> <li>- Retour et rétroactions des sessions de formations professionnelles pour les artistes de la sélection</li> <li>- Intérêt des professionnels à réserver les artistes</li> <li>- Promotion croisée des activités locales par l'intermédiaire d'institutions internationales et de partenaires médiatiques</li> <li>- Une programmation équitable entre artistes locaux et internationaux</li> <li>- Projet du Village Numérique: visites des exposants et valeur ajoutée au Forum</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'intervenants locaux au forum: 30 du Québec, 50 du Canada (en cours de programmation)</li> <li>- Nombre de participants internationaux au Forum: <b>300</b> (20% de plus qu'en 2023)</li> <li>- Nombre d'interactions et de réunions organisées via Swapcard entre les artistes locaux et les acteurs internationaux: 500 rencontres planifiées (basé sur les éditions précédentes)</li> <li>- Nombre de visite du Village Numérique pour les professionnels: au moins <b>1 visite organisée.</b></li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur le nombre et la profondeur des liens établis pendant le festival et l'expérience du marché MUTEK</li> </ul>	<p>20 août 2024</p>
<p><b>Générer des opportunités d'entrepreneuriat pour notre milieu via des activités professionnelles spécifiques, notamment dans le cadre du marché associé au Forum</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offrir la possibilité aux artistes et aux professionnels de se former sur des thématiques actuelles</li> <li>- Offrir la possibilité aux artistes et aux professionnels de créer des relations entrepreneuriales</li> <li>- Mise en relation multisectorielle: médias, participants académiques, institutions et organisations gouvernementales, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de sessions de formation qui répondent à une demande pour les artistes de la sélection</li> <li>- Création d'ateliers utiles et pertinents pour les participants du Forum</li> <li>- Rencontres organisées entre professionnels pour créer des opportunités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de sessions de formation : <b>15 formations</b> organisées</li> <li>- Nombre de rencontres organisées en B2B: <b>100 rencontres</b></li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur le nombre et la profondeur des liens établis pendant le festival et l'expérience du marché</li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur la qualité et les impacts des formations professionnelles</li> </ul>	<p>20 août 2024</p>
<p><b>Créer des connexions professionnelles localement et à l'international</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des opportunités de rencontres organisées et spontanées</li> <li>- Offrir des espaces de réunions dans les lieux du Forum</li> <li>- Proposer un environnement permettant de réunir les acteurs du milieu de la création numérique montréalaise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter le nombre de relations et les partenariats créés</li> <li>- Création de nouvelles relations entre les acteurs du milieu de la création numérique</li> <li>- Relations post-festival durables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de rencontres organisées en B2B: <b>100 rencontres</b></li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur la qualité de la programmation</li> </ul>	<p>20 août 2024</p>

<p><b>Continuer à développer la spécificité et complémentarité du MUTEK Forum par rapport aux autres événements professionnels du milieu</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître la notoriété du Forum MUTEK à Montréal et à l'étranger, dans les cercles intéressés par la créativité numérique et l'innovation dans l'industrie de la musique ;</li> <li>- Établir le Forum MUTEK comme une conférence de renommée mondiale avec des idées et une programmation avant-gardiste ;</li> <li>- Élargir les conversations et les activités pour situer la créativité montréalaise dans un contexte international.</li> <li>- Créer un élan pour le 25e anniversaire de MUTEK en 2024.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter la fréquentation globale de 25 % par rapport à 2022</li> <li>- Offrir une programmation de renommée mondiale pour susciter des discussions et des idées avant-gardistes.</li> <li>- Établir des partenariats avec des leaders de l'industrie dans le domaine de la créativité numérique (XR, IA, recherche et création, musique).</li> <li>- Créer un pont avec d'autres événements professionnels de l'industrie en les incluant dans les conversations</li> <li>- Projet du Village Numérique: positionnement du Forum et MUTEK par rapport aux autres événements professionnels du milieu, relation directe avec les studios créatifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Couverture médiatique avec mention du forum MUTEK : au moins 30 mentions (basé sur 2023)</li> <li>- Nombre de participants professionnels de l'industrie: 750 participants professionnels (20% de plus qu'en 2023)</li> <li>- Nombre d'interactions et de réunions organisées via Swapcard entre les artistes locaux et les acteurs internationaux: 500 rencontres planifiées (basé sur les éditions précédentes)</li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur la qualité de la programmation</li> </ul>	<p>30 septembre 2024</p>
<p><b>Fédérer le milieu de la création numérique montréalaise</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des relations durables entre MUTEK et les acteurs du secteur</li> <li>- Entretenir et créer des partenariats durables</li> <li>- Proposer un environnement permettant de réunir les acteurs du milieu de la création numérique montréalaise</li> <li>- Organiser des activités en partenariats avec des organisations du secteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter le nombre de relations et les partenariats créés</li> <li>- Création de nouvelles relations entre les acteurs du milieu de la création numérique</li> <li>- Relations post-festival durables</li> <li>- Projet du Village Numérique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de relations et partenariats créés: au moins 50 opportunités professionnelles (basé sur nos résultats de 2023)</li> <li>- Résultats qualitatifs d'une enquête post-festival portant sur la qualité des activités et sur le nombre de nouvelles relations créées</li> </ul>	<p>30 septembre 2024</p>



## BUDGET PRÉVISIONNEL

<b>DÉPENSES</b>	
<b>PROGRAMMATION ET COORDINATION</b>	325 800
<b>PRODUCTION</b>	190 000
<b>COMMUNICATIONS</b>	158 000
<b>ADMINISTRATION</b>	34 000
<b>TOTALES DÉPENSES</b>	<b>707 800</b>
<b>REVENUS</b>	
<b>Gouvernement fédéral</b>	
FACTOR	120 000
CAC - Rayonner à l'international, composante Représentation et promotion	25 000
Patrimoine canadien - enveloppe Exportation créative	30 000
<b>Gouvernement provincial</b>	
Ministère de la Culture et des Communications du Québec	100 000
<b>Municipal et autres</b>	
Ville de Montréal SDÉ	70 000
<b>Revenus autonomes</b>	
Billetterie	35 000
Commandite (FMC, XN Québec, Touch Designer, Ubisoft, Synthèse, Concordia, Hexagram, etc)	50 000
Échanges de biens et services	60 000
Contribution MUTEK (incluant les 48 000\$ de valorisation des passes Forum remises aux conférenciers et acheteurs)	217 800
<b>TOTAUX REVENUS</b>	<b>707 800</b>

## DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<p>Seules sont admissibles les dépenses <b>directement liées</b> à la réalisation du projet. Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);</li> <li>● des coûts de location d'équipement ou de locaux;</li> <li>● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;</li> <li>● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);</li> <li>● des frais de déplacement;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;</li> <li>● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;</li> <li>● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.</li> <li>● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doit être détaillé;</li> <li>● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>● les dépenses liées à l'achat de certains équipements.</li> </ul>	
--	--

## **SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES**

<b>Reddition de comptes</b>	<b>Date de dépôt</b>
Rapport final	Au plus tard le <b>20 janvier 2025</b>

**Le rapport énuméré dans le tableau ci-dessus devra minimalement comprendre les éléments suivants :**

### **1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées**

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisés ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévus n'est pas réalisé ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

<b>Rapport final</b>
€

## 2. Protocole de visibilité (Rapport final)

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

Rapport final
€

## 3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- € d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- € de fournir une liste des bénéficiaires du Projet/Événement, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

Rapport final
€

## 4. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

Rapport final
€

## Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

**Priorité 14:** Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

**Priorité 15 :** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels, et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

Rapport d'étape	Rapport final
€	€

## ANNEXE 2

### PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **MUTEK** (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

#### 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.
- S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.
- Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.
- Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

#### 2. COMMUNICATIONS

##### Reconnaissance de la Ville

1. Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.
2. Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :
  - S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire
  - inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
  - S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
  - Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.
3. Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :
  - « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
  - « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
  - « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
  - Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

##### Relations médias et événements publics

1. Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :
  - Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
  - inviter par écrit un représentant politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;

- advenant la participation d'un représentant politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif ;
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
  - Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
  - Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
  - Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.
2. Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, au moins trente (30) jours ouvrables avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.
- 2. Publicité et promotion**
1. Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :
- pour une publication sur LinkedIn :  
<https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/>.
  - pour une publication sur Facebook :  
[@AffairesEconomiInnovationMTL](#) pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,  
[@mtlville](#) pour les autres types de projets ;
  - pour une publication sur Twitter :  
[@AffairesMtl](#) pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,  
[@MTL\\_Ville](#) pour les autres types de projets ;
2. Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page [www.montreal.ca](http://www.montreal.ca), si applicable.
3. Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.
4. Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.
5. **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :
- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
  - la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
  - la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

6. Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance ; le matériel sera fourni par la Ville.

### **Bilan de visibilité**

Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours**

**ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## **3. MODALITÉS**

### **1. Normes graphiques et linguistiques**

- Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.
- Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

### **2. Approbations**

1. Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :
  - le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
  - le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.
2. Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
3. Advenant la participation d'un représentant politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

### **3. Contacts**

**Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à [visibilite@montreal.ca](mailto:visibilite@montreal.ca) pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

**Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant politique, écrire à [maire@montreal.ca](mailto:maire@montreal.ca)

**IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**



Dossier # : 1243715002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 70 000 \$ à l'organisme Mutek pour la mise en oeuvre du volet professionnel de leur événement, Mutek Forum, du 20 au 23 août 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDÉ - 1243715002 - Mutek.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT  
Agente comptable analyste

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Dominique BALLO

**Tél :**

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247428003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer la première option de renouvellement de l'entente-cadre de douze (12) mois pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud) et autoriser une dépense additionnelle de 1 452 660,62 \$, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec les firmes Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Pneus Ratté Inc., Garage Sylvain Joubert, Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 et Chenier Auto Service Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 041 597,66 \$ à 4 494 258,28 \$ taxes incluses.

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'autoriser une dépense additionnelle pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud) pour les sommes suivantes:

**Lot #4 – PDQ 42, PDQ 46 et Identification judiciaire**

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Pneus Ratté Inc.	271 136,20 \$	140 990,82 \$	<b>412 127,02 \$</b>

**Lot #5 – PDQ 23, Sécurité routière et Patrouilles spécialisées**

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois	Dépense additionnelle pour 12 mois	Total (taxes
-------------	---	------------------------------------	--------------

	(contingences et taxes incluses)	(contingences et taxes incluses)	incluses)
Garage Sylvain Joubert	293 729,50 \$	152 739,34 \$	<b>446 468,84 \$</b>

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

2. d'autoriser une dépense additionnelle pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud) pour les sommes suivantes:

**Lot #1 – PDQ 26**

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre Beaumont pneus et mécanique	260 052,75 \$	135 227,43 \$	<b>395 280,18 \$</b>

**Lot #3 – Service gendarmerie Est**

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Pneus Ratté Inc.	361 681,70 \$	188 074,49 \$	<b>549 756,19 \$</b>

**Lot #7 – Service gendarmerie Sud**

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre de l'auto A.G.R. Inc.	178 308,82 \$	92 720,59 \$	<b>271 029,41 \$</b>

**Lot #8 – PDQ 20, PDQ 21 et Unité Métro**

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre de Service 2010 ENR.	565 906,95 \$	294 271,61 \$	<b>860 178,56 \$</b>

Lot #9 – PDQ 13, PDQ 15, PDQ 16

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Chenier Auto Service Inc.	448 732,48 \$	233 340,89 \$	<b>682 073,37 \$</b>

Lot #11 – Division des ressources matérielles et informationnelles

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre de Service 2010 ENR.	414 029,69 \$	215 295,44 \$	<b>629 325,13 \$</b>

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-12 08:50

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
 Directeur général adjoint  
 Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247428003

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer la première option de renouvellement de l'entente-cadre de douze (12) mois pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud) et autoriser une dépense additionnelle de 1 452 660,62 \$, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec les firmes Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Pneus Ratté Inc., Garage Sylvain Joubert, Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 et Chenier Auto Service Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 041 597,66 \$ à 4 494 258,28 \$ taxes incluses.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

À cet effet, le SMRA a conclu en août 2022 une entente-cadre avec les firmes Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Pneus Ratté Inc., Garage Sylvain Joubert, Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 et Chenier Auto Service Inc., pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud). Dans le but d'atteindre ses objectifs, soit de rendre disponibles les véhicules rapidement, de respecter le Règlement sur la gestion contractuelle et voir à une planification optimale à court et long terme dans le cadre de ses opérations, le SMRA a obtenu des services d'entretien et de réparation de véhicules pour le SPVM. La présente entente-cadre prendra fin le 24 août 2024 et il a été décidé de se prévaloir de la première option de renouvellement pour une période de douze (12) mois, soit du 25 août 2024 au 24 août 2025.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0450 – 25 août 2022 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Centre de l'auto A.G.R. et Centre de Service 2010 pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud), pour une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 1 418 298,21 \$, taxes incluses (contrat : 1 233 302,80 \$ +

contingences : 184 995,41 \$) - Appel d'offres public 21-19042 (4 soum.)

CG22 0097 - 24 février 2022 - Conclure des ententes-cadres avec 9105-1615 Québec Inc. (lot 1) et Midas l'Expert Entretien (lot 5), pour le service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteur Ouest du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 467 396,49 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 21-18983 (2 soum., 1 seul conforme pour chacun des lots 1 et 5)

CE22 0162 - 9 février 2022 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Centre Mécanique Fyx (lot 2), 9248-0896 Québec Inc. (Radiateur Plus) (lot 4) et Garage Deguire Inc. (lot 6) pour le service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteur Ouest du SPVM, pour une durée de vingt-quatre (24) mois avec deux (2) possibilités de prolongation de douze (12) mois - (Montant estimé des ententes : 1 130 034,67 \$, taxes incluses (contrat : 1 076 223,49 \$ + contingence: 53 811,18 \$)) - Appel d'offres public 21-18983 - (8 soumissionnaires)

CG20 0439 - 9 septembre 2020 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, avec Pneus SP Inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 256 354,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18237 (1 soum.) (Secteur Nord-Est)

CG17 0340 - 24 août 2017 : Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, avec Lacbus de l'automobile Inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers du Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15595 (1 soum.) (Secteur Sud-Ouest)

CE16 0293 - 24 Février 2016 : Accorder un contrat à "Pneus SP Inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour offrir un service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de vingt-quatre mois, avec possibilité de prolongations, pour une somme maximale de 293 365,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14345 - 8 soumissionnaires (Secteur Nord-Est)

## DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA a conclu une entente-cadre pour des services sur demande d'entretien et de réparation mécanique sur des automobiles du SPVM. Chaque demande de prolongation de contrat sera soumise aux instances pour fin d'approbation.

### Option de renouvellement

Il est mentionné dans les documents d'appel d'offres du contrat qu'à son expiration, celui-ci peut être renouvelé pour deux (2) période(s) additionnelle(s) de douze (12) mois chacune. Les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont augmentés de deux pour cent (2%) pour la période visée par le renouvellement.

Les firmes Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Pneus Ratté Inc., Garage Sylvain Joubert, Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 et Chenier Auto Service Inc. ont été avisées par une lettre de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ce renouvellement, en vertu des dispositions du contrat (copie des lettres en pièce jointe au présent sommaire décisionnel).

## JUSTIFICATION

Conformément aux documents d'appel d'offres n<sup>o</sup> 21-19042, le contrat peut être renouvelé

pour deux (2) période(s) additionnelles de douze (12) mois chacune. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la première option de renouvellement, et ce, selon les termes et conditions stipulés dans le contrat. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement à la seule discrétion de la Ville, et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le contrat.

Les raisons nous incitant à recommander l'exercice de l'option de renouvellement sont principalement :

- la poursuite d'une saine gestion contractuelle;
- l'opportunité de profiter des prix obtenus lors de l'appel d'offres;
- la qualité du service rendu par les fournisseurs actuels.

#### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation.

Montants totaux de l'option de renouvellement :

#### Secteur Nord Est

##### Lot #1 – PDQ 26

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre Beaumont pneus et mécanique	260 052,75 \$	135 227,43 \$	<b>395 280,18 \$</b>

##### Lot #3 – Service gendarmerie Est

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Pneus Ratté Inc.	361 681,70 \$	188 074,49 \$	<b>549 756,19 \$</b>

##### Lot #4 – PDQ 42, PDQ 46 et Identification judiciaire

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Pneus Ratté Inc.	271 136,20 \$	140 990,82 \$	<b>412 127,02 \$</b>

##### Lot #5 – PDQ 23, Sécurité routière et Patrouilles spécialisées

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Garage Sylvain Joubert	293 729,50 \$	152 739,34 \$	<b>446 468,84 \$</b>

### Secteur Sud

#### Lot #7 – Service gendarmerie Sud

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre de l'auto A.G.R. Inc.	178 308,82 \$	92 720,59 \$	<b>271 029,41 \$</b>

#### Lot #8 – PDQ 20, PDQ 21 et Unité Métro

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre de Service 2010 ENR.	565 906,95 \$	294 271,61 \$	<b>860 178,56 \$</b>

#### Lot #9 – PDQ 13, PDQ 15, PDQ 16

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Chenier Auto Service Inc.	448 732,48 \$	233 340,89 \$	<b>682 073,37 \$</b>

#### Lot #11 – Division des ressources matérielles et informationnelles

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Centre de Service 2010 ENR.	414 029,69 \$	215 295,44 \$	<b>629 325,13 \$</b>

Les adjudicataires, Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Pneus Ratté Inc., Garage Sylvain Joubert, Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 et Chenier Auto Service Inc., s'engagent à honorer le contrat pour douze (12) mois supplémentaires générant une dépense de 1 263 183,15 \$, incluant les taxes.



Une provision pour contingences de 15 %, soit 189 477,47 \$, incluant les taxes, a été ajoutée à titre de provision pour contingences pour pallier les éventuels imprévus.

La dépense totale à autoriser du renouvellement s'élève à 1 452 660,62 \$, incluant les taxes et contingences.

Il s'agit d'une entente-cadre sans engagement budgétaire ferme. Les achats seront effectués au fur et à mesure des besoins.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité du Plan stratégique Montréal 2030, car il s'agit de service d'entretien sur des véhicules.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La non-approbation de cette entente alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens et services en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité de profiter d'escomptes d'achat et même de ralentir les opérations des unités d'affaires.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Cette entente sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans les rapports des ententes valides du système informatique SIMON.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Renouvellement du 25 août 2024 au 24 août 2025.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

Intervenant et sens de l'intervention

---

Autre intervenant et sens de l'intervention

---

---

## Parties prenantes

Marc-André DESHAIES, Service de l'approvisionnement  
Charles CARON, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Marc-André DESHAIES, 10 juillet 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Leslie Guesley LOISEAU  
Agente de recherche

**Tél :** N/A  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-10

Éric CADOTTE  
Gerant serv.garage <<serv.adm.>>

**Tél :** 514 872-1064  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE  
Directeur de service

**Tél :** N/D  
**Approuvé le :** 2024-07-11

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247428002

Unité administrative responsable : 33 - *Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*

Projet : Exercer la première option de renouvellement de l'entente-cadre de douze (12) mois pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du SPVM (Secteur Nord Est et Secteur Sud) et autoriser une dépense additionnelle de 1 452 660,62 \$, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec les firmes Centre Beaumont Pneus et Mécanique, Pneus Ratté Inc., Garage Sylvain Joubert, Centre de l'auto A.G.R., Centre de Service 2010 et Chenier Auto Service Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 041 597,66 \$ à 4 494 258,28 \$ taxes incluses.

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?		X	
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S/O			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? S/O			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b>			X
• Respect et protection des droits humains			
• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			
b. <b>Équité</b>			X
• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			
c. <b>Accessibilité universelle</b>			X
• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# Montréal

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 23 mai 2024

Monsieur Jean Duchesneau  
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET MECANIQUE  
4025 rue Jean-Talon Ouest  
Mont-Royal (Québec) H4P 1W5

Courriel : [jduchesneau@centrebeaumont.com](mailto:jduchesneau@centrebeaumont.com)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 21-19042  
Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et  
Sud du SPVM – Lot 1 PDQ-26**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 25 août 2024 au 24 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

JEAN DUCHESNEAU 31/05/24  
Nom en majuscules et signature Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Renée Veillette pour  
Marc-André Deshaies  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca)

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 24 mai 2024

Monsieur Pierre Mc Duff  
PNEUS RATTE INC.  
83012 Boul. métropolitain Est  
Montréal (Québec) H1J 1K1

Courriel : [pierre.mcduff@pneusratte.com](mailto:pierre.mcduff@pneusratte.com)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 21-19042  
Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et  
Sud du SPVM – Lot 3 et Lot 4 PDQ-42, PDQ-46**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 10 août 2024 au 9 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : *Pete McDuff* \_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature Date

Je refuse le renouvellement : \_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature Date

Renée Veillette pour  
Marc-André Deshaies  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca)


**RE: Demande pour renouvellement de contrat – 21-19042 - Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et Sud du SPVM – Lot 3 et Lot 4 PDQ-42, PDQ-46**

Pierre McDuff <pierre.mcduff@pneusratte.com>

Mar 28/05/2024 12:23

À : Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>; Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>

Cc : Francis Garneau <Francis.Garneau@pneusratte.com>; Romain Galinier <romain.galinier@pneusratte.com>

 1 pièces jointes (123 Ko)

Lot 3-4 - Renouvellement Contrat - Pneus Ratte inc.pdf;

**ATTENTION:** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour,

Voici le document signé pour le renouvellement / extension du contrat pour le lot 3-4. Je ne suis pas capable de mettre la date sur le document, mais signé électroniquement.

Laissez-moi savoir si vous avez besoin de plus d'informations ou si tout est conforme.

Merci

**Pierre McDuff**

Directeur - Succursale de Métropolitain

Manager - Métropolitain Branch

 514 351-5066 poste/ext. 21502

 438 864-2844

[pneusratte.com](http://pneusratte.com)



*Ce courriel et toute information qui y est jointe sont confidentiels et peuvent être assujettis au secret professionnel. Si vous l'avez reçu par inadvertance, détruisez-le et communiquez avec nous.*

*This e-mail and any information attached to it are confidential and may be subject to professional secrecy. If you have received it inadvertently, please destroy it and contact us.*

**De :** Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>

**Envoyé :** 24 mai 2024 13:53

**À :** Pierre McDuff <pierre.mcduff@pneusratte.com>

**Cc :** Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>

**Objet :** Demande pour renouvellement de contrat – 21-19042 - Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et Sud du SPVM – Lot 3 et Lot 4 PDQ-42, PDQ-46

Vous ne recevez pas souvent de courriers de la part de [renee.veillette@montreal.ca](mailto:renee.veillette@montreal.ca). [Découvrez pourquoi cela est important](#)

**ATTENTION** : Ce courriel provient de l'extérieur de l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens et n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

Bonjour monsieur Pierre,

Vous trouverez ci-joint votre lettre en lien avec l'appel d'offres cité en objet.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec moi par courriel.

Cordialement,

**Renée Veillette** - travail en mode **hybride**,

Agente d'approvisionnement niveau 2

Service de l'approvisionnement

Direction- Acquisition

Division- Acquisition

Section - Matériel Roulant, Concertation et Espace pour la vie

**Montréal** 

255, boul. Crémazie Est, bureau 410.12

Montréal, (Québec), H2M 1L5

✉ : [renee.veillette@montreal.ca](mailto:renee.veillette@montreal.ca)

Téléphone IP : 514 872-1057

---

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.



Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 23 mai 2024

Monsieur Sylvain Joubert  
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT  
1955 rue Viau  
Montréal (Québec) H1V 3H2

Courriel : [garagesj@mediaweb.ca](mailto:garagesj@mediaweb.ca)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 21-19042  
Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et  
Sud du SPVM – Lot 5 PDQ-23**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 10 août 2024 au 9 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

\* Sylvain Joubert   
Nom en majuscules et signature

27-5-2024  
Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Renée Veillette pour  
Marc-André Deshaies  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca)



# Montréal

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 23 mai 2024

Monsieur François Bussière  
CENTRE DE L'AUTO A.G.R. INC.  
1205 rue de l'Église  
Montréal (Québec) H4G 2P1

Courriel : [frankbussiere@hotmail.com](mailto:frankbussiere@hotmail.com)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 21-19042  
Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et  
Sud du SPVM – Lot 7**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 25 août 2024 au 24 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

*FRANÇOIS BUSSIÈRE*

Nom en majuscules et signature

Date

*27 mai 2024*

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature

Date

Renée Veillette pour  
Marc-André Deshaies  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca)

LN91Fbssp



Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 23 mai 2024

Messieurs Jérôme Pelletier, Christian Côté  
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.  
5135 Avenue Papineau,  
Montréal (Québec) H2H 1W1

Courriel : [mjplex@hotmail.com](mailto:mjplex@hotmail.com), [immocote@outlook.com](mailto:immocote@outlook.com), [centreservice2010@videotron.ca](mailto:centreservice2010@videotron.ca)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 21-19042  
Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et  
Sud du SPVM – Lot 8 PDQ-20, PDQ21, Unité Métro et Lot 11 Division des  
ressources matérielles et informationnelles**

Monsieur,

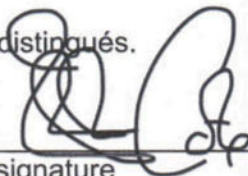

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 25 août 2024 au 24 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca) **au plus tard le 31 mai 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :	CHRISTIAN CÔTÉ 	<u>23/05:2024</u>
	Nom en majuscules et signature	Date
<i>Accepté</i>		
<del>Je refuse le renouvellement :</del>	JÉRÔME PELLETIER 	<u>27/05/2024</u>
	Nom en majuscules et signature	Date

Renée Veillette pour  
Marc-André Deshaies  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca)

LN91Fbssp

Supprimer Archiver Signaler Répondre Répondre à tous Transférer Zoom Lu / non lu Catégoriser

Imprimer Fermer

## RE: Demande pour renouvellement de contrat - 21-19042 - Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et Sud du SPVM - Lot 8 PDQ-20, PDQ21, Unité Métro et Lot 11

jerome pelletier <mjplex@hotmail.com>

Lun 27/05/2024 16:42

À : Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>

Cc : Immocote@outlook.com <Immocote@outlook.com>; Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>

1 pièces jointes (469 Ko)

renouvellement accepte.pdf;

**ATTENTION:** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Mme Renée, pour être certain voici la bonne version du document, nous acceptons le renouvellement avec grand plaisir. (Je n'avais pas signé au bon endroit)

Merci

Jerome Pelletier

W.W.P. inc

RONA store#07430

1473 Laurier Est, Mtl

514-966-1116

418-808-4331

---

**De :** Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>

**Envoyé :** 27 mai 2024 08:47

**À :** jerome pelletier <mjplex@hotmail.com>

**Objet :** Réponse automatique : Demande pour renouvellement de contrat - 21-19042 - Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et Sud du SPVM - Lot 8 PDQ-20, PDQ21, Unité Métro et Lot 11

Bonjour, je suis présentement absente et serai de retour mardi le 28 mai.

Pour assistance immédiate sur les dossiers en cours, veuillez communiquer avec le substitut du dossier et, si celui est absent, vous pouvez communiquer par courriel, avec mon gestionnaire M. Denis Leclerc, [denis.leclerc@montreal.ca](mailto:denis.leclerc@montreal.ca)

Si la demande est non urgente, laisser moi un message et elle sera traité à mon retour.

Merci et bonne journée

---

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.



Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 3 juin 2024

Monsieur Gilles Chenier  
CHENIER AUTO SERVICE INC.  
1130 rue de l'Église  
Verdun (Québec) H4G 2N5

Courriel : [chenierauto@bellnet.ca](mailto:chenierauto@bellnet.ca)

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 21-19042  
Service d'entretien et réparation mécanique de véhicules secteurs Nord Est et  
Sud du SPVM – Lot 9 PDQ-13, PDQ15, PDQ-16**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 10 août 2024 au 9 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca) **au plus tard le 6 juin 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

GILLES CHENIER Gilles Chenier 3 juin 2024  
Nom en majuscules et signature Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature Date

Marc-André Deshaies  
Agent d'approvisionnement II

Courriel : [marc-andre.deshaies@montreal.ca](mailto:marc-andre.deshaies@montreal.ca)

LN91Fbssp



**Dossier # : 1249741001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service de l'expertise en enquêtes criminelles , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Dépannage, remorquage et remisage des véhicules
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder 1 contrat d'exclusivité au soumissionnaire Remorquage Météor inc., pour le contrat de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour une période de 2 ans avec option de prolongation de 2 ans, pour une somme de maximale de 583 101,46 \$, taxes incluses - Appel d'offres 24-20541 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire, pour une période de 2 ans, ainsi que la possibilité de 2 ans d'option, pour le remorquage et l'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour l'intégralité de l'île de Montréal, pour la somme maximale indiquées, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20541.

Soumissionnaire	Secteur	Montant (taxes incluses)
Remorquage Météor inc.	Île de Montréal	583 101,46 \$

2. de procéder à une évaluation du rendement de Remorquage Météor inc.

3. d'imputer ces dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-29 08:50

**Signataire :** Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1249741001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service de l'expertise en enquêtes criminelles , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Dépannage, remorquage et remisage des véhicules
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder 1 contrat d'exclusivité au soumissionnaire Remorquage Météor inc., pour le contrat de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour une période de 2 ans avec option de prolongation de 2 ans, pour une somme de maximale de 583 101,46 \$, taxes incluses - Appel d'offres 24-20541 (1 soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le remorquage et l'entreposage de véhicules pour expertise judiciaire sont sous la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le SPVM désire se prévaloir d'un contrat de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour le territoire de l'agglomération de Montréal. Il importe de prendre en compte que la ville de Montréal peut accorder à l'adjudicataire le droit exclusif d'exercer des activités de remorquage et d'entreposage des véhicules nécessitant une expertise judiciaire. Ce droit d'exclusivité signifie que seul l'adjudicataire détenant ledit contrat peut remorquer et entreposer un véhicule visé par le présent contrat, et ce, pour le secteur désigné, sous réserve des exceptions prévues au présent contrat.

L'appel d'offres public 24-20541 a été publié le 29 mai 2024 dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO). La publication s'est échelonnée sur une période de vingt (20) jours calendriers, soit du 29 mai au 17 juin 2024. Cet appel d'offres avait pour objectif d'octroyer 1 contrat de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire

Durant la période de sollicitation, 2 addenda ont été émis pour répondre à certaines questions des preneurs du cahier de charge.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0494 - 21 septembre 2023 - Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois

pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2023 au 30 septembre 2024, du contrat d'exclusivité de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire à la compagnie Remorquage Météor inc.

CG21 0620 - 30 septembre 2021 - Accorder à Remorquage Météor inc. un contrat d'exclusivité pour le remorquage et l'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire, pour une période de deux ans avec option de prolongation de deux ans, pour une somme de maximale de 620 497,08 \$, taxes incluses - Appel d'offres 21-18780 (2 soum.).

CG17 0012 - 26 janvier 2017 - Accorder des contrats d'exclusivité à Remorquage Burstall Conrad inc., Remorquage Météor inc. et Remorquage Longueuil inc. pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit pour le territoire de l'île de Montréal, pour une période de vingt-quatre mois - Appel d'offres 15-14809 (7 soum.)

## **DESCRIPTION**

Les services de remorquage consistent principalement à déplacer tout véhicule nécessitant une expertise judiciaire et à le transporter à la fourrière de l'adjudicataire ou à l'endroit déterminé par l'officier responsable, ainsi qu'à effectuer tout remorquage requis par le SPVM. L'adjudicataire doit également retirer de la voie publique les débris et objets rattachés au véhicule, si nécessaire.

Les services de fourrière consistent à conserver, entreposer et dans certaines cas de déplacer des véhicules remorqués à la demande du SPVM. Les quantités indiquées sur le bordereau de prix sommaire sont basées sur une estimation des besoins opérationnels. Ces prévisions peuvent varier en cours de contrat.

Le présent dossier vise à accorder 1 contrat au plus bas soumissionnaire conforme pour le remorquage et l'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire. Le secteur concerné par ce service cible l'intégralité de l'île de Montréal et certains déplacements extérieurs à celle-ci, à la demande du SPVM.

## **JUSTIFICATION**

Le contrat a pour objet d'une part, de fournir un service exclusif de récupération et remorquage de véhicule ayant besoin d'une expertise judiciaire pour le SPVM, permettant ainsi le déplacement contrôlé d'éléments pouvant servir de preuve judiciaire dans des poursuites criminelles. D'autre part, l'adjudicataire doit également fournir un service de fourrière pour l'entreposage des véhicules remorqués.

De surcroît, l'adjudicataire doit offrir des services de remorquage de bateaux ou d'embarcation de plaisance et tout autre véhicule. D'autres services complémentaires listés en annexe A sont également inclus dans le contrat.

Le contrat qui est prévu pour une durée de 2 ans avec option de prolongation de 2 ans, sera effectif dès la signature de la résolution du Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

### **PRENEURS DU CAHIER DE CHARGE (4):**

Remorquage Centre-Ville Inc.  
Remorquage Kar-Pro (2015) Inc.  
Remorquage Météor inc.  
Remorquage PDR 2011 Inc.

### **ENTREPRISES AYANT SOUMISSIONNÉ (1):**

Remorquage Météor inc.

Le soumissionnaire est conforme. Aucune entreprise n'ayant pas réussi l'enquête de sécurité du SPVM lors d'un précédent appel d'offres n'a transmis de soumission.



### Octroi au plus bas soumissionnaire conforme :

SOUSSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Remorquage Météor inc.	581 101,46 \$	0.00\$	581 101,46 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	1 113 547,82 \$	0.00\$	1 113 547,82 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme - estimation)			(532 446,36 \$)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100]			(47,82%)

Il est à noter que la différence de prix de chaque item entre le soumissionnaire et l'estimation varient entre 7\$ et 107\$ . Le fait aussi que le remisage de véhicules de 3000 kg ou moins, pour une quantité maximale de 11 700 jours de remisages varie entre 15\$ et 33\$ l'unité. Cette comparaison justifie un écart à la baisse de 210 600 \$.

Ce contrat est visé par la Loi de l'intégrité en matière de contrats publics. En date du 28 mai 2024, le nom de l'entreprise Météor Inc. figurait au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) de l'AMP. Le fournisseur n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni à liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

L'octroi de ce contrat permettra au SPVM d'œuvrer de façon efficiente aux activités de remorquage puisque les acteurs du processus d'appel d'offres ont une expérience indéniable. De plus ce contrat permet que l'entreprise et leurs employés aient une enquête d'accréditation sécuritaire.

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000 \$, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Une grille tarifaire est prévue au contrat.

L'estimation initiale était de 1 113 547,82 \$ (taxes incluses) pour les quantités requises.

Chaque année d'option représente un montant maximal de 290 550,73 \$ (taxes incluses) selon les quantités prévisionnelles. Sujet à changement sans préavis selon le % d'augmentation prévu lors de la révision des prix sur la réglementation des tarifs du remorquage RCG 22-037.

Les crédits budgétaires nécessaires pour les dépenses du SPVM sont prévus dans son budget de fonctionnement.

Ce dossier présente un impact net nul sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Aucune contingence applicable au contrat.

Ces dépenses sont assumées à 100% par l'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce contrat permet que les entreprises et leurs employés aient une enquête d'accréditation sécuritaire, tout en établissant une tarification applicable quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif: 7 août 2024  
Conseil municipal: 19 août 2024  
Conseil d'agglomération : 22 août 2024

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stephane ALLARD)

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Pierre ST-HILAIRE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-12

Josee DUSSAULT  
prepose(e) au soutien administratif

**Tél :** 514-280-3165  
**Télécop. :**

Jean-Michel SYLVESTRE  
inspecteur(-trice)-chef police

**Tél :** 514-280-6959  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Marc CHARBONNEAU  
Directeur adjoint  
**Tél :** 514 280-2602  
**Approuvé le :** 2024-07-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Fady DAGHER  
directeur(-trice) de service - police  
**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249741001

Unité administrative responsable : Service de police d Montréal, Direction des enquêtes criminelles, Service spécialisé en enquêtes criminelles

Projet : Accorder un (1) contrat d'exclusivité d'une durée de deux ans avec option de prolongation de deux années pour le service de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire. Le secteur concerné par ce service cible l'intégralité de l'île de Montréal et certains déplacements extérieurs à celle-ci, à la demande du SPVM.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? <i>Le principal résultat est de faire un travail efficace en soutien aux opérations d'enquêtes ce qui permet à la section des enquêtes criminelles de fournir les éléments supplémentaires de preuve, afin de résoudre les dossiers et ainsi sécuriser le territoire et les citoyens</i>			

## Section B - Test climat

<i>Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses</i>		<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>				
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>								<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?								<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?								<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

<i>Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses</i>		<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>				
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>								<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?								<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

---

**ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP**

*(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)*

## **Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter**

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS

### **Direction de l'intégrité**

Autorité des marchés publics

T. 1 888 335-5550

525, boulevard René-Lévesque Est, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.25, Québec  
(Québec) G1R 5S9

[direction.lcop@amp.quebec](mailto:direction.lcop@amp.quebec)

**Dossier # : 1249741001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service de l'expertise en enquêtes criminelles , -
<b>Objet :</b>	Accorder 1 contrat d'exclusivité au soumissionnaire Remorquage Météor inc., pour le contrat de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour une période de 2 ans avec option de prolongation de 2 ans, pour une somme de maximale de 583 101,46 \$, taxes incluses - Appel d'offres 24-20541 (1 soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20541 - TCP.pdf 24-20541 PV.pdf 24-20541\_DetCah.pdf 24-20541\_Intervention.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stephane ALLARD  
Agent d'approvisionnement niveau 2  
**Tél :** 514-872-1000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Etienne LANGLOIS  
Chef de Section - Direction Acquisition  
**Tél :** 514 838-4519  
**Division :** Service Approvisionnement

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Remorquage Météor Inc	583 101,46 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	N/A

### Information additionnelle

4 soumissionnaires ont acheté le cahier des charges. 1 soumissionnaire a déposé une offre. 1 soumissionnaire a retourné le "formulaire de non-participation". Raison invoquée : ne détient pas l'aurisation de contracter de l'AMP. 2 addendas ont été publiés (nouvelle adresse du bureau du greffe et questions-réponses). Le total entre le "PV - 518 543,01\$" et le "TCP - 583 101,46\$" est différent et voici les raisons: le bordereau de prix a 2 onglets, "soumission sommaire" et "soumission détaillée". Le soumissionnaire à seulement inclus 1 page de l'onglet "soumission sommaire" alors qu'il y a 2 pages. Il manquait donc le prix de certains articles ainsi le calcul des taxes qui donne le montant total. Le soumissionnaire à corrigé la situation en soumettant le bordereau de prix (Excel et PDF).

Préparé par :  Le  -  -



**No de l'appel d'offres**  
24-20541

**Agent d'approvisionnement**  
Stéphane Allard

**Conformité**

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
<b>Remorquage Météor</b>									507 155,00 \$	583 101,46 \$
<b>Total (Remorquage Météor)</b>		0	0						<b>507 155,00 \$</b>	<b>583 101,46 \$</b>



Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

**⚠** Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20541  
**Numéro de référence:** 1853915  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Service de remorquage et de remisage exclusif de véhicules pour expertise judiciaire  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

4 résultats

Résultats 1 à 4

Trier par

Nombre par page

1

REMORQUAGE MÉTÉOR INC. 9405, boul. St-Michel Montréal QC CAN H1Z4G9	Non diffusé	173527Nathalie Landry Téléphone: 5143840239 Courriel: <a href="mailto:n.landry@meteor.ca">n.landry@meteor.ca</a>	0 2024-05-29 13:49	63394 - 24-20541_Addenda1_Nouvelle_Adresse_Greffe Devis 2024-06-04 à 09:37 - Téléchargement
20000489 - 24-20541_Addenda2_Quest_Rép Devis 2024-06-12 à 10:40 - Courriel				
Mode privilégié (plan): Courriel				
REMORQUAGE KAR-PRO (2015) INC. 2205 chemin St-Francois Dorval QC CAN H9P1K3	Non diffusé	Collin Charron Téléphone: 5147815489 Courriel: <a href="mailto:info@kar-pro.ca">info@kar-pro.ca</a>	0 2024-05-29 15:50	63394 - 24-20541_Addenda1_Nouvelle_Adresse_Greffe Devis 2024-06-04 à 09:37 - Téléchargement
20000489 - 24-20541_Addenda2_Quest_Rép Devis 2024-06-12 à 10:40 - Courriel				
Mode privilégié (plan): Courriel				
REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC. 5590 Boulevard Monk Montréal QC CAN H4C3R8	Non diffusé	Carlos Ferraria Téléphone: 5149323494 Courriel: <a href="mailto:info@remorquagecentreville.com">info@remorquagecentreville.com</a>	0 2024-05-30 14:04	63394 - 24-20541_Addenda1_Nouvelle_Adresse_Greffe Devis 2024-06-04 à 09:37 - Téléchargement
20000489 - 24-20541_Addenda2_Quest_Rép Devis 2024-06-12 à 10:40 - Courriel				
Mode privilégié (plan): Messagerie				
REMORQUAGE PDR 2011 INC. 3990, local 4, boul.Dagenais Ouest Laval QC CAN H7R1L2	Non diffusé	Patrick Fréchette Téléphone: 4506615858 Courriel: <a href="mailto:pfrechette@remorquagepdr.ca">pfrechette@remorquagepdr.ca</a>	0 2024-05-30 10:15	63394 - 24-20541_Addenda1_Nouvelle_Adresse_Greffe Devis 2024-06-04 à 09:37 - Télécopieur

---

20000489 - 24-20541\_Addenda2\_Quest\_Rép  
Devis  
2024-06-12 à 10:40 - Courriel

---

Mode privilégié (plan): Messagerie

---

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2024

Dossier # : 1249741001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service de l'expertise en enquêtes criminelles , -
<b>Objet :</b>	Accorder 1 contrat d'exclusivité au soumissionnaire Remorquage Météor inc., pour le contrat de remorquage et d'entreposage de véhicules nécessitant une expertise judiciaire pour une période de 2 ans avec option de prolongation de 2 ans, pour une somme de maximale de 583 101,46 \$, taxes incluses - Appel d'offres 24-20541 (1 soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



1249741001 - Remorquage Météor inc.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre ST-HILAIRE  
Conseiller budgétaire

**Tél :** 438 822-0341

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-25

Line DESJARDINS  
chef(fe) d'équipe - conseil et soutien financiers

**Tél :** 438 349-2262

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (SPVM)



**Dossier # : 1247432002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à XO Construction inc. pour, notamment, la réfection des systèmes de ventilation d'air et le renforcement de la structure des ateliers Viau (0246) - Dépense totale de 23 397 642,45 \$, taxes incluses (contrat : 17 998 186,50 \$ + contingences : 3 599 637,30 \$ + incidences : 1 799 818,65 \$) - Appel d'offres public IMM-15929 - deux (2) soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à XO Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de la réfection des systèmes de ventilation d'air des ateliers Viau bâtiment situé au 2269, rue Viau, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 17 998 186,50 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15929;
2. d'autoriser une dépense de 3 599 637,30 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 1 799 818,65 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de XO Construction Inc.;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 11:33

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général

Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1247432002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à XO Construction inc. pour, notamment, la réfection des systèmes de ventilation d'air et le renforcement de la structure des ateliers Viau (0246) - Dépense totale de 23 397 642,45 \$, taxes incluses (contrat : 17 998 186,50 \$ + contingences : 3 599 637,30 \$ + incidences : 1 799 818,65 \$) - Appel d'offres public IMM-15929 - deux (2) soumissionnaires

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les ateliers Viau, situés au 2269, rue Viau, ont été acquis en 2004 et ont subi un réaménagement afin d'accueillir le service du matériel roulant et des ateliers (SMRA). Ils logent des fonctions centralisées d'entretien et réparation de la Ville : garage d'entretien de véhicules lourds, légers et des véhicules d'urgences du service d'incendie de Montréal, ateliers de soudure et de ferblanterie et locaux administratifs du SMRA. Depuis son acquisition, le bâtiment n'a pas fait l'objet de rénovation majeure des systèmes mécaniques. Les installations nécessitent une mise aux normes majeure des systèmes d'extraction des gaz ainsi que des systèmes de traitement de l'air afin de répondre aux normes de la CNESST. L'appel d'offres public IMM-15929, publié le 21 mai 2024 dans le journal Le Devoir, ainsi que sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de quarante-quatre (44) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leurs soumissions. Les soumissions sont valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 23 octobre 2024. Onze (11) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addendas	Dates d'émission	Descriptions	Impacts monétaires
01	06-06-2024	Ajout de visite pour les soumissionnaires.	Non
02	11-06-2024	Ajout des annexes en formulaire à compléter.	Non
03	11-06-2024	Modification des plans et devis en mécanique, structure et électrique.	Oui
04	14-06-2024	Modifications aux plans d'architecture.	Oui
05	14-06-2024	Ajout - rapport géotechnique.	Oui
06	17-06-2024	Modification de la séquence et des équipements	Oui

		de contrôle.	
07	18-06-2024	Modification des critères des équipements de captations de gaz à la source.	Oui
08	18-06-2024	Report de la date d'ouverture au 25 juin 2024.	Non
09	20-06-2024	Ajout de détails sur la spécification des unités de traitement d'air. Modification des panneaux électriques.	Oui
10	20-06-2024	Report de la date d'ouverture au 4 juillet 2024.	Non
11	21-06-2024	Ajout d'un addenda en structure pour l'ajout de détails.	Oui

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 0898 - 22 août 2023 - Accorder un contrat à l'équipe formée par les firmes Bouthillette Parizeau inc. et Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C., pour la fourniture de services professionnels en ingénierie et en architecture pour le projet de remplacement des systèmes de captation des gaz et la ventilation des ateliers Viau situés au 2269, rue Viau, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, pour une période de quatre ans, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 694 485,68 \$, taxes incluses (contrat : 516 730,42 \$ + contingences : 103 346,08 \$ + incidences : 74 409,18 \$) - Appel d'offres public 23-19867 (1 seul soum.)

CE23 1053 - 21 juin 2023 - Approuver la résiliation du contrat octroyé par le comité exécutif du 4 novembre 2020 par la résolution CE20 1689, à la firme Bouthillette Parizeau inc. pour la fourniture de services professionnels pour la conception de plans et devis et la surveillance des travaux de remplacement des systèmes de captation de gaz à la source et des systèmes de ventilation des Ateliers Viau, situés au 2269, rue Viau, dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, conformément à l'appel d'offres public 20-18317.

CE20 1689 - 4 novembre 2020 - Octroyer un contrat à la firme Bouthillette Parizeau inc. ayant obtenu le plus haut pointage final, pour des services professionnels en ingénierie pour les travaux de remplacement des systèmes de captation de gaz à la source et des systèmes de ventilation des Ateliers Viau, situés au 2269, rue Viau, Montréal QC, H1V 3H8, dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, au prix de sa soumission, soit au montant maximal de 252 887,51 \$ - appel d'offres public 20-18317 (2 soumissionnaires conformes).

## DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à la firme XO Construction inc. pour l'exécution des travaux de réfection des systèmes de ventilation de l'Atelier Viau.

Les travaux consistent notamment en :

- Le remplacement des systèmes de captation d'air vicié;
- Le remplacement des équipements de ventilation de la bâtisse;
- Le renforcement de la structure;
- Le remplacement des systèmes d'intercepteur d'huile;
- L'aménagement d'un mur écran entre le secteur de la métallurgie et le garage du service d'incendie de Montréal;
- L'aménagement d'un nouvel escalier d'accès aux équipements de toit;
- L'aménagement de passerelles d'accès au toit pour les équipements;
- Toute autre intervention demandée aux documents du contrat.

Un budget de contingences de 20 % (3 599 637,30 \$) du montant du contrat est réservé pour répondre aux imprévus de chantier.

Un budget de 10 % (1 799 818,65 \$) est prévu aux incidences du contrat.



## JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 21 mai 2024, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. L'association de la construction (ACQ) a acheté les documents à titre informatif. Sur les sept (7) preneurs de cahier de charge, deux (2) preneurs du cahier des charges ont déposé leur soumission, ce qui représente 28,57 % du nombre. Les firmes n'ayant pas déposé de soumissions n'ont pas répondu à nos demandes pour nous aviser des raisons de leur désistement.

L'analyse de la conformité des soumissions a révélé que les deux (2) soumissionnaires sont conformes.

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>XO Construction inc.</b>	17 998 186,50 \$	3 599 637,30 \$	21 597 823,80 \$
Procova inc.	21 373 852,50 \$	4 274 770,50 \$	25 648 623,00 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	15 312 428,00 \$	3 062 485,60 \$	18 374 913,60 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			2 685 758,50 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			17,54 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			3 375 666,00 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			18,76 %

Le montant des soumissions et de l'estimation comprend les taxes applicables.

L'estimation finale a été élaborée par Bouthillette Parizeau inc., professionnel qui a préparé les plans et devis. L'écart à la hausse entre la plus basse soumission et l'estimation fournie par les professionnels, incluant les addendas, est de 17,54 %. Les écarts se situent principalement aux niveaux suivants :

- Mécanique, avec un écart à hauteur de 2 347 867,68 \$. Cet écart peut s'expliquer par la variation de coût des unités de traitement d'air entre les divers fabricants puisque le montant estimé par le deuxième plus bas soumissionnaire à un écart de 1 222,00 \$ avec XO Construction inc.;
- Conditions générales, avec un écart à hauteur de 524 137 \$. Cet écart est principalement associé à l'article des frais généraux de chantier qui englobe l'administration et le profit. Cela peut être justifié par une volonté de XO Construction inc. d'être compétitif dans le marché.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le deuxième plus bas soumissionnaire est de 18,76 %. Les écarts se situent principalement aux niveaux suivants :

- Conditions générales, avec un écart à hauteur de 1 167 000,00 \$. Cela peut être justifié par une volonté de XO Construction inc. d'être compétitif dans le marché;
- Structure, avec un écart à hauteur de 1 462 000,00 \$. Cet écart peut s'expliquer par un coût à la tonne différent de l'acier et qui est le principal facteur d'impact sur le coût des travaux de structure.

L'analyse des soumissions effectuée par la firme Bouthillette Parizeau démontre que XO Construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent en conséquence d'octroyer le contrat à cette firme.

L'entreprise XO Construction inc. :

- N'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'a pas de restriction imposée sur sa licence de la régie du bâtiment du Québec (RBQ) (contrat de construction);
- N'est pas rendue non conforme en vertu du règlement de la gestion contractuelle (RGC);
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant;
- Détiens une attestation de l'autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 29 mai 2025.

Ce contrat de construction étant d'une valeur supérieure à 1 000 000 \$, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale est de 23 397 642,46 \$, taxes incluses, correspondant à la somme du montant total du contrat à octroyer, du budget de contingences et du budget des incidences.

Détail de la dépense totale :

- Le coût total du contrat est de 17 998 186,50 \$ taxes incluses;
- Le budget des contingences est de 3 599 637,30 \$, taxes incluses, soit 20 % du coût du contrat;
- Le budget des incidences est de 1 799 818,65 \$, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Le coût des travaux est prévu au programme décennal d'immobilisation PDI 2023-2032 du Programme de protections des bâtiments industriels (66460) de la Ville centre à hauteur de 64,62 % et bénéficie du programme de subvention Plan pour une économie verte - décarbonation des Immeubles Municipaux (PEV-DIM) du gouvernement du Québec. Il sera remboursé à hauteur de 34 %.

Cette dépense sera assumée en partie par l'agglomération, parce qu'elle concerne l'entretien des véhicules de la sécurité publique (article 19 paragraphe 8b) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

La dépense est prévue au programme 66460 et répartie comme suit :

- 50,1 % par l'agglomération dans le règlement d'emprunt RCG 22-028 pour un montant de 11 722 218,87 \$, taxes incluses;
- 49,9 % par la Ville centre dans le règlement d'emprunt 22-037 pour un montant de 11 675 423,59 \$, taxes incluses.

Les prévisions de décaissements (taxes incluses) sont les suivantes :

Projet investi	2024	2025	2026
66460 - Programme de protections des	2 099 309 \$	19 826 802 \$	1 471 531 \$

bâtiments industriels			
-----------------------	--	--	--

Des incidences générales serviront à couvrir le mobilier et toutes autres expertises ou travaux à exécuter par des tiers.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques, et ne contribue pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit du remplacement des équipements électromécaniques.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard dans l'octroi de ce contrat se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes du projet global et, par conséquent, sur l'offre de services des ateliers Viau.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 16 septembre 2024

Fin du contrat : 16 février 2026

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Sonia RODI)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Étienne BALLER  
Gestionnaire de projet

**Tél :** 514 294-1159  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-11

Jabiz SHARIFIAN  
Directrice - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-893-1820  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-977-6795  
**Approuvé le :** 2024-07-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
directeur(-trice) de service - gestion et  
planification immobilière

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247432002

Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI)*

Projet : *Remplacer les systèmes de captation des gaz à la source et les systèmes de ventilation d'air de l'atelier Viau*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <ul style="list-style-type: none"><li>• Réduire de 55% les émissions de GES sous le niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050</li></ul>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Le remplacement des équipements de ventilation et un réorganisation des contrôles des systèmes permettra une optimisation de la gestion du bâtiment afin de réduire la consommation de gaz naturel pour le chauffage et favorisé la récupération d'énergie du bâtiment.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>		<b>X</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet :		<i>Atelier Viau - Réfection des système de ventilation</i>				
Nom d'ouvrage :		<i>Atelier Viau - Réfection des système de ventilation</i>				
No. D'ouvrage:		246				
No. De contrat :		IMM-15929				
No. Du projet :		IM-PR-19-0037				
No. Du GDD :		1247432002				
Date :		09-juil-24				
Étape :		<i>Octroi de contrat de construction</i>				
		<b>Budget</b>	<b>TPS 5,0 %</b>	<b>TVQ 9,975 %</b>	<b>TOTAL</b>	
		<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	
<b>Contrat</b>	Travaux*		<b>15 654 000,00 \$</b>	<b>782 700,00 \$</b>	<b>1 561 486,50 \$</b>	<b>17 998 186,50 \$</b>
	Contingences de construction	<b>20%</b>	<b>3 130 800,00 \$</b>	<b>156 540,00 \$</b>	<b>312 297,30 \$</b>	<b>3 599 637,30 \$</b>
	<b>Total - Contrat :</b>		18 784 800,00 \$	939 240,00 \$	1 873 783,80 \$	21 597 823,80 \$
<b>Incidences</b>	Incidences	<b>10%</b>	1 565 400,00 \$	78 270,00 \$	156 148,65 \$	1 799 818,65 \$
	<b>Total - Incidences :</b>	<b>10%</b>	<b>1 565 400,00 \$</b>	<b>78 270,00 \$</b>	<b>156 148,65 \$</b>	<b>1 799 818,65 \$</b>
<b>Ristournes</b>	<b>Coût des travaux (Montant à autoriser )</b>		<b>20 350 200,00 \$</b>	<b>1 017 510,00 \$</b>	<b>2 029 932,45 \$</b>	<b>23 397 642,46 \$</b>
	TPS	100%		-1 017 510,00 \$		-1 017 510,00 \$
	TVQ	50%			-1 014 966,23 \$	-1 014 966,23 \$
	<b>Coût après ristourne (Montant à emprunter )</b>					
* prix déposé par le plus bas soumissionnaire						
Rythme prévu des décaissements :		Réalisation complète en 2024				

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** IMM-15929  
**Numéro de référence:** 1849435  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Atelier Viau – Réfection des systèmes de ventilation  
**Organisation:** Ville de Montréal - Gestion et planification Immobilière

8 résultats

Résultats 1 à 8

Trier par

Nombre par page

2


Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
<input type="radio"/> MACOGEP INC. 1255 boulevard Robert-Bourassa, bureau 700 Montréal QC CAN H3B3W1 www.macogep.com	Non diffusé	Gunther Conard Téléphone: 5142239001 Courriel: <a href="mailto:gconard@macogep.com">gconard@macogep.com</a>	0 2024-05-21 06:50	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis 2024-06-06 à 15:35 - Téléchargement <hr/> 20000398 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel <hr/> 20000399 - Addenda 3 Devis 2024-06-11 à 16:40 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:40 - Courriel



Organisation	Diffusion Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
			20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Courriel Devis 2024-06-14 à 11:20 - Courriel
			20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel
			20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Courriel Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
			20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel
			20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
			20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
			20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
			20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Courriel Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel


Organisation	Diffusion Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
			Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> Norgéreq Ltée 4073 rue Saint-Hubert Montréal QC CAN H2L4A7	Non diffusé Mustapha Bakkali Téléphone: 514-596-0476 Courriel: <a href="mailto:m.bakkali@norgereq.com">m.bakkali@norgereq.com</a>	<b>Transaction:</b> <b>(20003039)</b> 2024-06-13 12:15	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis Téléchargement ----- 20000398 - Addenda 2 Devis Téléchargement ----- 20000399 - Addenda 3 Devis Téléchargement Plan Messagerie ----- 20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Messagerie Devis 2024-06-14 à 11:20 - Courriel ----- 20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel ----- 20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Messagerie Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel ----- 20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel ----- 20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel -----

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
<input type="radio"/> Construction MLSR inc. 4922 A boulevard Levesque EST Laval QC CAN H7C1T2	Non diffusé	Maxime Lapointe Téléphone: 5148936501 Courriel: <a href="mailto:ml@constructionmlsr.com">ml@constructionmlsr.com</a>	0 2024-05-27 06:56	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis 2024-06-06 à 15:35 - Téléchargement
				20000398 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20000399 - Addenda 3 Devis 2024-06-11 à 16:40 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:40 - Courriel
				20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Courriel Devis 2024-06-14 à 11:20 - Courriel
				20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Courriel Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
				20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel
				20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
				20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Courriel Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
 GROUPE PLOMBACTION INC. 575 boul Pierre-Roux Est Victoriaville QC CAN G6T1S7	Publique	Cassandra Holmes-Fournier Téléphone: 8197526064 Courriel: <a href="mailto:adjointes@plombaction.com">adjointes@plombaction.com</a>	0 2024-06-05 14:15	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis 2024-06-06 à 15:35 - Téléchargement
				20000398 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20000399 - Addenda 3 Devis 2024-06-11 à 16:40 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:40 - Courriel
				20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Courriel Devis 2024-06-14 à 11:20 - Courriel
				20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel
				20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Courriel Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
				20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel
				20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
				20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel


Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Courriel Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> Ventilation MFC 4000 Boulevard Le Corbusier 201 Laval QC CAN H7L5R2	Non diffusé	Mathieu Francoeur Téléphone: 4506280404 Courriel: <a href="mailto:estimation@ventilationmfc.ca">estimation@ventilationmfc.ca</a>	0 2024-06-04 09:34	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis 2024-06-06 à 15:35 - Téléchargement
				20000398 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20000399 - Addenda 3 Devis 2024-06-11 à 16:40 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:40 - Courriel
				20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Courriel Devis 2024-06-14 à 11:20 - Courriel
				20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel
				20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Courriel Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
				20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
				20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Courriel Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
 PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval QC CAN H7M3B3 <a href="http://www.procova.ca">http://www.procova.ca</a>	Publique	Étienne Archambault Téléphone: 4506683393 Courriel: <a href="mailto:estimation@procova.ca">estimation@procova.ca</a>	0 2024-05-21 14:57	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis 2024-06-06 à 15:35 - Téléchargement
				20000398 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20000399 - Addenda 3 Devis 2024-06-11 à 16:40 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:40 - Messagerie
				20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Messagerie Devis

Organisation	Diffusion Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
			2024-06-14 à 11:20 - Courriel
			20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel
			20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Messagerie Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
			20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel
			20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
			20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
			20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
			20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Messagerie



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
<input type="radio"/> ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal QC CAN H1K4L2 <a href="http://modulec.ca">http://modulec.ca</a>	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143540609 Courriel: <a href="mailto:claveaul@prov.acq.org">claveaul@prov.acq.org</a>	0 2024-05-20 09:34	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis 2024-06-06 à 15:35 - Téléchargement
				20000398 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20000399 - Addenda 3 Devis 2024-06-11 à 16:40 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:40 - Courriel
				20001111 - Addenda 4 Plan 2024-06-14 à 11:20 - Courriel Devis 2024-06-14 à 11:20 - Courriel
				20001139 - Addenda 5 Devis 2024-06-14 à 12:05 - Courriel
				20001295 - Addenda 6 Plan 2024-06-17 à 08:45 - Courriel Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
				20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel
				20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
				20002076 - Addenda 9

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Courriel Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
 XO Construction Inc. 380 Dagenais Est, Bur#302 Laval QC CAN H7M5H4 <a href="http://www.xoconstruction.com">http://www.xoconstruction.com</a>	Publique	Sorin Maritescu Téléphone: 4506620123 Courriel: <a href="mailto:estimation@xoconstruction.com">estimation@xoconstruction.com</a>	<b>Transaction:</b> <b>(20003884)</b> 2024-06-14 13:28	64101 - Addenda 1 - Ajout date de visite Devis Téléchargement
				20000398 - Addenda 2 Devis Téléchargement
				20000399 - Addenda 3 Devis Téléchargement Plan Téléchargement
				20001111 - Addenda 4 Plan Messagerie Devis Téléchargement
				20001139 - Addenda 5 Devis Téléchargement
				20001295 - Addenda 6

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Plan 2024-06-17 à 08:45 - Messagerie
				Devis 2024-06-17 à 08:45 - Courriel
				20001758 - Addenda 7 Devis 2024-06-18 à 16:00 - Courriel
				20001765 - Addenda 8_Report de date Bordereau numérique 2024-06-18 à 16:10 - Courriel Devis 2024-06-18 à 16:10 - Courriel
				20002076 - Addenda 9 Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002077 - Addenda 10 Report de date Devis 2024-06-20 à 10:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 10:50 - Courriel
				20002430 - Addenda 11 Plan 2024-06-21 à 13:45 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 13:45 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie

Le 30 mai 2022

XO CONSTRUCTION INC.  
A/S MONSIEUR PASHALIS VENETIS  
302-380, BOUL DAGENAIS E  
LAVAL (QC) H7M 5H4

N° de décision : 2022-DAMP-1478  
N° de client : 3000816537

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. XO CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **29 mai 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au <http://www.amp.quebec/>.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel



**Dossier # : 1247432002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à XO Construction inc. pour, notamment, la réfection des systèmes de ventilation d'air et le renforcement de la structure des ateliers Viau (0246) - Dépense totale de 23 397 642,45 \$, taxes incluses (contrat : 17 998 186,50 \$ + contingences : 3 599 637,30 \$ + incidences : 1 799 818,65 \$) - Appel d'offres public IMM-15929 - deux (2) soumissionnaires

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1247432002 - Ateliers Viau réfection de systèmes de ventilation.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sonia RODI  
Conseillère Budgétaire  
**Tél :** (514) 872-xxxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Françoise TURGEON  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247567023**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres avec la firme Accessoires Outillage Limitée pour la location saisonnière de balais de rue, de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien pour une période de deux ans sans option de renouvellement- (Montant estimé des ententes : 6 011 739,80 \$, taxes incluses (contrat : 5 227 599,83 \$ + contingences : 784 139,97 \$)) - Appel d'offres public 24-20525 - (un soumissionnaire)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Accessoires Outillage limitée, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour chacun des articles, pour une période de deux (2) ans, les commandes pour la location de balais de rue de type aspirateur sur châssis sans opérateur et avec entretien, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20525 ;

<u>Firmes</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Accessoires Outillage limitée	Lot #5 Location de deux (2) ans de balai de rue d'année modèle 2021	909 147,80 \$
Accessoires Outillage limitée	Lot #7 Location de deux (2) ans de balai de rue d'année modèle 2019	2 727 443,39 \$
Accessoires Outillage limitée	Lot #9 Location de deux (2) ans de balai de rue d'année modèle 2017	1 363 721,69 \$
Accessoires Outillage limitée	Lot #11 Location de deux (2) ans de balai de rue d'année modèle 2015	227 286,95 \$

2. d'autoriser une dépense de 784 139,97 \$, taxes incluses, à titre de budget de

contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement d'Accessoires Outillage limitée pour les lots #5, #7 et #9;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération. Cette dépense sera assumée à 4,4% par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-27 18:14

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247567023

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres avec la firme Accessoires Outillage Limitée pour la location saisonnière de balais de rue, de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien pour une période de deux ans sans option de renouvellement- (Montant estimé des ententes : 6 011 739,80 \$, taxes incluses (contrat : 5 227 599,83 \$ + contingences : 784 139,97 \$)) - Appel d'offres public 24-20525 - (un soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d’assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d’offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Afin de répondre aux besoins opérationnels des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal concernant le nettoyage des rues, le SMRA doit procéder à la location de vingt-trois (23) balais de rue de type aspirateur sur châssis porteur, d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg<sup>3</sup>, sans opérateur et avec entretien pour une période de deux (2) ans.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20525. Il a été publié dans le « Le Devoir » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant quarante-sept (47) jours, soit du 22 mai 2024 au 9 juillet 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant.

Durant l'appel d'offres public, trois (3) addenda ont été émis.

Sommaire de l'addenda

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	28 mai 2024	Modification du lieu de dépôt des soumissions.
2	31 mai 2024	Six (6) questions et réponses concernant une équivalence, la possibilité de fournir des appareils de type compacts, la motorisation, le système de balance, la lecture des heures de balayage ainsi que le formulaire de soumission.
3	21 juin 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions au mardi 09 juillet



La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 6 novembre 2024.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0722 - 21 décembre 2023 - Conclure des ententes-cadres avec la firme Accessoires Outillage Limitée pour la location saisonnière de vingt (20) balais de rue, de type aspirateur sur châssis porteur sans opérateur et avec entretien, pour une durée de huit (8) mois sans option de renouvellement - (Montant estimé des ententes : 3 228 557,32 \$, taxes incluses (contrat : 2 807 441,15 \$ + contingences 421 116,17 \$)) - Appel d'offres public 23-20182 - (Un (1) seul soumissionnaire.)

CG23 0510 - 25 septembre 2023 - Conclure une entente-cadre avec la firme Accessoires Outillage limitée pour la location de balais de rue de type aspirateur sur châssis sans opérateur et avec entretien (lots #1 à #14), pour une période de cinq (5) ans - (Montant estimé des ententes : 11 321 169,02 \$, taxes incluses (contrat : 9 844 494,80 \$ + contingences: 1 476 674,22 \$)) - Appel d'offres public 23-19976 - (un (1) soumissionnaire).

CM20 0399 - 22 avril 2020 - Accorder deux (2) contrats aux firmes Accessoires Outillage limitée (lot 1 : 546 628,86\$, taxes incluses) et Cubex ltée (lot 2 : 215 741,67\$, taxes incluses) pour la location de huit (8) balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg<sup>3</sup>, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit (8) mois – sans options de renouvellement - Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 575 217,75 \$ pour le lot 1 et de 225 271,30 \$ pour le lot 2 - Appel d'offres public 19-17915 - (2 soumissionnaires).

CM18 1265 – 22 octobre 2018 -1) Conclure une entente-cadre avec Accessoires Outillage limitée, pour la location saisonnière de balais de rue, sans opérateur et avec entretien, pour un terme de neuf (9) ans - entente comportant une clause d'utilisation maximale de 5 ans par appareil à raison de 8 mois par année - Appel d'offres public 18-16940 (3 soum.) / Autoriser une dépense de 13 398 294,80 \$, taxes et contingences incluses, pour la location saisonnière de 26 balais de rue, sans opérateur et avec entretien, pour une période de 5 ans, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Accessoires Outillage limitée / Ajuster la base budgétaire du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) de 855 800 \$, pour les années 2020 à 2022, conformément aux informations financières inscrites à la certification des fonds.

CA16 27 0037 - 2 février 2016 - Prolonger le contrat de gré à gré de la compagnie Cubex limitée (fournisseur unique), pour la location de deux (2) balais aspirateurs compacts de marque Ravo 5XL pour une période de près de trois (3) ans, soit d'avril 2017 à novembre 2019, au prix de sa soumission, soit 430 282,40 \$, taxes incluses et autoriser une dépense de 495 990,23 \$, taxes incluses.

CA16 27 0036 - 2 février 2016 - Attribuer à la compagnie Cubex limitée (fournisseur unique), un contrat de gré à gré de 607 435,84 \$, taxes incluses, pour la location de deux (2) balais aspirateurs compacts de marque Ravo 5XL pour une période de près de quatre (4) ans, soit d'avril 2016 à novembre 2019, et autoriser une dépense de 673 143,67 \$, taxes incluses. Autoriser la mise au rancart des véhicules 539-07151 et 539-07322.

### **DESCRIPTION**

De façon plus précise, ce dossier vise la création d'ententes-cadres avec la firme Accessoires Outillage limitée pour la location saisonnière de vingt-trois (23) balais de rue de type aspirateur sur châssis porteur, d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg<sup>3</sup> sans opérateur et avec entretien.

Les balais de rue sont des appareils essentiels dans les activités de nettoyage des rues, trottoirs et pistes cyclables. La période de location de chaque appareil est de huit (8) mois, du 1er avril au 30 novembre 2025 et 2026. Une location optionnelle de deux (2) semaines supplémentaires au début ou à la fin de la période de location est prévue.

Les vingt-trois (23) appareils loués sont répartis selon les années modèles suivantes:

- quatre (4) appareils année modèle 2021 (Lot #5): 909 147,80 \$.
- douze (12) appareils année modèle 2019 (Lot #7): 2 727 443,39 \$.
- six (6) appareils année modèle 2017 (Lot #9): 1 363 721,69 \$.
- un (1) appareil année modèle 2015 (Lot #11): 227 286,95 \$.

#### Modalité d'adjudication

La séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire, en fonction des plus bas prix soumis entre tous les soumissionnaires et les équipements disponibles pour chaque lot (lot #1 année/modèle 2025 à Lot #11, année/modèle 2015). La séquence d'adjudication se fait dans l'ordre numérique des lots identifiés aux documents d'appel d'offres. La capacité totale d'équipements disponibles pour la fourniture de balais de rue indiquée au bordereau détaillé par le soumissionnaire correspond au nombre maximal d'équipement(s) pouvant lui être adjugés par lot(s) par le donneur d'ordre.

En résumé la séquence d'adjudication est la suivante:

1. Conformité administrative;
2. Conformité technique;
3. Plus bas soumissionnaire conforme par lot;
4. Comblement de la capacité exigée, soit vingt-trois (23) unités.

#### Stratégie d'acquisition

Le bordereau de prix a été conçu afin de favoriser les appareils les plus récents, donc tous les plus bas soumissionnaires avec des appareils neufs (2025) seront retenus, jusqu'à concurrence d'un maximum de vingt-trois (23) appareils. La Ville choisira donc des appareils de plus en plus vieux jusqu'à l'atteinte de la quantité voulue.

#### Utilisation

L'utilisation maximale prévue, par appareil, est de 1600 heures de balayage.

#### Variation de prix

Pendant la durée initiale du contrat, les prix sont fermes et ne font l'objet d'aucun ajustement.

#### Livraison des biens

Les appareils seront livrés au 5035 rue de Rouen, une (1) semaine avant le début de la période de location prévue le 1er avril 2025 pour inspection par les membres du SMRA.

#### Récupération des biens

À la fin de chaque saison, l'adjudicataire devra récupérer l'appareil à l'endroit désigné par la Ville sur son territoire. Par la suite, le SMRA procédera à une inspection de l'appareil au lieu d'entreposage de l'adjudicataire.

#### Entretien et réparation

L'adjudicataire aura la responsabilité entière de l'entretien, de la réparation et des ajustements de l'appareil complet, châssis porteur et système de balayage, en saison et hors-saison. Le coût pour la fourniture et le remplacement des lubrifiants, graisses et de toutes les pièces d'usure telles que filtres, pneus, brosses de balayage (article 7.2.6) et

autres, devra être inclus dans le coût de location. La fréquence de remplacement de ces composantes sera déterminée selon les recommandations des manufacturiers. Seuls les coûts de carburant seront aux frais de la Ville.

## JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges. Deux (2) soumissions ont été déposées (33,3%). Une (1) soumission a été rejetée pour des non-conformités techniques. Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement:

- un (1) preneur mentionne que la demande semble restrictive en lien avec le châssis à cabine avancé et l'exigence des brosses de caniveaux à brins d'acier trempés;
- un (1) preneur mentionne que la demande semble restrictive en lien avec le châssis à cabine avancé;
- un (1) preneur mentionne qu'il possède des véhicules à cabine conventionnelle répondant aux années demandées, mais ne possède pas des châssis à cabine avancée;
- un (1) preneur mentionne qu'il n'a pas soumissionné dû à la structure de l'appel d'offres.

Le choix d'opter pour une cabine avancée est en lien avec l'aspect de visibilité, donc de sécurité des utilisateurs. Dû à son utilisation dans des endroits restreints, notamment dans les secteurs résidentiels, il est primordial d'être muni de ce type de cabine afin d'éviter des accidents.

*En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.*

Lot #1 à #11 - Location de deux (2) ans de balai de rue d'année 2025 à 2015

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Accessoires Outillage limitée</b>	5 227 599,83 \$	784 139,97 \$	6 011 739,80 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	6 690 702,00 \$	1 003 605,30 %	7 694 307,30 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			- 1 463 102,17 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			-21,87 %

*\*Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Considérant que les lots # 1 à #11 sont identiques en termes de soumissionnaire conforme, de prix unitaire soumis, de contingences et d'estimation, nous avons présenté le total des lots dans un même tableau afin d'alléger le dossier. Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données des contrats précédents en y appliquant une indexation de quatre pour-cent (4%) sur chacune des mensualités.

L'écart favorable à la Ville de Montréal de -21,87 % se situe principalement au niveau du prix

offert par l'adjudicataire. En effet, le montant soumissionné par ce dernier est inférieur à celui reçu l'an dernier pour le même type de service de location. Cette baisse de prix pourrait être liée aux aspects suivants:

- Une location de deux (2) ans permet de sécuriser ses véhicules sur une plus longue période et encourage donc son amortissement contrairement à une location de huit (8) mois;
- Le dernier appel d'offres comportait une quantité plus basse de véhicules, dont six (6) en option.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 11 juillet 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour le lot #11. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée pour les lots #5, #7 et #9.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation sur l'entente.

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 784 139,97 \$, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Cette dépense sera assumée à 4,4% par l'agglomération.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

La location de ces appareils contribue à l'atteinte de notre engagement "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins" puisque ceux-ci seront utilisés dans les opérations de travaux de nettoyage des rues, trottoirs et pistes cyclables, ils contribueront à offrir des espaces publics propres et exempts de débris et déchets.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce contrat permettra des opérations de nettoyage rapides et efficaces. Le fait de ne pas recourir à ces services d'appareils pourrait retarder de façon importante les opérations de ménage du printemps et empêcher le ramassage des feuilles à l'automne. Ne pas conclure le contrat de location alourdirait le processus d'approvisionnement des balais de rue en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume. La location avec entretien d'un appareil à utilisation saisonnière permet à la Ville de bénéficier d'appareils récents à moindres coûts, de diminuer les coûts d'entretien et de

réparation, de même que de réduire les frais de gestion rattachés à cette catégorie d'actifs.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Année 1 début de la location: 1e avril 2025;  
Année 1 fin de la location: 30 novembre 2025;  
Année 2 début de la location: 1e avril 2026;  
Année 2 fin de la location: 30 novembre 2026.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois ST-AMAND  
Agent de recherche

**Tél :** s.o  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Wasiu YESUFU  
chef section

**Tél :** 000-0000  
**Télécop. :** 000-0000

Le : 2024-07-18

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dominic G GARNEAU  
directeur(-trice) - ateliers mecaniques

**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-24

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247567023

Unité administrative responsable : 33 - *Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*

Projet : Conclure des ententes-cadres avec la firme Accessoires Outillage Limitée pour la location saisonnière de balais de rue, de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien pour une période de deux ans sans option de renouvellement- (Montant estimé des ententes : 6 011 739,80 \$, taxes incluses (contrat : 5 227 599,83 \$ + contingences : 784 139,97 \$)) - Appel d'offres public 24-20525 - (un soumissionnaire)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  La location de ces appareils contribue à l'atteinte de notre engagement "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins" puisque ceux-ci seront utilisés dans les opérations de travaux de nettoyage des rues, trottoirs et pistes cyclables, ils contribueront à offrir des espaces publics propres et exempts de débris et déchets.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		X	
b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		X	
c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



**Dossier # : 1247567023**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres avec la firme Accessoires Outillage Limitée pour la location saisonnière de balais de rue, de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien pour une période de deux ans sans option de renouvellement- (Montant estimé des ententes : 6 011 739,80 \$, taxes incluses (contrat : 5 227 599,83 \$ + contingences : 784 139,97 \$)) - Appel d'offres public 24-20525 - (un soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20525\_Intervention\_«SMRA»\_V1.pdf



24-20525\_Sommaire\_Tableau de vérification.pdf



24-20525 PV.pdf



25-20525\_DetCah.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Renée VEILLETTE  
Agente d'approvisionnement niveau 2  
**Tél :** 514 872-1057

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Denis LECLERC  
Chef de Section  
**Tél :** 514 872-5241  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

**APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES  
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT**

Identification	
No de l'appel d'offres :	24-20525
No du GDD :	1247567023
Titre de l'appel d'offres :	Location de de balais de rue de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien –
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres	
Lancement effectué le :	22 - 5 - 2024
Nombre d'addenda émis durant la période :	3
Ouverture originalement prévue le :	25 - 6 - 2024
Date du dernier addenda émis :	21 - 6 - 2024
Ouverture faite le :	9 - 7 - 2024
Délai total accordé aux soumissionnaires :	47 jrs
Date du comité de sélection :	- - -

Analyse des soumissions			
Nbre de preneurs :	6	Nbre de soumissions reçues :	2
		% de réponses :	33,33
		Nbre de soumissions rejetées :	1
		% de rejets :	50
Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique		
ÉQUIPEMENTS J.K.L. INC.	Non-conformités techniques		
Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	6 - 11 - 2024
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	6 - 11 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi				
La séquence d'adjudication se fait dans l'ordre numérique des lots identifiés aux Documents d'Appel d'Offres, gradation du prix unitaire en fonction des plus bas prix soumis entre tous les SOUMISSIONNAIRES et de la disponibilité des équipements pour chaque Lot. (Lot 1, année/modèle 2025 à Lot 11, année/modèle 2015). Tarification unique applicable à tous les appareils du soumissionnaire.				
Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	Capacité	√	Lot(s)
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE	5 227 599,83 \$	23	√	5, 7, 9 et 11

Information additionnelle
La soumission de la firme ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 11 juillet 2024.
En référence à Art 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) permettant à une municipalité qui a reçu une seule soumission conforme à la suite d'une demande de soumission de s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé la soumission. Il n'y a pas eu de négociation car l'estimation établie par le requérant est supérieur aux prix proposés à la soumission.
Quatre (4) des six (6) preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre pour les motifs suivants:
- la demande semble restrictive en lien avec le châssis à cabine avancé et l'exigence des brosses de caniveaux à brins d'acier trempés,
- la demande semble restrictive en lien avec le châssis à cabine avancé,
- avons des véhicules à cabine conventionnelle répondant aux années demandées, mais ne possède pas des châssis à cabine avancée,
- la structure de l'appel d'offres.

Préparé par : Renée Veillette

Le 18 - 7 - 2024




Numéro de l'appel d'offres : 24-20525

Titre : Location de de balais de rue de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien – Entente de service de 2 ans

Date de publication sur le SÉAO : 22 mai 2024

Date d'ouverture des soumissions : 9 juillet 2024

Addenda : 3 dernier émit le: 21 juin 2024

		ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE	ÉQUIPEMENTS J.K.L. INC.
Numéro de fournisseur VDM		116163	116220
Numéro NEQ		1143395730	1140122848
Capacité de livraison		23	2
Lots 1 à 11 Numéro d'item	Description	Montant total	Montant total
1	Location de de balais de rue de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien – Entente de service de 2 ans	4 546 727,40 \$	622 742,00 \$
<b>Total avant taxes</b>		4 546 727,40 \$	668 742,00 \$
TPS 5 %		227 336,37 \$	33 437,10 \$
TVQ 9,9975 %		453 536,06 \$	66 707,01 \$
<b>Montant total</b>		5 227 599,83 \$	768 886,11 \$
Signature		Oui	Oui
Signataire		Sylvain Malette	Jonathan St-Louis
Achat du cahier des charges sur le SÉAO		Oui	Oui
<a href="#">Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)</a>		Oui	Oui
<a href="#">Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)</a>		Oui	Oui
<a href="#">Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»</a>		Oui	Oui
<a href="#">Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»</a>		OUI	Oui
<a href="#">Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFR)</a>		Oui	Oui
<a href="#">Vérification de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation</a>		Oui	Oui
<a href="#">Vérification - Liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française</a>		Moins de 50 personns - Signature OK	Moins de 50 personns - Signature OK
Les renseignements complémentaires dûment complétés		Oui	Oui
<b>Autres conditions de conformité ou documents requis</b>		A évaluer lors de la conformité technique par le requérant	A évaluer lors de la conformité technique par le requérant
Liste des sous-contractants		Document remis	Document remis
Le devis technique dûment complété		Document remis	Document remis - (2)
	Soumission(s) rejetée(s) - Non conformités techniques		
	Correction - Erreur de calcul		
	Plus bas soumissionnaire conforme		
Vérifié par : Renée Veillette			Date: 11 juillet 2024

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20525  
**Numéro de référence:** 1851382  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:**  
 Ville de Montréal - Location de de balais de rue de type aspirateur sur châssis porteur d'une capacité nominale minimale de 7.8 vg3 sans opérateur et avec entretien-Entente de service de 2 ans - Service du matériel roulant et des ateliers  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

6 résultats

Résultats 1 à 6

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

FST CANADA INC. 8620 rue Jarry Anjou Montréal QC CAN H1J1X7 <a href="http://www.jjei.com">http://www.jjei.com</a>	Non diffusé	Isabel Rocha Téléphone: 5146696628 Courriel: <a href="mailto:irochadearaujo@jjei.com">irochadearaujo@jjei.com</a>	0 2024-05-23 09:52	62578 - Addenda no 1 Devis 2024-05-28 à 11:33 - Téléchargement
				63147 - Addenda no 2 Devis 2024-05-31 à 12:05 - Téléchargement
				20002416 - Addenda no 3 (Report date ouverture ) Devis 2024-06-21 à 13:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
CUBEX LIMITED 850 Boucher Saint-Jean-sur- Richelieu QC CAN J3B7Z8 <a href="http://www.cubexltee.com">http://www.cubexltee.com</a>	Non diffusé	Claude Halley Téléphone: 4503495846 Courriel: <a href="mailto:claudelh@cubexltd.com">claudelh@cubexltd.com</a>	0 2024-05-27 14:25	62578 - Addenda no 1 Devis 2024-05-28 à 11:33 - Téléchargement
				63147 - Addenda no 2 Devis 2024-05-31 à 12:05 - Téléchargement
				20002416 - Addenda no 3 (Report date ouverture ) Devis 2024-06-21 à 13:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
9208-1546 QUÉBEC INC. 230 rue Armand-Majeau local 700 st roch de lachigan QC CAN	Publique	Jessy Allaire Téléphone: 5149772099	<b>Transaction:</b> <b>(20002236)</b>	62578 - Addenda no 1 Devis

J0K3H0		Courriel: <a href="mailto:balatechplus@gmail.com">balatechplus@gmail.com</a>	2024-06-12 12:24	Téléchargement  63147 - Addenda no 2 Devis Téléchargement  20002416 - Addenda no 3 (Report date ouverture ) Devis 2024-06-21 à 13:00 - Courriel  Mode privilégié (plan): Courriel
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE 8755 St-Laurent Montréal QC CAN H2N1M2 <a href="http://aolaml.com">http://aolaml.com</a>	Non diffusé	Sylvain Mallette Téléphone: 5143876466 Courriel: <a href="mailto:mallettesylvain@yahoo.com">mallettesylvain@yahoo.com</a>	0 2024-05-23 07:32	62578 - Addenda no 1 Devis 2024-05-28 à 11:33 - Téléchargement  63147 - Addenda no 2 Devis 2024-05-31 à 12:05 - Téléchargement  20002416 - Addenda no 3 (Report date ouverture ) Devis 2024-06-21 à 13:00 - Courriel  Mode privilégié (plan): Courriel
GROUPE VILLENEUVE INC. 18050 J.A. Bombardier Mirabel QC CAN J7J2H8	Non diffusé	Steve Villeneuve Téléphone: 4504209167 Courriel: <a href="mailto:contact@groupevilleneuve.com">contact@groupevilleneuve.com</a>	0 2024-05-24 12:14	62578 - Addenda no 1 Devis 2024-05-28 à 11:33 - Téléchargement  63147 - Addenda no 2 Devis 2024-05-31 à 12:05 - Téléchargement  20002416 - Addenda no 3 (Report date ouverture ) Devis 2024-06-21 à 13:00 - Courriel  Mode privilégié (plan): Messagerie
ÉQUIPEMENTS J.K.L. INC. 1079 des Forges 107 Terrebonne QC CAN J6Y0J9	Non diffusé	Jonathan Guérin St-Louis Téléphone: 4506213222 Courriel: <a href="mailto:jguerin@equipementsjkl.ca">jguerin@equipementsjkl.ca</a>	0 2024-06-07 10:24	62578 - Addenda no 1 Devis Aucun  63147 - Addenda no 2 Devis Aucun  20002416 - Addenda no 3 (Report date ouverture ) Devis 2024-06-21 à 13:00 - Courriel  Mode privilégié (plan): Messagerie



© Gouvernement du Québec, 2024



**Dossier # : 1248180001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 220 000 \$ à Xn Québec pour l'année 2024-2025 et de 440 000 \$, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour la mise en œuvre de son « Plan d'action triennal 2024-2027 » / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 220 000 \$ à Xn Québec pour l'année 2024-2025 et de 440 000 \$, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour la mise en œuvre de son « Plan d'action triennal 2024-2027 »;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-29 08:53

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1248180001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 220 000 \$ à Xn Québec pour l'année 2024-2025 et de 440 000 \$, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour la mise en œuvre de son « Plan d'action triennal 2024-2027 » / Approuver un projet de convention à cet effet

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Xn Québec est un organisme à but non lucratif créé en 2000 en tant qu'association des producteurs et productrices d'expériences numériques du Québec. Il promeut les intérêts de l'industrie de la créativité numérique, un secteur clé de l'économie montréalaise, pour créer des conditions favorables à la réalisation du plein potentiel d'innovation, culturel et économique de ses 200 membres. Les œuvres numériques développées par ces derniers utilisent des médiums interactifs tels que la baladodiffusion, les expériences de réalité étendue (XR), de réalité virtuelle (VR), interactives ou mixtes, qui peuvent se déployer dans différents espaces de diffusion.

L'organisme a bénéficié du soutien financier de la Ville pour la réalisation d'activités et de projets portant sur le développement de l'entrepreneuriat, le rayonnement, la diffusion et la promotion du secteur de la créativité numérique, soit à travers des aides triennales depuis 2014.

L'organisme a déposé une nouvelle demande de soutien financier au montant de 660 000 \$ (220 000 \$ par année) pour la mise en œuvre du projet « Plan d'action triennal 2024-2027 », faisant l'objet du présent dossier décisionnel.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG21 0327 – 17 juin 2021 – Accorder un soutien financier maximal non récurrent de 600 000 \$ sur une période de trois ans de 2021 à 2024 à Xn Québec pour la mise en œuvre du projet « Activités de soutien au développement de l'entrepreneuriat et à l'essor de l'industrie du multimédia et du divertissement numérique »

**DESCRIPTION**

Avec son Plan d'action triennal 2024-2027, Xn Québec souhaite accroître son impact auprès du secteur de la créativité numérique afin de soutenir la croissance responsable de ce dernier. Le projet comprend un grand nombre d'activités réparties à travers les grandes initiatives suivantes :

- les services aux membres, comprenant des actions visant la mobilisation et la structuration des entreprises ainsi que les pratiques de développement durable;
- des conférences, panels, formations et activités de maillage d'affaires;
- des missions collectives d'exportation avec l'Effet Québec;
- le concours des prix Numix, un rendez-vous annuel à Montréal qui récompense et fait rayonner les meilleurs



- projets de l'année en créativité numérique tout en réunissant l'industrie;
- le Numix Lab, une mission commerciale annuelle en Europe visant à faciliter les exportations des entreprises et à connecter ces dernières avec des partenaires, clients et investisseurs;
- des activités de communication.

La proposition de l'organisme est chiffrée à 3 530 250 \$. Le montage financier est composé de fonds publics répartis comme suit : 19 % provenant de la Ville, 52 % du gouvernement provincial (ministère de la Culture et des Communications, SODEC et Services Québec) et 3 % du gouvernement fédéral (Fonds des médias du Canada), en plus de revenus autonomes et de commandites apportés par Xn Québec, correspondant à 26 % du montant total pour 2024-2027.

La convention de contribution financière prévoit un versement à chaque année, suivant le dépôt d'une reddition de comptes annuelle et d'un plan d'action actualisé pour l'année à venir.

## JUSTIFICATION

Le secteur de la créativité numérique est en plein essor et a connu une croissance considérable dans la métropole depuis quelques années, 87 % des entreprises québécoises étant localisées à Montréal. Le secteur nécessite néanmoins d'être soutenu pour poursuivre sa croissance et conserver son dynamisme et sa réputation d'excellence. Xn Québec a consolidé depuis plusieurs années une équipe de huit employés qui renforce son savoir-faire. Les services offerts aux membres se traduisent par une augmentation du nombre d'adhérents, passant de 170 en 2020 à près de 200 en 2024. En conséquence, la Ville, par son financement, a réussi à renforcer les capacités de l'organisme.

Xn Québec présente un dossier en s'appuyant sur la diversification de ses partenariats, notamment celui récemment obtenu avec la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) qui lui accorde désormais un soutien récurrent à la mission. Cette entente a pu se concrétiser par le levier créé avec le financement que la Ville a accordé à Xn Québec ces dernières années.

Parmi les réussites en lien avec la gouvernance de l'organisme, les administrateurs ont déposé une planification stratégique dont l'assise se reflète dans la proposition soumise à la Ville. Les trois piliers de leur stratégie visent 1) la représentation, 2) le soutien à l'industrie, et 3) l'efficacité et la maturité organisationnelle.

Par ailleurs, l'initiative du Numix Lab de Xn Québec a fait preuve de retombées économiques importantes pour les entreprises participantes. Le Service du développement économique a mandaté Xn Québec lors des précédentes éditions pour renforcer le volet d'accompagnement des entreprises et la planification de rencontres B2B. L'initiative est désormais partie intégrante du projet faisant l'objet de la présente demande, correspondant à l'augmentation de 60 000 \$ par rapport au montant total du soutien financier précédent (2021-2024).

En outre, un nouveau soutien financier de la Ville à l'organisme pour la période 2024-2027 lui permettra notamment de :

- Structurer et mobiliser le secteur de la créativité numérique et soutenir sa croissance responsable.
- Mieux répondre aux besoins des entreprises du secteur, notamment par le renouvellement de l'offre de services aux membres et ses activités de veille et d'intelligence d'affaires.
- Intégrer des bonnes pratiques de développement durable dans l'industrie.
- Soutenir l'exportation des produits et créations montréalaises.
- Organiser des missions commerciales bénéficiant aux entreprises.
- Contribuer au rayonnement national et international de la métropole.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 660 000 \$. Les crédits au montant de 220 000 \$ sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat et Direction de l'intelligence économique et du rayonnement international, en provenance de l'enveloppe Réflexe - axe

4.2. Accélérer l'internationalisation des entreprises et des organisations montréalaises (Entente 150 M\$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2). Un montant de 440 000\$ sera conditionnel à la signature de la nouvelle entente pour les années 2025-2026 à 2027-2028.

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années à l'organisme par la Ville (SDÉ) pour les projets de l'organisme ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé (décisions antérieures)				Soutien recommandé	Versements				Soutien Ville / Global projet
		2021	2022	2023	2024	2024	1er versement (2024)	2e versement (2025)	3e versement (2026)	4e versement (2027)	
Xn Québec	Plan d'action triennal 2024-2027	175 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	25 000 \$	660 000 \$	220 000 \$	220 000 \$	187 000 \$	33 000 \$	19 %

Les versements prévus en 2025, 2026 et 2027 sont conditionnels à la signature de la nouvelle entente d'aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 \$ et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal et ce ministère.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment quant aux priorités suivantes :

- Priorité 14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
- Priorité 15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- Priorité 20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Grâce à cette contribution financière, les actions de l'organisme assureront la consolidation et la compétitivité de l'industrie et des entreprises en créativité numérique, un secteur clé de l'économie montréalaise. Offrant un soutien structurant et essentiel, ces activités augmenteront à chaque année la capacité d'innover des entreprises du secteur, incluant des PME, faciliteront l'internationalisation de ces dernières et contribueront au rayonnement et à l'attractivité de la métropole.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur (annexe 2 du projet de convention) et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

La réalisation des activités planifiées du projet pour les années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027 ainsi que le dépôt et l'analyse des documents relatifs à la reddition de comptes pour ces années.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), Peggy Bachman a désigné Nadia Bastien, directrice générale adjointe - Qualité de vie, pour la remplacer du 20 juillet au 10 août 2024 inclusivement dans ses fonctions de directrice générale adjointe - Habitation et économie et exercer tous les pouvoirs rattachés à ses fonctions.

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), Éric Labelle a désigné Valérie Poulin, directrice de la Direction de l'intelligence économique et du rayonnement international, pour le remplacer du 22 au 29 juillet 2024 inclusivement dans ses fonctions de directeur du Service du développement économique et exercer tous les pouvoirs rattachés à ses fonctions.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Domenico ZAMBITO, Service du greffe

Lecture :

Domenico ZAMBITO, 23 juillet 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Emeric BOUCHER  
commissaire - développement économique

**Tél :** 438-354-8224

**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-18

Simon DÉCARY  
chef de division par intérim

**Tél :**

**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Payam ESLAMI  
directeur(-trice) - entrepreneuriat

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-26

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valérie POULIN  
directeur(-trice) - investissement et développement  
stratégique

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-26



# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248180001

Unité administrative responsable : Service du développement économique

Projet : Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 660 000 \$ à Xn Québec pour la mise en oeuvre de son « Plan d'action triennal 2024-2027 » pour une période de 3 ans (2024-2027) / Approuver un projet de convention à cet effet

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité  15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire  20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  14 – Accroissement de la capacité d'innover et de la compétitivité des entreprises du secteur de la créativité numérique.  15 – Croissance et pérennité des entreprises en créativité numérique, incluant les PME, et amélioration des conditions d'emploi.  20 – Internationalisation des entreprises, maillages, et exportation de créations et produits montréalais dans des marchés clés.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>x</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>x</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **XN QUÉBEC**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1176, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 1H6, agissant et représentée par Hugues Sweeney, coprésident, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 142049121  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1020472312

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme association des producteurs et productrices d'expériences numériques du Québec et promeut les intérêts de l'industrie afin de créer les conditions favorables à la réalisation du plein potentiel d'innovation, culturel et économique de ses membres;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2 DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** le Service du développement économique de la Ville.



### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

#### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas

échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

## 4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 août pour la première année et la période du 1<sup>er</sup> septembre d'une année au 31 août de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : [conformitecontractuelle@bvgmtl.ca](mailto:conformitecontractuelle@bvgmtl.ca) (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

### **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SIX CENT SOIXANTE MILLE DOLLARS (660 000 \$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### **5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en quatre (4) versements :

##### **5.2.1 Pour l'année 2024 :**

5.2.1.1 une somme maximale de **DEUX CENT VINGT MILLE DOLLARS (220 000 \$)** dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente Convention;

##### **5.2.2 Pour l'année 2025 :**

5.2.2.1 une somme maximale de **DEUX CENT VINGT MILLE DOLLARS (220 000 \$)** dans les trente (30) jours suivant le dépôt et l'analyse de la Reddition de comptes de l'année 2024-2025 (rapport d'étape 1) et d'un plan d'action actualisé pour l'année 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

##### **5.2.3 Pour l'année 2026 :**

5.2.3.1 une somme maximale de **CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE DOLLARS (187 000 \$)** dans les trente (30) jours suivant le dépôt et l'analyse de la Reddition de comptes de l'année 2025-2026 (rapport d'étape 2) et d'un plan d'action actualisé pour l'année 2026-2027 à la satisfaction du

Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2027 :

5.2.4.1 une somme maximale de **TRENTE-TROIS MILLE DOLLARS (33 000 \$)** dans les trente (30) jours suivant le dépôt et l'analyse de la Reddition de comptes finale (rapport final) à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les versements qui découlent des activités menées en 2026 et 2027 sont conditionnels à la reconduction de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 \$ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal ou à la conclusion d'une convention d'aide financière et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet.

### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

- 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
  - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
  - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le **31 août 2027**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11**

### **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.



## **ARTICLE 13**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

#### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

#### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

#### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

#### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

#### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1176, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 1H6, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Hugues Sweeney, coprésident. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 1001, boulevard Robert-Bourassa, 28<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3B 4L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

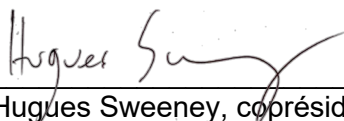
Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2024

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 23<sup>e</sup> jour de juillet ..... 2024

**XN QUÉBEC**

Par:  \_\_\_\_\_  
Hugues Sweeney, coprésident

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2024 (Résolution CG .....).

## ANNEXE 1

### PROJET

#### SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

##### TITRE DU PROJET

##### Plan d'action triennal 2024-2027

##### DESCRIPTION DU PROJET

Xn Québec souhaite accroître son impact auprès du secteur de la créativité numérique afin de soutenir la croissance responsable de ce dernier. Les priorités de l'organisme pour les prochaines années incluent le soutien à l'exportation, l'intégration de bonnes pratiques de développement durable et la structuration/mobilisation de l'industrie. Ces objectifs seront atteints par la tenue d'événements (réseautage, conférences, etc.) et de missions, les activités de veille et communication et une offre de services améliorée.

##### RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Le tableau suivant présente un résumé succinct des actions triennales de Xn Québec pour son plan 2024-2027.

Le suivi de la réalisation du projet et la reddition de comptes associée devront être basés sur le tableau détaillé des objectifs et actions prévues déposé dans la demande de contribution financière, incluant les actions, livrables, indicateurs et cibles qui y figurent.

Description de l'action	Activité à réaliser	Indicateurs de suivi	Types de cibles
Services aux membres	<ul style="list-style-type: none"><li>• Conception et envoi de sondage</li><li>• Analyse des résultats</li><li>• Veille et recherche</li><li>• Mise en place d'un CRM pour la gestion des membres</li><li>• Renouvellement de partenariat existant</li><li>• Optimisation des plateformes numériques</li><li>• Traduction du site web</li><li>• Effectuer un diagnostic interne</li><li>• Établir un partenariat avec un organisme d'accompagnement en développement durable</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux de réponse</li><li>• Boîte à outils employés</li><li>• Signatures des renouvellements</li><li>• Publication du guide</li><li>• Politique de développement durable.</li><li>• Formation</li><li>• Nombre d'événements</li><li>• Nombre de membres à des événements</li><li>• Diffusion de rapport</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Vu le nombre d'activités proposées, les cibles sont très diverses.</li><li>• Oui/non</li><li>• Pourcentage</li><li>• Cible fixe quantitative</li><li>•</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir une stratégie EDI pour augmenter la diversité en matière d'origine</li> <li>Travailler sur une stratégie de financement</li> </ul>		
Conférences, panel, format	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place les tournées XN Québec qui visent des échanges de pratiques dans des organisations</li> <li>Activer des événements de formation et de maillage avec des partenaires</li> <li>Créer ou consolider des alliances stratégiques et des événements intersectoriels</li> <li>Mettre en œuvre des pratiques en écoresponsabilités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir une tournée</li> <li>Nombre d'événements</li> <li>Nombre de membres participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Oui/non</li> <li>Pourcentage</li> <li>Cible fixe quantitative</li> </ul>
Missions collectives d'exportation avec l'Effet Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer des missions collectives</li> <li>Préparer ces missions par des cercles de partage avec une approche qui doit stimuler la participation de la diversité, tout en étant inclusif au cœur de activités de l'Effet Québec,</li> <li>Documenter les modèles de réussite à l'international</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'études</li> <li>Nombre de cercles de partage</li> <li>Nombre d'entreprises participantes</li> <li>Retombées en \$</li> <li>Taux de satisfaction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Oui/non</li> <li>Pourcentage</li> <li>Cible fixe quantitative</li> <li>Résumé qualitatif</li> </ul>
Concours des prix Numix	<ul style="list-style-type: none"> <li>Orchestrer une stratégie de partenariats pour stimuler le dépôt de projets internationaux au Concours des PRIX NUMIX</li> <li>Mise en place d'un groupe de travail, réflexions en comité et mise à jour des catégories</li> <li>Renouveler et développer les partenariats/commandites pour assurer la réalisation de l'événement et la mobilisation du milieu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'ambassadeurs internationaux</li> <li>Nbre de projets inscrits</li> <li>Nbre de projets internationaux inscrits</li> <li>Nbre de participants</li> <li>Nbre d'acteurs de l'industrie</li> <li>Nbre de visiteurs hors Québec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Oui/non</li> <li>Pourcentage</li> <li>Cible fixe quantitative</li> </ul>
1 Numix Lab par année	<ul style="list-style-type: none"> <li>Planifier le Numix Lab annuel</li> <li>Recherche des lieux et établissement de la programmation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvellement</li> <li>Nouveaux partenaires</li> <li>Nombre de lieux visités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Oui/non</li> <li>Pourcentage</li> <li>Cible fixe quantitative</li> <li>Résumé</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonner les inscriptions</li> <li>• Réalisation de l'événement</li> <li>• Planification des B2B</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de satisfaction sur la programmation</li> <li>• Taux d'intérêt pour un autre participation</li> <li>• Nbre de pays représentés</li> <li>• Nbre d'ententes signées</li> <li>• Nbre d'ententes discutées</li> </ul>	qualitatif
Communi- cation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effectuer une veille stratégique constante et relayer les informations à l'écosystème</li> <li>• Établissement d'une stratégie de revalorisation des contenus intemporels</li> <li>• Rédaction et publication des contenus éditoriaux</li> <li>• Déployer une stratégie de relations de presse pour faire rayonner l'ensemble du secteur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertinence des contenus</li> <li>• Mesure la progression des abonné.es</li> <li>• Nbre d'infolettre par année</li> <li>• Tx d'ouvertures</li> <li>• Tx de clic moyen</li> <li>• Nombre de contenus revalorisés par année</li> <li>• Portée totale sur les réseaux sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Oui/non</li> <li>• Pourcentage</li> <li>• Cible fixe quantitative</li> <li>• Résumé qualitatif</li> </ul>

## BUDGET PRÉVISIONNEL

	Année 1	Année 2	Année 3	Total Budgété
<b>REVENUS</b>				
<b>Subventions/Contributions financières</b>				
Municipales (Ville de Montréal)	220 000\$	220 000\$	220 000\$	660 000\$
Provinciales (MCC, SODEC et Services Qc)	608 000\$	608 000\$	608 000\$	1 824 000\$
Fédérales (FMC)	35 000\$	35 000\$	35 000\$	105 000\$
<b>Sous total (1)</b>	<b>863 000\$</b>	<b>863 000\$</b>	<b>863 000\$</b>	<b>2 589 000\$</b>
<b>Revenus autonomes</b>				
Cotisation des membres	32 000\$	32 000\$	32 000\$	96 000\$
Frais d'inscription	36 500\$	36 500\$	36 500\$	109 500\$
Cotisation UDA	13 000\$	13 000\$	13 000\$	39 000\$
<b>Commandites en argent</b>				
SYNTHÈSE – Pôle Image Québec	15 000\$	15 000\$	15 000\$	45 000\$
Fonds Québecor (subvention PSIC)	5 000\$	5 000\$	5 000\$	15 000\$
Fonds Bell	5 000\$	5 000\$	5 000\$	15 000\$
Radio-Canada / OHdio	9 000\$	9 000\$	9 000\$	27 000\$
Fonds des médias du Canada (FMC)	30 000\$	30 000\$	30 000\$	90 000\$
Caisse Desjardins de la Culture	25 000\$	25 000\$	25 000\$	75 000\$
Télé-Québec	10 000\$	10 000\$	10 000\$	30 000\$
Panasonic - Partenaire technologique	35 000\$	35 000\$	35 000\$	105 000\$
Créateurs en série (Unis TV et TV5)	4 000\$	4 000\$	4 000\$	12 000\$
Lafond	10 000\$	10 000\$	10 000\$	30 000\$
Fonds indépendant de production	2 000\$	2 000\$	2 000\$	6 000\$
Film Fund Luxembourg	2 250\$	2 250\$	2 250\$	6 750\$
Consulat général de France à Québec	5 000\$	5 000\$	5 000\$	15 000\$
Correspondance digitales	20 000\$	20 000\$	20 000\$	60 000\$
Nouveaux partenaires NUMIX	30 000\$	30 000\$	30 000\$	90 000\$
Partenaire présentateur (contenu et évén.)	10 000\$	10 000\$	10 000\$	30 000\$
Partenaires Sommet Xn		40 000\$		
Billetterie Sommet Xn		5 000\$		
<b>Sous total (2)</b>	<b>298 750\$</b>	<b>343 750\$</b>	<b>298 750\$</b>	<b>941 250\$</b>
<b>Total des produits (sous total 1 + sous total 2)</b>	<b>1 161 750\$</b>	<b>1 206 750\$</b>	<b>1 161 750\$</b>	<b>3 530 250\$</b>

	Année 1	Année 2	Année 3	Total Budgété
<b>DÉPENSES</b>				
<b>Salaires et avantages sociaux</b>				
Salaires et avantages sociaux	631 810\$	631 810\$	631 810\$	1 895 430\$
<b>Sous total (3)</b>	<b>631 810\$</b>	<b>631 810\$</b>	<b>631 810\$</b>	<b>1 895 430\$</b>
<b>Autres charges directes</b>				
Achat ou location d'équipements	34 400\$	54 400\$	34 400\$	123 200\$
Prix	46 000\$	46 000\$	46 000\$	138 000\$
Honoraires professionnels	304 100\$	329 100\$	304 100\$	937 300\$
Publicité et promotion	33 150\$	33 150\$	33 150\$	99 450\$
<b>Sous total (4)</b>	<b>417 650\$</b>	<b>462 650\$</b>	<b>417 650\$</b>	<b>1 297 950\$</b>
<b>Frais d'administration</b>				
Assurances	5 000\$	5 000\$	5 000\$	15 000\$
Déplacements	29 700\$	29 700\$	29 700\$	89 100\$
Fournitures de bureau	13 200\$	13 200\$	13 200\$	39 600\$
Frais de représentation	4 800\$	4 800\$	4 800\$	14 400\$
Honoraires professionnels	36 000\$	36 000\$	36 000\$	108 000\$
Loyer/taxes municipales	19 500\$	19 500\$	19 500\$	58 500\$
Intérêts et frais bancaires	4 090\$	4 090\$	4 090\$	12 270\$
<b>Sous total (5)</b>	<b>112 290\$</b>	<b>112 290\$</b>	<b>112 290\$</b>	<b>336 870\$</b>
<b>Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5)</b>	<b>1 161 750\$</b>	<b>1 206 750\$</b>	<b>1 161 750\$</b>	<b>3 530 250\$</b>

## DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<p>Seules sont admissibles les dépenses <b>directement liées</b> à la réalisation du projet. Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);</li> <li>des coûts de location d'équipement ou de locaux;</li> <li>des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;</li> <li>des frais d'étude et d'expertise-conseil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;</li> <li>La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;</li> <li>Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.</li> <li>La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de</li> </ul>

<p>(honoraires professionnels);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des frais de déplacement;</li> <li>• d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;</li> <li>• des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>• des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>• les dépenses liées à l'achat de certains équipements.</li> </ul>	<p>promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.</p>
---	---

## **SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES**

<b>Reddition de comptes</b>	<b>Date de dépôt</b>
Rapport d'étape 1 (2024-2025)	Au plus tard le <b>30 septembre 2025</b>
Rapport d'étape 2 (2025-2026)	Au plus tard le <b>30 septembre 2026</b>
Rapport final (2024-2027)	Au plus tard le <b>31 octobre 2027</b>

**Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :**

### **1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées**

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

### **2. Protocole de visibilité (Rapports d'étape et final)**

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

### **3. Données et statistiques**

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet.



- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

#### 4. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

#### 5. Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

##### Liens avec les orientations du plan stratégique Montréal 2030

Le projet à réaliser est en lien avec l'orientation **Stimuler l'innovation et la créativité** du plan stratégique Montréal 2030, dont les priorités suivantes :

- Priorité 14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
- Priorité 15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Pour son volet international, le projet est également en lien avec l'orientation **Une métropole vibrante et rayonnante**, soit :

- Priorité 20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

##### Liens avec les objectifs de la Ville en matière de développement économique

Le projet à réaliser est en lien avec l'orientation **Appuyer le rayonnement économique de Montréal et l'internationalisation des entreprises** du document Actions en développement économique 2023-2025, dont les actions suivantes :

- 4.1 – Miser sur le développement d'écosystèmes économiques porteurs pour l'économie montréalaise
- 4.2 – Accélérer l'internationalisation des entreprises et des organisations montréalaises
- 4.3 – Soutenir le rayonnement de Montréal économique

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

## **ANNEXE 2**

### **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL**

Ce protocole définit les dispositions que Xn Québec (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

#### **1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME**

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.
- 1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

#### **2 COMMUNICATIONS**

##### **2.1 Reconnaissance de la Ville**

- 2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.
- 2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :
  - S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
  - Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
  - S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.
- 2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :
- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;
  - « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;
  - « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;
  - Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## 2.2 Relations médias et événements publics

### 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;

- les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.
- 2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

## 2.3 Publicité et promotion

- 2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :
- pour une publication sur LinkedIn :  
<https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/>.
  - pour une publication sur Facebook :
    - [@AffairesEconomieInnovationMTL](#) pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - [@mtlville](#) pour les autres types de projets ;
  - pour une publication sur Twitter :
    - [@AffairesMtl](#) pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - [@MTL\\_Ville](#) pour les autres types de projets ;
- 2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page [www.montreal.ca](http://www.montreal.ca), si applicable.
- 2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.
- 2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.
- 2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :
- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
  - la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;

- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

## 2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## 3 MODALITÉS

### 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

- 3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.
- 3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

### **3.2 Approbations**

- 3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :
- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
  - le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.
- 3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- 3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

### **3.3 Contacts**

#### **3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à [visibilite@montreal.ca](mailto:visibilite@montreal.ca) pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

#### **3.3.2 Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à [mairesse@montreal.ca](mailto:mairesse@montreal.ca)

### **IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**

Dossier # : 1248180001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 220 000 \$ à Xn Québec pour l'année 2024-2025 et de 440 000 \$, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente, pour les années 2025-2026 à 2027-2028 pour la mise en œuvre de son « Plan d'action triennal 2024-2027 » / Approuver un projet de convention à cet effet

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDÉ - 1248180001 - Xn Québec.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT  
Agente comptable analyste

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-25

Dominique BALLO

**Tél :**

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1245967001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise Cloutier et Gagnon (1988) Ltée, pour les travaux de réfection de la toiture de la caserne de pompier 62 - Dépense totale de 500 321,99 \$ taxes incluses (contrat : 388 191,24 \$ + contingences : 77 638,25 \$ + incidences : 34 492,50 \$) - Appel d'offres public IMM-15919 - 6 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Cloutier et Gagnon (1988) Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de la toiture de la caserne de pompiers 62, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 388 191,24 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15919;
2. d'autoriser une dépense de 77 638,25 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 34 492,50 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Cloutier et Gagnon (1988) Ltée;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-27 12:42

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général



**IDENTIFICATION** **Dossier # :1245967001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise Cloutier et Gagnon (1988) Ltée, pour les travaux de réfection de la toiture de la caserne de pompier 62 - Dépense totale de 500 321,99 \$ taxes incluses (contrat : 388 191,24 \$ + contingences : 77 638,25 \$ + incidences : 34 492,50 \$) - Appel d'offres public IMM-15919 - 6 soumissionnaires

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La caserne de pompiers N° 62 (3635) est située au 150, avenue Avro, dans la ville de Dorval. Le bâtiment a été construit en 1991 et comporte un étage incluant une mezzanine. Le Service des incendies de Montréal (SIM) occupe l'intégralité du bâtiment. Le remplacement de la toiture est requis, car elle a atteint sa durée de vie utile. La membrane étant vieillissante, l'étanchéité du toit est devenue défectueuse, entraînant des infiltrations d'eau dans la caserne.

L'appel d'offres public IMM-15 919, publié le 21 mars 2024 dans le journal Le Devoir, ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de quarante-huit (48) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leurs soumissions. Les soumissions sont valides pour une période de nombre cent-vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 4 septembre 2024.

Cinq (5) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres dont la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau ci-dessous :

<b>Addenda</b>	<b>Date d'émission</b>	<b>Description</b>	<b>Impact monétaire</b>
1	18 avril 2024	Report de la date de dépôt des soumissions du 23 avril au 7 mai 2024.	Non
2	18 avril 2024	Réponses aux questions des soumissionnaires.	Non
3	19 avril 2024	Précisions aux plans et devis.	Non
4	26 avril 2024	Acceptation d'une demande d'équivalence.	Non
5	1 <sup>er</sup> mai 2024	Précisions aux plans et devis.	Non

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CG15 0013 - 29 janvier 2015** - Accorder quatre contrats de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes inc. et Dessau inc. (lots 1, 2 et 4) et Parizeau Pawulski architectes S.E.N.C., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils (lot 3) pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal pour une dépense totale de 2 690 504,31 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13764 (6 soum.) / approuver les projets de convention à cette fin.

**CG19 0186 - 18 avril 2019** - Accorder un contrat à Procova inc. pour les travaux de remplacement du système de captation des gaz à la source et travaux connexes de la caserne de pompier no 62, située au 150, avenue Avro, dans la Ville de Dorval - Dépense totale de 861 077,67 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5990 (6 soum.)

**BC 1610691 - 7 août 2023** - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Les Architectes Labonté Marcil S.E.N.C. pour la conception des plans et devis et la surveillance de chantier pour les travaux de réfection de la toiture de la caserne 62, située au 150 Rue Avro à Dorval. Dépense total de 80 941.25 \$ incluant les taxes et contingences (1 soumissionnaire - 2 désistements).

## DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à l'entreprise Cloutier et Gagnon (1988) Ltée pour réaliser les travaux de construction d'une nouvelle toiture constituée de deux bassins de la caserne de pompiers 62 à Dorval.

L'adjudicataire fournira tous les matériaux et la main-d'œuvre requise pour la réalisation des travaux dont :

- débranchement, démontage, entreposage et réinstallation des unités mécaniques existantes sur la toiture des deux bassins;
- enlèvement du puit de lumière existant et installation d'un nouveau;
- enlèvement et réinstallation des composants, tels les évacuateurs au toit, encore en bon état;
- travaux de démolition des deux bassins de la toiture;
- construction complète de deux nouveaux bassins de la toiture, incluant une assise pour les unités mécaniques au toit;
- étanchéisation des éléments architecturaux en façade;
- nettoyage de la maçonnerie existante et rejointoiement si nécessaire;
- protection des façades du bâtiment, des portes, des fenêtres, de l'escalier extérieur et du site durant les travaux;
- autres travaux et services selon les plans et devis;
- tous les travaux d'électromécanique et de contrôle requis.

Le montant des contingences est de 77 638,25 \$, taxes incluses, soit de 20 % du coût du contrat. Cette enveloppe servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir durant la réalisation des travaux.

Le montant des incidences est de 34 492,50 \$, taxes incluses, soit de 8,8 % du coût du contrat. Cette enveloppe servira à couvrir le coût des honoraires pour la surveillance des travaux de toiture et autres services requis étant donné que la caserne demeure en opération durant les travaux.

## JUSTIFICATION

L'ouverture des soumissions de l'appel d'offres public IMM-15 919 a eu lieu le 7 mai 2024. Il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges. Six (6) preneurs ont déposé une soumission, soit 86 %. L'association de la construction du Québec (ACQ) a acheté les documents à titre informatif. Un (1) preneur du cahier des charges, «Toiture Centre-du-Québec inc.» n'a pas déposé de soumission, soit (14 %). Cette entreprise ne détient pas d'accréditation de l'AMCQ, tel qu'exigé au Cahier des charges.

À la suite de l'analyse des soumissions, deux soumissionnaires ont été déclarés non conformes : Les Couvertures St-Léonard inc. (soumission non signée) et Groupe Pentagone (9427-8264 Québec inc.) qui n'a pas effectué la visite obligatoire.

Le résultat des montants soumis est présenté comme suit :

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences ) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>CLOUTIER &amp; GAGNON (1988) Ltée</b>	<b>388 191,24 \$</b>	<b>77 638,25 \$</b>	<b>465 829,49 \$</b>
Couverture Montréal Nord Ltée	424 211,76 \$	84 842,35 \$	509 054,11 \$
Les Toitures Léon inc.	433 317,78 \$	86 663,56 \$	519 981,34 \$
Couvreur RB Proulx inc.	512 213,63 \$	102 442,73 \$	614 656,36 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	411 079,32 \$	82 215,86 \$	493 295,18 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			- 22 888,08 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			- 5,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			36 020,52 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			9,3 %

L'analyse des soumissions démontre que l'entreprise Gagnon & Cloutier (1988) Ltée est le plus bas soumissionnaire conforme. Ce contrat de construction, se situant entre le seuil de l'appel d'offres public mais d'une valeur inférieure à 1 000 000 \$, a fait l'objet d'une évaluation de risque conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001. Le risque ayant été évalué à faible, l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du règlement de gestion contractuelle. Il n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Il n'est pas inscrit non plus à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). Le soumissionnaire détient les licences requises pour les travaux, ainsi qu'une attestation valide de revenu Québec.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale est de 500 321,99 \$, taxes incluses.

La dépense est assumée à 100 % par l'agglomération répartie dans le PDI 2024-2033.

Le projet est prévu au programme : 64023 - Programme de protection des bâtiments du SIM.  
No investi : règlement d'emprunt d'agglomération RCG 24-018 Protection d'immeubles.

Cette dépense sera répartie comme suit : 100 % en 2024.

Ce montant comprend :

- Le prix forfaitaire de 388 191,24 \$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux (coût total sans contingences et incidences);
- Des contingences de 20 %, soit 77 638,25 \$, taxes incluses;
- Des incidences de 8,8 %, soit 34 492,50 \$, taxes incluses.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Le remplacement de la membrane multicouche existante par une nouvelle membrane claire contribue à la diminution des îlots de chaleur.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi du contrat doit être attribué afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Un retard aura un impact réel sur l'échéancier de réalisation du projet, la toiture étant en fin de vie utile, ceci pourrait aggraver la situation des infiltrations d'eau.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi du contrat : septembre 2024  
Fin des travaux : novembre 2024

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Suite aux vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Pierre-Luc STÉBEN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Ahmed ABED  
gestionnaire de projets immobiliers

**Tél :** (514) 299-1644  
**Télécop. :** 000-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Penelope DARCY  
cheffe de division de projets Sécurité  
publique et Espace pour la vie

**Tél :** (514) 242-6693  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2024-07-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
directeur(-trice) de service - gestion et  
planification immobilière

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : GDD125967001

Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles

Projet : Réfection de la toiture de la caserne de pompiers 62, Dorval

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Priorité 19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</b></li></ul>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Priorité 19 – Résultat visé : Offrir aux employé.e.s de la caserne un environnement de travail sécuritaire et de qualité, exempt de tout inconfort et risques de santé dus aux infiltrations d'eau (humidité et moisissures).</b></li></ul>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>x</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	<b>x</b>		

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet :	Réfection de la toiture de la caserne de pompiers 62
Nom d'ouvrage :	Travaux de construction au 150, rue Avro, Dorval
No. D'ouvrage:	3635
No. De contrat :	15919
No. Du projet :	IM-PR-22-0003
No. Du GDD :	1245967001
Date :	22-nov-24
Étape :	Octroi de contrat

		Budget	TPS 5,0 %	TVQ 9,975 %	TOTAL
		\$	\$	\$	\$
<b>Contrat</b>	Travaux par le soumissionnaire*	337 631,00 \$	16 881,55 \$	33 678,69 \$	388 191,24 \$
	Contingences	20% 67 526,20 \$	3 376,31 \$	6 735,74 \$	77 638,25 \$
	<b>Total - Contrat :</b>	<b>405 157,20 \$</b>	<b>20 257,86 \$</b>	<b>40 414,43 \$</b>	<b>465 829,49 \$</b>
<b>Incidences</b>	Incidences générales	9% 30 000,00 \$	1 500,00 \$	2 992,50 \$	34 492,50 \$
	Incidences spécifiques	0% 0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
	<b>Total - Incidences :</b>	<b>9% 30 000,00 \$</b>	<b>1 500,00 \$</b>	<b>2 992,50 \$</b>	<b>34 492,50 \$</b>
	<b>Coût des travaux (Montant à autoriser )</b>	<b>435 157,20 \$</b>	<b>21 757,86 \$</b>	<b>43 406,93 \$</b>	<b>500 321,99 \$</b>

\* prix déposé par le plus bas soumissionnaire



## Liste des commandes

Numéro : IMM-15919

Numéro de référence : 1826158

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Réfection de la toiture de la caserne de pompiers 62

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 <a href="http://modulec.ca">http://modulec.ca</a> NEQ :	<a href="#">Monsieur Luc Claveau</a> Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	<b>Commande : (2337173)</b> 2024-03-21 19 h 55 <b>Transmission :</b> 2024-03-21 19 h 55	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 32 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 12 h 59 - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE 8200 rue Lafrenais Montréal, QC, H1P 2A9 NEQ : 1168317445	<a href="#">Madame Flor Jiménez</a> Téléphone : 514 324-8300 Télécopieur :	<b>Commande : (2337501)</b> 2024-03-22 10 h 33 <b>Transmission :</b> 2024-03-22 10 h 33	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 32 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 13 h - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> COUVREUR RB PROULX INC. 186 Sutton Delson, QC, J5B1x3 NEQ : 1162229877	<a href="#">Monsieur Christian Lavallee</a> Téléphone : 450 718-1424 Télécopieur : 450 509-0900	<b>Commande : (2337603)</b> 2024-03-22 11 h 43 <b>Transmission :</b> 2024-03-22 15 h 26	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 32 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 13 h - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

---

<input type="checkbox"/>	Groupe Pentagone 20 550, chemin de la Côte-Nord Mirabel, QC, J7J 2B7 <a href="http://www.groupepentagone.com">http://www.groupepentagone.com</a> NEQ : 1175905737	<a href="#">Monsieur Yvan Boucher</a> Téléphone : 450 430-7900 Télécopieur : 450 435-9658	<b>Commande</b> : <b>(2337381)</b> 2024-03-22 9 h 27 <b>Transmission :</b> 2024-03-22 9 h 27	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 32 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 13 h - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC. 11,365 - 55ième Avenue Montréal, QC, H1E 2R2 NEQ : 1164967250	<a href="#">Monsieur Équipe De l'estimation</a> Téléphone : 514 648-1118 Télécopieur : 514 648-3171	<b>Commande</b> : <b>(2340098)</b> 2024-03-27 8 h 49 <b>Transmission :</b> 2024-03-27 8 h 49	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 31 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 12 h 59 - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTÉE 11,600 Philippe Panneton Montréal, QC, H1E 4G4 NEQ : 1174011727	<a href="#">Monsieur Département de L'Estimation</a> Téléphone : 514 648-1595 Télécopieur : 514 648-1631	<b>Commande</b> : <b>(2337425)</b> 2024-03-22 9 h 49 <b>Transmission :</b> 2024-03-22 9 h 49	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 31 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 12 h 59 - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Toiture Centre-du-Québec inc. 8200 boulv Allard Drummondville, QC, J2A2S8 NEQ : 1167998732	<a href="#">Madame Isabelle Beausoleil</a> Téléphone : 819 479-9700 Télécopieur :	<b>Commande</b> : <b>(2343585)</b> 2024-04-03 14 h 35 <b>Transmission :</b> 2024-04-03 14 h 35	4109166 - Addenda1 Report de date 2024-04-18 11 h 11 - Courriel 4109640 - Addenda 2 2024-04-18 15 h 31 - Courriel 4110265 - Addenda 3 2024-04-19 12 h 59 - Courriel 4114357 - Addenda 4 2024-04-26 8 h 02 - Courriel 4117464 - Addenda 5 2024-05-01 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

---

TOITURES LEON INC.  
364 rue Saint-Paul  
Repentigny, QC, J5Z 4H9  
<http://www.toituresleon.com> NEQ : 1142936161

[Monsieur Fred Bouchard](#)  
Téléphone : 450 582-1254  
Télécopieur : 450 582-2368

**Commande**  
**: (2339569)**  
2024-03-26 13 h 27  
**Transmission :**  
2024-03-26 15 h 23

4109166 - Addenda1 Report de date  
2024-04-18 11 h 11 - Courriel  
4109640 - Addenda 2  
2024-04-18 15 h 32 - Courriel  
4110265 - Addenda 3  
2024-04-19 13 h - Courriel  
4114357 - Addenda 4  
2024-04-26 8 h 02 - Courriel  
4117464 - Addenda 5  
2024-05-01 13 h 10 - Courriel  
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

- 
- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.  
 Organisme public.

**Dossier # : 1245967001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise Cloutier et Gagnon (1988) Ltée, pour les travaux de réfection de la toiture de la caserne de pompier 62 - Dépense totale de 500 321,99 \$ taxes incluses (contrat : 388 191,24 \$ + contingences : 77 638,25 \$ + incidences : 34 492,50 \$) - Appel d'offres public IMM-15919 - 6 soumissionnaires

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1245967001 - Réfection toiture Caserne 62.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN  
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière - Point de service HDV  
**Tél :** N/A

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Sonia RODI  
conseiller(-ere) budgetaire

**Tél :** N/A

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière - Point de service HDV



**Dossier # : 1247231041**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division expertise et soutien technique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les trois (3) firmes suivantes : Englobe Corp. (contrat no 1 : 2 556 926,27 \$ taxes incluses), GHD Consultants Ltée (contrat no 3 : 1 998 391,97 \$ taxes incluses), Stantec expert-conseils Ltée (contrat no 4 : 1 749 499,84 \$ taxes incluses). Dépenses totales : 6 304 818,08 \$ taxes incluses pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 21 août 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option de une (1) prolongation de douze (12) mois. Appel d'offres public no 24-20481 - Six (6) soumissionnaires

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres, par lesquelles les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 24-20481, jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 21 août 2027, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible une (1) fois ;

Firme	Somme maximale (taxes incluses)	Contrat
Englobe Corp.	2 556 926,27 \$	1
GHD Consultants Ltée	1 998 391,97 \$	3
Stantec experts-conseils Ltée	1 749 499,84 \$	4

2. de procéder à une évaluation de rendement des firmes Englobe Corp., GHD Consultants Ltée et Stantec experts-conseils Ltée;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;
4. d'autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projet d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats pour un maximum d'une (1) prolongation de douze (12) mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées des contrats n'ont pas été épuisées, selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-27 11:37

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1247231041**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division expertise et soutien technique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les trois (3) firmes suivantes : Englobe Corp. (contrat no 1 : 2 556 926,27 \$ taxes incluses), GHD Consultants Ltée (contrat no 3 : 1 998 391,97 \$ taxes incluses), Stantec expert-conseils Ltée (contrat no 4 : 1 749 499,84 \$ taxes incluses). Dépenses totales : 6 304 818,08 \$ taxes incluses pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 21 août 2027, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option de une (1) prolongation de douze (12) mois. Appel d'offres public no 24-20481 - Six (6) soumissionnaires

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) au sein de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines fournit des études et expertises géotechniques pour les projets réalisés par divers services corporatifs et arrondissements de la Ville. Le volet de la caractérisation environnementale des sols fait également partie intégrante de ces études. La réalisation de travaux de construction et de rénovation d'infrastructures municipales, incluant les conduites d'eau et d'égout, les bassins de rétention d'eau pluviale et les structures routières requiert ces études en vue de produire les plans et devis. Des études géotechniques peuvent également être nécessaires pour les travaux d'aménagement ou de mise en valeur de sites par les différents services et arrondissements de la Ville. Les études peuvent inclure des expertises pour des fondations, des excavations, du contrôle et du suivi en cours de travaux, etc.

En raison de l'ampleur des demandes adressées à la Division de l'expertise et du soutien technique, cette dernière doit faire appel à des firmes spécialisées en géotechnique afin de répondre aux besoins. Plusieurs projets se réalisent concurremment et la majorité des études doivent être réalisées en amont, afin d'intégrer les résultats aux devis de construction ou d'aménagement. Par ailleurs, le processus d'appel d'offres et d'octroi d'un contrat ponctuel à un consultant spécialisé ne peut être complété à l'intérieur de courts délais imposés entre le moment où les crédits deviennent disponibles et le démarrage d'un projet. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison, d'où l'importance d'avoir des ententes-cadres opérationnelles.

Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres conclues en 2022 (CG22 0105) sont presque totalement engagées suite à une très forte demande des requérants consécutive aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures de même qu'à une complexité accrue de la nature des projets. Pour pallier à cette problématique, il a été décidé de procéder à un appel d'offres public permettant de retenir les services de quatre (4) firmes, sélectionnées sur la base de leur pointage technique et de leur enveloppe de prix. Il s'agit donc d'une sélection de firmes qui, selon les besoins, auront à réaliser, à la demande et sous le contrôle de la Division de l'expertise et du soutien technique, différents mandats d'études et d'expertises géotechniques ainsi que de caractérisations environnementales. Les firmes pourraient également être appelées à assurer la surveillance environnementale des déblais lors des travaux d'excavation. L'ensemble des mandats ne pourra excéder les enveloppes maximales autorisées.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres no 24-20481 a été publié du 8 mai au 18 juin 2024 sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir. La durée de publication a été de 40 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Les soumissions sont valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 16 octobre 2024.

Au cours du processus d'appel d'offres, cinq (5) addenda ont été émis pour répondre aux questions des soumissionnaires. Voici un résumé de ces addenda :

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat (\$)
9 mai 2024	Changement du titre du Devis technique	0 \$
23 mai 2024	Changement du lieu de dépôt de la soumission et du titre de l'AO sur SEAO	0 \$
31 mai 2024	Retrait d'exigences en lien avec la signature des curriculum vitae	0 \$
7 juin 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions Précision quant au numéro d'identification à utiliser pour certains professionnels membre de l'AQVE	0 \$
10 juin 2024	Modifications apportées aux Directives techniques annexées au Devis technique	0 \$

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0105 - 24 février 2022 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les quatre firmes suivantes : Les Services EXP inc. (contrat no 1 : 1 972 614,58 \$, taxes incluses), Groupe ABS inc. (contrat no 2 : 1 825 138,44 \$, taxes incluses), Solmatech inc. (contrat no 3 : 1 786 339,67 \$, taxes incluses) et FNX-INNOV inc. (contrat 4 : 1 543 096,43 \$, taxes incluses) - Dépense totale : 7 839 908,03 \$ taxes et contingences incluses, pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville de Montréal, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 24 février 2025, selon la première des deux éventualités, avec une option de deux prolongations de 12 mois / Autoriser le directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats pour un maximum de deux prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées - Appel d'offres public no 21-19007 - Sept (7)



soumissionnaires - 1217231080

CG20 0070 - 27 février 2020 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Englobe Corp. (2 547 735,62 \$) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 \$) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 \$, taxes incluses, pour réaliser des études, des expertises géotechniques et des caractérisations environnementales, dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires - 1193855003;

CG18 0364 - 21 juin 2018 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Englobe Corp. (1 731 740,80 \$), Les Consultants S.M. inc. (1 511 685,21 \$), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 332 052,06 \$) et Golder Associés Ltée (1 102 391,80 \$) totalisant une somme maximale de 5 677 869,87 \$, taxes incluses, pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales, dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 18-16859 - Neuf (9) soumissionnaires - 1183855001;

CG17 0207 - 18 mai 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : GHD Consultants Ltée (1 521 665,96 \$), WSP Canada inc. (1 364 187,57 \$) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 177 180,74 \$) totalisant une somme maximale de 4 063 034,27 \$ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et de caractérisation environnementale dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public no 17-15901 - Sept (7) soumissionnaires - 1173855001;

CG14 0593 - 18 décembre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Inspec-Sol inc. (1 383 275,72\$), LVM une Division d'EnGlobe Corp. (1 234 754,35\$) et Groupe Qualitas inc. (1 096 615,45\$) totalisant une somme maximale de 3 714 645,52\$ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 14-13536 - Six (6) soumissionnaires - 1143855007;

CG13 0130 - 25 avril 2013 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : Inspec-Sol inc. (3 054 155,66\$), Les Consultants S.M. inc. (2 347 628,54\$), LVM inc. (1 626 853,71\$) et Groupe Qualitas inc. (903 979,44\$) totalisant une somme maximale de 7 932 614,35\$ (taxes incluses) afin de réaliser des études géotechniques et de caractérisation environnementale, de préparer des plans et devis de réhabilitation et d'effectuer la surveillance environnementale de travaux de décontamination de sites qui seront requis par les services corporatifs ou les arrondissements - Appel d'offres public 12-12250 - Dix (10) soumissionnaires - 1133855002.

## DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels de consultants spécialisés en géotechnique. Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- la réalisation d'études géotechniques;
- la réalisation d'expertises géotechniques;
- le soutien technique en cours de construction.

Le volet environnemental complémentaire à ces études et expertises géotechniques comprend les éléments suivants :

- la réalisation d'études de caractérisation environnementale;
- la préparation de plans de réhabilitation environnementale, de demandes de permis et de certificat d'autorisation à déposer au Ministère de l'Environnement,

de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP);

- la surveillance de travaux de réhabilitation environnementale et de gestion des sols.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 24-20481, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes. Il est à noter qu'étant donné que le Contrat (Lot) 4 avait un soumissionnaire conforme unique (Stantec experts-conseils Ltée), une négociation avec le soumissionnaire a été effectuée conformément à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes. Suite à cette négociation, la firme a baissé son prix de l'ordre de 1,4%.

CONTRAT	Firme	Montant des contrats (taxes incluses)	
		Initial	Après négociation
CONTRAT (Lot) 1	Englobe Corp.	2 556 926,27 \$	N/A
CONTRAT (Lot) 3	GHD Consultants Ltée	1 998 391,97 \$	N/A
CONTRAT (Lot) 4	Stantec experts-conseils Ltée	1 770 678,24 \$	1 749 499,84 \$
<b>TOTAL :</b>		<b>6 325 996,48 \$</b>	<b>6 304 818,08 \$</b>

*N/A : Non applicable*

Ces ententes-cadres représentent une somme totale maximale de 6 304 818,08 \$ et seront valides jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de trente six mois (36) mois, selon la première des deux éventualités, avec une option d'une (1) prolongation de douze (12) mois.

## JUSTIFICATION

La réalisation de projets de construction et de rénovation d'infrastructures municipales, d'aménagement de divers sites par la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines ainsi que par les services corporatifs et les arrondissements de la Ville, nécessite des études et des expertises géotechniques. La DEST doit fournir ces services dans le cadre de sa mission, mais ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST de la Ville doit donc constituer une réserve de firmes auxquelles elle fait appel, selon des tarifs fixes soumissionnés. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres en vigueur (octroyées en 2022) sont presque totalement engagées sur des projets en cours. Il est donc requis de conclure le plus tôt possible de nouvelles ententes-cadre afin d'assurer la réalisation des études et expertises géotechniques, incluant la caractérisation et la surveillance environnementales au besoin.

### Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que quatre (4) contrats (lots) soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. Dans les bordereaux des prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une

part à taux horaire par catégorie d'employés, tandis que les dépenses sont admissibles selon des taux unitaires pour la réalisation des travaux de sondages, les analyses chimiques et les essais de laboratoire.

À la suite de la publication de l'appel d'offres public no 24-20481, sur dix (10) preneurs du cahier des charges incluant 2 donneurs d'ouvrage, six (6) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 60%. La liste des preneurs du cahier des charges de même que les raisons données par les firmes pour ne pas déposer d'offre sont présentées à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

### **Estimations**

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, une analyse basée sur le juste prix de services similaires a été faite.

### **Analyse des soumissions**

Un total de six (6) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. Elles ont toutes été jugées recevables.

Les six (6) soumissions jugées recevables ont été soumises au comité de sélection, formé de trois (3) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Le comité de sélection s'est tenu par vidéoconférence, le lundi 8 juillet 2024 à 13 h 00.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Les offres de services des firmes Terrapex Environnement Ltée et FNX-Innov inc. ont été jugées non conformes, le pointage intérimaire de 70% n'ayant pas été obtenu par ces firmes. Il est à noter qu'Englobe Corp., Atkin Réalis Canada inc. et Stantec experts-conseils Ltée ont déposé une soumission pour les Lots 1 à 4 tandis que GHD Consultants Ltée a déposé une soumission uniquement pour les Lots 3 et 4.

Par ailleurs, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, si la soumission présentée est retenue pour un des lots, elle est automatiquement rejetée pour les lots suivants et toutes les offres financières (enveloppes B) déposées pour ces autres lots sont retournées au soumissionnaire sans être ouvertes. Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de leur valeur. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à l'équipe qui obtient le plus haut pointage final. Les quatre (4) soumissionnaires n'ont présenté qu'une (1) seule équipe.

### **Contrat (Lot) 1 :**

				<b>AUTRES</b>	
--	--	--	--	---------------	--

<b>SOUSSIONS CONFORMES</b>	<b>NOTE INTÉRIM</b>	<b>NOTE FINALE</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	(Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Englobe Corp.</b>	72,8	0,4804	2 556 926,27 \$	N/A	2 556 926,27 \$
Stantec experts- conseils Ltée	72,2	0,4475	2 729 730,70 \$	N/A	2 729 730,70 \$
Atkin Réalis Canada inc.	82,3	0,4473	2 958 605,69 \$	N/A	2 958 605,69 \$
Dernière estimation réalisée			2 252 906,38 \$		2 252 906,38 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>					304 019,89 \$  13,49 %
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>					
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) <i>(2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire)</i>					172 804,43 \$  6,76 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%) <i>((2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i>					

### **Contrat (Lot) 2 : ANNULÉ**

<b>SOUSSIONS CONFORMES</b>	<b>NOTE INTÉRIM</b>	<b>NOTE FINALE</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Atkin Réalis Canada inc.</b>	82,3	0,5035	2 628 187,94 \$	N/A	2 628 187,94 \$
Stantec experts- conseils Ltée	72,2	0,5030	2 428 536,44 \$	N/A	2 428 536,44 \$
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1				
Dernière estimation réalisée			2 002 289,63 \$		2 002 289,63 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>					625 898,31 \$  31,26 %
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>					
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) <i>(2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire)</i>					-199 651,50 \$  -7,60 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%) <i>((2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i>					

Contrat (Lot) 3 :

SOUSSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
<b>GHD Consultants Ltée</b>	76,8	0,6347	1 998 391,97 \$	N/A	1 998 391,97 \$
Stantec experts-conseils Ltée	72,2	0,5915	2 065 393,65 \$	N/A	2 065 393,65 \$
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1				
Atkin Réalis Canada inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 2				
Dernière estimation réalisée			1 751 897,07 \$		1 751 897,07 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					246 494,90 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					14,07 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2 <sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire)					67 001,68 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2 <sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100					3,35 %

Contrat (Lot) 4 :

SOUSSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL NÉGOCIÉ (taxes incluses)
<b>Stantec experts-conseils Ltée</b>	72,2	0,6899	1 770 678,24 \$	N/A	1 770 678,24 \$	1 749 499,84 \$
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 1					
Atkin Réalis Canada inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 2					
GHD Consultants Ltée	Non conforme : Soumission retenue pour le lot 3					
Dernière estimation réalisée			1 502 889,96 \$		1 502 889,96 \$	1 502 889,96 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					267 788,28 \$	246 609,88 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					17,82 %	16,41 %

Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) <i>(2<sup>ème</sup> meilleure note finale – adjudicataire)</i>	N/A	N/A
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%) <i>((2<sup>ème</sup> meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i>	N/A	N/A

- Pour le contrat (Lot) 1, la soumission de Englobe Corp. a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,48;
- Pour le contrat (Lot) 2, la soumission de Atkin Réalis Canada inc. a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,50;
- Pour le contrat (Lot) 3, la soumission de GHD Consultants Ltée a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,63;
- Pour le contrat (Lot) 4, la soumission de Stantec experts-conseils Ltée a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 0,69.

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

### **Écart avec l'estimation interne**

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu les meilleurs pointages finaux et les estimations internes sont présentés ci-après.

Contrat (Lot)	Écart (\$)	Écart (%)
1	304 019,89	13,49
2	625 898,31	31,26
3	246 494,90	14,07
4	246 609,88	16,41

Les quatre (4) soumissions se situent à plus de 10 % des estimations réalisées. Un (1) se situe au-delà de 25 % de l'estimation (Contrat (Lot) 2 avec Atkin Réalis).

De façon générale, les raisons justifiant les écarts observés pour les Contrats (Lots) 1, 3 et 4 sont les suivantes :

- Les firmes étant très sollicitées, une augmentation des taux horaires du personnel a été constatée;
- La poussée inflationniste des dernières années se fait ressentir sur les taux horaires du personnel mais également sur les essais géotechniques et les analyses chimiques;
- Les adjudicataires n'étant pas propriétaires des équipements dédiés à la signalisation et à l'exécution des sondages, ils doivent avoir recours à des sous-traitants. Cependant, la quantité importante de chantiers de construction à Montréal monopolise les ressources des sous-traitants.

Pour ces raisons, les écarts de prix obtenus pour les Contrats (Lots) 1, 3 et 4 sont jugés acceptables. Les soumissions des firmes Englobe Corp., GHD Consultants Ltée et Stantec experts-conseils Ltée sont retenues respectivement pour les Contrats (Lots) 1, 3 et 4.

Pour ce qui est de l'écart de 31,26 % observé pour le Contrat (Lot) 2, une hausse marquée du taux horaire pour l'item «Technicien» a été observée. Cette situation n'est pas souhaitable ni représentative des taux usuels observés sur le marché. De plus, le taux

unitaire pour le mètre de forage dans les sols semble également élevé par rapport au prix du marché et contribue à expliquer en partie l'écart.

Pour ces raisons, l'écart de prix obtenu pour le Contrat (Lot) 2 n'apparaît pas acceptable. En conséquence, il a été décidé de ne pas octroyer le Contrat (Lot) 2 à Atkin Réalis Canada inc.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujéti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 435-2015 daté du 27 mai 2015 et entré en vigueur le 2 novembre 2015. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'*Autorité des marchés publics (AMP)*. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des trois (3) adjudicataires dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section *Contrat* des documents d'appels d'offres.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats d'études et expertises géotechniques et de caractérisation ou de surveillance environnementales de plusieurs projets. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide de bons de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements).

Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La Division de l'expertise et du soutien technique s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

La dépense maximale de 6 304 818,08 \$ taxes incluses pour les trois (3) ententes-cadres.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en ce qui concerne les priorités 1, 5, 16 et 19 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.

Il est de ce fait, cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et pourrait contribuer à la diminution des vulnérabilités climatiques liées aux impacts des pluies abondantes notamment. Les études géotechniques réalisées par le biais des services professionnels permettront de documenter les conditions de sols et d'eau souterraine, facilitant l'aménagement d'infrastructures vertes pérennes et efficaces.

Finalement, le projet n'a pas pour but de contribuer à des engagements en inclusion, équité ou accessibilité universelle mais les services professionnels retenus pourraient être utilisés afin de réaliser des études géotechniques ou des caractérisations environnementales dans le cadre de projets d'infrastructures contribuant à favoriser de tels principes.

La Grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'impact majeur de cette décision sera d'assurer, par le biais de ces services professionnels, la réalisation d'études et d'expertises géotechniques, incluant la caractérisation environnementale des sols, nécessaires à la rédaction des plans et devis des travaux de construction des infrastructures.

Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir des services d'expertises auprès de ses requérants (services corporatifs et arrondissements).

D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, la DEST devra, pour des mandats inférieurs à 133 800 \$ (taxes incluses), procéder via des mandats gré à gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et un délai ne permettant pas de répondre aux besoins des requérants dans les délais fixés.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure 16 octobre 2024, soit la date de la validité de la soumission, les soumissionnaires ayant obtenu le plus haut pointage final pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Dates visées:

Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier

Début des services : septembre 2024

Fin des services : Trente-six (36) mois à partir de la date d'envoi de l'avis d'adjudication aux adjudicataires ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Faiza AMALLAL)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**



Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie-Ève DUFOUR  
Ingénieure

**Tél :** 438 993-9292

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Sylvain ROY  
C/d Expertise et soutien technique

**Tél :** 514 872-3921

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Jean CARRIER  
Directeur

**Tél :** 514 243-8284

**Approuvé le :** 2024-07-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Nathalie M MARTEL  
directeur(-trice) de service - infrastructures  
du réseau routier et transports

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247231041

Unité administrative responsable : SIRR; Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines; Division de l'expertise et du soutien technique

Appel d'offres : 24-20481

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<b>Transition écologique :</b>			
1 - Réduire de 55 % les <b>émissions de GES</b> sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.			
5 - Tendre vers un avenir <b>zéro déchet</b> , plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
<b>Innovation et créativité :</b>			
16 - Propulser Montréal comme <b>laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages</b> entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.			
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? (suite)			
<b>Quartier :</b>			
19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			

### 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

#### **Priorités 1 et 5**

Les services professionnels en géotechnique et en environnement contribueront au développement durable en émettant des recommandations permettant de favoriser la réutilisation ou la valorisation des sols et des matières résiduelles granulaires lorsque possible notamment en lien avec le règlement concernant la valorisation de matières résiduelles [RLRQ c. Q2, r.49]. Ces recommandations visent à diminuer, à terme, le camionnage dans les rues de la métropole et ainsi diminuer l'émission de gaz à effet de serre liés au transport routier.

Le volet de surveillance environnementale de la gestion des déblais permet de vérifier que les pratiques légales relatives aux sols excavés sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, la surveillance environnementale permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

Les services professionnels permettront notamment de répondre aux exigences du Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés qui vise à contrer les déversements illégaux de sols contaminés qui sont dommageables pour l'environnement.

De plus, les services professionnels serviront à documenter les conditions propices à l'aménagement d'infrastructures vertes plus performantes sur l'ensemble du territoire montréalais et donc à accélérer la transition écologique de la Ville en luttant contre les changements climatiques tout en réduisant les îlots de chaleur et la pollution.

#### **Priorité 16**

Les données sur la nature des sols et du roc en place récoltées dans le cadre des études géotechniques et des caractérisations environnementales permettront d'alimenter les bases de données de la Ville et ainsi de les partager avec les différents acteurs du milieu universitaire permettant ainsi de faire avancer leurs recherches. Les études réalisées approfondiront nos connaissances du milieu souterrain afin de mettre en exergue des enjeux potentiels liés à la trame urbaine et à l'impact des travaux d'infrastructures sur le milieu.

#### **Priorité 19**

Les études géotechniques réalisées avec les services professionnels permettront de concevoir des infrastructures pérennes et de qualité en regard des conditions de sols dans lesquelles elles seront construites.

Elles permettront également de sécuriser les chantiers en documentant les conditions de sols existantes protégeant ainsi les citoyens circulant aux abords de nos grands chantiers municipaux.

Finalement, la diminution du camionnage résultant de la réutilisation des sols sur les chantiers rendra les déplacements des citoyens plus sécuritaires.

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>x</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>x</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>x</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>x</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>x</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 6 septembre 2023

ENGLOBE CORP.  
A/S MONSIEUR MICHEL GUY CORMIER  
505, BOUL DU PARC-TECHNOLOGIQUE  
BUREAU 200  
QUÉBEC (QC) G1P 4S9

N° de décision : 2023-DAMP-3134  
N° de client : 2700022980  
N° d'entreprise du Québec : 1167280206

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ENGLOBE CORP. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 septembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 15 novembre 2022

GHD CONSULTANTS LTÉE  
A/S MONSIEUR STEVE LECUYER  
4600, DE LA CÔTE-VERTU  
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1C7

N° de décision : 2022-DAMP-1727  
N° de client : 3000489917  
N° d'entreprise du Québec : 1171077796

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GHD CONSULTANTS LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 novembre 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel  
Directrice des affaires juridiques et du contentieux

Le 6 février 2023

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
A/S MONSIEUR PAUL JEREMY DAVID ALPERN  
10220, 103 AVE NW  
BUR.400  
EDMONTON (AB) T5J 0K4

N° de décision : 2023-DAMP-1404  
N° de client : 3000241872  
N° d'entreprise du Québec : 1170241336

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

# Liste des commandes

**Numéro:** 24-20481

**Numéro de référence:** 1846691

**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres

**Statut:** En attente des résultats d'ouverture

**Titre:** SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES ÉTUDES GÉOTECHNIQUES POUR LES SERVICES CENTRAUX.

**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

11 résultats

Résultats 1 à 10

Trier par

Nombre par page

1

Ville de Windsor. 11, rue Saint-Georges, local 230 C.P. 90 Windsor QC CAN J1S2L7 <a href="http://www.villedewindsor.qc.ca/">http://www.villedewindsor.qc.ca/</a>	Donneur d'ouvrage	Amine Belghaouti Téléphone: 8195706049 Courriel: <a href="mailto:directeurtp@villedewindsor.qc.ca">directeurtp@villedewindsor.qc.ca</a>	0 2024-05-30 08:05	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun
				60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis Aucun
				62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis Aucun
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 <a href="https://www.atkinsrealis.com/">https://www.atkinsrealis.com/</a>	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: <a href="mailto:infrastructure2@atkinsrealis.com">infrastructure2@atkinsrealis.com</a>	0 2024-05-09 15:05	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement
				60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:02 - Messagerie
				62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement
				63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement
				64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement
				20000268 - 24-20481 Devis



TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE  
3615-A, rue Isabelle Brossard QC CAN J4Y2R2  
<http://www.terrapex.ca>

Non diffusé Martin Label 0  
Téléphone: 4185736311 2024-05-17  
Courriel: [martin.label@terrapex.ca](mailto:martin.label@terrapex.ca) 14:21

60076 - 24-20481 Addenda 1  
Devis  
Aucun

60081 - 5. 24-20481 Devis technique \_  
Addenda 1  
Devis  
Aucun

62028 - 24-20481 Addenda 2  
Devis  
2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement

63190 - 24-20481 Addenda 3  
Devis  
2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement

64815 - 24-20481 Addenda 4  
Devis  
2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

20000268 - 24-20481  
Devis  
2024-06-11 à 13:45 - Courriel

20000276 - ANNEXE B\_ Directives  
techniques\_ Addenda 5  
Devis  
2024-06-11 à 13:55 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

LES SERVICES EXP INC.  
150 rue marchand, bureau 600 Drummondville QC CAN  
J2C4N1

Non diffusé Isabelle Milette 0  
Téléphone: 8198036651 2024-05-09  
Courriel: [isabelle.milette@exp.com](mailto:isabelle.milette@exp.com) 14:12

60076 - 24-20481 Addenda 1  
Devis  
2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement

60081 - 5. 24-20481 Devis technique \_  
Addenda 1  
Devis  
2024-05-09 à 16:03 - Messagerie

62028 - 24-20481 Addenda 2  
Devis  
2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement

63190 - 24-20481 Addenda 3  
Devis  
2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement

64815 - 24-20481 Addenda 4  
Devis  
2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

20000268 - 24-20481

FNX-INNOV INC. 2111, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4 <a href="http://www.fnx-innov.com">http://www.fnx-innov.com</a>	Non diffusé	Sophie Pelletier Téléphone: 4506866008 Courriel: <a href="mailto:offresdeservice@fnx-innov.com">offresdeservice@fnx-innov.com</a>	0 2024-05-13 10:54	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun  60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis Aucun  62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement  63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement  64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement  20000268 - 24-20481 Devis 2024-06-11 à 13:45 - Courriel  20000276 - ANNEXE B_ Directives techniques_ Addenda 5 Devis 2024-06-11 à 13:55 - Courriel
Mode privilégié (plan): Courriel				
GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal QC CAN H4S1C7 <a href="http://www.ghd.com">http://www.ghd.com</a>	Non diffusé	Stéphanie Guindon Téléphone: 5143335151 Courriel: <a href="mailto:soumissions.quebec@ghd.com">soumissions.quebec@ghd.com</a>	0 2024-05-09 11:36	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement  60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:03 - Messagerie  62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement  63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement  64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

Mode privilégié (plan): Courriel

---

Englobe Corp. 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval QC CAN H7S2E4 <a href="http://www.englobecorp.com">http://www.englobecorp.com</a>	Non diffusé	Annie Vachon Téléphone: 14182276161 Courriel: <a href="mailto:offre.service@englobecorp.com">offre.service@englobecorp.com</a>	0 2024-05-14 17:03	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis Aucun
---	-------------	---	--------------------------	--

---

60081 - 5. 24-20481 Devis technique \_  
Addenda 1  
Devis  
Aucun

---

62028 - 24-20481 Addenda 2  
Devis  
2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement

---

63190 - 24-20481 Addenda 3  
Devis  
2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement

---

64815 - 24-20481 Addenda 4  
Devis  
2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

---

20000268 - 24-20481  
Devis  
2024-06-11 à 13:45 - Courriel

---

20000276 - ANNEXE B\_ Directives  
techniques\_ Addenda 5  
Devis  
2024-06-11 à 13:55 - Courriel

---

Mode privilégié (plan): Courriel

---

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 <a href="https://www.stantec.com">https://www.stantec.com</a>	Non diffusé	Claudine Talbot Téléphone: 4182104610 Courriel: <a href="mailto:opportunitesc@stantec.com">opportunitesc@stantec.com</a>	0 2024-05-09 07:38	60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement
---	-------------	---	--------------------------	--

---

60081 - 5. 24-20481 Devis technique \_  
Addenda 1  
Devis  
2024-05-09 à 16:03 - Messagerie

---

62028 - 24-20481 Addenda 2  
Devis  
2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement

---

63190 - 24-20481 Addenda 3  
Devis  
2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement

---

64815 - 24-20481 Addenda 4  
Devis  
2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement

<p>SQL - Direction des contrats de construction, soutien à l'exploitation, services professionnels et modes alternatifs 1075, rue de l'Amérique-Française Québec QC CAN G1R5P8 <a href="http://www.sqi.gouv.qc.ca">http://www.sqi.gouv.qc.ca</a></p>	<p>Donneur d'ouvrage</p>	<p>Marie-Josée Vachon Téléphone: 4186461766 Courriel: <a href="mailto:mjvachon@sqi.gouv.qc.ca">mjvachon@sqi.gouv.qc.ca</a></p>	<p>0 2024-05-08 16:18</p>	<p>60076 - 24-20481 Addenda 1 Devis 2024-05-10 à 09:19 - Téléchargement</p>
<p>DEC ENVIRO 149-B rue Principale Saint-Sauveur QC CAN J0R1R6 <a href="http://www.decenviro.com">http://www.decenviro.com</a></p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Kevin Donovan Téléphone: 5145876177 Courriel: <a href="mailto:seao@decenviro.com">seao@decenviro.com</a></p>	<p>0 2024-05-09 14:29</p>	<p>60081 - 5. 24-20481 Devis technique _ Addenda 1 Devis 2024-05-09 à 16:02 - Messagerie</p>
				<p>62028 - 24-20481 Addenda 2 Devis 2024-05-23 à 14:18 - Téléchargement</p>
				<p>63190 - 24-20481 Addenda 3 Devis 2024-05-31 à 14:33 - Téléchargement</p>
				<p>64815 - 24-20481 Addenda 4 Devis 2024-06-07 à 11:31 - Téléchargement</p>
				<p>20000268 - 24-20481 Devis 2024-06-11 à 13:45 - Courriel</p>
				<p>20000276 - ANNEXE B_ Directives techniques_ Addenda 5 Devis 2024-06-11 à 13:55 - Courriel</p>

24-20481 - Services professionnels pour des études géotechniques pour les services centraux

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pge final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>10%</b>	<b>30%</b>	<b>20%</b>	<b>10%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	
Englobe							72,8	2 556 926,27 \$	0,48	<b>1</b>	<b>Heure</b>	lundi 08/07/2024 13h
Terrapex							68,5			<b>Non conforme</b>	<b>Lieu</b>	Virtuel
GHD (pas de soumission)							-		-			
FNX							65,7			<b>Non conforme</b>		<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
Atkins Realis							82,3	2 958 605,69 \$	0,45	<b>3</b>		<b>10000</b>
Stantec							72,2	2 729 730,70 \$	0,45	<b>2</b>	<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Faiza Amallal</b>											

24-20481 - Services professionnels pour des études géotechniques pour les services centraux.

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Page final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>10%</b>	<b>30%</b>	<b>20%</b>	<b>10%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	
Englobe							72,8		0,00000			<b>lundi 08/07/2024</b>
Terrapex							68,5			<b>Non conforme</b>	<b>Heure</b>	<b>13h</b>
GHD (pas de soumission)							-		0,00000		<b>Lieu</b>	<b>Virtuel</b>
FNX							65,7			<b>Non conforme</b>	<b>Multiplicateur d'ajustement</b>	
Atkins Realis							82,3	2 628 187,94 \$	0,50352	<b>1</b>	<b>10000</b>	
Stantec							72,2	2 428 536,44 \$	0,50305	<b>2</b>	<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
<b>Agent d'approvisionnement</b>		<b>Faiza Amallal</b>										

24-20481 - Services professionnels pour des études géotechniques pour les services centraux

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Rage final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>10%</b>	<b>30%</b>	<b>20%</b>	<b>10%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	
Englobe							72,8		-			<b>lundi 08/07/2024</b>
Terrapex							68,5			<b>Non conforme</b>	<b>Heure</b>	<b>13h</b>
GHD							76,8	1 998 391,97 \$	0,63	<b>1</b>	<b>Lieu</b>	<b>Virtuel</b>
FNX							65,7			<b>Non conforme</b>	<b>Multiplicateur d'ajustement</b>	
Atkins Realis							82,3		-			<b>10000</b>
Stantec							72,2	2 065 393,65 \$	0,59	<b>2</b>	<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
<b>Agent d'approvisionnement</b>		<b>Faiza Amallal</b>										

24-20481 - Services professionnels pour des études géotechniques pour les services centraux

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Page final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>5%</b>	<b>10%</b>	<b>30%</b>	<b>20%</b>	<b>10%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>lundi 08/07/2024</b>
Englobe							72,8		-	<b>Non conforme</b>	<b>Heure</b>	<b>13h</b>
Terrapex							68,5				<b>Lieu</b>	<b>Virtuel</b>
GHD							76,8		-			
FNX							65,7			<b>Non conforme</b>	<b>Multiplicateur d'ajustement</b>	
Atkins Realis							82,3		-			<b>10000</b>
Stantec							72,2	1 770 678,24 \$	0,69	<b>1</b>	<b>Facteur «K»</b>	<b>50</b>
<b>Agent d'approvisionnement</b>	<b>Faiza Amallal</b>											



**APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES  
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT**

**Identification**

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

**Déroulement de l'appel d'offres**

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

**Analyse des soumissions**

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) :   Motif de rejet:

La firme n'a pas eu la note de passage de 70% au comité de sélection

La firme n'a pas eu la note de passage de 70% au comité de sélection

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

**Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi**

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
Englobe	2 556 926,27 \$	✓	1
Atkins Realis	2 958 605,69 \$		1
Stantec	2 729 730,70 \$		1
Atkins Realis	2 628 187,94 \$	✓	2
Stantec	2 428 536,44 \$		2
GHD	1 998 391,97 \$	✓	3
Stantec	2 065 393,65 \$		3
Stantec	1 770 678,24 \$	✓	4

**Information additionnelle**

Le montant soumissionné pour le lot de 4 par la firme Stantec (Somissionnaire unique) a été négocié de 1 770 678,24 \$ à 1 749 499,84 \$. Le cahier de charge a été acheté par 8 firmes et 2 donneurs d'ouvrage. Un courriel a été envoyé aux 2 fournisseurs qui n'ont pas soumissionné afin de définir la raison, mais nous n'avons pas reçu de réponse.

Préparé par :  Le  -  -



**Dossier # : 1249558001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour la fourniture de services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, situé dans le Grand parc de l'Ouest, jusqu'à l'épuisement budgétaire ou la fin du projet prévue en 2029 – Dépense totale de 1 811 904,83 \$, taxes incluses (contrat : 1 307 277,25 \$ + contingences : 261 455,45 \$ + incidences : 243 172,13 \$) – Appel d'offres public 24-20502 - Un soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Groupe Pleineterre inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, situé dans le Grand parc de l'Ouest, jusqu'à l'épuisement budgétaire ou la fin du projet prévue en 2029, soit pour une somme maximale de 1 307 277,25 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20502;
2. d'autoriser une dépense de 261 455,45 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 243 172,13 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Groupe Pleineterre inc.;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 11:28

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1249558001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour la fourniture de services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, situé dans le Grand parc de l'Ouest, jusqu'à l'épuisement budgétaire ou la fin du projet prévue en 2029 – Dépense totale de 1 811 904,83 \$, taxes incluses (contrat : 1 307 277,25 \$ + contingences : 261 455,45 \$ + incidences : 243 172,13 \$) – Appel d'offres public 24-20502 - Un soumissionnaire

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Grand parc de l'Ouest est le plus grand parc municipal du Canada, couvrant une superficie de plus de 3 100 hectares, et regroupant cinq anciens parcs-nature, dont le parc agricole du Bois-de-la-Roche.

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a identifié huit projets d'aménagement prioritaires qu'il compte réaliser dans le Grand parc de l'Ouest d'ici la fin de 2033. L'un d'eux est le projet *Modernisation du pôle agricole du secteur Bois-de-la-Roche*.

Pour mettre en œuvre la phase 1 des travaux requis dans le cadre de ce projet, soit la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres du parc agricole du Bois-de-la-Roche, le SGPMRS doit accorder un contrat de services professionnels à une équipe multidisciplinaire d'experts et d'expertes en agroenvironnement, ingénierie et sciences environnementales. Cette équipe sera chargée de réaliser les relevés et études complémentaires, de préparer les documents d'exécution et de surveiller les travaux, tout en apportant un soutien technique au SGPMRS pour la planification de la phase 2 des travaux. Le SGPMRS ne dispose pas des ressources nécessaires à l'interne pour entreprendre un tel projet multidisciplinaire à si grande échelle.

Ces travaux sont essentiels pour résoudre plusieurs problématiques, notamment les bassins de rétention sous-dimensionnés et non conformes, les sols dégradés, les interventions non

réglementaires sur les cours d'eau, les inondations provoquées par des infrastructures agricoles mal conçues, ainsi que l'exploitation des terres en zone inondable. Ces défis sont exacerbés par un système de drainage souterrain défaillant et une qualité d'eau médiocre utilisée pour l'irrigation. Au terme de la phase 1 des travaux de ce projet, il est prévu d'élargir les surfaces cultivables de 5 hectares à 38 hectares et de bonifier le secteur de conservation de 16 hectares, contribuant ainsi à la valorisation globale du parc agricole.

Le *Programme de développement et d'aménagement du Grand parc de l'Ouest, lot préparatoire d'aménagement de huit projets prioritaires*, est assujéti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

### Sollicitation du marché

Le processus de sollicitation du marché suivi pour ce dossier est un appel d'offres public ouvert à toutes les firmes répondant aux exigences des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres a été lancé le 13 mai 2024 et devait se terminer le 13 juin 2024. L'addenda 2 a reporté l'ouverture des soumissions au 27 juin 2024. La durée initiale était donc de 31 jours, mais la durée réelle a été de 45 jours. L'appel d'offres a été publié sur le site internet de la Ville de Montréal et sur celui du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) durant toute la période d'appel d'offres. Il a aussi été publié dans le journal Le Devoir.

Deux addendas ont été émis et rendus disponibles aux preneurs du cahier des charges, dans les délais prescrits :

#	Date	Portée	Impact sur le prix
1	29-05-2024	Changement du lieu de dépôt des soumissions	Non
2	07-06-2024	Report de date et questions et réponses	Non

Les soumissions sont valides 180 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 24 décembre 2024.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0160 - 21 mars 2024 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 \$ afin de financer les travaux de réaménagement et l'acquisition d'immeubles dans les limites du Grand parc de l'Ouest (RCG 20-006) afin d'augmenter le montant d'emprunt de 32 779 000 \$ pour un total de 45 779 000 \$.

SMCE248074005 - 13 mars 2024 - Mandat d'exécution - Grand parc de l'Ouest / Lot préparatoire d'aménagement | 8 projets d'aménagement prioritaires, budget du programme 84,3 M \$.

CG24 0033 - 25 janvier 2024 - Adopter la stratégie de mise en valeur du Grand parc de l'Ouest.

CG20 0374 - 27 août 2020 - Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels d'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17968 (2 soum., un seul conforme).

CG20 0042 - 30 janvier 2020 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 \$ afin de financer les travaux d'aménagement et l'acquisition d'immeubles dans les limites du Grand parc de l'Ouest.

## DESCRIPTION

Ce contrat de services professionnels concerne la phase 1 des travaux de gestion optimale de l'eau et de mise en valeur des terres du parc agricole du Bois-de-la-Roche au Grand parc de l'Ouest, dans le cadre du projet prioritaire *Modernisation du pôle agricole du secteur Bois-de-la-Roche*, et vise à mettre en œuvre le scénario d'intervention sur la gestion hydrique des terres agricoles développé en 2022. Les services professionnels comprennent la réalisation des relevés et études complémentaires, la préparation des documents d'exécution et la surveillance des travaux pour les interventions suivantes :

1. Travaux de drainage de surface et souterrain;
2. Remplacement et ajout de ponceaux;
3. Nouveau système complet d'irrigation (approvisionnement, stockage, traitement, distribution);
4. Retrait de l'agriculture dans le littoral du lac des Deux-Montagnes, avec restauration écologique des cours d'eau, fossés, et parcelles agricoles boisées et marécageuses;
5. Sécurisation des accès au parc;
6. Réfection et prolongement des chemins agricoles, avec ajout d'une zone de service;
7. Sous-solage des sols et application de chaux;
8. Électrification du site;
9. Élaboration d'un plan agronomique et de pratiques culturales;
10. Recensement des besoins en infrastructures;
11. Élaboration d'un plan d'entretien pour les parcelles agricoles et les actifs du site.

### Modes de rémunération

Rémunération forfaitaire pour :

- Phase n°1 : Planification
- Phase n°2 : Conception
- Phase n°3 : Production des documents d'exécution
- Phase n°4 : Exécution (plans et cahier des charges finaux)
- Phase n°5 : Mise en service et exploitation

Rémunération horaire pour :

- Réalisation des études complémentaires
- Phase n°5 : Surveillance pendant la réalisation des travaux

### Contingences

Pour ce projet, un budget de contingences équivalent à 20 % de la valeur du contrat est prévu afin de couvrir des dépenses imprévues ou exceptionnelles pouvant survenir pendant l'exécution du contrat. Cela comprend, par exemple, des études environnementales supplémentaires exigées par les autorités gouvernementales pour l'obtention des permis et des autorisations ministérielles, ainsi que la nécessité de travaux supplémentaires sur le chantier en raison de conditions souterraines imprévues, entraînant la reprise de la conception et un prolongement de l'échéancier des travaux.

### Dépenses incidentes

Un budget de 243 172,13 \$ taxes incluses, est retenu pour les dépenses incidentes. Il ventilé comme suit :

- Caractérisation environnementale et géotechnique du sol et des eaux : 202 643,44 \$;

- Plan de gestion archéologique : 40 528,69 \$.

## JUSTIFICATION

Sur les trois preneurs du cahier des charges, un seul a déposé une soumission (33 %) et deux n'ont pas déposé de soumission (67 %). Un suivi auprès des 2 preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné indique parmi les raisons de désistement : le manque de ressources. L'autre firme n'a pas donné suite. La soumission déposée s'est avérée conforme.

Voici les résultats de l'évaluation effectuée par le comité de sélection le 16 juillet 2024 :

SOUSSION CONFORME	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (contingences + variation de quantités)  (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Groupe Pleineterre inc.	82,8 %	0,64 %	1 307 277,25 \$	261 455,45 \$	1 568 732,70 \$
Dernière estimation réalisée			1 175 197,48 \$	235 039,50 \$	1 410 236,98 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) ( <i>l'adjudicataire - estimation</i> )					158 495,72 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ( <i>l'adjudicataire - estimation</i> ) / <i>estimation</i> ) x 100					11 %

L'estimation de contrôle a été réalisée à l'interne et tient compte des addendas émis pendant la période de sollicitation du marché.

L'analyse des soumissions a permis de constater un écart de 11 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de contrôle.

L'écart est principalement pour l'item n°1 qui concerne la réalisation des phases 1 à 5 du projet (écart de 33 %, 131 475,55 \$). La quantité d'heures estimée par le Groupe Pleineterre, supérieure de 25 % par rapport à la dernière estimation réalisée, explique cette différence.

Sur la base de cette analyse, le SGPMRS recommande d'octroyer le contrat à Groupe Pleineterre.

Les vérifications requises ont été faites afin de valider que l'adjudicataire recommandé :

- Détient l'autorisation à contracter délivrée le 9 novembre 2023 par l'Autorité des marchés publics (AMP), ce contrat étant visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* ;
- N'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas jugé non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal et ne figure pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des adjudicataires, puisque la dépense nette de ce contrat de services professionnels est

supérieure à 500 000 \$, une évaluation du rendement sera effectuée.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale à considérer est de de 1 811 904,83 \$ taxes incluses, qui comprend :

- le coût brut du contrat pour un montant de 1 307 277,25 \$, taxes incluses (1 193 718,38 \$ net de ristourne);
- un budget de contingences de 261 455,45 \$, taxes incluses (238 743,68 \$ net de ristourne);
- un budget d'incidences de 243 172,13 \$, taxes incluses (222 048,57 \$ net de ristourne).

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération en vertu d'une ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal, et représente un coût net de 1 654 510,63\$, en considérant les ristournes pour la TPS et la TVQ.

Ce montant de 1 654 510,63\$, net de ristourne sur les taxes, sera financé par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports par le biais du règlement d'emprunt RCG 20-006 Trav. Amén. Acquis. Imm. CG20 0094.

Le budget est prévu au PDI 2024-2033 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, au Programme 32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest.

Le montant sera réparti de la façon suivante :

Projet investi	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total
32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest	281 483,88 \$	585 172,61 \$	472 712,48 \$	200 544,69 \$	85 947,72 \$	28 649,25 \$	<b>1 654 510,63 \$</b>

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat est crucial pour assurer la continuité des activités agricoles au parc du Bois-de-la-Roche. Sans lui, une interruption des opérations agricoles est inévitable à court terme. De plus, il est essentiel au développement de la production agricole, en permettant notamment d'améliorer la gestion de l'eau dans les sols, indispensable pour les agriculteurs actuels et comme levier pour leur expansion future.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 2 septembre 2024



Fin du contrat : à l'épuisement du budget ou à la fin du projet prévue le 30 novembre 2029

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Firdaous SBIAA)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Martin BOULIANNE, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Anne DESAUTELS, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Mathieu DRAPEAU, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Jérémy WATTERS, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Clément ARNAUD, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Sophie CHARLEBOIS, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Philippe GOBEILLE, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Marie-Laurence GENDRON, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Stéphanie GIGUET, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Daniel BÉDARD, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Caroline O'HARA, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Mathieu DELAGE, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Lucas BANOS, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Stéphanie HOULE, Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne  
Firdaous SBIAA, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Firdaous SBIAA, 23 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Priscilla FORTIER  
ingenieure

**ENDOSSÉ PAR**

Jasmin CORBEIL  
c/d aménagement des espaces publics et

Le : 2024-07-19

réalisation

**Tél :** 438-392-3902  
**Télécop. :**

**Tél :** 514-820-7092  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Martin BOULIANNE  
directeur - aménagement des parcs et espaces  
publics

**Tél :** 514-872-4101  
**Approuvé le :** 2024-07-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directrice

**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249558001

Unité administrative responsable : 210304000000

Projet : Services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et de la mise en valeur des terres parc Agricole du Bois-de-la-Roche

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050</i> <i>2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision</i> <i>4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité</i> <i>6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• Réduction des émissions de GES par kg de fruits et légumes produits, par rapport à la référence établie dans le DAP-B et la productivité de l'exploitant agricole D3P.</i></li></ul> <i>2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine</i>			

*naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision :*

- *Augmentation de la superficie des habitats favorables à la faune et à la flore indigènes.*
- *Maintien ou augmentation des superficies de milieux humides.*
- *Maintien ou amélioration de la connectivité hydrique du parc.*
- *Augmentation du couvert végétal forestier.*

*4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité :*

- *Augmentation du nombre de partenaires pour l'exploitation agricoles.*

*6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire :*

- *Augmentation de la surface de terre cultivable.*
- *Augmentation de la quantité de récolte par hectare.*
- *Augmentation de la surface de terre cultivée*

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	X		

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>	X		
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>	X		
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# **Grand parc de l'Ouest**

## **Pôle agricole du Bois-de-la-Roche**

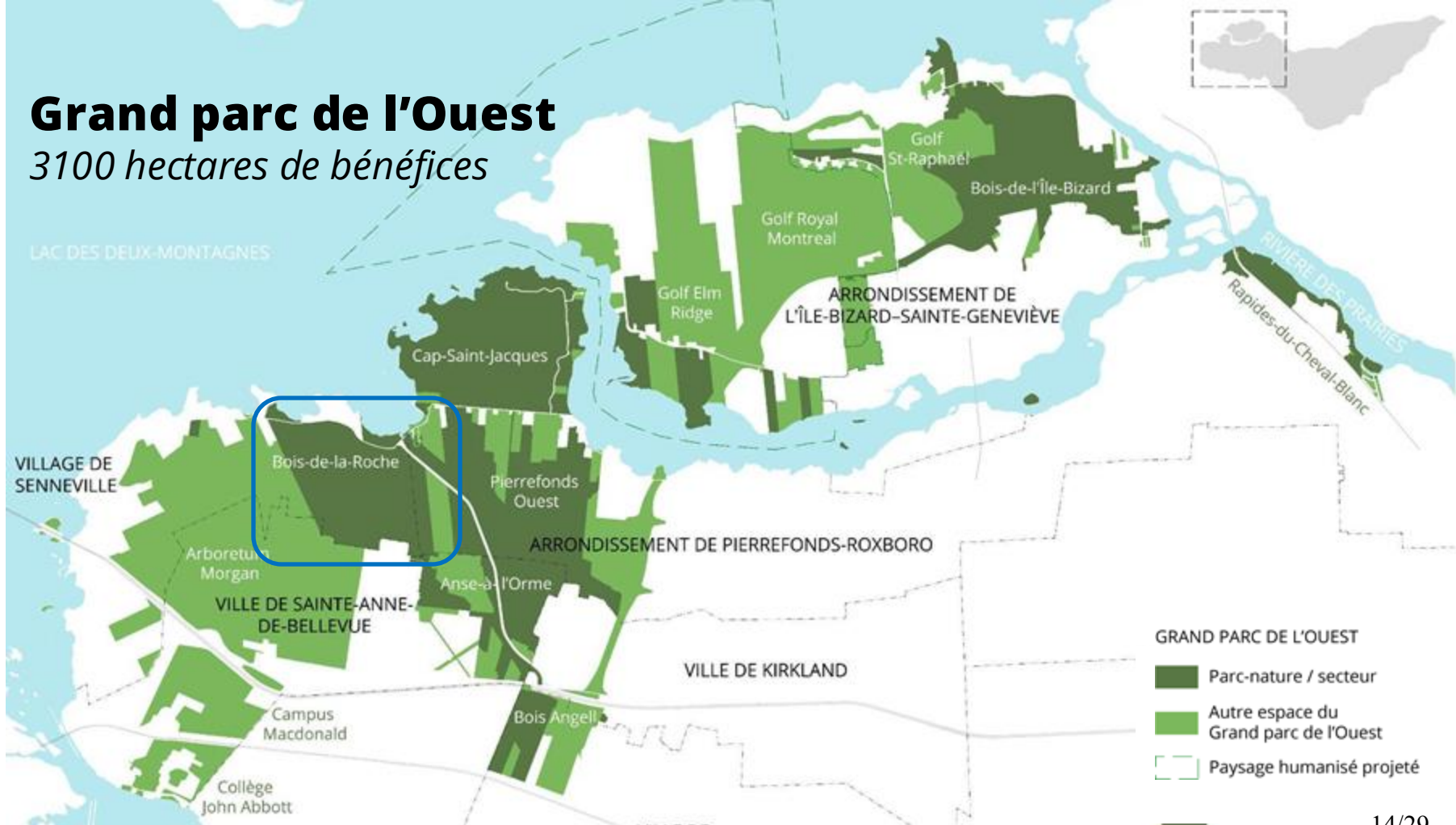
**Phase 1 Gestion optimale de l'eau et de la mise en valeur des terres**

Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports  
Juillet 2024

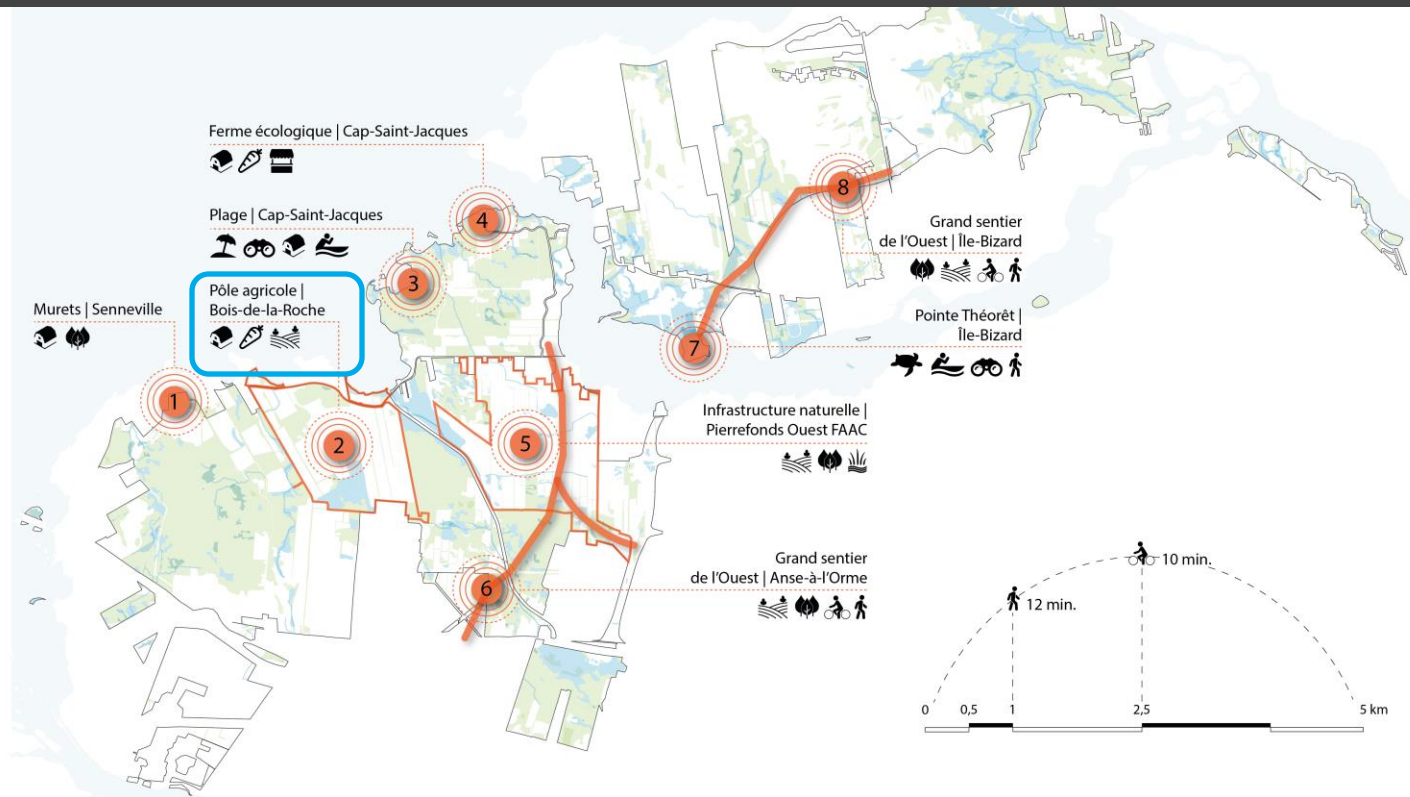
**Montréal** 

# Grand parc de l'Ouest

3100 hectares de bénéfices



# Grand parc de l'Ouest : 8 projets prioritaires d'aménagement





# Projet au cœur des engagements municipaux

Montréal 2030

Plan nature  
et sports

Plan climat

Plan d'urbanisme  
et de mobilité

Plan d'action  
solidarité et  
inclusion sociale

Stratégie  
d'agriculture urbaine

L'ENGAGEMENT  
DE MONTRÉAL  
LES VILLES UNIES  
ET EN ACTION  
POUR LA  
BIODIVERSITÉ

**Grand parc de l'Ouest  
Pôle agricole du BDLR**

## Bénéfices



**Production agricole locale**



**Biodiversité**



**Sécurité alimentaire  
et partenariats**



**Sauvegarde du patrimoine**

# Un ensemble agricole cohérent et vivant

## *Principaux objectifs*

- **Terres | Optimiser les superficies cultivables et les pratiques agroenvironnementales**
  - **Gestion de l'eau, structure et santé des sols**
- **Bâtiments | Soutien à la production et aux activités agricoles**
  - Programmation des usages pour la requalification, infrastructures de base requises
- **Biodiversité | Maintenir et restaurer les habitats, bonifier les écosystèmes**
  - Plan de conservation et de gestion écologique, interventions milieux naturels, contrôle des EEE,
  - Gestion des parcelles en conservation, habitats des oiseaux champêtres
- **Gestion et opérations | Diversifier les partenaires, efficacité opérationnelle**
  - Plan d'affaires, Modèle d'occupation terres et bâtiments,
  - Démarchage et opportunités, exigences pratiques agricoles et services attendus, gouvernance

# Agriculture dans le Grand parc de l'Ouest

*La complémentarité des secteurs*

## Nourrir Montréal

par une agriculture respectueuse de la biodiversité, accessible et collective





## Plan d'ensemble: secteur agricole Bois-de-la-Roche

### Accroître la production des terres

60 hectares potentiels  
Réalisé en 2 phases

### Ensemble bâti

8 bâtiments à réhabiliter  
Valeurs patrimoniales

- Vocation agricole qui perdure
- Grande qualité architecturale
- Ensemble bâti et paysager unique

### Valorisation des actifs



Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports

Nom du service :  
Nom de la direction, division, etc. :

**RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

Date de publication :

Date d'ouverture :

**Liste des preneurs des cahiers des charges**

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	TÉTRA TECH QI INC.
2	GROUPE PLEINETERRE INC.
3	Englobe Corp.
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Le 9 novembre 2023

GROUPE PLEINETERRE INC.  
A/S MONSIEUR SAMUEL COMTOIS  
169B, RUE SAINT-JACQUES  
NAPIERVILLE (QC) J0J 1L0

N° de décision : 2023-DAMP-4198  
N° de client : 1100303662  
N° d'entreprise du Québec : 1172233398

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. GROUPE PLEINETERRE INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au **8 novembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.quebec](http://www.amp.quebec).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

**Dossier # : 1249558001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour la fourniture de services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, situé dans le Grand parc de l'Ouest, jusqu'à l'épuisement budgétaire ou la fin du projet prévue en 2029 – Dépense totale de 1 811 904,83 \$, taxes incluses (contrat : 1 307 277,25 \$ + contingences : 261 455,45 \$ + incidences : 243 172,13 \$) – Appel d'offres public 24-20502 - Un soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20502 Resultats comité.pdf 24-20502 Détenteur\_Cahier\_Charges.pdf



24-20502 intervention.pdf 24-20502 PV.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Firdaous SBIAA  
Agent d'approvisionnement II  
**Tél :** firdaous

**ENDOSSÉ PAR**

Hicham ZERIOUH  
Chef de section  
**Tél :** 4385051138  
**Division :**

Le : 2024-07-24




24-20502 - Services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et de la mise en valeur des terres parc agricole du Bois-de-la-roche

	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>mardi 16-07-2024</b>
GRUPE PLENITERRE	82,8	1 307 277,25 \$	0,64	<b>1</b>	<b>Heure</b>	<b>13 h 00</b>
					<b>Lieu</b>	<b>GOOGLE MEET</b>
						<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
						<b>10000</b>
					<b>Facteur «K»</b>	<b>1</b>

**Agent d'approvisionnement**

*Firdaous Sbiaa*

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20502

**Numéro de référence:** 1847189

**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres

**Statut:** En attente des résultats d'ouverture

**Titre:**

SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA GESTION OPTIMALE DE L'EAU ET DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES PARC AGRICOLE DU BOIS-DE-LA-ROCHE

**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

3 résultats

Résultats 1 à 3

Trier par

Sélection

Nombre par page

2

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
<input type="radio"/> TÉTRA TECH QI INC. 600 - 7275, rue Sherbrooke Est Montréal QC CAN H1N1E9	Non diffusé	Caroline Champagne Téléphone: 5142570707 Courriel: <a href="mailto:caroline.champagne@tetratech.com">caroline.champagne@tetratech.com</a>	0 2024-05-15 09:06	62725 - 24-20502 Addenda 1 modification Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-05-29 à 09:00 - Téléchargement
				64187 - 24-20502 Addenda 2 report QR Devis 2024-06-07 à 09:45 - Téléchargement
				20000792 - 24-20502 Addenda 3 report Devis 2024-06-13 à 10:40 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> GROUPE PLEINETERRE INC. 169-B rue St-Jacques Napierville QC CAN J0J1L0	Non diffusé	Julien Bouchard Téléphone: 4502453287 Courriel: <a href="mailto:jbouchard@pleineterre.com">jbouchard@pleineterre.com</a>	0 2024-05-27 10:38	62725 - 24-20502 Addenda 1 modification Devis 2024-05-29 à 09:00 - Téléchargement
				64187 - 24-20502 Addenda 2 report QR Devis 2024-06-07 à 09:45 - Téléchargement
				20000792 - 24-20502 Addenda 3 report Devis 2024-06-13 à 10:40 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> Englobe Corp. 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval QC CAN H7S2E4 <a href="http://www.englobecorp.com">http://www.englobecorp.com</a>	Non diffusé	Annie Vachon Téléphone: 14182276161 Courriel: <a href="mailto:offre.service@englobecorp.com">offre.service@englobecorp.com</a>	0 2024-05-15 10:11	62725 - 24-20502 Addenda 1 modification Devis 2024-05-29 à 09:00 - Téléchargement
				64187 - 24-20502 Addenda 2 report QR

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Devis 2024-06-07 à 09:45 - Téléchargement
				20000792 - 24-20502 Addenda 3 report Devis 2024-06-13 à 10:40 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel



© Gouvernement du Québec, 2024

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Groupe Pleineterre Inc	1307277,25	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

Trois firmes ont commandé le cahier de charges. Un suivi auprès des 2 preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné nous indique parmi les raisons de désistement: le manque de ressources. L'autre firme n'a pas donné suite à notre relance.

Préparé par :  Le  -  -

Dossier # : 1249558001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour la fourniture de services professionnels pour la gestion optimale de l'eau et la mise en valeur des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, situé dans le Grand parc de l'Ouest, jusqu'à l'épuisement budgétaire ou la fin du projet prévue en 2029 – Dépense totale de 1 811 904,83 \$, taxes incluses (contrat : 1 307 277,25 \$ + contingences : 261 455,45 \$ + incidences : 243 172,13 \$) – Appel d'offres public 24-20502 - Un soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Certification des fonds\_GDD 1249558001.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-25

Étienne GUIMOND  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247408001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Centre local de développement
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière non-récurrente de 292 500 \$ à PME Mtl Centre-Est pour la réalisation du projet "Immobilier collectif" / Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

- 1- d'accorder une contribution financière non-récurrente de 292 500 \$ à PME Mtl Centre-Est pour la réalisation du projet "Immobilier collectif";
- 2- d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-26 15:36

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

Dossier # :1247408001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Centre local de développement
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière non-récurrente de 292 500 \$ à PME Mtl Centre-Est pour la réalisation du projet "Immobilier collectif" / Approuver le projet de convention à cet effet.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Reconnue pour son dynamisme et son esprit d'innovation, Montréal est confrontée à des défis d'attraction et de rétention d'entreprises principalement liés à la disponibilité et l'accessibilité à des espaces commerciaux et industriels sur son territoire. Ce contexte a pour effet de créer une barrière à l'entrée pour les entreprises émergentes et accentue les enjeux de pérennité et d'ancrage territorial pour les entreprises existantes, particulièrement les petites entreprises, les entreprises d'économie sociales qui ont du mal à absorber l'augmentation des coûts locatifs (+62 % pour les loyers industriels en 2022 - CBRE). Il en va de même pour les loyers des commerces de détail augmentent, mais des coûts de construction et des taux d'intérêt plus élevés posent des défis aux détaillants.

Conséquemment, on assiste à l'exode des forces vives qui font de Montréal une ville entreprenante, innovante et inclusive. La hausse des prix des loyers présente des défis importants pour les petites entreprises. Selon la Fédération canadienne du commerce indépendant et suivant les analyses de BCRE, des propriétaires de PME ayant fait face à une hausse de 6 % ou plus, un tiers d'entre eux ont envisagé de déménager et 7 % l'ont fait (fédération canadienne du commerce indépendant). La réalité de leur modèle d'affaires fait en sorte qu'il est très difficile pour beaucoup d'entrepreneurs de passer de l'intention à l'action. Même enjeux pour le commerce de détail : les grandes chaînes de magasins peuvent avoir un avantage sur les petits entrepreneurs en raison de leur capacité à payer des loyers plus élevés. La concurrence accrue entre les grandes bannières et détaillants en ligne, peut influencer la viabilité des commerces de détail physiques. Cette situation pourrait toutefois être une opportunité pour les entreprises montréalaises d'innover à travers leur modèle d'affaires afin de demeurer productives et rentables.

Selon BCRE, le loyer net moyen a poursuivi son ascension dans le Grand Montréal, maintenant à un nouveau sommet de 16,65 \$ le pi<sup>2</sup> (une hausse trimestrielle de 8,2 % et un bond de 44,4 % sur un an). En 2023, le rythme d'augmentation du loyer était deux fois plus rapide comparé au trimestre précédent. En deux ans, le loyer net demandé du Grand Montréal a plus que doublé (en hausse de 105,5 % depuis 2021). Le prix des terrains a progressivement grimé au cours de la dernière année dans le Grand Montréal, en hausse de 7,3 % à 1,75 M\$



l'acre sur un an. Les enjeux liés aux coûts de construction et à la hausse des taux d'intérêt continuent d'influer sur la location.

Cette situation pourrait toutefois être une opportunité pour les entreprises montréalaises d'innover à travers leur modèle d'affaires afin de demeurer productives et rentables. L'acquisition immobilière collective apparaît comme une réponse stratégique et innovante.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

- CG24 0044 – 25 janvier 2024 : Adoption - Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises 2024-2025;
- CG24 0030 – 25 janvier 2024 : Accorder un soutien financier maximal de 20 394 860 \$ aux six organismes du réseau PME MTL, soit 3 784 588 \$ pour PME MTL Centre-Est, pour les années 2024, 2025 et 2026, afin de consolider l'offre de soutien technique dédiée aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet
- CG21 0150 – 25 mars 2021 - Approuver les ententes de délégations à intervenir entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL couvrant la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2025 conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et à l'adoption du dossier 1218927005 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-7 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI ) / Autoriser le versement aux six organismes du réseau PME MTL des contributions totalisant 36 725 832 \$ pour la période 2021-2025 dans le cadre du Fonds régions et ruralité

### **DESCRIPTION**

Le projet de l'organisme a pour objectifs d'élaborer une approche intégrée d'acquisition collective et de la documenter - dans une perspective d'innovation sociale et de mise à l'échelle, afin de sortir du marché spéculatif au moins un immeuble (et/ou accompagner une acquisition collective) et le rendre accessible aux organisations sociales et petites entreprises incluant les commerces et les startups. En facilitant l'accès à l'immobilier pour ces entités, le projet non seulement stimule l'innovation, mais renforce également la cohésion sociale et économique, alignant les actions avec les objectifs de Montréal 2030.

En favorisant l'accessibilité à des locaux abordables aux petits entreprises, aux commerces et aux organisations sociales, souvent marginalisés dans les marchés immobiliers compétitifs, le projet favorise une communauté d'affaires plus cohésive et interconnectée qui renforce le tissu social de Montréal et encourage une croissance économique partagée et équitable qui bénéficie à tous. Cela aide à équilibrer le terrain de jeu économique et à intégrer pleinement ces acteurs dans l'économie de la ville en :

- Fournissant des espaces abordables et bien équipés pour les startups et les entreprises d'économie sociale, le projet favorise la création et le développement d'entreprises innovantes. Cela contribue à un écosystème entrepreneurial dynamique et résilient, essentiel pour la croissance économique à long terme de Montréal.
- Améliorant l'accessibilité immobilière, le projet attire les entreprises qui pourraient autrement chercher des options plus abordables à l'extérieur de Montréal. Cela aide à retenir les talents locaux et à attirer de nouveaux entrepreneurs à Montréal, ce qui est vital pour soutenir le développement économique de la métropole et contribue directement à sa compétitivité et à son rayonnement.

A terme, le projet viendra renforcer le tissu économique local à travers la promotion de l'acquisition immobilière collective auprès des entreprises d'économie sociale et des petites entreprises (startup), via la mise en commun des ressources (financières, humaines, matérielles et techniques), le contrôle de la hausse des loyers et l'atténuation la spéculation immobilière.

Il s'agit d'un projet pilote qui vise à élaborer une approche et un « service d'accompagnement appliquée qui pourrait être répliqué » sur les autres territoires en matière d'acquisition immobilière collective. Ce pilote pourrait

aussi servir à faire une première acquisition, si les conditions de marché et le montage financier s’y prêtent.

Le projet vise à :

- Développer un nouveau service d'accompagnement pour les organismes et entreprises qui veulent devenir propriétaires;
- Mettre en place un processus pilote d’acquisition collective, afin de sortir des bâtiments non-résidentiels du marché spéculatif.

Pour ce faire, l'organisme demande un soutien sur deux ans pour :

- Le financement d’un poste d’accompagnement en immobilier sur deux ans.
- Un contrat de services professionnels avec une firme d’avocats spécialisée en immobilier collectif.
- La mise en place d’outils de communication.

### JUSTIFICATION

L’enjeu de l’accès à l'immobilier pour les entreprises est connu, complexe et multidimensionnel. Une de ses facettes est le manque de compétences immobilières au sein des organisations et le manque de ressources pour financer une compétence externe, ce qui mène souvent à des erreurs dans la conception des projets, de l’essoufflement de la part des équipes, des retards et des surcoûts pour mener à bien le projet. La proposition de l’organisme de développer une approche d’accompagnement spécifiquement immobilière pour les organisations est pertinente, vu le contexte inflationniste et les fulgurantes hausses de loyers dans la région de Montréal. Le projet souhaite s’attaquer à la sortie du marché spéculatif des immeubles non résidentiels. Il mènera de front la construction d’une approche d'accompagnement, de veille immobilière, de même que le développement d’une stratégie d'acquisition et sa mise en œuvre. L'organisme compte se rapprocher des acteurs de l'économie sociale afin de développer une démarche concertée. Le projet propose d’étudier à la fois les conditions de l’offre (veille immobilière, structures juridiques appropriées pour la sortie du modèle spéculatif etc..) et de la demande (besoins des entreprises), ce qui ajoute à sa pertinence.

Par ailleurs l’expertise de l’organisme, dont le métier est l’accompagnement des entreprises sur le terrain l’orienté lui permettra de documenter finement sa démarche et d'enrichir la documentation existante quant aux réalités du marché, aux conditions de l'offre et de la demande, aux besoins des entreprises et aux facteurs de réussite de tels projets. En habilitant les entreprises et entrepreneurs à devenir propriétaires et en favorisant l'action collective en la matière, le projet comporte une forte composante d’innovation sociale qui pourra, à terme, servir à l'ensemble de la communauté entrepreneuriale de Montréal.

Finalement, les livrables proposées, soit la structuration d'une démarche d'accompagnement individuelle et collective, de même qu'une tentative d'acquisition constituent des objectifs ambitieux et réalistes.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d’autoriser une dépense totale de 292 500 \$. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (Entente 150 M\$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2 ).

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés les dernières années aux organismes de ce dossier par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé (DÉCISIONS ANTÉRIEURES)			Soutien demandé en 2024	Versements				Soutien Ville / Global projet
		2021	2022	2023		1er versement	2e versement	3e versement	4e versement	

						(2024)	(2025)	(2026)	(2026)	
PME Mtl Centre Est	Projet "Immobilier collectif"	-	-	-	292 500 \$	42 920 \$	85 840 \$	138 740 \$	25 000 \$	90 %
	Consolider l'offre de soutien technique dédiée aux entrepreneurs	-	-	3 784 588 \$						
	Ententes de délégations à intervenir entre la Ville de Montréal et les organismes PME MTL	1 627 358 \$	1 627 358 \$	1 627 358 \$						

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu à l'Article 19 (11.1) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Ce dossier est sans objet quant à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Une acquisition collective de au moins un bâtiment réalisée.

Un frein à la hausse des loyers non-résidentiels et à la pression spéculative résidentielle sur les espaces non-résidentiels.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention, et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Août 2024 : mise en oeuvre du projet :

- Formation d'une équipe dédiée au projet : Recrutement d'une ressource spécialisée et formalisation des partenariats stratégiques et la création de comités de travail avec la Ville de Montréal (la gouvernance sera à déterminer).
- Phase de planification : États des lieux, identification préliminaire des propriétés potentielles et évaluation des besoins des organisations bénéficiaires.
- Évaluation des véhicules financiers adaptés : Collaboration avec des partenaires financiers et immobiliers stratégiques.
- Évaluation des véhicules juridiques et modes de détention : Analyse approfondie des options de détention immobilière pour sélectionner la structure la plus avantageuse.

Janvier 2025 à août 2026 : mise en oeuvre :

- Recenser les modèles d'acquisition collective pour ralentir et prévenir la spéculation immobilière et s'en inspirer.
- Documenter les besoins des entreprises ciblées et assurer une veille sur les opportunités immobilières à Montréal.
- Développer une approche d'accompagnement à travers le processus d'acquisition ou de pérennisation immobilière collective.
- Élaborer une approche de financement novatrice, notamment en établissant des partenariats stratégiques avec les bailleurs de fonds, les développeurs immobiliers et les différents intervenants de l'écosystème.
- Définir un cadre juridique et un modèle innovant d'acquisition collective, afin d'assurer une gestion et une détention efficaces.
- Acquérir une propriété collective et/ou accompagner un collectif dans son processus d'acquisition collective.
- Communiquer activement sur la réalisation du projet et les outils créés.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charles MORISSET  
Commissaire au développement économique

**Tél :** 438-826-8598  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Daniel MATHIEU  
chef(fe) de division - developpement economique

**Tél :** 438-400-9712  
**Télécop. :**

Le : 2024-07-22

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dieudonné ELLA-OYONO  
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valérie POULIN  
directeur(-trice) - investissement et developpement  
strategique

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-26

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier :

Unité administrative responsable :

Projet :

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
<p>2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?</p> <p>L'orientation 14 : appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur <b>résilience économique</b> et générer de la <b>prospérité</b> du Plan stratégique Montréal 2030.</p> <p>L'orientation 19 qui vise à Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.</p> <p>L'orientation 20 Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole</p> <p>L'orientation 14 : Un service d'accompagnement réalisé qui permet aux entreprises de devenir propriétaires de leurs lieux d'opération. En se basant sur l'innovation sociale et la mobilisation des acteurs de l'écosystème, le projet sera une belle occasion d'innover.</p> <p>L'orientation 19 : Des entreprises qui demeurent près des employés dans leur quartiers et qui n'ont pas à se délocaliser.</p> <p>L'orientation 20 : Des entreprises prospères et propriétaires de leurs lieux d'opération.</p>			

## Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>x</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		<b>x</b>	
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Pour le projet « Immobilier collectif » déposé par PME Mtl Centre-Est

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **PME Mtl Centre-Est**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6224 Rue Saint-Hubert, Montréal, Qc H2S 2M2 agissant et représentée par M. Jean-François Lalonde, Directeur Général dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription T.P.S. : 819044165RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222690796TQ001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme un catalyseur pour le développement économique, le rayonnement et le développement des entreprises et talents des territoire de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, de Rosemont - La Petite-Patrie et de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;



**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2 DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Annexe 2 » :** les conditions relatives à la Reddition de comptes
- 2.4 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.5 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.6 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.7 « Responsable » :** le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.8 « Unité administrative » :** le Service du développement économique de la Ville de Montréal.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

#### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

#### 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2024 pour la première année et la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : [conformitecontractuelle@bvgmtl.ca](mailto:conformitecontractuelle@bvgmtl.ca) (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

#### **4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### 4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

### **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### 5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent quatre-vingt-douze mille cinq cents dollars (292 500 \$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### 5.2 Versements

##### 5.2.1 Pour l'année **2024**:

5.2.1.1 une somme maximale de **quarante-deux mille neuf cent vingt dollars (42 920 \$)** à la signature de la présente convention.

##### 5.2.2 Pour l'année **2025** :

5.2.2.1 une somme maximale de cent **quatre-vingt-cinq mille huit cent quarante dollars (85 840 \$)** dans les trente (30) jours suivant la remise du plan d'action 2025 et de la reddition de comptes pour l'année 2024 à la satisfaction du responsable.

##### 5.2.3 Pour l'année **2026** :

5.2.3.1 une somme maximale de cent **trente-huit mille sept cent quarante dollars (138 740 \$)** dans les trente (30) jours suivant la remise du plan d'action 2026 et de la reddition de comptes pour l'année 2025 à la satisfaction du responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de **vingt-cinq mille deux dollars (25 000 \$)** dans les trente (30) jours suivant la remise de la reddition de comptes finale à la satisfaction du responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :
- 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
  - 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
  - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
  - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 octobre 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de quatre millions de dollars (4 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11** **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.



**ARTICLE 12**  
**DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

**ARTICLE 13**  
**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

**13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

**13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

**13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droits liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au le 6224 Rue Saint-Hubert, Montréal, Qc H2S et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur Général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 1001, Boulevard Henri-Bourassa, 28<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3B 5M2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### **13.10 Exemple ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito, greffier adjoint,

Le 22<sup>e</sup> jour de Mai 2024

**PME Mtl Centre-Est**

Par : \_\_\_\_\_  
Jean François Lalonde, Directeur Général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'Agglomération de la Ville de Montréal, le 22<sup>e</sup> jour d'août 2024 (Résolution CG .....).

## ANNEXE 1

### PROJET

#### SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

##### TITRE DU PROJET

Immobilier collectif

##### DESCRIPTION DU PROJET

Le projet d'immobilier collectif piloté par PME MTL Centre-Est a pour objectifs d'élaborer une approche intégrée d'acquisition collective et de la documenter - dans une perspective d'innovation sociale et de mise à l'échelle, afin de sortir du marché spéculatif au moins un immeuble (et/ou accompagner une acquisition collective) et le rendre accessible aux organisations sociales et petites entreprises. Cet ajout à l'entente de services viendra bonifier le soutien offert aux entreprises.

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Cibles
<p>Définir une approche intégrée et novatrice d'acquisition collective pouvant être mise à l'échelle</p>	<p>Recenser les modèles d'acquisition collective pour ralentir et prévenir la spéculation immobilière et s'en inspirer → Documenter les besoins des entreprises ciblées et assurer une veille sur les opportunités immobilières à Montréal</p>	<p>Définir une approche intégrée et novatrice d'acquisition collective pouvant être mise à l'échelle.</p>	<p>La capacité du projet à mobiliser l'écosystème local autour d'une approche innovante favorisant l'accès à des espaces abordables pour les startups et les acteurs de l'économie sociale</p>	<p>2024-2025</p>
<p>Développer une expertise et des outils d'accompagnement permettant de soutenir des entreprises dans leur processus d'acquisition collective</p>	<p>Développer une approche d'accompagnement à travers le processus d'acquisition ou de pérennisation immobilière collective. Élaborer une approche de financement novatrice, notamment en établissant des partenariats stratégiques avec les bailleurs de fonds, les développeurs immobiliers et les différents intervenants de l'écosystème. Définir un cadre juridique et un modèle innovant d'acquisition collective, afin d'assurer une gestion et une détention efficaces</p>	<p>Développer une expertise et des outils d'accompagnement permettant de soutenir des entreprises dans leur processus d'acquisition collective.</p>	<p>Les partenaires financiers sensibilisés aux méthodes de financement novatrices qui soutiennent l'acquisition collective - Le potentiel des outils développés à générer un impact significatif au sein de la communauté entrepreneuriale. Le déploiement de la nouvelle offre de service de soutien à l'acquisition collective.</p>	<p>2024-2025</p>
<p>Sortir du marché spéculatif, travers un modèle d'acquisition collective, une</p>	<p>Élaborer une approche de financement novatrice, notamment en établissant des partenariats stratégiques avec les bailleurs de fonds, les développeurs immobiliers et les différents</p>	<p>Acquérir une propriété collective et/ou accompagner un collectif dans son processus d'acquisition collective.</p>	<p>Aquisition d'une propriété collective et/ou accompagnement d'un collectif dans son processus d'acquisition collective.</p>	<p>2025-2026</p>

6

propriété au bénéfice d'entreprises émergentes et d'économie sociale.	intervenants de l'écosystème.			
---	-------------------------------	--	--	--

M

BUDGET PRÉVISIONNEL

PME MTL Centre-Est

Immobilier Collectif

	Année 1	Année 2	Année 3	Total Budgété
<b>REVENUS</b>				
<b>Subventions/Contributions financières</b>				
Municipales	128750	163750		292500
Provinciales				0
Fédérales				0
Autres				0
<b>Sous total (1)</b>	<b>128750</b>	<b>163750</b>	<b>0</b>	<b>292500</b>
<b>Revenus autonomes</b>				
Apport de l'organisme	16250	16250		32500
Frais d'inscription				0
Dons				0
<b>Commandites en argent</b>				
Nom du commanditaire 1				0
Nom du commanditaire 2				0
Nom du commanditaire 3				0
Nom du commanditaire 4				0
<b>Commandites en nature</b>				

m

Nom du commanditaire 1				0
Nom du commanditaire 2				0
Nom du commanditaire 3				0
Nom du commanditaire 4				0
Autres sources de revenus				0
Sous total (2)	16250	16250	0	32500
<b>Total des produits (sous total 1 + sous total 2)</b>	<b>145000</b>	<b>180000</b>	<b>0</b>	<b>325000</b>

## DÉPENSES

### Salaires et avantages sociaux

Salaires	120000	120000		240000
Avantages sociaux				0
Sous total (3)	120000	120000	0	240000

### Autres charges directes

Achat ou location d'équipements				0
Entretien et réparation				0
Honoraires professionnels	20000	40000		60000
Publicité et promotion	5000	20000		25000
Sous total (4)	25000	60000	0	85000

### Frais d'administration

Sous total (5)	0	0	0	0
<b>Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5)</b>	<b>145000</b>	<b>180000</b>	<b>0</b>	<b>325000</b>

### Informations complémentaires

- Les salaires des dirigeants de l'organisme ne sont pas admissibles.



- Les dépenses reliées aux salaires doivent suivre les barèmes du marché.
- Les revenus et les dépenses doivent s'équilibrer.
- Le cas échéant, les frais de création d'un nouvel organisme ne sont pas admissibles.
- Les frais liés à des rencontres ponctuelles entre employés et partenaires ne sont pas admissibles.
- Les frais de développement des affaires, incluant le salaire de la personne qui y est responsable, ne sont pas admissibles.

M

## DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<p>Seules sont admissibles les dépenses <b>directement liées</b> à la réalisation du projet. Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);</li><li>• des coûts de location d'équipement ou de locaux;</li><li>• des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;</li><li>• des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);</li><li>• des frais de déplacement;</li><li>• d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;</li><li>• des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li><li>• des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li><li>• les dépenses liées à l'achat de certains équipements.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;</li><li>• La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;</li><li>• Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.</li><li>• La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.</li></ul>

## **SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES**

<b>Reddition de comptes</b>	<b>Date de dépôt</b>
Rapport d'étape 1	31 janvier 2025
Rapport d'étape 2	31 janvier 2026
Rapport final	31 octobre 2026

**Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :**

### **Document et délai de transmission**

- Pour l'année 2024 : une Reddition de compte annuelle faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet, au plus tard le 31 janvier 2025.
- Pour l'année 2025 : un plan d'action annuel à la satisfaction de la Responsable, qui devra comprendre, notamment, la liste d'initiatives/activités prévues pour chacun des volets du Projet, au plus tard le 31 janvier 2025; - Une Reddition de compte annuelle faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet, au plus tard le 31 janvier 2026.
- Pour l'année 2026 : un plan d'action annuel à la satisfaction de la Responsable, qui devra comprendre, notamment, la liste d'initiatives/activités prévues pour chacun des volets du Projet, au plus tard le 31 janvier 2026; - Une Reddition de compte annuelle faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet, au plus tard le 31 octobre 2026; - Une Reddition de compte finale, sous forme de bilan, avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des deux années du Projet (août 2024 à août 2026), au plus tard le 31 octobre 2026.

### **Plan d'action annuel :**

Chaque plan d'action annuel; doit comprendre, notamment :

- La programmation détaillée des actions pour chacun des volets du Projet;
- Une description qualitative des bénéfiques ou des retombées anticipés en lien avec les activités proposées dans le cadre de la programmation;
- Une liste des activités de communications prévues en lien avec la programmation;

- Un budget prévisionnel indiquant les variations par rapport au budget présenté dans la demande de contribution financière (basé sur l'année financière de l'Organisme);
- Un plan de développement, de pérennisation et de croissance.

### **Reddition de compte annuelle :**

Chaque reddition de compte doit prendre la forme d'un rapport d'activités comprenant, notamment :

- Une liste des actions réalisées;
- Le nombre de partenaires mobilisés;
- Une description qualitative des bénéfices ou des retombées obtenus.
- Une liste des activités de communication réalisées;
- Un budget détaillant les dépenses et les revenus de l'année et indiquant les écarts avec les budgets prévisionnels présentés dans le plan d'action annuel pour la même année;
- Un bilan des mesures entreprises pour assurer le développement, la pérennisation et la croissance de l'Organisme.

### **COMITÉ DE SUIVI**

La Ville et l'Organisme conviennent de créer un comité de suivi qui se réunira sur une base trimestrielle, ou au besoin. Celui-ci est composé d'au moins un représentant de chacune des parties. Les représentants de l'Organisme sont nommés par son conseil d'administration et les représentants de la Ville sont nommés par la Responsable. La Ville se réserve le droit d'inviter des partenaires internes ou externes lorsqu'elle juge que ceux-ci peuvent apporter une contribution pertinente au suivi du Projet.

Ce Comité a pour mandat :

- D'assurer le suivi et le bon fonctionnement général du Projet et de faciliter la coordination entre l'Organisme et les services centraux de la Ville;
- D'échanger sur l'évolution des différents volets inclus dans le Projet et sur les perspectives de développement présentés par l'Organisme;
- De s'assurer que les ressources financières fournies par la Ville soient versées et utilisées conformément aux dispositions de la présente Convention, et que les clauses de cette Convention soient respectées. Le Comité de suivi convient d'évaluer une fois par année l'atteinte des objectifs, la réalisation des activités, et les bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente.

### **COMITÉ SUR LA MAÎTRISE FONCIÈRE**

En mars 2023, le Service du développement économique (SDE) a amorcé une réflexion interne sur les leviers de développement liés à l'immobilier qui lui permettraient d'avoir des impacts plus importants au niveau de l'immobilier commercial et industriel ainsi que de la viabilisation de grands terrains vagues, incluant la réhabilitation de terrains contaminés. Plus précisément, le SDÉ étudie la possibilité pour la Ville de se doter de moyens d'intervention qui lui permettraient d'agir afin d'atteindre les objectifs de la planification économique conjointe 2023-25 en matière de réhabilitation de terrains contaminés dans les secteurs d'intervention stratégiques, de développement et

d'attraction de créneaux, d'abordabilité des locaux et de mise sur pied de projets structurants. Ce comité a entamé les travaux qui mèneront vers l'élaboration d'un Cadre d'intervention en immobilier à vocation économique et en maîtrise foncière. Cet outil permettra à la Ville de mieux utiliser l'ensemble de ses pouvoirs et de ses actifs afin de participer concrètement à la réalisation de projets qui contribuent au développement de l'économie montréalaise, à l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers et à l'équité territoriale. Un effort conscient est également déployé afin que la mobilisation de ces leviers puisse générer un retour sur investissement, incluant par le biais de nouvelles sources de revenus.

La Ville et l'Organisme conviennent de la participation de l'organisme au comité interne du SDE sur la maîtrise foncière qui se réunira sur une base trimestrielle, ou au besoin. Celui-ci est composé de six (6) représentants du SDE et d'au moins un représentant de l'organisme pour la durée du projet. Les représentants de l'Organisme sont nommés par la Direction générale et les représentants de la Ville sont les professionnels attirés au comité. La Ville se réserve le droit d'inviter des partenaires internes ou externes lorsqu'elle juge que ceux-ci peuvent apporter une contribution pertinente au suivi du Projet.

Ce Comité a pour mandat :

- Élaborer et proposer un cadre d'intervention en maîtrise foncière;
- Identifier et cibler les besoins immobiliers et fonciers en lien avec les initiatives prévues dans le PUM 2050 et la planification économique conjointe 2023-2025.

Sur une base préliminaire, les besoins suivants ont été identifiés par le SDE :

- o Abordabilité des locaux commerciaux;
  - o Disponibilité et abordabilité des locaux industriels légers et lourds pour les projets structurants (le pôle bioalimentaire et l'agriculture urbaine, les ZIM, la logistique urbaine, l'économie sociale, l'économie circulaire); et
  - o Acquisitions à fins de réhabilitation et viabilisation.
- Élaborer et proposer des outils d'intervention qui répondent aux besoins identifiés, incluant la mise en place d'une stratégie de maîtrise foncière (acquisition et aliénation/location/cautionnement) et/ou d'un fonds d'investissement en immobilier économique.

### 1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

**Rapport  
d'étape**

**Rapport final**

• •

## 2. Protocole de visibilité

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

Rapport  
d'étape

Rapport final

• •

## 3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- D'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- De fournir une liste des bénéficiaires du Projet, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

Rapport  
d'étape

Rapport final

• •

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, l'organisme devra fournir à la Ville les indicateurs suivants :

Indicateurs	Cibles
La mise en place d'une veille immobilière par l'organisme.	Les informations pertinentes en matière de dynamique immobilière sur le territoire.
La capacité du projet à mobiliser l'écosystème local autour d'une approche innovante favorisant l'accès à des espaces abordables pour les startups et les acteurs de l'économie sociale.	Le nombre d'entreprises et d'acteurs de l'économie sociale engagés dans le projet, nombre de collaborations et de partenariats formés grâce au projet.

Les partenaires financiers sensibilisés aux méthodes de financement novatrices qui soutiennent l'acquisition collective.

Le nombre de partenaires financiers impliqués, fréquence des interactions avec ces partenaires, montant des fonds levés ou investis grâce à des méthodes de financement innovantes.

Le potentiel des outils développés à générer un impact significatif au sein de la communauté entrepreneuriale.

Le nombre d'outils développés et l'évaluation de leur utilité.

Le déploiement d'une offre de service de soutien à l'acquisition collective.

Les évaluations de la qualité des services reçus et de l'impact de l'accompagnement offert pour accélérer l'acquisition collective et témoignages des bénéficiaires sur l'efficacité du soutien reçu.

Visibilité du projet : Mesurer les retombées en termes de rayonnement du projet.

Le nombre de relais média, nombre de visites sur la page vitrine, nombre de publications et taux d'ouverture.

#### 4. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

**Rapport  
d'étape**

**Rapport final**

•

•

#### 5. Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

- Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion
- Stimuler l'innovation et la créativité

- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

**Rapport  
d'étape**

●

**Rapport final**

●



## **ANNEXE 2**

### **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL**

Ce protocole définit les dispositions que (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

#### **ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME**

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.
- 1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

#### **COMMUNICATIONS**

##### **Reconnaissance de la Ville**

- 2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## **Relations médias et événements publics**

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;

- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

## Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/>.
- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page [www.montreal.ca](http://www.montreal.ca), si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :**

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable

de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

## Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
  
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## MODALITÉS

### Normes graphiques et linguistiques

- 3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.
- 3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.
- 3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

### Approbations

- 3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :
  - le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
  - le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.
- 3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- 3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

### Contacts

- 3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à [visibilite@montreal.ca](mailto:visibilite@montreal.ca) pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

### 3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à [maire@montreal.ca](mailto:maire@montreal.ca)

#### **IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**

Dossier # : 1247408001

**Unité administrative responsable :** Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire

**Objet :** Accorder une contribution financière non-récurrente de 292 500 \$ à PME Mtl Centre-Est pour la réalisaiton du projet "Immobilier collectif" / Approuver le projet de convention à cet effet.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDE - Certification des fonds 1247408001.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohand Ou Achou LAOUCHE  
Préposé au budget  
**Tél :** -

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-26

Dominique BALLO  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** -  
**Division :**





**Dossier # : 1249973001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise St-Denis Thompson inc. pour la mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi - Dépense totale de 7 679 026,64 \$, taxes incluses (contrat : 6 399 188,87 \$ + contingences : 1 279 837,77 \$) - Appel d'offres public DEEU-IP24010-168542-C.

Il est recommandé :

1. d'accorder à l'entreprise St-Denis Thompson inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 399 188,87 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DEEU-IP24010-168542-C;
2. d'autoriser une dépense de 1 279 837,77 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de St-Denis Thompson inc.;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 7 679 026,64 \$, taxes incluses.

**Signé par** Benoit DAGENNAIS **Le** 2024-07-27 12:01

**Signataire :**

Benoit DAGENNAIS

---

Directeur général

Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1249973001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise St-Denis Thompson inc. pour la mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi - Dépense totale de 7 679 026,64 \$, taxes incluses (contrat : 6 399 188,87 \$ + contingences : 1 279 837,77 \$) - Appel d'offres public DEEU-IP24010-168542-C.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a pour mission d'assainir les eaux usées pour l'ensemble de la collectivité montréalaise. À ce titre, elle opère et entretient de nombreuses installations et équipements sur tout le réseau intercepteur. Dans le cadre de son programme décennal d'immobilisations, la DEEU réalise plusieurs projets de mise à niveau de ses infrastructures autant sur le réseau d'égouts qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.

Le présent projet vise à effectuer des travaux majeurs de mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi. La station de pompage du tunnel Saint-Rémi est située dans l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal. La station de pompage est en opération depuis la construction du tunnel Saint-Rémi (entre 1949 et 1951). Les équipements ont atteint la fin de leur vie utile et des travaux de mise à niveau sont rendus nécessaires pour assurer la sécurité des installations et la pérennité des équipements. Étant donné la vétusté des installations, il est prévu de démolir le bâtiment existant abritant les équipements pour construire un nouveau bâtiment assurant ainsi la sécurité des travailleurs tout en respectant les qualités architecturales du secteur. De concert avec le propriétaire du terrain (Parcs Canada), des discussions ont eu lieu pour assurer que les mesures de protection de l'environnement et de la faune seront mises en place lors des travaux de construction.

L'appel d'offres IP24010-168542-C a été publié le 19 avril 2024 sur le site du Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 2 juillet 2024 au Service du greffe. La durée de publication a été de quarante-

sept (47) jours. Les soumissions sont valides pour une période de cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 30 octobre 2024.

Onze (11) addendas ont été publiés, afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques:

<b>Addenda</b>	<b>Date d'émission</b>	<b>Description</b>
#1	2024-04-19	Correction de la date d'ouverture des soumissions, correction du lieu de la visite, correction du délai de réalisation de travaux
#2	2024-05-02	Bordereau de soumission révisé, report de la date des visites, Clarifications techniques
#3	2024-05-10	Report de date au 13 juin 2024, réponses à des questions, clarifications techniques
#4	2024-05-16	Réponses à des questions
#5	2024-05-23	Réponses à des questions
#6	2024-05-24	Réponses à des questions et demande d'équivalence sur un produit en architecture
#7	2024-05-30	Réponses à des questions
#8	2024-06-06	Report de la date d'ouverture des soumissions au 27 juin 2024, précisions administratives, réponses à des questions
#9	2024-06-14	Clarifications administratives, réponses à des questions, clarifications techniques
#10	2024-06-21	Report de la date d'ouverture des soumissions au 2 juillet 2024, réponses à des questions, clarifications techniques
#11	2024-06-27	Réponses à des questions, clarifications techniques

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Aucune

### **DESCRIPTION**

Le projet consiste à effectuer des travaux majeurs de réfection à la station de pompage du tunnel Saint-Rémi afin d'assurer une mise à niveau complète des équipements et d'en assurer une fiabilité opérationnelle à long terme.

Les travaux incluent la fourniture de la main d'œuvre, du matériel, des équipements, de la supervision ainsi que l'outillage nécessaire à la réalisation des travaux de construction.

Le contrat inclut entre autres :

- Des travaux de décontamination visant le retrait de l'amiante au rez-de-chaussée du bâtiment avant sa démolition;
- Le retrait et le remplacement d'équipements mécaniques et électriques;
- La mise en place d'un système de pompage temporaire assurant une continuité opérationnelle tout au long des travaux;
- La démolition complète du bâtiment existant;
- La construction d'un nouveau bâtiment incluant l'ajout d'un groupe électrogène d'urgence permettant le fonctionnement de la station, en cas de panne du réseau électrique;
- La fourniture et l'installation de nouveaux équipements de ventilation, de plomberie et de chauffage;
- Une mise aux normes des installations afin de respecter les exigences relatives à la

- santé sécurité du personnel;
- Des travaux d'aménagement extérieur conformément aux exigences de Parcs Canada et du comité consultatif de l'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (gazonnement, revêtement alvéolé, remblai et autres).

Le coût des travaux s'élève à 6 399 188,87 \$, taxes incluses.

Compte tenu des imprévus reliés à l'âge et à l'état des installations, un budget additionnel de 1 279 837,77 \$, taxes incluses, soit 20 % de la valeur des coûts des travaux est ajouté à des fins de contingences.

## JUSTIFICATION

Douze (12) entreprises se sont procurés les documents d'appel d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission correspondant à un pourcentage de soumissions reçues de 16 %. L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux soumissions reçues étaient conformes. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

Les raisons de non-participation fournies à la Ville sont :

- 1) Deux (2) ont soumissionné comme sous-traitants par le biais du Bureau des Soumissions du Québec (BSDQ);
- 1) Le carnet de commandes du soumissionnaire est complet (1);
- 2) Les délais de la soumission sont insuffisants (1);
- 3) Trop de contraintes avec la piste cyclable, Parcs Canada, espace disponible (1);
- 4) Pas de réponse (5).

Le tableau ci-dessous résume les soumissions reçues

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>St-Denis Thompson inc.</b>	<b>6 399 188,87 \$</b>	<b>1 279 837,77 \$</b>	<b>7 679 026,64 \$</b>
Construction Kingsboro inc.	6 506 205,30 \$	1 301 241,06 \$	7 807 446,36 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	5 897 831,25 \$	1 179 566,25 \$	7 077 395,50 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>((la plus basse conforme - estimation))</i>			601 629,14 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			8,50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse))</i>			128 419,72 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			1,67 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est défavorable à la Ville par un montant de 601 629,14 \$, taxes incluses, soit 8,50 %.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et le deuxième plus bas soumissionnaire

conforme s'élève à 128 419,72 \$, taxes incluses, soit 1,67 %.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP). L'adjudicataire recommandé, l'entreprise St-Denis Thompson inc. a joint à sa soumission son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), une copie est en pièce jointe. Son attestation a été renouvelée le 22 juillet 2021 et elle est valide jusqu'au 21 juillet 2024.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation;
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

À cet effet, il est recommandé d'octroyer le contrat à l'entreprise St-Denis Thompson inc., au prix de sa soumission, soit 6 399 188,87 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro DEEU-IP24010-168542-C.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour ce projet est de 7 679 026,64 \$ taxes et contingences incluses, soit un montant net de 7 011 974,86 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 667 051,78 \$.

Le contrat avec St-Denis Thompson inc. est fait pour un montant de 6 399 188,87 \$, taxes incluses, soit un montant net de 5 843 312,39 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 555 876,48 \$.

Les dépenses pour des travaux contingents sont prévues pour un montant de 1 279 837,77 \$ (20 % de la valeur du contrat), taxes incluses, soit un montant net de 1 168 662,48 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 111 175,30 \$.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération par le règlement d'emprunt RCG-22-007. Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en matière de changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le Plan Montréal 2030 (Voir la grille d'analyse en pièce jointe)

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans la mesure où ce dossier n'est pas approuvé ou retardé, les impacts évalués sont :

- Une augmentation des bris et la non disponibilité des équipements attribuable au vieillissement;
- Un risque accru d'inondation du tunnel Saint-Rémi en raison d'un arrêt ou d'un mauvais fonctionnement des équipements.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi du contrat de construction : septembre 2024

Début des travaux : novembre 2024

Fin des travaux : avril 2026

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stephane COHEN  
Chargé de projet - ingenierie usine

**Tél :** 438-920-0994  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Nathalie MAHER  
surintendant(e) - ingenierie d'usine procedes (service eau)

**Tél :** 438-837-2242  
**Télécop. :**

Le : 2024-07-22

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Stéphane BELLEMARE  
directeur(-trice) - traitement des eaux usées

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
directeur(-trice) de service - eau

**Tél :** 438-871-7682

**Approuvé le :** 2024-07-24



# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249973001

Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées, Division ingénierie et procédé*

Projet : *Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi.*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			<b>X</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  <i>s.o.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>s.o.</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 22 juillet 2021

ST-DENIS THOMPSON INC.  
A/S MONSIEUR SERGE MARCHAND  
1215, RUE HICKSON  
VERDUN (QC) H4G 2L6

N° de décision : 2021-DAMP-1637  
N° de client : 3000145968

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous SONOJET, SONO-JET, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ST-DENIS THOMPSON INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **21 juillet 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au <http://www.amp.quebec/>.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

De : \_Boîte Autorisation AMP <[autorisation@amp.quebec](mailto:autorisation@amp.quebec)>

Envoyé : 29 avril 2023 08:50

À : \_Boîte Autorisation AMP <[autorisation@amp.quebec](mailto:autorisation@amp.quebec)>

Objet : Nouveautés liées à votre autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics

Nouveautés liées à votre autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics

Bonjour,

Comme des changements seront bientôt apportés au régime d'autorisation de contracter et que vous détenez une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics, nous vous invitons à prendre connaissance de nouvelles dispositions concernant celle-ci.

#### Validité de l'autorisation

L'une des modifications est que la durée de la validité de votre autorisation de contacter passera de 3 à 5 ans à partir du 2 juin 2023. Par conséquent, elle sera prolongée automatiquement pour une période de deux ans. Le renouvellement de votre autorisation sera donc exigé chaque cinq ans, et non plus chaque trois ans.

#### Mise à jour annuelle

De plus, toujours à partir du 2 juin 2023, vous aurez l'obligation d'effectuer une mise à jour annuelle de l'information et des renseignements (liens d'affaires de l'entreprise, numéro d'entreprise du Québec, adresse du siège social ou de ses établissements, modification à son actionnariat, etc.) transmis à l'AMP, au plus tard à la date anniversaire de la délivrance de votre autorisation. Cette obligation s'ajoute à celle de procéder à une mise à jour continue, qui est déjà en place.

**IMPORTANT:** Exceptionnellement cette année, toute entreprise qui, le 2 juin 2023, détient une autorisation de contracter valide, est tenue d'effectuer une mise à jour de ses renseignements au plus tard dans les **30 jours suivant cette date**.

Vous recevrez des communications plus détaillées sur la mise à jour annuelle en mai. Assurez-vous que les coordonnées liées à votre dossier d'entreprise sont à jour, notamment les adresses courriel précédemment fournies à partir des [services en ligne](#), afin de recevoir toutes les informations qui vous seront acheminées prochainement.

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration.



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS

Direction de l'intégrité

Autorité des marchés publics

T. 1 888 335-5550

525, boulevard René-Lévesque Est, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9

[direction.lcop@amp.quebec](mailto:direction.lcop@amp.quebec)

# Liste des commandes

**Numéro:**

DEEU-IP24010-168542-C

**Numéro de référence:**

1836458

**Type de l'avis:**

Avis d'appel d'offres

**Statut:**

En attente des résultats d'ouverture

**Titre:**

Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi

**Organisation:**

Ville de Montréal - Service de l'Eau

**13 résultats**

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 <a href="http://www.groupederic.ca">http://www.groupederic.ca</a>	Non diffusé	Isabelle Vézina Téléphone: 4187812228 Courriel: <a href="mailto:isabelle.vezina@groupederic.ca">isabelle.vezina@groupederic.ca</a>	0 2024-04-22 06:56	50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Plan Bordereau numérique 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>Bordereau numérique 64855 - Addenda 8 - DEEU- IP24010-168542-C</p> <p>Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel St- Rémi Devis Bord numérique Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi</p> <p>Bordereau numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
<p>LE GROUPE LML LTÉE  360 boul du Séminaire Nord Bureau 22  Saint-Jean-sur-Richelieu QC CAN  J3B5L1  http://www.groupe/ml.ca</p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Julie Choquette  Téléphone: 4503471996  Courriel: <a href="mailto:estimation@groupe/ml.ca">estimation@groupe/ml.ca</a></p>	<p>0  2024-04-24  09:40</p>	<p>la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis  50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis  56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis Bordereau numérique  64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis  65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis  65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis  65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan  65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Bordereau numérique Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel St-Rémi Devis Bord numérique Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bord numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p>
<p>GROUPE QUÉBECO INC. 451 rue Mercure Mont-Tremblant QC CAN J8E3H6 <a href="http://www.groupequebeco.com">http://www.groupequebeco.com</a></p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Sébastien Marcoux Téléphone: 8197173434 Courriel: <a href="mailto:sebastien@groupequebeco.com">sebastien@groupequebeco.com</a></p>	<p>0 2024-05-10 10:53</p>	<p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis Bordereau numérique 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis</p>



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis</p> <p>65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis</p> <p>65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan</p> <p>65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Bordereau numérique Plan</p> <p>20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan</p> <p>20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bord num Devis</p> <p>20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p>
ROXBORO EXCAVATION INC. 1620 Croissant Newman Dorval QC CAN H9P2R8	Non diffusé	Jérémie G. Théoret Téléphone: 5146311888 Courriel: <a href="mailto:estimation@roxboro.ca">estimation@roxboro.ca</a>	0 2024-04-26 08:37	50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis Bordereau numérique 64855 - Addenda 8 - DEEU- IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (Devis Bord num Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bordereau num Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis
CONSTRUCTION GÉNIX INC. 1054, Boul. Bastien Québec QC CAN G2K1E6 <a href="http://genix.qc.ca">http://genix.qc.ca</a>	Publique	Nathalie Lafontaine Téléphone: 4186341807 Courriel: <a href="mailto:adjointesoumission@genix.qc.ca">adjointesoumission@genix.qc.ca</a>	0 2024-04-22 14:39	50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bordereau num Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p>
<p>Maçonnerie Mathieu Inc. 420-9 boul. Montcalm Nord Candiac QC CAN J5R3L5</p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Mario Sauvageau Téléphone: 5148856911 Courriel: <a href="mailto:msauvageau@entmathieu.com">msauvageau@entmathieu.com</a></p>	<p>0 2024-04-27 07:07</p>	<p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C</p> <p>Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (bord num devis Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bord num Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis
<p>AXE CONSTRUCTION INC.  1071, rue Principal Sainte-Julie QC CAN J3E0C1  <a href="http://axe-construction.ca">http://axe-construction.ca</a></p>	Publique	<p>Sandrine Méthot  Téléphone: 4507330631  Courriel: <a href="mailto:s.methot@axeconstruction.ca">s.methot@axeconstruction.ca</a></p>	<p>0  2024-05-07  13:29</p>	<p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis  56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Bordereau numérique Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bord numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis
ST-DENIS THOMPSON INC. 5530, rue St-Patrick, suite 1121 Montréal QC CAN H4E1A8 <a href="http://www.stdenisthompson.com">http://www.stdenisthompson.com</a>	Non diffusé	L. Paré - Estimation St Denis Thompson Téléphone: 5145236162 Courriel: <a href="mailto:estimation@stdenisthompson.com">estimation@stdenisthompson.com</a>	0 2024-05-07 08:21	50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bord num Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis
Construction Kingsboro inc. 1700 rue Effingham Terrebonne QC CAN J6Y1R9 <a href="http://www.kingsboroconstruction.com">http://www.kingsboroconstruction.com</a>	Publique	Département Estimation Téléphone: 5145861881 Courriel: <a href="mailto:info@kingsboroconstruction.com">info@kingsboroconstruction.com</a>	0 2024-04-23 08:36	50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				<p>la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bordereau num Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis
<p>QUANTUM ÉLECTRIQUE INC.  1421 rue Michelin Laval QC CAN H7L4S2  <a href="http://www.quantumelectrique.com">http://www.quantumelectrique.com</a></p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Simon Gibouleau  Téléphone: 4389437738  Courriel: <a href="mailto:sgibouleau@quantumelectrique.com">sgibouleau@quantumelectrique.com</a></p>	<p>0  2024-04-23  16:56</p>	<p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis  56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Plan Bord num 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de</p>

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord num Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bord numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis

<p>Filtrum inc.  430 rue des Entrepreneurs  Québec QC CAN G1M1B3  http://www.filtrum.qc.ca</p>	<p>Publique</p>	<p>Samuelle Auger-Chrétien  Téléphone: 8196990144  Courriel: <a href="mailto:soumission@filtrum.ca">soumission@filtrum.ca</a></p>	<p>0  2024-04-26  15:56</p> <p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis  56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (devis Devis Plan Bordereau numérique  60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis Bordereau numérique  64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis  65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis  65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis  65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan</p>
--	-----------------	---	--

				<p>65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Bordereau numérique Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bordereau numérique Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bordereau numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p>
<p>NORDMEC CONSTRUCTION INC. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant QC CAN J8E2R2</p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Yanick Gougeon Téléphone: 8194295555 Courriel: <a href="mailto:yanick@nordmec.ca">yanick@nordmec.ca</a></p>	<p>0 2024-04-24 16:48</p>	<p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis 56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Plan Bordereau numérique 60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau</p>

			<p>de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis Bordereau numérique 64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis 65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65335 - Addenda 6 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Bordereau numérique Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bord numérique Plan</p>
--	--	--	---

			<p>20002423 - Addenda 10 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi</p> <p>Bordereau numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p>
<p>Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 <a href="http://www.grouperideric.ca">http://www.grouperideric.ca</a></p>	<p>Publique</p>	<p>Alexandre Coulombe - <a href="mailto:alexandre.coulombe@grouperideric.ca">alexandre.coulombe@grouperideric.ca</a> Téléphone: 4187812228 Courriel: <a href="mailto:alexandre.coulombe@grouperideric.ca">alexandre.coulombe@grouperideric.ca</a></p>	<p><b>Transaction:</b> <b>(20005719)</b> 2024-06-18 13:50</p> <p>50448 - Addenda 1 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p> <p>56838 - Addenda 2 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Plan Bordereau numérique</p> <p>60246 - Addenda 3 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Plan Devis Bordereau numérique</p> <p>64855 - Addenda 8 - DEEU-IP24010-168542-C Bordereau numérique Devis</p> <p>65094 - Addenda 7 - DEEU-IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis</p>

			<p>65335 - Addenda 6 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis 65421 - Addenda 5 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel St-Rémi (borde Devis Plan 65654 - Addenda 4 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (borde Devis Bordereau numérique Plan 20001156 - Addenda 9 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis Bordereau numérique Plan 20002423 - Addenda 10 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Bordereau numérique Devis 20003216 - Addenda 11 - DEEU- IP24010-168542-C Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi Devis</p>
--	--	--	--



**Dossier # : 1249973001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise St-Denis Thompson inc. pour la mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi - Dépense totale de 7 679 026,64 \$, taxes incluses (contrat : 6 399 188,87 \$ + contingences : 1 279 837,77 \$) - Appel d'offres public DEEU-IP24010-168542-C.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1249973001- DEEU (1).xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Jean-François BALLARD  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-5916  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1249563007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division services aux utilisateurs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 165 399,30 \$, taxes incluses, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciel de design graphique vectoriel, dans le cadre des contrats accordés à Solutions informatiques INSO inc. (lot 1) et Compugen inc. (lot 3) (CG22 0414) majorant ainsi le montant total de la dépense de 2 102 208,65 \$ à 2 267 607,95 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 165 399,30 \$, taxes incluses, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciel de design graphique vectoriel, dans le cadre des contrats accordés à Solutions informatiques INSO inc. (lot 1) et Compugen inc. (lot 3) (CG22 0414) majorant ainsi le montant total de la dépense de 2 102 208,65 \$ à 2 267 607,95 \$, taxes incluses ;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 11:58

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

Dossier # :1249563007

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division services aux utilisateurs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 165 399,30 \$, taxes incluses, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciel de design graphique vectoriel, dans le cadre des contrats accordés à Solutions informatiques INSO inc. (lot 1) et Compugen inc. (lot 3) (CG22 0414) majorant ainsi le montant total de la dépense de 2 102 208,65 \$ à 2 267 607,95 \$, taxes incluses.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Dans le cadre du déploiement du Plan de relève et de continuité des opérations et des besoins de la Ville, le Service des TI doit s'assurer de disposer des outils nécessaires pour supporter les activités d'un grand nombre d'employés, ainsi que pour les nouveaux processus d'affaires mis en place en remplacement de processus papier. Dans ce contexte, La Ville a octroyé le 16 juin 2022 six contrats aux firmes Solutions informatiques INSO inc. (lot 1) et Compugen inc. (lots 2 à 6) pour une durée de 36 mois, soit du 8 juillet 2022 au 7 juillet 2025, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciels de créativité incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées.

Afin de faire face à l'augmentation du nombre d'utilisateurs au sein des différents services et arrondissements de la Ville, il est requis de se prémunir d'un budget de variation de quantité afin de pouvoir ajouter des licences supplémentaires durant les années du contrat. Les prévisions ont été fidèles à la consommation actuelle, sauf pour les lots 1 et 3 où la popularité des produits et leurs utilités dans la production et la modification des documents électroniques ont causé une demande plus soutenue pour l'utilisation de ce type de licences.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 165 399,30 \$, taxes incluses, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciel de design graphique vectoriel, dans le cadre des contrats accordés à Solutions informatiques INSO Inc. (lot 1) et Compugen inc. (lot 3) (CG22 0414) majorant ainsi le montant total de la dépense de 2 102 208,65 \$ à 2 267 607,95 \$, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0414 – 16 juin 2022 - Accorder des contrats aux firmes Solutions informatiques INSO inc. pour le lot 1 - (4 soum.) et Compugen inc. pour le lot 6 - (3 soum.), pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciels de créativité incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une durée de 36 mois, soit du 8 juillet 2022 au 7 juillet 2025 - Dépense totale : 2 102 208,65 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19330.

CG21 0184 - 22 avril 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc. pour une période d'un an, soit du 3 juin 2021 au 2 juin 2022, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 709 830,01 \$, taxes incluses.

CG20 0187 - 23 avril 2020 - Accorder un contrat à Adobe Systems inc., pour une période d'un an, soit du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées - Dépense totale de 809 811,99 \$, taxes incluses - Fournisseur unique.

CG19 0305 - 20 juin 2019 - Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc., pour la fourniture de licences logiciels incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées pour la période du 3 juin 2019 au 2 juin 2020, pour une somme maximale de 523 136,07 \$, taxes incluses, (fournisseur unique) / Autoriser un virement budgétaire de 321 400,00 \$ en 2019 en provenance des dépenses contingentes, soit un montant de 161 000,00 \$ de compétence d'agglomération et un montant de 160 400,00 \$ de compétence locale / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 321 400,00 \$ à compter de 2020.

CG18 0413 - 23 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle totale de 339 655,15 \$ taxes incluses, pour l'acquisition de licences supplémentaires dans le cadre du contrat accordé de gré à gré à Adobe Systems inc. (CG16 0295), portant le total du contrat de 374 986,86 \$ à 714 642,01 \$ taxes incluses.

CG16 0295 - 19 mai 2016 - Approuver un contrat de licence de gré à gré avec Adobe Systems inc., pour une période de 3 ans, pour la fourniture de licences logiciels, incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 374 986,86 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif).

#### **DESCRIPTION**

Les services et les arrondissements utilisent de plus en plus différents outils PDF ainsi que des outils "créativité et design", et ce, dans une multitude de contextes. Ces outils permettent aux employés de la Ville d'être plus efficaces et de réduire l'impression de documents. Ces logiciels sont essentiels à l'atteinte des objectifs de transition écologique du plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal par l'élimination du papier.

Les contrats, regroupés en deux familles de solutions, les logiciels outils PDF (lot 1) et les logiciels outils créativité et design (lot 2 à 6).

La première famille de la solution permet la production des formulaires, la création, l'édition, la révision et la conversion des fichiers, l'approbation et l'annotation en mode électronique de plans et devis (interne et avec les citoyens), le montage graphique, la préparation et l'échange de documents interne et avec les citoyens.

Les produits de la deuxième famille sont pour leur part utilisés principalement par des concepteurs graphiques, des architectes, des arpenteurs, des ingénieurs, des conseillers, des gestionnaires et leurs assistants. Ces outils sont nécessaires pour qu'ils puissent réaliser leur travail quotidien en mode collaboratif et plus spécifiquement des tâches techniques telles que créer une image, un logo, un panneau d'information, une affiche publicitaire, des outils de communication pour le citoyen, etc.

Leur usage contribue également à rehausser l'image de marque de la Ville avec des présentations plus visuelles et adaptées aux médias sociaux et sites Web.

#### **JUSTIFICATION**

Il a été prévu au contrat d'ajouter des licences supplémentaires durant les années du contrat, ces licences supplémentaires sont facturées au prorata à la date d'anniversaire des licences.

De plus, les installations de licences sont enregistrées dans une console qui permet de répertorier et de contrôler le nombre de licences installées ainsi que leur utilisation. Cela permet notamment de réassigner des licences qui sont peu ou pas utilisées.

L'acquisition de licences supplémentaires a été plus prononcée sous le lot 1 et le lot 3 en raison d'une demande accrue de la part des employés de la Ville.

Ces ajouts sont nécessaires afin de permettre à tous les employés de la Ville dont le besoin pour ces outils représente une valeur ajoutée pour l'atteinte de leurs objectifs et/ou l'optimisation de leurs tâches d'en bénéficier.

Cette variation de quantités s'inscrit dans l'application du contrat car la variation est de 15% dans les lots 1 et 3.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense additionnelle au contrat est de 165 399,30 \$ taxes incluses (151 031,61 \$ net de taxes), et sera répartie comme suit :

Description	Juillet 2024 à juillet 2025
Entente-cadre - Variation de quantité (maximum 15 %) Lot 1 : Logiciel d'édition PDF	144 190,55 \$
Entente-cadre - Variation de quantité (maximum 15 %) Lot 3 : Logiciel de design graphique vectoriel	21 208,75 \$
Total Entente-cadre – Variation de quantité – Lot 1 et 3	165 399,30 \$

Les dépenses se feront au rythme de l'expression des besoins et seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI par les diverses unités administratives de la Ville de Montréal pour la durée du contrat et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation de ce dossier permettra à la Ville d'assurer la continuité de l'approvisionnement des licences et de répondre aux besoins des employés dans le but d'optimiser le travail lié aux activités bureautiques et ainsi maintenir le niveau de service offert aux citoyens.

#### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas

#### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas

#### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

#### **VALIDATION**

Intervenant et sens de l'intervention

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Mohammed AROUSSI  
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 514-809-6616  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Stéphane COLLIN  
chef(fe) de division - informatique

**Tél :** 514-805-2834  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Antoine FUGULIN-BOUCHARD  
Directeur - Espaces de travail et services aux utilisateurs

**Tél :** 438-221-1706  
**Approuvé le :** 2024-07-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Gianina MOCANU  
directeur(-trice) bureau de projets ti

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-24



# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1249563007**

Unité administrative responsable : Le service des technologies de l'information

Projet : Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 165 399,30 \$, taxes incluses, pour l'acquisition des licences de logiciels d'édition PDF et de logiciel de design graphique vectoriel, dans le cadre des contrats accordés à Solutions informatiques INSO inc. (lot 1) et Compugen inc. (lot 3) (CG22 0414) majorant ainsi le montant total de la dépense de 2 102 208,65 \$ à 2 267 607,95 \$, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorités du Plan stratégique Montréal 2030 :  12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  L'autorisation de dépense additionnelle permettra de répondre aux besoins des employés de la Ville et engendrer des économies par la réduction de certaines dépenses tels les coûts du papier, des impressions, de l'encre. L'autorisation de cette dépense est indispensable pour maintenir le niveau de service offert aux citoyens par l'ensemble des Services centraux et des Arrondissements.			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>X</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



**Dossier # : 1249861007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver l'addenda 4 aux trois conventions approuvées par résolution (CG21 0619) et l'addenda 1 aux deux conventions approuvées par résolution (CG22 0484) dans le cadre du volet 2 afin d'inclure les honoraires professionnels aux frais admissibles de ce volet pour un montant 1 628 276 \$ du programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes.

Il est recommandé :

- d'approuver l'addenda 4 aux trois conventions approuvées par résolution (CG21 0619) et l'addenda 1 aux deux conventions approuvées par résolution (CG22 0484) dans le cadre du volet 2 afin d'inclure les honoraires professionnels aux frais admissibles de ce volet pour un montant 1 628 276 \$ du programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-29 12:01

**Signataire :** Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

Dossier # :1249861007

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver l'addenda 4 aux trois conventions approuvées par résolution (CG21 0619) et l'addenda 1 aux deux conventions approuvées par résolution (CG22 0484) dans le cadre du volet 2 afin d'inclure les honoraires professionnels aux frais admissibles de ce volet pour un montant 1 628 276 \$ du programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes.

**CONTENU****CONTEXTE**

Une entente de soutien de 30 000 000 \$ à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes a été approuvée le 17 juin 2021 conjointement entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC), pour la protection et le développement des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art.

Pour rappel, le volet 2 du programme, financé par le MCC, vise à soutenir la réalisation des travaux de rénovation de bâtiments accueillants des ateliers d'artistes. Le programme est destiné aux organismes culturels et aux organismes immobiliers qui sont propriétaires ou locataires de bâtiments non résidentiels situés sur le territoire de l'agglomération.

Le contexte inflationniste a entraîné une hausse notable des coûts de travaux et par le fait même des honoraires professionnels qui y sont reliés. Cela a impacté les modèles d'affaires économique des projets admis et a fragilisé d'autant leur viabilité.

Étant donné que l'entente de soutien du MCC ne couvre pas les honoraires professionnels en cours de réalisation des travaux, dans la mesure où ces frais ne sont pas capitalisables, la Ville considère d'attribuer une aide financière venant répondre à cet enjeu.

Le présent dossier vise à faire approuver les addendas permettant l'admissibilité des frais d'honoraires professionnels liés à la réalisation du projet ainsi que la modification des montants attribués.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

*CE24 1087 - 3 juillet 2024 : Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation*

*de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), l'ordonnance numéro 1, jointe au dossier décisionnel, visant à diminuer le montant total de l'aide financière prévu au programme;*  
**CG23 0342 - 15 juin 2023** : Accorder un soutien financier non récurrent de 5 021 931 \$ à LESPACEMAKER et de 4 799 203 \$ à Ateliers Belleville dans le cadre de l'appel à projets aux volets 2 et 3-a) du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes / Approuver les projets de convention à cet effet / Approuver un addenda à la convention de contribution financière initiale 2022-2025 (CG22 0484) avec Ateliers Angus dans le cadre du volet 2 du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes afin d'augmenter la contribution financière de 294 393 \$ à l'organisme;

**CE23 0249 - 22 février 2023** : Autoriser l'utilisation du budget de fonctionnement à hauteur de 100 000 \$ pour 2023, afin de financer le volet 3-a) du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes, à Ateliers créatifs Montréal ayant signé une convention de contribution financière avec la Ville de Montréal en 2021, dans le cadre de ce programme;

**CG23 0022 - 26 janvier 2023** : Approuver un projet d'addenda 2 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Coop MADAAM (CG21 0619) afin d'augmenter le montant du soutien financier de 385 376 \$ dans le cadre du volet 2 et 3-a) du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes / Approuver un projet d'addenda 2 à cet effet;

**CG22 0767 - 22 décembre 2022** : Approuver un projet d'addenda à la convention de contribution financière initiale 2021-2024 (CG21 0619) avec ART3, Ateliers créatifs Montréal et Coop MADAAM et un addenda à la convention de contribution financière initiale 2022-2025 (CG22 0484) avec Ateliers Angus dans le cadre du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes / Modifier la répartition budgétaire associée au volet 2;

**CG22 0489 - 25 août 2022** : Approuver un addenda à la convention de contribution financière initiale 2021-2022 (CG21 0619) avec Ateliers Belleville et un addenda à la convention de contribution financière initiale 2021-2024 (CG21 0619) avec Art3 dans le cadre du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes;

**CG21 0619 - 30 septembre 2021** : Accorder un soutien financier non récurrent à six organismes totalisant la somme de 11 554 311 \$, dans le cadre des appels à projets du volet 1 et du volet 2 du Programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes / Approuver les projets de convention à cet effet;

**CG21 0519 - 26 août 2021** : Adoption : Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art / Réserver une somme de 3 120 000 \$ pour sa mise en œuvre;

**CG21 0320 - 17 juin 2021** : Approuver un projet de convention avec la ministre de la Culture et des Communications relatif à l'octroi d'une aide financière de 25 M\$ pour la réalisation d'un appel à projets pour les ateliers d'artistes.

## DESCRIPTION

Compte tenu du contexte inflationniste, les modèles d'affaires économique des projets admis au volet 2 du programme visant la réalisation des travaux, ont été impactés, fragilisant d'autant la viabilité des projets. Pour contrer cet effet, la Ville a proactivement évalué une

solution de soutien et ce, en réalisant une démarche de consultation auprès des requérants et évalué la nature des besoins. Le soutien permet d'élargir l'admissibilité des frais pour inclure les honoraires professionnels. Ainsi, la liste des catégories d'honoraires admissibles au soutien financier établie est la suivante :

- Architecture
- Comptabilité
- Caractérisation environnementale
- Ingénierie
- Juridique
- Évaluation immobilière
- Arpentage
- Gestion de projet
- Stratégie financière
- Experts conseils visant la réalisation

Cette nouvelle disposition offre un financement pouvant atteindre un maximum de 350 000 \$ par projet et exclusivement dédié à ces honoraires.

### JUSTIFICATION

Il a été établi que les frais d'honoraires professionnels peuvent représenter jusqu'à 10 % des coûts des travaux. Étant donné que le programme englobe des projets de plusieurs millions de dollars, les honoraires professionnels encourus pendant les travaux peuvent être significatifs et sont essentiels à la réalisation des projets. Ainsi, pour soutenir pleinement la réalisation des projets, le programme a été élargi pour inclure le remboursement intégral des honoraires professionnels encourus pendant les travaux, avec un plafond fixé à 350 000 \$ par projet.

L'aide financière qui en découle permettra ainsi de :

1. Couvrir jusqu'à 350 000 \$ des coûts des travaux en honoraires professionnels;
2. Atténuer les éventuelles hausses des loyers pour les artistes en répercutant une partie des coûts supplémentaires;
3. Compenser partiellement l'impact financier de la pandémie sur les coûts des travaux, contribuant à maintenir la viabilité des projets;
4. Offrir des locaux abordables de création dans un contexte de pression foncière croissante généralisée à Montréal et de gentrification des territoires d'emplois par l'implantation de catégories de main-d'œuvre et d'entreprises à forts revenus (numérique, jeux vidéo, intelligence artificielle, etc.);
5. Pérenniser la présence d'artistes dans les quartiers centraux et à forte concentration artistique.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 1 628 276 \$. Les crédits requis sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique dans le budget PRAM industrie. Les dépenses sont réparties de la manière suivante :

ANNÉE	ART3	Ateliers Belleville	Ateliers Casgrain	COOP MADAAM	LESPACEMAKERS	TOTAL
2024	350 000 \$		347 687 \$	230 589 \$		928 276 \$
2025		350 000 \$			350 000 \$	700 000 \$
						<b>1 628 276 \$</b>

Toutes les dépenses relatives à ce programme sont entièrement assumées par l'agglomération parce qu'elles concernent l'aide à l'entreprise, telles que définies au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), qui est une compétence de cette instance en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

## **MONTRÉAL 2030**

Les priorités Montréal 2030 ont été indiquées dans la grille Montréal 2030 ajouté au GDD 1218383066 (CG21 0619) et GDD1238383003 (CG22 0484)

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas approuver la convention menace la finalisation des travaux concernés par le volet 2 du programme, fragilise la viabilité des projets et aura pour impact de ne pas favoriser l'offre d'espaces abordables et de qualité aux artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'arts et ainsi pérenniser leur présence dans certains quartiers.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune communication n'est requise pour la modification de l'annexe B.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réception et traitement des demandes de soutien financier pour les honoraires professionnels

1. Signature des addendas
2. Versement des contributions financières

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martel VICTOR  
commissaire - developpement economique

**Tél :** 514 295-3650

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-22

Dieudonné ELLA-OYONO  
directeur(-trice) - mise en valeur des poles  
economiques

**Tél :** 514 868-0817

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valérie POULIN  
directeur(-trice) - investissement et  
developpement strategique

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-26

## ADDENDA 1

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **ATELIERS BELLEVILLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, C. C38), dont l'adresse principale est le 6572 rue Waverly, Montréal (QC), H2V 4M3, agissant et représentée par Jonathan Villeneuve, codirecteur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 816267967  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1208795038

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde à l'Organisme une contribution financière d'un maximum de 4 799 203 \$ pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la convention, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG22 0484 en date du 25 août 2022(ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** Le contexte inflationniste a entraîné une hausse notable des coûts de travaux et par le fait même des honoraires professionnels qui y sont reliés. Cela a impacté les modèles d'affaires économique des projets admis au volet 2 du programme visant la réalisation des travaux, fragilisant d'autant la viabilité des projets.

**ATTENDU QUE** la Ville vise pour soutenir pleinement la réalisation des projets, le soutien a été élargi pour inclure le remboursement des honoraires professionnels encourus pendant les travaux jusqu'à un montant de maximum de 350 000 \$

**ATTENDU QUE** la Ville vise à faire approuver la décision d'un soutien financier



supplémentaire pour la prise en compte des honoraires professionnels jusqu'à un maximum de 350 000 \$ à l'Organisme.

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent modifier la Convention initiale pour intégrer ces changements;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Conditions relatives aux travaux » au paragraphe « dépenses admissibles », la mention : « coûts réels des services professionnels en lien avec la réalisation des travaux admissibles ».

2. Modifier l'article 2 de l' « Annexe 1 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Versements de la contribution financière pour les travaux – documents à remettre » le point suivant : « versement additionnel : soutien financier relatif aux services professionnels liés à la réalisation des travaux admissibles. Cette somme sera payable par la Ville dans les 30 jours suite à la réception des documents suivants :

- des factures et autres pièces détaillant tous les services professionnels réalisés et leurs coûts réels;
- des preuves d'acquiescement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures relatives aux services professionnels qui n'ont pas déjà été transmises antérieurement, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance »

Les catégories de services professionnels admissibles sont :

- Architecture
- Comptabilité
- Caractérisation environnementale
- Ingénierie
- Juridique
- Évaluation immobilière
- Arpentage
- Gestion de projet

3. Modifier l'article 5.1 « Contribution financière » de la Convention initiale par : « En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière égale à 90% du coût réel des travaux admissibles pour la réalisation du Projet ainsi que le montant estimé des frais d'exploitation pendant le chantier déterminé selon les modalités prévues à l'Annexe 2, ainsi qu'une contribution financière égale à 100 % des honoraires professionnels, sans toutefois excéder la somme cinq millions cent quarante-neuf mille deux cent trois dollars (5 149 203 \$), excluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.»

4. Ajouter l'article 5.2.4 à la Convention initiale : « un versement additionnel sera versé par la Ville à l'Organisme, d'une somme maximale de trois cent cinquante mille dollars (350 000 \$).
5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.
6. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.



## ADDENDA 4

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **ATELIERS CRÉATIFS MONTREAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, C. C38), dont l'adresse principale est le 303-5445, avenue de Gaspé, Montréal (QC) H2T 3B2, agissant et représentée par Monsieur Gilles Renaud, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 819286618  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1212113278

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde à l'Organisme une contribution financière d'un maximum de 5 100 000 \$ pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la convention, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG21 0619 en date du 30 septembre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** Le contexte inflationniste a entraîné une hausse notable des coûts de travaux et par le fait même des honoraires professionnels qui y sont reliés. Cela a impacté les modèles d'affaires économique des projets admis au volet 2 du programme visant la réalisation des travaux, fragilisant d'autant la viabilité des projets.

**ATTENDU QUE** la Ville vise pour soutenir pleinement la réalisation des projets, le soutien a été élargi pour inclure le remboursement des honoraires professionnels encourus pendant les travaux jusqu'à un montant de maximum de 350 000 \$

**ATTENDU QUE** la Ville vise à faire approuver la décision d'un soutien financier supplémentaire pour la prise en compte des honoraires professionnels jusqu'à un maximum de 347 687 \$ à l'Organisme.

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent modifier la Convention initiale pour intégrer ces changements;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « dépenses admissibles », la mention : « coûts réels des services professionnels en lien avec la réalisation des travaux admissibles ».

2. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour retirer à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « Exclusions », le point 1 : « pour des travaux de transformation de façade exécutés sans l'aide d'un architecte (veuillez prendre note que les frais d'architecture ne figurent pas parmi les dépenses admissibles au volet 2) ».

3. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « Modalités de l'aide financière », la mention : « versement additionnel : soutien financier relatif aux services professionnels liés à la réalisation des travaux admissibles. Cette somme sera payable par la Ville dans les 30 jours suite à la réception des documents suivants :

- des factures et autres pièces détaillant tous les services professionnels réalisés et leurs coûts réels;
- des preuves d'acquiescement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures relatives aux services professionnels qui n'ont pas déjà été transmises antérieurement, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance »

Les catégories de services professionnels admissibles sont :

- Architecture
- Comptabilité
- Caractérisation environnementale
- Ingénierie
- Juridique
- Évaluation immobilière
- Arpentage
- Gestion de projet

4. Modifier l'article 5.1 « Contribution financière » de la Convention initiale par : « En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution

financière égale à 90% du coût réel des travaux admissibles pour la réalisation du Projet ainsi que le montant estimé des frais d'exploitation pendant le chantier déterminé selon les modalités prévues à l'Annexe 2, ainsi qu'une contribution financière égale à 100 % des honoraires professionnels, sans toutefois excéder la somme maximale cinq millions quatre cent quarante-sept mille six cent quatre-vingt-sept (5 447 687 \$), excluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.»

5. Ajouter l'article 5.2.4 à la Convention initiale : « un versement additionnel sera versé par la Ville à l'Organisme, d'une somme maximale de trois cent quarante-sept mille six cent quatre-vingt-sept dollars (347 687 \$).
6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.
7. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.



## ADDENDA 4

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **COOP MADAAM**, personne morale, constituée sous l'autorité de la Loi sur les coopératives (RLRQ, C. C-67.2), dont l'adresse principale est le 55, avenue du Mont-Royal Ouest, bureau 300, Montréal (QC) H2T 2S5, agissant et représentée par Violaine Tétreault, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 735593204  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1228790687

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde à l'Organisme une contribution financière d'un maximum de 973 478 \$ pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la convention, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG21 0619 en date du 30 septembre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a obtenu une révision du montant de la contribution financière prévu dans la Convention initiale pour obtenir un soutien financier supplémentaire portant la contribution à un maximum de 1 358 854 \$ afin de tenir compte de la hausse du coût des travaux et de maintenir l'offre de loyers abordables pour les artistes;

**ATTENDU QUE** Le contexte inflationniste a entraîné une hausse notable des coûts de travaux et par le fait même des honoraires professionnels qui y sont reliés. Cela a impacté les modèles d'affaires économique des projets admis au volet 2 du programme



visant la réalisation des travaux, fragilisant d'autant la viabilité des projets.

**ATTENDU QUE** la Ville vise pour soutenir pleinement la réalisation des projets, le soutien a été élargi pour inclure le remboursement des honoraires professionnels encourus pendant les travaux jusqu'à un montant de maximum de 350 000 \$

**ATTENDU QUE** la Ville vise à faire approuver la décision d'un soutien financier supplémentaire pour la prise en compte des honoraires professionnels jusqu'à un maximum de 230 589 \$ à l'Organisme.

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent modifier la Convention initiale pour intégrer ces changements;

### **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « dépenses admissibles », la mention : « coûts réels des services professionnels en lien avec la réalisation des travaux admissibles ».
2. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour retirer à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « Exclusions », le point 1 : « pour des travaux de transformation de façade exécutés sans l'aide d'un architecte (veuillez prendre note que les frais d'architecture ne figurent pas parmi les dépenses admissibles au volet 2) ».
3. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « Modalités de l'aide financière », la mention : « versement additionnel : soutien financier relatif aux services professionnels liés à la réalisation des travaux admissibles. Cette somme sera payable par la Ville dans les 30 jours suite à la réception des documents suivants :
  - des factures et autres pièces détaillant tous les services professionnels réalisés et leurs coûts réels;
  - des preuves d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures relatives aux services professionnels qui n'ont pas déjà été transmises antérieurement, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance »

Les catégories de services professionnels admissibles sont :

- Architecture
- Comptabilité
- Caractérisation environnementale
- Ingénierie
- Juridique
- Évaluation immobilière
- Arpentage
- Gestion de projet

4. Modifier l'article 5.1 « Contribution financière » de la Convention initiale par : « En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière égale à 90% du coût réel des travaux admissibles pour la réalisation du Projet ainsi que le montant estimé des frais d'exploitation pendant le chantier déterminé selon les modalités prévues à l'Annexe 2, ainsi qu'une contribution financière égale à 100 % des honoraires professionnels, sans toutefois excéder la somme maximale d' un million cinq cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent quarante-trois dollars (1 589 443 \$), excluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.»
5. Ajouter l'article 5.2.4 à la Convention initiale : « un versement additionnel sera versé par la Ville à l'Organisme, d'une somme maximale de deux cent trente mille cinq cent quatre-vingt-neuf dollars (230 589 \$).
6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.
7. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.



## ADDENDA 1

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **LESPACEMAKER**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, C. C38), dont l'adresse principale est le 2875, rue Hochelaga, Montréal (QC), H2K 1K7, agissant et représentée par Arno Robin, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 720573286  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 122395610

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde à l'Organisme une contribution financière d'un maximum de 5 021 931 \$ pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la convention, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG22 0484 en date du 25 août 2022 (ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** Le contexte inflationniste a entraîné une hausse notable des coûts de travaux et par le fait même des honoraires professionnels qui y sont reliés. Cela a impacté les modèles d'affaires économique des projets admis au volet 2 du programme visant la réalisation des travaux, fragilisant d'autant la viabilité des projets.

**ATTENDU QUE** la Ville vise pour soutenir pleinement la réalisation des projets, le soutien a été élargi pour inclure le remboursement des honoraires professionnels encourus pendant les travaux jusqu'à un montant de maximum de 350 000 \$

**ATTENDU QUE** la Ville vise à faire approuver la décision d'un soutien financier supplémentaire pour la prise en compte des honoraires professionnels jusqu'à un maximum de 350 000 \$ à l'Organisme.

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent modifier la Convention initiale pour intégrer ces changements;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Conditions relatives aux travaux » au paragraphe « dépenses admissibles », la mention : « coûts réels des services professionnels en lien avec la réalisation des travaux admissibles ».
2. Modifier l'article 2 de l' « Annexe 1 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Versements de la contribution financière pour les travaux – documents à remettre » le point suivant : « versement additionnel : soutien financier relatif aux services professionnels liés à la réalisation des travaux admissibles. Cette somme sera payable par la Ville dans les 30 jours suite à la réception des documents suivants :
  - des factures et autres pièces détaillant tous les services professionnels réalisés et leurs coûts réels;
  - des preuves d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures relatives aux services professionnels qui n'ont pas déjà été transmises antérieurement, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance »

Les catégories de services professionnels admissibles sont :

- Architecture
  - Comptabilité
  - Caractérisation environnementale
  - Ingénierie
  - Juridique
  - Évaluation immobilière
  - Arpentage
  - Gestion de projet
3. Modifier l'article 5.1 « Contribution financière » de la Convention initiale par : « En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière égale à 90% du coût réel des travaux admissibles pour la réalisation du Projet ainsi que le montant estimé des frais d'exploitation pendant le chantier déterminé selon les modalités prévues à l'Annexe 2, ainsi qu'une contribution financière égale à 100 % des honoraires professionnels, sans toutefois excéder la

somme cinq millions trois cent soixante et onze mille neuf cent trente et un dollars (5 371 931 \$), excluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.»

4. Ajouter l'article 5.2.4 à la Convention initiale : « un versement additionnel sera versé par la Ville à l'Organisme, d'une somme maximale de trois cent cinquante mille dollars (350 000 \$).
  
5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.
  
6. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.



## ADDENDA 4

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **ART3**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, C. C38), dont l'adresse principale est le 200-2600 rue William-Tremblay, Montréal (QC) H1Y 3J2, agissant et représentée par Charles Larouche, président, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 721106888  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1225531087

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde à l'Organisme une contribution financière d'un maximum de 5 100 000 \$ pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la convention, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG21 0619 en date du 30 septembre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** Le contexte inflationniste a entraîné une hausse notable des coûts de travaux et par le fait même des honoraires professionnels qui y sont reliés. Cela a impacté les modèles d'affaires économique des projets admis au volet 2 du programme visant la réalisation des travaux, fragilisant d'autant la viabilité des projets.

**ATTENDU QUE** la Ville vise pour soutenir pleinement la réalisation des projets, le soutien a été élargi pour inclure le remboursement des honoraires professionnels encourus pendant les travaux jusqu'à un montant de maximum de 350 000 \$

**ATTENDU QUE** la Ville vise à faire approuver la décision d'un soutien financier



supplémentaire pour la prise en compte des honoraires professionnels jusqu'à un maximum de 350 000 \$ à l'Organisme.

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent modifier la Convention initiale pour intégrer ces changements;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « dépenses admissibles », la mention : « coûts réels des services professionnels en lien avec la réalisation des travaux admissibles ».
2. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour retirer à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « Exclusions », le point 1 : « pour des travaux de transformation de façade exécutés sans l'aide d'un architecte (veuillez prendre note que les frais d'architecture ne figurent pas parmi les dépenses admissibles au volet 2) ».
3. Modifier l' « Annexe 2 » de la Convention initiale pour ajouter à la section « Volet 2 - Réalisation du projet » au paragraphe « Modalités de l'aide financière », la mention : « versement additionnel : soutien financier relatif aux services professionnels liés à la réalisation des travaux admissibles. Cette somme sera payable par la Ville dans les 30 jours suite à la réception des documents suivants :

- des factures et autres pièces détaillant tous les services professionnels réalisés et leurs coûts réels;
- des preuves d'acquiescement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures relatives aux services professionnels qui n'ont pas déjà été transmises antérieurement, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance »

Les catégories de services professionnels admissibles sont :

- Architecture
- Comptabilité
- Caractérisation environnementale
- Ingénierie
- Juridique
- Évaluation immobilière
- Arpentage
- Gestion de projet

4. Modifier l'article 5.1 « Contribution financière » de la Convention initiale par : « En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière égale à 90% du coût réel des travaux admissibles pour la réalisation du Projet ainsi que le montant estimé des frais d'exploitation pendant le chantier déterminé selon les modalités prévues à l'Annexe 2, ainsi qu'une contribution financière égale à 100 % des honoraires professionnels, sans toutefois excéder la

somme maximale de Cinq millions quatre cent cinquante mille dollars (5 450 000 \$), excluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.»

5. Ajouter l'article 5.2.4 à la Convention initiale : « un versement additionnel sera versé par la Ville à l'Organisme, d'une somme maximale de trois cent cinquante mille dollars (350 000 \$).
6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.
7. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.



**Dossier # : 1249861007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Objet :</b>	Approuver l'addenda 4 aux trois conventions approuvées par résolution (CG21 0619) et l'addenda 1 aux deux conventions approuvées par résolution (CG22 0484) dans le cadre du volet 2 afin d'inclure les honoraires professionnels aux frais admissibles de ce volet pour un montant 1 628 276 \$ du programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDE - Certification des fonds 1249861007 addenda 4.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohand Ou Achou LAOUCHE  
Préposé au budget  
**Tél : -**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-29

Dominique BALLO  
Conseiller budgétaire  
**Tél : -**  
**Division :**



**Dossier # : 1246469001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 (10 soumissionnaires)

Il recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande des prestations de services en expertise Agile, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20543 ;
2. de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc. ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des TI, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-18 16:44

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1246469001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 (10 soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle en misant sur le levier que procurent les technologies de l'information afin d'accroître sa performance, son efficacité et son efficience dans sa prestation de service aux citoyens et entreprises.

Notre appui aux unités municipales et à leurs initiatives visant l'amélioration continue de la prestation de services aux citoyens est plus fort que jamais : les ententes de prestation de services, mises en place par le Service des TI, permettent de soutenir les projets et de poursuivre les réalisations prévues par le PDI 2025-2034. Ces ressources répondent aux besoins mis de l'avant par les nombreux projets de la Ville et favorisent le maintien et l'accélération du calendrier de livraison.

En 2021, la Ville a conclu une entente-cadre avec la firme COFOMO inc. pour la livraison sur demande de prestation de services en expertise Agile. Le Service des TI souhaite poursuivre cette prestation afin d'assurer le soutien des besoins en ressources dans les multiples projets prévus par la Ville au PDI 2025-2034.

Ainsi, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public no 24-20543 en date du 15 mai 2024. Cet appel d'offres a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal Le Devoir. Il s'agit de la deuxième publication pour cet appel d'offres, puisque le premier appel offres avait été annulé en raison d'une erreur administrative.

Un délai de cinq semaines a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission soit jusqu'au 18 juin 2024.

Au total, trois addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date d'émission	Portée
1	2024-05-23	Précisions à la suite de questions administratives et report de date d'ouverture.
2	2024-06-03	Précisions suite à des questions techniques et administratives.
3	2024-06-12	Précisions suite à des questions techniques et administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 18 juin 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 15 décembre 2024.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour la prestation de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0337 Exercer la deuxième option de prolongation de 12 mois pour la prestation de services en expertise Agile, dans le cadre du contrat octroyé à la firme Cofomo inc. (CG21 0500), pour la période du 30 août 2023 au 29 août 2024.

CG22 0474 Exercer la première option de prolongation de 12 mois, sans budget additionnel pour la prestation de services en expertise Agile, dans le cadre du contrat octroyé à la firme Cofomo inc. (CG21 0500, pour la période du 30 août 2022 au 29 août 2023,

CG21 0500 – 26 août 2021 Conclure une entente – cadre avec Cofomo inc. pour la prestation de services en expertise Agile, pour une durée de 12 mois avec deux options de prolongation d'une durée de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 2 924 347,73\$, taxes incluses – Appels d'offres public 21-18733.

DA217600001 – 25 mars 2021 Approuver la grille d'évaluation utilisée dans le cadre de l'appel d'offres no 21-18733 pour des prestations de services en expertise Agile.

### **DESCRIPTION**

La gestion de projet Agile est une approche itérative et incrémentale qui permet aux équipes de projet de répondre rapidement aux changements et de livrer des résultats de manière efficace. Elle se caractérise par une collaboration étroite avec les parties prenantes, une planification flexible et une focalisation sur la livraison de valeur continue.

Le présent dossier concerne un lot de prestation de services spécialisés en gestion de projets informatiques en mode Agile et la nature des services se décline comme suit :

- Fournir des services de gestion de projets Agile en fournissant les

- ressources compétentes ;
- Produire les livrables clés selon le cadre du processus Agile ;
- Assurer le respect du processus Agile ;
- Agir comme facilitateur pour aider l'équipe Agile à surmonter les obstacles ;
- Gérer le suivi de l'avancement, la production des statuts d'avancement, les présentations aux comités de gouvernance du projet/programme et autres redditions de comptes si nécessaire, le tout avec l'encadrement d'un responsable interne au Bureau de projets TI de la Ville, s'assurer que les graphiques d'avancement sont produits, mettre à jour la liste des obstacles rencontrés.

La méthode de livraison Agile des projets / produits ("mode Agile") permet aux équipes projet de travailler efficacement et d'assurer une livraison en continu, par incrément de livraison de leurs projets.

## JUSTIFICATION

Sur un total de 20 preneurs du cahier des charges, 10 preneurs (50 %) ont déposé une offre alors que 10 (50 %) n'ont pas soumissionné. De ces 10 firmes, une d'entre elles a transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

Les raisons de désistements invoquées sont :

- "Nous avons répondu favorablement au précédent appel d'offres 24-20382 qui s'est vu annulé avec le motif "Projet annulé", mais vous republiez quelques semaines plus tard le même appel d'offres."
- Les autres firmes n'ont pas répondu.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001).

L'évaluation des soumissions a été effectuée le 9 juillet 2024 par un comité de sélection. Suite à l'évaluation des soumissions, les 10 soumissionnaires ont été jugés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre, 6 soumissionnaires ont été jugés non conformes d'un point de vue technique, ces derniers n'ayant pas atteint la note minimale de 70%.

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

<b>SOUSSIONS CONFORMES</b>	<b>NOTE INTÉRIM</b>	<b>NOTE FINALE</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	73,8	0,11	6 960 586,50 \$		6 960 586,50 \$
COFOMO inc.	76,8	0,08	9 206 531,15 \$		9 206 531,15 \$
Services conseils ABna inc.	74,0	0,08	9 064 341,56 \$		9 064 341,56 \$
Alithya Services-Conseils inc.	73,0	0,07	10 344 300,75 \$		10 344 300,75 \$



Dernière estimation réalisée		11 084 141,88 \$	11 084 141,88 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) ( <i>l'adjudicataire - estimation</i> )			- 4 123 555,38 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ( <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i> )			- 37,20 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) ( <i>2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire</i> )			2 245 944,65 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ( <i>((2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i> )			32,27 %

Le prix soumis par l'adjudicataire est inférieur de 37,20 % au prix de la dernière estimation. Le Service des TI a préparé sa dernière estimation en se basant notamment sur les prix moyens du marché ainsi que sur des profils similaires à l'entente-cadre précédente (2021) et en tenant de l'IPC.

L'écart de 32,27% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire est principalement dû à la stratégie de la firme à se positionner sur le marché.

L'adjudicataire a soumis le plus bas prix et nous allons accorder une attention spéciale afin de nous assurer que des ressources de qualité soient affectées aux mandats selon l'expertise spécifiée au devis.

Selon le Règlement de la commission permanente sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG23 0205, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$.

Et répondant aux conditions suivantes :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire ;
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M\$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. a obtenu son accréditation et cette dernière demeure valide.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. n'est pas inscrite sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses sont assumées principalement par le PDI et peuvent occasionnellement être assumées au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services professionnels seront utilisées selon les besoins. Tous les besoins futurs en prestations de services seront réglementés par le processus d'autorisation des dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient engendrer des dépenses d'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le Bureau de projet du Service des TI vise la livraison de valeur d'affaires en déployant un ensemble de services reliés à la gestion de projets, de programmes et de portefeuilles d'initiative TI en permettant d'appuyer les ressources internes dans :

- L'évaluation et l'accompagnement pour la réalisation, l'entretien et l'évolution des solutions d'affaires ;
- Le soutien d'un grand nombre de processus d'affaires avec de nouveaux systèmes informatiques ;
- L'accroissement de la capacité de réalisation de la Ville ;
- L'accélération du rattrapage du retard technologique ;
- La modernisation et la standardisation des pratiques et processus de réalisation des projets Agile ;
- La production des livrables conformes aux exigences de l'industrie et utilisées à la Ville de Montréal et au Service des TI.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Joanne FILION)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Yamina AIT BRAHAM  
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

**Tél :** (514) 594-5170  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-16

Frederic GOUVERNEUR  
chef(fe) de division - portefeuille

**Tél :** 514-280-4128  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU  
directeur(-trice) bureau de projets ti

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-16

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER  
Directeur du service des technologies de l'information

**Tél :** 438-998-2829  
**Approuvé le :** 2024-07-17

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1246469001

Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction Bureau de projets TI, Division portefeuille Ti global et pratiques

Projet : Conclure une **entente-cadre** avec Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc. pour la prestation de services en expertise agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586.50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 - (10 soumissionnaires)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.  17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Une grande majorité des projets du Service des technologies de l'information contribuent à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du plan stratégique Montréal 2030. Les ressources de cette entente-cadre interviendront au gré de la demande sur les projets inscrits au PDI principalement.			

## Section B - **Test climat**

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>s.o.</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>s.o.</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>s.o.</b>

### **Section C - ADS+\***

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>s.o.</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>s.o.</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle.

Vous trouverez ci-dessous une copie du courriel reçu de l'AMP confirmant la prolongation de notre autorisation pour une période de 2 années additionnelles.

**From:** \_Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>

**Sent:** Friday, June 2, 2023 1:14 PM

**To:** \_Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>

**Subject:** IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

**EXTERNAL SENDER:** Do not click any links or open any attachments unless you trust the sender and know the content is safe.  
**EXPÉDITEUR EXTERNE:** Ne cliquez sur aucun lien et n'ouvrez aucune pièce jointe à moins qu'ils ne proviennent d'un expéditeur fiable, ou que vous ayez l'assurance que le contenu provient d'une source sûre.

## Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.



### Direction de l'intégrité

Autorité des marchés publics

T. 1 888 335-5550

525, boulevard René-Lévesque Est, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.25, Québec (Québec)  
G1R 5S9

[directionlcp@amp.quebec](mailto:directionlcp@amp.quebec)

À la page suivante, vous trouverez la lettre initiale confirmant notre admissibilité en date du 14 décembre 2020.



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS

TRANSPARENCE  
ÉQUITÉ  
SAINE CONCURRENCE

Le 14 décembre 2020

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.  
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ  
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O  
25 ÈME ÉTAGE  
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

N° de décision : 2020-DAMP-1874  
N° de client : 2700035725

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 décembre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC. 30  
Québec (Québec) G1R 5S9

1 888 335-5550  
[amp.quebec](http://amp.quebec)

**Dossier # : 1246469001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 (10 soumissionnaires)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20543 PV.pdf 24-20543 DetCah.pdf 24-20543\_Intervention.pdf



24-20543\_RésultatComitéSélection.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Joanne FILION  
Agente approvisionnement niveau II

**Tél :** 514-000-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Hicham ZERIOUH  
Chef de section - approvisionnement  
stratégique en biens

**Tél :** 438-505-1138

**Division :** Acquisition



## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom)

Motif de rejet: administratif et / ou technique

Groupe Beconsilium Inc	Qualitative car note de passage inférieure à 70%, suite au comité de sélection: 46,3%
Levio Conseils INC	Qualitative car note de passage inférieure à 70%, suite au comité de sélection: 68,5%
Maltem Canada Inc	Qualitative car note de passage inférieure à 70%, suite au comité de sélection: 49,3%
Sirius INC	Qualitative car note de passage inférieure à 70%, suite au comité de sélection: 57,3%
Solution I.A. Canada Inc	Qualitative car note de passage inférieure à 70%, suite au comité de sélection: 47,8%
Systematix INC	Qualitative car note de passage inférieure à 70%, suite au comité de sélection: 68,3%

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
CGI Inc	6 960 586,50 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	na
COFOMO inc.	9 206 531,15 \$	<input type="checkbox"/>	na
Services conseils Abna inc	9 064 341,56 \$	<input type="checkbox"/>	na
Alithya inc	10 344 300,75 \$	<input type="checkbox"/>	na

### Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné nous indique qu'une (1) firme mentionne "Nous avons répondu favorablement au précédent appel d'offres 24-20382 qui s'est vu annulé avec le motif "Projet annulé" mais vous republiez quelques semaines plus tard le même appel d'offres."

Les autres firmes n'ont pas répondu.

Préparé par :

Joanne Filion

Le

17 - 7 - 2024

24-20543 - Prestation de services pour des ressources spécialisées en agilité avec expertise

	Pointage intermédiaire total	Prix	Pointage final		Comité	
<b>FIRME</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	mardi 09-07-2024
Alithya SERVICES-CONSEILS Inc	73,0	10 344 300,75 \$	0,07	4	<b>Heure</b>	13 h 00
CGI INC	73,8	6 960 586,50 \$	0,11	1	<b>Lieu</b>	Via Teams
COFOMO INC	76,8	9 206 531,15 \$	0,08	2		
Groupe Beconsilium Inc	46,3			Non conforme		Multiplicateur d'ajustement
Levio Conseils INC	68,5			Non conforme		10000
Maltem Canada Inc	49,3			Non conforme	<b>Facteur «K»</b>	1
Services conseils ABna INC	74,0	9 064 341,56 \$	0,08	3		
Sirius INC	57,3			Non conforme		
Solution I.A. Canada Inc	47,8			Non conforme		
Systematix INC	68,3			Non conforme		
<b>Agent d'approvisionnement</b>						

*Joanne Filion*

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

**⚠** En raison d'un fort volume d'appels et de demandes, les délais de réponse sont plus élevés qu'à l'habitude. Vous trouverez les réponses aux questions les plus fréquemment posées en consultant [l'aide en ligne](#) ainsi que les capsules d'information prévues à cette fin. Pour ce faire, il suffit de cliquer sur le lien suivant : [Capsule d'aide à la connexion](#)

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20543  
**Numéro de référence:** 1849032  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Prestation de services pour des ressources spécialisées en agilité avec expertise  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

20 résultats

Résultats 1 à 10

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

Régie de l'assurance maladie du Québec 1125 Grande Allée ouest Québec QC CAN G1S1E7	Donneur d'ouvrage	Vincent Boissonneault Téléphone: 4186825103 Courriel: <a href="mailto:vincent.boissonneault@ramq.gouv.qc.ca">vincent.boissonneault@ramq.gouv.qc.ca</a>	0 2024-05-31 10:50	65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis Aucun
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal QC CAN H3G1T4 <a href="http://www.cgi.com">http://www.cgi.com</a>	Non diffusé	Sophie Di Cienzo Téléphone: 5144153000 Courriel: <a href="mailto:bos.gma@cgi.com">bos.gma@cgi.com</a>	0 2024-05-15 13:25	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:27 - Téléchargement  65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:23 - Téléchargement  20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel  Mode privilégié (plan): Messagerie
Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4 <a href="http://www.alithya.com">http://www.alithya.com</a>	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186502866 Courriel: <a href="mailto:bureau.propositions@alithya.com">bureau.propositions@alithya.com</a>	0 2024-05-15 14:18	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement  65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:23 - Téléchargement

				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
COFOMO INC. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5 http://www.cofomo.com	Non diffusé	Sophie Courchesne Téléphone: 5142293487 Courriel: <a href="mailto:gestiondeloffre@cofomo.com">gestiondeloffre@cofomo.com</a>	0 2024-05-15 16:18	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:23 - Téléchargement
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LEVIO CONSEILS INC. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 http://www.levio.ca	Non diffusé	Kathy Tremblay Téléphone: 4189143623 Courriel: <a href="mailto:offresdeservices@levio.ca">offresdeservices@levio.ca</a>	0 2024-05-15 13:45	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3C3X6 http://www.systematix.com	Non diffusé	Pierre Lecavalier Téléphone: 5143931363 Courriel: <a href="mailto:seo@systematix.com">seo@systematix.com</a>	0 2024-05-18 11:10	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
SOLUTION I.A. CANADA INC. 4200 boulevard Saint Laurent 425 Montréal QC CAN H2W2R2 http://www.solution-bi.ca	Non diffusé	Yann Pezon Téléphone: 4388333555 Courriel: <a href="mailto:ao@solution-bi.com">ao@solution-bi.com</a>	0 2024-05-17 11:33	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement

				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES CONSEILS ABNA INC. 2875, bd laurier Edifice Delta 1 - Bureau 1350 Québec QC CAN G1V2M2 <a href="http://www.abnaconseils.com">http://www.abnaconseils.com</a>	Publique	Anne Madeleine Kanoute Téléphone: 4189772262 Courriel: <a href="mailto:admin@abnaconseils.com">admin@abnaconseils.com</a>	0 2024-05-22 10:28	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
La Financière agricole du Québec Direction des ressources financières et matérielles 1400, boul. Guillaume-Couture Lévis QC CAN G6W8K7	Donneur d'ouvrage	Lucielle Rouillard Téléphone: 4188346872 Courriel: <a href="mailto:lucielle.rouillard@fadq.qc.ca">lucielle.rouillard@fadq.qc.ca</a>	0 2024-05-22 16:02	
Groupe Beconsilium Inc. 1152 Henri-Bourassa est Montréal QC CAN H2C1G4	Non diffusé	Anis Benaouicha Téléphone: 4388764451 Courriel: <a href="mailto:beconsilium@gmail.com">beconsilium@gmail.com</a>	0 2024-05-24 11:38	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis Aucun
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ En raison d'un fort volume d'appels et de demandes, les délais de réponse sont plus élevés qu'à l'habitude. Vous trouverez les réponses aux questions les plus fréquemment posées en consultant [l'aide en ligne](#) ainsi que les capsules d'information prévues à cette fin. Pour ce faire, il suffit de cliquer sur le lien suivant : [Capsule d'aide à la connexion](#)

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20543  
**Numéro de référence:** 1849032  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Prestation de services pour des ressources spécialisées en agilité avec expertise  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

20 résultats

Résultats 11 à 20

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

Consultant Pixsenses Inc. 205-570 boul. Roland-Therrien Longueuil QC CAN J4H3V9 <a href="https://Pixsenses.com">https://Pixsenses.com</a>	Non diffusé	Irina Dufaud Téléphone: 4385297167 Courriel: <a href="mailto:ventes@pixsenses.com">ventes@pixsenses.com</a>	0 2024-05-28 08:14	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis Aucun
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS ACENSI INC. 261 rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal QC CAN H2Y1M6	Non diffusé	Julien ARMAND Téléphone: 4388314539 Courriel: <a href="mailto:julien.armand@acensi.ca">julien.armand@acensi.ca</a>	0 2024-05-15 15:39	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement
				65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:23 - Téléchargement
				20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
Conseil Zenika Inc.	Non diffusé	olivier Damour	0	65023 - Addenda 02_Questions_réponses

65375 - Addenda 01\_Questions et réponses  
Devis  
2024-05-23 à 16:23 - Téléchargement

20000439 - 24-20543\_Addenda  
03\_Questions\_réponses  
Devis  
2024-06-12 à 09:15 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Pcubed Canada Inc.  
1010 rue de Sérigny, Suite 315 Longueuil QC  
CAN J4K5G7  
<https://www.migso-pcubed.com/fr/#home>

Non diffusé  
Christophe BOYER  
Téléphone: 4384022571  
Courriel: [aouquebec@migso-pcubed.com](mailto:aouquebec@migso-pcubed.com)

0  
2024-05-15  
15:33

65023 - Addenda 02\_Questions\_réponses  
Devis  
2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement

65375 - Addenda 01\_Questions et réponses  
Devis  
2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement

20000439 - 24-20543\_Addenda  
03\_Questions\_réponses  
Devis  
2024-06-12 à 09:15 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.  
725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525  
Québec QC CAN G2J0C4

Non diffusé  
Josée Turcotte  
Téléphone: 4186506414  
Courriel: [bureau.propositions@alithya.com](mailto:bureau.propositions@alithya.com)

0  
2024-05-15  
14:21

65023 - Addenda 02\_Questions\_réponses  
Devis  
2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement

65375 - Addenda 01\_Questions et réponses  
Devis  
2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement

20000439 - 24-20543\_Addenda  
03\_Questions\_réponses  
Devis  
2024-06-12 à 09:15 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel



Date	Statut	Client	Commande	SEAO	Détails
20/06/2024 14:28	Non diffusé	Development inc. 606 cathcart bureau 400 Montréal QC CAN H3B1K9 <a href="https://www.groupeonepoint.com">https://www.groupeonepoint.com</a>	Virginie Atoch Téléphone: 5149893116 Courriel: <a href="mailto:secteurpublic.canada@groupeonepoint.com">secteurpublic-canada@groupeonepoint.com</a>	0 2024-05-15 16:30	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement <hr/> 65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement <hr/> 20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel <hr/> Mode privilégié (plan): Courriel
	Non diffusé	Maltem Canada inc. 160 St Viateur E suite 811 Montréal QC CAN H2T1A8 <a href="https://www.maltem.ca">https://www.maltem.ca</a>	Ioana Bommel Téléphone: 4385223218 Courriel: <a href="mailto:ibommel@maltem.com">ibommel@maltem.com</a>	0 2024-05-21 15:05	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement <hr/> 65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement <hr/> 20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel <hr/> Mode privilégié (plan): Courriel
	Non diffusé	SIRIUS, SERVICES CONSEILS EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION INC. 1490 Chemin de Chambly Bureau 100 Longueuil QC CAN J4J3X3 <a href="http://www.siriusconseils.com">http://www.siriusconseils.com</a>	Daniel Letourneau Téléphone: 4185717726 Courriel: <a href="mailto:dletourneau@siriusconseils.com">dletourneau@siriusconseils.com</a>	0 2024-05-22 11:09	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement <hr/> 65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement <hr/> 20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel <hr/> Mode privilégié (plan): Courriel
	Non diffusé	EDGENDA CONSEIL INC. 1751, rue du Marais Bureau 300 Québec QC CAN G1M0A2 <a href="https://edgenda.com/">https://edgenda.com/</a>	Flora Gaffuri Téléphone: 4383206456 Courriel: <a href="mailto:flora.gaffuri@edgenda.com">flora.gaffuri@edgenda.com</a>	0 2024-05-16 11:58	65023 - Addenda 02_Questions_réponses Devis 2024-06-03 à 12:28 - Téléchargement <hr/> 65375 - Addenda 01_Questions et réponses Devis 2024-05-23 à 16:24 - Téléchargement <hr/> 20000439 - 24-20543_Addenda 03_Questions_réponses Devis 2024-06-12 à 09:15 - Courriel

Revenu Québec 3800, rue de Marly Secteur 5-4-4 (DESC) Québec QC CAN G1X4A5	Donneur d'ouvrage	Marie-Ève Hébert Téléphone: 4186525658 Courriel: <a href="mailto:marie-&lt;br/&gt;eve.hebert@revenuquebec.ca">marie- eve.hebert@revenuquebec.ca</a>	0 2024-05-21 08:00
--	----------------------	---	--------------------------

2 sur 2



© Gouvernement du Québec, 2024

**Dossier # : 1246469001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 (10 soumissionnaires)



[Rapport\\_CEC\\_SMCE246469001.pdf](#)

**Dossier # :1246469001**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–  
Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–  
Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-  
Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE246469001**

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 - (10 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri  
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE246469001

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture de services en expertise Agile, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 6 960 586,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20543 - (10 soumissionnaires)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant aux conditions suivantes :
  - écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;
  - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information, Direction Bureau de projets TI, Division portefeuille Ti global et pratiques ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont d'abord précisé que la Ville a recours à une firme externe pour bénéficier d'une offre de travail ponctuelle pour des services spécialisés en gestion de projet agile. Cette méthode sert en coordination sur une douzaine de projets et de programmes de développement et protection pour le maintien des actifs TI. Il faut savoir qu'un premier appel d'offres a été lancé, puis annulé en raison d'une modification administrative. Un deuxième appel d'offres a été publié du 15 mai au

18 juin 2024, lequel a suscité l'intérêt de 20 preneurs du cahier des charges, parmi lesquels 10 ont déposé une soumission. Chez les firmes qui n'ont pas présenté d'offres, une seule a transmis un avis de désistement, qui mentionnait comme raison l'annulation du premier appel d'offres. Les soumissions ont toutes été jugées conformes administrativement, mais six firmes n'ont pas obtenu la note de passage intérimaire de 70 % et elles ont été jugées non conformes d'un point de vue technique. La firme ayant obtenu la meilleure note finale est Conseillers en gestion et informatique CGI inc., avec un écart de (- 37,20 %) avec l'estimation et de 32,27 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire. Comme l'ont indiqué les personnes-ressources, l'estimation interne était basée sur le prix d'un contrat octroyé en 2021 auquel a été indexé l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la période. Selon les personnes invitées, les écarts seraient principalement attribuables à la stratégie de l'adjudicataire de présenter un prix très compétitif afin de se positionner sur le marché.

Pour conclure, les responsables ont recommandé de poursuivre le processus d'octroi avec l'adjudicataire et ont tenu à préciser qu'une attention particulière sera accordée aux ressources qui seront attribuées par la firme afin de s'assurer qu'elles répondent aux exigences de la Ville.

À l'issue de la présentation, la Commission a demandé des précisions sur la modification administrative, qui a mené à l'annulation du premier appel d'offres, ainsi que sur le rejet de six soumissions pour non-conformité technique. Il s'agit d'un changement de stratégie concernant la durée du contrat afin de simplifier la gestion et le suivi avec le fournisseur. Concernant l'évaluation des soumissions, le comité de sélection a étudié les soumissions et il a statué que ces six firmes ne répondaient pas aux critères fournis par le Service, selon une grille de pondération.

Devant les résultats et les prix qui sont en deçà de l'estimation, les commissaires se sont enquis de l'état du marché. Pouvons-nous en conclure que le marché se stabilise? Sommes-nous revenus au prix pré-pandémique? En réponse, les responsables ont souligné que les prix de l'ensemble des soumissions reçues étaient effectivement un peu plus bas que l'estimation. Le prix de CGI est toutefois largement plus bas que la moyenne. Il n'est pas possible pour l'instant de tirer des conclusions, il faudra voir l'évolution du marché et le résultat d'autres appels d'offres.

## **Conclusion**

Au terme des travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant aux conditions suivantes :
  - écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;
  - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE246469001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***



Dossier # : 1246666001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108,00 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Excavations Lafontaine Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 711 386,52 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP23014-182308-C-2 ;
2. d'autoriser une dépense de 1 742 277,30 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 423 108,00 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Les Excavations Lafontaine Inc;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 86% par l'agglomération, pour un montant de 9 397 100,24 \$, et à 14% par la ville centrale, pour un montant de 1 479 671,59 \$, taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE Le 2024-07-18 13:29



**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION** Dossier # :1246666001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108,00 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 - (3 soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publique et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.

La Direction des réseaux d'eau est responsable des projets d'investissement sur le réseau des collecteurs d'égouts. Des auscultations systématiques sont réalisées afin de déterminer l'état du réseau et d'établir les priorités d'interventions afin de pérenniser la durée de vie des conduites et des ouvrages.

En ce sens, les inspections réalisées en 2016 ainsi qu'en 2023 ont révélé que le collecteur localisé sous la rue Ontario entre les rues Kimberley et Atateken présente une détérioration importante de sa capacité structurale.

Cette condition se traduit par les observations suivantes :

- déformations observées en couronne et en paroi;
- fractures longitudinales et circulaires à plusieurs endroits;
- mortier détaché et briques manquantes.

Afin d'améliorer sa condition structurale actuelle et d'éliminer les risques de défaillances, il a été établi que des travaux de réhabilitation doivent être réalisés à très court terme.

Un appel d'offres public a été publié le 24 mai 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 juillet 2024 au Service du Greffe. La période de validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 2 octobre 2024.

Six (6) addendas ont été publiés dans le cadre de cet appel d'offres :

Addenda	Date d'émission	Description
1	28 mai 2024	Documents contractuels complémentaires
2	11 juin 2024	Réponses à des questions
3	21 juin 2024	Réponses à des questions
4	27 juin 2024	Réponses à des questions
5	28 juin 2024	Réponses à des questions
6	28 juin 2024	Réponses à des questions

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Aucune

### **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à octroyer un contrat afin de réaliser les travaux de réhabilitation du collecteur d'égout Ontario de dimension 1 750 mm x 1 400 mm, de forme ovoïde et construit en 1862, par l'installation d'une gaine structurale polymérisée sur place.

Ces travaux permettront d'assurer l'intégrité structurale, d'améliorer la capacité hydraulique, de corriger les déficiences physiques, d'éliminer l'infiltration et de prolonger la durée de vie utile du collecteur d'égouts.

Le projet sera effectué sur la rue Ontario entre les rues Kimberley et Clark et entre les rues Sanguinet et Atateken sur une longueur de 755 mètres. Ils comprennent, sans s'y limiter :

- le maintien de la circulation et de la signalisation du chantier;
- le contrôle et la dérivation des eaux;
- les travaux de construction de cinq (5) regards d'égouts;
- la réhabilitation structurale de 755 mètres de conduites collectrices d'égouts;
- la reconstruction de 40 mètres de conduites collectrices d'égouts;
- la réhabilitation structurale de 400 mètres de conduites secondaires d'égouts;
- la remise en état des lieux.

Considérant les imprévus reliés à ce projet, entre autres dus à l'âge du collecteur d'égouts (centenaire) et la proximité des conduites d'aqueduc et d'autres infrastructures souterraines, un budget de 20 % de la valeur du contrat pour les contingences, soit 1 742 277,30 \$, taxes incluses, est recommandé.

De plus, un budget d'incidences de 423 108,00 \$ taxes incluses est recommandé afin de procéder au contrôle qualitatif des matériaux, à la surveillance environnementale et aux redevances associées à la disposition des sols (Traces Québec).

### **JUSTIFICATION**

À la suite de l'appel d'offres public CP23014-182308-C-2, il y a eu six (6) preneurs du Cahier des charges sur le site SÉAO et trois (3) d'entre eux ont déposé une soumission. La liste des preneurs du Cahier des charges est annexée au dossier.

Des demandes d'avis de désistement ont été envoyées aux preneurs de Cahier des charges qui n'ont pas déposé des soumissions. À ce jour, un (1) avis de désistement a été reçu et un soumissionnaire a acheté deux fois le cahier de charges. La raison fournie est que le soumissionnaire ne respectait pas les critères de la Clause d'expérience du contrat.

L'analyse administrative et technique des soumissions a permis de valider la conformité de deux (2) soumissions. La troisième soumission a été déclarée non conforme à la suite des vérifications faites par la Ville auprès de l'entrepreneur.

Le tableau suivant présente les prix soumis :

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
Les Excavations Lafontaine Inc.	8 711 386,52 \$	1 742 277,30 \$	10 453 663,83 \$
Insituform Technologies Limited	10 864 000,00 \$	2 172 800,00 \$	13 036 800,00 \$
Dernière estimation réalisée	9 673 334,24 \$	1 934 666,85 \$	11 608 001,09 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$) (la plus basse conforme – estimation)			(1 154 337,26) \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-9.94 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)			2 583 136,17 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			24,71 %

L'écart entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimation réalisée est favorable de 9,94 % (un écart de 1 154 334,26 \$ taxes et contingences incluses).

Cet écart se retrouve principalement à l'article «Chemisage des conduites» du bordereau de la soumission. Il représente 83 % de l'écart total. Les écarts entre le prix de différents fournisseurs, aussi les crédits consentis à l'adjudicataire par ces derniers peuvent expliquer l'écart.

L'écart entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme est d'un ordre de 24,71 % (un écart de 2 583 136,17 \$ taxes et contingences incluses). Cet écart se retrouve principalement aux articles suivants du bordereau de la soumission.

Il représente 93 % de l'écart total :

- contrôle des débits des eaux;
- travaux de nettoyage, alésage et réparation des conduites collectrices.

Les écarts entre le prix de différents fournisseurs, aussi les crédits consentis à l'adjudicataire par ces derniers peuvent expliquer l'écart. La méthode de contrôle des eaux peut varier grandement d'un soumissionnaire à un autre selon la connaissance des lieux et l'installation de chantier ainsi que les connaissances sur les conditions existantes du collecteur à réhabiliter.

L'adjudicataire possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) obtenue le

20 avril 2023. Pour plus d'informations, voir le document de référence - Autorisation de l'autorité des marchés publics.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBO) (contrat de construction);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée, et ce, en fonction de la nature du contrat et du montant de la dépense de celui-ci. (Articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement C-OG-APP-D-22-001).

Le dossier doit faire l'objet d'un passage à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) selon les critères suivants : Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M\$ dont l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour ce projet est de 10 876 771,83 \$, taxes incluses, soit 9 931 942,43 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- le contrat avec Les Excavations Lafontaine Inc. pour un montant de 8 711 386,52 \$, taxes incluses;
- les dépenses pour des travaux contingents (20 % du coût du contrat) de 1 742 277,30 \$, taxes incluses;
- les dépenses incidentes de 423 108,00 \$, taxes incluses.

Le coût maximal de ce contrat de 10 876 771,83 \$ et sera assumé comme suit :

- un coût net de ristournes de 8 580 805,05 \$ est financé par le règlement d'emprunt # RCG23-029 et est à la charge du contribuable;
- un montant maximal de 1 351 137,39 \$ net de ristourne lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale sera assumé par la Ville centrale pour les travaux sur les conduites d'aqueduc et d'égouts, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 22-046. Le projet est admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant ainsi aucune charge aux contribuables.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service de finances.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe)

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans la mesure où ce dossier n'est pas approuvé ou retardé, les impacts évalués sont :

- retard majeur de l'échéancier prévu compromettant la réalisation des travaux dû à la présence de plusieurs projets actuels et futurs dans ce secteur névralgique. Ces projets sont réalisés par d'autres intervenants tels que la STM et la CSEM.
- l'état du collecteur va continuer à se détériorer au point où la réhabilitation ne sera plus possible. Le coût de remplacement et les impacts dans le secteur seront bien supérieurs à ceux générés par les travaux de réhabilitation.
- dû à l'état actuel du collecteur, il existe une très grande probabilité de défaillance structurale ou hydraulique de celui-ci. Ces travaux doivent être réalisés à très court terme afin d'éviter des impacts majeurs dans un secteur très névralgique du centre-ville de Montréal.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Commission permanente sur l'examen des contrats : 7 août 2024

Début de contrat : septembre 2024

Fin du contrat : mai 2025

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Samia KETTOU)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Andrea RODRIGUEZ, Service de l'eau  
Christophe PART, Service de l'eau

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-15

Rosa Yris ALVAREZ DE GARCIA  
Ingénieur(e)

**Tél :** (514) 497-2581  
**Télécop. :**

Hugo ST-DENIS  
assistant(e) surintendant(e) - collecteurs et  
bassins de retention

**Tél :** (514) 217-7371  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Jean-François DUBUC  
chef(fe) de division - ingenierie - production de  
l'eau potable

**Tél :** (514) 248-0191  
**Approuvé le :** 2024-07-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :** (438) 229-0801  
**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1246666001

Unité administrative responsable : Direction des réseaux d'eau

Projet : Réhabilitation du collecteur Ontario entre Kimberley et Atateken

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable</i> <i>19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>7 – Le drainage adéquat des eaux pluviales et sanitaires permet d'éviter les inondations et les refoulements d'eau dans les sous-sols des habitations du secteur.</i> <i>19 – L'intégrité structurale des conduites souterraine permet d'assurer la sécurité des aménagements en surface tel que les routes, trottoirs et bâtiments.</i>			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**CONTRAT : CP23014-182308-C-2**

**RÉHABILITATION DU COLLECTEUR ONTARIO**

**ENTRE KIMBERLEY ET ATATEKEN**

**ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE**

**PHASAGE DES TRAVAUX<sup>1</sup>**

***Préparé par : Rosa Alvarez, ing.***  
**Aout 2024**

---

Note<sup>1</sup> : Information extraite du Cahier de charges administratives spéciales du projet CP23014-182308-C-2

## **Phasage des travaux**

### **Phase 0 : Travaux entre Kimberley et Atateken**

- Travaux préparatoires préalables à la commande des regards et des gaines.

### **Phase 1 : Travaux entre Kimberley et Clark**

- Travaux préparatoires et travaux d'excavation de la dalle de toit du regard 5048059;
- Travaux de gainage des conduites;
- Remise en état des lieux.

### **Phase 2 : Travaux entre Sanguinet et Berry**

- Travaux de reconstruction du collecteur ( $\pm 27$  m) et du regard 15056191;
- Travaux de reconstruction du collecteur ( $\pm 12$  m) et du regard 15056192;
- Travaux de gainage des conduites;
- Remise en état des lieux.

### **Phase 3A : Travaux entre Berry et St-Hubert**

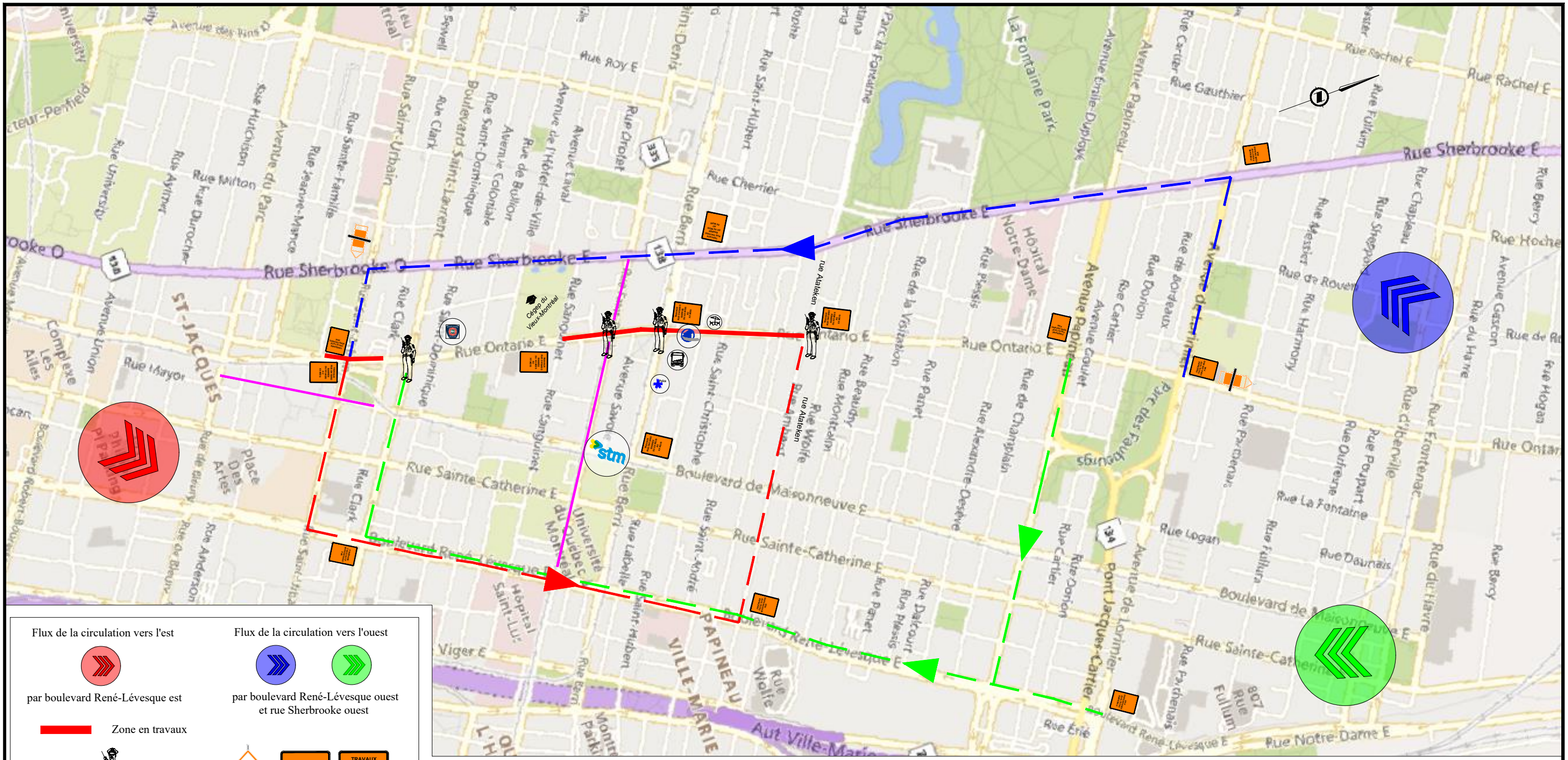
- Travaux de construction du regard 15056189;
- Travaux de reconstruction conduite secondaire et du regard 15056193;
- Travaux de gainage des conduites;
- Remise en état des lieux.

### **Phase 3B : Entre St-Hubert et Atateken**

- Travaux de construction du regard 15056194;
- Travaux de gainage des conduites;
- Remise en état des lieux.

## PLAN DE MITIGATION GESTION DES IMPACTS

IDENTIFICATION DES RISQUES	Probabilité d'occurrence négligeable = 1 à critique = 5)	Gravité (négligeable = 1 à critique = 5)	Criticité (Moyenne : entre 9 et 14 Élevée : >15)	MESURES DE MITIGATION
Mobilité dans le secteur affectée par la réalisation de plusieurs chantiers importants dans le secteur : STM, CSEM, UQAM, entre autres.	5	4	20	Plusieurs rencontres de coordination avec les parties prenantes, analyses et intégration de leurs besoins dans le projet. Planification d'échéancier serré et phasage des travaux considérant les autres chantiers afin de minimiser les impacts dans le secteur. Des panneaux d'information et les chemins de détours en fonction des autres chantiers (en p.j.).
Impacts négatifs aux commerces du secteur	2	4	8	Stratégie de communication préparée par la Division communications (avis des travaux, panneaux informatifs, etc.). Support permanent des experts en mobilité et gestion des impacts. Un agent de liaison attiré au projet (rencontre des commerçants, courriel et numéro de téléphone disponibles si besoin). Majorité des travaux sont concentrés en période hivernale (période moins achalandée pour les commerçants).
Impacts négatif sur les événements culturels du secteur	2	4	8	Coordination des travaux réalisée en collaboration avec les parties prenantes (Quartier des spectacles et arrondissement). Ajustement de l'échéancier par tronçon d'intervention afin de maintenir la programmation des événements planifiés.
Retard dans l'exécution des travaux causé par les conditions météorologiques ou la livraison des matériaux	2	5	10	Phasage des travaux clairement identifié dans les documents contractuels avec pénalité en cas de retard. Planification, gestion et suivi serré du calendrier des activités du projet. Inclusion de clauses contractuelles qui exigent la présence de personnel expérimenté dans ce domaine (entrepreneur et sous-traitant) pour la réalisation des travaux. Activités répétitives et séquentielles des phases du projet permettant ainsi une amélioration du processus à chaque phase.
Impacts négatifs aux citoyens du secteur	2	4	8	Présence à temps plein d'un représentant de la Ville au chantier afin de communiquer si nécessaire avec les citoyens Stratégie de communication préparée par la Division communications (avis des travaux, panneaux informatifs, etc.) Utilisation d'équipement adapté pour réduire les nuisances sonores Maintien de l'accessibilité en tout temps aux riverains La technique d'intervention choisie permet de limiter le nombre d'excavations et la durée des travaux.



Flux de la circulation vers l'est  
 par boulevard René-Lévesque est

Flux de la circulation vers l'ouest  
 par boulevard René-Lévesque ouest  
 et rue Sherbrooke ouest

Zone en travaux

Commercialisation policière (lorsque requise)

PMV mobile

Pannneau Itinéraire facultatif

Pannneau Information Générale

Partenaires / Communications

Travaux STM
 PDQ #21
 Caserne #5
 Gare centrale (Terminus BUS)
 Travaux CSEM
 Terrasse Cheval Blanc
 Piétonnisation rue Saint-Denis / de Maisonneuve

**Note 1:** Maintien de la piste cyclable sur Ontario: Berri, Maisonneuve, Saint-Dominique  
**Note 2:** Maintien des passages piétons en tout temps  
**Note 3:** Maintien des accès à la Gare Centrale et aux Hôtels en tout temps sur la rue Saint-Hubert

00	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES	2024-08-08	MN
NO	ÉMISSION	AAAA-MM-JJ	PAR

PRÉPARÉ:	Mimi Nguyen. ing.
VÉRIFIÉ PAR:	Mimi Nguyen. ing.
APPROUVÉ PAR:	Mimi Nguyen. ing.
COLLABORATEUR(S):	Zineb Tsouli, CPI
DESSINÉ PAR:	Nelson dos Santos, techn.
DATE:	2024-08-08
ÉCHELLE:	Aucune
UNITÉ:	m
DISCIPLINE:	Circulation

PROJET:

# Montréal

TITRE:

## PLAN MITIGATION / COLLECTEUR ONTARIO

# FNX










-INNOV

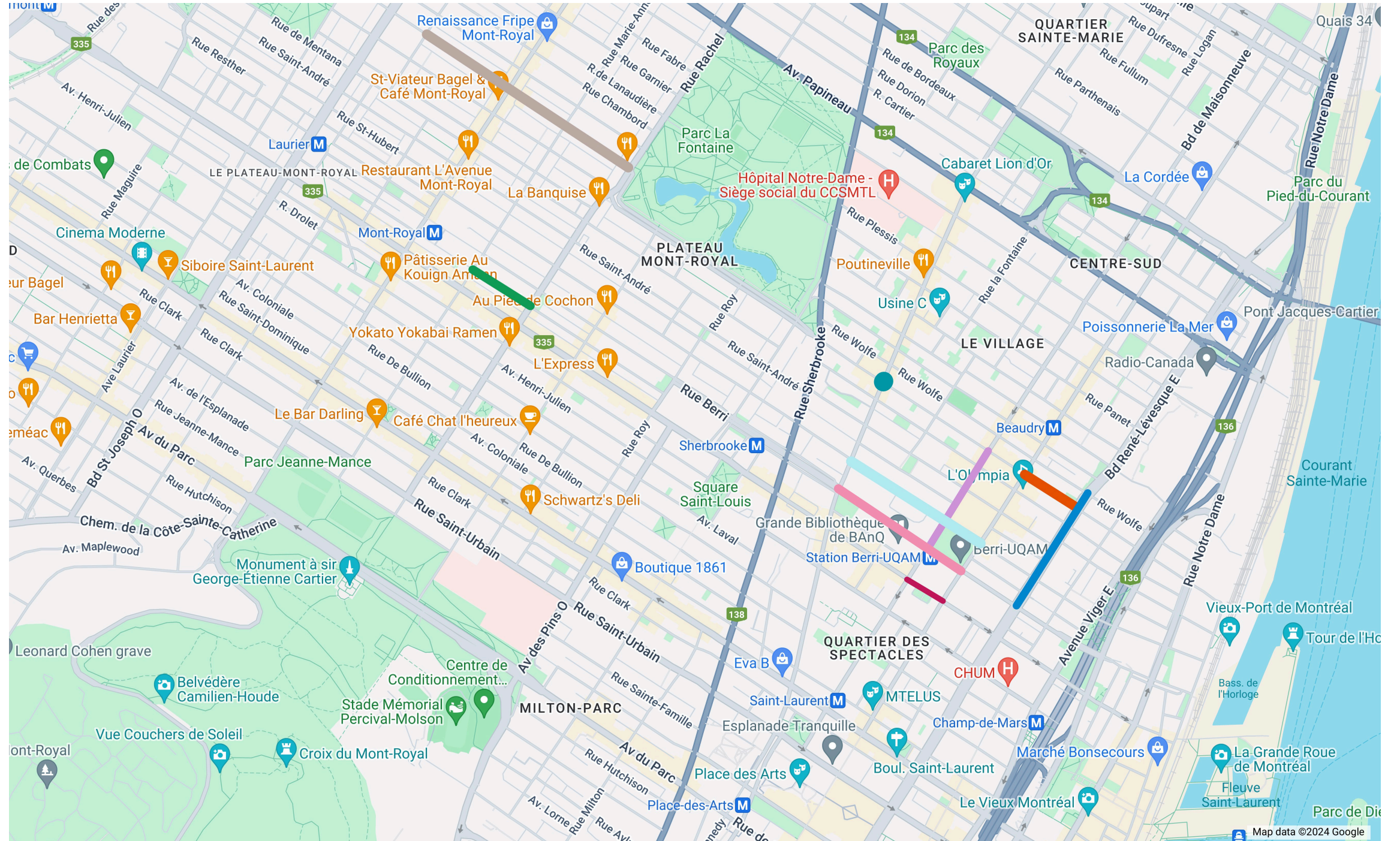
PROJET: 182308-C-2

DESSIN NO: 01

FORMAT 11x17

# Coordination de travaux

-  Réaménagement de la cour du clocher Saint-Jacques (GP Abords de l'UQAM) sur la rue Saint-Denis entre la rue Sainte-Catherine E et le boulevard De Maisonneuve
-  Travaux d'éclairage sur la rue Atateken, entre le boulevard René-Levesque et la rue Sainte-Catherine (#477610)
-  Travaux de PMRC 2024 (pavage piste cyclable) sur la piste René-Lévesque entre les rues Berri et Wolfe
-  Travaux de la STM sur le boulevard de Maisonneuve entre les rues Berri et Atateken. Début prévu mai 2025.
-  Travaux de la STM sur la rue Berri, entre les rues Sainte-Catherine et Ontario. Début prévu mai 2025
-  Travaux de la CSEM dans l'axe Saint-Hubert, entre les rues Sainte-Catherine et Ontario
-  Travaux de PCPR sur la rue Rivard, entre les rues Rachel et Marie-Anne. Prévu en 2024
-  Travaux de réhabilitation AQ et PCPR 2025, sur rue de la Roche, entre les rues Rachel et Gilford
-  Travaux de reconstruction de PA, coin N-E, par la CSEM dans l'intersection des rues Atateken/Ontario, prévus en été 2024



Cette carte est produite à titre indicatif seulement

00	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES	2024-08-08	MN
NO	ÉMISSION	AAAA-MM-JJ	PAR


PRÉPARÉ:	Mimi Nguyen. ing.
VÉRIFIÉ PAR:	Mimi Nguyen. ing.
APPROUVÉ PAR:	Mimi Nguyen. ing.
COLLABORATEUR(S):	Zineb Tsouli, CPI
DESSINÉ PAR:	Nelson dos Santos, techn.
DATE:	2024-08-08
ÉCHELLE:	Aucune
UNITÉ:	m
DISCIPLINE:	Circulation

PROJET:

# Montréal

TITRE:

## PLAN MITIGATION / COLLECTEUR ONTARIO



PROJET: 182308-C-2      DESSIN NO: 02

Le 20 avril 2023

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.  
A/S MONSIEUR PIERRE POULIN  
872, RUE ARCHIMÈDE  
LÉVIS (QC) G6V 7M5

N° de décision : 2023-DAMP-1605  
N° de client : 2700008103  
N° d'entreprise du Québec : 1143662378

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,


Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 avril 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** CP23014-182308-C-2  
**Numéro de référence:** 1853121  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Réhabilitation du collecteur Ontario entre Kimberley et Atateken  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'Eau

6 résultats

Résultats 1 à 6

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

CGI Environnement Inc. 1060A rue Armand-Bombardier Terrebonne QC CAN J6Y1R9	Non diffusé	MICHEL CHAMPAGNE Téléphone: 5142811919 Courriel: <a href="mailto:info@cgienviron.com">info@cgienviron.com</a>	0 2024-05-29 10:55	62683 - Addenda 1 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-05-30 à 11:03 - Messagerie
				20000309 - Addenda 2 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-11 à 14:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 14:40 - Courriel
				20002053 - Addenda 3 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-06-27 à 09:25 - Messagerie
				20002392 - Addenda 4 - CP23014- 182308-C-2 Bordereau numérique 2024-06-21 à 11:35 - Courriel Devis 2024-06-21 à 11:35 - Courriel
				20003473 - Addenda 5 -



				CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 14:15 - Courriel
				20003545 - Addenda 6 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 23:10 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
Novinfra inc. 4030 rue Saint-Ambroise, suite 249 Montréal QC CAN H4C2C7	Non diffusé	Oubyada Bentout Téléphone: 5149653615 Courriel: <a href="mailto:info@novinfra.com">info@novinfra.com</a>	0 2024-06-06 16:01	62683 - Addenda 1 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon Aucun
				20000309 - Addenda 2 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-11 à 14:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 14:40 - Courriel
				20002053 - Addenda 3 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-06-27 à 09:25 - Messagerie
				20002392 - Addenda 4 - CP23014- 182308-C-2 Bordereau numérique 2024-06-21 à 11:35 - Courriel Devis 2024-06-21 à 11:35 - Courriel
				20003473 - Addenda 5 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 14:15 - Courriel
				20003545 - Addenda 6 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 23:10 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED 17988, Edison Avenue C/O Aegion Corporation Attention: AP Department Chesterfield MO USA 63005 <a href="http://www.insituform.com">http://www.insituform.com</a>	Non diffusé	Nicolas Brennan Téléphone: 5147399999 Courriel: <a href="mailto:nbrennan@aegion.com">nbrennan@aegion.com</a>	0 2024-05-29 19:19	62683 - Addenda 1 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-05-30 à 11:03 - Messagerie
				20000309 - Addenda 2 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-11 à 14:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 14:40 - Courriel
				20002053 - Addenda 3 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-06-27 à 09:25 - Messagerie
				20002392 - Addenda 4 - CP23014- 182308-C-2 Bordereau numérique 2024-06-21 à 11:35 - Courriel Devis 2024-06-21 à 11:35 - Courriel
				20003473 - Addenda 5 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 14:15 - Courriel
				20003545 - Addenda 6 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 23:10 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
CLEAN WATER WORKS INC. 2700, rue Sabourin Montréal QC CAN H4S1M2	Non diffusé	Tyler Leeming Téléphone: 5147382666 Courriel: <a href="mailto:dtremblay@cwvcanada.com">dtremblay@cwvcanada.com</a>	0 2024-05-29 15:53	62683 - Addenda 1 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-05-30 à 11:03 - Messagerie

				20000309 - Addenda 2 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-11 à 14:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 14:40 - Courriel
				20002053 - Addenda 3 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-06-27 à 09:25 - Messagerie
				20002392 - Addenda 4 - CP23014- 182308-C-2 Bordereau numérique 2024-06-21 à 11:35 - Courriel Devis 2024-06-21 à 11:35 - Courriel
				20003473 - Addenda 5 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 14:15 - Courriel
				20003545 - Addenda 6 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 23:10 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis QC CAN G6V7M5 <a href="http://www.excavationslafontaine.com">http://www.excavationslafontaine.com</a>	Publique Amélie Gosselin Téléphone: 4188382121 Courriel: <a href="mailto:amelie.gosselin@lafontaineinc.com">amelie.gosselin@lafontaineinc.com</a>	0 2024-05-27 09:35	62683 - Addenda 1 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-05-30 à 11:04 - Messagerie	
				20000309 - Addenda 2 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-11 à 14:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 14:40 - Courriel

			20002053 - Addenda 3 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-06-27 à 09:25 - Messagerie
			20002392 - Addenda 4 - CP23014- 182308-C-2 Bordereau numérique 2024-06-21 à 11:35 - Courriel Devis 2024-06-21 à 11:35 - Courriel
			20003473 - Addenda 5 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 14:15 - Courriel
			20003545 - Addenda 6 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-28 à 23:10 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Messagerie
Novinfra inc. 4030 rue Saint-Ambroise, suite 249 Montréal QC CAN H4C2C7	Publique Oubyada Bentout Téléphone: 5149653615 Courriel: <a href="mailto:info@novinfra.com">info@novinfra.com</a>	0 2024-06-06 15:56	62683 - Addenda 1 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon Aucun
			20000309 - Addenda 2 - CP23014- 182308-C-2 Devis 2024-06-11 à 14:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 14:40 - Courriel
			20002053 - Addenda 3 - CP23014- 182308-C-2 Échantillon 2024-06-27 à 09:25 - Messagerie
			20002392 - Addenda 4 - CP23014- 182308-C-2 Bordereau numérique

---

2024-06-21 à  
11:35 - Courriel  
Devis  
2024-06-21 à  
11:35 - Courriel

20003473 -  
Addenda 5 -  
CP23014-  
182308-C-2  
Devis  
2024-06-28 à  
14:15 - Courriel

20003545 -  
Addenda 6 -  
CP23014-  
182308-C-2  
Devis  
2024-06-28 à  
23:10 - Courriel

Mode privilégié  
(plan): Courriel

---



© Gouvernement du Québec, 2024

**Dossier # : 1246666001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108,00 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 - (3 soumissionnaires)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1246666001- DRE.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Reak Sa SEN  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1246666001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108,00 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 - (3 soumissionnaires)



[Rapport\\_CEC\\_SMCE246666001.pdf](#)

**Dossier # :1246666001**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–  
Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–  
Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-  
Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE24666001**

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108,00 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 - (3 soumissionnaires)

*ORIGINAL SIGNÉ*

Dominic Perri  
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes



## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE24666001

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour les travaux de réhabilitation du collecteur Ontario localisé entre les rues Kimberley et Atateken - Dépense totale de 10 876 771,83 \$, taxes incluses (contrat : 8 711 386,52 \$ + contingences : 1 742 277,30 \$ + incidences : 423 108,00 \$) - Appel d'offres public CP23014-182308-C-2 - (3 soumissionnaires)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M\$ et répondant à la condition suivante :
  - écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau, Division Gestion durable de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont expliqué que le Service procède à des auscultations systématiques du réseau des collecteurs d'égout afin de connaître l'état du réseau et d'établir les priorités. Ces inspections ont notamment révélé que le collecteur situé sous la rue Ontario, qui date de 1862, présente des défauts structuraux majeurs ainsi que des signes importants de détérioration. Des travaux de réhabilitation et de reconstruction d'une partie du collecteur sont donc nécessaires à brève échéance pour prolonger sa durée de vie. Comme l'ont expliqué les personnes-ressources, l'emplacement du

collecteur, dans un quartier central et à proximité d'autres grands chantiers, et la profondeur à laquelle doit se faire l'excavation entraînent certains enjeux, notamment en matière de coordination ainsi que de gestion des impacts et de la circulation.

L'appel d'offres pour ces travaux a été publié du 24 mai au 4 juillet 2024. Durant cette période, six addendas ont été émis afin de répondre à des questions. Il y a eu six preneurs du cahier des charges et trois ont déposé une soumission, dont l'une a été déclarée non conforme. La firme ayant déposé la meilleure offre est Les Excavations Lafontaine inc., dont le prix présente un écart de (-9,94 %) avec l'estimation et de 24,71 % avec le deuxième soumissionnaire. D'après les responsables, la différence de prix entre les deux soumissionnaires serait principalement attribuable à l'expérience de l'adjudicataire, Les Excavations Lafontaine inc., qui réalise la première phase du projet et qui détient une bonne connaissance des enjeux associés. Également, le prix peu compétitif déposé par le deuxième soumissionnaire peut laisser croire que son intérêt à obtenir le contrat était moindre, en raison peut-être d'un carnet de commandes déjà bien rempli.

Pour terminer, les personnes invitées ont recommandé de poursuivre le processus d'octroi avec l'adjudicataire. Compte tenu de l'état du collecteur, il est préférable d'agir rapidement pour éviter de se rendre à un point où la réhabilitation ne sera plus envisageable.

Durant la période d'échanges, la Commission a demandé des précisions sur le plan de mitigation ainsi que sur le phasage des travaux. Le Service a précisé qu'il a travaillé avec une firme externe pour la réalisation d'un plan de mitigation. En ce qui a trait aux étapes de réalisation du projet, les travaux ont été découpés en plusieurs tronçons afin de réduire les impacts sur la population locale et la circulation. La Commission a demandé que le sommaire décisionnel soit ajusté afin d'y inclure le plan de mitigation ainsi que des informations supplémentaires sur le découpage des travaux.

## Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M\$ et répondant à la condition suivante :
  - écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE24666001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***



**Dossier # : 1249351002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile Ltée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, par laquelle Centre de téléphone mobile Ltée, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du SÉRAM, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20441 ;
2. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Centre de téléphone mobile Ltée ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-18 16:43

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1249351002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile ltée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville de Montréal exploite actuellement un réseau de radiocommunication (SÉRAM) utilisant la norme P25. Ce réseau assure une couverture de surface radiofréquence (RF) sur l'intégralité du territoire de l'agglomération de Montréal.

La solution de radiocommunication de la Ville de Montréal, SÉRAM, a été déployée en trois phases :

- Phase 1 Infrastructure (complétée) : Acquisition, installation, gestion et maintenance d'un réseau de surface composé d'antennes, d'émetteurs et de récepteurs dispersés sur le territoire de l'agglomération de Montréal, de systèmes d'enregistrement, de serveurs et de consoles radio.
- Phase 2 Équipements (complétée) : Acquisition, installation et maintenance de

terminaux d'utilisateur (TDU) comprenant des radios mobiles, des radios portatives, des postes fixes et des accessoires.

- Phase 3 Réseau du métro (complétée) : Réseau souterrain composé de points de transmission et de réception distribués sur l'ensemble du réseau du métro de Montréal.

Aujourd'hui, la Ville opère une flotte de plus de 11 000 TDU composée de radios portatives, radios mobiles et postes fixes. Ces équipements assurent les communications et soutiennent les opérations de la plupart des services municipaux, dont la sécurité publique, les services centraux, les arrondissements et les villes liées.

Par le présent sommaire décisionnel, la Ville souhaite prolonger la durée d'utilisation des TDU jusqu'en 2029. Ainsi, la nouvelle entente (24-20441) vise à se doter de services de soutien et de maintenance pour garantir un bon fonctionnement de ces équipements tout en conservant l'uniformité des appareils en circulation et en évitant les coûts qui auraient été requis pour remplacer les équipements aux prix du marché actuel.

Par ailleurs, la Ville de Montréal dispose d'une flotte de plus de 11 000 terminaux d'utilisateurs (TDU), appartenant à la gamme APX de la firme Motorola, ils sont utilisés au quotidien comme outils de communication par différents services municipaux comme la sécurité publique, les services centraux et les arrondissements. Ces terminaux comprennent les radios portatives, les radios mobiles, les consolettes ainsi que les postes fixes.

La Ville doit assurer la continuité de service de ses TDU. À ce titre, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n°24-20441 le 27 mars 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal Le Devoir.

Un délai de 33 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions.

Au total, deux addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	15 avril 2024	Précisions suite à un ajustement administratif effectué par le service de l'approvisionnement (modification du responsable de dossier)
2	19 avril 2024	Précisions suite à des questions administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 30 avril 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours de calendrier, suivant leur ouverture soit jusqu'au 29 octobre 2024.

Le présent dossier vise donc à accorder une entente à la firme CTM pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du SÉRAM, pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0265 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 749 273 \$ permettant l'acquisition des radios portatives dans les lots de la Sécurité publique, respectivement le lot 1, 2, et 3 de l'entente octroyée à

Motorola (CG13 0239), majorant ainsi le montant total de l'entente de 36 630 725,71 \$ à 37 282 409,12 \$.

CG20 0572 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 155,72 \$, taxes incluses, pour l'ajout de maintenance 2e niveau de soutien (Lot 3), dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), pour une période de 38 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mai 2023, majorant ainsi le montant du contrat de 35 512 042,27 \$ à 35 514 197,99 \$, taxes incluses.

CG16 0389 - 22 juin 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 112 670,20 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada Inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 32 399 372,07 \$ à 35 512 042,27 \$, taxes incluses.

CG15 0386 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 642 227,09 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Motorola Solutions Canada Inc. (CG13 0239), afin d'ajouter des éléments compatibles aux équipements prévus au projet SERAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 757 144,98 \$ à 32 399 372,07 \$, taxes incluses.

CG15 0279 - 30 avril 2015 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs (TDU) et accessoires, de services de maintenance 2e niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour le lot 9, pour une somme maximale de 2 606 901,70 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13812 (2 soumissionnaires).

CG15 0143 - 26 mars 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 87 381,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 31 669 763,98 \$, à 31 757 144,98 \$, taxes incluses.

CG14 0188 - 1er mai 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 210 696,98 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) afin d'acquérir et installer, à la suite d'une demande de changement, des accessoires pour les radios mobiles du SIM et de corriger l'erreur dans le bordereau de soumission du lot 4 du projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 \$ à 31 669 763,98 \$, taxes incluses.

CG13 0239 - 20 juin 2013 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires, de services de support 1er Niveau et de maintenance 2e Niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour les lots 1 à 8, pour une somme maximale de 31 459 067 \$, taxes incluses (Appel d'offres public 12-12217 - 1 soum.).

## DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur la mise en place d'une entente-cadre qui permet l'acquisition de divers services techniques et de maintenance pour les terminaux d'utilisateurs APX. Ces services se déclinent comme suit :

- Service d'installation et de programmation ;
- Service de diagnostic et réparation de niveau 1 ;
- Service de maintenance de niveau 2 ;
- Service d'analyses et de tests des couvertures de la radiocommunication.

## JUSTIFICATION

Sur un total de quatre preneurs du cahier des charges, un seul soumissionnaire (25%) a déposé une offre alors que trois (75%) n'ont pas soumissionné. Une seule firme a transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement, la raison de non-participation étant une incapacité à fournir les services demandés.

Le seul soumissionnaire a été déclaré conforme autant administrativement que techniquement.

L'évaluation de la soumission reçue se décline comme suit :

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de <b>quantités</b> ) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
Centre de téléphone mobile Ltée	5 494 724,24 \$		5 494 724,24 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	7 129 438,79 \$		7 129 438,79 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			-1 634 714,55 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			-23 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			N/A

Le prix soumis par l'adjudicataire est 23% plus bas que l'estimation.

L'écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation s'explique de la façon suivante :

- Il s'agit du deuxième lancement d'appel d'offres public pour assurer une meilleure adéquation entre le besoin de la Ville et le marché. La Ville a donc procédé à une révision de l'estimation en tenant compte des prix actuels du marché et de l'inflation. Malgré cette actualisation des coûts, il y a un écart important entre l'estimation et la soumission qui subsiste. Cet écart s'explique par différents facteurs, mais principalement par le fait que cette deuxième tentative d'appel d'offres a favorisé une pression sur les prix, incitant ainsi le soumissionnaire à faire une offre plus compétitive.

Selon le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et la résolution (CG23 0205), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de biens et services de plus de 4 M\$ ;

Et répondant aux conditions suivantes :

- Une seule soumission conforme ;



- Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M\$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). L'accréditation de la firme Centre de téléphone mobile Ltée est valide jusqu'au 19 novembre 2028, ce qui l'autorise à contracter avec la Ville.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Centre de téléphone mobile Ltée sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, la firme Centre de téléphone mobile Ltée n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 5 494 724,24 \$ taxes incluses, et sera réparti comme suit :

Unité administrative	Montant
Service des technologies de l'information	3 213 000,00 \$
Consommation au rythme des besoins – diverses unités administratives	2 281 724,24 \$
<b>Total entente cadre</b>	<b>5 494 724,24 \$</b>

#### Service des technologies de l'information :

La dépense de 3 213 000 \$ taxes incluses (2 933 897,26 \$ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Dépenses	2024 (Septembre à décembre)	2025 (Janvier à décembre)	2026 (Janvier à décembre)	2027 (Janvier à décembre)	2028 (Janvier à décembre)	2029 (Janvier à décembre)	Total
Service des TI	393 039,29 \$	563 992,14 \$	563 992,14 \$	563 992,14 \$	563 992,14 \$	563 992,14 \$	<b>3 213 000 \$</b>

#### Diverses unités administratives :

Une dépense maximale de 2 281 724,24 \$, taxes incluses (2 083 518,36 \$ net de taxes), pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du SÉRAM, se fera au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI par les diverses unités administratives de la Ville de Montréal pour la durée du contrat et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi de cette entente permettra de bénéficier d'un ensemble de services de soutien pour maintenir le parc des terminaux d'utilisateurs (TDU) dans le but de répondre aux différents besoins de la Ville et surtout ceux de la Sécurité publique dans les cinq prochaines années.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Marie-Antoine PAUL)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Joanne FILION)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nagat GUESSOD AHMED  
Conseillère analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872 7016  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Demis NUNES  
chef division reseaux de telecommunications

**Tél :** 514-887-9047  
**Télécop. :**

Le : 2024-07-12

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Miguel COBO  
directeur(-trice) - infrastructures et operations

**Tél :** 514-242-0291  
**Approuvé le :** 2024-07-12

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER  
Directeur du service des technologies de  
l'information

**Tél :** 438-998-2829  
**Approuvé le :** 2024-07-17

## Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249351002

Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information

Projet : Conclure une entente-cadre avec la firme Centre téléphone mobile Ltée (ci-après CTM) pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du SERAM, pour une période de 60 mois avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public AO 24-20441 (un seul soumissionnaire).

### Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
11. <i>Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique.</i>			
12. <i>Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

## Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 20 novembre 2023

CENTRE DE TÉLÉPHONE MOBILE LTÉE  
A/S MONSIEUR RICHARD TREMBLAY  
9680, BOUL DU GOLF  
ANJOU (QC) H1J 2Y7

N° de décision : 2023-DAMP-3210  
N° de client : 3000916457  
N° d'entreprise du Québec : 1143717198

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CENTRE DE TÉLÉPHONE MOBILE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 novembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

**Dossier # : 1249351002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile ltée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20441\_PV.pdf24-20441\_DETCAh.pdf24-20441\_Intervention.pdf24-20441\_TCP.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Joanne FILION  
Agente approvisionnement niveau II

**Tél :** 514-000-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Hicham ZERIOUH  
Chef de section - approvisionnement  
stratégique en biens

**Tél :** 438-505-1138

**Division :** Acquisition



## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Centre de téléphone Mobile Ltée	5494724,24	<input checked="" type="checkbox"/>	na

### Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné nous indique que la période de maintenance souhaitée par la Ville pour les modèles de radio excède la période de soutien déterminée par l'entreprise.

Les deux autres n'ont pas donné suite à notre demande.

Préparé par :  Le  -  -

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
 Montréal (Québec) H2M 1L5



## Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**

24-20441

**Agent d'approvisionnement**

Joanne Filion

**Conformité**

Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
<b>Centre de téléphone Mobile Ltée</b>										
	LOT1								4 779 060,00 \$	5 494 724,24 \$
<b>Total (Centre de téléphone Mobile Ltée )</b>									<b>4 779 060,00 \$</b>	<b>5 494 724,24 \$</b>

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

**⚠** Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20441  
**Numéro de référence:** 1830136  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente de conclusion du contrat  
**Titre:** Acquisition de divers services techniques en radiocommunication et de maintenance pour les terminaux d'utilisateurs APX  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

4 résultats

Résultats 1 à 4

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

GROUPE CLR INC. 7820 Henri Bourassa ouest Montréal QC CAN H4S1P4	Non diffusé	Sophie Tremblay Téléphone: 5143333400 Courriel: <a href="mailto:stremblay@groupeclr.com">stremblay@groupeclr.com</a>	0 2024-03-28 13:39	56242 - 24- 20441_ADDENDA_1_Modification_Agent principal Devis 2024-04-15 à 09:33 - Téléchargement
				57356 - 24-20441_ADDENDA_2_Questions et réponses Devis 2024-04-19 à 12:31 - Téléchargement
				Mode privilégié (plan): Courriel
La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada(ancien historique) 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile A5 Québec QC CAN H3E3B3	Non diffusé	Philippe Robitaille Téléphone: 4186914039 Courriel: <a href="mailto:receptionao@bell.ca">receptionao@bell.ca</a>	0 2024-03-28 09:49	56242 - 24- 20441_ADDENDA_1_Modification_Agent principal Devis 2024-04-15 à 09:33 - Téléchargement
				57356 - 24-20441_ADDENDA_2_Questions et réponses Devis 2024-04-19 à 12:31 - Téléchargement
				Mode privilégié (plan): Courriel
MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC. 200 bld de la Technologie suite 300 Gatineau QC CAN J8Z3H6 <a href="http://www.motorolasolutions.com">http://www.motorolasolutions.com</a>	Non diffusé	Daniel Vandal Téléphone: 5147020556 Courriel: <a href="mailto:daniel.vandal@motorolasolutions.com">daniel.vandal@motorolasolutions.com</a>	0 2024-04-02 08:18	56242 - 24- 20441_ADDENDA_1_Modification_Agent principal Devis 2024-04-15 à 09:33 - Téléchargement
				57356 - 24-20441_ADDENDA_2_Questions et réponses Devis 2024-04-19 à 12:31 - Téléchargement

Mode privilégié (plan): Courriel

CENTRE DE TÉLÉPHONE MOBILE LTÉE 9680, boul. du Golf Anjou Montréal QC CAN H1J2Y7 <a href="http://www.ctmmobile.com">http://www.ctmmobile.com</a>	Non diffusé	Antonella Iannazzo Téléphone: 5145260221 Courriel: <a href="mailto:ventesmontreal@ctmmobile.com">ventesmontreal@ctmmobile.com</a>	0 2024-03-28 08:44	56242 - 24- 20441_ADDENDA_1_Modification_Agent principal Devis 2024-04-15 à 09:33 - Téléchargement
---	----------------	--	--------------------------	---

57356 - 24-20441\_ADDENDA\_2\_Questions et réponses

Devis

2024-04-19 à 12:31 - Téléchargement

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2024

**Dossier # : 1249351002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile ltée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Certification de fonds 1249351002.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie-Antoine PAUL  
Préposée au budget  
Division du conseil et du soutien financier  
Point de service Brennan  
**Tél :** 514 868-3203

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Gilles BOUCHARD  
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514 000-0000  
**Division :** Division du conseil et du soutien financier  
Point de service Brennan

**Dossier # : 1249351002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
<b>Objet :</b>	Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile Itée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)



[Rapport\\_CEC\\_SMCE249351002.pdf](#)

**Dossier # :1249351002**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE249351002**

Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile Itée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)

*ORIGINAL SIGNÉ*

Dominic Perri  
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE249351002

Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile Itée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M\$ et répondant aux conditions suivantes:
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;
  - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont expliqué que la Ville utilise présentement le réseau de radiocommunication SÉRAM, lequel doit être remplacé en 2029, et qu'elle dispose de 11 000 terminaux d'utilisateurs. Le contrat de service de soutien pour la maintenance de ces terminaux étant expiré depuis plus d'un an, la Ville souhaite conclure une nouvelle



entente afin d'assurer, d'ici 2029, la continuité de service et d'augmenter la durée de vie des équipements pour maintenir une uniformité des terminaux.

Un appel d'offres a donc été publié du 27 mars au 30 avril 2024, lequel a suscité l'intérêt de quatre preneurs du cahier des charges, dont un seul a présenté une soumission. La raison de désistement invoquée par l'unique firme ayant complété l'avis est son incapacité à fournir les services demandés par la Ville. Le comité technique qui s'est réuni pour analyser la seule soumission l'a jugée conforme sur les plans administratifs et techniques. Le prix déposé par l'adjudicataire, Centre téléphone mobile Itée, présentait un écart de (-23 %) avec l'estimation. Selon les personnes invitées, cette différence serait attribuable au fait qu'il s'agit de la deuxième tentative d'appel d'offres, ce qui a probablement provoqué une pression sur le marché et incité le soumissionnaire à déposer une offre plus compétitive. En ce qui a trait à la faible participation à l'appel d'offres, les responsables ont précisé que c'est un marché de niche et que les fournisseurs souhaitent moins s'engager dans un contrat à long terme, car l'approvisionnement pour certaines pièces de recharge demeure difficile.

Au terme de la présentation, les commissaires ont demandé des clarifications au sujet de la durée du contrat et des risques pour la Ville de se retrouver sans services en 2029, si le fournisseur refuse d'appliquer les années de prolongation. Comme l'ont précisé les personnes-ressources, il s'agit du même fournisseur de radios que du système, il ne serait donc pas à son avantage de mettre la Ville dans cette position. Les membres ont également voulu savoir si le prix obtenu était réellement compétitif ou si la Ville a simplement revu son estimation à la hausse à la suite de l'annulation de l'appel d'offres. Le Service dit avoir procédé à une vérification complète du marché et d'après celle-ci l'offre serait compétitive. Il faut savoir qu'il y a peu de joueurs au pays qui détiennent la certification du manufacturier et il est possible que l'adjudicataire ait déposé une soumission concurrentielle pour s'assurer d'obtenir le contrat.

D'autre part, la Commission a souligné l'historique et la sensibilité de ce dossier, qui a été marqué par des dépassements de coûts, qui a connu des ratés technologiques et qui concerne la sécurité publique. Il serait d'intérêt public de rappeler l'historique dans le sommaire décisionnel, croient les membres. Également, les commissaires ont voulu savoir pourquoi le fournisseur des radios n'a jamais soumissionné sur le contrat de maintenance. Motorola n'offre pas tous les services dont la Ville a besoin et il passe plutôt par des réseaux de distribution. Les personnes invitées ont tenu à préciser que la Ville a un contrat pour le système, qui est valide jusqu'en 2029, et un contrat pour les radios, qui est échu depuis un an environ. Les radios n'ont pas de fin de vie annoncée et la Ville souhaite prolonger leur durée de vie et garantir l'utilisation des actifs, car le prix des radios a augmenté drastiquement. Il faut également savoir que certaines unités d'affaires veulent conserver une uniformité des modèles en circulation pour faciliter l'utilisation. À la lumière de ces explications, la Commission a demandé d'ajuster le sommaire décisionnel en y ajoutant ces informations.

## Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 4 M\$ et répondant aux conditions suivantes:
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;
  - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

**À l'égard du mandat SMCE249351002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**



**Dossier # : 1245538002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Kemira Water Solutions Canada Inc, seul soumissionnaire pour les lots 1 et 2, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, et plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 3, le contrat pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, avec possibilité de deux (2) périodes de prolongation, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20503;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Kemira Water Solutions Canada Inc.	Lot 1 – Contrat 1 – Durée 16 mois - Sulfate d'aluminium pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte	23 053 637,25 \$
Kemira Water Solutions Canada	Lot 2 – Contrat 2 – Durée 12 mois - Chlorure ferrique pour la station d'épuration des eaux usées	2 400 678,00 \$

Inc.	Jean-R.-Marcotte	
Kemira Water Solutions Canada Inc.	Lot 3 – Contrat 3 – Durée 12 mois - Sulfate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable	1 835 230,95 \$

2. d'autoriser une dépense de 2 980 135,60 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 4 093 431,93 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Kemira Water Solutions Canada Inc.;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération-

**Signé par** Benoit DAGENAIIS **Le** 2024-07-25 09:33

**Signataire :**

Benoit DAGENAIIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1245538002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) utilise un procédé de traitement de type physico-chimique pour l'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal, requérant ainsi, l'approvisionnement en continu de coagulants pour réaliser la séparation des matières en suspension présentes dans l'eau. Ce processus est nécessaire pour respecter les exigences réglementaires de traitement établies par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP).

Le présent contrat assurera l'approvisionnement en coagulants, dont le sulfate d'aluminium (alun) et le chlorure ferrique, pour la Station et pour les usines de production d'eau potable suivantes : Pointe-Claire, Dorval, Lachine et Pierrefonds. Le regroupement d'achats au Service de l'eau permet, en raison des grandes quantités de coagulants consommés à la Station, de faire profiter les usines de production d'eau potable d'un prix unitaire plus compétitif. Le Service de l'approvisionnement a publié l'appel d'offres 24-20503 le 2 mai 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SEAO), et dans le Journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 juin 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente-deux (32) jours. Les soumissions sont valides durant cent-vingt (120) jours, soit jusqu'au 2 octobre 2024.

Un (1) addenda a été publié afin d'apporter une précision administrative au processus d'appel

d'offres :

Addenda	Date d'émission	Description
Addenda no 1	27 mai 2024	Changement du lieu de dépôt des soumissions

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CG24 0323 - 21 juin 2024** - Autoriser une dépense additionnelle de 4 246 716,60 \$, taxes incluses, pour poursuivre la fourniture et la livraison de sulfate d'aluminium à la Station des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à *Kemira Water Solutions Canada inc.* majorant ainsi la somme totale du contrat du lot 1 de 26 694 895,50 \$ à 30 941 612,10 \$, taxes incluses.

**CG22 0646 - 27 octobre 2022** - Accorder trois (3) contrats à la firme *Kemira Water Solutions Canada Inc.* pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées et aux usines d'eau potable, pour une période de 25 mois 1/2, sans option de prolongation - Dépense totale de 44 732 748,38 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19382 (lots 1 et 2: 1 soum. et lot 3: 2 soum.).

**CG20 0507 - 22 octobre 2020** - Accorder trois (3) contrats à la firme *Kemira Water Solutions Canada Inc.* pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées et aux usines d'eau potable, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 22 496 008,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18235 (lots 1 et 2: 1 soum. et lot 3: 2 soum.).

**CG19 0482 - 25 octobre 2019** - Accorder un contrat de douze mois avec deux options de renouvellement d'une année chacune à *Kemira Water Solutions Canada Inc.* pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines de production d'eau potable, pour une somme maximale de 11 554 987,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17594

**CG15 0628 - 2 novembre 2015** - Accorder à *Kemira Water Solutions Canada Inc.*, plus bas soumissionnaire conforme selon l'alternative et l'option la plus avantageuse pour la Ville, le contrat pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines de production d'eau potable, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 35 371 002,41 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14604.

**CG09 0229 - 18 juin 2009** - Accorder à *Kemira Water Solutions inc.*, seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme pour l'option 3 retenue par la Ville, le contrat pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte ainsi qu'aux usines de production d'eau potable de Dorval, Lachine, Pierrefonds, Pointe-Claire et Sainte-Anne-de-Bellevue, pour une durée de quatre ans débutant le 19 juin 2009, au prix révisé de sa soumission, soit au prix total approximatif de 39 128 683 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1820-AE.

### DESCRIPTION

Le présent dossier consiste en la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable. Les lots visés sont les suivants :

- lot 1 : sulfate d'aluminium pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte
- lot 2 : chlorure ferrique pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte
- lot 3 : sulfate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable

Ce contrat prévoit un budget pour des contingences de 2 980 135,60 \$ taxes incluses, représentant 10,8 % pour le lot 1 et 20 % pour le lot 2. Aucun budget n'est prévu pour des contingences associées au lot 3.

Ce contrat prévoit un budget pour des variations de quantité de 4 093 431,93 \$ taxes incluses, représentant 15 % pour les lots 1, 2 et 3.

## JUSTIFICATION

Pour cet appel d'offres, il y a eu quatre (4) preneurs de documents. Deux (2) preneurs ont envoyé un avis de désistement et deux (2) ont déposé une soumission. Il y a donc 25% des preneurs de documents qui ont déposé une soumission pour les lots 1 et 2, et 50 % des preneurs de documents qui ont déposé une soumission pour le lot 3. La liste des preneurs de documents et les raisons des désistements font partie de l'intervention du service de l'approvisionnement.

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux soumissions reçues sont conformes administrativement et techniquement.

### Lot 1 : 58 000 tonnes métriques de sulfate d'aluminium pour la Station

SOUSSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Kemira Water Solutions Canada Inc.	23 053 637,25 \$	5 958 045,59 \$	29 011 682,84 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	24 381 030,32 \$	6 157 154,55 \$	30 538 184,87 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			(1 526 502,03) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation)/estimation) x 100</i>			-5,00 %

### Lot 2 : 4 000 tonnes métriques de chlorure ferrique pour la Station

SOUSSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Kemira Water Solutions Canada Inc.	2 400 678,00 \$	840 237,30 \$	3 240 915,30 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	2 551 864,58 \$	882 779,69 \$	3 434 644,27 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			(193 728,97) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation)/estimation) x 100</i>			-5,64 %

### Lot 3 : 4 600 tonnes métriques de sulfate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable

		AUTRES	

SOUSSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	(Contingences + variation de quantités) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Kemira Water Solutions Canada Inc.	1 835 230,95 \$	275 284,64 \$	2 110 515,59 \$
Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée	1 903 986,00 \$	285 597,90 \$	2 189 583,90 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	1 969 757,50 \$	295 463,63 \$	2 265 221,13 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>((la plus basse conforme - estimation))</i>			(154 705,54) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation)/estimation) x 100</i>			-6,83 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			79 068,31 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse)/la plus basse) x 100</i>			3,75 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable à la Ville :

- pour le lot 1 (58 000 tonnes métriques de sulfate d'aluminium pour la Station) par un montant de 1 526 502,03 \$, taxes incluses, soit 5,00 %;
- pour le lot 2 (4 000 tonnes métriques de chlorure ferrique pour la Station) par un montant de 193 728,97 \$, taxes incluses, soit 5,64 %;
- pour le lot 3 (4 600 tonnes métriques de sulfate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable), par un montant de 154 705,54 \$, taxes incluses, soit 6,83 %.

Les validations requises par le service de l'approvisionnement ont démontré que le contrat n'est pas assujéti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Le contrat pour le lot 1 sera soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) pour étude puisqu'il répond aux critères suivants :

- Contrat de plus de 20 M\$.
- Contrat de biens et services de 4 M\$ et répondant aux conditions suivantes :
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;
  - l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001.



## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour l'exécution de ce contrat est de 34 363 113,73 \$, taxes incluses, ce qui représente une somme de 31 270 433,49 \$ net de ristournes de taxes. Ce montant comprend un budget d'une valeur de 15 % du contrat pour la variation de quantités s'appliquant aux lots 1, 2 et 3, ce qui représente un budget de 4 093 431,93 \$ ainsi qu'un budget de 2 980 135,60 \$ pour les contingences s'appliquant aux lots 1 et 2.

Produits chimiques	Coûts de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Contingence (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Lot 1 - Sulfate d'aluminium pour la Station d'épuration des eaux usées Jean- R.-Marcotte	23 053 637,25 \$	3 458 045,59 \$	2 500 000,00 \$	29 011 682,84 \$
lot 2 - Chlorure ferrique pour la Station d'épuration des eaux usées Jean- R.-Marcotte	2 400 678,00 \$	360 101,70 \$	480 135,60 \$	3 240 915,30 \$
lot 3 - Sulfate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable	1 835 230,95 \$	275 284,64 \$	-\$	2 110 515,59 \$
<b>Total des lots 1, 2 et 3</b>	<b>27 289 546,20 \$</b>	<b>4 093 431,93 \$</b>	<b>2 980 135,60 \$</b>	<b>34 363 113,73 \$</b>

La répartition annuelle prévue sur le budget de fonctionnement (BF) est la suivante :

	Année 2024	Année 2025
Lot 1 - Dépense du budget de fonctionnement, taxes incluses	6 782 950,13 \$	22 228 732,71 \$
Lot 2 - Dépense du budget de fonctionnement, taxes incluses	-\$	3 240 915,30 \$
Lot 3 - Dépense du budget de fonctionnement, taxes incluses	-\$	2 110 515,59 \$
Dépense total du budget de fonctionnement, taxes incluses	6 782 950,13 \$	27 580 163,60 \$

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention de la certification de fonds fournie par le Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe). En effet, il contribue à l'atteinte de l'objectif de la priorité suivante de Montréal 2030 :

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Il est impératif pour les besoins opérationnels de la Station d'assurer la continuité des approvisionnements de coagulants, afin de satisfaire aux obligations réglementaires environnementales de traitement des eaux usées.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Commission d'examen des contrats: 7 août 2024

Octroi du contrat : août 2024

Fin du contrat : décembre 2025

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-11

Jennifer ELBAZ  
ingenieur(e)

**Tél :** 438-871-3271  
**Télécop. :**

Nathalie MAHER  
surintendant(e) - ingenierie d'usine procedes  
(service eau)

**Tél :** 438-837-2242  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Stéphane BELLEMARE  
directeur(-trice) - traitement des eaux usees  
**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-15

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance  
**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

**Numéro de dossier** : 1245538002

**Unité administrative responsable** : Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées

**Projet** : Accorder trois (3) contrats à Kemira Water Solutions Canada Inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec deux options de prolongation pour une dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantité 4 093 431,93 \$) selon l'Appel d'offres public 24-20503, (2 soumissionnaires).

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des montréalaises et montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? Offrir aux citoyens les services de traitement des eaux usées de façon continue afin de limiter l'impact environnemental des rejets de ces eaux dans le milieu récepteur.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1245538002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Objet :</b>	Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20503\_Preneurs (4).pdf



24-20503 PV.pdf



24-20503\_TCP.pdf



24-20503 Lots 1 et 2\_Intervention.pdf



24-20503 Lot #3\_Intervention.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Claudie DE BELLEFEUILLE  
Agente d'approvisionnement II

**Tél :** 514 872-4907

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Etienne LANGLOIS  
chef(fe) de section - approvisionnement  
strategique en biens

**Tél :** 514-872-2988

**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Kemira Water Solutions Inc.	23 053 637,25	<input checked="" type="checkbox"/>	1
Kemira Water Solutions Inc.	2 400 678,00	<input checked="" type="checkbox"/>	2

### Information additionnelle

**Raisons de désistement:** Ne se situe pas dans notre secteur d'activité (1), nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (1), n'a pas la capacité d'équipement adéquat pour offrir la demande de la Ville (1).

Préparé par :

Le  -  -

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Kemira Water Solutions Inc.	1 835 203,95	<input checked="" type="checkbox"/>	3
Produits Chimiques Chemtrade Canda Ltée	1 903 986,00	<input type="checkbox"/>	3

### Information additionnelle

**Raisons de désistement:** Ne se situe pas dans notre secteur d'activité (1), nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (1).

Préparé par :

Le  -  -



**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
 Montréal (Québec) H2M 1L5



## Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**

24-20503

**Agent d'approvisionnement**

Claudie De Bellefeuille

<b>Conformité</b>	Oui
-------------------	-----

Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Données	
			Montant sans taxes	Montant taxes incluses
<b>LOT1</b>	<b>Sulfate d'aluminium pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte</b>	Kemira Water Solutions Inc.	20 051 000,00 \$	23 053 637,25 \$
<b>LOT2</b>	<b>Chlorure ferrique pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte</b>	Kemira Water Solutions Inc.	2 088 000,00 \$	2 400 678,00 \$
<b>LOT3</b>	<b>Sulfate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable</b>	Kemira Water Solutions Inc.	1 596 200,00 \$	1 835 230,95 \$
		Produits Chimiques Chemtrade Canada Ltée	1 656 000,00 \$	1 903 986,00 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : 24-20503

**Numéro de référence** : 1841316

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Fourniture et livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines de production d'eau potable - Service de l'eau

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> BRENNTAG CANADA INC. 2900 J.B. Deschamps Montréal, QC, H8T 1C8 NEQ : 1143917384	<a href="#">Madame Nicole Rawlings</a> Téléphone : 514 636-9230 Télécopieur : 514 636-8229	<b>Commande : (2368084)</b> 2024-05-16 15 h 23 <b>Transmission :</b> 2024-05-16 15 h 23	4132953 - 24-20503 Addenda #1 2024-05-27 10 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. 3405, boul. Marie-Victorin Varenes, QC, J3X 1T6 <a href="https://kemira.com">https://kemira.com</a> NEQ : 1148982177	<a href="#">Madame Claire Dessureault</a> Téléphone : 450 652-0665 Télécopieur : 450 652-2048	<b>Commande : (2360070)</b> 2024-05-02 10 h 09 <b>Transmission :</b> 2024-05-02 10 h 09	4132953 - 24-20503 Addenda #1 2024-05-27 10 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 <a href="http://tekno.ca">http://tekno.ca</a> NEQ : 1164113525	<a href="#">Madame Valérie Pottier</a> Téléphone : 514 982-6774 Télécopieur : 514 788-0972	<b>Commande : (2362559)</b> 2024-05-07 11 h 50 <b>Transmission :</b> 2024-05-07 11 h 50	4132953 - 24-20503 Addenda #1 2024-05-27 10 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> PRODUITS CHIMIQUES CHEMTRADE CANADA LTÉE 90 East Halsey Road Parsippany, NJ, 07054 <a href="http://www.chemtradelogistics.com">http://www.chemtradelogistics.com</a> NEQ : 1148461271	<a href="#">Madame Lisa Brownlee</a> Téléphone : 973 515-1840 Télécopieur : 973 515-4461	<b>Commande : (2360461)</b> 2024-05-02 15 h 13 <b>Transmission :</b> 2024-05-02 15 h 13	4132953 - 24-20503 Addenda #1 2024-05-27 10 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes. <input type="checkbox"/> Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes. <input type="checkbox"/> Organisme public.			

Dossier # : 1245538002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Objet :</b>	Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1245538002- DEEU et DEP.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Pierre BLANCHARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514-872-0000  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1245538002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
<b>Objet :</b>	Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)



[Rapport\\_CEC\\_SMCE245538002.pdf](#)

**Dossier # :1245538002**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE245538002**

Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)

*ORIGINAL SIGNÉ*

Dominic Perri  
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE245538002

Accorder 3 contrats à Kemira Water Solutions Canada inc., pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une période de 16 mois pour le lot 1 et de 12 mois pour les lots 2 et 3, avec la possibilité de 2 périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 34 363 113,73 \$, taxes incluses (contrat 27 289 546,20 \$ + contingences 2 980 135,60 \$ + variation de quantités 4 093 431,93 \$) - Appel d'offres public 24-20503, (1 soumissionnaire pour les lots 1 et 2, 2 soumissionnaires pour le lot 3)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

### Lot 1

- Contrat de plus de 20 M\$;
- Contrat de biens et services de 4 M\$ et répondant aux conditions suivantes :
  - Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;
  - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées, Division ingénierie et procédés ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont expliqué que la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) utilise deux types de coagulants pour traiter les eaux à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte, soit le sulfate d'aluminium et le chlorure ferrique. La Ville doit donc s'assurer

d'être approvisionnée en continu pour ces deux coagulants. La stratégie d'approvisionnement déployée par le Service de l'eau a été de diviser le contrat en trois lots : le lot 1, pour la fourniture de 58 000 tonnes de sulfate d'aluminium pour la station d'épuration Jean-R.-Marcotte; le lot 2, pour la fourniture de 4 000 tonnes de chlorure ferrique pour la station d'épuration Jean-R.-Marcotte; et le lot 3 pour la fourniture de 4 600 tonnes de sulfate d'aluminium pour les usines de Pointe-Claire, Lachine et Pierrefonds. Cette stratégie vise à ouvrir le marché à de plus petits fournisseurs.

L'appel d'offres a été publié du 2 mai au 4 juin 2024. Parmi les quatre preneurs du cahier des charges, un fournisseur a déposé une soumission pour les lots 1,2 et 3, et un autre pour le lot 3 seulement. La Commission a été mandatée pour étudier le lot 1, dont la valeur est supérieure à 20 M\$. L'analyse révèle que le prix présenté par Kemira Water Solutions Canada inc. pour le lot 1 montre un écart de (-5 %) avec la dernière estimation. Le Service a donc recommandé de poursuivre le processus d'octroi avec l'adjudicataire, car l'approvisionnement en coagulant est essentiel afin que la Ville continue à respecter ses obligations et les exigences réglementaires du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Au terme de la présentation, la Commission a fait remarquer que Kemira Water Solutions Canada inc. en est probablement à plus d'un contrat consécutif avec la Ville. À la suite de vérifications, une demande a été formulée pour modifier le sommaire décisionnel et ajuster le mandat, car le dossier se qualifie également à la Commission d'examen des contrats aux critères « troisième octroi consécutif » et « une seule soumission conforme ».

Les membres ont fait part de leurs inquiétudes face à la hausse du coût des produits, le peu de soumissionnaires et la récurrence des contrats au même fournisseur. Où en êtes-vous dans vos démarches pour trouver des alternatives à ces produits? Les invitées ont indiqué que le Service est toujours à l'affût de nouveaux produits. Certains ont été testés, mais les résultats ne se sont pas avérés concluants. Il faut également savoir que certains produits ne sont pas compatibles entre eux. Par ailleurs, les responsables ont dit avoir observé un ralentissement dans la hausse du prix des produits et que les coagulants actuellement utilisés demeurent le plus économique pour la Ville.

Comme il s'agit d'un produit stratégique et que la Ville n'est pas à l'abri d'une hausse subite des coûts, le Service a-t-il envisagé de faire des représentations auprès des gouvernements supérieurs pour mettre en place des mesures de protection. Il est possible que la Ville de Montréal ne soit pas la seule à travers la province et le pays à être devant ces mêmes risques.

Enfin, la Commission a indiqué que des études démontrent les effets potentiels de l'absorption lente de l'aluminium sur le cerveau. Sachant qu'il existe un risque, la Ville ne devrait-elle pas tirer des apprentissages des révélations tardives de l'effet nocif du plomb sur la santé et appliquer le principe de précaution avec l'aluminium? Existe-t-il

d'autres produits pour remplacer l'aluminium et réduire les rejets dans l'environnement? ont demandé les membres. Les personnes-ressources ont précisé que le chlorure ferrique ne contient pas d'aluminium, mais que le prix est nettement plus élevé et le produit n'est pas nécessairement aussi performant. Cela dit, le Service peut se pencher sur la question et faire appel à la santé publique au besoin.

## Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de plus de 20 M\$;
- Contrat de biens et services de 4 M\$ et répondant aux conditions suivantes :
  - Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;
  - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE245538002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***





**Dossier # : 1249897002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder à la firme AtkinsRéalís Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 - 1 soumissionnaire

Il est recommandé :

accorder au seul soumissionnaire (AtkinsRealis Canada inc.), ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 770 064,05 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20342 ;

d'autoriser une dépense de 588 503,20 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

de procéder à une évaluation du rendement de AtkinsRealis Canada inc.;

d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 12 358 567,25, taxes incluses.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-17 10:52

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et

infrastructures

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1249897002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder à la firme AtkinsRéalis Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 - 1 soumissionnaire

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite toutes les eaux usées sanitaires de l'île de Montréal, ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique des eaux du fleuve Saint-Laurent, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant.

Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. Le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation a été octroyé à l'entreprise Degrémont ltée. en mars 2015 (résolution CG15 0163). La presque totalité des composantes et des équipements de l'unité d'ozonation sont fabriqués. Les travaux de construction des appels d'offre DP21028-186359-C (lot 1), DP22013-189804-C (lot 2) et DP22014-189805-C (lot 3) seront complétés au courant de l'été 2024.

Le projet « désinfection à l'ozone » est assujéti au cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en « exécution ». En date du 27 novembre 2023, le Comité de Coordination des Projets d'Envergure (CCPE) a recommandé au Comité Exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la partie du projet intitulée « Désinfection à l'ozone ». Le 13 décembre 2023, le Comité Exécutif mandatait le Service de l'eau (numéro de mandat : SMCE238074020) à poursuivre la réalisation de la phase d'exécution.

Ainsi, les appels d'offres pour les travaux de construction des lots 4, 5 et 6 ont été publiés sur le SEAO le 24 janvier 2024. L'ouverture des soumissions des lot 4 et 5 ont eu lieu le 20 juin et le 4 juillet 2024, respectivement. L'ouverture des soumissions du lot 6 est planifiée pour le 3 septembre 2024.

Le présent appel d'offres 24-20342 vise les services professionnels de surveillance des travaux lors de la construction des lots 4, 5 et 6.

Titre de l'appel d'offres : 24-20342

Services professionnels en ingénierie et architecture - Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du Projet Désinfection de la Station Jean-R. – Marcotte

L'appel d'offres No 24-20342 a été publié le 24 avril 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 30 mai 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente-cinq (35) jours. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 27 septembre 2024.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un(1) addenda a été publié

No Addenda	Date de publication	Nature
1	3 Mai 2024	amendement et 6 questions

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0693 – 24 novembre 2022 : Accorder un contrat à Sidcan inc., pour le lot 3 « Travaux structure et architecture », dans le cadre du projet de désinfection par ozonation à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 67 932 724,66 \$, taxes incluses (contrat : 64 360 705,50 \$ + contingences : 3 218 035,28 \$ + incidences : 353 983,88 \$) - Appel d'offres public DP22014-189805-C

CG22 0500 – 25 août 2022 Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour le Lot 2 - Travaux civils et béton dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 \$, taxes, contingences et incidences incluses (contrat : 64 840 661,33 \$ + contingences : 3 242 033,07 \$ + incidences : 394 267 \$) - Appel d'offres public DP22013-189804-C

CG22 0194 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. Pour le Lot 1 - Travaux de modifications des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 93 192 324,92 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public DP21028-186359-C

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont Ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.

### **DESCRIPTION**

Le procédé d'ozonation vise à injecter l'ozone dans l'eau d'effluents circulant dans les puits ouest et est, à la sortie de la station d'épuration, à l'aide des équipements de procédé qui seront installés dans les bâtiments de la désinfection. Les travaux de construction des lots 4, 5 et 6 font appel au savoir-faire et à l'expérience d'entrepreneurs spécialisés dans le domaine de la mécanique de bâtiment et mécanique de procédé, d'électricité du bâtiment et d'électricité industrielle, d'instrumentation, de contrôle, de sécurisation de site et d'informatique.

Le contrat faisant l'objet de l'appel d'offres 24-20342 vise essentiellement l'acquisition de services de professionnels d'une équipe multidisciplinaire en ingénierie et en architecture afin de couvrir principalement la prestation de services professionnels de surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du Projet Désinfection. De plus, si requis, des services professionnels de conception pour les lots 4, 5 et 6, ainsi que des services de surveillance pour la correction de déficiences issues des lots 1 et 3 du Projet Désinfection y sont

également inclus.

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres 24-20342, il y a eu 11 preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

Une seule soumission a été déposée par la firme AtkinsRéalisis Canada inc. L'analyse du contenu de la soumission a permis de constater qu'elle est conforme.

La soumission a fait l'objet d'une évaluation qualitative par un comité de sélection en conformité avec la grille de sélection de l'appel d'offres. Après étude de la soumission, le comité de sélection qui s'est réuni le 19 juin 2024 lui a attribué la note de 77% qui se trouve supérieure au pointage minimal exigé. Le comité a donc procédé à l'ouverture de la deuxième enveloppe contenant le prix de la soumission.

Concernant les avis de désistement, trois principales raisons ont été évoquées par les trois acheteurs qui ont accepté de compléter le formulaire :

- Un preneur est un entrepreneur général donc qui ne peut pas fournir les services demandés par l'appel d'offres ;
- Un preneur a mentionné que le plan de charge ne lui permettait pas de répondre à l'appel d'offres ;
- Un preneur du cahier des charges a mentionné que l'interdiction de former des consortiums l'a empêché de soumissionner, car il ne dispose pas de toutes les ressources requises par l'appel d'offres.

SOUSSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM.	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (tx incluses)	Autres Contingences 5% (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
ATKINS REALIS INC.	77%	0,07	11 770 064,05 \$	1 765 509,61 \$	13 535 573,66 \$
Dernière estimation réalisée			11 367 945,88 \$	1 705 191,88	13 073 137,76 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire - estimation)					402 118,16 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100]					3,5%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (\$) VOICI LA FORMULE : (2e meilleure note finale - adjudicataire)					S/O
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(2e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100]					S/O

L'écart entre la dernière estimation et la soumission de l'adjudicataire est défavorable de 3,5% pour un montant de 402 118,16 \$.

Les validations requises ont démontré que le contrat est assujéti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville ;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville ;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée (Articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement C-OG-APP-D-21-001 - Encadrements administratifs - 1.Thèmes).

Le dossier doit faire l'objet d'un passage à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) selon le critère suivant : "Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ , une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour ce projet est de **12 358 567,25 \$**, taxes incluses, soit **11 285 019,18 \$** lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales et comprend :

- Le contrat avec AtkinsRéalis Canada inc. pour un montant de 11 770 064,05 \$, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (5 % du coût du contrat) de 588 503,20 \$, taxes incluses.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt par le règlement 22-015 à la charge des contribuables de l'agglomération

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le présent contrat n'est octroyé, la Ville ne pourra pas remettre les ordres de débiter les travaux aux entrepreneurs retenus pour les travaux de construction des lots 4, 5 et 6. Ceci pourrait causer le report du démarrage des travaux ou dans les pires situations, l'annulation des dits contrats et par conséquent, retourner en appel d'offres. La non adjudication du présent contrat pourra donc causer des retards et des coûts supplémentaires au projet qui ne pourra être mis en marche dans les délais prévus.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications pour l'ensemble du projet de désinfection.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Commission permanente sur l'examen des contrats : 7 août 2024
- Octroi du contrat : Août 2024
- Début du contrat : Septembre 2024
- Fin du contrat : Septembre 2029

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Immacula CADELY)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Ahcene LOUNNAS  
Ingenieur(e)

**Tél :** 514 654-4524

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-08

Émilie PAPILLON  
Chef de section - Planification et grands  
projets

**Tél :** 514 466-4391

**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN  
Directeur - projets majeurs

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-09

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-16

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : **1249897002**

Unité administrative responsable : **Service de l'Eau**

Projet : **Services professionnels en ingénierie et architecture - Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte**

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>7 – Le traitement des eaux usées à l'ozone permettra d'éliminer les bactéries, les antibiotiques et autres substances chimiques et éviter leur déversement dans le fleuve Saint-Laurent, ce qui améliorera la qualité du milieu aquatique du fleuve.</i>			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS | TRANSPARENCE  
ÉQUITÉ  
SAINTE CONCURRENCE

Le 20 septembre 2023

SNC-LAVALIN INC.  
A/S MADAME ANDRÉE-CLAUDE BÉRUBÉ  
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O  
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de client : 2700007364  
N° de référence : 2300118514

Objet : Changement de nom de SNC-LAVALIN INC. à ATKINSRÉALIS CANADA INC.

---

Madame,

L'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») a été informée du changement de nom de l'entreprise SNC-LAVALIN INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant ATKINSRÉALIS CANADA INC.. Nous comprenons que le numéro de NEQ «1142775999 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise SNC-LAVALIN INC. autorisée le 13 juillet 2023.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'AMP.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Karine Voyzelle au 1 888 335-5550, ou au 418 646-1550.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité et du soutien juridique

---

Le 13 juillet 2023

SNC-LAVALIN INC.  
A/S MADAME ANDRÉE-CLAUDE BÉRUBÉ  
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O  
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2023-DAMP-3088  
N° de client : 2700007364  
N° d'entreprise du Québec : 1142775999

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 juillet 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 8 décembre 2022

RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.  
A/S MONSIEUR RÉAL PAUL  
5605, AV DE GASPÉ  
BUR. 403  
MONTRÉAL (QC) H2T 2A4

N° de décision : 2022-DAMP-1912  
N° de client : 3001138812  
N° d'entreprise du Québec : 1170528856

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 décembre 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	\$ 116 893 401	\$ 64 373 574	1153334001 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	\$ 33 588 512	\$ 11 820 590	1143334014 1211541012	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfection	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	\$ 28 435 355	\$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	\$ 8 309 605	\$ 8 071 928	1227482019	T4-2024
Fourniture de vanne/batardeaux lles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	\$ 7 069 386	\$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	\$ 12 359 783	\$ 11 936 362	1249897002	En octroi
Lot 1 - Travaux de modification des structures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	\$ 102 551 308	\$ 71 529 353	1229459005 1233367001	T4-2024
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	\$ 62 168 575	\$ 92 376 962	1227482016	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	\$ 61 708 398	\$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	\$ 100 541 354	\$ 145 365 669	1243714001	En octroi
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	\$ 167 981 439	\$ 159 513 646	1246511001	En octroi
Lot 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-03	À venir					En AO
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19090	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	\$ 77 760 591	\$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	\$ 6 561 000	\$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
						\$ 785 928 707	\$ 767 955 635		
						Total soumissions (\$)	Total estimations (\$)		

**Dossier # : 1249897002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Objet :</b>	Accorder à la firme AtkinsRéalis Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 - 1 soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20342\_PV.pdf 24-20342\_Intervention.pdf 24-20342\_Résultat Global\_GDD.pdf



24-20342\_SEAO \_ Detcah.pdf 24-20342\_TCP.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Danielle DION  
Agent d'approvisionnement, niv 2  
**Tél :** 514 872-5253

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-08

Etienne LANGLOIS  
conseiller(-ere) en approvisionnement  
**Tél :** 514-872-2988  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
ATKINSREALIS CANADA INC.	11 770 064,05 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

AtkinsRéalis et ses 2 partenaires de regroupement et sous-contractant (Réal Paul Architecte et Groupe Meunier Arpent-Géo) sont conformes. Sur les 10 preneurs de cahier des charges qui n'ont pas déposés de soumission: un (1) manque de ressources internes et ne peut prendre la forme d'un Regroupement, un (1) manque de capacité, un (1) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis, un (1) a décidé de se regrouper avec AtkinsRéalis, les 6 autres non pas répondu a ma demande de non-participation

Préparé par :  Le  -  -

24-20342 - Services professionnels en ingénierie et architecture - Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du Projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte

	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	mercredi 19-06-2024
ATKINSREALIS CANADA INC	77,0	11 770 064,05 \$	0,07	<b>1</b>	<b>Heure</b>	14 h 30
0	-		-		<b>Lieu</b>	Teams
0	-		-			
0	-		-			<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
0	-		-			10000
<b>Agent d'approvisionnement</b>					<b>Facteur «K»</b>	10



No de l'appel d'offres

24-20342

Agent d'approvisionnement

Danielle Dion

Conformité	Oui
------------	-----

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
<b>ATKINS REALIS CANADA INC.</b>										
	0	0	2	Surveillants de travaux - Ingénieurs Séniors	17200	heure	1	158,55 \$	2 727 060,00 \$	3 135 437,24 \$
			3	Chargés de disciplines - Ingénieurs séniors	8280	heure	1	155,00 \$	1 283 400,00 \$	1 475 589,15 \$
			4	Chargé de discipline - Architecte sénior	160	heure	1	160,00 \$	25 600,00 \$	29 433,60 \$
			5	Techniciens en génie intermédiaires	6250	heure	1	86,40 \$	540 000,00 \$	620 865,00 \$
			6	Techniciens en architecture intermédiaires	320	heure	1	110,00 \$	35 200,00 \$	40 471,20 \$
			7	Secrétariat technique pour l'architecte	90	heure	1	70,00 \$	6 300,00 \$	7 243,43 \$
			8	Surveillance en résidence - Architecte	160	heure	1	140,00 \$	22 400,00 \$	25 754,40 \$
			9	Surveillance en résidence - Techniciens en génie séniors	30750	heure	1	112,50 \$	3 459 375,00 \$	3 977 416,41 \$
			10	Surveillance en résidence - Techniciens en architecture séniors	400	heure	1	120,00 \$	48 000,00 \$	55 188,00 \$
			11	Arpenteur géomètre - Bureau et Chantier	80	heure	1	150,00 \$	12 000,00 \$	13 797,00 \$
			12	Technicien arpentage Intermédiaire - Bureau et chantier	150	heure	1	195,00 \$	29 250,00 \$	33 630,19 \$
			13	Aide-administrative au Coordonnateur et au Chargés de projet	1575	heure	1	107,00 \$	168 525,00 \$	193 761,62 \$
			14	Secrétariat pour les Professionnels	1575	heure	1	85,05 \$	133 953,75 \$	154 013,32 \$
			15	Contrôleur de documents	1575	heure	1	80,00 \$	126 000,00 \$	144 868,50 \$

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
 Montréal (Québec) H2M 1L5



## Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**

24-20342

**Agent d'approvisionnement**

Danielle Dion

<b>Conformité</b>	Oui
-------------------	-----

										Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses	
ATKINS REALIS CANADA INC.	0	Services professionnels en ingénierie et architecture - Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte	1	Coordonnateur - Ingénieur sénior	9000	heure	1	180,00 \$	1 620 000,00 \$	1 862 595,00 \$	
<b>Total (ATKINS REALIS CANADA INC.)</b>									<b>10 237 063,75 \$</b>	<b>11 770 064,05 \$</b>	



## Liste des commandes

Numéro : 24-20342

Numéro de référence : 1837640

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Services professionnels en ingénierie et architecture - Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du Projet Désinfection de la Station Jean-R. – Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC. 815, Lebourgneuf Bureau 300, 3e étage Québec, QC, G2J 0C1 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a>	<u>Monsieur Eric Labrie</u> Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur :	<b>Commande : (2355413)</b> 2024-04-24 10 h 14 <b>Transmission :</b> 2024-04-24 10 h 31	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
ATKINSRÉALIS CANADA INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	<u>Madame Pascale Sinclair</u> Téléphone : 418 621-9700 Télécopieur :	<b>Commande : (2355815)</b> 2024-04-24 15 h 18 <b>Transmission :</b> 2024-04-24 15 h 18	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+ S.E.N.C. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 <a href="http://www.cima.ca">http://www.cima.ca</a>	<u>Madame Annie Boivin</u> Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	<b>Commande : (2356056)</b> 2024-04-25 8 h 25 <b>Transmission :</b> 2024-04-25 8 h 25	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 <a href="http://www.fnx-innov.com">http://www.fnx-innov.com</a>	<u>Madame Sophie Pelletier</u> Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	<b>Commande : (2357711)</b> 2024-04-29 10 h 24 <b>Transmission :</b> 2024-04-29 10 h 24	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE ALPHARD INC. 5570, avenue Casgrain Bureau 101 Montréal, QC, H2T1X9 <a href="http://www.alphard.com">http://www.alphard.com</a>	<u>Monsieur Francis Jacquelin</u> Téléphone : 514 543-6580 Télécopieur : 514 543-6580	<b>Commande : (2357217)</b> 2024-04-26 14 h 05 <b>Transmission :</b> 2024-04-26 14 h 05	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 <a href="http://www.gmad.ca">http://www.gmad.ca</a>	<u>Monsieur Francois Lemay</u> Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	<b>Commande : (2361608)</b> 2024-05-06 10 h 24 <b>Transmission :</b> 2024-05-06 10 h 24	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	<u>Madame Isabelle Milette</u> Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	<b>Commande : (2355700)</b> 2024-04-24 14 h 04 <b>Transmission :</b> 2024-04-24 14 h 04	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4 <a href="https://www.realpaul-architecte.com">https://www.realpaul-architecte.com</a>	<u>Madame Geneviève Chemouil</u> Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	<b>Commande : (2356460)</b> 2024-04-25 13 h 42 <b>Transmission :</b> 2024-04-25 13 h 42	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1	<u>Madame Sylvie Prevost</u> Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	<b>Commande : (2356111)</b> 2024-04-25 8 h 58 <b>Transmission :</b> 2024-04-25 8 h 58	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tehora inc. 1020, rue Bouvier, bureau 400 Québec, QC, G2K0K9 <a href="https://www.tehora.ca/">https://www.tehora.ca/</a>	<u>Madame Emmanuelle Soudé</u> Téléphone : 581 700-4740 Télécopieur :	<b>Commande : (2356098)</b> 2024-04-25 8 h 47 <b>Transmission :</b> 2024-04-25 8 h 47	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TÉTRA TECH QI INC. 600 - 7275, rue Sherbrooke Est Montréal, QC, H1N 1E9	<u>Madame Caroline Champagne</u> Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	<b>Commande : (2355372)</b> 2024-04-24 9 h 42 <b>Transmission :</b> 2024-04-24 9 h 42	4121001 - 24-20342 Addenda #1 2024-05-07 13 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

 Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes. Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes. Organisme public.

**Dossier # : 1249897002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Objet :</b>	Accorder à la firme AtkinsRéalis Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 - 1 soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1249897002- DPM.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-09

Jean-François BALLARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514-872-0000  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1249897002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Objet :</b>	Accorder à la firme AtkinsRéalisis Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 - 1 soumissionnaire



[Rapport\\_CEC\\_SMCE249897002.pdf](#)

**Dossier # :1249897002**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–  
Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–  
Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-  
Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE249897002**

Accorder à la firme AtkinsRéalis Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 – 1 soumissionnaire

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri  
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE249897002

Accorder à la firme AtkinsRéalis Canada inc. un contrat de Services professionnels en ingénierie et architecture pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte - Dépense totale 12 358 567,25 \$, taxes incluses (Contrat 11 770 064,05 \$ + Contingences 588 503,20 \$) - Appel d'offres public 24-20342 - 1 soumissionnaire

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant à la condition suivante :
  - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont d'abord expliqué que les travaux pour les lots 4, 5 et 6 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte, qui doivent débiter à l'automne, devaient durer deux ans. Toutefois, les mauvais résultats obtenus à la suite de la parution des appels d'offres pour les lots 4 et 5, ont obligé le Service à revoir sa stratégie et à étendre la réalisation de ces lots sur une période de quatre ans. Alors que l'enveloppe budgétaire associée à la surveillance des travaux est en bonne partie épuisée, la Ville doit avoir recours à un nouveau contrat pour couvrir la surveillance des travaux jusqu'à la mise en service du projet de désinfection, prévue en 2028.

Un appel d'offres a donc été publié du 24 avril au 30 mai 2024, lequel a suscité l'intérêt de 11 preneurs du cahier des charges. La firme AtkinsRéalisis Canada inc., qui a également élaboré les plans et devis pour le projet de désinfection, s'est avérée être l'unique soumissionnaire. Selon les invités, il existe certains avantages à travailler avec cette même firme, qui sera en mesure d'agir plus efficacement dans le cas où des changements aux documents de construction seraient requis. L'analyse de l'appel d'offres révèle que le prix déposé par l'adjudicataire présente un écart de 3,5 % avec l'estimation, ce qui apparaît raisonnable aux yeux des responsables. Ils ont d'ailleurs conclu en recommandant de poursuivre le processus d'octroi avec AtkinsRéalisis Canada inc.

Au cours de la période de questions, la Commission a voulu savoir pourquoi la surveillance des travaux n'avait pas été incluse dans le contrat de plans et devis. Les responsables ont indiqué qu'elle l'était initialement, mais qu'il faut aujourd'hui un nouveau contrat, car certains lots ont dû être redécoupés et que le projet s'étire dans le temps. Croyez-vous que ce contrat soit suffisant pour combler les besoins de toutes les phases à venir? ont questionné les membres. Ce contrat devrait être le dernier pour le volet ozonation, un mandat distinct est prévu pour l'oxygène. Comme il s'agit d'un contrat avec un seul soumissionnaire conforme, les commissaires ont demandé si une négociation avait été entreprise pour réduire le prix de la soumission. Le Service n'a pas procédé à une négociation, car l'écart n'est pas assez significatif et que les taux horaires soumis sont comparables à ceux du marché.

Enfin, la Commission a demandé au Service d'inclure dans le sommaire décisionnel un tableau synthèse des lots et des contrats dans le cadre du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte afin de suivre l'évolution du projet, des dépenses et des écarts.

## Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant à la condition suivante :
  - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*



***À l'égard du mandat SMCE249897002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***



(2)

**Dossier # : 1245606001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour le « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat: 174 654 000,46 \$ + contingences: 8 732 700,02 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (deux (2) soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction Deric inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat du « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R. Marcotte », soit pour une somme maximale totale de 174 654 000,4 \$6, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP22030-188992-C-2;
2. d'autoriser une dépense de 8 732 700,02 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 574 875 \$ taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Construction Deric inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 183 961 575,49\$.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-16 13:48

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1245606001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour le « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat: 174 654 000,46 \$ + contingences: 8 732 700,02 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (deux (2) soumissionnaires).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte traite toutes les eaux usées sanitaires de l'île de Montréal, ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique des eaux du fleuve Saint-Laurent, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant.

Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. En mars 2015, le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation a été octroyé à l'entreprise Degrémont Ltée. (résolution CG15 0163).

Le projet « désinfection à l'ozone » est assujéti au cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en « exécution ». En date du 27 novembre 2023, le Comité de Coordination des Projets d'Envergure (CCPE) a recommandé au Comité Exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la partie du projet intitulée « Désinfection à l'ozone ». Le 13 décembre 2023, le Comité Exécutif mandatait le Service de l'eau (numéro de mandat : SMCE238074020) à poursuivre la réalisation de la phase d'exécution.

Le présent appel d'offres DP22030-188992-C-2 (Lot 5) vise l'exécution et la réalisation des

travaux de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour un (1) secteurs de l'usine d'ozonation dont 1 bâtiments construits lors des lots 2 et 3.

Le Lot 5 (DP22030-188992-C) a été publié une première fois le 1er décembre 2022 sur le site du Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO). L'ouverture des soumissions a eu lieu le 23 mai 2023 au Service du greffe. La période de publication a duré cent soixante-treize (173) jours calendriers. Aucune soumission n'a été déposée sur SEAO suite au processus d'appel d'offres.

Suivant l'annulation de cet appel d'offres, des avis d'intérêt ont été lancés en août 2023, afin de sonder le marché. Des rencontres ont été tenues avec six (6) entrepreneurs potentiels dans le but d'évaluer l'intérêt du marché et comprendre les enjeux de ceux-ci.

À la suite de ces rencontres, la Ville a revu, entre autres, certaines clauses administratives pour s'aligner avec les réalités du marché.

Les principales modifications apportées sont, sans s'y limiter :

1. Introduction de jalons de paiement avant la livraison ;
2. L'augmentation du délai de réalisation des travaux ;
3. La réduction des pénalités ;
4. La révision des clauses d'assurances ;
5. La réduction des retenues;
6. La révision des clauses de garantie.

Le 23 janvier 2024, la Ville a publié de nouveau l'appel d'offres du Lot 5 (DP22030-188992-C -2) sur SEAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 juillet 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de cent soixante-trois (163) jours calendrier. Les soumissions sont valides pour quatre-vingt-dix (90) jours, c'est-à-dire jusqu'au 2 octobre 2024.

Dix-sept (17) addendas ont été publiés pour répondre aux questions reçues des soumissionnaires:

Addenda	Date d'émission	Description
1	1 février 2024	Questions / réponses
2	15 février 2024	Questions / réponses
3	7 mars 2024	Questions / réponses
4	22 mars 2024	Questions / réponses
5	28 mars 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 11 Juin 2024.
6	12 avril 2024	Questions / réponses
7	19 avril 2024	Questions / réponses
8	2 mai 2024	Questions / réponses
9	9 mai 2024	Questions / réponses
10	16 mai 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 4 Juillet 2024.
11	24 mai 2024	Questions / réponses
12	30 mai 2024	Questions / réponses
13	6 juin 2024	Questions / réponses
14	13 juin 2024	Questions / réponses
15	20 juin 2024	Questions / réponses
16	27 Juin 2024	Questions / réponses

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0693 – 24 novembre 2022 : Accorder un contrat à Sidcan inc., pour le lot 3 « Travaux structure et architecture », dans le cadre du projet de désinfection par ozonation à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 67 932 724,66 \$, taxes incluses (contrat : 64 360 705,50 \$ + contingences : 3 218 035,28 \$ + incidences : 353 983,88 \$) - Appel d'offres public DP22014-189805-C

CG22 0500 – 25 août 2022 Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour le Lot 2 - Travaux civils et béton dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 \$, taxes, contingences et incidences incluses (contrat : 64 840 661,33 \$ + contingences : 3 242 033,07 \$ + incidences : 394 267 \$) - Appel d'offres public DP22013-189804-C

CG22 0194 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. Pour le Lot 1 - Travaux de modifications des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 93 192 324,92 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public DP21028-186359-C

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont Ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.

## DESCRIPTION

Le procédé d'ozonation vise à injecter l'ozone dans l'eau d'effluents circulant dans les puits ouest et est, à la sortie de la station d'épuration, à l'aide des équipements de procédé qui seront installés dans les bâtiments de la désinfection.

Le présent appel d'offres constitue le cinquième lot de construction et d'installation qui permettra de mettre en place les équipements et les services requis pour le fonctionnement du bâtiment (714) et l'installation des équipements de procédé de Degrémont afin de mettre en service le procédé d'ozonation.

Le présent appel d'offres vise notamment, les travaux suivants pour le Lot 5 :

- La mobilisation-démobilisation et la préparation du chantier;
- La fourniture des installations temporaires, dont notamment l'éclairage et le chauffage temporaires;
- La coordination et la coopération avec les entrepreneurs des autres lots de construction présents au chantier;
- La fourniture des dessins d'atelier;
- L'ingénierie de détail de certains travaux;
- Les travaux et services de toute nature, prévus au cahier des charges;
- Les essais et la mise en service de tous les systèmes et équipements de la fourniture de l'entrepreneur.

Les travaux comprennent notamment, mais sans s'y limiter, les travaux suivants :

1. Fourniture et installation des bases d'inertie en béton pour les équipements qui en

requièrent pour le Secteur 714;

2. Fourniture, installation et raccordements des équipements de mécanique, de la tuyauterie de procédé, des instruments et des contrôleurs requis pour l'opération ainsi que tout le câblage associé. L'installation et le raccordement des équipements de Degrémont pour le Secteur 714;

3. La fourniture, l'installation et le raccordement des équipements de mécanique de bâtiment CVAC, de la plomberie, de la protection incendie dans le bâtiment et le câblage associé à l'alimentation électrique au Secteur 714. La fourniture, l'installation, le raccordement et la mise en service des équipements de régulation automatique (CVAC), des contrôleurs, des instruments et de tout le câblage associé pour les Secteurs 710, 711, 712, 714, 715;

4. La fourniture, l'installation et le raccordement électrique de tous les équipements de distribution moyenne tension et basse tension, de l'éclairage, du contrôle, de l'alarme incendie et des services en électricité pour le Secteur 714, de tous les accessoires, de tous les conduits, étagères à câbles ou câbles de MALT, etc. L'installation et le raccordement des équipements électriques fournis par Degrémont pour le Secteur 714;

5. La fourniture, l'installation et le raccordement de tous les instruments et contrôleurs requis pour l'automatisation et le contrôle des systèmes, des services de téléphonie, des intercoms, du contrôle d'accès (anti-intrusion), de la réseautique (informatique) incluant les coffrets de serveur (710, 711, 712, 714 et 715), de la vidéosurveillance (710, 711, 712, 714 et 715) et de la détection de gaz pour le Secteur 714. L'installation et le raccordement des équipements d'instrumentation et de contrôle fournis par Degrémont;

6. L'intégration de plusieurs de ces systèmes vers les réseaux existants de la Station ou intègre ceux-ci dans des interfaces ou systèmes globaux pour les équipements et systèmes compris dans les Lots 4, 5 et 6 (Secteurs 710, 711, 712, 713, 714 et 715);

7. Les travaux d'ingénierie, de configuration, de programmation, des essais, de fourniture et installation des équipements de « Distributed Control System » (DCS) et de la mise en service en lien avec l'implantation de tous les signaux requis vers le DCS pour l'ensemble du projet de Désinfection;

8. La configuration et la programmation du « Power Management Control System » (PMCS) ou « Integrated Energy Management Solution » (IEMS – nouveau nom de produit) pour les points d'échange prévus;

9. Les essais et la mise en service des systèmes de la fourniture de l'Entrepreneur et l'assistance au Directeur et à Degrémont lors de la mise en service de l'Unité d'Ozonation.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un budget de **574 875\$ est prévue en frais incident**, taxes incluses, est recommandé afin de permettre de couvrir les frais tels que :

- les frais d'arbitrage requis lors de litige en vertu des clauses d'arbitrage présentes dans le cahier des charges spéciales;
- des travaux en lien avec le projet qui ne peuvent pas être traités en contingences ;
- des analyses de laboratoire supplémentaires et indépendantes de celles prévues au contrat de l'entrepreneur;

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public DP22030-188992-C-2, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Deux (2) soumissions ont été reçues. Neuf (9) compagnies ont choisi de ne pas soumissionner, leurs raisons de non-participation sont:

- 1) Nous avons déposé un prix comme sous-traitant (6);
- 2) Le carnet des commandes est complet présentement (1);
- 3) Aucune réponse (2).

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux (2) soumissions reçues sont conformes.

<b>Tableau1 : Analyse des soumissions</b>				
<b>Soumissions</b>	<b>Coût</b> (taxes incluses)	<b>Contingences</b> (taxes incluses)	<b>Incidences</b> (taxes incluses)	<b>Total</b> (taxes incluses)
<b>1. Construction Deric inc.</b>	<b>174 654 000,46 \$</b>	<b>8 732 700,02 \$</b>	<b>574 875 \$</b>	<b>183 961 575,49 \$</b>
2. Pomerleau inc.	175 328 772,50 \$	8 766 438,63 \$	574 875 \$	184 670 086,13 \$
3. Dernière estimation du professionnel réalisée (\$)	165 840 261,96 \$	8 292 013,10 \$	574 875 \$	174 707 150,06 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$) (la plus basse conforme – estimation)			9 254 425,42	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			5,30%	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)			708 510,64	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,39%	

La direction des projets majeurs (DPM) a donc procédé à l'analyse des écarts entre les soumissions reçues et l'estimation interne réalisée par les professionnels.

L'estimation est très proche des deux soumissions reçues des entrepreneurs, avec un écart de seulement 9 254 425,42 \$, soit 5,30 % entre la plus basse soumission conforme et notre estimation interne. Toutefois, des écarts notables sont présents dans certains chapitres du bordereau de soumission.

Les principaux écarts entre la soumission de Deric Construction Inc. et l'estimation (taxes et contingences incluses) se trouvent dans les catégories suivantes du bordereau de prix :

**1. Chapitre 00 – Conditions générales**

L'écart est approximativement de 23 937 280,92 \$, soit ~178% de plus que l'estimation. Ce chapitre comprend les frais d'administration et profit associés aux travaux. L'augmentation des délais de réalisation a une incidence directe sur les coûts de mobilisation des installations de chantier.

**2. Chapitre 01 – Exigences générales**

L'écart s'élève à environ \$2 624 149,29 soit ~732 % de plus que l'estimation. Cela indique que les besoins en ingénierie et formation ont été sous-évalués dans cette estimation ou que ces frais ont été inclus ailleurs. Néanmoins, cet



écart reste marginal puisqu'il ne représente que ~ 1,5 % de la valeur totale du contrat.

### 3. Chapitre 11— Matériel et équipements

L'écart s'élève à environ 14 562 653,73\$, soit 64 % de moins que l'estimation.

L'Adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 15 Novembre 2025. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.
- ne fait partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, puisqu'il s'agit d'un contrat d'une valeur de plus de 20M\$.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

Il est recommandé, d'accorder le contrat à **Deric Construction, Inc** soumissionnaire conforme, pour le Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de **183 961 575,49 \$ taxes incluses**, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP22029-188994-C-2.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût pour les travaux de construction du Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation est de 183 961 575,49 \$ taxes, contingences et incidences incluses. Ceci représente un montant du bordereau sans contingences ni incidences de **159 482 382,03 \$ net** de ristournes de taxes.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financées en partie par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération, par le règlement d'emprunt 22-015 et par les programmes de subvention TECQ et FCCQ- Grand projet.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout report du dossier entraînerait des coûts supplémentaires du Projet désinfection. De plus, la DPM ne serait pas en mesure de terminer les travaux déjà entrepris dans le cadre de

ce projet. Ainsi, la Ville ne pourrait se conformer aux exigences environnementales de rejets du MELCCFP, en termes de bactéries. Les rejets de la station demeurent la principale cause de contamination microbiologique des eaux du Fleuve.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Commission permanente sur l'examen des contrats: 7 août 2024

Octroi du contrat : Août 2024

Début des travaux : Quatrième trimestre 2024

Fin des travaux : Quatrième trimestre 2028

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Danny LATULIPPE  
Chargé de projet

**Tél :** 438-861-1656  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-08

Émilie PAPILLON  
Chef de section - Planification et grands projets

**Tél :** 514 466-4391  
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Luc F FORTIN  
Directeur - projets majeurs

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-09

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-11

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245606001

Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction des Projets Majeurs**

Projet : LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.- Marcotte

## **Section A - Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  2- Enraciner la <b>nature en ville</b> , en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>Le «Lot 4» représente la quatrième étape du projet de désinfection des eaux usées à l'ozone de la station d'épuration Jean-R. Marcotte. Ce projet est nécessaire à la finalité de l'œuvre du projet de désinfection qui aura des retombées importantes pour l'environnement et l'écosystème du fleuve St-Laurent à l'égard des contaminants qui agissent sur la faune et flore du St-Laurent.</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
			<b>X</b>
			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	\$ 116 893 401	\$ 64 373 574	1153334001 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	\$ 33 588 512	\$ 11 820 590	1143334014 1211541012	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfection	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	\$ 28 435 355	\$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	\$ 8 309 605	\$ 8 071 928	1227482019	T4-2024
Fourniture de vanne/batardeaux lles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	\$ 7 069 386	\$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	\$ 12 359 783	\$ 11 936 362	1249897002	En octroi
Lot 1 - Travaux de modification des structures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	\$ 102 551 308	\$ 71 529 353	1229459005 1233367001	T4-2024
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	\$ 62 168 575	\$ 92 376 962	1227482016	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	\$ 61 708 398	\$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	\$ 100 541 354	\$ 145 365 669	1243714001	En octroi
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	\$ 167 981 439	\$ 159 513 646	1246511001	En octroi
Lot 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-03	À venir					En AO
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19090	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	\$ 77 760 591	\$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	\$ 6 561 000	\$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
						\$ 785 928 707	\$ 767 955 635		
						Total soumissions (\$)	Total estimations (\$)		

Le 16 novembre 2020

CONSTRUCTION DERIC INC.  
A/S MONSIEUR PATRICE DAIGNAULT  
5145, RUE RIDEAU  
QUÉBEC (QC) G2E 5H5

N° de décision : 2020-DAMP-1811

N° de client : 3000350548

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

DERIC CONSTRUCTION INC.  
DERIC FOUNDATIONS & MARINE

DERIC FONDATIONS & MARITIME

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSTRUCTION DERIC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 novembre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au [www.amp.gouv.qc.ca](http://www.amp.gouv.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

## Isabelle Vézina

---

**De:** Nathalie Girard  
**Envoyé:** 2 février 2023 10:55  
**À:** Isabelle Vézina  
**Objet:** AMP

---

**De :** \_Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>

**Envoyé :** jeudi 2 février 2023 10:09

**À :** Patrice Daignault <patrice.daignault@groupepederic.ca>; Nathalie Girard <nathalie.girard@groupepederic.ca>; Patrice Daignault <patrice.daignault@groupepederic.ca>

**Objet :** Test de courriel en lot

## Renouvellement de votre autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Bonjour,

Vous recevez cette communication car votre autorisation de contracter viendra à échéance après le 2 juin 2023.

De récents changements règlementaires ont toutefois été apportés et nous vous informons que **votre autorisation est prolongée automatiquement pour une période de deux ans**. Par conséquent, votre entreprise n'a donc pas à effectuer le renouvellement de son autorisation cette année. La durée totale des autorisations passera donc de trois à cinq ans à compter du 2 juin prochain.

Vous pourrez ainsi soumissionner sur de nouveaux appels d'offres publics et poursuivre vos contrats en cours jusqu'à la nouvelle date d'échéance de votre autorisation.

### Autre nouveauté à venir : mise à jour annuelle

Nous vous informons qu'il vous sera tout de même nécessaire d'effectuer une mise à jour des informations concernant votre dossier d'entreprise, entre le 2 juin et le 2 juillet 2023. Il s'agit d'une nouvelle obligation issue de la *Loi sur les contrats et les organismes publics* intitulée: « mise à jour annuelle ». Vous recevrez des informations plus précises à cet effet dans les prochains mois afin de bien vous y préparer.

Dans l'intervalle, assurez-vous que les coordonnées liées à votre dossier d'entreprise sont à jour, notamment les adresses courriel précédemment fournies à partir des services en ligne, afin de recevoir toutes nos communications.

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration.





AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS

## Direction de l'intégrité

Autorité des marchés publics

T 1 888 335-5550

525, boulevard René-Lévesque Est, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.25, Québec  
(Québec) G1R 5S9

[direction.lcop@amp.quebec](mailto:direction.lcop@amp.quebec)

# Liste des commandes

**Numéro:** DP22030-188992-C-2

**Numéro de référence:** 1800860

**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres

**Statut:** En attente des résultats d'ouverture

**Titre:**

LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte

**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'Eau

12 résultats

Résultats 1 à 10

Trier par

Sélectionner



Nombre par page

10



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC. 118 de la Gare Saint-Henri QC CAN G0R3E0 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a>	Non diffusé	Eric Labrie Téléphone: 4188822277 Courriel: <a href="mailto:ericlabrie@cwallen.qc.ca">ericlabrie@cwallen.qc.ca</a>	0 2024-01-25 15:09	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis 2024-02-01 à 09:37 - Téléchargement <hr/> 41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 14:56 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 18:04 - Messagerie

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:23 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 16:09 - Messagerie

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:10 - Messagerie

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:11 - Messagerie

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 13:33 - Messagerie

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Messagerie

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 15:19 - Messagerie  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:34 - Messagerie

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 16:25 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:13 - Messagerie

Devis

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 15:47 - Messagerie

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:21 - Messagerie

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---



62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:12 - Messagerie

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-07 à 17:39 - Messagerie

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 11:24 - Messagerie

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:56 - Messagerie  
Plan  
2024-05-16 à 12:56 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:38 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Messagerie

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Messagerie

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

ÉLECTRICITÉ GRIMARD INC. 1235, rue Bersimis Chicoutimi QC CAN G7K1A4 <a href="http://www.grimard.ca">http://www.grimard.ca</a>	Non diffusé	Jacques Grimard Téléphone: 4185490745 Courriel: <a href="mailto:electricite.soum@grimard.ca">electricite.soum@grimard.ca</a>	0 2024-01-30 11:56	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis 2024-02-01 à 09:37 - Téléchargement
---	----------------	---	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D  
2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 14:56 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 18:06 - Messagerie

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:25 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan  
2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment



de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Télécopieur  
Plan  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:40 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PICHETTE INC. 3080 rue Peugeot Laval QC CAN H7L5C5	Non diffusé	Paul Pichette Téléphone: 4506824411 Courriel: <a href="mailto:soumission@pichette.ca">soumission@pichette.ca</a>	0 2024-03-05 13:33	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis Aucun
---	----------------	---	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D  
Aucun

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:25 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

Devis

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---



56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:55 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:55 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 14:26 - Télécopieur  
Plan  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:41 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Lumen, division de Sonepar Canada Inc. 4655, autoroute 440 Ouest Laval QC CAN H7P5P9 <a href="http://www.lumen.ca">http://www.lumen.ca</a>	Non diffusé	Steeve Ouellet Téléphone: 4186931343 Courriel: <a href="mailto:steeve.ouellet@lumen.ca">steeve.ouellet@lumen.ca</a>	0 2024-02-06 09:04	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis Aucun
--	----------------	--	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé



Plan 3D  
2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 15:28 - Télécopieur  
Plan  
2024-02-16 à 18:05 - Messagerie

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:24 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:44 - Télécopieur  
Plan  
2024-03-22 à 16:09 - Messagerie

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan  
2024-03-22 à 16:10 - Messagerie

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:11 - Messagerie

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 13:33 - Messagerie

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:44 - Télécopieur  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Messagerie

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 15:21 - Messagerie  
Devis  
2024-04-12 à 15:21 - Messagerie

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:07 - Télécopieur

Plan

2024-04-12 à 14:34 - Messagerie

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 16:26 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:41 - Télécopieur

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:13 - Messagerie

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Télécopieur

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Télécopieur

Plan

2024-03-22 à 15:48 - Messagerie

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:11 - Télécopieur

Plan

2024-04-19 à 15:21 - Messagerie

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:40 - Télécopieur

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:47 - Télécopieur

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 18:25 - Télécopieur

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –

Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 18:35 - Télécopieur

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –

Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 18:42 - Télécopieur

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –

Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 18:47 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 18:52 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 18:58 - Télécopieur

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 14:28 - Télécopieur

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 11:45 - Télécopieur

Plan

2024-05-24 à 10:12 - Messagerie

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 15:20 - Télécopieur

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-07 à 18:30 - Messagerie

Plan

2024-06-07 à 18:30 - Messagerie

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 15:22 - Télécopieur

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 11:57 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 11:24 - Messagerie

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 11:43 - Télécopieur

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 14:26 - Télécopieur  
Plan  
2024-05-16 à 12:56 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:39 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 15:11 - Télécopieur  
Bordereau numérique



2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Messagerie

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Messagerie

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

GASTIER M.P. INC. 7825, Boul. Henri-Bourassa Est Montréal QC CAN H1E1N9 <a href="http://www.gastier.com">http://www.gastier.com</a>	Non diffusé	Kristina Bérubé Téléphone: 5142260910 Courriel: <a href="mailto:kberube@gastier.com">kberube@gastier.com</a>	0 2024-01-24 13:22	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis 2024-02-01 à 09:37 - Téléchargement
--	----------------	--	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D  
2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 14:56 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 18:04 - Messagerie

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:23 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

Devis

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---



62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 14:27 - Télécopieur  
Plan  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:37 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Filtrum inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec QC CAN G1M1B3 <a href="http://www.filtrum.qc.ca">http://www.filtrum.qc.ca</a>	Non diffusé	Samuelle Auger-Chrétien Téléphone: 8196990144 Courriel: <a href="mailto:soumission@filtrum.ca">soumission@filtrum.ca</a>	0 2024-03-18 09:47	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis Aucun
--	----------------	--	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D

Aucun

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

Aucun

Plan

Aucun

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5

Devis

Aucun

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D

Plan 3D

Aucun

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 15:49 - Messagerie

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan  
2024-03-22 à 16:09 - Messagerie

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:10 - Messagerie

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 13:33 - Messagerie

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:50 - Messagerie

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 15:18 - Messagerie  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:33 - Messagerie

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 16:25 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:12 - Messagerie

Devis

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 15:47 - Messagerie

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:21 - Messagerie

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment



de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:13 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Messagerie

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-07 à 17:37 - Messagerie

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 11:23 - Messagerie

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:19 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:56 - Messagerie  
Plan  
2024-05-16 à 12:56 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:38 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Messagerie

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Messagerie

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

CORPORATION EATON 1410, 55e avenue Montréal QC CAN H8T3J8	Non diffusé	Fabrice Dinkeu Téléphone: 4388206065 Courriel: <a href="mailto:fabricedinkeu@eaton.com">fabricedinkeu@eaton.com</a>	0 2024-03-01 11:03	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis Aucun
---	----------------	--	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D  
Aucun

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:23 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---



56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:53 - Messagerie  
Plan  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:38 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

POMERLEAU INC.  
 562, chemin Olivier Lévis QC  
 CAN G7A2N6  
<http://www.pomerleau.ca>

Publique

Diane Fournier  
 Téléphone: 4188312141  
 Courriel:  
[diane.fournier@pomerleau.ca](mailto:diane.fournier@pomerleau.ca)

0  
 2024-01-24  
 11:36

37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-02-01 à 09:37 - Téléchargement

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé



Plan 3D  
2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 18:06 - Messagerie

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:25 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

Devis

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 14:27 - Télécopieur  
Plan  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:40 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique



2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

LAMBERT SOMEK INC.  
 1505 rue des Tanneurs Québec  
 QC CAN G1N4S7  
<https://www.lambertsomec.com>

Publique

Lucie Deschênes  
 Téléphone: 4186871640  
 Courriel:  
[estimation@lambertsomec.com](mailto:estimation@lambertsomec.com)

0  
 2024-03-04  
 14:28

37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 Aucun

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D  
Aucun

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5  
Devis  
2024-03-07 à 17:26 - Messagerie

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D  
Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan  
2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:07 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:07 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:55 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:55 - Téléchargement

---



62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:10 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:10 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 14:27 - Télécopieur  
Plan  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:41 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:38 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:38 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:45 - Courriel

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
 Bordereau numérique  
 2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé  
 Devis  
 2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 <a href="http://www.abf-inc.com">http://www.abf-inc.com</a>	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: <a href="mailto:estimation@abf-inc.com">estimation@abf-inc.com</a>	0 2024-03-28 08:26	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment de procédé Devis Aucun
--	----------------	---	--------------------------	--

41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 -  
 Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
 de procédé

Plan 3D

Aucun

---

41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

Aucun

Plan

Aucun

---

47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5

Devis

Aucun

---

47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 pl  
3D

Plan 3D

Aucun

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

Aucun

Plan

Aucun

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan  
Aucun

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
Aucun

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:11 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

Aucun

Plan

Aucun

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:10 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment



de procédé

Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

Plan

2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:53 - Messagerie  
Plan  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:52 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:39 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé

Devis

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

Plan

2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

de procédé  
Devis  
2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-27 à 09:45 - Courriel

---

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-27 à 09:50 - Courriel

---

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
de procédé  
Devis  
2024-06-27 à 13:35 - Courriel

---

Mode privilégié (plan): Courriel

Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 <a href="http://www.grouperideric.ca">http://www.grouperideric.ca</a>	Non diffusé	Isabelle Vézina Téléphone: 4187812228 Courriel: <a href="mailto:isabelle.vezina@grouperideric.ca">isabelle.vezina@grouperideric.ca</a>	0 2024-01-24 07:42	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:37 - Téléchargement
				41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement
				41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 18:08 - Messagerie
				47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5 Devis 2024-03-07 à 17:26 - Messagerie
				47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 plan 3D Plan 3D 2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement
				51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement
				51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-03-22 à 14:14 - Téléchargement

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-02 à 12:58 - Téléchargement

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement  
Devis



2024-03-28 à 15:41 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

---

60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:19 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:55 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:55 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

Plan  
2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Messagerie  
Plan  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:41 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

Bordereau numérique  
2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-13 à 09:25 - Courriel  
Plan  
2024-06-13 à 09:25 - Courriel

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Plan  
2024-06-20 à 15:15 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-20 à 15:15 - Courriel  
Devis  
2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-20 à 15:20 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-20 à 15:20 - Courriel  
Plan  
2024-06-20 à 15:20 - Courriel

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-27 à 09:45 - Courriel

---

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-27 à 09:50 - Courriel

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-27 à 13:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Filtrum inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec QC CAN G1M1B3 <a href="http://www.filtrum.qc.ca">http://www.filtrum.qc.ca</a>	Publique	Samuelle Auger-Chrétien Téléphone: 8196990144 Courriel: <a href="mailto:soumission@filtrum.ca">soumission@filtrum.ca</a>	0 2024-01-26 09:06	37434 - Addenda 1 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:37 - Téléchargement
-----				
41655 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 14:57 - Téléchargement				
-----				
41799 - Addenda 2 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 14:56 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 18:05 - Messagerie				
-----				
47946 - Addenda 3 -DP22030-188992-C-2 - Lot 5 Devis 2024-03-07 à 17:24 - Messagerie				
-----				
47947 - Addenda 3 - DP22030-188992-C-2 - Lot 5 plan 3D				

Plan 3D  
2024-03-07 à 17:06 - Téléchargement

---

51668 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:13 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 16:09 - Messagerie

---

51670 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:10 - Messagerie

---

51675 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:11 - Messagerie

---

52258 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 13:34 - Messagerie

---

53285 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:42 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:52 - Messagerie

---

56290 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-04-12 à 15:21 - Messagerie  
Devis

2024-04-12 à 14:09 - Téléchargement

---

56292 - Addenda 6 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-04-12 à 14:06 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:35 - Messagerie

---

56560 - Addenda 5 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 16:26 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:40 - Téléchargement

---

56826 - Addenda 8 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

2024-05-02 à 12:13 - Messagerie

Devis

2024-05-02 à 12:12 - Téléchargement

---

56995 - Addenda 4 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-03-22 à 14:12 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 15:49 - Messagerie

---

57337 - Addenda 7 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-04-19 à 15:11 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:22 - Messagerie

---



60113 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 16:39 - Téléchargement

---

60118 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 16:46 - Téléchargement

---

60120 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 16:52 - Téléchargement

---

60121 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:02 - Téléchargement

---

60122 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique

2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:09 - Téléchargement

---

60124 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:14 - Téléchargement

---

60154 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:18 - Téléchargement

---

60155 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 17:25 - Téléchargement

---

61071 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Téléchargement

---

62179 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-24 à 10:11 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-24 à 10:13 - Messagerie

---

64040 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 13:47 - Téléchargement

---

64041 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-06-07 à 17:40 - Messagerie

---

64044 - Addenda 13 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 13:49 - Téléchargement

---

65119 - Addenda 12 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:23 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-30 à 11:24 - Messagerie

---

65355 - Addenda 11 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:24 - Messagerie  
Devis

2024-05-24 à 10:09 - Téléchargement

---

65665 - Addenda 10 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-05-16 à 12:57 - Messagerie

Plan

2024-05-16 à 12:57 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-05-16 à 12:53 - Téléchargement

---

65951 - Addenda 9 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

2024-05-09 à 14:40 - Messagerie

Devis

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 14:37 - Téléchargement

---

20000740 - Addenda 14 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

Devis

2024-06-13 à 09:25 - Courriel

Plan

2024-06-13 à 09:25 - Messagerie

---

20002187 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

Plan

2024-06-20 à 15:15 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

Devis

2024-06-20 à 15:15 - Courriel

---

20002196 - Addenda 15 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-20 à 15:20 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-20 à 15:20 - Courriel  
Plan  
2024-06-20 à 15:20 - Messagerie

---

20003061 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-27 à 09:45 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-27 à 09:45 - Courriel

---

20003062 - Addenda 16 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-27 à 09:50 - Courriel  
Bordereau numérique  
2024-06-27 à 09:50 - Courriel

---

20003149 - Addenda 17 DP22030-188992-C-2 LOT 5 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-27 à 13:35 - Courriel

---

Mode privilégié (plan): Messagerie

---

**Dossier # : 1245606001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour le « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat: 174 654 000,46 \$ + contingences: 8 732 700,02 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (deux (2) soumissionnaires).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1245606001- DPM.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-0000

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-09

Jean-François BALLARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514-872-0000  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1245606001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction

**Objet :**

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour le « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat: 174 654 000,46 \$ + contingences: 8 732 700,02 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (deux (2) soumissionnaires).



[Rapport\\_CEC\\_SMCE245606001.pdf](#)

**Dossier # :1245606001**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

#### Mandat SMCE245606001

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour le « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat: 174 654 000,46 \$ + contingences: 8 732 700,02 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

*ORIGINAL SIGNÉ*

Dominic Perri  
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes



## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE245606001

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour le « Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 183 961 575,49 \$, taxes incluses (contrat: 174 654 000,46 \$ + contingences: 8 732 700,02 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 20 M\$

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division construction ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

D'entrée de jeu, les responsables indiquent que ce contrat s'inscrit dans le projet d'ozonation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Il s'agit du lot 5, qui comprend principalement la construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour un bâtiment. Il est important de souligner que l'octroi de ce lot est déterminant, car il est celui qui intègre les systèmes vers les réseaux existants de la Station, y compris ceux des lots 4 et 6.

Il faut savoir que le Service a fait paraître un premier appel d'offres pour le lot 5 et qu'aucune soumission n'a été reçue. Un avis d'intérêt a été réalisé auprès de six entrepreneurs et sous-traitants afin de connaître les principaux irritants. Plusieurs

modifications ont été apportées au contrat pour susciter l'intérêt des entrepreneurs. Le nouvel appel d'offres a été publié du 23 janvier au 4 juillet 2024. Durant cette période, qui s'échelonne sur 163 jours, 17 addendas ont été émis et 11 entrepreneurs se sont procuré les documents, parmi lesquels deux ont déposé une soumission. Construction Deric inc. est l'entreprise qui a présenté la meilleure offre, avec un prix dont l'écart est de 5,30 % avec l'estimation et de 0,39 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire. La différence en défaveur de la Ville se situe principalement dans l'item *Conditions générales*. Comme l'ont expliqué les personnes-ressources, cet article a nouvellement été intégré au bordereau et il est probable que les frais d'administration et les profits associés aux travaux aient été inclus dans ce chapitre, alors qu'ils sont généralement répartis dans l'ensemble des items.

Enfin, les responsables ont recommandé d'octroyer le contrat à l'adjudicataire, car sans la réalisation des travaux au lot 5, les équipements installés dans le cadre des travaux pour les lots 4,5 et 6 ne pourront être fonctionnels.

Au terme de la présentation, la Commission a demandé des clarifications sur la nouvelle stratégie déployée par le Service à la suite de l'avis d'intérêt et des rencontres. Elle a voulu savoir quelles clauses d'assurance avaient été retirées et s'il existait toujours des pénalités au contrat. Les responsables ont confirmé que les pénalités demeuraient, mais qu'elles avaient été réduites et qu'un plafond avait été introduit. Comme l'ont expliqué les personnes-ressources, chacune des nouvelles mesures permet de réduire le prix des soumissions et du coût des travaux pour la Ville, puisque ces frais sont bien souvent refilés à la Ville d'une manière ou d'une autre. Ils ont par ailleurs tenu à se faire rassurants en précisant que la Ville et les projets continuaient d'être bien protégés, car cette démarche s'est faite sous l'expertise des services concernés, dont le contentieux.

Durant la présentation, les invités ont mentionné que le lot 6 n'avait pas encore été octroyé. Comme les lots 4,5 et 6 sont intimement liés, la Commission a voulu savoir ce qu'il adviendrait si le lot 6 ne pouvait pas être accordé. Selon les responsables, ce lot serait le moins risqué, car les lots 4 et 5 ne sont pas dépendants du lot 6.

Enfin, la Commission a demandé au Service d'inclure dans le sommaire décisionnel un tableau synthèse des lots et des contrats dans le cadre du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte afin de suivre l'évolution du projet et des dépenses.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, les membres ont discuté de la nouvelle approche employée par le Service, laquelle a permis d'avoir plus de soumissionnaires et des prix favorables. La Commission permanente sur l'examen des contrats félicite les ressources du Service de l'eau et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de plus de 20 M\$

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE245606001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***

**Dossier # : 1243714001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat: 104 315 252,95 \$ + contingences: 5 215 762,65 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Pomerleau inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat du « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R. Marcotte », soit pour une somme maximale totale de 104 315 252,95 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP22029-188994-C-2;
2. d'autoriser une dépense de 5 215 762,65 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 574 875 \$ taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Pomerleau inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-10 15:49

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1243714001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat: 104 315 252,95 \$ + contingences: 5 215 762,65 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite toutes les eaux usées sanitaires de l'île de Montréal, ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique des eaux du fleuve Saint-Laurent, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant.

Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. En mars 2015, le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation a été octroyé à l'entreprise Degremont ltée. (Résolution CG15 0163).

En date du 27 novembre 2023, le comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) a recommandé au comité exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la partie du projet intitulé « désinfection à l'ozone ». Le 13 décembre 2023, le comité exécutif mandatait le Service de l'eau (numéro de mandat : SMCE238074020) à poursuivre la réalisation de la phase d'exécution.

Le projet « désinfection à l'ozone » est assujéti au cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en « exécution ».

Le présent appel d'offres DP22029-188994-C-2 (Lot 4) vise l'exécution et la réalisation des

travaux de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour trois (3) secteurs de l'usine d'ozonation dont deux bâtiments construits lors des Lots 2 et 3.

Le Lot 4 (DP22029-188994-C) a été publié une première fois le 1er décembre 2022 sur le site du système électronique d'appel d'offres (SEAO). L'ouverture des soumissions a eu lieu le 23 mai 2023 au Service du greffe. La période de publication a duré cent soixante-treize (173) jours calendriers.

Construction Deric inc. était le seul soumissionnaire conforme au montant de 160 862 475,69\$ taxes incluses. Le prix soumis dépassait l'estimation de contrôle du professionnel. Des négociations ont suivi, mais aucune entente contractuelle n'a été conclue. Suivant l'annulation de cet appel d'offres, des avis d'intérêt ont été lancés en août 2023, afin de sonder le marché. Des rencontres ont été tenues avec six (6) entrepreneurs potentiels dans le but d'évaluer l'intérêt du marché et comprendre les enjeux de ceux-ci.

À la suite de ces rencontres, la Ville a revu, entre autres, certaines clauses administratives pour s'aligner avec les réalités du marché.

Les principales modifications apportées sont, sans s'y limiter :

1. Introduction de jalons de paiement avant la livraison ;
2. L'augmentation du délai de réalisation des travaux ;
3. La réduction des pénalités ;
4. La révision des clauses d'assurances ;
5. La réduction des retenues ;
6. La révision des clauses de garantie.

Le 23 janvier 2024, la Ville a publié de nouveau l'appel d'offres du Lot 4 (DP22029-188994-C-2) sur SEAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 juin 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de cent quarante-neuf (149) jours calendrier. Les soumissions sont valides pour quatre-vingt-dix (90) jours, c'est-à-dire jusqu'au 18 septembre 2024.

Quinze (15) addendas ont été publiés pour répondre aux questions reçues des Soumissionnaires:

Addenda	Date d'émission	Description
1	1 février 2024	Questions / réponses
2	15 février 2024	Questions / réponses
3	7 mars 2024	Questions / réponses
4	22 mars 2024	Questions / réponses
5	28 mars 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 11 mai 2024
6	12 avril 2024	Questions / réponses
7	19 avril 2024	Questions / réponses
8	2 mai 2024	Questions / réponses
9	9 mai 2024	Questions / réponses
10	16 mai 2024	Questions / réponses Report de la date d'ouverture au 20 juin 2024
11	24 mai 2024	Questions / réponses
12	30 mai 2024	Questions / réponses
13	6 juin 2024	Questions / réponses
14	10 juin 2024	Questions / réponses
15	13 juin 2024	Questions / réponses

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0693 – 24 novembre 2022 : Accorder un contrat à Sidcan inc., pour le Lot 3 « Travaux structure et architecture », dans le cadre du projet de désinfection par ozonation à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 67 932 724,66 \$, taxes incluses (contrat : 64 360 705,50 \$ + contingences : 3 218 035,28 \$ + incidences : 353 983,88 \$) - Appel d'offres public DP22014-189805-C

CG22 0500 – 25 août 2022 Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour le Lot 2 - Travaux civils et béton dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 \$, taxes, contingences et incidences incluses (contrat : 64 840 661,33 \$ + contingences : 3 242 033,07 \$ + incidences : 394 267 \$) - Appel d'offres public DP22013-189804-C

CG22 0194 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le Lot 1 - Travaux de modifications des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 93 192 324,92 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public DP21028-186359-C

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.

## DESCRIPTION

Le procédé d'ozonation vise à injecter l'ozone dans l'eau d'effluents circulant dans les puits ouest et est, à la sortie de la station d'épuration, à l'aide des équipements de procédé qui seront installés dans les bâtiments de la désinfection.

Le présent appel d'offres constitue le quatrième lot de construction et d'installation qui permettra de mettre en place les équipements et les services requis pour le fonctionnement du bâtiment pompage (710), du refroidissement (712), des abris des groupes électrogènes incluant le bâtiment de commutation et de protection (711) et l'installation des équipements de procédé de Degrémont dans ces secteurs.

Le présent appel d'offres vise notamment, les travaux suivants pour le Lot 4 :

- La mobilisation-démobilisation et la préparation du chantier;
- La fourniture des installations temporaires, dont notamment l'éclairage et le chauffage temporaires;
- La coordination et la coopération avec les entrepreneurs des autres Lots de construction présents au chantier;
- La fourniture des dessins d'atelier;
- L'ingénierie de détail de certains travaux;
- Les travaux et services de toute nature, prévus au cahier des charges;
- Les essais et la mise en service de tous les systèmes et équipements de la fourniture de l'entrepreneur.

Le contrat comprend notamment des travaux de mécaniques de bâtiment, de mécanique industrielle, d'électricité du bâtiment, d'électricité industrielle, d'instrumentation et de contrôle.

Un budget de contingence de 5 %, soit **5 215 762,65 \$**, taxes incluses est recommandé.



Dans le cadre de cet appel d'offres, un budget de **574 875\$ est prévu en frais incident**, taxes incluses, est recommandé afin de permettre de couvrir les frais tels que :

- les frais d'arbitrage requis lors de litige en vertu des clauses d'arbitrage présentes dans le cahier des charges spéciales;
- des travaux en lien avec le projet qui ne peuvent pas être traités en contingences ;
- des analyses de laboratoire supplémentaires et indépendantes de celles prévues au contrat de l'entrepreneur.

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public DP22014-189805-C, il y a eu seize (16) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Deux (2) soumissions ont été reçues. Quatorze compagnies ont choisi de ne pas soumissionner, leurs raisons de non-participation sont:

- 1) Nous sommes sous-traitants en acier d'armature (1);
- 2) La cédule de travaux était trop longue (1);
- 3) Nous avons déposé un prix comme sous-traitant (2);
- 4) Manque de main d'œuvre (1);
- 5) Aucune réponse (9).

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux (2) soumissions sont conformes.

<b>Tableau1 : Analyse des soumissions</b>				
<b>Soumissions</b>	<b>Coût</b> (taxes incluses)	<b>Contingences</b> (taxes incluses)	<b>Incidences</b> (taxes incluses)	<b>Total</b> (taxes incluses)
<b>1. Pomerleau inc.</b>	<b>104 315 252,95 \$</b>	<b>5 215 762,65 \$</b>	<b>574 875 \$</b>	<b>110 105 890,60\$</b>
2. Construction Deric inc.	124 477 000,01 \$	6 223 850 \$	574 875 \$	131 275 725,01\$
3. Dernière estimation du professionnel réalisée (\$)	151 080 853,78 \$	7 554 042,69 \$	574 875\$	159 209 771,47 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$) (la plus basse conforme – estimation)			(49 103 880,87\$)	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%) (((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-30,84%	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)			21 169 834,40 \$	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			19,23%	

La direction des projets majeurs (DPM) a donc procédé à l'analyse des écarts entre les soumissions reçues et l'estimation interne réalisée par les professionnels. La Ville a reçu deux (2) soumissions à des montants significativement inférieurs au premier appel d'offres publié en 2022. L'écart entre le plus bas Soumissionnaire du présent appel d'offres et de l'appel d'offres précédent est de 56 547 222,74\$.

De manière générale, nous rappelons que des changements importants ont été mis de l'avant dans les clauses administratives qui ont amené les entrepreneurs à réduire leur prix par rapport à l'appel d'offres de 2022. Ces changements justifient en grande partie l'écart entre la soumission la plus basse et le montant de l'estimé de projet.

Les principaux écarts entre la soumission de Pomerleau inc. et l'estimation (taxes et contingences incluses) se trouvent dans les catégories suivantes du bordereau de prix :

1. Chapitre 00 – Conditions générales

L'écart est de 14 694 891,36 \$, soit environ 114 % de plus que l'estimation. Ce chapitre comprend les frais d'administration et profit associés aux travaux. En observant les lignes du bordereau de l'entrepreneur pour les équipements majeurs aux sections suivantes, on remarque que ce dernier n'a pas pris de marge par rapport aux soumissions déposées au BSDQ. Par conséquent, la marge d'administration a été entièrement imputée dans les conditions générales. Cette stratégie de l'entrepreneur explique l'écart avec l'estimation. De plus, l'augmentation des délais de réalisation a une incidence directe sur les coûts de mobilisation des installations de chantier.

2. Chapitre 01 – Exigences générales

L'écart est de 485 179,71 \$ soit environ 117 % de plus que l'estimation initiale. Cela indique que les besoins en ingénierie ont été sous-évalués dans cette estimation ou que ces frais ont été inclus ailleurs. Néanmoins, cet écart reste marginal puisqu'il ne représente qu'environ 0,46 % de la valeur totale du contrat.

3. Chapitre 02 – Travaux civils

L'écart est de 294 342,73 \$, soit environ 147 % de plus que l'estimation initiale. Néanmoins, cet écart reste marginal puisqu'il ne représente qu'environ 0,28 % de la valeur totale du contrat.

4. Chapitre 11— Matériel et équipements

L'écart est de 35 967 811,94 \$, soit environ 71 % de moins que l'estimation initiale. Il est à noter que les soumissions reçues des deux entrepreneurs étaient similaires. De plus, le prix reçu au BSDQ (Bureau des Soumissions Du Québec) d'un entrepreneur est égal à celui du plus bas soumissionnaire conforme. L'introduction de jalons de paiement avant la livraison a possiblement contribué à la réduction des coûts.

5. Chapitre 16 – Électricité

L'écart s'élève est de 18 527 561,66 \$, soit environ 39 % de moins que l'estimation initiale. Il est à noter que les soumissions reçues des deux entrepreneurs étaient similaires. Construction Deric a proposé des prix plus élevés pour les équipements majeurs, mais en analysant les soumissions du BSDQ, les équipements avaient une valeur similaire. Également, l'introduction de jalons de paiement avant la livraison a probablement contribué à la réduction des coûts. Enfin, dans cet appel d'offres, la direction des projets majeurs (DPM) a autorisé l'acceptation des demandes d'équivalence en amont, ce qui a également contribué à une réduction des coûts.

L'adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 27 septembre 2028. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec

(RBQ);

- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.
- ne fait partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire. En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, selon les critères d'examen suivants:

- Contrat de plus de 20M \$;
- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4M \$ avec un écart de plus de 20% entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

Il est recommandé, d'accorder le contrat à Pomerleau inc., soumissionnaire conforme, pour le Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de **110 105 890,60 \$**, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP22029-188994-C-2.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût pour les travaux de construction du Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation est de **110 105 890,60 \$** taxes, contingences et incidences incluses. Le montant au bordereau de soumission représente un montant de **95 253 731,11 \$** net de ristournes de taxes (sans incidences et contingences).

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée en partie par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération, par le règlement d'emprunt 22-015 et par les programmes de subvention TECQ et FCCQ- Grand projet.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout report du dossier entraînerait des coûts supplémentaires du projet désinfection. De plus, la DPM ne serait pas en mesure de terminer les travaux déjà entrepris dans le cadre de ce projet. Ainsi, la Ville ne pourrait se conformer aux exigences environnementales de rejets du MELCCFP, en termes de bactéries. Les rejets de la Station demeureront la principale cause de contamination microbiologique des eaux du Fleuve.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats: 7 août 2024

Octroi du contrat : Août 2024

Début des travaux : Quatrième trimestre 2024

Fin des travaux : Quatrième trimestre 2028

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Samia KETTOU)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Lecture :

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Sebastien CHARBONNEAU  
Ingénieur

**Tél :** 514-531-7477

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-03

Émilie PAPILLON  
Chef de section - Planification et grands  
projets

**Tél :** 514 466-4391

**Télécop. :**

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN  
Directeur - projets majeurs

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-03

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-09

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1243714001

Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées**

Projet : LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710, 711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.- Marcotte

## **Section A - Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  2- Enraciner la <b>nature en ville</b> , en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>Le «Lot 4» représente la quatrième étape du projet de désinfection des eaux usées à l'ozone de la station d'épuration Jean-R. Marcotte. Ce projet est nécessaire à la finalité de l'œuvre du projet de désinfection qui aura des retombées importantes pour l'environnement et l'écosystème du fleuve St-Laurent à l'égard des contaminants qui agissent sur la faune et flore du St-Laurent.</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	\$ 116 893 401	\$ 64 373 574	1153334001 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	\$ 33 588 512	\$ 11 820 590	1143334014 1211541012	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfection	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	\$ 28 435 355	\$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	\$ 8 309 605	\$ 8 071 928	1227482019	T4-2024
Fourniture de vanne/batardeaux lles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	\$ 7 069 386	\$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	\$ 12 359 783	\$ 11 936 362	1249897002	En octroi
Lot 1 - Travaux de modification des structures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	\$ 102 551 308	\$ 71 529 353	1229459005 1233367001	T4-2024
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	\$ 62 168 575	\$ 92 376 962	1227482016	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	\$ 61 708 398	\$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	\$ 100 541 354	\$ 145 365 669	1243714001	En octroi
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	\$ 167 981 439	\$ 159 513 646	1246511001	En octroi
Lot 6 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-03	À venir					En AO
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19090	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	\$ 77 760 591	\$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	\$ 6 561 000	\$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
						\$ 785 928 707	\$ 767 955 635		
						Total soumissions (\$)	Total estimations (\$)		

Le 20 décembre 2023

POMERLEAU INC.  
A/S MONSIEUR BENOÎT MALLETTE  
521, 6E AV N  
SAINT-GEORGES (QC) G5Y 0H1

N° de décision : 2023-DANP-3186  
N° de client : 2700000343  
N° d'entreprise du Québec : 1173674830

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

**CETTE DÉCISION ANNULE ET REMPLACE LA DÉCISION DU 28 SEPTEMBRE 2023**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. POMERLEAU INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **27 septembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises



# Liste des commandes

**Numéro:** DP22029-188994-C-2

**Numéro de référence:** 1800799

**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres

**Statut:** En attente des résultats d'ouverture

**Titre:**

LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710, 711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.- Marcotte

**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'Eau

BRUNEAU ELECTRIQUE INC. 527 boul Dollard Joliette QC CAN J6E4M5 www.bruneauelctrique.com	Non diffusé	Eric Bruneau Téléphone: 4507596606 Courriel: <a href="mailto:soumission@bruneauelctrique.com">soumission@bruneauelctrique.com</a>	0 2024-01-31 09:12	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement
				41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis 2024-03-07 à 16:48 - Messagerie Bordereau numérique 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement
				51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement
				52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment

et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan

2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-09 à 14:30 - Messagerie

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

Devis

2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

Devis

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Courriel

---

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 <a href="http://www.groupederic.ca">http://www.groupederic.ca</a>	Non diffusé	Isabelle Vézina Téléphone: 4187812228 Courriel: <a href="mailto:isabelle.vezina@groupederic.ca">isabelle.vezina@groupederic.ca</a>	0 2024-01-23 13:56	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:33 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-02-01 à 09:33 - Téléchargement
				41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis 2024-03-07 à 16:46 - Messagerie Bordereau numérique 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement
				51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement
				51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement
				51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement
				51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

Plan

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-03-28 à 15:48 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:48 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:48 - Téléchargement

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:29 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

Devis

2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

Devis

2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

Devis

2024-05-16 à 12:52 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

Devis

2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

Devis

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment



et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

<p>GROUPE GEYSER INC. 275, boul. Marc-Aurèle-Fortin Laval QC CAN H7L2A2 www.groupegeyser.com</p>	<p>Non diffusé</p>	<p>Estimation 3 Téléphone: 4506252003 Courriel: <a href="mailto:estimation3@groupegeyser.com">estimation3@groupegeyser.com</a></p>	<p>0 2024-05-13 14:33</p>	<p>37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Bordereau numérique Aucun</p>
<hr/>				
<p>41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Plan Aucun</p>				
<hr/>				
<p>41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D Aucun</p>				
<hr/>				
<p>47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D Aucun</p>				
<hr/>				
<p>47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis Aucun Bordereau numérique Aucun</p>				
<hr/>				
<p>51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Plan Aucun</p>				
<hr/>				
<p>51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan Aucun</p>				
<hr/>				
<p>51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan Aucun</p>				
<hr/>				
<p>51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan Aucun</p>				
<hr/>				
<p>51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé</p>				

Plan  
Aucun

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Aucun

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Aucun  
Devis  
Aucun

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Aucun  
Devis  
Aucun  
Bordereau numérique  
Aucun

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Aucun  
Devis  
Aucun

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Aucun

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:23 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:21 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 11:36 - Messagerie  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:26 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:54 - Messagerie  
Devis  
2024-05-16 à 12:54 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Aucun  
Devis  
Aucun  
Bordereau numérique  
Aucun

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Messagerie

---

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

POMERLEAU INC. 562, chemin Olivier Lévis QC CAN G7A2N6 <a href="http://www.pomerleau.ca">http://www.pomerleau.ca</a>	Publique	Diane Fournier Téléphone: 4188312141 Courriel: <a href="mailto:diane.fournier@pomerleau.ca">diane.fournier@pomerleau.ca</a>	0 2024-01-24 11:45	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement
-----				
41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement				
-----				
41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement				
-----				
47943 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement				
-----				
47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis 2024-03-07 à 16:47 - Messagerie Bordereau numérique 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement				
-----				
51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement				
-----				
51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement				
-----				
51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement				
-----				
51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement				

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement  
Devis

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:29 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 14:14 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan



2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE 8555 chemin Devonshire Montréal QC CAN H4P2L3 <a href="http://www.britton.ca">http://www.britton.ca</a>	Publique	André Gagnon Téléphone: 5143425525 Courriel: <a href="mailto:estimation@britton.ca">estimation@britton.ca</a>	0 2024-01-29 14:24	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement
-----				
41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement				
-----				
41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:41 - Téléchargement				
-----				
47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement				
-----				
47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis 2024-03-07 à 16:49 - Messagerie Bordereau numérique 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement				
-----				
51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement				
-----				
51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement				
-----				
51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement				
-----				
51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan				

2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

Plan

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:32 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 14:16 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment

et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

NORDMEC CONSTRUCTION  
INC.  
390, rue Siméon, local 3  
Mont-Tremblant QC CAN  
J8E2R2

Non  
diffusé

Yanick Gougeon  
Téléphone: 8194295555  
Courriel: [yanick@nordmec.ca](mailto:yanick@nordmec.ca)

0  
2024-03-01  
16:17

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Bordereau numérique  
Aucun

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Plan  
Aucun

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan 3D  
Aucun

47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:48 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:44 - Messagerie

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 15:13 - Messagerie

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:15 - Messagerie

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan  
2024-03-22 à 16:15 - Messagerie

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:16 - Messagerie

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:11 - Messagerie

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:32 - Messagerie

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 18:07 - Messagerie  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:54 - Messagerie

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 15:09 - Messagerie

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 14:32 - Messagerie

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 18:05 - Messagerie  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan  
2024-05-02 à 12:29 - Messagerie  
Devis  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 16:12 - Messagerie

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 15:18 - Messagerie

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:30 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:22 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 11:35 - Messagerie  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:25 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:54 - Messagerie  
Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:35 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie

---



20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Messagerie

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

Lumen, division de Sonepar  
Canada Inc.  
4655, autoroute 440 Ouest  
Laval QC CAN H7P5P9  
<http://www.lumen.ca>

Non  
diffusé

Steeve Ouellet  
Téléphone: 4186931343  
Courriel: [steeve.ouellet@lumen.ca](mailto:steeve.ouellet@lumen.ca)

0  
2024-02-06  
08:52

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
Aucun  
Bordereau numérique  
Aucun

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 09:41 - Télécopieur  
Plan  
2024-02-16 à 10:28 - Messagerie

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 09:41 - Téléchargement

47943 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:49 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:56 - Télécopieur  
Plan  
2024-03-22 à 14:44 - Messagerie

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 15:14 - Messagerie

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:15 - Messagerie

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:16 - Messagerie

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 16:17 - Messagerie

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:12 - Messagerie  
Plan  
2024-05-02 à 12:12 - Messagerie

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:32 - Messagerie

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 18:07 - Messagerie  
Devis  
2024-03-28 à 16:22 - Télécopieur

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Télécopieur  
Plan  
2024-03-28 à 15:54 - Messagerie

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 15:10 - Messagerie  
Plan  
2024-04-12 à 15:10 - Messagerie

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:50 - Télécopieur  
Plan  
2024-04-12 à 14:32 - Messagerie

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 -  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 18:06 - Messagerie  
Devis  
2024-03-28 à 15:50 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:30 - Messagerie  
Devis  
2024-05-02 à 12:04 - Télécopieur

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:25 - Télécopieur  
Plan  
2024-03-22 à 16:12 - Messagerie

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 15:29 - Télécopieur

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:56 - Télécopieur  
Plan  
2024-04-19 à 15:19 - Messagerie

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:31 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 14:15 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:22 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 11:55 - Télécopieur

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 16:23 - Télécopieur

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
Messagerie

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 16:23 - Télécopieur

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 16:24 - Télécopieur

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 11:36 - Messagerie  
Devis  
2024-05-30 à 12:05 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:26 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 11:51 - Télécopieur

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:54 - Messagerie  
Devis  
2024-05-16 à 14:15 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:36 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 13:35 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:05 - Messagerie

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:10 - Messagerie

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

ALLEN ENTREPRENEUR  
GÉNÉRAL INC.  
118 de la Gare Saint-Henri QC  
CAN G0R3E0  
<http://www.allen-entrepreneurgeneral.com>

Non  
diffusé

Eric Labrie  
Téléphone: 4188822277  
Courriel: [ericlabrie@cwallen.qc.ca](mailto:ericlabrie@cwallen.qc.ca)

0  
2024-01-24  
09:17

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 10:28 - Messagerie

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 09:41 - Téléchargement

47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:50 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:44 - Messagerie

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 15:14 - Messagerie

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-22 à 16:15 - Messagerie

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-22 à 16:16 - Messagerie

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-22 à 16:17 - Messagerie

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

Plan

2024-05-02 à 12:12 - Messagerie

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-02 à 12:33 - Messagerie

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-28 à 18:08 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:55 - Messagerie

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 15:10 - Messagerie

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:33 - Messagerie

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-28 à 18:06 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-02 à 12:30 - Messagerie

Devis

2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 16:13 - Messagerie

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 15:20 - Messagerie

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-09 à 14:32 - Messagerie

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

2024-05-24 à 10:23 - Messagerie

Devis

2024-05-24 à 10:21 - Téléchargement

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Devis

2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan

Messagerie

Bordereau numérique

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

Devis

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-06 à 14:52 - Téléchargement

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-30 à 11:36 - Messagerie

Devis

2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-24 à 10:27 - Messagerie

Devis

2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-16 à 12:55 - Messagerie

Devis

2024-05-16 à 12:55 - Messagerie

Bordereau numérique

2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-05-09 à 13:36 - Messagerie

Devis

2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:05 - Messagerie

Devis

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment



et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Messagerie

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

LES INSTALLATIONS  
ÉLECTRIQUES PICHETTE INC.  
3080 rue Peugeot Laval QC  
CAN H7L5C5

Non  
diffusé

Paul Pichette  
Téléphone: 4506824411  
Courriel: [soumission@pichette.ca](mailto:soumission@pichette.ca)

0  
2024-01-25  
09:33

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 09:41 - Téléchargement

47943 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:49 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé

Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:31 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 14:13 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

GASTIER M.P. INC.  
7825, Boul. Henri-Bourassa  
Est Montréal QC CAN H1E1N9  
<http://www.gastier.com>

Non  
diffusé

Kristina Bérubé  
Téléphone: 5142260910  
Courriel: [kberube@gastier.com](mailto:kberube@gastier.com)

0  
2024-01-24  
13:00

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement

47943 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:47 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:29 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 14:14 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis



2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:10 - Courriel

---

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment  
et de procédé  
Devis

2024-06-13 à 12:05 - Courriel

---

Mode privilégié (plan): Courriel

---

LE GROUPE LML LTÉE 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint- Jean-sur-Richelieu QC CAN J3B5L1 <a href="http://www.groupelml.ca">http://www.groupelml.ca</a>	Non diffusé	Caroline Ayotte Téléphone: 4503471996 Courriel: <a href="mailto:estimation@groupelml.ca">estimation@groupelml.ca</a>	0 2024-02-02 16:33	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Bordereau numérique Aucun
				41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:41 - Téléchargement
				47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement
				47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis 2024-03-07 à 16:49 - Messagerie Bordereau numérique 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement
				51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement
				51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement
				51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement
				51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement
				52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement Plan 2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement
				52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé

Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-09 à 14:32 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-24 à 10:21 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:21 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:52 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
 2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
 Devis  
 2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
 Bordereau numérique  
 2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Devis  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Plan  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
 Devis  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Plan  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Plan  
 2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Devis  
 2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Seguin Morris Inc. 2675 rue Marcel Montréal QC CAN H4R1A6	Non diffusé	Stephane Seguin Téléphone: 8197763939 Courriel: <a href="mailto:estimation@seguinmorris.com">estimation@seguinmorris.com</a>	0 2024-02-01 09:01	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement
				41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2

Devis  
2024-03-07 à 16:48 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

---

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

---

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

---

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé

Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:30 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan



2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis

2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

ÉLECTRICITÉ GRIMARD  
INC.  
1235, rue Bersimis  
Chicoutimi QC CAN  
G7K1A4  
<http://www.grimard.ca>

Non  
diffusé

Jacques Grimard  
Téléphone: 4185490745  
Courriel:  
[electricite.soum@grimard.ca](mailto:electricite.soum@grimard.ca)

0  
2024-01-30  
11:35

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement

47943 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:48 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan

2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

Plan

2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

Devis

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:30 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
 2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement  
 Devis  
 2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
 2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
 Devis  
 2024-05-16 à 12:41 - Télécopieur  
 Bordereau numérique  
 2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
 2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
 Devis  
 2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
 Bordereau numérique  
 2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Devis  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Plan  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
 Devis  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Plan  
 2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Plan  
 2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Devis  
 2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

ONDEL INC. Publique Lisiane Tremblay 0  
 415 rue Adanac Québec Téléphone: 4186641066 2024-01-24  
 QC CAN G1C6B9 Courriel: [soumission@ondel.ca](mailto:soumission@ondel.ca) 10:01  
<http://www.ondel.ca>

37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
 Devis  
 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement  
 Bordereau numérique  
 2024-02-01 à 09:34 - Téléchargement

41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé

Devis  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement  
Plan  
2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement

41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan 3D  
2024-02-16 à 09:41 - Téléchargement

47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan)  
Plan 3D  
2024-03-07 à 16:41 - Téléchargement

47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2  
Devis  
2024-03-07 à 16:50 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement

51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:25 - Téléchargement

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:26 - Téléchargement

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-22 à 14:27 - Téléchargement

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:49 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-02 à 12:03 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-19 à 14:56 - Téléchargement

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:32 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-24 à 10:21 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:21 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:43 - Télécopieur  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé

Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Courriel

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 –  
Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de  
procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 <a href="http://www.abf-inc.com">http://www.abf-inc.com</a>	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: <a href="mailto:estimation@abf-inc.com">estimation@abf- inc.com</a>	0 2024-03-28 08:26	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Bordereau numérique Aucun
				41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Plan Aucun
				41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D Aucun
				47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D Aucun
				47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis Aucun Bordereau numérique Aucun
				51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis Aucun Plan Aucun



51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
Aucun

---

51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
Aucun

---

51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
Aucun

---

51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
Aucun

---

52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement  
Plan  
2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-02 à 12:06 - Téléchargement

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:53 - Téléchargement

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement  
Plan  
2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Devis  
2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement  
Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:49 - Téléchargement

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

Devis

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

Aucun

Plan

Aucun

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

Plan

2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-09 à 14:31 - Messagerie

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-05-16 à 12:42 - Téléchargement

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

Devis

2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

Devis

2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-24 à 10:18 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-16 à 12:52 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Courriel

---

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé

Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Filtrum inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec QC CAN G1M1B3 <a href="http://www.filtrum.qc.ca">http://www.filtrum.qc.ca</a>	Non diffusé	Samuelle Auger-Chrétien Téléphone: 8196990144 Courriel: <a href="mailto:soumission@filtrum.ca">soumission@filtrum.ca</a>	0 2024-01-26 08:48	37430 - Addenda 1 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-01 à 09:33 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-02-01 à 09:33 - Téléchargement
				41648 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement Plan 2024-02-16 à 10:27 - Messagerie
				41663 - Addenda 2 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 3D 2024-02-16 à 09:40 - Téléchargement
				47943 - Addenda 3 -DP22029-188994-C-2 suite(plan) Plan 3D 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				47957 - Addenda 3 - DP22029-188994-C-2 Devis 2024-03-07 à 16:46 - Messagerie Bordereau numérique 2024-03-07 à 16:40 - Téléchargement
				51719 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement Plan 2024-03-22 à 14:43 - Messagerie
				51721 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 14:45 - Messagerie
				51722 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 16:13 - Messagerie
				51723 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 16:15 - Messagerie
				51724 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan 2024-03-22 à 16:16 - Messagerie
				52263 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis 2024-05-02 à 12:05 - Téléchargement Plan

2024-05-02 à 12:11 - Messagerie

---

52264 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-02 à 12:32 - Messagerie

---

53298 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-03-28 à 18:07 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:51 - Téléchargement

---

53301 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-03-28 à 15:53 - Téléchargement

Plan

2024-03-28 à 15:53 - Messagerie

---

56291 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-12 à 13:52 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 15:09 - Messagerie

---

56293 - Addenda 6 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-12 à 13:48 - Téléchargement

Plan

2024-04-12 à 14:31 - Messagerie

---

56558 - Addenda 5 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-03-28 à 18:05 - Messagerie

Devis

2024-03-28 à 15:48 - Téléchargement

Bordereau numérique

2024-03-28 à 15:48 - Téléchargement

---

56833 - Addenda 8 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Plan

2024-05-02 à 12:29 - Messagerie

Devis

2024-05-02 à 12:02 - Téléchargement

---

56991 - Addenda 4 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-03-22 à 14:24 - Téléchargement

Plan

2024-03-22 à 16:11 - Messagerie

---

57338 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-19 à 14:58 - Téléchargement

---

57339 - Addenda 7 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé Devis

2024-04-19 à 14:55 - Téléchargement

Plan  
2024-04-19 à 15:18 - Messagerie

---

60038 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 14:29 - Messagerie

---

61075 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:41 - Téléchargement

---

62183 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:21 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:20 - Téléchargement

---

64056 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:49 - Téléchargement

---

64057 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64058 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:50 - Téléchargement

---

64059 - Addenda 13 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-06 à 14:51 - Téléchargement

---

65117 - Addenda 12 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-30 à 11:34 - Messagerie  
Devis  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-30 à 10:31 - Téléchargement

---

65354 - Addenda 11 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-24 à 10:24 - Messagerie  
Devis  
2024-05-24 à 10:17 - Téléchargement

---

65671 - Addenda 10 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-16 à 12:53 - Messagerie  
Devis

2024-05-16 à 12:53 - Messagerie  
Bordereau numérique  
2024-05-16 à 12:40 - Téléchargement

---

65964 - Addenda 9 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-05-09 à 13:35 - Messagerie  
Devis  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement  
Bordereau numérique  
2024-05-09 à 13:34 - Téléchargement

---

20000132 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000133 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie  
Devis  
2024-06-11 à 09:05 - Courriel

---

20000134 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:05 - Messagerie

---

20000135 - Addenda 14 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Plan  
2024-06-11 à 09:10 - Messagerie

---

20000837 - Addenda 15 DP22029-188994-C-2 LOT 4 – Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé  
Devis  
2024-06-13 à 12:05 - Courriel

---

Mode privilégié (plan): Messagerie

---

**Dossier # : 1243714001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat: 104 315 252,95 \$ + contingences: 5 215 762,65 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1243714001-DPM (1).xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-05

Jean-François BALLARD  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-5916  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1243714001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction

**Objet :**

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat: 104 315 252,95 \$ + contingences: 5 215 762,65 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (deux (2) soumissionnaires)



[Rapport\\_CEC\\_SMCE243714001.pdf](#)

**Dossier # :1243714001**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE243714001**

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat: 104 315 252,95 \$ + contingences: 5 215 762,65 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

*ORIGINAL SIGNÉ*

Dominic Perri  
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE243714001

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le « Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiments 710,711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 110 105 890,60 \$, taxes incluses (contrat: 104 315 252,95 \$ + contingences: 5 215 762,65 \$ + incidences: 574 875 \$) - Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (deux (2) soumissionnaires)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 20 M\$;
- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M\$ et répondant à la condition suivante :
  - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division construction ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont d'abord précisé que ce contrat, qui s'inscrit dans le vaste projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte, concerne les bâtiments de pompage (710), du refroidissement (712), des abris des groupes électrogènes incluant le bâtiment de commutation et de protection (711), lesquels ont été construits lors de phases précédentes. Le contrat comprend notamment la fourniture et l'installation des équipements de mécaniques, de la tuyauterie de procédé, des instruments et des

contrôleurs requis pour l'opération; la fourniture, l'installation et le raccordement électrique de tous les équipements de distribution moyenne tension et basse tension; ainsi que la fourniture, l'installation et le raccordement de tous les instruments et contrôleurs requis pour l'automatisation des systèmes.

Il faut savoir que le Service a fait paraître, il y a un an environ, un premier appel d'offres pour le lot 4, dont les résultats n'étaient pas satisfaisants. Avant de présenter les étapes et les résultats de l'appel d'offres, les invités ont tenu à souligner qu'un avis d'intérêt a été réalisé auprès des six preneurs du cahier des charges du précédent appel d'offres avant d'en publier un nouveau. Des questionnaires, des rencontres et des échanges ont été faits afin de connaître les principaux irritants et de modifier le contrat pour stimuler le marché et réduire les coûts de construction. Plusieurs ajustements ont été apportés pour diminuer les risques portés par les entrepreneurs, dont la durée de réalisation du contrat, qui est passée de deux à quatre ans, de même que l'introduction des jalons de paiement avant la livraison. En ce qui a trait à l'appel d'offres, celui-ci a été publié du 23 janvier au 20 juin 2024, soit pour une période de 149 jours. Parmi les 16 preneurs du cahier des charges, deux ont déposé une soumission, dont Pomerleau inc., qui a présenté la meilleure offre avec un écart de (-30,84 %) avec l'estimation et de 19,23 % avec le deuxième soumissionnaire. D'après l'analyse des soumissions, les différences en faveur de la Ville se situent principalement dans les deux items suivants du bordereau : Matériel et équipements, et Électricité. Dans les deux cas, l'écart serait attribuable, entre autres, à l'introduction de nouveaux jalons et à l'imprécision des prix obtenus par l'estimateur, qui ne reflétaient pas le prix réel du marché.

Pour conclure, les responsables ont recommandé d'octroyer le contrat à Pomerleau inc. Il est important de noter que ce lot est étroitement lié aux lots 5 et 6. Les travaux doivent donc commencer rapidement pour assurer une bonne coordination et éviter de compromettre l'avancement de ces lots et l'échéancier global du projet. De plus, il est nécessaire de poursuivre les travaux pour sécuriser ces bâtiments contre le feu, le vandalisme et le gel, sans quoi, des installations temporaires à fort prix devront être aménagées pour contrer le gel.

Durant la période d'échanges, les commissaires ont demandé des précisions sur l'avis d'intérêt réalisé auprès d'entrepreneurs et de sous-traitants, ainsi que des retombées de cette démarche sur les résultats du présent appel d'offres. Comme l'ont expliqué les responsables, il y a six points importants qui étaient communs à tous et sur lesquels le Service a travaillé avec la direction générale, le Contrôleur et le contentieux. Il s'agit de clauses notamment en lien avec les pénalités, les assurances, le délai de réalisation, les retenues, les jalons de paiement et les garanties. Les invités ont affirmé que les modifications ont eu une incidence non négligeable sur les prix soumis, car elles permettent de mieux balancer le risque entre la Ville et les entrepreneurs, qui ont souvent tendance à gonfler certains prix pour s'en protéger.

La Commission a aussi voulu savoir le degré de satisfaction du Service à l'endroit de l'estimateur. Les invités croient que la firme devrait travailler davantage avec les données du Bureau des Soumissions déposées du Québec (BSDQ), plutôt que de se baser sur l'historique des dernières années. Cela lui permettrait d'avoir des estimations plus réalistes et près du marché, qui évolue rapidement. Les commissaires ont fait la réflexion qu'il serait intéressant de connaître le prix réel qu'aurait dû être l'estimation et qu'il serait intéressant que cette information se trouve dans le sommaire décisionnel. Une autre modification a été demandée au sommaire décisionnel, soit d'y inclure un tableau synthèse dans lequel les résultats pour chacun des lots et des contrats seraient présentés. Cela permettrait entre autres de bien suivre l'évolution du projet, les dépenses et l'écart global.

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de plus de 20 M\$;
- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M\$ et répondant à la condition suivante :
  - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

**À l'égard du mandat SMCE243714001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**



**Dossier # : 1248144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

**Il est recommandé :**

1. d'accorder au seul soumissionnaire, la firme Le groupe Desfor, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trois ans, les contrats pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, au prix de ses soumissions, soit pour une somme maximale de 4 492 568,44 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20533;

<u>Firme</u>	<u>Articles</u>	<u>Montant (taxes incluses)</u>
Le groupe Desfor	Lot 1 - Services professionnels et techniques en foresterie urbaine pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour les années 2024 à 2028	858 452,44 \$
Le groupe Desfor	Lot 2 -Services professionnels et techniques en foresterie urbaine pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour les années 2024 à 2028	3 634 116,00 \$

2. d'autoriser une dépense de 449 256,84 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités;

3. de procéder à des évaluations du rendement de la firme Le groupe Desfor;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 67 % par la ville centrale et 33 % par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE Le 2024-07-19 10:02

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1248144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) mène une lutte contre l'agrile du frêne afin d'éviter une explosion des coûts et une perte substantielle dans les nombreux bienfaits qu'offrent les arbres aux citoyens. De plus, avec l'adoption de son Plan climat 2020-2030, la Ville de Montréal s'est engagée à planter 500 000 arbres sur les domaines public et privé.

L'appel d'offres vise à répondre à différents besoins du SGPMRS :

- Mettre en oeuvre le Plan de la forêt urbaine (PFU) : stratégie de lutte contre l'agrile du frêne, plan de renforcement de la canopée, plans de gestion arboricole des arrondissements et inventaires forestiers.
- Assister au reboisement dans les grands parcs et les parcs-nature et à la lutte aux espèces végétales exotiques envahissantes.
- Répondre à des demandes ponctuelles telles que l'inventaire forestier en berge, la prescription sylvicole et les évaluations d'arbres ou de sites de plantation.

Le PFU vise deux objectifs opérationnels principaux : poursuivre la lutte contre l'agrile du frêne et accélérer le rythme des plantations sur les domaines public et privé par la poursuite des programmes de plantation et la mise en oeuvre du programme de déminéralisation,



notamment pour contrecarrer les pertes de canopée occasionnées par l'agrile du frêne.

L'appel d'offres public 24-20533 lancé par le Service de l'approvisionnement a été publié le 29 mai 2024 dans le quotidien Le Devoir, dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et sur le portail officiel de la Ville de Montréal. L'agent d'approvisionnement a également informé par courriel dix-neuf (19) firmes potentielles du lancement de l'appel d'offres. La durée de la publication dans le SÉAO a été de trente-trois (33) jours. L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 2 juillet 2024. Les soumissions déposées sont valides pour cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Un addenda concernant le changement d'adresse du greffe pour le dépôt des soumissions a été émis.

L'appel d'offres présentait deux (2) lots dont un de plus petite taille afin de permettre à des firmes avec un nombre de ressources limité de déposer une soumission. De plus, la sous-traitance est permise pour une partie des ressources de chaque lot.

L'octroi est fait au soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage final, en fonction des critères de sélection préétablis (système à deux enveloppes avec un comité de sélection). Cette façon de procéder assure à la Ville de Montréal l'obtention du meilleur prix avec une qualité de services professionnels et techniques conformes aux attentes. Dans le cas présent, une seule firme a déposé des soumissions conformes et est retenue. Elle répond aux exigences de la Ville, la qualité des services obtenue lors de précédents contrats est satisfaisante et les prix soumis sont jugés compétitifs. De plus, la sollicitation de marché répondait aux normes et des efforts supplémentaires d'ouverture du marché ont été faits.

En mai 2021, un contrat a été octroyé à la suite d'un appel d'offres public et ce contrat arrivait à échéance en mai 2024. Compte tenu de l'ensemble des besoins et des expériences passées, il a été jugé préférable d'encadrer les nouveaux besoins dans le cadre d'un nouvel appel d'offres public. Les ressources de la Ville étant limitées, il n'est pas possible d'obtenir ces services en régie. Par exemple, en période de pointe (juillet à septembre), les besoins en techniciens forestiers sont trop élevés.

Ce projet fait partie du Plan de la forêt urbaine, considéré comme un programme d'envergure avec date de fin, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets / programmes d'envergure.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM23 0192 - 20 février 2023 - Adoption - « Règlement autorisant un emprunt de 76 000 000 \$ afin de financer la réalisation du Plan de la forêt urbaine » - volet ville centrale.

CG21 0518 - 26 août 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 \$ afin de financer les travaux prévus au Plan de gestion de la forêt urbaine dans les parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

CG21 0253 - 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie, pour une période de trois ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 786 652,13 \$, taxes et variation des quantités incluses - Appel d'offres public 20-18351 (2 soum.)

## **DESCRIPTION**

L'adjudicataire fournira des services professionnels et techniques en foresterie afin d'assister le SGPMRS dans différentes tâches reliées à la gestion de la forêt urbaine et plus particulièrement :

- Lot 2. Stratégie de lutte contre l'agrile du frêne : surveillance de chantiers, martelage

(marquage des arbres à abattre), examen de frênes avant et après traitement, vérification de remplacement de frênes, installation et relevé de pièges à agriles et planification, réalisation et suivi des opérations de reboisement.

- Lot 2. Plan de renforcement de la canopée : travaux préalables à la plantation, caractérisation de sites de plantation et préparation, surveillance, inspection et suivi de plantations.
- Lots 1 et 2. Inventaires forestiers : mise à jour des inventaires sur le domaine public et privé, réalisation d'inventaires dans les grands parcs et les parcs-nature et caractérisation d'arbres ornementaux.
- Lots 1 et 2. Mandats spécifiques en foresterie : rapports d'expertise en génie forestier et en agronomie; travaux sylvicoles manuels (plantation en milieux naturels par exemple).

Les contrats représentent des banques d'heures de services professionnels et techniques qui seront sollicités dans le cadre de mandats particuliers en fonction des besoins du SGPMRS. Les ressources sollicitées sont les suivantes :

- ingénieurs forestiers senior et intermédiaire;
- techniciens en foresterie ou arboriculture senior, intermédiaire et junior;
- technicien en horticulture senior;
- ouvrier sylvicole;
- agronome;
- employé de bureau.

Les services professionnels et techniques pour ce contrat s'échelonnent jusqu'en 2027 ou à l'épuisement du budget alloué. L'ensemble des services sera rémunéré selon la méthode du taux horaire (pour les différentes ressources) et selon la méthode forfaitaire (transport de plants, analyse de sol en laboratoire et déplacements hors Québec).

Un montant représentant 10 % de la valeur des contrats est prévu pour la variation des quantités : 449 256,84 \$ taxes incluses.

À son expiration, le contrat peut être renouvelé pour une période additionnelle d'un an. Les prix applicables pendant cette période seront les derniers prix en vigueur, au moment de l'exercice de l'option de renouvellement (soit ceux de 2027), lesquels seront ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC).

Des pénalités sont prévues advenant que l'adjudicataire ne respecte pas les échéanciers fixés par la Ville.

## JUSTIFICATION

Dix (10) firmes se sont procurés le cahier des charges sur le SÉAO, pour l'appel d'offres public 24-20533. Une entreprise a déposé une soumission pour chaque lot, soit 10 % des preneurs. Les deux (2) soumissions sont jugées conformes.

Le Service de l'approvisionnement a reçu quatre (4) formulaires de désistement : deux (2) firmes ne fournissent pas les services demandés, une a d'autres engagements qui ne permettent pas d'effectuer le nôtre et la dernière n'a pas le niveau d'expérience requis pour certaines ressources.

À la suite de l'analyse des soumissions, la firme Le groupe Desfor est recommandée comme adjudicataire pour les deux (2) contrats :

**Contrat # 1 - Lot # 1**

---

Soumission conforme	Note intérim	Note finale	Prix soumis (taxes incluses)
Le groupe Desfor	78,8 %	1,21	858 452,44 \$
Dernière estimation réalisée (\$)			786 600,46 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$) (l'adjudicataire - estimation)			71 851,98 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100			9,1 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (\$) (2e meilleure note finale - adjudicataire)			n/a
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) ((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100			n/a

#### Contrat # 2 - Lot # 2

Soumission conforme	Note intérim	Note finale	Prix soumis (taxes incluses)
Le groupe Desfor	79,5 %	0	3 634 116,00 \$
Dernière estimation réalisée (\$)			3 740 503,17 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$) (l'adjudicataire - estimation)			(106 387,17 \$)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100			(2,8 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (\$) (2e meilleure note finale - adjudicataire)			n/a
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) ((2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100			n/a

Pour le lot 1, la soumission de l'adjudicataire recommandé est supérieure de 9,1 % par rapport à la dernière estimation effectuée. Pour le lot 2, l'écart est plutôt favorable à la ville de 2,8 %.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. Le groupe Desfor détient une attestation de l'autorité des marchés publics (AMP), en date du 8 novembre 2022, valide jusqu'au 7 novembre 2025.

En date du 15 juillet 2024, la firme Le groupe Desfor n'était pas :

- sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant;
- inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- rendue non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Au terme des contrats, le SGPMRS produira une évaluation du rendement de la firme Le groupe Desfor.

Ce dossier doit être référé à la Commission permanente sur l'examen des contrats pour le lot # 2. Il s'agit d'un contrat de services professionnels d'une valeur de plus de deux (2) millions de dollars et une seule soumission conforme a été reçue.

#### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut des contrats s'élève à 4 492 568,44 \$ taxes incluses, soit 4 102 313,80 \$ net de ristournes. Il répond à des besoins sur les domaines public et privé relevant du conseil municipal et dans les grands parcs et les parcs-nature relevant du conseil d'agglomération.

Montant pour la variation des quantités (10 % des contrats) : 449 256,84 \$ taxes incluses, soit 410 231,38 \$ net de ristournes.

Sur l'ensemble des contrats, la répartition des honoraires prévus a été établie à environ 67 % pour des activités relevant de la compétence corporative et environ 33 % pour des activités de la compétence d'agglomération.

Un montant maximal de 4 512 545,18 \$ net de ristournes sera financé par les règlements d'emprunt suivants :

- RCM 23-006 de compétence municipale (CM23 0192), un montant maximal de 3 032 949,67 \$ net de ristournes;
- RCG 21-016 de compétence d'agglomération (CG21 0518), un montant maximal de 1 479 595,51 \$ net de ristournes.

La répartition de la dépense prévue par année se répartit comme suit (montants nets de ristournes) :

<b>Projet - 34700 Plan de la forêt urbaine</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>Total</b>
RCM 23-006 - Contrat	674 455,13 \$	983 354,87 \$	882 113,85 \$	217 303,13 \$	2 757 226,98 \$
RCM 23-006 - Variation quantités	67 445,51 \$	98 335,49 \$	88 211,38 \$	21 730,31 \$	275 722,69 \$
<b>RCM 23-006 - Dépense totale</b>	<b>741 900,64 \$</b>	<b>1 081 690,36 \$</b>	<b>970 325,23 \$</b>	<b>239 033,44 \$</b>	<b>3 032 949,67 \$</b>
RCG 21-016 - Contrat	312 016,03 \$	527 107,64 \$	378 842,25 \$	127 120,91 \$	1 345 086,83 \$
RCG 21-016 - Variation quantités	31 201,60 \$	52 710,76 \$	37 884,22 \$	12 712,09 \$	134 508,68 \$
<b>RCG 21-016 - Dépense totale</b>	<b>343 217,63 \$</b>	<b>579 818,40 \$</b>	<b>416 726,47 \$</b>	<b>139 833,00 \$</b>	<b>1 479 595,51 \$</b>

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Le projet contribue à :

- Priorité # 2 de Montréal 2030 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision ».
- Action 20 du Plan climat 2020-2030 : « Planter, entretenir et protéger 500 000 arbres, en priorité dans les zones vulnérables aux vagues de chaleur ».
- Stratégies I et II du Plan nature et sports : « Protection des milieux naturels et de la biodiversité » et « Croissance de la forêt urbaine ».

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi du contrat est nécessaire à la mise en oeuvre du Plan de la forêt urbaine. Un report de l'octroi entraînerait un retard dans les activités de lutte contre l'agrile du frêne et de

plantation (en rue, parterres aménagés et milieux naturels).

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Passage à la Commission permanente sur l'examen des contrats: 7 août 2024.

Entrée en vigueur du contrat : 22 août 2024.

Début des mandats : septembre 2024.

Fin du contrat : 22 août 2027 ou à l'épuisement du budget alloué.

Début de la première année de prolongation (si applicable) : 22 août 2027.

Fin de la première année de prolongation (si applicable) : 22 août 2028 ou à l'épuisement du budget alloué.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrick DUMOULIN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Luc ST-HILAIRE  
Chef d'équipe

**Tél :** 514-820-7114  
**Télécop. :**

Daniel BÉDARD  
Chef de division

**Tél :** 514 872-1642  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Anne DESAUTELS  
directrice-gestion des parcs et biodiversité

**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directrice de service - grands parcs,  
verdissement et mont-royal

**Tél :** - -  
**Approuvé le :** 2024-07-19

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248144001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Direction gestion des grands parcs et milieux naturels. Division forêt urbaine.

Projet : Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité # 2: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décisions.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Mise en œuvre du Plan de la forêt urbaine : stratégie de lutte contre l'agrile du frêne, plan de renforcement de la canopée, reboisement dans le réseau des grands parcs et parcs-nature et lutte aux espèces végétales exotiques envahissantes.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>X</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>	<b>X</b>		
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>	<b>X</b>		
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Le 8 novembre 2022

LE GROUPE DESFOR-CONSULTANTS FORESTIERS S.E.N.C.  
A/S MONSIEUR MARTIN TREMBLAY  
1689, RUE DU MARAIS  
BUR. 300  
QUÉBEC (QC) G1M 0A2

N° de décision : 2022-DAMP-1615  
N° de client : 3000244281  
N° d'entreprise du Québec : 3341900366

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,


Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LE GROUPE DESFOR-CONSULTANTS FORESTIERS S.E.N.C. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 novembre 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel  
Directrice des affaires juridiques et du contentieux

**Dossier # : 1248144001**





<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**

-  24-20533 PV.pdf
  -  24-20533 DetCah.pdf
  -  24-20533 Intervention - Lot 1.pdf
  -  24-20533 Intervention - Lot 2.pdf
  -  24-20533\_Résultat global Lot 1.pdf
  -  24-20533\_Résultat global Lot 2.pdf
- 

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Patrick DUMOULIN  
Agent d'approvisionnement II  
**Tél : 514-000-0000**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Hicham ZERIOUH  
Chef de section  
**Tél : 514-000-0000**  
**Division : Acquisition**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Le groupe Desfor	858 452,44 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	1

### Information additionnelle

Les raisons évoquées dans les formulaires de non-participation reçus sont : 1) Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications non rencontrées); 2) Nous n'avons pas le niveau d'expertise requis pour certaines des ressources demandées; 3) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

Préparé par :  Le  -  -

24-20533 - Lot 1 - Services professionnels et techniques en foresterie urbaine pour le SGPMRS

	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>lundi 15-07-2024</b>
Le groupe Desfor	78,8	858 452,44 \$	1,21	<b>1</b>	<b>Heure</b>	<b>9 h 00</b>
	-		-		<b>Lieu</b>	<b>Vidéoconférence</b>
	-		-			
	-		-			<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
	-		-			<b>10000</b>
<b>Agent d'approvisionnement</b>					<b>Facteur «K»</b>	<b>25</b>

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Le groupe Desfor	3 634 116,00 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	2

### Information additionnelle

Les raisons évoquées dans les formulaires de non-participation reçus sont : 1) Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications non rencontrées); 2) Nous n'avons pas le niveau d'expertise requis pour certaines des ressources demandées; 3) Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

Préparé par :  Le  -  -

24-20533 - Lot 2 - Services professionnels et techniques en foresterie urbaine pour le SGPMRS

	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	lundi 15-07-2024
Le groupe Desfor	79,5	3 634 116,00 \$	0,29	<b>1</b>	<b>Heure</b>	9 h 00
	-		-		<b>Lieu</b>	Vidéoconférence
	-		-			
	-		-			
	-		-			
	-		-			
<b>Agent d'approvisionnement</b>						
						<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
						10000
					<b>Facteur «K»</b>	25

**⚠** Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20533  
**Numéro de référence:** 1853084  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Services professionnels et techniques en foresterie urbaine pour le SGPMRS  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

### 10 résultats

### Résultats 1 à 10

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

GROUPE CONSEIL FORCHEMEX LTÉE 1389, avenue Galilée Bureau 205 Québec QC CAN G1P4G4 <a href="http://www.forchemex.ca">http://www.forchemex.ca</a>	Non diffusé	Marylène Germain Téléphone: 4186549652 Courriel: <a href="mailto:marylene.germain@forchemex.ca">marylene.germain@forchemex.ca</a>	0 2024-05-30 08:45	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis 2024-06-03 à 14:23 - Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5	Non diffusé	Linda Pichette Téléphone: 5818145984 Courriel: <a href="mailto:ao.quebec@wsp.com">ao.quebec@wsp.com</a>	0 2024-05-30 08:48	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis 2024-06-03 à 14:23 - Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				
GROUPE CONSEIL UDA INC. 426, chemin des Patriotes Saint-Charles-sur-Richelieu QC CAN J0H2G0	Non diffusé	Félix Bouchard Téléphone: 4505842207 Courriel: <a href="mailto:fbouchard@udainc.com">fbouchard@udainc.com</a>	0 2024-05-30 16:26	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis 2024-06-03 à 14:23 - Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				
Nadeau Foresterie Urbaine Inc. 233 boul. Sainte-Rose, bureau 420 Laval QC CAN H7L1L7	Non diffusé	Luc Nadeau Téléphone: 4506281291 Courriel: <a href="mailto:luc.nadeau@nadeauforesterieurbaine.com">luc.nadeau@nadeauforesterieurbaine.com</a>	0 2024-06-04 15:27	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis Aucun
Mode privilégié (plan): Courriel				
CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal QC CAN H2X3P4 <a href="http://www.aecom.com">http://www.aecom.com</a>	Non diffusé	Wendy Klacko Téléphone: 5147891411 Courriel: <a href="mailto:appels.offres@aecom.com">appels.offres@aecom.com</a>	0 2024-05-29 14:35	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis 2024-06-03 à 14:23 - Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				

LE GROUPE DESFOR-CONSULTANTS FORESTIERS S.E.N.C. 200-2955 boul. Matte Brossard QC CAN J4Y2P4 <a href="http://ht://www.desfor.com">http://ht://www.desfor.com</a>	Non diffusé	Martin Tremblay Téléphone: 4186602037 Courriel: <a href="mailto:info@desfor.com">info@desfor.com</a>	0 2024-05-31 07:24	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis 2024-06-03 à 14:23 - Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				
LES ENTREPRISES A. FERLAND INC. 3833 St-Charles Terrebonne Terrebonne QC CAN J6V1A3 <a href="http://abattageferland.com">abattageferland.com</a>	Non diffusé	Alexandre Ferland Téléphone: 5146883376 Courriel: <a href="mailto:alexandre@abattageferland.com">alexandre@abattageferland.com</a>	<b>Transaction: (20002478)</b> 2024-06-12 20:08	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				
9262-0160 QUÉBEC INC. 75, Jacques-Bourdon Boucherville QC CAN J4B2T1 <a href="http://www.trame-verte.com">http://www.trame-verte.com</a>	Non diffusé	Gynnie Tremblay Téléphone: 5145621911 Courriel: <a href="mailto:admin@trame-verte.com">admin@trame-verte.com</a>	0 2024-06-04 16:05	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis Aucun
Mode privilégié (plan): Messagerie				
NATURE-ACTION QUÉBEC INC. 120 Ledoux Beloeil QC CAN J3G0A4	Non diffusé	Jérôme Maurice Téléphone: 4505360422 Courriel: <a href="mailto:jerome.maurice@nature-action.qc.ca">jerome.maurice@nature-action.qc.ca</a>	0 2024-06-05 10:11	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis Aucun
Mode privilégié (plan): Courriel				
DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS INC. 825, rue Raoul-Jobin Québec QC CAN G1N1S6 <a href="http://www.groupe-ddm.com">http://www.groupe-ddm.com</a>	Non diffusé	Raphael Readman Téléphone: 4188775252 Courriel: <a href="mailto:raphael.readman@groupe-ddm.com">raphael.readman@groupe-ddm.com</a>	0 2024-05-31 19:08	63329 - 24-20533 - Addenda 1 Devis 2024-06-03 à 14:23 - Téléchargement
Mode privilégié (plan): Courriel				

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2024



**Dossier # : 1248144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
<b>Objet :</b>	Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



1248144001 Certification de fonds - PDS Brennan.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN  
Préposée au budget  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Étienne GUIMOND  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1248144001**

**Unité administrative responsable :**

Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports ,  
Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine

**Objet :**

Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).



[Rapport\\_CEC\\_SMCE248144001.pdf](#)

**Dossier # :1248144001**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–  
Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–  
Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-  
Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

**Mandat SMCE248144001**

Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28 \$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri  
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier  
Coordonnatrice, Soutien  
aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE248144001

Accorder deux (2) contrats à la firme Le groupe Desfor pour la fourniture de services professionnels et techniques en foresterie urbaine, pour une période de trois (3) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 4 941 825,28\$, taxes incluses (contrats 4 492 568,44 \$ + variation des quantités 449 256,84 \$) - Appel d'offres public 24-20533 (un soumissionnaire).

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant à la conditions suivante:
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports, Direction gestion de grands parcs et milieux naturels, Forêt urbaine ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont d'abord expliqué que le Service souhaite avoir recours à une firme externe pour des services professionnels et techniques en foresterie pour l'appuyer dans la réalisation de certaines tâches, notamment pour combler des demandes ponctuelles; pour accomplir des travaux de reboisement et de lutte aux espèces végétales exotiques envahissantes dans le réseau des grands parcs et parcs nature ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de la forêt urbaine (PFU), incluant la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne. Ils ont ensuite décrit la stratégie d'approvisionnement, selon laquelle le contrat a été divisé en deux lots, afin de

répondre aux besoins spécifiques des différentes unités d'affaires. Le lot 2, soumis à la Commission, vise à combler les besoins de la Division forêt urbaine. Le lot 1 était quant à lui moins volumineux afin de convenir à des firmes ayant un nombre de ressources plus limité. Les firmes avaient la possibilité de déposer une offre sur l'un des lots ou sur les deux.

L'appel d'offres, qui employait le mode d'adjudication à deux enveloppes, a été publié du 29 mai au 2 juillet 2024. Parmi les 10 preneurs du cahier des charges, une seule firme a présenté une soumission pour chacun des lots. Les raisons de désistement invoquées par les firmes sont le manque de disponibilité, d'expérience ou qu'elles n'offrent pas ce genre de service. Le comité de sélection s'est réuni pour évaluer les deux offres déposées par Le groupe Desfor, qui a obtenu la note de passage de 70 % pour chacun des lots. L'analyse de la soumission pour le lot 2 révèle que le prix déposé montre un écart favorable à la Ville de (-2,8 %) avec l'estimation.

Pour justifier la faible participation, les responsables ont précisé que le marché est particulièrement restreint et qu'il existe peu de firmes qualifiées dans ce domaine, alors que d'autres municipalités et grandes organisations cherchent elles aussi à obtenir ce genre de services. D'autant plus que les critères d'exigence de la Ville de Montréal sont élevés, puisque ses mandats sont complexes. Les firmes éprouvent également de la difficulté à recruter des ingénieurs et des techniciens forestiers, car plusieurs s'établissent à l'extérieur des centres urbains. Malgré les efforts du Service pour tenter d'ouvrir le marché par la création d'un plus petit lot et en permettant la sous-traitance, la Ville a reçu qu'une seule soumission. Pour conclure, les personnes invitées ont indiqué que le Service recommandait l'octroi des contrats à l'adjudicataire, et ce, dès que possible afin d'en informer Le groupe Desfor et d'offrir, dès septembre, des mandats à la firme.

Au terme de la présentation, la Commission a voulu obtenir un état des lieux de l'agrile du frêne dans la métropole et sur l'impact des traitements sur les arbres. Selon les invités, la situation est maîtrisée et les arbres semblent à ce jour bien réagir aux traitements. Des clarifications ont aussi été demandées sur la description de tâches entre les deux lots. Les responsables expliquent que le lot 2 comprend plus spécifiquement le Plan d'action canopée et la lutte contre l'agrile du frêne, et ce, dans les parcs, les parterres aménagés et le réseau des grands parcs et parc-nature. La Commission a demandé que le sommaire décisionnel soit modifié afin de clarifier la description de tâches entre les lots 1 et 2.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant à la conditions suivante:
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE248144001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***



Dossier # : 1245597001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder à GBI EXPERTS-CONSEIL INC.,, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 039 814,15 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (24-20493);
2. d'autoriser une dépense de 755 972,12\$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de GBI EXPERT-CONSEIL INC.;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-18 13:35

Signataire :

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint

Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures



**IDENTIFICATION** **Dossier # :1245597001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du Plan directeur de drainage, le Service de l'eau construira dans les prochaines années un ouvrage de rétention dans le bassin de drainage Saint-Jacques-d'Youville pour la réduction des risques d'inondation et de déversements.

Le projet 195981 - Ouvrage de rétention Saint-Jacques est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution

Dans ce contexte, la Direction des projets majeurs a sollicité le marché pour les services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour la conception multidisciplinaire de l'ouvrage, la rédaction des plans et devis et des services bureau requis durant les travaux.

L'appel d'offres no 24-20493 a été publié le 20 mai 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 juin 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente-sept (37) jours. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 25 octobre 2024.

Dans le cadre de cet appel d'offres, trois (3) addenda ont été publiés :

No Addenda	Date de publication	Nature

1	5 Juin	questions et report de date
2	10 juin	questions
3	20 Juin	questions et modification au contrat (enlevé le regroupement)

Dans le troisième addenda, nous avons décidé de retirer les services d'architecture en réponse aux questions soulevées par les entrepreneurs. Étant donné que ces services représentaient une très petite partie des honoraires, il n'était pas intéressant pour une firme de former un regroupement. Par conséquent, nous avons supprimé les services d'architecture du bâtiment, rendant ainsi le regroupement de personnes inutile. Nous avons donc retiré cette clause.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Il n'y a pas de décisions antérieures liées à ce contrat.

### DESCRIPTION

Le contrat vise la prestation de services professionnels reliés à la réalisation d'études et des plans et des devis pour soumission et construction. Il vise également l'assistance durant les appels d'offres pour travaux et l'assistance technique (services bureaux) requis durant la construction. Le contrat est constitué en plusieurs mandats qui seront rémunérés au taux horaire soumissionnés et pourraient être transformés en entente à prix forfaitaire, selon le mandat et la proposition de l'adjudicataire.

L'adjudicataire produira un rapport mensuel pour le suivi administratif et technique du contrat. La coordination du contrat et des parties prenantes sera réalisée par la Direction des projets majeurs du Service de l'eau.

### JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres 24-20493, il y a eu 10 preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

Une seule soumission a été déposée par la firme GBI EXPERT-CONSEIL INC.. L'analyse du contenu de la soumission a permis de constater qu'elle est conforme.

La soumission a fait l'objet d'une évaluation qualitative par un comité de sélection en conformité avec la grille de sélection de l'appel d'offres. Après étude de la soumission, le comité de sélection qui s'est réuni le 9 juillet 2024 lui a attribué la note de 70,8% qui se trouve supérieure au pointage minimal exigé. Le comité a donc procédé à l'ouverture de la deuxième enveloppe contenant le prix de la soumission.

Concernant les avis de désistement, sur les 9 firmes qui n'ont pas présenté de soumission : 1 provient du milieu municipal, 1 va participer en tant que sous-traitant, 2 n'ont pas retenu ce projet par manque de capacité, 1 n'a pas eu le temps d'étudier l'offre et les 4 autres n'ont pas justifié leur raison de désistement.

SOUSSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
<b>Adjudicataire</b>	70,8	0,16	5 039 814,15\$	755 972,12\$	5 795 786,27\$
Dernière estimation réalisée			5 130 184,50\$	769 527,68\$	5 899 712,18\$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					-103 925,91\$

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>	-1,76%
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) <i>(2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire)</i>	N/A
Écart entre celui ayant obtenu la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et l'adjudicataire (%) <i>((2<sup>ème</sup> meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i>	N/A

L'écart entre la dernière estimation et la soumission de l'adjudicataire est favorable et représente un écart de 1,76% soit un montant 103 925,91\$.

Les validations requises ont démontré que le contrat est assujetti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Le contrat est soumis à une évaluation de rendement (articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement C-OG-APP-D-22-001)

Le dossier doit faire l'objet d'un passage à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) selon le critère suivant : "Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ , une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant total du contrat est de 5 795 786,27\$ taxes incluses, incluant les contingences, soit un montant de 5 292 325,39\$ net de ristournes

Le coût maximal de ce contrat sera assumé comme suit: un montant maximal de 1 159 157,25\$ correspondant à l'investissement sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-019 .

Un montant maximal de 2 318314,51\$ sera assumé par une subvention fédérale (FAAC)

Un montant maximal de 2 318314,51\$ sera assumé par une subvention provinciale

#### **MONTRÉAL 2030**

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 et contribue à la diminution des vulnérabilités climatiques (voir Grille d'analyse Montréal 2030 ci-joint)

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Parmi les bénéfices attendus du projet, il y a la réduction des risques d'inondation du secteur desservi par le réseau de collecte d'eau usée (et de pluie) Saint-Jacques-D'Youville, ainsi que la réduction des volumes débordés au fleuve Saint-Laurent à l'ouvrage McGill et la contribution à l'atteinte des objectifs de rejet du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements Climatiques, de la Faine et des Parcs (MELCCFP).

Le présent contrat contribuera directement à atteindre le respect des échéanciers du projet

et la mise en place des résultats attendus du projet.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communication. Le présent contrat contribuera à l'élaboration et au déploiement de cette opération.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Commission permanente sur l'examen des contrats : 7 août 2024

Octroi du contrat de services professionnels: août 2024

Début du contrat: août 2024

Fin du contrat: Décembre 2028

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Julie LONGPRE  
Chargée de projet

**Tél :** 438-989-6674

**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Serge FILION  
chef(fe) de section - projets et études techniques

**Tél :** 438-992-7966

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Luc F FORTIN  
Directeur - projets majeurs

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*

Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*

Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités du Plan stratégique Montréal 2030 :</i> 2. <i>Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement</i> <i>Améliorer la qualité de l'eau par la diminution des débordements au fleuve en temps de pluie</i> <i>du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision</i> 7. <i>Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable</i> 19. <i>Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une</i> <i>réponse de proximité à leurs besoins</i> 20. <i>Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

*2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

Et

*20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

Réduire les volumes débordés au fleuve Saint-Laurent à l'ouvrage McGill et contribuer à l'atteinte des objectifs de rejet du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) (réduction du volume de 20 % des surverses à l'ouvrage McGill).

*7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*

Et

*19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*

Réduction des risques d'inondation du secteur desservi par le réseau de collecte Saint-Jacques D'Youville (niveau de service actuel inférieur 1:5 ans, niveau visé 1:10 ans).

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	X		

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			X
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			X
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



**Dossier # : 1245597001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20493 pv.pdf 24-20493\_Detcah \_ SEO.pdf 24-20493\_Intervention.pdf



24-20493 TCP.pdf 24-20493\_tableau sommaire des résultats\_GDD.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**


Danielle DION  
Agent d'approvisionnement, niv 2  
**Tél :** 514 872-5253

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Etienne LANGLOIS  
conseiller(-ere) en approvisionnement  
**Tél :** 514-872-2988  
**Division :** Service de l'approvisionnement ,  
Direction acquisition

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20493  
**Numéro de référence:** 1849602  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:**  
 Services professionnels en ingénierie et en architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

10 résultats

Résultats 1 à 10

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

OMH de Montréal (OMHM) 400, boul. Rosemont Montréal QC CAN H2S0A2 <a href="https://www.omhm.qc.ca/fr/">https://www.omhm.qc.ca/fr/</a>	Donneur d'ouvrage	Mehdi Taktak Téléphone: 5148685000 Courriel: <a href="mailto:mehdi.taktak@omhm.qc.ca">mehdi.taktak@omhm.qc.ca</a>	0 2024-05-21 15:07	
FNX-INNOV INC. 2111, boulevard Fernand- Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4 <a href="http://www.fnx-innov.com">http://www.fnx-innov.com</a>	Non diffusé	Sophie Pelletier Téléphone: 4506866008 Courriel: <a href="mailto:offresdeservice@fnx-innov.com">offresdeservice@fnx-innov.com</a>	0 2024-05-28 14:49	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:06 - Téléchargement
				20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René- Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 <a href="https://www.stantec.com">https://www.stantec.com</a>	Non diffusé	Sylvie Prevost Téléphone: 4186262054 Courriel: <a href="mailto:opportunitesc@stantec.com">opportunitesc@stantec.com</a>	0 2024-05-28 07:59	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:06 - Téléchargement
				20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau

					Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
					Mode privilégié (plan): Courriel
TÉTRA TECH QI INC. 600 - 7275, rue Sherbrooke Est Montréal QC CAN H1N1E9	Non diffusé	Caroline Champagne Téléphone: 5142570707 Courriel: <a href="mailto:caroline.champagne@tetrattech.com">caroline.champagne@tetrattech.com</a>	0 2024-05-22 09:54	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:07 - Téléchargement	
					20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
					20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
					Mode privilégié (plan): Courriel
PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. 700-276 rue Saint-Jacques Montréal QC CAN H2Y1N3 <a href="http://www.provencherroy.ca">www.provencherroy.ca</a>	Non diffusé	Laetitia Olivieri Téléphone: 5148443938 Courriel: <a href="mailto:lolivieri@provencherroy.ca">lolivieri@provencherroy.ca</a>	0 2024-05-27 13:27	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:07 - Téléchargement	
					20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
					20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
					Mode privilégié (plan): Courriel
GBI EXPERTS-CONSEILS INC. 100, boulevard Brien Bureau 300 Repentigny QC CAN J6A5N4 <a href="http://www.gbi.ca">http://www.gbi.ca</a>	Non diffusé	Karine Thibault Téléphone: 5143844222 Courriel: <a href="mailto:kthibault@gbi.ca">kthibault@gbi.ca</a>	0 2024-05-29 11:28	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:07 - Téléchargement	
					20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel

				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal QC CAN H2Y3V4 <a href="http://www.groupebc2.com">http://www.groupebc2.com</a>	Non diffusé	Olivier Perron Collins Téléphone: 5145073600 Courriel: <a href="mailto:suiviao@groupebc2.com">suiviao@groupebc2.com</a>	0 2024-05-30 15:34	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:06 - Téléchargement
				20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 <a href="https://www.atkinsrealis.com/">https://www.atkinsrealis.com/</a>	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: <a href="mailto:infrastructure2@atkinsrealis.com">infrastructure2@atkinsrealis.com</a>	0 2024-05-23 08:49	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:06 - Téléchargement
				20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. 150 rue marchand, bureau 600 Drummondville QC CAN J2C4N1	Non diffusé	Isabelle Milette Téléphone: 8198036651 Courriel: <a href="mailto:isabelle.milette@exp.com">isabelle.milette@exp.com</a>	0 2024-05-22 14:13	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:06 - Téléchargement
				20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis

				2024-06-10 à 16:05 - Courriel
				-----
				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
				-----
				Mode privilégié (plan): Courriel
CIMA+ S.E.N.C. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 <a href="http://www.cima.ca">http://www.cima.ca</a>	Non diffusé	Annie Boivin Téléphone: 5143372462 Courriel: <a href="mailto:annie.boivin@cima.ca">annie.boivin@cima.ca</a>	0 2024-05-22 11:08	63812 - 24- 20493_Addenda 1 Devis 2024-06-05 à 15:07 - Téléchargement
				-----
				20000096 - 24- 20493_Addenda 2 Devis 2024-06-10 à 16:05 - Courriel
				-----
				20002017 - 24- 20493_Addenda 3 + bordereau Devis 2024-06-20 à 08:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-20 à 08:50 - Courriel
				-----
				Mode privilégié (plan): Courriel

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2024

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
GBI Experts-Conseils Inc. Pointage final 0,16	5 039 814,15 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

Sur les 9 firmes qui n'ont pas présenté de soumission : un(1) provient du milieu municipal, un(1) va participer en tant que sous-traitant, deux(2) n'ont pas retenu ce projet par manque de capacité, un(1) n'a pas eu le temps d'étudier l'offre et les quatre (4) autres n'ont pas justifié leur raison de désistement.

Préparé par :  Le  -  -

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1M2



Tableau d'analyse des prix

**Conformité**

Données		
Soumissionnaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
GBI EXPERTS- CONSEILS INC.	4 383 400,00 \$	5 039 814,15 \$

24-20493 - Services professionnels en ingénierie et en architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques

	<i>Pointage intérimaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	
<b>FIRME</b>	<b>100%</b>	<b>\$</b>		<b>Rang</b>	<b>Date</b>	<b>mardi 09-07-2024</b>
GBI Experts-Conseils Inc.	70,8	5 039 814,15 \$	0,16	<b>1</b>	<b>Heure</b>	<b>13 h 30</b>
0	-		-		<b>Lieu</b>	<b>Teams</b>
0	-		-			
0	-		-			<b>Multiplicateur d'ajustement</b>
0	-		-			<b>10000</b>
<b>Agent d'approvisionnement</b>					<b>Facteur «K»</b>	<b>10</b>



**Dossier # : 1245597001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1245597001- DPM (2).xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Pierre BLANCHARD  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1245597001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception

**Objet :**

Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)



[Rapport\\_CEC\\_SMCE245597001.pdf](#)

**Dossier # :1245597001**

**Service du greffe**

Division du soutien aux commissions permanentes,  
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

## Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence

**Dominic Perri**

Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences

**Paola Hawa**

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

**Valérie Patreau**

Arrondissement d'Outremont

Membres

**Caroline Braun**

Arrondissement d'Outremont

**Julie Brisebois**

Village de Senneville

**Daphney Colin**

Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies– Pointe-aux-Trembles

**Nathalie Goulet**

Arrondissement d'Ahuntsic–  
Cartierville

**Julien Henault-Ratelle**

Arrondissement de Mercier–  
Hochelaga-Maisonneuve

**Enrique Machado**

Arrondissement de Verdun

**Peter McQueen**

Arrondissement de Côte-des-  
Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

**Sylvain Ouellet**

Arrondissement de Villeray– Saint-  
Michel–Parc-Extension

**Le 22 août 2024**

### Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

#### Mandat SMCE245597001

Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)

ORIGINAL SIGNÉ

Dominic Perri  
Président

ORIGINAL SIGNÉ

Katherine Fortier  
Coordonnatrice,  
Soutien aux commissions  
permanentes

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

## Mandat SMCE245597001

Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27\$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 \$ + contingences 755 972,12\$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire)

À sa séance du 31 juillet 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant à la condition suivante:
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

Le 7 août 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat.

Les responsables ont d'abord présenté sommairement le projet Saint-Jacques, qui comprend notamment la construction d'un ouvrage de rétention et d'un ouvrage de dérivation, le remplacement d'une partie du collecteur ainsi que la construction en surface d'un parc et d'un terrain de soccer synthétique. Le Service souhaite obtenir l'expertise d'une firme externe spécialisée en ingénierie et architecture pour l'accompagner dans le projet. Un appel d'offres a été publié du 20 mai au 27 juin 2024. Il y a eu 10 preneurs du cahier des charges et un seul soumissionnaire, soit GBI Expert-Conseil inc., dont le prix présente un écart de (-1,76 %) avec l'estimation.

Les représentants ont souligné que les travaux doivent être enclenchés rapidement afin d'être terminés d'ici la fin 2027, au risque que la Ville se voie priver de financement, faute d'avoir respecté certaines modalités relatives aux subventions. De plus, c'est un projet pour lequel il y a plusieurs parties prenantes et où la coordination avec l'arrondissement est importante. Enfin, ils concluent en recommandant d'octroyer le contrat à l'adjudicataire, car l'écart est mince et en faveur de la Ville.

Au terme de la présentation, la Commission a demandé pourquoi, à leur avis, il n'y a eu qu'un seul soumissionnaire. D'après les invités, l'une des raisons est que le marché est fortement sollicité, que les firmes ont déjà un carnet de commandes bien rempli et qu'elles ont le loisir de choisir leurs projets. Celui-ci présente certains enjeux, dont celui du délai de réalisation, c'est-à-dire trois ans pour faire la conception et la réalisation d'un ouvrage de rétention. D'autre part, les membres se sont demandé s'il n'y avait pas nature à s'inquiéter de la note obtenue par l'adjudicataire, qui frôle la note de passage de 70 %, d'autant plus que le contrat présente des contraintes de temps pour la réalisation. Le Service n'est pas préoccupé, puisque l'expertise de la firme en matière d'intégration mécanique et électrique est complémentaire à celles des équipes internes de la Ville, qui détiennent une bonne expérience en ouvrage de rétention.

Les commissaires ont également voulu savoir pourquoi le Service avait retiré, en cours de parution de l'appel d'offres, la possibilité de former un regroupement (addenda 3). Comme l'ont expliqué les responsables, la modification a fait suite à une question d'un soumissionnaire au sujet des exigences en architecture. Puisque le nombre d'heures était moindre au contrat, mais qu'elle obligeait certaines firmes à devoir former un regroupement, le Service a décidé de retirer cette portion du contrat. La Commission a demandé que le sommaire décisionnel soit modifié afin qu'il mentionne, explique et reflète le retrait au contrat des services d'architecture. Il est important de souligner que des précisions ont été fournies par le Service, après la séance de travail avec les commissaires, selon lesquelles ce sont les services en architecture du bâtiment qui ont été retirés, mais que le contrat contient également des services d'architecture du paysage.

## Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :*

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M\$ et répondant à la condition suivante:
  - une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE245597001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***



**Dossier # : 1248042006**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver la quatrième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard De Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, d'une superficie de 6 562 pi <sup>2</sup> , pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, rétroactivement à compter du 29 février 2024. La dépense totale est de 2 441 607,84 \$, incluant les taxes. Bâtiment 3299.

1. d'approuver la quatrième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Gestion Gérard De Cola inc., un espace situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, d'une superficie de 6 562 pi<sup>2</sup>, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 10 ans, rétroactivement à compter du 29 février 2024, moyennant un loyer total de 1 774 752,84 \$, taxes incluses, le tout selon les termes;
2. d'autoriser le coût des travaux et des contingences payable à, Gestion Gérard De Cola inc., représentant un montant total de 632 362,50 \$, taxes incluses;
3. d'approuver la dépense de 34 492,50 \$, taxes incluses, en incidences;
4. d'ajuster la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière de la façon suivante: pour l'année 2026 : 23 085,68 \$ net de taxes et pour l'année 2030: 15 818,90 \$ net de taxes;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-18 15: 39

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie





**IDENTIFICATION** Dossier # :1248042006

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver la quatrième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard De Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, d'une superficie de 6 562 pi <sup>2</sup> , pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, rétroactivement à compter du 29 février 2024. La dépense totale est de 2 441 607,84 \$, incluant les taxes. Bâtiment 3299.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le poste de quartier 45 (PDQ 45) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 26 août 1998, un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, d'une superficie de 4 555 pi<sup>2</sup>.

Le SPVM a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin de prolonger le bail pour un terme additionnel de 10 ans. Le SSI n'a pas été en mesure de faire approuver le bail dans les temps requis puisque l'orientation et les vérifications diligentes requises par chacune des parties au dossier furent plus longues que prévues.

Le convention de modification de bail a été négociée de gré à gré.

Le présent dossier a pour but de faire approuver la convention de modification de bail.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0025- le 31 janvier 2019- Approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour une période de 5 ans, soit du 1er mars 2019 au 28 février 2024, moyennant un loyer total de 698 200,86\$, taxes incluses.

CG14 0137- le 27 mars 2014- Approuver la deuxième convention de modification du bail par lequel la Ville loue de Gestion Gerard de Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour un terme de cinq ans, soit du 1<sup>er</sup> mars 2014 au 28 février 2019 au coût total de 554 226,02 \$, taxes incluses.

CG09 0410- 24 septembre 2009- Approuver la première convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Gestion Gerard de Cola inc. un espace à bureaux situé au 8200,

boulevard Maurice Duplessis, pour une période de cinq ans, soit du 1er mars 2009 au 28 février 2014, au coût total de 502 644,25 \$, taxes incluses.

Décision 5552 - 19 août 1998 - Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de dix ans.

## DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver la quatrième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Gestion Gérard De Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 6 562 pi<sup>2</sup>, pour les besoins du SPVM, pour un terme de cinq ans, rétroactivement à compter du 29 février 2024, moyennant un loyer total de 1 774 752,84 \$ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite convention.

Le présent dossier recommande également d'autoriser le coût des travaux payable au bailleur, Gestion Gérard De Cola inc., représentant un montant total de 632 362,50 \$, incluant les contingences et taxes ainsi que d'autoriser la dépense de 34 492,50 \$, taxes incluses, en incidences.

Plus précisément, les travaux consistent à réaménager le poste de quartier notamment pour ajouter une salle d'intervention de quartier afin de libérer la salle de conférence pour accueillir les citoyens et les divers partenaires communautaires, la mise aux normes de la salle des effets saisis, peindre les murs, portes et cadres, remplacer les revêtements de plancher, refaire les armoires de cuisine, ajouter des zones de contrôle de la température, améliorer la performance acoustique de certains bureaux administratifs, installer des luminaires au DEL, ajouter une salle pour les vélos de la patrouille, etc.

Par ailleurs, le locateur s'engage à assumer les travaux de base building incluant la réparation de la dalle et la mise aux normes du système de sorties d'urgence.

Le locateur accorde au locataire deux options de renouvellement du bail, pour une période de 5 années chacune.

Le locataire bénéficie également d'une option de résiliation, sans pénalité pour le Locataire.

## JUSTIFICATION

Le bail du PDQ 45 est échu depuis le 28 février 2024 et il est nécessaire de le renouveler et d'effectuer les travaux requis pour maintenir les opérations de ce poste de quartier.

Suivant les instructions du SPVM, le SSI a négocié la prolongation de bail de 10 ans.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉPENSES LOCATION

	Loyer annuel antérieur	Total du 29 février 2024 au 28 février 2034
Loyer de base	61 492,50 \$	775 639,77 \$
Frais d'exploitation	27 330,00 \$	381 752,67 \$
Taxes foncières	27 648,85 \$	386 206,46 \$
Loyer total avant taxes	116 471,35 \$	1 543 598,90 \$
TPS	5 823,57 \$	77 179,95 \$
TVQ	11 618,02 \$	153 973,99 \$
<b>Total taxes incluses</b>	<b>133 912,93 \$</b>	<b>1 774 752,84 \$</b>
Ristourne de TPS	(5 823,57) \$	(77 179,93) \$
Ristourne TVQ (50%)	(5 809,01) \$	(76 987,00) \$

Loyer net	122 280,36 \$	1 620 585,91 \$
-----------	---------------	-----------------

Le taux du marché pour ce type de location dans ce secteur, excluant les frais d'exploitation, oscille entre 13 \$/pi<sup>2</sup> et 16 \$/pi<sup>2</sup>.

Le loyer de base annuel pour la 1ère année du bail est établi à 13,50 \$/pi<sup>2</sup>. Cela représente aucune augmentation pour la 1ère année du bail.

Le loyer de base annuel pour la 2e année à la 5e année du bail représente 14,25\$ \$/pi<sup>2</sup> et 14,75\$/pi<sup>2</sup>.

Les frais d'exploitation et les taxes foncières susmentionnées sont payables annuellement au locateur, selon les coûts réels défrayés.

La dépense totale en loyer pour la durée du bail, incluant les taxes applicables, est de 1 774 752,84 \$.

Afin d'être en mesure d'assumer la dépense en loyer, la base budgétaire du SSI devra être ajustée pour l'année 2026 pour un montant de 23 085,68 \$ net de taxes et pour l'année 2030 pour un montant de 15 818,90 \$ net de taxes.

### Coût des travaux

	2024
Travaux	500 000,00 \$
Contingences	50 000,00 \$
Total avant taxes	550 000,00 \$
TPS (5 %)	27 500,00 \$
TVQ (9.975 %)	54 862,50 \$
<b>Coût total des travaux correctifs à payer au bailleur taxes incluses</b>	<b>632 362,50 \$</b>
<b>Incidences</b>	15 000,00 \$
<b>Incidences spécifiques (câblage informatique et système d'alarme intrusion)</b>	15 000,00 \$
<b>Total incidences avant taxes</b>	30 000,00 \$
TPS (5 %)	1 500,00 \$
TVQ (9.975 %)	2 992,50 \$
<b>Total taxes incluses incidences</b>	<b>34 492,50 \$</b>
<b>Dépenses totales travaux</b>	<b>580 000,00 \$</b>
TPS (5 %)	29 000,00 \$
TVQ (9.975 %)	57 855,00 \$
<b>Total taxes incluses</b>	<b>666 855,00 \$</b>

Le coût des travaux incluant les contingences, les incidences et les taxes applicables est de 666 855 \$ taxes incluses et est payable en 2024. Ces montants sont assumés par le PDI du SGPI.

La dépense totale pour ce dossier comprenant le loyer annuel, les travaux, les contingences et les incidences est de 2 441 607,84 \$, incluant les taxes.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, considérant que le SPVM relève de la compétence de l'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le refus d'approuver la convention de bail, le SPVM devra immédiatement cesser ses activités au poste de quartier 45.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Non applicable

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Fanny LALONDE-GOSSELIN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Fady DAGHER, Service de police de Montréal  
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal  
Alain NADEAU, Service de police de Montréal

Lecture :

Fady DAGHER, 15 juillet 2024  
Alain NADEAU, 15 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sabrina ZITO  
Conseillère en immobilier et expertise  
immobilière

**Tél :** 514-297-1315  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-04-11

Nicole RODIER  
Cheffe de division - Division des locations

**Tél :** 514-609-3252  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Nicole RODIER  
cheffe de division locations immobilières  
en remplacement de Annie Gerbeau, directrice  
de la Stratégie immobilière

**Tél :** 514-872-8726  
**Approuvé le :** 2024-07-15

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248042006

Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*

Projet : *Poste de quartier 45*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Assurer les opérations du poste de quartier.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

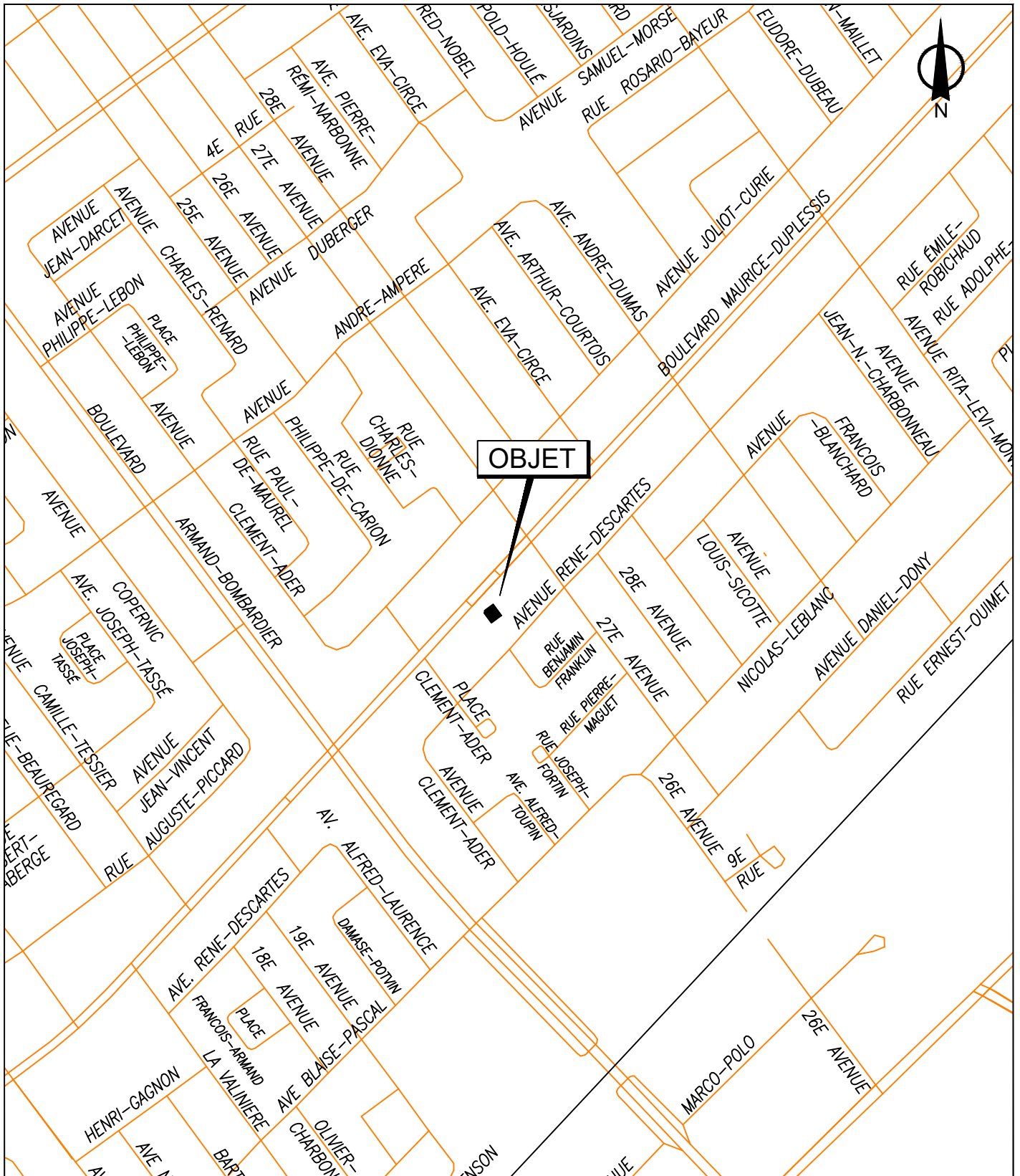
	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE  
DIVISION DES LOCATIONS

Rivière-des-Prairies -  
Pointe-aux-Trembles



Plan A: plan de localisation  
Dossier: 31H12-005-4367-04  
Mandat: 23-0390-L  
Dessinateur: LA  
Échelle: - - -  
Date: 12 juillet 2023



## QUATRIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DE BAIL

ENTRE : **GESTION GERARD DE COLA INC.**, personne morale, ayant un bureau d'affaires au 1073 rue Dufault, Laval, Québec, H7E 5L5, agissant et représentée aux présentes par monsieur Luc David, tel qu'il le déclare ;

Ci-après appelée le « Bailleur »

ET: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

Ci-après nommée le « Locataire »

**ATTENDU QUE** Gerardino de Cola, en tant que bailleur, a signé une convention de bail (ci-après appelée le « Bail initial ») avec la Communauté urbaine de Montréal, le 26 août 1998, concernant des locaux ayant une superficie locative de 4 555 pi<sup>2</sup> (423,19 m<sup>2</sup>), (les « Lieux loués ») de l'édifice sis au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal, Québec (l'« Édifice »), pour un terme commençant le 1<sup>er</sup> mars 1999 et se terminant le 28 février 2009 (le « Terme initial ») ;

**ATTENDU QUE** le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QU'en** vertu de l'acte de vente publié au registre foncier sous le numéro 12 845 478 le 14 novembre 2005, Gestion Gerard De Cola inc. a assumé les obligations de Gerardino De Cola découlant du Bail et est le cessionnaire de tous les droits des Bailleurs antérieurs dans l'Édifice ;

**ATTENDU QU'en** vertu de la Première Convention signée le 24 septembre 2009, le terme du Bail initial pour les Lieux loués a été prolongé pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1<sup>er</sup> mars 2009 et se terminant le 28 février 2014 (la « Première Convention ») ;

**ATTENDU QU'en** vertu de la Deuxième Convention signée le 13 mai 2014, le terme du Bail initial pour les Lieux loués a été prolongé pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1<sup>er</sup> mars 2014 et se terminant le 28 février 2019 (la « Deuxième Convention ») ;

**ATTENDU QU'en** vertu de la Troisième Convention signée le 5 février 2019, le terme du Bail initial pour les Lieux loués a été prolongé pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1<sup>er</sup> mars 2019 et se terminant 28 février 2024 (la « Troisième Convention ») ;

**ATTENDU QUE** le Bail initial, la Première Convention, la Deuxième Convention et la Troisième Convention sont ci-après collectivement nommés (le « Bail ») ;

Paraphes	

**ATTENDU QUE** le bail se termine le 28 février 2024 ;

**ATTENDU QUE** les parties désirent augmenter la superficie des Lieux loués et de prolonger le terme du Bail pour une période additionnelle de dix (10) ans, commençant le 29 février 2024 et se terminant le 28 février 2034 (la « Quatrième Convention »), aux mêmes termes et conditions ci-après et que le Bailleur y consent ;

**ATTENDU QUE** le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

**ATTENDU QUE** le Bailleur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics* (RENA) et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail incluant les termes prolongés subséquents ;

**ATTENDU QUE** le Bailleur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des personnes écartées* en vertu du *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté conformément à la *Loi sur les cités et villes* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail incluant les termes prolongés subséquents.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

**1. Préambule**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante des présentes. Tout mot ou expression portant une majuscule dans cette convention a le sens qui lui est donné dans le Bail à moins d'indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement.

**2. Lieux loués**

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, les Lieux loués sont les locaux de l'Édifice, tel que présenté à l'annexe A de la présente convention de modification.

**3. Superficie locative des Lieux loués**

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, la Superficie locative des Lieux loués est augmentée à un maximum de SIX MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DEUX (6 562) pieds carrés pour les fins de la présente modification, telle que déclarée par le Bailleur, et accepté par le Locataire.

**4. Part proportionnelle**

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, la Part proportionnelle du Locataire est établie à CENT POURCENT (100 %) basée sur la Superficie locative des Lieux loués et la Superficie locative de l'Édifice.

**5. Durée**

La présente convention de modification est d'une durée de dix (10) ans débutant le 29 février 2024 et se terminant le 28 février 2034.

**6. Option de renouvellement**

Le Bailleur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance, soit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2034, pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) années chacune, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer annuel qui sera alors à négocier,

Paraphes	

selon le taux du marché, les parties agissant raisonnablement, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Bailleur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Bailleur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Bailleur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

## 7. Loyer de Base

### 7.1 Le loyer convenu pour l'ancienne Superficie locative de 4 555 pi<sup>2</sup> se détaille comme suit :

Pour la période du 29 février 2024 au 28 février 2025, le loyer de base annuel est établi à TREIZE DOLLARS ET CINQUANTE CENTS par pied carré (13,50 \$/pc) de la superficie locative des Lieux loués ;

Pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2025 au 28 février 2029, le loyer de base annuel est établi à QUATORZE DOLLARS ET VINGT-CINQ CENTS par pied carré (14,25 \$/pc) de la Superficie locative des Lieux loués ;

Pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2029 au 28 février 2034, le loyer de base annuel est établi à QUATORZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS par pied carré (14,75 \$/pc) de la Superficie locative des Lieux loués.

### 7.2 Le loyer convenu pour la nouvelle Superficie locative de 2 007 pi<sup>2</sup> se détaille comme suit :

Pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2025 au 28 février 2030, le Locataire ne paiera aucun Loyer de base ;

Pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2030 au 28 février 2034, le loyer de base annuel est établi à DOUZE DOLLARS ET VINGT-CINQ CENTS par pied carré (12,25 \$/pc) de la nouvelle Superficie locative des Lieux loués.

## 8. Loyer additionnel

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, les provisions pour le Loyer additionnel sont établies à CINQ DOLLARS par pied carré (5,00 \$/pc) de la superficie locative des Lieux loués.

Pour fin de précisions, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, le Locataire devra payer au Bailleur le Loyer additionnel sur l'ancienne Superficie locative des Lieux loués et sur la nouvelle Superficie locative de 2007 pi<sup>2</sup>.

## 9. Option de résiliation

Pourvu que le Locataire ait respecté ses obligations en vertu du Bail, le Locataire pourra résilier le Bail en tout temps à compter du 1<sup>er</sup> mars 2030, sans pénalité, pourvu qu'il ait remis un préavis écrit de six (6) mois au Bailleur à cet effet.

Paraphes	

## 10. Travaux d'aménagement

10.1 **Modalités** : Le Bailleur devra effectuer, selon un projet clé en main et conformément au devis des travaux d'aménagement joint à l'Annexe B, les travaux d'aménagement requis par le Locataire (ci-après les « Travaux »).

10.2 **Fin des travaux** : Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une Acceptation provisoire préparée par un Expert et accepté par le Locataire au plus tard le 13 décembre 2024.

Les travaux d'aménagement incluant les travaux de base du Bailleur devront faire l'objet d'une Acceptation définitive au plus tard le 28 février 2025.

10.3 **Paiement des Travaux** : Le coût des Travaux, incluant les honoraires professionnels, représente un montant forfaitaire maximum de CINQ CENT MILLE DOLLARS (500 000 \$), plus les taxes applicables, lequel est payable par le Locataire au Bailleur sur présentation d'une facture selon les dispositions suivantes :

- 40% lorsque 40 % des Travaux seront complétés en 2024 ;
- 55% lors de l'Acceptation provisoire des Travaux prévue en 2024 ;
- 5% lors de l'Acceptation définitive des Travaux.

Le coût des Travaux exclut tout coût supplémentaire (extras), lequel est payable par le Locataire au Bailleur suivant une approbation préalable écrite par le Locataire.

Travaux de base du Bailleur : Le Bailleur s'engage à payer, à ses frais, tous les frais liés aux Travaux de base suivants : les travaux de réparation de la dalle incluant le revêtement du plancher lié aux travaux de la dalle, les travaux de démolition du 2<sup>e</sup> étage, la réparation des portes extérieures, la mise aux normes de la signalisation des sorties de secours, la mise aux normes de la trappe d'accès au toit, placardage de l'entrée d'eau, l'installation des serpentins de chauffage.

## 11. Enquête de sécurité / Transfert de titres de propriété

Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux loués.

Le Bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Édifice ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de l'Édifice ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

Advenant le cas où le Bailleur désire vendre l'Édifice, le Locataire aura un droit de refus sur le nouvel acquéreur. Le Bailleur sera tenu de fournir au Locataire, le nom et les coordonnées du futur acquéreur avant de procéder à l'aliénation de l'Immeuble. Le Locataire aura alors une période de quinze (15) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires, débutant lorsque le formulaire d'enquête du Locataire aura été complété correctement par le nouvel acquéreur, et devra transmettre

Paraphes	

par écrit, au Bailleur, les résultats de l'enquête de sécurité du nouvel acquéreur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acquéreur.

Si les obligations stipulées au présent article ne sont pas respectées et que le nouvel acquéreur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité réalisée par le Locataire, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

**12. Dispositions générales**

Sous réserve des dispositions et engagements de cette convention de modification, faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, demeurent inchangés et continuent de s'appliquer entre les parties.

**13. Conditions spéciales**

La présente convention est conditionnelle à l'approbation des instances décisionnelles du Locataire.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire de la présente signée électroniquement.

**GESTION GERARD DE COLA INC.**

Signée par le Bailleur à Montréal, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2024.

Par : \_\_\_\_\_

Luc David

**VILLE DE MONTRÉAL**

Signée par le Locataire à Montréal ce \_\_\_\_e jour du mois de \_\_\_\_\_ 2024.

Par : \_\_\_\_\_

Me Domenico Zambito

Cette convention a été approuvée le \_\_\_\_\_

Résolution no : \_\_\_\_\_

Paraphes	

**Tableau ajustement de la base budgétaire SSI**

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Base budgétaire SSI 2% par année + ajustement lorsque requis	125 700,00 \$	125 700,00 \$	151 299,68 \$	154 325,67 \$	157 412,19 \$	160 560,43 \$	179 590,54 \$	183 182,35 \$	186 846,00 \$	190 582,92 \$	194 394,58 \$
Loyer net de taxes	122 681,27 \$	146 463,13 \$	151 299,68 \$	151 299,68 \$	151 299,68 \$	153 292,26 \$	179 590,53 \$	184 770,48 \$	184 770,48 \$	184 770,48 \$	184 770,46 \$
Écart	3 018,73 \$	(20 763,13) \$	(0,00) \$	3 025,99 \$	6 112,50 \$	7 268,17 \$	0,00 \$	(1 588,13) \$	2 075,51 \$	5 812,43 \$	9 624,11 \$
Ajustement de la base Budgétaire SSI net de taxes	Aucun ajustement	Aucun ajustement	<b>23 085,68 \$</b>	Aucun ajustement	Aucun ajustement	Aucun ajustement	<b>15 818,90 \$</b>	Aucun ajustement	Aucun ajustement	Aucun ajustement	Aucun ajustement

Calcul annuel du loyer

Loyer pour la période du:	Loyer actuel	29/02/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 31/12/2026 (12 mois)	01/01/2027 au 31/12/2027 (12 mois)	01/01/2028 au 31/12/2028 (12 mois)	01/01/2029 au 31/12/2029 (12 mois)	01/01/2030 au 31/12/2030 (12 mois)	01/01/2031 au 31/12/2031 (12 mois)	01/01/2032 au 31/12/2032 (12 mois)	01/01/2033 au 31/12/2033 (12 mois)	01/01/2034 au 28/02/2034 (2 mois)	Total du 29 février 2024 au 28 février 2034
Loyer de base	61 492,50 \$	51 411,76 \$	64 339,38 \$	64 908,75 \$	64 908,75 \$	64 908,75 \$	66 806,67 \$	91 855,63 \$	96 789,50 \$	96 789,50 \$	96 789,50 \$	16 131,58 \$	775 639,77 \$
Frais d'exploitation	27 330,00 \$	22 849,67 \$	37 365,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	39 372,00 \$	6 562,00 \$	381 752,67 \$
Taxes foncières	27 648,85 \$	23 116,25 \$	37 800,93 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	39 831,34 \$	6 638,56 \$	386 206,46 \$
Loyer total avant taxes	116 471,35 \$	97 377,68 \$	139 505,31 \$	144 112,09 \$	144 112,09 \$	144 112,09 \$	146 010,01 \$	171 058,97 \$	175 992,84 \$	175 992,84 \$	175 992,84 \$	29 332,14 \$	1 543 598,90 \$
TPS	5 823,57 \$	4 868,88 \$	6 975,27 \$	7 205,60 \$	7 205,60 \$	7 205,60 \$	7 300,50 \$	8 552,95 \$	8 799,64 \$	8 799,64 \$	8 799,64 \$	1 466,61 \$	77 179,95 \$
TVQ	11 618,02 \$	9 713,42 \$	13 915,65 \$	14 375,18 \$	14 375,18 \$	14 375,18 \$	14 564,50 \$	17 063,13 \$	17 555,29 \$	17 555,29 \$	17 555,29 \$	2 925,88 \$	153 973,99 \$
<b>Total</b>	<b>133 912,93 \$</b>	<b>111 959,99 \$</b>	<b>160 396,23 \$</b>	<b>165 692,88 \$</b>	<b>165 692,88 \$</b>	<b>165 692,88 \$</b>	<b>167 875,01 \$</b>	<b>196 675,05 \$</b>	<b>202 347,77 \$</b>	<b>202 347,77 \$</b>	<b>202 347,77 \$</b>	<b>33 724,63 \$</b>	<b>1 774 752,84 \$</b>
Ristourne de TPS	(5 823,57) \$	(4 868,88) \$	(6 975,27) \$	(7 205,60) \$	(7 205,60) \$	(7 205,60) \$	(7 300,50) \$	(8 552,95) \$	(8 799,64) \$	(8 799,64) \$	(8 799,64) \$	(1 466,61) \$	(77 179,93) \$
Ristourne TVQ (50%)	(5 809,01) \$	(4 856,71) \$	(6 957,83) \$	(7 187,59) \$	(7 187,59) \$	(7 187,59) \$	(7 282,25) \$	(8 531,57) \$	(8 777,64) \$	(8 777,64) \$	(8 777,64) \$	(1 462,94) \$	(76 987,00) \$
Loyer net	122 280,36 \$	102 234,40 \$	146 463,13 \$	151 299,68 \$	151 299,68 \$	151 299,68 \$	153 292,26 \$	179 590,53 \$	184 770,48 \$	184 770,48 \$	184 770,48 \$	30 795,08 \$	1 620 585,91 \$

Dossier # : 1248042006

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Objet :</b>	Approuver la quatrième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard De Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, d'une superficie de 6 562 pi <sup>2</sup> , pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, rétroactivement à compter du 29 février 2024. La dépense totale est de 2 441 607,84 \$, incluant les taxes. Bâtiment 3299.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1248042006 - 8200 Maurice-Duplessis SPVM.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Fanny LALONDE-GOSSELIN  
Agente de gestion des ressources financières  
**Tél :** (514) 872-8914

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-15

Sonia RODI  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1245942001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires, incluant leur support et leurs mises à jour, pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une durée de 37 mois, soit du 1er octobre 2024 au 24 novembre 2027, pour une somme maximale de 2 519 933,29 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires, incluant leur support et leurs mises à jour, pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une durée de 37 mois, soit du 1er octobre 2024 au 24 novembre 2027, pour une somme maximale de 2 519 933,29 \$, taxes incluses ;
2. d'autoriser le directeur de la direction Sécurité de l'information, du Service des TI, à signer le formulaire d'adhésion aux contrats à commande du CAG ;
3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-19 10:04

**Signataire :**

Claude CARETTE

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION****Dossier # :1245942001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires, incluant leur support et leurs mises à jour, pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une durée de 37 mois, soit du 1er octobre 2024 au 24 novembre 2027, pour une somme maximale de 2 519 933,29 \$, taxes incluses.

**CONTENU****CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le parc d'équipements informatiques de la Ville, composé de plus de 20 000 postes de travail et plus de 1 700 serveurs ciblés par le programme de protection, est protégé par un antivirus des produits Trend Micro depuis 2015. L'antivirus effectue des balayages réguliers du disque, protège l'utilisateur de manière proactive et prévient différentes attaques de cybersécurité sur les équipements informatiques.

Le contrat de support renouvelé annuellement permet de bénéficier du service de support et des mises à jour pour le logiciel antivirus Trend Micro. Ces services sont essentiels pour assurer la protection des données de la Ville et leur intégrité.

Par conséquent, le Service des TI souhaite renouveler l'entente de gré à gré avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), afin de limiter les risques de propagation de virus ou d'autres menaces de cybersécurité. La protection actuelle des infrastructures est assurée par les produits Trend Micro fournis par la firme Compugen inc., à la suite du contrat octroyé

en 2023 (CG23 0297) qui vient à échéance le 23 novembre 2024.

De plus, l'ajout de nouvelles licences en mode souscription (Deep Security – Vision One) est nécessaire afin de maintenir le niveau de protection des actifs d'infrastructure de la Ville.

Cette solution permet d'assurer une meilleure couverture en matière de :

- Vulnérabilités liées aux cyberattaques ;
- Protection antivirale des données ;
- Supervision de la bonne santé des systèmes.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires, incluant leur support et leurs mises à jour, pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une durée de 37 mois, soit du 1er octobre 2024 au 24 novembre 2027, pour une somme maximale de 2 519 933,29 \$, taxes incluses.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0297 - 15 juin 2023 - Conclure une entente de gré à gré avec le Centre d'acquisition gouvernementale (CAG), afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires incluant leur support et leurs mises à jour pour le logiciel antivirus Trend Micro pour une durée de 17 mois via le revendeur Compugen inc., soit du 1er juillet 2023 au 23 novembre 2024, pour une somme maximale de 910 935 \$, taxes incluses

CG20 0574 – 19 novembre 2020 - Conclure une entente de gré à gré avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires incluant leur support et leurs mises à jour pour le logiciel antivirus Trend Micro pour une durée de 36 mois via le revendeur Compugen inc., soit du 25 novembre 2020 au 24 novembre 2023 - Montant maximal de 1 288 030,12 \$, taxes incluses

CE20 1494 – 7 octobre 2020 - conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 12 mois, soit du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2021, avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture sur demande de support pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une somme maximale de 299 196,91 \$, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 20 novembre 2019

CG18 0418 - 23 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 418 296,30 \$, taxes incluses, afin d'exercer les deux options d'une année de prolongation, pour la fourniture de logiciels antivirus Trend Micro, pour la période du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2020, dans le cadre du contrat accordé à Compugen inc. (CG15 0137), majorant ainsi le montant total du contrat de 745 259,90 \$ à 1 163 556,20 \$, taxes incluses

CG15 0137 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à Compugen Inc. pour la fourniture de logiciels antivirus Trend Micro, pour une période de 3 ans à compter du 1er décembre 2015, pour une somme maximale de 745 259,90 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13776) - (2 soums)

### **DESCRIPTION**

Le présent contrat de support des licences antivirus Trend Micro de la firme Compugen inc. permet :

- L'obtention des mises à jour certifiées ;

- Le support technique 24/7 sur les produits visés par le contrat d'entretien ;
- La réception des fichiers signatures essentiels au maintien de la protection ;
- L'accès aux ressources techniques de l'éditeur et aux outils de décontamination en cas de besoin.

## JUSTIFICATION

Le présent contrat permet d'assurer la disponibilité des fonctionnalités complémentaires jusqu'en novembre 2027, assurant ainsi que la Ville dispose d'une solution antivirus complète et à jour en termes de fonctionnalités pour faire face aux menaces informatiques qui pourraient survenir.

Le CAG a signé l'entente numéro 999735077 avec Compugen inc. pour la fourniture des produits Trend Micro, valide pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec.

En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, toute municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales ou, selon le cas, auprès du ministre de la Cybersécurité et du Numérique ou par leur entremise. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de la firme Compugen inc., via l'adhésion à un contrat à commandes de logiciels disponible sur le CAG), selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

L'estimation de ce contrat correspond au montant exact de celle indiquée au sommaire, car elle était basée sur les prix du catalogue disponible via le CAG.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 2 519 933,29 \$, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

### Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

Description	1er octobre 2024 au 24 novembre 2024 (2 mois)	25 novembre 2024 au 24 novembre 2025 (12 mois)	25 novembre 2025 au 24 novembre 2026 (12 mois)	25 novembre 2026 au 24 novembre 2027 (12 mois)	TOTAL
Acquisition ponctuelle - Trend Micro	38 847,36 \$				<b>38 847,36 \$</b>
Acquisition / Renouvellement licences existantes Trend Micro		834 524,27 \$	823 280,83 \$	823 280,83 \$	<b>2 481 085,93 \$</b>
<b>TOTAL avec taxes</b>	<b>38 847,36 \$</b>	<b>834 524,27 \$</b>	<b>823 280,83 \$</b>	<b>823 280,83 \$</b>	<b>2 519 933,29 \$</b>

### Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 2 519 933,29 \$, taxes incluses (2 301 034,98 \$ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

L'écart entre l'an 1 et les années subséquentes s'explique par l'ajout de nouvelles licences à l'année 1 (incluant le prorata de la co-terminaison des produits), afin de pallier les besoins en croissance et de maintenir le niveau de protection des actifs d'infrastructure de la Ville, et ce, selon la liste des prix escomptés du catalogue des produits offerts à travers le CAG.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le présent contrat permettra à la Ville de rehausser la protection de ses infrastructures informatiques existantes contre les virus et les logiciels malveillants. Cette initiative permettra d'assurer l'intégrité des données de la Ville et une productivité accrue de l'ensemble des organismes et des employés de la Ville.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Yvette MUNEZERO)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine L LAREAU  
Conseillère en analyse et contrôle de gestion  
- Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

**Tél :** 514-654-0544

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-04-19

Jerome BARBE  
chef(fe) de division - infrastructures et  
operations de securite

**Tél :**

438-777-1943

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Martin-Guy RICHARD  
directeur(-trice) - securite de l'information

**Tél :** 514-945-8929

**Approuvé le :** 2024-04-29

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER  
Directeur du service des technologies de  
l'information

**Tél :** 438-998-2829

**Approuvé le :** 2024-07-18

# Grille d'analyse **Montréal 2030**



Numéro de dossier : 1245942001

Unité administrative responsable : *Service des TI*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			<b>x</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>« aucune contribution »</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>« aucune contribution »</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>x</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>x</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



**Dossier # : 1245942001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour la fourniture de fonctionnalités complémentaires, incluant leur support et leurs mises à jour, pour le logiciel antivirus Trend Micro, pour une durée de 37 mois, soit du 1er octobre 2024 au 24 novembre 2027, pour une somme maximale de 2 519 933,29 \$, taxes incluses.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Certification de fonds 1245942001.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Yvette MUNEZERO  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872 7419

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Gilles BOUCHARD  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514-872-0000  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1249499001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.

Il est recommandé:

- D'accorder une contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant;
- D'approuver le projet d'Addenda 1 modifiant la convention de contribution financière;
- D'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.
- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-08-06 12:55

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

---

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1249499001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Comité Exécutif du 22 juin 2022 (CE22 1093) a autorisé l'octroi d'une contribution financière de 10 300 000 \$ à Hébergement jeunesse le Tournant (Organisme) pour l'acquisition et la conversion d'un immeuble non résidentiel en 28 logements abordables dans l'arrondissement Ville-Marie, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL). Le 7 juillet 2022, une convention de contribution financière (Convention) entre la Ville de Montréal (Ville) et l'Organisme a été conclue afin de définir les modalités et conditions du versement de cette contribution financière. Afin de garantir le respect des conditions énoncées dans la Convention, un acte de garantie hypothécaire de 1<sup>er</sup> rang en faveur de la Ville d'un montant équivalent à la contribution financière accordée, soit 10 300 000 \$, a été consenti par l'Organisme et publié au registre au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.

Le projet, dont le chantier est en cours, devrait se compléter d'ici la fin de l'été 2024. Il offrira 28 unités destinées à loger des jeunes de 18 à 25 ans issus des centres jeunesse qui sont, à l'atteinte de la majorité, à risque de vivre un ou plusieurs épisodes d'itinérance visible

ou invisible.

Le 29 mars 2023, la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire de quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL. La signature de cette entente a été ratifiée par le conseil d'agglomération le 24 août 2023 (CG 23 0441).

Le projet de l'Organisme est l'un de ces quatre projets d'habitation et ce financement supplémentaire permet de combler une partie des dépassements de coûts entraînés par la réalisation du projet. Malgré ce financement supplémentaire, il reste tout de même un manque à gagner pour couvrir l'ensemble des coûts de réalisation du projet et pour lequel la Ville souhaite aussi appuyer l'Organisme.

En ce sens, le présent sommaire a pour objectif d'octroyer une contribution financière supplémentaire à l'Organisme, d'approuver un addenda à la Convention et d'autoriser la directrice du Service de l'habitation, à signer un nouvel acte hypothécaire de 1er rang au montant de 12 056 704 \$ représentant le montant ajusté de la contribution financière ainsi que la mainlevée de l'hypothèque initiale publiée sous le numéro 27 416 665.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

- CG23 0441 - 24 août 2023 - Autoriser la ratification de l'entente bipartite entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et d'une entente tripartite avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la contribution financière attendue de 6 407 975 \$ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation le pouvoir spécifique de distribuer la contribution reçue pour verser des subventions à des projets de l'Initiative pour la création rapide de logement;
- CE23 0437 - 29 mars 2023 - Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer l'entente bipartite, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de : (i) l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et (ii) d'une entente tripartite à venir avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets, et à recevoir la somme de 6 407 975 \$ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement;
- CE22 1093 (22 juin 2022) Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 10 300 000 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant pour la réalisation d'un projet de 28 unités dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL);
- CG22 0131 (24 février 2022) Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (RCG 21-003).

## **DESCRIPTION**

### **Contribution financière supplémentaire**

Depuis l'approbation du projet, l'écart entre l'estimation des coûts de réalisation du projet et les coûts de réalisation réels s'élève à 1 756 704 \$. Cet écart s'explique par des imprévus en

cours de chantier, notamment la partie du projet composée du triplex qui présentait des enjeux de structure et qui a nécessité une réfection de la façade. Suivant l'analyse de ces enjeux, une aide financière supplémentaire au projet a été justifiée.

Une aide financière supplémentaire de 1 174 771 \$ a été réservée au projet dans le cadre de l'entente signée le 29 mars 2023 entre la Ville et la SHQ, laquelle comblera une partie de cet écart.

Pour combler la différence et compléter le financement pour la réalisation du projet, la Ville vise à faire approuver une contribution supplémentaire de 581 933 \$ provenant de l'enveloppe des sommes récoltées pour la réalisation de logement social dans le cadre de l'application du Règlement pour une métropole Mixte.

La Ville a publié sur l'immeuble une hypothèque au montant de la subvention initiale soit, 10 300 000 \$, afin de s'assurer du respect des conditions prévues à la Convention.

Ainsi, il est recommandé d'approuver un nouvel acte hypothécaire en faveur de la Ville, d'un montant de 12 056 704 \$, qui inclut la mainlevée de l'hypothèque initiale de 10 300 000 \$.

Cette nouvelle inscription hypothécaire permettra à la Ville d'accorder la mainlevée de l'hypothèque initiale en sa faveur au bénéfice d'une nouvelle hypothèque de premier rang au montant total de la contribution, soit de 12 056 704 \$.

### **Addenda 1 à la Convention**

Un addenda à la convention sera requis afin d'inclure:

- L'augmentation de la contribution financière d'un montant de 1 756 704 \$;
- L'inscription d'une nouvelle garantie hypothécaire de premier rang en faveur de la Ville remplaçant ainsi l'hypothèque existante pour un montant correspondant à la contribution financière totale, soit 12 056 704 \$;

### **JUSTIFICATION**

Dans un contexte où l'Organisme doit composer avec un coût de construction plus élevé que prévu l'obtention d'une contribution financière supplémentaire permettra à l'Organisme de compléter la réalisation de son projet.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de contribution financière additionnelle non récurrente maximale de 1 756 704\$, composée comme suit:

- 1 174 771 \$ provenant de l'entente bipartite du 29 mars 2023 signée entre la Ville et la SHQ concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire des quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL.

- 581 933 \$ provenant du volet social du Règlement pour une métropole mixte (RMM). Pour l'année 2024, un montant total de 9 000 000 \$ est disponible. Cette enveloppe fût constituée à partir des dépôts de promoteurs, lesquels furent récoltés dans le cadre l'application du Règlement.

Ces dépenses seront assumées par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Cette contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ sera versée selon les modalités prévues à la Convention, telle qu'amendée par l'addenda 1.

Les contributions financières rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une

population vulnérable faisant face à un risque d'itinérance, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

La fiche d'analyse est jointe au sommaire décisionnel.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'aide additionnelle permettra à l'Organisme de couvrir l'augmentation des coûts de réalisation et d'achever le chantier tel que prévu.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives .

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

N.A

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Joelle SIMARD  
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef  
d'equipe

**Tél :** 438-354-5191

**Télécop. :** 000-0000

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-08-01

Hafsa DABA  
chef(fe) de division - soutien projets gestion  
programmes habitation

**Tél :** 514-868-7688

**Télécop. :** 000-0000

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Eric GOSSET  
directeur(-trice) salubrite et programmes

**Tél :** 438-354-1236

**Approuvé le :** 2024-08-02

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI  
directeur(-trice) de service - habitation

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-08-06



# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249499001

Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*

Projet : *Agir en Amont - Hébergement jeunesse Le Tournant*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Objectif 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  Le projet s'adresse aux jeunes hommes âgés de 18-25 ans, issus des centres jeunesse à l'atteinte de leur majorité, à risque de vivre un ou plusieurs épisodes d'itinérance invisible ou visible ou vivant des enjeux de toxicomanie ou de santé mentale, issus de différentes communautés culturelles (incluant canadiens noirs, autochtones ...) ou appartenant aux communautés LGBTQ2S+.  Le projet constitue un apport important dans un contexte où les ressources pour les jeunes en difficulté s'avèrent insuffisantes pour répondre aux besoins, notamment avec le contexte socio-économique résultant de la pandémie.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>	X		
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>	X		
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1249499001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



2024-08-02 - Addenda no 1\_Le\_Tournant - VF visée.pdf

---

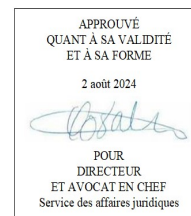
**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Catherine DOSTALER  
Avocate, division droit contractuel  
**Tél :** (438) 368-3220

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-08-02

Catherine DOSTALER  
Avocate, division droit contractuel  
**Tél :** (438) 368-3220  
**Division :**



## ADDENDA 1

### CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M<sup>e</sup> Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **HÉBERGEMENT JEUNESSE LE TOURNANT**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) dont l'adresse principale est le 1775, rue Wolfe, Montréal, Québec, H2L 3J9, agissant et représentée par Sylvie Barbeau, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

#### PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu, le 7 juillet 2022, une convention de contribution financière pour l'exploitation de logements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), laquelle a été approuvée par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE22 1093 adoptée le 22 juin 2022 (ci-après, la « **Convention initiale** »);

**ATTENDU QUE** dans le cadre de la réalisation du Projet, il y a eu un dépassement des Coûts de réalisation;

**ATTENDU QUE** l'Immeuble est grevé, en faveur de la Ville, d'une hypothèque immobilière de premier (1<sup>er</sup>) rang au montant de dix millions trois cent mille dollars (10 300 000 \$) garantissant le respect par l'Organisme de toute somme payable à la Ville en vertu de la Convention et l'accomplissement par l'Organisme de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville qui y sont prévues;

**ATTENDU QUE** la Ville et la SHQ ont signé, le 29 mars 2023, une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal (ci-après, l'« **Entente** »), en vertu de laquelle la SHQ accorde à la Ville une subvention pour soutenir notamment des projets qui ont fait l'objet d'une subvention de la Ville dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2);

**ATTENDU QUE** l'Entente a été entérinée par le conseil d'agglomération à sa séance du 24 août 2023 en vertu de la résolution CG23 0441;

**ATTENDU QUE** le Projet est identifié dans l'Entente;

**ATTENDU QUE** la Ville souhaite accorder à l'Organisme une contribution financière supplémentaire totalisant un million sept cent cinquante-six mille sept cent quatre dollars (1 756 704 \$), dont un million cent soixante-quatorze mille sept cent soixante-et-onze dollars (1 174 771 \$) provient de l'Entente;

**ATTENDU QU'**en raison de ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale intervenue entre les Parties conformément au présent addenda 1 (ci-après, l'« **Addenda 1** ») et collectivement avec la Convention initiale, la « **Convention** »);

**POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS**

- 1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent Addenda 1.
- 1.2 Tous les termes définis à la Convention initiale s'appliquent au présent Addenda 1, que le présent Addenda 1 réfère expressément ou non aux termes ou expressions définis dans la Convention initiale.

## **2. MODIFICATIONS**

- 2.1 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 5.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

### **« 5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de douze millions cinquante-six mille sept cent quatre dollars (12 056 704 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

- 2.2 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 8.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

**« 8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en

C.D.

vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :

- une garantie hypothécaire de premier (1<sup>er</sup>) rang de douze millions cinquante-six mille sept cent quatre dollars (12 056 704 \$) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurances qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après, l'« **Hypothèque** »), étant entendu que toute hypothèque inscrite contre l'Immeuble en faveur de la Ville avant la signature de l'Addenda 1 sera radiée conformément aux termes de cette Hypothèque.

Les Parties conviennent que tout versement de la Contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention effectué à compter de la signature de l'Addenda 1 est conditionnel à ce que l'Hypothèque greve l'Immeuble. »

### **3. AUTRES DISPOSITIONS**

- 3.1** Toute disposition prévue au présent Addenda 1 fait partie intégrante de la Convention initiale.
- 3.2** Tous les termes et conditions de la Convention initiale qui ne sont pas modifiés par le présent Addenda 1 demeurent inchangés et continuent d'avoir effet conformément aux termes de la Convention initiale.

### **4. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent Addenda 1 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par les Parties.

*[signatures à la page suivante]*

C. D.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ADDENDA 1 À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2024

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
M<sup>e</sup> Domenico Zambito  
Greffier adjoint

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2024

**HÉBERGEMENT JEUNESSE LE TOURNANT**

Par : \_\_\_\_\_  
Sylvie Barbeau  
Directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le <sup>e</sup> jour de ..... 2024 (Résolution CG .....).

C. D.

**Dossier # : 1249499001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.

**SENS DE L'INTERVENTION**Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Nous approuvons, quant à sa validité et sa forme, le projet d'acte d'hypothèque immobilière ci-joint de premier rang en faveur de la Ville, comportant une mainlevée de l'hypothèque immobilière publiée sous le numéro 27 416 665. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me René Prince. Nous avons reçu confirmation de ce dernier à l'effet que le représentant de l'organisme est d'accord avec le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification. N.D: 24-001658

---

**FICHIERS JOINTS**2024-07-25 Projet-d'acte-d'hyp-avec-mainlevée .pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**Caroline SILVA  
Notaire  
**Tél : 438 349-0828****ENDOSSÉ PAR**Caroline SILVA  
Notaire  
**Tél : 438 349-0828**  
**Division :**

Le : 2024-08-02



## Hypothèque immobilière

**DEVANT M<sup>e</sup>** \_\_\_\_\_, **notaire** à \_\_\_\_\_, province de Québec, Canada

### **COMPARAISSENT :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Clotilde TARDITI, directrice du service de l'habitation, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro CG24 \_\_\_\_, adoptée par le conseil d'agglomération du \_\_\_\_\_() \_\_\_\_\_deux mille vingt-quatre (2024), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Un avis d'adresse pour le Créancier a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de **Montréal**, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée le « **Créancier** »

### **ET :**

**HÉBERGEMENT JEUNESSE LE TOURNANT**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1775, rue Wolfe, Montréal, province de Québec, H2L 3J9, agissant et représentée par \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le \_\_\_\_\_ (\_\_) \_\_\_\_\_deux mille vingt-quatre (2024) et dont un extrait certifié conforme demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « **Débiteur** »

Le Créancier et le Débiteur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LESQUELS en vue de l'hypothèque faisant l'objet des présentes, conviennent et déclarent ce qui suit :**

### **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QU'**une convention de contribution financière est intervenue entre le Créancier et le Débiteur, le sept (7) juillet deux mille vingt-deux (2022) aux termes de laquelle le Créancier a consenti d'octroyer au Débiteur une contribution financière au montant de **DIX MILLIONS TROIS CENT MILLE DOLLARS (10 300 000,00 \$)**, laquelle a été modifiée aux termes d'un addenda intervenu entre eux le \_\_\_\_\_ deux mille vingt-quatre (2024), afin notamment d'accorder au Débiteur une contribution financière supplémentaire au montant **D'UN MILLION SEPT CENT CINQUANTE-SIX MILLE SEPT CENT QUATRE DOLLARS (1 756 704,00 \$)** (ci-après, collectivement, et telle que celle-ci peut être à nouveau amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, la « **Convention** »).

**ATTENDU QU'**aux termes de la Convention, le Débiteur s'est engagé à consentir une hypothèque immobilière grevant l'immeuble ci-après désigné afin de garantir le remboursement de toute somme payable au Créancier et l'accomplissement des obligations du Débiteur découlant de la Convention.

## **1. PRÉLIMINAIRES**

Dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par les présentes, les conditions et définitions contenues dans la Convention font partie intégrante du présent acte.

Les obligations du Débiteur et l'hypothèque qu'il constitue en vertu des présentes ne seront ni amoindries ni modifiées de quelque façon que ce soit par toute convention qui pourrait intervenir entre le Créancier et le Débiteur, notamment si la Convention est modifiée ou que le Créancier accepte des délais, ou si le Créancier s'abstient d'exercer ses droits et recours, quels qu'ils soient. De plus, l'hypothèque et les autres droits créés aux présentes subsisteront, et ce, tant et aussi longtemps que toute somme payable au Créancier en vertu de la Convention, le cas échéant, n'aura pas été remboursée dans son intégralité et que les obligations constituées aux termes de la Convention et des présentes n'auront pas été accomplies.

Le fait pour les Parties de remplacer la Convention n'opérera pas novation, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

## **2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE**

La présente garantie hypothécaire est consentie afin de garantir l'exécution des obligations du Débiteur et des droits du Créancier découlant de la Convention et des obligations souscrites aux termes des présentes et notamment afin de garantir (i) la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à la Convention, (ii) maintien d'une offre locative abordable (iii) toutes autres obligations consenties aux termes de la Convention (ci-après

collectivement appelées les « **Obligations** »).

Si, de l'avis du Créancier, agissant raisonnablement, le Débiteur ne remplit pas les Obligations ci-dessus garanties par l'hypothèque, le Créancier pourra, en son lieu et place et sous réserve de ses autres droits et recours, conclure les contrats et ententes, afin de corriger le défaut du Débiteur et remplir les obligations de ce dernier, et effectuer périodiquement des paiements aux entrepreneurs et autres personnes intéressées. Le Créancier pourra exiger le remboursement immédiat de ces sommes, avec intérêt sur celles-ci au taux ci-après stipulé, à compter de la date de leur décaissement.

Le Débiteur accomplira tous les actes et signera tous les documents nécessaires pour que l'hypothèque constituée par les présentes ait plein effet et soit constamment opposable aux tiers.

### **3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE**

En garantie de l'accomplissement des Obligations envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier pour la somme de **DOUZE MILLION CINQUANTE-SIX MILLE SEPT CENT QUATRE DOLLARS (12 056 704,00 \$)**, l'immeuble dont la désignation suit :

#### **DÉSIGNATION**

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUATORZE (1 565 274)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

Avec toutes les bâtisses y érigées et notamment celles portant les numéros 1750, rue Atateken, Montréal, province de Québec, H2L 3L6, 1015 et 1023, rue Robin, Montréal, province de Québec, H2L 1W2 et 1751, 1755 et 1757, rue St-Timothée, Montréal, province de Québec, H2L 3P4.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve, avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à l'Immeuble, notamment :

- Une servitude de non-concurrence prohibant l'opération d'un commerce de directeur de funérailles ou autres entreprises connexes sur l'immeuble publiée sous le numéro 5 032 544;

- Une servitude de vue pour régulariser la vue directe causée par une fenêtre au 3e étage de la remise se trouvant sur le lot voisin 1 565 248, au

mur sud-est, donnant une vue directe sur le l'immeuble publiée sous le numéro 4 822 475;

- Une servitude de vue et de tolérance d'empiètement en surplomb entre l'immeuble et le lot 1 565 248 publiée sous le numéro 4 617 850;

- Une servitude de restriction d'usage prohibant l'exploitation d'une entreprise de pompes funèbres sur l'immeuble publiée sous le numéro 2 626 876.

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à l'Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes prendront effet à compter de la date des présentes afin de garantir l'accomplissement des Obligations.

#### **4. ASSURANCES**

Le Débiteur s'oblige à faire assurer contre l'incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts tous les bâtiments qui sont ou seront affectés par la présente hypothèque jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle le Créancier est désigné comme coassuré.

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner au Créancier, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Débiteur ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable au Créancier.

Le Débiteur s'oblige par les présentes à faire insérer dans ces polices, à titre de mandataire du Créancier, la clause hypothécaire en faveur du Créancier, à dénoncer à l'assureur les droits hypothécaires de ce dernier, à remettre au Créancier ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à maintenir celles-ci en vigueur jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations et à fournir au Créancier au moins quinze (15) jours avant leur échéance le certificat de leur renouvellement.

À défaut par le Débiteur de se conformer à ces diverses obligations, le Créancier, sous réserve de ses autres recours, pourra souscrire pour le compte du Débiteur toute nouvelle assurance et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement, au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal. Il pourra aussi, aux frais du Débiteur, notifier la présente hypothèque à toute compagnie d'assurances intéressée qui n'en aurait pas été avisée, copie ou extrait des présentes pouvant servir à cette notification au besoin.

Le Débiteur avisera sans délai le Créancier de tout sinistre et ne devra entreprendre aucun travail de réparation ou de réfection avant que ce dernier n'ait examiné les lieux et approuvé les travaux projetés au préalable et par écrit. En cas de perte de l'Immeuble, toute indemnité d'assurance devra être versée directement au Créancier, jusqu'à concurrence du montant de la contribution prévue aux termes de la Convention. Nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire, le Créancier pourra conserver l'indemnité ou la remettre, en totalité ou en partie, au Débiteur pour lui permettre de reconstruire ou réparer l'Immeuble, sans que, dans l'un ou l'autre cas, son hypothèque ou ses autres droits ne soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, si ce n'est par la signature d'une quittance notariée constatant la réduction du présent acte.

## **5. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE**

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, notamment les sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire, telles que, mais sans limitation, primes d'assurance, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble de même que tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers, en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

## **6. HYPOTHÈQUE DES LOYERS**

Pour garantir davantage ses obligations, le Débiteur hypothèque par les présentes, jusqu'à concurrence de la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus ainsi que pour la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause intitulée « HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE » ci-dessus, tous les loyers présents et futurs provenant de la location de

l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sur demande, tous les baux affectant l'Immeuble ainsi que toute police d'assurance couvrant ces loyers.

Tant qu'il ne sera pas en défaut et que le Créancier n'aura pas avisé le Débiteur de son intention de les percevoir, le Créancier autorise le Débiteur à continuer à percevoir les loyers à leur échéance.

En cas de défaut, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, se prévaloir de cette hypothèque en la notifiant aux locataires, de même qu'en leur notifiant, ainsi qu'au Débiteur, qu'il percevra désormais les loyers exigibles. Il pourra renouveler les baux ou en consentir de nouveaux au nom du Débiteur aux conditions qu'il jugera convenables. Le montant des loyers perçus servira, à sa discrétion, à se payer une commission de cinq pour cent (5 %) des revenus bruts à titre de frais d'administration, à payer les taxes, le coût des réparations ainsi que toute autre dépense, le tout sans que ses droits ou ses hypothèques soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, ou, en tout ou en partie, au choix du Créancier, à payer les versements de capital, les intérêts ainsi que les frais exigibles aux termes des présentes. Le Créancier pourra également exercer ces droits par l'entremise d'un mandataire et le Débiteur s'engage à collaborer avec le Créancier ou son mandataire pour faciliter la perception des loyers. D'avance, le Débiteur ratifie les actes d'administration du Créancier et accepte les états soumis par ce dernier comme équivalant à une reddition de comptes. Le Créancier ne sera responsable d'aucune perte ni d'aucun dommage subi en raison de son administration.

## **7. CHARGES ET CONDITIONS**

### **7.1. Frais**

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, les frais d'arpentage, d'évaluation et d'inspection de l'Immeuble, de vérification environnementale, les frais de publicité et tous les autres déboursés, incluant ceux relatifs à tout renouvellement, avis, hypothèque, renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée s'y rapportant. Le Créancier est autorisé à retenir, à même le produit de la contribution prévue aux termes de la Convention, les sommes suffisantes pour les acquitter. Le Débiteur paiera également, lorsque les Obligations auront été accomplies, avec ou sans subrogation, les frais et honoraires de quittance et mainlevée, le cas échéant, de la présente hypothèque.

## **7.2. Mise en défaut du Débiteur**

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

## **7.3. Hypothèques ou charges prioritaires**

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à moins que le Créancier y consente préalablement par écrit. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la primauté de ses droits sur l'Immeuble.

## **7.4. Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires**

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, à même le produit de la Convention, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et primer l'hypothèque consentie aux termes des présentes, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Au cas d'insuffisance de deniers, le Créancier est habilité à ne plus faire d'avance et à exiger, malgré le terme convenu, le remboursement des sommes déjà déboursées, sous réserve de ses autres droits et recours.

## **7.5. Paiement des taxes, impositions et cotisations**

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, le cas échéant, dans les trente (30) jours de l'échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

## **7.6. Remboursement des sommes déboursées par le Créancier**

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des primes d'assurance, taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais découlant de la Convention ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal à compter de la date de leur déboursement par le Créancier.

#### **7.7. Conservation de l'Immeuble**

Le Débiteur conservera en bon état, les bâtisses érigées ou qui seront érigées sur l'Immeuble, ainsi que tous les biens qui y sont ou qui y seront incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement et qui sont considérés comme immeubles en vertu de la loi, de façon à ne pas diminuer la garantie du Créancier.

Si le Débiteur néglige de maintenir l'Immeuble en bon état, d'y faire les réparations nécessaires après en avoir reçu la demande du Créancier ou si l'Immeuble est laissé vacant ou à l'abandon, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, pénétrer dans les lieux pour y effectuer les travaux requis ou prendre toute autre mesure appropriée, aux frais du Débiteur.

Le Débiteur ne pourra faire aucune modification importante à l'Immeuble, ni en changer la destination, sans avoir obtenu le consentement préalable écrit du Créancier.

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, et le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

#### **7.8. Inspection de l'Immeuble**

Le Débiteur consent à ce que le Créancier puisse inspecter ou faire inspecter l'Immeuble afin de s'assurer que les biens hypothéqués sont bien conservés et que l'Immeuble est conforme aux normes environnementales ainsi qu'à toute autre loi ou tout autre règlement pouvant l'affecter.

#### **7.9. Remise de documents**

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois,



règlements ou normes environnementales affectant l'Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l'Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d'autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Il s'engage aussi à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations.

#### **7.10. Électricité et gaz**

Le Débiteur s'engage à acquitter, au plus tard quarante-cinq (45) jours après leur expédition, tout compte d'électricité et de gaz naturel qui peut lui être transmis. Il autorise irrévocablement les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel à fournir au Créancier tout renseignement qu'il pourra leur demander relativement au paiement de ces comptes.

### **8. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR**

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles à la Convention, à savoir :

a) l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute priorité, hypothèque et charge quelconque, SAUF :

- Une hypothèque immobilière en faveur de la Ville de Montréal reçue par Me Tommy FRÉCHETTE, notaire, le douze (12) juillet deux mille vingt-deux (2022) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665, laquelle sera radiée aux termes du présent acte, **la présente étant une hypothèque de premier rang.**

b) aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

c) toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

d) aucun accessoire permanent de l'Immeuble et, en particulier, aucun appareil de chauffage, de ventilation, de réfrigération, de nettoyage et d'éclairage, aucun ascenseur ou autre service de l'Immeuble n'a fait l'objet d'un contrat de vente conditionnelle, d'un contrat de location, d'un contrat de crédit-bail ou d'une hypothèque; tous ces accessoires sont la propriété du Débiteur et ont été entièrement payés et ceux d'entre eux qui n'ont pas été

incorporés à l'Immeuble de façon à en faire partie intégrante ont été, à demeure, matériellement attachés ou réunis à l'Immeuble et sont eux-mêmes immeubles.

## 9. DÉFAUTS

Le Débiteur sera en défaut si lui ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble :

- a) ne se conforme pas à l'une ou l'autre des Obligations;
- b) fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;
- c) n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;
- d) n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;
- e) n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;
- f) fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;
- g) vend, cède, aliène tout ou partie de l'Immeuble, ou consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tels une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans le consentement préalable écrit du Créancier;

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

- a) d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des obligations garanties par la présente hypothèque en capital, frais et accessoires;
- b) d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

c) de percevoir les loyers provenant de la location de l'Immeuble;

d) d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec*.

## **10. ÉLECTION DE DOMICILE**

Le Débiteur fait élection de domicile à l'adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure du district de Montréal.

## **11. SOLIDARITÉ**

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier des obligations qui y sont stipulées.

## **12. INDIVISIBILITÉ**

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

## **13. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DU CRÉANCIER**

Le Créancier a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Débiteur.

## **14. RÉQUISITION DE MAINLEVÉE**

Le Créancier, en sa qualité de créancière détenant une hypothèque consentie par le Débiteur aux termes d'un acte reçu par M<sup>e</sup> Tommy Fréchette, notaire, le douze (12) juillet deux mille vingt-deux (2022), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665, accorde mainlevée pure et simple et consent à la radiation de l'inscription de tous les droits hypothécaires et autres droits réels résultant dudit acte.

## **15. CLAUSE INTERPRÉTATIVE**

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, comprend le fonds de terre, les bâtisses y érigées ou qui pourront y être érigées, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

**DONT ACTE** à Montréal,

**LE**

**SOUS le numéro**

des minutes du (de la) notaire soussigné(e).

**LECTURE FAITE**, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence du notaire soussigné.

**VILLE DE MONTRÉAL**

\_\_\_\_\_  
Par : Clotilde TARDITI

**HÉBERGEMENT JEUNESSE LE TOURNANT**

\_\_\_\_\_  
Par :

\_\_\_\_\_  
**M<sup>e</sup>** \_\_\_\_\_, **notaire**

**Dossier # : 1249499001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière supplémentaire de 1 756 704 \$ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 416 665.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1249499001 intervention financière.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ibtissam ABDELLAOUI  
Agente de gestion des ressources financière

**Tél :** (514) 872-xxxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-08-05

Alpha OKAKESEMA  
Chef(fe) de section - conseil et soutien financiers

**Tél :** 514 872-0985

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1247567009**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 20 256 967,12 \$ taxes et contingences incluses, pour la fourniture de camions incendie six (6) roues et dix (10) roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de cent (100) pieds majorant ainsi le montant total du contrat de 52 000 463,03 \$ à 72 257 403,15 \$(CG22 0492)

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois pour l'acquisition de camions incendie dix (10) roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de cent (100) pieds;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 16 880 805,93 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant du contrat de 52 000 463,03 \$ à 68 881 268,96 \$ (CG22 0492);
3. d'autoriser une dépense de 3 376 161,19 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingence;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-08-06 10:22

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247567009

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 20 256 967,12 \$ taxes et contingences incluses, pour la fourniture de camions incendie six (6) roues et dix (10) roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de cent (100) pieds majorant ainsi le montant total du contrat de 52 000 463,03 \$ à 72 257 403,15 \$(CG22 0492)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d’assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d’offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

En 2021, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a procédé au lancement de l'appel d’offres public 21-18954, ayant pour objet la fourniture de camions incendie six (6) roues et dix (10) roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de cent (100) pieds, pour une durée de deux (2) ans, avec une (1) option de prolongation d'un (1) an.

Suite à l'analyse des besoins du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), le SMRA souhaite exercer la période de prolongation d'un (1) an.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0492 - 26 août 2022 Conclure des ententes-cadre avec la firme Techno Feu inc. pour la fourniture de camions incendie six roues et dix roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de cent (100) pieds, pour une durée de deux ans, avec une option de prolongation d'un an - (Montant estimé des ententes : 52 000 463,03 \$, taxes incluses (contrat : 43 333 719,19 \$ + contingences: 8 666 743,84 \$ )) - Appel d'offres public 21-18954 - (un soumissionnaire)

**DESCRIPTION**

De façon plus précise, le présent dossier décisionnel vise à exercer l'option de prolongation de un (1) an prévu au contrat, visant la fourniture de camions incendies. La firme Techno Feu inc. a été avisée de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ce renouvellement en vertu des dispositions du contrat le 12 mars 2024 via courriel. Une copie de la lettre est

disponible en pièce jointe du dossier décisionnel.

L'option de prolongation est applicable sur les deux (2) lots suivants:

Lot #1 - Devis 33721A11 - Fourniture de camion 6 roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds;

Lot #2 - Devis 33721B11 - Fourniture de camion 10 roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds.

Selon l'addenda 10, section contrat - Option de renouvellement année 3 - Les besoins du donneur d'ordre est de trente-deux (32) véhicules au total tous lots confondus. Douze (12) véhicules de chaque lot ont déjà été acquis via le contrat initial (année 1 et 2) pour un total de vingt-quatre (24). Pour les huit (8) véhicules supplémentaires (année 3) via l'option de renouvellement, ils pourront être acquis partiellement ou en totalité d'un lot, selon les besoins du donneur d'ordre.

Suite à l'analyse des besoins du SIM, le SMRA désire acquérir huit (8) camions 10 roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds du lot #2.

#### Ajustement des prix:

Les prix soumis demeurent fermes pour la durée du contrat et seront indexés annuellement à la date anniversaire du contrat, en fonction de la variation entre le taux de change à la date d'ouverture des soumissions et le taux de change à la date d'indexation, selon la formule décrite à l'annexe 2.04.01 du document contrat (Addenda 1). La contingence au contrat sera utilisée, en outre, pour pallier à cette possible augmentation lors du calcul du coût d'acquisition prévue le 24 août 2024.

#### Provision pour contingences

Un camion-échelle est un véhicule de spécialité susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de fabrication. La modification d'un camion en cours de réalisation est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. Pour pallier aux imprévus de fabrication, le coût d'achat des camions a été bonifié de 20 %.

## **JUSTIFICATION**

Les raisons nous incitant à recommander l'exercice de l'option de renouvellement sont principalement :

- la poursuite d'une saine gestion contractuelle;
- l'opportunité de profiter des prix obtenus lors de l'appel d'offres;
- la qualité du service rendu par le fournisseur actuel.

Le Service d'incendie de Montréal (SIM), le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) et le Service de l'approvisionnement (SA) ont travaillé en étroite collaboration afin d'acquérir ces véhicules d'urgence en fonction des besoins opérationnels, le tout en conformité avec les lois et règlements d'approvisionnement en vigueur. Au moment de l'élaboration des critères de performance, il a été entendu que des critères en lien avec l'empatement étaient nécessaires pour répondre aux besoins du SIM.

En effet, lors de l'adjudication du dossier pour le contrat de base, l'appareil proposé par l'adjudicataire était le seul qui pouvait répondre au devis de performance et ainsi, permettre au véhicule d'être installé et utilisé dans un espace de onze pieds de largeur. Ce système de vérin en X se déploie très rapidement et positionne les vérins au ras du sol, afin qu'un pompier puisse les enjamber facilement, si nécessaire. Cela permet également de longer le véhicule et d'avoir accès à l'ensemble du matériel qui se trouve dans les coffres de rangement. La largeur, pour le déploiement complet des stabilisateurs, est un facteur incontournable, afin de permettre la pleine utilisation de l'échelle aérienne, soit une rotation



de 360 degrés et une portée maximale d'extension, dans les contextes de sauvetage et de combat d'incendie.

Il a été entendu qu'avant d'exercer l'option de prolongation, le SMRA effectuerait une nouvelle vigie du marché des véhicules d'urgences afin de vérifier si le marché a évolué et d'autres soumissionnaires potentiels pouvaient répondre aux exigences de performance. Cette stratégie permettait au marché de s'ajuster tout en s'assurant que les équipements acquis permettent de répondre aux critères de performance à l'environnement montréalais. Cette vigie a bel et bien été réalisée par les professionnels du SMRA et ils en sont venus à la conclusion que le marché ne s'est pas encore ajusté.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant incluant l'option de renouvellement :

Description du lot 2	Montant du contrat initial (année 1 et 2) (taxes incluses)	Montant du renouvellement (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Lot #2 - Devis 33721B11 - Fourniture de camion 10 roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds.	22 042 011,31 \$	16 880 805,93 \$	38 922 817,24 \$

Le montant de l'option de renouvellement pour le lot # 2 est de 16 880 805,93 \$, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 3 376 161,19 \$, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions - frais de contingences afin de pallier aux imprévus et aux fluctuations du prix.

Elles seront financées par le règlement d'emprunt RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités du Plan stratégique Montréal 2030.

La rapidité de déploiement et la possibilité d'utiliser ces véhicules d'urgence, dans les rues étroites et les ruelles, permettent d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. De plus, l'ensemble des véhicules seront munis d'un système de réduction du ralenti inutile, pour la première fois dans l'industrie des camions-échelles, ce qui contribue à la réduction des émissions de GES.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas se prévaloir de l'option de renouvellement alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant le SMRA à repartir en appel d'offres créant des délais de

livraison importants mettant en péril la sécurité civile.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Application de l'option de renouvellement: Août 2024.

Fin de l'entente: Août 2025.

Réception des premiers véhicules: Janvier 2027.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Renée VEILLETTE, Service de l'approvisionnement  
Charles CARON, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Charles CARON, 7 juin 2024  
Renée VEILLETTE, 6 juin 2024

---

### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois ST-AMAND  
agent(e) de recherche

**Tél :** 514-280-3712  
**Télécop. :** -

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-06

Lina EL KESSERWANI  
chef(fe) de division - ingenierie et strategies  
d'investissements

**Tél :** (438) 823-4894  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE  
Directeur de service

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-06-11

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247567009

Unité administrative responsable : 33 - *Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*

Projet : Exercer la première option de renouvellement de douze (12) mois du lot #2 et autoriser une dépense additionnelle de 19 125 743,30 \$ taxes et contingences incluses, pour la fourniture de camions incendie six (6) roues et dix (10) roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de cent (100) pieds majorant ainsi le montant total du contrat de 52 000 463,03 \$ à 71 126 206,33 \$- Appel d'offres public 21-18954 (CG22 0492).

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité 1 et 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  La rapidité de déploiement et la possibilité d'utiliser ces véhicules d'urgence, dans les rues étroites et les ruelles, permet d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. De plus, l'ensemble des véhicules seront munis d'un système de réduction du ralenti inutile, pour la première fois dans l'industrie des camions-échelles, ce qui contribue à la réduction des émissions de GES.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		X	
b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		X	
c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 12 mars 2024

Monsieur François Proulx  
Président  
1200 Degrés – Techno Feu inc.  
105 route Marie-Victorin  
St-François-du-Lac (WQuébec) JoG 1M0

Courriel : fproulx@1200-degres.com

**Objet : Renouvellement de contrat**  
**Lot 1 – entente 1546484 et Lot 2 – entente 1546492**  
**Appel d'offres n° 21-18954**  
**Acquisition de camions incendie 6 roues et 10 roues, à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds - Entente d'approvisionnement de 2 ans avec une option de prolongation d'un an - Ref addenda no 10**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 24 août 2024 au 25 août 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les quinze (15) jours de l'envoi la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution au montant de CINQUANTE POUR CENT (50%) du montant du Contrat (prolongation), selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à renee.veillette@montreal.ca **au plus tard le 20 mars 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

  
Nom en majuscules et signature

12-03-24  
Date

Je refuse le renouvellement :

\_\_\_\_\_  
Nom en majuscules et signature

\_\_\_\_\_  
Date

Renée Veillette  
Agente d'approvisionnement II

Courriel : renee.veillette@montreal.ca

LN91Fbssp



**Dossier # : 1244501003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Stratégie 12 000 logements
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9215-1125 Québec inc. un terrain d'une superficie de 263 m <sup>2</sup> connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables le cas échéant. N/Réf. : 31H12-005-0371-22 / Mandat 23-0645-T

Il est recommandé :  
Au comité exécutif :

1. de renoncer au droit de préemption à l'égard du lot 1 179 689 du cadastre du Québec et d'accorder, aux termes de l'acte de vente, la radiation de l'inscription des avis d'assujettissement au droit de préemption publiés le 14 juillet 2020 et le 2 novembre 2022 au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 25 535 030 et 27 666 502.

Au conseil d'agglomération :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de la société 9215-1125 Québec inc., à des fins de logement social, un terrain d'une superficie de 263 mètres carrés, connu et désigné comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102, rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour le prix de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant, aux conditions stipulées dans le projet d'acte;
2. d'autoriser l'émission du chèque requis au nom du Vendeur;
3. d'imputer la dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront entièrement assumées par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-29 11:54

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

---

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie



**IDENTIFICATION** Dossier # :1244501003

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Stratégie 12 000 logements
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9215-1125 Québec inc. un terrain d'une superficie de 263 m <sup>2</sup> connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables le cas échéant. N/Réf. : 31H12-005-0371-22 / Mandat 23-0645-T

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'habitation (SH) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI), afin d'acquérir de 9215-1125 Québec inc. (Vendeur), à des fins de logement social, un terrain d'une superficie de 263 m<sup>2</sup>, connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark (Immeuble), dans l'arrondissement de Ville-Marie.

La Ville est déjà propriétaire des immeubles portant les numéros civiques 1092-1098 rue Clark et 1104-1106 rue Clark situés de part et d'autre de l'Immeuble.

L'Immeuble est assujéti au droit de préemption, aux fins de logement social et aux fins d'habitation, notamment abordable. Toutefois, une acquisition de gré en gré est privilégiée, considérant que le Vendeur est disposé à vendre l'Immeuble.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0521 - 25 août 2022 - Adopter la résolution du conseil d'agglomération de Montréal modifiant la résolution CG22 0420 pour ajouter la durée d'assujettissement des immeubles au droit de préemption et qui pourront être acquis aux fins de logements sociaux et communautaires.

CM22 0985 - 23 août 2022 - Adopter la résolution du conseil municipal de Montréal modifiant la résolution CM22 0779 pour ajouter la durée d'assujettissement des immeubles au droit de préemption et qui pourront être acquis aux fins d'habitation.

CG22 0426 - 16 juin 2022 - Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

CG22 0420 - 16 juin 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal

désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social.

CM22 0779 - 14 juin 2022 - Adopter une résolution du conseil municipal de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation.

CG22 0289 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

CG21 0634 - 30 septembre 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux.

CG20 0160 - 26 mars 2020 - Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social / Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social.

CG20 0141 - 26 mars 2020 - Adoption - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être acquis aux fins de logement social.

## **DESCRIPTION**

Le présent sommaire décisionnel est soumis aux autorités municipales compétentes dans le but d'approuver un projet d'acte dans lequel la Ville acquiert du Vendeur l'Immeuble, d'une superficie de 263 m<sup>2</sup>, connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables le cas échéant.

Un audit a été effectué par le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) afin d'identifier les désordres, anomalies et non-conformités des systèmes et composantes du bâtiment. Aucun investissement majeur n'est requis à court terme pour maintenir le bâtiment. Lors de la visite, l'accès au bâtiment n'a pas été possible à l'étage puisqu'il y avait absence de lumière et présence d'objets entravant le chemin. Suivant l'acquisition, la Ville va s'assurer de la sécurisation du bâtiment. De plus, l'équipe d'expertise du SGPI a soulevé le risque que les matériaux pour la finition des murs contiennent de l'amiante.

Une étude des sols de phase I a été réalisée et les résultats préliminaires fournis permettent d'estimer un coût approximatif de réhabilitation environnementale de 90 000 \$, avant taxes et incluant les honoraires professionnels. À noter que les conditions négociées dans la promesse ne permettraient pas de réduire le prix en fonction de la contamination des sols. Une étude des sols de phase II n'a pas été réalisée compte tenu de la situation du bâtiment décrite dans le paragraphe précédent, elle sera réalisée à la suite de la prise de possession.

Suite à l'acquisition, le SH revendra l'Immeuble à un organisme communautaire pour y réaliser un projet de construction de logement social financé dans le cadre du programme en vigueur, lors de l'attribution.

Le prix d'acquisition est conforme à la valeur marchande estimée par la Division des analyses immobilières du SSI en date du 22 novembre 2023.

## **JUSTIFICATION**

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La Ville a publié deux avis d'assujettissement au droit de préemption sur le lot 1 179 689 et a de l'intérêt pour l'Immeuble;
- Le SH est favorable à l'acquisition pour la réalisation d'un projet de logement social à cet endroit;
- Le prix d'acquisition, de 1 980 000 \$, a été négocié de gré à gré avec le Vendeur;
- Cette acquisition permet d'assembler deux immeubles que la Ville a déjà acquis;
- Le prix d'acquisition est conforme à la valeur marchande estimée par la Division des analyses immobilières du SSI en date du 22 novembre 2023.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une dépense de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables, le cas échéant. Aucune provision pour les taxes ne sera nécessaire puisque le terrain est destiné à la revente.

Le financement de cette dépense sera imputé au PDI 2024-2033 par le projet 48009 « Acquisition des terrains à des fins de réalisation de logements sociaux et communautaires du Service de l'habitation ».

Le coût de cette transaction sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 21-020 « Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires » pour une acquisition en 2024.

Entre la date où la Ville fera l'acquisition de l'Immeuble et celle de sa revente à un organisme communautaire, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (le SGPI) sera responsable de la gestion et de l'entretien de l'Immeuble. Un budget de fonctionnement pour 2024, assumé par le SGPI, totalisant 13 616 \$ (taxes incluses) est requis pour sécuriser et maintenir l'Immeuble. Pour les années 2025 et les suivantes, un budget annuel récurrent estimé à environ 24 000 \$ (taxes incluses) est requis pour maintenir l'Immeuble avant sa revente. Aucune demande de budget de fonctionnement supplémentaire n'est prévue.

À titre indicatif, l'estimation des coûts (taxes incluses) de détention se détaille comme suit :

Demande ajustement budgétaire	2024	2025	2026	Total
Entretien technique	4 333 \$	13 000 \$	13 000 \$	30 333 \$
Entretien sanitaire	7 200 \$	5 200 \$	5 200 \$	17 600 \$
Énergie	2 083 \$	6 374 \$	6 501 \$	14 958 \$
Sécurité (gardiennage / barricadage)				- \$
Déconstruction				- \$
<b>Total</b>	<b>13 616 \$</b>	<b>24 574 \$</b>	<b>24 701 \$</b>	<b>62 891 \$</b>

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération, car elles concernent le logement social et l'aide aux sans-abris; qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

L'information budgétaire se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changement climatique parce que l'acquisition du terrain n'a pas d'impact direct sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou la diminution des vulnérabilités climatiques.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Considérant que la promesse de vente expire le 31 décembre 2024, un retard ou un refus d'approuver le dossier impliquera de négocier une nouvelle entente avec le Vendeur et le prix est susceptible d'être révisé à la hausse ou un retrait du Vendeur pour une transaction de gré à gré avec la Ville.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Signature de l'acte de vente.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karinne CARMONI)

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles  
Safwen ZAIM, Service de la gestion et planification des immeubles  
Alain V VAILLANCOURT, Service de l'habitation  
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

Alain V VAILLANCOURT, 26 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine LEFORT  
Conseillère en immobilier

**Tél :** 514 978-3588

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-17

Dany LAROCHE  
Chef de division des transactions

**Tél :**

514-449-4842

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dany LAROCHE  
Chef de division des transactions immobilières-  
en remplacement d'Annie Gerbeau-Directrice de  
Service par intérim - du 22 juillet au 2 août  
2024

**Tél :** 514-449-4842

**Approuvé le :** 2024-07-29

## Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1244501002

Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière

Projet : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9215-1125 Québec inc. un terrain d'une superficie de 263 m<sup>2</sup> connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$

### Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>7. Répondre aux besoins des Montréalais et des Montréalaises en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>Acquisition d'un terrain dans le but de construire des logements sociaux et abordables</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

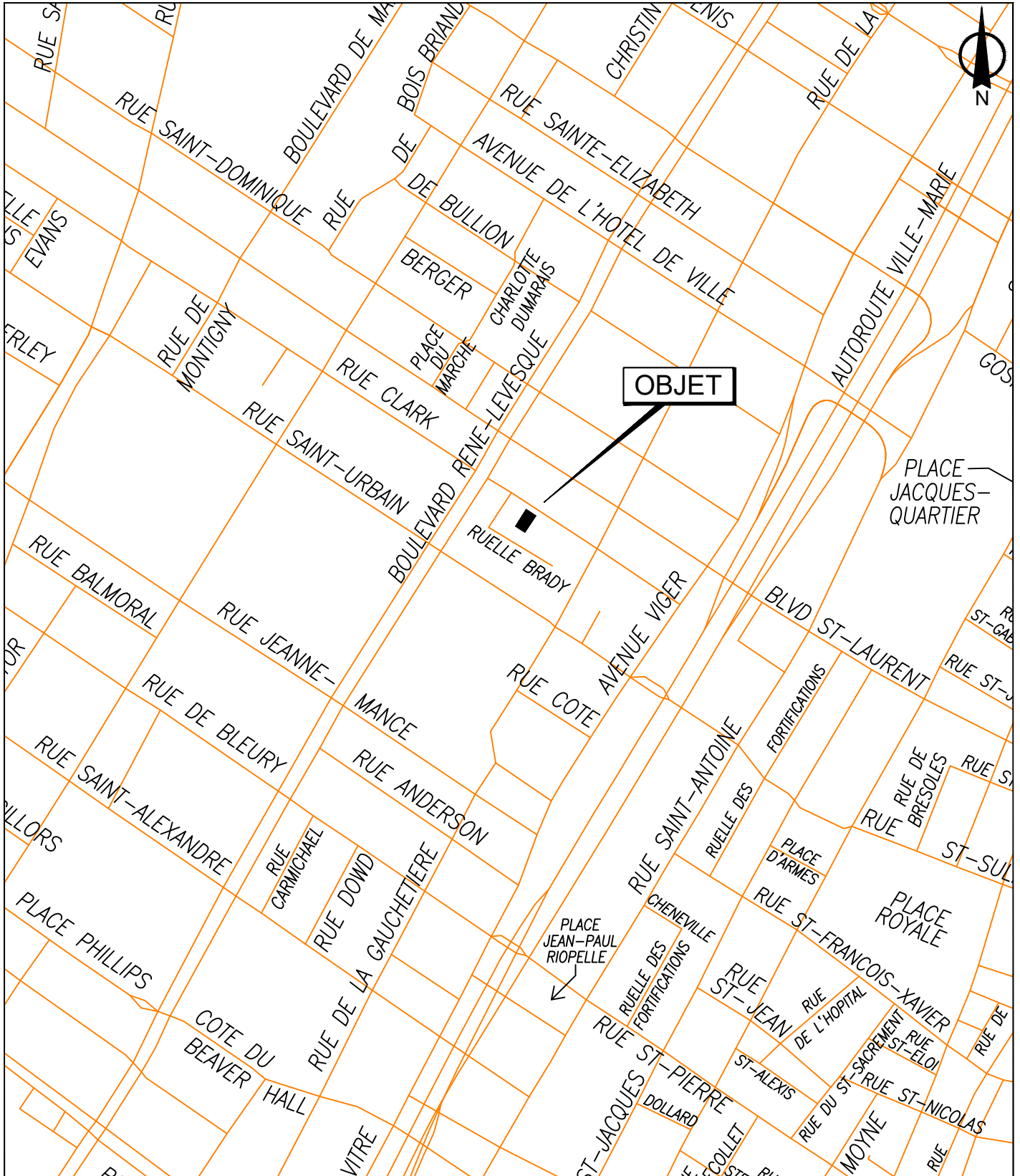
	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>	<b>X</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

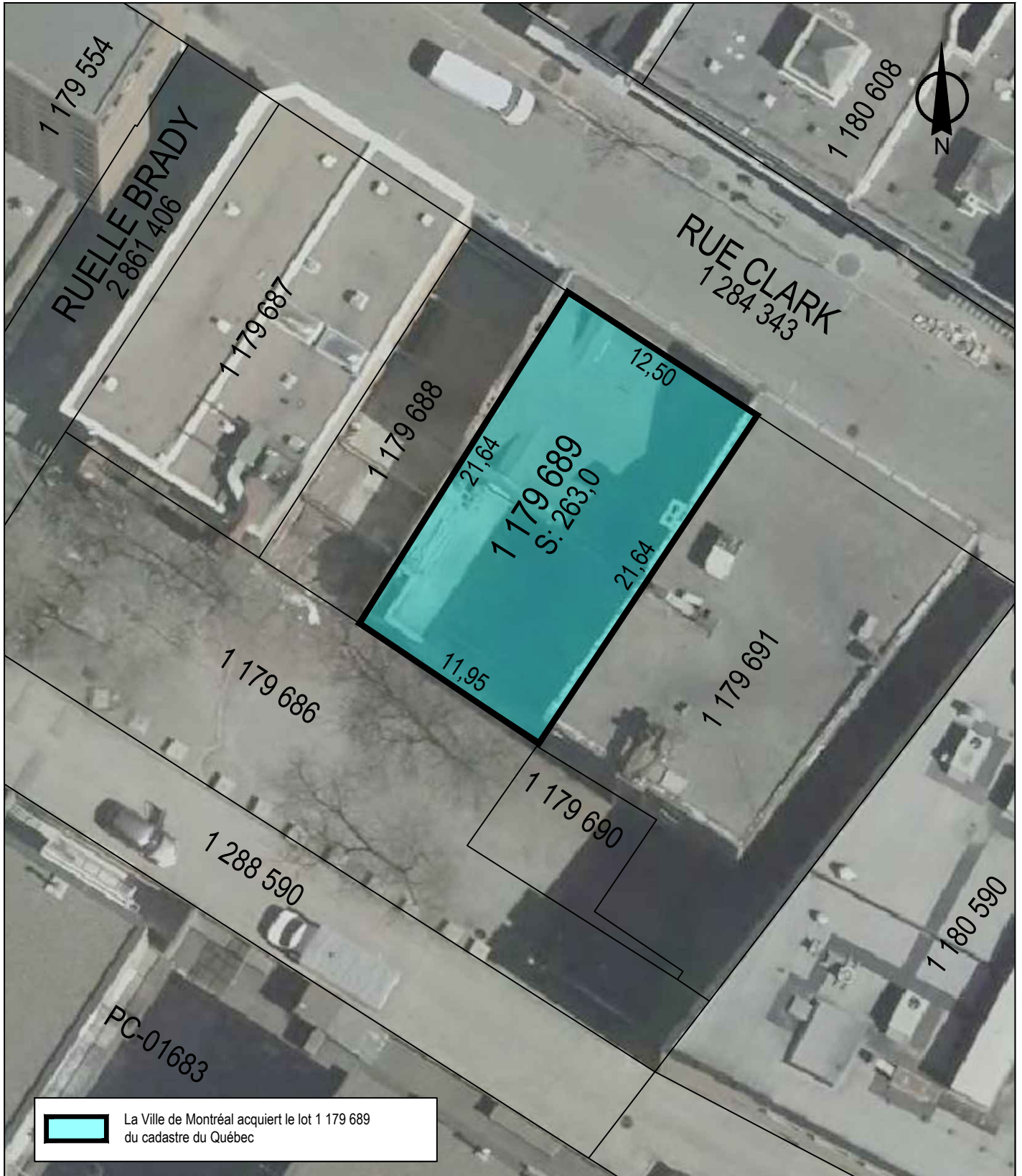


SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE  
DIVISION DES TRANSACTIONS



Plan P: plan de localisation  
Dossier: 31H12-005-0371-22  
Mandat: 23-0645-T  
Dessinateur: LA  
Échelle: - - -  
Date: 10 juin 2024





SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE  
DIVISION DES TRANSACTIONS



Plan P: plan de cadastre & orthophoto  
Dossier: 31H12-005-0371-22  
Mandat: 23-0645-T  
Dessinateur: LA  
Échelle: 1:300  
Date: 10 juin 2024

Façade du 1100-1102 Clark



Arrière du 1100-1102 Clark



**Dossier # : 1244501003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9215-1125 Québec inc. un terrain d'une superficie de 263 m <sup>2</sup> connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables le cas échéant. N/Réf. : 31H12-005-0371-22 / Mandat 23-0645-T

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Nous joignons le projet d'acte de vente donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant du Vendeur à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte et qu'il s'engage à le signer sans modification. N.D.: 24-001593

---

**FICHIERS JOINTS**



2024-07-15 Acquisition - KC.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Karinne CARMONI  
notaire  
**Tél :** 438-868-6529

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-24

Karinne CARMONI  
notaire  
**Tél :** 438-868-6529  
**Division :**

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE

Le

Devant **M<sup>e</sup> Karinne CARMONI**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**9215-1125 QUÉBEC INC.**, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), le vingt-deux (22) octobre deux mille neuf (2009), étant aux droits de 9226-1155 Québec inc. à la suite d'une fusion en date du vingt (20) février deux mille vingt-trois (2023), maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1166179284 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1008, rue Clark, bureau 200, à Montréal, province de Québec, H2Z 1J9, agissant et représentée par \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le \_\_\_\_\_ et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

**ET :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

- a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et
- b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●,

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **OBJET DU CONTRAT**

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, à des fins de logement social, un immeuble situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

### **DÉSIGNATION**

Le lot numéro **UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-NEUF (1 179 689)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtisse dessus construite portant les numéros 1100 et 1102, rue Clark, à Montréal, province de Québec, H2X 0C4.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

### **ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ**

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir

acquis en vertu d'un acte de vente par 9173-9276 Québec inc. à 9226-1155 Québec inc. reçu devant M<sup>e</sup> Thyya Wan, notaire, le quatorze (14) avril deux mille onze (2011), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 18 059 642.

### **GARANTIE**

Cette vente est faite avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville, en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le Vendeur n'a aucune responsabilité relativement à l'état et la qualité des sols de l'Immeuble, la Ville l'acquérant, à cet égard seulement, à ses seuls risques et périls, qu'elle ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

### **POSSESSION**

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

### **TRANSFERT DE RISQUES**

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

### **DOSSIER DE TITRES**

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

### **ATTESTATIONS**

i) **ATTESTATIONS DU VENDEUR**

Le Vendeur atteste que :

- a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;
- Avis d'assujettissement d'un immeuble au droit de préemption conformément aux articles 572.0.1 et ss de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), par la Ville de Montréal contre 9226-1155 Québec inc., signé sous seing privé le onze (11) octobre deux mille vingt-deux (2022), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 666 502, lequel avis sera radié aux termes des présentes.
  - Avis d'assujettissement d'un immeuble au droit de préemption conformément aux articles 151.1 et ss. de l'Annexe C la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), par la Ville de Montréal contre 9226-1155 Québec inc., signé sous seing privé le dix (10) juin deux mille vingt (2020), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 535 030, lequel avis sera radié aux termes des présentes.
  - Avis d'aire de protection d'un immeuble patrimonial en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, pour un édifice appelé « Monument-National », signé le dix-neuf (19) mai mille neuf cent soixante-dix-huit (1978), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 2 891 043.
- b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;
- c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude;
- d) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi*

*de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

- e) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;
- f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;
- g) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du Vendeur;
- h) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;
- i) à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Vendeur à se conformer



à ses obligations en vertu des présentes;

- j) il n'est pas en défaut en vertu de quelque jugement, ordre, injonction, décret d'un quelconque tribunal, bureau, agence, arbitre ou commission pouvant affecter l'Immeuble ou la capacité du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;
- k) il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit pouvant lier la Ville;
- l) l'Immeuble est totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles.

ii) **ATTESTATIONS DE LA VILLE**

La Ville atteste :

- a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);
- b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

- a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;
- b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels

de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

### **RÉPARTITIONS**

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

### **RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

### **CONSIDÉRATION**

Cette vente est ainsi consentie pour le prix d'**UN MILLION NEUF CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (1 980 000,00 \$)**, que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, **DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.**

**DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE  
SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.)  
ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;

T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. :

T.V.Q. :

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

**RÉQUISITION DE RADIATION**

L'Immeuble est grevé d'un avis d'assujettissement d'un immeuble au droit de préemption conformément aux articles 572.0.1 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*, par la Ville de Montréal contre 9226-1155 Québec inc., signé sous seing privé le onze (11) octobre deux mille vingt-deux (2022), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 666 502.

L'Immeuble est également grevé d'un avis d'assujettissement d'un immeuble au droit de préemption conformément aux articles 151.1 et ss. de l'Annexe C la Charte de la Ville de Montréal,

métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), par la Ville de Montréal contre 9226-1155 Québec inc., signé sous seing privé le dix (10) juin deux mille vingt (2020), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 535 030.

Compte tenu que la Ville procède à l'acquisition de l'Immeuble aux termes des présentes, cette dernière, à toutes fins que de droit, requiert de l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal la radiation de ces avis d'assujettissement et requiert que toutes les mentions qui s'imposent soient faites, afin de donner plein effet aux présentes.

### **DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT**

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

### **ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

- a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions, Direction des transactions immobilières, Service de la stratégie immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2<sup>e</sup> étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

ou toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

- b) Le Vendeur : à l'attention de \_\_\_\_\_ au numéro \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ province de Québec, \_\_\_\_\_.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Vendeur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

### **CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

### **MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

- a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : 9215-1125 QUÉBEC INC.;
- b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;
- c) le siège du cédant est au : 1008, rue Clark, bureau 200, à Montréal, province de Québec, H2Z 1J9;
- d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

- e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;
- f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION NEUF CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (1 980 000,00 \$);
- g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION NEUF CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (1 980 000,00 \$);
- h) le montant du droit de mutation est de : TRENTE-NEUF MILLE QUATRE CENT QUARANTE-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (39 447,50 \$);
- i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;
- j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

**DONT ACTE** à \_\_\_\_\_

LE \_\_\_\_\_

SOUS le numéro \_\_\_\_\_

des minutes de la notaire soussignée.

**LECTURE FAITE**, sauf au représentant de la Ville, lequel a expressément exempté la notaire soussignée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée.

**9215-1125 QUÉBEC INC.**

---

Par :

**VILLE DE MONTRÉAL**

---

Par :

---

**M<sup>e</sup> Karinne CARMONI, notaire**

**Dossier # : 1244501003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 9215-1125 Québec inc. un terrain d'une superficie de 263 m <sup>2</sup> connu comme étant le lot 1 179 689 du cadastre du Québec, avec la bâtisse portant les numéros 1100-1102 rue Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à des fins de logement social, pour la somme de 1 980 000 \$, plus les taxes applicables le cas échéant. N/Réf. : 31H12-005-0371-22 / Mandat 23-0645-T

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1244501003 - SGPI - Entretien lot 1 179 689.xlsx



Certification des fonds\_GDD 1244501003\_Habitation.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-3580

Co-auteurs: Pierre-Luc Stében et Diane Nguyen

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-29

Ariane LATOUR  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-xxxx

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1248167001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à 9103-7143 Québec Inc., pour des services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois-d'Anjou pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une période maximale de sept mois, soit de septembre 2024 à mars 2025 inclusivement – Dépense totale de 295 775,95 \$, taxes incluses (contrat : 246 479,97 \$ + contingences : 24 647,99 \$ + variation de quantité : 24 647,99 \$) – Appel d'offres public 24-20561 – 1 soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire 9103-7143 Québec Inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour des services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois-d'Anjou, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 246 479,97 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 24-20561 ;
2. d'autoriser une dépense de 24 647,99 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépenses de 24 647,99 \$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. de procéder à une évaluation du rendement de 9103-7143 Québec Inc.;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON Le 2024-08-05 11:46

**Signataire :**

Brigitte GRANDMAISON

---

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1248167001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à 9103-7143 Québec Inc., pour des services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois-d'Anjou pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une période maximale de sept mois, soit de septembre 2024 à mars 2025 inclusivement – Dépense totale de 295 775,95 \$, taxes incluses (contrat : 246 479,97 \$ + contingences : 24 647,99 \$ + variation de quantité : 24 647,99 \$) – Appel d'offres public 24-20561 – 1 soumissionnaire

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) requiert les services d'une firme spécialisée en gestion de la faune pour effectuer toutes les étapes liées au prélèvement de cerfs dans les deux parcs visés, à savoir la planification et la préparation de l'intervention, sa réalisation, ainsi que le ramassage, l'entreposage et le transport des produits des prélèvements vers des entreprises spécialisées en vue de leur valorisation. Le processus de sollicitation du marché pour ce dossier est un appel d'offres public ouvert à toutes les entreprises offrant des services techniques en gestion de la faune. L'appel d'offres a été lancé le 5 juin 2024 et s'est terminé le 25 juin 2024. Il a été publié sur le site internet de la Ville de Montréal, du système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le journal Le Devoir. Un addenda a été émis et rendu disponible aux preneurs du cahier des charges, dans les délais prescrits :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	14 juin 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réponses à trois questions, dont une nécessitant des modifications au devis technique et au</li> </ul>	Oui

		<p>bordereau de soumission (voir ci-dessous);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Modification du bordereau de soumission pour que le prix de l'activité de prélèvement, ramassage et préparation des produits des prélèvements soit calculé en fonction du temps de travail requis (unité de mesure = nuits) plutôt que du nombre de cerfs visés par l'opération. Une nuit d'intervention supplémentaire a été ajoutée par rapport à l'évaluation initiale;</li> <li>• Modification de la Section B.03 Services requis du devis technique pour préciser que la remorque réfrigérée servant à l'entreposage temporaire sur le site d'intervention et au transport, devra également être utilisée pour l'entreposage des produits des prélèvements sur le terrain de l'entreprise qui sera sélectionnée pour procéder au débitage et à la préparation de la viande. Un item a également été ajouté au bordereau de prix pour établir un prix mensuel de location pour cette période d'entreposage.</li> </ul>	
--	--	---	--

L'addenda a eu un impact sur le prix puisque :

1. L'effort consenti pour l'opération a été augmenté par rapport à l'estimation (ajout d'une nuit) afin de pouvoir, au besoin, prolonger l'intervention selon les résultats obtenus;
2. L'adjudicataire doit aussi assumer les frais de location de la remorque réfrigérée durant la période d'entreposage des produits des prélèvements sur le terrain de l'entreprise qui fera le débitage et à la préparation de la viande.

Les soumissions sont valides cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 22 décembre 2024.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

s/o

### **DESCRIPTION**

Le présent dossier consiste à effectuer le prélèvement, à l'aide de tireurs professionnels, d'environ 145 cerfs de Virginie, soit 125 dans le parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, ainsi qu'une vingtaine dans le parc-nature du Bois-d'Anjou. L'appel d'offres prévoit des prix unitaires et forfaitaires correspondant aux différentes activités, soit :

- la préparation du plan final d'intervention;
- les démarches auprès du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) pour l'obtention d'un permis pour la capture d'animaux sauvages à des fins scientifiques, éducatives ou de gestion de la faune (SEG);
- la préparation des sites et l'appâtage;
- le prélèvement des cerfs, la récupération et la préparation des produits des prélèvements;
- l'entreposage des produits des prélèvements et le transport vers la boucherie ou centre de découpe participant.

La période autorisée par le MELCCFP s'étend du 23 octobre au 28 février. Ce contrat se terminera au plus tard le 1er avril 2025, afin de prévoir les éventuels délais d'entreposage de la viande.

Le bordereau de soumission ne comporte pas de contingences. Le contrat prévoit des contingences de 10 % et un budget de variation des quantités de 10 % pour un montant total de 295 775,94 \$ taxes incluses.

## JUSTIFICATION

Parmi les deux (2) preneurs du cahier de charges, un (1) seul a déposé une soumission, soit 50% des preneurs. La soumission déposée a été jugée conforme et l'entreprise 9103-7143 Québec Inc. Étant l'unique soumissionnaire, des négociations ont été menées et une réduction de 3 500 \$, soit 1,6 %, a été obtenue sur la soumission.

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
9103-7143 Québec Inc.	246 479,97 \$	/	246 479,97 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	187 769,28 \$	/	187 769,28 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			58 710,68 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			31,3 %

Le plus bas soumissionnaire conforme, 9103-7143 Québec Inc., a un prix de 31,3 % supérieur au dernier estimé. Ce type d'intervention est nouveau au Québec et la Ville de Montréal a fondé son estimation sur des informations transmises par la SÉPAQ qui a effectué une opération semblable en 2023. Une partie de l'écart est explicable par le manque d'expérience et de connaissances dans ce nouveau domaine d'expertise.

Une partie importante de l'écart (47 %) est attribuable aux modifications faites dans l'addenda 1, c'est-à-dire l'ajout d'une nuit d'intervention par rapport à ce qui était initialement prévu (21 825,70 \$ par nuit) et l'ajout des frais de location de la remorque réfrigérée pour l'entreposage des produits des prélèvements sur les lieux de leur traitement (7 585,75 \$).

En tenant compte du contexte, le SGPMRS recommande l'octroi au soumissionnaire.

Les termes inscrits au cahier des charges décrivent les travaux à faire et l'entreprise sera tenue de les réaliser tel que décrit.

En date du 27 juin 2024, l'adjudicataire n'est pas :

- sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;
- inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce contrat est de 295 775,95 \$ incluant les taxes, les contingences et la variation des quantités. La ventilation annuelle est la suivante :

<b>Année</b>	<b>Total par année</b>
2024	271 127,96 \$
2025	24 647,99 \$

---

Le coût total de ce contrat est de 270 082,89 \$ net de ristournes fédérale et provinciale.

Le montant des contingences (10 %) est de 24 647,99 \$ taxes incluses, soit 22 506,91 \$ net de ristournes.

Le montant de la variation des quantités (10 %) est de 24 647,99 \$ taxes incluses, soit de 22 506,91 \$ net de ristournes.

Ce montant sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribuera à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en s'inscrivant dans la priorité stratégique 2. *Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*

Le contrôle des cerfs vise à maintenir une population dont la densité est compatible avec la préservation de la biodiversité et des attributs écologiques des écosystèmes forestiers des parcs-nature ciblés.

Il ne s'applique pas directement aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Aucun impact majeur n'est anticipé. Le prélèvement des cerfs aura lieu de nuit afin de minimiser l'impact sur les usagers des parcs-nature.

Un report de l'octroi du contrat aurait un impact sur la réalisation des interventions qui doivent être réalisées idéalement avant l'hiver, notamment pour minimiser les répercussions sur les usagers des parcs. La période autorisée par le MELCCFP s'étend du 23 octobre au 28 février.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : septembre 2024.

- Obtention du permis pour la capture d'animaux sauvages à des fins scientifiques, éducatives ou de gestion de la faune (SEG) auprès du MELCCFP (demande faite par le fournisseur de services) : automne 2024.
- Fin du contrat : 1er avril 2025 ou une fois la totalité des services rendus ou à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire, selon la première des deux éventualités.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrick DUMOULIN)

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Hui LI)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Jean-Francois DUPRE, Service des ressources humaines et des communications  
Camille BÉGIN, Direction générale  
Jennifer POIRIER, Anjou  
Thomas RIVARD, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles  
Valérie G GAGNON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles  
Frederic BLAIS, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Valérie G GAGNON, 11 juillet 2024  
Jean-Francois DUPRE, 10 juillet 2024  
Jennifer POIRIER, 10 juillet 2024  
Frederic BLAIS, 9 juillet 2024

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Frederic BUSSIERE  
conseiller(-ere) en aménagement

**Tél :** 514 349-0451  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-05

Amélie BILODEAU  
Cheffe de division- Concertation et bureau du  
Mont-Royal pour Clément ARNAUD

**Tél :** 514 546-6958  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE

Directrice - direction gestion des grands  
parcs et milieux naturels

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-07-17

directeur(trice)

**Tél :**

514.872.1456

**Approuvé le :**

2024-07-19



# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248167001

Unité administrative responsable : Section Biodiversité | Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Projet : Services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois d'Anjou

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <i>Le contrat servira à la mise en œuvre de la décision prise en avril 2024 par la ville de Montréal d'assurer une gestion de la population de cerfs de Virginie dans l'est de Montréal. La réduction du cheptel permettra de réduire les impacts négatifs de la surpopulation de cerfs sur la biodiversité ainsi que sur la régénération des écosystèmes forestiers et leur la résilience. À termes, elle facilitera la réalisation de projets de restauration des écosystèmes perturbés, notamment par les espèces exotiques envahissantes comme l'agrile du frêne et le nerprun cathartique.</i>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>x</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>x</b>	

## Section C - ADS+ \*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		<b>x</b>	
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		<b>x</b>	
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		<b>x</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>x</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1248167001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à 9103-7143 Québec Inc., pour des services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois-d'Anjou pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une période maximale de sept mois, soit de septembre 2024 à mars 2025 inclusivement – Dépense totale de 295 775,95 \$, taxes incluses (contrat : 246 479,97 \$ + contingences : 24 647,99 \$ + variation de quantité : 24 647,99 \$) – Appel d'offres public 24-20561 – 1 soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

---

**FICHIERS JOINTS**



24-20561 DetCah.pdf24-20561 Intervention.pdf24-20561 PV.pdf24-20561\_TCP.pdf

---


**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Patrick DUMOULIN  
Agent d'approvisionnement II  
**Tél : 514-000-0000**

**ENDOSSÉ PAR**

Hicham ZERIOUH  
Chef de section  
**Tél : 514-000-0000**  
**Division : Acquisition**

Le : 2024-07-10

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système.

## Liste des commandes

**Numéro:** 24-20561  
**Numéro de référence:** 1856896  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:** Services techniques pour le prélèvement de cerfs de Virginie dans les parcs nature du Bois-d'Anjou et de la Pointe-aux-Prairies  
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

### 2 résultats

### Résultats 1 à 2

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

9103-7143 QUÉBEC INC.	Non	françois pelletier	0	20001128 - 24-20561 Addenda 1
2740 chemin Ayer's cliff Magog	diffusé	Téléphone: 8198682777	2024-06-05	Devis
QC CAN J1X3W2		Courriel:	21:31	2024-06-14 à 11:35 - Courriel
		<a href="mailto:multifaune@cgcable.ca">multifaune@cgcable.ca</a>		Bordereau numérique
				2024-06-14 à 11:35 - Courriel
				Bordereau numérique
				2024-06-14 à 11:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

WSP CANADA INC.	Non	Linda Pichette	0	20001128 - 24-20561 Addenda 1
1135, boulevard Lebourgneuf	diffusé	Téléphone: 5818145984	2024-06-06	Devis
Québec Québec QC CAN		Courriel:	12:31	2024-06-14 à 11:35 - Courriel
G2K0M5		<a href="mailto:ao.quebec@wsp.com">ao.quebec@wsp.com</a>		Bordereau numérique
				2024-06-14 à 11:35 - Courriel
				Bordereau numérique
				2024-06-14 à 11:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres :  No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :  -  -  Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le :  -  -  Date du dernier addenda émis :  -  -

Ouverture faite le :  -  -  Délai total accordé aux soumissionnaires :  jrs

Date du comité de sélection :  -  -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :  Nbre de soumissions reçues :  % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées :  % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission :  jrs Date d'échéance initiale :  -  -

Prolongation de la validité de la soumission de :  jrs Date d'échéance révisée :  -  -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées  et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
9103-7143 Québec inc.	246 479,96 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

### Information additionnelle

N'ayant reçu qu'une seule soumissions conforme dans le cadre de cet appel d'offres et que le prix soumis accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation de la Ville, une négociation portant uniquement sur le prix a été effectuée. Le soumissionnaire a réduit son prix de 4 024,12\$ (TTI) pour un montant total de 246 479,96\$ (TTI).

Préparé par :  Le  -  -

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**Tableau comparatif des prix****No de l'appel d'offres**

24-20561

**Agent d'approvisionnement**

Patrick Dumoulin

<b>Conformité</b>	Oui
-------------------	-----

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
<b>9103-7143 Québec inc.</b>									<b>214 377,01 \$</b>	<b>246 479,96 \$</b>

**Dossier # : 1248167001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à 9103-7143 Québec Inc., pour des services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois-d'Anjou pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une période maximale de sept mois, soit de septembre 2024 à mars 2025 inclusivement – Dépense totale de 295 775,95 \$, taxes incluses (contrat : 246 479,97 \$ + contingences : 24 647,99 \$ + variation de quantité : 24 647,99 \$) – Appel d'offres public 24-20561 – 1 soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Certification des fonds\_GDD 1248167001.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI  
Préposée au budget

**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-17

Valérie LAVIGNE  
Agent(e) de gestion des ressources  
financières

**Tél :** 514-872-xxxx

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1219220004

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Stratégie 12 000 logements
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, dans l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, connue comme étant le lot 6 527 624 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069, dont la rente annuelle sera de 3 400 \$. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1165-01 / dossier 21-0007-T

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, connue et désignée comme étant le lot 6 527 624 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 668,9 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069, dont la rente annuelle sera de 3 400 \$, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation.
2. d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de modification d'emphytéose pourvu que cet acte de modification soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme au projet d'acte joint au



présent sommaire décisionnel et pourvu que la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal fournisse la copie conforme de sa police d'assurance avant la signature de l'acte modifiant l'emphytéose.

3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-08-09 12:22

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

---

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

Dossier # :1219220004

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Stratégie 12 000 logements
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, dans l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, connue comme étant le lot 6 527 624 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069, dont la rente annuelle sera de 3 400 \$. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1165-01 / dossier 21-0007-T

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (« OBNL ») ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subvention fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80 pour des termes de 52 ans.

Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces organismes cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire.

Le Service de la stratégie immobilière (le SSI) et le Service de l'habitation (le SH) ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes

d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SSI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leur bâtiment, le SSI et le SH proposent de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes et de soumettre ainsi pour décision par les instances de la Ville. Les prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la Loi sur les coopératives, destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéose permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en s'assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal (l'Emphytéote) désire adhérer au programme Fonds national de co-investissement pour le logement - volet revitalisation offert par la SCHL afin de réaliser d'importants travaux sur l'immeuble situé au 5701 à 5709, rue Boyer (l'Immeuble). Pour adhérer à ce programme qui permet d'amortir le prêt sur 40 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 45 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 9 janvier 2035, une prolongation de trente-quatre (34) ans est requise afin d'adhérer au programme.

Le Fonds national de co-investissement pour le logement - volet revitalisation offre des prêts à faible coût et des prêts-subsidés pour la rénovation de logements abordables et communautaires existants. Il comporte des exigences d'abordabilité, d'efficacité énergétique et d'accessibilité universelle et permet aux organismes d'obtenir un amortissement sur 40 ans, facilitant ainsi le maintien de l'abordabilité des logements.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte de modification de l'emphytéose par les autorités compétentes.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM82 07485 - 25 octobre 1982 - Approuver le bail emphytéotique par lequel la Ville de Montréal cède à la Coopérative d'habitation du parc Marquette un emplacement formé du lot 6-260 du cadastre du Village de la Côte-Saint-Louis, avec bâtiment dessus érigé portant le numéro 5709 rue Boyer.

## **DESCRIPTION**

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal, pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, connue comme étant le lot 6 527 624 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 668,9 mètres carrés, située dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, afin de permettre une prolongation du terme de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069. L'Immeuble a été cédé par emphytéose à la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette"

Montréal en janvier 1983, avec l'obligation de rénover le bâtiment existant pour un coût d'au moins cinq cent soixante-quinze mille dollars (575 000 \$). L'Immeuble comprend 17 logements. Certains ménages pourraient être admissibles au programme d'aide fédérale au loyer IFLC-2 bien qu'elle ne soit attribuée à aucun d'entre eux pour l'instant. Les locataires bénéficient d'une réduction de loyer de près de 23 %, comparativement au loyer moyen du secteur (Enquête sur les logements locatifs, SCHL, automne 2023).

D'importants travaux de rénovation concernant la corniche, le parement de briques, la réfection de la toiture et le remplacement de toutes les fenêtres doivent être effectués sur l'Immeuble à court terme. Le coût estimé pour réaliser les travaux totalise près de 1 710 000 \$. La liste des travaux à réaliser est présentée dans le rapport d'expertise de la firme Aedifica architecture et design en pièce jointe.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de 2035 à 2069, sera de 3 400 \$ et payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

- Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

- o l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec;
- o l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec;
- o l'Ordre des architectes du Québec;
- o l'Ordre des ingénieurs du Québec;
- o l'Ordre des technologues professionnels du Québec.

- Présenter un plan quinquennal des travaux d'entretien et de préservation en lien avec le rapport d'inspection.

- Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière à réaliser les travaux prévus au plan quinquennal.

- Préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble.

- Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'immeuble.

## JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La prolongation de la durée de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.

- La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.

- La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

- La prolongation de la durée de l'emphytéose, de trente-quatre (34) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur quarante (40) ans.

- Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.
- La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.
- La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc de logements sociaux et communautaires.
- L'ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.
- La prolongation de la durée de l'Emphytéose n'entraîne aucun coût pour l'agglomération et aucune responsabilité additionnelle.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

En concertation avec le SH, il fut décidé d'appliquer une rente moyenne pour la durée des prolongations d'emphytéose pour permettre de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et être équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 \$/unité) payé par les coopératives d'habitation sous emphytéose. Ainsi, la rente annuelle sera de 3 400 \$, du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2024 est de 2 856 \$.

La Division des analyses immobilières du SSI estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité. La contribution à l'engagement à l'accessibilité universelle ne s'applique pas. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il s'agit d'une modification de l'emphytéose.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec la SCHL et les entrepreneurs réalisant les travaux, en plus de nuire à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble.

### **IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est requise présentement.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Signature de l'acte de prolongation : automne 2024

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

de la Ville.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation  
Caroline MÉTHOT, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Clotilde TARDITI, 12 juillet 2024

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne LABROSSE  
Conseillère en Transactions Immobilières

**Tél :** (438) 860-4386

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-11

Dany LAROCHE  
chef de division transactions immobilières

**Tél :** 000-0000 -0000

**Télécop. :** -

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU  
directrice de service - stratégie immobilière

**Tél :** 514 589-7449

**Approuvé le :** 2024-08-09

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1219220004

Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*

Projet : *Prolongement de l'emphytéose - Coopérative d'habitation du Parc Marquette Montréal*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <b>7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable</b>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? <ul style="list-style-type: none"><li>● <b>Priorités Montréal 2030</b><ul style="list-style-type: none"><li>○ <b>Rénovation d'un immeuble de 17 logements et maintien de l'abordabilité des loyers à 20 % sous le loyer moyen du secteur - priorité 7;</b></li></ul></li></ul>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

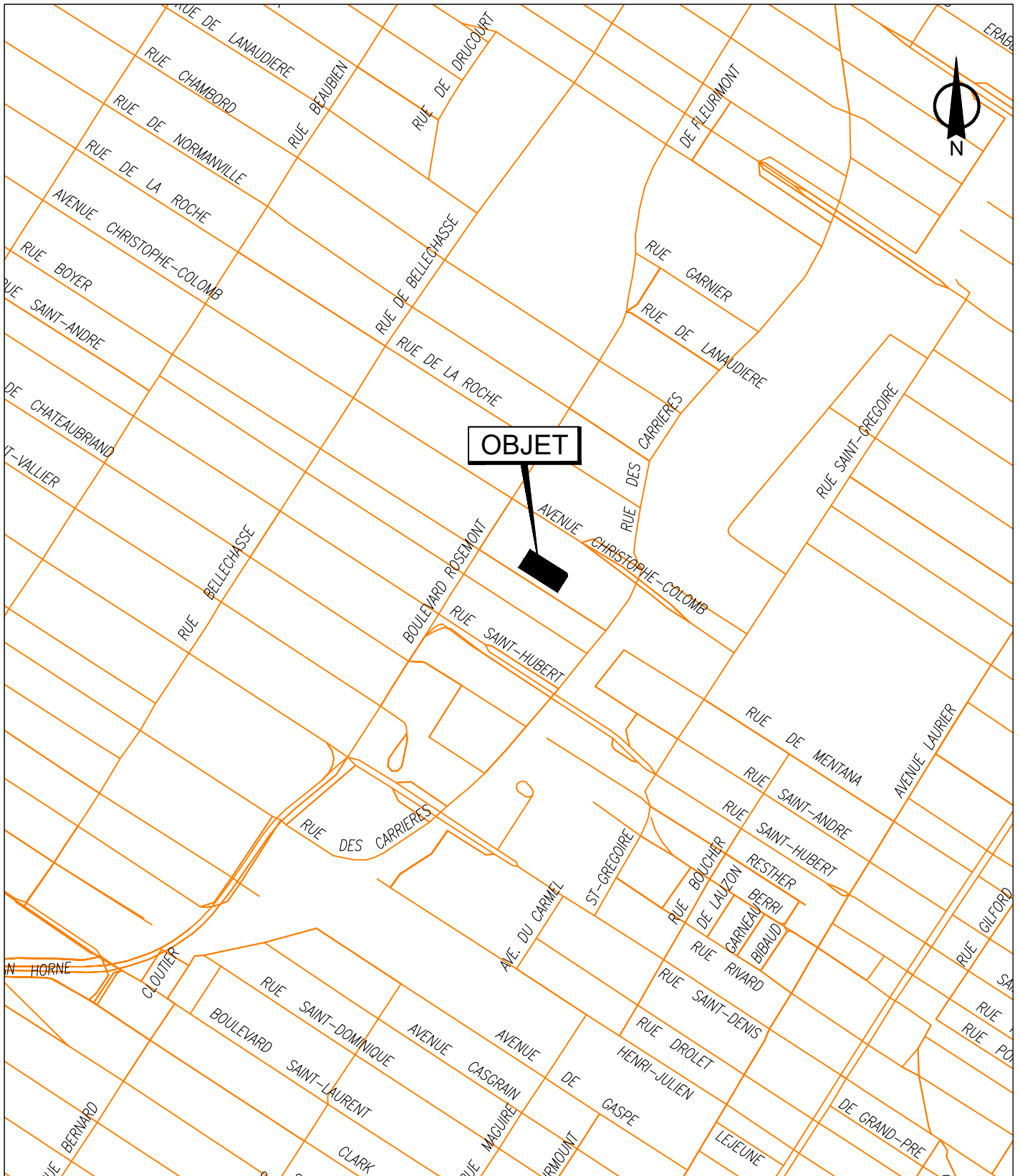
## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>	<b>X</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	<b>X</b>		

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



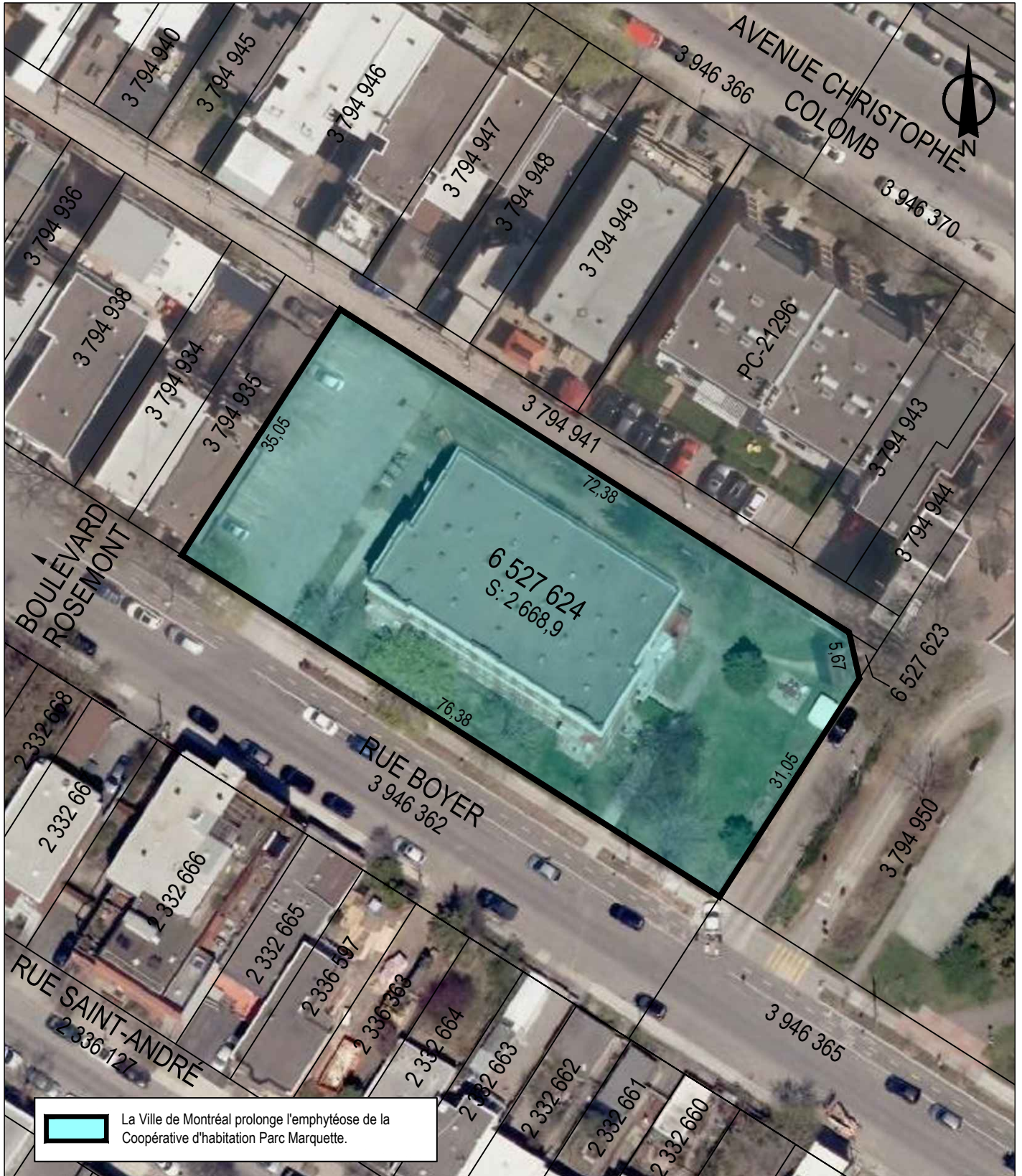



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE  
 DIVISION DES TRANSACTIONS

Rosemont - La  
 Petite-Patrie  
**Montréal** 

Plan A: plan de localisation  
 Dossier: 31H12-005-1165-01  
 Mandat: 21-0007-T  
 Dessinateur: LJC  
 Échelle: ---  
 Date: 25-08-2023

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



 La Ville de Montréal prolonge l'emphytéose de la  
 Coopérative d'habitation Parc Marquette.

SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE  
 DIVISION DES TRANSACTIONS

Rosemont - La  
 Petite-Patrie  
**Montréal** 

Plan P: plan de cadastre & orthophoto  
 Dossier: 31H12-005-1165-01  
 Mandat: 21-0007-T  
 Dessinateur: LJC  
 Échelle: 1:650  
 Date: 25-08-2023

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

**Estimation courante**

Projet : Étude - Profil d'immeuble et stratégie de remise en état  
 Coopérative d'habitation Parc-Marquette  
 Numéro : BAPM-01-01  
 Étape : Rapport final  
 Date : 5 novembre, 2021  
 Révision : -

**Aedifica**

JFL  
 HD  
 N/A  
 3

ESTIMATION ÉLÉMENTALE		Éléments				
		Priorité 1	Priorité 2	Total	Exclusion P1 et P2	Inclusion P1 et P2
<b>A</b>	<b>INFRASTRUCTURE</b>			- \$		
<b>A10</b>	<b>Fondations</b>			- \$		
<b>A20</b>	<b>Construction du sous-sol</b>			- \$		
<b>B</b>	<b>SUPERSTRUCTURE ET ENVELOPPE</b>	369 845 \$	41 250 \$	<b>417 335 \$</b>		
<b>B10</b>	<b>Superstructure</b>	24 000 \$		24 000 \$		
<b>B1010</b>	<b>Mur de fondation</b>					
	Ouvertures exploratoires aux unités du rez-de-chaussée	500 \$			500 \$	
	Excavations exploratoires de la fondation et validation de l'état du mur	1 500 \$			1 500 \$	
	Enlèvement du crépis et réparation ponctuelle du mur de moellons	8 250 \$			8 250 \$	
	Rejointoiement ponctuel du mur de moellons, partie hors-sol	13 750 \$			13 750 \$	
<b>B20</b>	<b>Enveloppe extérieure</b>	337 345 \$	41 250 \$	378 595 \$		
<b>B2010</b>	<b>Murs extérieurs</b>					
	Resurfacement du béton aux balcons en alcôve en façade avant	4 500 \$				4 500 \$
	Réalisation d'un joint souple entre la dalle de béton et le mur aux alcôves	850 \$				850 \$
	Rejointoiement ponctuel de maçonnerie sur toutes les façades	41 250 \$				41 250 \$
	Démentèlement et reconstruction de la maçonnerie à l'alcôve nord	13 500 \$				13 500 \$
	Réparation de fissures et microfissures au parement de maçonnerie aux façades	4 375 \$				4 375 \$
	Démontage, consolidation et réparation des bandeaux de pierre	11 250 \$				11 250 \$
	Remplacer les allèges de béton fissurées aux ouvertures	40 700 \$				40 700 \$
	Ragrée et repeindre la corniche décorative au périmètre du bâtiment		24 750 \$			24 750 \$
	Nettoyage de la pollution atmosphérique au parement de maçonnerie		5 500 \$			5 500 \$
<b>B2020</b>	<b>Fenêtres extérieures</b>					
	Remplacement complet des fenêtres au bâtiment	155 000 \$				155 000 \$
	Remplacement du calfeutrage à la persienne en façade avant	85 \$				85 \$
	Remplacement d'un clapet de ventilation en façade avant	85 \$			85 \$	
<b>B2030</b>	<b>Portes extérieures</b>					
	Remplacement des ensembles de portes et contre-portes des unités	46 750 \$				46 750 \$
	Remplacement des portes et fenêtres de bois aux balcons à l'avant	19 000 \$				19 000 \$
	Remplacement des portes des entrées principales latérales au bâtiment		11 000 \$			11 000 \$
<b>B30</b>	<b>Toitures</b>	8 500 \$		14 740 \$		
<b>B3030</b>	<b>Couverture</b>					
	Remplacement du scellant d'étanchéité sur le dessus des solins métalliques	8 250 \$				8 250 \$
	Remplacement des crépines de drain à la toiture	250 \$				250 \$
	Remplacement des bases d'étanchéité de la structure de support du parapet					
	Remplacement de la trappe de toit et amélioration de l'accès à la toiture					
<b>C</b>	<b>AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR</b>	53 015 \$	410 900 \$	<b>486 465 \$</b>		
<b>C10</b>	<b>Construction intérieure</b>	850 \$	251 600 \$	270 800 \$		
<b>C1010</b>	<b>Cloisons intérieures</b>					
	Scellant coupe-feu au passages de conduits dans les cloisons avec RAF	850 \$			850 \$	
<b>C1020</b>	<b>Portes intérieures</b>					
	Remplacement des portes d'entrée des unités, incluant la quincaillerie					
	Remplacer les portes des rangements par des portes grillagées en acier					
	Remplacement de la quincaillerie aux portes du corridor commun					
<b>C1030</b>	<b>Mobilier intégré</b>					
	Démolition et remplacement complet des cuisines, incluant finis muraux		238 000 \$			238 000 \$
	Démolition et remplacement du mobilier de salle de bain		13 600 \$			13 600 \$
<b>C20</b>	<b>Escaliers</b>			4 400 \$		
<b>C2020</b>	<b>Finition d'escaliers</b>					
	Sablage et peinture des éléments d'acier des escaliers intérieurs		4 400 \$		4 400 \$	
<b>C30</b>	<b>Finitions intérieures</b>	52 165 \$	154 900 \$	211 265 \$		
<b>C3010</b>	<b>Finitions de murs</b>					
	Ragrée du plâtre et des finis architecturaux et peinture aux espaces communs		13 500 \$			13 500 \$
	Ragrée du joint de scellant de finition aux corridors et espaces communs		1 250 \$			1 250 \$
	Ragrée/remplacement des tablettes et des jambages de fenêtres	36 400 \$				36 400 \$
	Ragrée d'ouvertures exploratoires et de dommages à l'unité 4	1 650 \$			1 650 \$	
	Remplacement de la plaque perforée au plafond à la jonction des fenêtres	4 680 \$			4 680 \$	
	Ragrée de fissures mineures dans le gypse aux unités		1 250 \$			1 250 \$
	Remplacement de la céramique murale dans les salles de bain		24 800 \$			24 800 \$
<b>C3020</b>	<b>Finitions de planchers</b>					
	Remplacement du fini de plancher en caoutchouc aux entrées principales	2 210 \$				2 210 \$
	Remplacement du fini de plancher aux marches et paliers des escaliers	7 225 \$				7 225 \$
	Remplacement du fini de plancher en carreaux de vinyle aux corridors					
	Restauration complète du fini de plancher en parqueterie dans les unités		74 800 \$		74 800 \$	
	Remplacement de sections du fini de plancher en parqueterie		7 000 \$			7 000 \$

ESTIMATION ÉLÉMENTALE		Éléments					
		Priorité 1	Priorité 2	Total		Exclusion P1 et P2	Inclusion P1 et P2
	Remplacement du fini de plancher en céramique aux salles de bain		6 000 \$				6 000 \$
	Remplacement du fini de plancher en vinyle aux cuisines dans les unités		23 800 \$				23 800 \$
<b>C3030</b>	<b>Finitions de plafonds</b>						
	Réparations ponctuelles du plafond de gypse dans les corridors		1 250 \$				1 250 \$
	Ragréage mineur du plafond de gypse dans les unités		1 250 \$				1 250 \$
<b>D</b>	<b>SERVICES</b>	29 335 \$	64 875 \$	94 210 \$			
<b>D20</b>	<b>Plomberie</b>	20 600 \$	61 250 \$	81 850 \$			
<b>D2020</b>	<b>Réseau d'eau domestique</b>						
	Remplacement d'un chauffe-eau, avec valves d'arrêts et bassin de captation	17 100 \$				17 100 \$	
	Nettoyage et déblocage des conduits de plomberie	3 500 \$				3 500 \$	
	Remplacement des éviers, robinetterie et plomberie des cuisines		21 250 \$				21 250 \$
	Remplacement des appareils de plomberie et robinetterie des salles de bain		40 000 \$				40 000 \$
<b>D30</b>	<b>Chauffage, ventilation et conditionnement d'air (CVCA)</b>		3 625 \$	3 625 \$			
<b>D3020</b>	<b>Système de production de chaleur</b>						
	Remplacement de plinthes chauffantes aux salles de bain		2 975 \$				2 975 \$
<b>D3090</b>	<b>Appareils de ventilation individuels</b>						
	Remplacement d'un ventilateur d'extraction de salle de bain		650 \$				650 \$
<b>D40</b>	<b>Protection incendie</b>	3 000 \$		3 000 \$			
<b>D4030</b>	<b>Accessoires de protection incendie</b>						
	Contrat d'entretien des équipements d'alarme et de protection incendie	2 500 \$				2 500 \$	
	Évacuer les matériaux et produits dangereux de la salle électrique	500 \$				500 \$	
<b>D50</b>	<b>Électricité</b>	5 735 \$		5 735 \$			
<b>D5020</b>	<b>Éclairage et distribution secondaire</b>						
	Remplacement d'appareils d'éclairage extérieurs au rez-de-chaussée	1 140 \$				1 140 \$	
	Réparer un appareil d'éclairage détaché (plafonnier)	170 \$				170 \$	
	Remplacer les prises de cuisines et salles de bain par une prise protégée	4 375 \$					4 375 \$
	Ajouter des plaques protectrices aux prises de courant et interrupteurs	50 \$				50 \$	
<b>E</b>	<b>ÉQUIPEMENTS, AMEUBLEMENT ET DÉCORATION</b>						
<b>E10</b>	<b>Équipement</b>						
<b>E20</b>	<b>Ameublement et décoration</b>						
<b>F</b>	<b>CONSTRUCTION SPÉCIALE ET DÉMOLITION</b>						
<b>F10</b>	<b>Construction spéciale</b>						
<b>F20</b>	<b>Démolition sélective de bâtiment</b>						
<b>G</b>	<b>AMÉNAGEMENT DE L'EMPLACEMENT</b>	13 950 \$	37 450 \$	69 500 \$			
<b>G20</b>	<b>Amélioration de l'emplacement</b>	13 950 \$	37 450 \$	69 500 \$			
<b>G2010</b>	<b>Aménagement d'emplacement</b>						
	Ragréage et nivellement des marches en pavé de l'allée sud vers l'arrière	1 650 \$				1 650 \$	
	Ragréage et nivellement des marches en pavé d'une unité en façade nord	1 650 \$				1 650 \$	
	Démolir et reconstruire le muret en bloc de béton à la limite sud de la propriété	9 250 \$				9 250 \$	
	Consolidation et nivellement du muret en bloc talus le long des trottoirs		3 500 \$				3 500 \$
	Réparer, sabler et repeindre la clôture basse en acier à l'avant du bâtiment		3 900 \$				3 900 \$
	Entretien et remise en état de la clôture en mailles à l'arrière du bâtiment		1 300 \$				1 300 \$
	Réhabilitation environnementale d'un secteur du site		12 750 \$				12 750 \$
	Remise en état du stationnement asphalté		16 000 \$				16 000 \$
<b>G2030</b>	<b>Escaliers et rampes extérieures</b>						
	Ragréer le joint de scellant à la jonction des balcons en fibre de verre	1 400 \$				1 400 \$	
	Sabler, préparer et repeindre les balcons et escaliers extérieurs en acier						
	Sabler, préparer et repeindre les garde-corps en acier des balcons avant						
	<b>Coût du projet avant contingences de design</b>	466 145 \$	554 475 \$	1 067 510 \$		186 825 \$	833 795 \$
<b>Z</b>	<b>CONDITIONS GÉNÉRALES</b>						
<b>Z10</b>	<b>Contingences de design</b>	46 615 \$	55 448 \$				
	<b>Coût du projet avec contingences de design</b>	512 760 \$	609 923 \$	1 174 261 \$			
<b>Z20</b>	<b>Frais généraux, administration et profit</b>						
<b>Z2010</b>	<b>Frais généraux de l'entrepreneur général</b>	51 276 \$	60 992 \$				
<b>Z2020</b>	<b>Administration et profit de l'entrepreneur</b>	28 202 \$	33 546 \$				
	<b>Coût du projet avant conditions de mise en œuvre</b>	592 237 \$	704 460 \$	1 356 271 \$			
<b>Z30</b>	<b>Conditions de mise en œuvre</b>						
<b>Z3010</b>	<b>Bâtiment occupé</b>	11 845 \$	14 089 \$				
<b>Z3020</b>	<b>Travaux par phases</b>						
<b>Z3030</b>	<b>Divers</b>						
<b>Z3040</b>	<b>Contingences d'indexation (selon la région)</b>	30 204 \$	35 927 \$				
<b>Z3050</b>	<b>Contingences d'inflation (selon la date cible de fin)</b>	15 223 \$	18 107 \$				
	<b>Coût du projet avant taxes</b>	649 509 \$	772 585 \$	1 487 428 \$			
<b>Z40</b>	<b>Taxes</b>						
<b>Z4010</b>	<b>TPS</b>	32 475 \$	38 629 \$				
<b>Z4020</b>	<b>TVQ</b>	64 789 \$	77 065 \$				
	<b>BUDGET DE CONSTRUCTION</b>	746 773 \$	888 279 \$	1 710 171 \$			

**Dossier # : 1219220004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, dans l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, connue comme étant le lot 6 527 624 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069, dont la rente annuelle sera de 3 400 \$. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1165-01 / dossier 21-0007-T

**SENS DE L'INTERVENTION**Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation des représentants de la Coopérative d'habitation du « Parc Marquette » Montréal et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement à l'effet qu'ils sont d'accord avec ce projet d'acte.

Au moment de faire cette intervention, nous étions toujours en attente de certaines confirmations de la part des assureurs de la coopérative. Ainsi, le fait d'autoriser la signature d'un projet d'acte substantiellement conforme, au projet ci-joint, nous permettra d'apporter des modifications mineures audit projet d'acte, si cela est requis.

21-003202

---

**FICHIERS JOINTS**intervention- Acte de modification emphytéose.docx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Daphney ST-LOUIS

**ENDOSSÉ PAR**

Daphney ST-LOUIS

Le : 2024-08-06

Notaire  
**Tél :** 514-589-7317

Notaire  
**Tél :** 514-589-7317  
**Division :** Droit notarial

Le

Devant **M<sup>e</sup> Daphney St-Louis**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**COOPÉRATIVE D'HABITATION DU « PARC MARQUETTE » MONTRÉAL**, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, c. C-67.2), constituée le quatre (4) juillet mil neuf cent quatre-vingt-un (1981), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1146366589, ayant son siège au 5709, rue Boyer, bureau 100, à Montréal, province de Québec, H2S 2H7, agissant et représentée par  
dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le \_\_\_\_\_ ( ) \_\_\_\_\_  
deux mille vingt-quatre (2024) et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

**ET :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M<sup>e</sup> Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

- a) de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);
- b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), dont copie certifiée demeure annexée à la minute 6 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3);

et

c) de la résolution numéro CG24 \_\_\_\_\_, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_ deux mille vingt-quatre (2024), dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Avis d'adresse : **6 019 444**

Ci-après nommée la « **Ville** »

L'Emphytéote et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LESQUELLES**, préalablement à la modification d'emphytéose faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

### **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE**, par un acte d'emphytéose (autrefois connue sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M<sup>e</sup> Jean-Paul Langlois, notaire, le dix (10) janvier mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983), sous le numéro 9940 de ses minutes, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le douze (12) janvier mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983), sous le numéro 3 321 625, (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote (autrefois connue sous le nom de Coopérative d'habitation du Parc Marquette) un immeuble alors connu et désigné comme étant composé du lot numéro 6-260 du cadastre officiel du Village de Côte Saint-Louis, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans, commençant le dix (10) janvier mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) et se terminant le neuf (9) janvier deux mille trente-cinq (2035);

**ATTENDU QUE** par un acte de cession reçu devant M<sup>e</sup> Jean-Paul Langlois, notaire, le quatorze (14) avril mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), sous le numéro 10 592 de ses minutes, dont



copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le deux (2) mai mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), sous le numéro 3 711 005, l'Emphytéote a cédé à la Ville tous ses droits détenus dans l'Emphytéose portant sur l'immeuble alors connu et désigné comme étant composé d'une partie du lot numéro 6-260 du cadastre officiel du Village de Côte Saint-Louis, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de huit mètres carrés (8,0 m<sup>2</sup>) et ce, afin de permettre la réalisation d'un pan coupé par la Ville;

**ATTENDU QUE**, depuis, ledit lot toujours détenu en Emphytéose a fait l'objet de rénovations cadastrales et que l'Emphytéose s'applique maintenant sur l'immeuble connu comme étant le lot numéro 6 527 624 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il souhaitait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement en vertu du programme de Fonds national de co-investissement pour le logement, offert par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après la « SCHL ») et que la SCHL exige qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties, afin, notamment de prolonger de trente-quatre (34) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au neuf (9) janvier deux mille soixante-neuf (2069);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de la SCHL à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux en vertu du programme de Fonds national de co-investissement pour le logement sera amorti sur une période maximale de quarante (40) ans.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS**, les Parties conviennent de ce qui suit :

**1. DÉFINITIONS**

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

## **2. DÉSIGNATION**

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS CINQ CENT VINGT-SEPT MILLE SIX CENT VINGT-QUATRE (6 527 624)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtiments dessus érigés et portant les numéros civiques 5701 à 5709, rue Boyer, à Montréal (arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie), province de Québec, H2S 2H7.

Ci-après nommé l'« **immeuble** »

## **3. DÉCLARATIONS DES PARTIES**

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose, afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose, incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

## **4. AMENDEMENTS À L'EMPHYTÉOSE**

### **a) OBLIGATIONS DE L'EMPHYTÉOTE**

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.4 de l'Emphytéose, les paragraphes suivants :

« 3.5. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble Immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.5.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.5.2. Un échancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable.

3.6. Afin de protéger la valeur de l'Ensemble Immobilier et d'assurer sa conservation ainsi que sa saine gestion, l'Emphytéote s'engage à :

3.6.1. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Ensemble Immobilier;

3.6.2. Faire effectuer, au moins tous les cinq (5) ans, un rapport d'inspection de l'Ensemble Immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes du Québec, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels du Québec. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.6.3. Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble Immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.6.4. Transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal;

3.6.5. Préserver l'affectation sociale ou communautaire de

l'Ensemble Immobilier.

3.7. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, sauf dans le cas prévu au paragraphe 4.6 tel que modifié ci-dessous, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

**b) ASSURANCES**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par l'article suivant :

**« ARTICLE 4  
ASSURANCES »**

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tous autres travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 \$) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble Immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que

l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 \$) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2024, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que

toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 \$) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

- a) Une (1) copie conforme des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;
- b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et
- c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4 Au cas de perte ou de destruction partielle ou totale des Améliorations, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter de la perte ou de la destruction, s'il y a perte ou destruction partielle, ou douze (12) mois, s'il y a perte ou destruction totale, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la perte ou la destruction, ou

dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi perdue ou détruite jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux.

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues au présent article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption durant toute la période comprise entre la perte ou la destruction et la reconstruction ou la restauration.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble Immobilier.

4.6 Nonobstant le paragraphe 4.4 des présentes, advenant le cas où, dans les dix (10) dernières années de l'emphytéose, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées, au point de devenir inutilisables, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, pour les fins de la présente emphytéose et dans la mesure seulement où l'Ensemble Immobilier est libre de toutes hypothèques et autres charges, l'Emphytéote aura la faculté d'abandonner ses droits dans l'emphytéose, aux conditions prévues ci-après.



Si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou la restauration des Améliorations, l'Emphytéote pourra abandonner ses droits dans l'emphytéose, en faveur de la Ville après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle destruction ou dommage, un avis écrit à la Ville de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque et en transmettant tous les documents pertinents au soutien de l'exercice de sa faculté d'abandon. Dans ce cas, l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou ce dommage sera versée en totalité à la Ville. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption jusqu'à la date de l'abandon. L'Emphytéote s'engage à signer tout document requis, à la demande de la Ville, pour constater l'abandon de ses droits.

Si l'Emphytéote décide plutôt de ne pas exercer sa faculté d'abandon de ses droits dans l'Ensemble Immobilier, il devra en aviser la Ville, par écrit, dans ce même de délai de douze (12) mois de telle destruction ou dommage décrit ci-dessus, et devra au plus tard à l'expiration du délai précité, entreprendre et poursuivre avec diligence la reconstruction ou la restauration des parties détruites ou endommagées des Améliorations pour les remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir. Dans ce cas, les termes et conditions prévus au paragraphe 4.4 ci-dessus s'appliqueront de la même façon en y faisant les adaptations nécessaires.

4.7 L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

En conséquence du remplacement de l'article 4, les Parties conviennent de remplacer ou de supprimer les références suivantes contenues à l'Emphytéose :

i) Les références au paragraphe 4.7 contenues au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose sont remplacées par des références au paragraphe 4.6 ci-dessus.

ii) Le terme « le droit de déguerpir » contenu au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose est remplacé par le terme « la faculté d'abandon ».

c) **EXPROPRIATION**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 10 de l'Emphytéose par l'article suivant :

**« ARTICLE 10**  
**EXPROPRIATION**

10.1 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'Ensemble Immobilier est exproprié dans son entier ou s'il est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose et qu'aucun réaménagement du résidu n'est possible, le terme de cette emphytéose sera alors automatiquement échu et l'emphytéose prendra fin dès la date de perte de possession de l'Ensemble Immobilier ou de la partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit.

10.2 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'Ensemble Immobilier est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, mais qu'un réaménagement du résidu est possible afin de le rendre utilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. L'emphytéote devra utiliser son indemnité d'expropriation pour le réaménagement de l'Ensemble Immobilier dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le cas échéant, la rente annuelle stipulée aux présentes pourra être révisée par la Ville pour tenir compte du

réaménagement de l'Ensemble Immobilier.

10.3 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'Ensemble Immobilier est exproprié en partie, sans que l'expropriation touche le Bâtiment et de façon à ne pas rendre, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée et le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose continuera de s'appliquer sans changement.

Dans ce cas, l'indemnité d'expropriation à l'égard de la partie de terrain expropriée sera versée entièrement à la Ville. Les autres indemnités d'expropriation liées aux dommages seront versées aux Parties conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. »

d) **PARTAGE DES INDEMNITÉS**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 11 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 11**  
**PARTAGE DES INDEMNITÉS**

11.1 Omis intentionnellement. »

e) **EXTENSION DU TERME**

Le terme de l'Emphytéose est prolongé de trente-quatre (34) ans, soit du dix (10) janvier deux mille trente-cinq (2035) au neuf (9) janvier deux mille soixante-neuf (2069).

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 12**  
**DURÉE**

12.1. Le présent acte d'emphytéose est ainsi consenti pour un terme de quatre-vingt-six (86) ans, à compter de la date de sa signature. »

f) **RENTE**

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de TROIS MILLE QUATRE CENTS DOLLARS (3 400,00 \$), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer l'article 13 de l'Emphytéose par l'articles suivant :

« **ARTICLE 13**  
**RENTE**

13.1. L'emphytéote s'engage à payer à la Ville, une rente annuelle comme suit :

13.1.1 de la première (1<sup>ère</sup>) année et jusqu'à la cinquante-deuxième (52) année inclusivement du terme, une rente annuelle de DEUX MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX DOLLARS (2 856,00 \$), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de DEUX CENT TRENTE-HUIT DOLLARS (238,00 \$), tous dus et exigibles le jour d'anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes, à compter de la signature de l'emphytéose ; »

13.1.2 de la cinquante-troisième (53<sup>e</sup>) année jusqu'à la quatre-vingt-sixième (86<sup>e</sup>) année inclusivement du terme, une rente annuelle de TROIS MILLE QUATRE CENTS DOLLARS (3 400,00 \$), payable d'avance en onze (11) versements mensuels, égaux et consécutifs de **DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE DOLLARS (284,00\$)** chacun et un dernier versement de **DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE DOLLARS (276,00\$)**, tous dus et exigibles le jour d'anniversaire mensuel de la date de la signature de l'emphytéose.»

g) **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3. Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention de la Directrice, Service de la stratégie immobilière, Division des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2<sup>e</sup> étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la COOPÉRATIVE D'HABITATION DU « PARC MARQUETTE » MONTRÉAL, au 5709, rue Boyer, bureau 100, à Montréal, province de Québec, H2S 2H7. »

h) **TAXES**

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose, l'article suivant :

**« ARTICLE 16  
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET  
SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les parties reconnaissent qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la

T.V.Q. En conséquence, les parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001  
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être. »

**5. RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

**6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne aussi les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publiée au bureau

de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 321 625 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

**7. EFFETS**

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisant l'objet du présent acte prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

**8. DÉCLARATION SPÉCIALE DE L'EMPHYTÉOTE**

L'Emphytéote déclare que l'Immeuble est libre de toute hypothèque, priorité ou charge quelconque.

**9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1).

**DONT ACTE** à Montréal

**LE**

**SOUS** le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée, comme suit :

Le

deux mille vingt-quatre (2024)

**COOPÉRATIVE D'HABITATION DU  
« PARC MARQUETTE » MONTRÉAL**

---

Par :

Le deux mille vingt-quatre (2024)

**VILLE DE MONTRÉAL**

---

Par : Domenico Zambito

---

**Daphney St-Louis, notaire**



Dossier # : 1219220004

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation du "Parc Marquette" Montréal pour la propriété sise au 5701 à 5709, rue Boyer, dans l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie, connue comme étant le lot 6 527 624 du cadastre du Québec, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit à partir du 10 janvier 2035 jusqu'au 9 janvier 2069, dont la rente annuelle sera de 3 400 \$. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 030 000 \$ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1165-01 / dossier 21-0007-T

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1219220004 - Coopérative d'habitation Parc Marquette lot 6 527 624.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Fanny LALONDE-GOSSELIN  
Agente de gestion des ressources financières  
**Tél :** (514) 872-8914

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-0549  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1245323007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi <sup>2</sup> , des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, d'une superficie de 15 722 pi<sup>2</sup>, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'amendement du bail;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-17 14:06**Signataire :**

Peggy BACHMAN

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1245323007

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi <sup>2</sup> , des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis 2005, la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 & 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins de maintenir un lien cyclable au parc-nature Ruisseau-De-Montigny situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Le bail est échu depuis le 1er janvier 2024.

Récemment, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a effectué des travaux afin de prolonger le lien cyclable au parc-nature Ruisseau-De-Montigny. La CN a remesuré la superficie utilisée qui est passée de 8 181 pi<sup>2</sup> à 15 722 pi<sup>2</sup>. Le Service de la Stratégie immobilière (SSI) est en accord avec la nouvelle superficie.

Le SGPMRS souhaite poursuivre la location des parcelles de terrains appartenant au CN, pour un terme additionnel de 10 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, et a mandaté le SSI afin de négocier une prolongation de bail, selon les termes et modalités prévus à l'amendement du bail.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE14 0717 - 7 mai 2014 - 1- d'approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) un terrain situé dans l'emprise de la voie ferrée à des fins de lien cyclable au parc-nature du Ruisseau-De-Montigny près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, dans

l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une période additionnelle de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, pour un loyer total de 72 284,80 \$, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au bail et selon l'offre de renouvellement du CN datée du 16 janvier 2014, le tout sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;

CE09 1257- 24 août 2009- D'autoriser le renouvellement du bail par lequel la Ville loue un terrain de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) pour une piste cyclable située dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De Montigny, pour un terme de cinq (5) ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013.

CE05 0899 - 18 mai 2005 - D'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), un terrain pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, aux fins du passage d'un sentier multifonctionnel dans l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de Ruisseau-De Montigny, moyennant un montant forfaitaire de 2 000 \$, plus les taxes applicables, représentant le loyer.

## DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver un projet d'amendement de bail par lequel la CN loue à la Ville, des parties des lots 1 005 865, 1 669 385, du cadastre du Québec, d'une superficie de 15 722 pi<sup>2</sup>, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La Ville assumera l'entretien général du site. Le loyer inclut notre quote-part des taxes foncières. Le bail prévoit un avis de résiliation suivant un préavis écrit de 30 jours à la Ville, advenant que la CN requière les parcelles de terrains pour ses fins opérationnelles ou pour la sécurité ferroviaire.

## JUSTIFICATION

Le SGPMRS est favorable à poursuivre la location de terrain ce qui permet de faciliter la circulation cyclable de part et d'autre du tunnel sous la voie ferrée. Ce passage est requis pour assurer le lien continu de l'itinéraire du sentier multifonctionnel actuel.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voici un aperçu du loyer annuel demandé pour la durée. Pour plus de détails voir la pièce jointe Détail de loyer.

Superficie du terrain : 15 722 pi <sup>2</sup>	Loyer antérieur 2023	Loyer annuel 2024	Loyers annuels 2025 à 2033	Loyers annuels totaux (10 ans)
Loyer	6 598,00 \$	14 593,00 \$	136 997,00 \$	151 590,00 \$
Loyer annuel avant taxes	6 598,00 \$	14 593,00 \$	136 997,00 \$	151 590,00 \$
TPS (5%)	329,90 \$	729,65 \$	6 849,85 \$	7 579,50 \$
TVQ(9,975 %)	658,15 \$	1 455,65 \$	13 665,45 \$	15 121,10 \$
Loyer annuel taxes incluses	7 586,05 \$	16 778,30 \$	157 512,30 \$	174 290,60 \$
Ristourne TPS	( 329,90 \$)	(729,65 \$)	(6 849,85\$)	(7 579,50 \$)

Ristourne TVQ	(329,08 \$)	(727,83 \$)	(6 832,73\$)	(7 560,55\$)
Coût total	6 927,08 \$	15 320,83 \$	143 829,73 \$	159 150,55 \$
Taux unitaire (\$/pi²)	0,81 \$	0,93 \$	1,00 \$	

Les taxes foncières sont incluses dans les loyers annuels.

La dépense totale de loyer pour le terme de 10 ans est de 174 290,60 \$, taxes incluses.

Le taux unitaire moyen pour la durée du terme est de 1\$/pi².

Le loyer annuel a été majoré de 15 %, ce qui représente une hausse minime considérant que le loyer inclut une portion des taxes foncières. Le taux unitaire demandé est à l'intérieur de la fourchette locative estimée par le SSI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, mais favorise les déplacements actifs des citoyens qui fréquentent le parc. .

Il ne contribue pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit d'une location de terrain.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas donner suite au présent dossier empêcherait la Ville de maintenir et d'assurer le lien continu du sentier multifonctionnel au parc-nature du Ruisseau-De Montigny.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Fanny LALONDE-GOSSELIN)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Pierre-Antoine LAMOUREUX, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Jérémie WATTERS, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Jérémie WATTERS, 15 juillet 2024  
Pierre-Antoine LAMOUREUX, 10 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martine D'ASTOUS  
Conseillère en Immobilier

**Tél :** 514-949-9881  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-10

Nicole RODIER  
Chef de division - Division des locations

**Tél :** 514 609-3252  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Nicole RODIER  
chef(fe) de division locations immobilières, en  
remplacement d'Annie Gerbeau, directrice du  
Service des stratégies immobilières, du 10  
juillet au 2 août 2024.

**Tél :** 514-872-8726  
**Approuvé le :** 2024-07-16

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245323007

Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière

Projet : Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi<sup>2</sup>, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

## Montréal

### Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3- Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.  19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? Le tracé de lien cyclable permet aux citoyens d'avoir différentes options de mobilité durable intégrées, sécuritaire, abordable et accessibles pour toutes et tous.			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**AMENDEMENT DU BAIL NO. 1000/3050744**

**CET AMENDEMENT fait le 19 juin 2024, en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

**ENTRE:           COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA**  
(le "Locateur")

- et -

**VILLE DE MONTRÉAL,**

personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;  
(le "Locataire")

**ATTENDU QUE:**

- A) Au moyen d'un contrat de location initial en date du 1<sup>er</sup> janvier 2004 (1000/3050744 -ancien JDE 1106421) (le "Contrat de location initial"), consenti originalement par le Locateur à la Ville de Montreal pour les seules fins d'une piste cyclable, dans la subdivision St Laurent du CN au point milliaire 134.70 à Montreal, Québec (les "Lieux Loués"), aux termes et conditions décrits aux présentes, ainsi que ceux stipulés dans le Contrat de location initial, et/ou ses renouvellements, et/ou ses cessions, et/ou ses amendements subséquents.
- B) Le Contrat de location initial est un contrat valide et toujours actif.
- C) Le Locateur et le Locataire ont consenti à modifier le plan et le loyer.

**ET, LE LOCATEUR ET LE LOCATAIRE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. QUE le plan daté du 18 décembre 2003 soit remplacé par le plan daté du 28 mai 2024 qui englobe une superficie totale de 0.36 acres (15 722 pi.ca.).
2. QUE le Locataire paiera au Locateur, sans déduction ni compensation de quelque nature, pour une période de dix (10) ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2033 pour les loyers annuels suivants :

*Du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2028 ..... \$14,593 plus taxes applicables.*

*Du 1<sup>er</sup> janvier 2029 au 31 décembre 2033 ..... \$15,725 plus taxes applicables\**

CN NO. 1000/3050744

Le loyer inclut les taxes foncières de \$4,039 (taxes 2023).

\*Taxes foncières à être déterminées.

Le loyer n'inclut pas la section sous voie (1,100 pi.ca.) et le pont (550 pi.ca), parcelle 2.

3. QU'exception faite de ce qui précède, toutes les modalités et conditions énoncées dans le Contrat de location initial et/ou toute modification subséquente demeureront inchangées, le Locateur et le Locataire ayant expressément convenu d'en respecter le contenu.

**EN FOI DE QUOI** les parties ont signé le présent contrat à la date figurant au début des présentes.

**COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER NATIONAUX  
DU CANADA**

---

Nom :

Date :

**VILLE DE MONTREAL**

---

Nom :

Date :



Service de la stratégie immobilière -Section locations

Dossier: 6039

Parties des Lots 1 005 865 & 1 669 385 du cadastre du Québec

Ancienne superficie (pi<sup>2</sup>) 8,181

Superficie (pi<sup>2</sup>) 15,722

Détail des loyers annuels pour le terme

	Loyer antérieur 2023	Loyer brut 1er janvier au 31 décembre 2024	Années 2025 -2028	Années 2029 à 2033	Loyers totaux durant le terme
Loyer brut	6,598.00 \$	14,593.00 \$	58,372.00 \$	78,625.00 \$	151,590.00 \$
TPS (5%)	329.90 \$	729.65 \$	2,918.60 \$	3,931.25 \$	7,579.50 \$
TVQ ( 9,975%)	658.15 \$	1,455.65 \$	5,822.61 \$	7,842.84 \$	15,121.10 \$
Total incluant les taxes	7,586.05 \$	16,778.30 \$	67,113.21 \$	90,399.09 \$	174,290.60 \$
Ristourne TPS (5%)	(329.90) \$	(729.65) \$	(2,918.60) \$	(3,931.25) \$	(7,579.50) \$
Ristourne TVQ (50 %)	(329.08) \$	(727.83) \$	(2,911.30) \$	(3,921.42) \$	(7,560.55) \$
<b>Loyer Total</b>	<b>6,927.08 \$</b>	<b>15,320.83 \$</b>	<b>61,283.30 \$</b>	<b>82,546.42 \$</b>	<b>159,150.55 \$</b>
Taux unitaire (pi <sup>2</sup> )	0.81 \$	0.93 \$	0.93 \$	1.00 \$	

**Dossier # : 1245323007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Objet :</b>	Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi <sup>2</sup> , des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 \$ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1245323007 - Chemin de fer Canada.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Fanny LALONDE-GOSSELIN  
Agente de gestion des ressources financières  
**Tél :** (514) 872-8914

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-0549  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1246352001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 75 000 \$ à l'organisme la Jeune Chambre de Commerce de Montréal pour le projet Zone entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 \$ à la **Jeune chambre de commerce de Montréal** pour la réalisation du projet « *Zone entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World 2024* »;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-17 14:09

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1246352001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 75 000 \$ à l'organisme la Jeune Chambre de Commerce de Montréal pour le projet Zone entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM) est un regroupement de cadres, professionnels, étudiants, entrepreneurs et travailleurs autonomes âgés de 18 à 40 ans qui a pour mission de développer, représenter et faire rayonner la relève d'affaires. La JCCM a reçu un soutien financier de 150 000 \$ pour des activités liées à l'entrepreneuriat et à la transition écologique en 2023-2024 dans le cadre de la consolidation de la chaîne entrepreneuriale en transition écologique, de 10 000 \$ en 2023 pour la Phase 1 - Appel événement majeur en entrepreneuriat, d'un soutien de 50 000 \$ pour une étude auprès des jeunes Montréalais en 2020; d'un soutien de 150 000 \$ pour soutenir ses activités et propulser son volet Entrepreneuriat en 2019-2020-2021, de 112 500 \$ en 2018 pour propulser son volet Entrepreneuriat, de 75 000 \$ en 2017 pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL et en 2015 d'un montant de 75 000 \$ pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi OSEntreprendre.

Le présent dossier décisionnel propose de soutenir financièrement la JCCM à hauteur de 75 000 \$ pour l'activation de l'édition 2024 de la Zone entrepreneuriale au sein du Sommet international One Young World.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE23-1010 – 7 juin 2023 – Octroi un soutien financier non récurrent de 10 000 \$ chaque à la Jeune Chambre de commerce de Montréal et au Printemps numérique dans le cadre de la première phase de l'appel à propositions pour créer un événement majeur en entrepreneuriat  
 CG22 0694 - 24 novembre 2022 – Octroi d'un soutien financier non récurrent totalisant la somme maximale de 2 000 000 \$ à différents organismes, notamment à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour un montant de 150 000 \$, dans le cadre de l'appel à projets sur la consolidation de la chaîne entrepreneuriale en transition écologique.

CE20 1859 – 25 novembre 2020 - Octroi d'un soutien financier non récurrent de 50 000 \$ à



la Jeune chambre de commerce de Montréal afin de financer une étude auprès des jeunes Montréalais;

CE20 1036 – 8 juillet 2020 – Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Jeune chambre de commerce de Montréal (CE19 1249).

## DESCRIPTION

Le dossier consiste à accorder un soutien financier non récurrent à la JCCM pour la mise en valeur de l'entrepreneuriat local au Sommet One Young World (OYW), un événement d'envergure internationale, qui accueille de jeunes leaders de 190 pays différents du 18 au 21 septembre 2024 au Palais des congrès de Montréal. Le projet de la JCCM consiste à activer et animer une zone aux couleurs de Montréal et du Québec en vue de faire rayonner ses entrepreneurs et son écosystème innovant. De plus, le projet permettra à 180 jeunes entrepreneurs d'impacts de participer pendant une journée à cet événement qui vise à renforcer l'expertise et l'aptitude des jeunes à prendre des initiatives et à les propulser autant sur la scène locale et internationale. Les sujets du sommet montréalais seront : voies autochtones, crise climatique et écologique, intelligence artificielle, inégalité en matière de santé et paix.

Le budget présenté ci-après explique en détail les activités à financer dans le cadre d'une entente entre la Ville et la JCCM. La contribution de la Ville représente 20 % du budget global. L'organisme respecte donc l'exigence reliée à sa contribution dans le montage financier général du projet qui doit correspondre à un apport d'au moins 25 %.

### Revenus

Ville de Montréal	75 000 \$
Secrétariat à la jeunesse du Québec	75 000 \$
Apport de l'organisme	75 000 \$
Partenaires privés	150 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>375 000 \$</b>

### Dépenses

Salaires et avantages sociaux	125 000 \$
Achat ou location d'équipement pour la zone entrepreneuriale	200 000 \$
Honoraires professionnels	50 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>375 000 \$</b>

## JUSTIFICATION

La contribution financière de la Ville visera à :

1. Permettre à de jeunes entrepreneurs d'impact d'avoir accès à un événement inspirant leur permettant de développer leurs réseaux à l'international;
2. Renforcer les compétences entrepreneuriales en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) pour continuer la transition écologique des entreprises au Québec et à Montréal;
3. Contribuer à la notoriété du Québec et de la métropole par le biais de son écosystème d'innovation et de son entrepreneuriat d'impact.

Le projet répond aux actions en développement économique 2023-2025 suivants :

- Orientation 3 : Montréal économique facilitant
  - Assurer l'accès à l'entrepreneuriat pour toutes et tous
- Orientation 4 : Montréal économique rayonnant

- Accélérer l'internationalisation des entreprises et des organisations montréalaises
- Soutenir le rayonnement du Montréal économique

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 75 000 \$. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, direction de l'entrepreneuriat, Entente 150 M\$ MEIE 2022-2025 / Réflexe 2.

Le tableau illustrant les soutiens accordés les dernières années à l'organisme de ce dossier par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé est en pièce jointe.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Le projet à réaliser est en lien direct avec le Plan stratégique Montréal 2030.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le projet de la JCCM permet de répondre aux objectifs de la Ville, notamment en permettant à de jeunes entrepreneurs d'accéder à un événement d'envergure qui leur permettra notamment de développer leurs compétences ainsi que leur réseau à l'international tout en permettant de faire rayonner Montréal sur la scène internationale.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention, et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Organisation des activités et du recrutement : été 2024

- Événement : septembre 2024
- Reddition de compte à l'automne.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques aux règlements et encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie ST-JEAN  
Commissaire - développement économique

**Tél :** 514-872-3656

**Télécop. :** 438-368-4467

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-11

Mariana PEREZ-LEVESQUE  
commissaire - developpement economique

**Tél :** 514-816-6165

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Payam ESLAMI  
directeur(-trice) - entrepreneuriat

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-16

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1246352001

Unité administrative responsable : Service du développement économique, direction de l'entrepreneuria

Projet : Zone entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World 2024

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <b>Priorité 14</b> : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité <b>Priorité 20</b> : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? Priorité 14 : Nombre d'entrepreneurs participant à l'événement qui leur permettra d'augmenter leurs compétences et leurs réseaux à l'international Priorité 20 : Nombre d'entreprises et d'innovation montréalaise mise en valeur			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>x</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>x</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Tableau des soutiens accordés à la Jeune Chambre de commerce de Montréal au cours des dernières années à et des versements prévus pour le soutien financier recommandé**

Organisme	Projet	Soutiens accordés (décisions antérieures)			Soutien recommandé 2024	Versements prévus		Soutien Ville / Global projet
		2020	2022	2023		1er versement 2024	2e versement 2024	
Jeune chambre de commerce de Montréal	Organisation de l'Espace entrepreneurial au sein du Sommet One Young World 2024	-	-	-	75 000 \$	60 000 \$	15 000 \$	20 %
	Consolidation de la chaine entrepreneuriale – Soutien à la création d'entreprises en transition écologique	-	150 000 \$	-				
	Phase 1 - Appel événement majeur en entrepreneuriat	-	-	10 000 \$				
	Étude auprès des jeunes Montréalais	50 000 \$						

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1431, rue St-Alexandre, bureau 710, Montréal, QC H3A 2G4, agissant et représentée par Marie-Krystine Longpré, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

No d'inscription T.P.S. R107590267

No d'inscription T.V.Q. : 1006090369

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme un regroupement de jeunes cadres, professionnels, entrepreneurs et travailleurs autonomes montréalais âgés de 18 à 40 ans;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;



**2.6 « Responsable » :** directeur du service de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique de la Ville.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels

devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

#### 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

#### 4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent-vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : [conformitecontractuelle@bvqmtl.ca](mailto:conformitecontractuelle@bvqmtl.ca) (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les vingt (20) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être

prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

### **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (75 000 \$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### **5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **CINQUANTE-DEUX MILLES DOLLARS (52 000 \$)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, de la présentation de l'entente signée avec One Young World et la preuve que 75 % du montage financier du Projet soit assuré;
- un deuxième versement au montant de **VINGT-TROIS MILLES DOLLARS (23 000 \$)**, au plus tard le 31 décembre 2024 ou 30 jours après l'acceptation, à la satisfaction du Responsable de la Reddition de comptes ;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

#### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

### **ARTICLE 6** **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :
- 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
  - 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
  - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
  - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

### **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

- 8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 1er novembre 2024

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.
- 10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11** **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire

l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## **ARTICLE 13**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

**13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

**13.4 Représentations de l'Organisme**



L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1431, rue St-Alexandre, bureau 710, Montréal, QC H3A 2G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 1001, boul. Robert Bourassa, 28e étage, Montréal (Québec) H3B 5M2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2024

#### VILLE DE MONTRÉAL

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 23<sup>e</sup> jour de juillet. 2024

JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE  
MONTRÉAL

Par :   
Marie-Krystine Longpré, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le <sup>e</sup> jour de ..... 2024 (Résolution (CG .....)).

### ANNEXE 1

#### PROJET

#### SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

##### TITRE DU PROJET

Organisation de la Zone entrepreneurial au sein du Sommet One Young World 2024

##### DESCRIPTION DU PROJET

La JCCM organisera une Zone Entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World, qui aura lieu du 19 au 21 septembre prochain au Palais des congrès. La Zone entrepreneuriale inclura un auditorium de 250 places où le contenu sera axé sur l'entrepreneuriat et des ateliers

pratiques pour les entrepreneur.e.s locaux.les et internationaux.les. Les objectifs de cette zone seront de mettre en lumière les entrepreneur.e.s locaux innovants et les mettre en relation avec des leaders internationaux et de grands donneurs d'ordre. Chaque entrepreneur.e aura la chance d'apprendre de ses pairs locaux et internationaux (2000 participant.e.s provenant de plus de 190 pays), de partager ses propres initiatives et même d'explorer des nouvelles opportunités d'affaires. Ce projet vise avant tout à soutenir les entrepreneur.e.s locaux.les dans leur démarche éco-responsable et à favoriser leur expansion vers de nouveaux marchés internationaux.

## 1. Objectifs généraux

- Stimuler la création et la croissance des entreprises ;
- Renforcer la notoriété de Montréal comme place d'affaires ;
- Répondre aux besoins en matière de compétences et de talents ;
- Développer des secteurs économiques et des modèles d'affaires porteurs.

## 2. Objectifs des actions du Service du développement économique

- Faire de Montréal un chef de file reconnu pour ses créneaux économique, et en matière de transition écologique et de lutte contre les changements climatiques
- Améliorer le soutien aux entreprises dans le processus de commercialisation des innovations
- La Ville considère que le Projet devait lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités en matière des orientations de la Vision Montréal 2030, notamment :
  - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
  - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

## RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

### RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET ACTIONS PRÉVUES

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Cibles
Favoriser l'internationalisation des entreprises en facilitant les opportunités de maillages et de	Permettre à de jeunes entrepreneurs québécois de participer au Sommet OWY	Processus de mise en candidature  Collaboration	Nombre d'entreprises montréalaises participantes  Suivi du nombre de	120/180  120

développement d'affaires	Participation à un espace de maillage et de réseautage intentionnel pour les entrepreneur.e.s, délégué.e.s et partenaires locaux et internationaux	aux activités de maillage	<p>profils générés sur la plateforme de réseautage de l'événement (Braindates)</p> <p>Nombre des rendez-vous Braindates entre des participants internationaux One Young World et des participants sélectionnés</p>	120 rencontres sur Braindate
<b>Contribuer à la notoriété du Québec et de la métropole pour son écosystème d'innovation et l'entrepreneuriat responsable</b>	Animation de panels et d'ateliers	3 panels et 3 ateliers	<p>Nombre de participants</p> <p>Nombre de solutions innovantes québécoises présentées dans la zone entrepreneurial e</p> <p>Nombre d'articles de presse sur la zone entrepreneurial e (locaux et internationaux)</p> <p>- Entente de partenariat signée avec One Young World</p>	<p>250 participants dans l'assistance par panel (750 au total)</p> <p>60 participants par ateliers (180 au total)</p> <p>3 entrepreneurs sur la scène par panel pour un total de 9</p> <p>9 solutions innovantes présentées dans les panels</p> <p>3 articles de presse et 5 publications sur les réseaux sociaux de la JCCM</p> <p>1 entente de partenariat</p>
	<p>Lancement d'une campagne de communication et de relations presse avant et après l'événement</p> <p>- Développement d'un partenariat sur le long terme avec One Young World pour les prochaines éditions d'Agora</p>	<p>Rapport de retombées grâce aux enquêtes post-événement</p> <p>- Entente de partenariat entre One Young World et la Jeune Chambre de Commerce de Montréal</p>		

## BUDGET PRÉVISIONNEL

### REVENUS

#### Subventions/Contributions financières

Municipales	\$75 000,00
Provinciales	\$75 000,00
Sous total (1)	<b>\$150 000,00</b>

#### Revenus autonomes

Apport de l'organisme	\$10 000,00
Commandites (2 X 75 000\$)	\$75 000,00
Sous total (2)	<b>\$85 000,00</b>

**Total des produits (sous total 1 + sous total 2) \$235 000,00**

### DÉPENSES

#### Salaires et avantages sociaux

Salaires JCCM (orientation stratégique, gestion de projet, communications, recrutement, accompagnement des participants, sondages) \$20 000,00

Avantages sociaux

Sous total (3) **\$20 000,00**

#### Autres charges directes

Achat ou location d'équipements (Zone Entrepreneurial: scène, espace scène et atelier, écrans, audio-visuel, etc.) \$200 000,00

Entretien et réparation

Honoraires professionnels (équipe de logistique et production de la zone entrepreneuriale) \$15 000,00

Sous total (4) **\$215 000,00**

**Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5) \$235 000,00**

### DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<p>Seules sont admissibles les dépenses <b>directement liées</b> à la réalisation du projet. Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);</li> <li>● des coûts de location d'équipement ou de locaux;</li> <li>● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;</li> <li>● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);</li> <li>● des frais de déplacement;</li> <li>● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;</li> <li>● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;</li> <li>● les dépenses liées à l'achat de certains équipements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;</li> <li>● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;</li> <li>● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.</li> <li>● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.</li> </ul>

## SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Rapport final	Au plus tard le 29 novembre 2024

**Le rapport** énuméré dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :

### 1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

### 2. Protocole de visibilité (Rapport d'étape et final)

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

### 3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau [Résumé des objectifs et des actions prévues](#), la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- € d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- € de fournir une liste des bénéficiaires du [Projet/Événement](#), et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

### 4. Aspects budgétaires

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

#### Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

- € Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
- € Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

## ANNEXE 2

### PROCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

#### **1. Visibilité**

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

#### **2. Communications**

L'Organisme doit :

##### **2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal**

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.



- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

## 2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

**Note :** Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : [mairesse.montreal.ca](http://mairesse.montreal.ca)

## 2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

## 2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques. ● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

## 2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse. ● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics. Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse ([mairesse.montreal.ca](http://mairesse.montreal.ca)), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal. Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : [mairesse.montreal.ca](http://mairesse.montreal.ca)

Dossier # : 1246352001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 75 000 \$ à l'organisme la Jeune Chambre de Commerce de Montréal pour le projet Zone entrepreneuriale au sein du Sommet One Young World 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



SDÉ - 1246352001 - Jeune Chambre de Commerce de Mtl.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT  
Agente comptable analyste

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Dominique BALLO

**Tél :**

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1248698005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 288 927,27 \$, taxes incluses, pour l'aménagement d'une piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme à Sainte-Anne-de-Bellevue, majorant ainsi la dépense totale de 2 207 821,59 \$ à 2 496 748,86 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

- 1- d'autoriser une dépense supplémentaire maximale de 288 927,27 \$, taxes incluses, dans le cadre de l'entente entre la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et la ville de Montréal relativement à l'aménagement de la piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme (CG21 0587, CG22 0388 et CG24 0245), majorant ainsi la dépense totale de 2 207 821,59 \$ à 2 496 748,86 \$;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-08-01 16:08

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1248698005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 288 927,27 \$, taxes incluses, pour l'aménagement d'une piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme à Sainte-Anne-de-Bellevue, majorant ainsi la dépense totale de 2 207 821, 59 \$ à 2 496 748,86 \$, taxes incluses.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue a aménagée en 2023 une piste multifonctionnelle identifiée au Plan vélo 2019. En effet, elle a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 572.1 de la Loi sur les cités et villes. Une augmentation des coûts des travaux de 2023 par rapport à ce qui a été approuvé par le conseil d'agglomération a été observée à la suite de la réception des factures en mai 2024.

De plus, cette piste multifonctionnelle traverse un milieu humide à l'est de la rue Daoust où il se crée une accumulation d'eau suite à des périodes de pluie qui a empêché les utilisateurs de la piste de traverser à cet endroit plusieurs fois durant la période estivale. Une deuxième passerelle, cette fois-ci en bois, doit donc être aménagée afin d'offrir un aménagement utilisable par les gens en tout temps (voir plan de localisation en pièce jointe). Cette deuxième passerelle s'inscrit dans les limites initiales du projet identifiée au Plan vélo 2019 et a été approuvée par le conseil d'agglomération du 16 mai 2024. Toutefois, toutes les soumissions déposées durant l'appel d'offre dépassent les estimations.

L'autorisation d'une autre dépense supplémentaire à ce qui a été approuvé par le conseil d'agglomération du 16 mai 2024 (CG24 0245) pour ce projet constitue donc l'objet du présent dossier.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0387 - 20 juin 2024 : Autoriser le dépôt de la demande de financement, dans le cadre

du Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain - phase 2, pour le projet d'aménagement d'une piste multifonctionnelle dans le prolongement de la rue Grenier, entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme

CG24 0245 - 16 mai 2024 : Approuver l'avenant no 1 à l'entente entre la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement de la voie cyclable située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme et autoriser une dépense additionnelle de 498 284,32 \$, taxes incluses, pour l'aménagement d'une passerelle au-dessus du milieu humide qui traverse la voie cyclable (CG22 0388), majorant la dépense totale de 1 709 537,27 \$ à 2 207 821,59 \$, taxes incluses

CG23 0749 – 21 décembre 2023 : Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2024, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

CG22 0388 – 16 juin 2022 : Autoriser une dépense additionnelle de 395 380,82 \$, taxes incluses, pour l'aménagement de la voie cyclable située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme dans le cadre de l'entente conclue entre la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et la Ville de Montréal (CG21 0587), majorant la dépense totale de 1 314 156,45 \$ à 1 709 537,27 \$, taxes incluses

CG21 0587 – 30 septembre 2021 : Approuver un projet d'entente entre la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement de la voie cyclable située dans le prolongement de la rue Grenier, entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme - Dépense totale de 1 314 156,45 \$, taxes incluses

## **DESCRIPTION**

Une piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme a été aménagée en 2023, incluant une passerelle en acier traversant la rivière à l'Orme.

Une deuxième passerelle, cette fois-ci en bois, sera aménagée en 2024 au dessus d'un milieu humide afin de rendre cette piste utilisable en tout temps.

## **JUSTIFICATION**

L'ensemble des factures reçues en mai 2024 pour les travaux 2023 de la piste multifonctionnelle dépasse de 5% le montant alloué en 2022 (CG22 0388) puisque le projet prévu pour 2022 a été reporté pour 2023. En effet, il y a eu des frais supplémentaires pour l'entreposage des matériaux et les prix de certains matériaux ont augmenté entre 2022 et 2023.

Il a été estimé que la construction de la deuxième passerelle amène une dépense additionnelle au projet de 498 284,32 \$, taxes incluses, majorant la dépense totale de 1 709 537,27 \$ à 2 207 821,59 \$, taxes incluses (CG24 0245). À la suite de l'appel d'offres, la soumission conforme la plus basse est de 534 226,74 \$, taxes incluses, donc plus élevée que l'estimation. Cette différence s'explique par une inflation des coûts de matériaux plus important pour 2024, une estimation incomplète par la firme mandatée, ainsi qu'un changement de matériaux du bois vers l'acier pour le garde-corps pour le rendre plus sécuritaire pour les utilisateurs et plus similaire avec la première passerelle en acier.

De plus, une étude de pas de 17 246,25\$, taxes incluses, a été exigée par Hydro-Québec et n'était pas prévue initialement dans l'estimation des coûts de la deuxième passerelle. Une étude de pas permet de déterminer s'il est requis d'installer sur la passerelle des isolations électrique, car celle-ci passe sous une ligne d'Hydro-Québec. À la suite de cette étude, il se

peut qu'Hydro-Québec demande des travaux d'installation d'isolation électrique MALT pour la passerelle d'environ 30 000 \$, avant taxes. Une contingence de 15% sur le montant de la soumission permettra de couvrir ces travaux et les futurs imprévus, le cas échéant. Un montant supplémentaire de 5 000 \$, avant taxes, devra être déboursé pour la modification des plans pour inclure l'installation des MALT avant de les remettre à Hydro-Québec. Une contingence de 15% sur le montant des coûts de conception et de surveillance permettra de couvrir ces modifications de plans et les futurs imprévus, le cas échéant.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation des coûts sera comme suit :

	sans taxes	incluant taxes non remb. (net de ristourne)	taxes incluses
Augmentation coûts projet 2023	73 799,51 \$	77 480,26 \$	84 850,98 \$
Étude de pas	15 000,00 \$	15 748,13 \$	17 246,25 \$
Imprévus coûts conception et surveillance (15%)	9 983,25 \$	10 481,16 \$	11 478,24 \$
Différence entre estimation et soumission 2e passerelle	82 816,07 \$	86 946,52 \$	95 217,78 \$
Imprévus travaux 2e passerelle (15%)	69 696,90 \$	73 173,03 \$	80 134,01 \$
<b>Dépense additionnelle 2024</b>	<b>251 295,73 \$</b>	<b>263 829,10 \$</b>	<b>288 927,27 \$</b>
<b>Dépense total projet</b>	<b>2 171 558,04 \$</b>	<b>2 279 868,53 \$</b>	<b>2 496 748,86 \$</b>

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Une demande de financement pour ce projet, de 1 416 867,32\$, dans le cadre du Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la trame verte et bleue sur le territoire métropolitain - phase 2 (Programme TVB) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), avait été déposée en juin 2024. La construction de cette deuxième passerelle est essentielle afin de recevoir cette subvention.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse est présentée en pièces jointes au dossier.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les moyens pour atténuer les impacts de la construction de la piste cyclable sur le milieu naturel de l'Anse-à l'Orme font partie des mesures à mettre en place par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'ensemble du projet.

La construction de la passerelle traversant le milieu humide par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue permettra la mise en service complète et à court terme du lien cyclable en tout temps au profit des usagers.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le déploiement des communications est assuré par l'équipe de communication de Sainte-Anne-de-Bellevue avec le soutien de la Direction des communications corporatives de la ville de Montréal.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2024 - juillet 2024 : préparation des plans et devis

Août 2024 : octroi du contrat et début des travaux

Décembre 2024 : fin des travaux

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Lecture :

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicholas PHAN  
Candidat à la profession d'ingénieur

**Tél :** 5145780803

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-16

Raynald MACHER-POITRAS  
chef(fe) de section - conception et réalisation des projets d'ingénierie

**Tél :** 5142614434

**Télécop. :**

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE  
directeur(-trice) - projets d'aménagement urbain

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-27

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU  
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilité

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-29





## Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248698005

Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)*

Projet : *Autoriser une dépense additionnelle de 288 927,27 \$, taxes incluses, pour l'aménagement d'une piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme à Sainte-Anne-de-Bellevue, majorant ainsi la dépense totale de 2 207 821, 59 \$ à 2 496 748,86 \$, taxes incluses.*

### Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  <i>Ce dossier contribue aux priorités suivantes:</i> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050</li> <li>3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous</li> <li>9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire</li> <li>19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de</li> </ol>			

*proximité à leurs besoins*

*20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

**3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?**

*1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*

- *Chaque ajout d'infrastructures en transport actif contribue à réduire les émissions de GES en encourageant le transfert modal vers des moyens de transport plus écologiques.*

*3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour tous;*

- *Bonifier le réseau cyclable local en créant un lien entre la piste cyclable du chemin Sainte-Marie et la piste multifonctionnelle mise en service en 2019 entre le chemin de l'Anse-à-l'Orme et la rue Timberlea-Trail.*

*9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire*

- *Développement du réseau cyclable équitable sur le territoire montréalais qui consolide un filet social fort, favorise le lien social et assure la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.*

*19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*

- *Cette infrastructure en transport actif offre de nouveaux lieux de contacts avec la nature pour les Montréalaises et Montréalais. Elle crée un lien en transports actifs et durables en toute sécurité à travers un milieu humide.*

*20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

- *L'implantation de cette piste multifonctionnelle fait rayonner la métropole comme ville encourageant le transport actif.*

## Section B - Test climat

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Parc agricole du Bois-de-la-Roche

Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme

Lien projeté

SENNEVILLE

SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

KIRKLAND

Pont de l'Île-aux-Tourtes

40

40

40

Ch. de Senneville

Boul. des Anciens-Combattants

Ch. des Pins

Ch. Sainte-Marie

Ch. Sainte-Marie

Voie Privée

Rue Tremblay

Rue Meloche

Rue Grenier

Rue Daoust

Rue Meloche

Rue Timberlea-Trail

Ch. Sainte-Marie

Boul. La Lakeview

BAIE-D'URFÉ

BEACONSFIELD

Av. Elm

20



Pont Galipeault

L'ÎLE-PERROT

Rue Sainte-Anne

Rue de l'Église

Sainte-Anne-de-Bellevue

Mtée Sainte-Marie

Rue Maple

Rue Lakeshore

Boul. Morgan

Baie d'Urfe

Route Morgan

Route Lakeshore

Boul. Beaconsfield

### Avancement du réseau

- Existant
- Projeté au Plan Vélo 2019
- Projeté dans un grand projet
- Station de métro
- Gare de train



Dossier # : 1248698005

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 288 927,27 \$, taxes incluses, pour l'aménagement d'une piste multifonctionnelle située dans le prolongement de la rue Grenier entre la rue Daoust et le chemin de l'Anse-à-l'Orme à Sainte-Anne-de-Bellevue, majorant ainsi la dépense totale de 2 207 821, 59 \$ à 2 496 748,86 \$, taxes incluses.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



1248698005 Certification de fonds.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN  
Préposée au budget  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-22

Cédric AGO  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** xxx-xxx-xxxx

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1244565002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le premier amendement du bail intervenu entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec (CG21 0463) afin de retirer, à compter du 1er septembre 2024, l'entretien ménager des obligations du locateur et de modifier le loyer en conséquence, pour les bureaux d'une superficie de 9 548 pi <sup>2</sup> situés au 8 225 avenue de l'Esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal / Autoriser le virement budgétaire de 15 537,52 \$ net de taxes en 2024 et de 46 612,56 \$ net de taxes en 2025 et les années subséquentes en provenance du Service de stratégie immobilière vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles. # 8787

Il est recommandé :

1. d'approuver le premier amendement du bail intervenu entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec (CG21 0463) afin de retirer, à compter du 1er septembre 2024, l'entretien ménager des obligations du locateur et de modifier le loyer en conséquence, pour le local d'une superficie de 9 548 pi<sup>2</sup> situé au 8 225 avenue de l'Esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du SPVM, moyennant une réduction de loyer total de 655 101,00 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à l'amendement ;
2. d'autoriser à cette fin, en 2024, un virement budgétaire au montant de 15 537,52 \$ net de taxes en provenance du Service de la stratégie immobilière vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles.
3. d'autoriser à cette fin, en 2025 et les années subséquentes, un virement budgétaire au montant de 46 612,56 \$ net de taxes en provenance du Service de la stratégie immobilière vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles.
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

---

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie



**IDENTIFICATION** Dossier # :1244565002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le premier amendement du bail intervenu entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec (CG21 0463) afin de retirer, à compter du 1er septembre 2024, l'entretien ménager des obligations du locateur et de modifier le loyer en conséquence, pour les bureaux d'une superficie de 9 548 pi <sup>2</sup> situés au 8 225 avenue de l'Esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal / Autoriser le virement budgétaire de 15 537,52 \$ net de taxes en 2024 et de 46 612,56 \$ net de taxes en 2025 et les années subséquentes en provenance du Service de stratégie immobilière vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles. # 8787

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le poste de quartier 31 (PDQ 31) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er juillet 2022, un espace d'une superficie locative de 9 548 pi<sup>2</sup> situé au 8 225, avenue l'Esplanade à Montréal.

En vertu du bail, le bailleur a l'obligation contractuelle de faire exécuter l'entretien ménager des lieux loués aux frais de la Ville. Or, en raison de la gestion et de la complexité des enquêtes de sécurité, il a été convenu entre les parties que la Ville reprenne les obligations du bailleur quant à l'entretien ménager des lieux loués, et ce, en contrepartie d'une réduction du loyer.

Le présent dossier vise à faire approuver l'amendement au bail et à autoriser les virements budgétaires.

Le bail a été négocié de gré à gré avec le locateur.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG21 0463 - 26 août 2021 - Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Hydro-Québec un espace à bureaux situé au 8225, avenue de l'Esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du SPVM pour un terme de 15 ans. Dépense totale de 7 728 194,09 \$.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier recommande d'approuver le premier amendement du bail intervenu entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec (CG21 0463) afin de retirer, à compter du 1er septembre 2024, l'entretien ménager des obligations du locateur et de modifier le loyer en conséquence, pour le local d'une superficie de 9 548 pi<sup>2</sup> situé au 8 225 avenue de l'Esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du SPVM.

Le présent dossier recommande également d'autoriser un virement budgétaire de 46 612,56 \$ net de taxes en provenance du Service de la stratégie immobilière (SSI) vers le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

## JUSTIFICATION

Le SPVM n'est pas satisfait de la gestion du contrat de service de l'entretien ménager du locateur, il est donc nécessaire que le SGPI prenne en charge la gestion du contrat de l'entretien ménager.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la réduction totale du loyer sur la durée restante du bail soit 12 ans et 10 mois

	<b>Réduction totale du 1er septembre 2024 au 30 juin 2037</b>
Réduction de loyer pour le retrait de l'entretien ménagé avant taxes	569 776,90 \$
TPS	28 488,85 \$
TVQ	56 835,25 \$
<b>Total taxes incluses</b>	<b>655 101,00 \$</b>
Ristourne de TPS	(28 488,85) \$
Ristourne TVQ (50%)	(28 417,62) \$
<b>Réduction nette</b>	<b>598 194,52 \$</b>

Selon les termes et conditions prévus à l'amendement au bail, le montant des frais d'exploitation sera réduit annuellement de 51 046,83 \$ taxes incluses à compter du 1er septembre 2024.

La réduction totale de loyer pour durée restante du bail (12 ans et 10 mois) est de 655 101,00 \$ taxes incluses.

Afin de réaliser l'entretien ménager dans le PDQ 31, le SSI devra transférer la réduction du loyer au SGPI.

Pour l'année 2024, un virement budgétaire au montant de 15 537,52 \$ net de taxes est requis en provenance du SSI vers le SGPI.

Pour l'année 2025 et pour les années restantes du bail, un virement budgétaire annuel au montant de 46 612,56 \$ net de taxes est requis en provenance du SSI vers le SGPI.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Non applicable

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Fanny LALONDE-GOSSELIN)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal  
Alain NADEAU, Service de police de Montréal  
Isabelle TABOR, Service de police de Montréal  
Karine DAGENAIS LANGLOIS, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Karine DAGENAIS LANGLOIS, 22 juillet 2024

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND  
Conseillère en immobilier

**Tél :** 514 755-1282

**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Nicole RODIER  
Chef de division

**Tél :**

**Télécop. :**

Le : 2024-07-16

514 609-3252

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nicole RODIER  
cheffe de division locations immobilières  
en remplacement de Annie Gerbeau, directrice  
de la Stratégie immobilière

**Tél :** 514-872-8726

**Approuvé le :** 2024-07-19

**PREMIER AMENDEMENT AU BAIL  
(8245 Avenue de l'Esplanade, Montréal)**

**PREMIER AMENDEMENT AU BAIL** intervenu à Montréal, Québec, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2024 (le « **Premier Amendement** »).

**ENTRE :** **HYDRO-QUÉBEC**, une personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec*, RLRQ c H-5, ayant son siège au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1A4, représentée et agissant aux présentes par Monsieur Patrick Rioux, Directeur - Propriétés immobilières et Stéphane Forest, Conseiller – Propriétés immobilières, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

**(ci-après, le « Bailleur »)**

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 adoptée le 23 janvier 2006.

**(ci-après, le « Locataire »)**

**ATTENDU QUE** le Bailleur et le Locataire ont conclu une convention de bail le 7 septembre 2021 (le « **Bail** »);

**ATTENDU QUE** le 30 mai 2022, à la suite de l'Acceptation provisoire, le Bailleur a confirmé par écrit au Locataire que la Date du début de la Durée du bail devient le 1er juillet 2022 alors que la Date d'expiration du bail sera la 30 juin 2037 ;

**ATTENDU QUE** le Bailleur et le Locataire souhaitent modifier le Bail afin que le Locataire reprenne les obligations du Bailleur quant à l'entretien ménager des Lieux loués en contrepartie d'une réduction de la contribution aux Frais d'exploitation payable par le Locataire, le tout selon les termes et conditions du présent Amendement ;

**EN CONSÉQUENCE**, le Bailleur et le Locataire conviennent de modifier le Bail comme suit :

**1. Préambule**

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

**2. À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, l'article 1.1.15 (« Frais d'exploitation ») est remplacé par ce qui suit :**

« **Frais d'exploitation** » signifie tous les frais, déboursés et dépenses, de quelque nature que ce soit, relatifs à l'exploitation, l'entretien, la réparation, le remplacement, la supervision et la gestion de l'Immeuble (incluant, sans s'y limiter, les Lieux loués), incluant, sans s'y limiter, les frais d'électricité et autres services publics. L'entretien ménager est exclus des Frais d'exploitation et doit être fait par le Locataire à ses seuls frais.

INITIALES	
Bailleur	Locataire

3. À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, l'article 5.1.1 (« Contribution ») est remplacé par ce qui suit :

**Contribution.** La Contribution est un montant annuel calculé selon la formule suivante qui tient compte de tous les Frais d'exploitation du Bailleur (la « Contribution »). L'année de base est 2021. Le montant attribué à l'année de base est irrévocablement établi à 6,50\$ le pied carré de Superficie locative des Lieux loués (le « Montant de Base »).

Le Montant de Base sera indexé à la date d'anniversaire du Bail et pendant toute la Durée du Bail selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de Base}}{\dots} \times \text{Indice d'}$$

L'Indice de Base signifie l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la Date de début de la Durée du Bail.

L'Indice d'Ajustement signifie l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail en cause.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

4. À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, l'article 6.9 (« Entretien ménager ») et l'Annexe « F » sont supprimés et sans effet.
5. Sauf disposition contraire du présent Amendement, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et ont plein effet. Tous les mots et expressions débutant par une lettre majuscule ont le même sens que dans le Bail, sauf lorsqu'ils sont autrement définis au présent Amendement.

Le Locataire a signé le Premier Amendement, dans la ville de Montréal, province de Québec, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2024.

VILLE DE MONTRÉAL  
(le Locataire)

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito  
Greffier adjoint

Le Bailleur a signé le Premier Amendement, dans la ville de Montréal, province de Québec, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2024.

HYDRO-QUÉBEC

INITIALES	
Bailleur	Locataire

(le Bailleur)

Par : \_\_\_\_\_

Stéphane Forest  
Conseiller-Propriétés immobilières

Par : \_\_\_\_\_

Patrick Rioux  
Directeur, Propriétés immobilières

INITIALES	
Bailleur	Locataire

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1244565002

Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière - *Division des Locations*

Projet : *Premier amendement de bail – PDQ 31 - SPVM*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			<b>X</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## CONVENTION DE BAIL BRUT

---

entre

**HYDRO-QUÉBEC**

(Bailleur)

et

**VILLE DE MONTRÉAL**

(Locataire)

**Adresse des Lieux loués : 8245 Avenue de l'Esplanade, Montréal**

01/09/2021

## TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS ET RÉFÉRENCES.....	4
1.1 Définitions.....	4
LIEUX LOUÉS.....	8
2.1 Location des Lieux loués.....	8
2.3 Description de l'Immeuble.....	8
2.4 Mesurage.....	9
2.5 Intention des parties (bail semi-brut). ....	9
2.6 Changement d'emplacement.....	9
DURÉE DU BAIL.....	10
3.1 Durée.....	10
3.2 Livraison des Lieux loués.....	10
3.3 Date d'occupation. ....	10
3.4 Inspection de la condition initiale des Lieux loués. ....	10
3.5 Déficiences.....	10
3.6 Livraison tardive. ....	11
LOYER.....	11
4.1 Loyer de base.....	11
4.2 Lieu de paiement.....	11
4.3 Modalités de paiement.....	11
4.4 Intérêts.....	12
4.5 TPS et TVQ.....	12
FRAIS D'EXPLOITATION ET TAXES FONCIÈRES.....	12
5.1 Frais d'exploitation. ....	12
5.1.1 Contribution.....	12
5.2 Taxes foncières.....	13
5.2.1 Taxes foncières (définition).....	13
5.2.2 Paiement de la part proportionnelle des Taxes foncières.....	13
TRAVAUX ET AUTRES OBLIGATIONS DU BAILLEUR.....	13
6.1 Travaux du Bailleur.....	13
6.2 Modifications ou travaux majeurs du Bailleur en cours de Bail.....	15
TRAVAUX ET OBLIGATIONS DU LOCATAIRE.....	16
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS.....	18

8.1	Entretien et Réparations .....	18
8.2	Observance de la loi. ....	19
8.3	Sécurité.....	19
UTILISATION DES LIEUX LOUÉS .....		19
9.1	Utilisation des Lieux loués.....	19
9.2	Permis et licences. ....	20
9.3	Pas d'obligation d'occuper les Lieux loués.....	20
9.4	Nuisance.....	20
ENVIRONNEMENT.....		20
10.1	Respect des lois. ....	20
10.2	Aucune contamination à la fin du Bail. ....	20
10.3	Indemnisation et défense. ....	21
10.4	Protections du Bailleur. A .....	21
10.5	Survie des obligations.....	21
ASSURANCE.....		21
11.1	Assurances du Locataire. ....	21
11.2	Assurances du Bailleur. ....	21
DOMMAGES ET DESTRUCTION.....		21
12.1	Destruction ou endommagement de l'Édifice .....	21
12.2	Responsabilité du Bailleur.....	22
12.3	Domages causés par le Locataire. ....	22
VISITE DES LIEUX LOUÉS .....		22
13.1	Visite des Lieux loués.....	22
CESSION ET SOUS-LOCATION.....		22
14.5	Options et droits spéciaux.....	23
DÉFAUTS ET RECOURS .....		23
15.7	Absence de renonciation.....	25
15.8	Recours en général.....	25
AVIS ET DEMANDES .....		26
16.1	Procédure et adresses.....	26
VENTE OU EXPROPRIATION.....		26
17.1	Vente par le Bailleur.....	26
17.2	Résiliation par le Locataire.....	26
17.3	Déclaration de statut .....	27

17.4	Expropriation .....	27
	EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ .....	27
	DISPOSITIONS DIVERSES.....	28
19.1	Ayants-droit .....	28
19.2	Comportement raisonnable.....	28
19.3	Aucune société, superficie, emphytéose.....	28
19.4	Annulation des ententes antérieures .....	28
19.5	Modification du Bail.....	28
19.6	Solidarité.....	28
19.7	Commission de courtage .....	29
19.8	Publication.....	29
19.9	Lois applicables et forum .....	29
19.10	En-têtes et numérotation.....	29
19.11	Interprétation .....	29
19.12	Pas d'entente sans signature .....	29
19.13	Absence de renonciation.....	29
19.14	Engagement concernant la confidentialité.....	30
19.15	Appendices et annexes.....	30
	DISPOSITIONS SPÉCIALES.....	30
20.1	Option de renouvellement. ....	30
20.2	Usage d'espaces extérieurs.....	31
(a)	Stationnement.....	31
(b)	Identification. ....	31
20.3	Contrat librement négocié. ....	31
20.4	Expiration du Bail.....	31

## CONVENTION DE BAIL BRUT

**ENTRE :** **HYDRO-QUÉBEC**, une personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec*, RLRQ c H-5, ayant son siège au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1A4, représentée et agissant aux présentes par Monsieur Patrick Rioux, Directeur - Propriétés immobilières et Stéphane Forest, Conseiller – Propriétés immobilières, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

(ci-après, le « **Bailleur** »)

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1<sup>er</sup> janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution adoptée le 23 janvier 2006 et portant le numéro CG06 0006, tel qu'il appert à ladite résolution ci-jointe comme Appendice 1.

(ci-après, le « **Locataire** »)

---

### ARTICLE 1 DÉFINITIONS ET RÉFÉRENCES

- 1.1 **Définitions.** Dans ce Bail, les mots et expressions suivants ont le sens décrit ci-après :
- 1.1.1 « **Améliorations locatives** » désigne tous changements, améliorations, installations, remplacements, additions ou autres modifications apportés de temps à autre aux Lieux loués par le Locataire ou pour celui-ci, ou par tout autre personne, locataire ou occupant, incluant sans limiter la généralité de ce qui précède, toutes les divisions et tous les aménagements, équipements, câblages et systèmes installés par le Locataire ou pour celui-ci. Aux fins de précision, les Améliorations locatives ne comprennent pas les Travaux de base (s'il en est).
  - 1.1.2 « **Architecte** » signifie l'architecte (membre de l'Ordre des architectes du Québec), désigné par le Bailleur.
  - 1.1.3 « **Bail** » désigne la présente convention de bail, incluant tous les appendices et les annexes qui y sont joints, lesquels font partie intégrante du Bail.
  - 1.1.4 « **Bailleur** » désigne le Bailleur décrit dans la désignation des parties, ses successeurs et ayants-droit.
  - 1.1.5 « **BOMA 1996** » signifie la Méthode Normalisée pour Mesurer la Superficie des Locaux dans les Immeubles de Bureaux (AINSIZ65.1-1996) telle qu'homologuée par l'American National Standards Institute Inc., le 7 juin 1996 et parrainée par BOMA International Inc.

- 1.1.6 « **BPC** » signifie biphényles polychlorés.
- 1.1.7 « **CNESST** » signifie la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, et tout organisme lui succédant ou la remplaçant, ou ayant des objectifs semblables.
- 1.1.8 « **CVAC** » est une abréviation pour chauffage, ventilation et air climatisé.
- 1.1.9 « **Date de début de la Durée du Bail** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1.
- 1.1.10 « **Date d'expiration de la Durée du Bail** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1.
- 1.1.11 « **Date d'occupation** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.3.
- 1.1.12 « **Durée du Bail** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1.
- 1.1.13 « **Édifice** » désigne l'édifice érigé sur le Terrain, et dont les adresses civiques sont indiquées à l'article 2.3.
- 1.1.14 « **Exercice financier** » signifie la période de douze (12) mois civils désignée par le Bailleur à cette fin. Si le Bailleur modifie la période couverte par un Exercice financier, ou si une partie seulement d'un Exercice financier est comprise dans la Durée du Bail, les ajustements requis relativement aux paiements mensuels devront être effectués par les parties.
- 1.1.15 « **Frais d'exploitation** » signifie tous les frais, déboursés et dépenses, de quelque nature que ce soit, relatifs à l'exploitation, l'entretien, la Réparation, le remplacement, la supervision et la gestion de l'Immeuble (incluant, sans s'y limiter, les Lieux loués), incluant, sans s'y limiter, les frais d'électricité, autres services publics et entretien ménager.
- 1.1.16 « **Heures normales d'affaires** » signifie 24 heures par jour, 7 jours par semaine.
- 1.1.17 « **Ingénieur** » signifie l'ingénieur (membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec), désigné par le Bailleur.
- 1.1.18 « **Immeuble** » désigne, collectivement, l'Édifice et le Terrain, et la description cadastrale de l'Immeuble est indiquée à l'article 2.3.
- 1.1.19 « **Installations et aires communes** » signifie l'ensemble des espaces, installations, systèmes ou améliorations qui ne sont pas destinés à être loués ou utilisés par des locataires en particulier; sans limiter la généralité de ce qui précède, les Installations et aires communes incluent, notamment, les espaces, installations, systèmes ou améliorations qui sont destinés par le Bailleur à l'exploitation de l'Immeuble ou à l'usage ou à la jouissance commune des locataires et/ou du public. Les Installations et aires communes se trouvent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Immeuble. Toute gaine ou conduit mécanique, tuyau, plenum ou autre emplacement équipement se trouvant au-dessus de la partie visible du plafond, et au-dessous de la partie visible du plancher, fait partie des Installations et aires communes, et demeure sous le contrôle du Bailleur, même lorsque cela se trouve

dans le périmètre des Lieux loués. Le Locataire donnera accès à ces endroits au Bailleur, sur demande. Il est entendu que les Installations et aires communes incluent également tous autres emplacements ou équipements que le Bailleur, agissant raisonnablement, désigne de temps à autre comme étant destiné à l'usage commun des locataires, occupants et autres usagers de l'Immeuble. Il est également entendu que le Bailleur, agissant raisonnablement, a le droit d'établir, de temps à autre, les voies d'accès aux diverses composantes de l'Immeuble. De plus, le Bailleur conserve en tout temps un droit d'accès aux Installations et aires communes, et le droit d'y faire tous travaux, modifications et aménagements, de temps à autre

- 1.1.20 « **Lieux loués** » a le sens qui est conféré à cette expression à l'article 2.1.
- 1.1.21 « **Locataire** » désigne le Locataire décrit dans la désignation des parties, ses successeurs et ayants-droits.
- 1.1.22 « **Lois applicables** » signifie toutes dispositions législatives et réglementaires de quelque nature que ce soit, qu'elles soient fédérales, provinciales, municipales ou autres, applicables dans la juridiction dans laquelle sont situés les Lieux loués, incluant, dans tous les cas, tous jugements, ordonnances, avis, avis d'infraction, décrets, codes, règles, directives, politiques, lignes directrices et guides, autorisations, certificats d'autorisation, approbations, permissions et permis émis par toutes autorités compétentes, le tout, tel qu'ils peuvent être modifiés de temps à autre, et, aux fins de précision, cette expression inclut, sans s'y limiter, les Lois environnementales.
- 1.1.23 « **Lois environnementales** » signifie toutes dispositions législatives et réglementaires de nature environnementale, qu'elles soient fédérales, provinciales, municipales ou autres, applicables dans la juridiction dans laquelle sont situés les Lieux loués, incluant, dans tous les cas, tous jugements, ordonnances, avis, avis d'infraction, décrets, codes, règles, directives, politiques, lignes directrices et guides, autorisations, certificats d'autorisation, approbations, permissions et permis émis par toutes autorités compétentes, le tout, tel qu'ils peuvent être modifiés de temps à autre.
- 1.1.24 « **Loyer** » désigne, collectivement, le Loyer de base et le Loyer additionnel.
- 1.1.25 « **Loyer additionnel** » désigne, collectivement, toute somme payable par le Locataire au Bailleur en vertu du Bail, en sus du Loyer de base.
- 1.1.26 « **Loyer de base** » désigne les montants payables en vertu de l'article 4.1.
- 1.1.27 « **Matières dangereuses** » signifie l'amiante, les BPC, les moisissures toute autre substance qui, en raison de ses propriétés, présente un danger réel ou potentiel pour l'environnement ou pour la santé des usagers de l'Immeuble ou des Lieux loués, ou qui est désignée comme tel en vertu des Lois environnementales.
- 1.1.28 « **Organisme public** » signifie un organisme public au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, RLRQ c M-30, tel que cet article ou tout



article lui succédant ou le remplaçant se lira au moment pertinent, c'est-à-dire au moment de l'application d'une clause du Bail faisant référence à cette expression.

- 1.1.29 « **Part proportionnelle** » signifie le rapport, établi en pourcentage, entre la Superficie locative des Lieux loués et la Superficie locative de l'Édifice, ce rapport étant présentement fixé par les parties à un pourcentage de cinq virgule vingt-trois pour cent (5,23%), lequel pourcentage est sujet à changement suivant les modalités de mesurage prévues à l'article 2.4.
- 1.1.30 « **Plans et devis finaux** » signifie collectivement les plans et devis et le contrat d'aménagement attribué à l'entrepreneur retenu pour la réalisation des Travaux du Bailleur annexés à l'**Annexe « D »**;
- 1.1.31 « **Réclamation environnementale** » signifie toute réclamation, condamnation, ordonnance, demande, requête, frais, perte, coût, dépense, amende, paiement et/ou dommage (incluant, sans s'y limiter, tous les coûts judiciaires, les débours et les taxes, de même que les frais de permis et autres droits payables aux autorités ayant juridiction) reliés à, provenant de, résultant de, ou liés de quelque manière à des Matières dangereuses, dans, à, sur ou depuis l'Édifice et/ou le Terrain, ou toute contravention aux Lois environnementales ou action requise pour s'y conformer, incluant, sans s'y limiter, tous les coûts et dépenses nécessaires pour recenser la présence de Matières dangereuses, établir des rapports ou des registres et les tenir à jour, corriger la situation ou restaurer les Lieux loués et/ou l'Édifice et/ou le Terrain et/ou tout immeuble adjacent ou situé dans les environs de ceux-ci, lorsque de tels travaux ou actions sont requis ou obligatoires en vertu de toute Loi environnementale.
- 1.1.32 « **Réparation** » inclut toutes formes de réparations, de même que les ajouts, les modifications, les reconstructions et les remplacements (tel que requis de temps à autre par les circonstances et les Lois applicables).
- 1.1.33 « **Structure** » signifie le toit, la charpente, les colonnes, les murs porteurs et les fondations de l'Édifice.
- 1.1.34 « **Superficie locative de l'Édifice** » signifie la superficie locative de tous les espaces de l'Édifice susceptibles d'être loués, qu'ils soient, dans les faits, loués ou non, cette superficie étant de 182 730 pieds carrés, laquelle superficie est sujette à changement suivant les modalités de mesurage prévues à l'article 2.4.
- 1.1.35 « **Superficie locative des Lieux loués** » signifie la superficie locative des Lieux loués énoncée à l'article 2.1. Cette superficie locative est sujette à changement suivant les modalités de mesurage prévue à l'article 2.4.
- 1.1.36 « **Taux de base** » signifie le taux de base des prêts aux entreprises, tel que publié par la Banque du Canada sur son site Internet, code V122495, ou un taux équivalent en cas de retrait ou de modification de celui-ci, plus quatre pourcent (4%).
- 1.1.37 « **Taxes foncières** » a le sens qui est conféré à cette expression à l'article 5.2.1.

- 1.1.38 « **Terrain** » désigne le terrain sur lequel l'Édifice est érigé, et faisant partie de l'Immeuble décrit à l'article 2.3.
- 1.1.39 « **Transfert** » signifie toute opération par laquelle le Locataire procède à la sous-location de tout ou partie des Lieux loués ou de leurs accessoires, à la cession du Bail, ou permet à des tiers d'utiliser les Lieux loués ou leurs accessoires.
- 1.1.40 « **Travaux de base** » signifie les Travaux décrits à l'**Annexe « C »**.
- 1.1.41 « **Travaux du Bailleur** » signifie, collectivement, les Travaux de base et les Travaux initiaux du Locataire, lesquels le Bailleur devra effectuer conformément aux dispositions de ce Bail, incluant, sans s'y limiter, l'article 6.1.
- 1.1.42 « **Travaux initiaux du Locataire** » signifie les travaux par lesquels les Améliorations locatives initiales seront réalisés aux Lieux loués, et est synonyme de « **Travaux initiaux** ».
- 1.1.43 « **Usage autorisé** » signifie ce qui suit : Poste de police et autres activités connexes du Service de police. Aucune autre activité ou usage ne sera permis sans l'approbation préalable et écrite du Bailleur.

Outre ces définitions, certains mots et expressions peuvent être définis ailleurs dans les clauses du Bail. Dans ce cas, ils auront le sens qui leur a été attribué dans ces clauses.

## **ARTICLE 2** **LIEUX LOUÉS**

- 2.1 **Location des Lieux loués.** Le Bailleur, par les présentes, loue au Locataire, et le Locataire loue du Bailleur, un local situé dans l'Édifice du 8245, avenue de l'Esplanade, d'une superficie locative réputée de NEUF MILLE CINQ CENT QUARANTE-HUIT pieds carrés (9 548 pi.ca.), tel que substantiellement montré en hachuré sur le plan joint aux présentes comme **Annexe « A »** (les « **Lieux loués** »), ces Lieux loués étant situés au rez-de-chaussée de l'Édifice.

**Stationnement.** Le Bailleur accorde par les présentes au Locataire (pour lui-même et ses employés, visiteurs et invités), en tant qu'accessoire aux Lieux loués, le droit d'utiliser de façon exclusive, vingt-six (26) cases de stationnement identifiées à l'**Annexe « B »**, étant entendu que le Bailleur aura le droit de reconfigurer ou de modifier l'emplacement de ces cases de stationnement dans l'Immeuble, à sa discrétion.

Les frais d'utilisation de ces cases de stationnement sont inclus dans le Loyer.

- 2.2 **Usages.** Le Locataire déclare avoir pris connaissance des règlements municipaux et déclare que les usages qu'il fait et entend faire des Lieux loués et de leurs accessoires sont conformes à ces règlements. De plus, le Locataire renonce par la présente à toutes réclamations et recours contre le Bailleur en lien avec ce qui précède, y compris, sans restriction, toutes réclamations et recours en rapport avec un problème de zonage.
- 2.3 **Description de l'Immeuble.** Les Lieux loués font partie de l'Immeuble, dont la description cadastrale est la suivante :

## DESCRIPTION

Un emplacement connu et désigné comme étant :

Le lot DEUX MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLE NEUF CENT DOUZE (**2 249 912**) du Cadastre du Québec, Circonscription foncière de Montréal.

Avec l'Édifice dessus érigé portant l'adresse civique 8245, Avenue de l'Esplanade, dans la ville de Montréal, Arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc Extension, province de Québec.

- 2.4 **Mesurage.** Nonobstant toute autre disposition à l'effet contraire, les parties au Bail ont convenu que la Superficie locative des Lieux loués indiquée à l'article 2.1 est une superficie **réputée et immuable**, et celle-ci, ainsi que le Loyer et la Part proportionnelle ne sont donc pas sujets à ajustement, en raison d'un mesurage ou pour toute autre raison, **sauf** s'il y a un agrandissement ou une diminution physique (autres que mineurs) des Lieux loués ou du reste de l'Immeuble au cours de la Durée du Bail, et de tout renouvellement ou prolongation de celle-ci, auquel cas le Bailleur pourra procéder à un mesurage selon la norme BOMA 1996, et apporter les ajustements au Loyer (si applicable), avec effet rétroactif à compter de la date de la modification physique. Le Bailleur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les quinze (15) jours de son obtention.
- 2.5 **Intention des parties (bail semi-brut).** Sauf stipulation à l'effet contraire dans ce Bail, celui-ci constitue, selon l'intention des parties, un bail à loyer semi-brut (tous les montants payables étant fixes, sauf la contribution du Locataire aux frais d'exploitation qui est indexée suivant l'IPC et la contribution du Locataire aux Taxes foncières, qui est au réel, le tout conformément aux dispositions de l'article 5).
- 2.6 **Changement d'emplacement.** Le Bailleur aura le droit de changer l'emplacement des Lieux loués dans une autre partie du rez-de-chaussée de l'édifice, moyennant un préavis de relocalisation, lequel devra être transmis au Locataire par écrit, au moins cent quatre-vingts (180) jours avant le début du déménagement. Les nouveaux locaux seront substantiellement de dimension semblable aux Lieux loués, sauf entente contraire entre les parties. Le Bailleur assumera les frais de déménagement et d'aménagement des nouveaux locaux afin que cet aménagement soit substantiellement semblable à celui des Lieux loués, au moment de l'envoi de l'avis de relocalisation au Locataire. Le Bailleur n'assurera pas d'autres coûts ou responsabilités envers le Locataire, relativement au changement d'emplacement. Cependant, le Bailleur s'efforcera de minimiser les inconvénients qui pourraient être causés au Locataire du fait de ce changement d'emplacement. Sauf entente contraire entre les parties, le Loyer de base, et toutes les autres dispositions de ce bail, demeureront inchangés et s'appliqueront automatiquement aux nouveaux locaux, en faisant les adaptations nécessaires. Les parties conviennent de collaborer afin que le changement d'emplacement ait lieu à la date envisagée et de manière harmonieuse, et le Locataire convient de signer un avenant au bail, sur demande du Bailleur, pour refléter le changement d'emplacement.

### **ARTICLE 3** **DURÉE DU BAIL**

- 3.1 **Durée.** La durée du Bail (la « **Durée du Bail** ») est de **quinze (15) ans**, débutant le 1<sup>er</sup> avril 2022 (la « **Date de début de la Durée du Bail** ») et se terminant le 31 mars 2037 (la « **Date d’expiration de la Durée du Bail** »), sous réserve de l’option de renouvellement du Locataire prévue à l’article 20.1 et de l’article 3.6.
- 3.2 **Livraison des Lieux loués.** Le Bailleur s’engage à livrer les Lieux loués dans l’état dans lequel le Bailleur a l’obligation de les remettre au Locataire en vertu de ce Bail, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2022 (la « **Date d’occupation prévue** »).
- 3.3 **Date d’occupation.** Le Locataire pourra occuper les Lieux loués à compter de la Date d’occupation prévue, pour procéder à l’installation de ses meubles et équipements, et pour commencer à y exercer ses activités, le cas échéant. La date à laquelle les Lieux loués seront livrés au Locataire dans l’état dans lequel ils doivent être livrés selon ce Bail est désignée dans les présentes comme la « **Date d’occupation réelle** ». Il est entendu que le Locataire ne pourra invoquer des déficiences mineures (par exemple, des poignées de porte à fixer ou la finition de la peinture) pour prétendre que les Lieux loués ne lui ont pas été livrés à temps par le Bailleur. Cependant, le Bailleur s’engage à corriger toutes telles déficiences dans les meilleurs délais suivant la Date d’occupation prévue.

Il est entendu que tous les termes et conditions du Bail seront réputés s’appliquer au cours de la période comprise entre la prise de possession des Lieux loués par le Locataire et 23h59 la veille de la Date de début de la Durée du Bail (la « **Période de pré-occupation gratuite** »), sauf que le Locataire sera exempté du paiement de tout Loyer de base et Loyer additionnel au cours de cette période.

- 3.4 **Inspection de la condition initiale des Lieux loués.** Les parties ont l’intention de faire en sorte que les Lieux loués soient inspectés (conjointement ou séparément) par leurs représentants et consultants respectifs à la Date de début de la Durée du Bail (ou aussitôt que possible avant cette date, ou par la suite), afin d’en déterminer et d’en consigner l’état et la condition d’origine, à l’aide d’un inventaire, de photographies et/ou de vidéos, par exemple. Cependant, il est entendu que ce paragraphe a pour seul objectif de servir d’aide-mémoire aux parties et de favoriser une bonne pratique, mais il est entendu qu’aucune des parties ne sera en défaut si cet état des lieux n’est pas dressé, pour quelque raison que ce soit.
- 3.5 **Déficiences.** Peu importe que les parties aient, ou non, procédé à un état des lieux conformément à ce qui est envisagé au paragraphe précédent, il est entendu que :
- 3.5.1 **Acceptation provisoire.** Dès que les Travaux du Bailleur seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l’usage auxquels ils sont destinés, l’architecte et l’ingénieur désignés par le Bailleur accompagné du représentant du Locataire en fera l’examen (au plus tard cinq (5) jours ouvrables suivant la fin des travaux) en vue de leur acceptation provisoire. L’architecte attestera par écrit la conformité des Travaux du Bailleur, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux du Bailleur, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Bailleur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze

(15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

3.5.2 **Acceptation définitive.** Lorsque tous les Travaux du Bailleur à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'architecte attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux du Bailleur. Cette acceptation définitive des travaux ne couvre par les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'hiver.

3.6 **Livraison tardive.** Dans l'éventualité où il y aurait un retard dans la réalisation des Travaux du Bailleur, les parties conviennent que la Date de début de la Durée du Bail et la Date d'expiration du Bail seront repoussées du nombre de jours correspondant à ce retard.

## ARTICLE 4

### LOYER

4.1 **Loyer de base.** Au cours de la Durée du Bail, le Locataire paiera au Bailleur le loyer de base suivant (le « **Loyer de base** »), en dollars canadiens, en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs à l'avance, le premier jour de chaque mois à compter de la Date de début de la Durée du Bail, sans aucune réduction, déduction ou compensation de quelque nature que ce soit :

Période comprise dans la Durée du Bail	Taux au pi <sup>2</sup> de la Superficie locative des Lieux loués, par année
Années 1, 2, 3, 4 et 5	14,00\$
Années 6, 7, 8, 9 et 10	15,50\$
Années 11, 12, 13, 14 et 15	17,00\$

Si la Date de début de la Durée du Bail ne coïncide pas avec le premier (1<sup>er</sup>) jour du mois, un ajustement du Loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant.

4.2 **Lieu de paiement.** Le Loyer doit être payé par le Locataire au Bailleur à l'adresse indiquée dans la désignation du Bailleur en première page du Bail, ou à tout autre endroit au Québec indiqué par avis écrit du Bailleur au Locataire, ou à tout agent ou mandataire du Bailleur, dans la province de Québec, désigné, de temps à autre, par avis écrit du Bailleur au Locataire.

4.3 **Modalités de paiement.** Toutes sommes dues par le Locataire en vertu de ce Bail sont payables à leur échéance. Le Locataire devra payer des intérêts, à un taux annuel de huit pourcent (8%), composés annuellement, sur tout Loyer et/ou sur toutes sommes recouvrables en tant que Loyer selon les stipulations de ce Bail et qui n'auront pas été payées à échéance. Le Locataire convient de payer toutes sommes payables en vertu de ce Bail nonobstant toute revendication, retenue, réduction ou compensation à laquelle il pourrait prétendre ou à laquelle il pourrait être prétendu en son nom, le Locataire renonçant expressément par les présentes à toute telle revendication, retenue, réduction ou compensation. Toutes les

sommes dues ou payables par le Locataire en vertu du présent bail seront considérées comme du Loyer et pourront être réclamées et perçues comme tel (étant entendu que la TPS, la TVQ et les taxes semblables ne sont pas du Loyer mais peuvent être réclamées et perçues comme s'il s'agissait de Loyer). Lorsque le présent Bail ne prévoit pas l'échéance d'une somme quelconque dont le paiement incombe au Locataire, cette somme doit être payée par le Locataire au Bailleur dans les soixante (60) jours de la demande. Le Locataire paiera le Loyer (plus TPS et TVQ) par chèques ou virements électroniques mensuels.

- 4.4 **Intérêts.** Toute somme payable par le Bailleur au Locataire et qui n'est pas payée lorsque due porte intérêt au Taux de base que cela soit précisé ou non dans une disposition ou une autre du Bail.
- 4.5 **TPS et TVQ.** Le Locataire paiera au Bailleur la TPS et la TVQ (et toutes taxes semblables les remplaçant ou s'y ajoutant, de temps à autre) en sus de tout montant payable au Bailleur, incluant notamment mais sans s'y limiter le Loyer.

## **ARTICLE 5**

### **FRAIS D'EXPLOITATION ET TAXES FONCIÈRES**

- 5.1 **Frais d'exploitation.** Les Parties conviennent que, pendant toute la Durée du Bail, le Locataire paiera au Bailleur une contribution aux Frais d'exploitation, à titre de Loyer additionnel, en sus du Loyer de base et de la Part proportionnelle des Taxes foncières, conformément aux dispositions du présent article 5.1.

- 5.1.1 **Contribution.** La Contribution est un montant annuel calculé selon la formule suivante qui tient compte de tous les Frais d'exploitation du Bailleur (la « **Contribution** »). L'année de base est 2021. Le montant attribué à l'année de base est irrévocablement établi à 10,50\$ le pied carré de Superficie locative des Lieux loués (le « **Montant de Base** »).

Le Montant de Base sera indexé à la date d'anniversaire du Bail et pendant toute la Durée du Bail selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de Base}}{\text{Indice de Base}} \times \text{Indice d'Ajustement}$$

L'Indice de Base signifie l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la Date de début de la Durée du Bail.

L'Indice d'Ajustement signifie l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail en cause

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

- 5.1.2 **Modalités.** Les montants payables par le Locataire en vertu du présent article 5.1 sont payables par mensualités égales et consécutives, à l'avance, le premier jour de chaque mois de la Durée du Bail.
- 5.2 **Taxes foncières.** Les parties conviennent que, pendant toute la Durée du Bail, le Locataire paiera au Bailleur la Part proportionnelle des Taxes foncières, à titre de Loyer additionnel, en sus du Loyer de base et des Frais d'exploitation, tel que plus amplement stipulé aux paragraphes suivants de cet article 5.2.
- 5.2.1 **Taxes foncières (définition).** L'expression « Taxes foncières » signifie toutes les taxes foncières, incluant les taxes municipales, surtaxes sur les immeubles non résidentiels (s'il y en a), taxes scolaires, impositions pour améliorations locatives, taxes d'eau et taxes d'affaires, taxes de déneigement, cotisations générales, extraordinaires et spéciales, et toutes autres taxes, impositions, contributions, cotisations, tarifications, charges, qu'elles soient ou non de la nature de celles qui précèdent, qui peuvent être levées, confirmées, imposées ou cotisées par toute autorité fiscale sur l'immeuble ou l'unité d'évaluation dont il fait partie (incluant, sans s'y limiter, les Lieux loués), y compris les intérêts sur les paiements différés. Si le système de taxation foncière actuellement en vigueur est modifié ou remplacé ou si, en plus des Taxes foncières présentement imposées sur l'Immeuble ou l'unité d'évaluation dont il fait partie, une nouvelle taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge est imposée, ou si telle taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge est imposée au Bailleur ou sur les revenus découlant de la location de l'Immeuble, l'expression « Taxes foncières » inclut alors telle nouvelle taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge. De plus, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, il est entendu que l'expression « Taxes foncières » inclut toute taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge (ou hausse de l'une ou l'autre de celles-ci) pouvant découler de l'augmentation de la valeur de l'unité d'évaluation dont fait partie l'Immeuble à la suite de travaux effectués sur l'Immeuble ou tout autre bâtiment faisant partie de ladite unité d'évaluation, le cas échéant.
- 5.2.2 **Paiement de la part proportionnelle des Taxes foncières.** La Part proportionnelle des Taxes foncières sera payée par le Locataire au Bailleur dans un délai maximum de soixante (60) jours suivant la réception d'une copie des comptes dûment acquittés par le Bailleur. Si le Locataire paie en retard, il sera responsable des intérêts au Taux de base sur la Part proportionnelle à l'égard du versement en retard. Les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la Durée du Bail à la suite d'une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Bailleur s'engage à aviser le Locataire, dans un délai raisonnable, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

## ARTICLE 6

### TRAVAUX ET AUTRES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

- 6.1 **Travaux du Bailleur.** Le Bailleur s'engage à réaliser les Travaux du Bailleur et à les compléter au plus tard à la Date d'occupation prévue (telle qu'indiquée à l'article 3.2). Aux fins de précision, les Travaux du Bailleur appartiennent au Bailleur et incluent tant les Travaux de

base qui sont à la charge du Bailleur que les Travaux initiaux du Locataire (lesquels seront réalisés par le Bailleur aux frais du Locataire). Les Travaux du Bailleur doivent être réalisés conformément aux dispositions de l'**Annexe « C »** (Travaux de base), de l'**Annexe « D »** (Plans et devis finaux) et des modalités du présent article 6.1 suivantes :

- 6.1.1 Le Bailleur devra effectuer, aux frais du Locataire (étant entendu que le Bailleur sera uniquement responsable des frais liés aux Travaux de base décrits à l'**Annexe « C »**), et conformément aux normes et standards qui sont prévus aux Plans et devis finaux à l'**Annexe « D »**, les Travaux du Bailleur requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais ;
- 6.1.2 Le Locataire pourra faire des demandes de changements en tout temps aux Travaux du Bailleur, même en cours de chantier, étant entendu qu'il assumera les coûts associés à ces demandes de changement, lesquelles seront par ailleurs soumises à l'approbation préalable du Bailleur. Si une demande de changement a une incidence négative sur l'échéancier, les parties collaboreront pour minimiser cette incidence, et le Bailleur ne devra pas être pénalisé par un retard de livraison des Lieux loués découlant d'une demande de changement du Locataire;
- 6.1.3 Le Bailleur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants pour la réalisation des Travaux du Bailleur;
- 6.1.4 Le Bailleur reconnaît que le Locataire lui indiquera le choix de ses fournisseurs pour la Telecom, alarme et contrôles d'accès et les caméras de sécurité;
- 6.1.5 Le Bailleur octroiera un contrat distinct à l'entrepreneur pour chaque catégorie de travaux, soit un contrat pour les Travaux de base et un contrat distinct pour les Travaux initiaux du Locataire, de sorte que les montants facturés au Bailleur liés aux Travaux de base et ceux liés aux Travaux initiaux du Locataire figurent sur des factures distinctes;
- 6.1.6 L'entrepreneur devra ventiler les coûts associés aux Travaux initiaux du Locataire dans tous les appels d'offres pour lesdits travaux, de telle manière que les coûts relatifs à chacun des sous-traitants soient clairement séparés et identifiés comme se rapportant exclusivement aux Travaux initiaux du Locataire (et non aux Travaux de base) dans toutes les offres reçues;
- 6.1.7 Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux du Bailleur afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. Lors de toute visite, le représentant du Locataire devra toutefois être accompagné par un représentant du Bailleur et respecter toutes les règles de sécurité applicables, comprenant notamment mais sans s'y limiter, celles de la CNESST.
- 6.1.8 **Paiement des Travaux initiaux du Locataire** : Le Locataire paiera au Bailleur tous les coûts réels relativement aux Travaux du Bailleur, (étant entendu que le Bailleur assumera uniquement les coûts pour les Travaux de base) comprenant notamment mais sans s'y limiter:



- 6.1.8.1 les coûts d'honoraires et services des professionnels liés aux Travaux initiaux du Locataire; et
  - 6.1.8.2 les coûts payables aux entrepreneurs, sous-traitants et fournisseurs sélectionnés pour l'exécution des Travaux initiaux du Locataire, aux coûts réels, comprenant tout avenant qui pourrait être requis dans le cadre de l'exécution des Travaux initiaux et incluant notamment mais sans s'y limiter les conditions de chantier.
- 6.1.9 Les coûts payables par le Locataire au Bailleur en vertu de l'article 6.1.8 ci-dessus sont collectivement désignés les « **Coûts du Locataire** », lesquels sont estimés à titre indicatif seulement, à l'**Annexe D** (Plans et devis finaux). Le Locataire paiera au Bailleur les Coûts du Locataire majorés de cinq pour cent (5%) incluant les frais généraux d'administration et profits, en facturation graduelle (selon l'avancement des travaux) suivant réception de factures à cet effet, accompagnées des pièces justificatives de tous les professionnels, sous-traitants et fournisseurs sélectionnés comme suit, en quatre (4) versements soit:
- 6.1.9.1 un premier versement lorsqu'approximativement 30% des travaux auront été complétés;
  - 6.1.9.2 un deuxième versement lorsque qu'approximativement 60 % des travaux auront été complétés;
  - 6.1.9.3 un troisième versement au moment de l'Acceptation provisoire;
  - 6.1.9.4 un quatrième versement dont le montant correspondra au reliquat du coût des travaux alors dû, payable au moment de l'Acceptation définitive de ces derniers, lequel reliquat ne pourra être inférieur à 10% du coût total des Travaux initiaux du Locataire.

À titre de précision, les avenants mentionnés au paragraphe 6.1.8 de la présente convention de Bail seront facturés, le cas échéant, de façon individuelle au Locataire.

- 6.2 **Modifications ou travaux majeurs du Bailleur en cours de Bail.** Le Bailleur peut effectuer des modifications et/ou travaux majeurs dans les Lieux loués ou ailleurs dans ou sur l'Immeuble en transmettant préalablement au Locataire un avis écrit à cet effet.

Si une relocalisation temporaire du Locataire est requise dans le cadre de travaux majeurs effectués par le Bailleur pour assurer la sécurité de l'Édifice et de ses occupants et que malgré les efforts raisonnables des parties, celles-ci ne peuvent s'entendre quant à une telle relocalisation temporaire, le Bailleur pourra résilier le Bail sur avis écrit au Locataire, auquel cas le Bail prendra fin à la date indiquée dans l'avis de résiliation, laquelle sera au moins soixante (60) jours suivant la date de réception de l'avis par le Locataire, sauf en cas d'urgence, auquel cas ce délai pourra être moindre.

- 6.3 **Sécurité.** Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux loués. À cette fin, le Bailleur devra fournir au Locataire, dans

les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. À la suite de ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Bailleur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants. Nonobstant ce qui précède, il est entendu que tant est aussi longtemps que le Bailleur est Hydro-Québec, il sera responsable d'effectuer lui-même les enquêtes de sécurité prévues au présent article 6.3.

- 6.4 **Respect des exigences.** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.
- 6.5 **Entretien intérieur.** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à maintenir en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et procéder aux réparations requises. De plus, le Bailleur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.
- 6.6 **Entretien extérieur.** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état et notamment :
- Tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs ;
  - Enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre de l'abrasif et du fondant lorsque requis ; et
  - Nettoyer les vitres extérieures ;
  - Retirer les graffitis qui pourraient être apposés sur l'Édifice, le cas échéant.
- 6.7 **Chauffage, ventilation, air-climatisé (CVAC).** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à chauffer, ventiler, climatiser et maintenir les Lieux loués, en tout temps, respectant les normes définies selon les critères de confort prévus à l'**Annexe « E »**.
- 6.8 **Éclairage.** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tube fluorescent défectueux ou grillé.
- 6.9 **Entretien ménager.** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à procéder à l'entretien ménager des Lieux loués selon le devis d'entretien ménager figurant en **Annexe « F »**.

## **ARTICLE 7**

### **TRAVAUX ET OBLIGATIONS DU LOCATAIRE**

- 7.1 **Travaux du Locataire.** Si le Locataire souhaite apporter des Améliorations locatives aux Lieux Loués, il devra préalablement obtenir l'approbation écrite du Bailleur. Toutes les Améliorations locatives seront apportées aux frais du Locataire conformément aux instructions à être fournies par le Bailleur, et conformément aux dispositions suivantes.

- 7.2 **Consentement du Bailleur au préalable.** En aucun temps, le Locataire ne pourra effectuer des Améliorations locatives ou Réparations aux Lieux loués ou à ses accessoires sans avoir obtenu au préalable des autorités publiques concernées tous les permis et autorisations nécessaires et sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Bailleur, lequel ne pourra pas être déraisonnablement refusé, sauf dans le cas de travaux susceptibles d'affecter la Structure, le système de CVAC, d'électricité ou de plomberie ou tout autre système (dans ces cas, le consentement du Bailleur peut être refusé de façon arbitraire). Le Locataire devra soumettre au Bailleur pour approbation les plans et devis précis concernant toutes ces améliorations, modifications, additions ou réparations.
- 7.3 **Obligations des entrepreneurs du Locataire.** Tout entrepreneur engagé par le Locataire devra payer le coût des services temporaires et de la coordination, que lui aura fournis le Bailleur. Tout entrepreneur choisi par le Locataire devra avoir été préalablement approuvé par le Bailleur. Aucun tel entrepreneur ne devra causer de problèmes de relations de travail dans l'Édifice et tout tel entrepreneur devra être assuré pour ses activités dans les Lieux loués contre les dommages à la propriété et la responsabilité civile pour un montant d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000,00\$). Le Locataire devra exiger de tout entrepreneur, avant que celui-ci n'effectue quelque travail que ce soit dans les Lieux loués, qu'il remette au Bailleur un avis de renonciation et une mainlevée relativement à tout droit à une hypothèque légale relativement à la main-d'œuvre, à des travaux effectués ou à des matériaux fournis en vertu d'un contrat quelconque, et tout entrepreneur doit également convenir de remettre au Bailleur une renonciation à une hypothèque légale en bonne et due forme émanant de chaque personne ou corporation fournissant de la main-d'œuvre ou des matériaux en vertu du contrat.
- 7.4 **Locataire seul responsable des coûts.** Le Locataire sera seul responsable du coût de ses Améliorations locatives.
- 7.5 **Présomption.** Entre autres, tout branchement ou raccordement d'appareils sur l'installation électrique autre qu'un branchement ou raccordement sur une prise de courant déjà installée et tout branchement et raccordement d'appareils sur la tuyauterie ou sur le système de chauffage ou de climatisation de l'air sont considérés comme étant des Améliorations locatives visées par le présent article 7.
- 7.6 **Propriété des Améliorations locatives.** Toutes les Améliorations locatives appartiennent au Bailleur dès leur réalisation ou leur installation dans les Lieux loués, et ce, peu importe que ces Améliorations locatives aient été effectuées ou installées par un locataire ou occupant antérieur des Lieux loués, par le Bailleur, par le Locataire ou par une tierce partie pour le compte du Locataire, du Bailleur ou de tout autre personne ou entité, et (sous réserve de l'article 7.7), devront être remises par le Locataire avec les Lieux loués à l'expiration de la Durée du Bail sans que le Bailleur ne doive au Locataire quelque compensation que ce soit pour celles-ci, malgré toute disposition du Bail ou de toute loi à l'effet contraire, de même que de tous les équipements et biens meubles qui sont matériellement attachés ou réunis à l'Édifice ou qui assurent l'utilité de l'Édifice ou qui ne peuvent être retirés sans endommager l'Édifice, peu importe leur degré de rattachement ou d'incorporation à l'Édifice.
- 7.7 **Remise des Lieux loués à la fin du Bail.** À l'échéance du Bail, le Locataire devra laisser en place les Améliorations locatives, sauf celles pour lesquelles les parties se seront spécifiquement entendues par écrit à l'effet que le Locataire devra les retirer. Le Locataire devra néanmoins retirer tout mobilier, ses équipements, sa signalisation, ainsi que toutes les

composantes du système de sécurité et de contrôle d'accès, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. Le Locataire pourra, à sa discrétion, retirer le système de cléage spécifique au Locataire (barillets).

- 7.8 **Réalisation des Améliorations locatives du Locataire par le Bailleur.** Si les parties en conviennent ainsi, le Bailleur effectuera des travaux d'Améliorations locatives pour le Locataire dans les lieux loués, aux frais du Locataire, suivant une demande écrite du Locataire à cet effet. Dans son avis, le Locataire décrira la nature et l'étendue des travaux visés. Le Locataire et le Bailleur devront s'entendre sur le prix avant la réalisation des travaux et, à cet effet, le Bailleur fournira au Locataire les informations requises à l'établissement du juste prix. À défaut d'entente sur le prix, le Bailleur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être exécutés. Dans ce cas, le Locataire se réserve le droit de demander, suivant ses procédures, des prix directement à des entrepreneurs à partir de documents conformes aux directives du Bailleur. Une fois le prix convenu entre le Locataire et le Bailleur, le Bailleur, sous sa seule et entière responsabilité, fera exécuter les travaux au prix convenu avec le Locataire, plus une majoration de 5% (applicable sur le prix des entrepreneurs et des honoraires professionnels) incluant les frais généraux d'administration et profits.
- 7.9 **Avis.** Le Locataire s'engage à aviser immédiatement le Bailleur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.
- 7.10 **Entretien intérieur.** Le Locataire est responsable d'effectuer à ses frais : 1) l'entretien et les réparations aux tapis ou couvre-sol, à la peinture et aux divisions intérieures des Lieux loués, à sa Télécom, alarme et contrôles d'accès et aux caméras de sécurité, 2) les réparations aux Lieux loués rendues nécessaires par des dommages causés par la faute du Locataire et qui dépassent l'usure normale et 3) le remplacement des fenêtres extérieures des Lieux loués brisées au-delà du premier remplacement requis au cinq (5) ans, le Bailleur n'assumant les frais que pour la première occurrence de remplacement de fenêtres requis à la suite d'un bris par cinq (5) ans, et ce, indépendamment du nombre de fenêtres brisées lors de cette première occurrence.
- 7.11 **Accès pour réparations du Bailleur.** Le Locataire s'engage à permettre au Bailleur de faire toutes les réparations urgentes et nécessaires (autres que celles qui sont sous la responsabilité du Locataire), d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

## **ARTICLE 8**

### **ENTRETIEN ET RÉPARATIONS**

- 8.1 **Entretien et Réparations.** Au cours de la Durée du Bail et de toute prolongation ou tout renouvellement de celui-ci, le Bailleur sera responsable d'effectuer, à ses frais, tous les travaux d'entretien et de Réparation, afin de maintenir l'Immeuble en bon état et conforme à toutes les Lois applicables, étant entendu que le Locataire ne sera responsable que : (i) de

l'entretien et des Réparations aux tapis ou couvre-sol, à la peinture et aux divisions intérieures des Lieux loués, à sa Télécom, alarme et contrôles d'accès et les caméras de sécurité, (ii) des Réparations aux Lieux loués rendues nécessaires par des dommages causés par la faute du Locataire, et qui dépassent l'usure normale et (iii) des frais de remplacement des fenêtres extérieures des Lieux loués brisées au-delà du premier remplacement requis aux cinq (5) ans, le Bailleur n'assumant les frais que pour la première occurrence de remplacement de fenêtres requis à la suite d'un bris par cinq (5) ans, et ce, indépendamment du nombre de fenêtres brisées lors de cette première occurrence.

Afin d'éviter tout doute, les obligations du Bailleur en vertu du présent article concernent même (sauf les exceptions expressément prévues dans cet article) les Améliorations locatives et ce, qu'elles aient été réalisées par le Bailleur, par le Locataire, ou par toute autre personne ou entité. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Bailleur doit veiller à ce que les Lieux loués et le reste de l'Immeuble soient maintenus en bon état d'entretien, de fonctionnement et de propreté (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur).

Le Locataire sera responsable des frais, coûts ou dépenses relatives à toute Réclamation environnementale et à toute contamination ou dommages environnementaux causés aux Lieux loués et au reste de l'immeuble par l'exercice des droits qui lui sont conférés par le présent Bail.

- 8.2 **Observance de la loi.** Le Locataire s'engage à se conformer, à ses frais, à toutes les Lois applicables en ce qui concerne les Lieux loués et leurs accessoires, l'utilisation ou l'occupation des Lieux loués et de leurs accessoires, et les affaires y conduites. Sans restreindre ce qui précède, le Locataire devra exécuter, à ses frais, tous les travaux, modifications ou changements aux Lieux loués qui pourraient être requis par toute autorité municipale, provinciale ou fédérale ou toute autre autorité gouvernementale ou tout département, agence ou bureau de l'une quelconque d'entre elles pour quelque raison que ce soit.
- 8.3 **Sécurité.** Le Locataire est seul responsable d'assurer, à ses frais, la sécurité des Lieux loués, et de toute autre partie de l'Immeuble utilisée par le Locataire.

## **ARTICLE 9**

### **UTILISATION DES LIEUX LOUÉS**

- 9.1 **Utilisation des Lieux loués.** Le Locataire pourra utiliser les Lieux loués et leurs accessoires pour l'Usage autorisé seulement. Aucune autre activité ou usage ne sera permis sans l'approbation préalable et écrite du Bailleur, laquelle peut être refusée à la discrétion du Bailleur.

Le Bailleur ne pourra pas permettre ou tolérer que l'Immeuble soit utilisé, en tout ou partie, à des fins incompatibles avec un poste de police. Sans limiter la portée de ce qui précède, une utilisation à des fins incompatibles comprend notamment une garderie et un établissement détenant un permis d'alcool fermant ses portes après minuit, tel un bar ou une discothèque, à l'exception d'un établissement utilisé exclusivement comme restaurant ou restaurant-bar. Le Bailleur s'engage à prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute telle utilisation incompatible.

Il est entendu que le Locataire coopérera avec le Bailleur à la conservation de toutes formes d'énergie dans l'Immeuble et se conformera à toutes les exigences et demandes raisonnables du Bailleur en vue de la conservation d'énergie et quant à toute autre mesure pouvant améliorer la performance environnementale de l'Édifice et le bien-être de ses usagers.

- 9.2 **Permis et licences.** Le Locataire a l'entière responsabilité d'obtenir des autorités concernées tous les permis et licences d'affaires, d'opération et autres, ainsi que toutes autres approbations, et le Bailleur ne fait aucune représentation, ne donne aucune garantie, ne prend aucun engagement, implicitement ou autrement, à cet égard, et ce, nonobstant toute disposition à l'effet contraire dans ce Bail ou en vertu du droit. Tous les coûts liés à ce qui précède seront entièrement assumés par le Locataire. En outre, le Locataire indemnifiera le Bailleur et le tiendra indemne et à couvert, et le défendra, à l'encontre de toutes demandes, réclamations, pénalités ou poursuites faites, imposées ou intentées, selon le cas, au Bailleur ou contre lui, en relation avec ce qui précède. Les obligations du Locataire en vertu du présent paragraphe continueront d'être exécutoires même après l'expiration du présent Bail, ou sa résiliation anticipée.
- 9.3 **Pas d'obligation d'occuper les Lieux loués.** Nonobstant toute autre disposition à l'effet contraire, le Locataire n'aura pas l'obligation d'occuper les Lieux loués et il pourra les laisser totalement ou partiellement inoccupés ou vacants, ou cesser d'y exercer ses activités, en tout ou en partie, en tout temps et de temps à autre. Cependant, le Locataire devra continuer de payer le Loyer tel que stipulé au Bail et de respecter les autres termes et conditions du Bail qui ne sont pas incompatibles avec le fait que les Lieux loués soient (en tout ou en partie) vacants.
- 9.4 **Nuisance.** Le Locataire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour ne pas nuire à la jouissance paisible des autres occupants et usagers de l'Immeuble. À titre d'exemple, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire placera ses déchets et rebuts dans des contenants convenables, aux endroits indiqués par le Bailleur, dans les Lieux loués. L'enlèvement des déchets sera effectué par le Bailleur à ses frais.

## **ARTICLE 10**

### **ENVIRONNEMENT**

- 10.1 **Respect des lois.** Le Locataire s'engage à respecter toutes les Lois environnementales et s'engage à assumer, à ses frais, toute responsabilité relative à la qualité de l'environnement du Terrain et de l'Édifice, incluant, sans s'y limiter, toute responsabilité et toute dépense relatives à la caractérisation et à la réhabilitation des Lieux Loués et du reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de ses mandataires, dirigeants, employés, invités, fournisseurs ou entrepreneurs, ou des autres personnes dont le Locataire est responsable en vertu du droit ou auxquelles le Locataire aura donné accès aux Lieux loués (collectivement ou individuellement, des « **Personnes visées** »).
- 10.2 **Aucune contamination à la fin du Bail.** À l'expiration du Bail, le Locataire laissera les Lieux loués et le reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de Personnes visées, dans un état propre et soigné, exempt de toute Matière dangereuse ou autre contamination environnementale attribuable à son occupation ou son utilisation des Lieux loués ou du reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de Personnes visées, ou survenue pendant cette occupation ou utilisation.

- 10.3 **Indemnisation et défense.** Le Locataire indemniserà le Bailleur et le tiendra indemne et à couvert, et le défendra, à l'encontre de toute Réclamation environnementale qui pourrait être présentée ou opposée au Bailleur à compter de la signature de ce Bail, en relation avec des Matières dangereuses, dans, sur, sous ou aux environs des Lieux loués et du reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de Personnes visées, et ces obligations du Locataire survivront à l'expiration du Bail ou à sa résiliation anticipée. De plus, le Bailleur n'aura en aucun temps à assumer quelque responsabilité que ce soit relativement à une Réclamation environnementale résultant d'actes ou omissions du Locataire ou de Personnes visées.
- 10.4 **Protections du Bailleur.** Advenant que le Bailleur soit tenu responsable par tout Organisme public, notamment la CNESST, d'apporter des correctifs aux Lieux loués ou d'accomplir tout autre acte (par exemple, engager des experts pour évaluer la qualité de l'air, recenser la présence d'amiante, de moisissures ou d'autres Matières dangereuses) pour se conformer aux Lois environnementales ou aux autres Lois applicables, le Locataire s'engage à tenir le Bailleur à couvert de toute réclamation ou pénalité.
- 10.5 **Survie des obligations.** Les obligations du Locataire en matière environnementale continueront d'être exécutoires même après l'expiration du présent Bail, ou sa résiliation anticipée.

## **ARTICLE 11** **ASSURANCE**

- 11.1 **Assurances du Locataire.** Le Locataire déclare qu'il s'autoassure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit, tant et aussi longtemps que Locataire est la Ville de Montréal.
- 11.2 **Assurances du Bailleur.** Le Bailleur déclare qu'il s'autoassure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit tant et aussi longtemps que le Bailleur est Hydro-Québec.

## **ARTICLE 12** **DOMMAGES ET DESTRUCTION**

- 12.1 **Destruction ou endommagement de l'Édifice.** Advenant que l'Édifice soit endommagé ou détruit par le feu, la foudre, une tempête ou par toute autre cause, que ce soit en entier ou partiellement et que le montant des dommages soit supérieur au montant annuel de Loyer brut, le Bailleur aura le choix de procéder ou non à la réparation de l'Édifice ou à la reconstruction. Advenant que le Bailleur décide de ne pas réparer ou de ne pas reconstruire l'Édifice, le Locataire n'aura d'autre choix que de relocaliser ses opérations ailleurs et ne pourra exiger du Bailleur aucune indemnité ni aucun dommage et intérêt pour ce faire.

Advenant que le Bailleur décide de réparer ou de reconstruire l'Édifice et que la réparation des dommages, entreprise avec diligence raisonnable, n'est pas réalisable dans les cent quatre-vingt (180) jours de la date du sinistre, alors le Bailleur ou le Locataire pourra résilier ce Bail en notifiant l'autre partie par écrit à cet effet au plus tard soixante (60) jours après la date du sinistre, et cette résiliation prendra effet à compter de la date desdits dommages ou

de ladite destruction et le Loyer sera ajusté proportionnellement avec effet à cette date de résiliation.

Si ni le Bailleur ni le Locataire ne résilie le Bail, et si les dommages ou la destruction de l'Édifice sont tels que les Lieux loués sont devenus totalement inutilisables, alors le paiement du Loyer sera suspendu pendant la période allant de la date du sinistre jusqu'au jour où les Lieux loués auront pu être substantiellement réparés de manière à en permettre l'usage par le Locataire.

- 12.2 **Responsabilité du Bailleur.** Il est entendu que la responsabilité du Bailleur quant à la reconstruction ne s'applique pas aux Améliorations locatives (ni aux meubles, équipements et autres biens du Locataire).
- 12.3 **Dommmages causés par le Locataire.** Si un dommage causé à l'Immeuble par le feu ou tout autre sinistre était attribuable à la faute ou à la négligence du Locataire, de ses officiers, dirigeants, mandataires, employés, visiteurs ou autres personnes dont le Locataire est responsable en droit, le Locataire sera responsable de tous les frais et dommages s'y rapportant, et, sur demande du Bailleur, le Locataire devra effectuer les Réparations nécessaires aux Lieux loués, à ses propres frais, en se conformant aux dispositions de l'article 7 de ce Bail, et le Bailleur pourra également effectuer, aux frais du Locataire, les Réparations nécessaires à l'extérieur des Lieux loués, et sans préjudice aux autres droits et recours du Bailleur et des droits de subrogation des assureurs du Bailleur, le cas échéant.

### **ARTICLE 13** **VISITE DES LIEUX LOUÉS**

- 13.1 **Visite des Lieux loués.** Le Bailleur pourra visiter ou faire visiter (selon le cas) les Lieux loués durant les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00) pendant les six (6) mois qui précéderont l'expiration de la Durée du Bail, à des locataires éventuels.

### **ARTICLE 14** **CESSION ET SOUS-LOCATION**

- 14.1 **Consentement préalable du Bailleur.** Le Locataire ne pourra pas céder ou grever ce Bail, sous-louer les Lieux loués ou une partie de ceux-ci, ou effectuer tout autre Transfert, sauf à un Organisme public, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Bailleur, qui ne pourra le refuser sans motif raisonnable. Il est entendu que le Bailleur ne sera pas réputé avoir consenti, en raison de son silence ou de son défaut de répondre à une demande de consentement à l'intérieur de quelque délai que ce soit qui serait inférieur à (10) jours ouvrables. Au lieu de donner ou non son consentement au Transfert proposé, le Bailleur peut, dans le délai précité, aviser le Locataire qu'il résilie le Bail, auquel cas le Bail sera résilié avec effet à la date envisagée par le Locataire pour le Transfert. Le présent article 14 a préséance sur toute disposition du *Code civil du Québec* à l'effet contraire, incluant, sans s'y limiter, les articles 1870 et 1871.
- 14.2 **Procédure.** Le consentement du Bailleur à une cession ou sous-location, le cas échéant, ne sera jamais interprété comme une renonciation aux stipulations du présent article 14, et n'aura pas pour effet de permettre dans le futur une autre telle cession ou sous-location.



14.3 **Locataire solidairement responsable.** Nonobstant tout Transfert et nonobstant tout consentement du Bailleur à tout Transfert, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire, le sous-locataire ou tout autre bénéficiaire du Transfert, selon le cas, sans bénéfice de division, de discussion ou de subrogation, du paiement du Loyer et de l'exécution des autres obligations du Locataire en vertu de ce Bail.

14.4 **Procédure.** Toute demande du Locataire en vue d'obtenir le consentement du Bailleur à une cession, une sous-location, ou à tout autre Transfert, doit être par écrit et indiquer l'identité du cessionnaire ou sous-locataire véritable (ou autre bénéficiaire du Transfert), ainsi que les termes et conditions du Transfert projeté.

Advenant que le Bailleur accorde par écrit son consentement à un Transfert suggéré par le Locataire, ce dernier disposera à partir de la date de consentement de quatre-vingt-dix (90) jours pour effectuer le Transfert en question, à la personne et aux termes et conditions ainsi indiqués au Bailleur par le Locataire. Le Locataire devra aussi, dans ladite période de quatre-vingt-dix (90) jours, faire parvenir au Bailleur une copie originale signée de tous les actes, contrats, ententes ou documents constatant ce Transfert, ou s'y rapportant directement, indirectement ou de façon incidente. Si, dans cette période de quatre-vingt-dix (90) jours, le Transfert n'a pas eu lieu, le consentement du Bailleur sera tenu pour nul et de nul effet, et le Locataire devra alors, pour tout Transfert, se conformer à nouveau à toutes les stipulations des présentes.

14.5 **Options et droits spéciaux.** Les options ou droits spéciaux consentis par le Bailleur au Locataire aux termes du Bail ne pourront être cédés ou transférés par le Locataire à bénéficiaire de Transfert, sauf si le Bailleur y consent expressément, ce qu'il peut refuser de faire sans restriction.

## **ARTICLE 15** **DÉFAUTS ET RECOURS**

15.1 **Cas de défaut du Locataire.** Sans limitation quant aux cas de défaut du Locataire en vertu du droit ou autrement et sans limiter les droits et recours du Bailleur en vertu des présentes ou du droit, les parties conviennent expressément que chaque fois qu'une des circonstances suivantes (ci-après appelées « cas de défaut ») se produit, le Locataire est en défaut et contrevient aux dispositions du présent Bail, notamment:

- (i) le Locataire enfreint un accord ou convention stipulant le paiement de Loyer et que telle infraction persiste pendant cinq (5) jours;
- (ii) le Locataire cède, transfère sous-loue les Lieux loués à un tiers ou lui en permet l'occupation ou l'usage, ou grève lesdits Lieux loués, sauf de la façon autorisée par les présentes;
- (iii) le Locataire est en état de faillite, ou il fait une cession générale de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, ou il profite ou tente de profiter d'une loi régissant la faillite ou l'insolvabilité, ou un séquestre ou syndic est nommé pour recevoir et/ou administrer tout ou partie des biens du Locataire;
- (v) un bref d'exécution ou une autre ordonnance semblable est émis en vertu d'un jugement à l'encontre du Locataire;

- (vi) toute personne autre que le Locataire détient ou exerce le droit de gérer ou de contrôler les Lieux loués ou partie de ceux-ci ou toute activité exercée et non soumise à la surveillance et au contrôle directs du Locataire;
  - (vii) le Locataire est en défaut de se conformer à quelque'une des autres conventions et stipulations de ce bail et que tel défaut persiste pendant quinze (15) jours après que le Bailleur en ait notifié le Locataire par écrit.
- 15.2 **Avis de défaut au Locataire.** Dès qu'un tel « cas de défaut » survient, le Bailleur peut, s'il le désire, aviser par écrit le Locataire de son intention de résilier le présent Bail, lequel expirera *ipso facto* à midi le quinzième (15<sup>ième</sup>) jour suivant la date à laquelle ledit avis aura été donné (à moins qu'il n'ait été remédié audit défaut à l'intérieur dudit délai), aussi définitivement et complètement que si ce jour était celui de la date fixée pour l'expiration du présent Bail et sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure ou à quelque autre procédure légale, toujours sous réserve, toutefois, que le Locataire demeure responsable et soit tenu au paiement de tout montant ou dommages-intérêts alors dus ou qui le deviendraient, y compris des dommages-intérêts liquidés dont il est fait mention ci-après.
- 15.3 **Évacuation des Lieux loués.** S'il est ainsi mis fin au présent Bail, le Locataire devra évacuer et remettre les Lieux loués au Bailleur si ce dernier n'en est pas encore en possession de ceux-ci. Le Locataire n'y ayant plus aucun droit, le Bailleur, ses représentants et mandataires peuvent, dès la date effective de résiliation, pénétrer dans les Lieux loués et en évincer le Locataire et en expulser toute ou toutes les personnes, ou faire enlever tous les biens s'y trouvant, soit en instituant des procédures sommaires d'éviction ou toute autre action ou procédure légale appropriée ou par le moyen de la contrainte ou autrement, sans pour cela être passible de poursuites, réclamations ou dommages-intérêts.
- 15.4 **Paiement des sommes dues et indemnité.** Advenant tout cas de défaut du Locataire, si le Bailleur met fin au Bail en vertu du présent article 15, ou s'il est mis autrement fin au Bail en raison d'un défaut du Locataire, en plus de tous les arrérages alors dus et de tous dommages qui pourraient être subis par le Bailleur, le Locataire devra verser immédiatement au Bailleur à titre de dommages-intérêts liquidés pour perte de loyer futur en vertu du présent Bail, une somme globale qui sera l'équivalent de la somme totale de loyer en vertu des présentes pour trois (3) mois. Si la portion non-alors expirée de la Durée du Bail qui est décrite au paragraphe 3.1 du Bail est de moins de trois (3) mois, le Locataire devra verser immédiatement au Bailleur une somme globale qui sera équivalente au Loyer en vertu des présentes pour ladite portion non-alors expirée de la Durée du Bail.

Sans restreindre la portée des autres dispositions des présentes ou de la loi, advenant tout cas de défaut prévu au sous-paragraphe 15.1 (iii), tous les arrérages de Loyer et autres sommes alors dus en vertu des présentes, plus le Loyer du mois alors courant et le Loyer pour les trois (3) mois suivants deviendront immédiatement, *ipso facto*, dus et payables au Bailleur en sus de tous autres montants payables par le Locataire en vertu du paragraphe précédent, et le présent Bail prendra fin avec effet à compter de la date où ledit cas de défaut est survenu. Il est entendu que ce paragraphe ne trouvera pas application tant et aussi longtemps que le Locataire est la Ville de Montréal.

De plus, si le Locataire est ou a été en défaut en vertu du Bail et que le Bailleur encourt des honoraires d'avocats ou d'autres experts ou conseillers pour l'assister afin de remédier à un tel défaut du Locataire en faire appliquer le Bail, le Locataire devra payer ces honoraires au

Bailleur, plus des frais d'administration équivalent à 15% de ceux-ci, dans les trente (30) jours d'une demande écrite à cet effet, pièces justificatives raisonnables à l'appui, étant entendu que des portions des notes d'honoraires pourront être biffées, afin de préserver le secret professionnel. Il est entendu que ce paragraphe ne trouvera pas application tant et aussi longtemps que le Locataire est la Ville de Montréal.

- 15.5 **Autres droits du Bailleur.** Si le Locataire manque à l'une ou l'autre de ses obligations et engagements en vertu du Bail et relatifs aux Lieux loués, à l'Immeuble ou à toute autre obligation lui incombant en vertu du Bail, et que ce défaut persiste pendant une période de trente (30) jours consécutifs, ou telle période plus longue ou plus courte qui peut être raisonnablement requise dans les circonstances pour remédier à ce défaut, le Bailleur peut (sans pour autant y être obligé ou que son action, ou inaction en ce sens, ne puisse lui être reprochées) y remédier lui-même, à condition d'avoir fait parvenir au Locataire un avis écrit raisonnablement détaillé indiquant la nature du défaut, sauf si ce défaut crée un état d'urgence, auquel cas le Bailleur pourra y remédier immédiatement sans avis, le tout sans préjudice à ses autres droits et recours dans les circonstances. Les coûts engagés par le Bailleur à cet égard (incluant, sans s'y limiter, tous les frais, honoraires et débours judiciaires et extra-judiciaires) avec, en sus, des frais d'administration de quinze pour cent (15%) de ces frais, doivent être remboursés sans délai au Bailleur par le Locataire.
- 15.6 **Défaut du Bailleur.** Advenant que le Bailleur soit en défaut de remplir l'une ou l'autre des obligations contenues aux présentes et que ce défaut persiste pendant dix (10) jours ouvrables après qu'un avis écrit dudit défaut lui ait été donné par le Locataire ou après tout autre délai plus long qui pourrait s'avérer nécessaire eu égard aux circonstances, ce dernier peut prendre les dispositions nécessaires pour remédier au défaut du Bailleur après en avoir préalablement avisé par écrit celui-ci. Les frais raisonnablement encourus par le Locataire conformément au présent paragraphe devront alors être remboursés par le Bailleur au Locataire dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par le Bailleur des pièces justificatives des frais encourus par le Locataire.
- 15.7 **Absence de renonciation.** Aucune indulgence ou oubli de la part de l'une ou l'autre des parties relativement à un défaut de l'autre partie à l'égard de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu des présentes, ne pourra être considéré comme une renonciation aux droits du Bailleur ou du Locataire en vertu des présentes à l'égard de ce défaut ou de tout défaut subséquent, non plus qu'il n'affectera ni ne modifiera, de quelque façon que ce soit, les droits du Bailleur ou du Locataire aux présentes à l'égard de ce défaut subséquent; de plus, aucune renonciation ne pourra s'inférer d'un acte ou d'une omission du Bailleur ou du Locataire, sauf si cette renonciation est expresse et exprimée par écrit, dans un document signé par un représentant dûment autorisé de la partie en question.
- 15.8 **Recours en général.** La mention, au présent Bail, d'un recours particulier du Bailleur ou Locataire à l'égard d'un défaut de l'autre partie n'empêche pas la partie qui s'estime lésée de se prévaloir de tout autre recours à l'égard de ce défaut, que ce soit conformément au présent Bail ou en vertu de la loi. Aucun recours n'exclut un autre recours ni ne dépend d'un autre recours indépendamment ou conjointement, ceux-ci étant cumulatifs et non alternatifs.

**ARTICLE 16**  
**AVIS ET DEMANDES**

16.1 **Procédure et adresses.** Tout avis devant ou pouvant être donné en vertu du Bail ou s’y rapportant sera considéré comme étant légalement donné, s’il est signifié personnellement au destinataire par huissier ou envoyé par courrier recommandé, aux adresses suivantes :

16.1.1 dans le cas d’un avis au Bailleur, comme suit :

Hydro-Québec  
100-600, rue Fullum,  
Montréal (Québec) H2K 4R4  
À l’attention de : Directeur – Propriétés immobilières

16.1.2 dans le cas d’un avis au Locataire, comme suit:

À l’attention de :  
VILLE DE MONTRÉAL  
Service de la gestion et de la planification immobilière  
Division des Locations  
303, rue Notre Dame Est, 2e étage

Montréal, Québec, H2Y 3Y8ou à tout autre endroit que l’une ou l’autre des parties aura fait connaître à l’autre partie, et ce, par avis écrit donné de la façon ci-haut prévue.

**ARTICLE 17**  
**VENTE OU EXPROPRIATION**

17.1 **Vente par le Bailleur.** Advenant la vente ou la cession de l’Immeuble, le Bailleur sera et est, par les présentes, dégagé de toutes les obligations et conventions incombant au Bailleur en vertu des présentes, et le Locataire sera dès lors lié à l’acquéreur et devra le considérer comme son bailleur aux fins du présent bail. Il est également entendu que toute telle cession par le Bailleur est conditionnelle à ce que cet acquéreur accepte d’être subrogé dans les obligations du Bailleur envers le Locataire en vertu des présentes.

17.2 **Résiliation par le Locataire.** Advenant le cas où le Bailleur désire vendre tout ou partie de l’Immeuble incluant les Lieux loués à un nouvel acquéreur autre qu’un Organisme public, le Bailleur sera tenu de fournir au Locataire, le nom et les coordonnées du futur acquéreur avant de procéder à l’aliénation de l’Immeuble, le tout conditionnellement à l’intervention d’une entente de confidentialité entre le Bailleur et le Locataire pour préserver l’identité du futur acquéreur, si requis par le Bailleur. Le Locataire aura alors un délai de trente (30) jours calendrier pour faire les vérifications et les enquêtes de sécurité nécessaires relativement au nouvel acquéreur et transmettre par écrit, au Bailleur, les résultats de l’enquête de sécurité concernant le nouvel acquéreur. Si le Bailleur ne reçoit pas d’avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acquéreur, sans possibilité pour le Locataire d’exercer une quelconque option de résiliation du Bail. Dans le délai ci-avant mentionné, le Locataire pourra transmettre un avis écrit au Bailleur, à l’effet que le nouvel acquéreur ne satisfait pas aux exigences de l’enquête de sécurité réalisée par le Locataire, et qu’il souhaite résilier le Bail conditionnellement à la vente effective par le Bailleur au nouvel acquéreur ayant fait l’objet de ladite enquête, de tout ou partie de l’Immeuble

incluant les Lieux loués (respectivement l' « **Avis de non-satisfaction** » et la « **Condition de vente** »), le tout suivant les conditions ci-après énoncées. Il est entendu que si le Bailleur ne transmet pas au Locataire le nom et les coordonnées du futur acquéreur avant de procéder à l'aliénation de l'Immeuble et que celle-ci procède, alors le Locataire ne sera pas en défaut aux termes du présent article 17.2 s'il n'a pas transmis au Bailleur l'Avis de non-satisfaction dans le délai imparti.

Advenant que la Condition de vente soit levée et que le Locataire a transmis au Bailleur l'Avis de non-satisfaction dans le délai imparti, le Locataire devra alors signifier au Bailleur, dans un délai maximum de dix-huit (18) mois suivant la levée de la Condition de vente, un préavis écrit de trente (30) jours pour résilier le Bail (le « **Préavis de résiliation** »), lequel sera alors résilié sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur et le Locataire. Si le Locataire exerce son option de résilier le Bail conformément aux conditions ci-avant énoncées dans les vingt-quatre (24) mois suivant la Date de début de la Durée du Bail, le Bailleur, tant que celui-ci est Hydro-Québec, devra alors rembourser au Locataire le coût des Travaux initiaux du Locataire payés par le Locataire en vertu du Bail, et ce, dans les soixante (60) jours suivant la réception du Préavis de résiliation. Le présent article 17.2 ne saurait en aucun temps être considéré comme offrant une possibilité ou un droit pour le Locataire d'empêcher le Bailleur ou tout propriétaire de l'Immeuble de procéder à sa vente ou son aliénation.

Le présent article 17.2 n'est applicable que tant et aussi longtemps que le Locataire est la Ville de Montréal et que l'Usage autorisé demeure inchangé et deviendra nul et non avenu advenant tout changement de Locataire ou changement d'Usage autorisé.

- 17.3 **Déclaration de statut.** Le Locataire aura trente (30) jours suivant une demande écrite à cet effet, pour signer une déclaration de statut (aussi appelée certificat de locataire ou certificat d'« *estoppel* ») adressée à un acquéreur éventuel de l'Immeuble ou à un créancier hypothécaire susceptible de grever l'Immeuble d'une sûreté, si le Bailleur en fait la demande par avis écrit au Locataire.
- 17.4 **Expropriation.** Advenant l'expropriation ou la prise de possession de tout ou partie de l'Immeuble par toute autorité compétente, en totalité ou en partie, le Bailleur pourra résilier le Bail avec effet trente (30) jours suivant un préavis au Locataire à cet effet, sans indemnité ou compensation, mais le Locataire et le Bailleur s'en remettent aux Lois applicables quant aux indemnisations auxquelles les deux parties pourraient avoir droit.

## **ARTICLE 18**

### **EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ**

- 18.1 **Exonération et renonciations.** Dans la limite maximale permise par la loi :
- 18.1.1 Le présent Bail est consenti au Locataire sans garantie aucune de la part du Bailleur, et aux risques et périls du Locataire, dans la mesure maximale permise par la loi. De plus, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire reconnaît et accepte qu'il n'aura droit à aucune remise ou réduction du Loyer payable en vertu des présentes, ni au paiement par le Bailleur de dommages-intérêts ou au remboursement de frais, pertes ou déboursés, et ce, nonobstant la cause ou la raison (sauf où telle cause ou raison est directement attribuable à la faute lourde ou intentionnelle du Bailleur, ou des personnes pour lesquelles le Bailleur est

responsable en droit), résultant du feu, de la foudre, de la tempête, ou de toute autre éventualité, ou en cas de panne partielle ou totale ou de dommages causés par une réduction du débit ou par l'arrêt des systèmes de CVAC, d'électricité, d'eau, de tuyauterie ou d'égout, des ascenseurs (le cas échéant) ou de tout autre service, ou encore en raison d'inconvénients ou dommages causés par la présence d'eau, de neige ou de glace sur ou au travers du toit, de puits de lumière, des trappes, des fenêtres ou autrement, ou en raison d'une défectuosité ou rupture des tuyaux, réservoirs, agencements ou autres objets, ayant pour effet de provoquer un écoulement, une fuite ou un échappement de vapeur, d'eau, de neige, de fumée ou de gaz dans les Lieux loués ou à proximité de ceux-ci, ou encore en raison de désagréments ou dommages causés par la condition ou la disposition des fils électriques ou autres, ou autre inconvénient, quel qu'il soit.

18.1.2 Par les présentes, le Locataire renonce aux bénéfices découlant des articles 1854 (2<sup>e</sup> paragr.), 1858, 1859, 1861, 1863 (2<sup>e</sup> paragr.), 1865 (3<sup>e</sup> paragr.), 1864, 1867, 1868 (2<sup>e</sup> paragr.), 1870, 1871, 1873, 1876, 1879, 1881 et 1883 du *Code civil du Québec*.

## **ARTICLE 19**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

- 19.1 **Ayants-droit.** Ce Bail liera les successeurs et ayants-droit du Bailleur ainsi que ceux du Locataire.
- 19.2 **Comportement raisonnable.** Les parties au Bail s'engagent à se comporter de façon raisonnable dans l'exécution de leurs obligations et l'exercice de leurs droits (y compris dans la remise d'avis, d'accords et d'autorisations) prévus par le Bail, sauf lorsque celui-ci prévoit qu'un droit peut être exercé par une partie à son gré ou à sa discrétion, ou toute autre formulation semblable. Une partie est réputée agir raisonnablement lorsqu'elle applique à la lettre les délais prévus par le Bail, lesquels sont de rigueur, sauf indication expresse à l'effet contraire dans le Bail.
- 19.3 **Aucune société, superficie, emphytéose.** Les parties aux présentes déclarent expressément qu'aucune des dispositions de ce Bail et qu'aucun de leurs actes n'a pour but et ne devra être interprété comme établissant entre elles une relation autre que celle de Bailleur et Locataire. De plus, afin d'éviter tout doute, ce Bail ne constitue qu'un bail et ne confère pas de propriété superficière au Locataire ou d'emphytéose (ou les droits et obligations y afférents) au sens du *Code civil du Québec*.
- 19.4 **Annulation des ententes antérieures.** Le présent Bail constitue l'entente complète entre les parties et contient tous les droits et obligations des parties au sujet de la location des Lieux loués, et il annule, à toute fin que de droit, toutes représentations, négociations ou ententes antérieures à ce sujet, de quelque nature que ce soit.
- 19.5 **Modification du Bail.** Tout changement, renonciation ou modification aux termes et conditions du Bail ne sera valable que lorsque stipulé par écrit et d'une façon expresse, dans un document signé par les deux parties.
- 19.6 **Solidarité.** Si plus d'une personne ou entité signe le présent Bail comme Locataire ou devient co-locataire par la suite de tout ou partie des Lieux loués ou bénéficiaire d'un Transfert, chacune de ces personnes ou entités sera solidairement responsable envers le Bailleur de

l'accomplissement et de l'observance des termes et conditions prévus au présent Bail, le tout sans bénéfice de division, de discussion ou de subrogation.

- 19.7 **Commission de courtage.** Les parties à ce Bail déclarent et garantissent qu'aucun courtier, représentant d'agence immobilière ou autre intermédiaire n'a négocié ou pris part à la négociation du Bail, hormis les conseillers juridiques respectifs des parties, dont les honoraires seront payés par la partie ayant retenu leurs services.
- 19.8 **Publication.** Ce Bail, de même que tout amendement, cession ou renouvellement de celui-ci, ne peuvent être publiés que par un avis de bail, conformément à l'article 2999.1 du *Code civil du Québec*, et uniquement contre le lot (ou les lots) indiqué(s) à l'article 2.3, en omettant les informations confidentielles, y compris les conditions financières, le tout, aux frais du Locataire. À l'expiration de la Durée du Bail, le Locataire devra faire radier toute inscription en lien avec ce Bail ou tout amendement, cession ou renouvellement de celui-ci, à ses frais. Si le Locataire fait défaut de publier la radiation au registre foncier au plus tard dix (10) jours suivant une demande écrite du Bailleur à cet effet, le Locataire mandate par la présente le Bailleur, qui pourra (sans y être obligé), publier une telle radiation en tant que mandataire du Locataire, et aux frais de celui-ci, plus quinze pourcent (15%), payables par le Locataire au Bailleur sur demande. Les obligations du Locataire en vertu de la présente clause survivront à l'expiration du Bail ou à sa résiliation anticipée.
- 19.9 **Lois applicables et forum.** Le présent Bail est régi par les Lois applicables et doit être interprété en conséquence de celles-ci. De plus, toutes les parties élisent domicile par les présentes devant le tribunal compétent du district judiciaire de Montréal pour les fins de toutes procédures judiciaires (ou les procédures de règlement non judiciaire, telles que la médiation ou l'arbitrage, selon le cas) qui seront entamées en lien avec l'interprétation ou l'application du Bail, nonobstant le fait que celui-ci puisse avoir été signé par une partie à l'extérieur du district judiciaire de Montréal.
- 19.10 **En-têtes et numérotation.** Les en-têtes, sous-titres, numéros d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes et la table des matières du présent Bail y sont insérés seulement pour des raisons de commodité et, en aucune façon, ne définissent, limitent, permettent d'interpréter ou de décrire la portée ou l'intention des parties au présent Bail, ni n'affectent le présent Bail.
- 19.11 **Interprétation.** Les mots « ci-dessus », « des présentes », « susmentionné », « ci-dessous » et autres expressions semblables utilisées dans tout article, paragraphe ou sous-paragraphe du Bail font référence à tout le Bail et non pas seulement à un article, paragraphe ou un sous-paragraphe en particulier, à moins d'une stipulation à l'effet contraire. Lorsque le contexte le requiert, le singulier doit inclure le pluriel et le masculin, le féminin. Par ailleurs, sauf indication contraire, les références à diverses clauses, dans ce Bail, sont des références aux articles du Bail.
- 19.12 **Pas d'entente sans signature.** Le fait, pour le Bailleur ou le Locataire, de soumettre au à l'autre partie une copie non signée du Bail ne devra pas être interprété comme constituant une offre de location de la part d'aucune des parties. Ce document ne prendra effet et ne liera les parties que lorsqu'il aura été signé par les deux parties, sans modifications ou ratures, même minimales.
- 19.13 **Absence de renonciation.** Ce Bail ne contient aucune renonciation aux droits et recours dont disposent les locataires d'immeubles non résidentiels par le *Code civil du Québec* et la jurisprudence y afférente. Par conséquent, toute telle renonciation prévue au Bail, ou

pouvant être inférée des dispositions du Bail, est, par la présente, réputée nulle et non avenue.

- 19.14 **Engagement concernant la confidentialité.** Le Bail et tout autre document accessoire s'y rapportant et leur contenu seront traités par le Locataire dans la plus stricte confidentialité et ne seront nullement reproduits ou communiqués, de quelque manière que ce soit, sauf avec l'accord préalable et écrit du Bailleur, ou sauf tel que requis par les Lois applicables.
- 19.15 **Appendices et annexes.** Le Locataire et le Bailleur conviennent que les documents suivants, joints aux présentes, font partie intégrante du Bail comme s'ils y étaient récités au long :

<b>Appendice 1</b>	Résolution du Locataire
<b>Annexe « A »</b>	Plan des Lieux loués
<b>Annexe « B »</b>	Plan du stationnement
<b>Annexe « C »</b>	Travaux de base
<b>Annexe « D »</b>	Plans et devis finaux
<b>Annexe « E »</b>	Critères de confort
<b>Annexe « F »</b>	Devis d'entretien ménager
<b>Annexe « G »</b>	Identification

## **ARTICLE 20**

### **DISPOSITIONS SPÉCIALES**

- 20.1 **Option de renouvellement.** Le Bailleur accorde au Locataire l'option de renouveler le bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de six (6) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au Loyer de base et la Contribution aux Frais d'exploitation (collectivement, le « **Loyer de renouvellement** ») qui seront alors à négocier selon la juste valeur locative.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Bailleur par écrit, au moins quatorze (14) mois et pas plus de vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Bailleur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Bailleur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire exerce une option mais que les parties n'arrivent pas à un accord sur le Loyer de renouvellement pour cette période de renouvellement dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura signifié au Bailleur son intention de se prévaloir de cette option de renouvellement, celui-ci sera déterminé comme suit :

- Au plus tard dix (10) jours après l'expiration de la période de quatre-vingt-dix (90) jours mentionnée ci-dessus, chaque partie soumettra à l'autre les taux annuels au pied carré qu'elle considère être justes relativement au Loyer de renouvellement, tenant compte de la juste valeur locative;
- Si la différence entre les taux soumis par les parties est inférieure à cinq pour cent (5 %) (sur une base individuelle pour chacun des taux, qu'il s'agisse du Loyer de base ou des Frais d'exploitation), le Loyer de renouvellement sera la moyenne entre les deux taux proposés



respectivement par le Locataire et le Bailleur pour chacun de ces éléments, et cette moyenne liera les parties et sera finale quant à l'élément du Loyer de renouvellement en question;

- Si la différence entre les taux soumis par les parties est de 5 % ou plus (sur une base individuelle pour chacun des taux, qu'il s'agisse du Loyer de base ou des Frais d'exploitation), les parties auront une période de trente (30) jours après le délai de dix (10) jours mentionné ci-avant pour nommer conjointement un « Évaluateur », auquel les taux soumis par les parties ne devront pas être communiqués;
- L'Évaluateur devra, autant que possible dans les trente (30) jours suivant sa nomination, déterminer quel devrait être, selon lui, le taux annuel au pied carré devant constituer le ou les élément(s) faisant partie du Loyer de renouvellement, en fonction de la juste valeur locative;
- Le Loyer de renouvellement définitif pour chacun des éléments quant auxquels l'Évaluateur devra se prononcer, sera réputé être la moyenne entre le taux ainsi déterminé par l'Évaluateur et celui des taux soumis par les parties qui s'en rapproche le plus, quant à l'élément en question, et cette moyenne liera les parties et sera finale quant audit élément du Loyer de renouvellement;
- Chaque partie paiera les frais de son expert, le cas échéant et elles partageront également les honoraires et frais de l'Évaluateur.

20.2 **Usage d'espaces extérieurs.** Le Locataire bénéficiera des droits suivants, dans la mesure où les Lois applicables le permettent, et il s'acquittera des obligations y afférentes, tel que prévu ci-après et conformément aux autres dispositions de ce Bail :

(a) **Stationnement.** Le Bailleur s'engage à fournir au Locataire vingt-six (26) espaces de stationnement extérieurs exclusif identifiés à l'**Annexe « B »**, que les employés et visiteurs du Locataire pourront utiliser, étant entendu que le Bailleur aura le droit de reconfigurer ou de modifier l'emplacement de ces cases de stationnement dans l'Immeuble, à sa discrétion.

(b) **Identification.** Le Bailleur accorde au Locataire la possibilité d'afficher son nom sur l'Édifice ainsi que d'installer un panneau de signalisation suivant les exigences prévues à l'**Annexe « G »**.

20.3 **Contrat librement négocié.** Les parties au présent Bail déclarent et reconnaissent expressément que les dispositions du Bail n'ont pas été imposées par l'une ou l'autre d'entre elles, mais qu'au contraire, ces dispositions ont été librement discutées entre elles.

De plus, chacune des parties reconnaît qu'elle a eu le loisir d'obtenir toutes les explications qu'elle a jugé nécessaire d'obtenir, et de faire examiner ces dispositions par son conseiller juridique et d'obtenir des conseils de sa part à leur sujet. En outre, chacune des parties au Bail se déclare satisfaite du caractère lisible et compréhensible de celui-ci. En considération de ce qui précède, chacune des parties renonce expressément par la présente à invoquer la nullité de l'une ou l'autre des dispositions du Bail, pour le motif qu'elle est incompréhensible, illisible ou abusive.

20.4 **Expiration du Bail.** Si le Locataire continue d'occuper les Lieux loués sans opposition du Bailleur à l'expiration du Bail, cette occupation prolongée est présumée être une reconduction

du Bail de mois en mois, et toutes les modalités et conditions du Bail s'appliqueront lors de cette location de mois en mois, en y effectuant les adaptations nécessaires, sous réserve cependant du droit de chacune des parties de mettre fin au Bail ainsi reconduit au moyen d'un préavis écrit donné à l'autre partie au moins un (1) mois d'avance. Malgré les dispositions du *Code civil du Québec* (dont, notamment, l'article 1879), les parties conviennent que l'application du présent paragraphe ne saurait être considérée comme une reconduction tacite du Bail pour une période d'un an, ou toute autre période prévue par la loi.

**EN FOI DE QUOI**, le Bailleur a signé le présent Bail à Montréal, ce 2<sup>e</sup> jour de Septembre 2021.

**HYDRO-QUÉBEC**  
(Bailleur)

Par : \_\_\_\_\_

Nom : Patrick Rioux

Titre : Directeur propriétés immobilières

**EN FOI DE QUOI**, le Locataire a signé le présent Bail à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2021.

**VILLE DE MONTRÉAL**  
(Locataire)

Par : \_\_\_\_\_

Nom : Emmanuel Tani-Moore

Titre : Greffier

**APPENDICE 1  
RÉSOLUTION DU LOCATAIRE**

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

Montréal 

Assemblée du 23 janvier 2006

Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006

Numéro de la résolution CG06 0006

Article 30.05      Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin  
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

\_\_\_\_\_  
Gérald Tremblay  
Maire

\_\_\_\_\_  
Colette Fraser  
Greffière adjointe

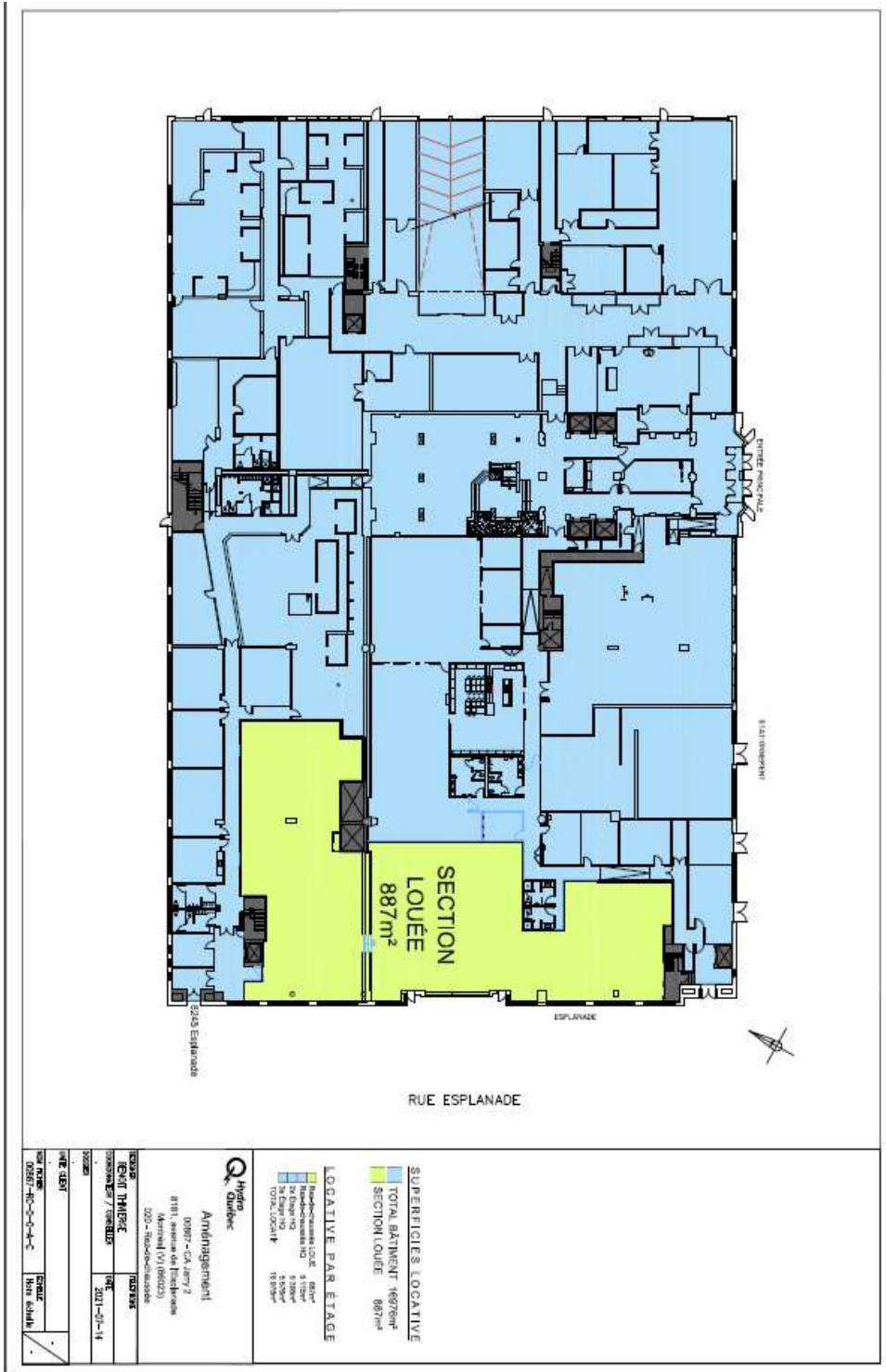
(certifié conforme)

  
GREFFIÈRE ADJOINTE

**COPIE CERTIFIÉE**

  
\_\_\_\_\_  
GREFFIER DE LA VILLE

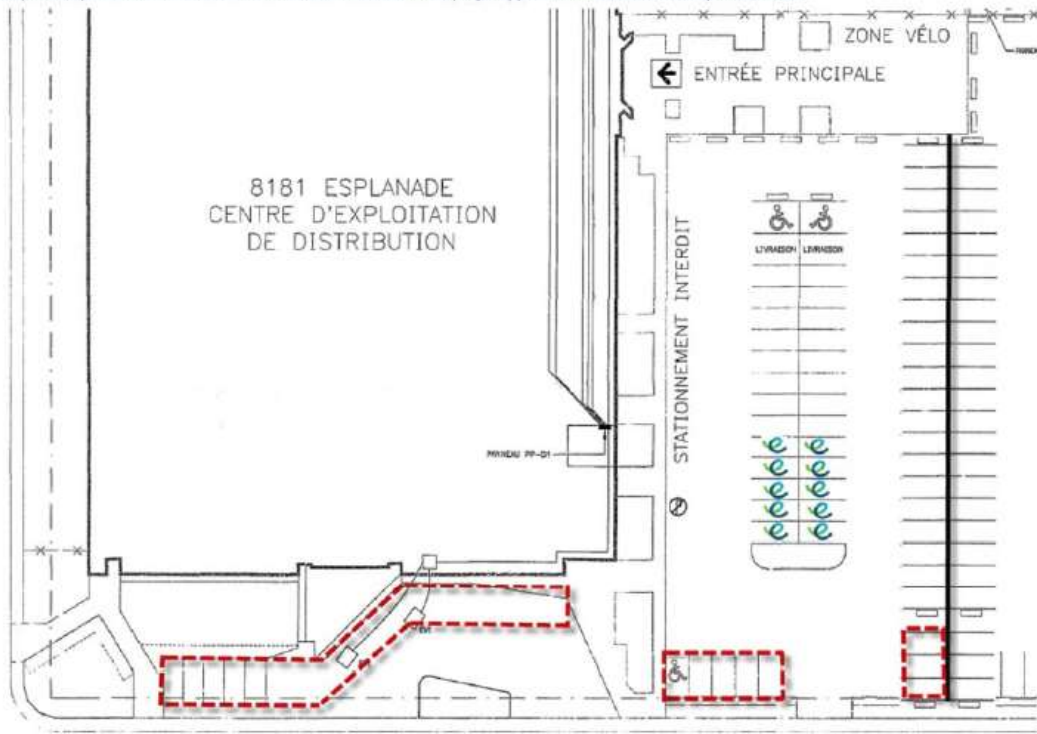
**ANNEXE « A »  
PLAN DES LIEUX LOUÉS**




**ANNEXE « B »**  
**PLAN DU STATIONNEMENT**

**PLAN DE LOCALISATION PRÉLIMINAIRE DES STATIONNEMENTS DE LA SPVM AU 8181 ESPLANADE, MONTRÉAL | 2020-07-14**

Note : Ce plan est préliminaire et sera confirmé seulement une fois le projet approuvé entre la SPVM et Hydro Québec.



 Localisation de 26 cases de stationnement pour le SPVM    ENTRÉE DU STATIONNEMENT EXTÉRIEUR

**ANNEXE « C »**  
**TRAVAUX DE BASE**

1. **COÛTS** : les coûts inhérents à la fourniture et à l'installation des éléments constituant les Travaux de base du Bailleur seront assumés et défrayés entièrement par le Bailleur. Aux fins de précision, le Bailleur assumera uniquement les coûts pour les Travaux de base énumérés à la présente Annexe, tous les autres coûts pour la réalisation des Travaux d'aménagement initiaux du Locataire seront assumés par ce dernier.
2. **STANDARDS** : le Bailleur s'engage à effectuer les Travaux de base énumérés à la présente Annexe selon les normes applicables dans l'industrie, avec des matériaux neufs de première qualité, le tout conformément aux lois et règlements en vigueur.
3. **TRAVAUX DU BAILLEUR** : sans restreindre la portée de ce qui précède, tous les éléments décrits ci-après feront partie des Travaux de base du Bailleur et seront fournis, construits ou installés entièrement aux frais du Bailleur, aux endroits spécifiés dans les plans d'aménagement du Locataire :
  - 3.1 **DÉMOLITION** : le Bailleur effectuera toute la démolition des aménagements existants dans les Lieux loués que le Locataire ne désire pas conserver.
  - 3.2 **MUR DE SÉPARATION (MITOYEN)** : les murs de séparation (périmètre) du Locataire seront construits sous forme de cloisons dalle à dalle, à montant en acier avec isolant acoustique à l'intérieur recouvert de plaques de plâtre avec les joints tirés et une couche de peinture de base appliquée selon les règlements en vigueur.
  - 3.3 **PORTE D'ENTRÉE, FENÊTRES ET ENVELOPPE DU BÂTIMENT** : Les portes d'entrée, fenêtres et l'enveloppe du bâtiment sont acceptés par le Locataire dans leur état « TEL QUEL ».
  - 3.4 **ISSUES ET SORTIES D'URGENCE** : les portes de sortie d'urgence (si requis), de même que la quincaillerie standard seront installées par le Bailleur, et seront conforme aux règlements en vigueur.
  - 3.5 **SYSTÈME ÉLECTRIQUE** : Il y aura un panneau électrique à 347/600V avec transformateur et un panneau 120/208V comprenant 84 circuits pour les aménagements du Locataire. Le Locataire assumera tous les coûts pour la distribution dans les Lieux loués.
  - 3.6 **ÉCLAIRAGE** : Si le Locataire choisit de ne pas conserver l'éclairage existant, alors le Locataire sera responsable des coûts pour l'installation de son éclairage dans les Lieux loués.

- 3.7 **ÉCLAIRAGE D'URGENCE** : l'éclairage d'urgence et de sécurité sera fourni aux endroits stratégiques pour la sécurité du Locataire. L'éclairage d'urgence sera raccordé à la génératrice du Bailleur.
- 3.8 **PLAFOND** : Si le Locataire choisit de ne pas conserver le plafond existant, alors le Locataire sera responsable des coûts de la trame et des tuiles acoustiques.
- 3.9 **PLANCHER** : le plancher de béton ou le plancher surélevé (selon la zone) des Lieux loués sera lisse, et prêt à recevoir les recouvrements du Locataire.
- 3.10 **CVC** : les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation seront fournis pour des heures d'affaires 24/7. Les coûts des ajustements requis aux conduits et contrôles existants pour répondre à la distribution selon les plans d'aménagement du Locataire dans les Lieux loués seront assumés par le Locataire.
- 3.11 **PLOMBERIE** : les éléments de plomberie seront installés de façon à amener l'eau courante, chaude et froide, à un endroit dans les Lieux loués, tel que cela sera indiqué sur les plans du Locataire.
- 3.12 **GICLEURS** : système d'extincteurs à eau automatique en état de fonctionnement est installé dans la totalité des Lieux loués en conformité avec règlements en vigueur. Les coûts des ajustements requis au système existant pour répondre à la distribution selon les plans d'aménagement du Locataire dans les Lieux loués seront assumés par le Locataire.
- 3.13 **PELLICULES ET TOILES SOLAIRES** : Le Bailleur sera responsable de fournir les pellicules et les stores pour la fenestration extérieure selon les besoins du Locataire :

Pellicules réfléchissantes : les fenêtres qui se retrouvent directement en bordure du trottoir devront recevoir une pellicule comportant les spécifications suivantes : transmission lumière visible : 10%, réflexion lumière extérieure : 63%, réflexion lumière visible intérieure : 18%. Les autres fenêtres recevront une pellicule comportant les spécifications suivantes : transmission lumière visible : 20%, réflexion lumière extérieure : 43%, réflexion lumière visible intérieure : 19%.

Stores horizontaux : stores à lames horizontales composés de lames de 25.4 mm en alliage d'aluminium de première qualité, recouverts d'une peinture émaillée cuite, suspendus à un rail d'aluminium recouvert d'une peinture

émaillée cuite de la même couleur que les lames et d'une valence de la même couleur que les lames (lorsqu'elles sont installées en surface), actionnées par un cordon de nylon pour l'ouverture et d'une tige de polyvinyle clair transparent pour l'inclinaison des lames. Caractéristiques :

- Aluminium brossé;
- Largeur des lattes : 25,4 mm.

3.14 TOILETTES : Le Locataire sera seul responsable des coûts pour la construction des toilettes à l'intérieur des Lieux loués.

3.15 LOBBYS : N/A

3.16 ACCESSIBILITÉ : le Bailleur veillera, à ses frais, à ce que l'immeuble soit conforme aux Normes de conception sans obstacles du Code de la Construction du Québec.



**ANNEXE « D »  
PLANS ET DEVIS FINAUX**

**COÛTS DU LOCATAIRE**

**PROJET 8181 ESPLANADE RC  
Location SPVM, PDQ-31**

Estimation, avant majoration de 5%

<b>Description</b>	<b>Coûts SPVM</b>
<b>Avant-projet au réel:</b>	
Honoraires Firme architecture	35 284,88 \$
Honoraires Firme Ingénierie	51 634,00 \$
<i>Sous-total:</i>	86 918,88 \$
<b>Projection de l'exécution:</b>	
Honoraires Firme architecture	19 550,00 \$
Honoraires Firme Ingénierie	12 000,00 \$
Signalisation extérieure	18 400,00 \$
<i>Travaux - Prix de l'appel d'offre - juin 2021</i>	<i>1 513 544,14 \$</i>
<i>Contigence 15% (condition chantier, avis de changement)</i>	<i>227 031,62 \$</i>
<i>Sous-total:</i>	<i>1 877 444,64 \$</i>
Majoration de 5% pour frais administratifs	<i>sur coûts réels</i>
<b>Total:</b>	<b>1 964 363,52 \$</b>

*Ceci est un estimé seulement, ce sont les coûts réels des travaux incluant les conditions de chantier et avis de changements applicables qui seront facturés à la ville.*

Eu-égard au volume de la présente annexe, les parties reconnaissent et conviennent que les plans et devis ont été échangés par courriel entre Sonia Rolland, Conseillère - Gestion de projets, Hydro-Québec et Annie Bertrand, Conseillère en immobilier, Ville de Montréal, en date du 20, 21 et 22 juillet 2021 via les documents intitulés :

20 juillet

- 202110719\_SPVM-HQ\_construction.zip

21 juillet

- 9021-007-DDN-MEC-Construction.pdf
- 9021-007-PLANS\_MEC\_CONSTRUCTION.zip
- 9021-007-PLANS\_STRUCT\_CONSTRUCTION.zip

22 juillet

- 9021-007-PLANS\_ELEC\_CONSTRUCTION.zip
- 9021-007-PLANS\_TELECOM\_CONSTRUCTION.zip
- 9021-007-DDN-DEV-ELE-CONSTRUCTION.pdf

Ces documents correspondent aux plans et devis finaux pour construction préparés par les firmes Bouthillette Parizeau (Ingénierie) et Lemay (Architecture).

**ANNEXE « E »  
CRITÈRES DE CONFORT**

## CRITÈRES DE CONFORT HQ

Bureaux	Règlementation (RSST)	Normes (ASHRAE/BOMA)	Hydro-Québec
Température	20°C	hiver : 20°C à 24°C été : 23°C à 26°C	hiver : 21°C à 23°C été : 23°C à 26°C
Humidité relative	minimum 20% HR	max : < 60 % HR été (@ 25°C) min : non déterminé	< 60 % HR été (@ 25°C) > 30% HR hiver (20% @-29°C)
CO2 (ppm)	< 5 000 ppm	< 1 050 ppm = ppm ext. (350 à 450 ppm) + 700	< 1 000 ppm
CO (ppm)	< 35 ppm	< 9 ppm (8h)	< 5 ppm
Qualité minimum de filtration	Aucune qualité minimum	>= MERV 8	>= MERV 8
Quantité d'air frais	2,4 l/s*pers	7,5 l/s*pers à 10 l/s*pers	7,5 l/s*pers à 10 l/s*pers
Entretien	Annuel	ASHRAE 62.1	selon ASHRAE 62.1 ou supérieur

*ASHRAE = American Society of Heating, Refrigerating and Air-conditioning Engineers*

*RSST = Règlement sur la santé et sécurité du travail*

*BOMA = Building Owners and Managers Association*

Industriel	Règlementation	Hydro-Québec
CO (ppm)	35 / 200	25 / 200
NO2 (ppm)	3 / -	0,72 / 2

**ANNEXE « F »**  
**DEVIS D'ENTRETIEN MÉNAGER**

**1. GÉNÉRALITÉS**

**1.1 PORTÉE**

Le Bailleur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits à la présente Annexe. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

**1.2 HORAIRES DES TRAVAUX**

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, les parties pourront convenir ensemble des modifications à cet horaire. Les modifications devront se faire par écrit.

**1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ**

Les employés du Bailleur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Bailleur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

## **2. EXIGENCES FONCTIONNELLES**

### **2.1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS**

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Bailleur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier. De plus, le Bailleur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier.

Mettre en place et gérer un programme de recyclage et de tri des déchets.

### **2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE**

Le Bailleur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires.

### **2.3 ENTRÉES**

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Bailleur doit installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boîtes vides, etc.

## **3. TRAVAUX**

### **3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN**

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Bailleur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite.

#### **LUMINAIRES**

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

### **3.2 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS**

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Bailleur doit pourvoir en matériel les accessoires requis dans les salles de toilette et salles de

repos : savon liquide, papier hygiénique et papiers à mains.

Pour tout urinoir non pourvu d'une chasse d'eau automatique, un désinfectant solide doit être continuellement maintenu. Le remplacement des sacs de papier des réceptacles de serviettes sanitaires doit être effectué chaque jour.

Tous les produits d'entretien utiliser des produits reconnus par un programme de certification environnemental tel que L'Éco-Logo, L'Éco Label, Green Seal, Safer Choice ou autre certification équivalente.

### 3.3 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

### 3.4 NETTOYAGE ÉCOLOGIQUE (GREEN CLEANING)

#### 3.9.1 Politique de nettoyage à faible impact environnemental

Mettre en place et maintenir une Politique de nettoyage à faible impact environnemental qui vise :

- des systèmes d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits concentrés chimiques et les systèmes de dilution appropriés ;
- la formation du personnel d'entretien pour les dangers, l'utilisation, l'entretien et l'évacuation des produits d'entretien chimiques, des distributrices et de leurs emballages ;
- l'utilisation de savons à mains qui ne contiennent aucun agent antimicrobes, sauf ou requis par des normes de Santé ou autre réglementation (e.g. exigences restauration et secteur de santé) ;
- l'utilisation d'équipement d'entretien qui réduit les effets sur la qualité d'air intérieur.

#### 3.9.2 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales,

des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

#### 4. TÂCHES À ACCOMPLIR

##### 4.1 LISTE

Les tâches à accomplir et fréquences sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes.

#### LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

##### LÉGENDE

J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	4 fois par année (aux 3 mois)
B	au besoin (à la demande du Locataire)

<b>ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL</b>	<b>TÂCHES</b>	<b>FRÉQ./MIN.</b>
1. PLANCHERS SANS TAPIS  Entrepôt et magasin	- vadrouille humide - lavage et rinçage - cirage - polissage - décapage, cirage et polissage - nettoyer (à la machine, type "Zamboni")	J+B J+B  2A 2S + B
2. ESCALIERS - rampes pour handicapés	- vadrouille - rampes pour handicapés	
3. PLANCHERS AVEC TAPIS - aires de circulation - aires de bureaux	- nettoyage à la machine - aspiration au complet - aspiration au complet	2A J 2S
4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration - nettoyage au linge humide et vadrouille	J B
5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC	- nettoyage	S+B
6. PLAFOND	- nettoyage du détachage (si requis)	B
7. MURS ET CLOISONS - fini tapis - fini plâtre, bois, placoplâtre - fini brique	- époussetage et lavage - détachage - aspiration	1A B M
8. ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage - aspiration - époussetage	B 1A M
9. VITRES - portes et cloisons d'entrée vitrées - portes et cloisons intérieures vitrées - fenêtres : vitres intérieures - fenêtres : vitres extérieures - cloisons vitrées de sécurité - rez-de-chaussée extérieures	- lavage - lavage - lavage (mai et octobre) - lavage (mai, août, octobre) - nettoyage - lavage	S 2S+B 2A 3A S+B M
10. FENÊTRES - appui et rebord	- nettoyage - époussetage	M M
11. STORES - verticaux - horizontaux	- nettoyage - nettoyage	!A 2A
12. PORTES et cadres de portes	- nettoyage	M+B



SUITE

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
13. SALLES - polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice)	- entretien et nettoyage régulier	J
14. CUISINES – AIRES DE REPOS - planchers - murs  - mobilier (comptoir) - céramique - papier, serviettes - savon - compost	- lavage - époussetage et détachage - lavage - lavage - lavage - approvisionnement - approvisionnement - vider les contenants dans le bac à compost central	J+B B J J S+B J J J
15. SALLES DE TOILETTES - planchers  - murs (céramique) - cloisons (intérieures)  - cloisons (extérieures) - murs - urinoirs - douche - cuvettes et sièges - éviers et douches - miroirs - réceptacle à savon - sècheurs à main - poubelles + accès. - sacs de plastique - papier et serviettes - savon - désinfectant	- lavage et balayage - décapage - lavage - détachage - lavage complet - lavage - lavage - lavage et désinfection - lavage et désinfection - lavage et désinfection - lavage et désinfection - lavage - lavage - désinfection - remplacement - approvisionnement - approvisionnement - approvisionnement	J+B M J B S S S J 2J J J J J J J J J J

SUITE

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
19. MOBILIER - chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre - tissus  - bureaux, tables, classeurs et étagères - bureaux, tables	- lavage  - aspiration - détachage - époussetage - détachage - lavage	4A  1A B S B 1A
20. FONTAINES À BOIRE	- nettoyage - désinfection	J 2S
21. CENDRIERS - corbeilles à rebuts - poubelles à déchets alimentaires	- vider et nettoyer - changer le sable - vider et nettoyer - vider et nettoyer - désinfecter	J M J J J
22. BACS DE RÉCUPÉRATION - aux postes (papier)  - du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal)	- vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment - vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment	J J
23. TÉLÉPHONES - appareils de bureau - appareils dans les salles de réunion	- nettoyage - nettoyage en profondeur	M S
24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE	- nettoyage - lavage	J J
25. BABILLARDS D’AFFICHAGE	- époussetage	M
26. EXTINCTEURS	- époussetage - lavage	M 1A
27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage - lavage	1A 1A
28. PANNEAUX SIGNALISATION - (interne) - (externe)	- époussetage - lavage	2A 2A
29. RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- époussetage - nettoyage	S 2A
30. GRILLES, DIFFUSEURS D’AIR	- nettoyage	1A
31. GARAGE ET ENTREPOT	- lavage du plancher - nettoyage des murs)	B+2A 1A
32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT - luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes	- nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A+B
33. AIRES PAVÉES, COURS INT., STAT.	- nettoyage	B

ANNEXE « G »  
IDENTIFICATION

## 6. Affichettes de stationnement : recommandées

Il est recommandé d'identifier clairement les espaces de stationnement dédiés au SPVM.

Exemple :





- Localisation de 26 cases de stationnement pour le SPVM** ENTRÉE DU STATIONNEMENT EXTÉRIEUR
1. Une enseigne en haut de la porte d'entrée avec éclairage pour être bien visible;
  2. Une enseigne pour l'entrée des citoyens;
  3. Affiche personnel autorisé seulement pour la 2<sup>e</sup> porte.
  4. Affiche pour chacun des espaces de stationnement réservé;
  5. Affiche lumineuse éclairée sur le terrain pour que le poste soit bien évident pour les citoyens.

Calcul annuel de la réduction de loyer

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
Loyer pour la période du:	01/09/2024	01/01/2025	01/01/2026	01/01/2027	01/01/2028	01/01/2029	01/01/2030	01/01/2031	01/01/2032	01/01/2033	01/01/2034	01/01/2035	01/01/2036	01/01/2037	<b>Réduction</b>
	au	au	au	au	au	au	au	au	au	au	au	au	au	au	<b>totale du 1er</b>
	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2026	31/12/2027	31/12/2028	31/12/2029	31/12/2030	31/12/2031	31/12/2032	31/12/2033	31/12/2034	31/12/2035	31/12/2036	30/06/2037	<b>septembre 2024</b>
	(4 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(6 mois)	<b>au 30 juin 2037</b>
Réduction de loyer pour le retrait de l'entretien ménagé avant taxes	14 799,40 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	44 398,20 \$	22 199,10 \$	569 776,90 \$
TPS	739,97 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	2 219,91 \$	1 109,96 \$	28 488,85 \$
TVQ	1 476,24 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	4 428,72 \$	2 214,36 \$	56 835,25 \$
<b>Total taxes incluses</b>	<b>17 015,61 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>51 046,83 \$</b>	<b>25 523,42 \$</b>	<b>655 101,00 \$</b>
Ristourne de TPS	(739,97) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(2 219,91) \$	(1 109,96) \$	(28 488,85) \$
Ristourne TVQ (50%)	(738,12) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(2 214,36) \$	(1 107,18) \$	(28 417,62) \$
<b>Réduction nette</b>	<b>15 537,52 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>46 612,56 \$</b>	<b>23 306,28 \$</b>	<b>598 194,52 \$</b>

**Dossier # : 1244565002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Objet :</b>	Approuver le premier amendement du bail intervenu entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec (CG21 0463) afin de retirer, à compter du 1er septembre 2024, l'entretien ménager des obligations du locateur et de modifier le loyer en conséquence, pour les bureaux d'une superficie de 9 548 pi <sup>2</sup> situés au 8 225 avenue de l'Esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal / Autoriser le virement budgétaire de 15 537,52 \$ net de taxes en 2024 et de 46 612,56 \$ net de taxes en 2025 et les années subséquentes en provenance du Service de stratégie immobilière vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles. # 8787

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1244565002- 1er Amendement bail PDQ 31-(CG21 0463).xlsx



GDD 1244565002 SGPI- PDQ 31-Transfert budgétaire du SSI vers le SGPI.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Fanny LALONDE-GOSSELIN  
Agente de gestion des ressources financières  
**Tél :** (514) 872-8914

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-0549  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1249057004

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouverts », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 \$ à 1 935 960,55 \$, taxes et contingences incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouverts », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 \$ à 1 935 960,55 \$, taxes et contingences incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera financée à 56,07 % par la Ville centre et à 43,93 % par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS Le 2024-07-29 11:36

Signataire :

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1249057004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 \$ à 1 935 960,55 \$, taxes et contingences incluses

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la « *Cité administrative historique* » de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation, et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- L'amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l'accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville est assujéti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification « *LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.



Le projet est réalisé selon le mode « *Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0502 « Métaux ouvrés », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

Le déménagement et les mises en service ont été réalisés, ce qui permet de procéder aux travaux de finition. L'inauguration de l'hôtel de ville a eu lieu le 7 juin 2024.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0356 - 20 juin 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 603 618,75 \$, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de HVAC inc., pour les travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 716 276,42 \$ à 9 319 895,17 \$, taxes et contingences incluses.

CG24 0355 - 20 juin 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 48 771,06 \$, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de Summa Métal Architectural et Structural inc., pour les travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 407 236,51 \$ à 1 456 007,57 \$, taxes et contingences incluses.

CG24 0264 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 160 965 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 24 368 838,46 \$ à 24 529 803,46 \$, taxes incluses.

CG24 0263 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 139 752,11 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 548 347,54 \$ à 10 688 099,65 \$, taxes et contingences incluses.

CG24 0262 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 590 628,87 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie », contrat accordé à 9250-6518 Québec Inc. (Ébénisterie Architecturale Labelle), dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG22 0189), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 543 773,25 \$ à 4 134 402,12 \$, taxes et contingences incluses.

CG24 0207 - 18 avril 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 84 369,71 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot A », contrat accordé à Artopex Inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0194), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 024 873,05 \$ à 2 109 242,76 \$, taxes incluses.

CE24 0521 - 10 avril 2024 - Exercer l'option de prolongation de six (6) mois et autoriser une dépense additionnelle de 72 318,36 \$, taxes incluses, pour les services de gardien de sécurité du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à B&M Groupe Sécurité Inc. (CE23 1088), majorant ainsi le montant total du contrat de 241 014,22 \$ à 313 332,57 \$, taxes incluses.

CG24 0074 - 22 février 2024 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc., pour le lot 2604 « Électricité - Éclairage et travaux connexes » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 237 968,94 \$, taxes incluses (contrat : 1 031 640,78 \$ + contingences : 206 328,16 \$) - Appel d'offres public IMM-15892 - (1 soum. conforme).

CG24 0073 - 22 février 2024 - Accorder un contrat à DL Héritage inc., pour le lot L0506 « Restauration des portes de laiton et de bronze » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 679 721,62 \$, taxes incluses (contrat : 566 434,69 \$ + contingences : 113 286,94 \$) - Appel d'offres public IMM-15891 (2 soum.).

CG23 0727 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 123 460,16 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges », dans le cadre du contrat accordé à Ascenseurs Maxi inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0077), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 539 751,76 \$ à 2 663 211,92 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0720 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 834 028,65 \$ à 930 262,73 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0719 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 262 012,39 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », dans le cadre du contrat accordé à ITR Acoustique MTL inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 164 860,89 \$ à 12 426 873,28 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0646 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 17 082,41 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D », contrat accordé à Groupe Ameublement Focus inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0378), majorant ainsi le montant total du contrat de 136 659,29 \$ à 153 741,70 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0645 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 33 260,43 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C », contrat accordé à Groupe Ameublement Focus Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0377), majorant ainsi le montant total du contrat de 266 083,43 \$ à 299 343,85 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0648 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 467 693,01 \$, taxes incluses pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 23 901 145,45 \$ à 24 368 838,46 \$, taxes incluses / Approuver le projet de convention de modification No 4 à cet effet.

CG23 0647 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 146 904,04 \$, taxes incluses pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration

patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 208 035,19 \$ à 13 354 939,24 \$, taxes incluses / Approuver le projet de convention de modification No 4 à cet effet.

CG23 0620 - 23 novembre 2023 - Accorder un contrat de services professionnels à CIMA+ s.e.n.c., pour un chargé de projet spécialisé en coordination de chantier, pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, pour une période de six mois, avec une option de prolongation de six mois - Dépense totale de 105 457,02 \$, taxes incluses (contrat : 91 701,76 \$ + contingences : 13 755,26 \$) - Appel d'offres public 23-20050 (1 soum.).

CE23 1670 - 25 octobre 2023 - Recommandé d'accorder au seul soumissionnaire conforme CIMA+ s.e.n.c., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de six mois, avec une option de prolongation de six mois, le contrat pour les services professionnels pour un chargé de projet spécialisé en coordination de chantier, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 91 701,76 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-20050.

CG23 0559 - 19 octobre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 145 443,38 \$, taxes incluses, à titre de budget des contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0801 « Portes, cadres et quincaillerie », contrat accordé à Les agences Robert Janvier Itée dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0580), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 672 598,81 \$ à 1 818 042,19 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0385 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 37 483,27 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019) majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 792 722,57 \$ à 2 830 205,84 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0379 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Applied Électronique Limitée pour la réalisation des travaux du lot L2703 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels - Lot 3 Salle du conseil et Salle Peter McGill, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 054 553,20 \$, taxes incluses (contrat : 878 794,33 \$, taxes incluses + contingences : 175 758,87 \$, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15853 (2 soumissionnaires).

CG23 0378 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D Mobilier rembourré » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 136 659,29 \$, taxes incluses (contrat : 113 882,74 \$ taxes incluses + contingences : 22 776,55 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CG23 0377 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C Mobilier des espaces collaboratifs et des cabines » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 266 083,43 \$, taxes incluses (contrat : 221 736,19 \$ taxes incluses + contingences : 44 347,24 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CG23 0384 - 24 août 2023 - Accorder à Colliers Maîtres de projets inc. un contrat pour les

services spécialisés en gestion de déménagement pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 253 864,80 \$, taxes incluses (contrat : 211 554 \$ + contingences : 42 310,80 \$) - Appel d'offres public 23-20027 (1 soum.).

CG23 0438 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Sectus Technologies inc. pour l'acquisition, l'installation et la calibration de systèmes de détection de sécurité dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 171 772,65 \$, taxes incluses (contrat : 143 143,88 \$ + contingences : 28 628,78 \$) - Appel d'offres public 23-20008 (1 soum.).

CG23 0383 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Les Solutions Spacesaver inc., pour l'acquisition et l'installation de rayonnage pour les voûtes des archives, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 100 002,41 \$, taxes incluses (contrat : 916 668,68 \$ + contingences : 183 333,74 \$) - Appel d'offres public 23-19928 (3 soum.).

CG23 0439 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à 9123-4823 Québec inc. (Xsolutions) pour la réalisation des travaux de construction du lot L2704 - Réseau de câblage structuré, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 509 930,90 \$, taxes incluses (contrat : 1 258 275,75 \$ + contingences : 251 655,15 \$ - Appel d'offres public IMM-15878 (3 soum.).

CG23 0385 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 37 483,27 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019) majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 792 722,57 \$ à 2 830 205,84 \$, taxes et contingences incluses.

CE23 1095 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Solotech Inc. pour la réalisation des travaux du lot L2702 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels lot 2, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 190 307,20 \$, taxes incluses (contrat : 991 922,67 \$, taxes incluses + contingences : 198 384,53 \$, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15854 (1 soumissionnaire).

CE23 1094 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Applied Électronique Limitée pour la réalisation des travaux du lot L2703 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels - Lot 3 Salle du conseil et Salle Peter McGill, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 054 553,20 \$, taxes incluses (contrat : 878 794,33 \$, taxes incluses + contingences : 175 758,87 \$, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15853 (2 soumissionnaires).

CE23 1093 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D Mobilier rembourré » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 136 659,29 \$, taxes incluses (contrat : 113 882,74 \$ taxes incluses + contingences : 22 776,55 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CE23 1092 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C Mobilier des espaces collaboratifs et des cabines » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 266 083,43 \$, taxes incluses (contrat : 221 736,19 \$ taxes incluses + contingences :

44 347,24 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CE23 1088 - 28 juin 2023 - d'accorder à B&M Groupe Sécurité inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de gardien de sécurité pour le lot L0135 « Gardien de sécurité », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 209 577,57 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-19961.

CG23 0328 - 15 juin 2023 - Accorder à la firme MACOGEP INC. un contrat pour les services professionnels spécialisés d'experts-conseils en analyse de dossiers de réclamation pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 423 429,94 \$, taxes incluses (contrat : 352 858,28 \$ + contingences : 70 571,66 \$) - Appel d'offres public 23-19872 (3 soumissionnaires - 1 seul conforme).

CE23 0308 - 15 juin 2023 - Accorder à ITI Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction pour les travaux du lot L2705 « Insertion de liens télécom et câblage structuré intermédiaire », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 114 509,45 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres de demande de prix 15679.

CE23 0819 - 24 mai 2023 - Approuver la résiliation du contrat accordé à Neptune Security Services inc. pour les services de gardien de sécurité dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CE23 0074).

CG23 0227 - 18 mai 2023 - Autoriser une réduction des dépenses à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés à une demande pour une installation électrique existante avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal réduisant ainsi le montant de 398 772,31 \$, taxes incluses, du contrat initial, approuvé par la résolution CG21 0433.

CG23 0264 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 548 603,21 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 18 437 467,01 \$ à 18 986 070,22 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0263 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 158 487,29 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle », contrat accordé à SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ACCS dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0364), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 822 603,82 \$ à 1 981 091,11 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0262 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 486 919,13 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 229 357,30 \$ à 8 716 276,42 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0261 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 217 941,32 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de

l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 416 618,59 \$ à 1 634 559,91 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0260 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 146 110,23 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 680 267,65 \$ à 1 826 377,88 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0259 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 332 045,33 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG19 0324), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 870 478,77 \$ à 9 202 524,09 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0258 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 913,83 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux », contrat accordé à Unicel Architectural Corp. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0123), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 954 965,92 \$ à 2 117 879,74 \$, taxes et contingences incluses.

CG23 0195 - 20 avril 2023 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 289 737 \$, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme GLT+ (CG22 0038), majorant ainsi le montant total du contrat de 289 737 \$ à 531 184,50 \$, taxes incluses.

CG23 0194 - 20 avril 2023 - Accorder à Artopex Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot A - Mobilier de bureau et espaces de travail », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 687 394,21 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19640.

CG23 0031 - 26 janvier 2023 - Accorder à St-Denis Thompson Inc., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le lot 0101 « Travaux de conditions générales », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 448 171,50 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15852.

CE23 0074 - 18 janvier 2023 - d'accorder à Neptune Security Services Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de gardien de sécurité pour le lot L0134 « Services de gardien de sécurité », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 262 253,38 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19615.

CG22 0779 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 1 609 078,23 \$, taxes incluses, incluant une dépense additionnelle aux contingences de 524 522,42 \$, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et

Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 598 956,96 \$ à 11 208 035,19 \$, taxes et contingences incluses - Approuver l'avenant no 3 à cet effet.

CG22 0780 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 735 848,38 \$, taxes incluses (contrat 2 378 998,59 \$, taxes incluses + contingence 356 849,79 \$, taxes incluses) pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 21 165 297,07 \$ à 23 901 145,45 \$, taxes incluses / Approuver l'avenant no. 3 à cet effet.

CG22 0778 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 193 168,44 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages », contrat accordé à Échafauds Plus (Laval) Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0142), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 480 958,07 \$ à 1 674 126,52 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0775 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 169 473,15 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique », contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 974 470,61 \$ à 1 143 943,76 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0776 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 404 424,22 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 17 033 042,79 \$ à 18 437 467,01 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0777 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 199 446,02 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité », contrat accordé à Informatique Pro-Contact Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0443), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 764 543,07 \$ à 963 989,08 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0623 - 27 octobre 2022 - Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 173 842,20 \$, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C (CG21 0454), majorant ainsi le montant total du contrat de 173 842,20 \$ à 347 684,40 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0618 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Produit Énergétiques GAL., pour la location d'équipement pour le lot 0178 « chauffage temporaire » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 299 394,90 \$, taxes incluses (contrat : 249 495,75 \$, taxes incluses + contingences : 49 899,15 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public IMM-15753 - (1 soumissionnaire conforme).

CE22 1702 - 19 octobre 2022 - Octroyer un contrat à la Firme Atelier Laboutique Inc. pour la fourniture de services d'ébénisterie artisanale visant la restauration de mobiliers patrimoniaux existants pour la salle du conseil, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 461

795,65 \$, taxes incluses (contrat : 369 436,52 \$ + contingences : 92 359,13 \$) - Appel d'offres public 22-19464 (2 soumissionnaires).

CE22 1552 – 28 septembre 2022 - Exercer l'option de renouvellement prévue au contrat et d'autoriser une dépense additionnelle de 154 526,40 \$, taxes incluses, pour des services professionnels en gestion financière dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C (CE20 1920), majorant ainsi le montant total du contrat de 309 052,80 \$ à 463 579,20 \$, taxes incluses.

CG22 0560 – 22 septembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », dans le cadre du contrat accordé à Toitures Trois Étoiles Inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 \$ à 1 416 618,59 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0501 – 25 août 2022 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc., pour la réalisation des travaux de construction du lot L0908 « Restauration et finition architecturale » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 22 835 072,65 \$, taxes incluses (contrat : 18 268 058,12 \$, taxes incluses + contingences : 4 567 014,53 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public IMM-15763 - (1 soumissionnaire).

CG22 0468 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 532 912,92 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0084), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 4 085 665,71 \$ à 4 618 578,63 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0467 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 710,21 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », contrat accordé à 9028-4043 Québec Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0446), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 960 212,85 \$ à 1 052 923,06 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0469 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 232 396,30 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et Armature », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 560 326,28 \$ à 2 792 722,57 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0395 – 16 juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle Inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 737 794,58 \$ à 834 028,65 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0394 – 16 juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 373,44 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural Inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant



total du contrat de 1 244 863,07 \$ à 1 407 236,51 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0329 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 285 624,89 \$, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 13 701 506,39 \$ à 18 987 131,28 \$, taxes incluses.

CG22 0325 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 165 553,94 \$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à 9028-4043 Québec Inc. (CG21 0446), majorant ainsi le montant total du contrat de 794 658,91 \$ à 960 212,85 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0326 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 059,84 \$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 683 947,76 \$ à 776 007,60 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0324 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 316 647,71 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 15 716 395,08 \$ à 17 033 042,79 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0323 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 136 337,36 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 093 019,94 \$ à 8 229 357,30 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0327 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 657 657,00 \$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville Inc. (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 890 690,54 \$ à 10 548 347,54 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0322 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 403 637,80 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », contrat accordé à ITR Acoustique MTL Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 10 761 223,10 \$ à 12 164 860,89 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0328 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 224 899,64 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 335 426,63 \$ à 2 560 326,28 \$, taxes et contingences incluses.

CE22 0820 – 11 mai 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ Inc. pour les services

professionnels spécialisés en économie de la construction d'une durée de 2 ans pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 413 164,96 \$, taxes incluses (contrat : 359 273,88 \$ + contingences : 53 891,08 \$) - Appel d'offres public 22-19167 (3 soumissionnaires).

CG22 0189 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à 9250-6518 Québec Inc., (Ébénisterie Architecturale Labelle), pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 3 543 773,25 \$, taxes incluses (contrat : 2 953 144,37 \$ + contingences : 590 628,87 \$) - Appel d'offres public IMM-15758 - (1 soumissionnaire).

CG22 0182 – 24 mars 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 263 660,67 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective », contrat accordé à Démospec déconstruction Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 010 699,24 \$ à 1 274 359,91 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0109 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 283 818,95 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux du lot L0701 « Toiture », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée (CG21 0546), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 805 269,90 \$ à 2 089 088,85 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0108 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 180 138,41 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG21 0019), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 155 288,22 \$ à 2 335 426,63 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0107 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 68 431,40 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 615 516,36 \$ à 683 947,76 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0038 – 27 janvier 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 289 737,00 \$, taxes incluses (contrat : 241 447,50 \$ + contingences : 48 289,50 \$) - Appel d'offres public 21-18912 (1 soumissionnaire).

CG22 0035 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 574 946,41 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 141 448,67 \$ à 15 716 395,08 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0034 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 436 871,16 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville Inc., dans le cadre du projet de

restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 453 819,38 \$, à 9 890 690,54 \$, taxes et contingences incluses.

CG22 0033 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 081 384,54 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 7 011 635,40 \$ à 8 093 019,94 \$, taxes et contingences incluses.

CG21 0584 du 30 septembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 867 534,45 \$, taxes incluses, et une dépense additionnelle aux contingences de 526 447,61 \$, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 8 204 974,90 \$ à 9 598 956,96 \$, taxes et contingences incluses / Approuver l'avenant no 1 à cet effet.

CG21 0546 du 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture, lot L0701, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15699 (3 soum.).

CG21 0493 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15755 (2 soum.).

CG21 0454 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 21-18591 (1 soum.).

CG21 0447 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Démospéc déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15694 (2 soum.).

CG21 0446 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire avec sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15685 (4 soum.).

CG21 0445 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15680 (3 soum.).

CG21 0433 du 26 août 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux

normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 \$, taxes et contingences incluses.

CG21 0377 du 17 juin 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 569 345,56 \$, taxes incluses, à titre de contingences pour réaliser les travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0324), majorant ainsi la dépense totale de 8 301 133,20 \$ à 8 870 478,77 \$, taxes et contingences incluses.

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).

CG21 0249 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 244 863,07 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15673 (1 soum.).

CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrierie RD Ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 \$ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 \$, taxes incluses,

incluant contingences à 42 330,57 \$, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 février 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 \$, taxes incluses (contrat : 91 382,13 \$ + contingences : 9 138,21 \$).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 \$, taxes incluses (contrat: 93 014,78 \$ + contingences: 9 301,48 \$).

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à UCIT Online Security Inc. (DBA Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 \$, taxes incluses (contrat: 88 818,19 \$ + contingences : 8 881,82 \$).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 \$ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 \$ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 \$ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 « Renforts de carbone » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 \$ (incluant taxes et contingences) – Appel d'offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 \$, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 \$ + contingences : 1 403 637,80 \$) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 \$, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 \$ + contingences : 281 124,55 \$) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 \$, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 \$ + contingences : 152 974,24 \$) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 \$, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec Inc.

(Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 \$ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 \$ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 \$ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division de drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 \$ (incluant les taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'œuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 \$, taxes incluses (contrat : 406 699,69 \$ + contingences : 61 004,95 \$) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 \$, taxes incluses (contrat : 847 365,75 \$ + contingences : 127 104,86 \$) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CG20 0443 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15514 (2 soum., 1 seul conforme).

CG20 0391 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15509 (2 soum.).

CG20 0387 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15511 (4 soum.).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 \$ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0136 du 26 mars 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 204 321,84 \$, taxes

incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à la firme POMERLEAU Inc. (CG18 0555) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 497 184,55 \$ à 13 701 506,39 \$, taxes incluses.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 \$, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 1 374 919,34 \$, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 301 133,20 \$, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 \$, taxes incluses, soit 1 052 228,01 \$, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 \$, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 \$, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 \$ à 8 615 223,64 \$, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 \$, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 \$, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 \$, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions

stipulées au projet de convention.

## DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter le montant des contingences associées au contrat de construction de Summa métal Architectural et Structural Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, ceci en fonction des connaissances actuelles sur les travaux accessoires requis pour répondre aux conditions du bâtiment qui sont définies au fil de l'avancement des travaux.

L'augmentation des dépenses concerne spécifiquement le budget de contingences, mis en place pour couvrir toute modification constituant un accessoire au contrat, et ne change donc pas la nature de ce dernier, conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de construction de **109 582,67 \$**, taxes incluses :

Et d'ajouter un budget de contingences de chantier pour couvrir les directives de changements dues aux conditions de chantier.

## JUSTIFICATION

En date du 16 juillet 2024, le pourcentage d'avancement des prestations contractuelles de l'entrepreneur est d'environ 97 %. De plus, 99 % des contingences ont déjà été affectées. Les professionnels estiment actuellement qu'une somme additionnelle pour des contingences s'avère nécessaire pour couvrir les éléments suivants :

- Le nouveau garde-corps du balcon Charles de Gaulle adapté aux enjeux de sécurité et de nature patrimoniale;
- Le dernier ordre de changement concernant les travaux imprévus sur les lanterneaux, un support pour équipements multimédia et des ajustements pour une trappe de plancher.

	Pourcentages	Montants taxes incluses
Contrat octroyé - Travaux		1 461 102,30 \$
Contrat octroyé - Contingences (CG21 0283)	15 %	219 165,35 \$
<b>Total - Contrat octroyé</b>		<b>1 680 267,65 \$</b>
Rehaussement contingences (CG23 0260)	10 %	146 110,23 \$
<b>Rehaussement contingences 2</b>	<b>7,5 %</b>	<b>109 582,67 \$</b>
<b>Total des contingences</b>	<b>32,5 %</b>	<b>474 858,25 \$</b>
<b>Total - Contrat après rehaussement</b>		<b>1 935 960,55 \$</b>

Les contingences de 15 % initialement prévues au contrat, augmentées une première fois de 10 %, sont rehaussées de 7,5 % pour un total de 32,5 % de la valeur totale du contrat.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des contingences de 365 275,58 \$ est porté à 474 858,25 \$, soit une majoration de 109 582,67 \$, taxes incluses. Cette somme sera décaissée en 2024 et proviendra du PDI 2023-2032 du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

La dépense totale à autoriser passe donc de 1 826 377,88 \$ à 1 935 960,55 \$, taxes incluses. Cette dépense additionnelle sera couverte selon la répartition suivante :



- Un montant de 61 443,00 \$, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 21-027;
- Un montant de 48 139,67 \$, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 21-011.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville.

La répartition de l'hôtel de ville en 2023 est de 43,93 % d'aggllo et de 56,07 % de corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un éventuel retard dans l'obtention de l'autorisation de la hausse des contingences au contrat de Summa métal Architectural et Structural Inc. pour le lot L0502 pourrait mettre à risque la finition des travaux de métaux ouvrés et la fermeture du contrat.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réception définitive : 31 mars 2025.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Pierre-Luc STÉBEN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Eve MALÉPART, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle  
Gustavo RIBAS, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 18 juillet 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DOYON  
Conceptrice des aménagements - immeubles

**Tél :** 438-824-9986  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-18

Jean CAPPELLI  
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-977-9883  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2024-07-23

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobilière

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2024-07-23

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249057004

Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs*

Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
1. Réduire de 55 % les <b>émissions de GES</b> sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050			
10. Accroître la <b>participation et l'engagement des citoyennes et citoyens</b> à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision			
11. Offrir une <b>expérience citoyenne</b> simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique			
12. Miser sur la <b>transparence, l'ouverture et le partage des données</b> ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective			
15. Soutenir la <b>vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif</b> , notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire			
.			

### 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

1. *Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.*
10. *Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique*
11. *La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.*
12. *La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.*
15. *De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisans qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques*

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	X		

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SGPI

Division de la  
gestion immobilière  
Section Corporatif

No. de projet: IM-PR-15-0006      Projet: Rénover l'Hôtel de Ville\_Phase 2  
 Nom d'ouvrage : Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville  
 No. de l'ouvrage: 001

No. Contrat: 15686  
 Lot 0502: Métaux ouvrés  
 No. GDD: 1249057004  
 Étape: Octroi de contrat

## Summa Métal Architectural et Structural Inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
<b>Contrat:</b>	<b>Montants pour travaux forfaitaires</b>	%	\$			
	Conditions générales	2,0%	25 000,00	1 250,00	2 493,75	28 743,75
	Métaux ouvrés	98,0%	1 245 800,00	62 290,00	124 268,55	1 432 358,55
					0,00	0,00
	<b>Montants pour items à prix unitaires</b>					
	Mesures sanitaires COVID	0,0%	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 270 800,00</b>	<b>63 540,00</b>	<b>126 762,30</b>	<b>1 461 102,30</b>
	Contingences	15,0%	190 620,00	9 531,00	19 014,35	219 165,35
	Rehaussement contingences	10,0%	127 080,00	6 354,00	12 676,23	146 110,23
	<b>Rehaussement contingences 02</b>	<b>7,5%</b>	<b>95 310,00</b>	<b>4 765,50</b>	<b>9 507,17</b>	<b>109 582,67</b>
<b>Total - Contrat :</b>		<b>1 683 810,00</b>	<b>84 190,50</b>	<b>167 960,05</b>	<b>1 935 960,55</b>	
<b>Incidences:</b>	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	<b>Total - Incidences :</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Coût des travaux ( Montant à autoriser )</b>		<b>1 683 810,00</b>	<b>84 190,50</b>	<b>167 960,05</b>	<b>1 935 960,55</b>
<b>Ristournes:</b>	Tps	100,00%		84 190,50		84 190,50
	Tvq	50,0%			83 980,02	83 980,02
	<b>Coût après rist. ( Montant à emprunter )</b>		<b>1 683 810,00</b>	<b>0,00</b>	<b>83 980,02</b>	<b>1 767 790,02</b>

**Dossier # : 1249057004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 \$ à 1 935 960,55 \$, taxes et contingences incluses

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1249057004 - Augmentation lot L0502 Hôtel-de-Ville.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN  
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière - Point de service HDV

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Sonia RODI  
conseiller(-ere) budgétaire

**Tél :**

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière - Point de service HDV



**Dossier # : 1249449001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour l'exécution des travaux de mise aux normes de la pataugeoire, de rénovation du chalet, de l'aménagement d'une aire de jets d'eau et de réaménagement de la croisée au parc Jeanne-Mance - Dépense totale de 14 855 923,61 \$, taxes incluses (contrat : 11 884 738,89 \$ + contingences : 2 376 947,78 \$ + incidences : 594 236,94 \$) - Appel d'offres public IMM-20264 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Axe Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise aux normes de la pataugeoire, de rénovation du chalet, de l'aménagement d'une aire de jets d'eau et de réaménagement de la croisée au parc Jeanne-Mance, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 884 738,89 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-20264;
2. d'autoriser une dépense de 2 376 947,78 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 594 236,94 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement d'Axe Construction inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant maximal de 14 855 923,61 \$, taxes incluses.



**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 09:48

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1249449001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour l'exécution des travaux de mise aux normes de la pataugeoire, de rénovation du chalet, de l'aménagement d'une aire de jets d'eau et de réaménagement de la croisée au parc Jeanne-Mance - Dépense totale de 14 855 923,61 \$, taxes incluses (contrat : 11 884 738,89 \$ + contingences : 2 376 947,78 \$ + incidences : 594 236,94 \$) - Appel d'offres public IMM-20264 - 4 soumissionnaires

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance et compte tenu de la vétusté avancée de la pataugeoire, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a mandaté le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) pour la réalisation du projet de mise aux normes de la pataugeoire, de réaménagement du chalet et du secteur appelé "la croisée", situé au pied du chalet. Le projet a pour but d'offrir un environnement accueillant et des activités renouvelées pour les citoyens.

Ce projet, qui s'inscrit dans le Plan directeur du parc Jeanne-Mance et de la côte Placide (en cours d'achèvement), a été développé à la suite de l'élaboration d'une esquisse d'aménagement pour l'ensemble de l'axe monumental Rachel, reliant la rue Rachel au parc du Mont-Royal.

L'appel d'offres public N° 1847719 publié le 13 mai 2024 dans le journal Le Devoir, ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de 59 jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leurs soumissions. Les soumissions sont valides pour une période de cent-vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 7 novembre 2024.

Six (6) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres, dont la nature est résumée dans le tableau suivant :

Addendas	Dates d'émissions	Descriptions	Impacts monétaires
1	2024-05-22	Ajout de dates de visites pour les soumissionnaires.	Non
2	2024-06-11	Questions/réponses des soumissionnaires, précisions aux plans	Oui
3	2024-06-11	Report de la date d'ouverture des soumissions.	Non
4	2024-06-21	Questions/réponses des soumissionnaires, précisions aux plans	Oui
5	2024-07-02	Report de la date d'ouverture des soumissions, précisions aux plans	Oui
6	2024-07-03	Émission du bordereau de soumission révisée.	Oui

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0606 – 30 septembre 2021 - Conclure trois (3) ententes-cadres pour les services professionnels en architecture et en ingénierie, pour une durée de trois (3) ans avec une option de prolongation de douze (12) mois, pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI), pour le LOT 1 : avec le consortium Cimaise inc./MLC inc. pour un montant de 4 504 259,17 \$, taxes incluses, pour le LOT 2 : avec Riopel Dion St-Martin inc. pour un montant de 2 737 808,02 \$, taxes incluses, et pour le LOT 3 : avec Groupe Marchand Architecture et Design inc. pour un montant de 5 059 769,70 \$ - Appel d'offres public 21-1883 - 4 soumissionnaires.

### DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à l'entrepreneur Axe Construction inc. pour procéder aux travaux de mise aux normes de la pataugeoire, de rénovation du chalet, d'aménagement d'une aire de jets d'eau et de réaménagement de la croisée au parc Jeanne-Mance. (N<sup>o</sup> 340 et 751)

Les travaux consistent principalement à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour exécuter les travaux.

Le projet inclut, sans s'y restreindre :

- La reconstruction de la pataugeoire existante en vue de sa mise aux normes, ainsi que l'ajout d'une salle de filtration à l'intérieur du chalet;
- Les travaux mineurs sur l'enveloppe du bâtiment, dont le remplacement des fenêtres;
- Le réaménagement des espaces intérieurs du chalet, dans le respect des caractéristiques et des finis architecturaux originaux;
- La mise en place d'installations favorisant l'accessibilité universelle;
- L'aménagement d'une aire de jets d'eau;
- Le réaménagement d'une portion de la piste cyclable en piste multi fonctionnelle, et des sentiers dans la croisée;
- La plantation de végétaux et d'arbres de gros calibre;
- L'installation d'un système d'irrigation pour l'arrosage de certains arbres;
- L'installation complète des services électriques, mécaniques et de télécommunication requise;
- Les installations de chantier et la coordination des travaux avec le voisinage;
- Les autres interventions demandées aux documents contractuels.

Le budget de contingences de 2 376 947,78 \$, taxes incluses, soit 20 % du coût du contrat, pourra couvrir les ordres de changements émis par la Ville en cours de l'exécution des travaux.

Le budget d'incidences de 594 236,94 \$, taxes incluses, soit 5 % du coût du contrat, servira à rémunérer les services et travaux suivants, sans s'y restreindre :

- Services professionnels d'un laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux, par le biais d'une entente-cadre;
- Services professionnels pour la surveillance environnementale (gestion des sols), par le biais d'une entente-cadre;
- Frais pour les redevances et la traçabilité des sols contaminés excavés (Traces Québec);
- Travaux de Bell Canada pour le déplacement du boîtier de télécommunication et le raccordement de la fibre optique dans le chalet;
- Fourniture d'équipement informatique par la Ville;
- Autres besoins durant le chantier, si requis.

Le projet étant situé à l'intérieur du Site patrimonial déclaré du Mont-Royal, il a dû obtenir un avis du Conseil du patrimoine de Montréal. Le projet a également obtenu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Les autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux sont les suivantes :

- Autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : obtenue le 23 mai 2024;
- Autorisation de la Section de la réglementation de la gestion de l'eau : en cours, suivant le dépôt d'un plan directeur de gestion des eaux pluviales;
- Permis de transformation du bâtiment de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal : en cours.

## JUSTIFICATION

Il y a eu vingt-et-un (21) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. Quatre (4) preneurs ont déposé une soumission, soit 19 % du nombre total. Sur les 17 preneurs de cahier des charges n'ayant pas soumissionné, deux (2) ont acheté les documents à titre informatif (l'Association de la Construction du Québec et la Société Québécoise des Infrastructures). Les autres preneurs n'ayant pas soumis d'offres n'ont pas transmis l'avis de désistement pour faire connaître la raison de leur désistement.

À la suite de l'analyse de la conformité des soumissions, il a été conclu que les quatre (4) soumissionnaires sont conformes.

<b>SOUMISSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS</b> (taxes incluses)	<b>AUTRES</b> (contingences, taxes incluses)	<b>TOTAL</b> (taxes incluses)
<b>Axe Construction inc.</b>	<b>11 884 738,89 \$</b>	<b>2 376 947,78 \$</b>	<b>14 261 686,67 \$</b>
Groupe Céleb inc.	13 796 020,41 \$	2 759 204,08 \$	16 555 224,50 \$
Charex inc.	14 163 656,42 \$	2 832 731,28 \$	16 996 387,70 \$
Lanco Aménagement inc.	15 761 779,00 \$	3 152 355,80 \$	18 914 134,80 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	11 842 270,44 \$	2 368 454,09 \$	14 210 724,53 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)			42 468,45 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			0,36 %

$((\text{la plus basse conforme} - \text{estimation}) / \text{estimation}) \times 100$	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) $(\text{la deuxième plus basse} - \text{la plus basse})$	1 911 281,52 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) $((\text{la deuxième plus basse} - \text{la plus basse}) / \text{la plus basse}) \times 100$	16,1 %

L'estimation finale a été élaborée par la firme GLT+, par le biais d'une entente-cadre du SGPI. L'écart entre la plus basse soumission et l'estimation fournie par la firme externe, qui tenait compte des addendas, est de 0,36 %. Cet écart inférieur à 10 % est acceptable.

L'analyse des soumissions effectuée par le consortium Cimaise-MLC démontre qu'Axe Construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

Par ailleurs, l'entreprise Axe Construction inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) (contrat de construction) et n'apparaît pas au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC).

Axe Construction inc. détient une autorisation de l'AMP, délivrée le 7 février 2022 et valide jusqu'au 25 février 2025.

Ce contrat de construction étant d'une valeur supérieure à 1 000 000 \$, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale à considérer est de 14 855 923,61 \$, taxes incluses, qui comprend :

- Le coût brut du contrat de 11 884 738,89 \$, taxes incluses;
- Le budget de contingences de 2 376 947,78 \$, taxes incluses, soit 20 % du coût brut du contrat;
- Le budget d'incidences de 594 236,94 \$, taxes incluses, soit 5 % du coût brut du contrat;

Cette dépense maximale représente un coût net de 13 565 438,40 \$ en considérant les ristournes pour la TPS et la TVQ.

Ce montant de 13 565 438,40 \$ net de ristournes sera financé par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, par le biais de son règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-032 – Réaménagement et réhabilitation du parc du Mont-Royal (CG22 0581).

Pour donner suite à ce dossier, le budget requis est prévu et disponible au PDI 2024-2033 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Cette dépense sera répartie comme suit :

Projet "Investi"	Règlement d'emprunt	2024	2025	2026	2027	Total

34251 Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance	RCG 22-032 Réaménagement et réhabilitation du parc du Mont- Royal	2 713 087,68 \$	6 782 719,20 \$	4 069 631,52 \$	0 \$	13 565 438,40 \$
---	---	--------------------	--------------------	--------------------	------	---------------------

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse complétée se retrouve dans les pièces jointes du présent dossier décisionnel.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'octroi de ce contrat risque de compromettre le début des travaux à l'automne 2024 et, par le fait même, l'ouverture au public de la nouvelle patageoire, de l'aire de jets d'eau et du chalet rénové pour la saison estivale de 2026.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives du Service des ressources humaines et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des travaux : septembre 2024  
Réception des travaux : juin 2027

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Marie-Antoine PAUL)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Jasmin CORBEIL, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Marie-Claude SEGUIN, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports

Katherine CREVIER, Le Plateau-Mont-Royal  
Nathalie BÉGIN, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Marie-Claude SEGUIN, 22 juillet 2024  
Jasmin CORBEIL, 22 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie V GAGNON  
gestionnaire de projets immobiliers

**Tél :** 438-920-9108  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Penelope DARCY  
cheffe de division de projets Sécurité publique  
et Espace pour la vie

**Tél :** 5142426693  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2024-07-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
directeur(-trice) de service - gestion et  
planification immobilière

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : IM-PR-21-0043

Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles

Projet : Rénover la pataugeoire Jeanne-Mance

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.  20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  19. La relocalisation et l'aménagement de toilettes publiques au centre du chalet, en plus d'e l'ajout de système de sécurité, améliorera le sentiment de sécurité des utilisateurs. Les installations inclusives et accessibles universellement sont au cœur de la réflexion des aménagements des espaces.  20. Le parc Jeanne-Mance étant un lieu très achalandé, plusieurs coureurs, cyclistes et marcheurs, familles y transigent quotidiennement, le réaménagement de la pataugeoire ainsi que l'ajout d'une aire de jets d'eau ajoutera un pôle aquatique			



supplémentaire à l'arrondissement et complémentaire aux autres installations de divertissement dans le parc.

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>X</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>X</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>	<b>X</b>		
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>	<b>X</b>		
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>	<b>X</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet :	Rénover la pataugeoire Jeanne-Mance
Nom d'ouvrage :	Pataugeoire et chalet Jeanne-Mance
No. D'ouvrage:	0340 et 751
No. De contrat :	
No. Du projet :	IM-PR-21-0043
No. Du GDD :	1249449001
Date :	18-juil-24
Étape :	Octroi de contrat

		Budget	TPS 5,0 %	TVQ 9,975 %	TOTAL
		\$	\$	\$	\$
<b>Contrat</b>	Travaux*	10 336 802,69 \$	516 840,13 \$	1 031 096,07 \$	11 884 738,89 \$
	Variation quantités*	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
	Contingences construction	20 % 2 067 360,54 \$	103 368,03 \$	206 219,21 \$	2 376 947,78 \$
	<b>Total - Contrat :</b>	12 404 163,23 \$	620 208,16 \$	1 237 315,28 \$	14 261 686,67 \$
<b>Incidences</b>	Incidences spécifiques	5 % 516 840,13 \$	25 842,01 \$	51 554,80 \$	594 236,94 \$
	Incidences générales	0 % 0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
	<b>Total - Incidences :</b>	5 % 516 840,13 \$	25 842,01 \$	51 554,80 \$	594 236,94 \$
<b>Ristournes</b>	<b>Coût des travaux (Montant à autoriser )</b>	12 921 003,36 \$	646 050,17 \$	1 288 870,08 \$	14 855 923,61 \$
	TPS	100 %	-646 050,17 \$		-646 050,17 \$
	TVQ	50 %		-644 435,04 \$	-644 435,04 \$
	<b>Coût après ristourne (Montant à emprunter )</b>				13 565 438,40 \$

\* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.

**Comité consultatif d'urbanisme**

Compte rendu de la 16<sup>e</sup> réunion  
Séance tenue en présentiel  
le 12 septembre 2023 à 15 h 30

**5.4** Site : **4220, avenue de l'Esplanade**, dans l'axe de la rue Rachel Ouest  
Aire et unité de paysage : 1.2  
Professionnel au dossier : David Plamondon

Fascicule 2 (IIP)

**Site patrimonial du Mont-Royal, chalet du parc Jeanne-Mance**

Objet : En façade, modifier les ouvertures en remplaçant le bloc de verre par du vitrage clair. À l'intérieur, réaménager le chalet de parc. 3003242727

Avis de la direction : Les travaux incluent également le réaménagement de la croisée, devant l'escalier monumental menant à l'avenue du Parc, la réfection de la pataugeoire et l'aménagement de jeux d'eau. Le remplacement du bloc de verre par un vitrage clair permettra d'améliorer la visibilité des espaces publics (vestiaire et toilettes) du chalet. Avis favorable à la proposition.

Rec. du CCU : Le comité appuie l'analyse de la direction et émet une recommandation favorable à la proposition pour les mêmes motifs. Il ajoute la condition suivante :

- Qu'un accès universel aux installations soit assuré et que ces éléments d'aménagement soient précisés.

Les membres ajoutent également les suggestions suivantes:

- Que l'éclairage intérieur soit limité à un maximum de 3000 K, considérant que celui-ci passera directement par la nouvelle fenestration transparente vers l'espace extérieur.
- Que soient présentés davantage de détails sur les degrés de la pente piétonne.
- Que tout éclairage extérieur soit dirigé vers le sol afin de diminuer la pollution lumineuse.

## AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL<sup>1</sup>

Émis le 2 juin, à la suite de sa réunion du 28 avril 2023

### Mise à niveau de la pataugeoire et du chalet et réaménagement de l'axe monumental de la rue Rachel, parc Jeanne-Mance

A23-SC-05

Localisation :	Parc Jeanne-Mance 4220, avenue de l'Esplanade Arrondissements Le Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Situé dans le site patrimonial cité du Mont Royal (LPC <sup>2</sup> ) Situé dans l'écoterritoire Le sommet et les flancs du Mont-Royal (Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels)
Reconnaissance provinciale :	Situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal (LPC)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable à la demande du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, conformément au paragraphe 8 de l'article 12.1 de son règlement.

## HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION

Le site de l'actuel parc Jeanne-Mance et de la côte Placide fait partie des terrains acquis par la Ville de Montréal en 1873 en vue de l'aménagement du parc du Mont-Royal par l'architecte paysagiste Frederick Law Olmsted. Traversé par l'avenue du Parc, ouverte en 1883, le site à l'étude forme une plaine se trouvant à la convergence des paysages de la montagne et du quartier du Plateau-Mont-Royal.

À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, à l'ouest de l'avenue du Parc, le site connu sous le nom de côte Placide comprend une surface plane et un petit monticule, connu sous le nom de « Fletcher's Hill ». Dans les années 1870 et 1880, cet endroit sert à la fois de terrain de golf et de lieu d'exercice militaire. En 1885, un funiculaire (aujourd'hui disparu) y est aménagé pour atteindre rapidement l'observatoire au sommet de la montagne. En 1919, on y inaugure le monument à sir George-Étienne Cartier puis, en 1928, on y construit un kiosque à musique (aujourd'hui le pavillon Mordecai-Richler). En 1937, la Ville de Montréal installe son quartier général d'incendie dans la partie sud de la côte Placide.

<sup>1</sup>Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine (règlement 02-136).

<sup>2</sup>Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC).

À l'est de l'avenue du Parc, des travaux sont entrepris pour aplanir le sol et plusieurs pavillons et estrades temporaires sont construits pour l'Exposition provinciale. Ce site acquiert une vocation distincte lorsqu'un premier terrain de jeux pour enfants est aménagé dans la partie sud-est en 1902, marquant ainsi le début de l'installation d'une série d'équipements récréatifs. Un premier jeu d'eau y est installé en 1909, sous la forme d'une fontaine décorative accessible à la baignade, puis de nouvelles aires de jeux en 1913. C'est en 1936, sous l'impulsion du mouvement hygiéniste, que la toute première véritable pataugeoire de Montréal y est construite. Elle sera remplacée en 1966 par la pataugeoire actuelle. En 1987, le parc Jeanne-Mance et la côte Placide sont inclus dans les limites du site patrimonial cité du Mont-Royal, constitué par la Ville de Montréal en vertu de la Loi sur les biens culturels (aujourd'hui Loi sur le patrimoine culturel). Ce n'est qu'en 1990 que le nom de parc Jeanne-Mance est officialisé, bien que les Montréalais francophones l'appellent ainsi depuis de nombreuses décennies.

Le chalet actuel, aménagé à même le talus de l'avenue du Parc, ouvre ses portes en 1997.

Suivant sensiblement les mêmes limites territoriales, le gouvernement du Québec crée par décret, en 2005, l'Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal (devenu site patrimonial déclaré en 2012). La Ville de Montréal avait préalablement constitué le site du patrimoine du Mont-Royal en 1987.



Secteur visé par le projet (source : SGPMRS)

Légende : A : Chalet; B : Pataugeoire; C : parvis du chalet et secteur de la croisée

---

## DESCRIPTION DU PROJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE<sup>3</sup>

La pandémie de la COVID-19 a précipité la fermeture de la pataugeoire du parc Jeanne-Mance, l'une des dernières de type « emplis-vides » à Montréal. La Ville doit mettre aux normes cet équipement. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite concevoir le projet de réfection de cet équipement comme une partie d'un plus grand ensemble, soit l'axe piéton tracé dans la continuité de la rue Rachel et qui mène au monument à sir George-Étienne Cartier. Le chalet doit également être réaménagé conséquemment à la mise aux normes de la pataugeoire, notamment par l'ajout d'une salle de filtration, et pour adapter les lieux aux nouveaux besoins.

Le parti d'aménagement proposé par les requérants est le suivant :

- Confirmer la fonction de lieu de destination de la croisée;
- Assurer la prédominance du caractère civique de l'axe monumental Rachel par rapport au caractère récréatif du lieu;
- Rétablir la vision symétrique du plan de part et d'autre de l'escalier avec deux équipements en miroir, soit une nouvelle pataugeoire au sud et un espace de jets d'eau au nord;
- Décloisonner et « dégenrer » l'intérieur du chalet pour augmenter son utilisation en accord avec la politique d'inclusion de la Ville;
- Améliorer la fluidité de la circulation en dégagant les surfaces au sol devant l'escalier et les portes du chalet;
- Intégrer de façon exemplaire la nouvelle pataugeoire dans le paysage de la montagne;
- Mettre en valeur la monumentalité de l'escalier qui crée l'effet de piédestal au monument en arrière-plan de la perspective de l'allée Rachel, par le biais des plantations et en corrigeant les niveaux;
- Rendre la baignade libre plus accessible, plus longtemps, par l'ajout de fontaines immersives.

Pour donner suite au premier avis du CPM en date du 29 octobre 2021, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a présenté au Conseil, le 21 octobre 2022, une nouvelle esquisse de l'axe monumental Rachel et le projet de réaménagement du chalet, de la pataugeoire et de la croisée au parc Jeanne-Mance. En réponse à cette présentation, le CPM a formulé plusieurs recommandations qui ont conduit à une révision du projet par les concepteurs. Les éléments suivants font l'objet de la présente demande d'avis :

- La réalisation d'un schéma des circulations clarifiant les déplacements et l'ajout de bollards aux endroits problématiques;
- Le retrait de la clôture située dans le bas du talus gazonné rendant le talus accessible;
- Un allègement du design des grands bancs de granit du côté extérieur de la pataugeoire et des jeux d'eau;
- Des précisions sur les interventions prévues pour le revêtement du chalet;

---

<sup>3</sup> Description tirée et adaptée de la documentation fournie par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports le 18 avril 2023 et le 15 mai 2023.

- Des précisions sur les activités hivernales;
- La présentation de la stratégie d'éclairage de l'axe monumental Rachel.

---

## **ANALYSE DES ENJEUX**

Le CPM remercie les requérants pour leur présentation qui permet d'apprécier l'évolution appréciable du projet et la prise en compte des commentaires émis dans les avis précédents. Le CPM a identifié les enjeux décrits dans les paragraphes qui suivent et appuie son analyse sur les éléments suivants:

- La présentation du projet effectuée en vidéoconférence lors de la séance tenue le 28 avril 2023 avec les requérants du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et ceux des firmes externes mandatées pour l'élaboration du projet;
- La documentation transmise par les requérants le 18 avril 2023;
- Le plan directeur d'aménagement du parc Jeanne-Mance et de la côte Placide dans sa version présentée au CPM le 28 avril 2023;
- Ses avis préliminaires concernant la même demande :
  - A22-SC-11 (émis le 17 novembre 2022)
  - A21-SC-14 (émis le 18 novembre 2021)

### **Présentation du plan directeur d'aménagement du parc Jeanne-Mance**

Dans ses avis préliminaires, le CPM insistait sur le besoin de réaliser et de lui présenter le plan directeur d'aménagement du parc Jeanne-Mance et de la côte Placide afin de comprendre comment s'inscrit le projet de réaménagement de l'axe Rachel, de la pataugeoire et du chalet dans ce plan d'ensemble. Dans le cadre de la présentation de cette nouvelle version du projet, les requérants ont bien démontré comment leur proposition s'inscrit dans les orientations émises dans le plan directeur, le CPM comprenant également que l'ensemble à l'étude sera la première réalisation découlant du plan.

### **Compatibilité des objectifs de monumentalité et d'aires de jeux**

La programmation et l'emplacement du projet d'aménagement apparaît encore dichotomique entre l'aspect monumental de l'axe Rachel et la fonction ludique des espaces de jeux. Dans son avis préliminaire, le CPM interrogeait la capacité à conjuguer ces deux objectifs de manière cohérente, ce qui représente un défi de taille. Si les nouveaux jeux d'eau peuvent contribuer au caractère solennel de l'axe monumental en rappelant des fontaines ornementales, il faut voir comment l'usage et le caractère ludique de ces fonctions et l'accessibilité à des fins récréatives vont cohabiter avec le caractère plus solennel et contemplatif de l'ensemble. En outre, lors de forts achalandages, la circulation entre les jeux d'eau, l'aire de jeux et la pataugeoire risque d'être importante car les enfants feront très certainement de nombreux allers-retours entre ceux-ci. Un axe de circulation fluide et sécuritaire doit être prévu plus précisément.



## **Polyvalence des espaces et éclairage**

La question de la polyvalence des espaces a également retenu l'attention des membres du CPM. Afin que ce grand ensemble minéralisé soit des plus utiles, fonctionnels et agréables, le CPM suggère que les deux grandes dalles (pataugeoire et jeux d'eau) puissent accueillir des usages diversifiés, notamment comme surface de patinage l'hiver. La proximité du chalet faciliterait cette polyvalence de l'espace. À cet effet, le CPM estime que la question de l'occupation des espaces à des fins événementielles demeure encore peu définie et souhaite qu'un travail de concertation entre le SGPMRS et l'Arrondissement soit fait pour qu'elle soit développée davantage.

Le CPM a également soulevé l'aspect de l'éclairage, remarquant principalement un changement de lampadaires pour le secteur bordant l'avenue du Parc, qui ne sont pas les mêmes que pour le reste de l'ensemble de la croisée. Il invite les requérants à porter attention aux choix d'éclairage pour éviter que la disparité d'interventions moins cohérentes n'aient un impact dans la lecture du site. Cette préoccupation prévaut également pour les ajouts qui pourraient y être faits (panneaux de signalisation, boîtes électriques, etc.).

## **Verdissement et confort des utilisateurs**

Considérant l'intention de protéger les espaces végétalisés dans le site patrimonial du Mont-Royal<sup>4</sup>, le CPM constate que la proposition d'aménagement du secteur de la croisée paraît contredire cette intention de par son caractère très minéralisé. Pour atténuer cet effet et pour assurer le confort du plus grand nombre d'utilisateurs, le CPM invite les requérants à accroître la canopée au-dessus et aux abords des bassins afin d'offrir davantage d'ombrage. Il leur suggère également de prévoir des matériaux de surface différenciés pour distinguer les fonctions accordées aux espaces et dans un objectif d'atténuer son effet massif.

---

<sup>4</sup> Le plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal prévoit des orientations pour le maintien du couvert végétal. Ministère de la culture et des communications du Québec (2018). *Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal* (p. 140).

---

## AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis favorable quant au projet de mise à niveau de la pataugeoire et du chalet et de réaménagement de l'axe de la rue Rachel au parc Jeanne-Mance, tel qu'il lui a été présenté. Il émet tout de même les recommandations suivantes :

1. Assurer une circulation fluide et sécuritaire entre les différents secteurs dédiés aux jeunes utilisateurs (aire de jeux, pataugeoire, nouveaux jeux d'eau) et les objectifs de monumentalité de l'ensemble;
2. Poursuivre le travail de concertation avec l'Arrondissement pour définir plus clairement la programmation du site et assurer une polyvalence dans les fonctions visées;
3. Porter attention à la question de l'éclairage pour ne pas que de petits détails aient de grands impacts sur la lecture de l'ensemble, notamment les changements de lampadaires et l'ajout d'éléments signalétiques sur ces derniers;
4. Accroître la canopée au-dessus et aux abords des bassins afin d'assurer le plus d'ombrage que possible;
5. Prévoir des matériaux de surface différenciés pour distinguer les fonctions accordées aux espaces et dans un objectif d'atténuer son effet massif.

***Note au demandeur : Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).***

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,



Denis Boucher

Le 2 juin 2023

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

## SUIVI DES RECOMMANDATIONS

### Mise à niveau de la pataugeoire et du chalet et réaménagement de l'axe monumental de la rue Rachel, parc Jeanne-Mance

A23-SC-05 (AVIS)

#### Fiche adressée au demandeur de l'avis

**Note :** Cette grille a pour but d'informer le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis. Veillez remplir le tableau ici-bas et le transmettre à la permanence du CPM préalablement à la prochaine séance prévue pour ce projet, le cas échéant.

Veillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	<b>Recommandations</b>	<b>Suivi effectué</b> <i>(texte à inclure, si applicable)</i>
<b>01</b>	Assurer une circulation fluide et sécuritaire entre les différents secteurs dédiés aux jeunes utilisateurs (aire de jeux, pataugeoire, nouveaux jeux d'eau) et les objectifs de monumentalité de l'ensemble.	<p>La pataugeoire fait office de pièce charnière entre l'allée monumentale et l'aire de jeux pour enfants existante.</p> <p>La clôture de 1,8 mètre qui ceinture la pataugeoire et l'accès contrôlé à cette dernière restreignent les allers et retours entre celle-ci et la nouvelle aire de jets d'eau, de même qu'entre la pataugeoire et l'aire de jeux pour enfants.</p> <p>Des changements de matériaux au sol délimitent les différents espaces et facilitent la lecture des lieux, tout en marquant bien l'allée monumentale centrale.</p> <p>Le parvis devant le chalet est agrandi, correspondant à plus d'espace, libre d'obstacles, pour la circulation des piétons.</p> <p>Un travail de marquage au sol dans la piste polyvalente permet de distinguer les types d'utilisateurs (piétons et cyclistes).</p> <p>Le traitement des espaces végétalisés avec des bordures protège ces derniers et délimite plus clairement les espaces de circulation.</p> <p>Les zones de stationnement pour vélos sont implantées à l'extérieur du secteur de la croisée, évitant d'encombrer cet espace central et assurant un dégagement optimal de l'axe monumental.</p>

02	Poursuivre le travail de concertation avec l'Arrondissement pour définir plus clairement la programmation du site et assurer une polyvalence dans les fonctions visées.	L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal semble ouvert à accueillir des petits événements sur le parvis du chalet, sans nécessairement avoir établi une programmation pour le moment, en complément aux grands événements qui se tiennent déjà dans le parc Jeanne-Mance.
03	Porter attention à la question de l'éclairage pour ne pas que de petits détails aient de grands impacts sur la lecture de l'ensemble, notamment les changements de lampadaires et l'ajout d'éléments signalétiques sur ces derniers.	<p>Un concept d'éclairage a été développé pour l'axe monumental Rachel, en tenant compte des orientations définies dans le plan directeur du parc Jeanne-Mance et de la côte Placide et des critères pour l'éclairage des parcs énoncés dans le Guide d'aménagement durable des rues de Montréal. Telle que détaillée dans le document présenté au CPM, la stratégie d'éclairage pour la croisée se veut minimaliste, comportant quelques lampadaires (modèle « Rétro », prescrit dans l'ensemble du parc), des petits luminaires insérés dans les mains-courantes de l'escalier et des projecteurs intégrés aux six (6) jets d'eau encadrant l'axe. La mise en lumière du monument à sir George-Étienne Cartier devant la masse sombre de la montagne demeure prédominante.</p> <p>Aucune signalétique n'est prévue dans le projet, hormis sur le bâtiment (enseigne d'identification du chalet).</p>
04	Accroître la canopée au-dessus et aux abords des bassins afin d'assurer le plus d'ombrage que possible.	<p>La pataugeoire s'adosse à un nouvel alignement d'arbres à grand déploiement et deux bacs (avec fosses agrandies) sont implantés dans celle-ci pour accueillir deux arbres.</p> <p>L'aire de jets d'eau reproduit le même dispositif de plantations en bacs pour accueillir aussi deux arbres. Un alignement d'arbres à grand déploiement ceinture également l'aire de jets d'eau au nord.</p> <p>Dans le talus offrant une vue sur l'aire de jets d'eau, d'autres arbres sont disposés de façon irrégulière, assurant de l'ombre aux usagers de cette pelouse.</p>

<p><b>05</b></p>	<p>Prévoir des matériaux de surface différenciés pour distinguer les fonctions accordées aux espaces et dans un objectif d'atténuer son effet massif</p>	<p>La distinction des usages du lieu est renforcée par le choix des revêtements et l'ajout de mobilier à des endroits stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pataugeoire : Couronnement et emmarchement périphériques en granite de couleur contrastante;</li> <li>- Aire de jets d'eau : Couronnement et emmarchement périphériques en granite de couleur contrastante, avec une mosaïque centrale unique;</li> <li>- Intégration de bandes de granite dans le pavage de béton coulé, contribuant à délimiter les différents espaces : pataugeoire, allée monumentale, aire de jets d'eau;</li> <li>- Implantation de deux longs bancs faits sur mesure, circonscrivant le secteur de la pataugeoire et celui de l'aire de jets d'eau;</li> <li>- Maintien et bonification des îlots plantés dans le secteur de la croisée, atténuant la vue sur la minéralité du parvis.</li> </ul>
------------------	--	--

 Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez [la page d'aide](#) pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, [consultez la procédure de récupération des profils](#) pour compléter l'importation de vos données.

## Liste des commandes

**Numéro:** IMM-20264  
**Numéro de référence:** 1847719  
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres  
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture  
**Titre:**  
 Rénover la pataugeoire Jeanne-Mance. Rénover la pataugeoire, le chalet de parc et aménager la croisée (travaux d'aménagement extérieur), situé au 4220 avenue de l'Esplanade dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.  
**Organisation:** Ville de Montréal - Gestion et planification Immobilière

22 résultats


Résultats 1 à 22

Trier par

Nombre par page

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
<input type="radio"/> CEVECO INC. 2970 Omer Ravary Bureau 100 Montréal QC CAN H1W3Z6 <a href="http://www.ceveco.ca">http://www.ceveco.ca</a>	Publique	Patrick Lapointe Téléphone: 5145211042 Courriel: <a href="mailto:p.lapointe@ceveco.ca">p.lapointe@ceveco.ca</a>	<b>Transaction: (20007016)</b> 2024-06-20 09:27	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Téléchargement ----- 20000394 - Addenda 2 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Plan Messagerie ----- 20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis Téléchargement ----- 20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique


Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Messagerie Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
○ CHAREX INC. 17755 RUE LAPOINTE Mirabel QC CAN J7J0W7	Non diffusé	Stéphan Charette Téléphone: 4504751135 Courriel: <a href="mailto:soumission@charex.ca">soumission@charex.ca</a>	0 2024-05-21 10:58	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
 BAU-QUÉBEC LTÉE 1375 Joliot-Curie Boucherville QC CAN J4B7M4	Publique	Greg Kapungwe Téléphone: 4389855188 Courriel: <a href="mailto:greg@bau-quebec.com">greg@bau-quebec.com</a>	<b>Transaction:</b> <b>(20013442)</b> 2024-07-04 14:55	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Plan Messagerie
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Téléchargement
				20002355 - Addenda 4 Plan Messagerie Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan Messagerie Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> NÉOLECT INC. 104 boul Montcalm Nord Candiac QC CAN J5R3L8	Non diffusé	Vicky Moreau Téléphone: 4506595457 Courriel: <a href="mailto:soumission@nelect.com">soumission@nelect.com</a>	0 2024-05-15 14:38	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Messagerie
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Plan 2024-06-21 à 10:40 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Messagerie Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
<input type="radio"/> NORGEREQ LTÉE 4073 rue Saint-Hubert Montréal QC CAN H2L4A7 <a href="http://www.norgereq.com">http://www.norgereq.com</a>	Non diffusé	Mustapha Bakali Téléphone: 5145960476 Courriel: <a href="mailto:m.bakali@norgereq.com">m.bakali@norgereq.com</a>	0 2024-05-23 17:03	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Aucun
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Messagerie

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Messagerie Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
 GROUPE THERMO-LITE INC. 9065 rue champ d'eau Montréal QC CAN H1P3M3 <a href="https://www.Thermo-Lite.ca">https://www.Thermo-Lite.ca</a>	Non diffusé	Melina Scalise Téléphone: 5148178319 Courriel: <a href="mailto:melina@thermo-lite.ca">melina@thermo-lite.ca</a>	0 2024-05-17 10:56	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
			2024-06-11 à 16:30 -	Courriel Bordereau numérique
			2024-06-11 à 16:30 -	Courriel Plan
			2024-06-11 à 16:30 -	Courriel
			20000397 -	Addenda 3 - Report de date Devis
			2024-06-11 à 16:35 -	Courriel
			20002355 -	Addenda 4 Plan
			2024-06-21 à 10:40 -	Courriel Devis
			2024-06-21 à 10:40 -	Courriel Bordereau numérique
			2024-06-21 à 10:40 -	Courriel
			20003586 -	Addenda 5_
			2024-07-02 à 11:00 -	Report de date Plan
			2024-07-02 à 11:00 -	Courriel Bordereau numérique
			2024-07-02 à 11:00 -	Courriel
			20003955 -	Addenda 6 Bordereau numérique
			2024-07-03 à 15:00 -	Courriel Devis
			2024-07-03 à 15:00 -	Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
<input type="radio"/> ACI- PONTS ET OUVRAGES D'ART INC. 1619A de l'Industrie Beloeil QC CAN J3G0S5	Publique	Daniel Laurin Téléphone: 4507556887 Courriel: <a href="mailto:dlaurin@aci-ponts.com">dlaurin@aci-ponts.com</a>	0 2024-05-14 12:03	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement ----- 20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel ----- 20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel ----- 20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel ----- 20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel ----- 20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				----- Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> SQI - Direction des contrats de construction, soutien à l'exploitation, services professionnels et modes alternatifs 1075, rue de l'Amérique-Française Québec QC CAN G1R5P8 <a href="http://www.sqi.gouv.qc.ca">http://www.sqi.gouv.qc.ca</a>	Donneur d'ouvrage	Marie-Josée Vachon Téléphone: 4186461766 Courriel: <a href="mailto:mjvachon@sqi.gouv.qc.ca">mjvachon@sqi.gouv.qc.ca</a>	0 2024-05-14 08:52	
<input type="radio"/> J.N.A. LEBLANC ÉLECTRIQUE INC. 113A, rue de la Couronne Repentigny QC CAN J5Z0B3 <a href="http://www.jnaleblanc.ca">http://www.jnaleblanc.ca</a>	Non diffusé	Dominique St-Pierre Téléphone: 4505883712 Courriel: <a href="mailto:soumission@jnaleblanc.com">soumission@jnaleblanc.com</a>	0 2024-06-04 08:25	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Aucun
				----- 20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				----- 20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				----- 20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				----- 20003586 - Addenda 5_Report de date Plan

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> LANCO AMÉNAGEMENT INC. 1110 place verner Laval QC CAN H7C0K9 <a href="https://www.lancoamenagement.com">https://www.lancoamenagement.com</a>	Publique	Kevin Langlois Téléphone: 4506614444 Courriel: <a href="mailto:kevinl@lancoamenagement.com">kevinl@lancoamenagement.com</a>	0 2024-05-13 20:10	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 <a href="http://www.groupederic.ca">http://www.groupederic.ca</a>	Non diffusé	Isabelle Vézina Téléphone: 4187812228 Courriel: <a href="mailto:isabelle.vezina@groupederic.ca">isabelle.vezina@groupederic.ca</a>	0 2024-05-13 06:42	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ Construction VIA Inc. 481 Pierre-Boileau L'Île Bizard Montréal QC CAN H9C1T8 <a href="https://www.viaconstruction.ca">https://www.viaconstruction.ca</a>	Non diffusé	Yves Cloutier Téléphone: 5142387008 Courriel: <a href="mailto:yves.cloutier@viaconstruction.ca">yves.cloutier@viaconstruction.ca</a>	0 2024-05-23 10:01	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Aucun
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				2000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
 LIMOGES ET FILS INC. 2249 chemin forest Rawdon QC CAN J0K1S0	Publique	julien brouard Téléphone: 4507504136 Courriel: <a href="mailto:estimation@limogesetfils.com">estimation@limogesetfils.com</a>	0 2024-05-16 09:17	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal QC CAN H1K4L2 <a href="http://modulec.ca">http://modulec.ca</a>	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143540609 Courriel: <a href="mailto:lclaveaul@prov.acq.org">lclaveaul@prov.acq.org</a>	0 2024-05-12 09:33	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement ----- 20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel ----- 20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel ----- 20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel ----- 20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel -----

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ GROUPE CÉLEB INC. 3850 Place de Java 100 Brossard QC CAN J4Y0C4 groupeceleb.com	Publique	Stéfann Bélec Téléphone: 4506599608 Courriel: <a href="mailto:soumission@groupeceleb.com">soumission@groupeceleb.com</a>	0 2024-05-22 15:34	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Aucun
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ BORDURES POLYCOR INC. 76 rue Saint-Paul, Suite 100 Québec QC CAN G1K3V9 <a href="http://www.policor.com">http://www.policor.com</a>	Non diffusé	Remi Guillemette Téléphone: 4185587740 Courriel: <a href="mailto:remi@policor.com">remi@policor.com</a>	<b>Transaction: (20005867)</b> 2024-06-18 16:27	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Plan Téléchargement
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis Téléchargement
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Messagerie Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 -

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Messagerie Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
<input type="radio"/> NORGEREQ LTÉE 4073 rue Saint-Hubert Montréal QC CAN H2L4A7	Publique	Mustapha Bakkali Téléphone: 514-596-0476 Courriel: <a href="mailto:m.bakkali@norgereq.com">m.bakkali@norgereq.com</a>	<b>Transaction: (20016104)</b> 2024-07-10 12:42	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Plan Téléchargement
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis Téléchargement
				20002355 - Addenda 4 Plan Téléchargement Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan Téléchargement Devis Téléchargement Bordereau numérique

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Téléchargement
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement
				Ne pas recevoir
<input type="radio"/> AXE CONSTRUCTION INC. 1071, rue Principal Sainte-Julie QC CAN J3E0C1 <a href="http://axe-construction.ca">http://axe-construction.ca</a>	Publique	Sandrine Méthot Téléphone: 4507330631 Courriel: <a href="mailto:s.methot@axeconstruction.ca">s.methot@axeconstruction.ca</a>	0 2024-05-15 13:31	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis



Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ CONSTRUCTION DI PAOLO INC. 11051 rue mirabeau Montréal QC CAN H1J2S2	Non diffusé	Karim Hadj Arab Téléphone: 5143220907 Courriel: <a href="mailto:karim@constructiondipaolo.com">karim@constructiondipaolo.com</a>	0 2024-05-21 10:54	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 -

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal QC CAN H8R1K6 <a href="http://www.systemesurbains.com">http://www.systemesurbains.com</a>	Non diffusé	Francis Duchesne Téléphone: 5143215205 Courriel: <a href="mailto:estimation@systemesurbains.com">estimation@systemesurbains.com</a>	0 2024-05-13 08:04	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis 2024-05-22 à 09:33 - Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
<input type="radio"/> VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC. 7800 Trans Canada Pointe-Claire QC CAN H9R1C6	Non diffusé	Roxane Chamberland Téléphone: 5142433956 Courriel: <a href="mailto:rchamberland@vortex-intl.com">rchamberland@vortex-intl.com</a>	0 2024-05-28 21:17	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Aucun
				20000394 - Addenda 2 Devis 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-11 à 16:30 - Courriel Plan 2024-06-11 à 16:30 - Courriel
				20000397 - Addenda 3 -

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Report de date Devis 2024-06-11 à 16:35 - Courriel
				20002355 - Addenda 4 Plan 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Devis 2024-06-21 à 10:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-21 à 10:40 - Courriel
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Devis 2024-07-02 à 11:00 - Courriel Bordereau numérique 2024-07-02 à 11:00 - Courriel
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique 2024-07-03 à 15:00 - Courriel Devis 2024-07-03 à 15:00 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
○ Groupe Panorama 411 rue Notre-Dame #301, Repentigny Repentigny QC CAN J6A2T2 Groupepanorama.com	Publique	Olivier Levasseur Téléphone: 514-606-7094 Courriel: <a href="mailto:soumission@groupepanorama.com">soumission@groupepanorama.com</a>	<b>Transaction: (20015410)</b> 2024-07-09 09:52	61737 - Addenda 1_Ajout date de visite Devis Téléchargement
				20000394 - Addenda 2 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Plan

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Téléchargement
				20000397 - Addenda 3 - Report de date Devis Téléchargement
				20002355 - Addenda 4 Plan Téléchargement Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20003586 - Addenda 5_Report de date Plan Téléchargement Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20003955 - Addenda 6 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement
				Mode privilégié (plan): Courriel

Le 7 février 2022

AXE CONSTRUCTION INC.  
A/S MONSIEUR PAUL GABOURY  
1071, RUE PRINCIPALE  
SAINTE-JULIE (QC) J3E 0C1

N° de décision : 2022-DAMP-1114  
N° de client : 3000632986

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. AXE CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

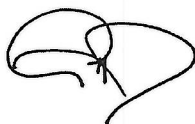
L'autorisation est valide jusqu'au **6 février 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au <http://www.amp.quebec/>.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

**De :** Bédard, Lorie <[lorie.bedard@amp.quebec](mailto:lorie.bedard@amp.quebec)>

**Envoyé :** 2 février 2024 10:34

**À :** Nathalie Roy <[n.roy@axeconstruction.ca](mailto:n.roy@axeconstruction.ca)>

**Objet :** RE: mise à jour

Bonjour Madame Roy,

Votre mise à jour que vous venez de faire compte pour cette année.

La prochaine mise à jour sera en février 2025. Vous serez avisé 45 jours avant.

Bonne journée



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
PUBLICS

**Lorie Bédard**

Technicienne à l'autorisation aux marchés publics

Service de l'admissibilité

Autorité des marchés publics

T. 418 646-1572

[lorie.bedard@amp.quebec](mailto:lorie.bedard@amp.quebec)



PP

# RÉSUMÉ DE L'ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DES SOU

**Titre de l'appel d'offre**

Rénover la pataugeoire Jeanne-Mance

**N° de l'appel d'offre**

IMM-20264

**N° SEAO**

1847719

Nom du soumissionnaire	Rang du soumissionnaire à l'ouverture	Prix total soumis (incluant les taxes)
Axe Construction	1	11 884 738,89 \$
Groupe Celeb	2	13 796 020,41 \$
Charex Inc.	3	14 163 656,42 \$
Lanco Aménagement inc	4	15 761 779,03 \$
0	0	0,00 \$
0	0	0,00 \$
0	0	0,00 \$
0	0	0,00 \$



# MISSIONS



Constat final	
Conforme	
Conforme	
Conforme	
Conforme	
0	
0	
0	
0	

**Dossier # : 1249449001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour l'exécution des travaux de mise aux normes de la pataugeoire, de rénovation du chalet, de l'aménagement d'une aire de jets d'eau et de réaménagement de la croisée au parc Jeanne-Mance - Dépense totale de 14 855 923,61 \$, taxes incluses (contrat : 11 884 738,89 \$ + contingences : 2 376 947,78 \$ + incidences : 594 236,94 \$) - Appel d'offres public IMM-20264 - 4 soumissionnaires

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Certification de fonds 1249449001.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie-Antoine PAUL  
Préposée au budget  
Division du conseil et du soutien financier  
Point de service Brennan  
**Tél :** 514 868-3203

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Étienne GUIMOND  
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514 000-0000  
**Division :** Division du conseil et du soutien financier  
Point de service Brennan



**Dossier # : 1245604001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Environnement Routier NRJ inc., pour la conception et de réalisation des travaux de sécurisation des stationnements du Centre opérationnel Est du SPVM - Dépense totale de 1 874 888.13 \$, taxes incluses (contrat : 1 388 806.02 \$ + contingences : 277 761.21 \$ + incidences 208 320.90 \$ - Appel d'offres public IMM-15924 -Un seul soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder à Environnement Routier NRJ inc., seul soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux en mode « conception-réalisation » pour la sécurisation du stationnement du Centre opérationnel Est (CO-Est) du SPVM, au prix de sa soumission révisée, soit pour une somme maximale de 1 388 806,02 \$, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public IMM-15924;
2. d'autoriser une dépense de 277 761,21 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 208 320,90 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Environnement Routier NRJ inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 09:51

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1245604001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Environnement Routier NRJ inc., pour la conception et de réalisation des travaux de sécurisation des stationnements du Centre opérationnel Est du SPVM - Dépense totale de 1 874 888.13 \$, taxes incluses (contrat : 1 388 806.02 \$ + contingences : 277 761.21 \$ + incidences 208 320.90 \$ - Appel d'offres public IMM-15924 -Un seul soumissionnaire

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du projet de sécurisation des stationnements du SPVM, il est prévu de procéder à l'installation de clôtures sécurisées sur tout le périmètre des stationnements du Centre Opérationnel Est (CO-Est).

Ce présent dossier consiste à accorder un contrat de travaux en mode « conception-réalisation ».

L'appel d'offres public IMM-15924, a été publié le 21 mai 2024 sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) du gouvernement du Québec et dans le journal Le Devoir sous le titre « Aménager les stationnements du SPVM pour sécurisation - Centre Opérationnel Est ». Les soumissions ont été ouvertes le 20 juin 2024. La durée de l'appel d'offres était de trente (30) jours calendriers.

Trois (3) addendas ont été émis durant la période de soumission et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addendas	Dates d'émission	Descriptions	Impacts monétaires
1	21-05-2024	Correction de l'adresse du bâtiment.	Non

2	28-05-2024	Ajout de dates supplémentaires de visite de soumissions.	Non
3	06-06-2024	1. Report de la date d'ouverture; 2. Ajout de dates de visite de soumissions; 3. Modifications au devis; 4. Réponses aux questions des soumissionnaires.	Oui

Les soumissions sont valides pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendriers suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 18 septembre 2024. Des visites des lieux ont été organisées en respectant le règlement sur la gestion contractuelle. Celles-ci se sont déroulées du 27 mai au 13 juin 2024 inclusivement.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Aucune

### **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à l'entreprise Environnement Routier NRJ inc. pour procéder à la conception et à la réalisation des travaux d'installation de clôture incluant un contrôle d'accès au stationnement pour la sécurisation du CO-Est du SPVM. Les travaux consistent principalement à fournir les services professionnels (architectes et ingénieurs) ainsi que la main-d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour exécuter les travaux de sécurisation du stationnement.

Le projet vise principalement l'installation de clôtures et de barrières d'accès coulissantes afin de créer une zone sécurisée aux pourtours des stationnements. Pour ce faire, et sans s'y restreindre, seront également inclus :

- Tous les services professionnels requis aux fins de la réalisation de l'ouvrage (projet en mode « conception-réalisation »);
- Démantèlement de certaines sections de clôtures existantes, incluant l'enlèvement des bases de béton désuètes;
- Installation de deux barrières d'accès à ouverture coulissante, automatique et sécurisée;
- Installation et raccordement de toutes les composantes nécessaires à l'opération des barrières au système de sécurité et de contrôle d'accès du SPVM;
- Installation de dalles chauffantes sous les barrières d'accès sécurisé;
- Ragréage du pavage et de l'aménagement du paysage;
- Traçage au sol des espaces de stationnement pour les véhicules de police.

Le montant des contingences, de 20 % du coût du contrat, pourra couvrir les imprévus au cours de réalisation du mandat de l'entrepreneur.

Le budget incident de 15 % du coût du contrat servira à rémunérer les services suivants :

- Les services d'un laboratoire en environnement pour la gestion des sols contaminés;
- Les services d'un laboratoire de contrôle de la qualité (béton).

### **JUSTIFICATION**

Durant l'appel d'offres, cinq (5) entreprises se sont procuré le cahier des charges. Seul un (1) preneur a déposé une soumission, soit 20 % des preneurs du cahier des charges. Parmi

les preneurs, on retrouve l'Association de la construction du Québec (ACQ) qui a acheté les documents à titre informatif. Les quatre (4) autres firmes n'ayant pas déposé de soumission n'ont pas communiqué leurs motifs de désistement. À la suite de l'analyse de conformité de la soumission, celle-ci présentait une dérogation mineure qui a été corrigée à la demande de la Ville.

L'estimation des travaux en mode « conception-réalisation » a été réalisée en interne par la Direction de la gestion de projets immobiliers (DGPI).

Environnement Routier NRJ inc. étant l'unique soumissionnaire conforme, la Direction de la gestion de projets immobiliers (DGPI) a procédé à une négociation avec le soumissionnaire.

Le tableau ci-dessus présente les chiffres après négociation.

<b>SOUSSIONS CONFORMES</b>	<b>PRIX SOUMIS (taxes incluses)</b>	<b>CONTINGENCES 20 % (taxes incluses)</b>	<b>TOTAL (taxes incluses)</b>
<b>Environnement Routier NRJ inc.</b>	1 388 806,02 \$	277 761,20 \$	1 666 567,22 \$
Dernière estimation réalisée	1 650 880,04 \$	330 176,01 \$	1 981 056,05 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)			(314 488,82) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100			-15,9 %

L'écart entre la soumission conforme et la dernière estimation est de -15,9 % (-314 488,83 \$). Les écarts se situent principalement dans les chapitres électricité et aménagement du site du bordereau de soumission.

Ce contrat étant d'une valeur supérieure à 1 000 000 \$ devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

L'analyse de la soumission effectuée par la DGPI démontre que Environnement Routier NRJ inc. est le seul soumissionnaire et qu'il est conforme. La DGPI recommande en conséquence d'octroyer le contrat à cette firme.

Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle. Il n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le soumissionnaire détient les licences requises pour les travaux, ainsi qu'une attestation de Revenu Québec. Au moment de la rédaction du présent dossier, aucune restriction n'est imposée sur sa licence de la régie du bâtiment du Québec (RBQ).

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale est de 1 874 888,13 \$, taxes incluses.

Ce montant comprend :

- Le prix forfaitaire de 1 388 806,02 \$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux en mode « conception-réalisation » (coût total brut, avant contingences et incidences);
- Le montant des contingences est de 277 761,21 \$, taxes incluses, soit 20 % du coût du contrat. Le montant des contingences pourrait couvrir les directives de changement émis par la Ville au cours de l'exécution des travaux;
- Le montant des incidences est de 208 320,90 \$, taxes incluses, soit 15 % du

coût du contrat, servira à rémunérer les services suivants :

- Les services d'un laboratoire en environnement pour la gestion des sols contaminés;
- Les services d'un laboratoire de contrôle de la qualité (béton).

La dépense est assumée à 100 % par l'agglomération puisqu'elle concerne la sécurité publique qui est une compétence d'agglomération.

Cette partie dépense sera répartie comme suit : 90 % en 2024 et 10 % en 2025.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'inscrit dans les obligations opérationnelles du SPVM.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard de l'octroi de contrat de construction se répercuterait sur la séquence des travaux à réaliser en saison estivale et retarderait la livraison du projet. La contrainte de la réalisation des travaux en condition d'hiver aurait un impact majeur sur les coûts du projet.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications coporatives.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Date du début de la conception visée : début septembre 2024

Date du début de travaux visée: début octobre 2024

Date de fin des travaux visée : janvier 2025

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Sonia RODI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---



## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BOISVERT  
Gestionnaire de projets immobiliers Niv. 1

**Tél :** 514-473-6682  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-18

Penelope DARCY  
cheffe de division de projets Sécurité  
publique et Espace pour la vie

**Tél :** 514-242-6693  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2024-07-25

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
directeur(-trice) de service - gestion et  
planification immobilière

**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245604001

Unité administrative responsable : Service de la gestion et planification des immeubles,  
Direction de la gestion de projets immobiliers,  
Division projets sécurité publique

Projet : Aménager les stationnements du SPVM pour sécurisation – Centre opérationnel Est (CO-Est)

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030?			<b>X</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?			

## Section B - Test climat

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet :	Aménager les stationnements du SPVM pour sécurisation - Centre Opérationnel Est					
Nom d'ouvrage :	Centre Opérationnel Est (CO-Est) du SPVM					
No. D'ouvrage:	3687					
No. De contrat :						
No. Du projet :	9999_IM-PR-23-0030					
No. Du GDD :	1245604001					
Date :	11-juil-24					
Étape :	Octroi de contrat					
			<b>Budget</b>	<b>TPS 5,0 %</b>	<b>TVQ 9,975 %</b>	<b>TOTAL</b>
			<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Contrat</b>	Travaux par le soumissionnaire*		<b>1 207 920,00 \$</b>	<b>60 396,00 \$</b>	<b>120 490,02 \$</b>	<b>1 388 806,02 \$</b>
	Variation quantités*		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
	Contingences		<b>20%</b> 241 584,00 \$	<b>12 079,20 \$</b>	<b>24 098,01 \$</b>	<b>277 761,21 \$</b>
	<b>Total - Contrat :</b>		1 449 504,00 \$	72 475,20 \$	144 588,03 \$	1 666 567,23 \$
<b>Incidences:</b>	Incidences spécifiques		<b>15%</b> 181 188,00 \$	9 059,40 \$	18 073,50 \$	208 320,90 \$
	Incidences générales		<b>0%</b> 0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
	<b>Total - Incidences :</b>		<b>15%</b> 181 188,00 \$	<b>9 059,40 \$</b>	<b>18 073,50 \$</b>	<b>208 320,90 \$</b>
	<b>Coût des travaux (Montant à autoriser )</b>		<b>1 630 692,00 \$</b>	<b>81 534,60 \$</b>	<b>162 661,53 \$</b>	<b>1 874 888,13 \$</b>
<b>Ristourne:</b>	TPS	100%		-81 534,60 \$		-81 534,60 \$
	TVQ	50%			-81 330,76 \$	-81 330,76 \$
	<b>Coût après ristourne (Montant à emprunter )</b>					<b>1 712 022,76 \$</b>
* prix déposé par le plus bas soumissionnaire						
<b>Méthode d'estimation des contingences : Elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.</b>						
<b>Rythme prévu des décaissements</b>	<b>90%</b>		<b>2024</b>			
	<b>10%</b>		<b>2025</b>			

<b>Résultat de l'appel d'offres IMM-15924</b>	
<b>Date de publication: 21-05-2024</b>	
<b>Date d'ouverture: 20-06-2024</b>	
<b>LISTE DES PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES</b>	
1	Steamatic, Montréal-Est (Dora Angiuli)
2	Clôtures Summum, Repentigny (Jimmy Limoges)
3	Excavation P. Dupras inc., Ste-Thérèse (Patrick Dupras)
4	Environnement Routier NRJ inc., Lachine (Cynthia Nadeau)
5	ACQ - Provinciale

Le 23 janvier 2023

ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.  
A/S MONSIEUR STEVE BASTIEN  
23, AV MILTON  
LACHINE (QC) H8R 1K6

N° de décision : 2023-DAMP-1189  
N° de client : 2700035743  
N° d'entreprise du Québec : 1142611939

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **22 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie  
Directeur de l'intégrité des entreprises

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Aménager les stationnements du SPVM pour sécurisation - Centre opérationnel Est

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Environnement routier NRJ Inc.

Annie Boisvert, gestionnaire de projets immobiliers - niv.1

(Nom et titre du responsable de la conformité)

No D'APPEL D'OFFRES :

IMM-15924

No SEAO :

1849096

(Date signature)

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):

1 666 567,22 \$

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :

1

No GDD D'OCTROI :

RÉSULTAT FINAL :

CONFORME

(Signature du responsable de la conformité)

(Conforme ou non conforme)

#	REF.	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER	CONSTAT		STATUT INTÉRIEURE					REMARQUE  (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE			
			OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse acceptée (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue		Avis juridique (date de la demande)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
<b>CONFORMITÉ DES PRIX</b>														
1	3.8 & 3.9	<b>Prix</b>												
		* Est-ce un contrat à prix unitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>										
		o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		* Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										
		o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
		o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE</b>														
2	2.5.5	<b>Registre des entreprises du Québec (REQ)</b>												
		* Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
3	2.10.1	<b>Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP)</b>												
		* Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMP est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>										
		* Si oui,												
		o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMP ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMP valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance? (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
		o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.												
		* Si non, passez au point 4 suivant												
4	2.10.3	<b>Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)</b> <i>seulement si l'autorisation de l'AMP est non requise.</i>												
		* Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5	2.10.5	<b>Attestation de Revenu Québec (RQ)</b>												
		* Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										
		* Si oui,												
		o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) 31-07-2023	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
		* Si non,												
		o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

#	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (délai et heures)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme		
6	2.10.4	<b>Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)</b>													
		• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
		• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
7	2.11	<b>Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)</b>													
		• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>										<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• Si oui, <ul style="list-style-type: none"> <li>Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?</li> </ul>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• Si non, <ul style="list-style-type: none"> <li>Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?</li> </ul>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION</b>															
8	2.6.1	<b>Garantie de soumission</b>													
		• La garantie de soumission est-elle jointe ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
		• Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• Si le total de la soumission est <i>inférieur à 500 000 \$</i> (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ?													
		<b>Chèque visé :</b>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										
		o Est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		<b>Cautionnement de soumission :</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										
		o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		<b>Lettre de garantie bancaire irrévocable :</b>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										
		o La lettre est-elle complétée en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		o La lettre est-elle signée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
• Si le total de la soumission est <i>supérieur ou égal à 500 000 \$</i> (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de															
<b>Cautionnement de soumission :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>												
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		



#	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
9	2.6.2	<b>Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire</b>												
		• Est-ce que l'annexe H du CCAG - « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		• Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>						25-06-2024: Lettre d'intention mentionne Resp. Civile à 2M alors que le CCAS demande 5M. Demande transmise à l'entrepreneur pour correction 26-06-2024: Recue Annexe H révisé pour 5M.	<input type="checkbox"/>
		• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
10	2.1	<b>Obtention du cahier des charges sur SEAO</b>												
		• Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
11	2.3.6.4 2.3.7	<b>Visite supervisée des lieux</b>												
		• Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
12	2.5.1	<b>Formulaire</b>												
		• La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
		• Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
13	2.6	<b>Signature</b>												
		• La soumission est-elle dûment signée ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
14	3.2	<b>Consortium</b>												
		• Y a-t-il formation d'un consortium ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
15	2.5	<b>Format</b>												
		• Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
		• Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)</b>														
16			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
17			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
18			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
19			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
20			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Signature de l'analyste de dossier \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_ Nom de l'analyste de dossier \_\_\_\_\_

REMARQUE:

**Dossier # : 1245604001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Environnement Routier NRJ inc., pour la conception et de réalisation des travaux de sécurisation des stationnements du Centre opérationnel Est du SPVM - Dépense totale de 1 874 888.13 \$, taxes incluses (contrat : 1 388 806.02 \$ + contingences : 277 761.21 \$ + incidences 208 320.90 \$ - Appel d'offres public IMM-15924 -Un seul soumissionnaire

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1245604001 - SPVM Clôtures sécurisées.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sonia RODI  
Conseillère budgétaire - Service des finances et de l'évaluation foncière - Point de service HDV  
**Tél :** xxx

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Diane NGUYEN  
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0549  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière - Point de service HDV



**Dossier # : 1246025007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Entreprises Burak inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 242 pi <sup>2</sup> , situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police, pour un terme de 4 ans et 7 mois, à compter du 1er septembre 2024 jusqu'au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 215 912,01 \$, incluant les taxes. Bâtiment 3667-002.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Entreprises Burak inc., pour une période de 4 ans et 7 mois, à compter du 1er septembre 2024, des locaux d'une superficie de 1 242 pi<sup>2</sup>, situés au 5e étage, de l'immeuble sis au 2120, rue Sherbrooke Est, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 215 912,01 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-24 15:46

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1246025007

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Entreprises Burak inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 242 pi <sup>2</sup> , situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police, pour un terme de 4 ans et 7 mois, à compter du 1er septembre 2024 jusqu'au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 215 912,01 \$, incluant les taxes. Bâtiment 3667-002.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le bureau du Programme d'aide au personnel policier (PAPP) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1989, un local situé au 10<sup>e</sup> étage du 2120, rue Sherbrooke Est. Suivant l'embauche de deux nouveaux psychologues, des bureaux supplémentaires sont requis, puisque l'espace est insuffisant pour les accueillir dans les bureaux du 10<sup>e</sup> étage.

Dans ce contexte, à la demande du SPVM, le Service de la stratégie immobilière (SSI) a été mandaté pour louer un deuxième local, pour les besoins du PAPP, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 et jusqu'au 31 mars 2029, afin d'arrimer la date de fin du bail avec celle du bail du 10<sup>e</sup> étage. Le second local, d'une superficie de 1 242 pieds carrés, est situé au 5<sup>e</sup> étage, dans le même immeuble et comprend 3 bureaux fermés, une salle de rencontre, une salle d'archives, ainsi qu'un coin cuisine.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0673 - 20 décembre 2018 - Approuver la 9<sup>e</sup> convention de modification de bail par laquelle la Ville loue d'Entreprises Burak inc., des bureaux d'une superficie de 1 870 pi<sup>2</sup>, au 10<sup>e</sup> étage de l'immeuble situé au 2120 rue Sherbrooke Est, pour un terme de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue d'Entreprises Burak inc. pour une période de 4 ans et 7 mois, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, des espaces de bureaux situés au 5<sup>e</sup> étage de l'immeuble sis au 2120, rue Sherbrooke Est, d'une superficie de 1 242 pi<sup>2</sup>, pour les besoins du PAPP, moyennant un loyer total de 215

912,01 \$, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le bail prévoit 2 places de stationnement, une intérieure et une extérieure, sans frais supplémentaires.

## JUSTIFICATION

Le PAPP souhaite que l'ensemble de ses bureaux soit situés dans le même immeuble afin de faciliter leurs opérations. Les bureaux sont rénovés et clés en main, mais le locateur accepte d'apporter quelques modifications aux lieux loués, à la demande du PAPP, le tout sans frais additionnels et tel que décrit dans le projet de bail.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la dépense en loyer pour le terme de 4 ans et 7 mois, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, jusqu'au 31 mars 2029 :

	Loyer annuel 2024 (4 mois)	Loyer annuel 2025 à 2028 (4 ans)	Loyer annuel 2029 (3 mois)	Total pour le terme
Superficie (pi <sup>2</sup> )	1 242	1 242	1 242	1 242
Loyer de base (18 \$/pi <sup>2</sup> )	7 452,00 \$	89 424,00 \$	5 589,00 \$	102 465,00 \$
Frais d'exploitation (11,47 \$/pi <sup>2</sup> )	4 748,58 \$	56 982,96 \$	3 561,44 \$	65 292,98 \$
Taxes foncières (4,13 \$/pi <sup>2</sup> )	1 709,82 \$	20 517,84 \$	1 282,37 \$	23 540,03 \$
Gratuité (1 mois)	(3 477,61 \$)	0 \$	0 \$	( 3 477,61 ) \$
Total avant taxes	10 432,79 \$	166 924,80 \$	10 432,81 \$	187 790,40 \$
TPS (5 %)	521,64 \$	8 346,24 \$	521,64 \$	9 389,52 \$
TVQ (9,975 %)	1 040,67 \$	16 650,75 \$	1 040,67 \$	18 732,09 \$
<b>Total incluant txs</b>	<b>11 995,10 \$</b>	<b>191 921,79 \$</b>	<b>11 995,12 \$</b>	<b>215 912,01 \$</b>
Ristourne de TPS	(521,64) \$	(8 346,24) \$	(521,64) \$	(9 389,52) \$
Ristourne de TVQ (50 %)	( 520,34) \$	(8 325,38) \$	(520,34) \$	(9 366,06) \$
<b>Coût total net</b>	<b>10 953,12 \$</b>	<b>175 250,17 \$</b>	<b>10 953,14 \$</b>	<b>197 156,43 \$</b>

La dépense totale de loyer pour le terme de 4 ans et 7 mois représente un montant de 215 912,01 \$, incluant les taxes.

Le premier mois de location est offert gratuitement par le locateur. Le paiement du loyer brut débutera à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

Le loyer de base est fixe pour toute la durée du bail. Le loyer brut inclut les taxes foncières, les frais d'exploitation, les frais d'énergie et l'entretien ménager (selon les dispositions au bail). Les taxes foncières seront ajustées annuellement selon le coût réel. Les frais d'exploitation seront ajustés annuellement en fonction de l'indice général de variation des prix à la consommation.

La valeur locative dans le secteur, pour un local comparable, se situe entre 30 \$ et 35 \$ le pied carré, sur une base brute.

Le coût du loyer est assumé par le budget de fonctionnement du SSI et est entièrement assumé par l'agglomération, puisque le SPVM est 100 % agglomération.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changement climatique et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas donner suite au dossier impliquerait que le SPVM devrait renoncer à l'embauche des nouveaux psychologues, faute de bureaux pour pouvoir effectuer leur travail en conformité avec leur code de déontologie.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Sylvie ROUSSEAU)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Alain NADEAU, Service de police de Montréal  
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal  
Fady DAGHER, Service de police de Montréal  
Karine DAGENAI LANGLOIS, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Karine DAGENAI LANGLOIS, 22 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie-Ève QUESNEL

**ENDOSSÉ PAR**

Nicole RODIER

Le : 2024-07-19

Conseillère en immobilier

**Tél :** 438-350-6231  
**Télécop. :**

Chef de division

**Tél :** 514-609-3252  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dany LAROCHE  
Chef de Division des transactions immobilières  
- en remplacement d'Annie Gerbeau-Directrice  
de Service par intérim - du 22 juillet au 2 août  
2024

**Tél :** (514) 449-4842  
**Approuvé le :** 2024-07-24

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1246025007

Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière - *Division des locations*

Projet : *Projet de bail par lequel la Ville loue d'Entreprises Burak inc., des espaces de bureaux pour les besoins du SPVM.*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  • <i>Priorité # 17 : Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.</i> • <i>Priorité #18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <i>Les policiers pourront obtenir l'aide psychologique nécessaire afin des les accompagner à travers différentes épreuves professionnelles et ainsi pouvoir continuer d'assurer la protection des citoyens en accomplissant du mieux qu'ils le peuvent leur travail auprès des citoyens.</i>			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	<b>x</b>		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>	<b>x</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>x</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

TABLA DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

- 1.1 Définitions
- 1.2 Bail
- 1.3 Documents relatifs au bail
- 1.4 Bailleur
- 1.5 Locataire
- 1.6 Lieu loué
- 1.7 Durée
- 1.8 Conditions de location
- 1.9 Conditions de paiement
- 1.10 Conditions de résiliation
- 1.11 Conditions de sous-location
- 1.12 Conditions de cession
- 1.13 Conditions de rétrocession
- 1.14 Conditions de rétrocession
- 1.15 Conditions de rétrocession

**BAIL**

**# 3667-002**

ARTICLE 2 - LIEN JURIDIQUE

- 2.1 Lien juridique
- 2.2 Lien juridique
- 2.3 Lien juridique
- 2.4 Lien juridique
- 2.5 Lien juridique

ARTICLE 3 - DURÉE

- 3.1 Durée
- 3.2 Durée

ARTICLE 4 - LOYER

ENTRE : Entreprises Burak inc. *le « Locateur »*

ET : Ville de Montréal *le « Locataire »*

ADRESSE : 2120 rue Sherbrooke Est, Montréal



Paraphes	
Locateur	Locataire
DB	

## TABLE DES MATIÈRES

### ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

- 1.1 Aires et installations communes
- 1.2 Bail
- 1.3 Dépenses de nature capitalisable
- 1.4 Édifice
- 1.5 Expert
- 1.6 Frais d'administration et de gestion
- 1.7 Frais d'exploitation
- 1.8 Immeuble
- 1.9 Lieux loués
- 1.10 Taxes foncières
- 1.11 Taxes de vente
- 1.12 Transformations
- 1.13 Travaux d'aménagement
- 1.14 Travaux de base

### ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

- 2.1 Désignation
- 2.2 Superficie locative des Lieux loués
- 2.3 Superficie locative de l'Édifice
- 2.4 Quote-part d'occupation
- 2.5 Stationnement

### ARTICLE 3 – DURÉE

- 3.1 Durée
- 3.2 Reconduction tacite

### ARTICLE 4 – LOYER

- 4.1 Loyer
- 4.2 Gratuité
- 4.3 Loyer unitaire et Taxes foncières
- 4.4 Ajustement des Frais d'exploitation

### ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

### ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT EN COURS DE BAIL

- 6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
- 6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
  - 6.2.1 Modalités
  - 6.2.2 Fin des travaux
  - 6.2.3 Acceptation provisoire
  - 6.2.4 Acceptation définitive
  - 6.2.5 Retard
  - 6.2.6 Pénalité
- 6.3 Paiement des travaux d'aménagement additionnels

### ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

- 7.1 Accès
- 7.2 Heures normales d'occupation
- 7.3 Respect des exigences
- 7.4 Entretien ménager

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

- 7.5 Entretien et réparations à l'intérieur
- 7.6 Entretien et réparations à l'extérieur
- 7.7 Registre d'entretien
- 7.8 Plan stratégique Montréal 2030 et Plan Climat 2020-2030
- 7.9 Bris de vitres
- 7.10 Température
- 7.11 Air frais
- 7.12 Eau
- 7.13 Éclairage
- 7.14 Électricité
- 7.15 Assurance
- 7.16 Sécurité incendie
- 7.17 Développement durable
- 7.18 Voies d'accès
- 7.19 Drapeaux et signalisation
- 7.20 Communication et affichage
- 7.21 Désignation de responsables et remise des clés
- 7.22 Inconvénients
- 7.23 Sous-location et cession
- 7.24 Zonage
- 7.25 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics

#### **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE**

- 8.1 Publication
- 8.2 Usage
- 8.3 Responsabilité et assurance
- 8.4 Avis
- 8.5 Réparations
- 8.6 Visites
- 8.7 Alarme anti-intrusion

#### **ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS**

- 9.1 Destruction partielle
- 9.2 Destruction totale
- 9.3 Résiliation

#### **ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR**

- 10.1 Modalités
- 10.2 Certifications

#### **ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE**

- 11.1 Modalités

#### **ARTICLE 12 – AMIANTE**

- 12.1 Déclaration
- 12.2 Test d'air
- 12.3 Correctifs
- 12.4 Défaut

#### **ARTICLE 13 – FIN DE BAIL**

- 13.1 Remise en état

#### **ARTICLE 14 – DIVERS**

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

- 14.1 Rubriques
- 14.2 Renonciation
- 14.3 Accord complet
- 14.4 Force majeure
- 14.5 Lois applicables
- 14.6 Commission

**ARTICLE 15 – RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

- 15.1 Règlement

**ARTICLE 16 – ANNEXES**

- 16.1 Énumération
- 16.2 Interprétation

**ARTICLE 17 – ÉLECTION DE DOMICILE**

- 17.1 Adresses
- 17.2 Modification
- 17.3 Avis

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

## BAIL

**ENTRE :** ENTREPRISES BURAK INC., personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44, ayant son siège au 501-2120 rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2K 1C3, agissant et représentée par M. David Burak, son vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

TPS : 121364749  
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »

### LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

### ARTICLE 1 DÉFINITIONS

Dans ce bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

- 1.1 **Aires et installations communes :** aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.
- 1.2 **Bail :** le présent bail, incluant le préambule et les annexes.
- 1.3 **Dépenses de nature capitalisable :** dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.
- 1.4 **Édifice :** le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrits à l'article 2.
- 1.5 **Expert :** tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec

Paraphes	
Locateur <i>DB</i>	Locataire

l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

- 1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10 %) des Frais d'exploitation.
- 1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, la collecte des détritrus (déchets, recyclage, compostage), les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien des stations de recharge électrique, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières, ainsi que toute dépense encourue par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.
- 1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice, ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.
- 1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.
- 1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale, ainsi que toute taxe spéciale imposée sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telle taxe que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.
- 1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toute taxe les remplaçant ou toute nouvelle taxe payable par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.
- 1.12 **Transformations** : toute modification apportée par le Locateur, à ses frais, à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.
- 1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique », lequel est joint au Bail comme Annexe A, et réalisés par le Locataire ou le Locateur, lorsque ces travaux ne peuvent être accomplis que par ce dernier, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire ou le Locateur, lorsque ces travaux ne peuvent être accomplis que par ce dernier pendant la durée du Bail.
- 1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, ou ceux requis pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués, ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

## ARTICLE 2 LIEUX LOUÉS

- 2.1 **Désignation** : Un local situé au 5<sup>e</sup> étage du bâtiment sis au 2120 rue Sherbrooke

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

Est, suite 514, à Montréal, province de Québec, H2K 7C3, comme montré au plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 423 718 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

- 2.2 **Superficie locative des Lieux loués** : La Superficie locative des Lieux loués est fixée à cent quinze virgule trente-huit mètres carrés (115,38 m<sup>2</sup>) ou à mille deux cent quarante-deux pieds carrés (1 242 pi<sup>2</sup>).
- 2.3 **Superficie locative de l'Édifice** : La Superficie locative de l'Édifice est fixée à onze mille six cent dix mètres carrés (11 610 m<sup>2</sup>) ou à cent vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix pieds carrés (124 970 pi<sup>2</sup>).
- 2.4 **Quote-part d'occupation** : La Superficie locative des Lieux loués équivaut à zéro virgule quatre-vingt-dix-neuf pour cent (0,9938 %) de la Superficie locative de l'Édifice.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties, à compter de la date de la fin des travaux, et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire, dans les cinq (5) jours de son obtention.

- 2.5 **Stationnement** : Les Lieux loués comprennent également deux (2) places de stationnement, un (1) à l'intérieur et un (1) à l'extérieur de l'Édifice, réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire, le tout sans frais additionnels.

Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les stations de recharges électriques qui sont disponibles dans l'Immeuble, à ses frais, le cas échéant. À défaut de pouvoir utiliser les services offerts par le Locateur, le Locateur doit permettre au Locataire, durant la durée du Bail, d'installer deux (2) stations de recharge électrique, aux places de stationnement désignées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire ou à tout autre endroit désigné par le Locateur, le tout aux frais du Locataire. Le Locataire s'engage à rembourser au Locateur les frais afférents à la consommation d'énergie, selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout accompagné des pièces justificatives, et ce, dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture.

### ARTICLE 3 DURÉE

- 3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de quatre (4) ans et sept (7) mois, soit le premier (1er) septembre deux mille vingt-quatre (2024) et se terminant le trente-et-un (31) mars deux mille vingt-neuf (2029).
- 3.2 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue, néanmoins, à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette

Paraphes	
Locateur DB	Locataire



période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de cent quatre-vingts (180) jours.

#### ARTICLE 4 LOYER

- 4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de quarante-et-un milles sept cent trente-et-un dollars et vingt cents (41 731,20 \$), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de trois milles quatre cents soixante-dix-sept dollars et soixante cents (3 477,60 \$) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois, à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1<sup>er</sup>) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation conformément à l'article 2.4.
- 4.2 **Gratuité** : Le Locateur accorde au Locataire une gratuité de loyer et des frais prévus à l'article 4.3, pour une superficie de mille deux cent quarante-deux (1 242) pieds carrés, pour la période représentant le premier (1<sup>er</sup>) mois de location.
- 4.3 **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

▶ Loyer de base	18,00 \$/pi <sup>2</sup>
▶ Taxes foncières	4,13 \$/pi <sup>2</sup>
▶ Frais d'exploitation	11,47 \$/pi <sup>2</sup>

**Total : 33,60 \$/pi<sup>2</sup>**

Pour fins de précision, les Frais d'exploitation comprennent les frais d'entretien ménager des Lieux loués, tous les frais d'énergie et les frais d'administration et de gestion.

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail, selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable, suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail, suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant

Paraphes	
Locateur <i>DB</i>	Locataire

l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

- 4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

#### **ARTICLE 5** **TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT**

- 5.1 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : voir Annexe A.

#### **ARTICLE 6** **TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT EN COURS DE BAIL**

- 6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux sont de telle nature qu'ils ne peuvent être réalisés que par le Locateur, notamment si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, ces travaux seront effectués par le Locateur, à la demande du Locataire. Le Locateur ne pourra refuser ou tarder à donner son approbation sans motifs raisonnables.

- 6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer des Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus dix pour cent (10 %) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion, ainsi que les profits.

- 6.2.1 **Modalités** : Le Locateur devra réaliser les Travaux d'aménagement additionnels dans le délai convenu avec le Locataire conformément aux modalités établies à l'article 5.1 avec les adaptations nécessaires.

- 6.2.2 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement additionnels devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 6.2.4 au plus tard à la date convenue entre

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

les parties.

**6.2.3 Acceptation provisoire :** Dès que les Travaux d'aménagement additionnels seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en feront l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

**6.2.4 Acceptation définitive :** Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, telle que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

**6.2.5 Retard :** Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 6.2.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes :

- a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement additionnels, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence; ou
- b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement additionnels, aux entiers frais du Locateur et ce nonobstant l'article 6.1. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5 %) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail.

**6.2.6 Pénalité :** Le Locataire aura droit au remboursement de tous les dommages, coûts, frais, dépenses, débours et pénalités qu'il aura subis ou encourus compte tenu de l'exercice de l'une ou l'autre des options prévues à l'article 6.2.5.

**6.3 Paiement des travaux d'aménagement additionnels :** Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront payés comptant par le Locataire sur présentation d'une facture.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

**ARTICLE 7**  
**OBLIGATIONS DU LOCATEUR**

Nonobstant toute disposition du *Code civil du Québec* ou de toute autre loi concernant l'entretien ou les réparations, le Locateur doit, à ses frais :

- 7.1 **Accès** : Donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail, en s'assurant que l'Immeuble réponde aux normes d'accessibilité universelle.
- 7.2 **Heures normales d'occupation** : Les heures normales d'occupation sont : du lundi au vendredi, entre 7 heures et 18 heures. Fournir à l'occasion dans les Lieux loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, sans frais additionnels, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation.
- 7.3 **Respect des exigences** : Fournir et maintenir les Lieux loués, ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).
- 7.4 **Entretien ménager** : Faire l'entretien ménager écologique des Lieux loués et l'entretien de l'Immeuble conformément au devis joint au Bail comme Annexe C. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.
- Également le Locateur devra offrir le service de collecte sélective des déchets et des matières organiques pour l'ensemble de l'Immeuble. Dans l'impossibilité d'offrir un tel service, le Locateur avisera le Locataire, afin de prévoir une autre alternative pour pallier à cette impossibilité.
- 7.5 **Entretien et réparations à l'intérieur** : Maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations, ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection conformément au devis joint au Bail comme Annexe D.
- 7.6 **Entretien et réparations à l'extérieur** : Maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux correctifs nécessaires, notamment :
- a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides;
  - b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre des abrasifs et du fondant, lorsque requis;
  - c) nettoyer les graffitis;
  - d) laver les vitres extérieures.
- 7.7 **Registre d'entretien** : Tenir un registre contenant les informations attestant du bon entretien de l'Édifice, suivant les exigences de la Régie du bâtiment du Québec, maintenir ce registre conforme aux exigences de la réglementation en vigueur et permettre au Locataire de le consulter sur demande. Le registre doit

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

contenir, notamment lorsque la réglementation l'exige :

- a) des informations d'ordre administratives, permettant d'identifier l'Édifice et décrire ses caractéristiques principales (plan de tous les étages, superficies, équipements, etc ...);
- b) consignation des données et résultats concernant l'inspection et la mise à l'essai des systèmes de détection et d'alarme incendie, d'éclairage d'urgence, d'alimentation électrique de secours, des dispositifs et d'équipements de protection incendie, des dispositifs d'obturation, des installations de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA), de cuisson commerciale, ainsi que les rapports d'exercice d'évacuation;
- c) le cas échéant, des données concernant les inspections spécifiques des équipements et fonctionnalités requises de lutte à l'incendie et de contrôle des fumées dans le cas de bâtiment de grande hauteur;
- d) le cas échéant, des données concernant les inspections spécifiques des façades, ainsi que les travaux correctifs effectués aux immeubles de cinq (5) étages et plus;
- e) le cas échéant, des données concernant les inspections et vérifications spécifiques aux parcs de stationnement étagés assujettis, ainsi que les travaux correctifs effectués.

- 7.8 **Plan stratégique Montréal 2030 et Plan Climat 2020-2030** : S'engager à tendre vers le respect de l'ensemble du plan stratégique Montréal 2030 et du Plan Climat 2020-2030 du Locataire, dont une copie a été remise au Locateur.

Le Locateur comprend que l'un des objectifs de ces plans est la réduction de la consommation énergétique et l'émission de GES de l'Immeuble. Par conséquent, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, sur demande, à chaque 31 décembre, les données concernant la consommation énergétique de l'Immeuble.

- 7.9 **Bris de vitres** : Remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures, nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

- 7.10 **Température** : Chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, les conditions suivantes :

Été : température minimale de 22°C et maximale de 24°C;  
Taux d'humidité relative maximum de 55 %.

Hiver : température minimale de 20°C et maximale de 23°C;  
Taux d'humidité relative minimum de 30 %.

- 7.11 **Air frais** : Maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie/usage.

- 7.12 **Eau** : Fournir le service d'eau domestique (froide et chaude), selon les besoins du Locataire, et tendre vers une installation graduelle de fontaines d'eau pourvues d'une fonction de remplissage de bouteilles réutilisables.

- 7.13 **Éclairage** : Remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

- 7.14 **Électricité** : Fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués, selon les besoins du Locataire.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

- 7.15 Assurance** : Souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.
- 7.16 Sécurité incendie** : Assurer, à ses frais, la protection des occupants des Lieux loués, en prenant à sa charge la vérification, l'entretien et la réparation des équipements dans les Lieux loués, notamment le système d'alarme-incendie, les extincteurs, les panneaux d'éclairage d'urgence et le système de gicleurs.
- Faire parvenir au Locataire, au plus tard le 1er avril de chaque année, une copie d'une attestation de mise à jour annuelle du plan de sécurité incendie signée par un préventionniste d'une entreprise spécialisée dans la préparation de plans de mesures d'urgence.
- Fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, conformément aux règles en vigueur, en prenant soin d'harmoniser les informations et directives avec les exigences des occupants de l'Édifice en matière de sécurité et d'évacuation.
- Procéder, conformément aux règles en vigueur, à l'inspection des extincteurs portatifs et autres équipements de sécurité des Lieux loués et effectuer, avec l'accord du Locataire, tous les travaux requis d'amélioration, réparation, ajustements et remplacements requis.
- 7.17 Développement durable** : Respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.
- 7.18 Voies d'accès** : Voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.
- 7.19 Drapeaux et signalisation** : Installer, à ses frais, l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à ses frais, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire.
- 7.20 Communication et affichage** : Adresser toute communication au Locataire en français et voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements, à savoir que tel affichage soit rédigé en français ou qu'il soit exprimé en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.
- 7.21 Désignation de responsables et remise des clés** : Fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

Locataire.

7.22 **Inconvénients** : Prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.23 **Sous-location et cession** : Permettre et, par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

- a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail;
- b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant indiquant qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur; et
- c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable. En cas de cession des droits du Locataire dans le Bail, le cessionnaire sera seul tenu aux obligations prévues au Bail, à l'entière exonération du Locataire.

7.24 **Zonage** : S'assurer que le règlement de zonage autorise l'usage prévu du Locataire dans les Lieux loués et devra obtenir, à ses frais, tout permis nécessaire.

Le Locateur devra, à ses frais, exécuter promptement et se conformer à tous les lois, ordres, décrets, ordonnances et règlements émis par les autorités municipales, provinciales ou fédérales et par tout ministère ou service en faisant partie, et par toute autre autorité gouvernementale compétente quant aux Lieux loués, leur occupation par le Locataire où les affaires y étant exercées.

7.25 **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : Se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locateur déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

## ARTICLE 8 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : Prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

- 8.2 **Usage** : N'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureaux.
- 8.3 **Responsabilité et assurance** : Tenir le Locateur indemne de tout dommage, de quelque nature que ce soit, de toute réclamation, de tout jugement y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toute action intentée contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tout dommage qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'autoassure et, en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.
- 8.4 **Avis** : Aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défektivité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.
- 8.5 **Réparations** : Permettre au Locateur de faire toute réparation urgente et nécessaire, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.
- 8.6 **Visites** : Permettre, pendant les trois (3) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9 h) et seize heures (16 h).
- 8.7 **Alarme anti-intrusion** : Le Locataire maintient lui-même en fonction, et à ses frais, le système d'alarme dans les Lieux loués, le cas échéant.

#### ARTICLE 9 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifce ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, les règles suivantes s'appliqueront :

- 9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours de tels dommages, de la durée des travaux de réparation et si applicable, des modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifce sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifce, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

- 9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à

Paraphes	
Locateur DB	Locataire



l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible mais au plus tard, dans les soixante (60) jours de tels dommages ou destruction et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après. En ce qui concerne les aménagements du Locataire, le Locateur sera tenu de réparer les Lieux loués de manière à redonner au Locataire des aménagements de base. Les aménagements locatifs faits par le Locataire demeurent la responsabilité du Locataire, et le Locateur n'est pas tenu de les reconstruire.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

Le loyer sera de nouveau exigible à partir du moment où les aménagements de base auront été complétés par le Locateur.

- 9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer le loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

#### **ARTICLE 10 DÉFAUT DU LOCATEUR**

- 10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

- a) dans les quinze (15) jours, à compter de la réception de cet avis écrit; ou
- b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquiesce pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

## 10.2 Certifications : Biffé

### ARTICLE 11 DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

- a) dans les quinze (15) jours, à compter de la réception de cet avis écrit; ou
- b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

### ARTICLE 12 AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail. Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

### **ARTICLE 13** **FIN DE BAIL**

**13.1 Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, les stations de recharges électriques, les serrures numériques, les chemins de clés, les composantes du système d'alarme, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivant la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

### **ARTICLE 14** **DIVERS**

**14.1 Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

**14.2 Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

**14.3 Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite tout aussi formelle que la présente.

**14.4 Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**14.5 Lois applicables** : Le présent Bail est régi par les lois du Québec. Tout différend ou toute procédure judiciaire découlant directement ou indirectement de ce Bail devra être soumis exclusivement aux tribunaux compétents situés dans le district judiciaire de Montréal.

Paraphes	
Locateur <i>DB</i>	Locataire

- 14.6 **Commission** : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

#### ARTICLE 15

##### RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

- 15.1 **Règlement** : Le Locataire a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locateur déclare en avoir pris connaissance.

#### ARTICLE 16

##### ANNEXES

- 16.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :
- ▶ Annexe A : Travaux d'aménagement
  - ▶ Annexe B : Plan des Lieux loués
  - ▶ Annexe C : Devis d'entretien ménager
  - ▶ Annexe D : Devis d'entretien électromécanique
  - ▶ Annexe E : Plan stratégique de développement durable
- 16.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

#### ARTICLE 17

##### ÉLECTION DE DOMICILE

- 17.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier ou par courriel aux adresses suivantes :
- ▶ **Pour le Locateur** :  
 Entreprises Burak inc.  
 2120 rue Sherbrooke Est, suite 501  
 Montréal, Québec H2K 1C3  
 Téléphone : 514-861-2111  
 Courriel : dburak7@gmail.com
  - ▶ **Pour le Locataire** :  
 VILLE DE MONTRÉAL  
 Service de la stratégie immobilière  
 Division des locations  
 303, rue Notre Dame Est, 2<sup>e</sup> étage  
 Montréal, Québec, H2Y 3Y8  
 Courriel : immeubles.locations@montreal.ca
- 17.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

**17.3 Avis :** Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

**EN FOI DE QUOI,** les parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire du présent Bail signé électroniquement.

Le 19 Juillet 2024

**ENTREPRISES BURAK INC.**

  
 Par : M. David Burak

Le \_\_\_\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

\_\_\_\_\_  
 Par : M. Domenico Zambito

Ce bail a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le \_\_\_\_\_ (Résolution \_\_\_\_\_)

Paraphes	
Locateur	Locataire
DB	

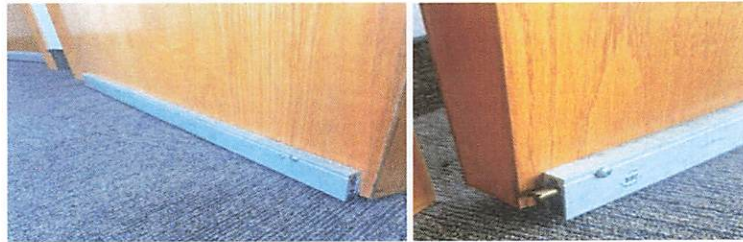
**Annexe A : Travaux d'aménagement**

**Le Locateur, Entreprises Burak inc., s'engage à effectuer, avant le 1er novembre 2024, les travaux d'aménagement suivants, le tout à ses frais :**

- 1) Installer une pellicule-plastique givrée dans la fenêtre verticale, montrée ci-dessous, afin d'assurer la confidentialité.



- 2) Ajouter des coupe-son dans le bas des portes des bureaux, tel que le modèle ci-dessous :

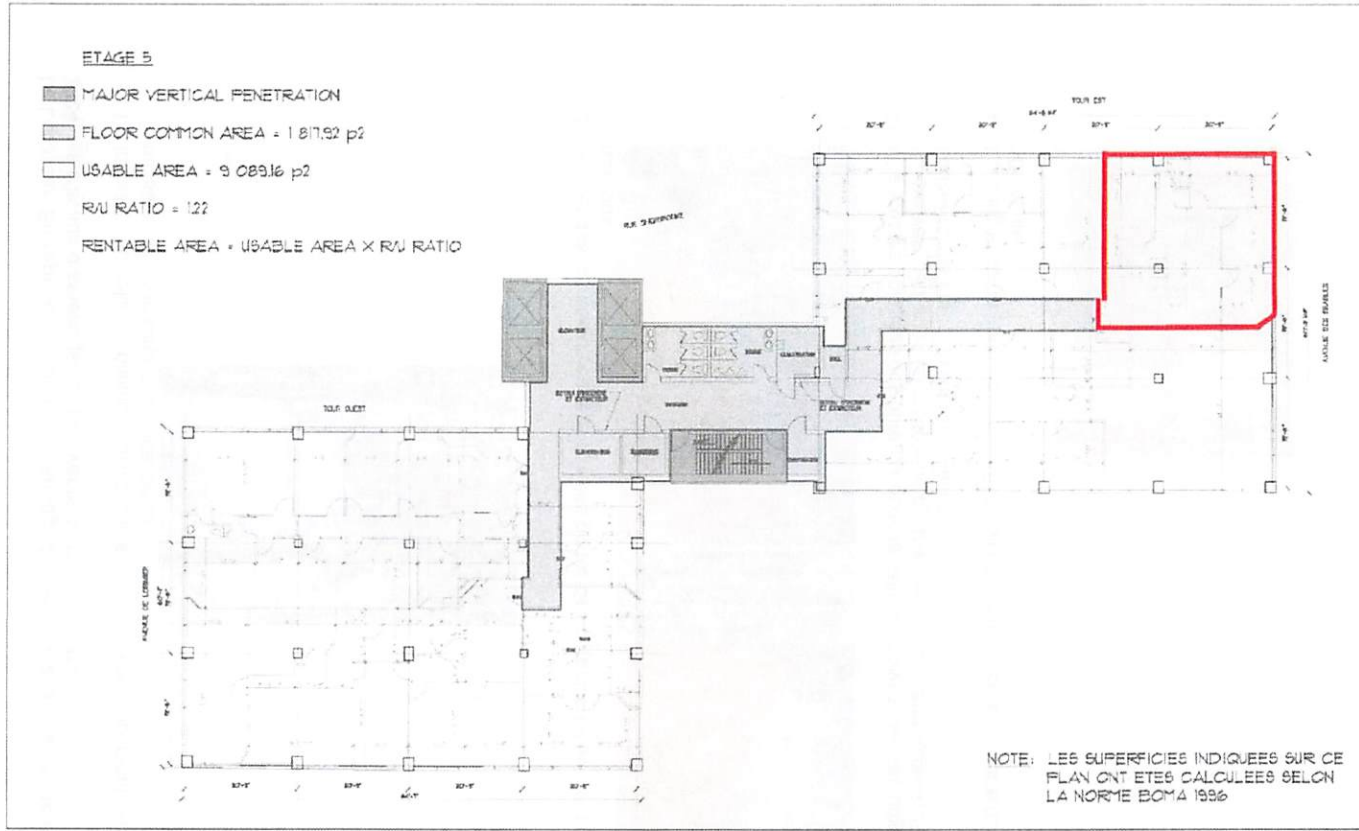


- 3) Changer les poignées des bureaux et de la salle d'archives, par des poignées qui peuvent se barrer. Le modèle de poignée/serrure doit être approuvé par M. Louis-Francis Fortin, avant l'installation.
- 4) L'enseigne sur la porte de la suite 514 doit être comme celle de notre bureau au 10e étage :



Paraphes	
Locateur	Locataire
DB	

Annexe B : Plan des Lieux loués



EDIFICE LAFONTAINE / CALCUL DE SUPERFICIE  
 2120, RUE SHERBROOKE EST  
 LA-06930 DATE: 31 FEVRIER 2008

PLAN DU 5e ETAGE  
 A-105  
 ECHELLE: 1/8" = 1'-0"

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN  
 1000 BOUL. LAURENT 1000 1000 BOUL. LAURENT, 1000  
 1000 BOUL. LAURENT 1000 1000 BOUL. LAURENT, 1000  
 ARCHITECTES@JOLYBAYGIN.COM

Paraphes	Locataire
	DB

Version bail type 2022-12

Bail 3567-002\_2120 rue Sherbrooke Est, Montréal, suite 514

## Annexe C : Devis d'entretien ménager

### GÉNÉRALITÉS

#### 6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

#### 6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00, selon le tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie, sans frais supplémentaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur.

#### 6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

#### 6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé(e), dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé(e)
- la fonction de l'employé(e)
- le numéro de la carte magnétique de l'employé(e)

#### 6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir un registre des travaux d'entretien.

### 6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

#### 6.2.1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage et une collecte de compost dans les

Paraphes	
Locateur IB	Locataire



cafétérias et cafés dès l'entrée en vigueur d'une réglementation applicable à l'immeuble.

#### 6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires.

Mettre en place un programme pour maintenir le niveau de mercure en dessous de la limite de 100 picogrammes/lumenheure pour toutes les ampoules contenant du mercure, par moyenne pondérée de toutes les ampoules contenant du mercure pour le bâtiment existant et son terrain.

Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC.

#### 6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps. Ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin. Ces locaux sont exclus de la superficie locative du locataire.

#### 6.2.4 ENTRÉES

Selon les conditions climatiques de saison, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

Selon les conditions climatiques de saison, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boîtes vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de systèmes d'entrée permanents (paillasons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

#### 6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement extérieur sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace.

Le stationnement intérieur sera nettoyé selon la fréquence minimale établie au tableau intitulé

"LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES"

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

### 6.3 TRAVAUX

#### 6.3.1 DÉTACHAGE

Le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

#### 6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

#### 6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou sècheurs, savon liquide ou autres, papier hygiénique (2 plis), désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

Tous les produits d'entretien ménager doivent être écologique

#### 6.3.4 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle

Etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans

acoustiques, les plantes, etc. à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locateur sauf si autrement spécifié par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toutes détériorations causées au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

#### 6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

#### 6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

#### 6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

### 6.3.8 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

Ce plan doit être accompagné d'une stratégie de communication et d'un programme de formation des occupants. On doit y retrouver la liste des produits potentiellement toxiques, les coordonnées de la personne responsable à contacter en cas d'intoxication, l'information pertinente sur le produit (fiches MSDS).

Un avis doit être émis à tous les occupants 72 heures avant l'épandage d'un produit toxique. Indiquer dans le plan les circonstances où cette règle ne pourrait être respectée et avisées au moins 24 heures à l'avance avant l'application en urgence de tout produit.

### 6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

#### 6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes. Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

#### 6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quels que soient l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

## LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

## LÉGENDE

J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	1 fois par année (aux 12 mois)

PLANCHERS SANS TAPIS	- vadrouillage humide	J
	- lavage et rinçage	S
	- cirage - polissage - décapage, cirage et polissage	2A
PLANCHERS AVEC TAPIS -aires de circulation -aires de bureaux	- nettoyage à la machine - aspiration au complet - aspiration au complet	2A S S
PLANCHER SURELEVE DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration - nettoyage au linge humide et vadrouille	M
GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE ESCALIERS, ETC	-nettoyage	
PLAFOND	- nettoyage ou détachage (si requis)	M
MURS ET CLOISONS - fini tapis - fini plâtre, bois, placoplâtre - fini brique	- époussetage et lavage - détachage - aspiration	1A Au besoin M
ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage - aspiration - époussetage	Au besoin 2A M
VITRES - portes et cloisons d'entrée vitrées - portes et cloisons intérieures vitrées - fenêtres: -vitres intérieures - vitres extérieures - cloisons vitrées de sécurité - rez-de-chaussée Extérieur	- lavage - lavage - lavage - lavage - nettoyage - lavage	S S 2A 2A M
FENÊTRES - appui et rebord	- nettoyage - époussetage	M M
STORES - verticaux - horizontaux	- nettoyage - nettoyage	2A 2A
PORTES et cadres de portes	- nettoyage	M
SALLES - polyvalente, rencontre de groupe et entrevus (multiservice)	-entretien et nettoyage régulier	J
CUISINES - AIRES DE REPOS - Petits électroménagers - Réfrigérateurs standards	-- lavage Int-Ext -- lavage Int-Ext	M 4A

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

- Mini réfrigérateurs - Planchers  - Murs - mobilier (comptoir - céramique - papier, serviettes et savon - compost	-- lavage Int-Ext -- lavage  -- époussetage et détachage -- lavage -- lavage -- lavage - approvisionnement - vider les contenants dans le bac à compost central	4A J  Au besoin M J S J J
<b>SALLES DE TOILETTES</b> - plancher  - murs (céramique)  - cloisons (intér.)  - cloisons (ext.) - murs - urinoirs - cuvettes et sièges - éviers et douches - miroirs - réceptacle à savon - sècheurs à main - poubelles + accès. - sacs de plastique - papier et serviettes - savon - désinfectant	- lavage et balayage - décapage - lavage  - détachage - lavage complet - lavage - lavage - lavage et désinfection - lavage et désinfection - lavage et désinfection - lavage - lavage - lavage - désinfection - remplacement - approvisionnement - approvisionnement - approvisionnement	J M J  M M M M J J J J J J J J J J J
<b>ASCENSEURS</b> - planchers, mains courantes - intérieur - rainures de portes - portes et encadrement - plafond	- nettoyage - nettoyage au complet - nettoyage au complet - nettoyage où requis - nettoyage complet	J S S J 1A
<b>MOBILIER</b> - chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre  - tissus  - bureaux, tables, classeurs et étagères	- lavage  - aspiration - détachage  - époussetage - détachage - lavage	4A  1 A Au besoin  S Au besoin M
<b>FONTAINES À BOIRE</b>	- nettoyage - désinfection	J S
<b>BACS DE RÉCUPÉRATION</b>	- vider dans bac de	J

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

- aux postes	récupération principal du bâtiment	
- du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal)	- vider dans bac de récupération principal du bâtiment	2J
TÉLÉPHONES - appareils de bureau - appareils dans la salle multiservice	- nettoyage - nettoyage en profondeur	M M
TABLEAUX POUR ÉCRIRE	- époussetage	M
BABILLARDS D'AFFICHAGE	- époussetage	M
EXTINCTEURS	- époussetage - lavage	M 1A
ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage - lavage	M 1A
PANNEAUX SIGNALISATION - (interne) - (externe)	- époussetage - nettoyage - nettoyage	S 2A 2A
RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- nettoyage des appareils - nettoyage des conduits	M 1A
GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	- nettoyage des appareils - nettoyage des conduits	M 1A
STATIONNEMENT INTÉRIEUR	- nettoyage	2A
ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes)	- nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A
AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURES/STATIONNEMENT	- nettoyage	2A
BACS DE COMPOSTAGE - dans les cafés des départements, dans les salles de repos	- vider dans le bac de compostage central du bâtiment - nettoyer les contenants locaux - entretenir le bac à compost central	J J S

Paraphes	
Locateur <i>DB</i>	Locataire

## Annexe D : Devis d'entretien électromécanique

EXIGENCES D'ENTRETIEN D'ÉQUIPEMENTS  
ÉLECTROMÉCANIQUES ET DE PROTECTION

## 7.1 GÉNÉRALITÉS

## 7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

## 7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

## 7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

## 7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

## 7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

## 7.2 TRAVAUX

### 7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

### 7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai de 24 heures au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.

### 7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

*[Faint signature and stamp area]*

Paraphes	
Locateur DB	Locataire



## Annexe E : Plan stratégique de développement durable

## Directive # 01

### Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

#### 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains (*ou écologiques*) pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

#### 1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

#### 2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

#### 3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI). Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : <http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp>

#### 4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazélais (acazelais@ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

**Directive # 04****Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers**

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

**1. OBJECTIF**

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains (*ou écologiques*) pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

**1. CHAMP D'APPLICATION**

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

**2. DÉFINITIONS**

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

**3. OBJET**

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.

Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante <http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm>
- (P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante <http://www.environmentalchoice.com>

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyeurs à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatil (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

## Directive # 05 Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

### 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

### 2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

### 3. DÉFINITIONS

**Déchets de CRD** : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD incluent également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

**Valorisation des déchets de CRD** : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

**Réutilisation** : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

**Déconstruction sélective** : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

**Filière d'élimination** : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

**Séparation à la source** : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

**Métaux non-ferreux** : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

#### 4. OBJET

- Pour les travaux d'entretien effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

Le bois	La terre
Le métal	Les résidus verts
Le roc et le béton	Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique)

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytch, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.  
4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique  
9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.  
725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

Paraphes	
Locateur DB	Locataire

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation, il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :**
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / réusinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.  
210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.  
3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
  - À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
  - À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
    - Éco-Réno  
6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
    - Boytech Démolition  
5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
    - Habitat pour l'humanité / ReStore  
7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991
- **Pour la démolition en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.**

Paraphes	
Locateur <i>DB</i>	Locataire

## 5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazalais qui les acheminera au comité.

## 6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazalais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

## 7. RÉFÉRENCES INTERNET

### SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE

Écocentres, guide de gestion :

[http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%20C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%20C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF)

### SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS

Recyc-Québec : [www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/repertoires/rep-r%C3%A9cup%C3%A9rateurs.asp](http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/repertoires/rep-r%C3%A9cup%C3%A9rateurs.asp).

Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ) : [www.3rmcdq.qc.ca/membres.html](http://www.3rmcdq.qc.ca/membres.html)

### SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS

Mélimax : [www.melimax.com](http://www.melimax.com)

Multi Recyclage S.D. : [www.multirecyclage.com](http://www.multirecyclage.com)

Éco-réno : [www.ecoreno.com](http://www.ecoreno.com)

Boytech Démolition : [www.boytechdemolition.com](http://www.boytechdemolition.com)

Habitat pour l'Humanité / Re Store : [www.habitatmontreal.qc.ca](http://www.habitatmontreal.qc.ca)

Date d'émission : Juin 2007

Date de révision : Juin 2007

Paraphes	
Locateur <i>DB</i>	Locataire

**Dossier # : 1246025007**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Objet :</b>	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue d'Entreprises Burak inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 242 pi <sup>2</sup> , situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police, pour un terme de 4 ans et 7 mois, à compter du 1er septembre 2024 jusqu'au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 215 912,01 \$, incluant les taxes. Bâtiment 3667-002.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1246025007 - 2120 Sherbrooke E SPVM.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU  
Préposée au budget,  
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Diane NGUYEN  
conseiller(-ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-0549  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1249419001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la culture , Direction , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Accueil des touristes effectué dans l'agglomération
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Octroyer une contribution financière de 44 064,17 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. pour la portion financière du projet assumée par la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

- d'octroyer une contribution financière de 44 064,17 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. pour la portion financière du projet assumée par la Ville de Montréal;
- d'autoriser l'assistant-greffier de la Ville de Montréal à signer cette convention de contribution financière;
- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-08-01 15:41

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) générale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie



**IDENTIFICATION** Dossier # :1249419001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la culture , Direction , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Accueil des touristes effectué dans l'agglomération
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Octroyer une contribution financière de 44 064,17 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. pour la portion financière du projet assumée par la Ville de Montréal.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal et Tourisme Montréal, par l'entremise du volet Tourisme culturel de l'Entente de développement culturel de Montréal avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ), ont collaboré à accroître le potentiel touristique de la métropole. Le projet d'Art public Montréal a permis de générer des projets porteurs et de structurer l'offre culturelle dans des secteurs spécifiques tels que l'art public, l'art mural et la vitalité culturelle. La plateforme Art public Montréal attire chaque mois des milliers de visiteurs sur son site en mettant en valeur les œuvres d'art public de plus d'une centaine de propriétaires à travers l'agglomération montréalaise.

Suivant la fin du financement du MCCQ pour ce projet et compte tenu de la valeur importante de cette collection d'œuvres en ligne et de l'attrait qu'elle connaît, Tourisme Montréal et la Ville de Montréal ont choisi de maintenir le projet conjointement au bénéfice de l'ensemble de la population et des touristes.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0021 – 26 janvier 2023 - Accorder un soutien financier de 82 529,10 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. pour la mise en œuvre du projet Art public Montréal dans le cadre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel inscrite dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC-Ville) 2021-2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

CE22 0062 - 12 janvier 2022 - Accorder un soutien financier de 32 850 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC-Ville) 2021-2024 / Approuver le projet de

convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier

CG20 0137 - 26 mars 2020 - Accorder à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal une contribution financière de 280 000 \$ afin de contribuer à la mise en oeuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC-Ville) 2018-2021. Approuver un projet d'entente à cette fin.

CG18 0430 - 23 août 2018 - Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG17 0474 - 28 septembre 2017 - Accorder un soutien financier de 1 070 000 \$, pour l'année 2017, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel / Approuver un projet de convention à cet effet.

## DESCRIPTION

Art public Montréal est une initiative de la Ville de Montréal en collaboration avec Tourisme Montréal visant à rassembler, au sein d'un partenariat unique, les propriétaires d'œuvres d'art public présents sur le territoire montréalais. Son objectif est d'accroître la notoriété de Montréal à titre de destination internationale d'art public.

Par la mise en commun de ressources et d'expertises en matière de recherche, de collectionnement et de mise en valeur, les partenaires contribuent à la réalisation et au développement d'outils de diffusion de la grande collection montréalaise d'art public. Ce regroupement comprend plus de 1050 œuvres d'art public accessibles, réalisées par près de 550 artistes professionnels, tant québécois qu'internationaux, dispersées aux quatre coins de l'agglomération montréalaise.

Le site web, premier outil de mise en valeur développé par les partenaires, propose une variété d'opportunités de parcours et de découvertes par la diversité des œuvres représentées. Les comptes sur les médias sociaux d'Art public Montréal cumulent plus de 14 000 abonnés et le site reçoit quelque 110 000 visites annuellement.

Les objectifs du projet sont :

- Mettre en valeur l'art public montréalais
- Contribuer à l'appréciation et à l'interprétation des œuvres qui enrichissent le territoire
- Promouvoir les œuvres et les artistes

### Répartition de la contribution financière :

La Ville de Montréal et Tourisme Montréal partageront à parts égales le financement du projet. Les sommes prévues pour le fonctionnement et le maintien du projet seront dépensées comme suit :

Dépenses	Montants	<b>Ville de Montréal</b>	<i>Tourisme Montréal</i>
Contrat de gestion de projet	37 850 \$	<b>18 925 \$</b>	18 925 \$
Mise à jour du site WordPress	24 000 \$	<b>12 000 \$</b>	12 000 \$
Maintenance annuelle du site	2 000 \$	<b>1 000 \$</b>	1 000 \$
Hébergement du site	800 \$	<b>400 \$</b>	400 \$

Promotion médias sociaux	11 000 \$	<b>5 500 \$</b>	5 500 \$
Contingences	1 000 \$	<b>500 \$</b>	500 \$
Sous-total sans taxes	76 650 \$	<b>38 325 \$</b>	38 325 \$
<b>TOTAL avec taxes</b>	88 128,34 \$	<b>44 064,17 \$</b>	44 064,17 \$

## JUSTIFICATION

Le tourisme culturel constitue un outil efficace pour assurer la cohérence des actions et favoriser l'atteinte des objectifs collectifs en matière de positionnement de la destination « Montréal ». Le tourisme culturel permet de travailler et de développer des projets culturels de manière plus précise. Le projet Art public Montréal est un projet phare, reconnu et ayant une grande portée auprès de la population, des touristes et du milieu culturel et artistique pour mettre en valeur l'ensemble des œuvres d'art public de Montréal et ses environs. Le maintien de la participation de la Ville de Montréal permettra, simultanément, d'améliorer l'offre et l'expérience touristique montréalaises.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de la contribution financière octroyé par la Ville de Montréal à Tourisme Montréal sera de 44 064,17 \$ et sera financé par le budget de fonctionnement de la direction du Service de la culture.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le tableau ci-dessous présente les contributions financières qui ont été versées à l'organisme au cours des cinq dernières années :

Nom fournisseur	Unité d'affaires	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal	Bureau du taxi de Montréal	16 222,97	16 039,01	517,39	14 889,26	425,41	-
	Conseil des arts de Montréal	402,41	413,91	103,48	-	-	-
	Culture	20 643,76	70 000,00	70 740,15	45 094,84	51 756,03	17 453,21
	Développement économique	931 435,20	2 090 000,00	2 790 000,00	150 000,00	1 730 000,00	980 000,00
	Espace pour la vie	61 948,55	32 411,45	1 600,35	8 746,74	39 383,25	28 640,28
	Grands parcs, mont Royal et sports	-	787,50	-	-	-	-
	Infrastructures du réseau routier	58 671,13	-	-	-	-	-
	Lachine	2 308,12	-	537,40	1 500,43	2 635,81	-
	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	1 167,00	-	740,16	-	1 218,74	-
	Verdun	1 770,61	-	148,04	2 161,53	1 178,50	1 218,74
<b>Totaux</b>	<b>1 094 569,75</b>	<b>2 209 651,87</b>	<b>2 864 386,97</b>	<b>222 392,80</b>	<b>1 826 597,74</b>	<b>1 027 312,23</b>	

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (grille d'analyse en annexe), plus particulièrement aux trois priorités suivantes :

- Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
- Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'entente entre Tourisme Montréal et la Ville de Montréal permettra de poursuivre la mise en oeuvre du projet Art public Montréal. La bonification de la mise en valeur de l'art public, avec des contenus accessibles, gratuits et détaillés, permettra à l'agglomération d'enrichir l'offre et l'expérience des Montréalaises et des Montréalais, excursionnistes et touristes.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue. Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Hui LI)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-24

Melina MORIN  
Conseillère en planification

**Tél :** 514-217-1791  
**Télécop. :**

Valerie BEAULIEU  
Directrice du Service de la culture

**Tél :** 514.872.4600  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU  
Directrice du Service de la culture

**Tél :** 514.872.4600  
**Approuvé le :** 2024-07-29

## Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249419001

Unité administrative responsable : *Service de la culture*

Projet : *Art public Montréal*

### Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  <i>Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire</i>  <i>Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>  <i>Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

*Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

- *Art public Montréal valorise et reconnaît le travail des artistes et leur apport à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalaises et au rayonnement de Montréal comme métropole culturelle.*

*Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*

- *Art public Montréal permet aux Montréalaises et aux Montréalais d'interpréter et de s'approprier les œuvres d'art présentes dans leur quartier et ailleurs sur le territoire de l'agglomération. En rendant accessible le descriptif de l'œuvre, son histoire et l'artiste créateur, Art public Montréal permet d'améliorer leur expérience et leur appartenance à leur milieu.*

*Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

- *Art public Montréal contribue au statut de Montréal comme métropole culturelle en mettant en valeur la très large majorité des œuvres d'art public et les murales accessibles au public dans l'agglomération montréalaise, auprès de la population et les touristes. Les sommes prévues accroîtrons la visibilité des plateformes d'Art public Montréal auprès de ces cibles.*

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec, H3B 1X9, agissant et représentée par monsieur Stéphane Campeau, vice-président, finances et administration, et par madame Manuela Goya, vice-présidente, développement de la destination et affaires publiques, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription T.P.S. : 122310428  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006114918

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme spécialiste en matière d'accueil, de promotion, de développement des marchés et des clientèles touristiques;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire soutenir l'Organisme à réaliser le Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants et un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables et tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** le directeur du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

**2.7 « Unité administrative »** : Service de la culture de la Ville.

### **ARTICLE 3**

#### **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4**

#### **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

#### **4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après, le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret dans le cadre de la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimonial déclaré de Montréal et sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne

ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux.

#### **4.3 Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour les communications visées dans l'Annexe 2, l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité, si applicable.

#### **4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

#### **4.5 Aspects financiers**

4.5.1 l'organisme investira dans le projet une somme maximale de quatre-vingt-huit mille cent-vingt-huit dollars trente-quatre (88 128,34 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.5.2 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison**

»), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent soixante (160) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : [conformitecontractuelle@bvgmtl.ca](mailto:conformitecontractuelle@bvgmtl.ca) (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent soixante (160) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent soixante (160) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

#### **4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

#### **4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, de toutes demandes, de tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, ses représentants et ses mandataires dans toutes réclamations ou toutes poursuites intentées contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tous jugements, de toutes condamnations, de toutes demandes, de tous recours ou de toutes décisions qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, de toute réclamation ou de toute demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

### **ARTICLE 5**

#### **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante-quatre mille soixante-quatre dollars dix-sept (44 064,17 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

## **5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-neuf mille six cents cinquante-sept dollars soixante-quinze (39 657,75 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un deuxième versement au montant de quatre mille quatre cents six dollars quarante-deux (4 406,42 \$), au plus tard le 31 mars 2025.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

## **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

## **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

# **ARTICLE 6**

## **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

**6.3.1** de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

**6.3.2** de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

**6.3.3** de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son

conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toutes commissions, tous salaires, tous honoraires, tous rabais ou tous avantages quelconques pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier



devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de toutes ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit, subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet. Dès réception de l'avis d'intention du Responsable de recommander à l'instance compétente de résilier la présente Convention, l'Organisme doit s'abstenir d'engager les sommes déjà reçues de la Ville.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due dès réception de l'avis d'intention de résilier la Convention. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les

dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police d'assurance. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11**

### **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après, les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence non exclusive, irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle, relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

### **ARTICLE 13** **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

#### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

#### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

#### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

#### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec H3B 1X9, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5e étage, pavillon Prince, bureau 5206, Montréal Québec H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemple ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_

Domenico Zambito, assistant-greffier

Le .....e jour de ..... 20\_\_

**L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.**

Par : \_\_\_\_\_

Stéphane Campeau, vice-président, finances et administration

Le .....e jour de ..... 20\_\_

Par : \_\_\_\_\_

Manuela Goya, vice-présidente, développement de la destination et affaires publiques

Le .....e jour de ..... 20\_\_

*le 25.07.2024*

Cette convention a été approuvée par le \_\_\_\_\_ de la  
Ville de Montréal, le ..... e jour de ..... 20\_\_  
(Résolution.....).

## **ANNEXE 1**

### **PROJET**

#### **Contexte**

La Ville de Montréal et Tourisme Montréal, par l'entremise du volet Tourisme culturel de l'Entente sur le développement culturel de Montréal avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC), ont collaboré à accroître le potentiel touristique de la métropole. Le projet d'Art public Montréal a permis de générer des projets porteurs et de structurer l'offre culturelle dans des secteurs spécifiques tels que l'art public, l'art actuel et les quartiers culturels. La plateforme Art public Montréal attire chaque mois des milliers de visiteurs sur son site en mettant en valeur les œuvres d'art publics de plus d'une centaine de propriétaires à travers l'agglomération montréalaise. Suite au retrait du MCC du projet et compte de tenu de la valeur importante de cette collection d'oeuvres en ligne, Tourisme Montréal et la Ville de Montréal ont choisi de maintenir le projet pour le bénéfice de la population et des touristes.

#### **Description**

Art public Montréal est une initiative de la Ville de Montréal en collaboration avec Tourisme Montréal visant à rassembler, au sein d'un partenariat unique, les propriétaires d'œuvres d'art public présentes sur le territoire montréalais et les acteurs du rayonnement de la métropole. Son objectif est d'accroître la notoriété de Montréal à titre de destination internationale d'art public.

Par la mise en commun de ressources et d'expertise en matière de recherche, de collectionnement et de mise en valeur, les partenaires contribuent à la réalisation et au développement d'outils de diffusion de la grande collection montréalaise d'art public. Ce regroupement comprend plus de 1050 œuvres d'art public accessibles, réalisées par près de 550 artistes professionnels, tant québécois qu'internationaux, dispersées aux quatre coins de l'agglomération montréalaise. Ce site web, premier outil de mise en valeur développé par les partenaires, propose une variété d'opportunités de parcours et de découvertes par la diversité des œuvres représentées. Les comptes médias sociaux d'Art public Montréal compte plus de 14 000 abonnés et le site reçoit quelque 110 000 visites annuellement.

Les objectifs du projet sont :

- Mettre en valeur l'art public montréalais
- Contribuer à l'appréciation et à l'interprétation des œuvres qui enrichissent le territoire
- Promouvoir les œuvres et les artistes

Le projet soutenu poursuivra son déploiement en 2024 jusqu'au 31 mars 2025.

#### **Répartition de la contribution financière**

La Ville de Montréal et Tourisme Montréal partageront à parts égales le financement du projet. Les sommes prévues pour le fonctionnement et le maintien du projet seront dépensées comme suit :

<b>Dépenses</b>	<b>Montants</b>	<i>Ville de Montréal</i>	<i>Tourisme Montréal</i>
Contrat de gestion de projet	37 850 \$	18 925 \$	18 925 \$
Mise à jour du site	24 000 \$	12 000 \$	12 000 \$
Maintenance annuelle du site	2 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Hébergement du site	800 \$	400 \$	400 \$
Promotion média sociaux	11 000 \$	5 500 \$	5 500 \$
Contingence	1 000 \$	500 \$	500 \$
Sous-total sans taxes	76 650 \$	38 325 \$	38 325 \$
<b>TOTAL avec taxes</b>	<b>88 128,34 \$</b>	<i>44 064,17 \$</i>	<i>44 064,17 \$</i>

### **Justification**

Le tourisme culturel constitue un outil efficace pour assurer la cohérence des actions et favoriser l'atteinte des objectifs collectifs en matière de positionnement de la destination « Montréal ». Le tourisme culturel permet de travailler et de développer des projets culturels de manière plus spécifique. Le projet Art public Montréal est un projet phare, reconnu et ayant une grande portée pour mettre en valeur l'ensemble des œuvres d'art public de Montréal et ses environs. Le maintien de la participation de la Ville de Montréal permettra simultanément, d'améliorer l'offre et l'expérience touristique montréalaises.

## ANNEXE 2

### PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que Tourisme Montréal (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

#### **1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME**

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications, si applicable.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.
- 1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

#### **2 COMMUNICATIONS**

##### **2.1 Reconnaissance de la Ville**

- 2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.
- 2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;



- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- Inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- Advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre, si applicable.

## 2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn :  
<https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/>.
- pour une publication sur Facebook :  
@AffairesEconomiInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,  
@mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :  
@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,  
@MTL\_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page [www.montreal.ca](http://www.montreal.ca), si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et

situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville, si applicable.

## **2.4 Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## **3 MODALITÉS**

### **3.1 Normes graphiques et linguistiques**

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

## 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation à la **personne responsable de la Ville, si applicable** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion, si applicable.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

## 3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**  
Écrire à [visibilite@montreal.ca](mailto:visibilite@montreal.ca) pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à [mairisse@montreal.ca](mailto:mairisse@montreal.ca)

### **IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**

Dossier # : 1249419001

**Unité administrative responsable :** Service de la culture , Direction , -

**Objet :** Octroyer une contribution financière de 44 064,17 \$ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. pour la portion financière du projet assumée par la Ville de Montréal.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Certification des fonds\_GDD 1249419001.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI  
Préposée au budget  
**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-26

Isabel Cristina OLIER  
Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-872-3752  
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière  
Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1245323010**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver un projet de convention de prêt de locaux, par lequel la Ville prête à La Corbeille Bordeaux-Cartierville, des locaux aux 1er et 2e étages de la maison du Meunier, sise au 10 897, rue du Pont, au parc nature de l'Île-de-la-Visitation, d'une superficie de 230,8 m <sup>2</sup> , pour une durée de 3 ans, à compter du 1er novembre 2024, à des fins d'exploitation d'un service alimentaire, sans contrepartie financière - Montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 134 151 \$, plus taxes. Bât. # 8661

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention de prêt de locaux, par lequel la Ville prête à La Corbeille Bordeaux-Cartierville, des locaux aux 1er et 2e étages de la maison du Meunier, sis au 10 897, rue du Pont, au parc nature de l'Île-de-la-Visitation, d'une superficie de 230,8 m<sup>2</sup>, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er novembre 2024, à des fins d'exploitation d'un service alimentaire, sans contrepartie financière, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prêt de locaux.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-31 12:16

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1245323010

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver un projet de convention de prêt de locaux, par lequel la Ville prête à La Corbeille Bordeaux-Cartierville, des locaux aux 1er et 2e étages de la maison du Meunier, sise au 10 897, rue du Pont, au parc nature de l'Île-de-la-Visitation, d'une superficie de 230,8 m <sup>2</sup> , pour une durée de 3 ans, à compter du 1er novembre 2024, à des fins d'exploitation d'un service alimentaire, sans contrepartie financière - Montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 134 151 \$, plus taxes. Bât. # 8661

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Située dans le parc nature de l'Île-de-la-Visitation, la maison du Meunier est un bâtiment à valeur patrimoniale. L'immeuble est pourvu d'une cuisine aménagée, d'une salle à manger, d'une terrasse et des locaux administratifs. Depuis plus de 25 ans, la Ville de Montréal (La Ville) permet, par le biais d'ententes conclues avec des organismes à but non lucratif, un service alimentaire de style café-terrasse. Très fréquenté et apprécié par les usagers du parc, ce petit café-terrasse comble un besoin en service alimentaire.

Depuis 2016, l'organisme à but non lucratif La Corbeille Bordeaux-Cartierville (la Corbeille) exploite durant la saison estivale, un service alimentaire connu sous le nom de Festigoût Café. Le Festigoût Café est ouvert tous les jours de mai à septembre, et occupe des locaux aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages, de la maison du Meunier. La Corbeille est un organisme à but non lucratif de bienfaisance spécialisé en sécurité alimentaire qui a pour mission l'aide alimentaire et l'insertion socio-professionnelle. La Corbeille possède une cuisine de production et œuvre par le biais de différents programmes et services d'aide alimentaire et communautaire.

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, division des parcs nature et de la biodiversité a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour négocier avec la Corbeille, une convention de prêt de locaux pour une durée additionnelle de 3 ans, à compter du 1er novembre 2024, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prêt de locaux.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE20 0917 - 10 juin 2020 - d'approuver le projet de convention de contribution, sans contrepartie financière, par laquelle la Ville de Montréal prête à La Corbeille Bordeaux-

Cartierville les locaux de la maison du Meunier, située dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et l'autorise à y exploiter un service alimentaire connu sous le nom de Festigoût Café, pour une durée de 16 mois et deux semaines.

CE19 0401-13 mars 2019 - Accorder un soutien financier de 5 000 \$ à la Corbeille Bordeaux-Cartierville afin de soutenir le projet Festigoût Café et approuver un projet de convention entre la Ville et l'organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à approuver un projet de convention de prêt de locaux par lequel la Ville prête à La Corbeille, des locaux situés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages de la maison Meunier, sise au 10 897, rue du Pont, d'une superficie de 230,8 m<sup>2</sup>, pour une durée additionnelle de 3 ans, à compter du 1er novembre 2024, sans contrepartie financière, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de prêt de locaux.

La Corbeille exploite un service alimentaire selon les modalités et les conditions définies dans la convention de prêt de locaux. La Ville défrayera les coûts d'électricité, de chauffage et l'utilisation de deux (2) lignes téléphoniques. L'organisme s'engage à utiliser les locaux aux seules fins d'exploitation d'un service alimentaire.

## **JUSTIFICATION**

L'expérience des dernières années a permis de développer un menu adapté et apprécié de la clientèle du parc nature et d'offrir un plateau de formation socio-professionnelle. Les locaux ne sont pas requis pour la Ville.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le loyer est à titre gratuit.

La Corbeille est responsable de l'entretien mineur des locaux.

La Ville assume les coûts d'entretien, de sécurité et d'énergie pour la totalité de l'immeuble, ce qui représente une dépense de 16 424 \$, selon le budget 2024.

L'occupation temporaire de la Corbeille représente une subvention immobilière de 134 151 \$, plus taxes.

Le calcul se détaille comme suit:  $230,8 \text{ m}^2 \times 193,75 \text{ \$/m}^2 = 44\,717\text{\$}$  annuellement, plus taxes.

Ce qui représente une subvention totale de  $44\,717 \text{ \$} \times 3 \text{ ans} = 134\,151 \text{ \$}$  plus taxes.

L'immeuble est de compétence d'agglomération, car il fait partie du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier s'applique à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse est présentée en pièce jointe. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, parce qu'il s'agit d'une location d'un service alimentaire.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si cette convention de prêt de locaux n'est pas approuvée, il n'y aura pas de service alimentaire pour la clientèle du parc nature de l'Île-de-la-Visitation.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**



Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Marie-Pascale RICHARD, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Raphaël BEAUCHAMP, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports  
Jacynthe BERGERON, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Marie-Pascale RICHARD, 5 août 2024  
Jacynthe BERGERON, 30 juillet 2024  
Raphaël BEAUCHAMP, 30 juillet 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS  
Conseillère en Immobilier

**Tél :** 514-949-9881  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-25

Marie-Hélène LESSARD  
chef(fe) de division solutions immobilières en remplacement de Nicole Rodier, chef de division Locations, du 20 juillet au 11 août 2024 inclusivement.

**Tél :** 514-770-7826  
**Télécop. :** -

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dany LAROCHE

chef(fe) de division transactions immobilières  
en remplacement d'Annie Gerbeau, directrice  
par intérim, du 22 juillet au 2 août 2024

**Tél :** 514 449-4842

**Approuvé le :** 2024-07-31

# Montréal

## Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245323010

Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière

Projet : Approuver un projet de convention de prêt de locaux, par lequel la Ville prête à La Corbeille Bordeaux-Cartierville, des locaux aux 1er et 2e étages de la maison du Meunier, sise au 10 897, rue du Pont, au parc nature de l'Île-de-la-Visitation, d'une superficie de 230,8 m<sup>2</sup>, pour une durée additionnelle de 3 ans, à compter du 1er novembre 2024, à des fins d'exploitation d'un service alimentaire, sans contrepartie financière. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 134 151 \$, plus taxes. Bât. # 8661

### Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
1. 2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 8- Lutter <b>contre le racisme et les discriminations systémiques</b> , à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous. 9- Consolider un <b>filet social fort</b> , favoriser le <b>lien social</b> et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. 20 - Accroître l' <b>attractivité</b> , la <b>prospérité</b> et le <b>rayonnement</b> de la métropole.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**? Le prêt d'espace permet à La Corbeille Bordeaux-Cartierville d'offrir un lieu qui offre des services de proximités aux résidents tous en favorisant l'intégration des personnes ayant des besoins particuliers ou de réintégration sociale.

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## CONVENTION DE PRÊT DE LOCAUX

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, greffier - adjoint dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **LA CORBEILLE BORDEAUX-CARTIERVILLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 5080, rue du Dudemaine, Montréal, (Québec), H4J 1N6 agissant et représentée par Donald Boisvert, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 129816096 RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1009796131 TQ0003  
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 129816096 RR0001


Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission l'aide alimentaire et l'insertion sociale et œuvre par le biais de différents programmes et services d'aide alimentaire et communautaire;

**ATTENDU QUE** l'Organisme déclare détenir les compétences et les ressources pour l'exploitation et la gestion d'un service de restauration qui est connu sous le nom « **Le Festigoût Café** »;

**ATTENDU QUE** la Ville désire soutenir l'Organisme dans sa mission globale, notamment en lui prêtant les locaux et les équipements décrits à l'Annexe 1 de la présente convention;

Paraphes	
Ville	Organisme 

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**  
**INTERPRÉTATION**

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

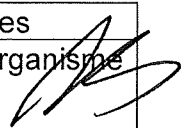
**ARTICLE 2**  
**DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** description des Locaux et des équipements prêtés;
- 2.2 « Locaux » :** les Locaux mis à la disposition à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités, lesquels sont décrits à l'Annexe 1;
- 2.3 « Responsable » :** chef de section de l'Unité administrative ou son représentant(e) dûment autorisé(e);
- 2.4 « Unité administrative » :** le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, division de la gestion des parcs-nature et la biodiversité.

**ARTICLE 3**  
**OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les conditions du prêt de Locaux à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités.

Paraphes	
Ville	Organisme 

**ARTICLE 4**  
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme s'engage à :

**4.1 Conditions générales**

- 4.1.1 prendre les Locaux dans l'état où ils se trouvent, et il s'en déclare satisfait;
- 4.1.2 exploiter continuellement, activement et diligemment la totalité des Locaux d'une façon moderne et efficace, selon l'horaire suivant. L'horaire exact peut varier en fonction de la météo et des réalités opérationnelles de l'Organisme. L'horaire exact sera confirmé à chaque saison par l'Organisme. En dehors des heures d'ouverture du Locataire, il est entendu entre les Parties que la Ville pourra utiliser la salle à manger à son entière discrétion.

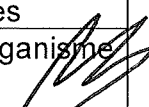
Mi-octobre à fin novembre	Samedi et dimanche`
Février à la mi-mai	Samedi et dimanche
Mi-mai à mi-octobre	Sept jours par semaine ou selon l'horaire confirmé.

- 4.1.3 utiliser les Locaux de la Ville exclusivement aux seules fins pour l'exploitation d'un service alimentaire pour l'aider à la réalisation de sa mission ;
- 4.1.4 offrir un service de restauration à la clientèle qui fréquente la Maison du Meunier du parc-nature de l'île de la Visitation selon un horaire d'ouverture convenu et à la satisfaction du Responsable à chaque saison;
- 4.1.5 utiliser de la vaisselle réutilisable et des emballages pour les aliments pour emporter compatibles avec la mission environnementale du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville afin de diminuer le volume de déchets;
- 4.1.6 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Locaux sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

Paraphes	
Ville	Organisme



- 4.1.7 informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Locaux ainsi que de toutes déficiences, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit aux Locaux ;
- 4.1.8 ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Locaux sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;
- 4.1.9 respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Locaux, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;
- 4.1.10 ne pas entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Locaux;
- 4.1.11 veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Locaux. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;
- 4.1.12 veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l'immeuble ni celle des occupants des immeubles voisins;
- 4.1.13 s'assurer que les Locaux soit utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une déficience et d'un vice caché du matériel et des accessoires;
- 4.1.14 collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;
- 4.1.15 s'assurer que les usagers des Locaux respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;
- 4.1.16 faire l'entretien ménager et maintenir en bon état de propreté les Locaux à la satisfaction du Responsable, pendant la durée de la présente Convention le tout plus amplement décrit à l'Annexe 2 des présentes ;

Paraphes	
Ville	Organisme 

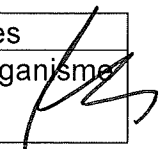
- 4.1.17 donner accès aux Locaux à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble;
- 4.1.18 effectuer l'entretien mineur des Locaux et faire toute réparation due à son usage normal, suivant l'Annexe 2 des présentes, à l'exception des travaux inhérents à la structure de l'immeuble et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;
- 4.1.19 Assumer le paiement de toutes Taxes foncières afférentes aux Locaux ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés à l'Organisme ou à la Ville en rapport avec l'utilisation des Locaux par l'Organisme, applicable en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;
- 4.1.20 interdire l'usage du tabac, du cannabis, de vapotage, ou de tous produits dérivés dans les Locaux et à faire respecter la réglementation en vigueur à cet effet et à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans les Locaux;
- 4.1.21 ne pas entreposer de bien dans les aires communes de l'immeuble et à garder libre et ne pas obstruer les accès communs de l'immeuble ainsi que les salles mécaniques de l'immeuble;
- 4.1.22 Ne pas louer ou sous louer les locaux prêtés à des tiers.

#### 4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage des Locaux et pour toute activité devant se tenir dans les Locaux notamment se procurer le permis du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'afficher dans un endroit visible du public;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'usage des Locaux ou toute activité se déroulant dans les Locaux;

#### 4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

Paraphes	
Ville	Organisme 

**4.3.2** se conformer aux directives de la santé publique et mettre en place les mesures préconisées afin de prévenir la propagation de la Covid-19;

**4.3.3** adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Locaux et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

#### **4.5 Conseil d'administration**

**4.5.1** si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

**4.5.2** à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.5.3** L'Organisme devra remettre annuellement au Responsable, au plus tard le 31 octobre de chaque année, un rapport vérifié par un comptable certifié faisant état de l'ensemble des ventes et des dépenses pour la période couverte par la présente convention. Un rapport vérifié par un comptable certifié à l'interne est acceptable. Le rapport devra indiquer minimalement le montant global pour les grandes catégories suivantes: les ventes, les coûts de la main d'œuvre, les dépenses diverses ainsi que les excédents ou déficits. Si des problèmes de compréhension du rapport vérifié surviennent, le Responsable pourra proposer une ventilation par catégorie de l'état financier afin de faciliter la compréhension et demander les pièces justificatives appropriées.

#### **4.6 Responsabilité**

**4.6.1** garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute

Paraphes	
Ville	Organisme

condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

- 4.6.2** assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;
- 4.6.3** en cas de vol, feu, vandalisme, bris pour négligence ou pour mauvaise utilisation des Locaux, l'organisme aura l'obligation de réparer ou remplacer ledit équipement à ses frais.

## **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

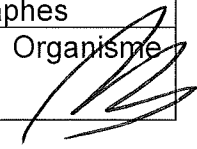
En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville s'engage à :

- 5.1** mettre les Locaux à la disposition de l'Organisme selon les conditions de la présente Convention;
- 5.2** donner libre accès aux Locaux aux employés de l'Organisme ainsi qu'au public pendant toute la durée de la convention;
- 5.3** chauffer et maintenir en tout temps dans les Locaux une température convenable pour les besoins de l'Organisme;
- 5.4** fournir les services d'utilités publique nécessaire à l'utilisation du Locaux selon les besoins normaux de l'Organisme, incluant deux prises de téléphones;
- 5.5** maintenir l'immeuble en bon état et propre à l'occupation du Local et fournira à l'Organisme le matériel nécessaire pour l'entretien du mobilier, si requis, tel que décrit à l'Annexe 2 des présentes ;
- 5.6** les travaux seront exécutés en fonction de l'horaire établi par la Ville et en regard des priorités d'entretien du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation.

## **ARTICLE 6** **DÉFAUT**

- 6.1** Il y a défaut :
  - 6.1.1** si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

Paraphes	
Ville	Organisme



- 6.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 6.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 6.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragaphes 6.1.2, 6.1.3 ou 6.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 6.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 6.2 ou 6.3, l'Organisme doit remettre les Locaux selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

**ARTICLE 7**  
**RÉSILIATION**

- 7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours.
- 7.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**ARTICLE 8**  
**DURÉE**

La présente Convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024 et se termine, sous réserve des articles 6 et 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 octobre 2027, sans autre avis.

Paraphes	
Ville	Organisme

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, la présente Convention ne pourra être reconduite tacitement.

**ARTICLE 9**  
**REMISE DES LOCAUX**

- 9.1** Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 6, 7 ou 10, l'Organisme doit libérer les Locaux en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.
- 9.2** Si les Locaux est rendu substantiellement inutilisable par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Locaux.

**ARTICLE 10**  
**FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

**ARTICLE 11**  
**ASSURANCES**

- 11.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions ( 5 000 000 \$ pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

Paraphes	
Ville	Organisme

- 11.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 11.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 12** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1** qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2** que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## **ARTICLE 13** **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

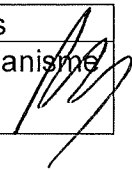
### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

Paraphes	
Ville	Organisme



### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5080, rue Dudemaine, Montréal (Québec) H4J 1N6, et tout avis doit être adressé à l'attention du M. Donald Boisvert. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 2<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
Ville	Organisme



**13.10 Exemple ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN VERSION ÉLECTRONIQUE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2024

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Domenico Zambito – greffier-adjoint

Le 30<sup>e</sup> jour de Juillet 2024

**LA CORBEILLE BORDEAUX-CARTIERVILLE**

Par : \_\_\_\_\_  
M. Donald Boisvert – directeur général

Cette convention a été approuvée par le \_\_\_\_\_ de la Ville de Montréal, le <sup>e</sup> jour de ..... 2024 (Résolution .....).

Paraphes	
Ville	Organisme

## ANNEXE 1

### DESCRIPTION DES LOCAUX ET DES ÉQUIPEMENTS FOURNIS

#### 1. Description des Locaux

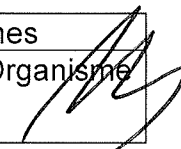
Nom de l'installation	Adresse	Locaux prêtés	Superficie	Utilisation
La maison du Meunier située dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation	10897, rue du Pont, Montréal (Québec) H2B 2H3	Au 1 <sup>er</sup> étage: <ul style="list-style-type: none"><li>• Cuisine</li><li>• Terrasse ext.</li></ul> 2 <sup>e</sup> étage: <ul style="list-style-type: none"><li>• Salle à manger</li></ul>	68,8 m <sup>2</sup> 100 m <sup>2</sup>  62 m <sup>2</sup>  Totale: 230,8 m <sup>2</sup>	Exploitation d'un service de restauration pour la clientèle du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation connu sous le nom de Festigoût Café.

Tableau 1: description des locaux prêtés

#### 2. Équipements prêtés

Équipements	N° Série / modèle	Marque	Quantité
Robinet Krowne 18-708L	n/a	Krowne	1
Évier double et comptoir en acier inoxydable	n/a	Equinox	1
Évier simple, comptoir et robinet en acier inoxydable	n/a	Equinox	1
Réfrigérateur à portes coulissantes doubles vitrées	n/a	True	1
Table de préparation et de service avec refroidisseur de lait scolaire 20 cu.pi.	K103101	Beverage Air	1
Réfrigérateur de marchandises, (pour		Canadian Display	1

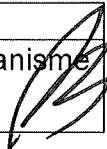
Paraphes	
Ville	Organisme



présentation de produits froids)		System	
Comptoir de service 517cm X 86,5cm X 91,5cm	n/a	n/d	1
Rethermalisateur encastrés à soupe avec 2 couvercles et 2 louches	741101D	Vollrath	2
Armoire de rangement, avec tiroir stainless		N/d	1
Réfrigérateur sous comptoir, portes doubles, stainless		True	2
Four à convection		Vollrath Cayenne	1
Machine à café filtre/ eau chaude	A00270998	Newco	1
Machine à café espresso	n/a	Rocket Espresso Milano	1
Moulinette à café			1
Armoire à rangement murale, une porte, stainless		N/d	2
Lave-vaisselle	CKS0039496	Moyer Diebel	1
Four à cuisson rapide électrique Eikon e4s	e4CSVMV6D FU1GMCA	MerryChef	1
Petit congélateur sous comptoir, une porte, stainless		True Refrigerator	1
Grand réfrigérateur vertical, une porte, stainless		MatCo	1
Chariot de rangement de cabaret		Thorinox	1
Panneaux-sandwich, plastique blanc	n/a	Significade Deluxe	3
Table carrée, face vitrée			12
Chaise, rouge, plastique			10
Chaise, beige, plastique			14
Congélateur à crème glacée	TFM-29AL SD00118001 1170322000 6	True	1
Moyenne armoire de rangement murale, une porte, stainless 51 cm X 80,5 cm	n/a		2
Armoire de rangement murale, 2 portes 102 cm X 80,5 cm			1

Tableau 2: description des équipements prêtés

Paraphes	
Ville	Organisme



## ANNEXE 2

### ENTRETIEN MÉNAGER – RESPONSABILITÉS DES DEUX PARTIES

#### 1. Exigences fonctionnelles

##### 1.1. **Portée**

1.1.1. L'Organisme doit fournir toute la main-d'œuvre, équipements d'entretien et produits ménagers pour exécuter les tâches décrites à la présente annexe au même niveau de qualité, quel que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage.

1.1.2. La Ville fournira le matériel nécessaire pour l'entretien mineur du mobilier (tel que mentionné au tableau 2.2) lorsque nécessaire.

1.1.3. Les deux parties sont responsables d'effectuer les tâches qui leur sont attribuées à la section 2 de la présente annexe.

##### 1.2. **Horaire des travaux**

1.2.1. La Ville effectuera ses tâches attribuées selon un horaire régulier et les priorités d'entretien du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation.

1.2.2. L'Organisme effectuera ses tâches attribuées selon l'horaire établi au tableau 2.2. Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis qui doit être ajusté selon les besoins.

##### 1.3. **Protection de la propriété**

1.3.1. Les produits utilisés par l'Organisme ne doivent pas détériorer les biens de la Ville, ni être nocifs pour la santé.

1.3.2. L'Organisme doit maintenir en place et bien visible les extincteurs et informer la Ville de toute utilisation.

Paraphes	
Ville	Organisme

#### 1.4. **Disposition des ordures et recyclage**

1.4.1. Les ordures et le recyclage doivent être transportés à l'endroit prescrit et au moment prévu dans les bacs identifiés à cet effet par la Ville.

1.4.2. Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique.

#### 1.5. **Local pour entretien ménager**

1.5.1. Les locaux mis à la disposition des deux parties doivent être propres en tout temps; ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs, doivent être désinfectés au besoin et être exempt de chaudières contenant de l'eau stagnante.

#### 1.6. **Entrées**

1.6.1. Les entrées extérieures donnant sur la terrasse doivent être balayée par l'Organisme aussi souvent que nécessaire.

1.6.2. La Ville effectuera le déneigement des entrées principales et secondaires (sorties de secours), de la terrasse (lorsque nécessaire) et des sentiers d'accès aux bâtiments.

### 2. **Responsabilités des deux parties**

#### 2.1. **Responsabilités de la Ville**

- Réparation, maintien et remplacement des équipements fournis
- Livraison des tables et chaises pour la terrasse
- Nettoyage et entretien du système de climatisation/chauffage et de l'air pulsé
- Lavage des planchers
- Aspirateurs sur tapis (au besoin)
- Lavage des toilettes (incluant la vérification des quantités de papiers et savon)
- Changement des ampoules
- Nettoyage du dessus et entretien de la toile de la terrasse et son mécanisme
- Nettoyage des vitres et portes vitrées, châssis, cadres et meneaux au premier étage et dans les escaliers au début de chaque ouverture saisonnière
- Nettoyage et désinfection des tables intérieures (lorsque l'espace est utilisé par le SGPMRS)
- Époussetage (poussière et toiles d'araignées) (lorsque le bistro n'est pas en opération).

Paraphes	
Ville	Organisme

- Entretien des extincteurs

## 2.2. Responsabilités de l'Organisme

Ces responsabilités sont en vigueur seulement lorsque le bistro est en opération.

Responsabilité	Fréquence
Époussetage (poussière et toiles d'araignées) - Sauf salle de bain	Tous les jours d'ouverture
Nettoyage des vitres et portes vitrées, chassis, cadre et meneau au rez-de-chaussée (intérieur et extérieur)	Une fois par mois d'ouverture minimum
Balayage de la terrasse	Une fois par semaine d'ouverture et selon les besoins
Nettoyage des plexiglass	Une fois par semaine d'ouverture
Nettoyage et désinfection de la cuisine, ses équipements et des espaces de rangement.	Au début des opérations Tous les jours d'ouverture Fin des opérations
Nettoyage et désinfection des tables extérieures	Tous les jours d'ouverture
Nettoyage et désinfection des tables intérieures	Tous les jours d'ouverture, lorsque utilisées
Entretien mineur du mobilier (ex. Remplacer une vis sur une chaise)	Lorsque nécessaire
Disposition des ordures et du recyclage	Tous les jours d'ouverture

Paraphes	
Ville	Organisme

# RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER au Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

## VILLE DE MONTRÉAL

ÉMIS POUR CONSTRUCTION, 25 AOÛT 2017

### ARCHITECTURE

A000	PAGE FRONTISPICE
D001	PLAN D'IMPLANTATION - DÉMOLITION
D1S1	PLAN DE DÉMOLITION - PLANCHER ET PLAFOND DU SOUS-SOL
D101	PLAN DE DÉMOLITION - PLANCHER ET PLAFOND DU REZ-DE-CHAUSSÉE
D102	PLAN DE DÉMOLITION - PLANCHER ET PLAFOND DE L'ÉTAGE
D103	PLAN DE DÉMOLITION - PLAN DE TOITURE
D301	DÉMOLITION - ÉLÉVATIONS
D302	DÉMOLITION - ÉLÉVATIONS
A001	PLAN D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION
A1S1	PLAN DE CONSTRUCTION - PLANCHER ET PLAFOND DU SOUS-SOL
A101	PLAN DE CONSTRUCTION - PLANCHER ET PLAFOND DU REZ-DE-CHAUSSÉE
A102	PLAN DE CONSTRUCTION - PLANCHER ET PLAFOND DE L'ÉTAGE
A103	PLAN DE CONSTRUCTION - PLAN DE TOITURE
A301	CONSTRUCTION - ÉLÉVATIONS
A302	CONSTRUCTION - ÉLÉVATIONS
A401	AGRANDI - ESCALIER
A402	AGRANDI - ESCALIER
A403	DÉTAILS - ESCALIER
A404	AGRANDI - SALLE DE TOILETTE
A405	AGRANDI - SALLE DE TOILETTE
A501	DÉTAILS - FENÊTRES ET DÉBORT DE TOÏT
A502	COUPE - VÉRANDA
A503	DÉTAILS
A701	MOBILIER INTÉGRÉ
A702	BORDEREAUX DE PORTES ET FENÊTRES

### CUISINISTE

SA-01	SOUS-SOL ET REZ-DE-CHAUSSÉE - PLANS D'AMÉNAGEMENT ET LÉGENDES
SA-02	ÉLÉVATIONS ET LÉGENDES

### STRUCTURE

S000	NOTES GÉNÉRALES
S101D	PLANS DE DÉMOLITION
S101	PLANS DE CONSTRUCTION ET DÉTAILS
S102	PLANS DE CONSTRUCTION ET DÉTAILS DE TERRASSE

### MÉCANIQUE

M01	DEVIS MÉCANIQUE
M02	LÉGENDE ET LISTE DES PLANS
M03	PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT - DRAINAGE - SOUS-SOL, R.D.-C. ET ÉTAGE
M04	PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT - EAU DOMESTIQUE - SOUS-SOL, R.D.-C. ET ÉTAGE
M05	PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT - VENTILATION - SOUS-SOL, R.D.-C. ET ÉTAGE
M06	PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT ET EXISTANT /DÉMOLITION - PLAN DE TOIT ET TABLEAUX
M07	PLAN DE DÉMOLITION - DRAINAGE - SOUS-SOL, R.D.-C. ET ÉTAGE
M08	PLAN DE DÉMOLITION - EAU DOMESTIQUE - SOUS-SOL, R.D.-C. ET ÉTAGE
M09	PLAN DE DÉMOLITION - VENTILATION - SOUS-SOL, R.D.-C. ET ÉTAGE

### ÉLECTRICITÉ

E-1	LISTE DES PLANS, LÉGENDE ET TABLEAUX
E-2	ÉCLAIRAGE - CONDITIONS EXISTANTES
E-3	SERVICES - CONDITIONS EXISTANTES
E-4	ÉCLAIRAGE - RÉAMÉNAGEMENT
E-5	PRISES ET SERVICES - RÉAMÉNAGEMENT
E-6	DISTRIBUTION ET PANNEAUX - EXISTANTS ET RÉAMÉNAGEMENT

#### ARCHITECTURE



#### ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049



#### INGÉNIERIE MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE



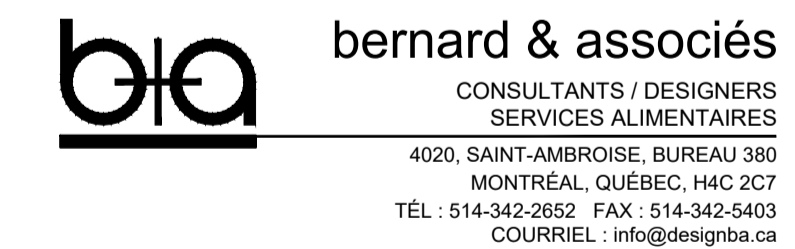
825, BOUL. GILMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

#### INGÉNIERIE STRUCTURE



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

#### CUISINISTE



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

#### CLIENT








Service des grands parcs, de verdissement  
et du Mont-Royal

**NOTES GÉNÉRALES POUR LA MOBILISATION:**

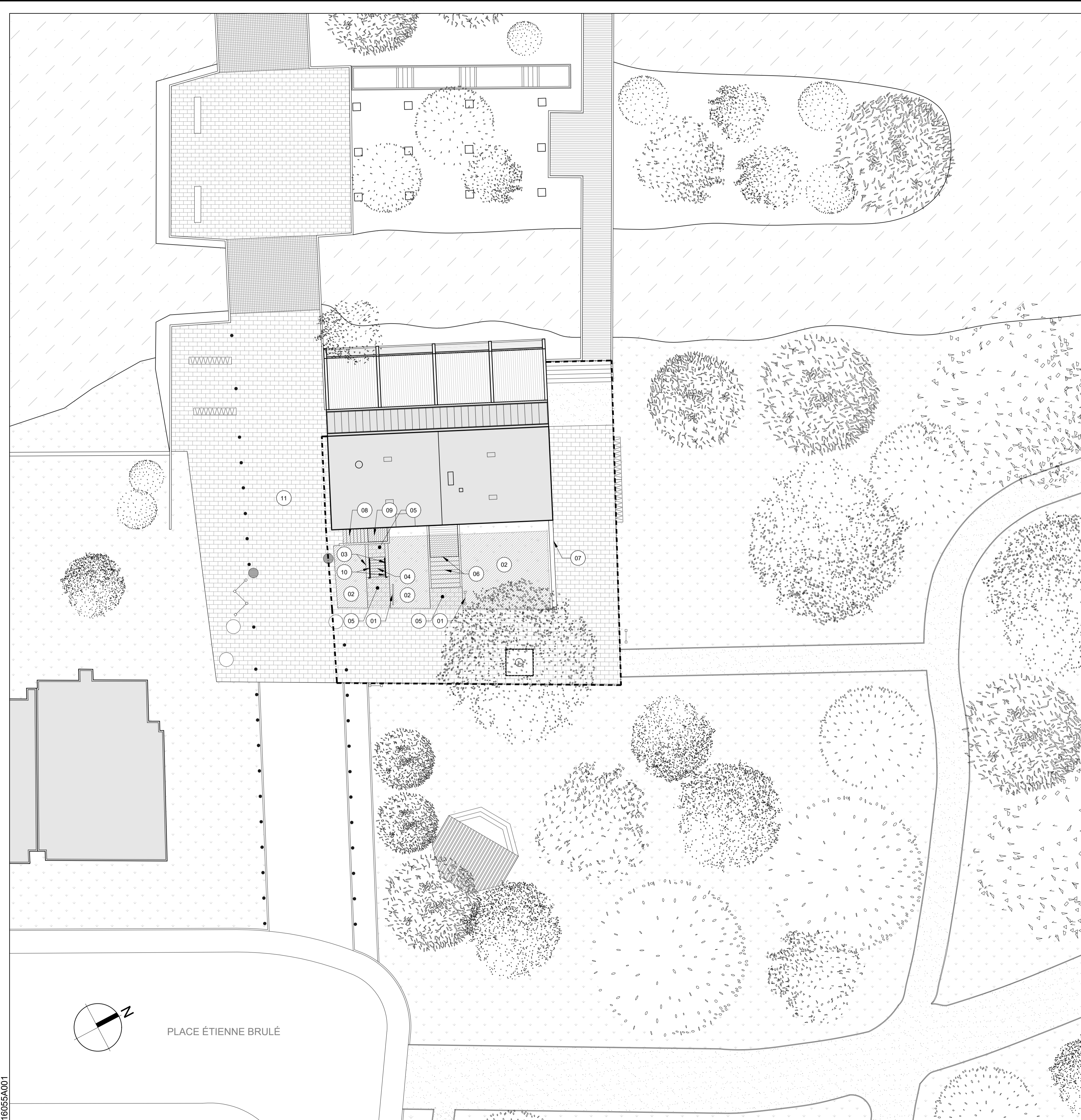
1. L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR TRAVAILLER AVEC UN SYSTÈME D'ÉCHAFAUDAGE AVEC FILET POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX.
2. LORS DES TRAVAUX D'ÉVIDAGE DE JOINTS ET TOUS AUTRES TRAVAUX GÉNÉRANT DE LA POUSSIÈRE, L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR CONSERVER LA POUSSIÈRE DANS LA ZONE DU CHANTIER ET UTILISER DES ÉQUIPEMENTS DE CAPTATION À LA SOURCE.
3. L'ENTREPRENEUR DEVRA LOCALISER LES SERVICES SOUS-TERRAIN AVANT D'EXÉCUTER LES TRAVAUX.

**LÉGENDE :**

-  BÂTIMENT TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX.
-  CLÔTURE DE CHANTIER LORS DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, VOIR DEVIS.
-  ARBRE EXISTANT À CONSERVER ET PROTÉGÉ DURANT LES TRAVAUX, VOIR DEVIS.
-  CLÔTURE DE PROTECTION DE LA VÉGÉTATION EXISTANTE, VOIR DEVIS.
-  SECTION DE TERRAIN À EXCAVER POUR TRAVAUX DE STRUCTURE.

**NOTES DESCRIPTIVES :**

- |    |   |
|----|---|
| 01 | PANNEAU DE SIGNALISATION À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION SUITE AUX TRAVAUX.  |
| 02 | MASSIF D'ARBUSTES À ENLEVER.  |
| 03 | MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMONTÉ. CONSERVER LES BLOCS POUR RÉINSTALLATION.  |
| 04 | ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À DÉMONTÉ. CONSERVER LES PIERRES POUR RÉINSTALLATION.  |
| 05 | PAVAGE EN PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.  |
| 06 | BALCON ET ESCALIER À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION SUITE AUX TRAVAUX. PRENDRE LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION POUR CONSERVER LA FONDATION DE BÉTON SERVANT À L'ANCRAGE DE L'ESCALIER AU SOL.      |
| 07 | MURET DE SOUTAINEMENT EXISTANT À CONSERVER.   |
| 08 | ESCALIER ET GARDE-CORPS À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION SUITE AUX TRAVAUX. PRENDRE LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION POUR CONSERVER LA FONDATION DE BÉTON SERVANT À L'ANCRAGE DE L'ESCALIER AU SOL. |
| 09 | BALCON À DÉMOLIR, SE RÉFÉRER AU PLAN D101.  |
| 10 | GARDE-CORPS À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION SUITE AUX TRAVAUX.  |
| 11 | L'ENTREPRENEUR DEVRA LAISSER LE PONT LIBRE EN PERMANENCE POUR PERMETTRE LA CIRCULATION AUTOMOBILE.  |



16055A001

PLAN D'IMPLANTATION - DÉMOLITION 01  
1:150 D001

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESC**

825, BOUL. GUIMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdk** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

No	Description	Date	Par
Révisions			


B.M.

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ



Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**PLAN D'IMPLANTATION DÉMOLITION**

**SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL, Bureau de projets - Section Gestion de projets**

Chef de division:

**Montréal**

No du plan: No D001

No de l'index:



**NOTES GÉNÉRALES:**

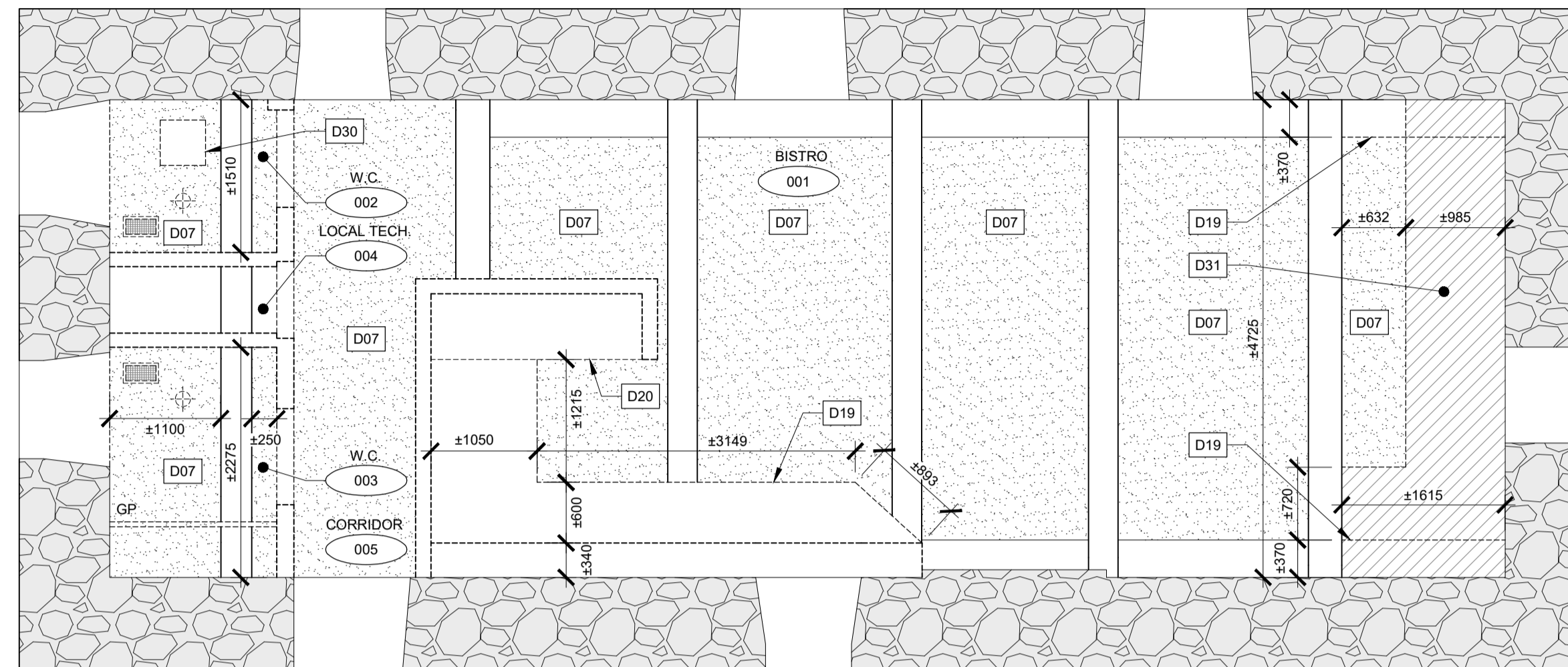
- LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR ENLEVER, DANS LA ZONE DES TRAVAUX, TOUS LES ÉLÉMENTS ET ÉQUIPEMENTS FIXES (SIGNALISATION, AFFICHAGE, MOBILIER, ETC.) NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. CONSERVER ET RÉINSTALLER À LA FIN DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS EN MÉCANIQUE, EN ÉLECTRICITÉ ET EN STRUCTURE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS À DÉMANTÉLER TEMPORAIREMENT POUR L'EXÉCUTION DE LA RÉFECTION DE L'ENVELOPPE.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
- PROCÉDER À UN NETTOYAGE DE TOUTE LA MAÇONNERIE. VOIR DEVIS.
- SUITE À L'ENLÈVEMENT OU AU DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS EN ÉLECTROMÉCANIQUE (VOIR ING.), RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, TEL QUE L'EXISTANT.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA RETIRER LES TOILES SOLAIRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.

**LÉGENDE DÉMOLITION:**

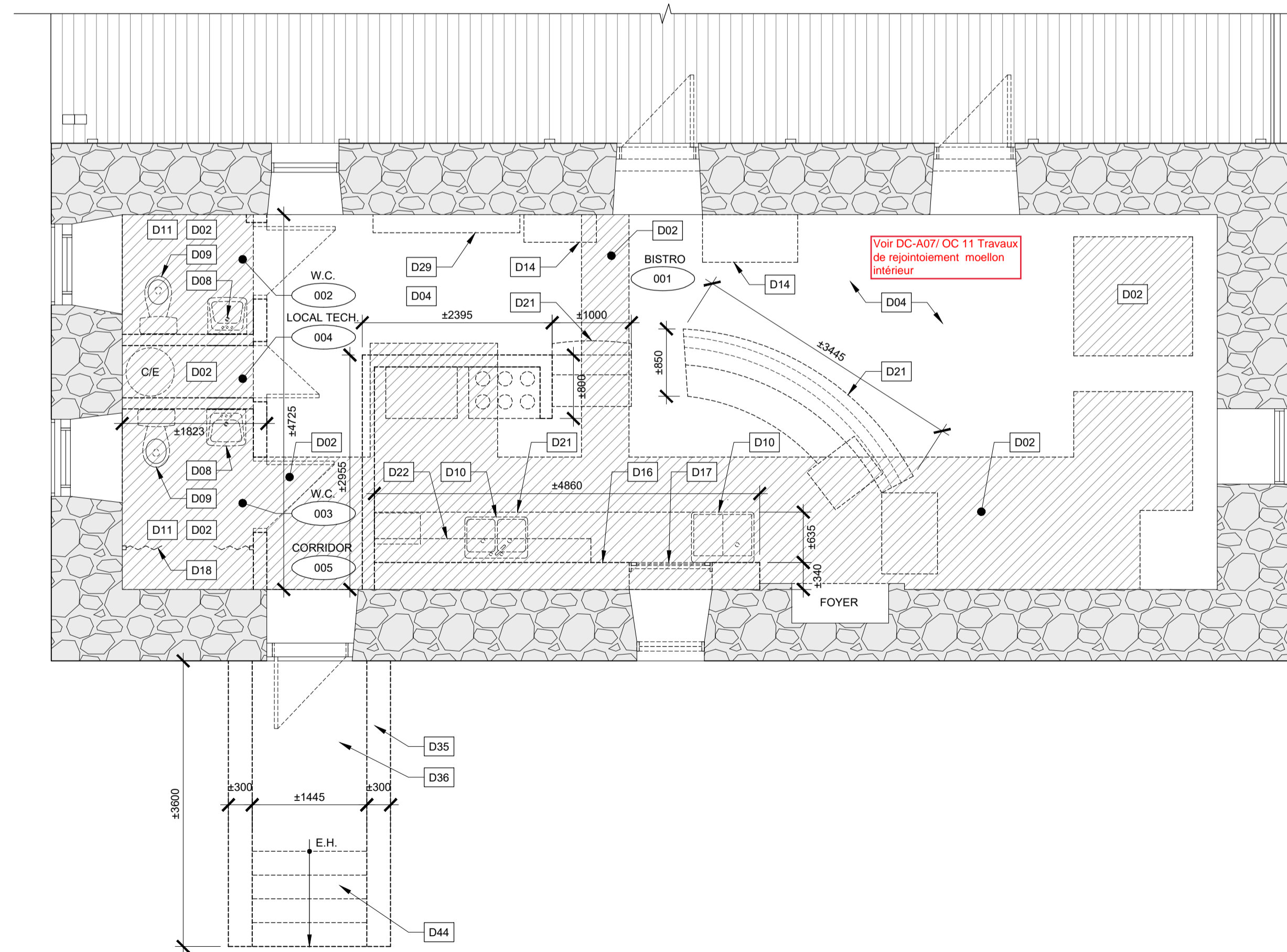
XXX	NUMÉRO DE LOCAL		PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR
	MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER		FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR
	CLOISON EXISTANTE À CONSERVER	GP	PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR
	FENÊTRE À CONSERVER		SECTION DE MUR DE MOELLON OÙ PRÉVOIR LE REMPLACER DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.
	PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER		SECTION DE MUR DE MOELLON À DÉMOLIR JUSQU'À UNE SURFACE SAINTE ET SOLIDE, CÔTÉ EXTÉRIEUR. CONSERVER LES PIERRES EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION.
	CLOISON EXISTANTE À DÉMOLIR		

**NOTES DE DÉMOLITION :**

D01	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE DE VINYLE À DÉMOLIR.
D02	SECTION DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR POUR TRAVAUX DE MÉCANIQUE, VOIR STRUCTURE.
D03	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE EN ARDOISE À CONSERVER.
D04	DALLE DE BÉTON À NETTOYER ET À DÉCAPER.
D05	REVÊTEMENT DE PLANCHER DE VINYLE À DÉMOLIR.
D06	CÉRAMIQUE MURALE À ENLEVER. PRÉVOIR RAGRÉER ET PRÉPARER LES SURFACES DE MURS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
D07	PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR.
D08	LAVABO À DÉMOLIR, VOIR ING.
D09	TOILETTE À DÉMOLIR, VOIR ING.
D10	ÉVIER À DÉMOLIR, VOIR ING.
D11	ENLEVER TOUS LES ACCESSOIRES SANITAIRES EXISTANTS DANS LE LOCAL. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITE AUX TRAVAUX.
D12	MAIN-COURANTES À DÉMOLIR.
D13	CUVE ET ROBINETTERIE À DÉMOLIR, VOIR ING. PRÉVOIR RAGRÉER LES SURFACES SUITES AUX TRAVAUX.
D14	MOBILIER EXISTANT À ENLEVER.
D15	REVÊTEMENT D'ARDOISE ET PLANCHES SUPPORTS SUR LES MARCHES DE L'ESCALIER EXISTANT À DÉMOLIR.
D16	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR.
D17	VERRE FIXE DANS CADRE EN BOIS À DÉMOLIR.
D18	CLOISON AMOVIBLE À DÉMOLIR.
D19	RETOMBÉE DE GYPSE À DÉMOLIR.
D20	HOTTE À ENLEVER, VOIR ING.
D21	COMPTOIR À DÉMOLIR. PRÉVOIR ENLEVER LE APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS RESTANTS.
D22	ÉTAGÈRE EN HAUTEUR À ENLEVER.
D23	FENÊTRE ET CADRE À DÉMOLIR.
D24	PORTE ET CADRE À DÉMOLIR.
D25	CHEMINÉE EXISTANTE EN BRIQUE À DÉMANTÉLER JUSQU'AU MUR DE MOELLON ET À RÉMANTÉLER AVEC NOUVEAU COURONNEMENT TEL QUE L'EXISTANT.
D26	COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE À ENLEVER JUSQU'AUX PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DE LA TOITURE POUR NE PAS ABIMER LES PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. COMPOSITION : MEMBRANE 5 PLIS.
D27	SOLIN EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR.
D28	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON.
D29	ARMOIRE AU MUR À DÉMOLIR.
D30	TRAPPE D'ACCÈS À DÉMOLIR.
D31	SECTION DE PLAFOND/PLANCHER À DÉMOLIR. COMPOSITION: REVÊTEMENT D'ARDOISE, CONTREPLAQUÉ 16mm, MADRIERS 50mm, REVÊTEMENT DE GYPSE 16mm SUR FOURRURES. VOIR STRUCTURE.
D32	ÉVACUATEUR À DÉMOLIR, VOIR ING.
D33	SECTION DE GARDE-CORPS À ENLEVER.
D34	GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE À DÉMOLIR. PRÉVOIR RAGRÉER LE PAREMENT DE BOIS.
D35	MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D36	PAVAGE DE PIERRE À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D37	ESCALIER ET GARDE-CORPS EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D38	BALCON EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR. SCIER LE BALCON AFIN DE CONSERVER L'ESCALIER. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DU BALCON POUR NE PAS ABIMER L'ESCALIER À CONSERVER.
D39	BALCON ET ESCALIER EXISTANTS EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D40	SOLIVE DE TOIT APPARENTE.
D41	SECTION FERMÉE SOUS LE PALIER À DÉMOLIR.
D42	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 01/A501.
D43	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 02/A501.
D44	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D45	PLANCHES DE BOIS SUR LE PALIER DU BALCON ET LES MARCHES DE L'ESCALIER À DÉMOLIR.
D46	REVÊTEMENT DE PLANCHER D'ARDOISE À DÉMOLIR.



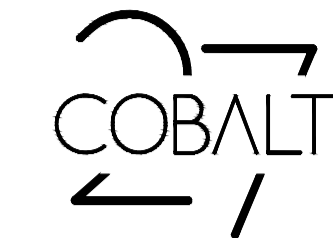
PLAN DE DÉMOLITION - PLAFOND SOUS-SOL 02  
1:50 D1S1



PLAN DE DÉMOLITION - PLANCHER SOUS-SOL 01  
1:50 D1S1

Fichier:

Remarques:



ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



bernard & associés

CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUEBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designbna.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.
No	Description	Date	Par
<b>Révisions</b>			

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**PLAN DE DÉMOLITION PLANCHER ET PLAFOND DU SOUS-SOL**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

**Montréal**

No du plan: No de l'index: D1S1

**NOTES GÉNÉRALES:**

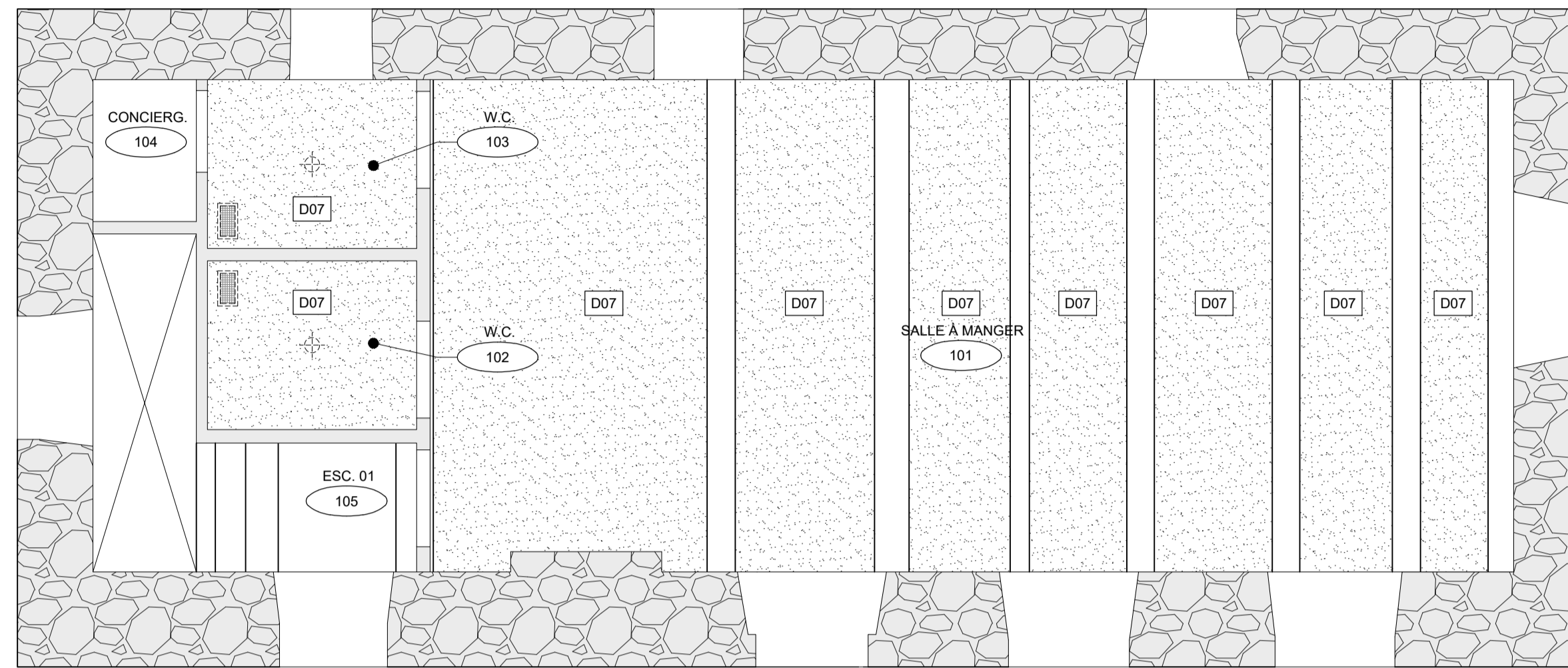
- LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR ENLEVER, DANS LA ZONE DES TRAVAUX, TOUS LES ÉLÉMENTS ET ÉQUIPEMENTS FIXES (SIGNALISATION, AFFICHAGE, MOBILIER, ETC.) NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. CONSERVER ET RÉINSTALLER À LA FIN DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS EN MÉCANIQUE, EN ÉLECTRICITÉ ET EN STRUCTURE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS À DÉMANTÉLER TEMPORAIREMENT POUR L'EXÉCUTION DE LA RÉFÉCTION DE L'ENVELOPPE.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
- PROCÉDER À UN NETTOYAGE DE TOUTE LA MAÇONNERIE, VOIR DEVIS.
- SUITE À L'ENLÈVEMENT OU AU DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS EN ÉLECTROMÉCANIQUE (VOIR ING.), RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, TEL QUE L'EXISTANT.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA RETIRER LES TOILES SOLAIRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.

**LÉGENDE DÉMOLITION:**

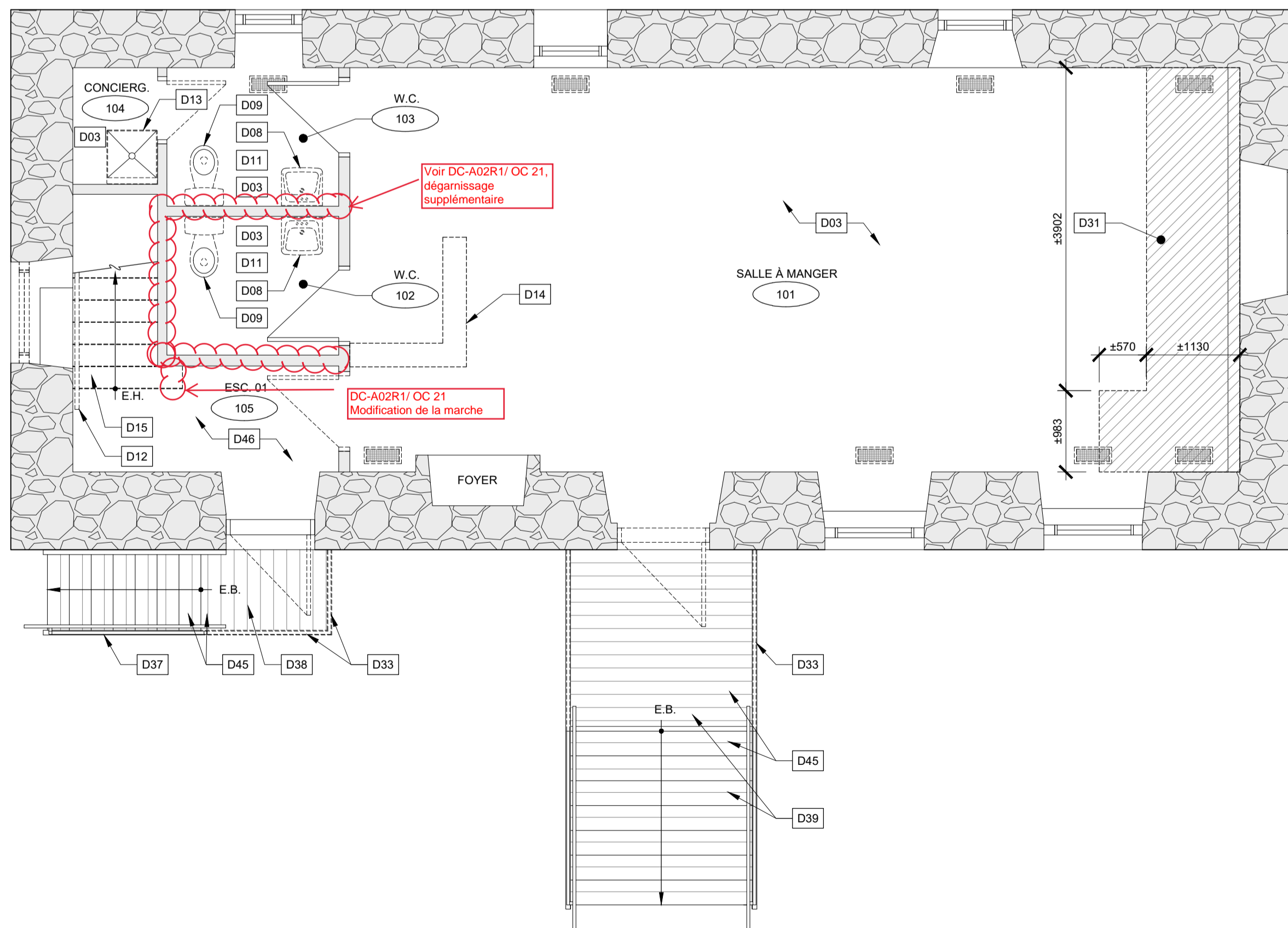
- |     |                                      |  |  |
|-----|--------------------------------------|--|--|
| XXX | NUMÉRO DE LOCAL                      |  | PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER  |  | FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | CLOISON EXISTANTE À CONSERVER        |  | PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR   |
|     | FENÊTRE À CONSERVER                  |  | SECTION DE MUR DE MOELLON OÙ PRÉVOIR LE REMPLACER DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.   |
|     | PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER |  | SECTION DE MUR DE MOELLON À DÉMOLIR JUSQU'À UNE SURFACE SAINES ET SOLIDE, CÔTÉ EXTÉRIEUR. CONSERVER LES PIERRES EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION. |
|     | CLOISON EXISTANTE À DÉMOLIR          |  |  |

**NOTES DE DÉMOLITION :**

D01	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE DE VINYLE À DÉMOLIR.
D02	SECTION DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR POUR TRAVAUX DE MÉCANIQUE, VOIR STRUCTURE.
D03	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE EN ARDOISE À CONSERVER.
D04	DALLE DE BÉTON À NETTOYER ET À DÉCAPER.
D05	REVÊTEMENT DE PLANCHER DE VINYLE À DÉMOLIR.
D06	CÉRAMIQUE MURALE À ENLEVER. PRÉVOIR RAGRÉER ET PRÉPARER LES SURFACES DE MURS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
D07	PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR.
D08	LAVABO À DÉMOLIR, VOIR ING.
D09	TOILETTE À DÉMOLIR, VOIR ING.
D10	ÉVIER À DÉMOLIR, VOIR ING.
D11	ENLEVER TOUS LES ACCESSOIRES SANITAIRES EXISTANTS DANS LE LOCAL. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITE AUX TRAVAUX.
D12	MAIN-COURANTES À DÉMOLIR.
D13	CUVE ET ROBINETTERIE À DÉMOLIR, VOIR ING. PRÉVOIR RAGRÉER LES SURFACES SUITES AUX TRAVAUX.
D14	MOBILIER EXISTANT À ENLEVER.
D15	REVÊTEMENT D'ARDOISE ET PLANCHES SUPPORTS SUR LES MARCHES DE L'ESCALIER EXISTANT À DÉMOLIR.
D16	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR.
D17	VERRE FIXE DANS CADRE EN BOIS À DÉMOLIR.
D18	CLOISON AMOVIBLE À DÉMOLIR.
D19	RETOMBÉE DE GYPSE À DÉMOLIR.
D20	HOTTE À ENLEVER, VOIR ING.
D21	COMPTOIR À DÉMOLIR. PRÉVOIR ENLEVER LE APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS RESTANTS.
D22	ÉTAGÈRE EN HAUTEUR À ENLEVER.
D23	FENÊTRE ET CADRE À DÉMOLIR.
D24	PORTE ET CADRE À DÉMOLIR.
D25	CHEMINÉE EXISTANTE EN BRIQUE À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON ET À RÉMONTÉ AVEC NOUVEAU COURONNEMENT TEL QUE L'EXISTANT.
D26	COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE À ENLEVER JUSQU'AUX PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DE LA TOITURE POUR NE PAS ABIMER LES PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. COMPOSITION : MEMBRANE 5 PLS.
D27	SOLIN EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR.
D28	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON.
D29	ARMOIRE AU MUR À DÉMOLIR.
D30	TRAPPE D'ACCÈS À DÉMOLIR.
D31	SECTION DE PLAFOND/PLANCHER À DÉMOLIR. COMPOSITION: REVÊTEMENT D'ARDOISE, CONTREPLAQUÉ 16mm, MADRIERS 50mm, REVÊTEMENT DE GYPSE 16mm SUR FOURRURES. VOIR STRUCTURE.
D32	ÉVACUATEUR À DÉMOLIR, VOIR ING.
D33	SECTION DE GARDE-CORPS À ENLEVER.
D34	GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE À DÉMOLIR. PRÉVOIR RAGRÉER LE PAREMENT DE BOIS.
D35	MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMOLIR ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D36	PAVAGE DE PIERRE À DÉMOLIR ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D37	ESCALIER ET GARDE-CORPS EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D38	BALCON EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR. SCIER LE BALCON AFIN DE CONSERVER L'ESCALIER. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DU BALCON POUR NE PAS ABIMER L'ESCALIER À CONSERVER.
D39	BALCON ET ESCALIER EXISTANTS EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D40	SOLIVE DE TOIT APPARENTE.
D41	SECTION FERMÉE SOUS LE PALIER À DÉMOLIR.
D42	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 01/A501.
D43	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 02/A501.
D44	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D45	PLANCHES DE BOIS SUR LE PALIER DU BALCON ET LES MARCHES DE L'ESCALIER À DÉMOLIR.
D46	REVÊTEMENT DE PLANCHER D'ARDOISE À DÉMOLIR.



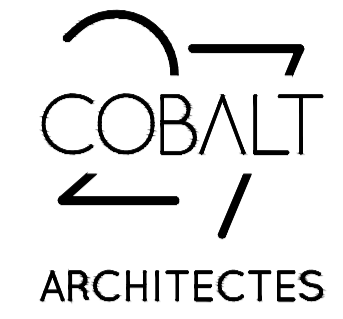
PLAN DE DÉMOLITION - PLAFOND REZ-DE-CHAUSSÉE 02  
1:50 D101



PLAN DE DÉMOLITION - PLANCHER REZ-DE-CHAUSSÉE 01  
1:50 D101

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

Révisions			
B.M.			
Échelle: INDIQUÉE		Date: 01/09/2016	
Dessin: C.P.		Élévation:	
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ			
Approbation: MARTIN CÔTÉ			

Nom du projet: <b>RÉFÉCTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION</b>	
No de contrat: 16-6869	
Titre du plan: <b>PLAN DE DÉMOLITION PLANCHER ET PLAFOND DU REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL, Bureau de projets - Section Gestion de projets	
Chef de division:	

<b>Montréal</b>	
No du plan:	No D101
No de l'index:	

**NOTES GÉNÉRALES:**

- LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR ENLEVER, DANS LA ZONE DES TRAVAUX, TOUS LES ÉLÉMENTS ET ÉQUIPEMENTS FIXES (SIGNALISATION, AFFICHAGE, MOBILIER, ETC.) NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. CONSERVER ET RÉINSTALLER À LA FIN DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS EN MÉCANIQUE, EN ÉLECTRICITÉ ET EN STRUCTURE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS À DÉMANTÉLER TEMPORAIREMENT POUR L'EXÉCUTION DE LA RÉFECTION DE L'ENVELOPPE.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
- PROCÉDER À UN NETTOYAGE DE TOUTE LA MAÇONNERIE. VOIR DEVIS.
- SUITE À L'ENLÈVEMENT OU AU DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS EN ÉLECTROMÉCANIQUE (VOIR ING.), RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, TEL QUE L'EXISTANT.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA RETIRER LES TOILES SOLAIRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.

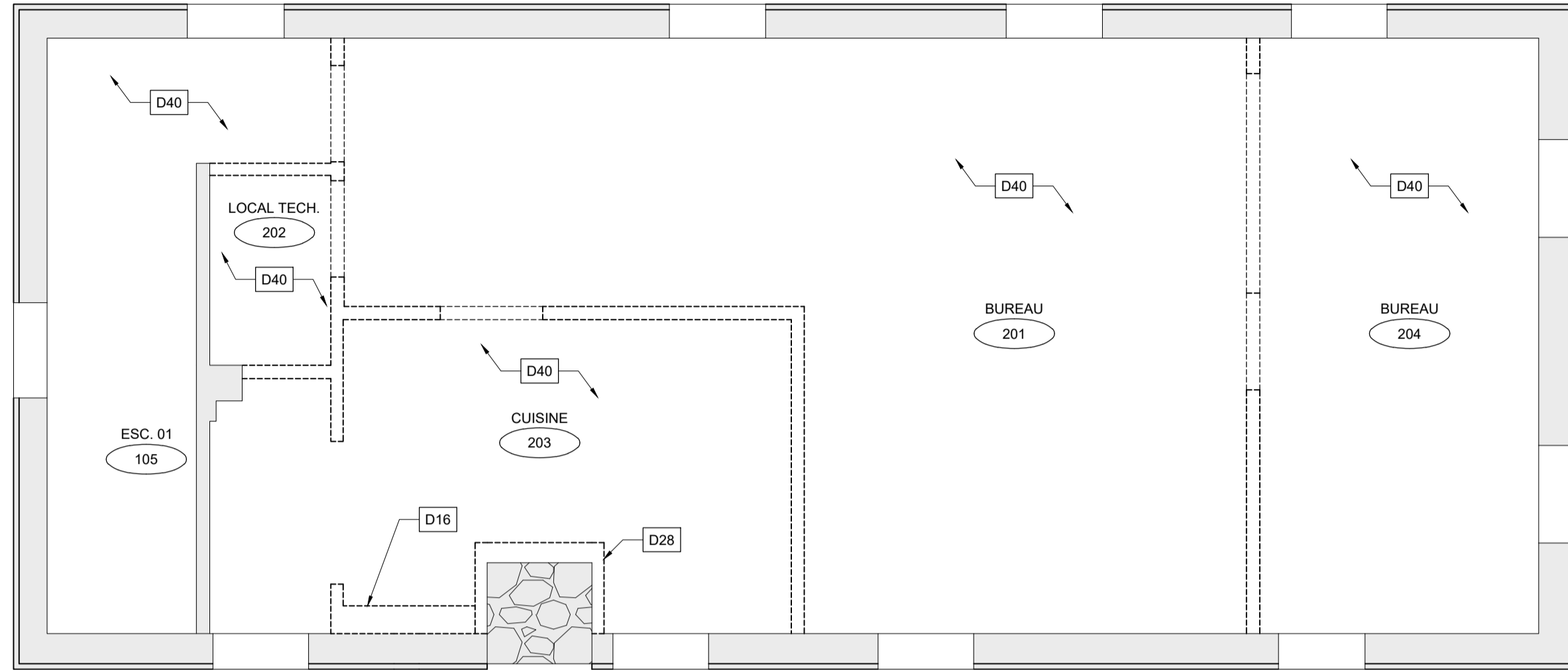
**LÉGENDE DÉMOLITION:**

- XXX NUMÉRO DE LOCAL
- MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À CONSERVER
- FENÊTRE À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À DÉMOLIR
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR
- FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR
- PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR
- SECTION DE MUR DE MOELLON OÙ PRÉVOIR LE REMPLACER DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.
- SECTION DE MUR DE MOELLON À DÉMOLIR JUSQU'À UNE SURFACE SAINTE ET SOLIDE, CÔTÉ EXTÉRIEUR. CONSERVER LES PIERRES EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION.

**NOTES DE DÉMOLITION :**

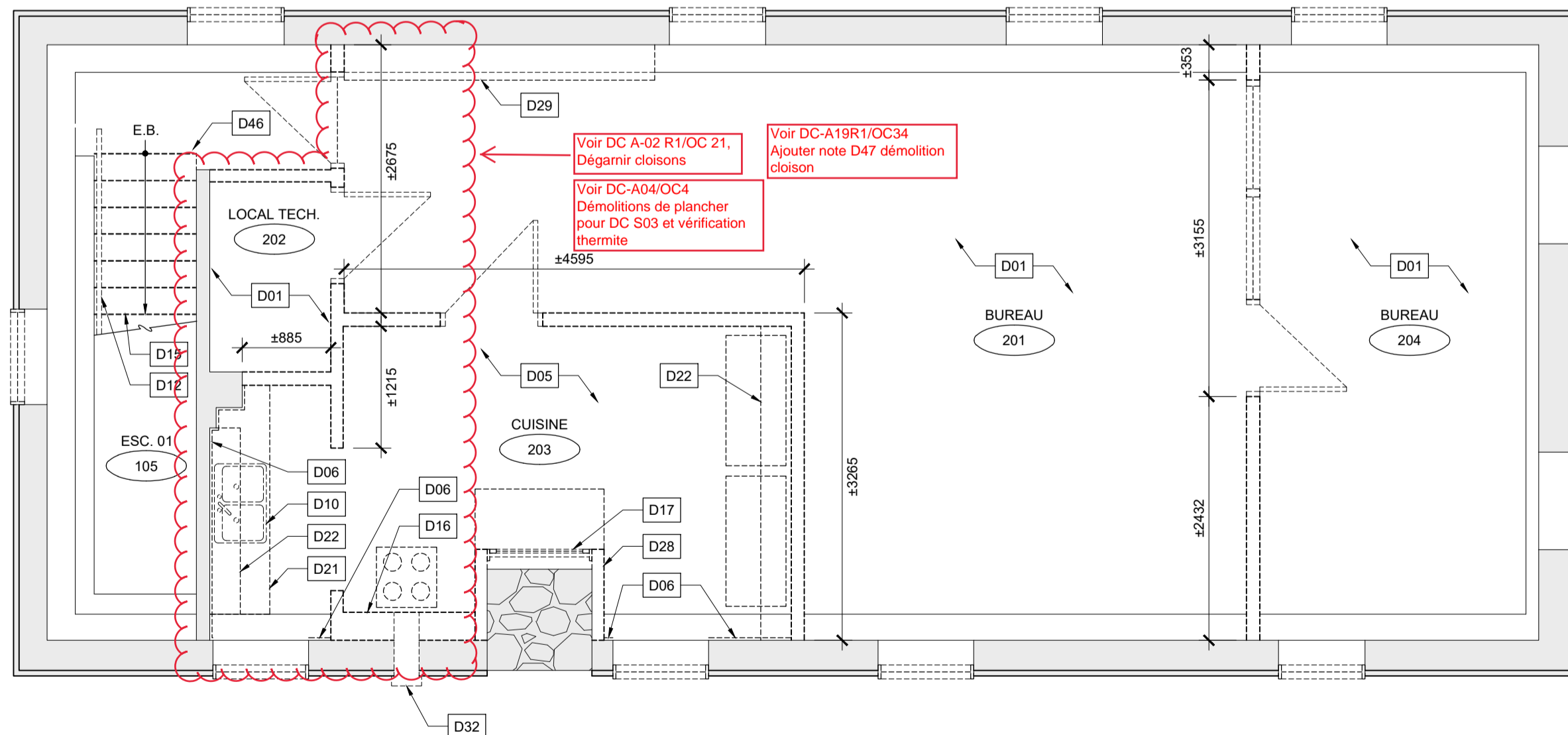
D01	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE DE VINYLE À DÉMOLIR.
D02	SECTION DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR POUR TRAVAUX DE MÉCANIQUE, VOIR STRUCTURE.
D03	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE EN ARDOISE À CONSERVER.
D04	DALLE DE BÉTON À NETTOYER ET À DÉCAPER.
D05	REVÊTEMENT DE PLANCHER DE VINYLE À DÉMOLIR.
D06	CÉRAMIQUE MURALE À ENLEVER. PRÉVOIR RAGRÉER ET PRÉPARER LES SURFACES DE MURS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
D07	PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR.
D08	LAVABO À DÉMOLIR. VOIR ING.
D09	TOILETTE À DÉMOLIR. VOIR ING.
D10	ÉVIER À DÉMOLIR. VOIR ING.
D11	ENLEVER TOUS LES ACCESSOIRES SANITAIRES EXISTANTS DANS LE LOCAL. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITE AUX TRAVAUX.
D12	MAIN-COURANTES À DÉMOLIR.
D13	CUVE ET ROBINETTERIE À DÉMOLIR, VOIR ING. PRÉVOIR RAGRÉER LES SURFACES SUITES AUX TRAVAUX.
D14	MOBILIER EXISTANT À ENLEVER.
D15	REVÊTEMENT D'ARDOISE ET PLANCHES SUPPORTS SUR LES MARCHES DE L'ESCALIER EXISTANT À DÉMOLIR.
D16	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR.
D17	VERRE FIXE DANS CADRE EN BOIS À DÉMOLIR.
D18	CLOISON AMOVIBLE À DÉMOLIR.
D19	RETOMBÉE DE GYPSE À DÉMOLIR.
D20	HOTTE À ENLEVER, VOIR ING.
D21	COMPTOIR À DÉMOLIR. PRÉVOIR ENLEVER LE APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS RESTANTS.
D22	ÉTAGÈRE EN HAUTEUR À ENLEVER.
D23	FENÊTRE ET CADRE À DÉMOLIR.
D24	PORTE ET CADRE À DÉMOLIR.
D25	CHEMINÉE EXISTANTE EN BRIQUE À DÉMONTÉR JUSQU'AU MUR DE MOELLON ET À REMONTER AVEC NOUVEAU COURONNEMENT TEL QUE L'EXISTANT.
D26	COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE À ENLEVER JUSQU'AUX PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DE LA TOITURE POUR NE PAS ABIMER LES PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. COMPOSITION : MEMBRANE 5 PLIS.
D27	SOLIN EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR.
D28	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON.
D29	ARMOIRE AU MUR À DÉMOLIR.
D30	TRAPPE D'ACCÈS À DÉMOLIR.
D31	SECTION DE PLAFOND/PLANCHER À DÉMOLIR. COMPOSITION: REVÊTEMENT D'ARDOISE, CONTREPLAQUÉ 16mm, MADRIERS 50mm, REVÊTEMENT DE GYPSE 16mm SUR FOURRURES. VOIR STRUCTURE.
D32	ÉVACUATEUR À DÉMOLIR, VOIR ING.
D33	SECTION DE GARDE-CORPS À ENLEVER.
D34	GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE À DÉMOLIR. PRÉVOIR RAGRÉER LE PAREMENT DE BOIS.
D35	MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMONTÉR ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D36	PAVAGE DE PIERRE À DÉMONTÉR ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D37	ESCALIER ET GARDE-CORPS EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D38	BALCON EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR. SCIER LE BALCON AFIN DE CONSERVER L'ESCALIER. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DU BALCON POUR NE PAS ABIMER L'ESCALIER À CONSERVER.
D39	BALCON ET ESCALIER EXISTANTS EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D40	SOLIVE DE TOIT APPARENTE.
D41	SECTION FERMÉE SOUS LE PALIER À DÉMOLIR.
D42	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 01/A501.
D43	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 02/A501.
D44	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D45	PLANCHES DE BOIS SUR LE PALIER DU BALCON ET LES MARCHES DE L'ESCALIER À DÉMOLIR.
D46	REVÊTEMENT DE PLANCHER D'ARDOISE À DÉMOLIR.

16055A102



PLAN DE DÉMOLITION - PLAFOND ÉTAGE 02  
1:50 D102

16055A102



PLAN DE DÉMOLITION - PLANCHER ÉTAGE 01  
1:50 D102

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESC**

825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdk** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

*Ordre des architectes*  
MARTIN CÔTÉ  
ARCHITECTE  
QUÉBEC

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**PLAN DE DÉMOLITION PLANCHER ET PLAFOND DE L'ÉTAGE**

**SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,**  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

**Montréal**

No du plan: No D102

No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES:**

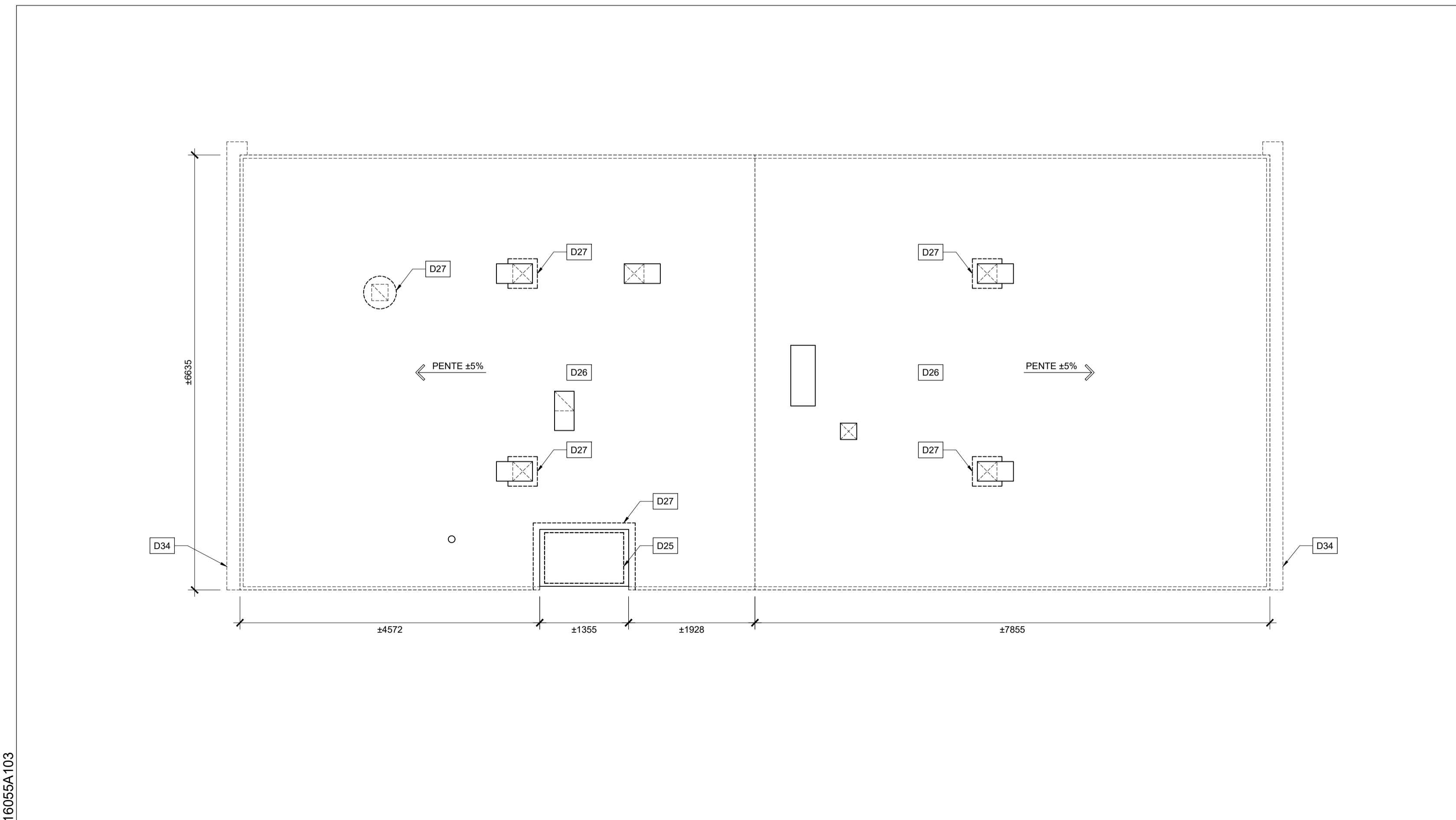
- LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR ENLEVER, DANS LA ZONE DES TRAVAUX, TOUS LES ÉLÉMENTS ET ÉQUIPEMENTS FIXES (SIGNALISATION, AFFICHAGE, MOBILIER, ETC.) NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. CONSERVER ET RÉINSTALLER À LA FIN DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS EN MÉCANIQUE, EN ÉLECTRICITÉ ET EN STRUCTURE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS À DÉMANTÉLER TEMPORAIREMENT POUR L'EXÉCUTION DE LA RÉFÉCTION DE L'ENVELOPPE.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
- PROCÉDER À UN NETTOYAGE DE TOUTE LA MAÇONNERIE. VOIR DEVIS.
- SUITE À L'ENLÈVEMENT OU AU DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS EN ÉLECTROMÉCANIQUE (VOIR ING.), RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, TEL QUE L'EXISTANT.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA RETIRER LES TOILES SOLAIRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.

**LÉGENDE DÉMOLITION:**

- |     |                                      |  |  |
|-----|--------------------------------------|--|--|
| XXX | NUMÉRO DE LOCAL                      |  | PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER  |  | FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | CLOISON EXISTANTE À CONSERVER        |  | PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR   |
|     | FENÊTRE À CONSERVER                  |  | SECTION DE MUR DE MOELLON OÙ PRÉVOIR LE REMPLACER DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.   |
|     | PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER |  | SECTION DE MUR DE MOELLON À DÉMOLIR JUSQU'À UNE SURFACE SAINTE ET SOLIDE, CÔTÉ EXTÉRIEUR. CONSERVER LES PIERRES EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION. |
|     | CLOISON EXISTANTE À DÉMOLIR          |  |  |

**NOTES DE DÉMOLITION :**

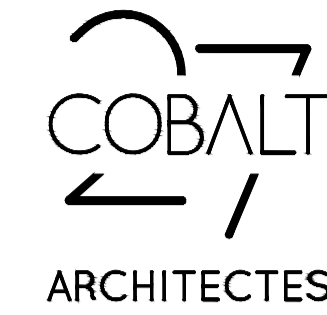
D01	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE DE VINYLE À DÉMOLIR.
D02	SECTION DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR POUR TRAVAUX DE MÉCANIQUE, VOIR STRUCTURE.
D03	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE EN ARDOISE À CONSERVER.
D04	DALLE DE BÉTON À NETTOYER ET À DÉCAPER.
D05	REVÊTEMENT DE PLANCHER DE VINYLE À DÉMOLIR.
D06	CÉRAMIQUE MURALE À ENLEVER. PRÉVOIR RAGRÉER ET PRÉPARER LES SURFACES DE MURS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
D07	PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR.
D08	LAVABO À DÉMOLIR. VOIR ING.
D09	TOILETTE À DÉMOLIR. VOIR ING.
D10	ÉVIER À DÉMOLIR. VOIR ING.
D11	ENLEVER TOUS LES ACCESSOIRES SANITAIRES EXISTANTS DANS LE LOCAL. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITE AUX TRAVAUX.
D12	MAIN-COURANTES À DÉMOLIR.
D13	CUVE ET ROBINETTERIE À DÉMOLIR. VOIR ING. PRÉVOIR RAGRÉER LES SURFACES SUITES AUX TRAVAUX.
D14	MOBILIER EXISTANT À ENLEVER.
D15	REVÊTEMENT D'ARDOISE ET PLANCHES SUPPORTS SUR LES MARCHES DE L'ESCALIER EXISTANT À DÉMOLIR.
D16	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR.
D17	VERRE FIXE DANS CADRE EN BOIS À DÉMOLIR.
D18	CLOISON AMOVIBLE À DÉMOLIR.
D19	RETOMBÉE DE GYPSE À DÉMOLIR.
D20	HOTTE À ENLEVER. VOIR ING.
D21	COMPTOIR À DÉMOLIR. PRÉVOIR ENLEVER LE APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS RESTANTS.
D22	ÉTAGÈRE EN HAUTEUR À ENLEVER.
D23	FENÊTRE ET CADRE À DÉMOLIR.
D24	PORTE ET CADRE À DÉMOLIR.
D25	CHEMINÉE EXISTANTE EN BRIQUE À DÉMONTÉR JUSQU'AU MUR DE MOELLON ET À REMONTÉR AVEC NOUVEAU COURONNEMENT TEL QUE L'EXISTANT.
D26	COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE À ENLEVER JUSQU'AUX PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DE LA TOITURE POUR NE PAS ABIMER LES PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. COMPOSITION : MEMBRANE 5 PLIS.
D27	SOLIN EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR.
D28	SOUFFLAGE DE MUR À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON.
D29	ARMOIRE AU MUR À DÉMOLIR.
D30	TRAPPE D'ACCÈS À DÉMOLIR.
D31	SECTION DE PLAFOND/PLANCHER À DÉMOLIR. COMPOSITION: REVÊTEMENT D'ARDOISE, CONTREPLAQUÉ 16mm, MADRIERS 50mm, REVÊTEMENT DE GYPSE 16mm SUR FOURRURES. VOIR STRUCTURE.
D32	ÉVACUATEUR À DÉMOLIR. VOIR ING.
D33	SECTION DE GARDE-CORPS À ENLEVER.
D34	GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE À DÉMOLIR. PRÉVOIR RAGRÉER LE PAREMENT DE BOIS.
D35	MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMONTÉR ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D36	PAVAGE DE PIERRE À DÉMONTÉR ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D37	ESCALIER ET GARDE-CORPS EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D38	BALCON EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR. SCIER LE BALCON AFIN DE CONSERVER L'ESCALIER. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DU BALCON POUR NE PAS ABIMER L'ESCALIER À CONSERVER.
D39	BALCON ET ESCALIER EXISTANTS EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D40	SOLIVE DE TOIT APPARENTE.
D41	SECTION FERMÉE SOUS LE PALIER À DÉMOLIR.
D42	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 01/A501.
D43	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 02/A501.
D44	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D45	PLANCHES DE BOIS SUR LE PALIER DU BALCON ET LES MARCHES DE L'ESCALIER À DÉMOLIR.
D46	REVÊTEMENT DE PLANCHER D'ARDOISE À DÉMOLIR.



PLAN DE DÉMOLITION - PLAN DE TOITURE 01  
1:50 D103

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designbna.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.
No	Description	Date	Par

**Révisions**

B.M.

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFÉCTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**PLAN DE DÉMOLITION  
PLAN DE TOITURE**

**SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets**

Chef de division:



No du plan:	No D103
No de l'index:	

**NOTES GÉNÉRALES:**

- LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR ENLEVER, DANS LA ZONE DES TRAVAUX, TOUS LES ÉLÉMENTS ET ÉQUIPEMENTS FIXES (SIGNALISATION, AFFICHAGE, MOBILIER, ETC.) NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. CONSERVER ET RÉINSTALLER À LA FIN DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS EN MÉCANIQUE, EN ÉLECTRICITÉ ET EN STRUCTURE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS À DÉMANTÉLER TEMPORAIREMENT POUR L'EXÉCUTION DE LA RÉFÉCTION DE L'ENVELOPPE.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
- PROCÉDER À UN NETTOYAGE DE TOUTE LA MAÇONNERIE, VOIR DEVIS.
- SUITE À L'ENLÈVEMENT OU AU DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS EN ÉLECTROMÉCANIQUE (VOIR ING.), RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, TEL QUE L'EXISTANT.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA RETIRER LES TOILES SOLAIRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.

**LÉGENDE DÉMOLITION:**

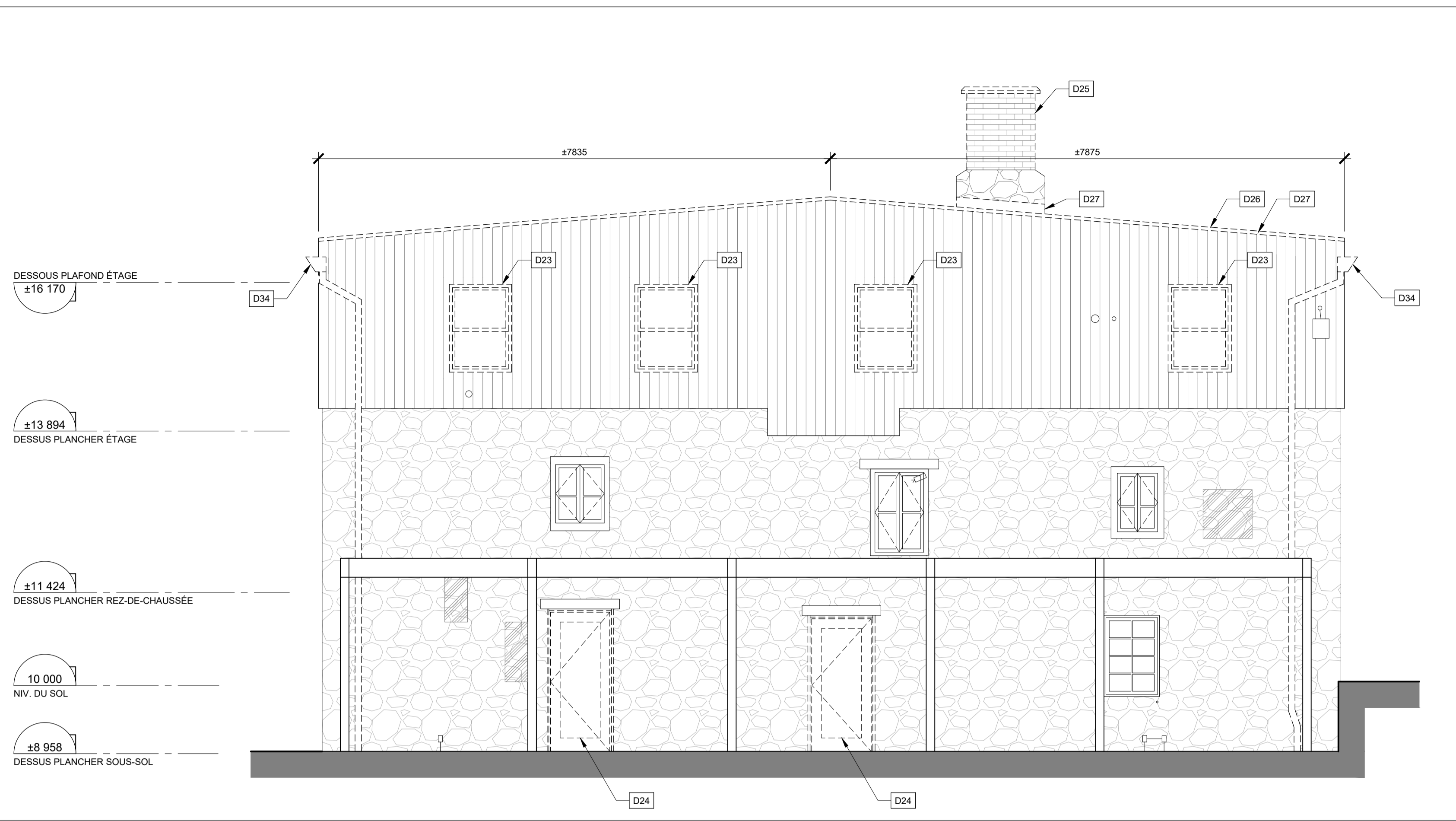
- |     |                                      |  |  |
|-----|--------------------------------------|--|--|
| XXX | NUMÉRO DE LOCAL                      |  | PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER  |  | FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | CLOISON EXISTANTE À CONSERVER        |  | PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR   |
|     | FENÊTRE À CONSERVER                  |  | SECTION DE MUR DE MOELLON OÙ PRÉVOIR LE REMPLACER DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.   |
|     | PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER |  | SECTION DE MUR DE MOELLON À DÉMOLIR JUSQU'À UNE SURFACE SAINTE ET SOLIDE, CÔTÉ EXTÉRIEUR. CONSERVER LES PIERRES EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION. |
|     | CLOISON EXISTANTE À DÉMOLIR          |  |  |

**NOTES DE DÉMOLITION :**

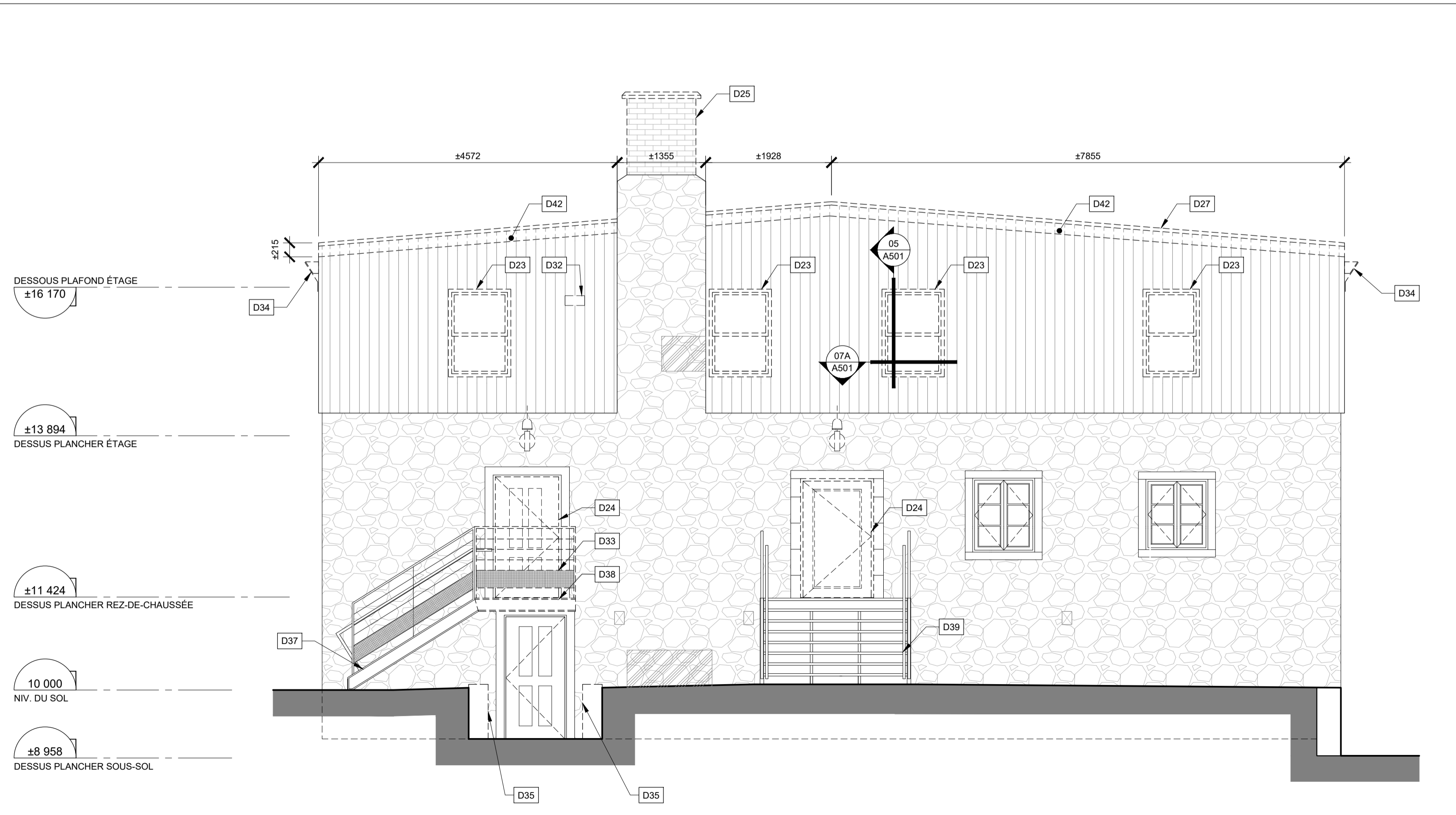
- |     |  |
|-----|--|
| D01 | REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE DE VINYLE À DÉMOLIR.   |
| D02 | SECTION DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR POUR TRAVAUX DE MÉCANIQUE, VOIR STRUCTURE.   |
| D03 | REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE EN ARDOISE À CONSERVER.  |
| D04 | DALLE DE BÉTON À NETTOYER ET À DÉCAPER.  |
| D05 | REVÊTEMENT DE PLANCHER DE VINYLE À DÉMOLIR.  |
| D06 | CÉRAMIQUE MURALE À ENLEVER, PRÉVOIR RAGRÉER ET PRÉPARER LES SURFACES DE MURS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.  |
| D07 | PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR.  |
| D08 | LAVABO À DÉMOLIR, VOIR ING.  |
| D09 | TOILETTE À DÉMOLIR, VOIR ING.  |
| D10 | ÉVIER À DÉMOLIR, VOIR ING.   |
| D11 | ENLEVER TOUS LES ACCESSOIRES SANITAIRES EXISTANTS DANS LE LOCAL. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITE AUX TRAVAUX.   |
| D12 | MAIN-COURANTES À DÉMOLIR.  |
| D13 | CUVE ET ROBINETTERIE À DÉMOLIR, VOIR ING. PRÉVOIR RAGRÉER LES SURFACES SUITES AUX TRAVAUX.   |
| D14 | MOBILIER EXISTANT À ENLEVER.   |
| D15 | REVÊTEMENT D'ARDOISE ET PLANCHES SUPPORTS SUR LES MARCHES DE L'ESCALIER EXISTANT À DÉMOLIR.  |
| D16 | SOUFFLAGES DE MUR À DÉMOLIR.   |
| D17 | VERRE FIXE DANS CADRE EN BOIS À DÉMOLIR.   |
| D18 | CLOISON AMOVIBLE À DÉMOLIR.  |
| D19 | RETOMBÉE DE GYPSE À DÉMOLIR.   |
| D20 | HOTTE À ENLEVER, VOIR ING.   |
| D21 | COMPTOIR À DÉMOLIR. PRÉVOIR ENLEVER LE APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS RESTANTS.   |
| D22 | ÉTAGÈRE EN HAUTEUR À ENLEVER.  |
| D23 | FENÊTRE ET CADRE À DÉMOLIR.  |
| D24 | PORTE ET CADRE À DÉMOLIR.  |
| D25 | CHEMINÉE EXISTANTE EN BRIQUE À DÉMANTÉLER JUSQU'AU MUR DE MOELLON ET À RÉMONTÉ AVEC NOUVEAU COURONNEMENT TEL QUE L'EXISTANT.   |
| D26 | COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE À ENLEVER JUSQU'AUX PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DE LA TOITURE POUR NE PAS ABIMER LES PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. COMPOSITION : MEMBRANE 5 PLS. |
| D27 | SOLIN EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR.  |
| D28 | SOUFFLAGES DE MUR À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON.   |
| D29 | ARMOIRE AU MUR À DÉMOLIR.  |
| D30 | TRAPPE D'ACCÈS À DÉMOLIR.  |
| D31 | SECTION DE PLAFOND/PLANCHER À DÉMOLIR. COMPOSITION: REVÊTEMENT D'ARDOISE, CONTREPLAQUÉ 16mm, MADRIERS 50mm, REVÊTEMENT DE GYPSE 16mm SUR FOURRURES. VOIR STRUCTURE.  |
| D32 | ÉVACUATEUR À DÉMOLIR, VOIR ING.  |
| D33 | SECTION DE GARDE-CORPS À ENLEVER.  |
| D34 | GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE À DÉMOLIR. PRÉVOIR RAGRÉER LE PAREMENT DE BOIS.   |
| D35 | MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.  |
| D36 | PAVAGE DE PIERRE À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.  |
| D37 | ESCALIER ET GARDE-CORPS EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.   |
| D38 | BALCON EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR. SCIER LE BALCON AFIN DE CONSERVER L'ESCALIER. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DU BALCON POUR NE PAS ABIMER L'ESCALIER À CONSERVER.   |
| D39 | BALCON ET ESCALIER EXISTANTS EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.   |
| D40 | SOLIVE DE TOIT APPARENTE.  |
| D41 | SECTION FERMÉE SOUS LE PALIER À DÉMOLIR.   |
| D42 | SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 01/A501.  |
| D43 | SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 02/A501.  |
| D44 | ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.   |
| D45 | PLANCHES DE BOIS SUR LE PALIER DU BALCON ET LES MARCHES DE L'ESCALIER À DÉMOLIR.   |
| D46 | REVÊTEMENT DE PLANCHER D'ARDOISE À DÉMOLIR.  |

1605SA301

1605SA301



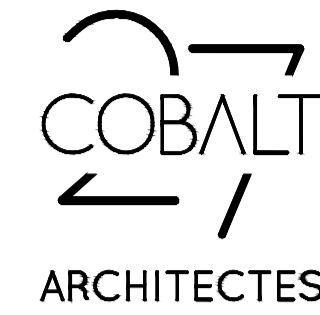
DÉMOLITION - ÉLÉVATION NORD 02  
1:50 D301



DÉMOLITION - ÉLÉVATION SUD 01  
1:50 D301

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUEBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE	Date: 01/09/2016
Dessin: C.P.	
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ	
Approbation: MARTIN CÔTÉ	

Nom du projet:  
**RÉFÉCTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**DÉMOLITION - ÉLÉVATIONS**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

No du plan: D301

No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES:**

- LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR ENLEVER, DANS LA ZONE DES TRAVAUX, TOUS LES ÉLÉMENTS ET ÉQUIPEMENTS FIXES (SIGNALISATION, AFFICHAGE, MOBILIER, ETC.) NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. CONSERVER ET RÉINSTALLER À LA FIN DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS EN MÉCANIQUE, EN ÉLECTRICITÉ ET EN STRUCTURE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS À DÉMANTÉLER TEMPORAIREMENT POUR L'EXÉCUTION DE LA RÉFÉCTION DE L'ENVELOPPE.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR L'ÉTAIEMENT TEMPORAIRE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX.
- PROCÉDER À UN NETTOYAGE DE TOUTE LA MAÇONNERIE, VOIR DEVIS.
- SUITE À L'ENLÈVEMENT OU AU DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS EN ÉLECTROMÉCANIQUE (VOIR ING.), RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, TEL QUE L'EXISTANT.
- L'ENTREPRENEUR DEVRA RETIRER LES TOILES SOLAIRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.

**LÉGENDE DÉMOLITION:**

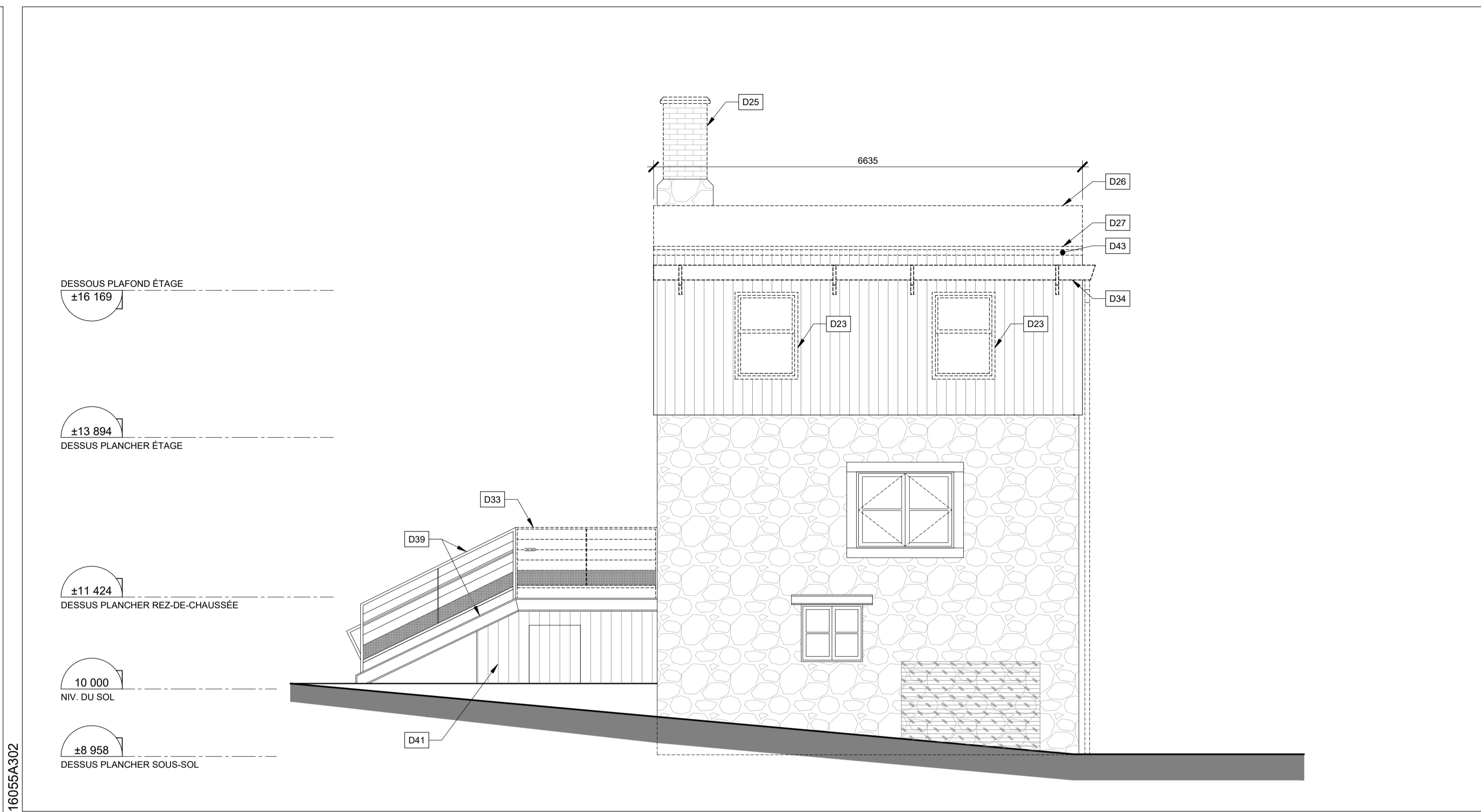
- |     |                                      |  |  |
|-----|--------------------------------------|--|--|
| XXX | NUMÉRO DE LOCAL                      |  | PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER  |  | FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR   |
|     | CLOISON EXISTANTE À CONSERVER        |  | PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR   |
|     | FENÊTRE À CONSERVER                  |  | SECTION DE MUR DE MOELLON OÙ PRÉVOIR LE REMPLACER DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.   |
|     | PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER |  | SECTION DE MUR DE MOELLON À DÉMOLIR JUSQU'À UNE SURFACE SAINTE ET SOLIDE, CÔTÉ EXTÉRIEUR. CONSERVER LES PIERRES EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION. |
|     | CLOISON EXISTANTE À DÉMOLIR          |  |  |

**NOTES DE DÉMOLITION :**

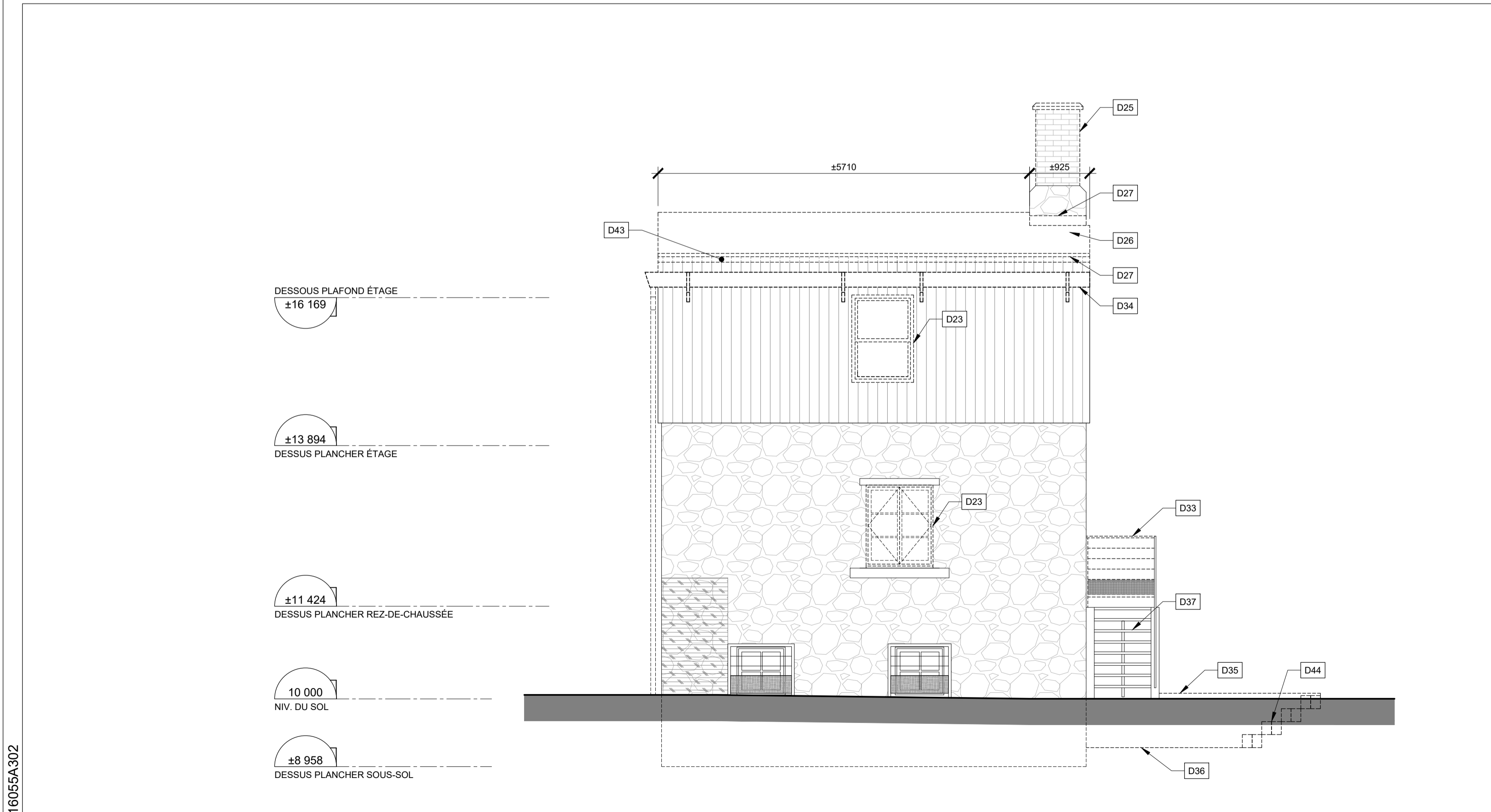
D01	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE DE VINYLE À DÉMOLIR.
D02	SECTION DE DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR POUR TRAVAUX DE MÉCANIQUE, VOIR STRUCTURE.
D03	REVÊTEMENT DE PLANCHER ET PLINTHE EN ARDOISE À CONSERVER.
D04	DALLE DE BÉTON À NETTOYER ET À DÉCAPER.
D05	REVÊTEMENT DE PLANCHER DE VINYLE À DÉMOLIR.
D06	CÉRAMIQUE MURALE À ENLEVER. PRÉVOIR RAGRÉER ET PRÉPARER LES SURFACES DE MURS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
D07	PLAFOND DE GYPSE À DÉMOLIR.
D08	LAVABO À DÉMOLIR, VOIR ING.
D09	TOILETTE À DÉMOLIR, VOIR ING.
D10	ÉVIER À DÉMOLIR, VOIR ING.
D11	ENLEVER TOUS LES ACCESSOIRES SANITAIRES EXISTANTS DANS LE LOCAL. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITE AUX TRAVAUX.
D12	MAIN-COURANTES À DÉMOLIR.
D13	CUVE ET ROBINETTERIE À DÉMOLIR, VOIR ING. PRÉVOIR RAGRÉER LES SURFACES SUITES AUX TRAVAUX.
D14	MOBILIER EXISTANT À ENLEVER.
D15	REVÊTEMENT D'ARDOISE ET PLANCHES SUPPORTS SUR LES MARCHES DE L'ESCALIER EXISTANT À DÉMOLIR.
D16	SOUFFLAGES DE MUR À DÉMOLIR.
D17	VERRE FIXE DANS CADRE EN BOIS À DÉMOLIR.
D18	CLOISON AMOVIBLE À DÉMOLIR.
D19	RETOMBÉE DE GYPSE À DÉMOLIR.
D20	HOTTE À ENLEVER, VOIR ING.
D21	COMPTOIR À DÉMOLIR. PRÉVOIR ENLEVER LE APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS RESTANTS.
D22	ÉTAGÈRE EN HAUTEUR À ENLEVER.
D23	FENÊTRE ET CADRE À DÉMOLIR.
D24	PORTE ET CADRE À DÉMOLIR.
D25	CHEMINÉE EXISTANTE EN BRIQUE À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON ET À REMONTER AVEC NOUVEAU COURONNEMENT TEL QUE L'EXISTANT.
D26	COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE À ENLEVER JUSQU'AUX PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DE LA TOITURE POUR NE PAS ABIMER LES PLANCHES DE SUPPORT EXISTANTES. COMPOSITION : MEMBRANE 5 PLIS.
D27	SOLIN EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR.
D28	SOUFFLAGES DE MUR À DÉMOLIR JUSQU'AU MUR DE MOELLON.
D29	ARMOIRE AU MUR À DÉMOLIR.
D30	TRAPPE D'ACCÈS À DÉMOLIR.
D31	SECTION DE PLAFOND/PLANCHER À DÉMOLIR. COMPOSITION: REVÊTEMENT D'ARDOISE, CONTREPLAQUÉ 16mm, MADRIERS 50mm, REVÊTEMENT DE GYPSE 16mm SUR FOURRURES. VOIR STRUCTURE.
D32	ÉVACUATEUR À DÉMOLIR, VOIR ING.
D33	SECTION DE GARDE-CORPS À ENLEVER.
D34	GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE À DÉMOLIR. PRÉVOIR RAGRÉER LE PAREMENT DE BOIS.
D35	MURET DE BLOCS DE PIERRE À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D36	PAVAGE DE PIERRE À DÉMANTÉLER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D37	ESCALIER ET GARDE-CORPS EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D38	BALCON EXISTANT EN ACIER GALVANISÉ À DÉMOLIR. SCIER LE BLACON AFIN DE CONSERVER L'ESCALIER. PORTÉE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE LORS DE LA DÉMOLITION DU BALCON POUR NE PAS ABIMER L'ESCALIER À CONSERVER.
D39	BALCON ET ESCALIER EXISTANTS EN ACIER GALVANISÉ À CONSERVER. PRÉVOIR DÉMANTÉLER POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
D40	SOLIVE DE TOIT APPARENTE.
D41	SECTION FERMÉE SOUS LE PALIER À DÉMOLIR.
D42	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 01/A501.
D43	SECTION DE MUR À DÉMOLIR. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL 02/A501.
D44	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À ENLEVER ET À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION.
D45	PLANCHES DE BOIS SUR LE PALIER DU BALCON ET LES MARCHES DE L'ESCALIER À DÉMOLIR.
D46	REVÊTEMENT DE PLANCHER D'ARDOISE À DÉMOLIR.

16055A302

16055A302



DÉMOLITION - ÉLÉVATION EST 02  
1:50 D302



DÉMOLITION - ÉLÉVATION OUEST 01  
1:50 D302

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESC**

825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdk** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

No	Description	Date	Par
Révisions			

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFÉCTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**DÉMOLITION - ÉLÉVATIONS**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:





**Montréal**

No du plan: No D302  
No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES POUR LA MOBILISATION:**

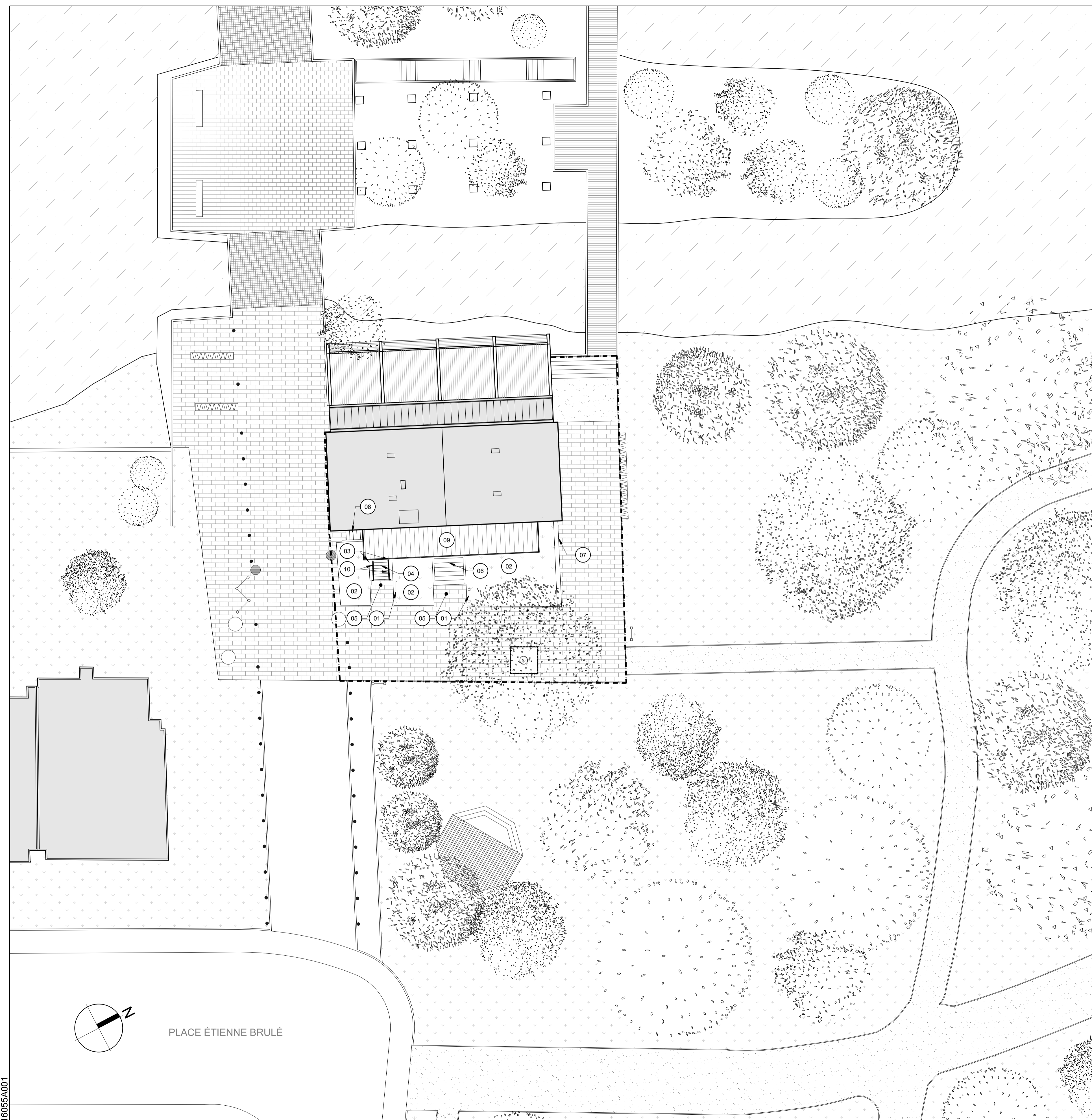
1. L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR TRAVAILLER AVEC UN SYSTÈME D'ÉCHAFAUDAGE AVEC FILET POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX.
2. LORS DES TRAVAUX D'ÉVIDAGE DE JOINTS ET TOUS AUTRES TRAVAUX GÉNÉRANT DE LA POUSSIÈRE, L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR CONSERVER LA POUSSIÈRE DANS LA ZONE DU CHANTIER ET UTILISER DES ÉQUIPEMENTS DE CAPTATION À LA SOURCE.
3. L'ENTREPRENEUR DEVRA LOCALISER LES SERVICES SOUS-TERRAIN AVANT D'EXÉCUTER LES TRAVAUX.

**LÉGENDE :**

-  BÂTIMENT TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX.
-  CLÔTURE DE CHANTIER LORS DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, VOIR DEVIS.
-  ARBRE EXISTANT À CONSERVER ET PROTÉGÉ DURANT LES TRAVAUX, VOIR DEVIS.
-  CLÔTURE DE PROTECTION DE LA VÉGÉTATION EXISTANTE, VOIR DEVIS.

**NOTES DESCRIPTIVES :**

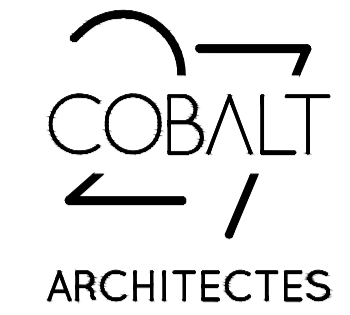
01	PANNEAU DE SIGNALISATION À RÉINSTALLER.
02	NOUVELLE SECTION DE GAZON EN PLAQUE, VOIR DEVIS.
03	NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.
04	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER. PRÉVOIR DU REMBLAI SOUS L'ESCALIER TEL QUE L'EXISTANT.
05	PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER. PRÉVOIR DU REMBLAI SOUS LE PAVAGE TEL QUE L'EXISTANT.
06	BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER, VOIR PLAN ET ÉLÉVATION.
07	MURET DE SOUTAINEMENT EXISTANT À CONSERVER.
08	ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER, VOIR PLAN ET ÉLÉVATION.
09	NOUVELLE VÉRANDA. SE RÉFÉRER AUX PLANS, ÉLÉVATIONS ET DÉTAILS.
10	GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.



PLAN D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION 01  
1:150 A001

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tel.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470




bernard & associés

CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

No	Description	Date	Par
Révisions			

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ



Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan:	No A001
No de l'index:	

**NOTES GÉNÉRALES:**

1. SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
2. PRÉVOIR PRÉPARER LES SURFACES DE PLANCHER POUR LA POSE DES NOUVEAUX REVÊTEMENTS.
3. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
4. PRÉVOIR RÉPARER LES SURFACES DES MURS ET DES PLAFONDS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
5. AUX ENDROITS OÙ AUCUNS TRAVAUX EN ARCHITECTURE NE SONT PRÉVUS, PRÉVOIR LE RAGRÉAGE DES SURFACES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.

**LÉGENDE CONSTRUCTION:**

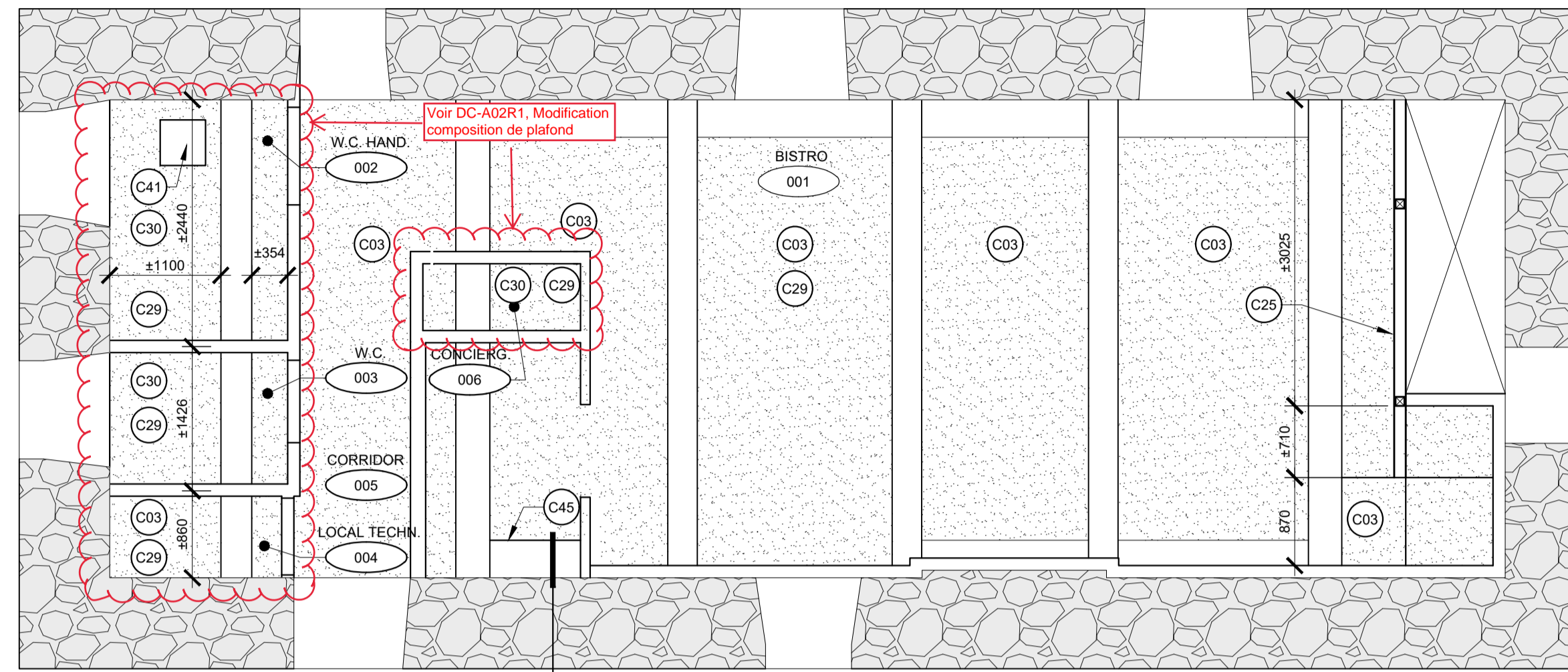
- XXX NUMÉRO DE LOCAL
- MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À CONSERVER
- FENÊTRE À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE
- CLOISON TYPE, VOIR LÉGENDE 02/A103
- SECTION DE MUR DE MOELLON À REJOINTOYER, PRÉVOIR LE REMPLACEMENT DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.

**LÉGENDE DES FINIS:**

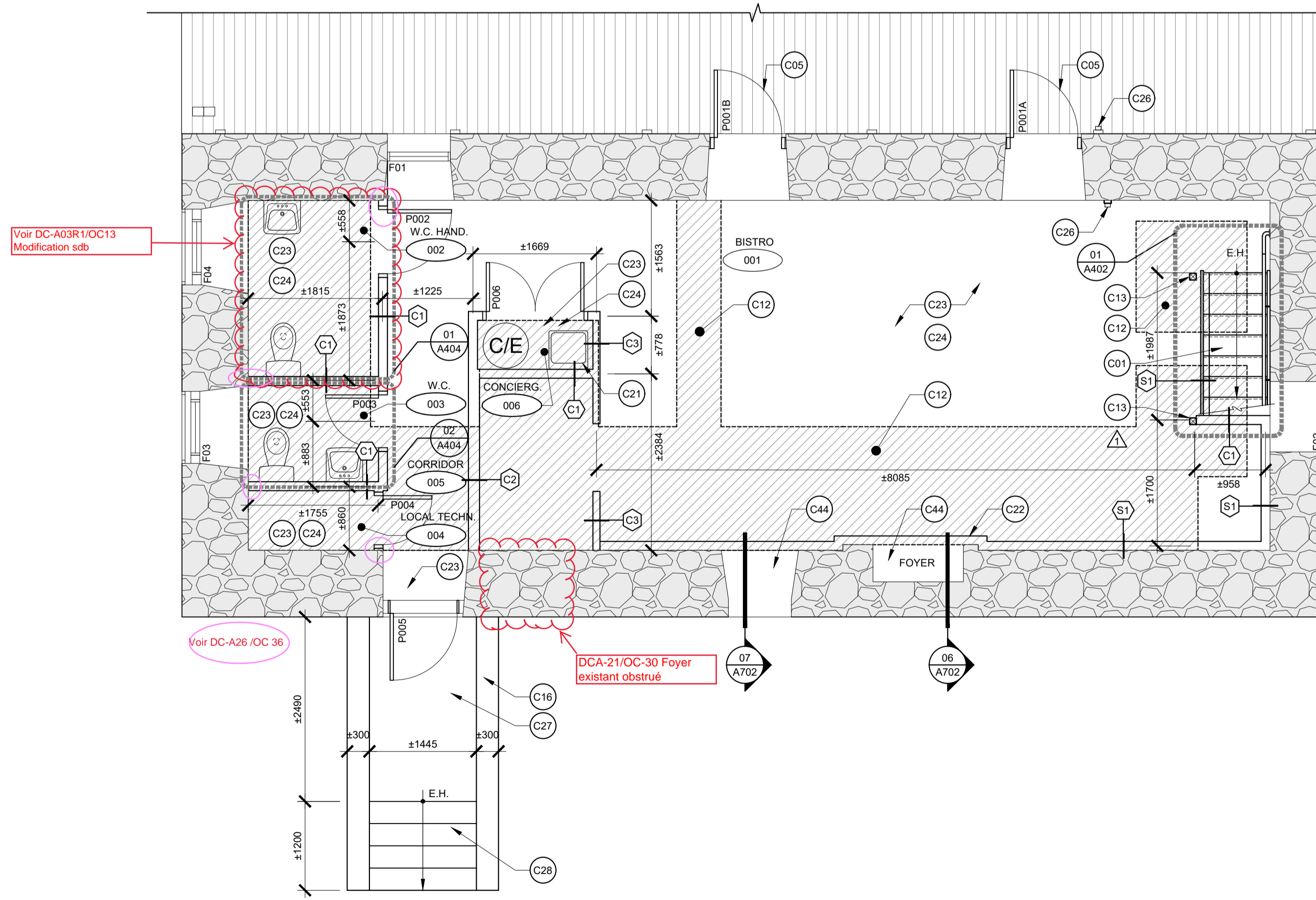
1. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MURS DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1
  2. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES PLAFONDS ET RETOMBÉES DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT.
  3. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES PLINTHES SERONT TEL QUE PV1
  4. AUCUNE PLINTHE DE VINYLE NE DEVRA ÊTRE INSTALLÉE SUR LES MURS DE MOELLON.
- P1 COULEUR PEINTURE - GÉNÉRALE  
COMPAGNIE: SICO  
COULEUR: 6210-11 PEAU DE TAMBOUR
  - CVC CARREAU DE VINYLE COMPOSITE  
COMPAGNIE: ARMSTRONG  
COULEUR: 51836 SHELTER WHITE
  - PV1 PLINTHE DE VINYLE  
COMPAGNIE: JOHNSONITE  
DIMENSION: 4" HAUT X 18" ÉPAISSEUR  
COULEUR: 195 ASH WG

**NOTES DE CONSTRUCTION :**

- C01 NOUVEL ESCALIER.
- C02 SECTION DE REVÊTEMENT DE GYPSE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- C03 NOUVEAU REVÊTEMENT DE GYPSE AU PLAFOND, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C04 NOUVEAU GARDE-CORPS.
- C05 NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C06 NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C07 NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUM.
- C08 NOUVEAU COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS.
- C09 NA
- C10 NOUVELLE GOUTIÈRE 150mm Ø ET DESCENTE PLUVIALE 100mm Ø EN ACIER GALVALUM.
- C11 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE SUSPENDU, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C12 NOUVELLE SECTION DE DALLE DE BÉTON, VOIR STRUCTURE.
- C13 NOUVELLE COLONNE, VOIR STRUCTURE.
- C14 RAGRÉER LE MUR EXTÉRIEUR SUITE À L'ENLÈVEMENT DE L'ÉVACUATEUR.
- C15 NOUVEAU MOBILIER, VOIR PAGE A501.
- C16 NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.
- C17 NOUVEAU MOULURE DE FINITION EN BOIS 100mm, VOIR DEVIS.
- C18 NOUVEAU SOLIN EN ACIER GALVALUM.
- C19 NOUVELLE LAINE ISOLANTE DANS L'ENTRETOIT, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C20 NOUVELLE SECTION DE PAREMENT DE BOIS.
- C21 NOUVELLE CUVÉ AU PLANCHER, VOIR MÉCANIQUE.
- C22 NOUVEAU REVÊTEMENT DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR ÉLEVATION 02/A701.
- C23 DALLE DE BÉTON À PEINDRE, VOIR DEVIS.
- C24 PEINDRE L'ENSEMBLE DES MURS DE GYPSE DU LOCAL.
- C25 NOUVELLE POUTRE, VOIR STRUCTURE.
- C26 NOUVEAU BOUTON-POUSSOIR, VOIR DEVIS.
- C27 PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C28 ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C29 PLAFOND DE GYPSE À PEINDRE SUR L'ENSEMBLE DE LA SUPERFICIE DU LOCAL.
- C30 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C31 REVÊTEMENT DE PLANCHER EN TUILE D'ARDOISE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX.
- C32 BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C33 ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C34 NOUVELLE COLONNE EN ACIER, VOIR STRUCTURE.
- C35 NOUVELLE SECTION DE BALCON ET DE GARDE-CORPS, VOIR ÉLEVATION, COUPE ET DÉTAILS.
- C36 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHES EN BOIS, VOIR DEVIS.
- C37 NOUVEAU SEUIL DE PORTE EN BOIS.
- C38 NOUVEAU SOFFITE EN PLANCHES DE BOIS EMBOUTÉES 19 x 89mm.
- C39 NOUVEAU FASCIA EN BOIS.
- C40 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER SOUPLE.
- C41 NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS.
- C42 ÉLÉMENT DE BOIS EXISTANT À SABLER, TRAITER ET TEINDRE.
- C43 PRÉVOIR REJOINTOYER LA CHEMINÉE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PAREMENT DE BOIS.
- C44 OUVERTURE DANS MUR DE MOELLON À OBTURER.
- C45 NOUVELLE RETOMBÉE DE GYPSE.
- C46 PRÉVOIR REJOINTOYER LE MUR DE MOELLON AVANT L'INSTALLATION DE LA VÉRANDA.



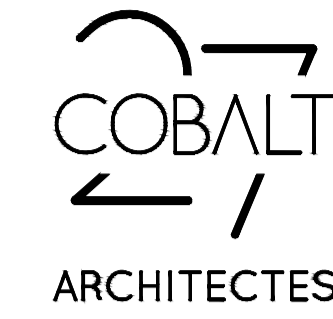
PLAN DE CONSTRUCTION - PLAFOND SOUS-SOL 02  
1:50 A1S1



PLAN DE CONSTRUCTION - PLANCHER SOUS-SOL 01  
1:50 A1S1

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GILMONT, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

Révisions			
B.M.			
Échelle: INDIQUÉE		Date: 01/09/2016	
Dessin: C.P.			
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ		Approbation: MARTIN CÔTÉ	

Nom du projet: <b>RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION</b>	
No de contrat: 16-6869	
Titre du plan: <b>PLAN DE CONSTRUCTION PLANCHER ET PLAFOND DU SOUS-SOL</b>	

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL, Bureau de projets - Section Gestion de projets	
Chef de division:	

<b>Montréal</b>	
No du plan:	No A1S1
No de l'index:	



**NOTES GÉNÉRALES:**

- SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
- PRÉVOIR PRÉPARER LES SURFACES DE PLANCHER POUR LA POSE DES NOUVEAUX REVÊTEMENTS.
- PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- PRÉVOIR RÉPARER LES SURFACES DES MURS ET DES PLAFONDS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
- AUX ENDROITS OÙ AUCUNS TRAVAUX EN ARCHITECTURE NE SONT PRÉVUS, PRÉVOIR LE RAGRÉAGE DES SURFACES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.

**LÉGENDE CONSTRUCTION:**

- XXX NUMÉRO DE LOCAL
- MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À CONSERVER
- FENÊTRE À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- NOUVELLE CLOISON
- NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE
- CLOISON TYPE, VOIR LÉGENDE 02/A103
- SECTION DE MUR DE MOELLON À REJOINTOYER, PRÉVOIR LE REMPLACEMENT DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.

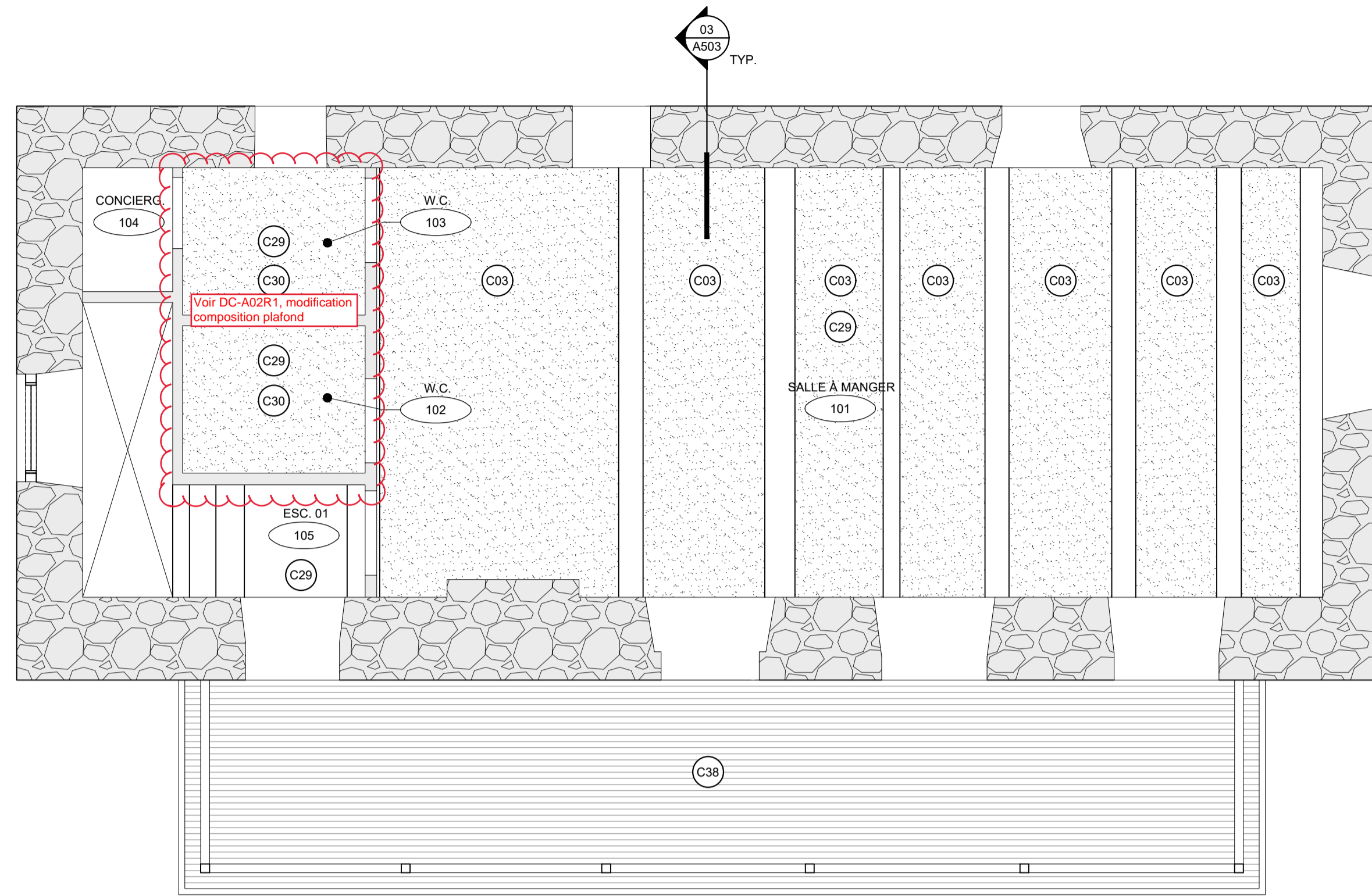
**LÉGENDE DES FINIS:**

- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MURS DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1
  - SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES PLAFONDS ET RETOMBÉES DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT
  - SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES PLINTHES SERONT TEL QUE PV1
  - AUCUNE PLINTHE DE VINYLE NE DEVRA ÊTRE INSTALLÉE SUR LES MURS DE MOELLON.
- P1 COULEUR PEINTURE - GÉNÉRALE  
COMPAGNIE: SICO  
COULEUR: 6210-11 PEAU DE TAMBOUR
  - CVC1 CARREAU DE VINYLE COMPOSITE  
COMPAGNIE: ARMSTRONG  
COULEUR: 51836 SHELTER WHITE
  - PV1 PLINTHE DE VINYLE  
COMPAGNIE: JOHNSONITE  
DIMENSION: 4" HAUT X 18" ÉPAISSEUR  
COULEUR: 195 ASH WG

**NOTES DE CONSTRUCTION :**

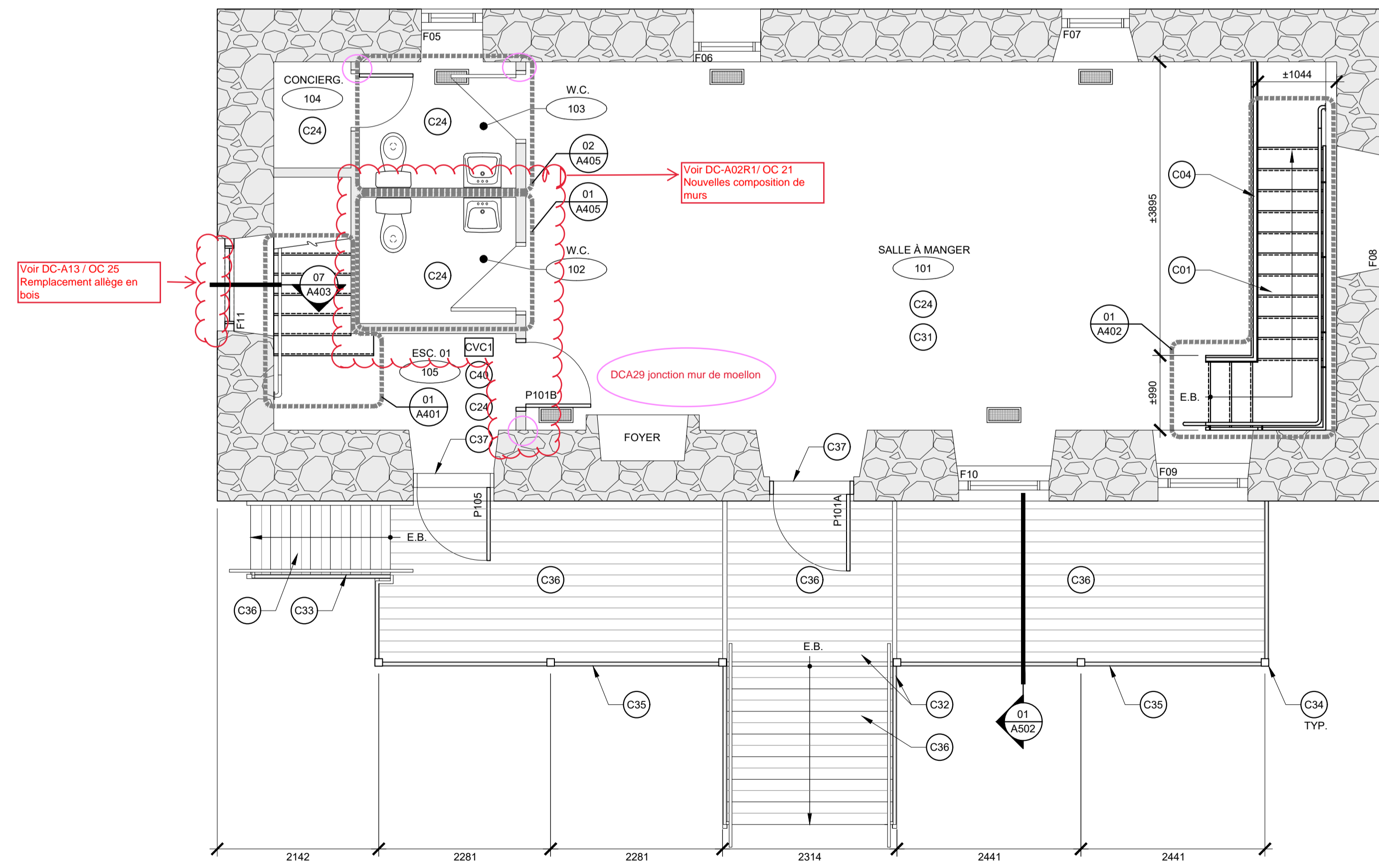
- C01 NOUVEL ESCALIER.
- C02 SECTION DE REVÊTEMENT DE GYPSE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- C03 NOUVEAU REVÊTEMENT DE GYPSE AU PLAFOND, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C04 NOUVEAU GARDE-CORPS.
- C05 NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C06 NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C07 NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUM.
- C08 NOUVEAU COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS.
- C09 NA
- C10 NOUVELLE GOUTIÈRE 150mm Ø ET DESCENTE PLUVIALE 100mm Ø EN ACIER GALVALUM.
- C11 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE SUSPENDU, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C12 NOUVELLE SECTION DE DALLE DE BÉTON, VOIR STRUCTURE.
- C13 NOUVELLE COLONNE, VOIR STRUCTURE.
- C14 RAGRÉER LE MUR EXTÉRIEUR SUITE À L'ENLÈVEMENT DE L'ÉVACUATEUR.
- C15 NOUVEAU MOBILIER, VOIR PAGE A501.
- C16 NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.
- C17 NOUVEAU MOULURE DE FINITION EN BOIS 100mm, VOIR DEVIS.
- C18 NOUVEAU SOLIN EN ACIER GALVALUM.
- C19 NOUVELLE LAINE ISOLANTE DANS L'ENTRETOIT, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C20 NOUVELLE SECTION DE PAREMENT DE BOIS.
- C21 NOUVELLE CUVÉ AU PLANCHER, VOIR MÉCANIQUE.
- C22 NOUVEAU REVÊTEMENT DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR ÉLEVATION 02/A701.
- C23 DALLE DE BÉTON À PEINDRE, VOIR DEVIS.
- C24 PEINDRE L'ENSEMBLE DES MURS DE GYPSE DU LOCAL.
- C25 NOUVELLE POUTRE, VOIR STRUCTURE.
- C26 NOUVEAU BOUTON-POUSSOIR, VOIR DEVIS.
- C27 PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C28 ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C29 PLAFOND DE GYPSE À PEINDRE SUR L'ENSEMBLE DE LA SUPERFICIE DU LOCAL.
- C30 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C31 REVÊTEMENT DE PLANCHER EN TUILE D'ARDOISE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX.
- C32 BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C33 ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C34 NOUVELLE COLONNE EN ACIER, VOIR STRUCTURE.
- C35 NOUVELLE SECTION DE BALCON ET DE GARDE-CORPS, VOIR ÉLEVATION, COUPE ET DÉTAILS.
- C36 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHES EN BOIS, VOIR DEVIS.
- C37 NOUVEAU SEUIL DE PORTE EN BOIS.
- C38 NOUVEAU SOFFITE EN PLANCHES DE BOIS EMBOUTÉES 19 x 89mm.
- C39 NOUVEAU FASCIA EN BOIS.
- C40 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER SOUPLE.
- C41 NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS.
- C42 ÉLÉMENT DE BOIS EXISTANT À SABLER, TRAITER ET TEINDRE.
- C43 PRÉVOIR REJOINTOYER LA CHEMINÉE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PAREMENT DE BOIS.
- C44 OUVERTURE DANS MUR DE MOELLON À OBTURER.
- C45 NOUVELLE RETOMBÉE DE GYPSE.
- C46 PRÉVOIR REJOINTOYER LE MUR DE MOELLON AVANT L'INSTALLATION DE LA VÉRANDA.

16055A101



PLAN DE CONSTRUCTION - PLAFOND REZ-DE-CHAUSSÉ 02  
1:50 A101

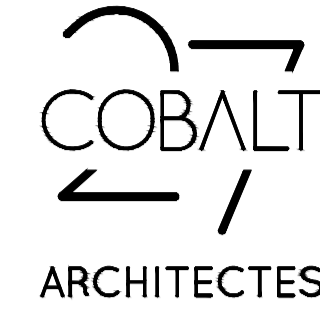
16055A101



PLAN DE CONSTRUCTION - PLANCHER REZ-DE-CHAUSSÉ 01  
1:50 A101

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GILMONT, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

sdk 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

bia bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**PLAN DE CONSTRUCTION PLANCHER ET PLAFOND DU REZ-DE-CHAUSSÉ**

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan:	No A101
No de l'index:	

**NOTES GÉNÉRALES:**

- SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
- PRÉVOIR PRÉPARER LES SURFACES DE PLANCHER POUR LA POSE DES NOUVEAUX REVÊTEMENTS.
- PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- PRÉVOIR RÉPARER LES SURFACES DES MURS ET DES PLAFONDS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
- AUX ENDROITS OÙ AUCUNS TRAVAUX EN ARCHITECTURE NE SONT PRÉVUS, PRÉVOIR LE RAGRÉAGE DES SURFACES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.

**LÉGENDE CONSTRUCTION:**

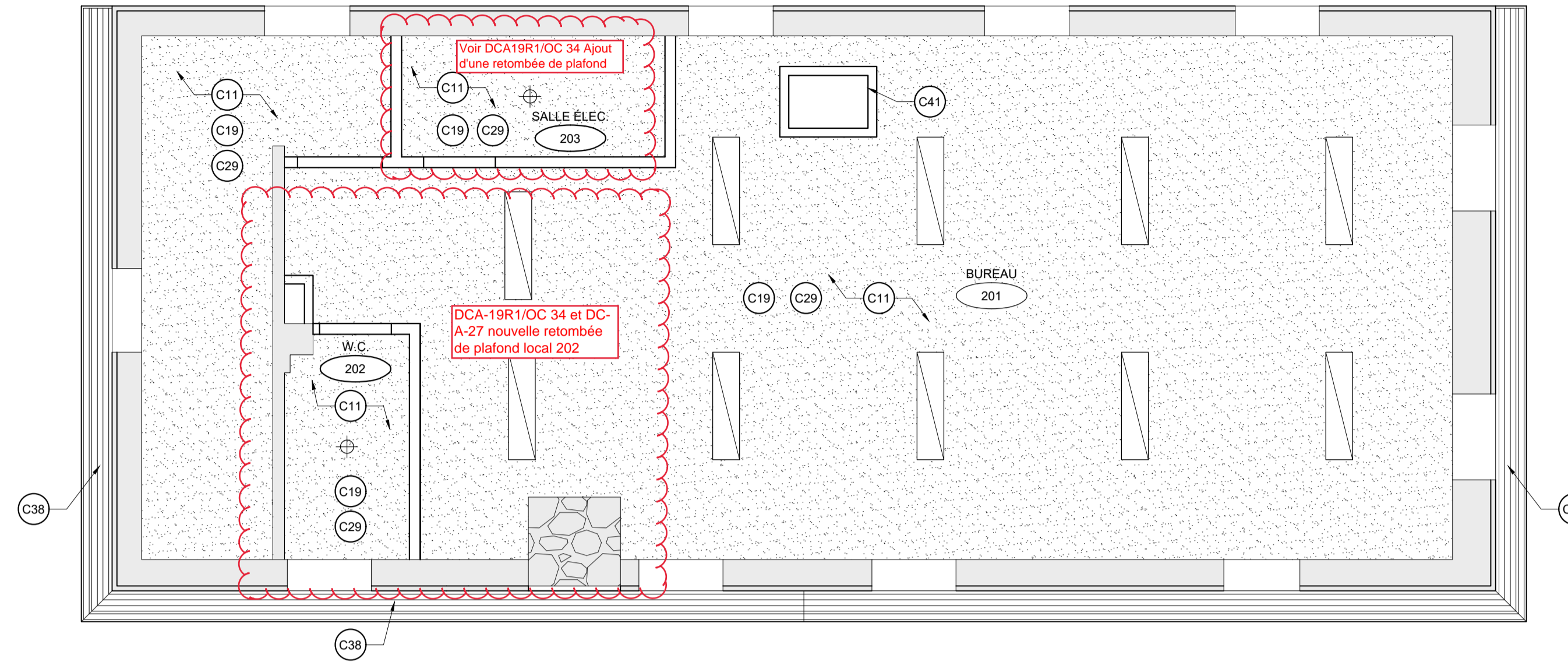
- XXX NUMÉRO DE LOCAL
- MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À CONSERVER
- FENÊTRE À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE
- CLOISON TYPE, VOIR LÉGENDE 02/A103
- SECTION DE MUR DE MOELLON À REJOINTOYER, PRÉVOIR LE REMPLACEMENT DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.
- NOUVEAU CLOISON

**LÉGENDE DES FINIS:**

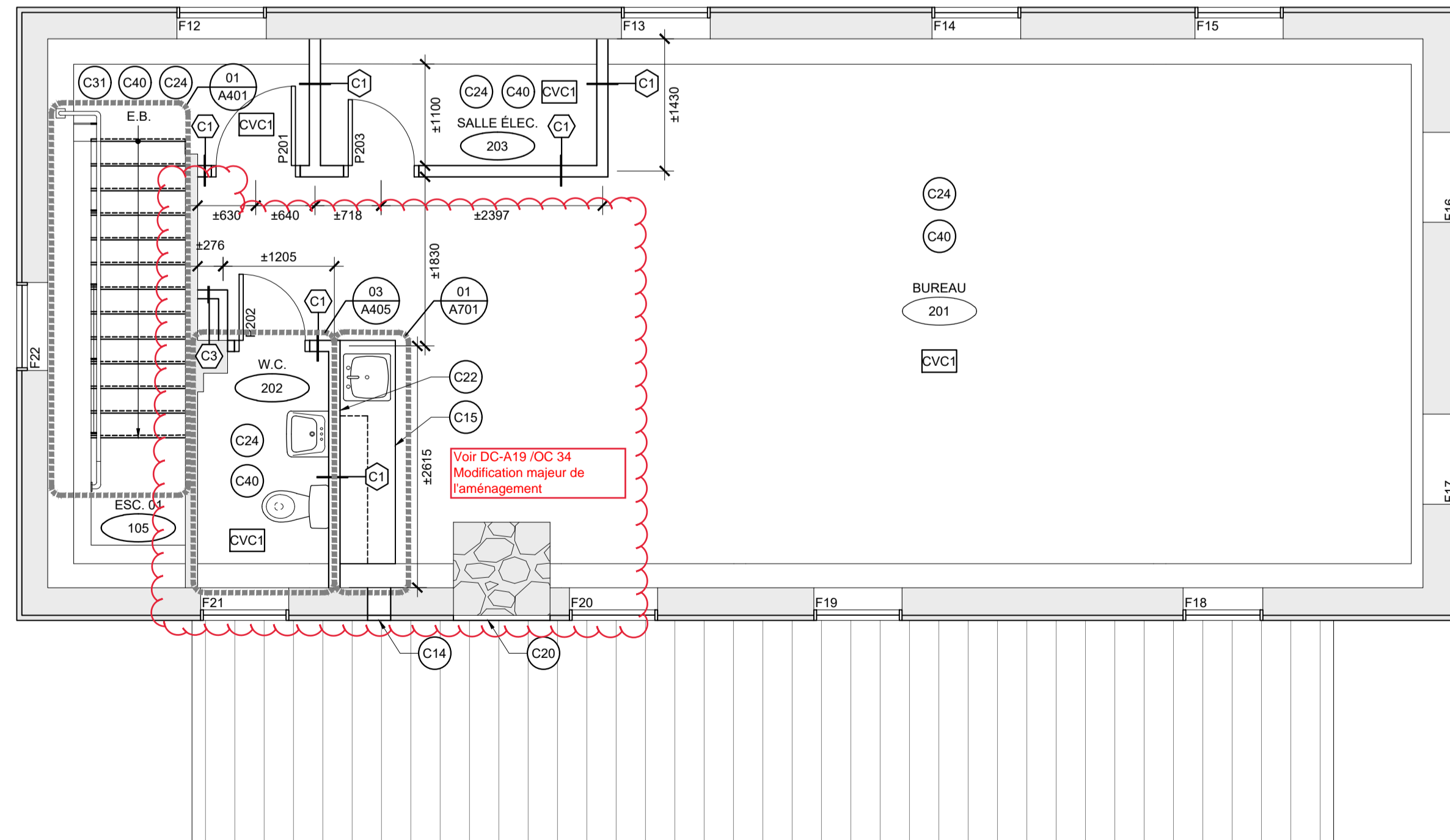
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MURS DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1
  - SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES PLAFONDS ET RETOMBÉES DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT
  - SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES PLINTHES SERONT TEL QUE PV1
  - AUCUNE PLINTHE DE VINYLE NE DEVRA ÊTRE INSTALLÉE SUR LES MURS DE MOELLON.
- P1 COULEUR PEINTURE - GÉNÉRALE  
COMPAGNIE: SICO  
COULEUR: 6210-11 PEAU DE TAMBOUR
  - CVC1 CARREAU DE VINYLE COMPOSITE  
COMPAGNIE: ARMSTRONG  
COULEUR: 51838 SHELTER WHITE
  - PV1 PLINTHE DE VINYLE  
COMPAGNIE: JOHNSONITE  
DIMENSION: 4" HAUT X 18" ÉPAISSEUR  
COULEUR: 195 ASH WG

**NOTES DE CONSTRUCTION :**

- C01 NOUVEL ESCALIER.
- C02 SECTION DE REVÊTEMENT DE GYPSE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- C03 NOUVEAU REVÊTEMENT DE GYPSE AU PLAFOND, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C04 NOUVEAU GARDE-CORPS.
- C05 NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C06 NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C07 NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUM.
- C08 NOUVEAU COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS.
- C09 NA
- C10 NOUVELLE GOUTIÈRE 150mm Ø ET DESCENTE PLUVIALE 100mm Ø EN ACIER GALVALUM.
- C11 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE SUSPENDU, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C12 NOUVELLE SECTION DE DALLE DE BÉTON, VOIR STRUCTURE.
- C13 NOUVELLE COLONNE, VOIR STRUCTURE.
- C14 RAGRÉER LE MUR EXTÉRIEUR SUITE À L'ENLÈVEMENT DE L'ÉVACUEUR.
- C15 NOUVEAU MOBILIER, VOIR PAGE A501.
- C16 NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.
- C17 NOUVEAU MOULURE DE FINITION EN BOIS 100mm, VOIR DEVIS.
- C18 NOUVEAU SOLIN EN ACIER GALVALUM.
- C19 NOUVELLE LAINE ISOLANTE DANS L'ENTRETOIT, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C20 NOUVELLE SECTION DE PAREMENT DE BOIS.
- C21 NOUVELLE CUVÉ AU PLANCHER, VOIR MÉCANIQUE.
- C22 NOUVEAU REVÊTEMENT DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR ÉLEVATION 02/A701.
- C23 DALLE DE BÉTON À PEINDRE, VOIR DEVIS.
- C24 PEINDRE L'ENSEMBLE DES MURS DE GYPSE DU LOCAL.
- C25 NOUVELLE POUTRE, VOIR STRUCTURE.
- C26 NOUVEAU BOUTON-POUSSOIR, VOIR DEVIS.
- C27 PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C28 ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C29 PLAFOND DE GYPSE À PEINDRE SUR L'ENSEMBLE DE LA SUPERFICIE DU LOCAL.
- C30 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C31 REVÊTEMENT DE PLANCHER EN TUILE D'ARDOISE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX.
- C32 BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C33 ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C34 NOUVELLE COLONNE EN ACIER, VOIR STRUCTURE.
- C35 NOUVELLE SECTION DE BALCON ET DE GARDE-CORPS, VOIR ÉLEVATION, COUPE ET DÉTAILS.
- C36 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHES EN BOIS, VOIR DEVIS.
- C37 NOUVEAU SEUIL DE PORTE EN BOIS.
- C38 NOUVEAU SOFFITE EN PLANCHES DE BOIS EMBOUVETÉES 19 x 89mm.
- C39 NOUVEAU FASCIA EN BOIS.
- C40 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER SOUPLE.
- C41 NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS.
- C42 ÉLÉMENT DE BOIS EXISTANT À SABLER, TRAITER ET TEINDRE.
- C43 PRÉVOIR REJOINTOYER LA CHEMINÉE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PAREMENT DE BOIS.
- C44 OUVERTURE DANS MUR DE MOELLON À OBTURER.
- C45 NOUVELLE RETOMBÉE DE GYPSE.
- C46 PRÉVOIR REJOINTOYER LE MUR DE MOELLON AVANT L'INSTALLATION DE LA VÉRANDA.



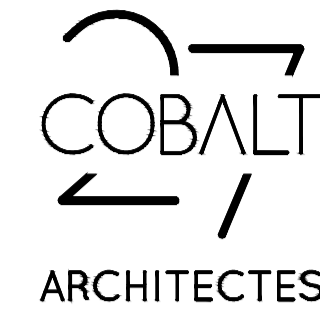
PLAN DE CONSTRUCTION - PLAFOND ÉTAGE 02  
1:50 A102



PLAN DE CONSTRUCTION - PLANCHER ÉTAGE 01  
1:50 A102

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**PLAN DE CONSTRUCTION PLANCHER ET PLAFOND DE L'ÉTAGE**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan: No A102  
No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES:**

- SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
- PRÉVOIR PRÉPARER LES SURFACES DE PLANCHER POUR LA POSE DES NOUVEAUX REVÊTEMENTS.
- PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- PRÉVOIR RÉPARER LES SURFACES DES MURS ET DES PLAFONDS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
- AUX ENDROITS OÙ AUCUNS TRAVAUX EN ARCHITECTURE NE SONT PRÉVUS, PRÉVOIR LE RAGRÉAGE DES SURFACES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX EN INGÉNIEURIE.

**LÉGENDE CONSTRUCTION:**

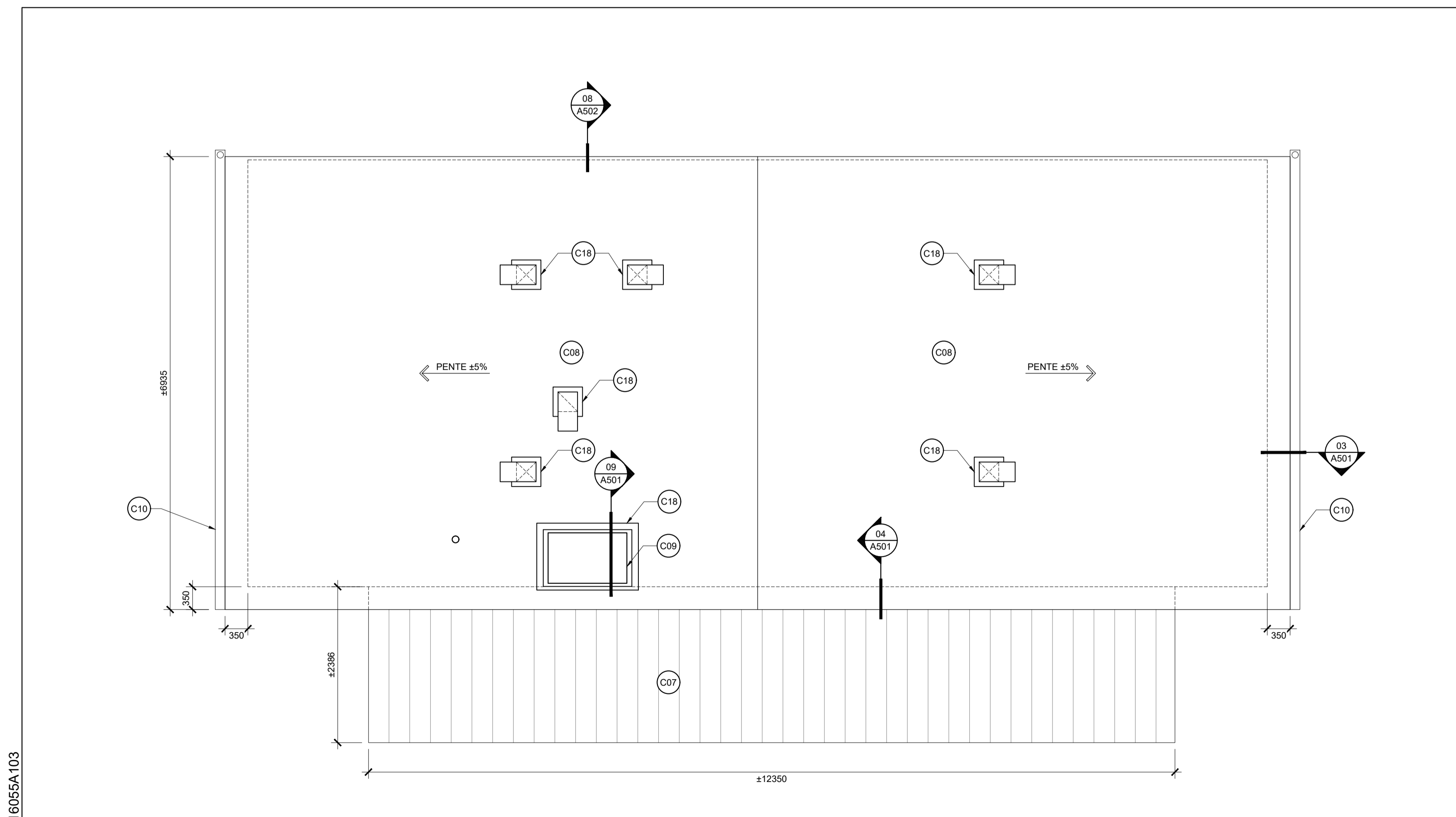
- XXX NUMÉRO DE LOCAL
- MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À CONSERVER
- FENÊTRE À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- NOUVELLE CLOISON
- NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE
- CLOISON TYPE, VOIR LÉGENDE 02/A103
- SECTION DE MUR DE MOELLON À REJOINTOYER, PRÉVOIR LE REMPLACEMENT DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.

**LÉGENDE DES FINIS:**

- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MURS DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1
  - SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES PLAFONDS ET RETOMBÉES DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT.
  - SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES PLINTHES SERONT TEL QUE PV1
  - AUCUNE PLINTHE DE VINYLE NE DEVRA ÊTRE INSTALLÉE SUR LES MURS DE MOELLON.
- P1 COULEUR PEINTURE - GÉNÉRALE  
COMPAGNIE: SICO  
COULEUR: 6210-11 PEAU DE TAMBOUR
  - CVC CARREAU DE VINYLE COMPOSITE  
COMPAGNIE: ARMSTRONG  
COULEUR: 51838 SHELTER WHITE
  - PV1 PLINTHE DE VINYLE  
COMPAGNIE: JOHNSONITE  
DIMENSION: 4" HAUT X 18" ÉPAISSEUR  
COULEUR: 195 ASH WG

**NOTES DE CONSTRUCTION :**

C01	NOUVEL ESCALIER.
C02	SECTION DE REVÊTEMENT DE GYPSE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
C03	NOUVEAU REVÊTEMENT DE GYPSE AU PLAFOND, VOIR DÉTAIL 04/A702.
C04	NOUVEAU GARDE-CORPS.
C05	NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
C06	NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
C07	NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUM.
C08	NOUVEAU COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS.
C09	NA
C10	NOUVELLE GOUTIÈRE 150mm Ø ET DESCENTE PLUVIALE 100mm Ø EN ACIER GALVALUM.
C11	NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE SUSPENDU, VOIR DÉTAIL 03/A501.
C12	NOUVELLE SECTION DE DALLE DE BÉTON, VOIR STRUCTURE.
C13	NOUVELLE COLONNE, VOIR STRUCTURE.
C14	RAGRÉER LE MUR EXTÉRIEUR SUITE À L'ENLÈVEMENT DE L'ÉVACUATEUR.
C15	NOUVEAU MOBILIER, VOIR PAGE A501.
C16	NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.
C17	NOUVEAU MOULURE DE FINITION EN BOIS 100mm, VOIR DEVIS.
C18	NOUVEAU SOLIN EN ACIER GALVALUM.
C19	NOUVELLE LAINE ISOLANTE DANS L'ENTRETOIT, VOIR DÉTAIL 03/A501.
C20	NOUVELLE SECTION DE PAREMENT DE BOIS.
C21	NOUVELLE CUVÉ AU PLANCHER, VOIR MÉCANIQUE.
C22	NOUVEAU REVÊTEMENT DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR ÉLEVATION 02/A701.
C23	DALLE DE BÉTON À PEINDRE, VOIR DEVIS.
C24	PEINDRE L'ENSEMBLE DES MURS DE GYPSE DU LOCAL.
C25	NOUVELLE POUTRE, VOIR STRUCTURE.
C26	NOUVEAU BOUTON-POUSSOIR, VOIR DEVIS.
C27	PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
C28	ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
C29	PLAFOND DE GYPSE À PEINDRE SUR L'ENSEMBLE DE LA SUPERFICIE DU LOCAL.
C30	NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE, VOIR DÉTAIL 04/A702.
C31	REVÊTEMENT DE PLANCHER EN TUILE D'ARDOISE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX.
C32	BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
C33	ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
C34	NOUVELLE COLONNE EN ACIER, VOIR STRUCTURE.
C35	NOUVELLE SECTION DE BALCON ET DE GARDE-CORPS, VOIR ÉLEVATION, COUPE ET DÉTAILS.
C36	NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHES EN BOIS, VOIR DEVIS.
C37	NOUVEAU SEUIL DE PORTE EN BOIS.
C38	NOUVEAU SOFFITE EN PLANCHES DE BOIS EMBOUTÉES 19 x 89mm.
C39	NOUVEAU FASCIA EN BOIS.
C40	NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER SOUPLE.
C41	NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS.
C42	ÉLÉMENT DE BOIS EXISTANT À SABLER, TRAITER ET TEINDRE.
C43	PRÉVOIR REJOINTOYER LA CHEMINÉE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PAREMENT DE BOIS.
C44	OUVERTURE DANS MUR DE MOELLON À OBTURER.
C45	NOUVELLE RETOMBÉE DE GYPSE.
C46	PRÉVOIR REJOINTOYER LE MUR DE MOELLON AVANT L'INSTALLATION DE LA VÉRANDA.



PLAN DE CONSTRUCTION - PLAN DE TOITURE 01  
1:50 A103

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**



825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



**bernard & associés**  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 360  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE	Date: 01/09/2016
Dessin: C.P.	
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ	
Approbation: MARTIN CÔTÉ	

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**PLAN DE CONSTRUCTION  
PLAN DE TOITURE**

**SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,**  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan:	No A103
No de l'index:	

Toute reproduction ou utilisation de ce dessin est interdite sans autorisation écrite de la Ville de Montréal.

**NOTES GÉNÉRALES:**

1. SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
2. PRÉVOIR PRÉPARER LES SURFACES DE PLANCHER POUR LA POSE DES NOUVEAUX REVÊTEMENTS.
3. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
4. PRÉVOIR RÉPARER LES SURFACES DES MURS ET DES PLAFONDS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
5. AUX ENDROITS OÙ AUCUNS TRAVAUX EN ARCHITECTURE NE SONT PRÉVUS, PRÉVOIR LE RAGRÉAGE DES SURFACES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.

**LÉGENDE CONSTRUCTION:**

- XXX NUMÉRO DE LOCAL
- MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE À CONSERVER
- FENÊTRE À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE
- NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE
- CLOISON TYPE, VOIR LÉGENDE 02/A103
- SECTION DE MUR DE MOELLON À REJOINTOYER, PRÉVOIR LE REMPLACEMENT DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER.

**LÉGENDE DES FINIS:**

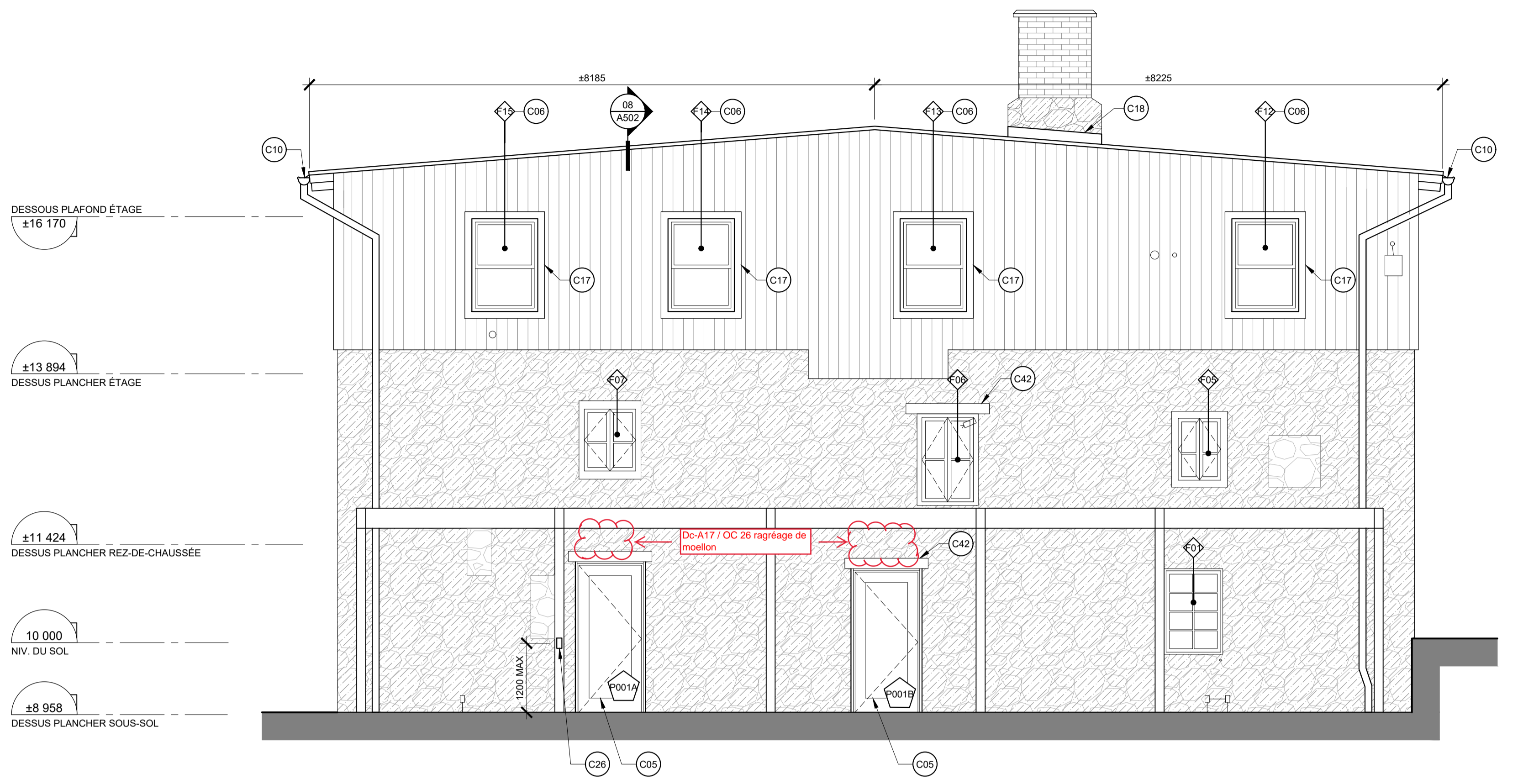
1. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MURS DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1.
  2. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES PLAFONDS ET RETOMBÉES DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT.
  3. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES PLINTHES SERONT TEL QUE PV1.
  4. AUCUNE PLINTHE DE VINYLE NE DEVRA ÊTRE INSTALLÉE SUR LES MURS DE MOELLON.
- P1 COULEUR PEINTURE - GÉNÉRALE  
COMPAGNIE: SICO  
COULEUR: 6210-11 PEAU DE TAMBOUR
  - CVC CARREAU DE VINYLE COMPOSITE  
COMPAGNIE: ARMSTRONG  
COULEUR: 51838 SHELTER WHITE
  - PV1 PLINTHE DE VINYLE  
COMPAGNIE: JOHNSONITE  
DIMENSION: 4" HAUT X 18" ÉPAISSEUR  
COULEUR: 195 ASH WG

**NOTES DE CONSTRUCTION:**

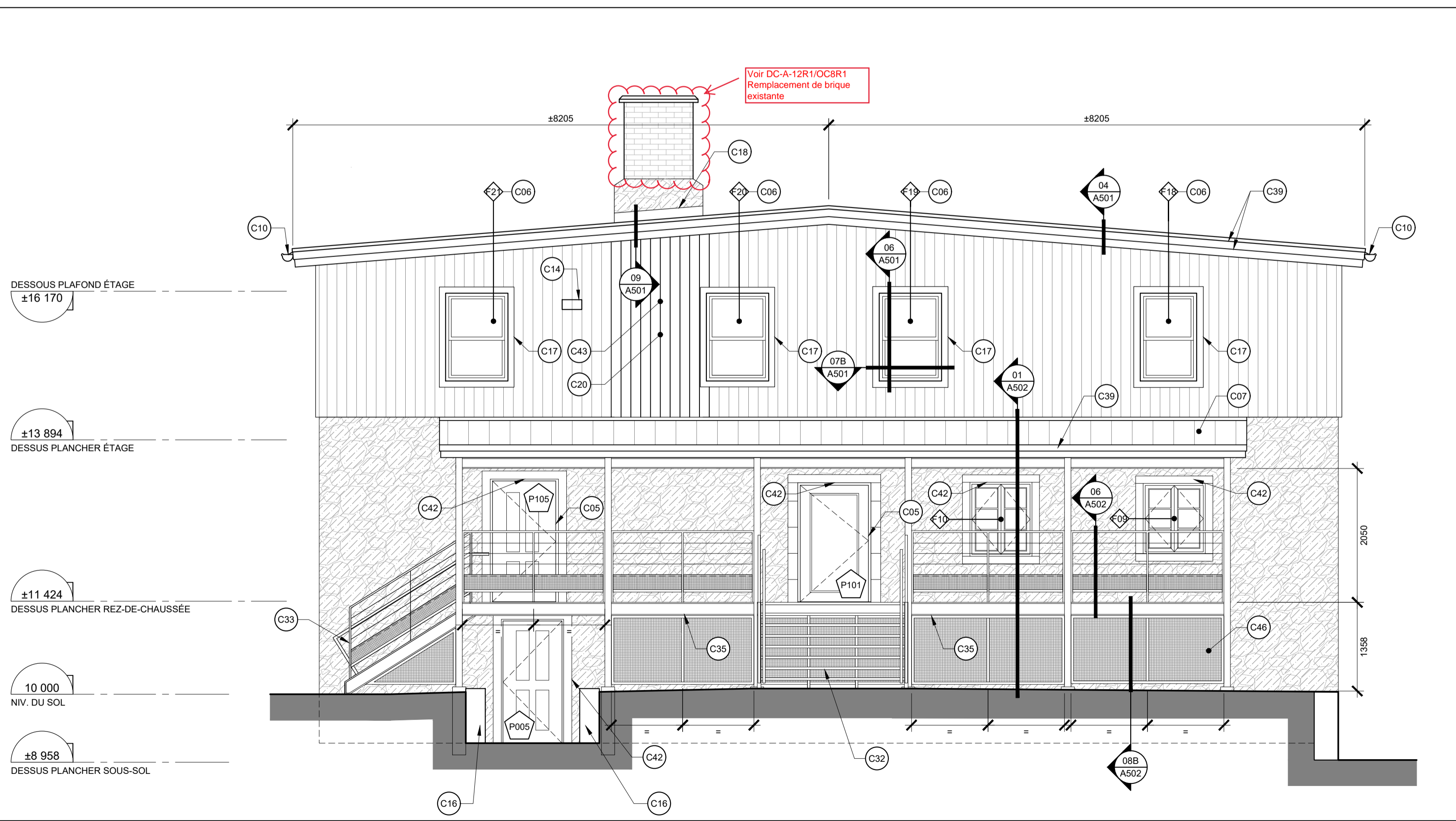
- C01 NOUVEL ESCALIER.
- C02 SECTION DE REVÊTEMENT DE GYPSE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
- C03 NOUVEAU REVÊTEMENT DE GYPSE AU PLAFOND, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C04 NOUVEAU GARDE-CORPS.
- C05 NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C06 NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.
- C07 NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUM.
- C08 NOUVEAU COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS.
- C09 NA
- C10 NOUVELLE GOUTIÈRE 150mm Ø ET DESCENTE PLUVIALE 100mm Ø EN ACIER GALVALUM.
- C11 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE SUSPENDU, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C12 NOUVELLE SECTION DE DALLE DE BÉTON, VOIR STRUCTURE.
- C13 NOUVELLE COLONNE, VOIR STRUCTURE.
- C14 RAGRÉER LE MUR EXTÉRIEUR SUITE À L'ENLÈVEMENT DE L'ÉVACUATEUR.
- C15 NOUVEAU MOBILIER, VOIR PAGE A501.
- C16 NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.
- C17 NOUVEAU MOULURE DE FINITION EN BOIS 100mm, VOIR DEVIS.
- C18 NOUVEAU SOLIN EN ACIER GALVALUM.
- C19 NOUVELLE LAINE ISOLANTE DANS L'ENTRETOIT, VOIR DÉTAIL 03/A501.
- C20 NOUVELLE SECTION DE PAREMENT DE BOIS.
- C21 NOUVELLE CUVÉ AU PLANCHER, VOIR MÉCANIQUE.
- C22 NOUVEAU REVÊTEMENT DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR ÉLEVATION 02/A701.
- C23 DALLE DE BÉTON À PEINDRE, VOIR DEVIS.
- C24 PEINDRE L'ENSEMBLE DES MURS DE GYPSE DU LOCAL.
- C25 NOUVELLE POUTRE, VOIR STRUCTURE.
- C26 NOUVEAU BOUTON-POUSSOIR, VOIR DEVIS.
- C27 PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C28 ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.
- C29 PLAFOND DE GYPSE À PEINDRE SUR L'ENSEMBLE DE LA SUPERFICIE DU LOCAL.
- C30 NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE, VOIR DÉTAIL 04/A702.
- C31 REVÊTEMENT DE PLANCHER EN TUILE D'ARDOISE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX.
- C32 BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C33 ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.
- C34 NOUVELLE COLONNE EN ACIER, VOIR STRUCTURE.
- C35 NOUVELLE SECTION DE BALCON ET DE GARDE-CORPS, VOIR ÉLEVATION, COUPE ET DÉTAILS.
- C36 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHES EN BOIS, VOIR DEVIS.
- C37 NOUVEAU SEUIL DE PORTE EN BOIS.
- C38 NOUVEAU SOFFITE EN PLANCHES DE BOIS EMBOUVETÉES 19 x 89mm.
- C39 NOUVEAU FASCIA EN BOIS.
- C40 NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER SOUPLE.
- C41 NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS.
- C42 ÉLÉMENT DE BOIS EXISTANT À SABLER, TRAITER ET TEINDRE.
- C43 PRÉVOIR REJOINTOYER LA CHEMINÉE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PAREMENT DE BOIS.
- C44 OUVERTURE DANS MUR DE MOELLON À OBTURER.
- C45 NOUVELLE RETOMBÉE DE GYPSE.
- C46 PRÉVOIR REJOINTOYER LE MUR DE MOELLON AVANT L'INSTALLATION DE LA VÉRANDA.

16055A301

16055A301



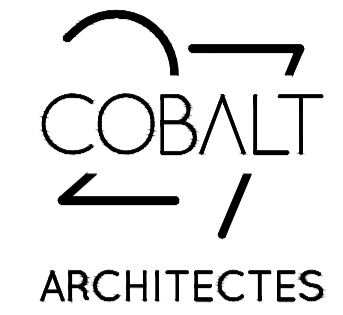
CONSTRUCTION - ÉLEVATION NORD 02  
1:50 A301



CONSTRUCTION - ÉLEVATION SUD 01  
1:50 A301

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tel.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 360  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6889  
Titre du plan:  
**CONSTRUCTION - ÉLEVATIONS**

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan: A301

No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES:**

1. SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
2. PRÉVOIR PRÉPARER LES SURFACES DE PLANCHER POUR LA POSE DES NOUVEAUX REVÊTEMENTS.
3. PRÉVOIR RAGRÉER LES MURS SUITES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.
4. PRÉVOIR RÉPARER LES SURFACES DES MURS ET DES PLAFONDS AVANT D'EFFECTUER LES TRAVAUX DE PEINTURE.
5. AUX ENDROITS OÙ AUCUNS TRAVAUX EN ARCHITECTURE NE SONT PRÉVUS, PRÉVOIR LE RAGRÉAGE DES SURFACES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.

**LÉGENDE CONSTRUCTION:**

- |     |                                      |    |   |
|-----|--------------------------------------|----|---|
| XXX | NUMÉRO DE LOCAL                      |    | NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE   |
|     | MUR DE MOELLON EXISTANT À CONSERVER  |    | NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE   |
|     | CLOISON EXISTANTE À CONSERVER        | GP | NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE  |
|     | FENÊTRE À CONSERVER                  |    | CLOISON TYPE, VOIR LÉGENDE 02/A103  |
|     | PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER |    | SECTION DE MUR DE MOELLON À REJOINTOYER, PRÉVOIR LE REMPLACEMENT DES PIERRES ENDOMMAGÉES OU EFFRITÉES. SE RÉFÉRER AU DEVIS POUR LE TYPE DE PIERRE À UTILISER. |
|     | NOUVELLE CLOISON                     |    |   |

**LÉGENDE DES FINIS:**

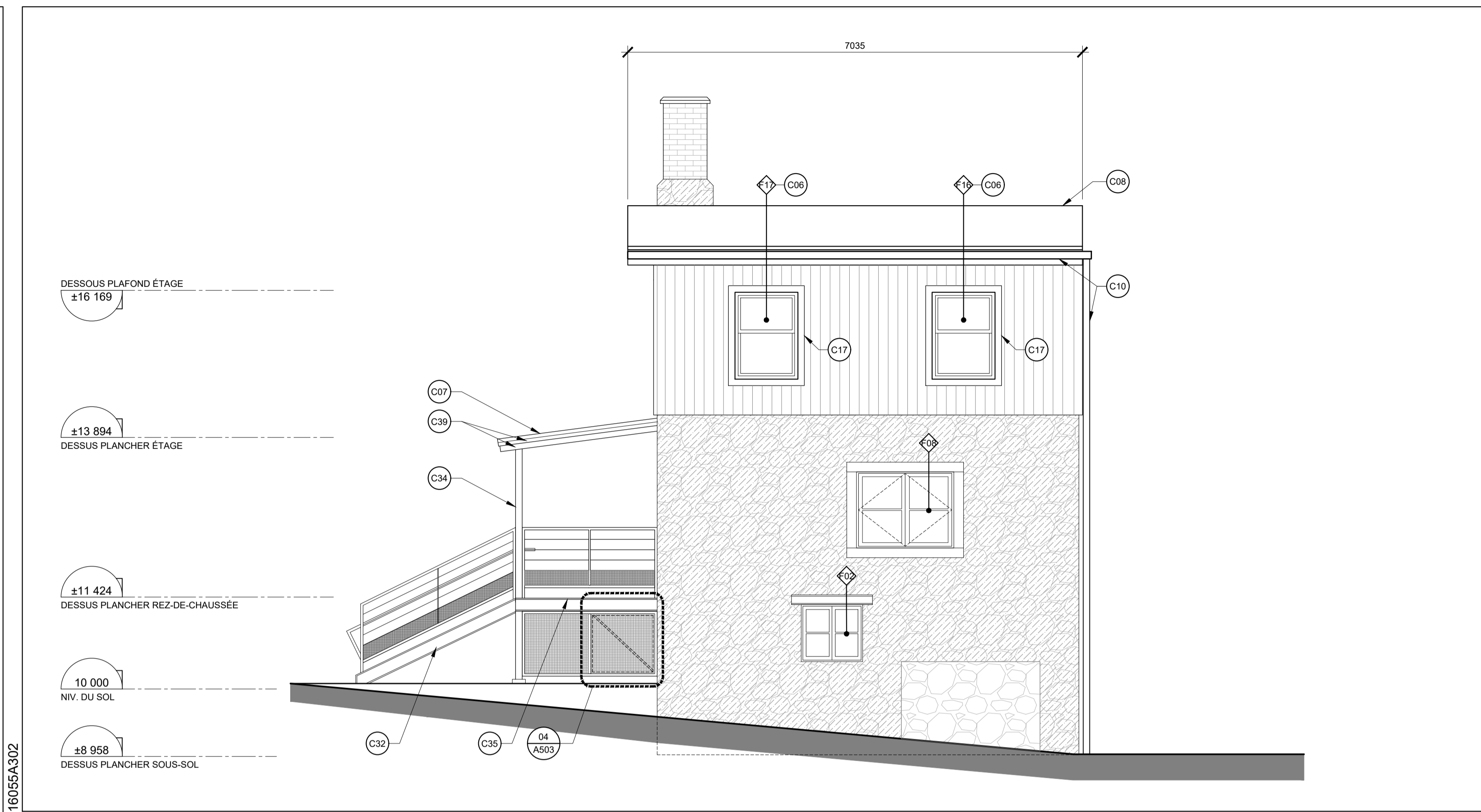
- |   |     |   |
|---|-----|---|
| 1. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MURS DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1                            | P1  | COULEUR PEINTURE - GÉNÉRALE<br>COMPAGNIE: SICO<br>COULEUR: 6210-11 PEAU DE TAMBOUR                      |
| 2. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES PLAFONDS ET RETOMBÉES DE GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT | CVC | CARREAU DE VINYLE COMPOSITE<br>COMPAGNIE: ARMSTRONG<br>COULEUR: 51838 SHELTER WHITE                     |
| 3. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES PLINTHES SERONT TEL QUE PV1  | PV1 | PLINTHE DE VINYLE<br>COMPAGNIE: JOHNSONITE<br>DIMENSION: 4" HAUT X 18" ÉPAISSEUR<br>COULEUR: 195 ASH WG |
| 4. AUCUNE PLINTHE DE VINYLE NE DEVRA ÊTRE INSTALLÉE SUR LES MURS DE MOELLON.                                |     |   |

**NOTES DE CONSTRUCTION :**

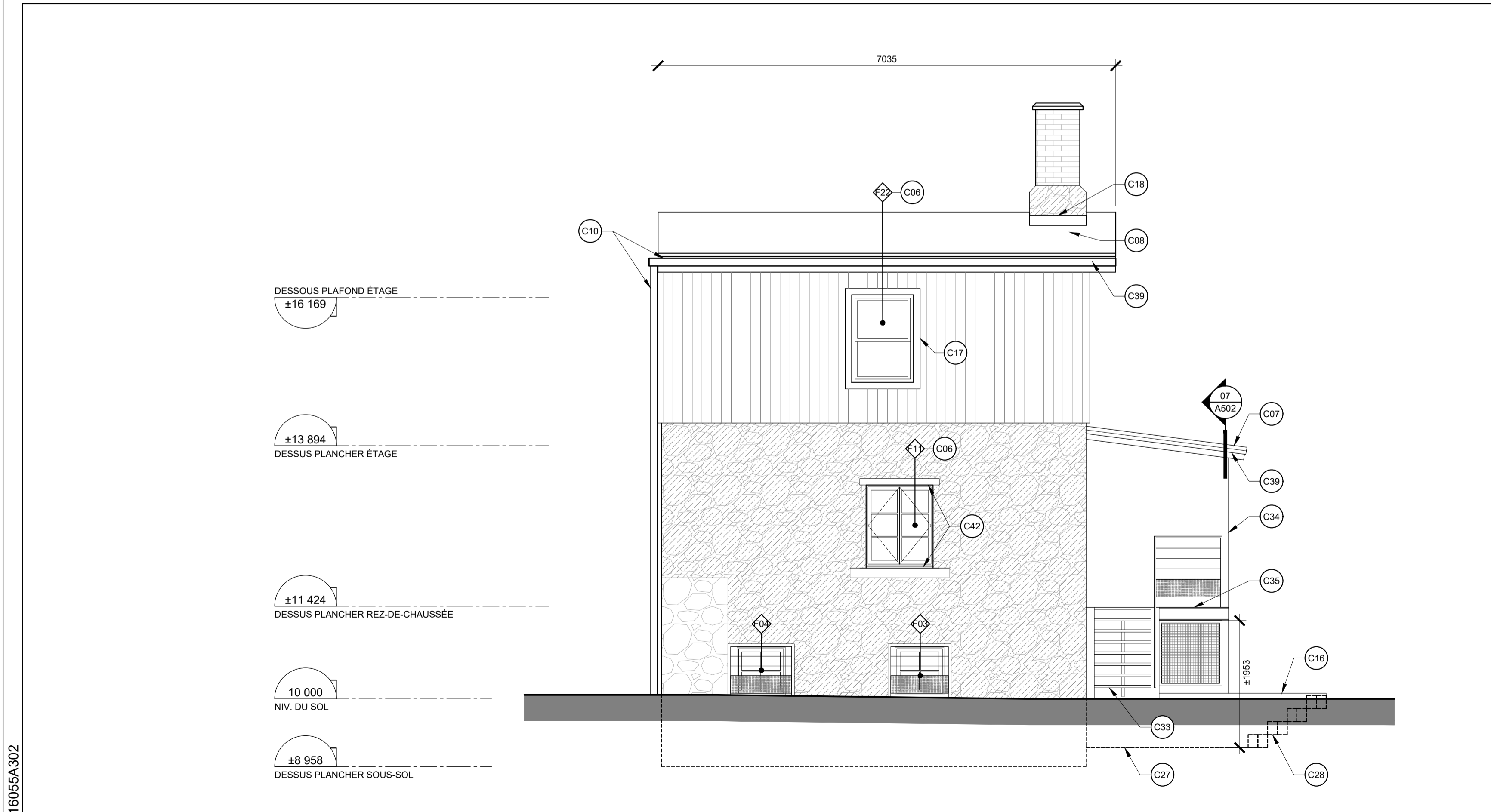
- |     |   |
|-----|---|
| C01 | NOUVEL ESCALIER.  |
| C02 | SECTION DE REVÊTEMENT DE GYPSE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION.         |
| C03 | NOUVEAU REVÊTEMENT DE GYPSE AU PLAFOND, VOIR DÉTAIL 04/A702.                      |
| C04 | NOUVEAU GARDE-CORPS.  |
| C05 | NOUVELLE PORTE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.                                  |
| C06 | NOUVELLE FENÊTRE ET NOUVEAU CADRE, VOIR BORDEREAU.                                |
| C07 | NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUM.   |
| C08 | NOUVEAU COMPLEXE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS.  |
| C09 | NA  |
| C10 | NOUVELLE GOUTIÈRE 150mm Ø ET DESCENTE PLUVIALE 100mm Ø EN ACIER GALVALUM.         |
| C11 | NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE SUSPENDU, VOIR DÉTAIL 03/A501.                           |
| C12 | NOUVELLE SECTION DE DALLE DE BÉTON, VOIR STRUCTURE.                               |
| C13 | NOUVELLE COLONNE, VOIR STRUCTURE.   |
| C14 | RAGRÉER LE MUR EXTÉRIEUR SUITE À L'ENLÈVEMENT DE L'ÉVACUATEUR.                    |
| C15 | NOUVEAU MOBILIER, VOIR PAGE A501.   |
| C16 | NOUVEAU MURET DE BLOC DE PIERRE.  |
| C17 | NOUVEAU MOULURE DE FINITION EN BOIS 100mm, VOIR DEVIS.                            |
| C18 | NOUVEAU SOLIN EN ACIER GALVALUM.  |
| C19 | NOUVELLE LAINE ISOLANTE DANS L'ENTRETOIT, VOIR DÉTAIL 03/A501.                    |
| C20 | NOUVELLE SECTION DE PAREMENT DE BOIS.   |
| C21 | NOUVELLE CUVÉ AU PLANCHER, VOIR MÉCANIQUE.  |
| C22 | NOUVEAU REVÊTEMENT DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR ÉLEVATION 02/A701.                   |
| C23 | DALLE DE BÉTON À PEINDRE, VOIR DEVIS.   |
| C24 | PEINDRE L'ENSEMBLE DES MURS DE GYPSE DU LOCAL.                                    |
| C25 | NOUVELLE POUTRE, VOIR STRUCTURE.  |
| C26 | NOUVEAU BOUTON-POUSSOIR, VOIR DEVIS.  |
| C27 | PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.   |
| C28 | ESCALIER EN PAVAGE DE PIERRE À RÉINSTALLER.                                       |
| C29 | PLAFOND DE GYPSE À PEINDRE SUR L'ENSEMBLE DE LA SUPERFICIE DU LOCAL.              |
| C30 | NOUVEAU PLAFOND DE GYPSE, VOIR DÉTAIL 04/A702.                                    |
| C31 | REVÊTEMENT DE PLANCHER EN TUILE D'ARDOISE À RAGRÉER SUITE AUX TRAVAUX.            |
| C32 | BALCON, ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.                                    |
| C33 | ESCALIER ET GARDE-CORPS À RÉINSTALLER.  |
| C34 | NOUVELLE COLONNE EN ACIER, VOIR STRUCTURE.  |
| C35 | NOUVELLE SECTION DE BALCON ET DE GARDE-CORPS, VOIR ÉLEVATION, COUPE ET DÉTAILS.   |
| C36 | NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHES EN BOIS, VOIR DEVIS.                               |
| C37 | NOUVEAU SEUIL DE PORTE EN BOIS.   |
| C38 | NOUVEAU SOFFITE EN PLANCHES DE BOIS EMBOUVETÉES 19 x 89mm.                        |
| C39 | NOUVEAU FASCIA EN BOIS.   |
| C40 | NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER SOUPLE.  |
| C41 | NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS.  |
| C42 | ÉLÉMENT DE BOIS EXISTANT À SABLER, TRAITER ET TEINDRE.                            |
| C43 | PRÉVOIR REJOINTOYER LA CHEMINÉE AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU PAREMENT DE BOIS. |
| C44 | OUVERTURE DANS MUR DE MOELLON À OBTURER.  |
| C45 | NOUVELLE RETOMBÉE DE GYPSE.   |
| C46 | PRÉVOIR REJOINTOYER LE MUR DE MOELLON AVANT L'INSTALLATION DE LA VÉRANDA.         |

16055A302

16055A302



CONSTRUCTION - ÉLEVATION EST 02  
1:50 A302



CONSTRUCTION - ÉLEVATION OUEST 01  
1:50 A302

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESCO**

825, BOUL. GUILMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdk** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M.

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

*(Professional seal of Martin Côté, Architecte, Québec)*

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**CONSTRUCTION - ÉLEVATIONS**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

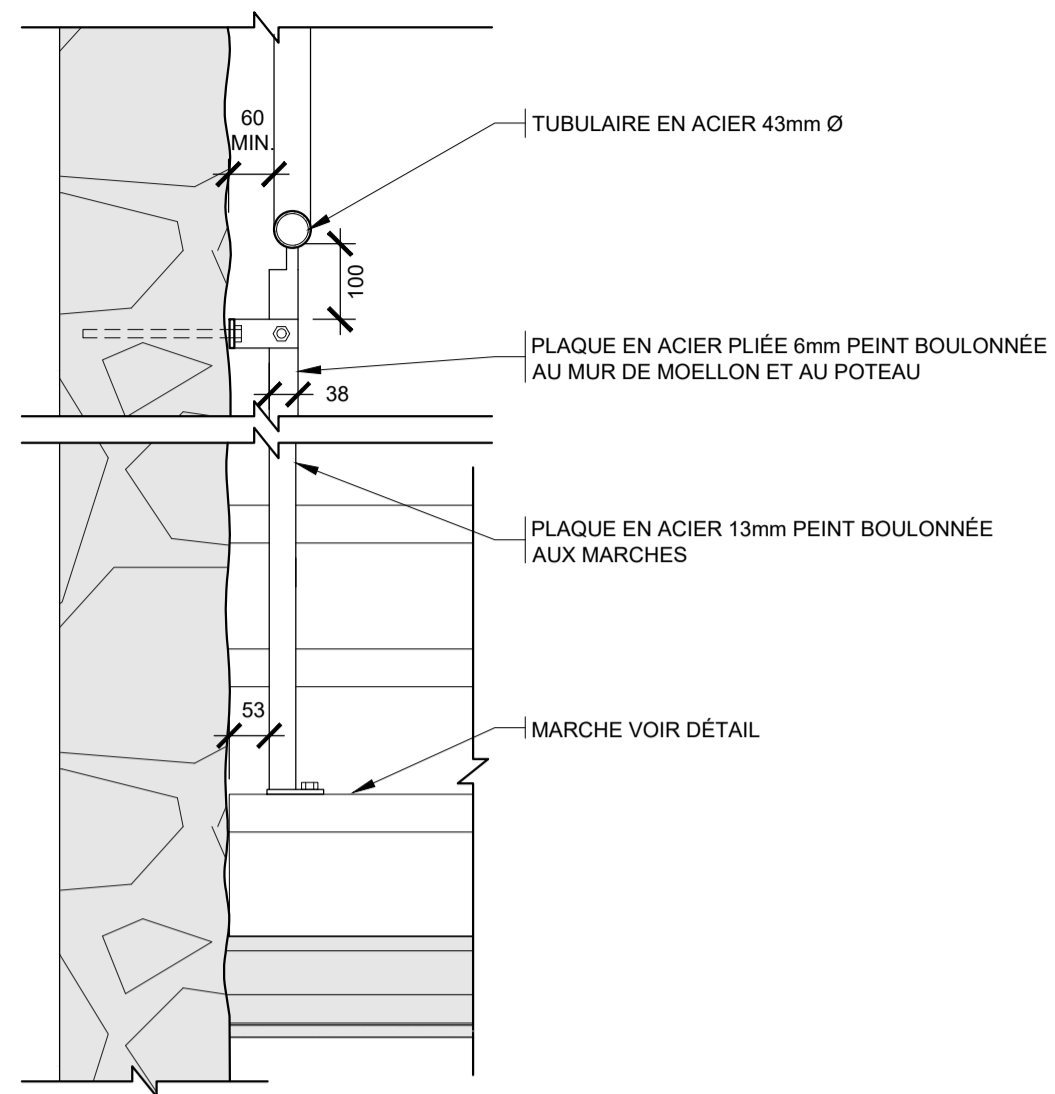
Chef de division:

**Montréal**

No du plan: No A302

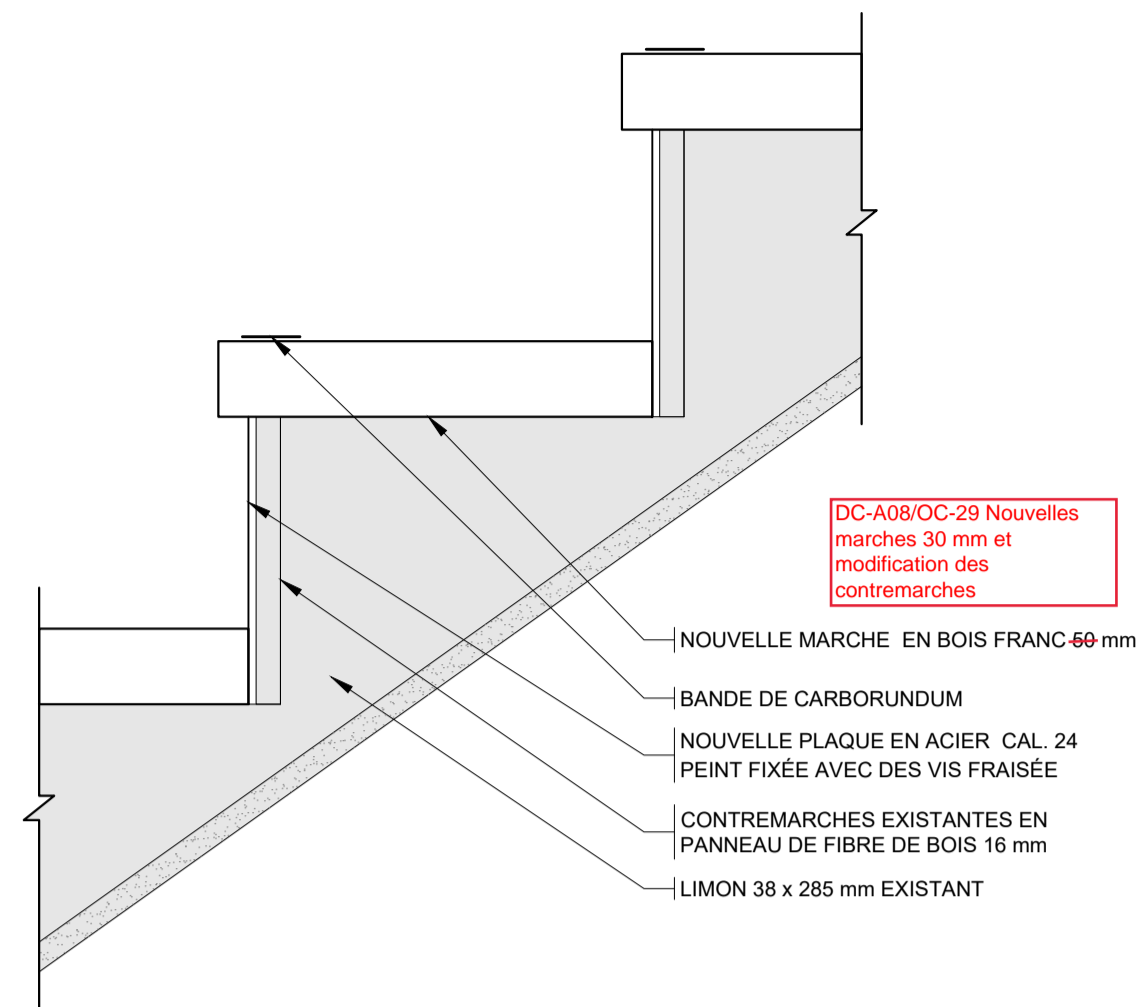
No de l'index:

16055A401b



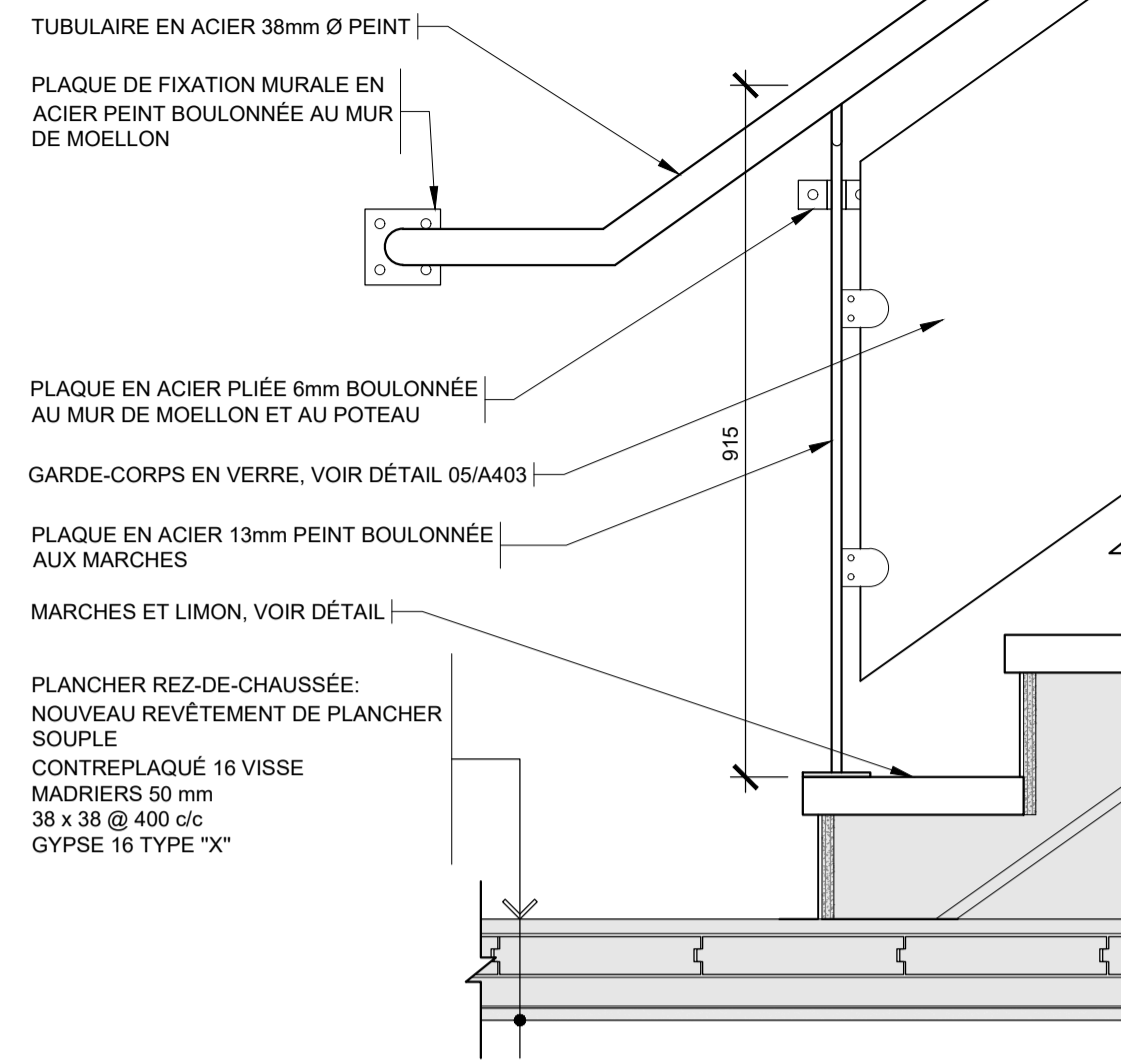
DÉTAIL - MAIN-COURANTE 04  
1:10 A401

16055A401c



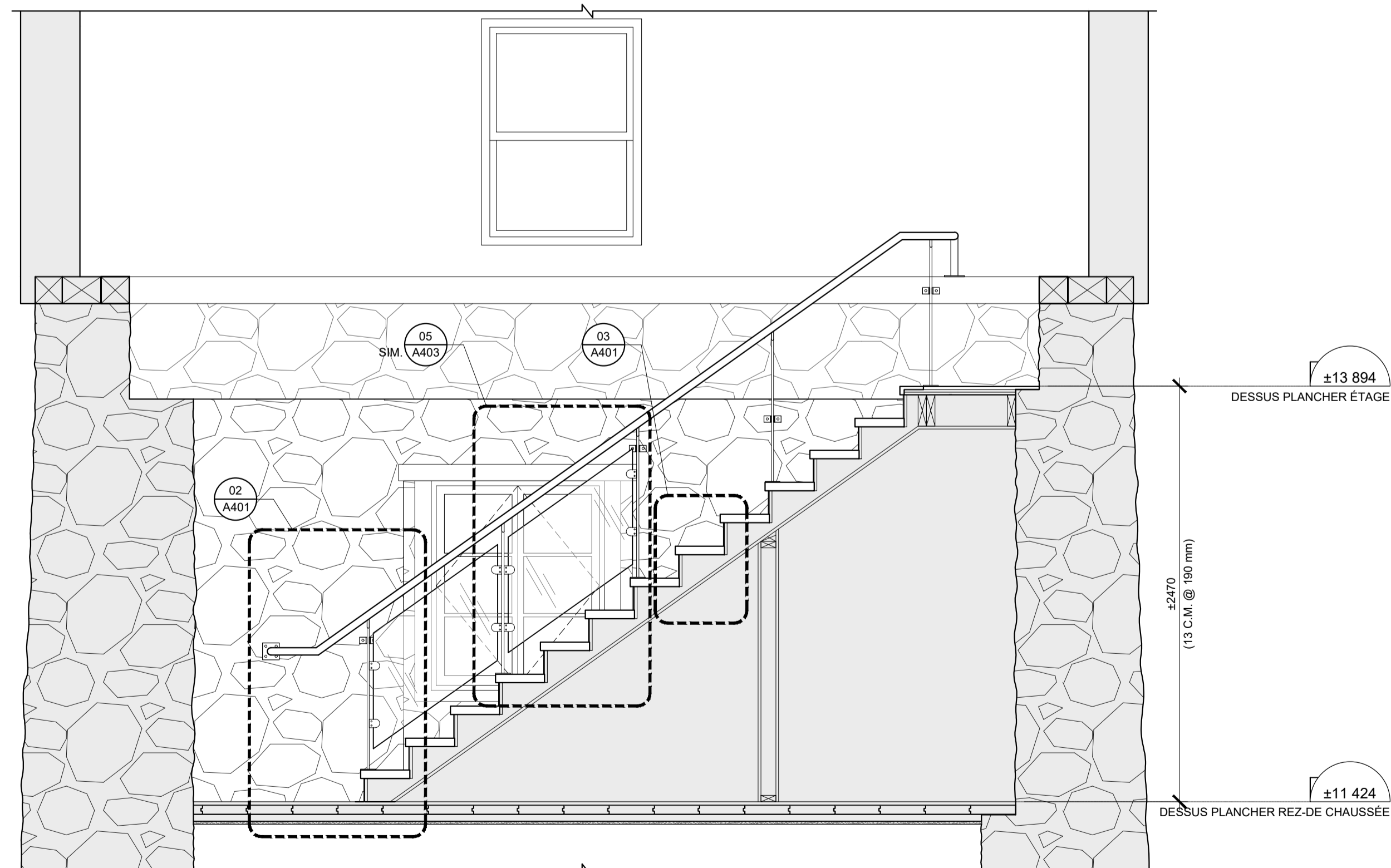
DÉTAIL DE MARCHE 03  
1:5 A401

16055A401b

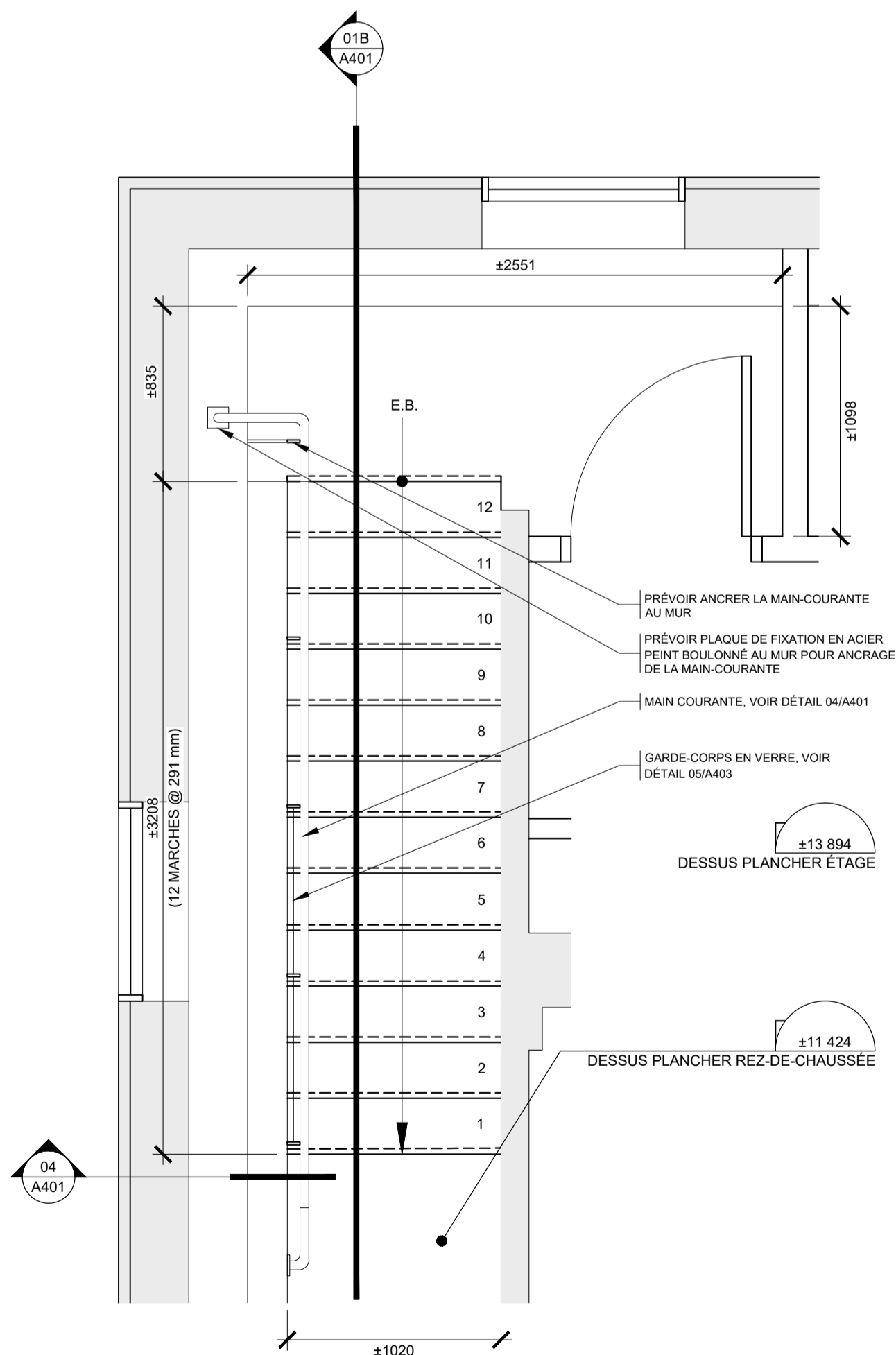


DÉTAIL - BASE ESCALIER 02  
1:10 A401

16055A402a



01B/A401 - COUPE

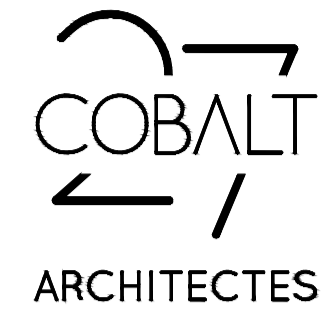


01A/A401 - AGRANDI REZ-DE-CHAUSSEE

AGRANDI - ESCALIER 01  
1:25 A401

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUILMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

sdk 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tel.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

ba bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-ANDRÉ, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	ADDENDA 01	2017-06-09	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

Révisions

B.M.		Élévation:	
Échelle:	INDIQUÉE	Date:	01/09/2016
Dessin:	C.P.		
Responsable du projet:	MARTIN CÔTÉ		
Approbation:	MARTIN CÔTÉ		

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:

AGRANDI - ESCALIER

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan:

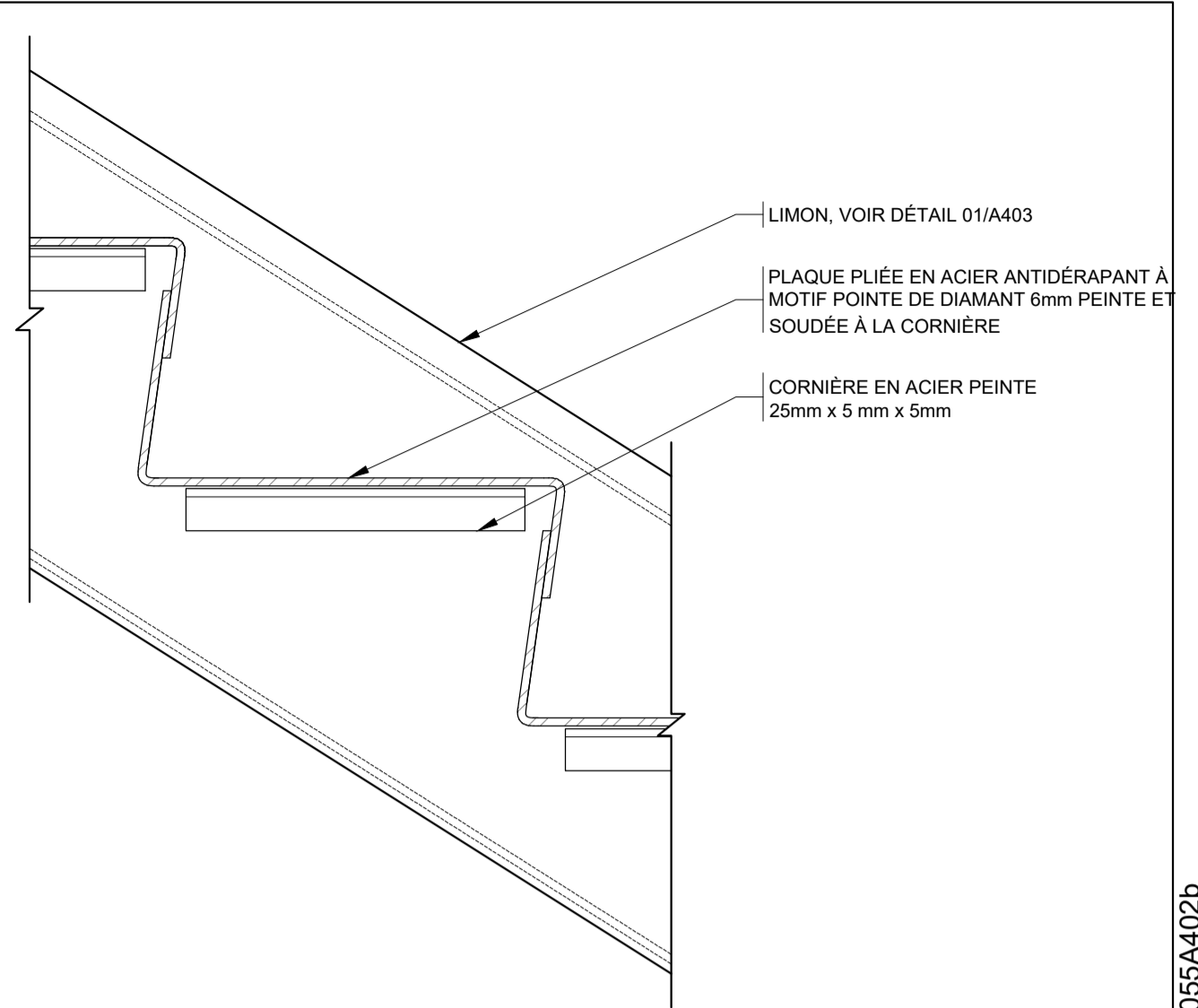
No A401

No de l'index:

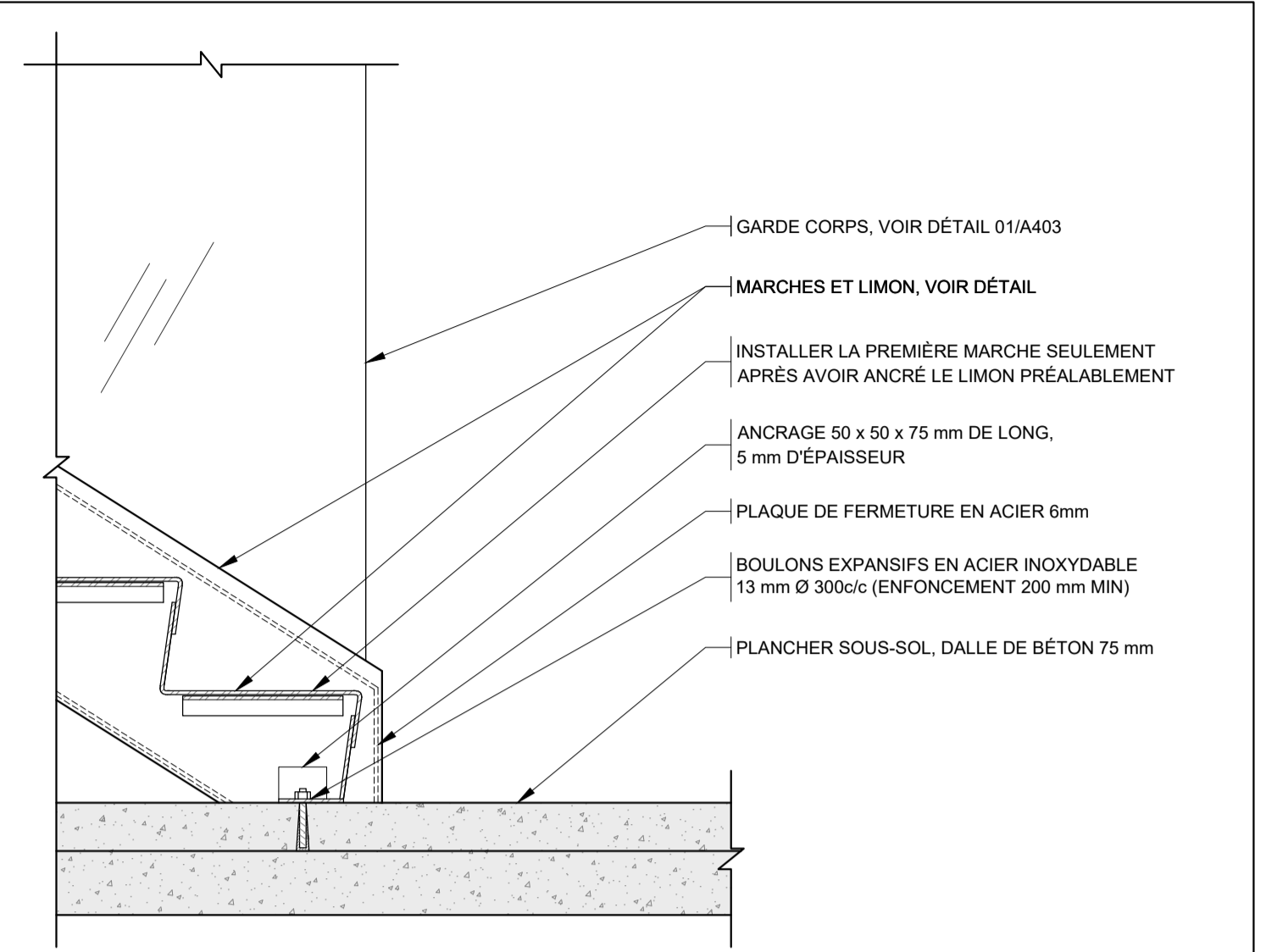
16055A402c

16055A402a

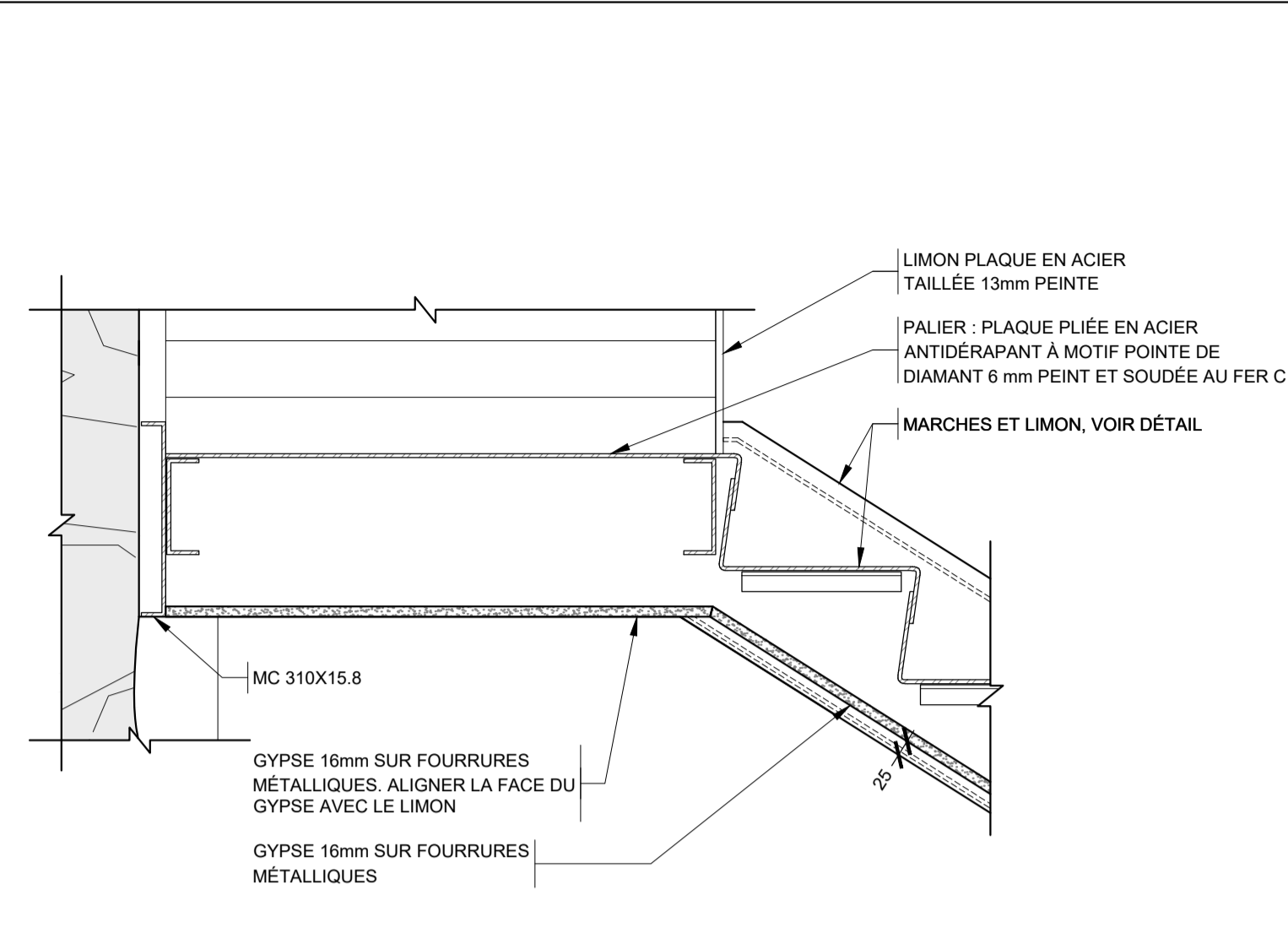
16055A402a



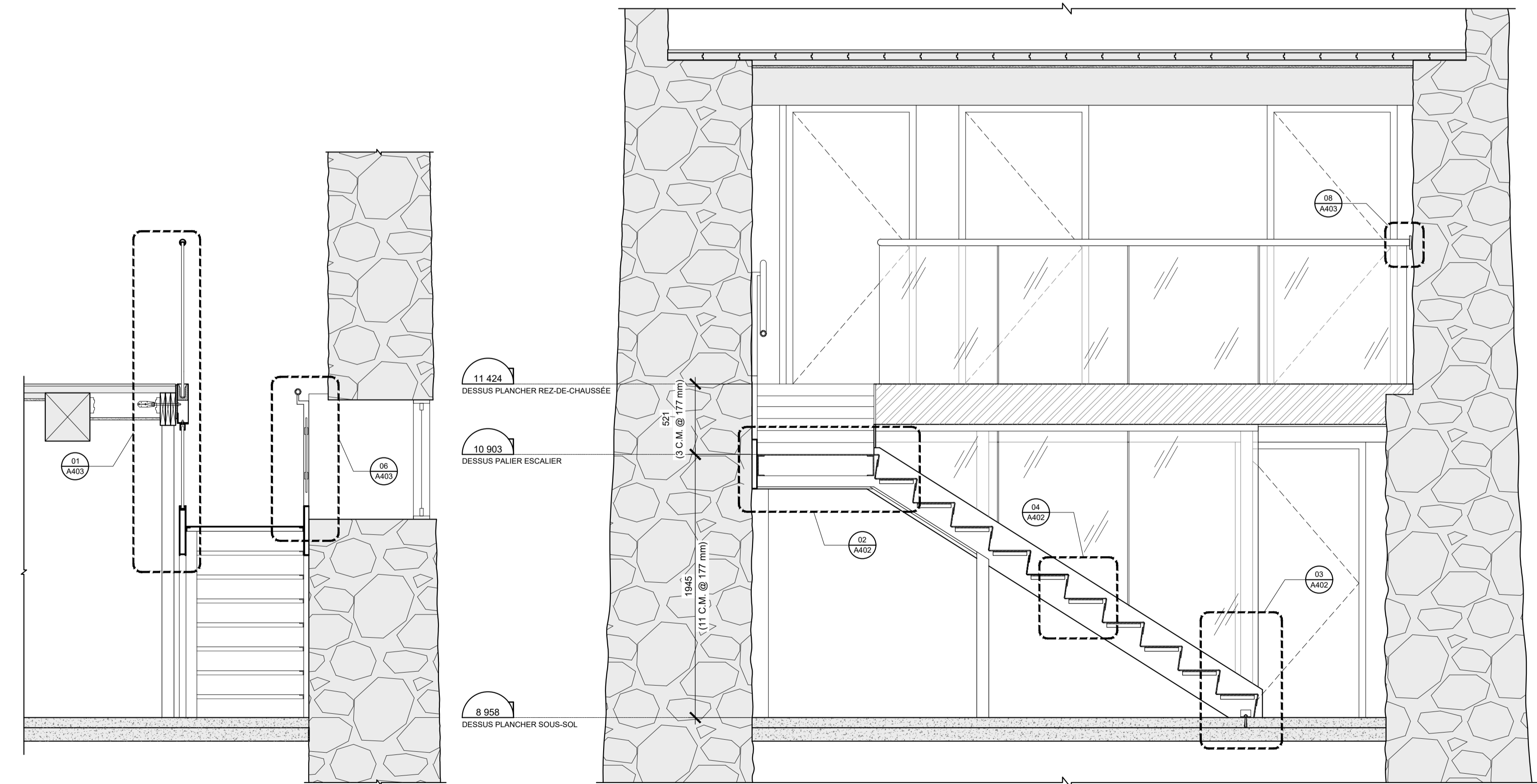
DÉTAIL DE MARCHÉ 04  
1:5 A402



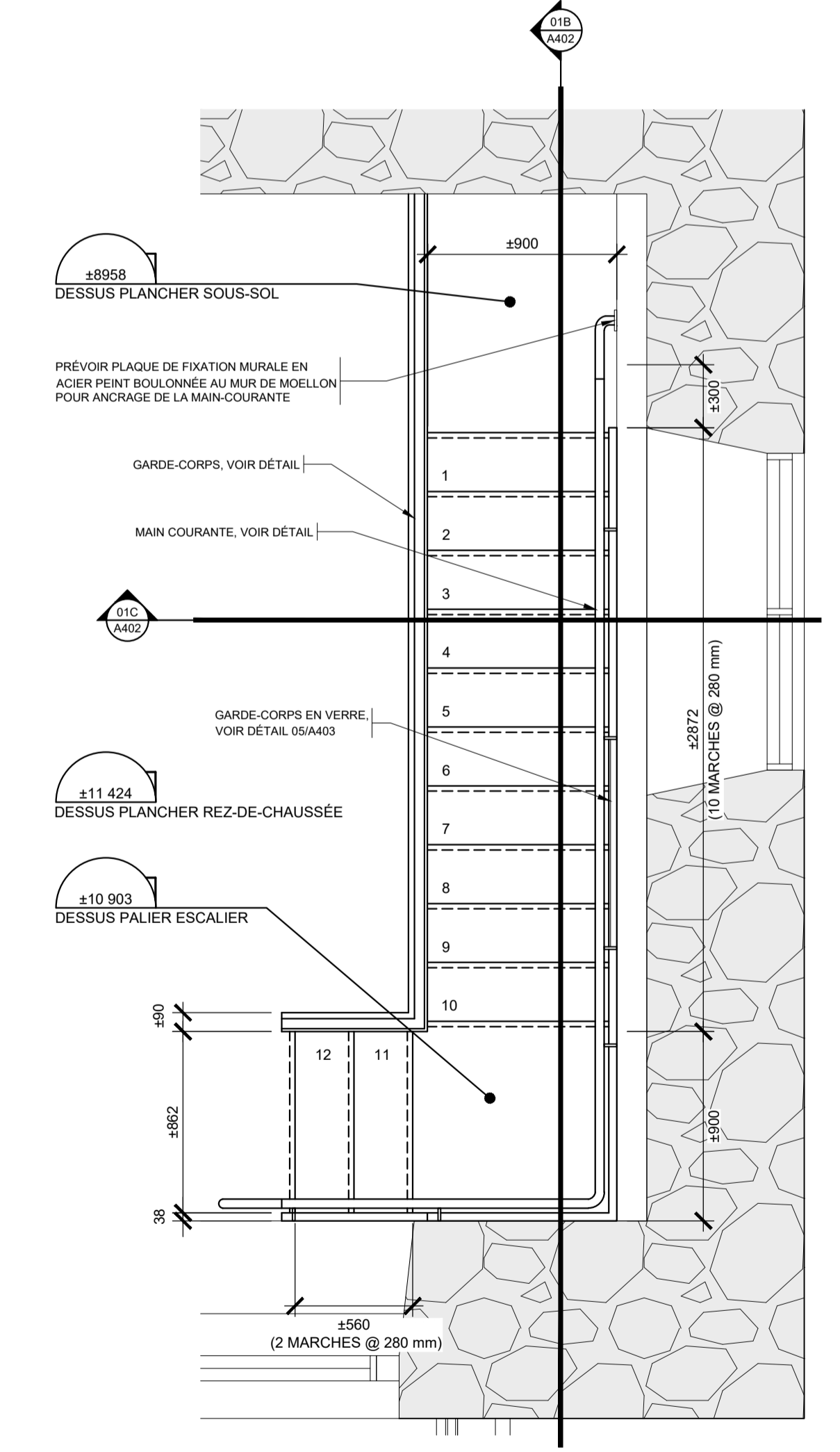
DÉTAIL - BASE ESCALIER 03  
1:10 A402



DÉTAIL PALIER 02  
1:10 A402



AGRANDI - ESCALIER 01  
1:25 A402



Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESCO**

825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdc** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**bia** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	ADDENDA 01	2017-06-09	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**AGRANDI - ESCALIER**

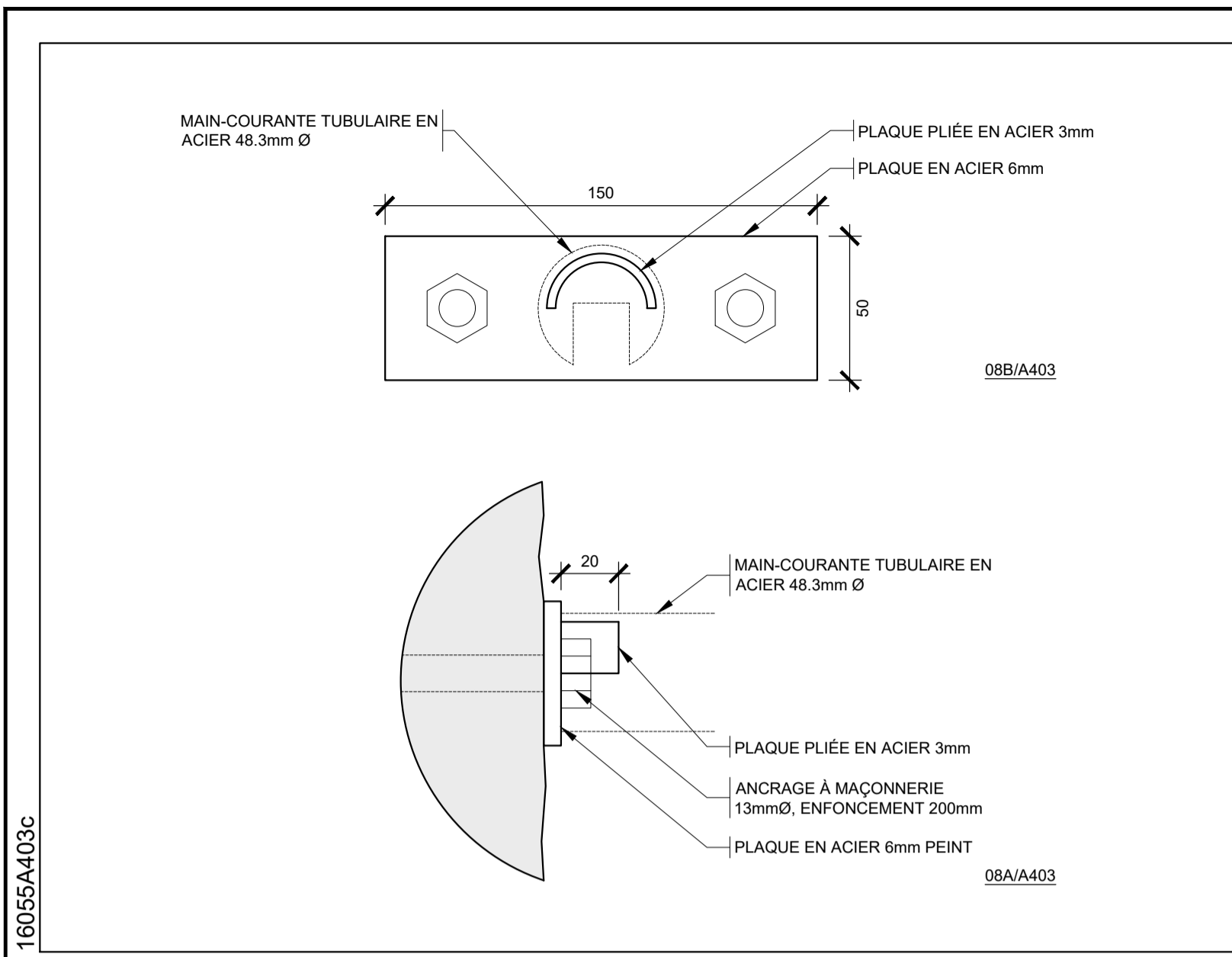
SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

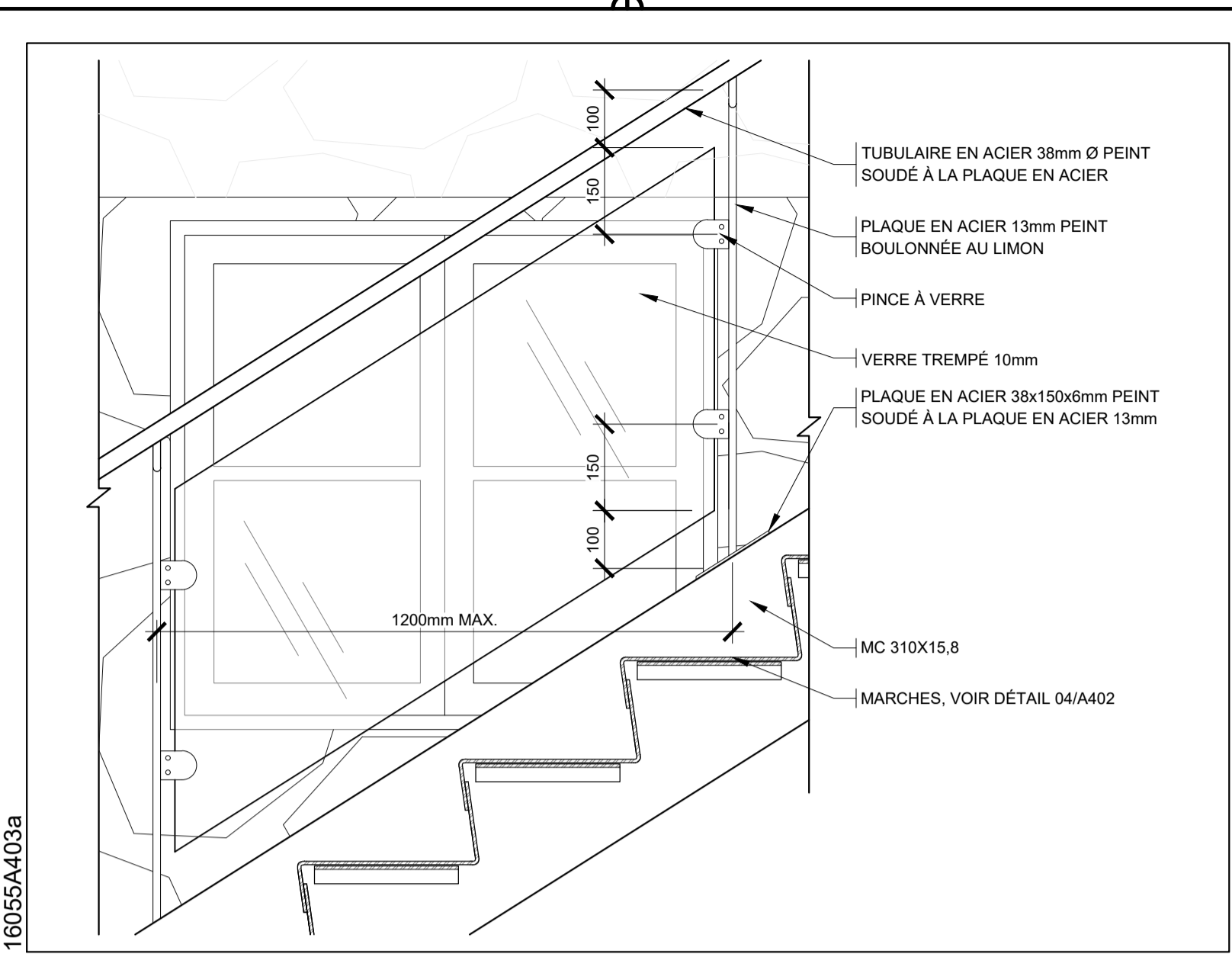
**Montréal**

No du plan: A402

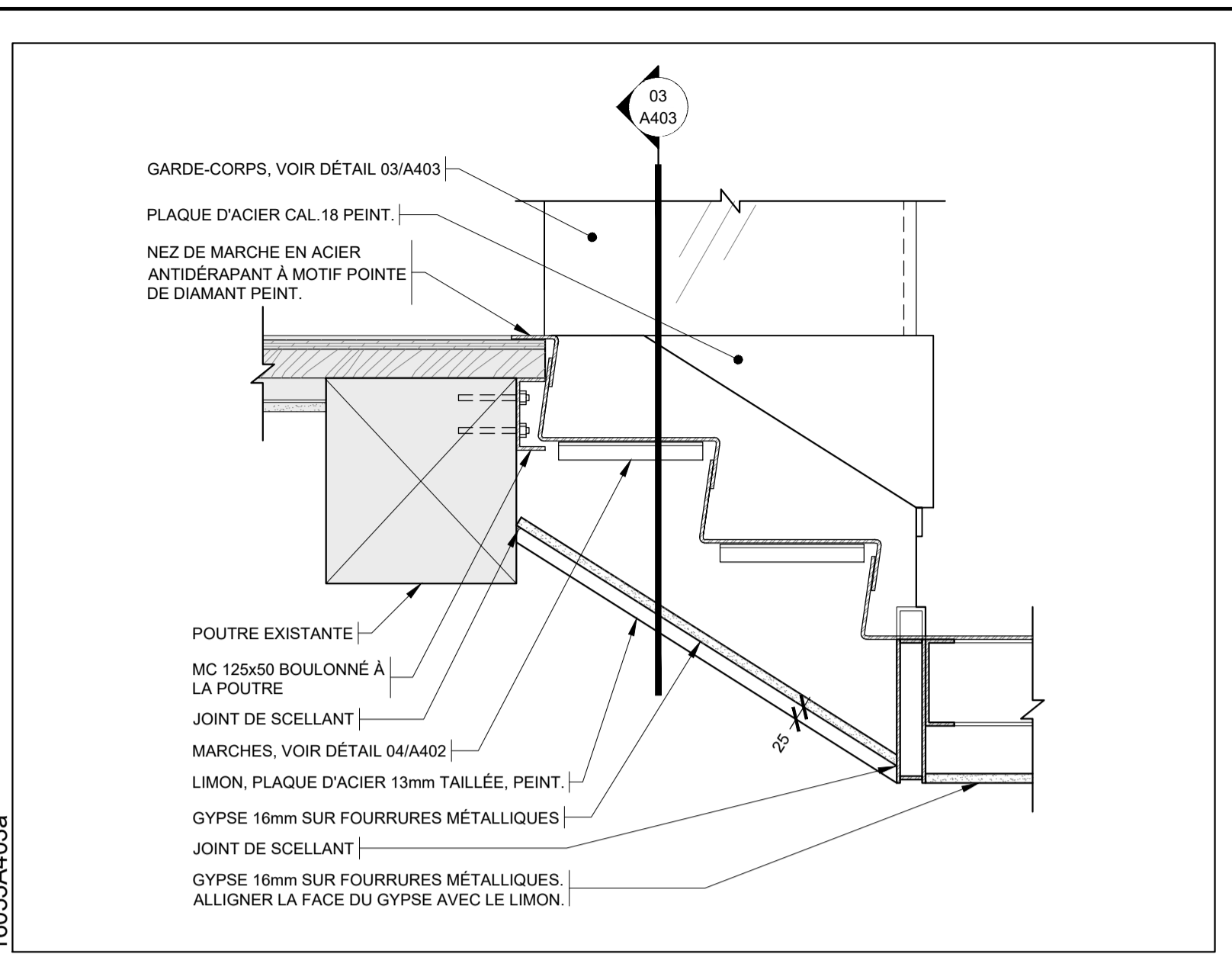
No de l'index:



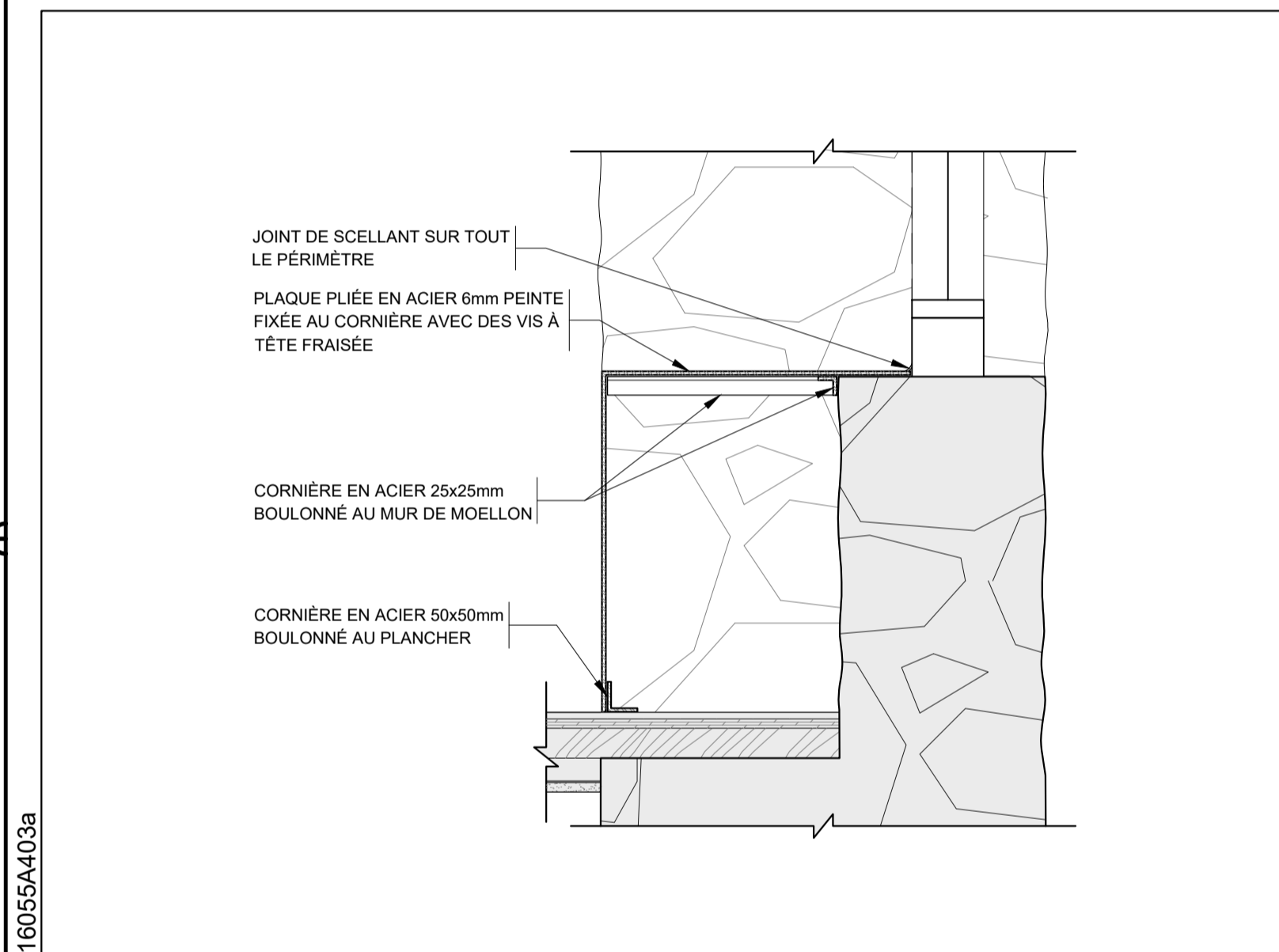
ANCORAGE GARDE-CORPS 08  
1:2 A403



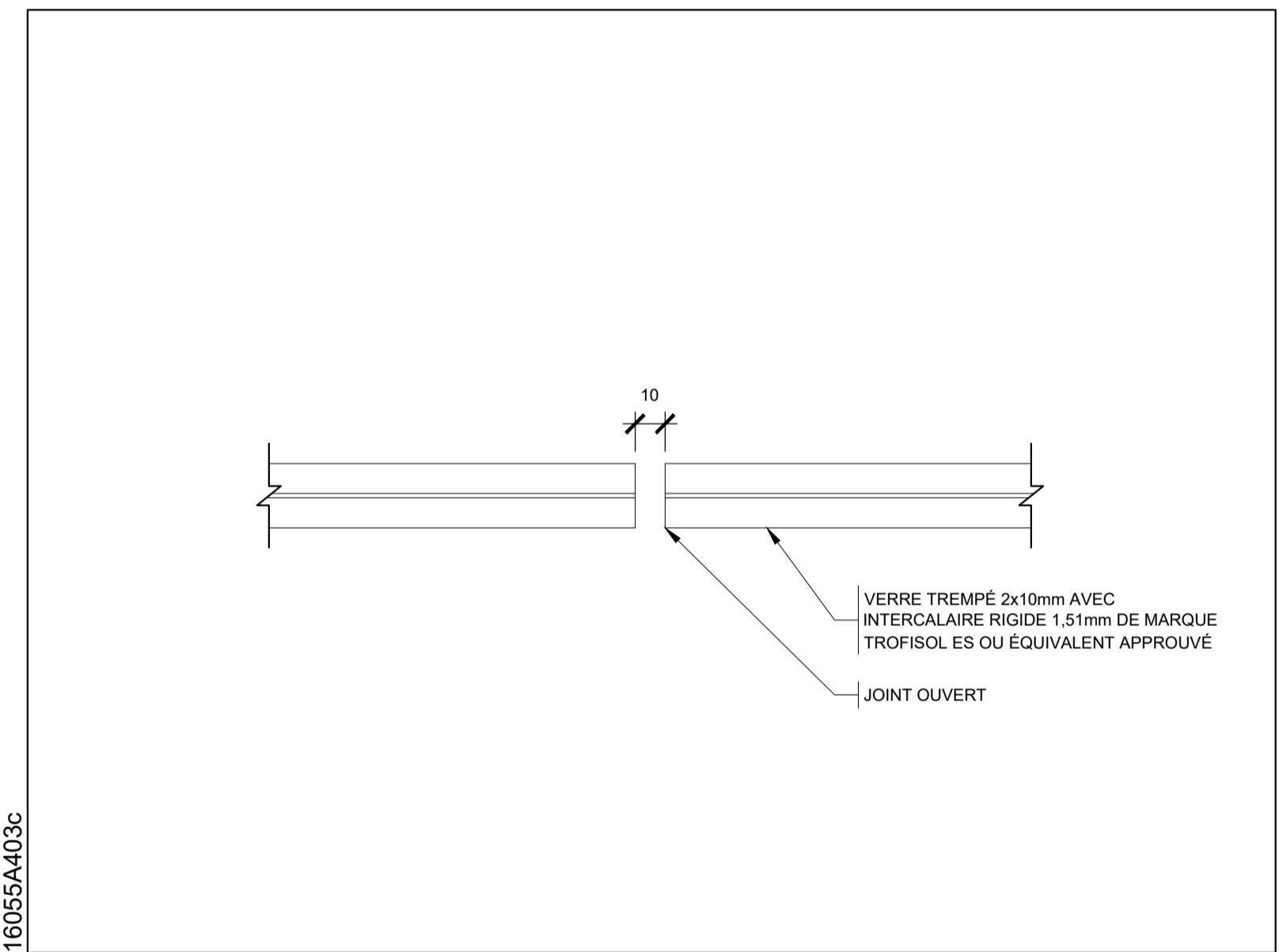
DÉTAIL GARDE-CORPS FENÊTRE 05  
1:10 A403



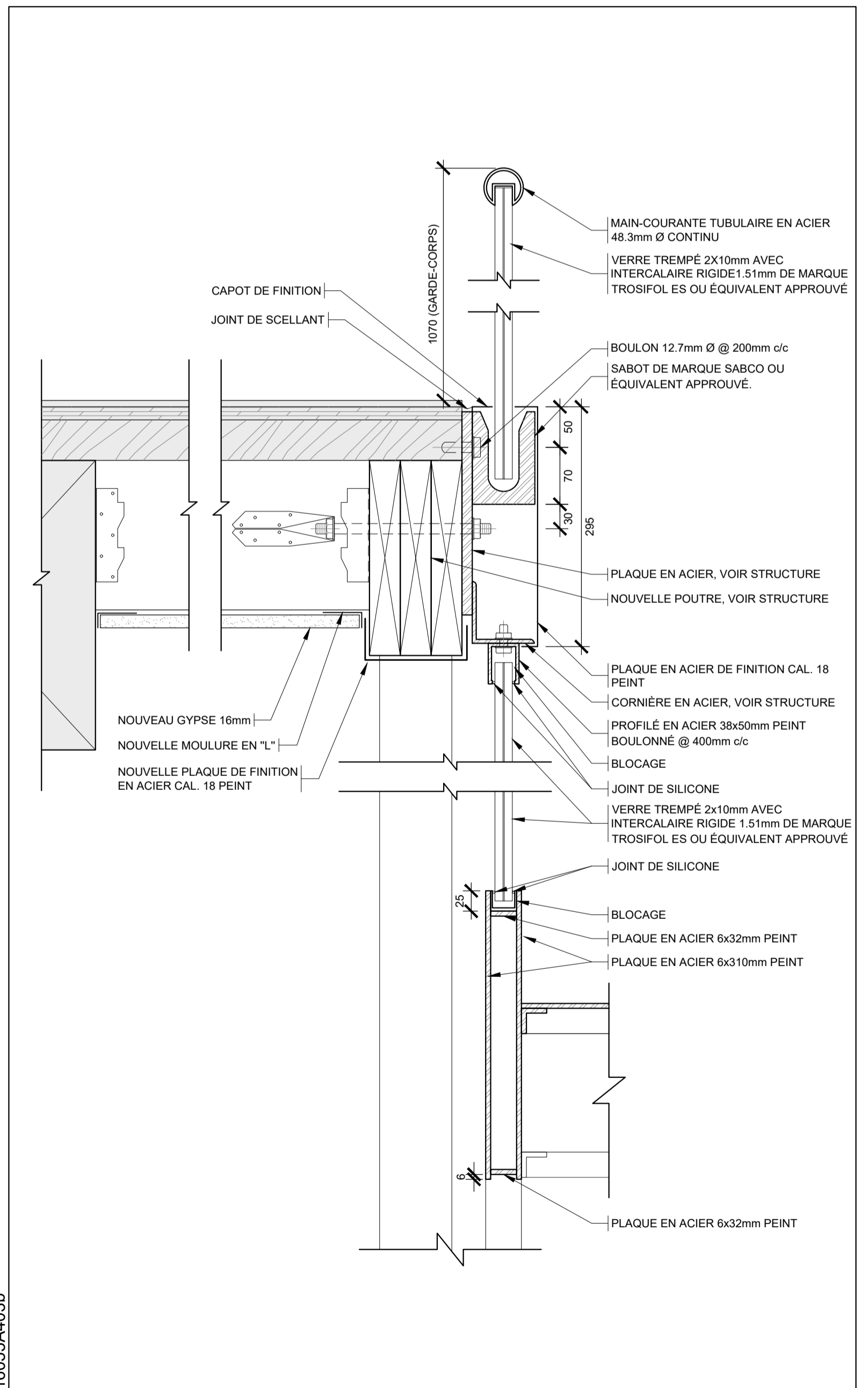
DÉTAIL JONCTION ESCALIER ET PLANCHER 02  
1:10 A403



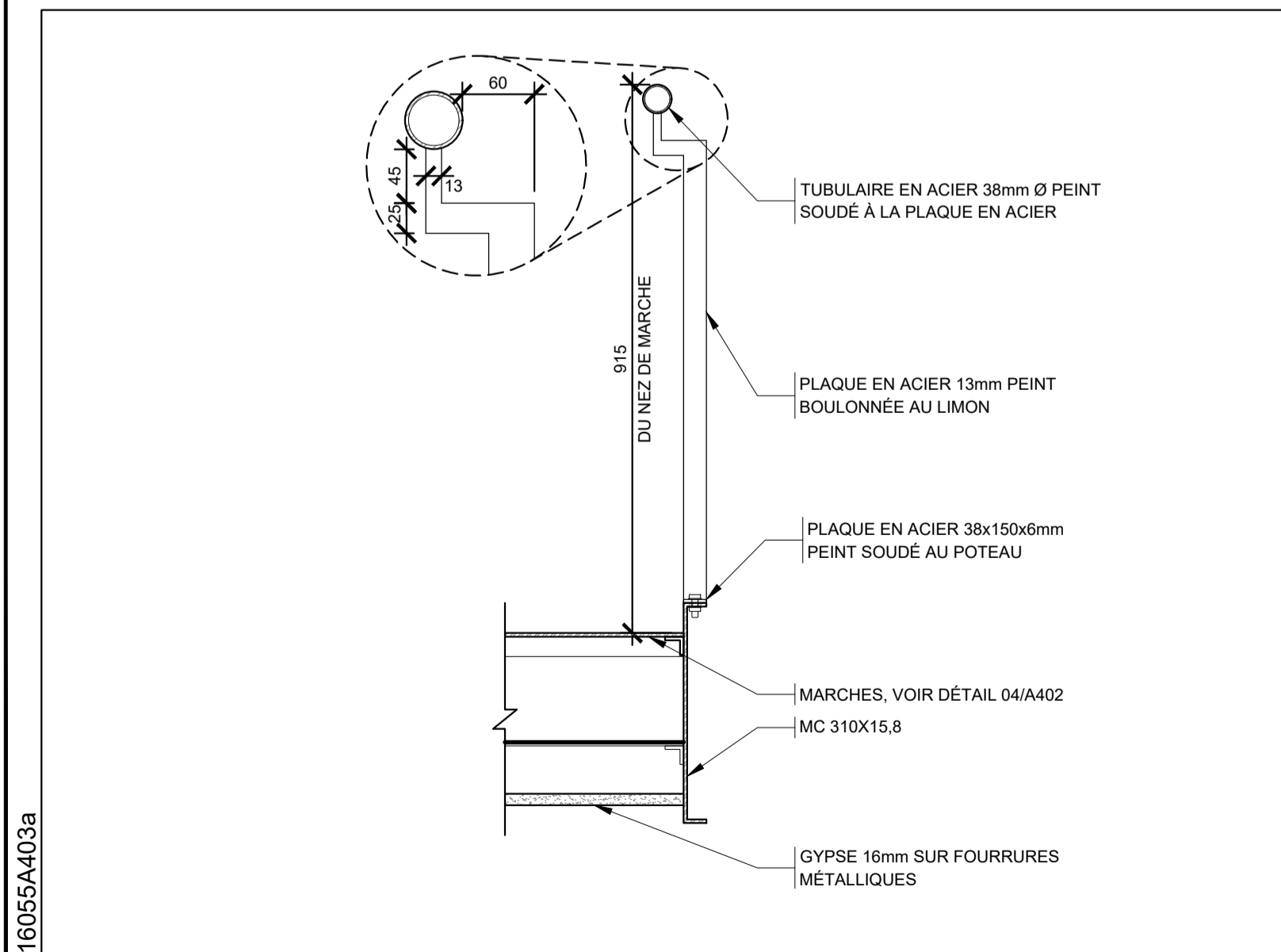
DÉTAIL FERMETURE DESSOUS FENÊTRE 07  
1:10 A403



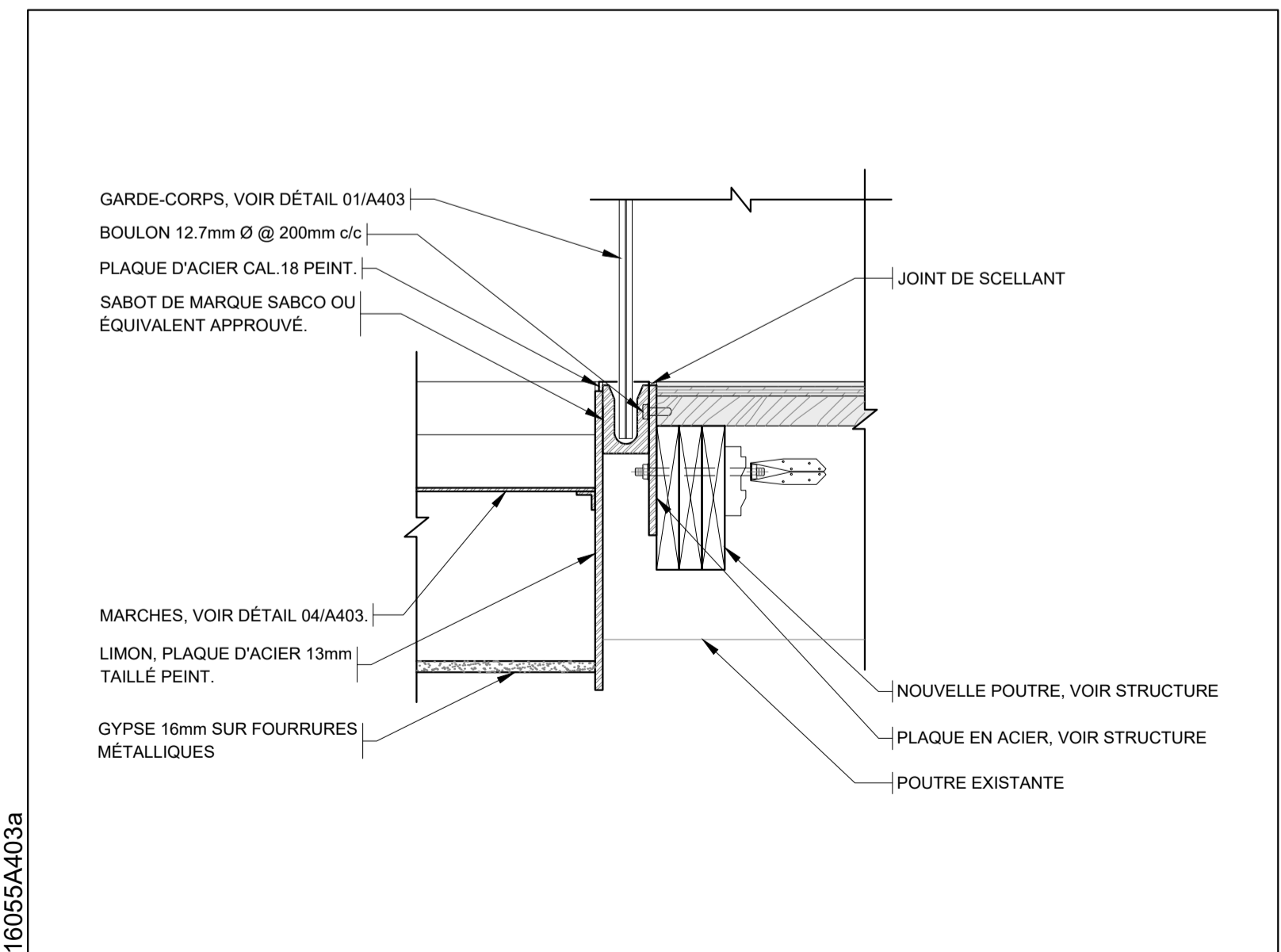
DÉTAIL VERRE GARDE-CORPS 04  
1:2 A403



DÉTAIL GARDE-CORPS 01  
1:5 A403



DÉTAIL MAINS COURANTE 06  
1:10 A403



DÉTAIL JONCTION ESCALIER ET PLANCHER 03  
1:10 A403

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESC**

825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**ask** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	ADDENDA 01	2017-06-09	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

Revisions

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**AGRANDI - ESCALIER**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

**Montréal**

No du plan: A403  
No de l'index:

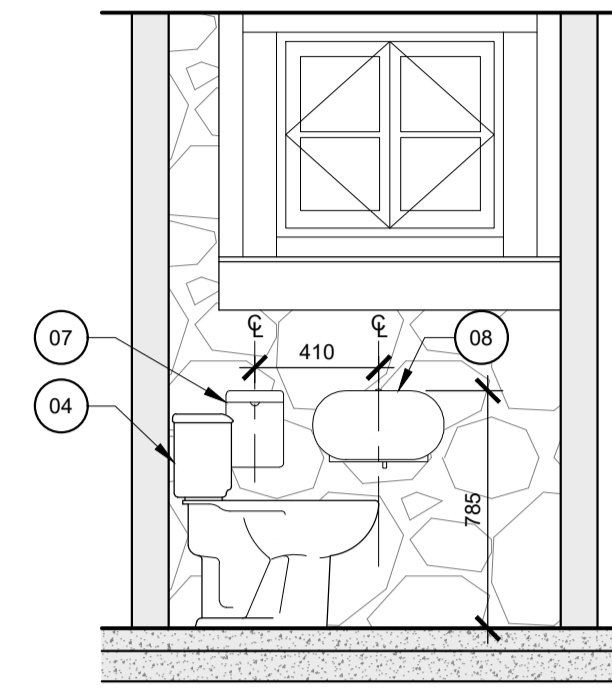


**NOTES GÉNÉRALES:**

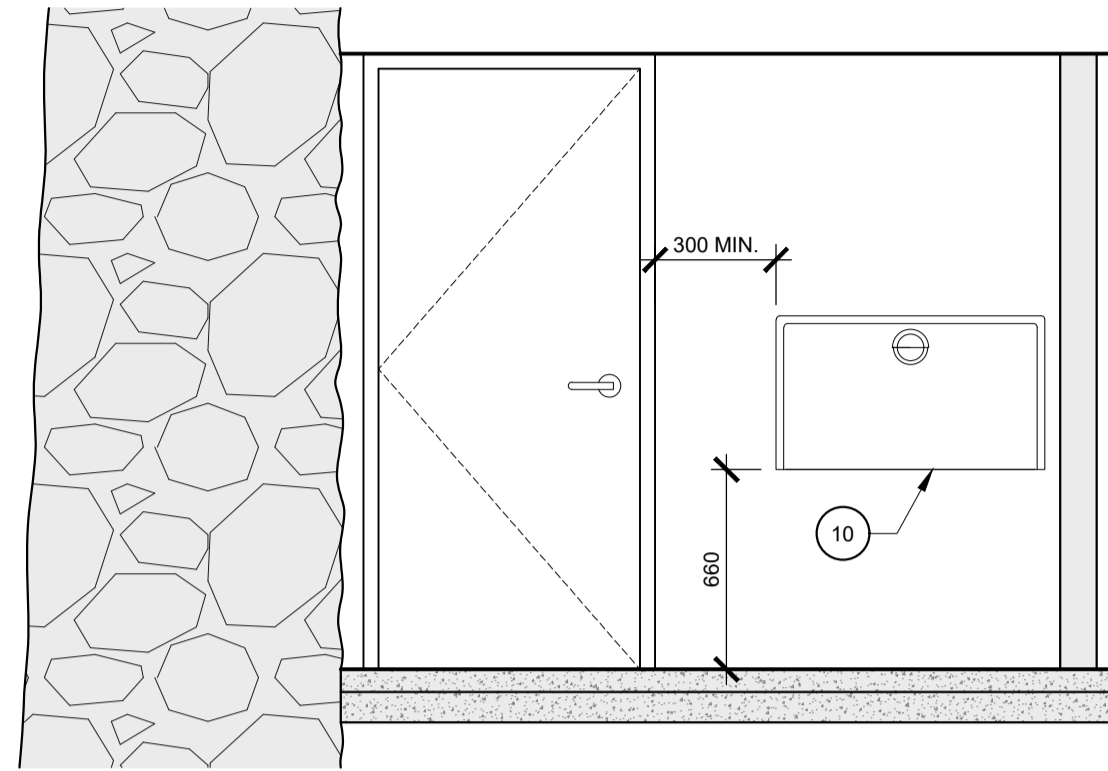
1. SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
2. SE RÉFÉRER AUX PLANS ET CAHIER DES CHARGES EN ELECTROMÉCANIQUE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.
3. SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, TOUTES LES CLOISONS SERONT À PEINDRE TEL QUE P1.
4. SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, TOUS LES PLAFONDS EN GYPSE ET RETOMBÉE EN GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT.

**LÉGENDE :**

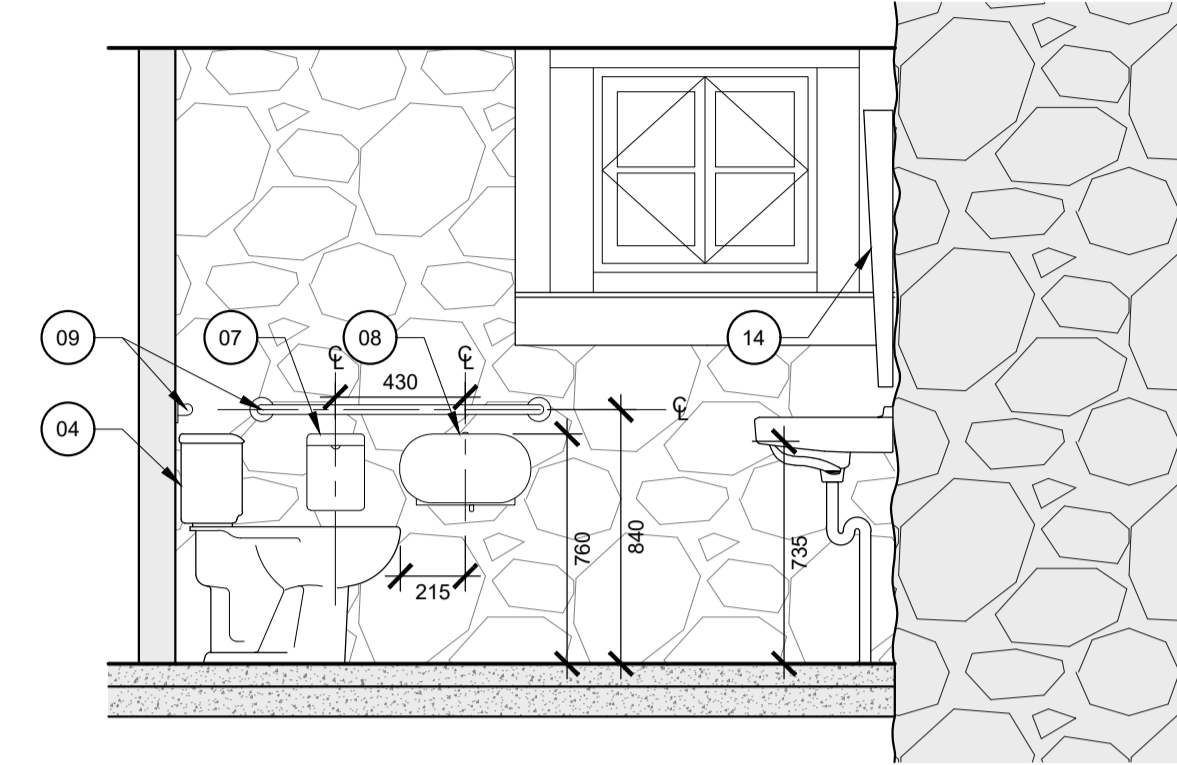
01	NOUVEAU LAVABO, VOIR INGÉNIEUR.
02	NOUVEAU ROBINET, VOIR INGÉNIEUR.
03	NOUVEAU DISTRIBUTEUR DE SAVON, VOIR DEVIS.
04	NOUVELLE TOILETTE, VOIR INGÉNIEUR.
05	NOUVEAU SÉCHOIR À MAINS, VOIR DEVIS.
06	NOUVEAU RÉCEPTABLE À DÉCHETS, VOIR DEVIS.
07	NOUVEAU RÉCEPTABLE POUR SERVIETTES SANITAIRES, VOIR DEVIS.
08	NOUVEAU DISTRIBUTEUR DE PAPIER HYGIÉNIQUE, VOIR DEVIS.
09	NOUVELLE BARRE D'APPUI POUR HANDICAPÉ, VOIR DEVIS.
10	NOUVELLE TABLE À LANGER, VOIR DEVIS.
11	NOUVEAU MIROIR, VOIR DEVIS.
12	NOUVEAU CROCHET DE PORTE, VOIR DEVIS.
13	NOUVELLE POUBELLE, VOIR DEVIS.
14	NOUVEAU MIROIR INCLINÉ, VOIR DEVIS.
15	NOUVEAU DISTRIBUTEUR DE PAPIER HYGIÉNIQUE SIMPLE, VOIR DEVIS.



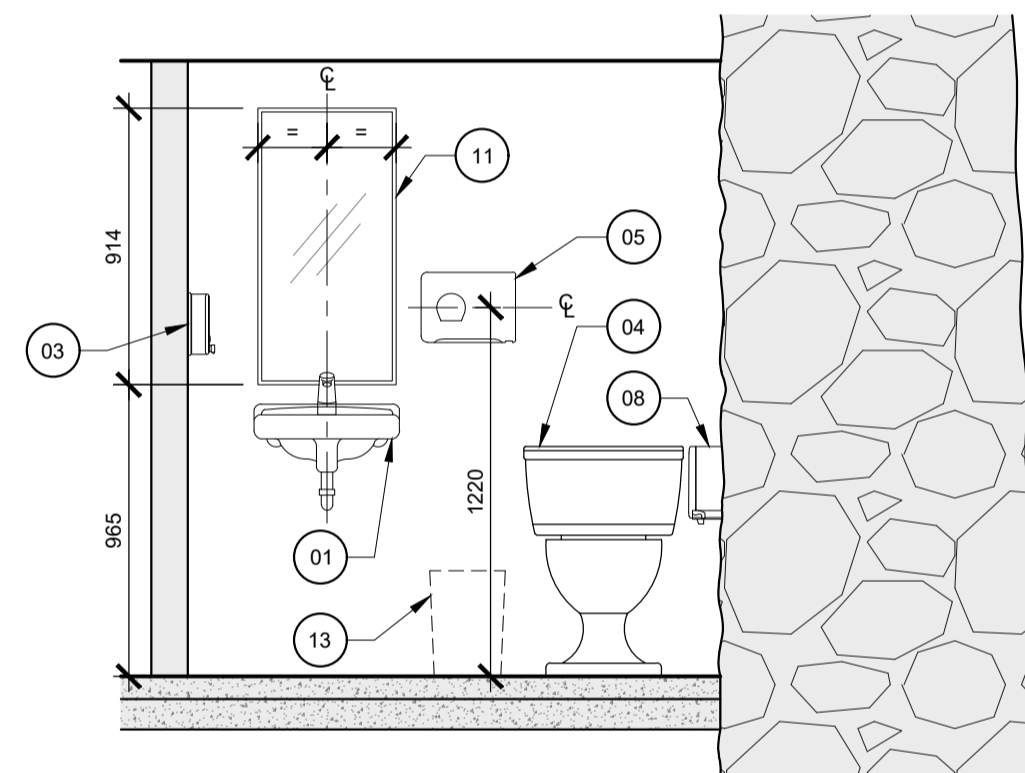
02C/A404 - COUPE



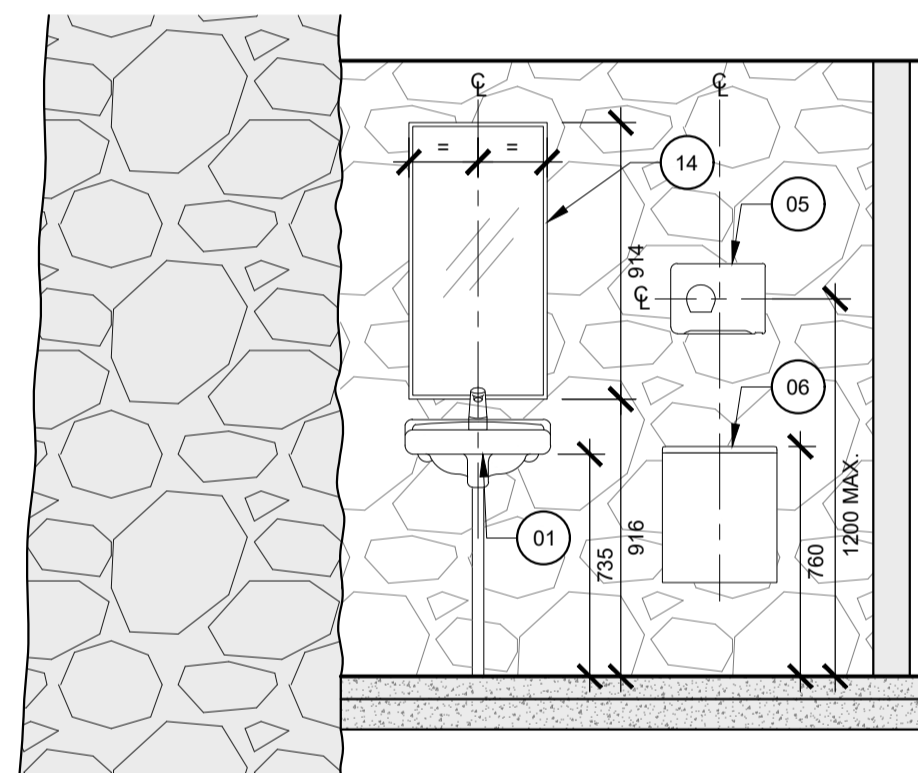
01E/A404 - COUPE



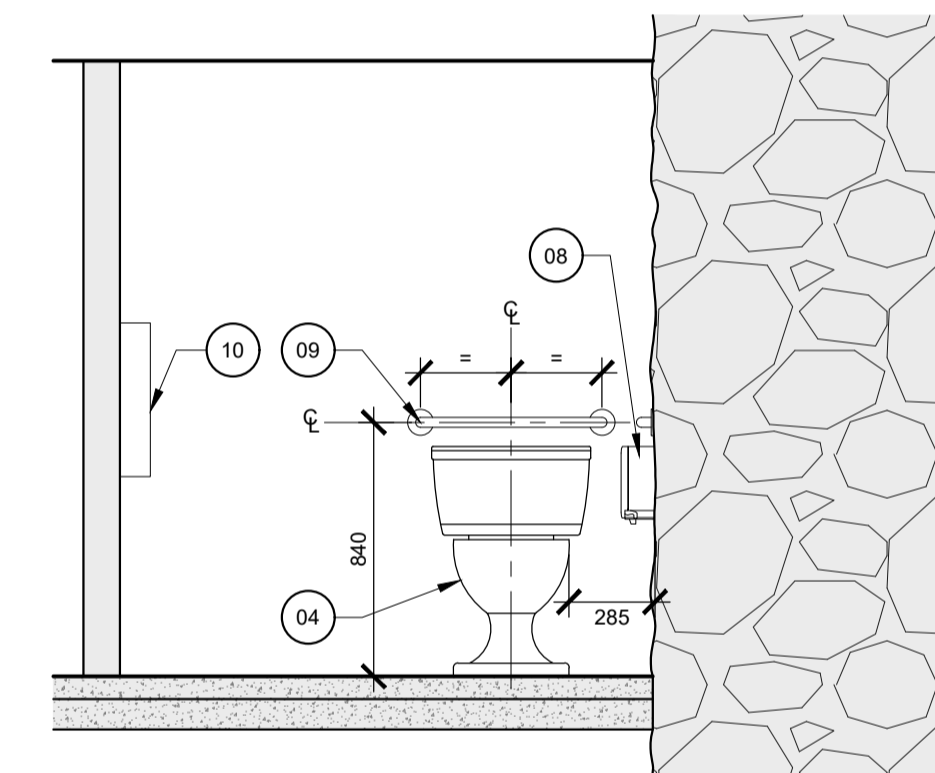
01C/A404 - COUPE



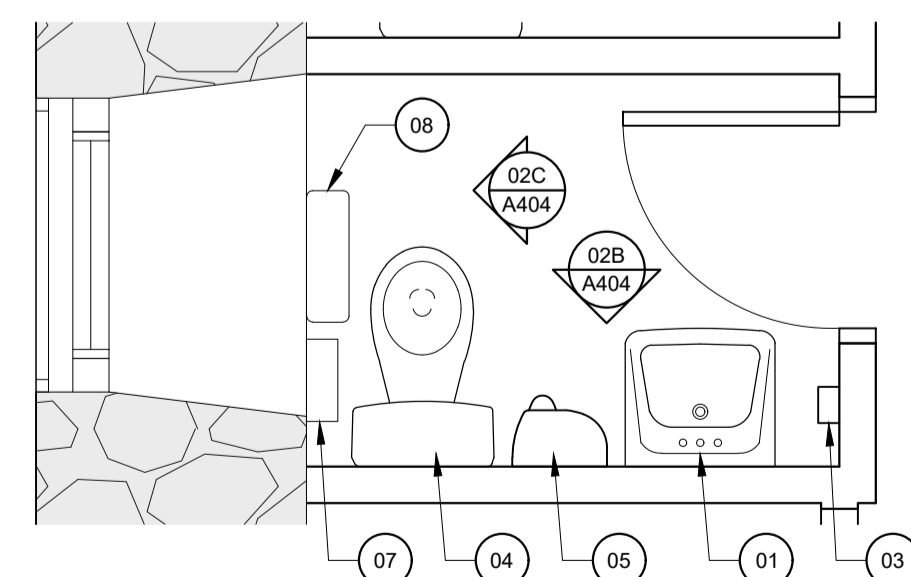
02B/A404 - COUPE



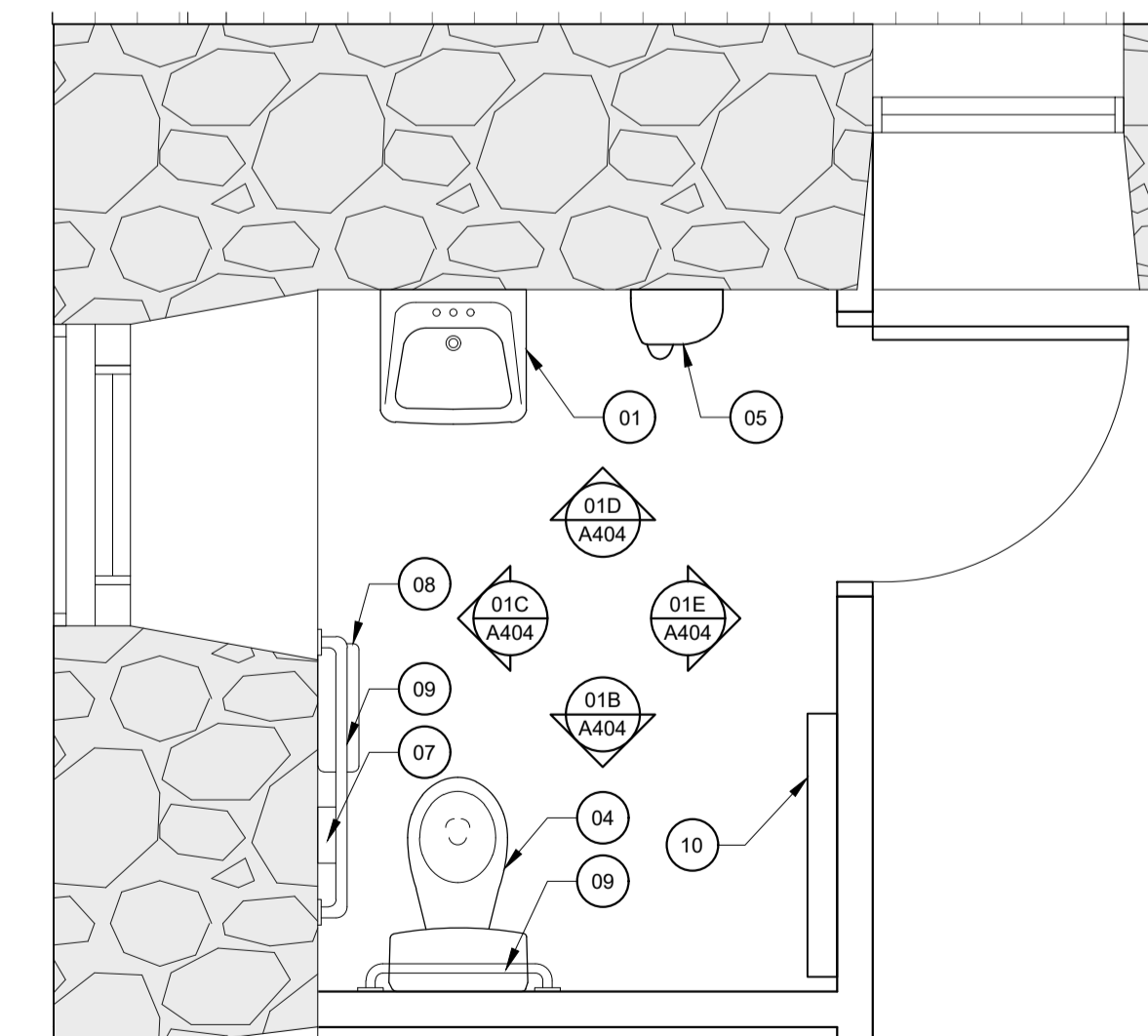
01D/A404 - COUPE



01B/A404 - COUPE



02A/A404 - PLAN



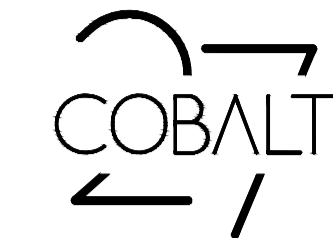
01A/A404 - PLAN

AGRANDI - TOILETTE 02  
1:25 A404

AGRANDI - TOILETTE HANDICAPÉ 01  
1:25 A404

Fichier:

Remarques:



ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tel.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



bernard & associés

CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL: 514-342-2652 FAX: 514-342-5403  
COURRIEL: info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

No	Description	Date	Par
----	-------------	------	-----

**Révisions**

B.M. Élévation:

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**AGRANDI - SALLE DE TOILETTES**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:



No du plan: No A404

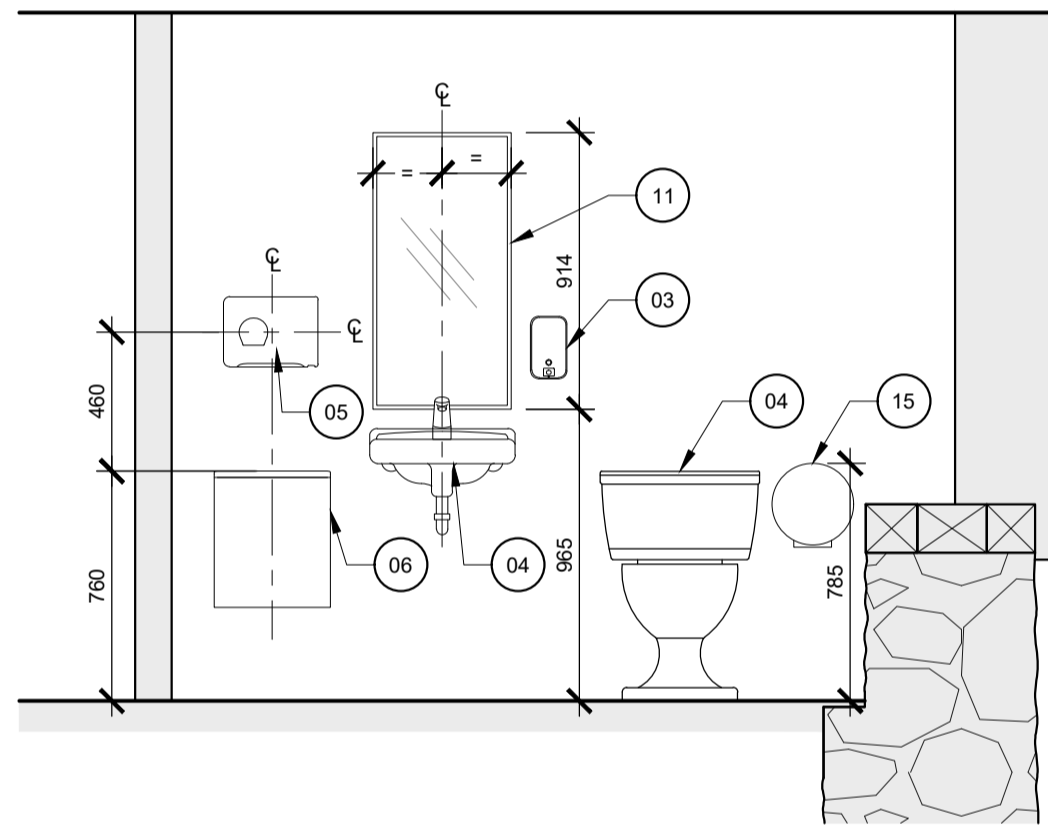
No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES:**

1. SE RÉFÉRER AU DEVIS D'ARCHITECTURE POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.
2. SE RÉFÉRER AUX PLANS ET CAHIER DES CHARGES EN ELECTROMÉCANIQUE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX EN INGÉNIERIE.
3. SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, TOUTES LES CLOISONS SERONT À PEINDRE TEL QUE P1.
4. SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, TOUS LES PLAFONDS EN GYPSE ET RETOMBÉE EN GYPSE SERONT À PEINDRE TEL QUE P1, FINI MAT.

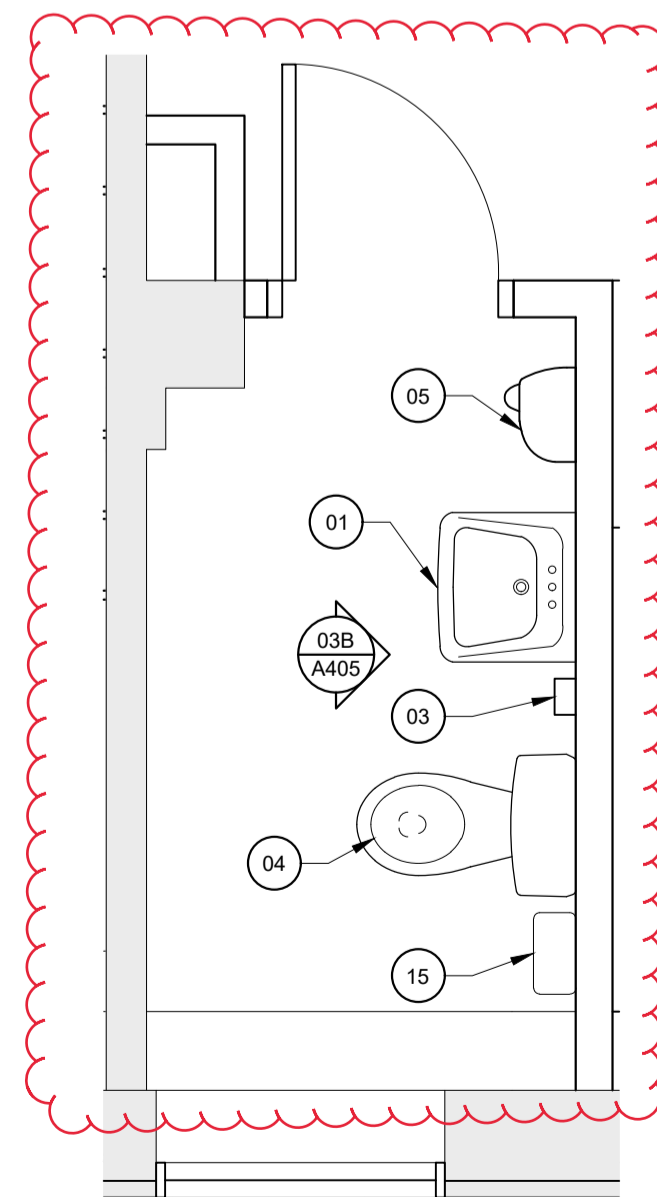
**LÉGENDE :**

01	NOUVEAU LAVABO, VOIR INGÉNIEUR.
02	NOUVEAU ROBINET, VOIR INGÉNIEUR.
03	NOUVEAU DISTRIBUTEUR DE SAVON, VOIR DEVIS.
04	NOUVELLE TOILETTE, VOIR INGÉNIEUR.
05	NOUVEAU SÉCHOIR À MAINS, VOIR DEVIS.
06	NOUVEAU RÉCEPTABLE À DÉCHETS, VOIR DEVIS.
07	NOUVEAU RÉCEPTABLE POUR SERVIETTES SANITAIRES, VOIR DEVIS.
08	NOUVEAU DISTRIBUTEUR DE PAPIER HYGIÉNIQUE, VOIR DEVIS.
09	NOUVELLE BARRE D'APPUI POUR HANDICAPÉ, VOIR DEVIS.
10	NOUVELLE TABLE À LANGER, VOIR DEVIS.
11	NOUVEAU MIROIR, VOIR DEVIS.
12	NOUVEAU CROCHET DE PORTE, VOIR DEVIS.
13	NOUVELLE POUBELLE, VOIR DEVIS.
14	NOUVEAU MIROIR INCLINÉ, VOIR DEVIS.
15	NOUVEAU DISTRIBUTEUR DE PAPIER HYGIÉNIQUE SIMPLE, VOIR DEVIS.



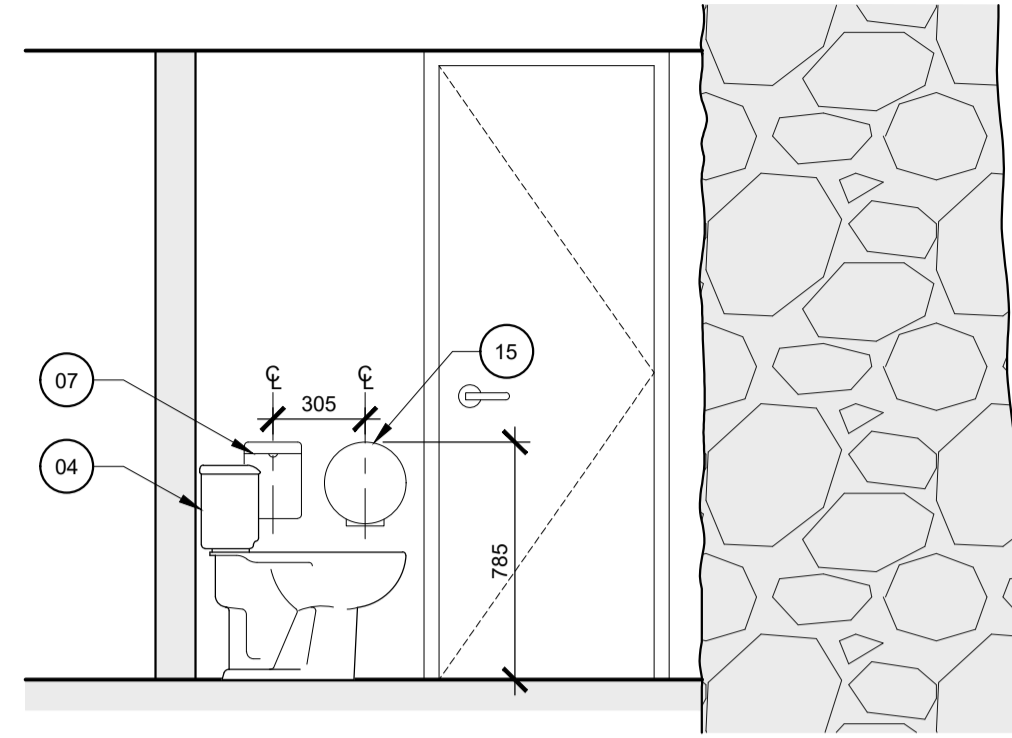
03B/A405 - COUPE

DCA19R17/OC34  
Changement aménagement  
sdb

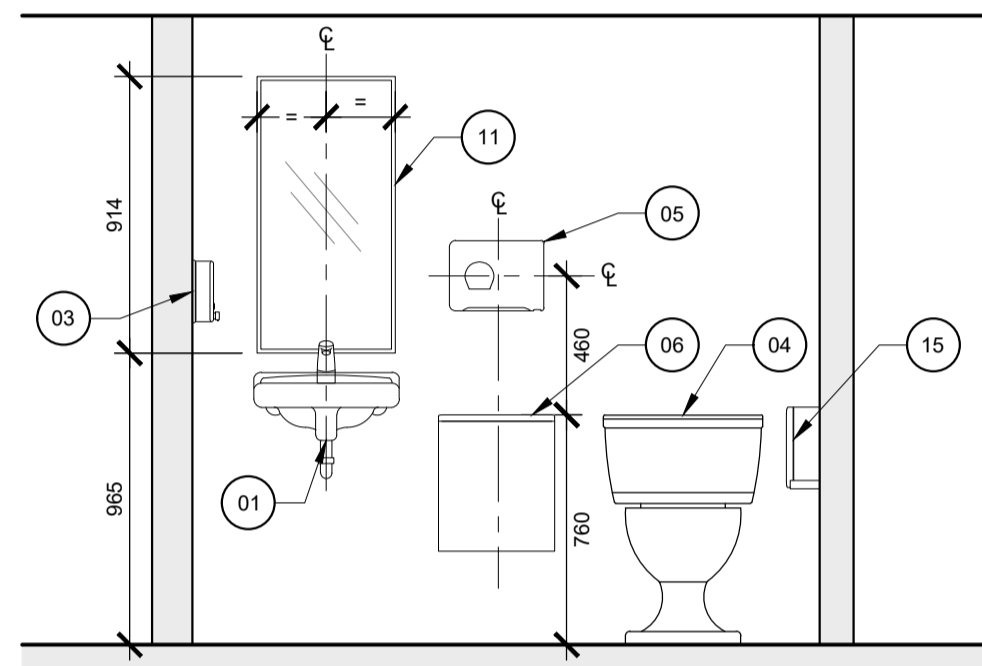


03A/A405 - PLAN

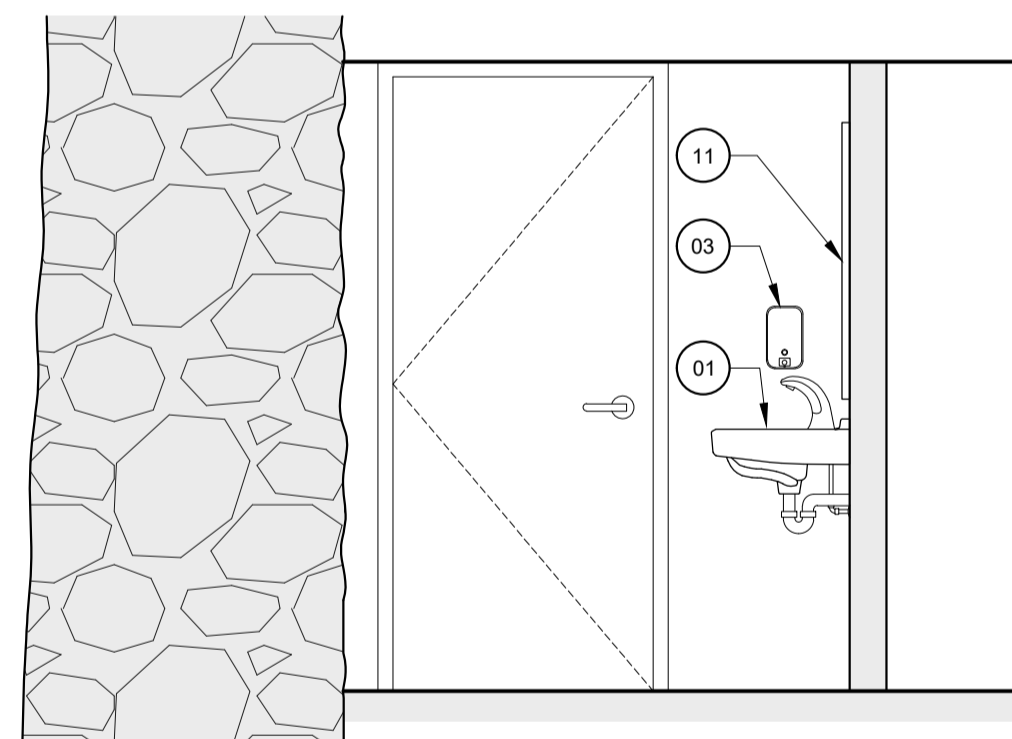
AGRANDI - TOILETTE 03  
1:25 A405



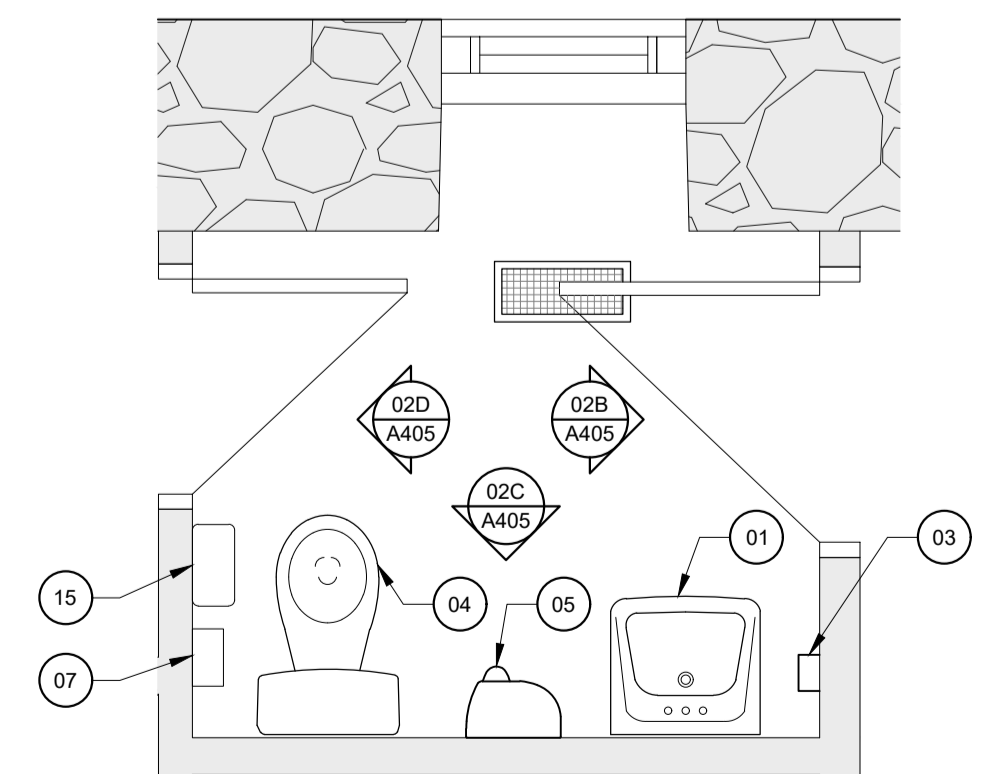
02D/A405 - COUPE



02C/A405 - COUPE

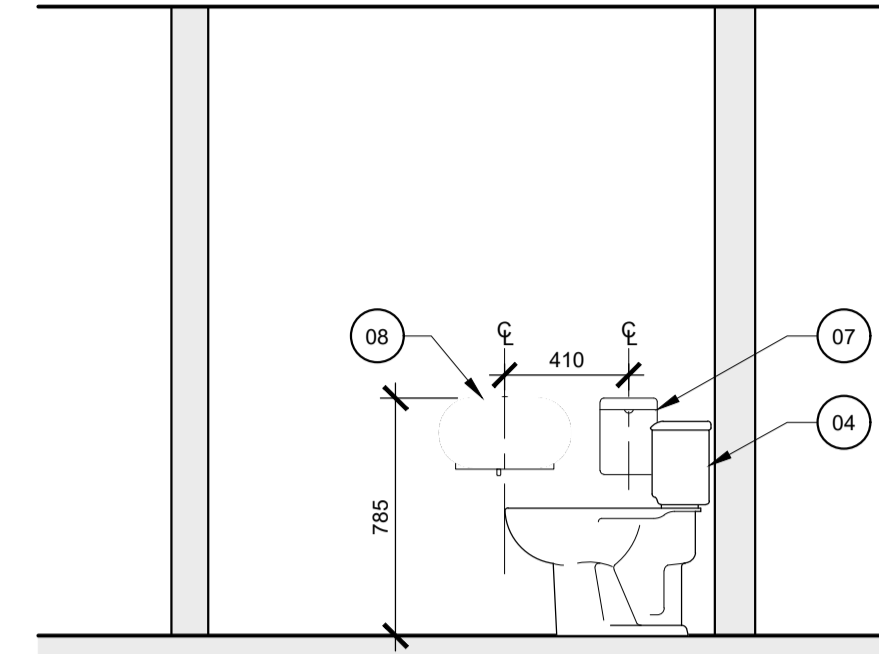


02B/A405 - COUPE

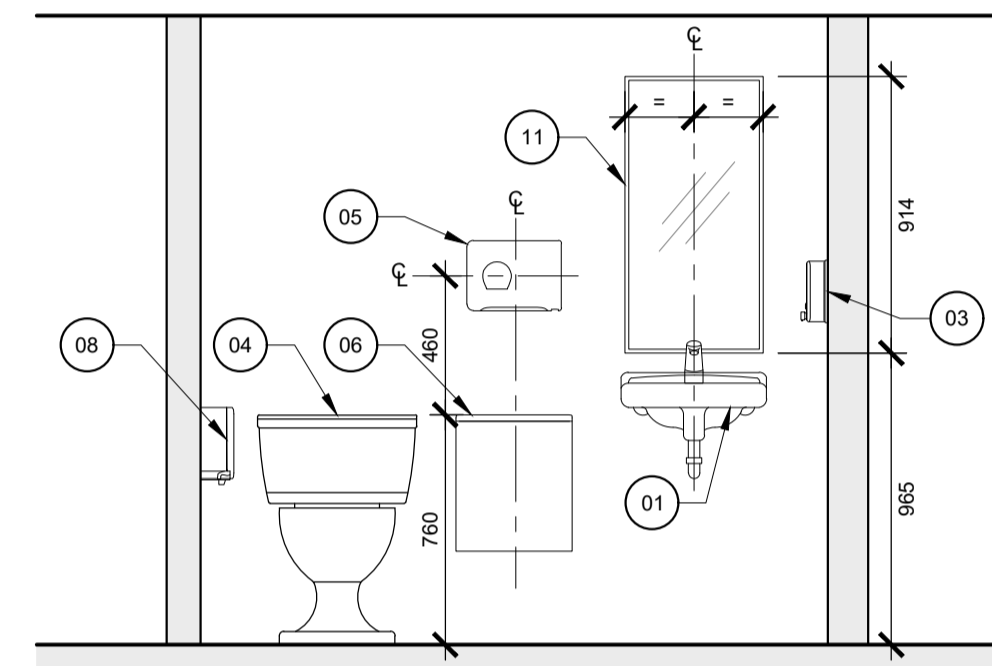


02A/A405 - PLAN

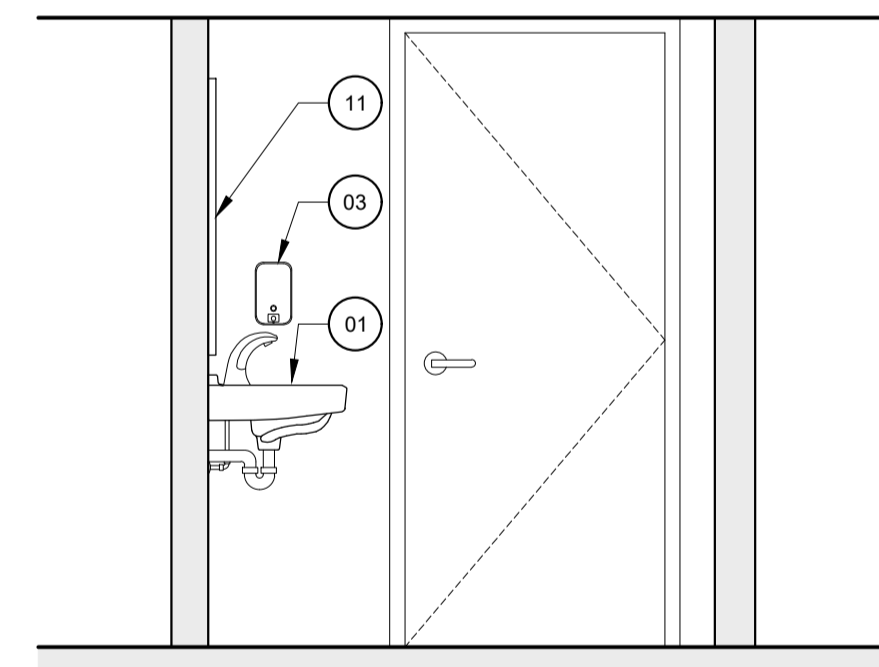
AGRANDI - TOILETTE 02  
1:25 A405



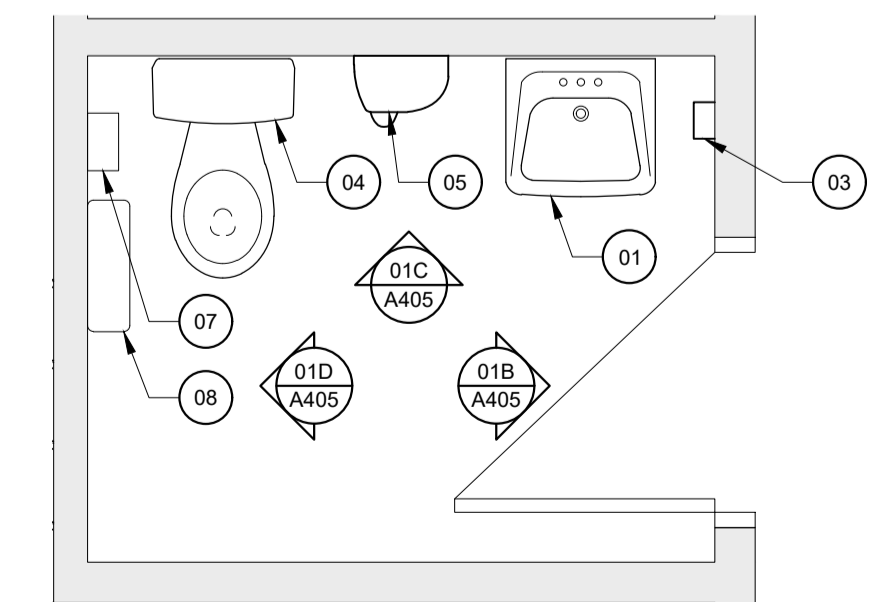
01D/A405 - COUPE



01C/A405 - COUPE



01B/A405 - COUPE

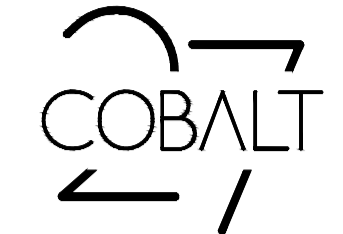


01A/A405 - PLAN

AGRANDI - TOILETTE 01  
1:25 A405

Fichier:

Remarques:



ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

LES CONSULTANTS



825, BOUL. GUIMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

sdk 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

ba bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

No	Description	Date	Par
----	-------------	------	-----

**Révisions**

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

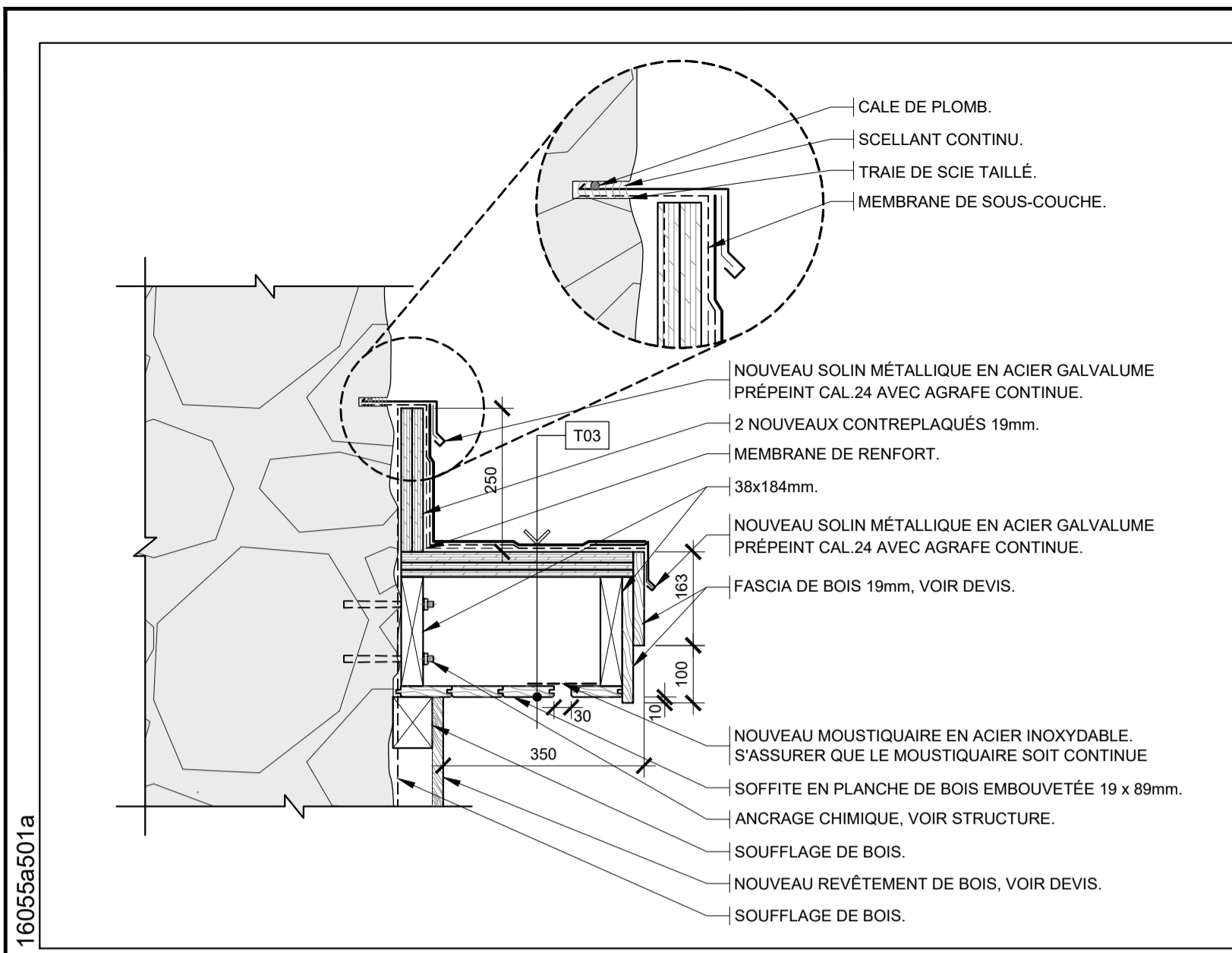
No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**AGRANDI - SALLE DE TOILETTES**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

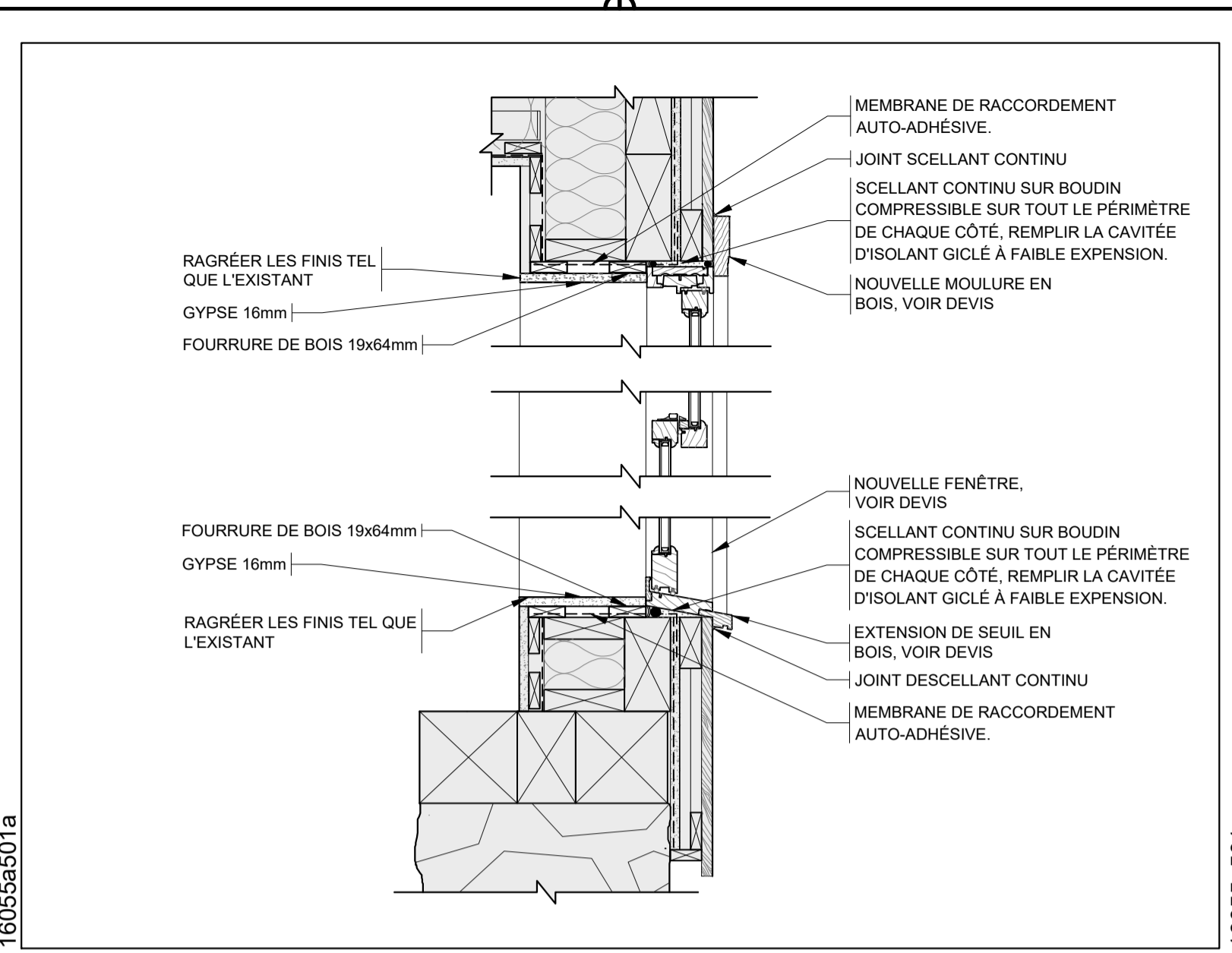
Chef de division:



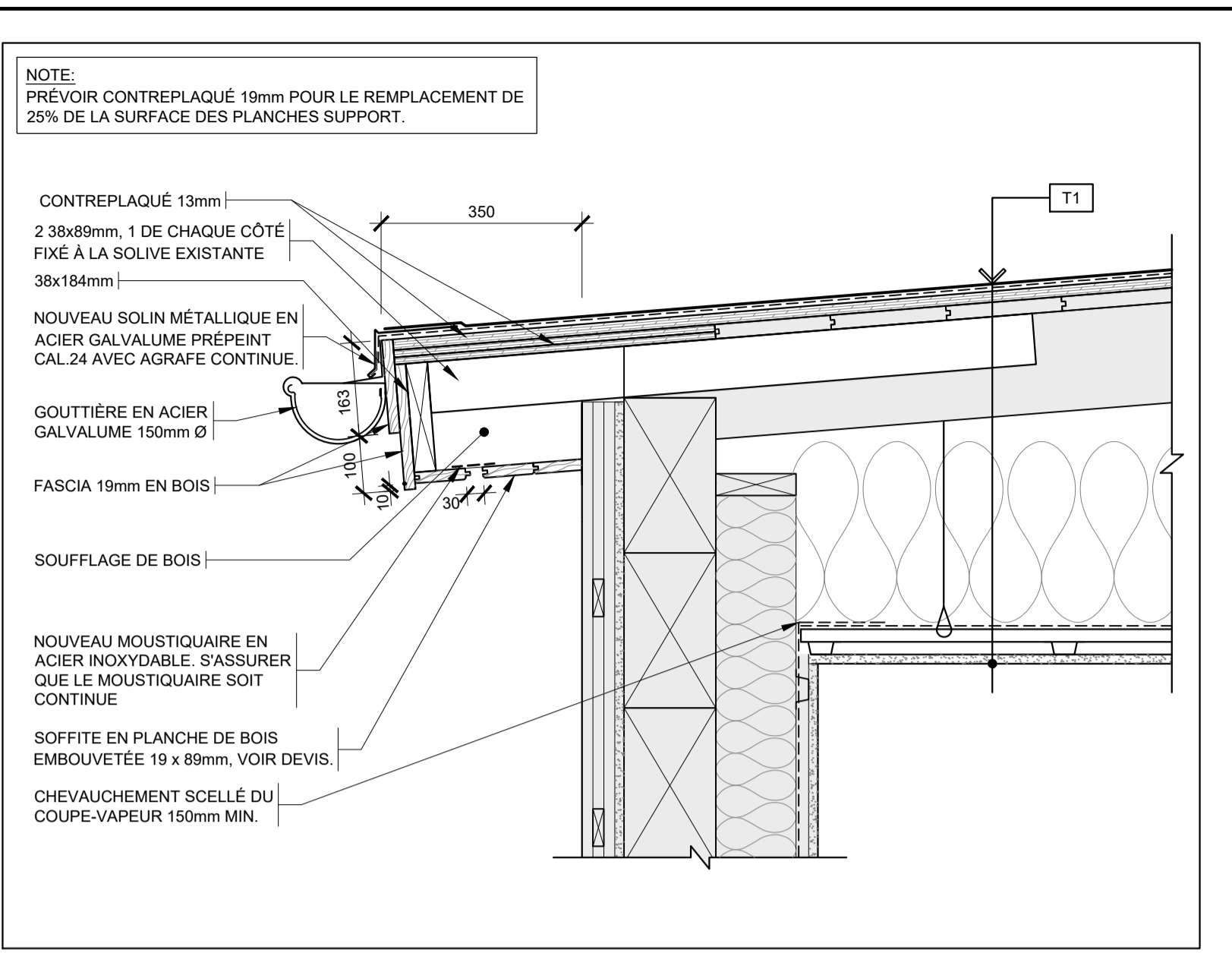
No du plan:	No A405
No de l'index:	



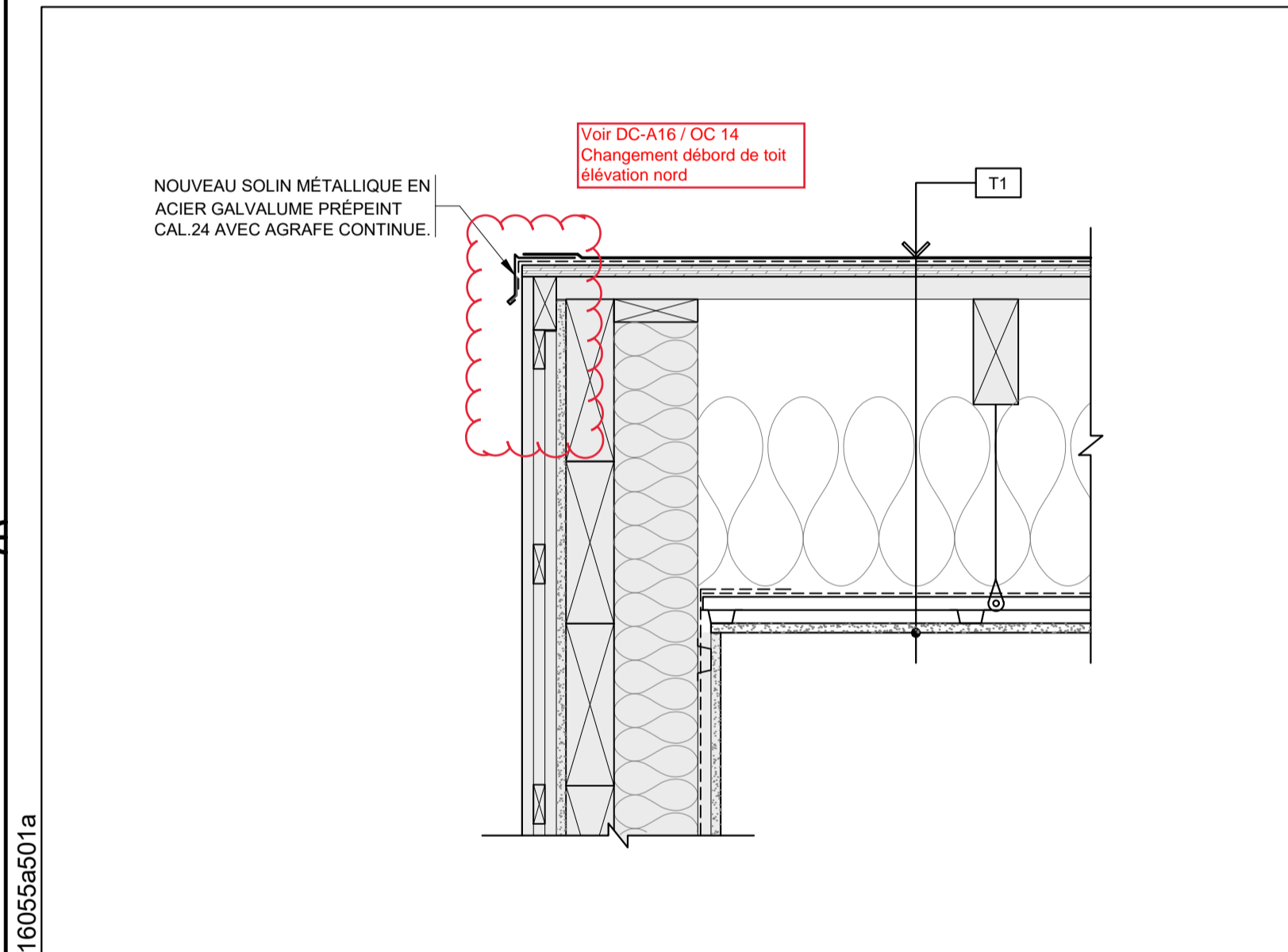
DÉTAIL EN COUPE DÉBORD DE TOIT - CONSTRUCTION 09  
1:10 A501



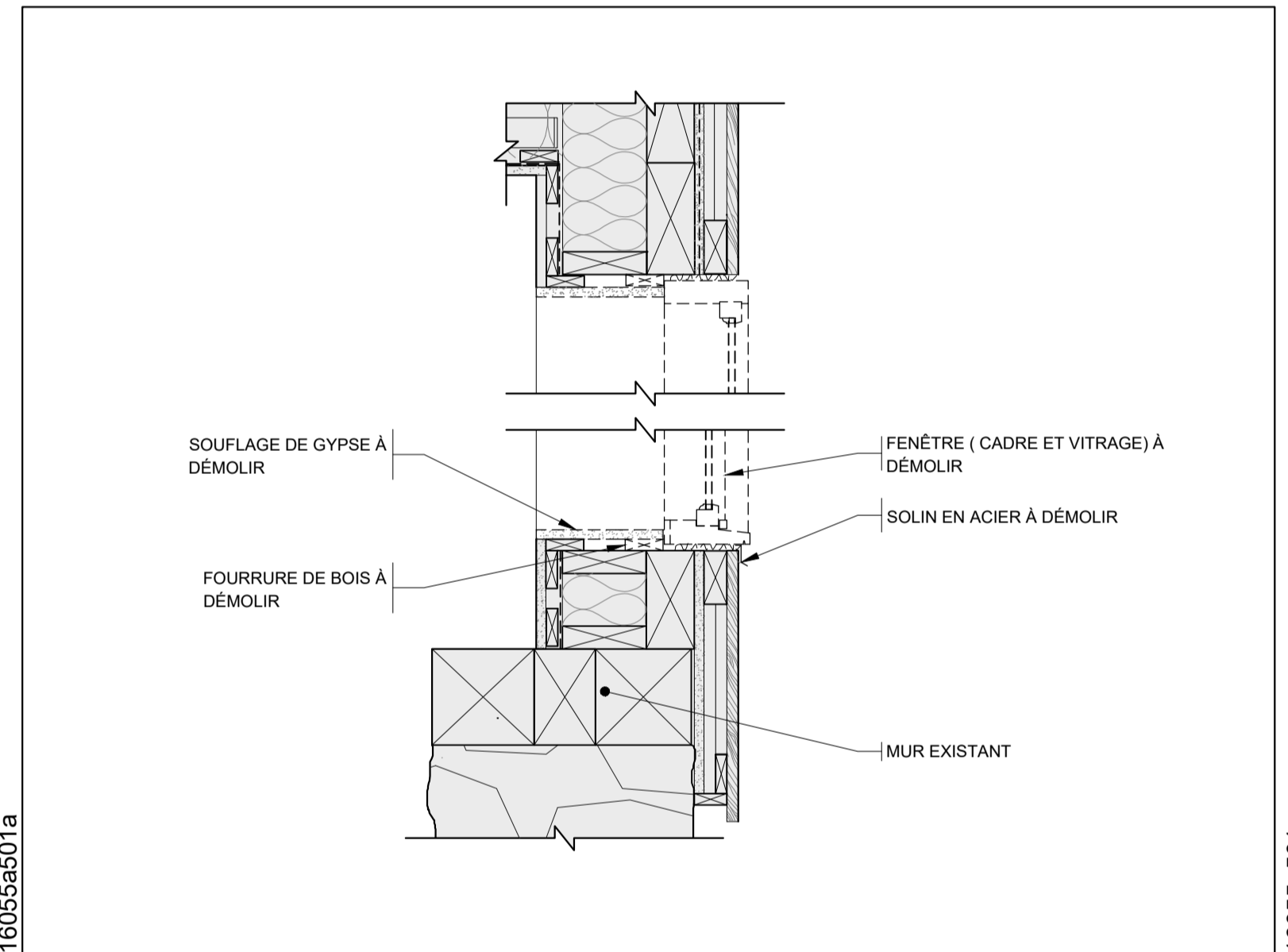
DÉTAIL LINTEAU ET ALLÈGE FENÊTRE - CONSTRUCTION 06  
1:10 A501



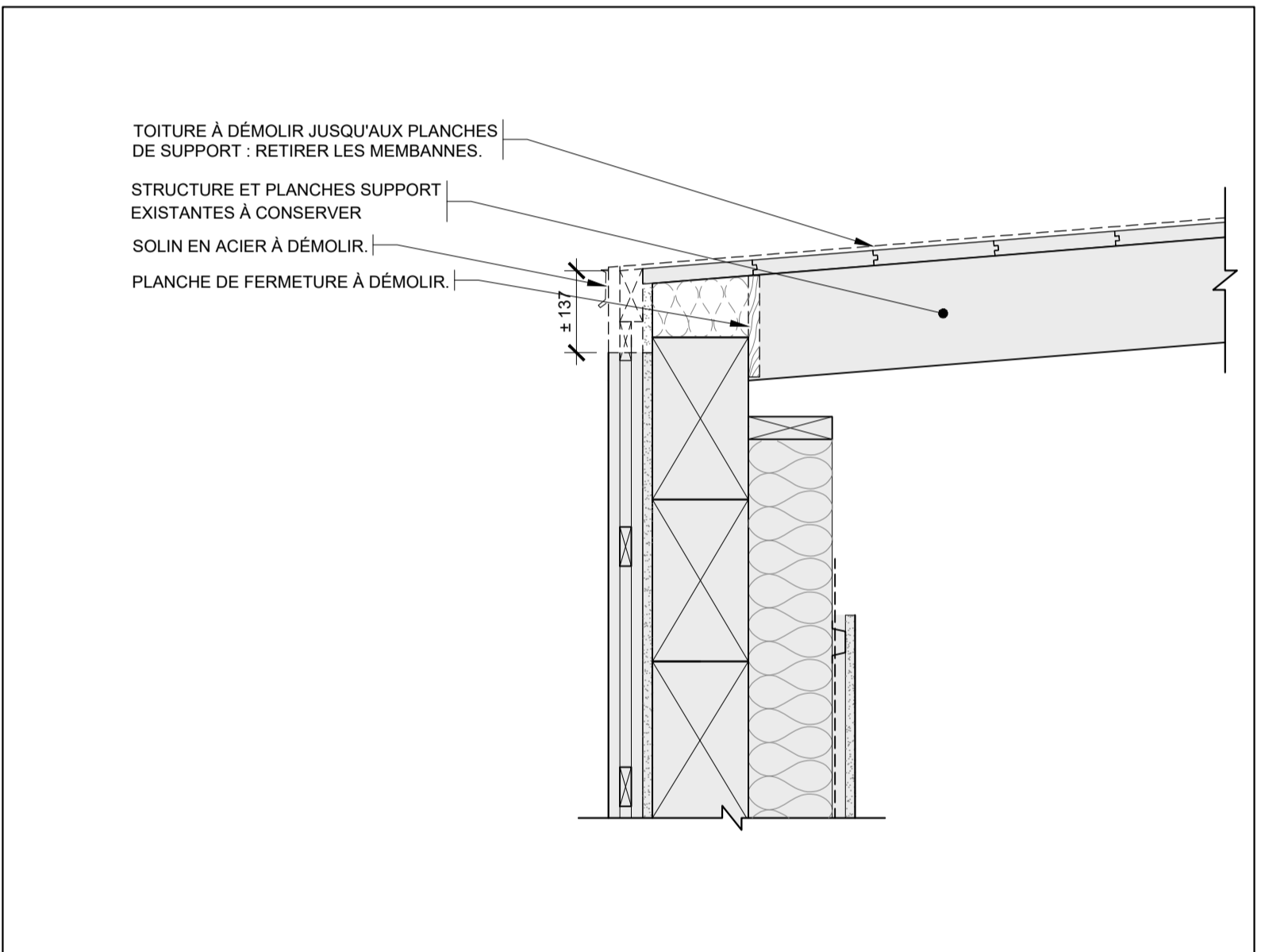
DÉTAIL EN COUPE DÉBORD DE TOIT - CONSTRUCTION 03  
1:10 A501



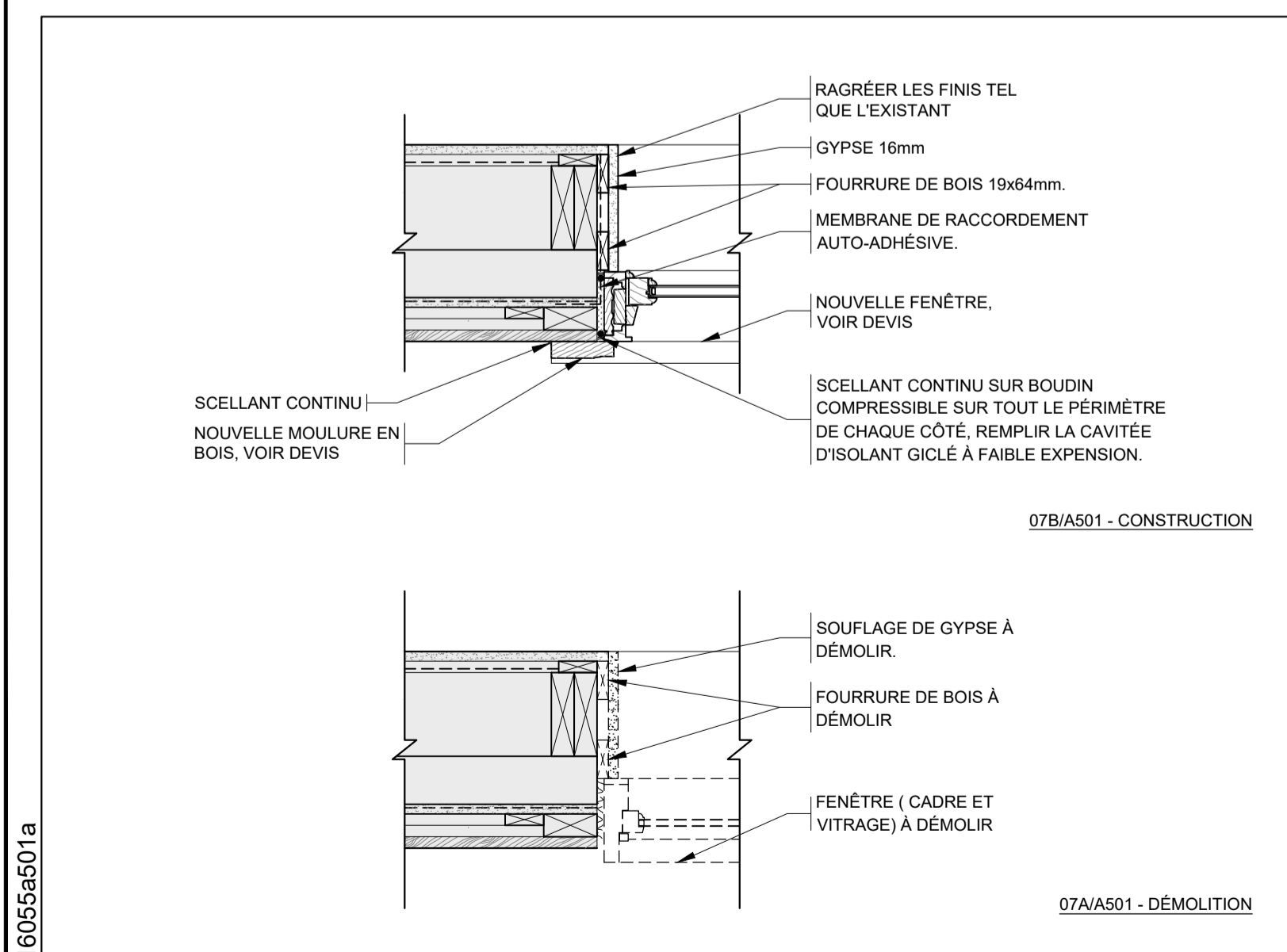
DÉTAIL EN COUPE SOLINAGE - CONSTRUCTION 08  
1:10 A501



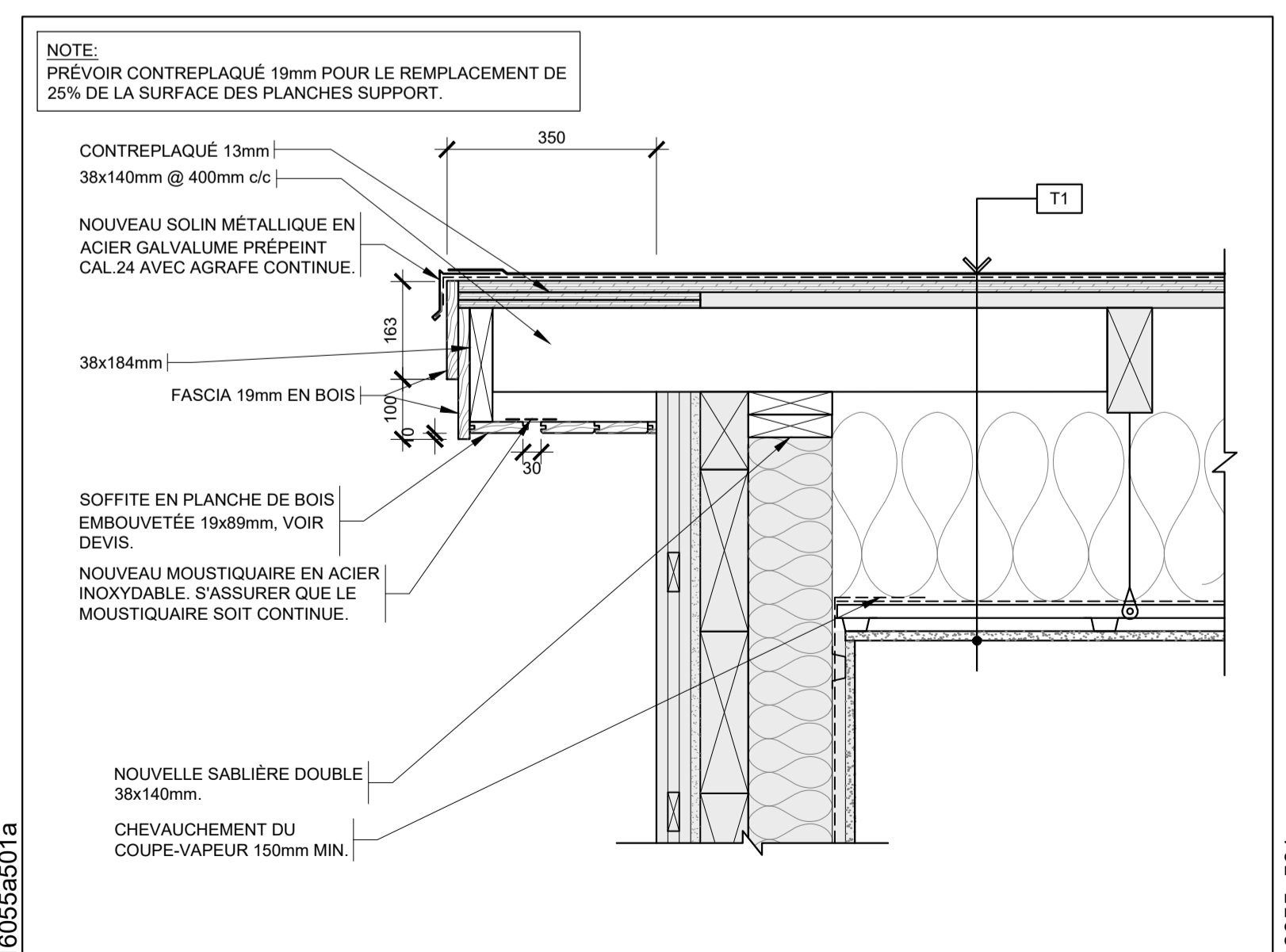
DÉTAIL LINTEAU ET ALLÈGE FENÊTRE - DÉMOLITION 05  
1:10 A501



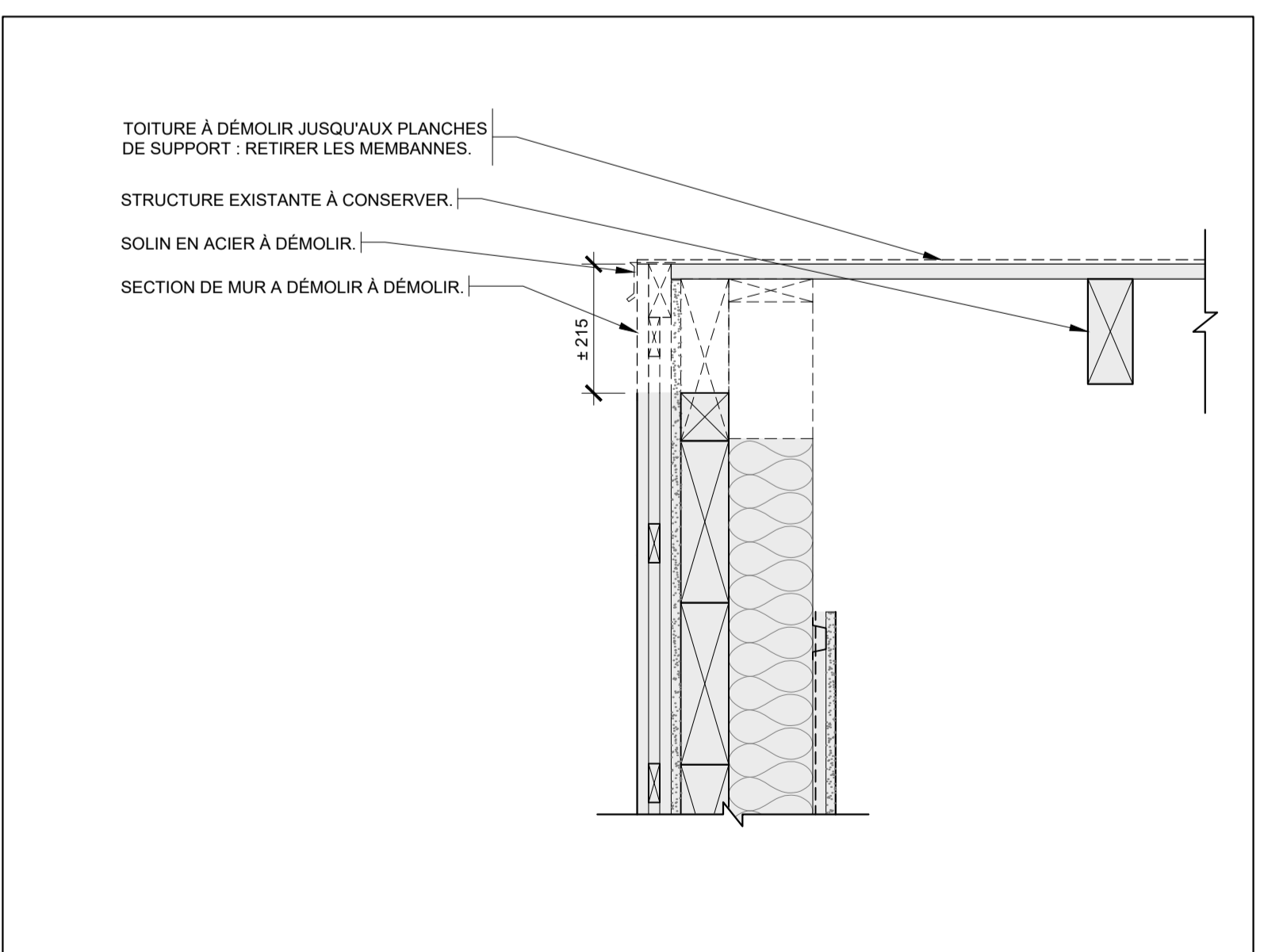
DÉTAIL EN COUPE DÉBORD DE TOIT - DÉMOLITION 02  
1:10 A501



DÉTAIL EN COUPE JAMBAGE FENÊTRE 07  
1:10 A501



DÉTAIL EN COUPE DÉBORD DE TOIT - CONSTRUCTION 04  
1:10 A501



DÉTAIL EN COUPE DÉBORD DE TOIT - DÉMOLITION 01  
1:10 A501

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESC**

825, BOUL. GILMONT, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**ask** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**bia** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 360  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

Revisions

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

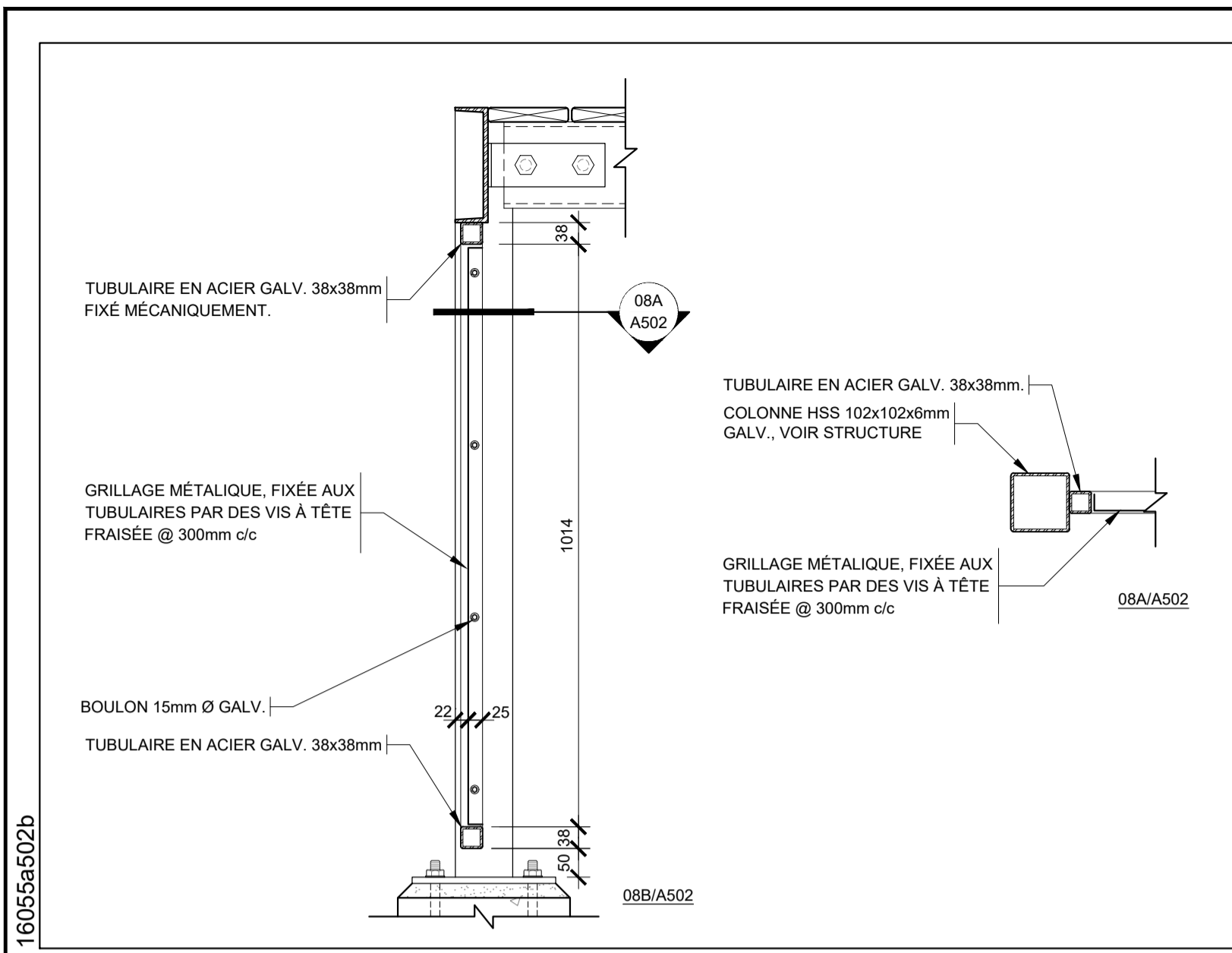
No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**DÉTAIL - DÉBORD DE TOIT  
DÉTAIL - FENÊTRE**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

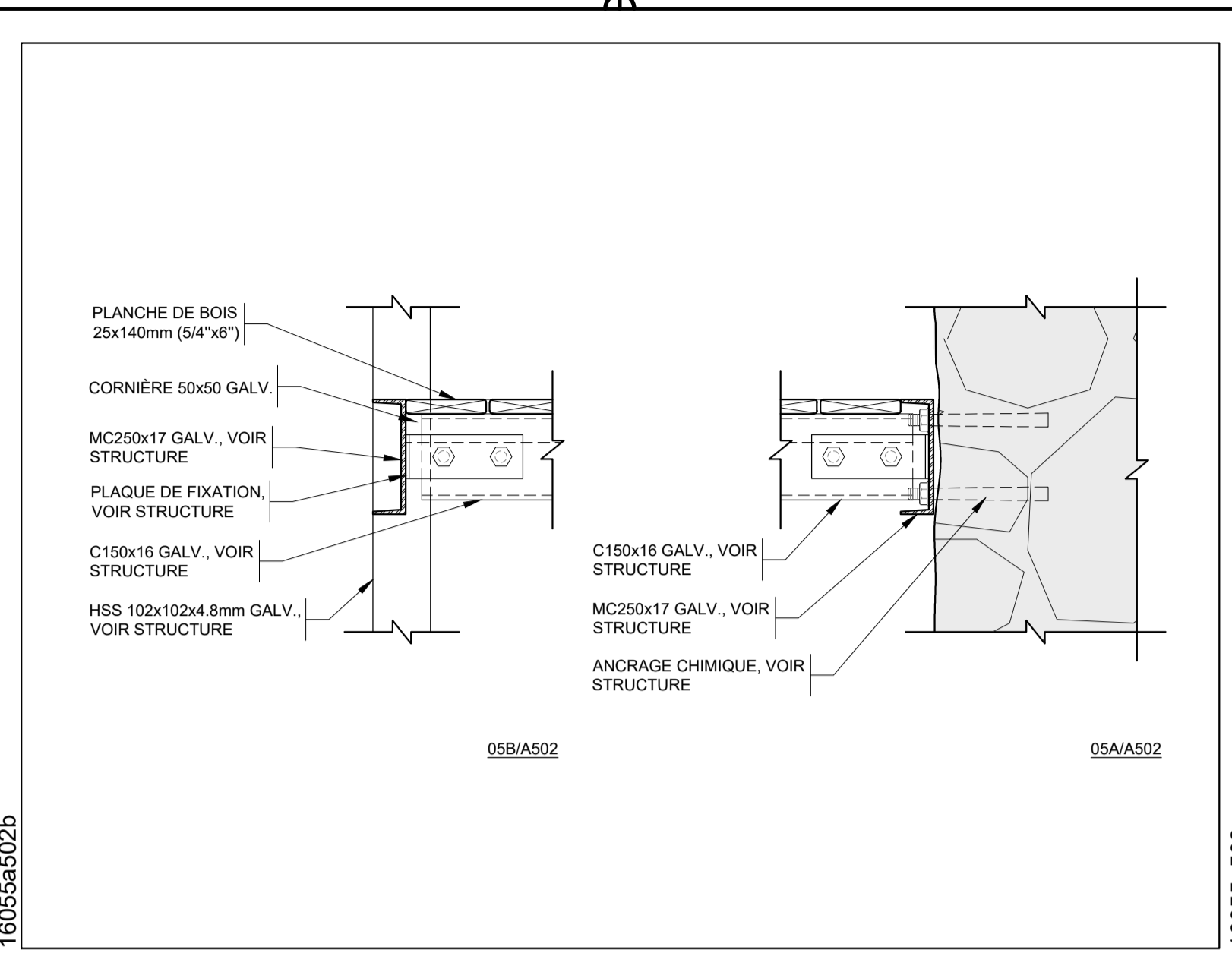
Chef de division:

**Montréal**

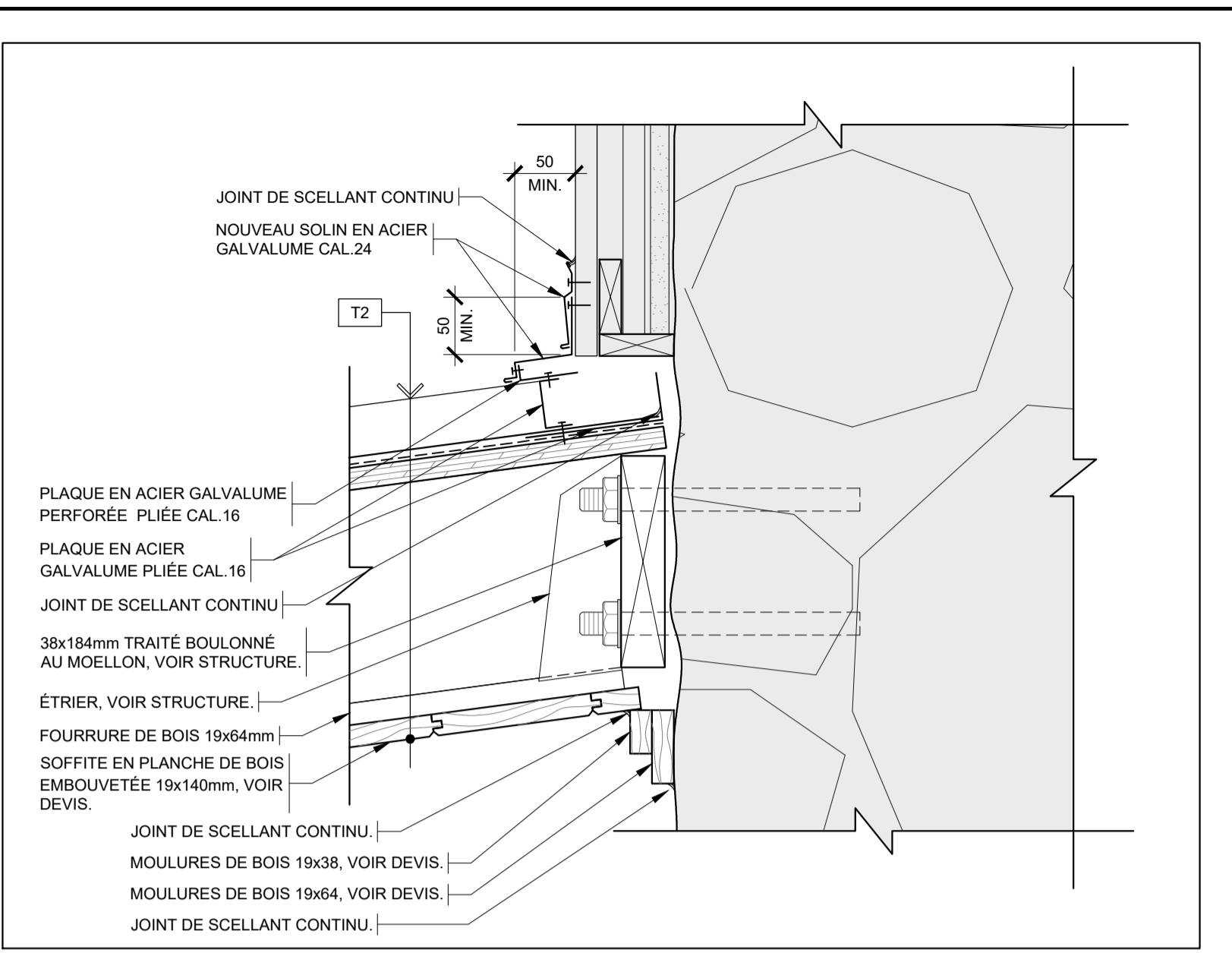
No du plan: A501  
No de l'index:



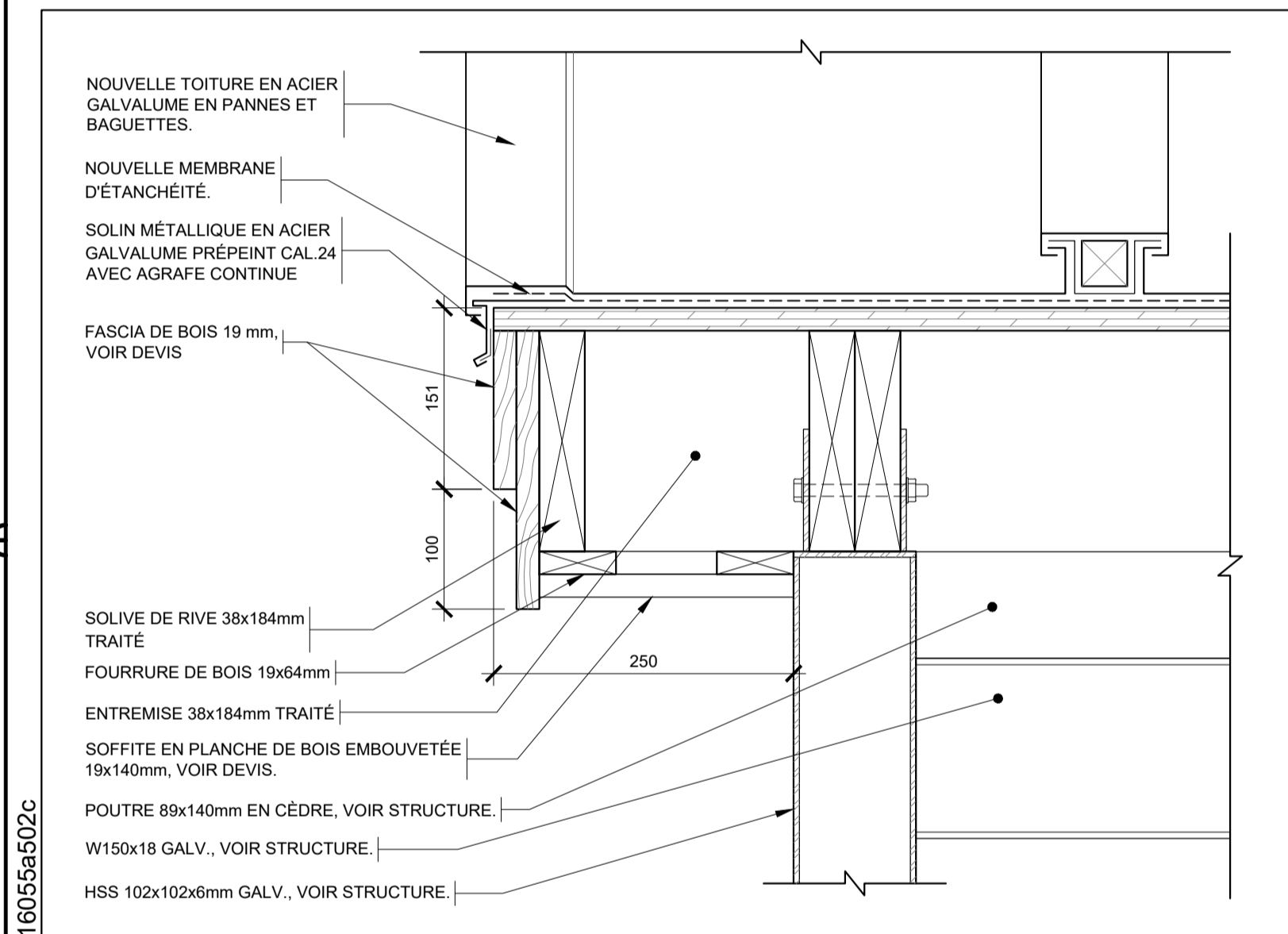
DÉTAIL EN COUPE GRILLAGE MÉTALLIQUE 08  
1:10 A502



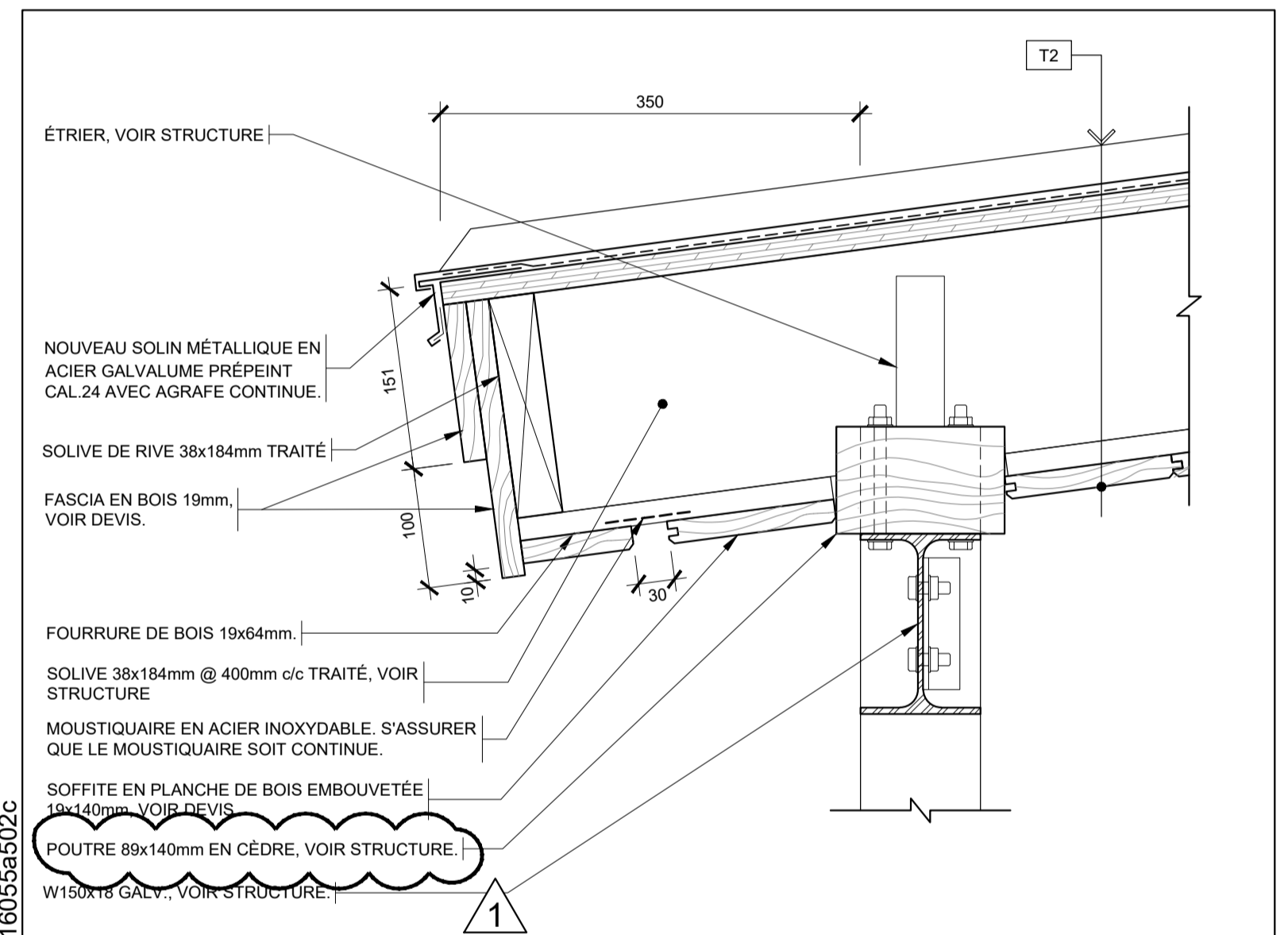
DÉTAIL EN COUPE PLANCHER VÉRANDA - CONSTRUCTION 05  
1:10 A502



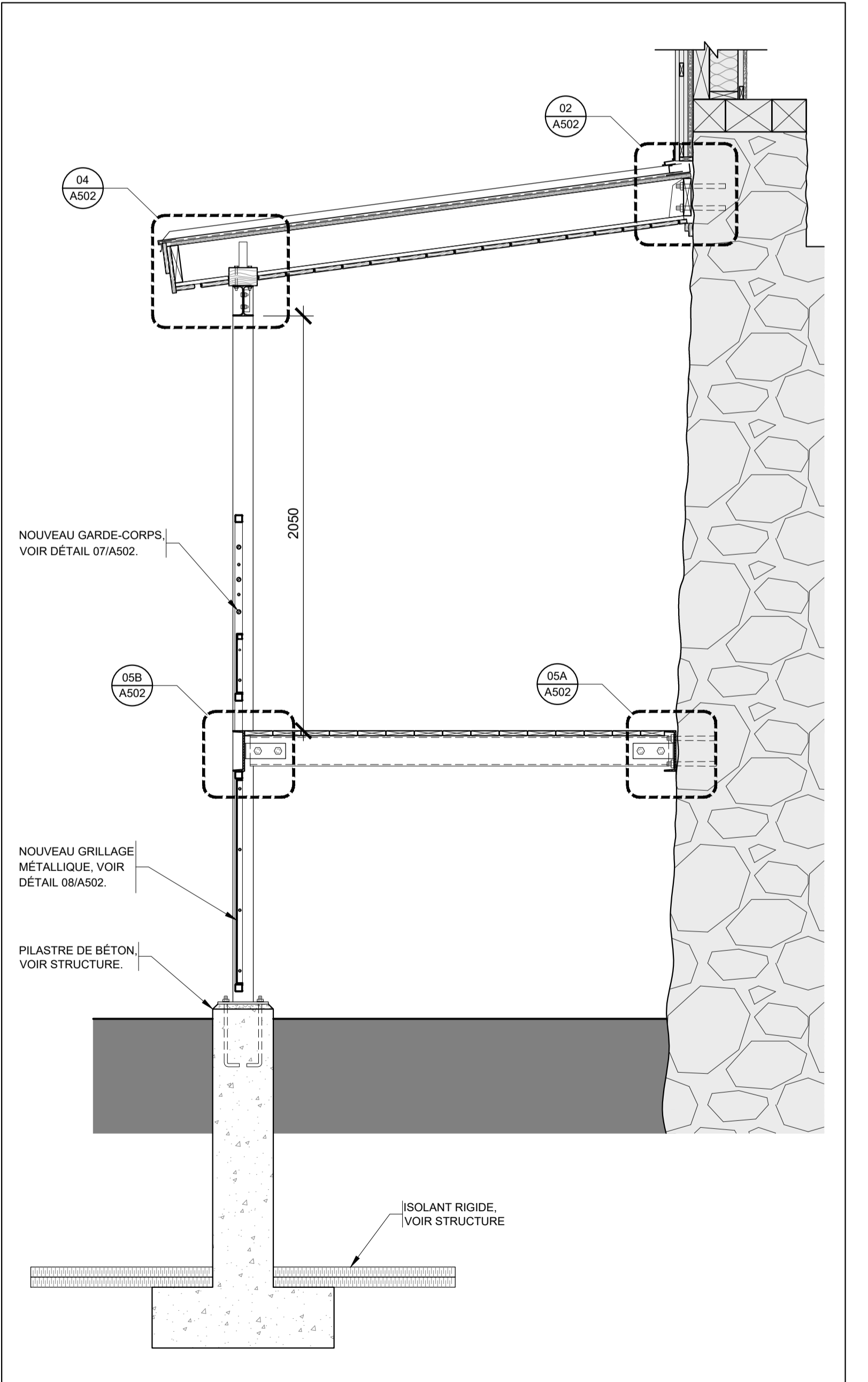
DÉTAIL EN COUPE TOÏT VÉRANDA - CONSTRUCTION 02  
1:5 A502



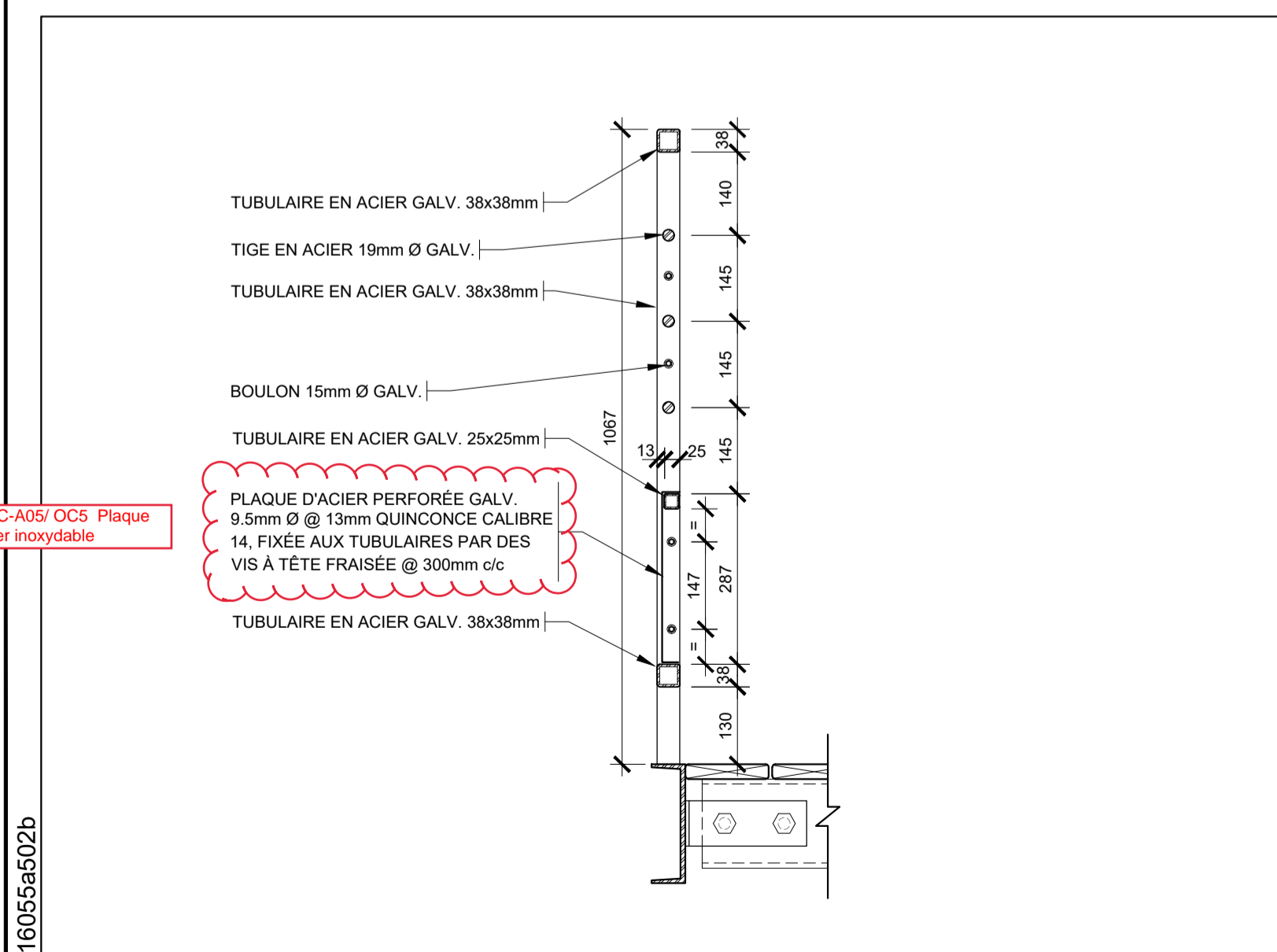
DÉTAIL EN COUPE TOIT VÉRANDA - CONSTRUCTION 07  
1:5 A502



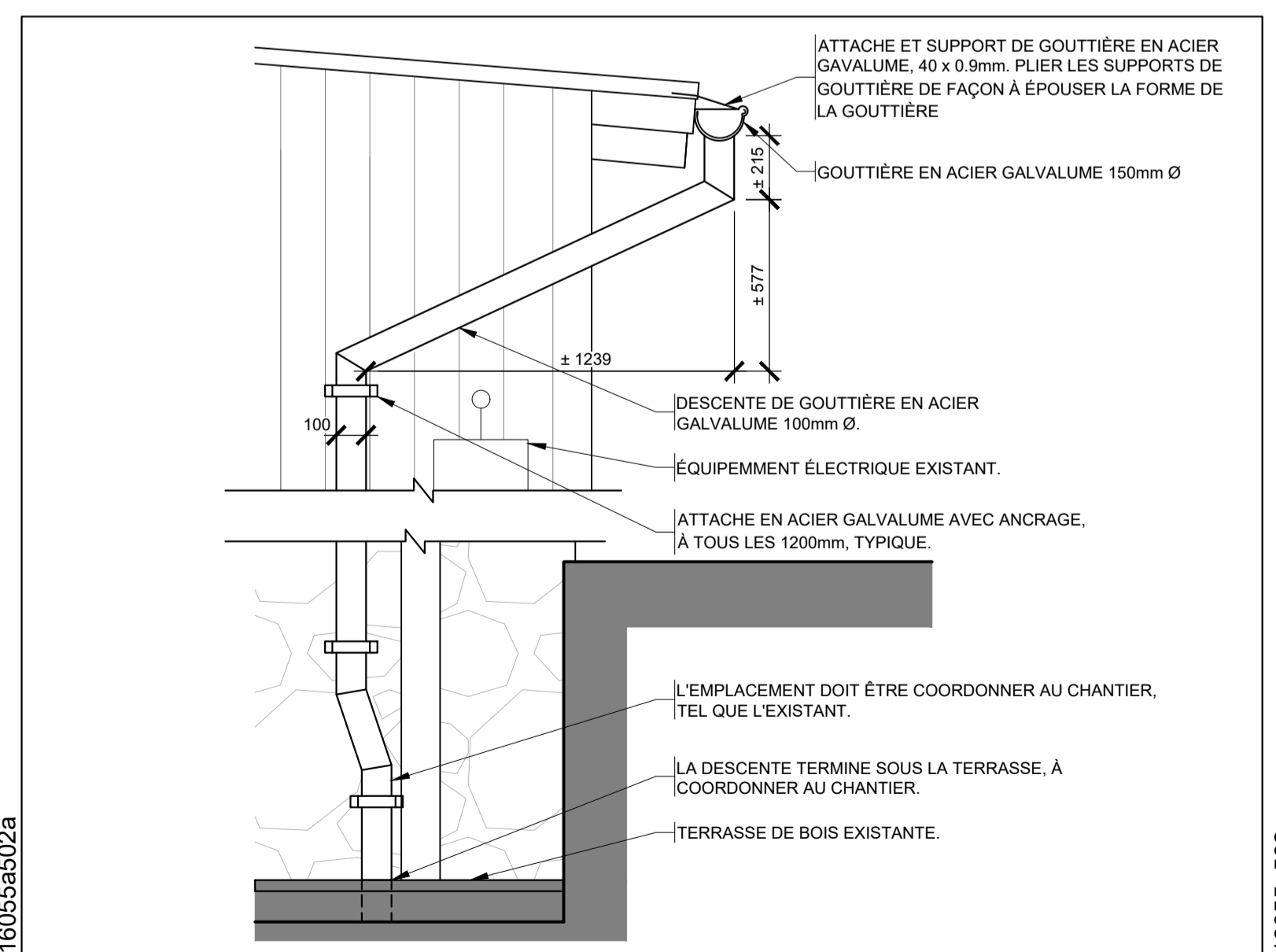
DÉTAIL EN COUPE TOÏT VÉRANDA - CONSTRUCTION 04  
1:5 A502



COUPE VÉRANDA - CONSTRUCTION 01  
1:20 A502



DÉTAIL EN COUPE GARDE-CORPS - CONSTRUCTION 06  
1:10 A502



DÉTAIL GOUTTIÈRE ET DESCENTE PLUVIALE - CONSTRUCTION 03  
1:20 A502

Fichier:

Remarques:

**COBALT**  
ARCHITECTES

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**  
**MESCO**

825, BOUL. GUMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdk** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tel.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba** bernard & associés  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	ADDENDA 01	2017-06-09	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

Revisions

B.M.

Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016

Dessin: C.P.

Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ

Approbation: MARTIN CÔTÉ

Élévation:

*Martin Côté*  
Océan 3960  
MARTIN CÔTÉ  
ARCHITECTE  
du Québec

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:  
**COUPE - VÉRANDA**

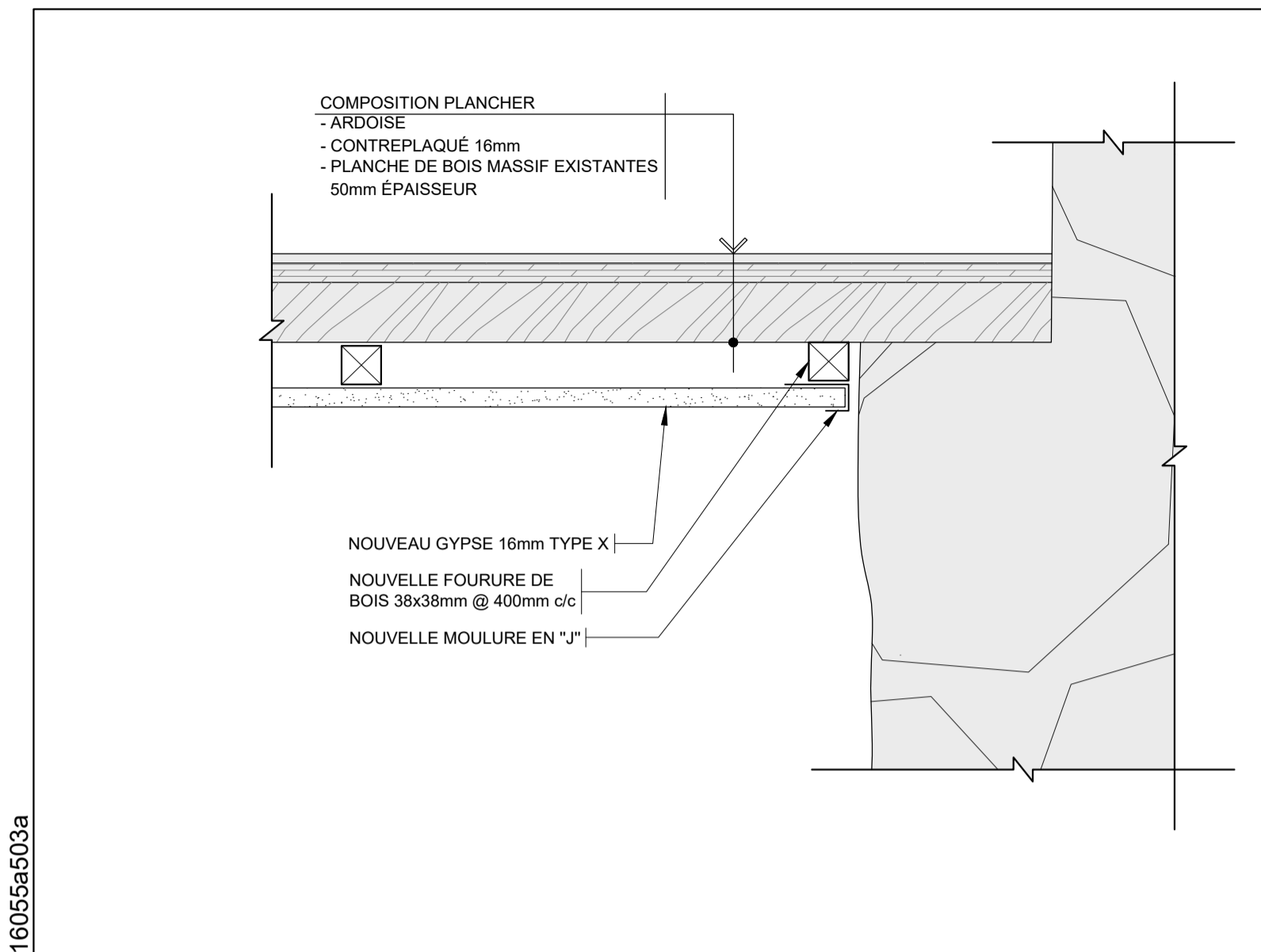
SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

**Montréal**

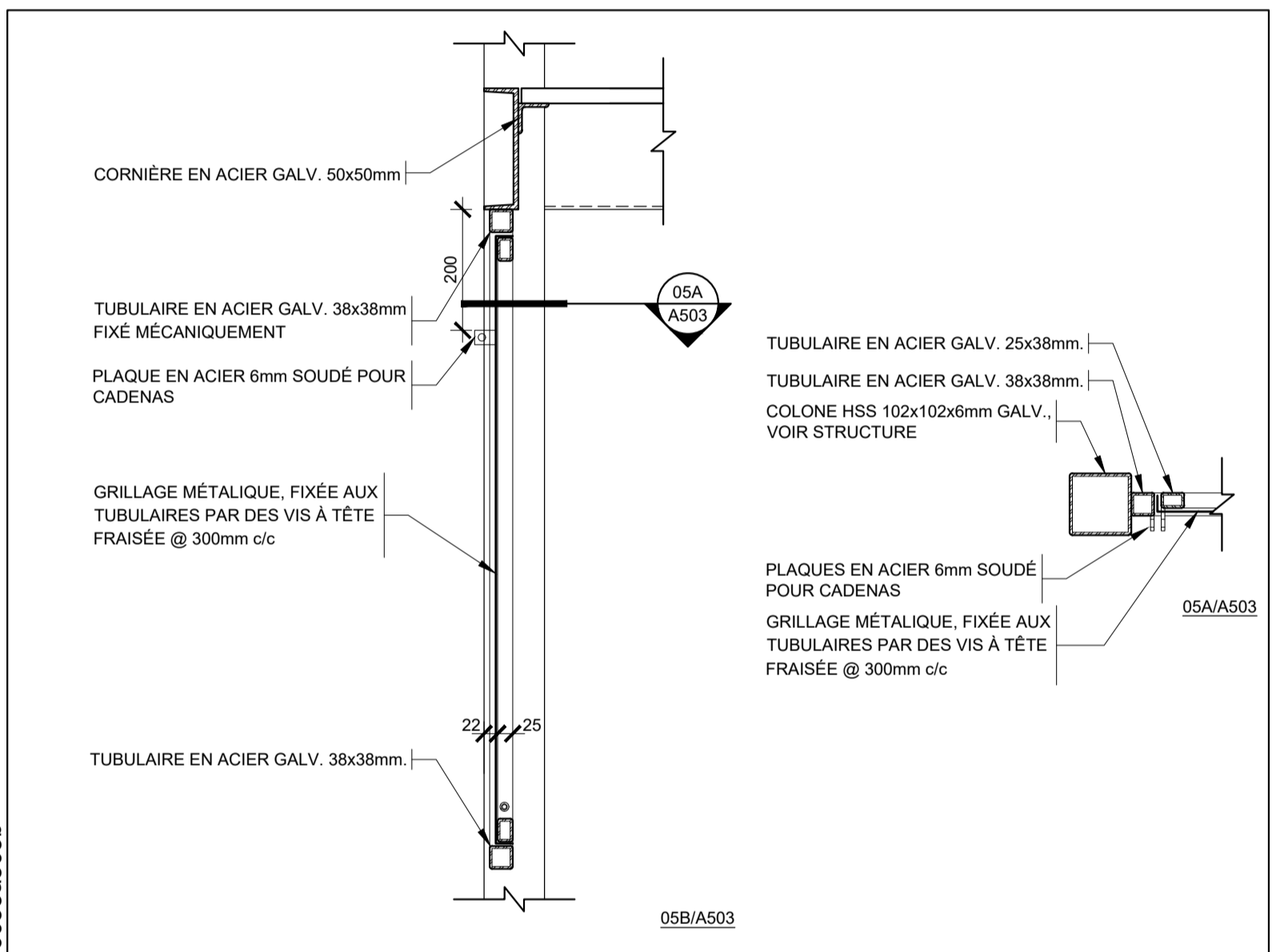
No du plan: A502

No de l'index:



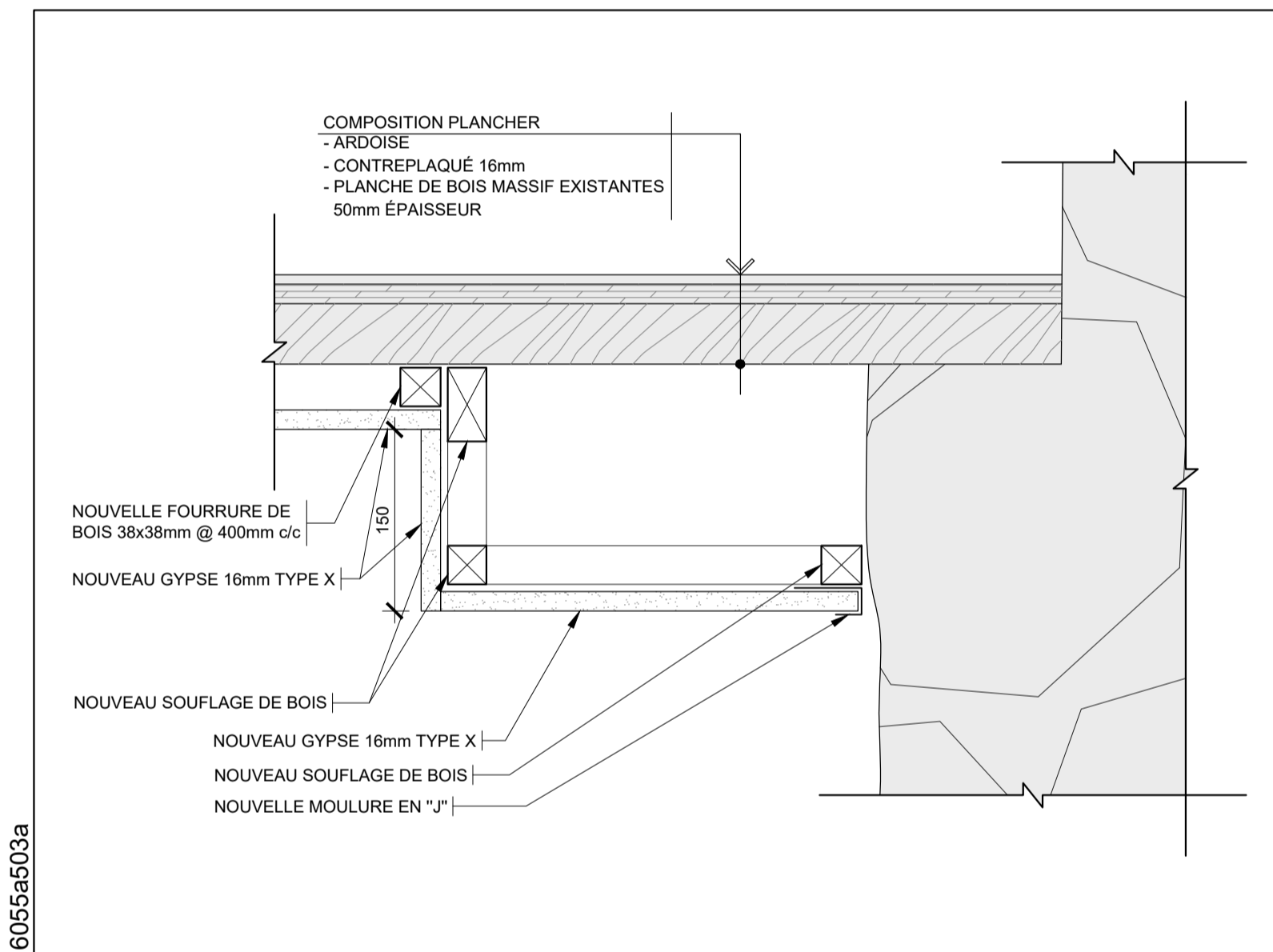
16055a503a

DÉTAIL JOINCTION PLAFOND / MUR DE MOELLON 03  
1:5 A503



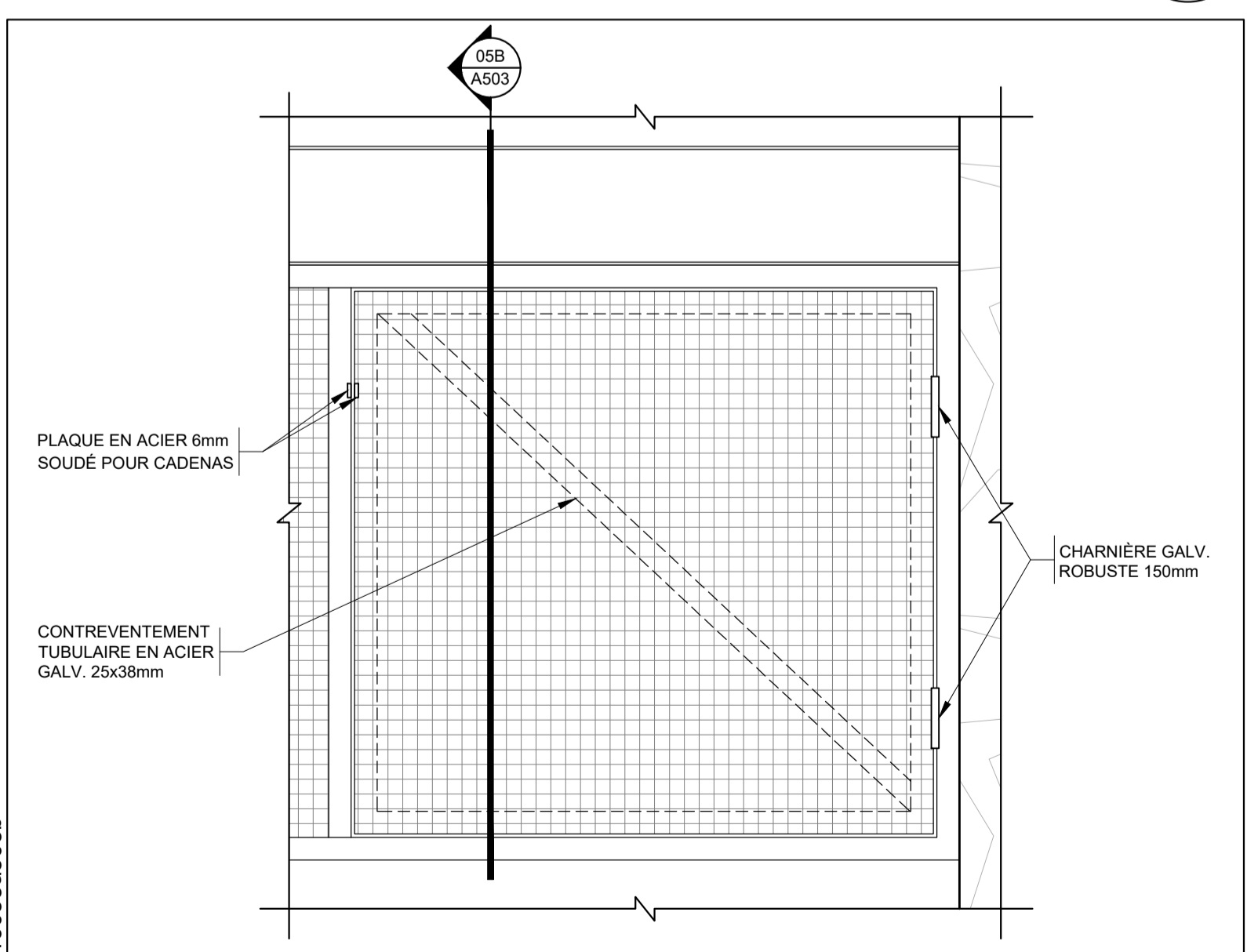
16055a503b

DÉTAIL EN COUPE PORTE D'ACCÈS VÉRANDA 05  
1:5 A503



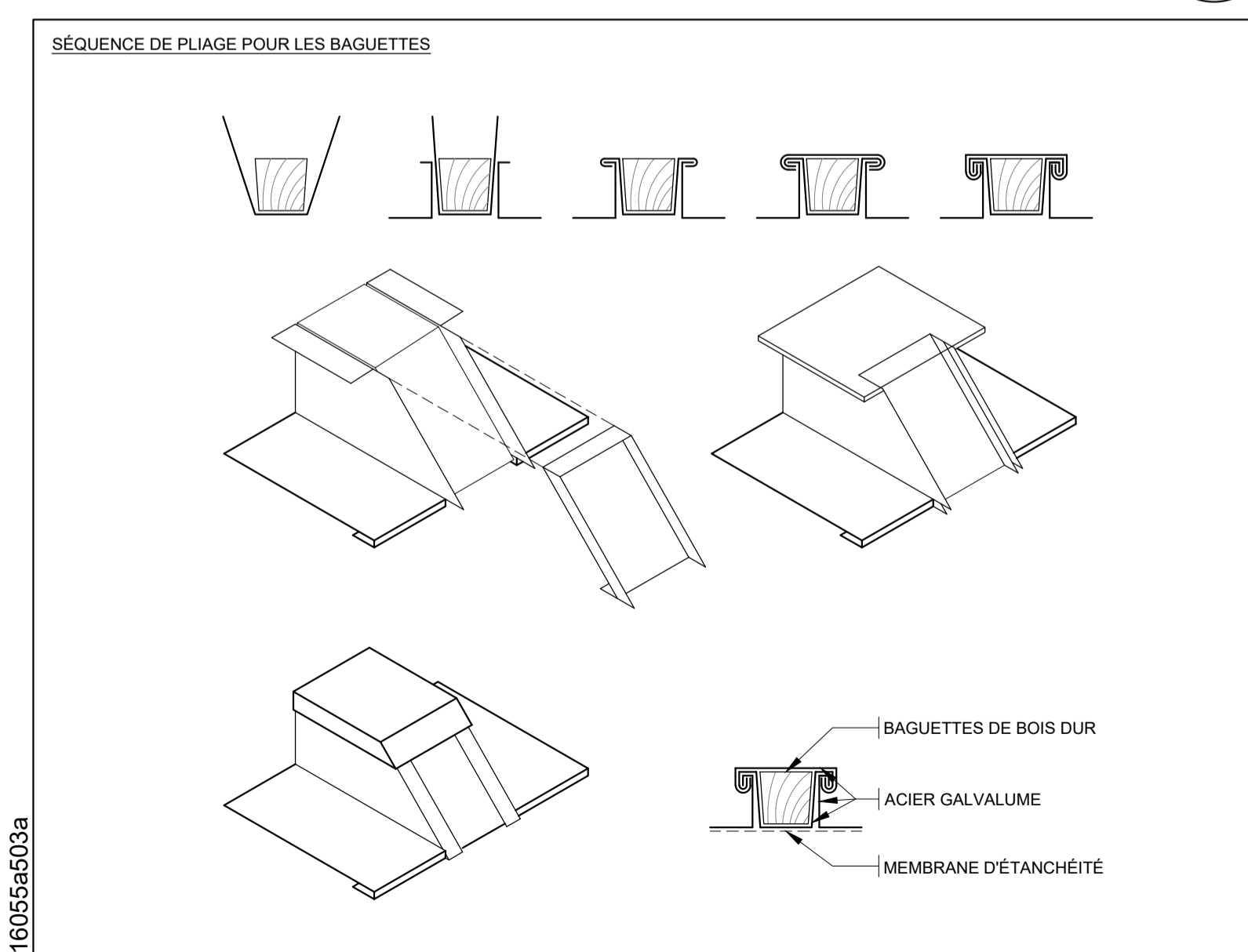
16055a503a

DÉTAIL RETOMBÉE DE PLAFOND 02  
1:5 A503



16055a503b

AGRANDI PORTE D'ACCÈS VÉRANDA 04  
1:5 A503

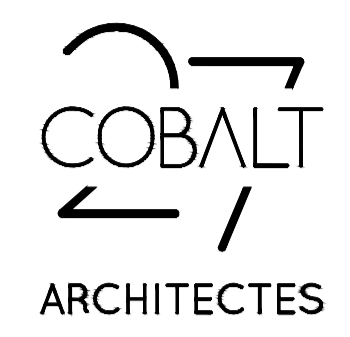


16055a503a

DÉTAIL BAGUETTE 01  
1:10 A503

Fichier:

Remarques:



400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049



825, BOUL. GUILMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL: 514-342-2652 FAX: 514-342-5403  
COURRIEL: info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
△	ADDENDA 01	2017-06-09	M.C.

**Révisions**

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Élévation:  
Ode des architectes  
MARTIN CÔTÉ  
ARCHITECTE  
du Québec

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**DÉTAILS**

**SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,**  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

**Montréal**

No du plan: No A503  
No de l'index:

**NOTES GÉNÉRALES:**

- LORSQUE LES BLOCAGES SONT VISIBLES, PRÉVOIR UN FINI DE PLACAGE ET/OU STRATIFIÉ.
- APPLIQUER UN SCELLANT DANS LE JOINT SÉPARANT LE DOSSERET OU LE COMPTOIR DE STRATIFIÉ ET LE MUR ADJACENT.
- PRÉVOIR DU STRATIFIÉ OU UNE FEUILLE DE TENSION EN DESSOUS/ À L'ARRIÈRE DES MORCEAUX PLAQUÉ EN FAÇADES / EN SURFACES.
- PRÉVOIR LES FONDS DE CLOUAGES NÉCESSAIRES POUR LA FIXATION DU MOBILIER.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, L'INTÉRIEUR DES ARMOIRES HAUTES, DES COMPTOIRS LAVABO ET LES TABLETTES SERONT EN FINI STRATIFIÉ PS2.

**LÉGENDE :**

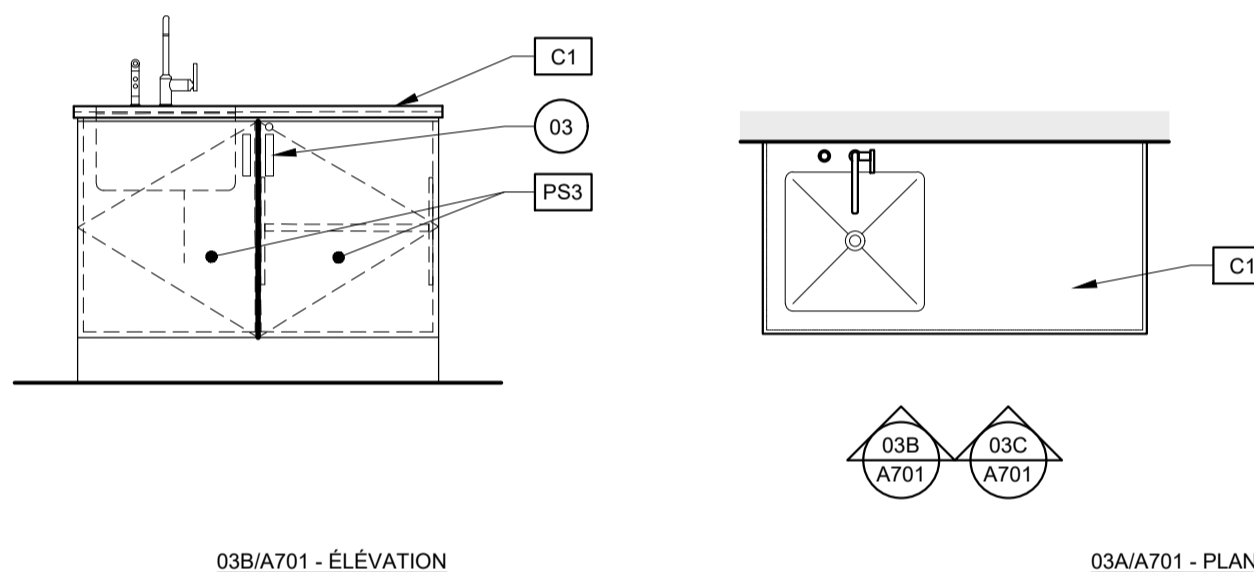
01	ÉVIER, VOIR INGÉNIEUR.
02	ROBINET, VOIR INGÉNIEUR.
03	POIGNÉE, MODÈLE #616748160, FINI 174, DE MARQUE RICHELIEU OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.
04	TABLETTE AJUSTABLE EN CONTREPLAQUÉ 19 mm FINI STRATIFIÉ, SUR CRÉMAILLÈRE AVEC SUPPORT À TABLETTE.
05	CHARNIÈRE BLUM CLIP TOP 120° AVEC RESSORT, MODÈLE #717555180 DE RICHELIEU OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.

**LÉGENDE DES FINIS:**

- PS1 PANNEAU STRATIFIÉ  
COMPAGNIE: FORMICA  
COULEUR: BOIS D'ÉPAVE #7182-58
- PS2 PANNEAU STRATIFIÉ  
COMPAGNIE: FORMICA  
COULEUR: BLANC BRILLANT #459-58
- PS3 PANNEAU STRATIFIÉ  
COMPAGNIE: FORMICA  
COULEUR: ÉRABLE AMBRÉ #7012-58
- PS4 PANNEAU STRATIFIÉ  
COMPAGNIE: FORMICA  
COULEUR: ÉRABLE NATUREL #756-58
- C1 COMPTOIR  
COMPAGNIE: CORIAN  
COULEUR: WHITE JASMINE
- CE1 CARREAU DE CÉRAMIQUE MURAL  
COMPAGNIE: OLYMPIA  
FORMAT: 100 x 100mm  
COULEUR: BLANC
- CE2 CARREAU DE CÉRAMIQUE MURAL  
COMPAGNIE: CÉRAGRÈS  
FORMAT: 100 x 502mm  
SÉRIE: BRICKWALL  
COULEUR: BLANC

**NOTES:**

LE PLAN ET LES ÉLÉVATIONS DE LA CUISINE SONT UTILISÉES POUR ILLUSTRER LES FINIS DU DOSSERET ET DES ARMOIRES HAUTES SEULEMENT. POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA CUISINE ET LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION DU MOBILIER, SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DU CUISINISTE.

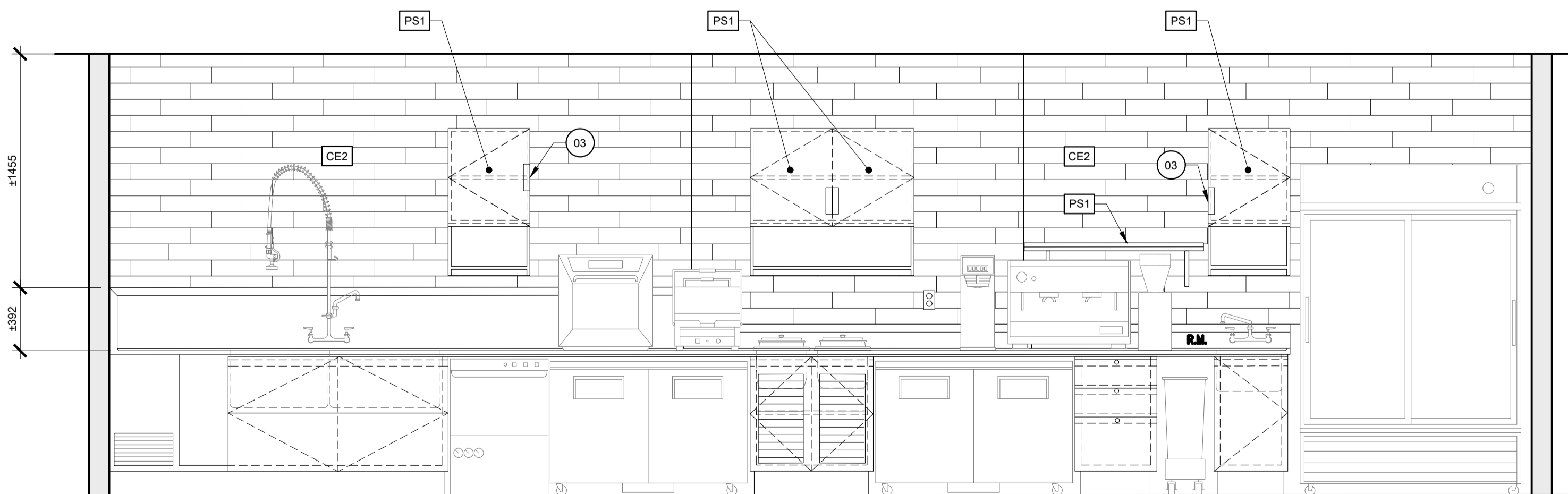


16055A701

**MOBILIER 03**  
1:25 A701

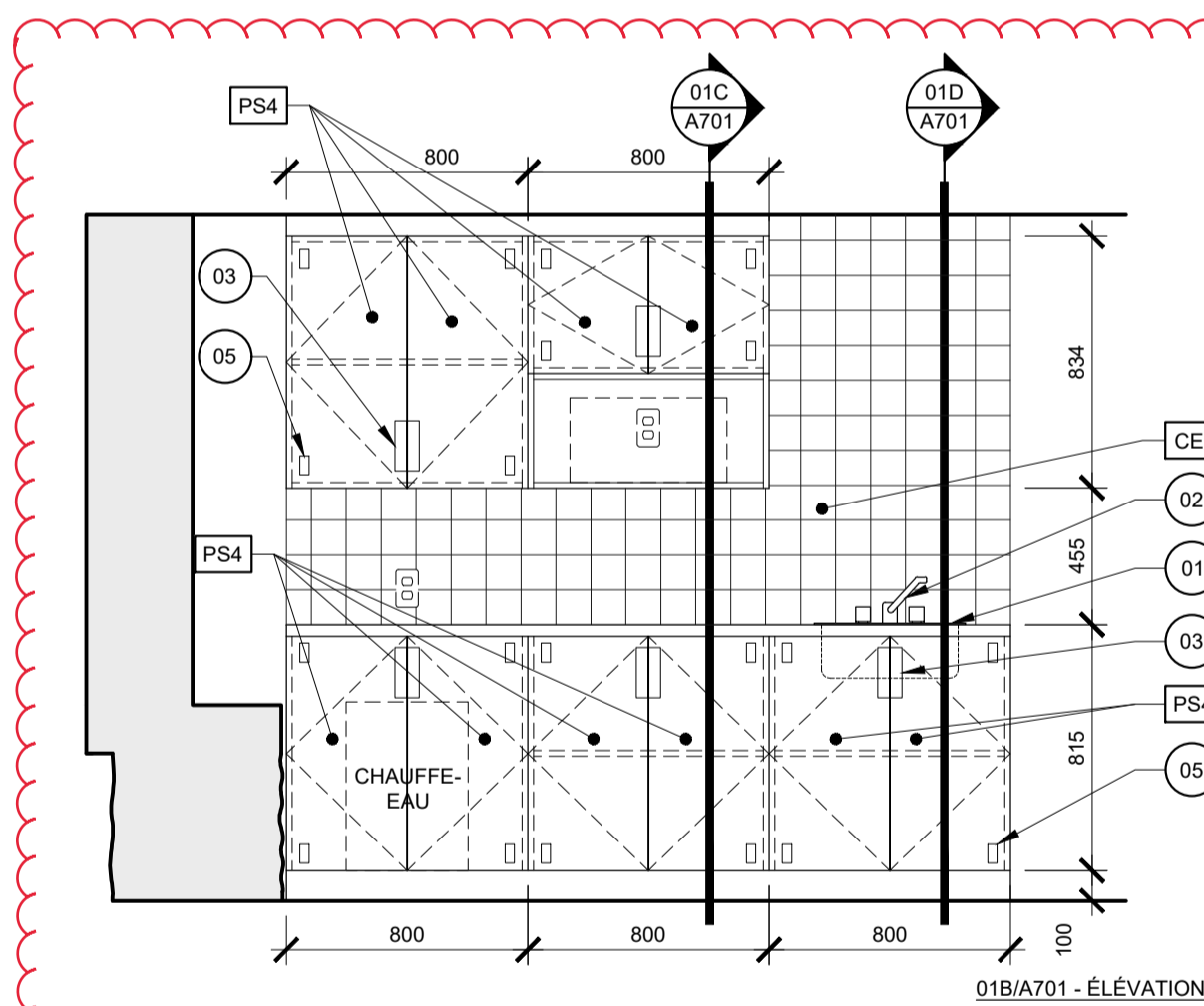
**NOTES:**

LE PLAN ET LES ÉLÉVATIONS DE LA CUISINE SONT UTILISÉES POUR ILLUSTRER LES FINIS DU DOSSERET ET DES ARMOIRES HAUTES SEULEMENT. POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA CUISINE ET LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION DU MOBILIER, SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DU CUISINISTE.

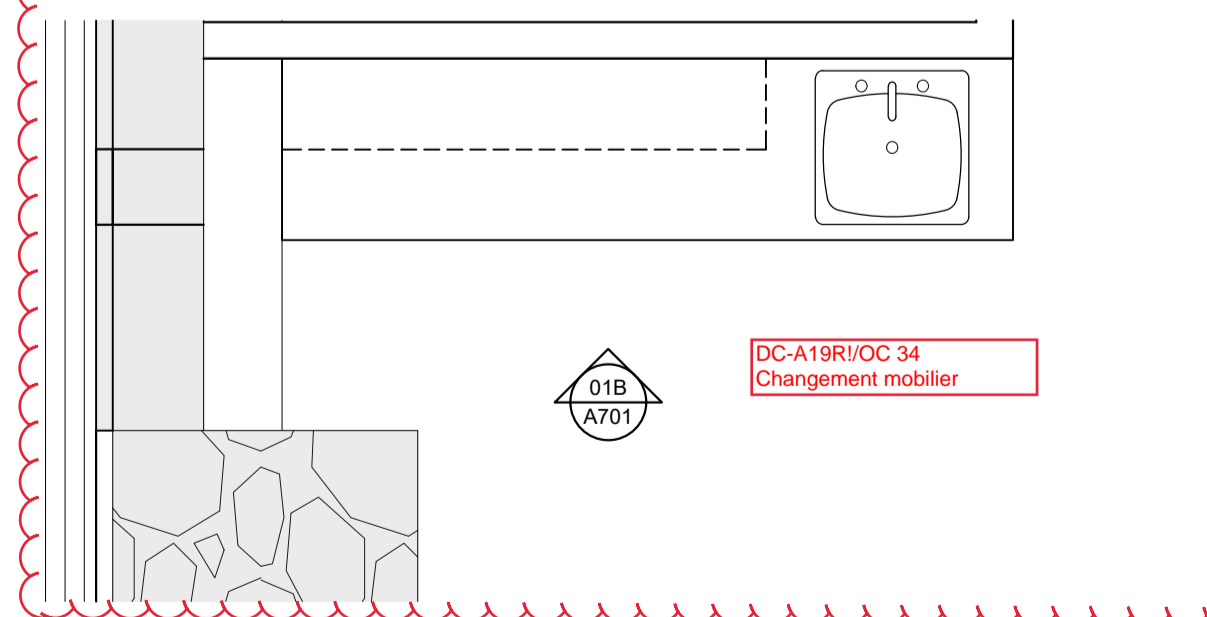


16055A701

**MOBILIER 02**  
1:25 A701

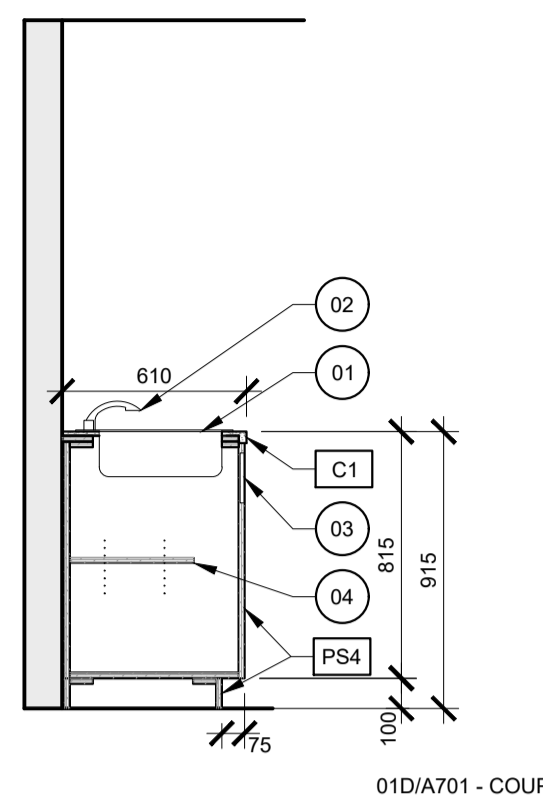


01B/A701 - ÉLÉVATION

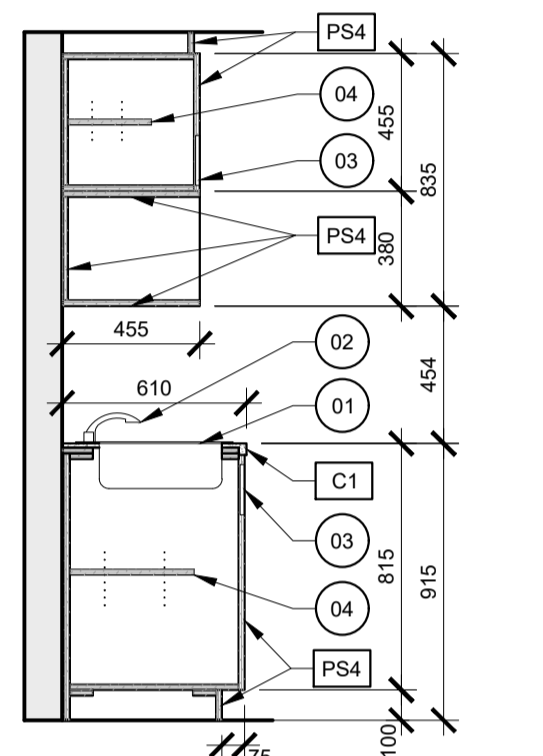


01A/A701 - PLAN

**MOBILIER 01**  
1:25 A701



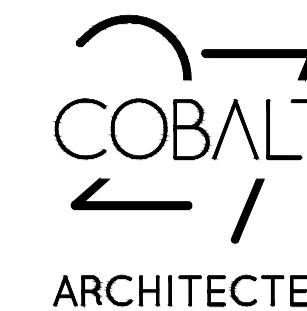
01D/A701 - COUPE



01C/A701 - COUPE

Fichier:

Remarques:



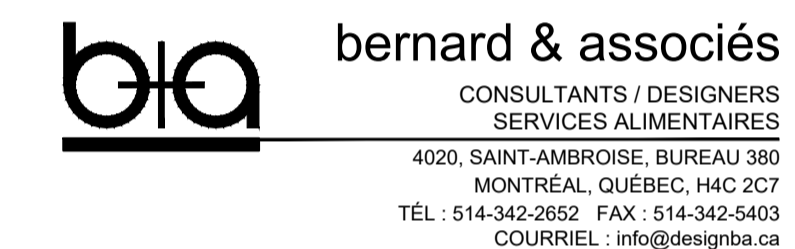
400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
t 514 849 0430  
f 514 849 8049



825, BOUL. GUYMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372



1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470



CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMROISE, BUREAU 380  
MONTREAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

No	Description	Date	Par
----	-------------	------	-----

**Révisions**

B.M.		Élévation:	
Échelle:	INDIQUÉE	Date:	01/09/2016
Dessin:	C.P.		
Responsable du projet:	MARTIN CÔTÉ	Approbation: MARTIN CÔTÉ	

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869

Titre du plan:

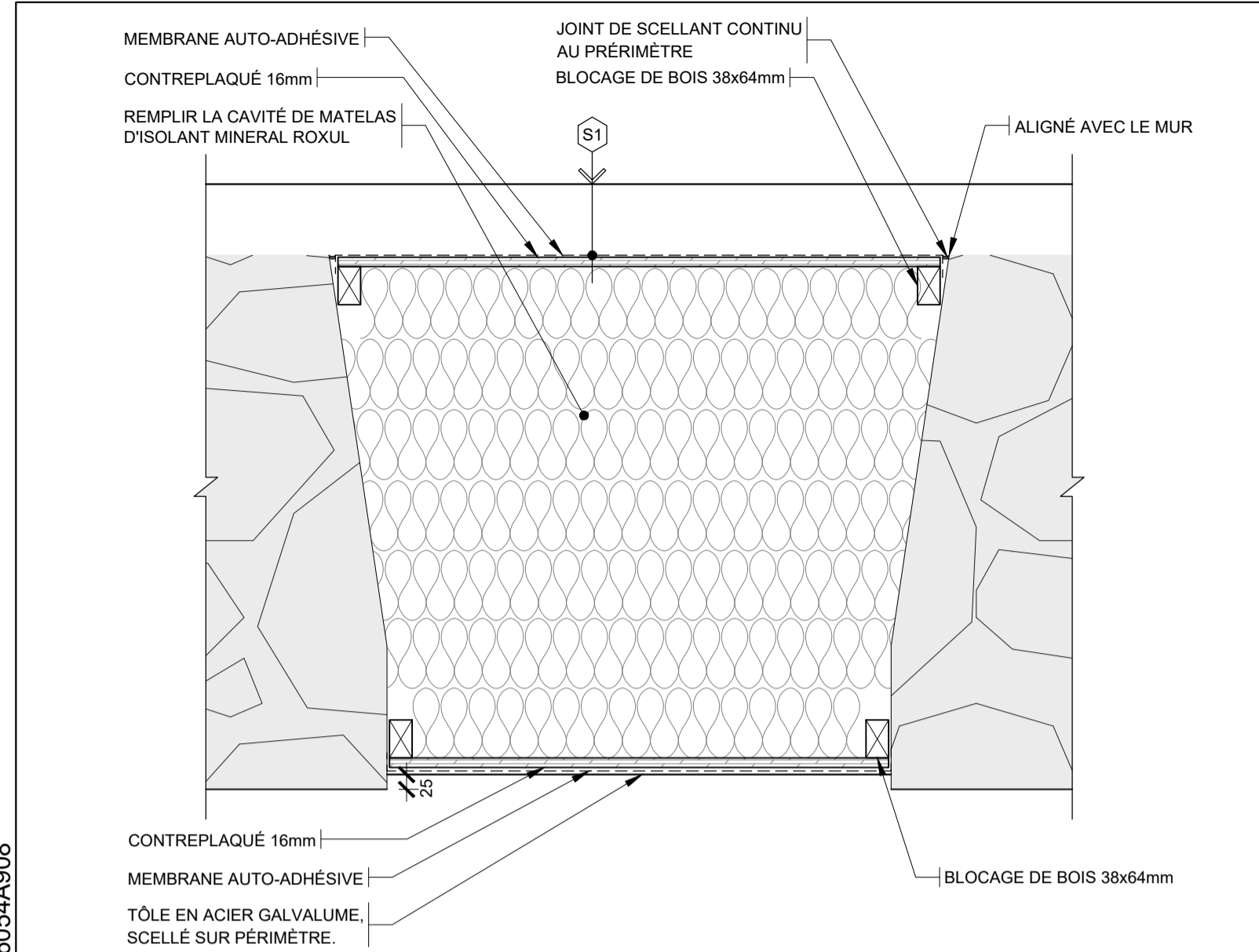
**MOBILIER INTÉGRÉ**

SERVICE DES GRANDS PARCS,  
DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

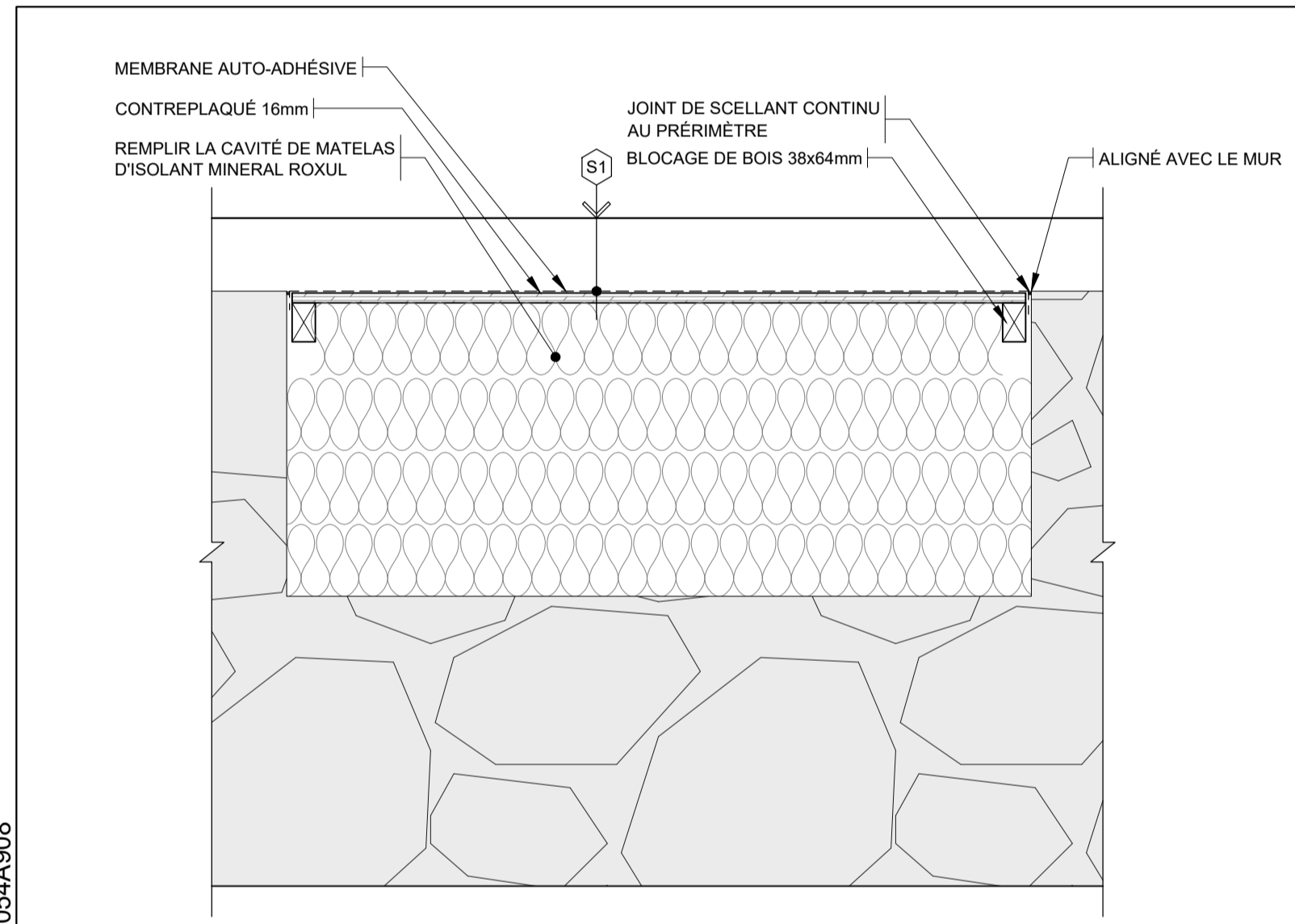
Chef de division:



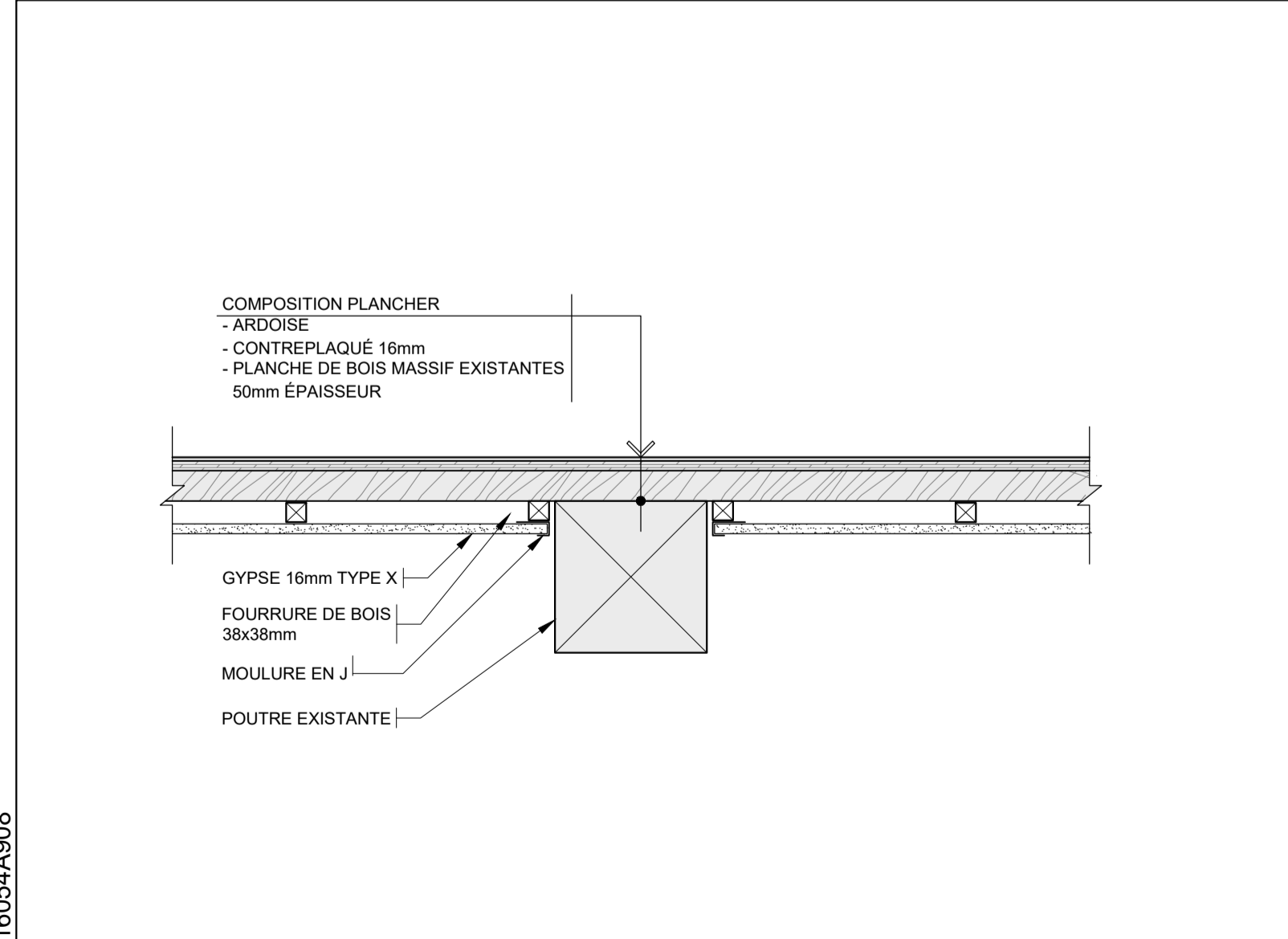
No du plan:	No A701
No de l'index:	



DÉTAIL EN COUPE FENÊTRE À OBTURER SOUS-SOL **06**  
1:10 A702

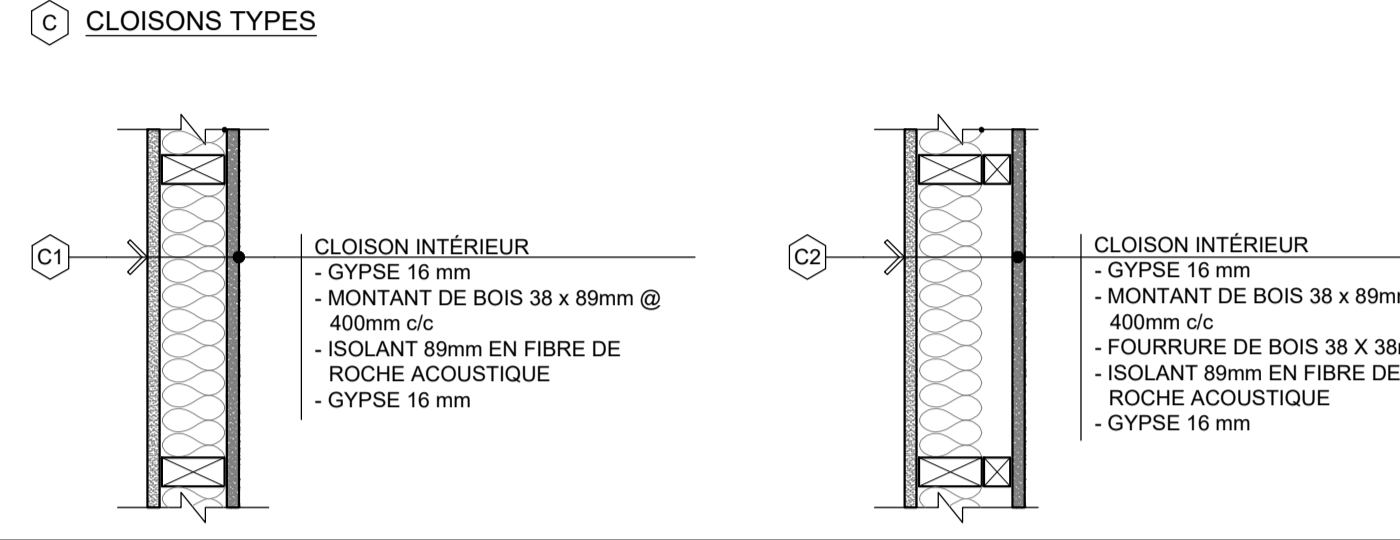


DÉTAIL EN COUPE SOUFFLAGE FOYER SOUS-SOL **05**  
1:10 A702



DÉTAIL EN COUPE PLAFOND SOUS-SOL - CONSTRUCTION **04**  
1:10 A702

- NOTES GÉNÉRALES:**
- À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, TOUS LES CADRES DE PORTE SONT À 100mm DES CLOISONS ADJACENTES.
  - À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, TOUTES LES CLOISONS SONT DE TYPES C1.
  - LES CLOISONS AYANT UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU, AINSI QUE TOUS LES PERCEMENTS ET LES OUVERTURES DEVRONT ÊTRE SCELLÉES AVEC UN SCELLANT COUPE-FEU.
  - AJOUTER UN PANNEAU DE CONTREPLAQUÉ TRAITÉ 19mm LORSQU'UN FOND DE CLOUAGE EST REQUIS POUR L'INSTALLATION DE COMPTOIRS, LAVABOS, ETC.
  - LES COTES AU CENTRE DES CLOISONS MÉTALLIQUES INDIQUENT LE CENTRE DES CLOISONS.
  - À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, TOUTES LES CLOISONS ONT UNE HAUTEUR DE DALLE À DALLE.
  - PRÉVOIR UN GYPSE HYDROFUGE RÉSISTANT À L'HUMIDITÉ POUR TOUTES LES PIÈCES SUIVANTES : TOILETTES, VESTIAIRES, CONCIERGERIES, SALLES DES POMPES, LOCAUX TECHNIQUES, SALLES DE LAVAGE DE PIÈCES (143-146-146.1), ET POUR LES PIÈCES 156-156.1 ET 192.
  - LES SOUFFLAGES S1 À S3 ONT UNE HAUTEUR DE DALLE À 150mm AU-DESSUS DU PLAFOND. LES SOUFFLAGES S4 À S7 ONT UNE HAUTEUR DE DALLE À DALLE.



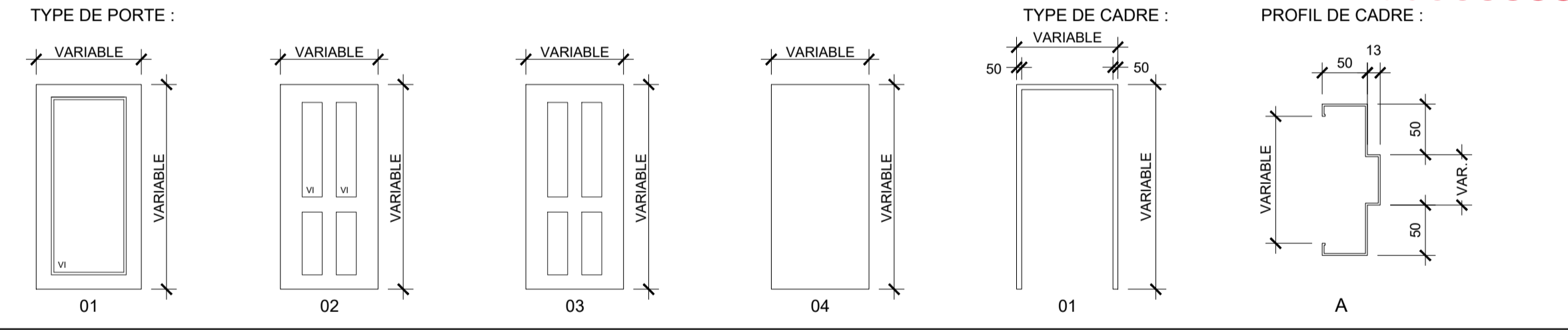
- T COMPOSITION TOITURES**
- T1**
- NOUVELLE MEMBRANE DE FINITION
  - NOUVELLE MEMBRANE DE SOUS-COUCHE
  - NOUVEAU CONTREPLAQUÉ À TOITURE 19mm
  - PLANCHE DE SUPPORT EXISTANTE 25mm
  - CHEVRONS DE BOIS EXISTANT
  - NOUVELLE LAINE ISOLANTE
  - NOUVELLE MEMBRANE COUPE-VAPEUR
  - 2 NOUVELLES FOURRURES MÉTALLIQUES
  - NOUVEAU GYPSE TYPE X 16mm
- T2**
- NOUVELLE TOITURE EN ACIER GALVALUME EN PANNES ET BAGUETTES
  - NOUVELLE MEMBRANE DE SOUS-COUCHE
  - NOUVEAU CONTREPLAQUÉ À TOITURE 19mm
  - NOUVELLE SOLIVE DE BOIS 38x184mm
  - FOURRURE DE BOIS 19x64mm
  - SOFFITE DE PLANCHE DE BOIS EMBOUVETÉE 19x89mm
- T3**
- NOUVELLE MEMBRANE DE FINITION
  - NOUVELLE MEMBRANE DE SOUS-COUCHE
  - NOUVEAU CONTREPLAQUÉ À TOITURE 19mm
  - 2 NOUVEAUX CONTREPLAQUÉ À TOITURE 13mm
  - SOFFITE DE PLANCHE DE BOIS EMBOUVETÉE 19x89mm

Voir DCA19R1 / OC 34 Ajout de la cloison type C4  
**COMPOSITION TYPE 03**  
A702

- NOTES GÉNÉRALES:**
- TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE VALIDÉES SUR PLACE. LES DIMENSIONS AU BORDEREAU SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT.

**BORDEREAU DES PORTES**

NO.	LOCAL	PORTE						CADRE						QUINC TYPE	ULC.	NOTES		
		STATU	TYPE	MATÉRIAUX	LARG.	HAUT.	ÉPAL.	VERRE	FINI	STATU	TYPE	PROF.	MATÉRIAUX				FINI	
P001A	001	N	01	B		910	2130			VI	T/V	N	-	-	B			1
P001B	001	N	01	B		910	2030			VI	T/V	N	-	-	B			1
P002	002	N	04	B		865	2030			-	-	N	1	A	A			
P003	003	N	04	B		715	2030			-	-	N	1	A	A			
P004	004	N	04	B		660	2030			-	-	N	1	A	A			
P005	005	N	03	B		905	1870			-	T/V	N	-	-	B			1
P006	006	N	04	B		2 x 660	2030			-	-	N	1	A	A		1H	
P101A	101	N	01	B		1015	1780			VI	T/V	N	-	-	B			1
P101B	101	N	04	B		860	2030			-	-	N	1	A	A		1H	
P104	104	N	04	B		710	2030			-	-	N	1	A	A		1H	
P105	105	N	02	B		970	1850			VI	T/V	N	-	-	B			1, 2
P201	201	N	04	B		860	2030			-	-	N	1	A	A		1H	
P202	202	N	04	B		715	2030			-	-	N	1	A	A			
P203	203	N	04	B		715	2030			-	-	N	1	A	A			



- LÉGENDE**
- B BOIS
  - VI VERRE ISOLANT
  - VE VERRE EXISTANT
  - N NOUVELLE PORTE
  - E PORTE EXISTANTE
  - V VERNIR
  - T TEINTE
- NOTES:**
- NOTE 1: PORTE ET CADRE EN BOIS À RECONSTRUIRE À L'IDENTIQUE À L'EXISTANT. TEINDRE DU CÔTÉ EXTÉRIEUR ET VERNIR DU CÔTÉ INTÉRIEUR.
- NOTE 2: PRÉVOIR REMPLACER LES PANNEAUX À RELIEF SUPÉRIEURS PAR DES SECTIONS VITRÉES.

**BORDEREAU DE PORTES 02**  
A702

- NOTES GÉNÉRALES:**
- TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE VALIDÉES SUR PLACE. LES DIMENSIONS AU BORDEREAU SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT.

**BORDEREAU DES FENÊTRES**

NO.	LOCAL	FENÊTRES						QUINC TYPE	NOTES					
		STATU	TYPE	MATÉRIAUX	LARG.	HAUT.	ÉPAL.			VERRE	FINI			
F01	001	E	1	B		851	1330			VE	T			1
F02	001	E	1	B		950	1085			VE	T			1
F03	003	E	1	B		970	735			VE	T			1
F04	004	E	1	B		1020	735			VE	T			1
F05	101	E	1	B		810	895			VE	T			1
F06	101	E	1	B		890	1325			VE	T			1
F07	101	E	1	B		896	895			VE	T			1
F08	101	E	1	B		1505	1165			VE	T			1
F09	101	E	1	B		1190	1075			VE	T			1
F10	101	E	1	B		1200	1130			VE	T			1
F11	105	N	1	B		1029	1245			VI	T			2
F12	201	N	2	B		968	1345			VI	T			
F13	201	N	2	B		961	1345			VI	T			
F14	201	N	2	B		962	1345			VI	T			
F15	201	N	2	B		955	1345			VI	T			
F16	201	N	2	B		955	1345			VI	T			
F17	201	N	2	B		974	1345			VI	T			
F18	201	N	2	B		864	1345			VI	T			
F19	201	N	2	B		955	1345			VI	T			
F20	201	N	2	B		955	1345			VI	T			
F21	202	N	2	B		955	1345			VI	T			3
F22	201	N	2	B		955	1345			VI	T			

- LÉGENDE**
- B BOIS
  - VI VERRE ISOLANT
  - VE VERRE EXISTANT
  - N NOUVELLE FENÊTRE
  - E FENÊTRE EXISTANTE
  - V VERNIR
  - T TEINTE
- NOTES:**
- NOTE 1: FENÊTRES, CADRE ET TABLETTE EN BOIS À SABLER. PRÉVOIR RÉPARER LES SECTIONS ENDOMMAGÉES. PRÉPARER ET NETTOYER LES SURFACES. TEINDRE DU CÔTÉ EXTÉRIEUR ET VERNIR DU CÔTÉ INTÉRIEUR.
- NOTE 2: FENÊTRES, CADRE ET TABLETTE EN BOIS À RECONSTRUIRE À L'IDENTIQUE À L'EXISTANT. TEINDRE DU CÔTÉ EXTÉRIEUR ET VERNIR DU CÔTÉ INTÉRIEUR.
- NOTE 3: APPLIQUER UNE PELLICULE AUTOCOLLANTE GIVRÉE SUR LA PARTIE SUPÉRIEURE DE LA PARTIE BASSE DE LA FENÊTRE.

**BORDEREAU DE FENÊTRES 01**  
A702

Fichier:

Remarques:

400 avenue Atlantic, bureau 402  
Montréal (Québec) H2V 1A5  
T 514 849 0430  
F 514 849 8049

**LES CONSULTANTS**

825, BOUL. GUILMOND, BUR. 210  
LONGUEUIL, (QUÉBEC) J4G 2M7  
TEL: 514 307-6372

**sdk** 1751 rue Richardson, bureau 2120  
Montréal (Québec) H3K 1G6  
Tél.: 514 938-5995  
Fax.: 514 938-9470

**ba bernard & associés**  
CONSULTANTS / DESIGNERS  
SERVICES ALIMENTAIRES  
4020, SAINT-AMBROISE, BUREAU 380  
MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 2C7  
TEL : 514-342-2652 FAX : 514-342-5403  
COURRIEL : info@designba.ca

No	Description	Date	Par
2	POUR CONSTRUCTION	2017-08-25	M.C.
1	POUR SOUMISSION	2017-05-25	M.C.

**Révisions**

B.M.  
Échelle: INDIQUÉE Date: 01/09/2016  
Dessin: C.P.  
Responsable du projet: MARTIN CÔTÉ  
Approbation: MARTIN CÔTÉ

Nom du projet:  
**RÉFECTION DE LA MAISON DU MEUNIER AU PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION**

No de contrat: 16-6869  
Titre du plan:  
**BORDEREaux PORTES ET FENÊTRES**

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL,  
Bureau de projets - Section Gestion de projets

Chef de division:

No du plan: A702  
No de l'index:



**Dossier # : 1248986008**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet de la Société québécoise des infrastructures visant la démolition de la Maison Tanguay et la construction d'un nouvel établissement de détention.

Il est recommandé :

- d'approuver la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet de démolition de la Maison Tanguay et de construction d'un nouvel établissement de détention, soumis par la Société québécoise des infrastructures (SQI);
- d'autoriser le greffier à transmettre l'avis à cet effet à la présidente-directrice générale de la SQI, en vertu de l'article 152 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-06-20 10:01

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures



**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1248986008**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet de la Société québécoise des infrastructures visant la démolition de la Maison Tanguay et la construction d'un nouvel établissement de détention.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le 11 avril 2024, la Société québécoise des infrastructures (SQI) a signifié par une lettre adressée à la présidente d'assemblée du conseil d'agglomération de Montréal un avis d'intervention au conseil d'agglomération concernant un projet d'établissement de détention pour femmes.

Une description du projet et des annexes accompagnent l'avis d'intervention et détaillent la nature de l'intervention projetée et les motifs sous-jacents.

L'avis que doit émettre l'agglomération n'est pas un avis d'opportunité et ne constitue ni une approbation ni une caution du projet. En vertu de l'article 152 de la LAU, l'avis doit porter sur la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma). L'analyse se fait uniquement sur la base de l'information mise à la disposition de l'agglomération de Montréal par la SQI.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Sans objet

**DESCRIPTION**

Le projet de la SQI consiste à démolir l'établissement existant, la Maison Tanguay, et à construire, sur le même site, un nouvel établissement de détention basé sur un modèle novateur, afin de répondre aux besoins du ministère de la Sécurité publique.

Le nouvel établissement sera construit selon une approche pavillonnaire. Il sera situé plus au nord que l'établissement actuel, plus près de l'établissement de détention de Bordeaux. Les bâtiments auront de deux à trois niveaux tout au plus et ceux détachés seront reliés au corps principal par un tunnel.

## JUSTIFICATION

L'analyse de conformité du projet s'effectue à partir des objectifs du Schéma en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015.

### **Grandes affectations du territoire**

Le site du projet se situe à l'intérieur de la grande affectation du territoire « Dominante résidentielle » du Schéma. Selon les prescriptions applicables à cette affectation, les équipements institutionnels tels que l'établissement de détention y sont autorisés.

### **Densité d'occupation**

En matière de densité d'occupation, le Schéma prévoit des prescriptions minimales de densité résidentielle. Le projet n'est pas assujéti à ces paramètres.

### **Le patrimoine**

Le projet se trouve sur le site d'une grande propriété à caractère institutionnel (GPCI) hors du site patrimonial du Mont-Royal indiquée sur la carte 12 – Patrimoine du Schéma.

Le Schéma détermine plusieurs objectifs applicables aux GPCI, dont certains sont concernés par le projet, soit :

- Assurer une protection et une mise en valeur des GPCI en fonction des éléments significatifs propres à chacune;
- Assurer une intégration harmonieuse des nouvelles interventions;
- Respecter le caractère monumental et l'implantation des bâtiments;
- Protéger et mettre en valeur les aménagements paysagers et les espaces boisés ou autres éléments naturels d'intérêt.

Le projet tend à s'inspirer de certains éléments caractéristiques de l'établissement actuel et de son contexte d'insertion. L'aménagement d'un rond-point à l'avant du bâtiment s'inspire de l'accès principal au bâtiment existant. La localisation de l'entrée principale, dans l'axe central du bâtiment, permet de reproduire un certain caractère monumental et d'établir un lien axial fort vers le dôme de l'établissement de Bordeaux, qui est un bâtiment de valeur patrimoniale. Les hauteurs de deux à trois étages du projet contribuent à préserver les vues vers le dôme de l'établissement de Bordeaux, qui agit comme point de repère. L'implantation du projet, qui se fera en retrait des artères bordant le site, respecte les caractéristiques particulières de cette GPCI. De plus, l'approche pavillonnaire de faible hauteur, de même que l'utilisation de briques comme matériaux de revêtement, vient créer une ligne d'horizon basse rappelant les éléments bâtis et la brique comme revêtement dominant des quartiers résidentiels avoisinants ainsi que de l'établissement de Bordeaux.

Sur le plan du paysage naturel, la conception du nouvel établissement de détention vise à protéger les espaces boisés et les arbres existants au périmètre des lots avoisinants situés à l'intérieur du site. Le projet prévoit par ailleurs de compléter cet alignement d'arbres par la plantation de nouveaux arbres.

Conséquemment, le projet est conforme aux objectifs du Schéma relativement aux GPCI.

### **L'adaptation aux changements climatiques par la lutte contre les îlots de chaleur, le verdissement et la gestion des eaux pluviales**

Le Schéma détermine comme objectifs :

- d'adopter les mesures appropriées pour lutter contre les îlots de chaleur;
- d'augmenter l'indice de canopée à 25 % d'ici 2025 ainsi que le verdissement général du territoire;
- de réduire la quantité et améliorer la qualité des eaux de ruissellement.

Sur le plan de la canopée, le projet prévoit la protection des espaces boisés existants et des arbres existants, et l'aménagement d'une grande cour intérieure végétalisée avec la plantation de nouveaux arbres. Pour ce qui est du verdissement, le projet comprend l'intégration de toitures vertes et un verdissement significatif sur l'ensemble du site. La prison Tanguay actuelle sera déconstruite afin qu'une partie des matériaux soient recyclés. L'aménagement du stationnement comprendra trois bandes végétalisées. Ce faisant, ces propositions assurent la conformité aux objectifs du Schéma concernant l'adaptation aux changements climatiques.

#### **Conclusion**

Compte tenu de ce qui précède, l'ensemble du projet, tel que soumis par la SQI, est jugé conforme aux objectifs du Schéma, puisqu'il ne contrevient à aucune de ses dispositions.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucune information n'a été partagée à cet égard.

#### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier décisionnel ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il concerne une obligation prévue à la LAU en matière de conformité aux objectifs du Schéma. Le dossier n'a pas pour objet d'évaluer l'opportunité de la valeur stratégique de l'intervention gouvernementale à l'égard des priorités du Plan stratégique Montréal 2030, des engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) en lien avec le Plan climat ou des engagements en matière d'inclusion et de l'équité en matière d'ADS+.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sur la base des documents reçus, la SQI envisage d'entreprendre les travaux de déconstruction et de déviation des conduites d'aqueduc et d'égouts à partir du mois d'août 2024, jusqu'à février 2025. Les travaux de construction du nouvel établissement devraient débuter en 2025, et ce, dans l'optique de les terminer en 2028. Par conséquent, la transmission de l'avis de conformité du conseil d'agglomération dans les meilleurs délais pourrait contribuer au respect de l'échéancier établi par la SQI.

#### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

#### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Transmission par le greffier de l'avis à la présidente-directrice générale de la SQI.

#### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

#### **VALIDATION**

Intervenant et sens de l'intervention

---

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Jade VÉZINA  
Agente de recherche en urbanisme

**Tél :** 438-871-5417

**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-06-13

Caroline LÉPINE  
Cheffe de division

**Tél :**

438-225-5242

**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE  
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-06-19

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louis-Henri BOURQUE  
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-06-20

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248986008

Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine

Projet : S.O

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			<b>X</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il ? s. o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? s. o.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Québec, le 11 avril 2024

**Communauté métropolitaine de Montréal**

1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400  
Montréal (QC) H3A 3L6  
[secretariat@cmm.qc.ca](mailto:secretariat@cmm.qc.ca)

**Conseil d'agglomération de Montréal**

Édifice Lucien-Saulnier  
155, rue Notre-Dame Est  
Montréal (QC) H2Y 1B5  
[serge.lamontagne@ville.montreal.qc.ca](mailto:serge.lamontagne@ville.montreal.qc.ca)

**Objet : Avis d'intervention gouvernementale  
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (art. 151)  
Établissement de détention pour femmes – Montréal - Reconstruction**

---

Madame,  
Monsieur,

La Société québécoise des infrastructures a entrepris le projet de construction d'un établissement de détention pour femmes sur le territoire de la Ville de Montréal, plus précisément sur le site du 555, boul. Henri-Bourassa Ouest. Ce projet consiste à démolir l'établissement existant, la Maison Tanguay, et à construire un nouvel établissement de détention basé sur un modèle novateur, afin de répondre aux besoins du ministère de la Sécurité publique. Les travaux de démolition commenceront en août 2024 et devraient se terminer en février 2025. La nouvelle construction devrait, quant à elle, se réaliser à compter d'octobre 2025 jusqu'en octobre 2028.

Dans le cadre de ce projet, l'établissement à vocation institutionnelle sera construit selon une approche pavillonnaire. Les bâtiments auront de 2 à 3 niveaux tout au plus, avec appentis mécaniques. Les bâtiments détachés seront reliés au corps principal par un tunnel. Vous trouverez donc en annexe, les esquisses conceptuelles qui présentent l'intervention projetée.

Considérant ce qui précède, la présente notifie un avis d'intervention gouvernementale conformément à l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1). Conséquemment, nous demandons votre avis sur la conformité de l'intervention projetée au plan métropolitain, au schéma d'aménagement ou au règlement de contrôle intérimaire, selon le cas, dans les cent vingt (120) jours suivant cette notification.

Nous demeurons évidemment disponibles pour répondre à tout questionnement que vous pourriez avoir concernant l'intervention projetée et nous vous assurons de notre entière collaboration. Vous pouvez à cet effet communiquer avec Madame Amélie Viau, directrice exécutive de projets à la Société québécoise des infrastructures, par courriel ([aviau@sqi.gouv.qc.ca](mailto:aviau@sqi.gouv.qc.ca)) ou par téléphone (514 617-7649).

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente-directrice générale,

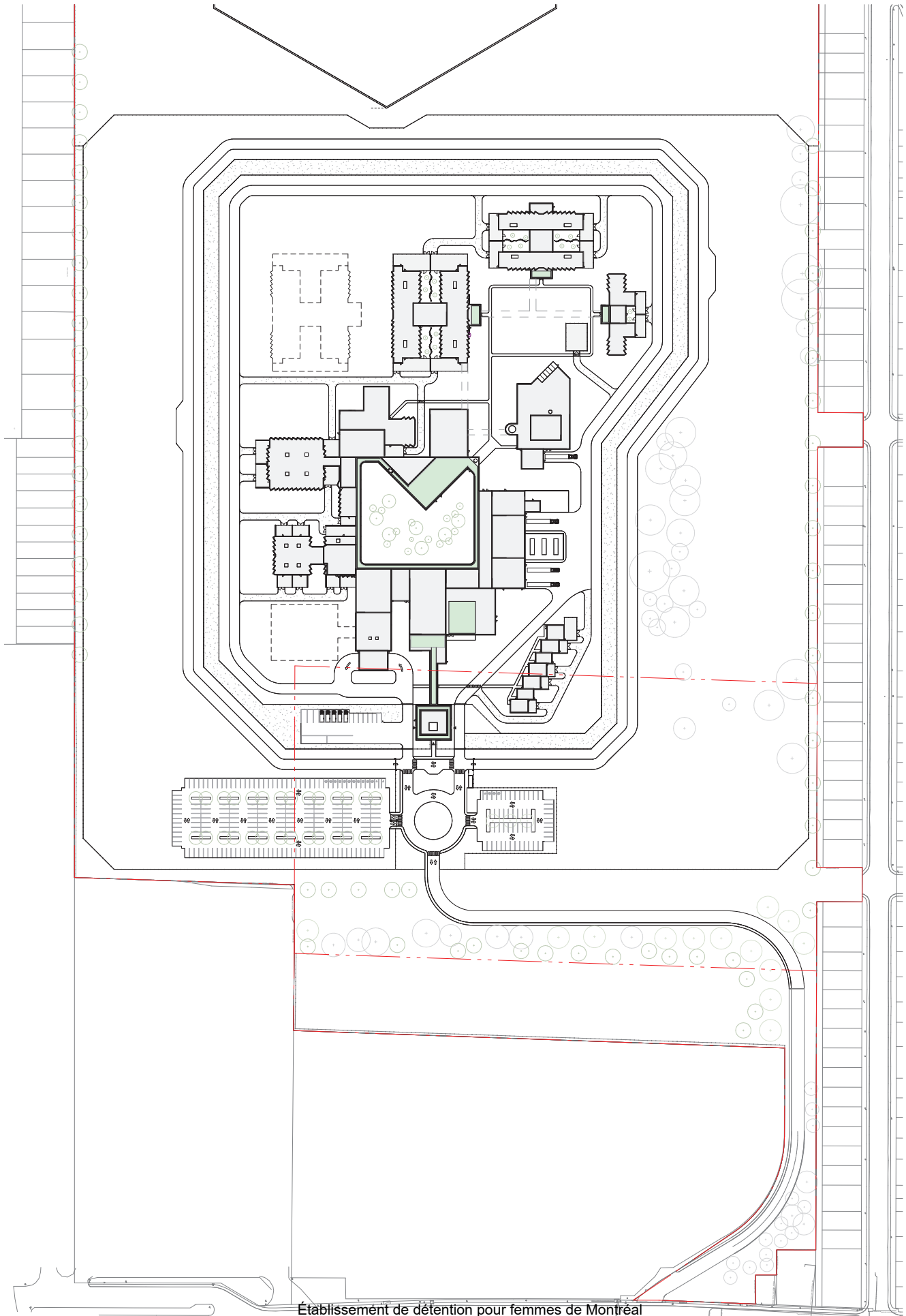


Caroline Bourgeois, arch. MGP

p.j. Esquisses conceptuelles  
Fiche technique

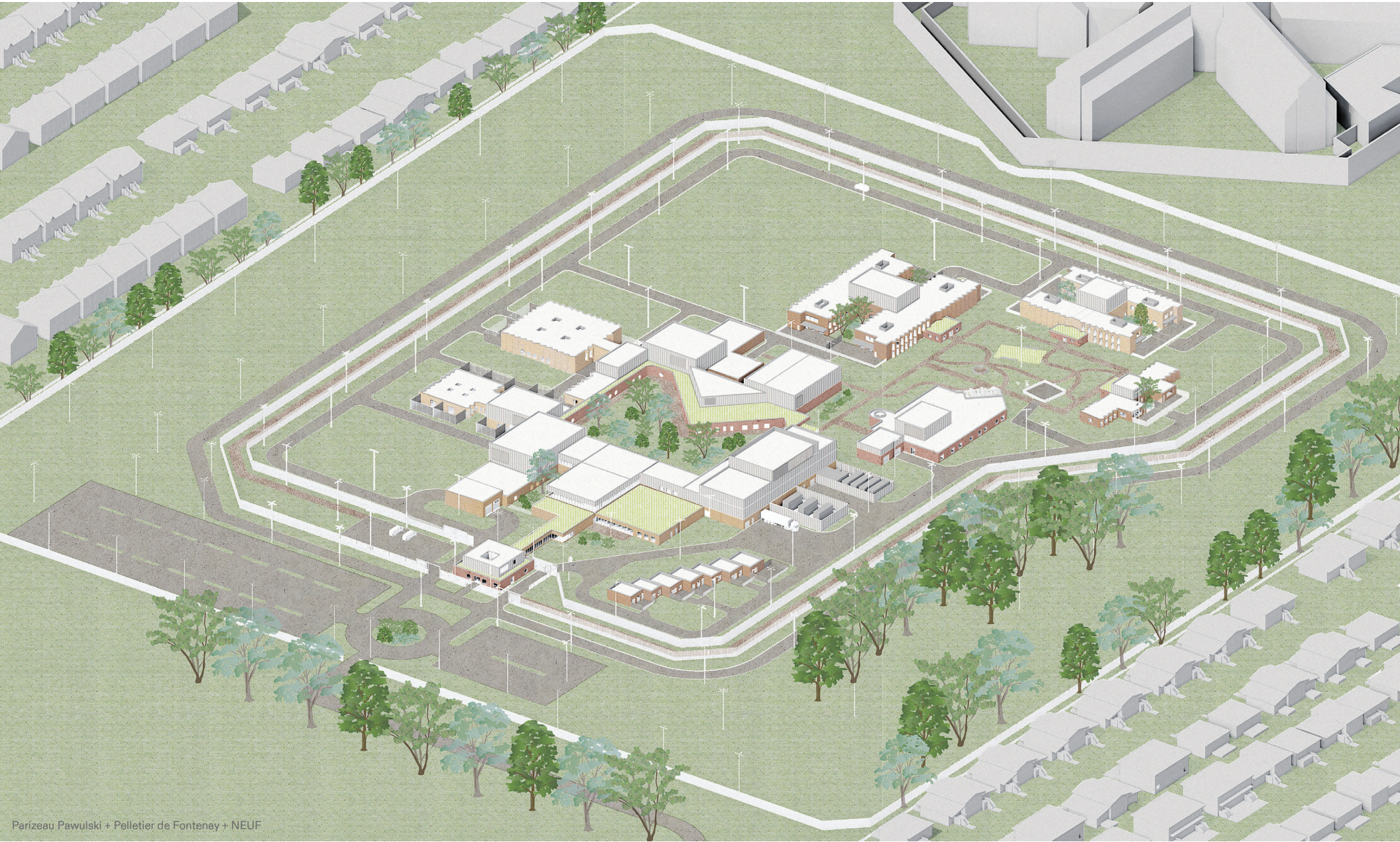


# Annexe 1 - Vue en plan de l'implantation du site



Établissement de détention pour femmes de Montréal  
555, boul. Henri-Bourassa Ouest

Annexe 2 - Vue 3D de l'implantation du site



Parizeau Pawulski + Pelletier de Fontenay + NEUF



## FICHE TECHNIQUE

### Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) Avis d'intervention gouvernementale (art. 151)

<b>1- Identification</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Nom des organismes compétents</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Communauté métropolitaine de Montréal</li><li>Agglomération de Montréal</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>Ministère ou organisme mandataire</li></ul>	Société québécoise des infrastructures
<ul style="list-style-type: none"><li>Nom du Projet</li></ul>	Établissement de détention pour femmes – Montréal - Reconstruction
<b>2- Description</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Nature de l'intervention projetée</li></ul>	Le projet consiste en la démolition de l'établissement actuel et la construction d'un établissement de détention pour femmes à Montréal.
<ul style="list-style-type: none"><li>Justification</li></ul>	Compte tenu de la désuétude de l'établissement de détention Leclerc de Laval, et des nouvelles normes applicables aux établissements de détention pour femmes, le remplacement de l'infrastructure actuelle s'impose.
<ul style="list-style-type: none"><li>Échéancier sommaire projeté</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Travaux de démolition et déviation des conduites d'aqueduc et d'égouts : août 2024 à février 2025</li><li>- Travaux de construction du nouvel établissement : octobre 2025 à octobre 2028</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>Budget (estimation en date des présentes)</li></ul>	441,1 M\$
<ul style="list-style-type: none"><li>Documents disponibles</li></ul>	Les esquisses conceptuelles
<b>3- Répondant du mandataire</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Nom</li></ul>	Amélie Viau, ing., PMP, Directrice exécutive de projets - SQI
<ul style="list-style-type: none"><li>Adresse</li></ul>	445, rue Saint-Gabriel Montréal (Québec) H2Y 3A2
<ul style="list-style-type: none"><li>Téléphone</li></ul>	514-617-7649



**Dossier # : 1245531002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Service aux entreprises
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Centre local de développement
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional.

Il est recommandé :

- d'approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional;
- de transmettre ce rapport au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;
- d'autoriser le Service du développement économique de la Ville de Montréal à rendre le rapport disponible sur le site Internet de la Ville.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-17 14:11

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1245531002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Service aux entreprises
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Centre local de développement
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le projet de loi 47 Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités a été sanctionné à l'Assemblée nationale, le 11 décembre 2019, créant le Fonds régions et ruralité (FRR). Le FRR est en vigueur depuis le 1er avril 2020 et se décline en quatre volets :

- Volet 1 - Soutien au rayonnement des régions
- Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional des municipalités régionales de comté (MRC)
- Volet 3 - Projets « signature innovation » des MRC
- Volet 4 - Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale

Une entente relative au Fonds régions et ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2025 est intervenue entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Le Volet 2 en continuité avec le Fonds de développement des territoires (FDT) (2015-2020) vise à soutenir les MRC et agglomérations dans leur mission de développement local et régional. Cette entente prévoit que l'agglomération adopte annuellement ses priorités d'intervention et maintienne à jour une politique de soutien aux entreprises, incluant les entreprises d'économie sociale. L'agglomération doit également assurer la gestion des sommes qu'elle reçoit du FRR ainsi que de la part résiduelle du FDT qui n'est pas dépensée au 31 mars 2021 et dont elle demeure imputable. L'entente prévoit que la Ville produise et adopte certains documents, dont le rapport annuel d'activités. Le présent dossier vise à faire adopter le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0663 - 23 novembre 2023 - Approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional;

CG23 0202 - 20 avril 2023 - Approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional;

CG 22 0656 - 22 septembre 2022 - Approuver le rapport d'activités mis à jour au 31 mars 2021 relatif au Fonds de développement des territoires (FDT);

CG 22 0655 - 22 septembre 2022 - Approuver le Rapport d'activités pour la période du 1er avril au 31 décembre 2020 relatif au Fonds Régions et Ruralité;

CG 21 0089 - 25 février 2021 - Approuver le Rapport d'activités 2019-2020 relatif au Fonds de développement des territoires;

CG 19 0618 - 19 décembre 2019 - Approuver le Rapport d'activités 2018-2019 relatif au Fonds de développement des territoires;

CG18 0375 - 21 juin 2018 - Approuver le Rapport d'activités 2016-2017 amendé et le Rapport d'activités 2017-2018 relatifs au Fonds de développement des territoires;

CG17 0504 - 28 septembre 2017 - Approuver les rapports d'activités 2015-2016 et 2016-2017 relatifs au Fonds de développement des territoires;

CG17 0196 - 18 mai 2017 - Approuver l'entente 2015-2020 relative au Fonds de développement des territoires à intervenir entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

CG16 0343 - 19 mai 2016 - Approuver une entente entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire relative au Fonds de développement des territoires.

## **DESCRIPTION**

Au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, les contributions financières reçues dans le cadre du FRR ont permis de poursuivre le financement et l'accompagnement des projets et des activités liés au réseau PME MTL, la réalisation de projets de concertation confiés à Concertation régionale de Montréal (Concertation Montréal) et au Conseil d'Économie Sociale de l'Île de Montréal (CESIM) permettant ainsi de répondre aux priorités d'intervention inscrites dans la stratégie Accélérer Montréal, laquelle s'articule autour de cinq orientations importantes, auxquelles les activités de concertation ont été ajoutées. Elles se déclinent comme suit :

- Favoriser l'essor des entreprises;
- Stimuler l'entrepreneuriat privé et collectif;
- Miser sur le savoir et le talent;
- Mettre en valeur les pôles économiques territoriaux de la métropole;
- Faire rayonner la métropole à l'échelle nationale et sur la scène internationale;
- Appui à des actions ciblées de concertation.

Les priorités « Favoriser l'essor des entreprises », « Stimuler l'entrepreneuriat privé et collectif » et « L'Appui à des actions ciblées de concertation » ont été particulièrement visées au cours de cette période.

Les contributions reçues ont permis de poursuivre principalement le financement des projets et activités suivants :

### **Réseau PME MTL**

- Budget de fonctionnement;
- Fonds Jeunes Entreprises;
- Fonds de développement de l'économie sociale.

### **Projets de concertation**

- Appui à des actions ciblées de concertation (en matière de développement local et régional).

### **CESIM et Montréal - métropole en santé**

- Favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, promouvoir l'économie sociale et favoriser la mise en place des conditions nécessaires à la création, la croissance et la consolidation des entreprises d'économie sociale.

Ces contributions ont permis au Réseau PME MTL pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 :

- D'accompagner 4 242 entreprises, dont 3 538 entreprises privées à but lucratif existantes ou en démarrage (88,3 %) et 704 entreprises d'économie sociale existantes ou en démarrage (11,7 %) ;
- De rencontrer 1081 entrepreneurs par le biais de 138 séances d'information.

Le tableau ci-dessous présente les contributions du FRR et de l'Agglomération de Montréal engagées au 31 décembre 2023 :

<b>Produits</b>	
Contribution FRR	10 158 263 \$
Contribution de l'Agglomération de Montréal	1 512 071 \$
<b>Total - produits</b>	<b>11 670 334 \$</b>
<b>Charges</b>	
<b>Priorité d'intervention - promotion et soutien à l'entrepreneuriat</b>	
<b>Aides financières aux entreprises / entrepreneurs</b>	<b>1 133 409 \$</b>
Fonds d'économie sociale	812 909 \$
Fonds Jeunes entreprises	320 500 \$
<b>Masse salariale PME MTL</b>	<b>7 287 363 \$</b>
Salaires - conseillers	4 153 451 \$
Salaires - administration	3 133 913 \$
<b>Dépenses d'administration admissibles</b>	<b>2 078 767 \$</b>
<b>Sous-total -</b>	<b>10 499 539 \$</b>



charges	
<b>Autres priorités d'intervention</b>	
Concertation Régionale Montréal	2 048 876 \$
CÉSIM	290 000 \$
Montréal métropole en santé	150 000 \$
<b>Total – autres priorités d'intervention</b>	<b>2 488 876 \$</b>
<b>Total – charges</b>	<b>12 988 415 \$</b>

Le tableau ci-dessous présente le solde non utilisé par les organismes PME MTL au 31 décembre 2023 :

Cumul des soldes résiduels des années antérieures (A)	6 488 929 \$
Contribution FRR et Ville 2023 versée aux organismes PME MTL (B)	9 181 458 \$
Dépenses de promotion et soutien à l'entrepreneuriat au 31 déc. 2023 (C)	10 499 539 \$
Résultat déficitaire au 31 décembre 2023 (B-C)	- 1 318 081 \$
<b>Solde final au 31 décembre 2023 (A+B-C)</b>	<b>5 370 848 \$</b>

(A)Chiffre tiré du rapport FRR au 31 décembre 2022 (GDD 1229502003)

En 2023, l'écart entre les revenus et les charges des activités du FRR de (1 318 081\$) est dû au fait que les dépenses du réseau PME MTL ont été supérieures aux montants reçus de la Ville à travers son enveloppe FRR. Cependant, les montants annuels versés par la Ville au réseau PME MTL restent identiques depuis le début de l'entente FRR en 2020. Cet écart a été couvert par les surplus résiduels disponibles dans le réseau PME MTL et qui sont essentiellement issus de l'ancienne entente du Fonds de développement des territoires (FDT).

## JUSTIFICATION

Le rapport annuel d'activités vient répondre aux exigences de reddition de compte de l'entente FRR.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier ne nécessite aucune intervention financière.

## MONTRÉAL 2030

Voir la pièce jointe

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le dépôt du rapport annuel d'activités permet à la Ville de se conformer aux exigences de

l'entente FRR et de percevoir le 2e versement équivalent à 40 % de la part du FRR au titre de l'année 2023-2024 ainsi que le 3e versement équivalent à 35 % de la part du FRR au titre de l'année 2023-2024.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Le rapport annuel d'activités sera rendu disponible à la population sur le site internet de la Ville de Montréal.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **Fin août 2024 :**

- Transmettre le rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.
- Rendre disponible sur le site web de la Ville le rapport annuel d'activités au bénéfice de la population.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Anel Marina MALONGA BOUESSO  
Commissaire au développement économique

**Tél :** 4388331591  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-15

Mourtala SALHA-HALADOU  
chef(fe) de division - développement  
économique

**Tél :** 5142438548  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Payam ESLAMI  
directeur(-trice) - entrepreneuriat

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-16

## Dossier décisionnel

# Grille d'analyse Montréal 2030

*Version : juillet 2021*

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe en format PDF.

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1245531002

Unité administrative responsable : Service du développement économique, Direction de l'Entrepreneuriat, Division Service aux entreprises.

Projet : Approuver le Rapport annuel d'activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 relatif au Fonds Régions et Ruralité Volet 2 -Soutien à la compétence de développement local et régional.

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité  9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire  14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité : <b>Résultat attendu</b> : augmentation du nombre d'aide financière pour des projets ciblant une économie plus verte  9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et			

infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire :

**Résultat attendu :** augmentation du nombre d'aide financière pour des entreprises d'économie sociale novatrices qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises

14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité :

**Résultat attendu :** augmentation du nombre d'aide financière pour des projets ciblant l'innovation.

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b><i>oui</i></b>	<b><i>non</i></b>	<b><i>s. o.</i></b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. <b>Inclusion</b>			
• Respect et protection des droits humains	X		
• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. <b>Équité</b>			
• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. <b>Accessibilité universelle</b>			
• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Fonds Régions et Ruralité**  
**VOLET 2 – SOUTIEN À LA COMPÉTENCE DE**  
**DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL**

**Rapport annuel d'activités**

1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023



# 1. Contexte général

La *Loi sur les compétences municipales* (ci-après la LCM) prévoit que l'agglomération de Montréal peut prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire. C'est à cette fin qu'elle a constitué le réseau PME MTL. Composé de six (6) pôles de services en développement économique local, le réseau offre de l'accompagnement et du financement aux entrepreneurs privés et d'économie sociale de l'agglomération de Montréal.

Le 30 octobre 2019, les représentants du gouvernement du Québec et des municipalités ont conclu le *Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions plus fortes*. Ce partenariat est venu instituer le Fonds Régions et Ruralité (FRR) Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional pour aider les municipalités régionales de comté et les agglomérations à favoriser le développement local et régional. Ce Fonds permet de soutenir toute mesure qui s'y rattache.

Une entente relative au FRR est intervenue entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Elle couvre les années 2020-2025 et prévoit que l'agglomération établisse annuellement ses priorités d'intervention et dispose d'une politique de soutien aux entreprises incluant les entreprises d'économie sociale et d'une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer ses milieux de vie.

## 2. Priorités d'intervention

La stratégie de la Ville de Montréal, *Accélérer Montréal*, adoptée en avril 2018 et venant à échéance en mars 2023 s'articule autour de cinq orientations importantes.

Dans le cadre des dispositions de l'entente FRR, la Ville de Montréal a maintenu les priorités d'intervention suivantes pour l'année 2023 :

### **Favoriser l'essor des entreprises**

- Stimuler la croissance des secteurs d'activités suivants : transport et mobilité, industries créatives et culturelles, industries numériques, technologies propres, santé et sciences de la vie ;
- Répondre efficacement aux besoins des entreprises et les soutenir dans leurs projets par des services efficaces et complémentaires ;
- Procéder de manière continue à l'évaluation des programmes et des interventions destinés à stimuler la création et la croissance des entreprises ainsi que l'attractivité et la compétitivité des zones d'emploi et des artères commerciales.

### **Stimuler l'entrepreneuriat privé et collectif**

- Stimuler la création et la croissance des entreprises ainsi que le développement de toutes les composantes de l'écosystème entrepreneurial en accordant une attention particulière à l'entrepreneuriat féminin, à l'entrepreneuriat jeunesse et à l'entrepreneuriat immigrant ;
- Soutenir le développement de l'économie sociale et faire de Montréal une référence internationale en matière d'innovation sociale.

### **Miser sur le savoir et le talent**

- Soutenir des initiatives mettant en relation des représentants d'entreprises et des chercheurs autour de thématiques technologiques intersectorielles pour stimuler le développement économique ;
- Contribuer à la valorisation de la recherche issue du réseau de l'enseignement supérieur et à la création d'un plus grand nombre d'entreprises comme résultat de ces activités ;
- Instaurer des partenariats stratégiques avec les partenaires institutionnels et gouvernementaux pour relever le défi des besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée.

### **Mettre en valeur les pôles économiques territoriaux de la métropole**

- Consolider l'attractivité des pôles territoriaux d'emplois et du centre-ville comme centre d'affaires ;
- Améliorer l'accessibilité des pôles territoriaux d'emplois et le déplacement des marchandises ;
- Redynamiser les artères commerciales.

### **Faire rayonner la métropole à l'échelle nationale et sur la scène internationale**

- Collaborer à l'attraction, à l'accueil et à l'accompagnement de projets d'investissements de sociétés locales ou étrangères, en collaboration avec Montréal International et Investissement Québec ;
- Promouvoir à l'international le talent des designers de Montréal ainsi que son statut de « Ville UNESCO de design » et développer la coopération internationale en tant que membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO ;
- Soutenir l'internationalisation des entreprises montréalaises.

Il y a lieu d'ajouter à ces priorités d'intervention, l'appui à des actions ciblées de concertation en matière de développement local et régional.

## **Priorité 1 – Favoriser l’essor des entreprises**

Le mandat de promotion et de soutien à l’entrepreneuriat est délégué, sur le territoire montréalais, au réseau PME MTL. Afin d’encadrer le travail des PME MTL, une nouvelle entente de délégation, conforme aux orientations du FRR, est entrée en vigueur depuis le 1er avril 2021 et prendra fin le 31 mars 2025.

Le mandat du réseau PME MTL est de déployer un ensemble de services aux entrepreneurs privés et d’économie sociale, en offrant de l’accompagnement et du financement pour le démarrage, la croissance et la relance d’entreprises.

Le réseau PME MTL a également le mandat principal de gérer le Fonds d’investissement PME MTL (Fonds PME MTL), les Fonds locaux de Solidarité FTQ (FLS), ainsi que les subventions Fonds de Jeunes Entreprises (FJE) et Fonds de Développement de l’Économie sociale (FDES). De plus, dans le contexte de la pandémie covid-19, à partir de l’année 2020, la gestion du Programme Aide d’Urgence aux Petites et Moyennes Entreprises (PAUPME) a été confiée au réseau PME MTL. Ce programme a pris fin en août 2022.

Porte d’entrée de l’entrepreneuriat montréalais, le Réseau offre des services d’accompagnement et de financement aux entrepreneurs du territoire. Il se compose des six pôles de services suivants :

- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Est-de-l’Île;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l’Île.

## Territoire d'intervention des six pôles de services de PME MTL



### **Priorité 2 – Stimuler l’entrepreneuriat privé et collectif**

Le mandat du réseau PME MTL est de déployer un ensemble de services aux entrepreneurs privés et d'économie sociale, en offrant de l'accompagnement et du financement pour le démarrage, la croissance et la consolidation d'entreprises. Ces services sont offerts sous forme de services-conseils, de financement, de mentorat d'affaires, d'information et d'orientation, d'activités de réseautage et de promotion de l'entrepreneuriat. Cette offre de services peut se faire en partenariat avec d'autres personnes ou organismes.

### **Priorité 3 – Miser sur le savoir et le talent**

Pour cette priorité d'intervention, aucune action précise n'a été réalisée pour l'année 2023 dans le cadre du FRR.

### **Priorité 4 – Mettre en valeur les pôles économiques territoriaux de la métropole**

Pour cette priorité d'intervention, aucune action précise n'a été réalisée pour l'année 2023 dans le cadre du FRR.

## **Priorité 5 – Faire rayonner la métropole à l'échelle nationale et sur la scène internationale**

Pour cette priorité d'intervention, aucune action précise n'a été réalisée pour l'année 2023 dans le cadre du FRR.

## **Priorité 6 – Appui à des actions ciblées de concertation**

Dans le cadre du FRR, Concertation régionale de Montréal a le mandat de déployer des actions qui s'inscrivent dans la mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie.

L'entente de contribution financière entre la Ville et l'organisme porte sur les volets suivants :

Volet 1 - Activités de concertation visant la mobilisation de la société civile sur le thème de la transition écologique

Volet 2 - Activités de concertation en éducation et en petite enfance dans l'objectif d'augmenter la persévérance scolaire

Volet 3 - Activités spécifiques à la clientèle jeunesse, dont celles liées au soutien à la participation citoyenne des jeunes

Volet 4 - Activités de sensibilisation et de mobilisation en matière de diversité et d'inclusion

Volet 5 - Présentation d'autres grands enjeux de concertation du territoire montréalais et proposition d'activités, notamment l'alignement stratégique de Montréal

Volet 6 - Activités de valorisation du français comme langue parlée et écrite dans le cadre de la mise en œuvre des volets 1 à 5

## **3. Contribution Fonds Régions et Ruralité**

La contribution gouvernementale du FRR à la Ville de Montréal s'élève pour 2023 à 10 158 263 \$. À laquelle s'ajoute la contribution de la Ville de Montréal au FRR à hauteur de 1 512 071 \$.

Une somme de 9 181 458 \$ est répartie entre les six pôles de services de PME MTL selon quatre critères socio-économiques, soient :

1. Un premier quart de cette somme est réparti en fonction de la dynamique économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'établissements qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la version la plus récente du fichier du « Registre des entreprises » de Statistique Canada;

2. Un second quart de cette somme est réparti en fonction de l'activité économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'emplois qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la compilation spéciale au lieu de travail du « Recensement de la population 2016 » de Statistique Canada, ou à partir de la compilation spéciale au lieu de travail intégrée à la version la plus récente de ce recensement;
3. Un troisième quart de cette somme est réparti en fonction de l'importance du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre total de personnes formant la population active. Ce nombre est établi à partir du « Recensement de la population 2016 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de ce recensement;
4. Un dernier quart de cette somme est réparti en fonction de la vitalité du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre de chômeurs. Ce nombre est établi à partir du « Recensement de la population 2016 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de ce recensement.

Le tableau suivant présente la répartition de la contribution gouvernementale et municipale à chacun des 6 pôles de services de PME MTL pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Le détail de la répartition pour chacun des pôles est présenté dans le tableau 1.

**Tableau 1 - Répartition de la contribution gouvernementale et municipale engagée  
à chacun des pôles de services de PME MTL**

Pôles de services	Contribution Gouvernement du Québec	Contribution Agglomération de Montréal	Contribution Totale
Centre-Est	1 391 994 \$	235 364 \$	1 627 347 \$
Centre-Ouest	1 247 810 \$	210 985 \$	1 458 785 \$
Centre-Ville	2 269 591 \$	383 752 \$	2 653 325 \$
Est-de-l'Île	1 002 389 \$	169 488 \$	1 171 869 \$
Grand Sud-Ouest	756 747 \$	343 253 \$	1 101 054 \$
Ouest-de-l'Île	1 000 856 \$	169 229 \$	1 170 077 \$
<b>Total *</b>	<b>7 669 387 \$</b>	<b>1 512 071 \$</b>	<b>9 181 458 \$</b>

**Tableau 2 - Répartition de la contribution gouvernementale (autre que celle attribuée à PME MTL)**

Nom du projet	Nom de l'organisme	Montant accordé
Entente de financement	Concertation régionale de Montréal	2 048 876 \$
Entente de financement	Le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM)	290 000 \$
Entente de financement	Montréal métropole en santé	150 000 \$
<b>TOTAL</b>		<b>2 488 876 \$</b>

## 4. Bilan des activités : Fonds Régions et Ruralité et Fonds d'investissement PME MTL

### Fonds Régions et Ruralité

En 2023, le réseau PME MTL avait à son emploi, 45 conseillers en accompagnement et en financement des entreprises financés par l'enveloppe FRR. Les services offerts auront permis d'accompagner 4 242 entreprises montréalaises entre janvier et décembre 2023. Parmi ces entreprises, nous retrouvons également celles ayant bénéficié du PAUPME et qui ont été accompagnées.

**Tableau 3 – Entreprises accompagnées (rapport annuel 2023)**

	2023
<b>Entreprises accompagnées</b>	<b>4242</b>
À but lucratif existantes	3538
À but lucratif en démarrage	784
Économie sociale existantes	704
Économie sociale en démarrage	100
<b>Séances d'information</b>	<b>138</b>
Entrepreneurs rencontrés	1081

À noter que l'ensemble de l'accompagnement réalisé est assuré par les conseillers financés par l'enveloppe FRR ainsi que par les 36 ressources spécialisées financées par l'enveloppe Réflexe<sup>1</sup>.

Le FRR aura également permis d'octroyer des subventions dans le cadre du FJE et du FDES.

## Fonds de Développement de l'Économie sociale (FDÉS)

Le FDES a pour objectif de soutenir le développement d'entreprises et de projets d'économie sociale dans toutes leurs phases (pré démarrage, démarrage, croissance et consolidation). Il vise également à soutenir l'émergence de projets novateurs qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises.

La réalisation de cette mission se fait dans une approche d'accompagnement des promoteurs et s'inscrit dans une perspective de développement de projets, d'entreprises et de compétences.

**Tableau 4 – Fonds de Développement de l'Économie sociale.**

Période	Sommes versées	Investissements générés	Entreprises soutenues	Emplois créés ou maintenus
Janvier 2023 à décembre 2023	500 921 \$	3 515 761 \$	38	485
Janvier 2022 à décembre 2022	851 083 \$	3 238 349 \$	48	511
Variation	-39%	9%	- 21%	-5%

## Fonds Jeunes Entreprises (JE)

Le FJE a pour objectif de créer et soutenir des entreprises viables en leur offrant une aide financière pour le démarrage, l'expansion ou la relève entrepreneuriale. Il vise les entreprises ayant de zéro à cinq ans d'existence depuis le début de ses ventes.

**Tableau 5 – Fonds Jeunes Entreprises**

Année	Sommes versées	Investissements générés	Entreprises soutenues	Emplois créés ou maintenus
Janvier 2023 à Décembre 2023	235 500 \$	5 963 491 \$	27	80
Janvier 2022 à décembre 2022	600 000 \$	8 301 535 \$	43	220

<sup>1</sup> Réflexe est une entente signée avec le Réseau PME MTL pour 3 ans qui finance les ressources humaines et des fonds d'aides directes aux entreprises pour un total de 45M\$.



Variation	- 61%	- 28%	- 37%	- 64%
-----------	-------	-------	-------	-------

## Fonds d'investissement PME MTL – Ville de Montréal

Le Fonds d'investissement PME MTL (Fonds PME MTL) appartient à la Ville de Montréal et ne fait pas partie du FRR. Ce fonds d'investissement est également géré par le réseau PME MTL.

Sa mission est d'aider financièrement et techniquement les entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Le Fonds est un outil financier pouvant accélérer la réalisation des projets d'entreprises sur le territoire et, en ce sens, il intervient de façon proactive dans les dossiers. Il vise à :

- Contribuer au développement économique du territoire des six pôles économiques montréalais;
- Créer et soutenir des entreprises viables;
- Soutenir le développement de l'emploi;
- Financer le démarrage, l'expansion et l'acquisition d'entreprises;
- Procurer un levier en faveur du financement des projets d'entreprises;
- Permettre à une nouvelle entreprise de se positionner dans le marché du financement en complétant avec succès un premier financement avec une institution financière.

Au cours de l'année 2023, le réseau PME MTL a consenti 10.3 M \$ sous forme de prêts aux entrepreneurs montréalais, soit une augmentation de 17.5 % par rapport à l'année précédente.

## 5. Suivi budgétaire du Fonds des Régions et Ruralité

**Tableau 6 – Suivi budgétaire du Fonds des Régions et Ruralité pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023**

Produits	Engagé	Versé	À verser
Contribution FRR	10 158 263 \$	10 058 263 \$	100 000 \$
Contribution de l'Agglomération de Montréal	1 512 071 \$	1 512 071 \$	
<b>Total - produits</b>	<b>11 670 334 \$</b>	<b>11 570 334 \$</b>	<b>100 000 \$</b>

Charges	Engagé	Versé	À verser
<b>Priorité d'intervention - promotion et soutien à l'entrepreneuriat</b>			

<b>Aides financières aux entreprises / entrepreneurs</b>	<b>1 133 409 \$</b>	<b>736 421 \$</b>	<b>396 988 \$</b>
Fonds d'économie sociale	812 909 \$	500 921 \$	311 988 \$
Fonds Jeunes entreprises	320 500 \$	235 500 \$	85 000 \$
<b>Masse salariale PME MTL</b>	<b>7 287363 \$</b>	<b>7 287363 \$</b>	
Salaires - conseillers	4 153 451 \$	4 153 451 \$	
Salaires - administration	3 133 913 \$	3 133 913 \$	
<b>Dépenses d'administration admissibles</b>	<b>2 078 767 \$</b>	<b>2 078 767 \$</b>	
<b>Sous-total – charges</b>	<b>10 499 539 \$</b>	<b>10 102 551 \$</b>	<b>396 988 \$</b>
<b>Autres priorités d'intervention</b>			
Concertation Régionale Montréal	2 048 876 \$	1 948 876 \$	100 000 \$
CÉSIM	290 000 \$	290 000 \$	
Montréal métropole en santé	150 000 \$	150 000 \$	
<b>Total – autres priorités d'intervention</b>	<b>2 488 876 \$</b>	<b>2 388 876 \$</b>	<b>\$</b>
<b>Total – charges</b>	<b>12 988 415 \$</b>	<b>12 491 427 \$</b>	<b>496 988 \$</b>

**Tableau 7 – Solde de l'enveloppe FRR au 31 décembre 2023**

Cumul des soldes résiduels des années antérieures (A)	6 488 929 \$
Contribution FRR et Ville 2023 versée aux organismes PME MTL (B)	9 181 458 \$
Dépenses de promotion et soutien à l'entrepreneuriat au 31 déc. 2023 (C)	10 499 539 \$
Résultat déficitaire au 31 décembre 2023 (B-C)	- 1 318 081 \$
<b>Solde final au 31 décembre 2023 (A+B-C)</b>	<b>5 370 848 \$</b>

(A) Cumul des soldes résiduelles du FDT et du FRR selon le rapport annuel d'activités FRR au 31 décembre 2022

## Annexe 1

RÉSEAU PME MTL									
POIDS DE CHACUN DES 6 PÔLES DE DÉVELOPPEMENT SELON 4 CRITÈRES ÉCONOMIQUES (LES 4C)									
	Population active en 2016		Chômeurs en 2016		Emplois en 2016		Établissements en 2018		Moyenne des 4 critères
	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	
Est-de-l'Île	150,125	14.7%	14,550	15.9%	114,840	9.9%	7,314	11.8%	13.1%
Centre-Est	230,325	22.6%	20,925	22.8%	154,490	13.3%	8,616	13.9%	18.1%
Centre-Ville	225,450	22.1%	20,940	22.8%	469,340	40.3%	20,506	33.1%	29.6%
Centre-Ouest	144,350	14.2%	13,665	14.9%	197,080	16.9%	11,820	19.1%	16.3%
Grand Sud-Ouest	120,595	11.8%	10,785	11.8%	82,690	7.1%	5,402	8.7%	9.9%
Ouest-de-l'Île	148,525	14.6%	10,770	11.8%	144,870	12.5%	8,315	13.4%	13.0%
<b>Total</b>	<b>1,019,360</b>	<b>100.0%</b>	<b>91,645</b>	<b>100.0%</b>	<b>1,163,310</b>	<b>100.0%</b>	<b>62,026</b>	<b>99.9%</b>	<b>100.0%</b>

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population de 2016 et Registre des emplacements, décembre 2018.  
 Compilation : Montréal en statistiques, Service du développement économique, Ville de Montréal (novembre 2019).



**Dossier # : 1249966002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière eau et égouts de l'agglomération pouvant aller jusqu'à 2 700 000,00 \$, somme nécessaire pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année.

Il est recommandé :

- d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière eau et égouts de l'agglomération, destinée à combler le déficit des activités de fonctionnement. Il s'agit d'un recours qui pourrait aller jusqu'à 2 700 000,00 \$, sommes nécessaires pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année, liées au bon déroulement des opérations.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-29 10:59

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** Dossier # :1249966002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière eau et égouts de l'agglomération pouvant aller jusqu'à 2 700 000,00 \$, somme nécessaire pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En accord à la politique de gestion des réserves de fonds, la réserve financière générale de l'eau est constituée des :

1. sommes que la municipalité centrale affecte annuellement.
2. intérêts produits par le capital affecté à la réserve.

Les fonds de la réserve générale peuvent servir à faire face aux imprévus du Service de l'eau et à financer des dépenses non récurrentes. Les fonds de surplus libres peuvent servir à réduire la dette, à effectuer des dépenses qui créent de la richesse ou encore à effectuer des dépenses à la discrétion du conseil.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0582 - 19 octobre 2023 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière - eau et égouts - d'agglomération, afin d'éliminer le déficit des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice 2023, au montant maximal de 3 700 000 \$.

CG24 0391 - 20 juin 2024 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière - eau et égouts - d'agglomération pouvant aller jusqu'à une hauteur de 1 550 000 \$, sommes nécessaires pour permettre au Service de l'Eau d'assumer les dépenses d'ici la fin de l'année.

## **DESCRIPTION**

Suite à la deuxième évolution budgétaire, le Service de l'eau prévoit toujours un déficit dans ses autres familles de dépense pour l'année en cours. Ce déficit est expliqué par l'augmentation du coût des activités d'exploitation du réseau primaire d'aqueduc et de l'exploitation des usines.

## **JUSTIFICATION**

Un virement budgétaire d'un montant maximal de 2 700 000,00 \$, est nécessaire pour assumer ces dépenses et ainsi préserver le bon déroulement des opérations et d'entretien des actifs de l'eau. Plus spécifiquement, 300 000,00 \$ sont nécessaires pour couvrir la hausse des coûts de la signalisation routière et de contrats d'entretien du réseau. De plus, 2 400 000,00 \$ sont également nécessaires pour les achats de pièces et accessoires. Plusieurs travaux d'envergure à la Station d'épuration J.R.-Marcotte doivent être réalisés sur les incinérateurs de même que sur les canaux d'amenée dû à la désuétude des équipements. Ces travaux sont prioritaires et doivent absolument être réalisés dès cette année. Enfin, il est requis d'augmenter l'inventaire de pièces du magasin de la Station afin de soutenir les planification des travaux d'entretien. Un niveau d'inventaire aussi bas n'est pas soutenable pour la réalisation des travaux et nous met à risque en cas de situation d'urgence. Plusieurs fournisseurs ont de la difficulté à respecter leur date de livraison.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier n'est pas lié à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

En raison de la plus récente mise à jour des prévisions budgétaires déficitaires, le Service de l'eau a déjà réduit ou annulé des activités afin de respecter son enveloppe. En ne pouvant pas avoir recours à la réserve, d'autres activités devront être arrêtées dans l'année afin de couvrir ces dépenses, ce qui augmenterait grandement les risques de continuité opérationnelle et d'événements d'urgence.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Sans objet.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

## Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Samia KETTOU)

---

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Gustavo HOLGUIN  
Conseiller analyse - contrôle de gestion

**Tél :** 514 452-8595  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-19

Michel VERREAULT  
Chef de division - Gestion des contrats,  
inventaire et factures

**Tél :** 514-889 4634  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY  
directeur(-trice) - strategie et performance

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-26

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
directeur(-trice) de service - eau

**Tél :** 438-871-7682  
**Approuvé le :** 2024-07-29

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249966001

Unité administrative responsable : *Service de l'eau*

Projet : Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière eau et égouts de l'agglomération pouvant aller jusqu'à 1 000 000 \$, sommes nécessaires pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année.

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>		X	
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?			



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>X</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>		<b>X</b>	
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>		<b>X</b>	
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>		<b>X</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>X</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1249966002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Direction
<b>Objet :</b>	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière eau et égouts de l'agglomération pouvant aller jusqu'à 2 700 000,00 \$, somme nécessaire pour permettre au Service de l'eau d'assumer les dépenses à venir d'ici la fin de l'année.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD 1249966002 - DSP (1).xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-0766

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-26

Claude BÉDARD  
Chef de division  
**Tél :** 514-812-6150  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1246394001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement et de la trésorerie , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (118 432 890,87 \$)

Il est recommandé d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (118 432 890,87 \$).

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-26 17:11

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** Dossier # :1246394001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement et de la trésorerie , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (118 432 890,87 \$)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations liées à des compétences d'agglomération n'a pas été utilisée en totalité en 2023. Le solde au 31 décembre 2023 était de 294 632 052,39 \$ incluant un montant d'intérêts de 11 928 481,08 \$ et un montant de 150 000 000 \$ provenant d'une subvention des infrastructures vertes (Eau).

Le budget de 2024 a autorisé une nouvelle affectation à cette réserve de l'ordre de 201 764 200 \$ pour un total à la réserve de 496 396 252,39 \$.

Ce dossier vise à faire un paiement au comptant partiel pour l'année 2024 de 118 432 890,87 \$.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG14 0106 - le 27 février 2014 - Adoption du Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération. (RCG14-007)  
CG14 0055 - 24 février 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération. (4,7 M\$)

CG14 0558 - 12 décembre 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (22,7 M\$)

CG15 0738 - 10 décembre 2015 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76,7 M\$)

CG16 0681 - 16 décembre 2016 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve

financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (102,7 M\$)

CG15 0786 - 28 décembre 2015 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (27 450 821,49\$)

CG16 0501 - 26 août 2016 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76 724 020,63\$)

CG17 0505 - 28 septembre 2017 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118,40\$)

CG18 0459 - 24 août 2018 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (84 000 000\$).

CG18 0694 - 20 décembre 2018 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (56 510 416,33\$)

CG20 0405 - 27 août 2020 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (130 103 961,09 \$)

CG20 0699 - 17 décembre 2020 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (34 823 339,28\$)

CG21 0692 - 23 décembre 2021 - Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomérations. (89,7 M\$)

CG22 0065 - 31 janvier 2022 - Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomérations. (89,7 M\$)

CG22 0719 - 1 décembre 2022- Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomérations. (201,8 M\$)

CG22 0658 - 28 octobre 2022 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (261 289 086,04 M\$)

CG23 0752 - 21 décembre 2023 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (107 533 096,63 \$)

## **DESCRIPTION**

La réserve pour le paiement au comptant s'élèvera à 346 396 252,39 \$ excluant le 150 000

000 \$ de la subvention des infrastructures vertes (Eau) au 31 décembre 2024. L'utilisation de cette réserve pourrait permettre de réaliser le dernier financement requis dans plusieurs règlements d'emprunt.

(Voir tableau en pièce jointe)

## **JUSTIFICATION**

L'Administration municipale convient de la nécessité d'investir dans la remise en état des infrastructures de la Ville et d'accroître le paiement comptant des immobilisations. Pour ce faire, elle a décidé d'alimenter une réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le solde de la réserve financière s'élève actuellement à 346 396 252,39 \$ en excluant le 150 000 000 \$ de la subvention des infrastructures vertes (Eau).

Après l'utilisation de 118 432 890,87 \$, le solde de la réserve s'élèvera à 227 963 361,52 \$.

Cette somme sera utilisée ultérieurement de même que la subvention des infrastructures vertes (Eau) de 150 000 000 \$.

Ce paiement au comptant de 118 432 890,87 \$ permettra d'éviter un emprunt de 118 432 890,87 \$ qui aurait été amorti sur les termes de 5,10, 15 et 20 ans. Le montant des intérêts et les frais d'émission évités, pour la première année, sont estimés à 5,3 M\$ et globalement sur toute la période à 34,3 M\$.

Ce paiement au comptant n'affecte pas les charges fiscales des dettes des arrondissements.

## **MONTRÉAL 2030**

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Cheikh DIA  
conseiller(-ere) en finances

**Tél :** 514-872-4468

**Télécop. :** -

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-22

Marie-Hélène DEMERS  
chef(fe) de division - gestion de la dette et  
de la trésorerie

**Tél :** 514-872-2725

**Télécop. :** -

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard AUDET  
Directeur - financement, placement et  
trésorerie

**Tél :** 514-975-6099

**Approuvé le :** 2024-07-23

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE  
Trésorière et directrice du Service des  
finances

**Tél :** 514 872-6630

**Approuvé le :** 2024-07-25

## Réduction du montant à financer par emprunt

### Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

#### Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlement	Portée <sup>(1)</sup>	Montant financé	Terme <sup>(2)</sup>
Conseil agglomération	RCG 06-061	Acquisition équip.bureau outillage	831,84	5
Conseil agglomération	RCG 06-062	Trav.amén.const.pistes cyclables	600 344,08	10
Conseil agglomération	RCG 07-037	Trav. de refection routiere, Reconstruc. de rue	1 247 517,84	10
Conseil agglomération	RCG 07-037	Trav. de refection routiere, Reconstruc. de rue	33 617,11	15
Conseil agglomération	RCG 08-014	MAN. Atwater DesBaillets	12 743,18	5
Conseil agglomération	RCG 08-026	Réaménag. autoroute Bonaventure	1 131,00	20
Conseil agglomération	RCG 08-026	Réaménag. autoroute Bonaventure	468,13	10
Conseil agglomération	RCG 09-008	J-Marcotte équip eau pot	39 839,35	5
Conseil agglomération	RCG 09-026	Désinfection Jean-R-Marcotte	22 639,46	5
Conseil agglomération	RCG 10-021	Conduites principales AQ	107 806,23	20
Conseil agglomération	RCG 10-021	Conduites principales AQ	23 309,97	5
Conseil agglomération	RCG 10-022	Trav. eau pot. eaux usée	9 940,36	5
Conseil agglomération	RCG 11-002	Const.réf.infra. gestion matières résiduelles	1 760 681,43	20
Conseil agglomération	RCG 11-030	Travaux d'aménagement et de construction pistes cyclables	1 145 311,79	10
Conseil agglomération	RCG 12-007	Projet de reconstruction du complexe Turcot	14 959,27	20
Conseil agglomération	RCG 12-009	Trav.infra.dom.public,acq.imm.log.soc.	6 614,11	20
Conseil agglomération	RCG 13-027	Acq. équip. et serv.prof.en informatique	15 731,24	5
Conseil agglomération	RCG 14-027	Trav.restauration biens patrimoniaux	1 404 347,43	20
Conseil agglomération	RCG 14-032	Réaménagement A-25 sherbrooke/n-dame	193 320,50	20
Conseil agglomération	RCG 15-009	Travaux rénovation Hôtel de ville	73 415,31	20
Conseil agglomération	RCG 15-010	Rénovation bâtiment Cour municipale	763,29	5
Conseil agglomération	RCG 15-012	Construction centres tri matières recyc.	478 591,39	20
Conseil agglomération	RCG 15-017	Construction écocentre Dickson	1 787,68	20
Conseil agglomération	RCG 15-028	Travaux des aménagements cyclables	474 708,75	20
Conseil agglomération	RCG 15-031	Travaux/rénovation caserne 26 PMR	1 195 068,81	20
Conseil agglomération	RCG 15-039	Système Répartition Appels Urgence	7 173 177,19	5
Conseil agglomération	RCG 15-040	Équipement/Services Pro. Informatique	73 508,06	5
Conseil agglomération	RCG 15-048	Ville Intelligente & Numérique	398 261,37	5
Conseil agglomération	RCG 15-054	PJ Const.bâtim.adm. usine Atwater	170 806,27	10
Conseil agglomération	RCG 15-070	Trav.rénovation/protection immeubles	90 439,73	20
Conseil agglomération	RCG 16-025	PG Station Jean R. Marcotte	15 617,10	5
Conseil agglomération	RCG 16-028	Travaux aménagements cyclables	888 110,70	20
Conseil agglomération	RCG 16-028	Travaux aménagements cyclables	236 408,50	5
Conseil agglomération	RCG 16-039	Réalis.trav.proj.optim.rés.eau pot.	222 689,35	5
Conseil agglomération	RCG 16-040	Réaménagement Parc Mont-Royal	1 935 017,59	20
Conseil agglomération	RCG 16-041	Chambres compt eau	22 067,91	5
Conseil agglomération	RCG 16-043	Protection Actifs/Travaux/Aménagement SPJD	60 396,24	5
Conseil agglomération	RCG 16-046	Trav. Rén. protec. amé. immeubles	87 348,74	20
Conseil agglomération	RCG 16-049	Travaux Aménagement Parcs	3 968 492,27	20
Conseil agglomération	RCG 16-062	Turcot - Travaux voirie municipale	168 249,06	20
Conseil agglomération	RCG 16-063	REM - Réseau électrique métropolitain	269 532,82	20
Conseil agglomération	RCG 16-064	Corridor nouveau pont Champlain	61 060,25	20
Conseil agglomération	RCG 17-003	Intercepteurs	6 692,96	5
Conseil agglomération	RCG 17-004	Station Jean R. Marcotte	69 629,78	5
Conseil agglomération	RCG 17-004	Station Jean R. Marcotte	35 188,29	20
Conseil agglomération	RCG 17-012	Rénovation Hôtel de Ville	251 276,08	20
Conseil agglomération	RCG 17-013	Équipements/Services Pro. Informatique	77 771,48	5



## Réduction du montant à financer par emprunt

### Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

#### Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlement	Portée <sup>(1)</sup>	Montant financé	Terme <sup>(2)</sup>
Conseil agglomération	RCG 17-016	Travaux de protection d'immeubles	97 428,15	5
Conseil agglomération	RCG 17-018	Pavillon du Canada - Phase 1	40 609,37	5
Conseil agglomération	RCG 17-022	Achat de véhicules et leurs équipements	123 832,67	5
Conseil agglomération	RCG 17-027	Intercepteurs	111 839,74	5
Conseil agglomération	RCG 17-028	Station d'épuration des eaux usées	1 556 094,89	5
Conseil agglomération	RCG 17-031	PG Investissements - Diverses usines	10 513,24	5
Conseil agglomération	RCG 17-032	Aménagement de la Rue ST -Paul Phase 2	390 067,57	20
Conseil agglomération	RCG 17-034	Protection d'immeubles	2 878 478,34	20
Conseil agglomération	RCG 17-034	Protection d'immeubles	659 844,77	5
Conseil agglomération	RCG 17-035	Plan Lumiere du Vieux -Montreal	209 043,78	20
Conseil agglomération	RCG 18-006	Programme d' acquisition de terrains	48 304,27	20
Conseil agglomération	RCG 18-019	Remplacer sys. automa. de carburant	1 692,93	10
Conseil agglomération	RCG 18-021	Véhic. Equip. éco-responsable	24 183,06	10
Conseil agglomération	RCG 18-022	Remplac. véhicules et équip.	96 342,75	5
Conseil agglomération	RCG 18-028	Developpement Réseau cyclable	1 078 574,00	20
Conseil agglomération	RCG 18-028	Developpement Réseau cyclable	27 242,37	10
Conseil agglomération	RCG 18-028	Developpement Réseau cyclable	11 118,16	5
Conseil agglomération	RCG 18-035	Partie 2019-2020 Entente Développement culturel 2018-2021 / Années a	4 526,66	5
Conseil agglomération	RCG 19-002	Protec.acquis écocentres	69 886,11	20
Conseil agglomération	RCG 19-002	Protec.acquis écocentres	273 644,80	5
Conseil agglomération	RCG 19-005	PJ -Trav.connexes au prolongement ligne bleue metro	7 293,78	20
Conseil agglomération	RCG 19-008	Remplacement véhicules et équipements	2 864 081,91	5
Conseil agglomération	RCG 19-011	Programme Protection Actif Immobilisé	2 167 016,57	20
Conseil agglomération	RCG 19-024	Plan d'action agrile du frêne	167 711,96	5
Conseil agglomération	RCG 19-027	Station d'épuration des eaux usées JR Marcotte-travaux &équipements	2 816 262,79	5
Conseil agglomération	RCG 19-027	Station d'épuration des eaux usées JR Marcotte-travaux &équipements	761 144,10	10
Conseil agglomération	RCG 19-033	Prog. réaménagement parc Mont-Royal	663 561,27	20
Conseil agglomération	RCG 19-033	RCG 19-033 Prog. réaménagement parc Mont-Royal	73 168,93	5
Conseil agglomération	RCG 20-001	PG-Investissements -Diverses usines	303 486,28	5
Conseil agglomération	RCG 20-001	PG-Investissements -Diverses usines	16 683,09	10
Conseil agglomération	RCG 20-006	Trav. Amén. Acquis. Imm.	4 139 603,79	20
Conseil agglomération	RCG 20-010	RéfecPlage Jean-Doré	684 325,37	20
Conseil agglomération	RCG 20-015	Règlement pour financer trav. de construction et renouvellement réseau	168 302,70	20
Conseil agglomération	RCG 20-015	Règlement pour financer trav. de construction et renouvellement réseau	44 570,34	5
Conseil agglomération	RCG 20-016	Remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés	8 933,07	5
Conseil agglomération	RCG 20-016	Remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés	4 733,32	10
Conseil agglomération	RCG 20-017	Remplacement véhicules et équipements	116 142,31	5
Conseil agglomération	RCG 20-020	Ste-Catherine aqueduc p.	568 898,04	20
Conseil agglomération	RCG 20-020	Ste-Catherine aqueduc p.	14 275,56	10
Conseil agglomération	RCG 20-021	Protection et développement d'immeubles	2 056 127,19	20
Conseil agglomération	RCG 20-021	Protection et développement d'immeubles	1 293 397,84	5
Conseil agglomération	RCG 20-032	Équipements/Serv.prof.TI	2 255 882,27	5
Conseil agglomération	RCG 20-037	Int. Remembrance & C-D-N	325 507,87	20
Conseil agglomération	RCG 20-041	Pistes cyclable av.Pins	298 360,20	20
Conseil agglomération	RCG 21-002	Acquisition matériel informatique	45 388,32	5
Conseil agglomération	RCG 21-005	Mise aux normes Complexe aqua. P.J.Drapeau	33 747,23	20
Conseil agglomération	RCG 21-005	Mise aux normes Complexe aqua. P.J.Drapeau	41 042,95	5

## Réduction du montant à financer par emprunt

### Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

#### Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlement	Portée <sup>(1)</sup>	Montant financé	Terme <sup>(2)</sup>
Conseil agglomération	RCG 21-006	SPJD Amén.Mont Boulé	1 763 823,61	20
Conseil agglomération	RCG 21-009	Remplacement des équipements pour sécurité incendie	1 287 099,08	5
Conseil agglomération	RCG 21-010	Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM	3 910 650,27	5
Conseil agglomération	RCG 21-010	Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM	155 668,42	10
Conseil agglomération	RCG 21-011	Travaux de rénovation Hôtel de Ville de MTL	1 141 070,56	20
Conseil agglomération	RCG 21-011	Travaux de rénovation Hôtel de Ville de MTL	610 147,36	5
Conseil agglomération	RCG 21-013	Piste cyclable rue Peel	29 086,25	10
Conseil agglomération	RCG 21-015	Réseau des corridors verts	123 175,55	20
Conseil agglomération	RCG 21-018	Réfect. écocentre achat équipm.	62 176,88	20
Conseil agglomération	RCG 21-018	Réfect. écocentre achat équipm.	583 576,07	5
Conseil agglomération	RCG 21-021	Aménagement des berges des parcs à caractère régional	718 928,45	20
Conseil agglomération	RCG 21-027	Acquis. Inst. équip informatiq.	539 353,94	5
Conseil agglomération	RCG 21-030	Travaux parc Mont-Royal	102 109,92	20
Conseil agglomération	RCG 21-031	Travaux de protection d'immeubles	1 068 154,78	20
Conseil agglomération	RCG 21-031	Travaux de protection d'immeubles	201 757,46	5
Conseil agglomération	RCG 22-006	Équipements/SP en informat.	27 100 482,62	5
Conseil agglomération	RCG 22-007	Trav assain eaux usées	3 553 319,97	5
Conseil agglomération	RCG 22-007	Trav assain eaux usées	163 387,45	10
Conseil agglomération	RCG 22-014	Prot.actifs immobilisés SPJD	9 660 726,82	20
Conseil agglomération	RCG 22-014	Prot.actifs immobilisés SPJD	737 477,41	5
Conseil agglomération	RCG 22-014	Prot.actifs immobilisés SPJD	192 042,46	10
Conseil agglomération	RCG 22-015	Trav.mise en place désinfection effluent station Jean-R-Marcotte	136 504,16	5
Conseil agglomération	RCG 22-026	REM de l'Ouest - Agglo	17 419,42	20
Conseil agglomération	RCG 22-027	Déconstr. Pont Champlain	1 122,68	20
Conseil agglomération	RCG 22-028	Travaux de protection des immeubles	2 233 936,56	20
Conseil agglomération	RCG 22-028	Travaux de protection des immeubles	566 084,74	5
Conseil agglomération	RCG 23-002	ENV équipement instrument	52 645,20	20
Conseil agglomération	RCG 23-002	ENV équipement instrument	196 028,43	5
Conseil agglomération	RCG 23-006	Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM	4 376 286,23	10
Conseil agglomération	RCG 23-006	Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM	2 286 996,58	5
Conseil agglomération	RCG 23-019	Manomètre,débitmètr,vann	61 503,57	5
<b>Total conseil d'agglomération</b>			<b>118 432 890,87</b>	

Répartition selon le terme, si ces sommes avaient été empruntées.

5 ans	63 268 864,46
10 ans	8 930 873,35
15 ans	33 617,11
20 ans	46 199 535,95
<b>Total</b>	<b>118 432 890,87</b>

Note:

(1) Source : Description du règlement apparaissant à l'Activité d'investissement (AI) du système SIMON

(2) Le terme indiqué représente la période d'amortissement du montant en cause, s'il avait été financé par emprunt



**Dossier # : 1249861006**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver la modification du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), visant le début de la période d'admissibilité, l'augmentation des montants alloués et l'allongement de la période de soutien.

Il est recommandé :

- d'approuver la modification du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art, (RCG 21-017) visant le début de la période d'admissibilité, l'augmentation des montants alloués et l'allongement de la période de soutien.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-29 11:51

**Signataire :** Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

Dossier # :1249861006

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver la modification du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), visant le début de la période d'admissibilité, l'augmentation des montants alloués et l'allongement de la période de soutien.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une entente de soutien de 30 000 000 \$ à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes a été approuvée le 17 juin 2021 conjointement entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications du Québec, pour la protection et le développement des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art.

Dans le cadre de cette entente, le conseil d'agglomération a adopté le 26 août 2021, un Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017).

Le programme est destiné aux organismes culturels et aux organismes immobiliers qui sont propriétaires ou locataires de bâtiments non résidentiels situés sur le territoire de l'agglomération.

Le contexte du marché immobilier a depuis cette période subi une hausse notable impactant le cadre de référence économique qui avait été utilisé pour établir le soutien financier de ce programme.

Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de modifier le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), soit le volet 3b, visant le début de la période d'admissibilité, l'augmentation des montants alloués et l'allongement de la période de soutien.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE24 1087 - 3 juillet 2024 : Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), l'ordonnance numéro 1, jointe au dossier décisionnel, visant à diminuer le montant total de l'aide financière prévu au programme

CG21 0519 - 21 août 2021 : Adoption - Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art / Réserver une somme de 3 120 000 \$ pour sa mise en œuvre

CG21 0320 - 17 mai 2021 : Approuver un projet de convention avec la ministre de la Culture et des Communications relatif à l'octroi d'une aide financière de 25 M\$ pour la réalisation d'un appel à projets pour les ateliers d'artistes

## **DESCRIPTION**

Depuis la période pandémique, les conditions du marché et des valeurs immobilières ont largement évolué affectant directement les valeurs foncières et les taxes qui y sont associées. Afin de maintenir le niveau de soutien aux ateliers d'artistes, la Ville a procédé à une analyse des besoins du milieu auprès des requérants.

Aussi, les montants maximums de 130 000 \$ par année pour deux années, soit un total de 260 000 \$, ont été réévalués pour un montant augmenté à 190 000 \$ et prolongé d'une année supplémentaire, pour un total de trois ans, soit 570 000 \$ maximum par projet. Compte tenu du développement des projets de rénovation déjà admis au volet 2, le règlement vise, par le présent sommaire décisionnel, à permettre au requérant le dépôt des dossiers de demandes au volet 3b .

## **JUSTIFICATION**

Afin de poursuivre les objectifs visés du programme et de ce volet en particulier, il est pertinent d'adapter le soutien au contexte économique actuel et de majorer le soutien financier avec la portion de hausse des taxes foncières liées à la réalisation des travaux. Cette intervention permettra de réduire la pression sur les modèles d'affaires des organismes culturels et propriétaire, leur offrant une opportunité de mettre en place des solutions consolidées pour les années subséquentes.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le soutien financier supplémentaire requis par la hausse du plafond et de la durée de la subvention est rendu possible suite à la résolution CE24 1087. Le financement du programme relève à 100 % de l'agglomération puisqu'il concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

## **MONTRÉAL 2030**

Pour bénéficier d'une subvention au volet 3 - b), un requérant devra avoir obtenu une contribution dans le cadre du volet 2. En lien avec la réalisation de ses travaux, il est proposé que :

1- dans la situation où les travaux consistent en la construction d'un bâtiment neuf, une certification environnementale soit exigée;

2- dans la situation où les travaux consistent en des rénovations d'un bâtiment, le requérant devra démontrer qu'il dispose des rebuts d'une manière responsable.

De plus, le requérant devrait indiquer dans sa demande de subvention au volet 2, de quelles manières il compte mettre en oeuvre des actions en matière de transition écologique et de justice sociale.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas adopter les dates de mise en oeuvre du règlement aura pour effet de ne pas rendre disponible les fonds pour les organismes culturels et propriétaire. Ainsi, un organisme ayant réalisé des travaux admissibles au volet 2, ne pourra pas se prévaloir d'une subvention correspondant à l'augmentation de la taxe foncière générale ou de l'augmentation du loyer découlant de la réalisation de travaux.

Le fait de ne pas adopter la majoration de subvention correspondant à l'augmentation de la taxe foncière générale ou de l'augmentation du loyer découlant de la réalisation de travaux réduira les capacités de subsistance des bénéficiaires et altérera à court comme à long terme la viabilité des projets.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune communication n'est requise pour la modification de l'annexe B.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Entrée en vigueur du règlement;
- Publication du programme de subvention et réception des demandes des organismes.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Hugo PEPIN, Service des affaires juridiques

Lecture :

Hugo PEPIN, 24 juillet 2024

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martel VICTOR  
commissaire - developpement economique

**Tél :** 514 295-3650  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-22

Dieudonné ELLA-OYONO  
directeur(-trice) - mise en valeur des poles  
economiques

**Tél :** 438 862-1818  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valérie POULIN  
directeur(-trice) - investissement et  
developpement strategique

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-25

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1249861006

Unité administrative responsable : Développement économique

Projet : Approuver la modification du Règlement RCG 21-017 concernant les montants alloués de ce soutien financier, l'allongement de la période de ce dernier et la date d'entrée en vigueur dudit programme.

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
14. Appuyer l' <b>innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations</b> pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
15. Soutenir la <b>vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif</b> , notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire			



3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Pour les priorités 14 et 15 :

Le programme est destiné aux organismes culturels et aux organismes immobiliers qui sont propriétaires ou locataires de bâtiments non résidentiels afin de soutenir le développement des ateliers d'artistes professionnels en art visuels et en métiers d'art. Par le biais de ce programme, nous appuyons les rénovations de 5 bâtiments (potentiellement 6) abritant des ateliers d'artistes, afin que ceux-ci puissent entre autres bénéficier d'espace collaboratifs de création ainsi que des loyers abordables.

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>		<b>x</b>	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>x</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>x</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>	<b>x</b>		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		<b>x</b>	

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1249861006**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Objet :</b>	Approuver la modification du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), visant le début de la période d'admissibilité, l'augmentation des montants alloués et l'allongement de la période de soutien.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AML et HP - 1249861006 règl modif RCG 21-017.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo PEPIN  
Avocat  
**Tél :** 514-589-7285

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-24

Nicolas DUFRESNE  
Avocat et chef de division  
**Tél :** 438-  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME COMPENSANT L'AUGMENTATION DES TAXES FONCIÈRES QUI DÉCOULENT DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR DES BÂTIMENTS ACCUEILLANT DES ATELIERS D'ARTISTES PROFESSIONNELS EN ARTS VISUELS ET EN MÉTIERS D'ART (RCG 21-017)**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « de la date fixée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 2° de l'article 23 du présent règlement » par les mots « du [*insérez ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*] ».

2. Le premier alinéa de l'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « de la date fixée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 2° de l'article 23 du présent règlement » par les mots « du [*insérez ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*] ».

3. L'article 8 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « trois » par le mot « quatre »;

2° le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 2 ou 3 » par « 3 ou 4 »;

XX-XXX/1

- 3° le remplacement, dans le troisième alinéa, du mot « troisième » par le mot « quatrième »;
- 4° le remplacement, dans le quatrième alinéa, du mot « troisième » par le mot « quatrième ».

4. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

- 1° le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « trois » par le mot « quatre »;
- 2° le remplacement, dans le troisième alinéa, de « 2 ou 3 » par « 3 ou 4 »;
- 3° le remplacement, dans le quatrième alinéa, du mot « troisième » par le mot « quatrième »;
- 4° le remplacement, dans le cinquième alinéa, du mot « troisième » par le mot « quatrième ».

5. L'article 10 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 130 000 \$ » par « 190 000 \$ ».

6. L'article 12 de ce règlement est modifié par :

- 1° l'insertion, dans le premier alinéa et après les mots « taxes foncières », des mots « découlant des travaux »;
- 2° l'insertion, dans le deuxième alinéa et après les mots « aviser par écrit », des mots « , dans les 90 jours suivants l'expédition de l'avis du directeur mentionné à l'article 11 ou à l'article 13, »;
- 3° le remplacement, dans le deuxième alinéa et après les mots « pris en compte », du mot « de » par le mot « dans »;
- 4° l'ajout, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le propriétaire doit transmettre par courriel au directeur une copie et une preuve de transmission de l'avis écrit destiné à tout atelier d'artiste locataire dans les 10 jours ouvrables suivants la transmission de cet avis. ».

7. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou le troisième » par les mots « , le troisième ou le quatrième ».

8. L'article 14 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « 3 ans » par les mots « 4 ans ».

9. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 19, de l'article suivant :

« **19.1.** Le défaut d'un propriétaire d'un bâtiment de se conformer aux dispositions de l'article 12 du présent règlement entraîne l'annulation de toute subvention prévue au présent règlement.

Le cas échéant, toute subvention déjà versée doit être remboursée au comptant à la Ville dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet. ».

**10.** Le paragraphe 2° de l'article 23 de ce règlement est abrogé.

---

GDD 1249861006



**Dossier # : 1246831001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 \$ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

Il est recommandé de :

D'adopter le Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 \$ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-07-24 16:39

**Signataire :**

Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1246831001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 \$ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du programme décennal d'immobilisation 2024-2033, l'Administration prévoit des investissements pour l'amélioration de la qualité de l'air ambiant et de l'eau.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG21 0520 - 26 août 2021 - Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 504 000 \$ afin de financer les travaux de réfection des écocentres, l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt de 1 520 000 \$ afin de financer les programmes ci-dessous :

**Programme 1 : Acquisition d'appareils et d'équipements :**

- Acquisition d'appareils et d'équipements du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) pour un montant de 795 000 \$;
- Acquisition et remplacement d'appareils pour l'échantillonnage des rejets d'eaux usées et de la qualité de l'air pour un montant de 375 000 \$.

**Programme 2 : Acquisition, construction et rénovation de stations d'échantillonnages :**

- Achat, construction et rénovation de stations d'échantillonnages : 350 000 \$.



## JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt et son approbation par le gouvernement du Québec et le Conseil d'agglomération permettent de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent, de réaliser plus rapidement les travaux requis. Les dépenses servent à acquérir et remplacer des équipements.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des équipements et installations qui sont prévus au programme décennal d'immobilisation 2024-2033 de la Ville de Montréal. Les équipements et installations financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans, conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations dont la mise à jour a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG22 0721.

## MONTRÉAL 2030

Les activités de contrôle des rejets et de suivi environnemental contribuent à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités du Plan stratégique Montréal 2030 tel que décrit dans la grille d'analyse en pièce jointe.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le financement n'est pas octroyé, le Service de l'environnement ne pourra pas compléter ses mandats faute d'installations ou d'équipements.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier  
(Samia KETTOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexis LAPIERRE)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

## Parties prenantes

Marie-France MILORD, Service des finances et de l'évaluation foncière  
Nicolas DUFRESNE, Service des affaires juridiques  
Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications  
Camille BÉGIN, Direction générale

Lecture :

Nicolas DUFRESNE, 23 juillet 2024  
Marie-France MILORD, 8 juillet 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Laure BASSIGNOT  
chef(fe) de section - prelevements

**Tél :** 514-237-8742  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-02

Jamil Jimmy DIB  
chef(fe) de division - controle des rejets et  
suivi environnemental

**Tél :** 514-758-4318  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA  
directeur(-trice) gestion matieres residuelles  
infras

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-24

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : **1246831001**

Unité administrative responsable : **Service de l'environnement**

Projet : Adopter un règlement d'emprunt afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités Montréal 2030.	<b>X</b>		
<p>2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?</p> <p><b>Priorité 2</b> : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.</p> <p><b>Priorité 12</b> : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective</p> <p><b>Priorité 19</b> : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</p> <p><b>Priorité 20</b> : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.</p>			
<p>3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b>?</p> <p><b>Priorités Montréal 2030</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser la réappropriation, par les citoyens, des usages liés à la qualité de l'eau – <b>priorité 2</b>;</li> <li>• Présenter l'évolution de la qualité des eaux autour de l'Île de Montréal et la qualité de l'air dans l'agglomération et faire reconnaître leur attractivité – <b>priorité 20</b>.</li> </ul> <p><b>Transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de Montréal 2030</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleure efficacité et rapidité lors des achats et renouvellement d'équipements puisque le règlement d'emprunt est déjà approuvé par le MELCCFP et le conseil d'agglomération.</li> </ul>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1246831001**

**Unité administrative responsable :** Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental

**Objet :** Adopter le Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 \$ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AL- 1246831001 - Outillage échantillonnage qualité de l'air 24-001923.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alexis LAPIERRE  
Avocat, Direction des Affaires civiles, Division  
Droit fiscal, évaluation et transactions  
financières  
**Tél :** 438 826-4614

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-23

Nicolas DUFRESNE  
Avocat et chef de division, Direction des  
Affaires civiles, Division Droit fiscal,  
évaluation et transactions financières  
**Tél :** 438 873-6396  
**Division :**

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT DES EMPRUNTS POUR UN MONTANT TOTAL DE 1 520 000\$ AFIN DE FINANCER L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES AU CONTRÔLE DES REJETS ET AU SUIVI ENVIRONNEMENTAL AINSI QUE L'ACHAT OU LES RÉNOVATIONS DE STATIONS POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR ET DE L'EAU.**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que les emprunts prévus au présent règlement sont décrétés dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**A. ACHAT, CONSTRUCTION ET RÉNOVATION DE STATIONS D'ÉCHANTILLONNAGES**

1. Un emprunt de 350 000 \$ est autorisé afin de financer l'achat, la construction et la rénovation de stations d'échantillonnages de la qualité de l'air et de rejets d'eaux usées.
2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

**B. ACHAT D'ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES AU RÉSEAU DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR**

3. Un emprunt de 795 000 \$ est autorisé afin de financer l'achat et le remplacement d'équipements servant au réseau de surveillance de la qualité de l'air.
4. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

**C. ACHAT ET REMPLACEMENT D'APPAREILS POUR L'ÉCHANTILLONNAGE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES ET DE REJETS D'EAUX USÉES INDUSTRIELLES**

5. Un emprunt de 375 000 \$ est autorisé afin de financer l'achat et le remplacement d'appareils d'échantillonnage des émissions atmosphériques et de de rejets d'eaux usées

industrielles.

6. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

#### **D. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

7. Le terme total de ces emprunts et de leurs refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles des emprunts décrétés en vertu du présent règlement, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

9. Le conseil affecte à la réduction des emprunts décrétés au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité des dépenses décrétées par le présent règlement.

---

GDD 1246831001

Dossier # : 1246831001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant des emprunts pour un montant total de 1 520 000 \$ afin de financer l'achat d'équipements nécessaires au contrôle des rejets et au suivi environnemental ainsi que l'achat ou les rénovations de stations, d'équipements et de terrains pour l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



Info comptable GDD1246831001-ENV (1).xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU  
Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-25

Marie-France MILORD  
conseiller(-ere) budgetaire  
**Tél :** (514 )872-xxxx  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1248285001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

Il est recommandé:

d'adopter le Règlement autorisant un emprunt relevant de la compétence de l'agglomération pour un montant de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2024-07-22 13:54

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1248285001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Dans le cadre du PDI 2024-2033, chaque service requérant est responsable d'obtenir la totalité des crédits requis auprès des instances décisionnelles appropriées.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement autorisant un emprunt relevant de la compétence de l'agglomération de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, pour les projets inscrits en 2025, 2026 et 2027 dans le cadre de la programmation du PDI 2024-2033 du Service des technologies de l'information.

Ce règlement d'emprunt nous permettra de mettre en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville de Montréal.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0162 – 21 mars 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 92 895 000 \$

afin de financer l'implantation des solutions infonuagiques.

CG21 0739 – 27 janvier 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 160 253 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

CG20 0475 - 20 septembre 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

CG17 0117 – 30 mars 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

CG15 0304 – 24 novembre 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 000 000 \$ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

CG13 0432 – 26 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 40 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 218 353 000 \$ pour le financement des projets des années 2025, 2026 et 2027 de compétence de l'agglomération inscrits à la programmation du PDI 2024-2033 du Service des technologies de l'information.

Le taux de répartition en vigueur à l'adoption du PDI 2024-2033 est de 50,1% à l'agglomération et de 49,9% à la Ville centrale.

Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville afin de moderniser ses services informatiques, d'améliorer les services numériques aux citoyens et d'adresser la désuétude de ses systèmes patrimoniaux.

L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de nouveaux équipements informatiques ainsi que des services professionnels hautement spécialisés de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via le GDD 1248285002.

## **JUSTIFICATION**

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PDI 2024-2033. Il permettra de réduire les délais administratifs lors de l'autorisation de débiter un projet et par conséquent, permettra de réaliser plus rapidement les différentes solutions technologiques priorisées au sein de la Ville de Montréal.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Afin de s'assurer de la mise en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville et dépenser les budgets qui lui sont consacrés au PDI 2024-2033, l'adoption d'un règlement d'emprunt est requise.

Ce règlement permettra de financer le volet agglomération d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant pour les années 2025, 2026 et 2027 un montant de 377 749 000 \$. La portion relevant de la compétence de l'agglomération s'élève à 218 353 000 \$. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via un autre dossier décisionnel.

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvées par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

Ce règlement d'emprunt ne fera l'objet d'aucune subvention gouvernementale.

### **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation de ce dossier permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les projets prévus au PDI 2024-2033.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Luminita MIHAI  
Chargée d'expertise et de pratique principale

**Tél :** 514 872-4921  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-16

Alain ROUSSEL  
Chef de division - stratégies et pratiques  
d'affaires

**Tél :** 514-299-6237  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Gianina MOCANU  
directeur(-trice) bureau de projets ti

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2024-07-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER  
Directeur du service des technologies de  
l'information

**Tél :** 438-998-2829  
**Approuvé le :** 2024-07-18

**Dossier # : 1248285001**

**Unité administrative responsable :** Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques

**Objet :** Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



EV - 1248285001 - Biens et services en informatique.docx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Edelweiss VIGNEAULT  
Avocate  
**Tél :** 4388670481

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Edelweiss VIGNEAULT  
Avocate  
**Tél :** 4388670481  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 218 353 000 \$ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE BIENS, DE SERVICES TECHNIQUES ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE**

Vu les articles 19 et 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme décennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 218 353 000 \$ est autorisé afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.
2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

---

GDD1248285001

**Service des technologies de l'information**  
**Règlement d'emprunt 2025-2026-2027 compétence de l'agglomération**

No Projet	Description projet	AGGLO 2025	AGGLO 2026	AGGLO 2027	Total AGGLO 2025-2026-2027
60006	Investissements - Ville intelligente et numérique	812 000	1 759 000	0	2 571 000
60095	Outils corporatifs de gestion de projets	1 767 000	1 233 000	0	3 000 000
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	398 000	0	0	398 000
60115	Modernisation des services de cybersécurité	2 615 000	3 009 000	3 262 000	8 886 000
68011	Modernisation des réseaux de radiocommunications	3 965 000	11 250 000	12 550 000	27 765 000
68088	Approvisionnement III	555 000	1 048 000	547 000	2 150 000
68092	Système financier, budgétaire et d'approvisionnement	4 252 000	1 162 000	626 000	6 040 000
68111	Modernisation des réseaux de télécommunications	2 971 000	1 878 000	2 670 000	7 519 000
68122	Gestion des services aux utilisateurs	574 000	364 000	0	938 000
68123	Déploiement corporatif de gestion de services d'entreprises	1 101 000	1 155 000	351 000	2 607 000
68144	Systèmes informatiques pour l'habitation	939 000	438 000	188 000	1 565 000
68147	Nouveau système de subventions générale	351 000	612 000	659 000	1 622 000
68305	Modernisation des opérations policières	2 950 000	850 000	2 200 000	6 000 000
68315	Évolution des opérations policières du SPVM	8 460 000	5 550 000	3 250 000	17 260 000
68325	Caméras portatives SPVM	2 790 000	4 450 000	3 888 000	11 128 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	1 680 000	2 700 000	3 950 000	8 330 000
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	501 000	551 000	46 000	1 098 000
69206	Évolution des outils géomatiques	0	0	0	0
70025	Cour municipale numérique	5 470 000	2 485 000	1 500 000	9 455 000
70151	Développement de nouveaux contenus et sites web	0	0	0	0
70152	Plateformes de fondation numérique	925 000	1 226 000	421 000	2 572 000
70153	Programme de développement de sites web satellites	0	0	907 000	907 000
70155	Gestion de la relation client	642 000	995 000	1 007 000	2 644 000
70160	Refonte du portail intranet	828 000	0	0	828 000
70191	Infrastructures des usines de l'eau	2 000 000	2 800 000	4 500 000	9 300 000
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	348 000	1 092 000	906 000	2 346 000
70255	Gestion des processus juridiques	263 000	0	0	263 000
70330	Données ouvertes	68 000	0	0	68 000
70335	Refonte des données, des plateformes d'infrastructure et des outils d'intelligence d'affaires	701 000	1 002 000	893 000	2 596 000
70501	Environnement de travail	2 075 000	702 000	90 000	2 867 000
70503	Modernisation de la suite bureautique	0	0	0	0
70505	Modernisation des espaces de travail informatiques	0	0	0	0
70542	Plateforme de l'intelligence économique	426 000	0	0	426 000
70750	Intelligence d'affaires - Migration Bureau d'affaires	276 000	417 000	0	693 000
70751	Solutions en Intelligence d'Affaires des Services et Arrondissements (SIASA)	1 131 000	881 000	1 477 000	3 489 000
70905	Modernisation des infrastructures et plateformes TI	2 969 000	3 308 000	3 495 000	9 772 000
70907	Résilience et relève des infrastructures technologiques de la Ville	1 127 000	2 505 000	2 505 000	6 137 000



No Projet	Description projet	AGGLO 2025	AGGLO 2026	AGGLO 2027	Total AGGLO 2025-2026-2027
71350	Gestionnaire électronique de documents	1 069 000	950 000	1 620 000	3 639 000
71450	Inspection mobile - Évaluation foncière	0	0	0	0
72050	9-1-1 Prochaine génération	6 481 000	6 240 000	2 000 000	14 721 000
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence du SIM	1 095 000	600 000	1 500 000	3 195 000
74015	Systèmes informatiques pour l'environnement	736 000	951 000	570 000	2 257 000
74250	Système de gestion des ressources humaines	4 152 000	4 007 000	2 967 000	11 126 000
74255	Gestion de temps	1 389 000	430 000	0	1 819 000
74551	Système de taxation et d'évaluation foncière	3 257 000	3 439 000	3 432 000	10 128 000
74562	Évolution du parc de postes de travail	1 109 000	1 182 000	2 438 000	4 729 000
74955	Modernisation des activités du bureau des régimes de retraites Montréal	0	0	0	0
78032	Communications numériques (Centre Contact Client)	0	0	0	0
78035	Mise à niveau de la téléphonie	0	0	0	0
78045	Aménagements et rehaussements Télécom	551 000	401 000	376 000	1 328 000
78067	Intégration technologique des unités d'affaires	150 000	763 000	757 000	1 670 000
78100	Système de gestion des vidéos	0	0	501 000	501 000
<b>Total</b>		<b>75 919 000</b>	<b>74 385 000</b>	<b>68 049 000</b>	<b>218 353 000</b>

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1248285002

Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information*

Projet : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 159 396 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 11. Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique 12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective 17. Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture d'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? De façon indirecte, tous les projets TI permettent de répondre aux besoins évolutifs de la Ville et améliorer les opérations du Service des technologies de l'information, contribuant à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>x</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>x</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

N° Projet / Programme	Intitulé Projet	Agglo			Corpo			Total AGGLO 2025-2026-2027	Total CORPO 2025-2026-2027	Total 2025-2026-2027			
		AGGLO 2025	CORPO 2025	TOTAL 2025	AGGLO 2026	CORPO 2026	TOTAL 2026				AGGLO 2027	CORPO 2027	TOTAL 2027
60006	Investissements - Ville intelligente et numérique	812 000	808 000	1 620 000	1 759 000	1 752 000	3 511 000	0	0	0	2 571 000	2 560 000	5 131 000
60095	Outils corporatifs de gestion de projets	1 767 000	1 759 000	3 526 000	1 233 000	1 229 000	2 462 000	0	0	0	3 000 000	2 988 000	5 988 000
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	398 000	397 000	795 000	0	0	0	0	0	0	398 000	397 000	795 000
60115	Modernisation des services de cybersécurité	2 615 000	2 605 000	5 220 000	3 009 000	2 996 000	6 005 000	3262000	3248000	6510000	8 886 000	8 849 000	17 735 000
68011	Modernisation des réseaux de radiocommunications	3 965 000	0	3 965 000	11 250 000	0	11 250 000	12550000	0	12550000	27 765 000	0	27 765 000
68088	Approvisionnement III	555 000	553 000	1 108 000	1 048 000	1 044 000	2 092 000	547000	545000	1092000	2 150 000	2 142 000	4 292 000
68092	Système financier, budgétaire et d'approvisionnement	4 252 000	4 235 000	8 487 000	1 162 000	1 158 000	2 320 000	626000	624000	1250000	6 040 000	6 017 000	12 057 000
68111	Modernisation des réseaux de télécommunications	2 971 000	2 959 000	5 930 000	1 878 000	1 871 000	3 749 000	2670000	2660000	5330000	7 519 000	7 490 000	15 009 000
68122	Gestion des services aux utilisateurs	574 000	572 000	1 146 000	364 000	363 000	727 000	0	0	0	938 000	935 000	1 873 000
68123	Déploiement corporatif de gestion de services d'entreprises	1 101 000	1 096 000	2 197 000	1 155 000	1 150 000	2 305 000	351000	349000	700000	2 607 000	2 595 000	5 202 000
68144	Systèmes informatiques pour l'habitation	939 000	936 000	1 875 000	438 000	437 000	875 000	188000	187000	375000	1 565 000	1 560 000	3 125 000
68147	Nouveau système de subventions générique	351 000	349 000	700 000	612 000	610 000	1 222 000	659000	657000	1316000	1 622 000	1 616 000	3 238 000
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	0	0	0	0	0	0	0	1500000	1500000	0	1 500 000	1 500 000
68305	Modernisation des opérations policières	2 950 000	0	2 950 000	850 000	0	850 000	2200000	0	2200000	6 000 000	0	6 000 000
68315	Évolution des opérations policières du SPVM	8 460 000	0	8 460 000	5 550 000	0	5 550 000	3250000	0	3250000	17 260 000	0	17 260 000
68325	Caméras portatives SPVM	2 790 000	0	2 790 000	4 450 000	0	4 450 000	3888000	0	3888000	11 128 000	0	11 128 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	1 680 000	0	1 680 000	2 700 000	0	2 700 000	3950000	0	3950000	8 330 000	0	8 330 000
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	501 000	499 000	1 000 000	551 000	549 000	1 100 000	46000	46000	92000	1 098 000	1 094 000	2 192 000
69206	Évolution des outils géomatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70025	Cour municipale numérique	5 470 000	0	5 470 000	2 485 000	0	2 485 000	1500000	0	1500000	9 455 000	0	9 455 000
70120	Refonte numérique d'Espace pour la vie	0	1 071 000	1 071 000	0	1 534 000	1 534 000	0	1000000	1000000	0	3 605 000	3 605 000
70151	Développement de nouveaux contenus et sites web	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70152	Plateformes de fondation numérique	925 000	922 000	1 847 000	1 226 000	1 221 000	2 447 000	421000	420000	841000	2 572 000	2 563 000	5 135 000
70153	Programme de développement de sites web satellites	0	0	0	0	0	0	907000	904000	1811000	907 000	904 000	1 811 000
70155	Gestion de la relation client	642 000	640 000	1 282 000	995 000	991 000	1 986 000	1007000	1003000	2010000	2 644 000	2 634 000	5 278 000
70160	Refonte du portail intranet	828 000	824 000	1 652 000	0	0	0	0	0	0	828 000	824 000	1 652 000
70191	Infrastructures des usines de l'eau	2 000 000	0	2 000 000	2 800 000	0	2 800 000	4500000	0	4500000	9 300 000	0	9 300 000
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	348 000	347 000	695 000	1 092 000	1 088 000	2 180 000	906000	903000	1809000	2 346 000	2 338 000	4 684 000
70255	Gestion des processus juridiques	263 000	262 000	525 000	0	0	0	0	0	0	263 000	262 000	525 000
70330	Données ouvertes	68 000	67 000	135 000	0	0	0	0	0	0	68 000	67 000	135 000
70335	Refonte des données, des plateformes d'infrastructure et des outils d'intelligence d'affaires	701 000	699 000	1 400 000	1 002 000	998 000	2 000 000	893000	889000	1782000	2 596 000	2 586 000	5 182 000
70501	Environnement de travail	2 075 000	2 066 000	4 141 000	702 000	700 000	1 402 000	90000	89000	179000	2 867 000	2 855 000	5 722 000
70503	Modernisation de la suite bureautique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70505	Modernisation des espaces de travail informatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70542	Plateforme de l'intelligence économique	426 000	424 000	850 000	0	0	0	0	0	0	426 000	424 000	850 000
70750	Intelligence d'affaires - Migration Bureau d'affaires	276 000	274 000	550 000	417 000	416 000	833 000	0	0	0	693 000	690 000	1 383 000
70751	Solutions en Intelligence d'Affaires des Services et Arrondissements (SIASA)	1 131 000	1 126 000	2 257 000	881 000	878 000	1 759 000	1477000	1472000	2949000	3 489 000	3 476 000	6 965 000
70905	Modernisation des infrastructures et plateformes TI	2 969 000	2 958 000	5 927 000	3 308 000	3 295 000	6 603 000	3495000	3482000	6977000	9 772 000	9 735 000	19 507 000
70907	Résilience et relève des infrastructures technologiques de la Ville	1 127 000	1 123 000	2 250 000	2 505 000	2 495 000	5 000 000	2505000	2495000	5000000	6 137 000	6 113 000	12 250 000
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	0	1 145 000	1 145 000	0	2 270 000	2 270 000	0	2255000	2255000	0	5 670 000	5 670 000
71051	Services numériques d'interaction avec les systèmes métiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
71350	Gestionnaire électronique de documents	1 069 000	1 064 000	2 133 000	950 000	947 000	1 897 000	1620000	1613000	3233000	3 639 000	3 624 000	7 263 000
71450	Inspection mobile - Évaluation foncière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
71550	Système de gestion des actifs municipaux	0	4 010 000	4 010 000	0	4 100 000	4 100 000	0	4100000	4100000	0	12 210 000	12 210 000
71770	Système de gestion et de dépistage des entrées de service en plomb	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
72050	9-1-1 Prochaine génération	6 481 000	0	6 481 000	6 240 000	0	6 240 000	2000000	0	2000000	14 721 000	0	14 721 000
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence du SIM	1 095 000	0	1 095 000	600 000	0	600 000	1500000	0	1500000	3 195 000	0	3 195 000
72740	Outils numériques pour optimiser le service aux citoyens pour les services de la Culture	0	541 000	541 000	0	990 000	990 000	0	817000	817000	0	2 348 000	2 348 000
74015	Systèmes informatiques pour l'environnement	736 000	0	736 000	951 000	0	951 000	570000	0	570000	2 257 000	0	2 257 000
74250	Système de gestion des ressources humaines	4 152 000	4 135 000	8 287 000	4 007 000	3 992 000	7 999 000	2967000	2956000	5923000	11 126 000	11 083 000	22 209 000
74255	Gestion de temps	1 389 000	1 383 000	2 772 000	430 000	428 000	858 000	0	0	0	1 819 000	1 811 000	3 630 000
74551	Système de taxation et d'évaluation foncière	3 257 000	3 243 000	6 500 000	3 439 000	3 426 000	6 865 000	3432000	3419000	6851000	10 128 000	10 088 000	20 216 000
74562	Évolution du parc de postes de travail	1 109 000	1 105 000	2 214 000	1 182 000	1 178 000	2 360 000	2438000	2429000	4867000	4 729 000	4 712 000	9 441 000
74825	Projet de gestion des marquages et signalisations pour les arrondissements	0	750 000	750 000	0	750 000	750 000	0	0	0	0	1 500 000	1 500 000
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire) et refonte des systèmes de déneigement	0	2 000 000	2 000 000	0	2 118 000	2 118 000	0	687000	687000	0	4 805 000	4 805 000
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74926	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR Plus)	0	2 800 000	2 800 000	0	2 800 000	2 800 000	0	2800000	2800000	0	8 400 000	8 400 000
74955	Modernisation des activités du bureau des régimes de retraites Montréal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74993	Services numériques transactionnels aux citoyens et entreprises	0	2 356 000	2 356 000	0	3 360 000	3 360 000	0	1923000	1923000	0	7 639 000	7 639 000
74994	Gestion administrative du processus électoral	0	1 700 000	1 700 000	0	742 000	742 000	0	0	0	0	2 442 000	2 442 000
74995	Prise en charge des infrastructures du centre de gestion de mobilité urbaine (CGMU)	0	760 000	760 000	0	0	0	0	0	0	0	760 000	760 000
78032	Communications numériques (Centre Contact Client)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78035	Mise à niveau de la téléphonie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78045	Aménagements et rehaussements Télécom	551 000	549 000	1 100 000	401 000	399 000	800 000	376000	374000	750000	1 328 000	1 322 000	2 650 000
78067	Intégration technologique des unités d'affaires	150 000	150 000	300 000	763 000	760 000	1 523 000	757000	754000	1511000	1 670 000	1 664 000	3 334 000
78100	Système de gestion des vidéos	0	0	0	0	0	0	501000	499000	1000000	501 000	499 000	1 000 000

N° Projet / Programme	Intitulé Projet	AGGLO 2025	CORPO 2025	TOTAL 2025	AGGLO 2026	CORPO 2026	TOTAL 2026	AGGLO 2027	CORPO 2027	TOTAL 2027	Total AGGLO 2025-2026-2027	Total CORPO 2025-2026-2027	Total 2025-2026-2027
Total		75 919 000	57 262 000	133 181 000	74 385 000	55 035 000	129 420 000	68 049 000	47 099 000	115 148 000	218 353 000	159 396 000	377 749 000

**Dossier # : 1248285001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 218 353 000 \$ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



1248285001 p 77777 Agglo.xlsm

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jorge PALMA-GONZALES  
Agent comptable analyste  
**Tél :** 872-4014

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-19

François FABIEN  
Conseiller budgétaire  
**Tél :** 514 872-0709  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1248168005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif au parc- nature des Sources (RCG 12-004)

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé «Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)».

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-19 18:21

Signataire :

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et  
infrastructures

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1248168005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'agrandissement de la limite réglementaire du parc-nature des Sources permettra de protéger des milieux naturels d'intérêt écologique, d'offrir à la population montréalaise des lieux de contact avec la nature et de contribuer au pouvoir d'attraction de la Ville. Les milieux naturels procurent plusieurs services écologiques, notamment ils assurent le maintien de la biodiversité et enrichissent la qualité de vie des citoyens.

En 2004, la Ville de Montréal s'est dotée de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels afin de préserver les boisés, les mosaïques d'habitats et les milieux humides et hydriques. Depuis, la Ville oeuvre à protéger 10 % du territoire terrestre de l'agglomération grâce à différentes actions. L'agrandissement de la limite réglementaire du parc-nature des Sources contribuera, à terme, à l'atteinte de cette cible.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0471 - 24 août 2023 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)

CG15 0291 - 30 avril 2015 - Approuver les orientations du plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand

CG12 0054 - 23 février 2012 - Adoption du Règlement relatif au parc-nature des Sources

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

**DESCRIPTION**



Le présent règlement vise à agrandir la délimitation du Règlement relatif au parc-nature des Sources adopté le 24 août 2023 et d'y inclure des lots ayant un intérêt écologique élevé. L'agrandissement proposé ajoute les lots 2 482 889, 2 482 891, 2 482 893 et 2 482 895 du cadastre du Québec, situés sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent. La nouvelle délimitation réglementaire du parc-nature des Sources s'étend sur environ 226 hectares.

Conformément à l'article 112 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1), ce règlement est sans effet quant au tiers tant que la Ville de Montréal n'aura pas conclu une entente lui permettant d'exploiter le parc avec un propriétaire ou que la Ville soit devenue propriétaire d'un immeuble visé par le règlement.

## **JUSTIFICATION**

L'agrandissement de la délimitation réglementaire du parc-nature des Sources s'inscrit dans la volonté de l'agglomération de Montréal de protéger 10 % de la superficie terrestre de son territoire au bénéfice de la collectivité. Les terrains ajoutés à la nouvelle délimitation sont considérés comme ayant un intérêt écologique élevé. L'agrandissement du parc-nature des Sources s'inscrit également dans le cadre du Plan nature et sports.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'agrandissement de la limite du parc-nature des Sources n'a pas d'impact financier direct.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en matière de changements climatiques. Notamment, ce dossier s'inscrit en cohérence avec le Plan climat de la Ville (Action 19 : Augmenter la superficie terrestre des aires protégées à 10 % sur le territoire de la collectivité montréalaise) et avec l'axe *Transition écologique* du plan stratégique Montréal 2030.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources assurera l'intégration légale des lots identifiés à l'intérieur des limites du parc-nature, ce qui permettra ensuite à la Ville de poursuivre ses démarches en vue d'assurer leur conservation, en tout ou en partie.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

## Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

---

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

## Parties prenantes

Anne DESAUTELS, Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Anne DESAUTELS, 17 juillet 2024

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX  
Conseiller en planification

**Tél :** 514 820-7097  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-06-14

Jérémie WATTERS  
Chef de division

**Tél :** 514.872.6746  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)

**Tél :** 514.872.1456  
**Approuvé le :** 2024-07-19

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : **1248168005**

Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Projet : *Adoption – Règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelles <b>priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.  Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.  Priorité 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  <b>Priorités Montréal 2030 :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>● Contribution à l'atteinte de l'objectif de protéger 10 % du territoire terrestre et maintien de la biodiversité.</li><li>● Mise en oeuvre d'un projet de collectivité en harmonie avec la nature;</li></ul>			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>x</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	<b>x</b>		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>x</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>x</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>x</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Parc-nature du Bois-de-Liesse

Ville de Pointe-Claire

Ville de Dorval

Ruisseau Bertrand

Champ des monarques

Technoparc

Golf de Dorval

Station du REM

Aéroport International Pierre-Elliott-Trudeau

 Nouvelle limite du Parc-nature des Sources - 2024

Cette carte est produite pour fins de représentation et n. 7/9 doit pas être considérée comme ayant une valeur légal.

**Dossier # : 1248168005**

**Unité administrative responsable :** Service des grands parcs\_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau

**Objet :** Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Voir pièce jointe

---

**FICHIERS JOINTS**



Règl. modifiant le règl. RCG 12-004\_ 20240718.docx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie FORTIER  
Avocate  
**Tél :** 5148726396

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-18

Alexandre AUGER  
Chef de division et avocat  
**Tél :** (514) 872-1436  
**Division :** Droit public et législation

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG 12-004-2**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU PARC-NATURE DES SOURCES (RCG 12-004)**

Vu l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement relatif au parc-nature des Sources (RCG 12-004) est modifié :
  - 1° par l'insertion, au paragraphe 3° du premier alinéa, des numéros « 2 482 889, 2 482 891, 2 482 893, 2 482 895 » avant le mot « et »;
  - 2° par l'ajout, après le paragraphe 2° du deuxième alinéa, du paragraphe suivant :

« 3° le lot 2 482 889 au complet fait partie de l'emprise du parc-nature des Sources. ».
2. L'annexe 1 de ce règlement est modifiée par la suppression de l'article 13.

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXX.

GDD : 1248168005



**Dossier # : 1244352005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) afin de préciser les pouvoirs de l'autorité compétente

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029).

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2024-07-16 17:23

**Signataire :**

Claude CARETTE

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme\_mobilité et infrastructures



**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1244352005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) afin de préciser les pouvoirs de l'autorité compétente

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier propose un règlement modificateur afin de préciser les balises de gestion dévolues à l'autorité compétente dans les parcs régionaux relevant de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal en vertu de l'article 115 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1). Les parcs concernés sont les parcs-nature et certains secteurs du Grand parc de l'Ouest et du Grand parc de l'Est.

Les parcs régionaux assurent le maintien de la biodiversité et des services écosystémiques, enrichissent la qualité de vie des citoyens, permettent la tenue d'activités de plein air et d'éducation relative à l'environnement et contribuent au pouvoir d'attraction de la Ville.

Dans les dernières années, les territoires des parcs régionaux ont augmenté, parallèlement à une hausse des phénomènes environnementaux pouvant affecter l'équilibre de leurs milieux naturels. Les interventions de la Ville pour protéger et gérer ses milieux se sont complexifiées et impliquent parfois l'intervention d'experts externes.

Par conséquent, de nombreuses décisions administratives sont prises dans le respect de la mission de conservation des parcs-nature en s'appuyant sur l'article 3 du Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux (RCG 09-029).

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0286 – 28 avril 2022 – Adoption – Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029)

## DESCRIPTION

Le présent règlement précise les balises des décisions administratives nécessaires au fonctionnement des parcs régionaux qui dérogent aux articles du règlement RCG 09-029 :

- Les cocontractants de la Ville et employés ou fonctionnaires de celle-ci doivent, dans certaines circonstances, posséder un permis délivré conformément au premier alinéa de l'article 47 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune à des fins de gestion de la faune. Ces cocontractants sont assimilés à l'autorité compétente au sens de ce règlement;
- Les conditions de fréquentation et les interdictions prévues pour les usagers des parcs, auxquels peut déroger l'autorité compétente et les fins pour lesquelles de telles actions peuvent être posées.

S'ajoute à ces balises l'introduction d'un pouvoir d'ordonnance par le comité exécutif pour modifier la liste des exceptions prévues en cas de situation non prévisible.

## JUSTIFICATION

La gestion des milieux naturels et la protection de la biodiversité particulière aux parcs régionaux impliquent un éventail d'interventions réalisées dans le respect de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* et souvent exécutées par des firmes spécialisées. Aussi, préciser les pouvoirs de l'autorité compétente, et ceux qu'elle ne peut exercer, contribue à la bonne gouvernance dans un processus plus compréhensible et transparent pour les citoyens.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribuera à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en s'inscrivant dans les priorités stratégiques suivantes :

*2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

*19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ce projet de règlement est soumis en première lecture au conseil d'agglomération du mois d'août. Il sera ensuite présenté, pour adoption, au conseil d'agglomération du mois de septembre.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

## ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Lecture :

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia DI GENOVA  
Conseillère en planification

**Tél :** 514 779-2665

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-07-09

Marie-Pascale RICHARD  
chef(fe) de section - grands parcs

**Tél :** 514-855-6110

**Télécop. :** -

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS  
directeur(-trice)-gestion des parcs et biodiversité

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-12

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal

**Tél :** - -

**Approuvé le :** 2024-07-16

## Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244352005

**Unité administrative responsable** : SGPMRS, Direction gestion des grands parcs et milieux naturels, Gestion des parcs-nature  
**Projet** : Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) afin de préciser les pouvoirs de l'autorité compétente

### Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il ?			
2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Priorité 2 – Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

- Mieux protéger l'environnement et les milieux naturels
- Faciliter la prise de décision pour certaines demandes
- Préciser les pouvoirs de gestion de l'autorité compétente

Priorité 19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

- Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif
- Fournir l'encadrement législatif nécessaire pour assurer la cohabitation entre les usages et la conservation
- Légiférer sur les activités qui constituent des nuisances à la quiétude des parcs

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+ \*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1244352005**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) afin de préciser les pouvoirs de l'autorité compétente

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Voir document ci-joint.

---

**FICHIERS JOINTS**



Règl. mod. le Règlement RCG 09-029\_parcs nature\_VF.docx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Geneviève GIRARD GAGNON  
Avocate - Division droit public et législation  
**Tél :** 438-823-6851

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-07-10

Alexandre AUGER  
Chef de division et avocat  
**Tél :** 514-872-1436  
**Division :** Droit public et législation

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA FRÉQUENTATION ET À LA CONSERVATION DES PARCS RÉGIONAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL (RCG 09-029)**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 115 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par l'alinéa suivant :

« Pour des fins éducatives, récréatives, scientifiques, de gestion ou de protection des parcs régionaux, les conditions de fréquentation et les interdictions prévues aux chapitres 2, 4, 5 et 6, à l'exception du paragraphe 9° de l'article 12.1, des paragraphes 1°, 4° à 6°, 12° à 15° de l'article 23.1 et de l'article 57, ne s'appliquent pas à l'autorité compétente ainsi qu'à tout fonctionnaire ou employé dans l'exercice de leurs fonctions. ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant :

« **3.1.** Dans le cadre de toute activité de gestion de la faune, tout cocontractant de la Ville et titulaire d'un permis délivré conformément au premier alinéa de l'article 47 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), de même que les employés et sous-traitants de ce dernier, sont assimilés à l'autorité compétente au sens du présent règlement. ».

3. L'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « le directeur » par les mots « l'autorité compétente ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après le Chapitre VII, du chapitre suivant :

**« CHAPITRE VII.1**  
**ORDONNANCES**

**68.1.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier la liste des exceptions prévues à l'article 3. ».



Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX.

GDD : 1244352005



**Dossier # : 1247797001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal, RCG 23-025).

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal, RCG 23-025).

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2024-05-22 10:59

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247797001

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal, RCG 23-025).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 19 octobre 2023, le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal adoptait le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal).  
 Le programme permet d'offrir un soutien financier pour stimuler et encourager la rénovation des locaux commerciaux et des immeubles commerciaux. Depuis le lancement du programme, deux périodes d'admissibilité ont passé rendant ainsi admissibles 35 projets qui contribueront à revitaliser les secteurs commerciaux de l'agglomération. Les périodes d'admissibilité s'enchaînent et le programme se poursuit à l'heure actuelle, suscitant beaucoup d'intérêt du milieu commercial.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0591 - 19 octobre 2023 - Adoption - Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal).

**DESCRIPTION**

La présente modification réglementaire vise à clarifier davantage certains éléments relatifs au programme et à mieux traduire l'esprit du programme dans le règlement. Quatre modifications doivent être apportées:  
 La première modification vise à mieux définir l'une des exclusions s'appliquant aux ateliers mécaniques, d'entretien et de réparation automobile.  
 La deuxième modification vise à bien distinguer les documents attendus lorsque le requérant fait partie d'une SDC versus une association de commerçants.  
 La troisième modification vise à mieux distinguer le maximum de subvention relatif aux travaux versus les honoraires professionnels en design.  
 La quatrième modification vise à intégrer les secteurs QIRs (Quartiers inclusifs et résilients) de l'indice d'équité des milieux de vie, identifié par le SDIS, afin de bonifier le pointage de tout projet qui se trouverait dans ces secteurs.

## JUSTIFICATION

Le programme sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal) vient répondre à plusieurs enjeux et besoins du milieu commercial :

1. Les enjeux du commerce sont importants et présents partout sur le territoire de l'agglomération;
2. La fonction commerciale est structurante pour la qualité de vie, pour le rayonnement de Montréal et pour l'économie locale;
3. Le cadre bâti commercial est désuet dans plusieurs secteurs;
4. La compétitivité du commerce sur rue est affectée par l'offre de produits ou services en ligne, d'où l'importance d'offrir un environnement de consommation agréable pour attirer la clientèle.

Plus spécifiquement, la modification du règlement est nécessaire à la bonne compréhension de tous quant aux modalités et conditions du programme. De plus, l'intégration des zones QIR permettra à la Ville de soutenir les projets dans ces zones jugées prioritaires.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers avaient déjà fait l'objet d'approbation lors de l'adoption du programme et la modification réglementaire n'affecte en rien le budget du programme.

## MONTRÉAL 2030

Le présent programme répond et s'insère dans plusieurs des priorités de la Stratégie Montréal 2030 :

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Tout d'abord, le programme prévoit favoriser, en octroyant un pointage additionnel, les entreprises commerciales dont l'activité participe à l'économie circulaire (entretien et réparation, don et revente, reconditionnement, location à court terme). De cette manière, il soutient les entreprises commerciales qui mettent de l'avant des actions en économie circulaire. Deuxièmement, le programme permet d'offrir un environnement de consommation de qualité, de par la rénovation des locaux et bâtiments commerciaux. Le soutien financier permet d'aider les entreprises commerciales à demeurer en activité et de continuer à offrir une réponse aux besoins de consommation des citoyens. De plus, en encourageant l'implantation de commerces d'alimentation dans les secteurs sans commerces d'alimentation accessibles en 15 minutes à pied, le programme permet d'offrir une réponse de proximité aux besoins en termes d'alimentation. Finalement, le programme est un bon incitatif pour stimuler l'investissement à Montréal et ainsi faire rayonner la métropole. En effet, les programmes de subvention de la Ville de Montréal sont parmi les plus généreux.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver la modification réglementaire ne permettrait pas à la Ville de traduire clairement sa volonté à travers le règlement. Les modifications à apporter sont nécessaires pour le bon fonctionnement du programme.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en lien avec la modification puisque les ajustements à apporter sont mineurs et permettent de préciser notre intention seulement, sans affecter l'esprit du programme déjà adopté et annoncé.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent MEUNIER  
Commissaire au développement économique

**Tél :** (514) 820-2279  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-04-09

Steves BOUSSIKI SOM  
chef(fe) de division - développement  
économique

**Tél :** 438-880-2217  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO  
directeur(-trice) - mise en valeur des poles  
économiques

**Tél :**

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Eric LABELLE  
directeur(-trice) de service - développement  
économique

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-04-11

**Approuvé le :** 2024-05-16

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : GDD1247797001

Unité administrative responsable : Service du développement économique

Projet : *Adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal)*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>X</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;			
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?			
Concernant la priorité 4, le programme prévoit favoriser, en octroyant un pointage additionnel, les entreprises commerciales dont l'activité participe à l'économie circulaire (entretien et réparation, don et revente, reconditionnement, location court terme). De cette manière, il soutient les entreprises commerciales qui mettent de l'avant des actions en économie circulaire. Concernant la priorité 19, le programme permet d'offrir un environnement de consommation de qualité, de par la rénovation des locaux et bâtiments commerciaux. Le soutien financier permet d'aider les entreprises commerciales à demeurer en activité et de continuer à offrir une réponse aux besoins de			

consommation des citoyens. De plus, en encourageant l'implantation de commerces d'alimentation dans les secteurs sans commerces d'alimentation accessibles en 15 minutes à pied, le programme permet d'offrir une réponse de proximité aux besoins en termes d'alimentation. Finalement, concernant la priorité 20, le programme est un bon incitatif pour stimuler l'investissement à Montréal et ainsi faire rayonner la métropole. En effet, les programmes de subvention de la Ville de Montréal sont parmi les plus généreux.



## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1247797001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
<b>Objet :</b>	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme Commerce-Montréal, RCG 23-025).

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AGT - 1247797001 - Règl. modifiant RCG 23-025 20240514.doc



Annexe 1 - Nouvelle Annexe C - RCG 23-025.pdf

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières  
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-05-15

Nicolas DUFRESNE  
Avocat et chef de division

**Tél :** 514-872-0128  
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG 23-025-X**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS  
RELATIVES À LA REVITALISATION DE BÂTIMENTS SITUÉS SUR DES RUES  
COMMERCANTES (PROGRAMME COMMERCE-MONTRÉAL) (RCG 23-025)**

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerçantes (Programme commerce-Montréal) (RCG 23-025) est modifié par :

1° l'ajout, à la fin de la définition de l'expression « association de commerçants », des mots « et qui n'est pas une SDC »;

2° l'insertion, après la définition de « SDC », de la définition suivante :

« « secteur QIR » : secteur qui constitue un quartier inclusif et résilient, identifié à l'annexe C. »

2. Le paragraphe 3 de l'article 5 de ce règlement est modifié par l'insertion après le mot « mécanique », des mots « , d'entretien ou de réparation automobile ».

3. L'article 15 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, à la fin du paragraphe 1 du premier alinéa, des mots « sans dépasser 50 000 \$ »;

2° le remplacement, au deuxième alinéa, de « 50 000 \$ » par « 60 000 \$ ».

4. Le quatrième critère de la grille d'évaluation en annexe B de ce règlement est remplacé par le critère suivant :

« Le projet concerne :

- l'implantation d'un commerce d'alimentation dans une zone dans laquelle aucun commerce d'alimentation n'est accessible à 15 minutes à pied ou moins, identifiée en rouge à l'annexe C, ou dans une zone où un seul commerce d'alimentation est accessible à 15 minutes à pied ou moins, identifiée en orange à l'annexe C; ou
- un bâtiment ou une partie de bâtiment situé dans un secteur QIR. »

5. L'annexe C de ce règlement est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent règlement.

-----

**ANNEXE 1**

**ANNEXE C**

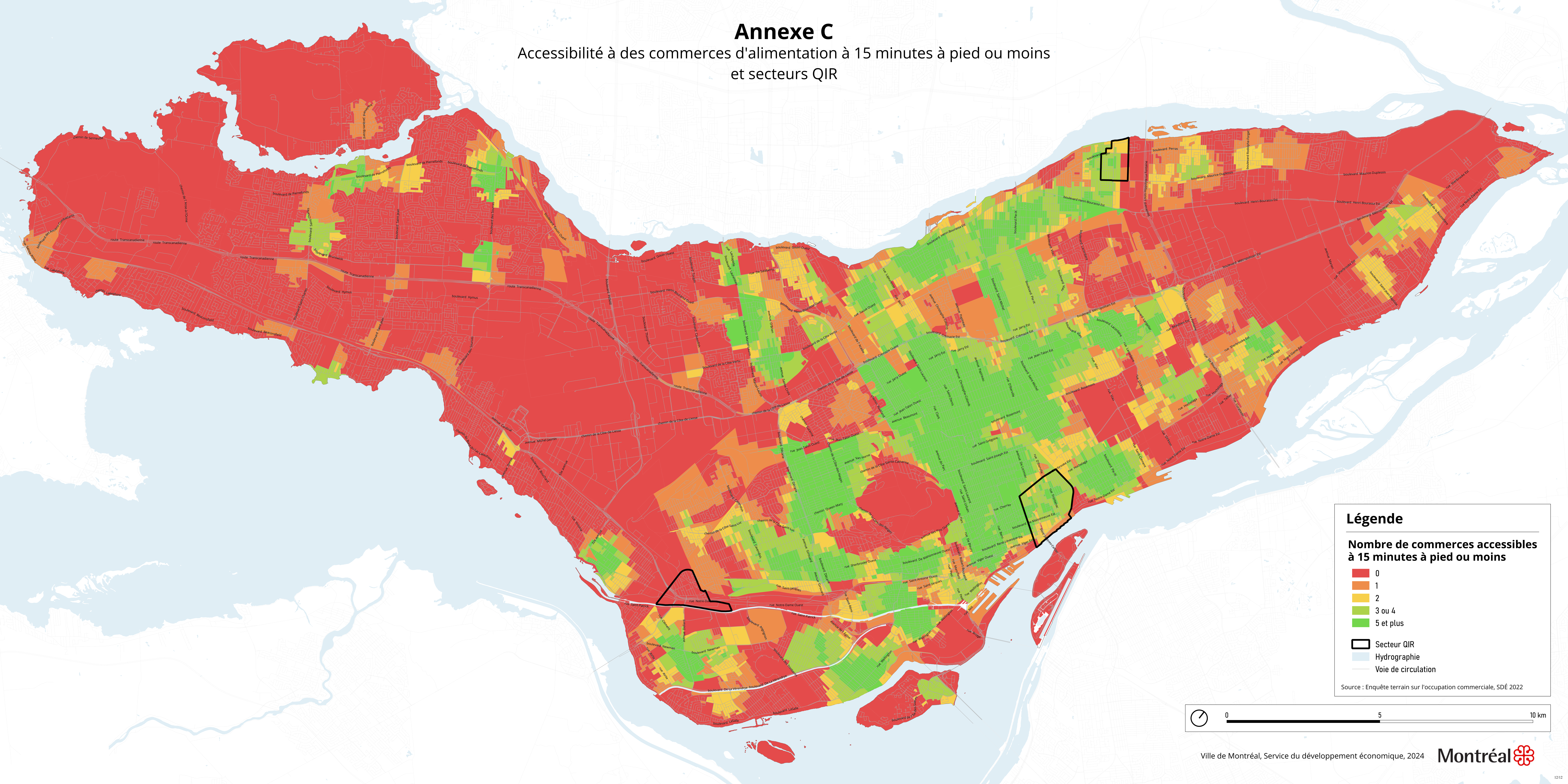
**ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES D'ALIMENTATION À 15 MINUTES À PIED  
OU MOINS ET SECTEURS QIR**

\_\_\_\_\_

GDD1247797001

# Annexe C

Accessibilité à des commerces d'alimentation à 15 minutes à pied ou moins  
et secteurs QIR



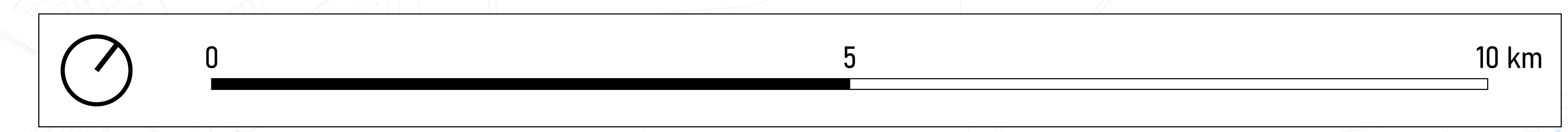
**Légende**

**Nombre de commerces accessibles à 15 minutes à pied ou moins**

- 0
- 1
- 2
- 3 ou 4
- 5 et plus

▭ Secteur QIR  
▭ Hydrographie  
▭ Voie de circulation

Source : Enquête terrain sur l'occupation commerciale, SDÉ 2022





**Dossier # : 1247637002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adoption – Règlement modifiant le règlement RCG 23-014 autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour financer l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations afin de retirer la mention : « accessoires à des projets d'immobilisation » par les mots « qui sont ou seront situées dans un immeuble municipal ou faisant l'objet d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le propriétaire ».

Il est recommandé :

- d'adopter le règlement modifiant le règlement RCG 23-014 autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour financer l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations afin de retirer la mention : « accessoires à des projets d'immobilisation » par les mots « qui sont ou seront situées dans un immeuble municipal ou faisant l'objet d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le propriétaire ».

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2024-05-24 10:04

**Signataire :** Nadia BASTIEN

\_\_\_\_\_  
Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION** Dossier # :1247637002

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adoption – Règlement modifiant le règlement RCG 23-014 autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour financer l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations afin de retirer la mention :« accessoires à des projets d'immobilisation» par les mots « qui sont ou seront situées dans un immeuble municipal ou faisant l'objet d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le propriétaire ».

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis 1989, le Bureau d'art public du Service de la culture est responsable de l'acquisition, de la restauration et de la mise en valeur de la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal. Annuellement, la collection est bonifiée d'environ quatre (4) nouvelles œuvres d'art et en moyenne, deux (2) œuvres d'art public sont restaurées sur le territoire montréalais. L'équipe du Bureau d'art public s'associe généralement à de grands projets planifiés par les services centraux ou les arrondissements pour assurer une intégration optimale des œuvres d'art public.

Conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisation, les œuvres d'art et les trésors historiques acquis à ce titre ou reçus par donation ne sont pas constatés à titre d'immobilisations corporelles aux états financiers de la Ville. Leur coût d'acquisition ainsi que les frais liés à leur conservation et à leur restauration doivent être passés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont réalisés.

Le présent sommaire a pour but de modifier le règlement d'emprunt permettant de financer les dépenses de fonctionnement (de compétence d'agglomération) reliées à l'acquisition et la restauration des œuvres d'art public afin de permettre des interventions sur les œuvres d'art public sans que celles-ci ne soient liées à des projets d'immobilisation.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG23 0464** – 24 août 2023 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ afin de financer l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations

**CM21 0792** - 15 juin 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 674 000 \$ afin de financer l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations prévus au programme décennal d'immobilisations

**CG16 0359** – 19 mai 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 770 000 \$ pour l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations prévus au programme triennal d'immobilisations

**CM12 0858** - 25 septembre 2012 - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations prévus au programme triennal d'immobilisations

**CM10 0483** - 15 juin 2010 - Approbation du Cadre d'intervention en art public.

## **DESCRIPTION**

Le présent sommaire vise la modification du règlement RCG23-014 autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour financer l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations afin de retirer la mention : « accessoires à des projets d'immobilisations » par les mots « qui sont ou seront situées dans un immeuble municipal ou faisant l'objet d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le propriétaire ». Les termes "immeubles municipaux" englobent les terrains et bâtiments qui appartiennent à la Ville (exemple: bâtiment, parc municipal). Le terme "propriétaire" est rattaché au terme immeuble.

Dans le contexte où le coût d'acquisition des œuvres d'art public ainsi que les frais liés à leur conservation et à leur restauration doivent être passés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont réalisés, ce règlement d'emprunt permettra de :

- restaurer des œuvres d'art public dont l'état est jugé insatisfaisant même si celles-ci ne sont pas reliées à un projet d'immobilisation;
- acquérir des œuvres d'art public qui nécessiteraient une installation minimale, sans que celles-ci ne soient liées à des projets d'immobilisation.

## **JUSTIFICATION**

En 2010, la Ville de Montréal s'est dotée d'un cadre d'intervention en art public. La Ville reconnaissait ainsi l'importance de l'art public pour la qualité du milieu de vie et le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle. La modification du règlement permettra d'assurer de manière optimale, l'acquisition et la conservation des œuvres d'art public de la collection municipale.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement d'emprunt servira au financement de l'acquisition et de la restauration de tous projets d'œuvres d'art public, dont ceux du Service de la culture (prévus dans le PDI 2024-2033 au Programme 36206 - Installation de nouvelles œuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisation et au Programme 39601 - Restauration d'œuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisation prévu à la programmation) et ceux des autres services centraux et arrondissements de la Ville.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder cinq (5) ans conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations.

## **MONTRÉAL 2030**

Ce dossier s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (Orientation 4 / Priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire.



## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la modification du règlement n'est pas approuvée, certaines œuvres jugées en mauvais état ne pourront pas être restaurées dans un délai raisonnable causant potentiellement des enjeux de sécurité pour les citoyens.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : 3<sup>e</sup> trimestre 2024
- Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Lecture :

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LANGEVIN  
Commissaire

**Tél :** 514 248-3401  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Stéphanie ROSE  
Cheffe de division

**Tél :** 514-868-5856  
**Télécop. :**

Le : 2024-05-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

## DIRECTION

Elsa MARSOT  
directeur(-trice)-developpement culturel

**Tél :**

**Approuvé le :** 2024-05-22

Valerie BEAULIEU  
Directrice du Service de la culture

**Tél :** 514.872.4600

**Approuvé le :** 2024-05-22

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1247637002

Unité administrative responsable : *Service de la culture*

Projet : Adoption – Règlement modifiant le règlement RCG 23-014 autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour financer l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations afin de retirer la mention : accessoires à des projets d'immobilisations

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	<b>x</b>		
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?  Ce dossier s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (Orientation 4 / Priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ?  La Ville reconnaît l'importance de l'art public pour la qualité du milieu de vie et le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>		<b>x</b>	
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		<b>x</b>	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		<b>x</b>	

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits humains</li> <li>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul> </li> <li>b. <b>Équité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul> </li> <li>c. <b>Accessibilité universelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul> </li> </ul>		<b>x</b>	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	<b>x</b>		

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Dossier # : 1247637002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
<b>Objet :</b>	Adoption – Règlement modifiant le règlement RCG 23-014 autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ pour financer l'acquisition et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations afin de retirer la mention :« accessoires à des projets d'immobilisation» par les mots « qui sont ou seront situées dans un immeuble municipal ou faisant l'objet d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le propriétaire ».

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AGT - 1247637002 - Règl. modifiant RCG 23-014.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières  
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-05-22

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate

**Tél :** 514-589-7591  
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE  
4 000 000 \$ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION, L'INSTALLATION ET LA  
RESTAURATION D'ŒUVRES D'ART PUBLIC ACCESSOIRES À DES PROJETS  
D'IMMOBILISATIONS (RCG 23-014) AFIN DE CHANGER L'OBJET**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et ville (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 \$ afin de financer l'acquisition, l'installation et la restauration d'œuvres d'art public accessoires à des projets d'immobilisations (RCG 23-014) est modifié par la suppression des mots « accessoires à des projets d'immobilisations ».

**2.** L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « accessoires à des projets d'immobilisations municipaux » par les mots « qui sont ou seront situées dans un immeuble municipal ou faisant l'objet d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le propriétaire ».

---

GDD1247637002



**Dossier # : 1243599004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division de la réglementation_de l'accès à l'information et des élections
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053) » aux fins de remplacer la formule d'indexation et de suspendre toute indexation pour l'exercice financier de 2024

Il est recommandé :

D'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053) ».

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-06-05 17:40

**Signataire :**

Martin PRUD'HOMME

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et  
conformité

**IDENTIFICATION** Dossier # :1243599004

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division de la réglementation_de l'accès à l'information et des élections
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053) » aux fins de remplacer la formule d'indexation et de suspendre toute indexation pour l'exercice financier de 2024

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En novembre 2023, le cabinet de la mairesse de Montréal a annoncé le gel de la rémunération des élu-es pour l'exercice 2024.

Or, selon les principaux règlements fixant la rémunération pour les fonctions occupées par les personnes élues à la Ville de Montréal, soit le *Règlement sur le traitement des membres du conseil* (02-039) et le *Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération* (RCG 06-053), les rémunérations qui y sont prévues sont indexées annuellement d'un pourcentage correspondant au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le Québec établi par Statistique Canada pour l'année précédente.

Conformément au règlement RCG 06-053 qui établit les rémunérations relevant du conseil d'agglomération, le taux d'augmentation ainsi applicable à la rémunération des élu-es pour l'exercice 2024 serait de 4,5 %. Pour faire échec à l'application de la clause d'indexation, il est proposé d'adopter un règlement aux fins de suspendre son application pour l'exercice 2024.

Par ailleurs, le contexte économique inflationniste actuel donne lieu à une remise en question de la clause d'indexation basée sur le taux d'augmentation de l'IPC pour le Québec. Dans un souci de saine gestion des fonds publics et d'équité interne, l'Administration souhaite que l'indexation de la rémunération des personnes élues soit dorénavant en phase avec celle appliquée à la rémunération des employés.

Le présent dossier vise ainsi deux objectifs : modifier la formule d'indexation prévue dans le Règlement RCG 06-053 et suspendre toute indexation des rémunérations et des maximums prévus dans ce règlement pour l'exercice 2024.



Un dossier similaire (1233599003) chemine en parallèle au conseil municipal aux mêmes fins en ce qui a trait au Règlement 02-039.

Rappelons, par ailleurs, que selon l'article 43 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, il appartient aux conseils d'arrondissement de fixer la rémunération des conseillers d'arrondissement ainsi que la rémunération additionnelle relative à tout poste particulier au sein d'un conseil d'arrondissement ou d'un comité de celui-ci. Il appartient donc aux conseils d'arrondissement d'apporter toute modification souhaitée à l'indexation prévue dans leur réglementation, le cas échéant.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0710 - 17 décembre 2020 : Adoption du Règlement sur l'annulation du versement de l'indexation prévue au Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053) pour l'exercice financier 2020 (règlement RCG 20-042)

CG12 0237 - 21 juin 2012 : Adoption du Règlement sur la limitation (à 2%), pour l'exercice financier 2012, du taux d'indexation des rémunérations prévues dans le règlement RCG 06-053 (règlement RCG 12-008);

CG09 0139 - 30 avril 2009 : Adoption du Règlement visant la suspension, pour l'exercice financier 2009, de la clause d'indexation prévue dans le règlement RCG 06-053 (règlement RCG 09-013);

CG06 0487 - 30 novembre 2006 : Adoption du Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) et suspension de l'indexation pour l'exercice financier 2007.

## **DESCRIPTION**

Le projet de règlement soumis dans le présent dossier remplace, dans un premier temps, la formule d'indexation prévue au deuxième alinéa de l'article 5 du règlement RCG 06-053. Présentement, cet alinéa prévoit que l'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice financier, d'un pourcentage correspondant aux taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Québec, établi par Statistique Canada pour l'année précédente. Avec la modification proposée, l'indexation consistera dans l'augmentation, pour chaque exercice financier, d'un pourcentage correspondant à la moyenne des augmentations économiques consenties aux groupes des employés cadres, cols blancs, cols bleus et professionnels généraux de la Ville pour l'année précédente.

Dans un deuxième temps, le projet de règlement prévoit une disposition qui suspend l'application de la clause d'indexation prévue à l'article 5 du règlement RCG 06-053 aux fins de l'exercice 2024. Ainsi, les rémunérations payables et maximums applicables en 2024 seront identiques aux montants de 2023. En 2025, ces rémunérations et maximums seront augmentés, le cas échéant, du taux d'indexation applicable à l'exercice 2025 selon la nouvelle formule d'indexation prévue dans le projet de règlement.

Tel que permis en vertu de l'article 2 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (RLRQ c. T-11-001) (LTÉM), ce projet de règlement rétroagira au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Rappelons, finalement, que la LTÉM requiert que le projet de règlement soumis dans ce dossier soit adopté lors d'une assemblée ordinaire, à la majorité des deux tiers des membres du conseil incluant la voix favorable de la mairesse.

## JUSTIFICATION

La suspension de l'application de la clause d'indexation proposée dans le présent dossier permet aux élu.es de contribuer à un effort collectif de contrôle des dépenses à la Ville, en maintenant pour l'année 2024 les mêmes rémunérations que celles payables en 2023.

Le remplacement de la formule d'indexation permettra d'harmoniser les ajustements économiques appliqués à la rémunération des personnes élues avec ceux appliqués aux divers groupes de personnel.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La suspension de l'indexation prévue dans le règlement RCG 06-053 pour l'exercice 2024 générera une économie estimée de l'ordre de 64 000 \$. Si un règlement équivalent est adopté au niveau du conseil municipal et des conseils d'arrondissement qui ont adopté un règlement sur le traitement des personnes élues avec indexation, l'économie additionnelle estimée serait de l'ordre de 588 000 \$.

## MONTREAL 2030

Ne s'applique pas.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon les dispositions de l'article 2 LTÉM, le règlement soumis dans le présent dossier peut seulement rétroagir au 1er janvier 2024 s'il est adopté et en vigueur avant la fin de l'année 2024.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion, dépôt et présentation du projet de règlement (article 8 LTÉM);
- Publication de l'avis requis en vertu de l'article 9 LTÉM au moins 21 jours avant l'assemblée ordinaire à laquelle est prévue l'adoption du règlement;
- Adoption du règlement à une assemblée ordinaire (art. 7 LTÉM);
- Avis public et entrée en vigueur requis avant la fin 2024.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Jean-François DOYLE, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jocelyne L'ANGLAIS  
Avocat(e) 1

**Tél :** 514 872-3357  
**Télécop. :** 514 872-5655

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-06-05

Domenico ZAMBITO  
Greffier adjoint et chef de division de la  
réglementation

**Tél :** 514 872-3125  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE  
Greffier et directeur

**Tél :** 514 872-3007  
**Approuvé le :** 2024-06-05

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
RCG 06-053-X**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET COMITÉS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION (RCG 06-053)**

Vu l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (RLRQ, chapitre T-11.001);

Vu l'article 21 du Décret 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Le deuxième alinéa de l'article 5 du Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions et comités du conseil d'agglomération (RCG 06-053) est remplacé par les alinéas suivants :

« L'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice financier de la Ville, d'un pourcentage correspondant à la moyenne des pourcentages d'augmentations économiques accordées aux groupes des employés cadres, cols blancs, cols bleus et professionnels généraux de la Ville pour l'année précédente.

Lorsqu'au 30 juin de l'exercice concerné le pourcentage d'augmentation économique pour l'année précédente n'est pas disponible pour un ou plusieurs des groupes visés au deuxième alinéa, seuls les pourcentages d'augmentations économiques déjà disponibles parmi les groupes visés sont inclus dans le calcul de la moyenne. ».

**2.** Malgré l'article 5 de ce règlement, aucun des montants et rémunérations visés au premier alinéa de cet article ne sont indexés pour l'exercice 2024.

**3.** Le présent règlement a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXX 2024.



**Dossier # : 1243074001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023).

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2024-05-30 14:52

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

---

directeur(-trice) general(e)  
Direction générale , Cabinet du directeur général

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1243074001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certa in es agglomérations*. Le potentiel fiscal est le critère de répartition qui s'applique par défaut, à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères. Jusqu'au 31 décembre 2013, l'article 68 du décret 1229-2005 prévoyait que :

- les coûts réels de l'alimentation en eau potable étaient partagés entre les villes desservies par l'agglomération de Montréal selon la consommation réelle;
- les usines de Dorval et de Pointe-Claire étaient exploitées par les municipalités où elles étaient situées.

Cet article du décret, dont l'application se terminait le 31 décembre 2013, n'a pas été reconduit. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les usines de Dorval et Pointe-Claire sont donc exploitées par la ville centre qui dessert en eau potable l'ensemble des municipalités de l'agglomération.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont réparties entre les villes liées en fonction de leur consommation respective d'eau potable. Ceci représente la mise en application de l'entente signée le 4 mars 2016 entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal au sujet du partage des dépenses relatives à l'alimentation en eau potable.

Ainsi, aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des seize municipalités liées, le taux est établi à 0,2608 \$ par m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2023. Ce taux se compare au taux de 0,2562 \$ par m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2022.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0470 - 24 août 2023 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2022) - RCG 23-017

CG22 0432 - 16 juin 2022 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2021) - RCG 22-022

CG21 0299 - 20 mai 2021 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020) - RCG 21-007

CG21 0095 - 25 février 2021 - Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2021), RCG 20-039-1

CG20 0704 - 17 décembre 2020 - Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2021) - RCG 20-039

CG20 0334 - 18 juin 2020 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) - RCG 20-023

CG20 0345 - 30 juin 2020 - Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020), RCG 19-031-2

CG20 0281 - 28 mai 2020 - Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020), RCG 19-031-1

CG19 0628 - 19 décembre 2019 - Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) - RCG 19-031

CG19 0196 - 18 avril 2019 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2018) - RCG 19-015

CG18 0032 - 25 janvier 2018 - Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2018) - RCG 18-003

CG18 0257 - 26 avril 2018 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2017) - RCG 18-014

CG17 0168 - 27 avril 2017 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016) - RCG 17-019

CG16 0276 - 21 avril 2016 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015) - RCG 16-042

CG15 0361 - 28 mai 2015 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2014) - RCG 15-061

CG14 0226 - 1er mai 2014 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013)

CG13 0133 - 25 avril 2013 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2012)

## **DESCRIPTION**

Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023) prévoit qu'au terme de l'exercice financier de 2023, la Ville fixe par règlement du conseil d'agglomération, le taux définitif de la quote-part en fonction du coût relatif à l'alimentation en eau potable qu'elle a assurée sur le territoire des municipalités liées au cours de cet exercice financier. Ce règlement établit également les modalités de paiement ou de remboursement ainsi que le montant des intérêts.

## JUSTIFICATION

Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023) prévoit que la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable est transmise au plus tard le 30 janvier 2023. Un ajustement du montant de la quote-part est effectué lorsque le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est fixé, au terme de l'exercice financier de 2023 et que la consommation réelle de chacune des municipalités liées est connue. Il équivaut à la différence entre la quote-part pour l'alimentation en eau potable et la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des municipalités liées, le taux est établi à 0,2608 \$ par m<sup>3</sup> pour l'exercice financier de 2023.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise le dépôt de documents financiers prévu par le cadre législatif.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---



## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra GAUTHIER-BLAKE  
Conseillère en planification budgétaire

**Tél :** 514-872-4136

**Télécop. :** 514 872-8768

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2024-05-21

Stéphanie RAULT  
Cheffe de division

**Tél :**

438 951-7597

**Télécop. :**

514 872-8768

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI  
Directeur(-trice)-budget, planification financière  
et fiscale

**Tél :** 514 451-1839

**Approuvé le :** 2024-05-24

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE  
Trésorière et directrice du Service des  
finances

**Tél :** 514 872-6630

**Approuvé le :** 2024-05-30

# Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1243074001

Unité administrative responsable : *Service des finances*

Projet : *Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023)*

## Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i><b>oui</b></i>	<i><b>non</b></i>	<i><b>s. o.</b></i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' <b>atteinte des résultats en lien avec les priorités</b> du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			<b>X</b>
2. À quelle(s) <b>priorité(s)</b> du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s.o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal <b>résultat/bénéfice attendu</b> ? s.o.			

## Section B - Test climat

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de <b>réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990</li> <li>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030</li> <li>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales</li> <li>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050</li> </ul>			<b>X</b>
2. Votre dossier contribue-t-il à la <b>diminution des vulnérabilités climatiques</b> , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			<b>X</b>
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			<b>X</b>

## Section C - ADS+\*

*Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses*

	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>s. o.</b>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. <b>Inclusion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Respect et protection des droits humains</li> <li>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion</li> </ul>			<b>X</b>
<p>b. <b>Équité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale</li> </ul>			<b>X</b>
<p>c. <b>Accessibilité universelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal</li> </ul>			<b>X</b>
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			<b>X</b>

\* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**FOURNITURE DE L'EAU POTABLE AUX VILLES LIÉES**  
**EXERCICE 2023 - CALCUL DU COÛT RÉEL**

(en milliers de dollars)

	<b>Réel 2023</b>	<b>Réel 2022</b>
1. Approvisionnement et traitement de l'eau potable	57 021,0	57 093,6
2. Réseau de distribution de l'eau potable	<u>27 190,1</u>	<u>29 849,1</u>
	84 211,1	86 942,7
 Frais généraux d'administration applicable à la fourniture de l'eau potable	14,55%	14,55%
	12 252,7	12 650,2
<b>Coût direct de fourniture en eau potable</b>	<b>96 463,8</b>	<b>99 592,9</b>
<b>Volumes d'eau distribués nets (m3) - 2023</b>	<b>369 922 647</b>	<b>388 796 120</b>
<b>Tarif réel 2023 pour les villes liées</b>	<b>0,2608 \$/m3</b>	<b>0,2562 \$/m3</b>

**Dossier # : 1243074001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
<b>Objet :</b>	Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2023)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AGT - 1243074001 - Taux définitif de l'eau 2023.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières  
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2024-05-24

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate

**Tél :** 514-589-7591  
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT FIXANT LE TAUX AU MÈTRE CUBE DE L'EAU EN FONCTION  
DES COÛTS RÉELS RELATIFS À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AUX  
FINS DE LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU  
POTABLE (EXERCICE FINANCIER 2023)**

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'article 4 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2023) (RCG 22-036);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération décrète :

**CHAPITRE I**  
**DISPOSITION GÉNÉRALE**

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coûts relatifs à l'alimentation en eau potable » : les charges relatives à l'exercice des compétences d'agglomération qui sont imputées, conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale, aux activités *Approvisionnement et traitement de l'eau potable* et *Réseau de distribution de l'eau potable* de la fonction *Hygiène du milieu* au rapport financier annuel 2023 de la Ville de Montréal, auxquelles sont ajoutés des frais généraux d'administration équivalant à 14,55% de ces charges;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« municipalité liée » : une municipalité visée à l'article 4 de la Loi;

**CHAPITRE II**  
**QUOTE-PART POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

2. Aux fins du financement des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées, le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est établi à 0,2608 \$/m<sup>3</sup> pour l'exercice financier 2023.

**CHAPITRE III**  
**ENTRÉE EN VIGUEUR**

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier 2023.